HK
5

Digitized by the Internet Archive
in 2024 with funding from
Getty Research Institute

https://archive.org/details/revuedesdeuxmon1914unse_4

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

TOME XXIV. — 1er NOVEMBRE 1914.

REVUE

DES

DEUX MONDES

LXXXIVe ANNÉE. — SIXIÈME PÉRIODE

SCOLASTICAT — SOC. DE MARIE —

TOME VINGT-QUATRIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1914

THE GETTY CENTER
LIBRARY

A NOS LECTEURS

Le 1er septembre dernier, nous avons fait part à nos lecteurs des préoccupations que nous inspiraient, au sujet de la publication régulière de la *Revue*, les circonstances difficiles qui n'étaient encore qu'à leur début et dont il était impossible de prévoir les suites. Notre crainte principale, qui était alors de manquer de papier, s'est heureusement atténuée à mesure que la situation générale s'améliorait. Sans doute l'avenir, en ce qui concerne le service des publications périodiques, n'est pas encore tout à fait assuré, mais dès maintenant nous pouvons ajouter une feuille, soit 32 pages, à notre numéro et nous comptons qu'il en sera de même pour le prochain. Nous prions nos lecteurs de croire que nous sommes aussi impatiens qu'eux-mêmes de restituer à nos numéros leur volume normal et que nous ne négligerons rien pour hâter le moment où nous pourrons le faire.

LA

CATHÉDRALE DE REIMS [1]

Blessée grièvement, sinon morte, elle est toujours vivante dans notre souvenir et dans notre amour. En parlant d'elle, je penserai à ce qu'elle était hier et à ce qu'elle sera demain, lorsqu'après nos victoires nos mains pieuses redonneront à Notre-Dame de Reims sa blanche robe de pierre. Et si nos mains depuis longtemps désaccoutumées de ces sublimes travaux ne savent plus, comme nos ancêtres, tisser ces fines dentelles de pierre, ce qu'il y aura d'imparfait dans notre œuvre sera là pour rappeler à toutes les générations futures le crime de nos ennemis, pour dire contre quels barbares, à certain moment de son histoire, la France eut à lutter.

Allemagne, la poussière de ces murs éventrés par toi fera sur ta robe une tache non moins indélébile que le sang des femmes et des enfans dont tu l'as souillée !

(1) Au moment de mettre cet article sous presse, nous avons le regret d'apprendre la mort de son auteur, M. Marcel Reymond. Rien ne nous avait fait prévoir ce dénouement prématuré d'une existence laborieuse, qui a été consacrée à l'étude et à l'histoire de l'art. M. Marcel Reymond se mettait tout entier dans les opinions qu'il défendait; il y apportait, avec une compétence incontestée, une véritable passion, et c'est ce qui donnait tant de vie à ses écrits comme à sa parole. La même passion, plus ardente encore s'il était possible, inspirait son patriotisme. La guerre qui se poursuit, les crimes qui l'accompagnent, l'incendie de la cathédrale de Reims en particulier l'avaient profondément ému et indigné. Une dernière fois il a repris la plume pour décrire l'admirable monument qu'il avait tant admiré et aimé et qui, devant les siècles futurs, témoignera de la barbarie germanique. L'homme et l'artiste avaient été cruellement blessés en M. Marcel Reymond. Quelques jours avant sa mort, il écrivait à son ami, M. André Michel : « Comment pourrons-nous continuer à vivre des heures pareilles? » Et, en effet, il ne l'a pas pu : une crise subite l'a brusquement emporté.

Dans l'évolution de l'art gothique, la cathédrale de Reims, venue après celles de Paris et d'Amiens, marque sur certaines parties, notamment par ses portes, sa rose, ses tours, ses façades latérales, le point culminant de beauté atteint par l'art gothique. Elle possède toutes les grandes qualités architecturales, toute la noblesse et la grandeur du XIIIe siècle et en même temps elle annonce et prépare toutes les délicatesses du XVe.

Pour comprendre la beauté d'une cathédrale gothique, il ne suffit pas de s'en tenir aux prodiges que les architectes ont réalisés au point de vue constructif, à ces solutions provoquées par les nécessités de toiture ou d'éclairage, qui ont été, tour à tour, le point de départ de ces deux styles que nous distinguons sous le nom de *Roman* et de *Gothique*. Il faut nous élever plus haut. Ce qu'il y a de fondamental dans l'architecture gothique part d'un autre principe, de quelque chose de supérieur au principe constructif. Sa beauté vient de ce que, par excellence, elle fut de tous les styles le plus expressif des sentimens de notre âme, le plus significatif des grandes pensées de la religion chrétienne : la croyance en Dieu, et la croyance en la fraternité des hommes. L'église chrétienne, c'est le Temple de Dieu, et c'est la maison du peuple réuni au pied des autels.

Temple de Dieu, l'église doit être aussi belle que possible, belle par sa construction et par tous les détails de son architecture et de son décor ; maison du peuple, elle doit tout faire converger vers son instruction et sa moralisation. Par suite de ce besoin d'instruction primordial, dans ces temps où les hommes n'avaient pas de livres, nos églises devinrent un livre gigantesque, un livre parlant par l'image, par toutes les peintures et les sculptures dont ses murs furent revêtus.

Dans l'église gothique, les deux recherches, recherche de beauté et recherche instructive, s'unirent de la façon la plus intime et la plus heureuse. L'architecte ne s'attarda plus à de simples formes de décor tirées de la géométrie des lignes, c'est à la nature humaine qu'il demanda toutes ses inspirations. Les figures peintes ou sculptées de nos cathédrales sont en même temps le plus instructif des enseignemens et le plus beau des décors.

Avant même que le fidèle entre dans l'église et prie dans le plus admirable sanctuaire que les hommes aient créé, la façade de l'église est là pour élever son âme et lui dire toute la

beauté de la maison de Dieu. Ces façades sont le triomphe de l'art gothique, et la façade de Reims est la plus belle de toutes. Elle marque les derniers progrès réalisés depuis la fin du XIIIe siècle jusqu'au début du XVe. Elle est l'aboutissant de tout ce que le gothique avait cherché. Lorsqu'après l'interruption provoquée par la guerre de Cent Ans, l'architecture gothique s'épanouit au XVe siècle dans un nouvel élan de joie triomphale, c'est la façade de la cathédrale de Reims qui fut l'inspiratrice de l'art nouveau. Les merveilles du XVe siècle, façades de Troyes, de Meaux, d'Abbeville, de Tours, surtout celle de Rouen, la plus légère, la plus aérienne qui soit, dérivent d'elle.

Toutes elles sont belles, nos églises gothiques et toutes différentes les unes des autres. Comparé à l'art grec, le seul qui puisse en être rapproché, l'art gothique a pour lui sa prodigieuse variété. On ne peut bien comprendre et apprécier une de nos églises sans la comparer aux autres, sans rechercher en quoi elle leur ressemble ou en diffère, et sans marquer ce qui est le mérite de chacune d'elles, c'est-à-dire la part de nouveauté qu'elle apporte, la place qu'elle tient dans l'évolution générale de l'art. De l'une à l'autre, dans chaque église même, les changemens, les progrès sont apparens. Presque jamais une grande église n'a été l'exécution fidèle d'un plan primitif; et, au lieu de le regretter, comme on le fait souvent, il faut nous en féliciter. Chaque nouvel architecte qui est intervenu dans la direction de l'œuvre n'a pas hésité à modifier les plans de ses prédécesseurs, et, pendant tout un siècle, jusqu'à la guerre de Cent Ans, ce fut une suite ininterrompue de progrès qui nous font passer des cathédrales de Paris et d'Amiens à celle de Reims.

Avant de montrer par quoi elles diffèrent, montrons les caractères qui les unissent. Il en est un fondamental : toutes nos églises gothiques, sauf de rares exceptions, s'ordonnent avec l'accompagnement de deux tours sur les côtés de la façade. La tour, principe de la défense, attribut des demeures princières, la tour indiquant toujours la maison du roi, fut choisie comme devant marquer aussi la maison de Dieu. Ces tours que nous appelons des clochers, ce sont bien des clochers, puisqu'elles enferment des cloches, mais ce sont surtout des tours d'apparat, de pures œuvres de beauté. Et par leur terminaison, par leurs gigantesques flèches, qui ne sont plus des toitures et qui ne

correspondent plus en rien à aucune idée utilitaire, elles expriment quelque chose de plus que l'idée de puissance; elles disent, par cet effort prodigieux, l'élan des âmes vers le ciel, c'est la plus audacieuse et la plus heureuse recherche faite pour exprimer l'impérieux besoin de spiritualisme qui est au fond du cœur de tous les hommes.

Voilà la raison pour laquelle ce motif des tours, qui n'eut pas dans tous les pays la même importance et qui notamment fut secondaire dans les églises italiennes, eut tant de succès en France dans l'architecture romane et gothique et mit dans nos églises une si remarquable unité. Mais, malgré cette conformité à une idée unique, que de variétés dans nos façades, que d'efforts pour perfectionner le motif adopté, que de recherches admirables pour passer de la façade de la Cathédrale de Paris à celle de Reims!

A s'en tenir aux principales recherches faites par les gothiques pour mettre des beautés de plus en plus grandes dans les façades de leurs églises, on pourrait indiquer les idées suivantes : 1° Tendance à la complication et à l'ornementation de toutes les formes; 2° Affirmation de plus en plus nette du verticalisme des lignes; 3° Multiplicité des vides; 4° Union aussi intime que possible de tous les élémens de la façade, de façon à réaliser une composition d'ensemble d'une grande unité.

1° Dans une façade, les parties que les gothiques s'attachèrent le plus à décorer, ce furent les portes. Ouvertes dans l'énorme épaisseur des murs servant de support aux tours, elles offraient par leurs profonds ébrasemens un champ admirable à la décoration sculptée. Et il est à remarquer que ce fut une grande nouveauté dans l'art, une profonde modification de l'architecture antique, qui mit toujours son décor au sommet des édifices sur les frises et les frontons.

Déjà, dans la cathédrale de Paris, nous voyons l'architecte, développant les motifs créés par l'art roman, décorer magnifiquement ses trois portes; mais quel prodigieux progrès se fait à Reims! L'architecte ne se contente plus de la trouée faite dans le mur : pour rendre sa porte plus belle, il la projette en avant, en fait comme une espèce de porche, et il peut réaliser le plus magnifique ensemble de sculptures créé par notre architecture chrétienne. Je dirai plus loin la beauté de ces sculptures, je me contente en ce moment de marquer leur rôle architectural.

2° Le verticalisme, qui est un des traits les plus typiques de l'art gothique, va se développer à Reims par la suppressions des horizontales et la multiplication de toutes les lignes ascensionnelles, telles que frontons aigus et légers pinacles. On supprime, au-dessus des portes, cette ligne des rois qui, à Paris, barrait la façade comme une énorme corniche. Au-dessus des portes, c'est l'apparition d'un gable marquant plus nettement leur verticalisme, et entre les portes, pour amortir le vide qui les sépare, c'est une suite de statues se superposant, partant de la base des tympans, pour s'épanouir entre la naissance des archivoltes. Là, pour la première fois peut-être, nous voyons apparaître, sur une façade, le motif des Verseaux, ces belles figures de jeunes gens tenant des urnes qui symbolisent les quatre fleuves du Paradis. Il m'est impossible de ne pas rappeler ici que dans le Saint-Marc de Venise, où l'on voit tant d'influences gothiques françaises, notamment dans la grande rose du transept nord, et sur la façade, dans les portails, dans la grande verrière et dans les arcs en accolades qui la surmontent, on retrouve en particulier au-dessus des portes les Verseaux de Reims.

3° L'augmentation des vides, nous la voyons dans les dimensions plus grandes données à la rose, dans l'évidement des clochers qui sont tout à jour dès leur partie inférieure, et plus encore, à leur sommet, lorsqu'ils se détachent de la masse carrée de la façade. Ces tours terminales de Reims, il faut les rapprocher de celles de Paris. C'est le même motif, accentué encore dans le sens de la légèreté et de la complication des formes. Toutefois, il y avait à Paris un motif d'une grande légèreté qui n'a pas été maintenu à Reims, je veux dire la haute balustrade à jour unissant les tours. A Reims, cette balustrade n'existe pas, elle a été remplacée par le motif plus massif de la galerie des Rois et, de ce fait, la terminaison de la façade de Reims est moins fine et moins belle que celle de Paris, qui sur ce point reste incomparable. A juste raison, lorsqu'on énumère les chefs-d'œuvre de l'art gothique, on cite la nef d'Amiens, le chœur de Beauvais, les portails de Reims et les tours de Paris.

Les tours de Reims, comme celles de Paris, sont restées inachevées. Elles avaient été conçues, comme toutes les tours gothiques, pour être terminées par de hautes flèches à jour. Mais telles qu'elles sont, elles sont si belles, elles nous appa-

raissent si parfaites, qu'il semble que la moindre addition n'aurait pu qu'en diminuer la beauté.

Si nos tours gothiques sont restées presque toujours inachevées, c'est que le programme de l'église gothique était si colossal que tout un siècle de travaux n'a pas suffi à le réaliser. Il était réservé au xve et au xvie siècle d'aborder ce problème des flèches dont le xiiie siècle ne nous a, pour ainsi dire, laissé aucun modèle.

4° Je noterai enfin les efforts faits pour obtenir une belle composition d'ensemble. Considérons par exemple les trois portes de Paris : elles sont indépendantes les unes des autres, séparées nettement par les puissans contreforts qui, de la base de la façade, s'élèvent jusqu'à son sommet. A Reims, rien ne sépare les trois portes, elles se rapprochent, elles s'unissent intimement, les grandes statues qui les décorent se suivent, comme se donnant la main, et elles font comme une magnifique procession autour de l'église. En parlant de la cathédrale de Paris, on pourrait dire qu'elle a trois portes : à Reims, il serait plus juste de dire qu'il y a un grand portail à trois ouvertures. A remarquer aussi que les deux contreforts terminaux ne sont pas nus comme à Paris, mais se couvrent de statues, s'unissent aux portes de façon à leur donner encore plus d'ampleur et de majesté. Mais surtout nous remarquerons que les portes de Reims ne sont plus basses comme celles de Paris, mais qu'elles grandissent, se dressent de façon à atteindre la rose et à s'unir à elle par le grandiose fronton qui les surmonte. Cette union des portes et des fenêtres fut un des grands désirs du gothique. Nous en avons de très beaux exemples dans les portes des transepts ouverts dans la seconde moitié du xiiie siècle. Mais sur ce point il était réservé à la fin du xve siècle de dire le dernier mot dans l'éblouissant portail de la cathédrale de Rouen.

On peut supposer que, dans la façade de Reims, seuls les portails et la grande rose appartiennent au xiiie siècle. Sur cette question si controversée encore des dates de la cathédrale (1), je me range à l'opinion d'un critique particulièrement compétent, M. Louis Demaison, qui nous dit : « Nous pensons que le portail a été commencé vers 1250; Bernard de Soissons

(1) *La Cathédrale de Reims*, p. 82, vol. in-8, H. Laurens.

a monté la façade de la nef jusqu'à la galerie des Rois, et ces travaux ont dû être achevés vers 1285 ; au XIVe siècle, on a travaillé aux parties latérales formant le premier étage des tours, puis à la galerie des Rois, au pignon et à l'étage supérieur des tours, achevées seulement vers 1427. »

Après la façade principale, il faut admirer les façades latérales, surtout celles de l'abside (1). Le décor des façades latérales fut toujours une des pierres d'achoppement de l'art gothique. Les gothiques eurent grand'peine à faire un ensemble harmonieux avec tout cet échafaudage d'arcs-boutans qui entouraient les nefs, semblables aux pattes d'un gigantesque insecte. Une des plus belles solutions fut donnée à Reims, grâce à de légères galeries à jour et à la finesse des arcs-boutans qui se terminent par des tabernacles enfermant de belles statues d'anges aux ailes éployées.

A Reims, les sculptures sont très nombreuses. Les plus anciennes, celles des portes du transept nord et de la porte de droite de la façade principale, sont encore conçues dans les traditions romanes, avec toute la noblesse et la gravité de cet art, mais en même temps leur style archaïque. Le sculpteur, comme on le fit longtemps dans les premiers siècles du moyen âge, semble se désintéresser des proportions normales des corps, pensant que toute l'attention doit être concentrée sur la tête, organe de la pensée.

Cet archaïsme, par contraste, rend plus belles encore les statues qui décorent la façade, surtout celles de la porte centrale qui sont le point culminant de la sculpture gothique. Les statues du portail central sont au nombre de huit : à droite, les deux statues de l'Annonciation et les deux statues de la Visitation ; à gauche, les quatre statues de la Présentation au Temple.

Dans cet ensemble, deux statues ont un caractère particulier et tout à fait anormal, ce sont celles de la Visitation, qui sont de véritables copies d'œuvres antiques et, de ce chef, elles ont toujours retenu particulièrement l'attention critique. Certes, tant que la critique n'a eu d'autre pensée que de prendre les statues antiques comme critérium de toute beauté et de n'admirer que les imitations qu'on en a pu faire, quelque maladroites qu'elles aient été, on conçoit que l'on ait attribué une importance spé-

(1) La cathédrale de Reims a été commencée en 1221. L'abside était terminée en 1241.

ciale à ces deux statues de la Visitation. Mais, vraiment, la statuaire gothique serait bien peu digne de nos éloges, si elle s'en était tenue à ne faire que des copies d'œuvres qui, si belles soient-elles, avaient ce défaut d'être si profondément éloignées de sa pensée, et de toutes les idées qu'elle avait à exprimer. A Reims, autour de ces copies, ne suffit-il pas de regarder toutes les autres statues, œuvres pures de la pensée d'un sculpteur français, pour voir la faiblesse de cet art d'imitation et la grandeur de l'art français agissant dans la plénitude de son indépendance? Est-ce une Vierge vraiment, est-ce une sainte Élisabeth, que nous pouvons reconnaître dans ces corps si lourds, dans ces toges romaines, dans ces mouvemens sans justesse et sans vraie signification? Comment peut-on les regarder, lorsqu'à côté d'elles il y a une autre Vierge, si vraie dans son attitude et son expression, si virginale par son regard, si simple dans son costume, dans sa robe unie tombant toute droite, et dans le léger manteau qui enveloppe sa figure et descend sur ses épaules, jeune vierge champenoise, beauté charmante aimée par le sculpteur qui s'est plu à la représenter fidèlement deux fois, dans le motif de l'Annonciation et dans celui de la Présentation? Ces deux statues et celles qui les accompagnent sont les perles les plus rares de l'art français, des œuvres sublimes que nous adorons sans pouvoir rien leur préférer.

Dans l'intérieur des églises gothiques, c'est le vitrail qui est l'essentiel, c'est lui qui a tout commandé. Au début du moyen âge, dans les édifices construits dans les pays du Nord, l'éclairage présentait une grande difficulté. Il fallut multiplier et agrandir les fenêtres : mais, en le faisant, on ne laissait plus sur les murs les surfaces nécessaires pour le développement des peintures qui semblaient être l'ornement indispensable de nos églises chrétiennes. N'ayant plus de murs à peindre, on peignit les fenêtres. Et le résultat, dès le premier moment, apparut si merveilleux que désormais tous les efforts tendirent à supprimer les murs aussi complètement que possible, afin de faire une église toute de verre, peinte avec des rayons de soleil. Voilà le secret de la beauté exceptionnelle de l'art gothique, de cet art où les murs semblent ne plus exister, où rien n'emprisonne le regard, où de partout l'on voit apparaître des visions du ciel. C'est une architecture où tout nous éloigne de l'idée d'une chose terrestre, d'une chose faite pour des êtres humains :

un rêve, une hallucination, des maisons de pierre soulevées, suspendues dans les airs, se dressant dans la lumière, comme affranchies des lois de la pesanteur, légères comme des nuées, fragmens du ciel. Plus rien qui ressemble à une toiture ou à des murs. Ce sont des piliers légers, des flèches à jour, montant toujours plus haut, semblant s'évanouir à leur sommet comme des fumées d'encens, demeures pour des âmes et non plus pour des corps. Par ces clochers à jour, par les fenêtres, il semble que les anges puissent descendre jusqu'à nous. La terre s'unit au ciel.

Au point de vue des vitraux, la cathédrale de Reims tient sa place à côté des grandes cathédrales, à côté de celles de Paris et d'Amiens, mais sans marquer sur ce point aucun grand progrès, comme elle le faisait par sa façade. Cela tient à ce que l'intérieur de cette cathédrale est plus ancien que sa façade d'un demi-siècle. Dans les vitraux des fenêtres supérieures, les seuls qui subsistent du XIIIe siècle, nous voyons le motif si fréquent alors de deux figures superposées, motifs allongés qui convenaient bien aux fenêtres encore relativement étroites de cet âge. Pour voir l'épanouissement complet de l'art du vitrail, il faut attendre le XVe et le XVIe siècle.

Au point de vue du vitrail, Reims toutefois présente une intéressante nouveauté, et c'est sa façade qui nous la révèle. Dans les cathédrales antérieures à celles de Reims, et à Paris notamment, seule une grande rose s'ouvrait sur la façade, et lorsque dans l'intérieur de l'église on la regardait, on voyait bien l'éclat de cette rose, mais elle n'était pas suffisante pour éclairer cette paroi qui faisait l'effet d'un grand mur noir. C'était un grave défaut auquel il s'agissait de remédier. A côté de la grande rose, il fallait d'autres vitraux, mais où les mettre? C'est ce problème que l'architecte de Reims a heureusement résolu, en perçant le tympan des trois portes et en remplaçant par des vitraux les sculptures qui le décoraient. Et, sans doute, vue de l'extérieur, la façade peut y perdre quelque chose par suite de la suppression d'une partie de ses sculptures. Mais, à Reims, les portes et toutes les parties de la façade sont si chargées de sculptures que cette suppression est de peu d'importance et peut passer inaperçue. Et en tout cas ce n'est qu'un petit mal en vue d'un très grand bien. Grâce à cette innovation, le mur de la façade qui jusqu'alors, vu de l'intérieur, faisait une si fâcheuse tache,

tout noir, au milieu des vitraux qui de toutes parts flamboyaient sur tous les murs de l'église, ce mur va s'illuminer à son tour et parachever cette vision céleste.

Cette lumière nouvelle entraîna d'autres conséquences et permit de décorer toutes les parties du mur. Autour des vitraux aucune place ne resta nue, le mur se couvrit de tout un peuple de statues, formant le plus beau décor qui existe de l'intérieur d'une façade.

Je ne veux pas prolonger davantage cette étude qui pourrait être inépuisable, et je terminerai en rappelant que, parmi toutes ces statues, statues de prophètes, de saints, de martyrs, il y a des hommes d'armes, nobles guerriers, les ancêtres de nos héros d'aujourd'hui, chevaliers sans peur... et sans reproches.

Tout, à Reims, est une image de l'âme française, avec toutes ses vertus et tout son génie. Lorsque les jours d'angoisse seront passés, la noble cathédrale restera comme le plus pur symbole de la grandeur de la France. Si, dans l'avenir, il peut quelquefois être nécessaire de rendre plus forte, plus intime l'union de tous les Français, c'est elle qui nous donnera les enseignemens nécessaires. Dans ce lieu saint où se faisait autrefois le sacre de nos rois, nos chefs d'État de demain viendront à leur tour; et, sous ces voûtes qui nous rappelleront nos jours d'épreuve, notre énergie et notre délivrance, pour être compris de tous, pour exprimer la pensée unanime de tous les Français, ils n'auront qu'un mot à dire : Nous n'oublierons jamais.

MARCEL REYMOND.

IMPRESSIONS D'UN COMBATTANT

NOTES DE ROUTE

II[1]

J'en étais resté au milieu du mois d'août, à l'instant où, arrivant de la Chapelle-sous-Rougemont, nous venions de pénétrer dans notre Alsace; ...ou plutôt j'y avais laissé mes lecteurs, car j'ai moi-même, depuis lors, dévoré un nombre respectable de kilomètres. Que de choses enferme cette petite ligne fictive que nous venons de franchir et qu'on appelle « la frontière! » Rien dans les champs, dans les bois qu'elle traverse, sur la route qu'elle coupe ne décèle sa trace invisible. Nos montures viennent de la franchir, et elle a été moins sensible à leur robuste poitrail que n'est le mince fil de soie que les coureurs à pied dans le Stade heurtent et brisent lorsqu'ils arrivent au but. Pourtant une émotion, une allégresse joyeuse nous étreint la gorge en passant, car cette ligne, au liséré impalpable, est la marge de la patrie. Et si nous sommes ici, c'est pour la dilater et l'élargir et l'adapter enfin au souffle généreux de la France, qui étouffait dans sa courbe rétrécie naguère par l'inique violence.

A 1 500 mètres de la frontière, nous passons l'immense bâtiment des douanes allemandes. Il n'en reste que quelques murs calcinés où pendent encore, disloqués, les lourds volets de bois que strient en longues bandes obliques alternativement rouges, blanches et noires, les couleurs de l'Empire germanique. Puis

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre.

nous croisons, dans sept ou huit autos qui passent en vitesse, une centaine de prisonniers badois, quelques-uns blessés, en manteau et bonnet rond gris vert. Nous gardons à leur passage un silence complet. Ils ont l'air jeune, calme et même rassuré et satisfait. Le dernier auto contient les débris d'un aéroplane allemand et quelques fantassins qui le montent brandissent joyeusement au bout de leurs fusils des casques à pointe en cuir bouilli et verni. Il n'y a guère qu'une dizaine de nos soldats pour escorter tout le convoi.

Il fait un beau soleil joyeux et clair. Puis voici soudain, à droite de la route, sous les arbres feuillus, une jolie petite tombe fraîchement fermée : un tout petit tumulus de terre soigneusement sarclée, une croix verte faite de deux branches de sapin bien droites et entre-croisées; plusieurs gros champignons violets qui ont poussé aux pieds de la croix de sapin, et, au pied de l'ensemble, un écriteau de bois blanc, avec cette inscription à l'encre : « Ici repose un cavalier allemand du 14e dragons tué le 11 août 1914. »

C'est tout à fait coquet, et il se dégage je ne sais quel parfum d'apaisante douceur dans ce coin bucolique où l'éternel sommeil doit être bon. Mais je pense aussi que bientôt nous n'aurons plus le temps de préparer pour chaque mort ennemi, ou même pour chacun de nos morts des tombes aussi joliment arrangées : ils seront trop!

Puis voici, à droite et à gauche, des arbres fraîchement coupés et des débris nombreux de ces longs chars à échelle qu'on voit dans l'Est : de tout cela, l'ennemi avait fait des barricades en travers de la route que notre offensive a disloquées. Voici d'autres tombes, mais moins belles que celle que nous avons saluée tout à l'heure. Et fussent-elles même aussi jolies et plus jolies, nous les regarderions moins, puisque tout n'est qu'accoutumance, puisqu'il y a comme une sorte de virginité de l'esprit qui fait que les sensations les plus intenses ne gardent point leur force lorsqu'elles sont répétées. Je m'étais souvent demandé, en lisant les aventures prodigieuses de la Révolution ou des Croisades ou de l'Histoire romaine, comment les contemporains de ces événemens avaient pu conserver néanmoins leur équilibre, vaquer comme si de rien n'était aux mille nécessités contingentes de la vie quotidienne et n'être point détraqués par la tension trop grande de leurs nerfs. Force nous est bien de

reconnaître aujourd'hui, nous qui vivons un drame sans égal dans l'histoire et auprès duquel les mêlées sanglantes les plus fantastiques du passé ne furent que bagatelle, force nous est de reconnaître que l'on s'habitue très bien à tout, et que nous nous sommes adaptés avec une rapidité prodigieuse aux péripéties de la grande tragédie qui a succédé à nos petites comédies d'hier. Quelle cire merveilleusement plastique et ferme à la fois est donc le cerveau des hommes! Telles sont les réflexions que je fais, — *in petto*, car elles n'amuseraient guère mes camarades, — et que le trot régulier de ma brave monture berce et remue en moi. Pendant ce temps, le canon tonne très fort vers l'Est-Sud-Est. Nous croisons divers détachemens du 13e corps, venant de Clermont. On les identifierait rien qu'à voir parmi eux toutes ces larges et solides têtes d'Arvernes, brachycéphales puissans aux maxillaires solides, au front élargi et volontaire, dur et fort comme leur Plateau Central.

Jusqu'ici, nous n'avons vu de l'Alsace que la route où nous marchons et qu'un double rideau de bois cache. Soudain, au sommet d'une côte, la plaine alsacienne nous apparaît joyeuse sous le clair soleil, avec, à gauche, les contreforts des Vosges que l'éloignement bleuit et que couronnent de gros cumuli blancs, pareils à des tampons de coton hydrophile que je ne sais quelle ambulance céleste aurait jetés là. Partout ailleurs, sur les vallons charmans avec leurs bois, leurs seigles, leurs villages couverts de tuiles rouge vif, le ciel est d'un bleu superbe et profond, d'un beau « bleu France. » Et ce bleu, ce rouge des toits, ce blanc des gros nuages font une symphonie colorée tout à fait symbolique, que rehausse comme un espoir le vert des prairies. Par-dessus le marché, le vent qui caresse nos visages hâlés souffle de l'Est. J'en suis enchanté, car je n'ai pas encore assez oublié ma météorologie, — pourtant bien négligée en ce moment pour d'autres soins, — pour ne point savoir que c'est un signe de continuation probable du beau temps. Et puis, comme pour l'instant je vois les choses sous l'angle du symbole, il me semble que cette brise de l'Est qui nous frôle après s'être gorgée au passage de tout l'arome des riches plaines où nous allons, c'est un peu l'âme de l'Alsace qui vient joyeusement à notre rencontre.

Encore quelques bruyères à franchir qu'empanachent des bouleaux blancs et maigres, encore quelques champs où des

paysannes et des paysans jeunes ou tout vieux fauchent et font la fenaison comme si de rien n'était, et nous sommes à Soppe-le-Bas. Vous chercherez en vain ce nom sur les cartes officielles allemandes de l'Alsace. En allemand, ce village se nomme Nieder-Sulzbach, et rien ne montre mieux, il me semble, l'antinomie radicale de deux cultures, de deux civilisations, que de voir l'une et l'autre appeler le même petit village de deux noms à ce point dissemblables qu'il n'y a entre eux pas le moindre rapport. Car la langue est vraiment le plus pur écho de l'âme d'un peuple.

Nous nous installons donc pour cantonner à Soppe-le-Bas, qui est d'ailleurs déjà bondé de troupes. Les habitans nous reçoivent avec une cordialité qui nous émeut, parce qu'elle est empreinte de je ne sais quelle angoisse. Déjà plusieurs fois, ils ont vu, comme dans toute cette région de la Haute-Alsace, leur village occupé alternativement par les troupes allemandes, puis par nous. Ils craignent, — et non sans raisons! — d'être à nouveau sous le coup du flux et du reflux des armées en présence, pareils à ces lichens que la marée découvre et submerge tour à tour. Voici encore des autos qui passent remplis de blessés. Puis un autobus où des individus en civil (espions sans doute) sont gardés par des gendarmes. On utilise déjà un peu mon allemand.

Le soir même de notre arrivée à Soppe-le-Bas, le capitaine me fait appeler et me confie une petite mission. Il s'agit de trouver des nouvelles d'un détachement qui, sur l'ordre du quartier général, s'est séparé de nous la veille à midi sous les ordres d'un lieutenant, avec un précieux convoi, pour se porter dans la direction de *** et dont nous sommes sans nouvelles, ce qui est d'autant plus inquiétant que le cycliste qui accompagnait ce détachement devait nous rallier la veille au soir. Il est cinq heures du soir, et il faut que je fasse l'impossible pour être rentré avant la nuit, qui pourtant tombe déjà tôt à cette fin d'août. Vite je selle le second cheval du capitaine, une bonne bête qui marche, et, la musette bien garnie avec le bidon d'un côté, le revolver de l'autre, la carte d'état-major dans sa sacoche, le grand sabre brinqueballant sur les flancs de la bête, en route au grand trot. Les villages que je traverse d'abord sont pleins de troupes, nulle part les officiers ni les maires n'ont vu mon détachement fantôme; à mesure que je poursuis ma

randonnée, les villages deviennent de plus en plus déserts. En fait de soldats, il n'y a plus à la fin que quelques cavaliers en patrouille, des dragons surtout qui, la carabine au poing, me demandent le mot. Puis c'est la solitude complète. Plus personne dans les villages, sauf quelques figures inquiètes et inquiétantes qui se penchent quand je passe derrière les vitres.

A Aspach, à Exbrucke, les maisons sont en grande partie démolies; on y voit, dans les toits inclinés des grandes maisons mi-château mi-ferme fréquentes en ce pays, d'énormes balafres dues aux obus et qui découvrent des solives calcinées. C'est ici que commence le champ de bataille de Cernay où, peu de jours auparavant, nous avons perdu pas mal de monde, lorsque, après la première occupation de Mulhouse, nous avons dû rétrograder sous la pression de forces supérieures. Dans les champs de betteraves, à droite et à gauche de la route, d'énormes trous d'obus, nombreux, larges de plusieurs mètres et évasés en entonnoirs, attestent que la mitraille tomba dru ici. Des cadavres de chevaux. Beaucoup de tombes fraîches. Sur l'une des petites croix qui les surmontent, je lis sans quitter la route et sans descendre de cheval, — je n'ai pas le temps, — ces mots : « Ici reposent trois chasseurs du 45e bataillon de chasseurs. » C'est tout, pas de noms. Beaucoup de tranchées vides dont l'orientation prouve qu'elles furent creusées et occupées par nos troupes. La solitude qui règne ici a quelque chose de solennel qui vous domine et vous écrase. Elle n'est heureusement pas silencieuse, cette solitude, car le canon gronde sans interruption sur ma gauche. Je distingue très bien à peu de distance plusieurs de nos braves batteries de 75 qui, derrière une crête, tirent à gueule que veux-tu. Le hasard a voulu en effet que, précisément cet après-midi-là, ait lieu le violent combat de Dornach où nous prîmes aux Allemands leur première batterie, et c'est à l'extrémité ouest de ce champ de bataille que je circule. Je passe sur quelques menus incidens, sur un obus qui, à un moment donné, siffle très haut au-dessus de la route, allant je ne sais où, venant je ne sais d'où, seul écho vraiment direct que j'aie eu de ce combat; je passe sur la rencontre d'un auto qui me croise à toute vitesse, et où je reconnais dans son bel uniforme de commandant des corps des télégraphistes un de mes bons amis de Paris, inspecteur général

des postes et télégraphes; — stupéfaction et congratulations réciproques, et chacun repart de son côté; — je passe aussi sur les aéroplanes rencontrés qui circulent par instant au-dessus de la route, — c'est peut-être à eux qu'en voulait l'obus de tout à l'heure. — A Cernay pas plus qu'en d'autres villages, on n'a entendu parler du détachement que je cherche.

Enfin, entre Cernay et Mulhouse, dont les longues cheminées apparaissent au loin, je finis par découvrir une petite auberge dont le patron interrogé socratiquement, moitié en allemand, moitié en français, me donne des renseignemens qui identifient avec certitude ceux que je cherche et la direction qu'ils ont prise le jour même, avec un convoi qui est passé là. Content d'avoir réussi, il ne me reste plus qu'à réintégrer Soppe-le-Bas, ce que je fais en grande vitesse, car la nuit n'est pas loin. J'y arrive fourbu, mais satisfait, ayant fait environ 35 kilomètres en deux heures, au grand dommage des paturons de ma monture. Ce premier contact réel et un peu étroit avec l'action m'a fait plaisir, mais j'en ai gardé une certaine horreur de l'isolement en campagne. Il me semble qu'un petit danger couru seul doit être plus désagréable qu'un danger dix fois plus grand affronté avec un seul camarade. C'est certainement cette constatation cent fois faite, non moins que le souci de la sécurité réelle des troupes, qui fait qu'en campagne, on double généralement les sentinelles.

Après la soupe, des braves gens du village s'emparent de nous pour nous offrir le café avec accompagnement de quetsch et de kirsch de derrière les fagots, car, comme chacun sait, il n'est point pour la plupart des gens de meilleure façon de se réjouir qu'une ingurgitation d'alcool.

A la nuit tombée, passe un long convoi avec au moins 4 ou 500 de nos blessés venant de Dornach. Le ciel est superbement étoilé. Je réintègre vers huit heures le logis du brave homme qui m'a offert un matelas, ma foi, fort délectable. Quand je dis huit heures, j'entends parler de l'heure française que marque déjà, par je ne sais quel miracle, le clocher du village, tandis que les montres des habitans du village marquent neuf heures, heure de l'Europe centrale. J'ignore si l'état-major s'est préoccupé de cette question du changement d'heure légale; mais il y aura certainement lieu, si nous pénétrons plus avant en Allemagne, de prendre à ce sujet des décisions précises pour éviter des

erreurs qui pourraient être funestes parfois. Si on me demandait mon avis, — mais on ne me le demandera pas, — je proposerais d'ailleurs d'adopter en ce cas l'heure de l'Europe centrale qui aurait de nombreux avantages sur lesquels, ailleurs et en des temps moins troublés, j'ai déjà appelé l'attention.

Ce bon clocher de Soppe-le-Bas, en outre de l'heure que marque sa vieille horloge, a encore autre chose de bien français : la croix de fer qui le surmonte, carrément et crânement inclinée sur la boule qui la porte, évoque en moi, je ne sais pourquoi, le képi de nos pioupious toujours incliné sur l'oreille à l'encontre des casques à pointe qui sont toujours droits et dans l'axe. Nul n'ignore, en effet, que dans l'armée de l'empereur Guillaume, il suffit qu'un soldat par mégarde n'ait pas son casque exactement dans l'axe, pour s'entendre traiter avec urbanité de « cochon de Français, » par les sous-officiers. Nos soldats racontent que cette inclinaison de la croix de Soppe-le-Bas a été causée par un de nos aéros qui la frôla récemment de son aile. *Se non e vero...*

Vers onze heures du soir, tandis que je griffonne hâtivement ces notes, ma lampe est sans doute la seule encore allumée dans le bourg, car tout à coup j'entends le choc vigoureux d'une poignée de sabre contre la porte de la maison. Je me précipite pour ouvrir la fenêtre et je reconnais le général Pau, descendu de son auto à l'entrée du village et qui me demande le logement du commandant de notre groupe. Sa figure haute en couleur, aux yeux perçans, barrée d'une moustache énergique et toute blanche, sa pipe, sa belle stature, sa manche vide où pend un bras artificiel muni d'une main de fer, — ce qui lui fait deux mains de fer, — sa démarche élastique, tout cela est déjà populaire parmi les soldats. Ils se sentent pleins de confiance en cet homme qu'ils voient sans cesse sur la brèche, courant les cantonnemens et les lignes de bataille à toute heure du jour et de la nuit, comme s'il ignorait la fatigue, l'âge, le sommeil.

Le lendemain à la première heure, conduites par nos artilleurs, nous voyons passer les six pièces allemandes de la batterie que nous avons conquise la veille sur l'ennemi à Dornach. Je rappelle à nos lecteurs que la batterie allemande est de six pièces, la nôtre de quatre seulement. Le sextuple et magnifique trophée s'arrête près d'une heure à Soppe-le-Bas et j'en profite pour l'examiner de près. Les pièces sont teintes en gris vert et non

pas en gris bleu comme les nôtres. Leur âme (et il semble qu'il n'y ait qu'elles à avoir une âme dans l'armée allemande...) leur âme a un diamètre de 77 millimètres, de deux millimètres plus grand que notre 75. Au premier abord, elles paraissent moins longues, moins élancées que celui-ci. Cela tient sans doute à ce que le frein sur lequel elles reposent arrive presque jusqu'à la bouche du canon, tandis que notre frein hydropneumatique est beaucoup moins long. Le couvre-bouche et le couvre-culasse sont en cuir fauve, et non noir, comme dans notre 75. Les appareils de pointage paraissent à la fois plus compliqués et moins précis que notre collimateur. Il en est de même de la culasse qui s'ouvre latéralement un peu à la manière d'un tiroir. Près de la bouche on relève sur le canon, fondue en relief dans le métal, l'inscription : « GLORIA ET PATRIA » surmontant l'aigle impériale, et, au-dessus de la culasse, sous les initiales W R entrelacées sur un II (ce qui prouve que ce sont des pièces prussiennes) les mots : « ULTIMA RATIO REGIS. » Ce « suprême argument du roi » ne manque pas d'allure; mais il a je ne sais quoi d'insolent et de brutal, de très prussien en un mot. Et puis, notre bon 75 prouve que le suprême argument de la République vaut bien celui du roi de Prusse. Une autre inscription nous apprend que ces canons appartiennent, ou du moins appartenaient au XIVe corps d'armée allemande. Les boucliers où sont encore fixées la pelle et la bêche règlementaires sont, ainsi que les roues, complètement bossués et criblés de trous.

C'est l'ouvrage de la section de notre 42e d'infanterie, qui a eu l'honneur de prendre cette batterie. Notre feu a été si meurtrier qu'en quelques instans, tous les hommes, tous les officiers, tous les chevaux ont été tués, à l'exception d'un seul servant qui, me dit un témoin, a continué à faire, tout seul et très froidement, le service de sa pièce, réussissant à tirer plusieurs coups, jusqu'à ce qu'une balle bien placée l'ait envoyé dans l'Érèbe rejoindre ses camarades. Celui-là était un vrai brave. Je remarque aussi que les boucliers de ces canons sont munis, du côté de la bouche, de deux sièges destinés aux servans. Ce dispositif n'existe pas chez nous, où les servans sont toujours ou bien sur les avant-trains, ou bien à pied. Les obus prussiens sont empilés dans de longs cylindres d'osier fort joliment tressés, ma foi.

Je désire emporter quelque souvenir de ce premier et inof-

fensif contact avec les canons prussiens; il aura d'autant plus de valeur que ce sont ici les premières pièces que nous ayons prises à l'ennemi dans cette guerre. L'officier qui les garde veut bien accéder à mon désir, et j'emporte comme un trésor, d'une part un morceau tout troué de balles du fanion jaune et rouge de la batterie; d'autre part, une de nos bonnes balles D, toute tordue et meurtrie, que j'ai réussi, avec beaucoup de mal, à extraire du moyeu de la roue d'un canon où elle s'était incrustée, après avoir brisé et traversé le revêtement de fer de la roue. Un jour, ces précieuses reliques dûment étiquetées et encadrées orneront mon cabinet de travail..., si Sa Majesté le Hasard veut bien me prêter vie.

Après quelque arrêt, les pièces prussiennes continuent leur route vers Belfort, où elles resteront, me dit-on, exposées plusieurs jours devant le Lion. Nous voyons plusieurs fois, cette matinée-là, défiler des aéroplanes très haut au-dessus de nous. Quelle est leur nationalité?

Je suis chargé d'inventorier et de traduire les papiers laissés par l'administration allemande à Soppe-le-Bas et qui se trouvent dans les locaux qui servaient à la fois, comme dans beaucoup de villages là-bas, de bureau de poste et de bureau de contributions. C'est là que résidait, avec sa femme, l'unique immigré de la localité, le fonctionnaire de l'endroit. Il a laissé son logement et ses bureaux dans un désordre inexprimable; j'y trouve, au milieu des escaliers et des couloirs, des malles à moitié remplies; les lits sont défaits, les placards sont tous ouverts, par terre traînent des objets de toilette, du linge de femme qui n'a pas le chic parisien. On devine que la fuite de ceux qui représentaient ici le pouvoir impérial a dû être précipitée. Dans le bureau de poste, où il reste pour des centaines de francs de timbres neufs, j'inventorie rapidement les papiers de service; je trouve plusieurs notes manuscrites, provenant de Karlsruhe et prouvant qu'à la fin juillet, toutes les mesures étaient prises et les ordres donnés en vue de la mobilisation. Je trouve aussi, datées de juillet, des instructions précises concernant la conduite à tenir en cas d'attaque de l'ennemi : — l'ennemi, c'était nous, dès lors! — Dès la réception de ces instructions, les employés ne devaient plus conserver dans leur caisse de sommes ou de valeurs supérieures à 50 marks, sans les envoyer immédiatement et au fur et à mesure qu'elles atteignaient ce chiffre, à

Karlsruhe, qui devenait ainsi, si j'ose risquer ce calembour teuton, une sorte de Geldruhe. O bon fonctionnaire qui avez laissé là, en vous éclipsant, pour beaucoup plus de 50 marks de timbres, vous aviez bien mal lu les circulaires de vos supérieurs! Je résume à mes chefs ce que cette petite perquisition me paraît avoir établi.

Le même soir, vers six heures, — je veux dire vers dix-huit heures, car nul n'est censé ignorer la loi, — passe dans notre cantonnement un long convoi de prisonniers faits la veille à Dornach. Ils sont plus de six cents. Nous nous juchons sur tous les véhicules qui bordent la rue principale du bourg, pour les mieux voir passer. Je n'ai pas de peine à persuader à quelques-uns de mes camarades qui ont des velléités de chanter à leur passage la *Marseillaise*, que le silence vaut mieux. Les voici. En tête du convoi marchent d'abord deux gendarmes superbes avec leur casque à crinière, sabre au clair, et dont les chevaux caracolent orgueilleusement. Puis un peloton de chasseurs à cheval de Vesoul. Ce sont aussi des chasseurs qui, tous les dix ou quinze mètres, flanquent le convoi qui s'avance lentement. En tête marchent une dizaine d'officiers, plusieurs la tête ou les bras enveloppés de pansemens, puis le long troupeau des hommes, tous en kaki verdâtre, coiffés du bonnet à cocarde, — très peu ont le casque à pointe, — ils gardent comme nous le silence ; puis en queue, un camion de réquisition, sur lequel sont assis, en des poses de pachas, trois lieutenans, un capitaine, un commandant. Ces derniers ont leurs épées, que le général Pau leur a rendues quelques instans auparavant. Comme l'un d'eux lui parlait des ravages causés par notre obus de 75 et ajoutait qu'il devrait être interdit de se servir d'engins pareils, le général a répondu seulement en montrant son bras absent, sans rien dire. A ce moment, le convoi s'arrête un instant. J'en profite pour examiner un peu ces officiers et leur parler. L'un, qui a la tête enveloppée de linges, l'a eue traversée de part en part sur le côté droit par une balle. Il n'en paraît guère gêné. Ce sont de grands colosses blonds, mais il leur manque je ne sais quoi de nerveux et de vif qui caractérise tant de visages français. Ils ont une attitude fermée et raidie à l'encontre de leurs hommes qui répondent très gentiment à mes questions et paraissent gais et souvent même enchantés. Plusieurs me disent : « Nous sommes tranquilles maintenant ; vous compre-

nez, nous avons femme et enfans à la maison. » Ce sont des réservistes. Pendant ce temps, un brave homme du village apporte du sirop à boire aux officiers du camion ; ils se précipitent avidement sur ce qu'on leur tend, oubliant un instant leur morgue hiératique, mais ils oublient aussi de dire merci, ce qui a le don de scandaliser leur échanson. Puis ils se passent des cigares, de ces gros cigares allemands, blonds, mastocs, « kolossals » et fades..., je n'ose dire : comme eux-mêmes, et ils en tirent avec mélancolie de longues volutes bleues, où il me semble voir danser les derniers elfes, les derniers génies de ces choses aujourd'hui défuntes, l'idéalisme et le romantisme allemands, dont Krupp a brûlé les ailes dans ses hauts fourneaux.

Derrière le camion réservé à messieurs les officiers, il y en a un autre où sont assis une douzaine de leurs soldats, les éclopés sans doute ; puis, terminant le défilé, un autre petit camion avec quelques éclopés français. Chose tout à fait curieuse, — et qui me plongerait en de profondes réflexions, si en ce moment regarder vous laissait le loisir de penser, — ce dernier camion est conduit par un soldat allemand qui tire philosophiquement sur ses guides, tandis qu'un large sourire épanouit sa figure béate et rousse. Je voudrais pouvoir peindre pour l'édification des générations futures ces deux camions successifs que j'ai vus de mes yeux dans ce convoi, le premier, conduit par un soldat français, portant des soldats allemands éclopés, le second conduit par un Allemand et qui traîne des éclopés français. Mais ces générations futures se soucieront-elles d'être édifiées plus que celles d'aujourd'hui ?

Parmi tous ces prisonniers, je n'en ai remarqué qu'un seul qui était brun et, chose curieuse, c'était un jeune Alsacien de Soultz. Inutile de dire qu'il paraissait beaucoup plus heureux encore... ce qui n'est pas peu dire, que ses camarades. Toutes les femmes du village étaient d'ailleurs sur le bord de la route, le visage tendu et angoissé, espérant découvrir dans cette masse humaine quelqu'un de leurs proches, quelqu'un de ces malheureux que la dure loi du vainqueur... de l'ex-vainqueur, oblige à combattre leur patrie perdue, mais jamais oubliée.

Peu après le convoi, qui se déroule maintenant au loin vers Belfort comme un lent serpent verdâtre, arrive une auto où ont pris place quelques ecclésiastiques. Ce sont des Rédempto-

ristes de Riedisheim, qui ont été empoignés, il y a une dizaine de jours, tandis qu'ils soignaient nos blessés. Ils ont été depuis lors enfermés à la prison de Mulhouse et on vient de les délivrer.

Le lendemain matin, je vois dix cigognes qui passent en escadrille au-dessus de nous; elles viennent de l'Est, — où nous allons. Après avoir tourné trois ou quatre fois sur le village, elles se décident soudain et filent tout droit vers la France. — Puis voici de nouveau des canons prussiens, dix-huit, trois batteries complètes prises l'avant-veille, à Brunstatt. Des chars à échelle les accompagnent, où sont entassés plusieurs milliers d'obus allemands soigneusement alignés dans leurs étuis d'osier; un autre char contient des monceaux de lances et de fusils allemands. Ce sont des fusils à répétition qui paraissent très bien faits et redoutables et où l'on introduit d'un coup d'ingénieux et simples chargeurs à ressorts contenant cinq balles.

C'est maintenant le motocycliste de notre groupe qui nous apporte le courrier longuement attendu. Depuis presque deux semaines, j'étais sans nouvelles des miens. Ce motocycliste, un Alsacien d'origine nommé Stoffel, coureur à motocyclette « dans le civil, » fait des centaines de kilomètres chaque jour entre le quartier général, les troupes des divers échelons, la ligne du feu et Belfort, toujours seul, toujours souriant, passant partout, dans tous les terrains, portant les ordres et les courriers. Un homme comme celui-là rend à lui seul presque autant de services qu'un escadron de cavalerie.

Je passe sur divers mouvemens et événemens sans très grande importance qui eurent lieu ce jour-là. Le 21 devait avoir lieu une éclipse de soleil, mais ce fut, pour moi du moins, une éclipse... éclipsée, car le ciel avait mis le plus gris et le plus épais de ses manteaux de nuages, et c'est à peine si la diminution pourtant notable de la lumière solaire fut remarquée en Alsace. Il s'y passe tant de choses au ras du sol qu'on n'a guère le loisir de regarder vers les astres en ce moment. Et pourtant, cette éclipse, j'aurais aimé la voir se dérouler lentement dans un ciel immaculé : n'eût-elle pas été un peu comme le symbole de tant de choses brillantes et lumineuses que l'opaque brutalité a vainement écrasées depuis un demi-siècle et qui, bientôt délivrées de son étreinte ténébreuse, refleuriront avec plus d'éclat que jamais?

Il n'y a pas lieu d'insister sur les diverses opérations et

contremarches que nous avons faites dans cette région de la Haute-Alsace et qui nous ont conduits aussi dans la région de Sentheim et fait passer et repasser plusieurs fois la frontière. C'est de la stratégie, il m'est interdit d'en parler. En définitive, et avant que nous ayons eu le temps de prendre véritablement part à des opérations actives, la nécessité où le haut commandement s'est trouvé de renforcer nos armées du Nord-Est a fait que mon corps de troupe a dû quitter l'Alsace assez rapidement pour être transporté vers le Nord où nous allons enfin, — et ce n'est pas trop tôt, — entrer effectivement dans la fournaise. De ce départ d'Alsace qui se fit par une belle nuit étoilée, j'ai gardé un souvenir intense à cause de la muette tristesse qui se lisait sur les visages des habitans. Mais il fallait bien parer au plus pressé, car, comme l'a si bien dit le généralissime dans un ordre lumineux : c'est dans le Nord que se joue le sort de l'Alsace elle-même, et non pas en Alsace.

Dans les villages, en nous voyant passer sur le chemin du retour, les habitans ne manifestaient pas trop haut leurs sentimens, par crainte sans doute des mauvais frères qui les vendraient peut-être demain à l'ennemi, s'il devait revenir. Mais, aux carrefours des grands bois, dans la clarté lunaire du soir qui bleuissait sous nos pas les grandes fougères aux courbes languissantes, là où on pouvait se réunir par petits groupes entre amis, combien en ai-je vu de ces vieux chapeaux paysans, levés vers nous en un geste qui ne cessait pas, comme s'il avait voulu nous retenir! combien en ai-je entendu de ces « Vive la France » comprimés depuis quarante-quatre ans dans de vieilles poitrines fidèles! Elle est tragique, la situation de ces villages d'Alsace placés entre l'enclume et le marteau, et on comprend la décision prise peu après par nos chefs d'en évacuer sur la France tous les hommes encore en état de porter les armes, pour les soustraire aux mauvais traitemens possibles et à un enrôlement forcé toujours suspendu sur leur tête.

A X***, par exemple, dans un village où nous cantonnâmes un jour, le forgeron de l'endroit, fils d'un soldat de l'Empire, dans la cuisine où tout était tricolore jusqu'au balai cylindrique à laver les bouteilles, m'a raconté, tandis que le chat « Muttel » ronronnait sur mes genoux, toutes les angoisses par lesquelles e village a passé depuis le début. Le 31 juillet, vers 6 heures du soir, c'est l'affichage du *Kriegzustand* (état de guerre); le

lendemain vers 7 heures l'affichage de la *Mobilmachung* (mobilisation); le jour même, plusieurs notables dont notre forgeron, sont arrêtés par les chasseurs à cheval et passent la nuit au corps de garde surveillés par des factionnaires le doigt sur la gâchette de la carabine. On les relâche, puis on les arrête à nouveau. D'autres sont arrêtés et conduits ligottés à Mulhouse, puis à Neuf-Brisach comme otages : on n'en a plus de nouvelles.

Le soir du 5 août, vers 9 heures, ordre est donné à toute la population, — à l'exception du seul immigré de l'endroit et de sa femme, — de quitter dans le délai d'une demi-heure le village, sous peine d'être fusillé. Les habitans sont amenés comme un troupeau, en pleine forêt, à plusieurs kilomètres de là, où ils passent la nuit au milieu d'un orage épouvantable. Des scènes indescriptibles ont lieu; une femme accouchée de la veille doit s'enfuir avec les autres, les pieds nus, et son enfant qu'elle a sur les bras meurt en route; une autre accouche dans la forêt; le lendemain, les habitans reçoivent l'autorisation de réintégrer leurs demeures. Ils en trouvent un grand nombre pillées de fond en comble, portes et fenêtres enfoncées. De nombreuses troupes allemandes campent maintenant dans le village. Le 7 août, elles l'évacuent et il est occupé par les Français. Le 10 août, après un vif combat, il est évacué de nouveau par nous et réoccupé par les Prussiens. La plupart des habitans passent la nuit dans leurs caves. Le 14 août, nos troupes occupent une fois de plus le bourg où elles étaient encore le 25 août. Ce récit m'a été confirmé par plusieurs témoins. Qu'est-il advenu depuis de ces malheureux villageois exposés ainsi à ce tragique ressac?

Nous le saurons peut-être lorsque seront terminées les opérations que nous menons maintenant contre le fameux général von Klück à qui nous allons tâcher de faire mériter le nom de général von « UnKlück, » si j'ose risquer ce calembour à l'alsacienne.

CHARLES NORDMANN,

*brigadier au *** régiment d'artillerie de campagne.*

(A suivre.)

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE LA RUSSIE

De tous les pays européens, la Russie est celui qui, économiquement, souffre le moins de la guerre. Il y a à cela plusieurs motifs : l'immensité de son territoire fait que, même en cas de revers, elle ne peut être profondément atteinte par l'invasion; la rigueur de son climat rend, pendant une bonne partie de l'année, les mouvemens des armées difficiles, pour ne pas dire impossibles; le chiffre et la rapidité d'accroissement de sa population sont tels que les pertes du champ de bataille sont plus aisément réparées chez elle que partout ailleurs; cette même raison numérique fait que, même après avoir mobilisé des millions de soldats, la Russie conserve, pour ses besoins agricoles et industriels, une masse d'hommes assez grande pour que la vie nationale ne soit pas interrompue : les travaux des champs, ceux des mines et des usines se poursuivent. Si, dans certains cas, les effectifs sont réduits, les ouvriers qui restent sont assez nombreux pour assurer une marche sinon normale, du moins suffisante, des entreprises : c'est ainsi que les charbonnages du Donetz ont produit, au mois d'août, les trois cinquièmes environ de leur extraction moyenne avant la guerre; au mois de septembre, ils ont dépassé la production normale, encouragés d'ailleurs, comme il était naturel, par le Gouvernement, qui leur a laissé des ouvriers et fourni des wagons pour les expéditions.

Lorsqu'en 1904, on s'étonnait de voir combien peu l'existence du pays paraissait modifiée par la guerre japonaise, on attribuait le calme de Petrograd et de Moscou à l'éloignement du théâtre des hostilités. Et cependant la campagne d'alors était antipathique à la population, tandis que celle d'aujourd'hui a

soulevé son enthousiasme : c'est d'un élan unanime que les habitans de l'Empire marchent contre la tyrannie germanique. Quelles que puissent être les difficultés de la lutte, le pays continuera à montrer la même décision que celle dont il a fait preuve dès le premier jour; rien de semblable aux mouvemens révolutionnaires qui ont accompagné et suivi la lutte contre le Japon n'est à redouter. On est en droit d'en conclure que l'effort, bien qu'incomparablement plus considérable qu'en 1904, ne dépassera pas ce que la Russie est capable de supporter.

Nous examinerons successivement la situation du budget, du Trésor, de la Banque, de l'agriculture, de l'industrie, des chemins de fer et du commerce. De ce tableau se dégageront les perspectives économiques de la guerre et la possibilité de mesurer la force de résistance de l'Empire à l'épreuve qui lui est imposée. Un premier gage de succès est l'énergie morale. Cette Russie, que les Allemands ne se font pas faute de qualifier aujourd'hui de barbare, donne le spectacle d'une résolution et d'un calme qui ne le cèdent en rien à ceux de ses alliés et qui sont le meilleur gage de la victoire définitive. Nos ennemis oublient combien, à d'autres époques, la Prusse et l'Autriche furent heureuses d'avoir l'appui des armes moscovites. Ainsi que le remarque le professeur Paul Vinogradoff dans une lettre adressée par lui au *Times*, jamais un Russe n'aurait écrit un livre comme celui du général allemand Bernhardi, érigeant en dogme militaire le vandalisme contre les choses et contre les personnes. La crise par laquelle la Russie a passé, au lendemain de l'octroi par le tsar d'une constitution, est terminée, et l'unité fondamentale de l'empire apparaît. Les partis ont oublié leurs divisions. Un Moscovite libéral écrit : « Voici une grande, inoubliable époque; nous sommes heureux de sentir que tous nous ne faisons qu'un. » Des révolutionnaires exilés adressent à leurs amis de pressans appels pour les engager à combattre dans les rangs de l'armée nationale. Plusieurs d'entre eux ont donné l'exemple, et sont sous les drapeaux.

Une nation qui est représentée en littérature par Pouchkine, Tourguenief, Tolstoï, Dostoïevsky, en art par Kramskay, Vereschaguine, Repin, Glinka, Moussorgsky, Tchaikofsky, dans la science par Mendeleieff, Metchnikoff, Pavloff, en histoire par Kluchevsky et Solovieff, n'a aucune comparaison à redouter. Les Autrichiens feront bien de méditer les souvenirs que leur

règne a laissés en Italie, et les Prussiens de contempler les résultats obtenus par eux en Alsace-Lorraine après quarante-trois ans et en Pologne après plus d'un siècle de domination, avant d'accuser la Russie d'être moins civilisée que ses deux adversaires.

I

Le budget russe est depuis longtemps dans une situation satisfaisante. Les recettes ordinaires des dernières années ont régulièrement dépassé les dépenses : cet excédent a servi à couvrir en partie les besoins du budget extraordinaire. Voici les chiffres prévus pour 1914, tels qu'ils résultaient du vote de la Douma et du Conseil de l'Empire. On sait que le contrôle parlementaire ne s'étend pas à la totalité des crédits. Il en est qui sont intangibles, comme la liste civile; d'autres, qui n'ont plus besoin d'être renouvelés, une fois que la loi de laquelle ils dépendent a été promulguée : par exemple ceux qui s'appliquent à l'intérêt et à l'amortissement de la dette publique; seules, les dépenses d'administration courante sont annuellement discutées par les corps législatifs.

Budget ordinaire de 1914 (millions de roubles.)

Recettes.		Dépenses.	
Impôts directs	264	Ministère de la maison de l'Empereur	16
Impôts indirects	709	Grands Corps de l'État	9
Droits et taxes	232	Saint-Synode	53
Droits régaliens	1 069	Ministère de l'Intérieur	207
Domaines de l'État et aliénation de propriétés domaniales	1 114	— des Finances	494
Annuités de rachat et recouvrement de débours effectués par le Trésor	118	— de la Justice	105
Recettes diverses	15	— des Affaires étrangères	7
	3 521	— de l'Instruction publique	162
		— des voies de communication	739
		— du Commerce et de l'Industrie	72
		Direction des domaines et de l'agriculture, des haras	162
		Ministère de la Guerre	599
		— de la Marine	251
		Contrôle de l'Empire	13
		Dette publique	403
		Imprévu	10
			3 302

Budget extraordinaire de 1914.

Recettes.		Dépenses.	
Dépôts perpétuels à la Banque de Russie	2	Ministère de la Guerre . . .	126
Recouvrement d'avances de l'État au fonds des subsistances distribuées aux populations nécessiteuses . .	12	— des voies de communication. . .	109
		Versemens à des Compagnies de chemins de fer.	2
		Construction et réfection de ports.	18
	14	Contrôle de l'Empire	1
Déficit à prélever sur l'encaisse du Trésor	23		256
Total général	3 558	Total général	3 558

Le budget ordinaire présente un excédent de 219 millions, qui, à 23 millions près, couvre le déficit du budget extraordinaire.

Le total de 3 558 millions de roubles, c'est-à-dire, au change de 2 fr. 66, 9 465 millions de francs, paraît au premier abord élevé : mais, pour une population de 170 millions d'âmes, cela représente une charge d'environ 55 francs par tête, tandis que notre budget de 5 milliards, pour moins de 40 millions d'individus, en représente une de 125 francs, plus que le double, par habitant. De plus il convient d'analyser le budget russe et de remarquer que l'impôt ne fournit que le tiers environ de ses recettes, 1 196 millions sur 3 535. Le reste provient des domaines de l'État, dont le principal est le réseau des chemins de fer, qui donne un revenu inscrit aux prévisions pour 858 millions, et des droits régaliens, parmi lesquels le monopole de vente de l'alcool (1) tient la première place avec ses 935 millions de recette brute. Le contribuable russe n'est donc pas chargé, puisque 1 196 millions de roubles représentent environ 20 francs par tête. Seules, les sociétés par actions industrielles et financières paient des taxes très lourdes sur leurs bénéfices. Mais la contribution foncière est légère, celle des propriétés bâties est encore à des taux modiques; les différens droits de timbre n'approchent pas de ceux qu'acquittent les Français. Il y a, de ces divers côtés, des ressources latentes qui sont à la portée du Gouvernement et auxquelles il va faire appel, tout en élevant le taux d'un certain nombre d'impôts.

Il le fera d'autant plus que, par une initiative très heureuse,

(1) Ainsi que nous ne tarderons pas à le voir, une modification profonde va être introduite dans le budget par suite de la fermeture des débits d'alcool.

il vient de décréter la fermeture des débits d'eau-de-vie. Cette question de l'alcool a joué un rôle considérable dans la politique financière, on peut même dire dans la politique russe, depuis une vingtaine d'années. Lorsque le comte Witte proposa l'institution du monopole, il appuya son projet par des considérations d'hygiène. Il affirmait que c'était le moyen de combattre l'ivrognerie; il édicta un certain nombre de mesures qui paraissaient de nature à restreindre la consommation. En réalité, celle-ci ne fit que croître, au grand dommage de la santé publique, mais au profit du budget : le Trésor, en 1913, encaissait de ce chef une somme nette de 613 millions de roubles, provenant de la différence entre une recette brute de 837 millions et des dépenses d'exploitation portées pour 224 millions au chapitre du ministère des Finances. Au commencement de 1914, l'empereur Nicolas II se plaignit que le ministre des Finances Kokovtzoff eût considéré trop exclusivement le côté fiscal du problème; il le remplaça par M. Bark, qui a répondu aux désirs de son souverain en prenant la mesure radicale de la clôture des débits. Une moins-value considérable va, de ce chef, se produire dans le chapitre des recettes. Mais elle sera amplement compensée, non seulement par la meilleure santé d'un très grand nombre de paysans, qui ne se griseront plus avec la *vodka* (eau-de-vie), mais par l'augmentation des forces contributives de la nation. Des travailleurs sobres produisent plus que ceux qui s'enivrent; ils feront rendre davantage à leurs champs : dès lors, il sera facile d'exiger d'eux des impôts plus élevés.

La presse russe ne s'y est pas trompée. Elle a salué avec joie cette réforme, qu'elle qualifie de victoire sur un fléau aussi dangereux que les Allemands. En même temps qu'il renonçait aux formidables rentrées que l'alcool assurait au Trésor, M. Bark énumérait les taxes qu'il se propose de relever : droits sur les immeubles urbains, les loyers; impôt dit industriel; droits sur les spiritueux, sur le papier à cigarettes, sur les assurances contre l'incendie, sur les transports des voyageurs et marchandises, sur les spectacles et divertissemens; timbres de diverse nature, correspondance postale et télégraphique.

Voici le détail des modifications proposées : l'impôt sur le revenu des immeubles urbains serait porté de 6 à 8 pour 100; l'impôt par tente sur les tribus nomades, de 4 à 6 roubles.

L'impôt dit industriel, qui frappe les opérations commerciales, les exportateurs, les courtiers et notaires de bourse, serait augmenté de 50 pour 100; les certificats de première guilde (classe de marchands) seraient portés de 75 à 100 roubles, et ceux de seconde guilde de 30 à 40 roubles. L'impôt sur les capitaux et l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui publient des bilans serait augmenté de moitié, sans toutefois jamais dépasser 30 pour cent. Les entreprises non obligées à la publicité paieraient 7 pour 100 de leurs profits. Les droits sur les assurances seraient majorés de 50 pour 100; le prix du papier timbré augmenté, ainsi que le tarif des timbres proportionnels. L'accise sur les fabriques de bière serait de 6 roubles, au lieu de 3, par *poud* (environ 16 kilogrammes) de malt; sur les allumettes elle serait doublée. Une surtaxe sur les billets de voyageurs serait établie en faveur de la Croix-Rouge, à raison de 20 *copecks* (centième de rouble) par billet de 1re classe d'une valeur d'au moins 2 roubles; de 15 copecks par billet de 2e classe d'une valeur de 2 roubles; de 10 copecks par billet de 3e classe d'une valeur de 3 roubles.

Après avoir proposé ces augmentations, le ministre demande que les patrimoines de ceux qui seront morts au service de la Russie, dans la présente guerre contre l'Allemagne et l'Autriche, soient transmis à leurs héritiers libres de tout droit de succession.

Il suggère d'autre part l'établissement d'une taxe militaire, à réclamer de ceux qui sont libérés du service, ou versés directement dans la réserve ou la territoriale sans passer par l'armée active. Il demande le vote du projet d'impôt sur le revenu déposé à la Douma en 1913 et duquel il attend un rendement de 150 millions. Les augmentations seront temporaires et devront disparaître après la guerre : elles ne sont proposées que pour l'exercice 1915. Grâce à ces ressources, le budget ordinaire sera équilibré; quant aux dépenses extraordinaires, elles seront prélevées tout d'abord sur l'encaisse du Trésor, qui sera reconstituée plus tard à l'aide d'emprunts. Dès maintenant, l'État a émis 300 millions de roubles de Bons du Trésor 5 pour 100, qui ont été entièrement souscrits par la seule place de Moscou.

II

L'un des traits particuliers de la politique financière russe a été le souci constant d'accumuler des disponibilités considérables. Sous le régime de l'autocratie, on estimait que le tsar devait toujours avoir à sa portée une sorte de trésor de guerre (1), qui lui permît de prendre plus librement ses résolutions en face de certaines éventualités. L'avènement du régime parlementaire n'a pas modifié la tradition. Les Russes sont d'avis qu'il vaut mieux contracter, en temps de paix, les emprunts destinés à garnir leurs caisses, que d'attendre les temps troublés, qui rendent les opérations de crédit plus difficiles. Non seulement le ministre des finances a constamment des centaines de millions à son crédit à la Banque de Russie, mais il a des dépôts à l'étranger, qui s'élèvent à des chiffres considérables. Au 1-14 août 1914, son avoir à la Banque était encore de 517 millions; au 1-14 septembre, il était tombé à 231 millions, ce qui s'explique aisément par les dépenses de la mobilisation.

Au sujet des sommes dont le ministre pouvait disposer à l'extérieur, le discours qu'il a prononcé le 26 juillet-8 août à la Douma nous fournit les renseignemens les plus intéressans. Le 11-24 juillet, c'est-à-dire le jour où l'Autriche remit à la Serbie la note, désormais historique, qui mit le feu à l'Europe, M. Bark fit partir à l'instant même, pour Berlin, des fonctionnaires, chargés de retirer les titres que le gouvernement y avait laissés, et dont la valeur était d'une vingtaine de millions de roubles; en même temps, il télégraphiait aux banquiers allemands, correspondans du Trésor, de remettre immédiatement l'avoir du Gouvernement, en partie à ses correspondans de Paris et de Londres, en partie à Saint-Pétersbourg, nous voulons dire Petrograd. Nous savons ainsi que, sur la seule place de Berlin, l'avoir russe atteignait 100 millions; il devait être beaucoup plus élevé en France et en Angleterre. Au 1er janvier 1914, il s'élevait à un total d'un demi-milliard.

Cette situation de créancier donne au ministre russe une force singulière vis-à-vis des marchés monétaires. Il est bien vrai qu'une fraction des dépôts est régulièrement absorbée par le

(1) Voyez, dans la *Revue des Deux Mondes* du 1er mars 1913, notre étude sur *Les États banquiers*.

service de la Dette, dont la majeure partie est aux mains de porteurs étrangers ; mais, en règle générale, les vides creusés par le paiement des intérêts et de l'amortissement sont rapidement comblés, et le total des sommes disponibles est maintenu à un niveau élevé. C'est avec une vue prophétique de l'avenir que le ministre des finances attirait l'attention de la Douma et du Conseil de l'Empire, en leur présentant le budget de 1914, sur l'importance qu'il y a pour le Trésor à avoir des réserves disponibles, en quantités telles qu'il puisse faire face à de fortes dépenses imprévues : celles-ci, qui n'ont pu être envisagées lors de l'établissement du budget, doivent être néanmoins effectuées d'urgence dans l'intérêt de l'État. « La possession des disponibilités, » ajoutait M. Kokovtzoff, « qui consolide la situation financière de la Russie et écarte la nécessité de procéder à des emprunts à des époques parfois peu favorables à des opérations de crédit, est spécialement opportune, *vu la situation actuelle des intérêts politiques des divers États.* » Ces phrases auraient dû être prononcées et méditées au Palais-Bourbon au mois de décembre 1913, lorsque la Chambre rejeta le projet d'emprunt présenté par le ministère Barthou, dont le successeur déclarait, au mois de janvier suivant, qu'il n'avait pas besoin d'argent et que la Trésorerie était amplement garnie. Le contraste entre les deux politiques n'a pas besoin d'être souligné !

III

La Banque de Russie est une Banque d'État. Son capital, de 55 millions de roubles, appartient tout entier au Trésor. Son gouverneur, ses directeurs, sont nommés par le ministre des finances, qui a rédigé les statuts, veille à leur exécution, et est en réalité le chef tout-puissant de l'institution. Il faut reconnaître, à la louange du comte Witte et de ses successeurs, que, non seulement ils n'abusèrent pas de leur autorité pour mettre la Banque au service du budget, mais que, après lui avoir donné une charte qui enfermait son droit d'émission dans des bornes très étroites, ils se sont tenus bien en-deçà de cette limite. Pendant de longues années, la circulation de la Banque de Russie a été inférieure à son encaisse, c'est-à-dire que le total des billets qu'elle avait mis en circulation n'atteignait pas celui de l'or qu'elle possédait, et dont la majeure

partie repose dans ses caisses; elle a continué d'en conserver une fraction à l'étranger, chez ses correspondans. Sauf pendant la guerre japonaise, la Banque n'avait pas, jusqu'à ce jour, fait usage du droit qu'elle a d'émettre du papier pour un montant dépassant de 300 millions son encaisse métallique. Au mois d'août 1914, elle a été autorisée à créer 1 500 millions de billets de plus. Le 14 septembre, elle n'avait encore mis en circulation que 2 553 millions; elle possédait, à la même date, 1 844 millions de numéraire, qui correspondent à près des trois quarts, exactement 72,35 p. 100 des billets. C'est une proportion que plus d'une banque d'émission lui envierait.

La Banque de Russie aborde donc la guerre dans d'excellentes conditions : ayant, en temps de paix, suivi une politique des plus sages, et contenu sa circulation dans des bornes plus étroites encore que la Banque d'Angleterre, elle peut, sans crainte, faire un effort considérable à l'heure où celui-ci devient nécessaire. Elle rendra d'autant plus de services au Gouvernement qu'il ne lui en avait pas demandé jusqu'ici.

Le rouble ne doit pas être déprécié par rapport à l'or; si quelque incertitude s'est manifestée à cet égard, au début du mois d'août, cela provint du fait que le marché des changes s'est trouvé brusquement désorganisé, on pourrait dire fermé, sur toutes les grandes places du monde. Aussitôt qu'il sera rétabli, — et nous pensons que cela ne tardera pas, — le rouble reprendra son cours, c'est-à-dire qu'il sera coté à la parité de l'or, comme il l'a été pendant la guerre japonaise. Le ministre des Finances a déclaré à la Douma que c'était à cause des moratoires institués sur les diverses places étrangères, qu'il avait cessé de délivrer des traites sur ces places, où le sort en eût été incertain. Dès qu'il reprendra ce service, ce sera une raison de plus de nous attendre à voir les fluctuations actuelles disparaître.

La Banque de Russie étant banque d'État, la totalité de ses bénéfices va au Trésor, pour lequel ils constituent un appoint qui n'est pas à dédaigner : le budget de 1914 ne l'évaluait pas à moins de 40 millions de roubles. Il prévoyait 5 millions et demi du chef des intérêts que le Trésor reçoit de ses correspondans étrangers, chez qui il a des dépôts; un million et demi pour intérêts des titres appartenant à l'État; une somme égale pour le bénéfice de la Section étrangère de la Chancellerie des opérations de crédit.

En dehors de la Banque de Russie, d'autres institutions gouvernementales méritent d'être signalées. Les deux plus importantes sont la Banque de la Noblesse et la Banque des Paysans, qui distribuent l'une et l'autre le crédit hypothécaire. Au 1er janvier 1913, la première avait émis pour 824 et la seconde pour 1 241 millions d'obligations. Les banques foncières privées par actions et les associations d'emprunteurs avaient, de leur côté, 2 956 millions d'obligations en circulation. Depuis l'année dernière, fonctionne une *Caisse d'État de crédit communal et provincial*, dont le titre indique l'objet. Elle remplit l'office dont se charge en France le Crédit foncier lorsqu'il fait des avances aux communes et émet des obligations communales.

Les banques par actions ont pris un très rapide essor en Russie, depuis le commencement du siècle. La plupart d'entre elles ont, avec le concours de la France, augmenté leur capital actions. Elles ont aujourd'hui plus de 600 succursales. Au 1er janvier 1913, ces établissemens, que la classification officielle désigne du nom de *Banques de commerce*, les sociétés de crédit mutuel et les banques municipales avaient escompté des effets pour 326 millions; elles avaient, d'autre part, reçu des dépôts pour un total de 3046 millions de roubles, plus de 8 milliards de francs.

Les opérations des Caisses d'épargne sont en grand progrès : au 1er octobre 1913, les dépôts s'élevaient à 1 625 millions. Elles emploient une partie de leurs ressources à faire des assurances sur la vie et des prêts aux institutions de crédit populaires. Celles-ci, qui comprennent des associations de crédit, de prêts et d'épargne, des caisses communales et des caisses de *zemstvos* (arrondissemens), se développent rapidement. De 1911 à 1913, leur chiffre d'affaires a plus que doublé, passant de 328 à 754 millions de roubles.

IV

La Russie est un pays agricole; plus des quatre cinquièmes de sa population s'adonnent aux travaux des champs. Beaucoup des ouvriers de l'industrie sont même restés attachés au sol; au moment de la moisson, les usines et les charbonnages perdent une partie de leur personnel, qui retourne au village pendant la période où un plus grand nombre de bras y est nécessaire.

Le sort de la classe paysanne a été l'un des facteurs essentiels de l'évolution de la Russie depuis un demi-siècle. En 1861, l'empereur Alexandre II, aidé par Miloutine, entreprit la grande œuvre de l'affranchissement des serfs, à qui il distribua une partie des terres de l'État et aussi de la noblesse, qui fut d'ailleurs largement indemnisée. L'effet de cette réforme avait été de constituer presque partout une propriété collective, dont les parcelles n'étaient pas attribuées à titre définitif aux familles qui les cultivaient, mais donnaient lieu, à de certains intervalles, à de nouveaux partages. Il n'est pas nécessaire d'insister sur les inconvéniens d'une semblable organisation, dont le résultat inévitable était de décourager les efforts que les anciens serfs n'auraient pas manqué de faire s'ils fussent devenus propriétaires à titre définitif. Cette seconde partie de la réforme a été réalisée par le tsar Nicolas II. Une série de mesures ont été prises à cet effet. Non seulement les chefs de famille peuvent demander la transformation du *mir*, c'est-à-dire de la primitive commune dont le sol est indivis et dont les habitans sont solidairement responsables de l'impôt; mais des facilités leur sont fournies par la *Banque des Paysans*, chargée à la fois d'acheter de nouvelles terres, de les leur revendre et de leur consentir des avances hypothécaires.

Depuis le 9-22 novembre 1906, date de la mise en vigueur de l'oukase impérial qui a transformé le régime de la propriété, jusqu'au 1er mai 1913, deux millions et demi de chefs de famille ont demandé à devenir propriétaires à titre individuel. Parallèlement s'est poursuivi un travail d'organisation agraire, qui avait pour but de réunir en un seul tenant les propriétés de communes, souvent dispersées sur des étendues considérables. Cette réunion se fait sans préjuger le mode ultérieur de jouissance des terres qui, suivant les cas, fermeront une propriété collective ou seront distribuées, à titre de propriété individuelle, entre les habitans. De 1907 à 1912, il a été vendu aux paysans 340 000 *déciatines* (371 000 hectares) de terres de l'État. De 1906 à la fin du premier semestre de 1913, la Banque foncière des Paysans a vendu ou cédé :

A des particuliers	2 436 000	*déciatines.*
A des associations et communes. . .	668 000	—
Sous forme d'échange ou de dons . .	137 000	—
Au total.	3 241 000	*déciatines.*

En tenant compte des transactions faites, mais non encore parachevées, la totalité des terres distribuées par la Banque des Paysans approche de 4 millions de *déciatines*, c'est-à-dire les deux tiers de celles dont elle dispose. Ses opérations, en 1912, se sont soldées par un bénéfice de 8 millions de roubles, qui a été porté au fonds de réserve. Elle a puissamment aidé à l'exécution de la réforme.

L'influence de la législation nouvelle n'a pas tardé à se faire sentir. Dans leurs rapports annuels, les ministres des Finances ne cessent de se féliciter des résultats obtenus. Si la bienfaisante fermeture des débits d'alcool est maintenue, il est certain que, sous la double action de cette prohibition et de la transformation de la propriété collective en propriété individuelle, le rendement de la terre augmentera. Malgré la fertilité d'une partie de son sol, la Russie ne récolte encore à l'hectare qu'une quantité de grains bien inférieure à celle qui s'obtient dans le centre et l'ouest de l'Europe. Elle trouvera sans peine, dans une culture plus intense, le moyen de subvenir aux besoins d'une population rapidement croissante, sans cesser d'avoir tous les ans un excédent disponible pour l'exportation.

La Russie est parmi les grandes puissances celle qui présente la plus forte proportion de naissances, 46 pour 1 000 ; et, bien qu'elle ait aussi la mortalité la plus considérable, 29 pour 1 000, elle est celle dont la population s'accroît le plus rapidement, comme le démontre le tableau suivant :

	Naissances.	Décès.	Excédent de naissances.
	pour 1 000 habitans.		
Russie	46	29	17
Allemagne	34	19	15
Royaume-Uni	29	16	13
France	19	19	0

Au point de vue géographique, c'est en Sibérie et dans l'Asie centrale que le progrès a été le plus rapide : de 4 millions d'habitans en 1838, ces deux régions ont passé à 19 millions en 1912.

La récolte totale des céréales a été, en 1912, de 4 850 millions de *pouds* (environ 800 millions de quintaux), en augmentation de plus d'un sixième sur la moyenne des cinq années précédentes. L'exportation, qui s'est élevée à 547 millions de *pouds*, représente 11 pour 100 de la production.

Grâce au chiffre de sa population, la Russie trouve chez elle toutes les forces dont elle a besoin pour cultiver son sol. Elle exporte même chaque année un certain nombre de travailleurs, qui allaient notamment louer leurs services dans les provinces orientales de la Prusse, où la main-d'œuvre est insuffisante. Les Allemands reconnaissent que leur récolte de betteraves et de pommes de terre, les deux denrées dont la production est plus forte chez eux qu'en aucun autre pays, ne peuvent se maintenir au niveau actuel que s'ils sont assurés du concours d'ouvriers étrangers. Ceux-ci viennent en partie des territoires autrichiens de la Galicie et de la Bukowine, mais surtout de la Russie, qui en fournit à peu près un demi-million annuellement. Déjà avant la guerre, le gouvernement russe avait manifesté l'intention de s'opposer à cette émigration, ou tout au moins de la rendre plus difficile. Il considère, en effet, qu'il a besoin de garder le plus possible les travailleurs à l'intérieur de ses frontières, maintenant surtout que la transformation de la propriété va rendre la culture plus intensive et permettra de nourrir un plus grand nombre d'individus sur la même superficie de terrain. Les Allemands, de leur côté, voyaient dans les mesures que leurs voisins se proposaient de prendre une manœuvre destinée à influencer les négociations qui devaient s'ouvrir à propos du traité de commerce entre les deux Empires expirant le 31 décembre 1917. Ils prétendaient que la Russie voulait, de cette façon, obtenir un abaissement du droit d'entrée sur les céréales, en échange duquel elle aurait renoncé à mettre des barrières à la sortie des travailleurs.

En tout cas, il est intéressant d'enregistrer leur aveu que, sans cette coopération étrangère, ils ne sauraient continuer sur la même échelle les deux cultures qui couvrent une partie de leur territoire oriental. A la méthode intensive qui est maintenant appliquée dans ces provinces, et cela aussi bien par les petits propriétaires que par les grandes exploitations, il faudrait substituer le travail extensif : il en résulterait une baisse de la valeur du sol et un appauvrissement du pays.

V

L'industrie russe est de fondation récente. En dehors de la Pologne, qui était plus avancée sous ce rapport, il existait des

lavages d'or en Sibérie, certaines usines sidérurgiques dans l'Oural, où l'on faisait du fer au bois, quelques fabriques à Petrograd, dans les ports de la Baltique et dans le Donetz. Mais le chiffre de la production du charbon et de l'acier, qui constitue la base de l'industrie moderne, était des plus modestes. Ce n'est que dans le dernier tiers du XIXe siècle qu'un changement notable s'est produit. Le signal a été donné par la découverte de gisemens pétrolifères d'une très grande richesse, particulièrement au bord de la mer Caspienne, dans la région de Bakou, et aussi dans celle de Grossny. On sait le rôle pris dans la vie moderne par cette substance précieuse, qui fournit la chaleur, la lumière et la force. L'empire russe est aujourd'hui au second rang parmi les producteurs ; avec les 560 millions de *pouds* (un peu moins de 10 millions de tonnes) que la statistique officielle accuse pour 1913, il vient après les États-Unis, qui en fournissent 32 millions, avant le Mexique, qui produit 5 millions, et la Roumanie, qui n'arrive pas à 2 millions de tonnes.

Des charbonnages existent dans la Pologne russe : ils sont le prolongement de ceux de la Silésie allemande et vendent le combustible aux fabriques qui occupent une partie de la population nombreuse et active de ce royaume. Des gisemens houillers importans ont été reconnus dans le sud de la Russie, particulièrement dans la région du Donetz. La production annuelle du charbon y est en progrès ininterrompu. Elle ne suffit pas encore à la consommation de l'Empire, qui importe tous les ans une certaine quantité de charbon anglais; mais elle a provoqué la création, dans la région, d'usines fondées en grande partie par des capitaux français et belges. Toute cette province tend à s'industrialiser. Le tonnage de la houille extraite en Russie a été, en 1912, de 1887 millions de *pouds*, soit environ 31 millions de tonnes; la production de la fonte, de 256 millions de *pouds* (plus de 4 millions de tonnes).

L'extraction et l'affinage du cuivre ont fait des progrès. Les centres principaux de cette industrie sont dans le Caucase et en Sibérie. La Société métallurgique du Caucase et celle de Spassky sont parmi les plus connues. La production a augmenté de moitié en deux ans : pour 1912, elle s'est élevée à plus de 2 millions de *pouds*, près de 38 000 tonnes.

Le total des usines et fabriques atteignait, en 1912, 17 356 établissemens, occupant plus de 2 millions d'ouvriers, qui rece-

vaient un salaire moyen de 255 roubles par an. La valeur de la production était, d'après le ministère du Commerce et de l'Industrie, de 5 134 millions de roubles. Parmi les industries qui se développent, on peut citer celle du coton, qui emploie une proportion croissante de matière indigène, 57 pour 100 en 1912. Le Turkestan et le Transcaucase approvisionnent de plus en plus largement les filatures moscovites, qui importent de moins en moins de coton américain et égyptien. Le nombre de broches qui travaillent en Russie représente environ 7 pour 100 du chiffre mondial. La production du sucre a passagèrement diminué en 1912-13, 110 millions de *pouds* au lieu de 140 l'année précédente : il en est résulté une forte réduction des exportations.

La production d'or de la Russie, pour 1912, s'est élevée à 160 millions de francs. Celle du platine, dont elle a presque le monopole, à 337 *pouds*, d'une valeur d'environ 13 millions de roubles.

Quelque rapide qu'ait été la croissance de l'industrie depuis une vingtaine d'années, les chiffres de sa production sont encore peu de chose si on les compare à celle des États-Unis et de l'Angleterre, et si on les rapproche de l'immensité de son territoire et de sa population. Il y a là matière à un développement ultérieur qui devra être considérable. Parmi les centres houillers et métallurgiques, la Pologne seule paraît s'être approchée de sa capacité de production normale. Le Donetz est encore susceptible de grands progrès. Les richesses de l'Oural et de la Sibérie ne seront mises en pleine valeur qu'au fur et à mesure de la construction des voies ferrées indispensables. Quand on songe que les États-Unis en ont près de 400 000 kilomètres et que la Russie n'a pas le cinquième de ce chiffre, on voit quelle marge est laissée à l'activité de nos alliés. La seule construction des voies nouvelles donnera aux usines existantes des commandes de rails et de matériel pour de longues années. Une fois achevées, ces lignes porteront la vie et la richesse dans une foule de régions encore presque inconnues.

L'industrie russe s'est développée à la faveur de tarifs protecteurs. Le gouvernement a cherché à favoriser la création, à l'intérieur de l'Empire, de fabriques et d'usines capables de servir les demandes indigènes. Le comte Witte, qui a travaillé activement dans cette direction, a exposé cette politique dans l'ouvrage

qu'il vient de publier et qui reproduit les leçons données par l'ex-ministre des finances, de 1900 à 1902, à feu le grand-duc Michel Alexandrovitch, frère du tsar Nicolas II. Il s'est efforcé de mettre à la disposition des industriels un réseau de chemins de fer bien conçu, et d'établir des tarifs aussi modérés que possible, particulièrement adaptés à un pays où les distances sont énormes et où la règle de la proportionnalité des frais de transport au trajet parcouru doit recevoir de nombreuses exceptions. Il avait été si loin dans cette voie que les revenus du réseau de l'État en avaient souffert et qu'il a fallu, dans les derniers temps, relever certains tarifs, de façon que l'exploitation des chemins de fer donne un revenu raisonnable au budget.

VI

Le régime des chemins de fer russes a passé par des phases diverses. Beaucoup de lignes furent d'abord concédées à des sociétés privées, puis rachetées par l'État qui, à un moment donné, avait conçu le projet de se rendre maître de la totalité du réseau. Depuis le commencement du xxe siècle, il a reconnu que, devant l'immensité de la tâche restant à accomplir, il valait mieux ne pas refuser le concours des particuliers.

Dans son rapport sur le budget de 1914, le ministre des finances, M. Kokovtsoff, déclarait que, comme il est impossible actuellement à l'État de construire à ses propres frais des voies ferrées dans les proportions que réclament les intérêts économiques de la Russie, il est désirable et nécessaire de faire participer à ces entreprises l'initiative et les capitaux privés. Aussi, dans le courant de 1912 et du premier semestre de 1913, le gouvernement a-t-il autorisé la création de treize nouvelles compagnies, à qui ont été concédées 4764 *verstes* (environ 5000 kilomètres). Pendant la même période, d'anciennes compagnies s'étaient vu attribuer 3761 *verstes* (environ 4000 kilomètres). Aux unes comme aux autres, le Trésor garantit le service de leur capital obligations. D'autres concessions, sans garantie, ont été accordées. L'État, de son côté, a entrepris la construction d'un grand nombre de lignes. En additionnant ces dernières, celles du réseau concédé, dont la construction

a été autorisée pendant les dix-huit mois écoulés du 1er janvier 1912 au 30 juin 1913, celles en faveur desquelles la commission des nouveaux chemins de fer s'est prononcée pendant la même période, et les projets plus récens, on arrive à un total de 30 000 *verstes* (environ 32000 kilomètres), dont le réseau s'augmentera d'ici à quelques années.

La longueur des lignes exploitées, en 1914, par le ministère des voies et communications, est de 43 720 *verstes*, dont 33 406 dans la Russie d'Europe et 10 314 dans la Russie d'Asie. Les recettes prévues étaient de 858 millions de roubles, soit 9 pour 100 de plus qu'en 1913; les dépenses d'exploitation, de 553 millions; les travaux neufs et l'augmentation du matériel roulant de 124, au total 677, laissant un produit net de 181 millions.

Le réseau des compagnies particulières est d'environ 20 000 *verstes*. Beaucoup d'entre elles doivent à l'État une partie de leurs bénéfices nets, après que le service des obligations et, s'il y a lieu, des actions a été assuré aux termes des actes de concession. Grâce au développement du trafic, les sommes qui rentrent de ce chef au budget sont en progression rapide. Elles étaient presque nulles en 1908; elles sont portées pour 34 millions au budget de 1914. Une autre somme de 20 millions est prévue du chef des annuités que certaines Compagnies versent au Trésor, à titre de remboursement de capitaux avancés par lui, ou de garanties d'intérêt antérieurement payées.

VII

Le commerce extérieur de la Russie se solde régulièrement par un excédent d'exportations. La part principale de celles-ci est formée par les céréales : c'est donc de la récolte que dépend l'importance de cette balance, qui varie en effet selon les quantités de blé produites. Si nous remontons à une quinzaine d'années en arrière, nous voyons que le progrès, sous ce rapport, a été régulier : de 1898 à 1902, le chiffre moyen dont les exportations dépassaient les importations était de 152 millions; de 1903 à 1907, 369 millions; de 1908 à 1912, 415 millions de roubles; il a triplé en 15 ans. C'est avec son froment et d'autres denrées alimentaires que la Russie paie le coupon de ses rentes.

Voici, pour 1912, la liste des principales exportations ; la valeur de chaque catégorie est indiquée en millions de roubles :

	Millions de roubles.		Millions de roubles.
		Report	559
Céréales	546	Beurre	68
Viande fraîche	4	Œufs	84
Viande salée, fumée, séchée.	4	Alcool	8
Volaille et gibier	5	Sucre	36
	559	Total	755

Viennent ensuite les exportations de produits bruts et demi-ouvrés, dont voici les plus importantes pour 1912 :

	Millions de roubles.		Millions de roubles.
		Report	433
Bois	152	Soie	5
Graines	47	Laine	11
Tourteaux	38	Naphte	36
Lin	108	Minerai de fer	4
Chanvre	17	Manganèse	12
Fourrures	22	Platine	16
Peaux	49		
	433	Total	517

Les exportations d'objets fabriqués et d'animaux, qui complètent les deux tableaux ci-dessus, ne portent que sur des quantités insignifiantes : la valeur n'en dépasse pas 4 pour 100 du total général pour la frontière d'Europe.

Les importations par la même voie se classent, par ordre de grandeur, en produits bruts et demi-ouvrés, objets fabriqués, produits alimentaires. La première catégorie comprend les laines brutes, la soie, le jute, les filés de coton, les engrais, le caoutchouc, les matières tannantes, les produits chimiques, la houille, la fonte, les matériaux de construction. La seconde consiste en machines, instrumens, automobiles, tissus de coton, objets en laine, soie, lin, chanvre, cuir, papier.

Les produits alimentaires comprenaient une assez grande variété de chapitres, parmi lesquels le thé tenait la première place : il figurait, en 1912, pour une trentaine de millions.

Le commerce asiatique se fait surtout, en ce qui concerne les exportations, par la frontière de terre entre le Caucase et la

Perse, la mer Caspienne et la frontière qui sépare la Russie de la Chine orientale. Les importations arrivent en majorité par le rivage de l'Océan pacifique, la frontière russo-chinoise et la mer Caspienne. La valeur des exportations, en 1912, a été de 91 millions, et celle des importations de 135 millions de roubles. Ces dernières sont donc en excédent, à l'inverse de ce qui se passe sur la frontière européenne, où les premières, en 1911, l'ont emporté de 391 millions sur les secondes.

VIII

L'impression qui se dégage de cet examen de la situation économique russe est des plus réconfortantes. On peut la comparer à celle que donne l'allure de ses armées, nombreuses, calmes, inébranlables. La vie économique de l'immense Empire n'a pas été arrêtée. Sur tous les domaines, elle continue, ralentie dans certains cas, stimulée au contraire dans d'autres. Ni les récoltes ni les semailles n'ont souffert ni ne souffriront. L'industrie conserve un personnel suffisant et travaille en moyenne aux quatre cinquièmes de sa capacité normale.

Le grand effort fait depuis vingt ans afin de créer des usines métallurgiques trouve sa récompense : la Russie produit dès maintenant la fonte dont elle a besoin. Deux faits importans viennent encore contribuer à ce bon état économique : la prohibition de la vente de l'alcool, qui empêche le paysan de dépenser ses roubles à acheter de la vodka et qui lui laisse de l'argent pour les dépenses utiles; le haut prix des grains, que l'administration militaire contribue à maintenir par ses achats répétés et qui amène une véritable aisance dans les campagnes. D'autre part, les importations allemandes, qui s'élevaient en dernier lieu à 665 millions de roubles par an, étant arrêtées, les industriels russes ont le champ libre : ils ont peine à suffire aux commandes et obtiennent des prix rémunérateurs. Un de mes amis, qui est un des principaux manufacturiers de Moscou, m'écrivait, il y a peu de semaines : « Nous avons réussi à créer une industrie nationale, qui transforme les matières premières locales : cela nous permet aujourd'hui de continuer le travail dans les fabriques avec une diminution de 20 pour 100 seulement, correspondant au nombre d'ouvriers appelés sous les drapeaux. La Russie produit en temps normal 50 pour 100 du

coton qu'elle file. Cette année, la récolte de cette plante en Asie centrale et en Caucase est supérieure de plus d'un cinquième à la moyenne. Nous n'importons plus d'Angleterre, pour les besoins des villes du littoral de la Baltique, qu'un appoint de 15 pour 100 de la quantité totale du charbon que nous consommons. »

Du côté des finances publiques, le tableau n'est pas moins rassurant. Le Trésor et la Banque d'État ont abordé la guerre avec des réserves telles que tous les débours de l'entrée en campagne se sont effectués avec la plus grande aisance; on peut être assuré qu'il continuera à en être de même. Le stock d'or est égal à celui de la Banque de France : la solidité du billet russe est comparable à celle du billet français. La marche des banques particulières n'a pas été suspendue. Nous pouvons envisager l'avenir financier, sur les bords de la Néva, avec autant de sérénité que l'avenir militaire. L'armement économique de nos alliés ne le cède en rien à celui de leurs troupes. M. Bark et son prédécesseur, M. Kokovtzoff, ont aussi bien travaillé que leur collègue de la guerre, le général Soukhomlinow. La réforme capitale de la propriété paysanne a eu, sur l'ensemble de la population, un effet des plus heureux. Peu à peu les terres se divisent; les grands propriétaires cèdent une partie des leurs; l'administration des apanages, c'est-à-dire des biens de la couronne, et l'État, font des ventes considérables. Des millions de *déciatines* passent aux mains de chefs de famille qui, stimulés désormais par le sentiment de l'intérêt personnel, cultivent mieux, ne craignent pas de confier des engrais au sol qui ne sortira plus de leurs mains, et obtiennent des rendemens très supérieurs à ceux d'autrefois. La mise en valeur de la Sibérie aide beaucoup à ce développement de la propriété individuelle. Il se produit un fort mouvement d'émigration de l'Ouest à l'Est. Des agences officielles existent en Russie d'Europe. Les paysans, désireux de changer de résidence, s'adressent à elles, afin d'obtenir la permission d'envoyer des délégués examiner les territoires que le gouvernement leur désigne. Ils font, après avoir reçu le rapport de leurs mandataires, une demande, à la suite de laquelle il est accordé à chacun environ 120 hectares, qu'il n'a le droit ni de vendre, ni d'hypothéquer. Le domaine reste sa propriété aussi longtemps qu'il le cultive. Pour l'élevage des chevaux et du bétail, l'État accorde des concessions plus étendues et fournit des étalons.

Telle fut l'œuvre accomplie sous le ministère de M. Kokovtzoff. Son successeur, M. Bark, a eu le singulier courage, en pleine crise, de se priver d'une des recettes principales de son budget, parce qu'un intérêt supérieur lui commandait de prendre cette mesure hardie. Le budget de 1915, qui est en préparation, ne prévoit, pour les recettes de l'alcool, qu'un chiffre inférieur à 200 millions, c'est-à-dire le cinquième des estimations de l'année dernière. La différence serait demandée en partie à des monopoles nouveaux : allumettes, naphte, sel, tabac. Le ministre donne ainsi la meilleure preuve que la réforme est irrévocablement décidée et qu'elle sera exécutée. Il sera récompensé par les plus-values que lui apporteront les autres chapitres. Il pourra, sans craindre de surcharger les contribuables, leur imposer des taxes nouvelles, qui représenteront en partie ce qu'ils dépensaient en alcool. Une fois de plus le gouvernement russe aura su prendre, à l'heure décisive, l'initiative d'une mesure de salut public. S'il la maintient après la guerre, les conséquences bienfaisantes s'en étendront au delà de la génération actuelle et hâteront le développement d'un empire, dont la puissance apparaît maintenant aux yeux du monde entier.

RAPHAËL-GEORGES LÉVY.

LA GUERRE VUE D'UNE AMBULANCE

II[1]

18 septembre.

Toute la journée d'hier nous sont arrivés, pris à la gare de Villeneuve-Saint-Georges, des Anglais de la bataille de l'Aisne, la plupart blessés grièvement, les uns de la veille, les autres de trois, quatre et même cinq jours.

Ceux de l'après-midi faisaient bonne contenance. Soit à cause de la fièvre plus forte, soit pour avoir attendu plus longtemps, ceux qui sont venus à huit et surtout à onze heures du soir ne pouvaient rien tirer de leur grand courage qu'une stoïque résignation. Un, même, quand on lève son brancard, laisse échapper un cri qui nous fait frémir; puis il ferme les yeux et se tait. On emporte d'abord les plus grièvement atteints, sans autre formalité que de prendre les noms sur leur médaille. Du reste, il y en a qui ne pourraient parler, ayant les dents, les lèvres, la mâchoire fracassées.

« Où êtes-vous blessé ? » interrogeons-nous, penchés sur les couvertures qui enveloppent ces pauvres corps sanglans : « Aux deux jambes et aux bras, » répond celui-ci. Un autre : « A la main, à la hanche, au pied. » Plusieurs montrent en silence leur gorge, leur tête, leur côté. Quelques-uns, pour toute réponse, soulèvent leur couverture, et l'on aperçoit de grosses taches noires entourées de rouges éclaboussures; un pied, un mollet énormes, dont l'enflure paraît davantage, au contraste de l'autre

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1914.

jambe si maigre; des bandages traversés de sang. Sur ceux qui doivent attendre plus longtemps (notre antichambre est toute remplie), nous étendons serviettes et draps propres : en quelques minutes le sang les traverse. Nous achevons notre travail en silence, accablés de fatigue et de pitié.

19 septembre.

Les impressions, parfois, sont telles, qu'elles dépassent les mots. Peut-être je m'habituerai.

Cette nuit, j'ai été réveillé à 2 heures pour un soldat anglais qui venait de mourir. C'était m'appeler un peu tard. Et, de plus, il était anglican, comme j'ai pu le voir à sa médaille militaire : (C. E., *Church of England;* R. C., *Roman Catholic*). J'ai béni ce pauvre corps et l'ai accompagné, en priant, à la chambre mortuaire avec la *nurse* et le surveillant de nuit. On éteignait les lumières devant nous, pour ne pas émouvoir les malades des salles que nous traversions. Ensuite, dans les corridors sombres, ce fut le contraire; on alluma l'électricité. Et j'aimais mieux cela : la mort n'est pas une chute dans les ténèbres. Arrivés à la salle funèbre, nous y avons trouvé un autre Anglais, mort après une opération. Il était là, seul, dans la nuit. J'ai prié pour lui.

Ce matin, j'ai absous un soldat qui n'a guère de chance d'échapper à la mort, la cervelle à nu, la moitié du corps paralysé, mais doué encore de toute sa raison et pouvant répondre par oui et par non aux questions qu'on lui pose. Une nuance de gratitude se trahissait, quoique difficilement, dans ses yeux immobiles, et des larmes, qui semblaient douces, à la fin, y sont apparues.

A midi, j'apprends que les docteurs ont *travaillé* jusqu'à 3 heures du matin. Il a fallu amputer bras et jambes atteints de la gangrène. La salle d'opérations n'était qu'une mare de sang, me dit un aide-infirmier.

Cet après-midi, j'ai donné l'absolution et l'extrême-onction à un Irlandais, qui n'a pas repris connaissance depuis qu'on l'a apporté. Il avait dans son portefeuille une lettre à l'adresse de sa mère. La *nurse* va y ajouter un mot, pour dire qu'il a reçu les derniers sacremens. Une espérance chrétienne adoucira l'affreuse nouvelle. Empereurs d'Autriche et d'Allemagne, si vous étiez là quand la mort s'annoncera dans ce pauvre foyer d'Irlande, et dans des milliers, des centaines de milliers

d'autres, en Angleterre, en France, en Russie, en Serbie, en Belgique, dans vos propres États, dans toute l'Europe, et jusqu'en Afrique, en Asie... Que Dieu éclaire votre conscience!

Cette sombre journée a pourtant eu ses momens de douceur, ceux que j'ai passés auprès des blessés en voie de guérison, qui m'accueillaient en ami et dont plusieurs se sont confessés. J'aime ce petit Irlandais si à plaindre et si résigné, toujours un chapelet autour de son bras. Grièvement blessé à la cuisse et laissé deux jours dans un bois, la gangrène l'a pris ; il a fallu l'amputer dès son arrivée. L'opération a réussi ; il regagne des forces ; il sourit chaque fois qu'on le visite.

Aujourd'hui aussi, j'ai eu un entretien rapide, mais intéressant avec M. Bacon, l'ancien ambassadeur des États-Unis, qui est venu dès le début de la guerre nous apporter sa fidèle sympathie. Il a ramené ces jours-ci un bon nombre de blessés des pays où l'on s'est battu, et il a pu, de ses yeux, constater les traces que laisse l'armée allemande. Son témoignage nous servira, ou plutôt il nous sert, devant l'opinion américaine. Encore plus précieuse, la présence parmi nous de M. Herrick, l'ambassadeur actuel, qui n'a pas voulu quitter Paris et qui sait y rendre tant de services. Bien que ses fonctions ne doivent commencer qu'à la fin de la guerre, M. Sharpe, son successeur désigné, a tenu à être des nôtres au moment de l'épreuve. Dès lors que tous s'accordent, et que tous aiment la France, réjouissons-nous d'avoir en même temps trois ambassadeurs des États-Unis.

20 septembre.

9 heures du soir. — A la messe de ce matin assistaient une vingtaine de soldats et deux officiers, tous ceux à qui leurs blessures permettaient de se lever. Ce n'était, ai-je besoin de le dire ? obligatoire pour personne ; mais l'accomplissement des devoirs religieux semble être redevenu dans notre armée, comme il n'a cessé de l'être chez celle des autres nations, un acte tout à fait normal. En ce troisième dimanche de septembre, fête de la Compassion de la Vierge, il n'y a eu qu'à leur rappeler, avec un commentaire de moins de dix minutes, les lignes de l'Évangile qui nous montrent Marie, debout au pied de la Croix, voyant souffrir, agoniser, mourir son Fils bien-aimé. Le rapprochement était trop facile avec tant d'autres mères qui

redoutent ou qui reçoivent des nouvelles funestes, avec la France et les autres patries qui voient succomber leurs meilleurs enfans, avec l'Église qui assiste, impuissante, aux discordes mortelles de ses fils. Au nom de la Victime divine qui s'offre au Sacrifice de la Messe, comme elle s'offrit sur le Calvaire, nous avons ensemble prié Dieu d'abréger ces jours de douleur, de les faire servir au progrès de nos âmes et à l'avancement de l'humanité.

11 heures du soir. — Je viens d'assister un soldat irlandais mourant et un officier français atteint de tétanos, tous deux en salles isolées. L'après-midi, avaient eu lieu nos deux premiers enterremens. Les décès commencent. Il est à craindre qu'on n'en ait beaucoup, puisqu'en raison des secours dont dispose l'hôpital comme chirurgiens et salles d'opérations, nous sommes outillés pour les cas les plus graves.

22 septembre.

Quatre enterremens aujourd'hui! Tous d'Anglais. L'un d'eux était catholique. J'ai suivi le convoi et béni la tombe. Le long trajet d'ici au nouveau cimetière était spécialement lugubre : ces quatre corbillards, suivis d'une foule sympathique sans doute, mais cependant étrangère, et finalement, la sépulture en cette fosse commune.

Comme je montais dans ma chambre tout à l'heure, après souper, j'ai rencontré le corps d'un de ceux que j'avais assistés hier soir. Les infirmiers avaient dû le déposer un instant dans le couloir, pour ouvrir des portes. La forme blanche était là par terre, complètement enveloppée. Je me suis agenouillé près d'elle pour une bénédiction et pour une prière.

C'est l'atmosphère que la guerre nous fait et où nous allons vivre, pendant combien de mois? On y a peu de temps et peu de courage pour écrire. Ce matin, cependant, dans ma tournée de visites, j'ai entendu et noté un récit, bien vivant, qu'il me suffira de reproduire. Il est tout à fait « nature ; » tout au plus, guiderai-je un peu le narrateur pour maintenir l'ordre chronologique. Quant à l'authenticité absolue, elle ne peut faire doute. Mon soldat était né à Paris et avait passé quatorze ans à Bordeaux; mais son récit fut contrôlé et à l'occasion complété par un camarade, son voisin immédiat, qui avait suivi, ou subi, les mêmes événemens :

« Le lundi 7, nous descendons à la gare de Nanteuil. Nous traversons un village pillé par les Allemands. Nous nous formons en ligne de tirailleurs. Les obus arrivent. La terre volait : des trous à enterrer un bœuf! On les voyait venir : zzz... boum! On avait presque le temps de se garer.

« Arrivés à la lisière du bois, nous partons en éclaireurs. On nous avait dit d'avancer. Mais va te faire fiche! Ils nous avaient déjà repérés. L'artillerie faisait rage. Mon clairon, près de moi, est tué net; il n'a pas dit une parole, le pauvre garçon! Je suis blessé à la jambe. Il était environ deux heures. Comme je ne peux plus me traîner, un camarade, avant de partir, me cache sous trois bottes de paille et la tête sous mon sac. Les éclats d'obus l'ont tout déchiqueté, ce pauvre sac. Sans lui!... A dix mètres, un camarade qui avait la jambe cassée et un éclat d'obus dans le bras, reçoit encore sept ou huit blessures. Je suis resté toute la journée là. Le soir, des soldats du 101e me mettent sous le bois, où se trouvaient plusieurs blessés français et un capitaine allemand, blessé de la veille. Il souffrait, lui aussi, le pauvre malheureux.

« Vers minuit, des soldats français sont venus chercher ceux qui étaient transportables. Nous ne restons que mon camarade, moi et le capitaine allemand. Il y avait d'autres blessés plus loin, car nous entendions des plaintes. C'était lugubre.

« Nous passons là deux jours entiers sans aucun secours. Mercredi, vers les trois heures, voilà les Allemands qui arrivent. Je dis : « Nous sommes perdus. » Il y en avait qui nous regardaient de travers. Mais le capitaine leur dit que nous avions été bons pour lui. Le premier soir, j'avais encore un peu de pain dans ma musette et de l'alcool de menthe; on a partagé. Je ne pouvais pas lui donner à boire, on n'en avait pas.

« Le capitaine leur dit de nous soigner. Ils l'emportent et nous restons seuls; mais bientôt ils reviennent. Un infirmier m'attache la jambe à un manche de pelle-bêche, parce que ça s'en allait de tous les côtés. Ils nous emportent un peu plus loin, sur une autre lisière du bois, à 15 ou 20 mètres de leurs batteries : comme d'ici au fond de la salle; on les voyait tirer.

« Voilà qu'au bout de cinq minutes, l'artillerie française donne. C'est là encore qu'on s'est cru perdu! Ça tombait! Ça tombait! Les Boches se sauvent et nous laissent tout seuls; ils laissaient aussi leurs canons. Une heure après, les pièces fran-

çaises se taisent. Les Allemands reviennent chercher leurs canons et nous emmènent avec; trois ou quatre kilomètres sur des civières, avant d'atteindre la grande route. Là, ils nous chargent sur une voiture. Nous étions bien 25 Allemands et quelques Français, serrés, serrés. Ma jambe n'était pas étendue; je souffrais. Il y avait un sous-officier français qui s'est trouvé mal deux fois. »

Ici le narrateur interpelle son compagnon de misère, à présent son voisin de lit : « Comment s'appelait ce village qui était tout en feu? — Je ne sais pas, dit-il, mais je me rappelle que ça nous chauffait. »

Le récit reprend : « Sur toute la route ça sentait le cadavre : une vraie infection. Vers les minuit, une heure, on arrive au village de Cuvergnon où ils avaient leur ambulance. Les majors nous ont défaits et bien pansés. Puis ils m'ont mis sous un hangar, en plein air. Il pleuvait; moi, j'étais mouillé parce que j'étais sur le bord. Mais ils ne nous ont pas donné à manger. Rien de toute la journée, excepté un peu d'eau à boire.

« Nous y passons la nuit et le jeudi matin. L'après-midi, sur les 3 ou 4 heures, ils nous mettent tous, Français et Allemands pêle-mêle, dans une ferme qui n'était pas loin. Dans la soirée, ils nous ont donné des os, rien après. Pas de pain; ils n'en avaient seulement pas pour eux.

« Dans la nuit du jeudi, ils partent sans rien dire. On avait vu un soldat qui faisait son sac dans la chambre. Ils laissent tous les blessés là : six Français et trente-cinq Allemands, dont quatre officiers.

« Le vendredi matin, pour commencer, nous voyons arriver les gendarmes qui vont aussitôt prévenir le maire. On nous met dans une autre maison, les Français à part. Quelques instans après, nous voyons arriver un régiment français. Ah! quelle joie, vous pouvez le dire! Le colonel nous félicite, nous embrasse, nous promet qu'on va nous prendre dans les ambulances. Les gens de l'endroit nous font manger. Une dame du pays nous lave, nous panse, en attendant les ambulanciers. Ce qu'elle était brave, cette dame! Une sainte femme.

« Alors, c'est le samedi qu'une ambulance est venue pour les premiers convois. Nous, on nous conduit le soir, avec un officier allemand, à Crépy-en-Valois, où il y avait de bonnes religieuses. De là, le dimanche, les automobiles américains nous

ont amenés à Neuilly. La route est un peu longue. Une fois ici, on a été bien, ah! oui. C'est le paradis. Maintenant l'on est sauvé.

« Mais les choses qu'on a vues! Le plus triste, c'est la nuit. On entend des cris : « Au secours! » Il y en a qui appellent leur mère. Personne ne répond. »

22 septembre.

11 heures 30. — Funérailles, ce matin, d'un capitaine anglais. Une compagnie de la Garde républicaine a rendu les honneurs militaires. Sa femme, partie aussitôt prévenue, est arrivée une heure trop tard.

Un zouave est mort tout à l'heure.

Et la bataille où ils furent frappés l'autre semaine n'est pas encore finie. Dieu soit loué de ce qu'elle tourne peu à peu à notre avantage !

6 heures. — Vraie après-midi d'ambulance : des mourans, des cas graves, des guérisons avancées.

A une heure, en sortant de table, je suis appelé dans une chambre au second, où trois Anglais, dont un catholique, meurent du tétanos. L'implacable maladie! Si les secours avaient pu être moins tardifs!

Après, je visite les grandes salles d'en bas. Il y a là nombre de cas sérieux, mais un seul malade en danger prochain et il dort. J'en vois d'autres, un Écossais notamment, qui est catholique et si heureux de parler au prêtre. J'en étais fort touché moi-même. L'émotion, à peine je l'avais quitté, s'effaça dans un mouvement de rire, chose plutôt rare par le temps qui court. Comme je venais de parler anglais, j'aborde en la même langue le malade suivant : « *Any better?* Un peu mieux? — Ah! oui, pouvez le dire, que c'est *embêtant!* » me répond une belle voix de Marseille. En quatre lits de blessés, on passe d'Irlande en Afrique, des lacs d'Écosse à la Cannebière.

Ma tournée s'achève par une petite salle où je trouve des Français, une douzaine peut-être, presque tous assis ou couchés sur leur lit, en confortables pyjamas. Deux me crient, dès l'arrivée, qu'ils viendront à la messe demain. Je m'asseois sur la table du milieu, et la conversation devient générale. Tous, à bâtons rompus, content leurs souvenirs. Il eût fallu un phonographe, ou du moins que je pusse écrire, mais cela aurait

éteint le feu sacré. On parle surtout de la poursuite qui a suivi les batailles de la Marne :

« Des Alboches, on en trouvait partout, même au bout de plusieurs jours : dans un grenier, dans le foin, derrière les haricots. Il y en a de petites bandes plein les bois. Ils sortent, la nuit, pour attraper des betteraves, des carottes, des pommes. Nous entrons dans l'église d'un village abandonné. Il y en avait un pauvre vieux, les cheveux tout gris. Le voilà qui se met à genoux, faisant signe qu'il a trois enfans. On l'emmène, on le traite comme nous.

« Une autre fois, — c'était une tranchée, — il y en avait beaucoup de morts, et quatre vivans; ils mouraient de faim. Ce qu'ils se sont jetés sur notre pain!... Une autre fois, nous étions seulement quatre. On trouve quinze Allemands. Ils jettent leurs fusils et l'un d'eux explique en français qu'ils veulent être prisonniers, qu'ils n'ont pas mangé de trois jours, qu'ils en ont assez d'une guerre pareille! » — Ce dernier trait est universel, et je l'ai entendu vingt fois. Les Allemands encadrés tiennent bon, comme un mur épais; dispersés, ils ne songent qu'à se rendre, surtout s'ils ont faim.

23 septembre, soir.

Ma chambrée d'hier m'a fait une jolie surprise. Ce n'est pas deux, mais dix qui sont venus à la messe ce matin, tous ceux qui pouvaient se lever. Jugez de ma satisfaction! Aussi les ai-je salués, après l'Évangile, d'un petit sermon de trois minutes qui eut l'air d'aller à leur cœur, aussi droit qu'il partait du mien.

Nouvel enterrement, cet après-midi, d'un Anglais protestant et d'un Français catholique. Au cimetière, un rédacteur de *Neuilly-Journal* a prononcé un excellent discours d'union patriotique; il a montré, en terminant, la consolation vraie dans l'éternité de bonheur que Dieu accorde aux martyrs du devoir. Je n'ai pu m'empêcher de m'associer de quelques paroles à ce qu'il avait dit. En temps de guerre, décidément, toutes choses vont d'une autre allure, et quelques-unes beaucoup mieux.

24 septembre.

Nous avons reçu, aujourd'hui, la visite de Son Éminence le cardinal Amette. Le président et les membres du Comité lui ont

montré tous les services importans et il les a félicités d'une si parfaite organisation.

Il s'est arrêté auprès des blessés, paternellement, amicalement, trouvant pour chacun les mots de sympathie et de réconfort. Nos Bretons et nos Irlandais semblaient les plus ravis de sa bénédiction; mais il n'était personne qui ne fût heureux de lui toucher la main. Il m'a promis en partant une généreuse coopération de l'Archevêché pour les livres et objets de piété qui pourraient faire plaisir à nos chers blessés. La station prolongée à chaque lit des grandes salles n'a pas laissé le temps de visiter toutes les petites. C'était fort touchant d'entendre se plaindre de cette abstention bien involontaire les Anglais protestans et de braves Marocains : « Nous aussi, Français, » disaient ces derniers.

25 septembre.

C'est beau, une salle de blessés, avec ces lits d'une parfaite blancheur, ces tables de verre, ces grandes baies remplies de lumière, ces parquets et ces murs sans tache; avec ces roulantes étagères de pansemens, de remèdes, de liquides purificateurs; avec ces infirmières, à la fois empressées et calmes, toujours souriantes et pourtant si graves, qui veillent à tout, qui volent d'une place à l'autre sans qu'on les entende; avec ces malades, enfin, bien peignés et lavés, rasés de frais, détendus, reposés, les uns assoupis, les autres distraits par une lecture facile, ou souriant de loin au visiteur. Mais ce qui se cache de souffrance et de résignation sous ces apparences tranquilles, et au prix de quelle force d'âme elles se peuvent maintenir, trahies, çà et là seulement, par un gémissement étouffé, par l'involontaire contraction de traits qu'amène le moindre mouvement, le passant, même au cœur le plus tendre, n'en saurait rien deviner, s'il n'a pas eu le privilège douloureux de rester là aux heures de pansement.

Ce privilège, hier je l'ai demandé, non pas, ai-je besoin de le dire? par curiosité vaine, — on en serait assez puni par l'horreur du spectacle, — mais avec la pensée d'entrer plus avant dans l'âme de mes pauvres amis et de mieux connaître leurs maux pour y mieux compatir. De telles choses ne se décrivent pas! Quelques mots seulement, toujours avec le même but : fortifier chez nous tous la volonté que cette guerre soit poussée

au point d'être la dernière, — assez à fond, du moins, pour que l'ennemi ne la recommence pas de plusieurs siècles.

La plaie la plus grave est soignée d'abord : un trou creusé dans le bras par un éclat d'obus, et large à y mettre le poing. Oh! quand, après l'enlèvement des ouates et des bandes, il apparaît béant, dans le cercle de ses boursouflures, ce cratère de sang rouge, de sang noir, de matières purulentes! la figure du patient, tandis que la plaie vive est badigeonnée de teinture d'iode! Sous la morsure, il se crispe, il appuie sa nuque au bras de la vaillante *nurse;* et il se tait.

Il se tait aussi, cet autre qui a reçu dans la jambe une balle et un schrapnel; tandis qu'on le panse au-dessus du pied, un trou suppure à son mollet, et tout à l'heure il faudra le panser entre les côtes.

Il fait mieux que se taire, il sourit, ce troisième blessé, aux traits si fins, si délicats, qui n'a pas moins de cinq ou six schrapnels dans les cuisses. Pendant qu'on nettoie ses drains et qu'on change ses compresses, il ne peut retenir quelques soubresauts, mais il parle d'autre chose. Le cher petit, qui a juste vingt ans, fut blessé dans la compagnie que commandait son père, et celui-ci l'a été à son tour. Autour des admirables Castelnau, combien d'autres familles paient d'un héroïsme égal ton salut, ô France!

Quelquefois la douleur est telle, que l'âme la plus forte ne peut imposer silence au corps trop martyrisé. Chez celui-ci, une balle a traversé la malléole entièrement et fait éclater les os de la jambe; il a fallu extraire le péroné en morceaux. Quand on enlève le pansement du pied monstrueux, quand on lave à l'eau oxygénée le trou central et les crevasses, des gémissemens, des « oh! » plaintifs et prolongés échappent au malheureux; et de voir l'aspect du mal, d'en respirer l'odeur, d'entendre crier cet homme jeune et fort, cela vous fend l'âme. Affreuse guerre! Affreuse guerre!

J'en parlais le soir avec un docteur et lui disais que je n'avais rien vu de pire. « C'est que vous n'êtes pas allé, m'a-t-il répondu, sur les champs de bataille. Vous n'avez pas vu ces morts, ces mourans, ces blessés, qui réclament à boire! » La soif des blessés durant de longues heures et parfois des jours... Autrefois, pour les secourir, pour les emporter, il y avait des heures d'armistice; il y en a encore entre Autrichiens et Russes. Avec les Allemands, ce n'est plus possible; ils en profiteraient

pour nous attaquer. Des batailles qui se prolongent au delà d'une semaine; et pas de trêve pour ensevelir les morts, pour relever les blessés! On s'y efforce pourtant sous la pluie des schrapnels et des balles, mais ils sont trop; et, si l'on ne reste maître du terrain, il faut en abandonner. L'ennemi parfois s'occupe d'eux. Il en achève; il en soigne aussi. Parfois il s'éloigne lui-même, et de longtemps personne ne vient. Combien de jours en a-t-on glané, aux environs de Meaux, dans les maisons désertes, sur les collines et dans les bois!

J'ai noté, à la date du 21, un récit qui jette quelques lueurs sur cet abandon. Encore, celui qui y parle avait-il non loin de lui des compagnons de souffrance et une promesse de secours. Mais ceux qui ne voient personne, ceux que personne n'entend, ceux qui ne savent pas si quelqu'un viendra, ceux qui se sentent mourir complètement seuls, ou parmi des morts...

26 septembre.

Une vingtaine de blessés nous sont venus hier des batailles de l'Aisne. Décidément, l'on nous réserve les plus mauvais cas, et l'on a bien raison de ne pas les expédier trop loin.

Un brave petit zouave, cultivateur des environs du Puy, blessé aux deux jambes il y a quatre jours, raconte son histoire avec beaucoup de calme :

« Je suis tombé du côté de Soissons, quand on essayait de chasser les Allemands. Ils sont retranchés dans des carrières. Nous commençons à y envoyer des obus.

« J'ai fait dix-huit mois de Maroc. J'ai été blessé le 4 juin à la cuisse gauche; guéri après trois semaines d'hôpital. On est parti le 1er septembre. Débarqué à Cette; passé par Bordeaux, Rouen, Amiens, Clermont de l'Oise, où l'on est descendu de chemin de fer. Après une journée de marche et une nuit d'étape, on est parti pour les déloger de Noyon. On les a trouvés le soir. Tout de suite on a enlevé un village. — Vous étiez contens de les rencontrer? — Ah! oui, surtout qu'on avait envie d'en sabrer quelques-uns. Nous, on était en seconde ligne, pour la contre-attaque, si bien que cette première fois, je n'ai seulement pas pu tirer un coup de fusil. On a couché dans les tranchées. On s'est encore battu six jours. — Il faut bien s'interrompre pour manger? — Voilà : quand on peut, c'est chacun son tour à l'arrière-garde pour manger et se

reposer; parce qu'on ne mange pas sur la ligne de front, excepté un peu de singe. — Qu'est-ce que c'est? — Du bœuf de conserve, en boîtes de 300 grammes. On se met à deux pour manger ça. Quand on a fini, on avalerait bien encore quelque chose; mais ça permet d'aller jusqu'au soir.

« Le septième jour, j'ai écopé. D'un éclat d'obus, nous sommes tombés quatre. Dans ma section, sur 52, il en reste 8, la plupart blessés, quatre ou cinq de morts. Faudrait bien qu'on revoie sa famille après la guerre.

« Je suis resté vingt-quatre heures sur le terrain, de onze heures du matin au lendemain, même heure. Les obus empêchaient tout le monde d'approcher. Quand on a vu les infirmiers, ah! qu'on était contens! Et pas une goutte d'eau pour boire. Tous ceux qui passaient on leur demandait s'ils en avaient; ils disaient non. De suite qu'on est blessé, on demande à boire, et ça augmente. Toute la nuit, on est là, qu'on appelle les brancardiers. Le froid, la soif, on ne peut pas dormir. »

27 septembre.

Ce matin à trois heures, quinze ou vingt blessés graves, des réservistes français, sont apportés de la bataille de l'Aisne, ou plutôt, ce nom-là ne suffit pas, car ils sont tombés, eux, entre Noyon et Péronne, entre l'Oise et la Somme, et ils arrivaient de Lorraine. Les journaux anglais disent « Bataille des Rivières. » L'échiquier s'agrandit toujours. La bataille de Mons nous semblait incommensurable comme durée, comme nombre de combattans; elle fut dépassée par celle de la Marne. Celle qui se livre depuis une quinzaine de jours, — une quinzaine de jours! — l'emporte sur l'une et l'autre. Et l'on entrevoit pire (que sera-ce donc?) — pour le temps où l'Allemagne, sur son propre sol, opposera aux forces alliées une suprême résistance!

Des cas graves ne sont pas toujours des cas désespérés. La plupart des blessés qui viennent d'arriver, grâce à Dieu, se relèveront. Ils sont pris à temps, n'étant tombés que d'avant-hier, plusieurs même d'hier; avec l'absence d'armistice, avec l'habitude allemande de ne pas respecter même les ambulances, on ne peut pas faire mieux. La moitié sont des officiers, dont un de mes amis, que je n'ai pas reconnu d'abord. Le village qu'il avait reçu l'ordre d'occuper avait été éclairé par la cavalerie, et déclaré vide. A quelques centaines de mètres, un peu défiant

quand même, il prend formation de combat ; aussitôt l'artillerie allemande l'inonde de schrapnels. Il tomba des premiers, en avant de sa troupe. C'est l'habitude de nos officiers; à la fin, nous n'en aurons plus. Il faudrait imposer des règles à leur héroïsme.

Officiers et soldats, tous, étendus dans notre salle d'attente, saluent de leur bon regard la présence de l'aumônier. Ils se sont confessés juste avant de se battre. C'est la France d'autrefois, aussi chrétienne que brave. Un sous-lieutenant séminariste, promu sur le champ de bataille, est blessé à l'épaule, au mollet, à la hanche. Il est content comme cela. « Tout ce que je demandais à Dieu, me confie-t-il, était de ne pas perdre les doigts de la main droite, afin de pouvoir être prêtre. »

Dès six heures et demie, allant dire ma messe, je vois arriver le père et la mère de l'ami blessé. Jamais je n'oublierai le regard dont ils m'interrogent. Quel bonheur de pouvoir leur crier tout de suite que ce n'est pas dangereux!

Je n'en dirais pas autant de tous, hélas! Dans la chambre des gangrenés qui ne laissent guère d'espoir, je visite de bonne heure deux nouveaux venus. Comme les deux autres qui s'y trouvent déjà, ils se croient mieux, ils souffrent moins, ils ne se plaignent que de ne pas pouvoir remuer leur pauvre jambe. Ils sont bien tranquilles. Mon ministère, grâce à Dieu, peut s'exercer sans que je les inquiète. L'un d'eux s'est confessé avant la bataille; l'autre, au moment de partir. Je leur propose simplement, et ils acceptent avec joie, de communier demain. Le troisième consent à suivre leur exemple. Quant au quatrième, pauvre Marocain, je ne peux que lui serrer la main, le regarder tendrement, et prier pour lui. Il est, comme tous ses compatriotes, admirable de courage. Nous avons là de fameux soldats et d'un dévouement! Comment nos officiers ont-ils déjà pu leur faire tant aimer la France?

30 septembre.

La vie, même ici, commence à prendre un courant. Des arrivées de blessés, les adieux touchans de quelques guéris, la visite quotidienne aux salles parmi les douleurs étouffées et les bons sourires, quelques décès, les enterremens loin de la famille... Sur tout cela, les nouvelles de la guerre, uniformes, elles aussi, dans leur terrible brièveté : *La bataille continue*. Et sans doute

nous sentons qu'elle évolue à notre avantage. Mais la victoire qui est au bout, de quel prix il faut la payer!

Nous n'avons plus d'Allemands ici. Ils se trouveront mieux d'être soignés ensemble; et nous devons, nous, rester ouverts aux blessés anglais. J'ai vu plusieurs fois avant leur départ, qui n'a pas tardé, les deux dont j'ai signalé l'entrée. C'étaient des réservistes d'Anhalt. Ils se montraient si fermés, si impénétrables, et mon allemand est si imparfait, que les visites sont restées, malgré moi, on ne peut plus banales : une poignée de mains, des nouvelles de leurs blessures, des souhaits de guérison. Ils paraissaient d'une nature bien fruste; et peut-être qu'en ne disant rien, ils se livraient tout entiers. Il en est venu un plus jeune, du Sleswig, a-t-il dit, fort distingué celui-là, et parlant bien anglais; mais pas plus que la grosse nature de ses compagnons, je n'aimais ses manières, à lui, où semblaient s'unir, en un mélange peu attirant, l'excès de politesse et un secret dédain.

2 octobre.

Plusieurs de nos blessés, — une vingtaine, — ont déjà quitté l'Ambulance. Parmi eux, trois officiers, dont un proposé pour la croix de la Légion d'honneur : « C'est toujours comme cela que j'avais rêvé de la recevoir, » nous dit-il, rayonnant.

Avant leur départ, nous restituons à nos chers hôtes ce qu'ils ont apporté. Généralement, c'est peu, même chez ceux qui avaient conservé leur sac : des vestiges d'équipement, un képi de forme invraisemblable, une capote en guenilles, un pantalon déchiqueté par l'éclat d'obus; tout cela désinfecté, mais laissé en l'état. C'est à l'Intendance d'y pourvoir. Sous cette misère, du reste, nos amis partent revêtus, au civil, de linge immaculé et de lainages confortables. Chandail, ceinture et chemise de flanelle, bonnet de nuit, chaussettes, caleçon, à la fois chauds et légers, voilà qui leur permettra de se rappeler l'ambulance, d'autant mieux qu'ils en tiennent le double en un petit paquet bien serré. Si respectables, si glorieuses même, qu'elles puissent être, leurs loques militaires forment avec ce bien-être un contraste pittoresque, et l'on ne peut s'empêcher de sourire, lorsqu'on voit ces braves gueux prendre place dans le plus élégant des automobiles.

4 octobre

Reçu hier et ce matin vingt-trois blessés des batailles du Nord : les plus favorisés atteints depuis deux jours seulement, un ou deux même depuis la veille; les autres depuis trois, quatre et cinq jours avec des pansemens sommaires.

On sent, à les entendre, que la guerre devient de plus en plus rude :

« Nous sommes dans des tranchées; les Allemands aussi. J'y ai passé trois jours sans bouger; dès qu'on se soulève, c'est la mitraille. — Mais comment se nourrit-on? — Il y a des cuisiniers à distance. Quand c'est possible, ils viennent à plat ventre, et nous jettent, de loin, des morceaux de pain et de viande; après quoi, ils se sauvent, s'ils ne sont pas tués. »

« Et vous? — Moi, j'étais là depuis le 24 septembre. — En quel endroit? — Je ne sais pas au juste : du côté d'Amiens ou d'Arras. On nous y avait menés en automobile. Chacun fait son trou le plus vite possible. Quand le génie peut avancer, il creuse des tranchées, mais l'ennemi les repère plus facilement. Les meilleures sont celles que font leurs boulets : deux mètres de diamètre et un mètre de profondeur. Ils nous mitraillent même là-dedans, mais sans grand succès; s'ils n'avaient pas leurs canons à longue portée, ça irait bien. Notre artillerie fait des ravages dans leurs tranchées, mais pas d'aussi loin. Je crois que, si nous essayons de les tourner, c'est pour les prendre en enfilade; quand on les tient dans le sens de la longueur, on en tue tellement, qu'ils arrivent à ne plus tomber. Nous étions restés là cinq jours, les coudes contre les genoux; regardez, j'en porte la marque. Un soir la canonnade a eu l'air de se calmer. J'ai été envoyé en reconnaissance. Dès que nous sommes dehors, ça recommence. Un obus m'attrape le bras. Les quatre qui étaient avec moi sont tombés. »

Sans doute parce qu'ils se sentent perdus, les Allemands deviennent de plus en plus féroces. Je laisse la parole à un sergent parisien :

« Je ne voulais pas croire à ce qu'on disait d'eux. Pour moi, c'étaient des exagérations de journalistes. Eh bien! non, c'est vrai, ou plutôt c'est au-dessous de la vérité. Ils détruisent absolument tout. Les villages où ils passent, ils y mettent le feu avant de les quitter Tenez, voilà un camarade qui a sauvé

quatre personnes dans un pays où nous arrivions. Elles étaient dans la cave d'une maison qui achevait de brûler et de s'écrouler; il a fait un trou et les a sorties.

« Ils bombardent les maisons et les églises, même s'il n'y a pas de troupes. Tous les soirs, ils envoient des bombes-fusées pour allumer les villages, afin de repérer leur tir. La nuit, ça brûle sur tout l'horizon; on est entouré d'un cirque d'incendies. »

Un soldat du même groupe me donne son impression des premiers combats : « Tant qu'on a pas tiré, on reste, mais on s'effraie d'avance de ce qui va arriver. Une fois le feu commencé, on n'est même plus assez prudent. » Je lui demande ce qu'il pense de cette terrible bataille de trois semaines, et s'il croit que la fin approche : « Je n'en sais rien, répond-il. On est là; on a un objectif; on s'y applique. On ne sait pas ce qui se passe à trois ou quatre cents mètres. »

5 octobre.

On apprend avec satisfaction que le Président de la République, le ministre de la Guerre, et M. Viviani sont partis rendre visite aux armées. Il est de bon augure que « les circonstances permettent aujourd'hui ce déplacement. »

Un petit trait que j'ai constaté ce matin met assez bien en relief l'excellence des rapports qui règnent entre nos soldats et leurs officiers, l'affection et le dévouement dont ils les entourent.

Parmi les objets qu'a retirés de ses poches un chef de bataillon grièvement blessé, je remarque une noix : « Ça vous étonne ? me dit-il. C'est un soldat qui me l'aura donnée. Aux périodes de bataille, les officiers n'ont pas le temps de songer à la nourriture; nos soldats y pourvoient. Quand on passe dans un village, ils ont le temps de faire de petits achats. Alors, tantôt l'un, tantôt l'autre, nous offre spontanément de ce qu'il a : un bout de pain, du chocolat, des fruits, du sucre. Vous n'avez pas idée de ce qu'ils sont gentils pour nous. Mais c'est surtout quand nous sommes blessés! Sous n'importe quelle mitraille ils se précipitent pour nous ramasser. Moi, par exemple, aussitôt tombé, ils m'ont enlevé et transporté sur deux fusils pendant 5 kilomètres, sous une pluie d'obus. C'est réciproque, d'ailleurs, et leur confiance égale leur dévouement. Dès qu'ils sont blessés, ils recourent à nous, ils appellent leur chef de section : « Ne « me laissez pas! » Ah! les braves enfans! »

Et les braves chefs aussi ! Voici une réflexion qui échappe à mon chef de bataillon. Recueillons-la avec soin, car jamais ils ne parlent d'eux : « C'est terrible, mais c'est beau, la bataille. A partir du moment où il reçoit l'ordre de mener ses hommes au combat, le chef perd tout sentiment de danger personnel ; il lui faut un effort énorme de raison pour se garer, quelquefois, pendant une seconde. Le souci du commandement, la responsabilité, empêchent absolument que l'on pense à soi. »

6 octobre.

L'ambassadeur des États-Unis nous a donné aujourd'hui une nouvelle marque de sympathie en amenant à l'ambulance le marquis de Valtierra, ambassadeur d'Espagne, et le ministre de Norvège, M. Vedel-Jarsberg. Il a semblé prendre plaisir à leur montrer lui-même ce dont sont capables ses compatriotes.

7 octobre.

Le Président de la République a traversé Paris, et il est venu à notre ambulance. Il était accompagné de M. Viviani et du général Galliéni, avec lequel il avait fait une tournée, ce matin, dans le camp retranché. Salué au dehors par la foule, d'une ovation discrète, comme il convient à des temps si graves, il a été reçu ici par l'ambassadeur, M. Herrick, et par les membres du Comité. Il a vu les services principaux et traversé les salles de malades, rapidement sans doute, mais en paraissant se rendre compte de tout et avec les marques d'un vif intérêt. Blessés, médecins, membres du Comité, garderont le souvenir de ses félicitations et de la sympathie qu'il leur a témoignée.

En nous quittant, le chef de l'État s'est rendu au Val-de-Grâce et à un hôpital de la Croix-Rouge. Il était, hier, au quartier général et près de nos combattans. Visite aux ambulances ; visite aux armées : c'est fidèlement traduire la pensée du pays, tout entière avec nos soldats. Pleine de fierté, de confiance et de tendresse, la France les suit et les admire partout où ils luttent et ils souffrent pour elle, au lit de douleur des ambulances comme dans le péril des champs de bataille.

FÉLIX KLEIN,

Aumônier de l'Ambulance américaine.

SOUVENIRS DE BORDEAUX

1871-1914

Le 11 février 1871, j'arrivai à Bordeaux, comme archiviste à l'Assemblée nationale élue le 8, et j'allai modestement installer mon petit bureau dans le Grand Théâtre au troisième étage donnant sur la rue Esprit-des-Lois. M. de Joly, architecte du Palais-Bourbon, un petit homme au crâne d'ivoire jauni et aux favoris noirs, très agile, très preste, se démenait comme un diable au milieu d'une nuée d'ouvriers. Ce n'était, dans les diverses salles, que coups de marteaux, de scies, de rabots. L'architecte faisait installer en hâte les vestiaires des représentans dans le vestibule du théâtre, au pied du grand escalier qui, par son bel aspect, suggéra à Charles Garnier l'idée du somptueux escalier du Grand Opéra. Il transformait le foyer en salle des Pas-Perdus avec la petite salle qui lui faisait face. Il installait la Questure et la Présidence dans les locaux du cercle de la Comédie et du Club bordelais, puis les divers bureaux et commissions un peu partout. Le Secrétariat de la Présidence, gouverné par M. Valette, un grand vieillard, sec, froid et très érudit, le type incarné du vieux parlementaire, était situé au second étage au-dessus de la salle du Jockey-Club. On créait un plancher au-dessus des fauteuils d'orchestre, pour le mettre de plain-pied avec le plancher de la scène, et sur la scène elle-même, on construisait un immense panneau, contre lequel allaient se dresser le bureau du Président et des Secrétaires, puis la tribune. Je vois encore M. Valette, adossé aux rochers de *Guillaume Tell*, donnant gravement des instructions précises à M. de Joly. A la

place des fauteuils des abonnés, on rangeait en amphithéâtre des banquettes de bois recouvertes de velours rouge. Les loges et baignoires du pourtour étaient également réservées aux représentans, et je me rappelle que dans l'une d'elles figurait au premier rang M. Léonce de Lavergne, remarquable par une immense visière verte abritant ses yeux fatigués. Nous avons actuellement au Sénat un honorable médecin sénateur qui apaise l'éclat du lustre électrique par un simple feuilleton ou un amendement placé sur son front, dédaignant ainsi la visière qui le désignerait beaucoup trop à l'attention curieuse des spectateurs.

Derrière le fauteuil du Président, on disposait deux petits bureaux pour le Secrétaire général et pour son gendre, chef de bureau de la Présidence, l'aimable et regretté Jules Poudra. Au pied de la tribune, on plaçait le banc des secrétaires-rédacteurs et à droite et à gauche les stalles étroites des sténographes. Les galeries des premier et second étages étaient réservées au public, ainsi que le Paradis. La presse était confinée dans la loge centrale du premier étage. Un des questeurs de l'Assemblée, le fameux M. Baze, s'était réservé le monopole des billets. Il en disposait avec assez de fantaisie et s'attirait, sans paraître trop s'en soucier, les malédictions des journalistes et du public. Les brocards pleuvaient sur lui dans les journaux comme dans les couloirs. Il les endurait assez patiemment, satisfait du droit régalien qu'il s'était arrogé et content de faire enrager les solliciteurs. Sa popularité parlementaire datait du Deux-Décembre. Déjà questeur à la Législative, il avait fait une proposition, qui ne fut malheureusement pas votée, prévoyant la répression d'un attentat à la majesté et aux droits de l'Assemblée, et il s'était signalé par une opposition très courageuse au coup d'État. Réveillé dans la nuit, il s'était dressé sur son séant dans un appareil sommaire, la tête coiffée d'un madras rouge à cornes. Ce petit Méridional rageur avait commencé un discours éloquent qui impressionnait les soldats, lorsque le colonel Espinasse, qui s'inquiétait de ce flux de paroles terribles, eut l'idée plaisante de crier tout à coup : « Enlevez Apollon ! » Ces deux mots si drôles firent rire les soldats qui cueillirent dans leurs bras robustes le questeur farouche et l'emmenèrent à Mazas. M. Baze y demeura quelques jours et eut ensuite l'honneur d'être mis sur les listes de proscription. Il partit pour Bruxelles et y demeura passionnément opposé au second Empire, si bien qu'après la

chute de celui-ci, l'Assemblée nationale crut devoir récompenser sa constance méritoire et son intrépidité en lui donnant la première place de questeur.

L'ancien salon de lecture était réservé au poste de la Garde nationale qui rendait les honneurs, et l'accès des tribunes publiques avait lieu par la porte du Cercle de la Comédie. Les représentans pénétraient dans la salle par l'ancienne loge centrale du conseil municipal. C'est là que j'assistai un jour à une scène qui faillit devenir tragique. On discutait je ne sais quelle élection méridionale qui faisait murmurer la droite, quand M. Testelin, de l'extrême gauche, qui se trouvait à l'entrée de la loge, s'écria tout à coup : « Sans le 4 septembre, vous lècheriez encore les bottes de l'Empereur ! » M. Hervé de Saisy, qui était placé de l'autre côté de la loge, s'imagina que ces paroles étaient à son adresse. Grand, fort, très violent, il se jeta sur Testelin, le saisit à la gorge, serra la cravate, et cela si énergiquement que, sans l'assistance immédiate de deux huissiers, le malheureux eût passé de vie à trépas. On le conduisit à la buvette du premier étage, on le déshabilla, on lui fit respirer des sels et on lui rendit le souffle qui s'en allait déjà. Après explications, excuses et échange de poignées de mains, l'affaire en resta là.

J'avais trouvé, non sans peine, car tout Paris était venu à Bordeaux, une chambre convenable sur la place des Grands-Hommes, où est situé un marché fort achalandé dont les fleurs me ravissaient. Je me rappelle un petit incident qui m'égaya beaucoup : j'avais placé sur le marbre de la cheminée une petite Vénus de Milo en albâtre. Ma pudique hôtesse, que cette statuette offusquait, crut devoir un jour la revêtir d'une chemise de lin, ce qui lui donna un air très drôle. Si le docte Ravaisson eût été là, lui qui cherchait toujours des bras pour sa chère Vénus, il en eût fait une grosse maladie.

J'allais le matin, l'après-midi et le soir à l'Assemblée. C'était un lieu très fréquenté où l'on cherchait des nouvelles à sensation, et presque aussi couru que le Café de Bordeaux, qui continue encore aujourd'hui sur sa terrasse et dans ses salles aux ors criards, aux peintures tapageuses et aux statues en chocolat, à attirer les curieux et les personnalités de tout genre. On s'y pressait, on s'y foulait une heure avant la séance et après la séance même, et l'on y échangeait des propos mélancoliques

sur la situation de la France. On y faisait aussi une correspondance active en buvant des bocks, du café et en prenant des « apéritifs » ou des glaces. De nombreux journaux passaient de mains en mains, rédigés par des écrivains bordelais ou parisiens, mais tous imprimés à Bordeaux. Le *Moniteur universel*, journal du gouvernement, était composé par les soins de Dalloz en un format in-4° qui devint plus tard le format du *Journal officiel*, édité par Wittersheim. L'édition de Paris avait conservé le grand et incommode format in-folio.

Je prenais mes repas dans un hôtel de second ordre, mais doté d'une excellente cuisine. On y rencontrait des représentans, des fins becs comme Eugène Farcy, l'inventeur de la célèbre canonnière qui, au début de la guerre, devait opérer sur le Rhin et n'opéra que sur la Seine. Nous allions quelquefois déjeuner au *Chapon fin*, renommé par sa bonne chère. On y trouvait nombre de gourmets et on n'y payait pas alors des prix exorbitans. Aujourd'hui, vu l'affluence, il faut des recommandations quasi officielles pour y pénétrer, et les valets stylés qui en gardent l'entrée, comme autant de dragons impassibles, demandent avec un air discret : « Monsieur a-t-il eu soin de prévenir le gérant de son intention de prendre ici son déjeuner ou son dîner ? »

Au Café de Bordeaux, comme chez le chocolatier Prévost, on retrouvait force amis et connaissances. En effet, le Tout-Paris s'y donnait rendez-vous. Les francs-tireurs et les francs-fileurs, les fantassins, les mobiles et les cavaliers de passage, les officiers et généraux disponibles, les écrivains et journalistes, les fonctionnaires et les artistes, les dames du monde et les autres, les curieux et les oisifs s'y rencontraient à l'heure dite. C'était, comme aujourd'hui, un brouhaha de conversations, des échanges de propos tristes ou gais, des appels bruyans, des dialogues expressifs au milieu desquels sonnait et résonnait l'accent bordelais, martelé et appuyé, qui ne laisse en chantant passer aucune consonne, aucune voyelle sans lui faire un sort pompeux. J'ai entendu là Louis Blanc faire des déclarations sonores en faveur de l'Alsace-Lorraine et Victor Hugo crier de tout son cœur : « Vive la République ! » Tout autour du Café de Bordeaux se pressaient des crieurs infatigables de journaux qui annonçaient sur un ton aigu : *le Châtiment*, *le Combat*, *la Gironde*, *la Petite Gironde*, *le Vengeur*, *la France*, *le Courrier de la Gironde*, *le Moniteur*, *la Gazette de France*, etc. Des

fleuristes importunes vous accablaient de violettes et de roses, des cireurs de bottes s'emparaient de force de vos chaussures, des marchands de sucreries ou autres confiseries vous assommaient de leurs offres, et cela avec une volubilité, une insistance, un accent criard... Quel tapage, quel vacarme !... Si je compare cela au calme d'aujourd'hui, interrompu seulement par les sifflets des vendeurs de journaux, pareils à des crissemens de grillons, quelle différence ! Et cependant, je ne puis m'empêcher de constater que la clientèle du grand Café affecte une nonchalance un peu trop grande, laquelle me fait penser à l'attitude paisible de nos cafés du boulevard, quand les événemens intérieurs ou extérieurs n'ont aucune gravité. On voudrait un peu moins de quiétude et de sentiment de bien-être.

Lorsque tant de gens souffrent horriblement, au point de vue physique comme au point de vue moral, les cafés et les restaurans à la mode pourraient être fréquentés avec un peu moins de complaisance. Cette observation n'est pas trop méchante, et il me semble qu'il est permis de la faire. Je trouve que, dans cette foule agitée et se pressant aux nouvelles, il y a parfois plus de curiosité que d'émotion.

En 1871, on se promenait habituellement, — et il en va de même aujourd'hui, — dans les grandes et belles allées Tourny où la statue de Napoléon III avait été renversée de son piédestal et où, quarante ans plus tard, Dalou devait faire placer un de ses chefs-d'œuvre, le monument de Gambetta. Le tribun se rendait à la séance en fiacre découvert et, debout dans la voiture, la tête fière, répondait à de fréquens saluts par des coups répétés d'un superbe haut de forme, tandis que les passans émus criaient : « Vive le grand homme! » Du Cours du XXX-Juillet, on aimait à regarder la place des Quinconces, qui avait servi de Champ de Mars pendant toute la guerre et qui avait conservé de belles frondaisons, aujourd'hui, hélas ! bien mutilées. Cette magnifique esplanade n'avait pas encore était abîmée par l'effroyable colonne élevée à la mémoire des Girondins que surmonte la statue de Dumilâtre où un amas de jupons, d'ailes, de chaînes brisées et de palmes, placés sur un globe offrent à l'œil la plus affreuse effigie qui soit jamais sortie des mains maladroites d'un sculpteur. Ajoutez-y un coq d'or aux ailes en éventail, des tritons et des chevaux aux pieds fantastiques dont Bartholdi me soulignait jadis l'horreur, et vous comprendrez le

désir de tous les Bordelais, amateurs de belles statues, de voir disparaître au plus tôt cette monstruosité. Il faut que la capitale de la Gironde conserve son aspect de beauté incomparable à cet endroit unique où se profile la superbe façade du Grand-Théâtre, le chef-d'œuvre de Louis. Nous connaissons trop le bon goût de l'administration des Beaux-Arts pour qu'elle ne puisse satisfaire à un vœu presque général et qu'on ne restaure bientôt l'esplanade des Quinconces, en y replantant de grands ormes et en la débarrassant des baraques qui masquent le paysage sur le quai voisin, ainsi que des laides expositions qui s'y installent, au désespoir des artistes, comme l'Exposition canine ou l'Exposition culinaire, qui déshonorent le jardin des Tuileries.

Il y a quarante-quatre ans, devant le théâtre Louis, que gardaient, dans les premières séances de l'Assemblée, les soldats de la garde nationale, abondaient les curieux, venus pour voir de près les élus de la France. C'est là qu'on allait saluer les amiraux Jauréguiberry, Fourichon, Pothuau, La Roncière, Le Noury, Saisset, de Montaignac, les généraux d'Aurelle de Paladines, Chanzy, Trochu, Loysel, Mazure, Le Flò, Martin des Pallières, le colonel de Chadois, l'un des héros de Coulmiers, les politiques en renom tels que le duc de Broglie, Léon de Maleville, Buffet, Vitet, de Larcy, Dufaure, Jules Grévy, Barthélemy-Saint-Hilaire, le vicomte de Meaux, Lambrecht, Victor Lefranc, Batbie, de Mérode; les anciens membres de la Défense nationale, Gambetta, Jules Favre, Jules Simon, Crémieux, Rochefort; des écrivains connus comme Victor de Laprade, Littré, Beulé, Saint-Marc-Girardin, et enfin et surtout M. Thiers, qui avait été désigné plus que tout autre à l'attention publique, puisqu'il avait été élu par vingt-six départemens. Quelques imbéciles, — hélas! il y en a toujours, — croyaient lui déplaire en venant lui crier jusque sous le nez : « Vive la République! » sans se douter que M. Thiers était plus républicain qu'eux-mêmes.

Il y avait, — je l'ai bien remarqué, — dans la foule des badauds, une certaine animosité entretenue par les feuilles radicales de Bordeaux contre la majorité à qui l'on reprochait d'être rurale, comme si les élus des campagnes n'avaient pas autant d'intelligence, de dévouement, d'autorité, de sens pratique et de valeur que les élus des villes. La Garde nationale elle-même ne craignait pas de manifester ses sentimens hostiles à la Droite

et au Centre droit ; aussi les questeurs de l'Assemblée crurent-ils devoir recourir à un escadron de cuirassiers et à un bataillon d'infanterie massés sur le cours du Chapeau-Rouge, la place de la Comédie et la rue Esprit-des-Lois pour intimider les braillards. On mit encore autour du théâtre des lanciers, des chasseurs et des gendarmes au grand courroux de Henri Rochefort et de Langlois, l'ex-colonel de la garde nationale, qui se glorifiait d'une blessure reçue au bras droit à la bataille de Buzenval. Cet excellent patriote se distinguait par une fougue passionnée et rien n'était plus amusant que de le voir courir à la tribune, le bras en écharpe et les cheveux au vent. Il y mettait tant de flamme et s'exprimait avec une telle violence que M. de la Borderie lui cria un jour : « A Charenton, l'énergumène ! » ce qui amena un beau charivari.

Le dimanche 12 février, eut lieu au Grand-Théâtre une réunion préparatoire sous la présidence de l'honorable Benoist d'Azy, qui était le doyen de l'Assemblée nationale et que ses amis appelaient « la Vertu même. » Les 250 représentans qui y vinrent décidèrent d'ouvrir officiellement les séances à partir du lundi 13 février, à deux heures. Je me rappelle les moindres détails de ces séances pour les avoir bien consignés dans ma mémoire et dans mes notes, et l'on verra que plus d'un était d'un intérêt assez grand pour qu'on le conservât à l'histoire. Mais, avant d'entrer dans ces détails, je crois qu'il n'est pas inutile d'établir le contraste que présente le Bordeaux actuel avec le Bordeaux de 1871.

***

Le spectacle des Cours et des rues du chef-lieu de la Gironde mérite en ce moment quelque attention. La foule banale se porte plus spécialement aux abords de la rue Sainte-Catherine, sur le cours de l'Intendance et rue Vital-Carles. Dans cette rue, l'une des plus belles, qui aboutit à la place Pey-Berland et de la cathédrale, deux ou trois rangs de curieux bordent, à certaines heures, les trottoirs pour voir entrer à l'ancienne préfecture, devenue le séjour du Président de la République, des ambassadeurs, des ministres, des généraux et des officiers de tout grade, des officiers étrangers, des chefs arabes, des personnages de marque. L'entrée et la sortie du Président font toujours sensa-

tion. Quand on ne peut pas voir de grands personnages, on se contente de menus. Je remarquai un jour une agglomération de badauds sur un point de la rue et l'on me dit : « On veut voir la femme d'un ministre qui achète du chocolat chez un confiseur. » Les Bordelais paraissaient sensibles à cet hommage rendu à une spécialité friande dont je ne nommerai pas le créateur. On se porte aussi sur la place Pey-Berland où se trouve la mairie centrale, ornée de drapeaux français et des étendards des alliés, puis les regards des spectateurs se fixent avec intérêt sur les tours de Saint-André où l'on veut découvrir des mitrailleuses destinées à abattre les Taubes qui viendraient jusqu'à Bordeaux, alors qu'on se borne simplement à y installer la télégraphie sans fil.

Le public mondain fréquente plus volontiers, comme je l'ai dit, le cours du XXX-Juillet, les Quinconces, le Jardin public et surtout les Allées Tourny. Cette magnifique promenade est couverte de chaises comme celle des Champs-Élysées, et les Parisiens et les étrangers s'y donnent rendez-vous à la fin de l'après-midi, ou le soir. Le beau temps, qui dure depuis un mois, favorise ces réunions. Mais l'affluence se porte toujours au grand Café de Bordeaux, car c'est là que les amateurs de nouvelles vraies ou fausses, les oisifs de tout acabit, les spéculateurs et chercheurs d'affaires, les grandes mondaines égarées à Bordeaux viennent s'installer. J'ai dit que certains restaurans à la mode sont archi-pleins, et je puis ajouter qu'ils ont reçu, plus d'une fois, une clientèle importante, qui eût dû, remarque-t-on, songer un peu plus aux affaires graves du moment présent qu'à ses plaisirs personnels. Les kiosques autour du Grand-Théâtre sont assaillis par la foule qui vient y chercher force journaux, des cartes de la guerre et des brochures à sensation.

Beaucoup de journaux avaient suivi le gouvernement à Bordeaux. Mais *le Temps*, *le Figaro*, *l'Illustration* et plusieurs autres sont déjà rentrés à Paris. Quant au gouvernement lui-même dont le transport provisoire à Bordeaux était certainement nécessaire, son retour plus ou moins prochain à Paris est l'objet de nombreuses conservations, et je sais qu'il l'a été aussi de discussions plus sérieuses en haut lieu. Divers courans se sont manifestés, et la prudence a fini par l'emporter sur l'impatience. On est fondé à croire que le gouvernement restera à Bordeaux tant que l'ennemi n'aura pas quitté le territoire fran-

çais. Et cela se comprend sans peine, pour peu qu'on se rappelle les embarras de la Défense nationale enfermée à Paris.

On parle beaucoup de la conversion de MM. Gustave Hervé, Anatole France, Tailhade. On admire que celui qui réservait ses balles pour les généraux leur prodigue aujourd'hui sa confiance; que celui qui raillait avec tant d'esprit, par la bouche intarissable de Monsieur Bergeret, tout ce qui était militaire, offre aujourd'hui à la patrie l'immolation spontanée de ses soixante-dix ans; que celui enfin qui appelait la bombe du restaurant Foyot « la manifestation d'un beau geste, » ait trouvé, lui aussi, le chemin de Damas. Ce chemin semble plus fréquenté que jamais, et tous les persécuteurs de l'esprit ancien sont animés d'un esprit nouveau. Grand bien leur fasse, et puissent-ils persévérer!

Le Sénat a choisi pour lieu de ses débats futurs le Théâtre Apollo : c'est dans la buvette de ce théâtre que serait installée la salle des journaux et de la correspondance. Que va dire le dieu de la poésie quand il apprendra que son temple est devenu le temple de la prose parlementaire et qu'il entendra, à côté d'éloquentes paroles, les mots nouveaux qui constellent le jargon parlementaire, comme Pourcentage, Solutionnement, Irrecevabilité, Apparentement, Panachage, etc. Il est vrai que la Chambre des députés doit s'installer dans l'Alhambra où les pièces du répertoire sont plutôt légères et ressemblent à celles de l'Eldorado, de l'Olympia, de la Scala de Paris. On avait pensé, comme en 1871, à utiliser le grand Théâtre Louis, mais, la salle étant en réparations, on a dû prendre le local disponible, témoin habituel des grosses gaîtés du public bordelais.

Les ministères se sont installés pour le mieux ou plutôt pour le moins mal. Le Président du Conseil a choisi l'Hôtel de Ville; la Justice, le Palais de Justice, place Magenta; l'Intérieur, la Préfecture, située rue Esprit-des-Lois; les Affaires étrangères, l'hôtel Samazeuilh, place Bardineau. C'est le ministère le plus luxueusement installé, dans un coin de Bordeaux très paisible, qui touche au Jardin public. L'hôtel fort spacieux a ce qu'on appelle du confort. Les salons sont grands et parfaitement meublés. On y accède par des escaliers vastes et recouverts de beaux tapis, éclairés par des vitraux modernes, tandis que les murs sont ornés de tableaux et de gravures de prix. La Guerre et la Marine occupent la Faculté des Sciences et la Faculté des

Lettres ; l'Instruction publique, la Faculté de droit ; les Finances, la Faculté de médecine; le Commerce, l'École coloniale ; les Colonies, la Chambre de Commerce; les Travaux publics, l'Agriculture, et le Travail, le lycée de Longchamp. Quant à M. Guesde, ministre sans portefeuille, il a placé son cabinet spirituel dans la rue Esprit-des-Lois. Enfin, l'État-major s'est transporté dans l'hôtel du commandant du 8e corps avec le Ministre de la Guerre et son Cabinet civil. Les ministres ont chacun une automobile à leur disposition et ils se réunissent tous les matins chez le Président, rue Vital-Carles, dans une vaste salle donnant sur un grand jardin, le seul où il y ait des oiseaux. Car, chose curieuse, tandis qu'à Paris nous avons presque dans toutes les rues des moineaux familiers et nombreux, à Bordeaux il n'y a pour ainsi dire pas un seul de ces oiseaux ni dans les rues, ni dans les squares ou jardins.

L'animation des cours et des rues est grande et, malgré la disparition des voitures des particuliers, il y a encore assez d'autos pour produire un vacarme désagréable auquel se mêle le bruit fastidieux des sifflets que manient avec une insistance brutale tous les porteurs, anciens crieurs de journaux. Les rues qui donnent abri à *la France du Sud-Ouest*, au *Nouvelliste*, à *la Liberté du Sud-Ouest*, etc., sont envahies par les camelots, qui se disputent les feuilles aussitôt parues, se ruent sur les kiosques et, en courant, les vendent aux passans curieux. La Bibliothèque de la Ville, voisine de l'église Notre-Dame, rue Mably, est fréquentée par les étudians et les travailleurs de Bordeaux, ainsi que par des membres de l'Institut que des affaires personnelles ou publiques ont appelés momentanément dans la ville et qui n'ont qu'à se louer de l'empressement et de l'obligeance des bibliothécaires, aussi gracieux qu'érudits.

Les Cercles sont déserts, mais les cabinets de lecture comme le *Panbiblion* sont très fréquentés. On nous avait promis des conférences sur la Guerre ; on y a renoncé pour le moment. Quelques curieux, comme moi, profitent de leurs rares loisirs pour revoir les attractions historiques de la ville, les ruines du Palais Gallien, les anciennes portes, la cathédrale, la Tour Saint-Michel et des demeures antiques peu connues. Un brave huissier du ministère des Finances, qui a le goût des choses passées, m'expliquait gravement qu'il avait eu le plaisir de découvrir l'ancien lycée et le tombeau de Michel Montaigne.

Les amateurs de promenades vont parfois à Lormont, dont l'accès cependant n'est pas rendu très facile ni très agréable. J'y ai retrouvé les vieux bateaux de 1871 où l'on est serré à la façon des harengs dans les caques du port. Le soir, il y a foule sur les grands cours de Bordeaux, où de nombreuses lumières électriques, des tableaux-réclames aux feux variés, l'illumination des grands cafés donnent l'illusion de nos boulevards, de la Madeleine aux Capucines. On n'a pas trop la sensation d'être en plein élément méridional, car si l'on y entend l'accent bordelais avec toutes ses voyelles et toutes ses consonnes, on n'est plus choqué par une exubérance qui, jadis fatigante et presque insupportable, s'est peu à peu apaisée.

Au Jardin Public, admirablement entretenu et célèbre par ses fleurs, ses pelouses, son lac et ses magnolias, on rencontre des femmes élégantes et de bien jolis enfans. Le type bordelais avec ses yeux de feu, son teint mat, ses brillans et abondans cheveux noirs, la régularité et le charme de ses traits, est fort beau. Il y a ici, en ce moment encore, des réunions de femmes gracieuses, très bien, j'allais dire trop bien habillées. Ces jupes, ces corsages, ces manteaux à la dernière mode, ces toques ou petits chapeaux ronds coquets, ces décolletages hardis sont bien mondains en ce temps d'épreuves. Le luxe s'étale si fort que l'excellent curé d'une des plus grandes paroisses de la ville a dû exhorter son auditoire féminin à y prendre garde et le prévenir qu'il était décidé, comme pasteur soucieux de sa mission et de ses devoirs, à ne pas recevoir à la Table sainte des dames d'une tenue qui ne serait pas en rapport avec la sainteté du sanctuaire. Il y a là, en effet, un contraste pénible avec la désolation qu'amènent tant de calamités et avec les deuils cruels imposés par une guerre formidable, qui dure déjà depuis trois longs mois. A côté de robes frivoles et de costumes attrayans, que de jupes noires et que de chapeaux de crêpe, que de châles de laine noire et que de grands voiles qu'on voit passer et qu'on frôle avec émotion! Il est à désirer que ces sages avertissemens soient écoutés dans l'intérêt du bon renom français...

Il est bien à souhaiter aussi que les porteurs de fausses nouvelles, qui agissent par un besoin maladif de propager quelque chose de neuf et de sensationnel, ou par une étourderie qui est ici coupable, mettent un terme à leurs funestes bavardages. Quant à ceux, — il y en a, — qui vont dans la ville et surtout

dans les campagnes, dire que les sacrifices faits par les Français sont suffisans, que les Allemands d'autre part ont été assez châtiés et qu'il y aurait avantage pour les deux partis à s'entendre et à conclure une paix au mieux de leurs intérêts, quant à ceux-là, ils mériteraient un châtiment prompt et sévère. Ils ne sont pas encore bien nombreux, mais prenons-y garde et dénonçons, poursuivons, châtions ces mauvais Français !

L'apôtre de l'Alsace, l'abbé Wetterlé, et l'apôtre de Metz, l'abbé Collin, ont attiré dernièrement à la cathédrale Saint-André une foule immense, qui a écouté avec émotion leurs appels à Dieu en faveur de notre pays si éprouvé et de nos deux chères provinces. Ce sont là des paroles de réconfort dont on a besoin.

Les obsèques du comte Albert de Mun, si unanimement regretté, ont été célébrées en grande pompe à l'église Notre-Dame et ont donné lieu à une belle, religieuse et patriotique manifestation. La présence du Président de la République, et de ses ministres, des autorités de la ville et de plusieurs membres de l'Institut, la délégation de la Croix-Rouge et des diverses institutions, un clergé très nombreux, le concours populaire et un bataillon du 140e de ligne sous ses harnois de guerre, tout donnait à cette cérémonie l'air imposant et touchant qu'elle devait avoir. Les discours de MM. Paul Deschanel et Piou au cimetière de La Chartreuse, entendus par une foule recueillie, ont causé une sensation profonde. Nul ne les oubliera. La ville de Bordeaux s'apprête à honorer la mémoire d'Albert de Mun en donnant son nom à l'une de ses rues.

Tel est en quelques traits rapides l'aspect du Bordeaux de 1914, où tout ce qui touche à la guerre est l'objet presque unique des entretiens et des méditations de tous.

Je dois ajouter, — et je le fais avec la plus vive satisfaction, — qu'il y a peu de rues où l'on ne trouve des hôpitaux ouverts soit par la Croix-Rouge, soit par l'initiative privée, qui apportent aux grands hôpitaux de la ville un appui précieux. La charité ici est immense, les bonnes volontés unanimes, le zèle et le dévouement incomparables. J'ai visité hier l'hôpital auxiliaire n° 40 placé sous la protection de Sa Majesté l'impératrice douairière Marie Feodorowna, qui a été créé par nos alliés et nos amis les Russes. La comtesse Isvolsky, la femme généreuse et dévouée de l'ambassadeur de Russie, a, sur le désir formel du Tsar et

de la Tsarine, installé cet hôpital et a pris elle-même le costume des dames de la Croix-Rouge, pour donner son assistance personnelle aux blessés, en compagnie de sa charmante fille, assistée aussi par des dames de la noblesse russe et d'aimables Françaises. Le grand industriel Louit a mis fort gracieusement à leur disposition le château qui lui appartient aux environs de Blanquefort dans la banlieue de Bordeaux, demeure somptueuse placée dans la plus riante et la plus salubre des campagnes. Les salons du rez-de-chaussée et du premier étage sont devenus des chambres d'hôpital, des salles de lingerie, de radiographie, de pharmacie, de laboratoire, d'opérations. La lumière et l'air y pénètrent à flots, et le matériel très complet est de premier ordre. Sous la direction de MM. de Poliakoff et Soulié, aidés de MM. Goloubef, Serge Kowievitch, Nicolas Raffalovich, Karaoulof et le colonel de la garde impériale Kiklen, le savant chirurgien Veronof, avec son frère et le docteur Rosenblat, soignent et guérissent les blessés qui ont déjà atteint le chiffre d'une centaine. Le docteur Veronoff jouit personnellement de la plus haute réputation par ses cures de premier ordre et ses audaces chirurgicales. Il a, en matière de greffe animale, réalisé des prodiges et s'apprête à en opérer d'autres, qui feront, je l'affirme, très grand bruit. Il mène son hôpital avec une maîtrise incomparable, écouté, obéi de tous et adoré par ses malades, qui ont en lui la confiance la plus absolue. Je suis sorti émerveillé de tout ce que j'ai vu et entendu à Blanquefort et je me suis dit que bienheureux étaient les soldats et officiers qui recevaient les soins de ces praticiens émérites et des anges gardiens qui se montrent à leurs yeux ravis sous le blanc uniforme des dames de la Croix-Rouge. Nulle part on n'a su mieux convertir un lieu de souffrances en un tel lieu d'apaisement physique et moral. Grâces en soient rendues à notre chère alliée, la Russie, et à nos compatriotes qui ont donné à ce mot si pur, si tendre, si éloquent, « la charité, » son sens si vrai et si doux.

HENRI WELSCHINGER.

(A suivre.)

CAROL IER

ROI DE ROUMANIE

Nous ignorons encore si la mort du roi Carol aura pour résultat plus ou moins prochain l'entrée en campagne de l'armée roumaine et son intervention en faveur de la Triple-Alliance. Jamais, en tout cas, cette intervention n'eût été possible avec lui : il aurait renoncé à sa couronne plutôt que d'y consentir. Quand, au début de la guerre actuelle, il proposa à ses ministres la mobilisation générale, ceux-ci, dit-on, lui répondirent : — « Nous voulons bien, si c'est contre l'Autriche. » — « Non, déclara le Roi, car j'ai donné ma parole à l'Empereur Guillaume, et un Hohenzollern n'a qu'une parole. » A quoi M. Bratiano, président du Conseil et ministre de la Guerre, aurait répliqué : « Le pays ne connaît pas de Hohenzollern ; il ne connaît que le roi de Roumanie. »

D'autres rois électifs ont cru devoir se dégager entièrement de leurs liens de famille et de patrie en montant sur un trône étranger. Il n'en a pas été de même du roi défunt. « Bien que je sois aujourd'hui prince de Roumanie, télégraphiait-il en 1869 au roi Guillaume, je reste toujours un Hohenzollern. » Il appartenait à la branche Sigmaringen (branche aînée, quoique non régnante et restée catholique de cette famille), et son père, le prince Antoine, avait toujours témoigné le plus entier dévouement à la Prusse, à qui il avait cédé, en 1849, ses droits de souveraineté et de gouvernement. Lui-même avait fait ses études militaires à Berlin et ses premières armes, lors de la guerre du Slesvig-Holstein, dans un régiment prussien. Mais, d'autre part, de nombreux liens le rattachaient à notre pays.

Ayant pour aïeules une Murat et une Beauharnais, il avait toujours été accueilli avec faveur à la cour des Tuileries, et c'est l'Empereur qui, après la renonciation plus ou moins spontanée d'un petit-fils de Louis-Philippe, le comte de Flandre, qui avait été élu, suggéra, dit-on, sous main, la candidature du prince Charles de Hohenzollern aux Roumains à la recherche d'un roi. L'affaire fut arrangée entre Jean Bratiano, père du ministre actuel, et Mme Cornu, amie de Napoléon III, avec laquelle il s'était mis en rapport à Paris. Nos ministres, comme il arriva souvent, n'avaient pas été mis dans « le secret de l'empereur, » et c'est de la meilleure foi du monde que Drouyn de Lhuys télégraphiait, le 26 mai, à notre ambassadeur en Russie : « Vous pouvez affirmer hautement que le prince est parti à notre insu. Il est membre de la famille royale, il occupe un grade dans l'armée. Je ne m'explique pas qu'il ait pu, dans les circonstances présentes, s'éloigner sans l'agrément formel du Roi. » Quoi qu'il en soit, l'imprudence était grande de fournir un pareil encouragement aux ambitions prussiennes, et l'on sait quelles conséquences devait avoir, quatre ans plus tard, la candidature d'un autre Hohenzollern, Léopold, frère aîné de Charles, au trône d'Espagne!

Mais cette couronne qui lui était conférée par les Roumains, le jeune prince ne l'accepta qu'après avoir consulté le roi Guillaume, chef de sa famille, *sans la permission duquel* (ce sont ses expressions) *il ne pourrait entreprendre un pas aussi important*. Bismarck sentait toute l'utilité qu'il y aurait pour la Prusse à installer un prince allemand sur ce trône de l'Europe orientale, et il pressa le jeune homme de partir pour mettre les puissances en présence du « fait accompli. » Le roi Guillaume, au contraire, faisait de nombreuses objections, et déclarait notamment « qu'il lui serait très pénible de savoir un de ses parens sous la dépendance du Sultan. » La Porte était en effet suzeraine des principautés roumaines. Le prince Charles s'empressa de rassurer le Roi en lui disant qu'obligé d'accepter pour le moment cette suzeraineté humiliante, il s'en affranchirait par les armes dès que l'occasion s'en présènterait. Il ajouta qu'en toute circonstance il ferait honneur à son nom. Sur quoi, le Roi le congédia en le serrant dans ses bras avec ces paroles : Que Dieu te protège! C'était le consentement tacite que le prince était allé chercher avant de répondre à l'appel des Roumains.

Une fois sur le trône, il n'oublia pas le double engagement qu'il avait pris vis-à-vis du chef de sa maison : s'affranchir de la suzeraineté turque, faire honneur au nom de Hohenzollern, furent ses constantes pensées. Mandé à Constantinople, quelques mois plus tard, pour y recevoir le firman d'investiture de la Porte, le prince élu de Roumanie affecta de traiter son suzerain en égal, écartant la chaise qu'on lui avait préparée pour s'asseoir à côté du Sultan, et posant négligemment le firman sur une table en chargeant son ministre de prendre « ce papier. » Abd-ul-Aziz, sans paraître remarquer les entorses volontairement faites au protocole, n'en témoigna pas moins à son hôte la plus grande cordialité. « A la vérité, écrivait celui-ci, cette réception s'est adressée au prince de Hohenzollern plutôt qu'au prince roumain, car les anciens hospodars des principautés danubiennes n'ont jamais été traités à la Corne d'Or que comme de hauts fonctionnaires de l'Empire ottoman et, en signe humiliant de leur vassalité, ils devaient tenir la bride quand le Sultan montait à cheval. »

Cet orgueil de sa race était un trait dominant du caractère du prince Charles et on en retrouve la trace à chaque page, pour ainsi dire, de ses *Notes* sur sa vie, qu'il a fait paraître il y a quelques années (1) ; le grand nom, le sang illustre, la glorieuse lignée des Hohenzollern, tel est le véritable *leitmotiv* de ces curieux Mémoires.

Muni de l'assentiment du roi Guillaume, encouragé par le kronprinz et par Bismarck, le prince Charles, — que nous appellerons désormais du nom roumain de *Carol*, — quitta furtivement l'Allemagne et, voyageant sous un nom d'emprunt pour dépister l'attention des Puissances, — Autriche, Russie, Turquie, — qui se montraient hostiles à son élection, il débarqua incognito, le 20 mai, à la station de Turnu-Séverin sur le Danube. Bratiano l'attendait sur la rive avec son modeste équipage, attelé de huit petits chevaux qui, souvent relayés, l'emportèrent au grand galop, voyageant jour et nuit dans la direction de Bucarest (à 364 kilomètres de là). Le long du parcours,

(1) Ces *Notes*, rédigées d'après la correspondance privée du prince, ont été publiées d'abord en allemand, à Stuttgard, puis traduites en français par *l'Indépendance roumaine*. Ce sont de véritables Mémoires, formant quatre forts volumes que nous avons essayé d'analyser dans un livre intitulé : *Quinze ans d'histoire* (1866-1881), Plon.

la population était accourue en habits de fête, lançant, suivant l'usage roumain, des bouquets et des colombes en même temps que de joyeux vivats en l'honneur du nouveau souverain dont, la veille encore, elle ignorait le nom.

Quoi qu'en dise le prince dans ses Mémoires, ce n'était pas « le rejeton de la plus illustre famille d'Allemagne » que paysans et bourgeois acclamaient de la sorte, mais encore plus le candidat de l'Empereur des Français, « apparenté de deux côtés à Napoléon III et considéré même comme faisant partie de la famille Bonaparte, qui a été désignée par la main de Dieu pour donner au monde étonné deux Napoléon adorés comme des demi-dieux. » Ce sont les termes avec lesquels le gouvernement roumain avait chauffé à blanc l'enthousiasme populaire en annonçant la candidature du prince Hohenzollern, appelé à régner sur son peuple de race latine, ami de la France, reconnaissant envers nos écrivains, qui ont révélé sa véritable origine, longtemps ignorée de l'Europe, et envers l'Empereur qui, en favorisant l'union des principautés de Moldavie et de Valachie (1859), avait créé *la nation roumaine*. L'impopularité qui suivit de près les acclamations enthousiastes du début et qui poursuivit Carol jusqu'au jour où il eut mené sa jeune armée à la victoire, avait précisément pour cause initiale le désaccord manifeste entre ses sentimens et ceux de son peuple à notre égard.

Napoléon III put, en effet, constater très vite que le nouveau souverain de Roumanie, à peine installé sur un trône encore chancelant, cherchait à se dégager de la tutelle française pour prendre son mot d'ordre à Berlin. Cependant Carol aurait eu lieu de témoigner sa gratitude à l'Empereur, qui, à plusieurs reprises, lui rendit encore de bons offices en calmant l'irritation du Sultan contre l'orgueilleux vassal installé dans les Principautés sans l'autorisation de la Porte, et en autorisant, le premier, son représentant à Bucarest à employer le mot de *Roumanie*, au lieu de *Provinces-Unies*, à l'occasion des complimens de la nouvelle année (1867).

Le changement d'orientation dans la politique roumaine fut marqué notamment par le renvoi de la mission militaire française, naguère appelée par le prince Couza, et son remplacement par des instructeurs prussiens. On pouvait sans doute s'attendre à ce que le prince Carol, élève de Moltke, ayant reçu une éducation militaire prussienne, organisât son armée d'après le seul

modèle qu'il connût ; cette mesure n'en fut pas moins généralement blâmée et amena la Chambre à voter une motion de regret très accentué à l'adresse de la mission congédiée. Sur quoi, Carol prononça la dissolution de la Chambre. Quelque temps auparavant, la visite du prince Napoléon à Bucarest provoqua des manifestations : toute occasion servait à manifester les sympathies roumaines pour la France, et elles éclataient plus vivement encore pendant la guerre de 1870, plaçant dans une situation très délicate le prince allemand qui se réjouissait des victoires de sa patrie, pendant que son peuple pleurait sur nos défaites.

Dès le 15 juillet, — quatre jours avant la déclaration de la guerre, — le prince, écrivant à Guillaume de Prusse, témoignait un vif chagrin « de ne pouvoir suivre son roi bien-aimé dans le sentier de la gloire et d'être contraint à la plus rigoureuse réserve en présence d'un peuple latin, qui se sent, disait-il, attiré vers la France. »

Déjà un membre du Parlement avait sommé le Cabinet de *faire son devoir*, c'est-à-dire de suivre une politique nettement française, dans le cas d'un conflit entre la France et la Prusse, car « toute autre politique rencontrerait dans le pays une invincible résistance. » Le Président du Conseil avait répondu, au milieu de violens murmures, que la stricte neutralité convenait seule au rôle modeste de la Roumanie. Mais il eut soin d'ajouter ces mots : « La nation n'oubliera jamais ce qu'elle doit à la France. » Peu de jours après, il en arriva même à dire : « Là où flotte le drapeau de la France, là aussi sont nos intérêts. » La Chambre vota une motion portant que « les sympathies de la Roumanie étaient toujours avec la race latine. » Le prince Carol épanchait dans sa correspondance l'irritation que lui causaient ces « manifestations dépourvues de tact, » et il écrivait au roi Guillaume pour lui exprimer ses sentimens personnels, « qui seront toujours, assurait-il, là où flotte la bannière noire et blanche. » Cependant la question d'une entente avec la France fut encore vivement discutée, le 29 juillet, dans une réunion du Conseil des Ministres. L'empereur François-Joseph, qui n'avait pas encore oublié Sadowa, venait de sonder le gouvernement roumain pour le cas où la Russie unirait ses forces à celles de l'Allemagne : la Roumanie se joindrait-elle alors à l'Autriche et à l'Italie pour assister la France ? Carol vit avec

stupeur tous les ministres accueillir la proposition autrichienne avec enthousiasme. Il réussit à détourner l'orage en déclarant nettement que ce serait folie de s'engager dans une pareille aventure, car « le pays deviendrait fatalement la proie des Russes. » D'ailleurs, ajoutait-il, « mes renseignemens personnels me permettent d'affirmer que les défaites de la France se précipiteront de telle façon qu'elles devanceraient, en tout état de cause, les armemens de la Roumanie. »

Le prince n'était que trop bien informé; mais, tandis qu'impressionnée par nos défaites et habilement travaillée par Bismarck, l'opinion européenne se tournait presque tout entière contre nous, les Roumains, dont beaucoup, parmi lesquels un Stirbey et un Bibesco, combattaient dans les rangs de notre armée, restaient fidèles à notre cause et en donnaient chaque jour de nouveaux témoignages. Le bruit ayant couru, à la date fatale du 2 septembre, que nous venions de gagner une grande bataille et de repousser l'invasion, les habitans de Bucarest s'empressèrent d'organiser des réjouissances, qui furent hâtivement décommandées à la nouvelle du désastre de Sedan. La population fut plongée dans la tristesse : le prince, au contraire, tout en plaignant le sort du malheureux souverain qui avait favorisé son accession au trône, ne pouvait dissimuler sa joie, et, comme il venait d'avoir une fille (morte depuis), il écrivait au « roi héros » Guillaume : « Je considère comme de bon augure que mon premier enfant ait vu le jour au moment où le drapeau des Hohenzollern se déploie sur une Allemagne unie... Je m'efforcerai de donner à cette enfant, née à l'époque la plus glorieuse pour l'Allemagne, une éducation qui la rende digne de la lignée des Hohenzollern. »

Les manifestations se multipliaient contre « le prince prussien. » Les révolutionnaires tâchèrent d'en profiter pour faire proclamer la république ; une émeute éclata à Ploïesti où les insurgés, après s'être emparés de la caserne, déclarèrent le souverain déchu. Pour comble de disgrâce, deux Prussiens à qui Carol avait confié la construction des chemins de fer ayant commis de graves incorrections dans la gestion des fonds, les mécontens ne manquèrent pas d'insinuer que les concessionnaires étaient de connivence avec le prince, qui s'enrichissait aux dépens de ses sujets. Attaqué sans mesure par une opposition féroce, qui lui imposait de continuels changemens de

ministères, Carol était découragé. Plusieurs fois, il fut sur le point de suivre les conseils de son père, et de Bismark lui-même, en abdiquant une couronne, qui ne lui apportait, écrivait-il, « qu'ingratitude, désillusions et soucis. » L'événement faillit se produire dans la nuit du 22 mars 1871. La colonie germanique de Bucarest avait voulu fêter ce jour, qui était l'anniversaire de la naissance de l'empereur Guillaume, en donnant au consul prussien, Radowitz, un banquet qui fit l'effet d'une provocation aux sentimens de la population encore sous l'impression de la nouvelle de l'entrée des Allemands dans Paris : une foule menaçante, rassemblée devant la maison où se donnait le banquet, lança contre les fenêtres une grêle de pierres dont plusieurs atteignirent les convives. Dans la ville, les réverbères avaient été éteins, les cloches sonnaient le tocsin, et l'on entendait retentir les cris de : Vive la République ! Au palais ! Vers minuit seulement, la troupe parvint à disperser les émeutiers sans répandre de sang.

Cette fois, le prince déclara son intention formelle de déposer, dès le lendemain matin, sa couronne entre les mains de la « Lieutenance princière » (gouvernement provisoire) qui l'avait appelé au trône cinq ans auparavant. Mais la nuit porta conseil. Les plus violens adversaires de Carol sentaient qu'on avait besoin de lui dans une heure aussi grave : les caisses publiques étaient vides et les Turcs guettaient le moment d'envahir le territoire ! On supplia le prince d'abandonner une résolution « qui allait déchaîner la banqueroute et l'anarchie sur le pays. » Il se laissa convaincre, justifiant ainsi la prédiction du prince Napoléon, qui avait dit devant un auditoire incrédule : « Il a du cœur, vous verrez qu'il restera. » Il faut reconnaître, en effet, que Carol obéit plus au sentiment du devoir qu'à l'ambition en demeurant à son poste dans des circonstances aussi périlleuses. Il se hâta de remplacer les ministres en fonction par un Cabinet dont le premier acte fut de témoigner à l'Allemagne son profond regret des événemens passés. Il prononça la dissolution de la Chambre et fit procéder aux élections, qui amenèrent une forte majorité conservatrice. On lui savait gré de l'énergie qu'il avait montrée en tenant tête à l'orage. Que serait devenue à ce moment la Roumanie s'il l'avait abandonnée ? Mais les sentimens francophiles et antigermaniques n'en subsistaient pas moins dans le pays : on en eut

la preuve quelques mois plus tard, quand la cour d'appel de Bucarest acquitta les auteurs des désordres du 22 mars, comme on avait acquitté les émeutiers de Ploïesti, « pour défaut de preuves. » Carol, ayant aussitôt déplacé le président par mesure disciplinaire, beaucoup de magistrats répondirent à cet acte en envoyant leur démission, et ils furent approuvés par l'opinion.

Ces quelques faits, choisis entre bien d'autres, donnent une faible idée des difficultés avec lesquelles le Prince se trouva aux prises durant les premières années d'un règne qui devait être finalement si glorieux. Encore n'avons-nous parlé ni de la question juive, — particulièrement délicate dans un pays où, malgré toutes les mesures d'ostracisme prises contre elle, la population israélite a passé, en un siècle, du chiffre de dix mille à celui de trois cent mille âmes et au delà, — ni de la crise financière, ni des difficultés soulevées à maintes reprises par la Porte, inquiète, à juste titre, des allures de plus en plus indépendantes prises par son « vassal. » Longtemps obligé de ronger son frein, l'ancien élève de Moltke consacrait tous ses efforts à créer une organisation militaire qui lui permît de secouer un jour « les liens indignes » qui l'attachaient au Croissant. L'heure propice sonna enfin en 1877, et Carol, qui avait souffert toute l'année précédente de ne pouvoir assister efficacement les Balkaniques dans leur soulèvement, profita de la guerre déclarée par la Russie à la Porte pour rompre définitivement avec son suzerain. Le 21 mai 1877, la Chambre proclama l'indépendance roumaine dans une séance solennelle : le prince se vit alors acclamé par ses pires adversaires de la veille et Bratiano se fit l'interprète de l'enthousiasme général en le saluant, par avance, du titre de « premier roi de Roumanie. » Le soir, toute la ville était illuminée ; une foule joyeuse se répandait dans les rues où la jeunesse dansait la *hora* (la danse nationale). Le 26, Turcs et Roumains échangèrent les premiers coups de canon sur les bords du Danube.

Nous n'avons pas à rappeler ici le rôle décisif joué dans la guerre turco-russe par la jeune armée roumaine, dont nul encore ne soupçonnait la valeur. Le Prince, ayant pris le commandement, agit d'abord indépendamment de l'armée russe. La Russie, entendant tirer seule profit de ses victoires, avait déclaré à plusieurs reprises n'avoir nul besoin du concours des Roumains et Gortchakof avait seulement demandé, — impérieu-

sement, — le libre passage pour les troupes moscovites destinées à envahir la Turquie. Les ministres Bratiano et Kogolniceano étant allés le 6 juin saluer le Tsar qui venait de s'installer à Ploïesti, rapportèrent de leur visite l'impression qu'Alexandre II entendait se comporter dans leur pays en maître plutôt qu'en ami. D'un mot, Carol calma leurs alarmes : « Un prince d'une antique maison comme lui, *un Hohenzollern* ne pouvait être purement et simplement jeté de côté, même par un Empereur de Russie. » L'événement lui donna raison : quelques semaines plus tard, les Russes ayant subi de graves échecs en Bulgarie, le grand-duc Nicolas dut faire, au nom du Tsar, appel aux forces roumaines et, finalement, confier au prince Carol lui-même le commandement suprême des troupes réunies devant Plevna (28 août). La place tomba seulement le 10 décembre après une résistance dirigée par Osman Pacha ; sa chute, déterminée par l'intervention roumaine, ouvrait aux Russes la route de Constantinople.

Carol connut les joies du triomphe en entrant dans sa capitale, mais ces joies furent suivies de cruelles déceptions. La Russie, empêchée par les Puissances de réaliser les clauses du traité de San Stefano, se dédommagea aux dépens de son alliée, à qui elle réclama la fertile Bessarabie, en lui offrant en échange les marécages de la Dobrudja ! Le prince, après avoir longtemps protesté, menacé même de résister les armes à la main, dut s'incliner devant la nécessité. Vainement comptait-il sur le Congrès de Berlin pour obliger le gouvernement russe à se départir de ses exigences : il ne se trouva personne pour prendre en main la défense des intérêts roumains. Bien plus, la France, l'Angleterre, l'Allemagne elle-même, représentée au Congrès par Bismarck, créèrent de nouvelles difficultés au jeune État en mettant comme condition à la reconnaissance de son indépendance qu'il accordât aux Juifs les droits de citoyen. Or, le prince ne pouvait satisfaire à cette exigence sans soulever d'ardentes colères et même une révolution dans le pays. En fin de compte, les trois Puissances se contentèrent de la naturalisation immédiate de 900 juifs et d'une modification à l'article 7 de la Constitution qui déclarait « que les étrangers de rite chrétien pouvaient seuls obtenir la naturalisation. » En 1880, l'indépendance roumaine était reconnue par l'Europe ; l'année suivante, la principauté était érigée en royaume aux acclamations de tous les partis

et l'événement était ratifié par les Puissances, à commencer par la Turquie.

Depuis lors, la popularité du premier roi de Roumanie n'a fait que croître, pour atteindre son apogée l'année dernière après la signature du traité de Bucarest. Dans l'automne de 1912, lors des défaites infligées aux Turcs par les alliés balkaniques, Carol avait eu grand'peine à contenir l'ardeur de son peuple, impatient de se jeter dans la lutte. Il jugea plus habile de négocier et de réclamer aux vainqueurs bulgares, pour prix de sa neutralité, le petit territoire de Silistrie, très important au point de vue stratégique. Les Bulgares ne s'y résignèrent qu'après plusieurs mois de luttes diplomatiques, mais trop tard, car les Roumains, augmentant leurs exigences, demandèrent alors que leur frontière méridionale fût portée jusqu'à la ligne Pourtoukaï-Baltchich. Cette fois, le roi Ferdinand, mal conseillé par ses ministres, ne voulut pas céder, et on se rappelle comment Carol profita de la guerre fratricide dans laquelle le gouvernement de Sofia s'était lancé contre ses alliés de la veille, pour mobiliser rapidement l'armée roumaine (467 000 hommes), la porter sans coup férir aux portes de Sofia, et arracher ainsi par la force ce qu'il n'avait pu obtenir par la persuasion. Le traité de Bucarest, qui a consacré cette acquisition et réglé, — pour un temps, — le sort de la péninsule, fit du roi Carol l'arbitre des Balkans.

Au lendemain de la campagne de Plevna, suivie de l'érection de la principauté en royaume, Carol avait profité de l'auréole acquise par ses victoires comme aussi de l'irritation manifestée contre les Russes après la rétrocession de la Bessarabie, pour orienter de plus en plus la Roumanie du côté de l'Allemagne et attirer les capitaux germaniques dans l'exploitation du sol comme dans les affaires commerciales et industrielles du pays. Il a même, il y a une vingtaine d'années, fait acte d'adhésion à la Triplice. Cette politique était loin cependant de plaire à tous ses sujets qui, « unis à la France, comme l'a écrit M. Alexandre Sturdza, par des affinités séculaires, ne songent pas à briser des liens devenus sacrés. » Plus que jamais, notre langue, parlée dès le XVIIIe siècle dans la société moldo-valaque, est d'usage courant en Roumanie dans les classes cultivées; trois journaux importans de Bucarest sont rédigés en fran-

çais, et leurs lecteurs s'intéressent à tout ce qui nous touche. Nos écrivains sont lus et appréciés, nos conférenciers applaudis par un public enthousiaste. Beaucoup de jeunes Roumains achèvent leur éducation en France et l'on voit des familles peu aisées s'imposer de véritables sacrifices pour envoyer leurs fils dans nos collèges et nos universités, leurs filles dans nos pensionnats. Naguère, malgré la différence de religion, beaucoup même étaient élèves dans nos couvens. Dans le cabinet actuellement au pouvoir, la plupart des ministres ont fait leurs études supérieures en France et le Président du Conseil, M. Bratiano, est sorti de notre École Polytechnique.

Le roi Carol n'est donc point parvenu, malgré son influence, à imposer les sympathies allemandes, ni la *Kultur* germanique à ses sujets (1).

D'autre part, les rancunes contre la Russie, qui avaient perdu beaucoup de leur acuité depuis quelques années, paraissent éteintes, surtout depuis qu'on a vu Petrograd et Paris soutenir le gouvernement de Bucarest dans la question de Silistrie contre l'hostilité de Vienne et de Budapest. Les Roumains se sont aperçus d'ailleurs que l'acquisition de la marécageuse Dobrudja, qui leur a valu un beau port sur la mer Noire (Constantza), n'était pas si méprisable. Aujourd'hui, le sentiment roumain est soulevé contre l'empire austro-hongrois, où trois millions de leurs congénères gémissent en Transylvanie, sous la dure férule des Magyars, qui ne les autorisent même pas à porter leurs doléances au pied de l'Empereur-roi (2). Il fut un temps, néanmoins, où Carol se plaisait à rappeler dans des conversations particulières qu'il avait, en dehors de son royaume, plusieurs millions de *sujets*, encore séparés de la mère-patrie. Mais, en 1883, la *Ballplatz* s'émut fort d'un incident qui s'était produit à Jassy

(1) Les Allemands ne se font pas d'illusions à cet égard : « Par habitude, écrivait le rédacteur de la *Täglische Rundschau*, nous estimons trop haut la situation de la dynastie en Roumanie. Le roi Carol ne pourrait pas gouverner contre l'opinion publique de son pays, même s'il n'était pas un vieillard. Mais c'est un vieux monsieur maladif et presque tous les membres de la jeune génération de sa maison sont dépourvus de toute prédilection sentimentale pour la manière allemande. Ils appartiennent, de par leur culture, à la zone parisienne. »

(*Täglische Rundschau*, 26 mars).

(2) En 1894, le tribunal de Kolozsvar (Cluj en roumain) a condamné à des peines variant de huit mois à cinq ans de prison et à de formidables amendes, les auteurs d'un *Memorandum* conçu dans les termes les plus respectueux où étaient exposés à l'Empereur-roi les doléances des Roumains de Transylvanie.

lors des fêtes données pour l'inauguration du monument d'Étienne le Grand, dû au ciseau de Frémiet : le sénateur Gradisteano avait porté un toast *au roi de tous les Roumains* et, pour préciser sa pensée, il n'avait pas craint de désigner la Transylvanie, le Banat et la Bukovine, « ces pierres précieuses qui manquent encore à la couronne royale, mais qui n'y manqueront pas toujours. » Loin de protester, le roi Carol avait choqué son verre contre celui du sénateur et lui avait serré la main avec un sourire approbateur. Le cabinet Sturdza, mis en fâcheuse posture par cet incident, fut sommé de fournir à Vienne des explications ou, pour mieux dire, des excuses qui lui furent vivement reprochées par l'opposition. Le directeur de *l'Indépendance roumaine*, un Français, M. Émile Galli, qui avait publié, sans penser à mal, le discours incriminé, fut exilé.

Le roi Carol, passant à Vienne à quelque temps de là, s'efforça de faire revenir l'empereur François-Joseph sur la mauvaise impression causée par l'incident de Jassy, en lui laissant entendre que l'idéal politique des Roumains, la reconstitution de la grande Dacie, était purement platonique et, depuis lors, il évita de paraître encourager les manifestations qui se multipliaient au Parlement et dans les meetings en faveur des « frères séparés. » Mais ses sujets supportaient de plus en plus difficilement l'accord qui les rivait à la Triplice.

La guerre actuelle semblait offrir aux Roumains une occasion unique de satisfaire leurs aspirations et de parfaire leur unité politique. Mais le roi Carol resté « Allemand et Hohenzollern » ne pouvait se résigner à déclarer la guerre à son ami François-Joseph, allié de Guillaume II. Quels combats durent se livrer pourtant dans l'âme du vieux monarque, partagé entre ses sentimens de famille et ses devoirs de chef d'État ! Jusque dans sa retraite de Sinaïa, située au cœur des Karpathes, lui parvenait l'écho des manifestations de Bucarest, où des milliers de Roumains, appartenant à toutes les classes de la société, sollicitaient le gouvernement de se déclarer contre l'Allemagne et l'Autriche, — et ces manifestations rappelaient au roi les jours les plus sombres de son long règne. Après avoir travaillé durant quarante-huit ans à la grandeur du pays qui l'avait élu, avoir affranchi son peuple de la domination turque, l'avoir mené à la victoire, l'avoir doté d'une bonne administration, d'une armée superbe et de finances prospères, avoir habilement

manœuvré au milieu des pièges tendus par une opposition souvent implacable, il était cruel pour lui de se voir, comme en 1870-1871, dans l'obligation de choisir entre les aspirations de son peuple et ses sentimens personnels. La mort est venue à temps le délivrer.

On a publié son testament, qui est imprégné d'une vraie élévation morale. « Entouré, y dit-il, et secondé par les chefs du pays, pour lesquels j'ai toujours nourri une profonde gratitude et une vive affection, j'ai réussi à élever aux bouches du Danube et sur la mer Noire un État doté d'une bonne armée et de tous les moyens nécessaires pour pouvoir conserver sa belle position et réaliser un jour ses hautes aspirations. Mon successeur au trône reçoit en don un héritage dont il sera fier et qu'il dirigera, j'en ai l'espoir, dans mon esprit, guidé par la devise : « Tout « pour le pays, rien pour moi. » Qu'entendait le roi Carol par les « hautes aspirations » du pays, qui doivent être réalisées ? D'après une dépêche reproduite par tous les journaux, ses dernières paroles, prononcées devant M. Bratiano et les autres personnes réunies autour de son chevet, ont été : « Je tiens particulièrement à ce que vous sachiez que je ne suis pas l'adversaire de la réalisation de notre idéal national. »

Il n'a pas pu, il n'a pas voulu le réaliser lui-même; ses origines, ses attaches l'empêchaient de le faire; il en a laissé le soin à son successeur, auquel il a adressé, dans son testament, l'appel que nous venons de reproduire. Élevé en Roumanie, le roi Ferdinand ne trouvera pas en lui-même les entraves dont son oncle n'a pas su se dégager. Carol a été le premier roi de Roumanie : il sera, lui, le premier roi roumain.

Baron Jehan de Witte.

CHATEAUBRIAND

EN ORIENT

« Et moi, vieux voyageur... » aimait-il à soupirer avec plus encore d'admiration pour lui-même que de mélancolie ou d'attendrissement ! Il avait raison. Ne séparons point ses voyages de ses poésies et de ses romans : il y a mis tant de lui-même ! On nous l'a fait bien voir. Naguère, devant la critique spirituellement inexorable de M. Joseph Bédier, le voyage en Amérique a failli se dissoudre en rêves : « la grande voix » du Meschacebé a dû se taire, « les ours enivrés de raisins » sont tombés des branches de leurs ormeaux, et « la vierge des dernières amours » est rentrée dans le silence de la nuit; cette exploration au merveilleux pays des Natchez s'est réduite à une excursion au Canada ; et, pour visiter les Florides, il n'est plus resté, assis devant sa table, qu'un poète, c'est-à-dire un créateur, dont l'imagination prolongeait à sa guise les humbles livres qu'il avait sous les yeux et se faisait pour lui-même un monde enchanté. Le voyage en Orient paraît offrir d'abord une prose plus résistante : l'*Itinéraire*, journal sans prétention, a un titre rassurant; et le lecteur prend confiance à suivre ce voyageur précis, voire un peu sec, qui le conduit, presque jour à jour, d'étape en étape. Rendons-lui donc une première justice : il n'a pas tout inventé. Il est bien monté sur l'Acropole, il a bu de l'eau du Jourdain, il s'est assis aux pieds des Pyramides. Mais un poète porte partout sa fantaisie, et Chateaubriand sa désinvolture. Cet homme a trop méprisé l'humanité, pour ne pas mépriser un peu les choses. Il faut qu'elles se soumettent à son

regard, et s'organisent en beauté pour devenir le tableau où son souvenir se complaira. Et c'est à travers cette terre d'illusions que se déroule son « itinéraire. »

I

Itinéraire de Paris à Jérusalem et de Jérusalem à Paris, en allant par la Grèce et revenant par l'Égypte, la Barbarie et l'Espagne, — ce titre un peu long semble dire assez clair le but de ce voyage : Athènes, Sparte, Memphis, Carthage et même l'Alhambra ne sont que des haltes sur la route de Jérusalem ; et ce voyage est un pèlerinage.

« Pèlerinage toujours rêvé, » nous dit-il, depuis le jour, où, dans l'église de Plancouët, sa mère l'avait conduit tout habillé de blanc et de bleu pour le faire relever du vœu de sa nourrice. Le religieux qui présidait la cérémonie avait parlé de la « sainteté des vœux » en mots qui avaient ému l'enfant ; il lui avait rappelé que des Chateaubriand s'étaient croisés jadis ; et, pour finir, il avait souhaité au petit chevalier de Chateaubriand de pouvoir un jour s'agenouiller, comme eux, au tombeau du Christ. René avait alors sept ans ; trente ans plus tard, le rêve de l'enfant s'accomplissait, et le vicomte de Chateaubriand partait pour la Terre-Sainte comme un preux d'autrefois.

Il peut paraître étrange aujourd'hui, dit-il, de parler de vœux et de pèlerinages ; mais, sur ce point, je suis sans pudeur, et je me suis rangé depuis longtemps dans la classe des superstitieux et des faibles. Je serai peut-être le dernier Français sorti de mon pays pour voyager en Terre-Sainte avec les idées, le but et les sentimens d'un ancien pèlerin. Mais, si je n'ai point les vertus qui brillèrent jadis dans les sires de Coucy, de Nesles, de Châtillon, de Montfort, du moins la foi me reste : à cette marque je pourrais encore me faire reconnaître des antiques Croisés.

Ainsi se campe l'auteur de l'*Itinéraire* à la première page de son livre. C'est le descendant des bons gentilshommes de Bretagne, qui renouvelle le geste familial ; mais c'est aussi l'apologiste, le croyant d'un siècle réconcilié avec la religion, le poète de la grande épopée chrétienne, qui s'en va méditer sur le « génie du christianisme » aux lieux mêmes qui l'ont vu naître.

Ce pèlerin nous édifie. Pourtant quelques dates toutes sèches, prises dans son livre même et ramassées comme en

faisceau, nous laissent une première inquiétude. C'est le 13 juillet 1806 que M. et Mme de Chateaubriand avaient quitté Paris. Le 28, sur le rivage de Venise, où son époux la laissait malgré elle, Mme de Chateaubriand, toute frémissante, assistait à l'embarquement de ce nouveau Croisé. Le 10 août, il abordait la côte de Messénie, et, du 10 au 30, promenait ses rêves en Grèce. Le 4 septembre, il était à Smyrne. De Smyrne, il gagnait à cheval Constantinople, où il passait cinq jours. De nouveau, le 18 septembre, il s'embarque, et, cette fois, pour Jaffa. Il y arrive le 1er octobre. Ici laissons la parole à un humble compagnon, dont nous aurons, plus tard, à utiliser les notes de voyage. Donc, comme dit en son style un peu épais, Julien, valet de chambre de M. de Chateaubriand, « nous avons resté à Jaffa jusqu'au vendredi 3, dont nous sommes partis pour Jérusalem et parcourir les environs, comme Bethléem, la Mer Morte et le Jourdain... Nous sommes repartis de Jérusalem le vendredi 10, pour retourner à Jaffa, où nous sommes arrivés le samedi 11. » Le 16 octobre, un bateau quittait Jaffa pour Alexandrie : ils y montaient. Défalcation faite des jours d'attente à Jaffa, Chateaubriand avait consacré sept jours à la Palestine, dont trois à Jérusalem. Arrivé au Caire, il s'y reposait un mois. Le 23 novembre, il s'embarquait pour Tunis, où il ne parvenait que le 18 janvier, « après une traversée de 58 jours, qui fut une espèce de naufrage continuel. » Le voilà à Tunis : « On approchait, dit-il, du carnaval, et l'on ne songeait qu'à rire aux dépens des Maures... Au lieu d'aller méditer sur les ruines de Carthage, je fus obligé de courir au bal, de m'habiller en Turc, et de me prêter à toutes les folies d'une troupe d'officiers américains, pleins de gaieté et de jeunesse. » Six semaines durant, il prolongea sans remords ce joyeux carnaval tunisien. Le 5 mars, il quittait Tunis pour Gibraltar, où il débarquait le 27. Avril tout entier se passait en Espagne, à Cadix, Grenade et Madrid. Le 3 mai, il touchait la frontière française, et, le 5 juin 1807, rentrait à Paris.

Ainsi, sur ces trois cent trente-deux jours de « pèlerinage, » cet étrange pèlerin n'en a gardé que trois pour Jérusalem. Et, sans doute, dans le livre, la Palestine obtient une réparation : elle en occupe le tiers, quelque trois cents pages et plus ; mais notre surprise demeure.

Au reste, qu'on les lise elles-mêmes, ces doctes trois cents

pages, où l'auteur a essayé de rendre à Jérusalem la place maîtresse qu'il disait lui réserver dans son cœur : elles forment dans le récit comme une enclave de tristesse et de lassitude. Sitôt qu'il a vu le profil du Carmel émerger des flots, il s'est senti « rempli de crainte et de respect ; » à peine a-t-il mis le pied sur le sol de Judée, « d'abord, dit-il, un grand ennui saisit le cœur. » Ce *d'abord* est inexact : l'ennui ne l'a pas quitté en Terre-Sainte. Cependant, je ne dis pas pour un chrétien, mais même pour un poète, qui frémissait si délicieusement aux seuls noms consacrés par la gloire, qui ne pouvait s'endormir dans sa chambre de Modon, parce qu'il se disait que c'était le vent de l'Élide qui passait sur le toit, et que c'étaient les chiens de Laconie qui aboyaient dans la plaine, — n'était-ce rien de traverser le torrent du Cédron, d'errer dans la vallée de Josaphat, de contempler la Mer Morte du haut de la montagne des Oliviers? Mais il semblerait qu'alors tous ces grands noms eussent perdu pour lui leur puissance séductrice.

En découvrant les côtes de la Grèce, il avait éprouvé un trouble d'extase, « une espèce d'enchantement qui ne s'était plus effacé. » Que de fois, sur ce sol où tout l'accueille tendrement, les larmes lui viennent aux yeux en contemplant la désolation présente et en évoquant la splendeur d'autrefois! Sur les ruines de Sparte, « une sorte de surprise, un mélange d'admiration et de douleur » le saisit tout entier et arrête sa pensée. Il ne se console point d'avoir manqué les ruines de Troie. Quand le navire va doubler le Château des Dardanelles, tout grelottant de fièvre, il se traîne sur le pont, pour contempler la virgilienne Tenedos, l'embouchure du Simoïs, les pentes harmonieuses de l'Ida; et, « d'avoir eu le bonheur de saluer une terre sacrée, » sa fièvre le quitte pour vingt-quatre heures. Il ne se dit pas qu'il est d'autres « terres sacrées » qu'il ne saluera point; il ne se plaint pas de n'avoir vu ni Nazareth, ni les prairies de Galilée, ni les rives du lac de Tibériade. Qu'y aurait-il senti? Devant le Saint-Sépulcre, il cherche en vain ses sentimens : « Je ne puis réellement les dire, avoue-t-il, je ne m'arrêtai à aucune idée particulière. » Même sécheresse d'âme dans la grotte de Bethléem : il en regarde les murs comme on fait de ceux d'un musée, avec une sensibilité lointaine et presque absente : « Rien n'est plus agréable et plus dévot que cette église souterraine, elle est enrichie de tableaux des écoles italienne et espa-

gnole; les ornemens ordinaires de la crèche sont de satin bleu brodé en argent, » etc., etc.; et l'inventaire continue impitoyablement. C'est avec la même indifférence qu'il dresse, quelques pages plus loin, la liste des « divers comestibles de Jérusalem » et de leur prix, et qu'il nous recopie, sans nous faire grâce d'un feuillet, son carnet de dépenses dans la ville sainte. Il a besoin de tous ces détails concrets pour se certifier à lui-même que cette si brève excursion palestinienne ne fut pas un rêve; mais tout ce récit impersonnel, encombré de statistiques et de commentaires érudits, ne laisse voir ni émotion ni joie. Il semble que ce soit l'accomplissement d'une corvée sacrée, qu'on exécute au pas de course en n'aspirant qu'à la fin. Ce n'est point ce pèlerin pressé qui caresserait le rêve de tant d'âmes pieuses de pouvoir achever leur vie en Terre-Sainte : « Je ne connais pas, dit-il, en parlant des Franciscains de Jérusalem, de martyre comparable à celui de ces infortunés religieux. » Il ne sait pas sentir quelle douceur ce peut être pour eux de veiller au pied du Calvaire et de reposer leurs yeux sur les horizons évangéliques.

Eh quoi! le christianisme de ce chevalier breton ne serait donc qu'une attitude, et son pèlerinage une simple parade d'acteur? Certes non! mais ce chrétien sincère accomplit sans plaisir ce qu'il considère comme un devoir. Il a eu et il aura encore de beaux instans d'émotion religieuse, où il éprouvera avec acuité la misère de son cœur et se tournera vers la Croix comme vers la seule puissance devant laquelle on puisse « s'humilier sans s'avilir. » Mais, cette fois, il apporte au Calvaire un cœur tout paganisé par l'amour, un cœur qui ne veut rien sacrifier de ses désirs, et qui, dans le sanctuaire des saintes douleurs, ne rêve que volupté. De là un malaise qu'il n'ose pas confesser dans son livre, mais dont il a souffert, une hâte fébrile qui veut tuer les pensées importunes à force d'agitation. Du reste, nous avons son aveu. Il a cru plus discret de le supprimer plus tard, mais Sainte-Beuve l'avait conservé et ne l'a pas laissé oublier : c'est la clef spirituelle de l'*Itinéraire* (1).

Mais ai-je tout dit dans l'*Itinéraire* sur ce voyage commencé au port de Desdemona et d'Othello? Allais-je au tombeau du Christ dans les dispositions du repentir? Une seule pensée m'absorbait; je comptais avec impa-

(1) Sur ce texte, dont on a maladroitement contesté l'authenticité, voyez la démonstration définitive de M. G. Michaut dans ses *Études sur Sainte-Beuve*.

tience les momens. Du bord de mon navire, les regards attachés à l'Étoile du soir, je lui demandais des vents pour cingler plus vite, de la gloire pour me faire aimer. J'espérais en trouver à Sparte, à Sion, à Memphis, à Carthage, et l'apporter à l'Alhambra.

L'aveu est encore enveloppé ; mais aujourd'hui nous en avons pénétré « le mystère. » Ce sont les « Madames » de René qui troublent le pèlerin sur la terre des prophètes, au tombeau de Jésus; et le long pèlerinage de Paris à Jérusalem et de Jérusalem à Paris nous apparaît maintenant comme un détour sentimental, pour passer plus décemment, et aussi plus « glorieusement, » d'une de « ses Madames » à l'autre. « Il part, disait la pauvre Mme de Custine, pour remplir ses vœux et détruire les miens. » Elle ne croyait pas si bien dire, la charmante petite femme que le chevalier de Boufflers avait nommée « la reine des roses. » Ce n'était pas seulement la « chimère de Grèce » qui était sa rivale. Une autre, à l'Alhambra, allait plus douloureusement encore « détruire ses vœux. » Mme de Chateaubriand, moins amoureuse, était plus fine que la châtelaine de Fervaques, et ses inquiétudes plus précises. Quand elle s'était vue congédiée à Venise, elle avait compris que, dans ce refus, il entrait de la sollicitude, mais aussi de la discrétion. Sans nouvelles de son pèlerin, elle écrivait anxieusement à Joubert : « Pour moi, je meurs de crainte, je meurs de désespoir..., je meurs de tout... Aurait-il oublié Jérusalem ? Je n'ose m'en flatter ; je n'ose même le désirer. » Ces petites lignes sont cruelles. Mme de Chateaubriand ne s'illusionne pas sur la dévotion de son mari. Comme elle est bonne épouse, elle préférerait un risque de moins; comme elle est une épouse digne, elle redoute un scandale de plus. Mieux vaut encore que l'auteur du *Génie* et des *Martyrs* aille au moins toucher le saint tombeau, plutôt que de promener sans vergogne, du Parthénon aux Pyramides, un cœur assoiffé de gloire, parce qu'il est affolé d'amour.

Nous la connaissons, la dame de l'Alhambra. Pauvre Nathalie de Noailles! La folie qui la guettait, comme Lucile, apportera plus tard à René je ne sais quel remords ou, du moins, quel émoi, et arrêtera un instant ce cœur frivole dans un frisson d'épouvante. Mais, à l'Alhambra, elle n'était encore que la femme vive et gaie, dont le rire, les chansons, « les grâces dansantes » ensorcelaient René et lui faisaient mal à force de lui faire plaisir. « Jours de séduction, d'enchantement et de

délire, » comme il l'écrit lui-même, ils achèvent en joie de vivre ses méditations sur les ruines.

A la fin de son *Itinéraire*, il a mis une coquetterie d'amateur à entasser savamment des « pièces justificatives » qu'on ne lit point et qu'on n'est point sûr qu'il ait lues. S'il avait voulu être vrai, il aurait annexé à l'*Itinéraire* son post-scriptum naturel, qui est le *Dernier Abencerage*. C'est là que le chevalier de Terre-Sainte s'est travesti en Maure galant et qu'il a risqué un premier aveu sur la conclusion amoureuse de sa croisade : « C'est en vain, dit-il, que Ben-Hamet ne veut s'occuper que de son pèlerinage... La fleur qu'il cherche maintenant, c'est la belle chrétienne. » Ne parlons donc plus de « pèlerinage » à Jérusalem. Si l'*Itinéraire* prétendait rester le journal d'un « pèlerin, » il faudrait le comparer à cette « pomme de Sodome, » que Chateaubriand, plus fortuné que tant de voyageurs, a su recueillir dans la plaine du Jourdain : « Agréable à l'œil, mais amère au goût et pleine de cendres. »

Heureusement, même à la première page de son *Itinéraire*, le vicomte de Chateaubriand se débarrasse vite de son bourdon : il n'oublie pas qu'il est artiste et qu'il veut placer ses *Martyrs* dans des paysages authentiques, qu'il est un lettré et qu'il veut « compléter le cercle de ses études » par un voyage en Orient. C'est moins édifiant, mais c'est plus digne de lui. Ne demandons point à ce pèlerin que l'amour attend, des émotions qu'il ne cherche pas : il veut donner une fête à ses yeux et un aliment à son intelligence. Mais ne métamorphosons pas prématurément en poète imaginatif cet humaniste érudit qui veut voir les choses de près. Il vante au contraire son bon sens vulgaire, son exactitude, son besoin de précision : « Je suis, dit-il plaisamment, de la race des Celtes et des tortues, race pédestre, et non du sang des Tartares et des oiseaux, races pourvues de chevaux et d'ailes. » Essayons de suivre la « tortue, » mais je crains un peu qu'elle nous échappe.

II

De la suivre pourtant semble tâche aisée. N'avons-nous pas l'*Itinéraire*, où « sa vie, à ce qu'il prétend, est exposée heure par heure ? » Mais l'expérience américaine nous a rendu méfians ; et nous voulons contrôler avant d'enregistrer. Nous le

pouvons. Grâce un peu à Chateaubriand lui-même, comme il s'en fait gloire, chacun sait aujourd'hui que Jérusalem n'est plus « au bout du monde. » Il n'est plus nécessaire d'être un chevalier à l'âme aventureuse pour aller remplir au Jourdain un bidon de fer-blanc; et il faut un minimum d'héroïsme pour refaire, derrière Chateaubriand, son « itinéraire » d'il y a cent ans. Mais le voyageur moderne a beau arriver en chemin de fer à Jérusalem et à Olympie, il a beau visiter « à la vapeur » toutes les « curiosités » d'un univers rapetissé, — la fougue dévorante de Chateaubriand le déconcerte. Près d'un tel homme, qui a tant fait et tant vu en si peu de jours, il sent l'insuffisance de ses souvenirs personnels, et doit chercher des aides. Les voici :

Le premier ne paraît pas d'abord un très redoutable critique : c'est Julien, Julien tout court, « le frère de la cuisinière » de M. de Chateaubriand, qui a été promu, pour le voyage, à la dignité de valet de chambre. On sait, par une jolie lettre de Joubert, que ce brave garçon avait été équipé par son maître comme un « icoglan » du Grand Seigneur. Joubert nous le montre sur le siège de la confortable « dormeuse » qui emmène vers Venise M. et Mme de Chateaubriand.

Il faut dire que cet icoglan, qui est, d'ailleurs, un brave garçon, a au moins quarante-six ans et la peau d'un rôti brûlé. Or il l'a affublé d'une espèce de turban bleu orné de galons d'or, petite veste et pantalon de même couleur : il a oublié les moustaches, ce qui sera la cause que ce pauvre homme, qui a l'air fort doux et l'œil d'un menuisier honnête, tel qu'il avait toujours été, ne pourra faire peur à personne, et fera rire tout le monde, à commencer par son patron.

On ne peut pas être plus vigoureusement barbouillé de « couleur locale; » et j'imagine que M. Jourdain, partant chez le Grand Turc, aurait ainsi déguisé ses gens; mais M. Jourdain n'aurait pas ri. C'est de cet icoglan placide que viendra parfois la contradiction, car Julien, lui aussi, a pris des notes de voyage. On le savait déjà par Chateaubriand : « Julien, mon domestique et compagnon, a, de son côté, fait son *Itinéraire*. » Le maître n'a pas refusé au valet l'honneur de le consulter et a vanté son « exactitude. » Il n'a même pas cru pouvoir mieux faire, dans les *Mémoires d'outre-tombe*, pour rappeler les principaux épisodes de son voyage, que de ranger en citations parallèles quelques fragmens significatifs de leurs deux *Itinéraires*,

« afin, dit-il, de mettre dans un plus grand jour la manière dont on est frappé dans l'ordre de la société et de la hiérarchie des intelligences. »

Julien non plus, constate Chateaubriand, n'avait pas une âme de pèlerin : « il n'est pas beaucoup frappé des saints lieux ; en vrai philosophe, il est sec. » « Le Calvaire, écrit Julien, est une hauteur semblable à beaucoup d'autres hauteurs sur lesquelles nous avons monté... La vallée de Josaphat ressemble à un fossé de rempart. » Évidemment, ceci est plus « sec » encore que l'*Itinéraire* de Monsieur. Mais peut-être Julien avait-il la pudeur de sa piété et gardait-il une petite oasis sentimentale où il aimait se réfugier. Ce qu'il nous reste de ses notes nous montre un garçon rassis, précis, qui ne perd jamais le contact avec le réel et qui cherche surtout à sustenter convenablement « sa guenille. » L'aspect économique des choses le passionne ; le prix et la valeur des denrées retiennent volontiers sa méditation. Il a dû être un intendant admirable et bien surveiller la « cantine. » Grâce à ce compagnon très positif, M. de Chateaubriand a pu rêver à son aise, et voir bien des choses qui échappaient à Julien. En l'introduisant dans ses *Mémoires*, il a trouvé plaisant de faire sentir à son lecteur comme un même univers se reflète différemment dans des yeux différens. Mais c'était donner aux érudits de l'avenir une suggestion trop tentante.

Il existe encore aujourd'hui, l'*Itinéraire* de Julien, le manuscrit même que Chateaubriand a tenu dans ses mains et partiellement transcrit. De place en place, la plume hautaine et dure du maître a marqué son passage. Julien, sans façon, appelle son compagnon de route « M. de Chateaubriand. » M. de Chateaubriand, qui n'a pas seulement le sentiment de « la hiérarchie des intelligences, » mais aussi de « l'ordre de la société, » efface partout les deux derniers mots, et se fait appeler *Monsieur* selon le protocole. Un malicieux lettré, à qui le manuscrit de Julien avait passé par les mains, jugea que ces notes de voyage, qui avaient collaboré obscurément à la confection d'un chef-d'œuvre, n'étaient point méprisables, et les publia intégralement (1).

Il refit, en sens inverse, le travail de Chateaubriand. Celui-ci avait mis en regard de son *Itinéraire* des fragmens de Julien ;

(1) *Itinéraire de Paris à Jérusalem, par Julien, domestique de M. de Chateaubriand*, publié par Édouard Champion. 1 vol. in-8, Champion.

en regard de l'*Itinéraire* de Julien, M. Édouard Champion a placé des fragmens de Chateaubriand, — rapprochemens toujours profitables, mais parfois inquiétans. Avec un plaisir qu'il ne dissimule pas, il souligne la divergence des textes : c'est de fort bonne guerre ; et cette annotation de Julien par Chateaubriand lui-même est tout à fait divertissante. Très souvent la note de Chateaubriand s'ajoute au texte pour en signaler les lacunes. Pendant que Julien somnolait, faisait ses comptes ou regardait distraitement devant lui, des événemens se passaient qui auraient dû émouvoir cette âme simple, à ce que croit M. Champion. Chateaubriand entre chez l'aga de Kircagach « complètement armé, botté, éperonné, avec un fouet à la main. » Un spahi trouve l'attitude du Français irrespectueuse pour l'aga, « le saisit par le bras gauche et le tire de force en arrière. Je lui sanglai à travers le visage, dit Chateaubriand, un coup de fouet si bien appliqué qu'il fut obligé de lâcher prise. » Julien n'a rien vu ni rien entendu, car il ne souffle mot. — Dans le corridor du couvent de Jérusalem, deux jeunes soldats du pacha veulent plaisanter avec le chevalier franc et jouent un peu rudement avec lui. « Un de ces Tartares, passant derrière moi, me prit la tête, me la courba de force, tandis que son camarade, baissant le collet de mon habit, me frappait le cou avec le dos de son sabre nu. Le drogman se mit à beugler. Je me débarrassai des mains des spahis ; je sautai à la gorge de celui qui m'avait saisi par la tête : d'une main lui arrachant le barbe, et de l'autre l'étranglant contre le mur, je le fis devenir noir comme mon chapeau. » Ici encore Julien ne dit rien ; mais Chateaubriand ne dit point qu'il fût là et ne parle que du drogman. D'ailleurs, Julien aurait été là qu'il n'eût senti qu'un rapide frisson. Chateaubriand avoue lui-même que ces deux Turcs « n'étaient pas bien redoutables, car, à la honte de Mahomet, ils étaient ivres à tomber. » Il ne fut point désagréable à un descendant des Croisés de malmener sans grand risque quelques serviteurs d'Allah et de tirer la barbe à Turc. Tout cela, c'était « de la gloire pour se faire aimer. »

Julien, que personne n'attendait à l'Alhambra, n'avait pas besoin d'enregistrer ces menus faits. Il ne préparait point d'épopée et ne savait peut-être pas qu'il y avait eu des Croisés. Sa plume était inexperte à transposer sur le mode héroïque des aventures insignifiantes, telles que les rues de Paris pouvaient

lui en offrir tous les soirs. Tempérament pacifique et froid, il aurait fallu un grand tapage pour l'émouvoir. « Quant à Julien, disait son maître, il n'était jamais étonné. Le monde avait passé sous ses yeux sans qu'il l'eût regardé ; il se croyait toujours rue Saint-Honoré, et me disait du plus grand sang-froid du monde, en menant son cheval au petit pas : Monsieur, est-ce qu'il n'y a pas de police dans ce pays-ci pour réprimer ces gens-là ? » Chateaubriand a fait son voyage dans un petit crépitement d'épopée. Quoi de surprenant si Julien ne l'a pas entendu !

La critique de M. Champion est donc un peu trop démocratique : il ne sait pas résister au plaisir de donner toujours raison au valet ; et parfois c'est le valet qui a tort, même sur des points de fait. Et puis, il ne suffit pas de voir peu et de voir de près pour voir vrai ; tout compte fait, les yeux de Chateaubriand savent mieux voir, et plus juste ; et il y a plus de vérité, même locale et particulière, dans le livre de Chateaubriand que dans les notes du valet.

Pourtant il reste précieux, ce bon Julien, et son manuscrit n'est point négligeable. Souvent les deux *Itinéraires* se contredisent, parce que l'histoire, quoi qu'on fasse, demeure une science conjecturale et qu'il est bon de prendre, par instans, des leçons de modestie ou de prudence. Au sortir de Jaffa, raconte Julien, nous sommes allés à Bethléem, puis à Jérusalem. Au sortir de Jaffa, raconte Chateaubriand, nous sommes allés à Jérusalem, puis à Bethléem. — Arrivés au port de Stampalie, dit Julien, « Monsieur n'a pas voulu descendre à terre ; nous ne sommes descendus que trois : le capitaine, un officier et moi. » « Nous mouillâmes sur la côte, dit Monsieur, je descendis à terre avec le capitaine. » — « Nous étions couverts d'armes, habillés à la française et très décidés à ne souffrir aucune insulte, » écrit encore Monsieur, en racontant leur retour du Jourdain. « Nous étions très mal vêtus, avoue Julien, car, avec nos robes d'Arabes par-dessus nos vêtemens français, nous aurions effrayé tous les honnêtes gens. » Qui des deux a dit vrai ? Il faut peut-être se résigner à ne le point savoir. Mais parfois le récit de Julien a toute chance d'être plus véridique. En quittant Pergame, raconte l'auteur de l'*Itinéraire*, « je fus saisi d'un accès de sommeil si violent qu'il me fut impossible de le vaincre et je tombai par-dessus la tête de mon cheval. J'aurais dû me rompre le cou ; j'en fus quitte pour une légère contusion. » Il

rappelle sa mésaventure dans les *Mémoires*, et il ajoute : « Julien raconte aussi l'accident, et il fait, à propos des routes et des chevaux, des remarques dont je certifie l'exactitude. » Là-dessus, il copie quelques lignes de l'*Itinéraire* de Julien. Le texte en est bien exact, mais il est déplacé; et c'est sur la route de Jéricho, en descendant vers la Mer Morte, que Chateaubriand a eu cet accès de sommeil un peu impertinent. Puisqu'il « certifie » lui-même « l'exactitude de Julien, » c'est Julien cette fois que nous croirons. S'endormir sur la route de Pergame, passe encore, mais sur la route de Jéricho, c'est d'un pèlerin que le respect et la piété tiennent insuffisamment en haleine ! L'épisode fut transposé par déférence pour les lieux saints.

Honnête Julien, tu n'as pas de ces pudeurs ! Tu dis les choses rondement, ingénument, sans penser qu'il faut sauvegarder l'honneur de la chevalerie française ! Et c'est sans malice aussi que tu donnes la date exacte de votre départ de Jérusalem : le 10 octobre. Monsieur dit le 13, parce qu'il juge peu décent de quitter la ville sainte après trois jours : il a peur de paraître un pèlerin trop désireux de partir; et puis il sait tant de choses sur Jérusalem qu'il faut bien lui laisser le temps de les voir. Mais ici, Julien, tu as encore raison, et c'est Monsieur lui-même qui le certifie. Tu places, comme lui, au 16 octobre votre embarquement pour Alexandrie; et, dans une autre partie de son *Itinéraire*, Monsieur a dit imprudemment : « Je passai *cinq* jours à Jaffa à mon retour de Jérusalem. » Il a bien passé cinq jours à Jaffa, et trois seulement à Jérusalem. Il ne sait même à quoi occuper dans son livre ces jours supplémentaires qu'il s'est octroyés rétrospectivement ; et c'est ce qui nous a valu cette promenade autour des remparts, un Tasse à la main, promenade fictive, où Sainte-Beuve, d'ordinaire mieux avisé, a cru pouvoir admirer « une belle critique de la *Jérusalem délivrée* faite en présence des lieux. »

Julien, qui a écrit son *Itinéraire* après celui de Monsieur, — Julien, l'historien sans fraude, sinon sans erreur, qui a rendu à la vérité ces ingénus témoignages, mais qui avait trop vif le respect des convenances pour contester ouvertement les dires de Monsieur, — est un contradicteur innocent et involontaire. Le docteur Avramiotti n'est point de cette race. Sa petite brochure (1)

(1) *Alcuni cenni critici nel viaggio in Grecia che compone la prima parte dell'*

est écrite sur un ton rageur et indigné qui amuse d'abord. On comprend un peu, du reste, son irritation. Il habitait Argos quand arriva Chateaubriand. L'aubaine était rare pour un archéologue de province. A ce visiteur illustre, qui ne pouvait manquer d'être un savant, il comptait bien présenter une à une toutes les pierres du pays, et faire admirer sa science en faisant admirer les lieux. Mais le grand homme passa chez lui en coup de vent, monta sur la hauteur, promena un regard sommaire sur la plaine et l'horizon, se déclara satisfait de ce coup d'œil, et laissa le docteur très déçu. La page qu'il lui consacra dans l'*Itinéraire* acheva de l'aigrir : elle était d'un dédain parfait et d'une inexactitude toute chateaubrianesque. Elle le représentait comme un Vénitien exilé en Grèce, toujours en mal de Venise, et commençait ainsi : « Je fus reçu à Argos par le médecin italien Avramiotti, que M. Pouqueville vit à Nauplie. » Avramiotti était né à Zante, il était Grec de sang et de religion, n'aimait que son pays, n'avait jamais été à Venise, n'avait jamais vu Pouqueville. A l'en croire, le reste de l'*Itinéraire* méritait pareille confiance. Pas à pas, sur cette terre de Grèce qu'il connaissait bien, il a poursuivi de sa vengeance érudite ce Français frivole qui avait fait fi de ses conseils. Sans pitié, il souligne ses bévues et ce qu'il appelle lourdement ses « mensonges; » il ne lui passe aucune négligence, aucune étourderie. Il entend même lui refuser la satisfaction d'avoir dépensé 50 000 francs pour son voyage; il vérifie les notes, réduit les pourboires, refait les additions et dénonce en ce faux grand seigneur un voyageur au rabais.

On doit reconnaître qu'il a presque toujours raison; mais il a raison sans bonne grâce et sans esprit. Il se moque à gorge déployée, lève les bras au ciel avec indignation et en arrive vite aux gros mots. Ce réquisitoire trépidant et grincheux finit par lasser. Il contient pourtant une scène admirable, d'un comique inconscient, mais qui n'en est que plus savoureux. Jamais René n'a été plus franc : il va nous dire sa méthode.

En arrivant dans Argos, il avait été droit chez Avramiotti, à qui il était recommandé. On avait causé, et longuement. Le médecin détaillait les richesses archéologiques de la région, les fouilles et les découvertes récentes, toutes les voluptés qui, sans

Itinerario da Parigi a Gerusalemme del signor F. A. de Chateaubriand. Padova, Bettoni, 1816.

doute, attendaient son hôte pour les jours suivans. Celui-ci, qui semblait écouter, ripostait par des vers de Virgile, d'Homère ou d'Horace, et par des versets de la Bible. A parler de ces choses, son imagination s'enflammait : il était heureux. Ce plaisir lui suffisait ; et il terminait la conversation en demandant ses chevaux pour le lendemain, dès l'aurore. Stupeur d'Avramiotti. « Ce serait un crime, s'écriait-il, d'être venu jusqu'à Argos et de ne point la visiter. » L'autre, bon garçon malgré ses airs cavaliers, se laisse faire : il prolongera d'un jour.

Le lendemain, il se rend au château et déclare n'avoir jamais admiré panorama plus vaste. Sur quoi, raconte Avramiotti, je lui réplique que les généraux seuls se contentent de regarder le terrain d'une hauteur pour disposer leur troupes, ou encore les peintres pour dessiner un paysage ; mais l'érudit recherche toutes les pierres, toutes les inscriptions, et confronte les textes avec ses remarques. Il me répond que la nature ne l'a point fait pour ces études serviles, qu'une hauteur lui suffisait pour réveiller dans sa mémoire les riantes images de la fable et de l'histoire. Et la réponse était juste, ajoute Avramiotti. En planant au-dessus de l'Olympe et du Pinde, il place à sa fantaisie les villes, les temples, les édifices... Je conseille ensuite à notre voyageur de se rendre au théâtre. — Je l'ai vu en arrivant. — Avez-vous remarqué ces sièges creusés dans le roc, son fondement de structure grecque, l'édifice de construction romaine ? — Je ne me suis pas détourné de mon chemin pour de pareilles minuties ; ce que j'ai vu de loin me suffit. — Mais, monsieur, vous ne ressemblez pas aux autres voyageurs ; ils ne ménagent ni fatigues, ni dangers, ni argent pour voir une ruine. Excusez-moi si j'ose vous dire que cette excursion vous était inutile ; elle ne vous procurera qu'une fièvre pour tout l'hiver. — De tout cela, poursuit Avramiotti, il était aisé de conclure qu'il voulait toucher matériellement les lieux fameux de l'antiquité, mais non point les connaître.

O poète, vous avez encore plus scandalisé qu'irrité le docte Avramiotti ; et vous sentirez durement sa rancune d'archéologue. Si, plus tard, vous avez lu son aigre pamphlet, vous avez dû sourire. C'est vrai, « vous n'êtes pas un voyageur comme les autres. » Vous demandez seulement à de nobles paysages de nourrir votre rêverie, d'accueillir vos réminiscences, et de leur offrir un cadre digne d'elles. Vous avez bien répondu à ce gratteur de pierres : « vous n'êtes pas fait pour ces études serviles. » Mais pourquoi allez-vous si tôt oublier le serment du château d'Argos ?

En quittant à regret, sur la frontière grecque, le voyageur qu'il avait poursuivi de sa critique tenace, Avramiotti souhaitait

qu'un « ami de la Vérité » le remplaçât pour la fin de l'*Itinéraire* et achevât sa rude besogne auprès de l'« imposteur. » Le vœu d'Avramiotti vient de se réaliser ; et ce Grec a trouvé cent ans plus tard, chez un Arménien, l'héritier de ses vengeances.

Ce n'est pas que le jeune et subtil Mékhitariste, qui s'est imposé comme compagnon à l'auteur de l'*Itinéraire*, lui ait montré un visage bien farouche. Après avoir découvert, dans une surprise presque indignée, les premiers « mensonges » de Chateaubriand, il a senti bien vite s'émousser en lui la volupté de l'indignation ; il a compris qu'il serait ridicule de faire le régent de collège avec un écolier de cette qualité, et il s'est contenté d'enregistrer sans fracas les résultats divertissans de son enquête. Aussi honnête que Julien, plus savant qu'Avramiotti, et mieux armé encore pour faire l'inquisiteur, s'il l'eût voulu, il a cédé sans peine à la contagion du maître ironiste qu'il accompagnait ; et, laissant là férule et bonnet doctoral, il a préféré tempérer ses remarques d'admiration et s'introduire amicalement dans l'intimité d'un grand artiste (1).

Il ne lui a pourtant épargné aucune des formalités et des minuties de la critique. Il a d'abord observé qu'avant de faire paraître son *Itinéraire* complet de 1811, Chateaubriand en avait publié des extraits anticipés à la suite de la 3e édition des *Martyrs ;* et, rien qu'à juxtaposer ces deux textes, qui auraient dû être identiques, il a bien compris que ce hardi voyageur n'était vraiment pas « comme les autres » et que les contradictions ne l'embarrassaient guère. Non seulement, dans cet espace d'un an, les paysages qu'il avait vus jadis avaient pris de nouvelles couleurs, mais le tragique des situations s'était renforcé, des actes d'héroïsme s'étaient insinués dans la trame du récit, les noms de lieux avaient changé comme au petit bonheur, les jours s'étaient raccourcis ou allongés selon une fantaisie dont la loi échappait. En 1810, sa dernière étape avant Argos s'appelait Saint-Pierre ; en 1811, elle s'appelle Saint-Paul ; sur quoi, Avramiotti pousse les hauts cris, déclare qu'il n'y a jamais eu de Saint-Paul en Grèce, et que Chateaubriand l'a créé de toutes pièces. S'il avait lu le premier texte, toute son indi-

(1) P. Garabed Der-Sahaghian, *Chateaubriand en Orient.* Ce travail, qui a été fait sous ma direction et qui fut d'abord une thèse de doctorat présentée à l'Université de Fribourg, vient de paraître à Venise (Saint-Lazare), Imprimerie arménienne, in-8. En dépôt à Paris, à la librairie Champion.

gnation tombait, car il y a bien un Saint-Pierre sur la route d'Argos. En 1810, au sortir d'Athènes, le voyageur est retenu huit jours par la fièvre à Keratia; en 1811, la fièvre le quitte au bout de trois jours ; mais, cette fois, la correction est moins innocente : ces cinq jours lui étaient nécessaires ; il faut qu'il les répartisse entre Athènes, Mégare et Corinthe, car son épopée attique, si touffue, si riche de souvenirs, de connaissances et d'excursions, se sentait un peu à l'étroit dans les quelques jours où il aurait fallu l'enfermer sans ce petit supplément providentiel.

Cette première expérience est salutaire : elle atténue les étonnemens que réserve une critique serrée de l'*Itinéraire*. Mais, pour se la permettre, il faut un grand courage, car il faut refaire le voyage de Chateaubriand avec lui, non seulement sur la carte, mais dans les livres, et ce voyage-là est moins malaisé, mais plus long. L'ami des Natchez, qui a une horreur instinctive de sauvage « pour ces nids à rats qu'on appelle bibliothèques, » et un mépris de gentilhomme breton pour tous les érudits, a eu cependant, de loin en loin, quelques fougueuses velléités d'érudition, qui ressemblent à des poussées de fièvre : s'il donne alors ses preuves, il les entasse par monceaux ; mais bientôt la fièvre tombe : au bout de quelques pages, le vrai Chateaubriand reparaît, qui repousse du pied textes et monumens, et remonte dans ses nuages. Le *Génie* et l'*Essai sur les révolutions* avaient déjà témoigné de cette érudition intermittente. L'*Itinéraire* nous offre, lui aussi, des exemples bien étranges de ce dédoublement de personnalité. La première impression du lecteur, en parcourant l'*Itinéraire*, est celle de Chateaubriand lui-même, quand il aperçut le Carmel : « On se sent rempli de crainte et de respect; » respect pour tant de science, crainte de s'attaquer à un chevalier si bardé de références ; car elles pullulent sous sa plume : grands et petits auteurs, scoliastes et grammairiens anciens, voyageurs byzantins et moyenâgeux, archéologues contemporains, érudits de tout poil et de toute langue, il semble qu'il ait tout lu. « Je puis assurer, écrit-il négligemment et en manière de parenthèse, que quiconque a eu, comme moi, la patience de lire à peu près deux cents relations modernes de la Terre-Sainte, les compilations rabbiniques et les passages des Anciens sur la Judée, ne connaît rien du tout encore. » Un tel homme, qui a tant lu, et qui avoue l'insuffisance de ses lectures,

est un homme redoutable, quand on songe surtout que chacun de ces textes, à ce qu'il dit, est passé sous son contrôle, et qu'il a voulu partout atteindre le vrai. Que de fois, avant de commencer un récit ou après avoir brossé un tableau, il fait une pause, et dit solennellement : « Je réponds de sa vérité ! »

Ces déclarations de principes abondent dans l'*Itinéraire*. « J'ai, assure-t-il, un maudit amour de la vérité et une crainte de dire ce qui n'est pas, qui l'emportent sur toute autre considération; » et ailleurs : « Je déteste les descriptions qui manquent de vérité; et, quand un ruisseau est sans eau, je veux qu'on me le dise. On verra que je n'ai point embelli les rives du Jourdain, ni transformé cette rivière en un grand fleuve. J'étais là cependant bien à mon aise pour mentir; » et ailleurs encore, — dans une note qui serait un peu scélérate, si elle n'était d'abord amusante, — après nous avoir informé qu'il renonçait à publier le résultat de ses recherches sur la Judée, parce que les *Mémoires* de l'abbé Guénée rendaient son travail inutile : « J'aurais pu, dit-il, piller les *Mémoires* de l'abbé Guénée, sans en rien dire, à l'exemple de tant d'auteurs, qui se donnent l'air d'avoir puisé dans les sources, quand ils n'ont fait que dépouiller des savans dont ils taisent le nom. Ces fraudes sont très faciles aujourd'hui, car, dans ce siècle de lumières, l'ignorance est grande. » De pareilles professions de foi décourageraient les indiscrets et téméraires enquêteurs, si déjà, dans ce besoin d'assurer sans cesse qu'il n'a point menti et qu'il n'a point volé, alors qu'il aurait pu le faire, nous ne trouvions comme un arrière-goût inquiétant. Mais, lorsqu'on a constaté qu'au moment même où il déclarait si honnêtement : « j'aurais pu piller les *Mémoires* de l'abbé Guénée sans en rien dire, » il venait précisément de « les piller sans en rien dire, » et de lui emprunter, sans le citer, toute son histoire de Jérusalem sous la domination musulmane, — alors on se sent réconforté, et l'on porte une main plus hardie sur cette forteresse scientifique.

Sans donc se laisser intimider par les protestations de l'auteur, ni décourager par son érudition, le P. Garabed Der-Sahaghian a eu le grand courage, qui a trouvé sa récompense et son plaisir, d'examiner tous les livres cités par Chateaubriand; et, très vite, il s'est rendu compte que cette majestueuse montagne de documens se réduisait à un monticule assez modeste. Il fallait regarder homme par homme toute l'impo-

sante troupe dont il se fait escorter pour reconnaître les vrais compagnons; car voici comment s'y prend ce pèlerin trop roué pour dépister les curieux : il ne cite point les auteurs qu'il exploite, ou ne les cite que pour les contredire et prendre en face d'eux une attitude émancipée, ou encore il les noie dans de longues listes de voyageurs et d'érudits, dont il a trouvé précisément les noms chez ceux-là mêmes qu'il dissimule avec des ruses de Siminole. Des centaines d'auteurs dont il nous a éblouis dans l'*Itinéraire*, il en reste, tout compte fait, une vingtaine, qui n'ont guère quitté sa table, tandis qu'il refaisait son voyage dans son cabinet, et qu'il a mis en coupe réglée seigneurialement. De ces livres, quelques-uns gardent encore un lambeau de réputation, quand ils s'appellent *le Jeune Anacharsis* de l'abbé Barthélemy, ou le *Voyage pittoresque en Grèce* de Choiseul-Gouffier, ou la *Syrie* de Volney. Mais les autres sont des livres sans gloire, pleins de faits, d'observations minutieuses, œuvres honnêtes de quelque voyageur anglais ou allemand, de quelque franciscain ou chanoine archéologue. Qu'ils se nomment Dapper, Doubdan, Chandler, Roger, Pouqueville, Bushing ou Shaw, ils avaient déjà peu de lecteurs au début du XIXe siècle, ils en ont moins encore aujourd'hui ; et ce serait Chateaubriand qui bénéficierait de leur obscurité, si la critique impitoyable ne lui imposait pas des restitutions.

Reconnaissons, d'ailleurs, qu'il met sa marque sur ce qu'il prend. Certaines pages, un peu ternes, de l'*Itinéraire* reprennent une valeur et un attrait, si l'on compare leurs grâces rapides aux masses compactes d'où elles ont pris leur élan. Plusieurs phrases impotentes sont condensées en une phrase alerte, ou majestueuse sans lourdeur ; les petits faits se groupent autour d'un centre, les images se répondent, l'eurythmie pénètre les détails, une épithète fade est supprimée, une épithète ajoutée dessine un contour; quelques mots précis, des chiffres ou des mesures, parlent à l'imagination et enlèvent du vague à une perspective. Parfois un auteur pâteux a une trouvaille imprévue ; elle était comme noyée dans son texte. Le maître la prend, la retouche et lui donne la célébrité. On se rappelle sa description du Jourdain : « Au milieu de la vallée, passe un fleuve décoloré; il se *traîne à regret* vers le lac qui l'engloutit. » Qui croirait que la formule était déjà dans le chanoine Doubdan? « Ce que j'ai trouvé digne d'admiration, dit-il, c'est de voir que ses eaux

entrent *comme à regret* dans la Mer Morte comme en un sépulcre infâme et un cloaque de putréfaction. » L'image expressive a été conservée; deux mots pittoresques l'ont fait valoir; et sur la phrase allégée a pu se poser la rêverie du lecteur.

Chateaubriand a une formule heureuse pour caractériser cette méthode. Rappelant d'un mot tout ce qui avait été écrit sur Jéricho avant lui, il ajoute qu'il juge « inutile de le répéter, à moins de faire, comme tant d'autres, un voyage avec des *Voyages*. » C'est pourtant là ce qu'a fait très souvent l'auteur de l'*Itinéraire;* il a grossi ses souvenirs un peu trop clairsemés avec ceux des autres; et, après avoir fait son premier « itinéraire » sur les lieux, il a refait le second, le plus productif pour son éditeur, à travers les livres des autres. Que de fois, chez lui, *j'ai vu* signifie *j'ai lu*, quand encore il a lu exactement et qu'il n'a pas copié *Paul* pour *Pierre*, *Sosistrate* pour *Sosipatre*, *longueur* pour *largeur*, etc.

Cette méthode est peut-être discutable, mais elle a ses avantages. Elle permet de faire des découvertes à moindres frais : de découvrir les ruines de Sparte dans les *Ruines* de Le Roy et l'emplacement du port de Carthage dans le livre du P. Caroni. Elle permet au voyageur, qui n'a pu visiter Troie, de distinguer très nettement, du haut de son navire, les tombeaux d'Achille et de Patrocle sur le rivage troyen; à celui qui n'a pu rester à Rhodes que le temps de dîner chez le consul, de décrire la ville en archéologue très documenté; au pèlerin hâtif, qui a passé trois jours seulement à Jérusalem, d'écrire avec satisfaction : « J'avais tout vu à Jérusalem, je connaissais l'intérieur et l'extérieur de cette ville, et même beaucoup mieux que je ne connais le dehors et dedans de Paris. » Je le crois volontiers. Combien de fois, depuis le 10 octobre 1806, avait-il parcouru la Via dolorosa sur ses plans et dans ses livres (1)!

(1) Je laisse ici de côté un problème que je n'ai pas encore résolu, et qu'il serait pourtant capital de résoudre. Le 30 septembre 1806, Fauvel, notre consul, qui avait si cordialement accueilli à Athènes « l'aimable et illustre voyageur, » écrivait à M. de Choiseul : « M. de Chateaubriand est arrivé ici le 19 août par mer, venant d'Épidaure où il s'est embarqué après avoir traversé la Morée... Nous n'avons pas eu le temps d'aller à Marathon ni à Éleusis. » (Lettre publiée par M. Louis Hogu, dans la *Revue d'Histoire littéraire de la France*, septembre 1912). Fauvel est un homme précis; sa lettre, qui est écrite moins de six semaines après le passage de Chateaubriand, est toute pleine de dates et de petits faits, qui paraissent bien exacts. S'il dit vrai, Chateaubriand aurait vu Corinthe, Éleusis et Mégare comme il a vu le Meschacébé, c'est-à-dire à travers des livres. Je le

Cette méthode ne va pas, du reste, sans quelque risque, quand les livres sont lus trop vite et un peu légèrement. En s'avançant d'Éleusis vers Athènes, Chateaubriand se fait renseigner par Chandler; mais il oublie que Chandler fait la promenade en sens inverse; il en est quitte pour admirer sur sa gauche ce qui est à sa droite. En lisant le *Voyage* de Barthélemy, il oublie que le bon abbé fait voyager son disciple « au IVe siècle avant l'ère vulgaire, » et bravement, à la suite d'Anacharsis, il gravit un « escalier taillé dans le roc, » qui était déjà détruit au temps de Pausanias, dix-sept siècles avant l'auteur de l'*Itinéraire*. Cette mésaventure lui arrive quelquefois, et il a la bonne fortune, ou l'infélicité, comme on voudra, de s'asseoir sur bien des ruines dont on chercherait vainement la trace après lui; mais ceux qui feront les sceptiques sur son *Itinéraire* montreront seulement qu'ils connaissent bien mal la triste situation de la Grèce : « Les destructions s'y multiplient avec une telle rapidité que souvent un voyageur n'aperçoit pas le moindre vestige des monumens qu'un autre voyageur a admirés quelques mois avant lui. »

Ce seront surtout les successeurs de Chateaubriand qui auront à faire cette remarque. Pour lui, plus chanceux, il a pu contempler de près, examiner en détail tous ceux dont ses guides, ancien ou récens, lui ont fourni plus tard la description. Il n'a pour cela aucun effort à faire, ni, quoi qu'il assure, aucun scrupule de sincérité à combattre : son imagination suffit à tout. On n'a pas oublié ces Albanais un peu trop bruyans qui encombrent son bateau de Rosette au Caire. « Nos Albanais, moitié musulmans, moitié chrétiens, criaient *Mahomet* et *Vierge Marie*, tiraient un chapelet de leur poche, prononçaient en français des mots obscènes, avalaient de grandes cruches de vin, lâchaient des coups de fusil en l'air et marchaient sur le ventre des chrétiens et des musulmans. » Tout ce croquis est excellent; mais je soupçonne fort ce « chapelet » d'avoir été simplement le joujou inoffensif dont tant d'Orientaux occupent leurs mains; et je me demande si nous ne devons pas cette spirituelle pochade à la méprise d'une imagination trop pressée. C'est, du moins, cette imagination qui lui montrera dans le Ryndacos le

croirais sans peine, si une page d'Avramiotti (ô ironie des choses!) ne semblait très certainement attester la présence de Chateaubriand à Éleusis. Je soumets cette difficulté aux historiens de René.

Granique d'Alexandre, pour lui permettre d'enrichir sa collection des fleuves célèbres et de boire une fois de plus dans des eaux qui avaient roulé de la gloire. C'est elle qui, en fée bienveillante, transforme sur son passage le moindre soldat turc en pacha, le plus humble papas en patriarche. C'est ainsi qu'en Morée, où il n'y a pas de patriarche, il a été reçu par le patriarche de Morée; c'est ainsi qu'à Jérusalem il a été reçu par le patriarche arménien. « Celui-ci, dit-il, s'appelait Arsenios, de la ville de Césarée en Cappadoce, il était métropolitain de Scythopoli et procureur patriarcal de Jérusalem; il m'écrivit son nom et ses titres en caractères syriaques sur un petit billet que j'ai encore. » Il n'y a jamais eu à Jérusalem de patriarche arménien qui s'appelât Arsenios. Quand Chateaubriand vint en Terre-Sainte, le patriarche arménien était Théodore III, et le vicaire du patriarche s'appelait Jacques. Il n'y a jamais eu de ville arménienne qui s'appelât Scythopoli, et chacun sait que les Arméniens n'écrivent pas en syriaque. Au demeurant, il méritait d'être patriarche, cet aimable Arménien qui reçut si galamment le chevalier français :

Le patriarche, qui ressemblait à un riche Turc, était enveloppé dans des robes de soie, et assis sur des coussins. Je bus d'excellent café de moka; on m'apporta des confitures, de l'eau fraîche, des serviettes blanches; on brûla du bois d'aloès, et je fus parfumé d'essence de roses au point d'en être incommodé.

Ce modeste employé du patriarcat a, sans le savoir, traité, comme il convenait, une des grandes gloires d'ici-bas; et, avec son essence de rose et sa fumée d'aloès, il a placé cette idole dans son cadre. Rien pourtant ne vaut peut-être, comme transposition amusante de la réalité, la soirée passée à Misitra « chez un des principaux Turcs de l'endroit, appelé Ibrahim-bey : »

Nous mîmes pied à terre dans sa cour, et ses esclaves m'introduisirent dans la salle des étrangers; elle était remplie de musulmans, qui tous étaient, comme moi, des voyageurs ou des hôtes d'Ibrahim. Je pris ma place sur le divan au milieu d'eux... Notre hôte arriva; on lui avait porté la lettre de M. Vial. Ibrahim, âgé d'environ soixante ans, avait la physionomie douce et ouverte. Il vint à moi, me prit affectueusement la main, me bénit.

La conversation s'engage; d'abord très simple, elle s'élève

aux choses célestes : « La religion est une espèce de langue universelle entendue par tous les hommes. » Cependant on mange dans le va-et-vient de la salle, et bientôt chacun s'endort. La nuit passée, un à un les hôtes d'Ibrahim, après avoir fait une toilette sommaire, quittent la place « en traînant majestueusement leurs babouches. » De nouveaux les « esclaves » d'Ibrahim apportent au Français le ragoût du matin, lui versent de l'eau sur les mains, lui présentent une serviette.

Cette salle d'étrangers où je prenais mon repas offrait une scène assez touchante, et qui rappelait les anciennes mœurs de l'Orient. Tous les hôtes d'Ibrahim n'étaient pas riches, il s'en fallait beaucoup ; plusieurs même étaient de véritables mendians : pourtant ils étaient assis sur le même divan avec les Turcs qui avaient un grand train de chevaux et d'esclaves... Ibrahim saluait également ses hôtes, parlait à chacun, faisait donner à manger à tous. Il y avait des esclaves en haillons à qui des esclaves portaient respectueusement le café. On reconnaît là les principes charitables du Coran... On m'a dit qu'en Asie, il y a encore des familles turques qui ont les mœurs, la simplicité et la candeur des premiers âges; je le crois, car Ibrahim est certainement un des hommes les plus vénérables que j'aie jamais rencontrés.

En lisant cette description complaisante, d'une candeur toute patriarcale, l'homme sans imagination qu'est Avramiotti s'indigne et demeure stupide : « Il n'y a, dit-il, à Misitra aucun Turc de distinction qui s'appelle Ibrahim, à moins qu'on ne veuille parler du tenancier abject et misérable d'un khan. » Et c'est bien cela, en effet : cette maison des anciens âges, où l'on retrouve la fraternité primitive, n'est qu'un khan sur la route; et le « vénérable » Ibrahim, ce patriarche, qui aurait mérité de causer avec Abraham et Jacob, n'est qu'une manière d'aubergiste, dont c'est le métier de faire bon visage à tous les voyageurs. Quiconque, en pays turc, aura passé, ne fût-ce qu'une heure, dans un khan, ne lira point sans sourire les nobles pages de l'*Itinéraire*.

Mais cet homme admirable n'a pas besoin que la réalité lui donne une première suggestion pour la dépasser : quelques mots dans un livre décident de ce qu'il a fait, vu et entendu. Parce que Bushing lui a appris qu'on « avait ramassé des poissons morts sur le rivage de la Mer Morte, » il croit y entendre, « à minuit, des légions de petits poissons qui viennent sauter au rivage. » Ce même Bushing assure « qu'en mettant dans sa bouche l'eau du lac Asphaltite, on la trouve astringente comme

une forte solution d'alun. » Chateaubriand, lui aussi, « la porte à sa bouche, » et « elle produit sur ses lèvres l'effet d'une forte solution d'alun. » Dapper signale un courant sur les côtes de Rhodes : ce courant ne manquera pas d'entraîner le vaisseau des pèlerins. Chandler, qui est monté souvent sur l'Acropole, « a observé que les corneilles voltigeaient autour du rocher, sans jamais s'élever jusqu'au haut du sommet. » Quand Chateaubriand, « du haut de l'Acropolis, verra le soleil se lever, » les corneilles de Chandler « qui nichent autour de la citadelle, mais ne franchissent jamais son sommet, » sortiront pour lui du rocher, et les premiers rayons d'un jour complaisant viendront « glacer de rose leurs ailes noires et lustrées. » A Mégare, où il n'est peut-être pas allé, la fièvre le prend en souvenir de Virgile, il retrouve sur le rivage les lavandières de Chandler, qui battaient leur linge depuis quarante ans ; et, comme il a de la chance, « l'Albanais qui le reçoit le régale avant son départ d'une de ces poules sans croupion et sans queue » auxquelles Chandler avait consacré une note érudite. Pourquoi non ? Un jour qu'il se demandait « où il pourrait courir afin d'attirer l'attention du public, » n'a-t-il pas rêvé qu'il remontait le Gange ? « Là, disait-il, je verrais la longue ligne noire et droite des bois qui défendent l'accès de l'Himalaya ; lorsque, parvenu au col qui attache les deux principaux sommets du mont Ganghour, je découvrirais l'amphithéâtre incommensurable des neiges éternelles ; lorsque je demanderais à mes guides... le nom des autres montagnes de l'Est, ils me répondraient qu'elles bordent l'empire chinois. » Ne croirait-on pas qu'il les a vues ? On entend presque la réponse des guides. Que de temples et de rivages il a « vus » ainsi, avec ses yeux intérieurs, en Palestine et en Grèce !

Après cela, irons-nous crier au « Tartarin ? » Quelle incompréhension et quelle faute de goût ! Même en l'allégeant çà et là de drames sans terreur et de naufrages sans risque, il reste, dans cet « itinéraire, » quelques rudes tempêtes, où il fallait être Breton pour se sentir à l'aise, quelques belles chevauchées ardentes et suffisamment périlleuses pour être honorables. Le vicomte de Chateaubriand ne voyage certes pas comme un petit bourgeois d'aujourd'hui, qui, son Baedeker en main, consacre à chaque chose sur sa route un temps strictement proportionné à son importance et fait une halte décente devant les chefs-

d'œuvre honorés des deux astérisques. Il va à travers le monde à la cavalière, par bonds fiévreux qui restent incompréhensibles pour nous. L'homme qui demeurera six semaines à Tunis se contente de trois jours à Jérusalem et d'autant pour Athènes. Il a des lassitudes et des somnolences énigmatiques, puis de brusques élans, qui semblent ne devoir jamais s'épuiser. Il traverse les pays à bride abattue, arrive en pleine nuit à l'étape, en repart avant l'aurore, et tandis que ses gens, fourbus et mal contens, ronflent, il griffonne des notes, arpente le sol ou regarde le ciel. Un voyage comme celui-là se poursuit en partie double. Il y a ce que l'on pourrait appeler le voyage extérieur, qui nous étonne, nous scandalise et nous ahurit; et il y a le voyage intérieur, où l'autre achève de s'élaborer, quand il ne s'y renouvelle pas entièrement, et dont le secret nous échappe. Ce n'est point l' « itinéraire » méthodique et lent de la « tortue. » Cette « tortue » a des ailes, et souvent le vol de l'aigle.

III

Il l'a senti parfois; et il a eu le courage, ou, si l'on veut, la bonne grâce de le dire. On le sent alors dans son rôle, et rien ne s'oppose plus à sa séduction. Il a compris que son génie n'était point d'être un archéologue ambulant, mais François-René de Chateaubriand, qui regarde en amateur hommes et choses, et qui ne cherche pas tant à les voir comme ils sont qu'à les voir pour se divertir. De place en place, quand il a copié bien sagement ses guides, il s'étonne lui-même de se trouver dans ces broussailles de pédans; alors il s'ébroue, et, d'un mot, il se laisse voir dans toute sa vérité. On lui parle de la petite ville de Calamathe, qui se trouve sur la route de Sparte : « Calamathe, dit-il, que l'on prendra, *si l'on veut*, pour Calathion (il oublie même que le Calathion est une montagne), Cardamyles ou Thalamis. » Le voici sur les ruines de Sparte, son Pausanias en main, mais ce Pausanias ne rend que plus plaisante sa fantaisie : « J'ai compté, dit-il, dans ce vaste espace sept ruines debout et hors de terre, mais tout à fait informes et dégradées. Comme je pouvais choisir, j'ai donné à l'un de ces débris le nom du temple d'Hélène, à l'autre celui du tombeau d'Alcman, j'ai cru voir les monumens d'Égée et de Cadmus, je me suis déterminé ainsi pour la fable. » A la bonne

heure. Un peu plus plus loin, il lit ou croit lire « sur une espèce de socle » quelques lettres à demi effacées : λασμ. Faut-il rétablir γέλασμα? se demande-t-il avec le plus grand sérieux. Il plairait à son ironie de retrouver « l'autel du Rire subsistant seul au milieu de Sparte ensevelie. » Cette conjecture épigraphique m'enchante : elle ne nous montre pas seulement l'autel du Rire sur les ruines de Sparte, elle nous fait entendre le rire même de Chateaubriand sur sa pacotille archéologique.

Moins ironiquement, et avec une très juste intelligence de sa valeur, il avait dit dans la première préface de l'*Itinéraire :* « j'allais chercher des images, voilà tout ; » et dans une note de la troisième édition, il dira, en une formule plus précise encore et plus nuancée :

Au reste, je ne sais pourquoi je m'attache si sérieusement à me justifier sur quelques points d'érudition ; il est très bon, sans doute, que je ne me sois pas trompé ; mais, quand cela me serait arrivé, on n'aurait encore rien à me dire : j'ai déclaré que je n'avais aucune prétention ni comme savant, ni même comme voyageur. Mon *Itinéraire* est la course rapide d'un homme qui va voir le ciel, la terre et l'eau, et qui revient à ses foyers avec quelques images nouvelles dans la tête et quelques sentimens de plus dans son cœur.

Il est impossible de mieux dire. Quel dommage que l'*Itinéraire*, tel que nous le lisons aujourd'hui, ne soit plus simplement le rapide récit de cette « course rapide. » Il l'a été d'abord, nous le savons ; il l'était encore en 1810 ; le besoin d'argent et les exigences du libraire ont obligé cet amateur à s'empâter d'érudition. Mais, pour qui sait lire, et surtout ne pas lire, il est facile de secouer tout ce bric-à-brac archéologique, et de retrouver en dessous, avec le simple journal du voyageur, les larges tableaux du peintre.

Il s'était proposé, nous dit-il, de « donner à la peinture des lieux célèbres les couleurs locales. » C'est la première fois, si je ne me trompe, que cette expression de *couleur locale* apparaissait sous une plume française ; et il était difficile d'illustrer un mot, qui devait faire fortune, par des exemples plus révélateurs. Non que Chateaubriand ait épuisé dès l'abord le contenu esthétique de ce mot-programme. Si parfois il a eu recours à la langue du peintre pour rendre « les tons chauds » de l'Orient, s'il a senti plus qu'aucun autre l'admirable splendeur dont la lumière enveloppe tout ce qu'elle dore, il n'a pas voulu occuper

ses yeux à des notations minutieuses de couleurs et de nuances. Un Bernardin de Saint-Pierre eût été, sur les rives du Bosphore ou dans la plaine du Jourdain, un observateur plus attentif. Ne lui demandons pas non plus l'art ni la curiosité d'un Loti : le chatoiement des étoffes, le pittoresque imprévu des costumes, les étalages des bazars, le grouillement bariolé des rues étroites, toute cette fête des couleurs est sans charme pour lui. Lamartine lui-même s'y montrera plus sensible; le poète élyséen des *Méditations* découvrira sur la route de Jérusalem un « paradis des yeux » où il se grisera; et « les ravissantes femmes d'Orient » ne quitteront plus sa mémoire. Mais il ne semble pas qu'à Constantinople ou au Caire, l'amoureux de la belle Nathalie se soit même demandé s'il pouvait y avoir un visage derrière le tcharchaff d'une « désenchantée. » Quand il lui faudra parler de Tunis, où cependant il a vécu six semaines, il n'a qu'un désir : « s'en débarrasser » au plus vite. C'est qu'il a besoin de sentir de l'esprit, j'allais dire de l'intelligence, dans les choses pour pouvoir s'y intéresser.

Qu'on revienne aux tableaux les plus célèbres de son livre, on n'y trouvera point de savantes juxtapositions de couleurs, mais de grandes visions d'ensemble, où vient s'exprimer l'âme collective d'un paysage, et qui n'ont parfois d'autre pittoresque que celui des beaux noms sonores sur qui la gloire s'est posée. Si l'on veut goûter non seulement la beauté, mais la justesse, de ces pages, il convient de les relire, non pas sur les lieux mêmes, — trop de menus accidens sollicitent alors et dispersent le regard, — mais après avoir vu les choses, quand les détails ont glissé du souvenir et dégagé la pensée dominatrice. A ceux qui ont vu, « du haut de l'Acropolis, le Soleil se lever entre les deux cimes du mont Hymette, » ou, à un tournant de la route d'Éleusis, apparaître la sainte « citadelle » couronnée de son Parthénon, ou, du pont d'un navire, émerger les premiers minarets de Constantinople, ou qui ont dévalé solitaires dans quelque triste ruelle de Jérusalem, je conseille de reprendre l'*Itinéraire* ; ils en sentiront la vérité, et surtout la vérité intellectuelle (1).

Ne disons pas avec Sainte-Beuve que ce sont là des « esquisses. » Ce sont, au contraire, des tableaux très poussés,

(1) Ce caractère « intellectuel » des paysages de Chateaubriand a été très justement noté par M. Louis Bertrand et M. Victor Giraud.

plus poussés même que certains « chromos » des *Martyrs*, si l'on ose parler avec quelque irrespect. Ce ne sont pas des « choses vues, » comme dira Hugo, mais des « choses pensées » après avoir été « vues. » Ce sont des tableaux concentrés, à force d'avoir été médités, où il ne reste plus les couleurs des choses, mais seulement les couleurs que prend l'esprit au contact des choses. « Quand on voyage dans la Judée, d'abord un grand ennui saisit le cœur ; mais, lorsque, passant de solitude en solitude, l'espace s'étend sans bornes devant vous, peu à peu l'ennui se dissipe, on éprouve une terreur secrète, qui, loin d'abaisser l'âme, donne du courage et élève le génie. » C'est ici le dernier mot de l'artiste dans l'*Itinéraire*. Il trouvera toujours assez de beauté dans un paysage qui saura exalter son génie. Pour retenir son regard, il lui faut des terres déjà lourdes de gloire, qui lui permettent de fraterniser, par la méditation et par l'admiration, avec tout ce qui s'est fait de grand chez les hommes. « Quelle est donc, se demande-t-il, la magie de la gloire ! Un voyageur va traverser un fleuve qui n'a rien de remarquable. On lui dit que ce fleuve se nomme *Sousonghirli ;* il passe et continue sa route ; mais, si quelqu'un lui crie : C'est le Granique ! il recule, ouvre des yeux étonnés, demeure les regards attachés sur le cours de l'eau, comme si cette eau avait un pouvoir magique. » Que lui font les rues bigarrées de Tunis, où, depuis des siècles, grouille une multitude de barbares sans beauté et sans passé ? Carthage seule l'attire et la gloire d'Annibal. Une des plus fortes émotions de son voyage fut de contempler les Pyramides, et, devant cette masse paradoxale, qui s'impose despotiquement à la pensée comme aux yeux, de sentir le défi de la gloire :

> Pour moi, dit-il, loin de regarder comme un insensé le roi qui fit bâtir la Grande Pyramide, je le tiens, au contraire, pour un monarque d'un esprit magnanime. L'idée de vaincre le temps par un tombeau, de forcer les générations, les mœurs, les lois, les âges à se briser au pied d'un cercueil, ne saurait être sortie d'une âme vulgaire. Si c'est là de l'orgueil, c'est du moins, un grand orgueil. Une vanité, comme celle de la Grande Pyramide, qui dure depuis trois ou quatre mille ans, pourrait bien, à la longue, se faire compter pour quelque chose.

Mais, à méditer aux pieds des Pyramides et sur les grandes ruines du passé, il lui semble qu'il participe à toute la gloire qui flotte encore sur elles, et qui reste, en quelque sorte, disponible

pour ceux qui savent les comprendre et les écouter. Quand il reconnaît qu'il est en quête « de gloire pour se faire aimer, » c'est, sans nul doute, à cette grande gloire qu'il songe, beaucoup plus qu'à la gloire un peu frivole d'avoir causé avec des pachas imaginaires ou d'avoir malmené en rêve quelque Turc pris de vin. A force de penser de nobles choses sur de nobles ruines, il voulait que désormais sa méditation fût inséparable d'elles, et qu'un grand souvenir, le sien, s'attachât désormais à tous ceux qu'elles supportaient déjà. Le P. Garabed a un mot spirituel et précis pour définir cette âme latente de l'*Itinéraire:* « En allant chercher des images en Orient, il a voulu surtout y laisser, pour toujours, la sienne. » Il l'y a laissée. Après tout, se disait-il sur les ruines de Sparte, « ne dédaignons pas trop la gloire ; rien n'est plus beau qu'elle, si ce n'est la vertu. » Le galant chevalier de l'Alhambra avait provisoirement renoncé à la « vertu ; » et, en terminant son « itinéraire, » c'est sur une pensée de gloire qu'il s'arrêtait : « J'ai assez écrit, si mon nom doit vivre, beaucoup trop s'il doit mourir. » Il pouvait se rassurer. Lui aussi, il avait élevé sa « pyramide. »

Par bonheur, ce « glorieux, » qui est un homme d'esprit, ne nous ramène que discrètement au pied de cette « pyramide ; » sûr de son immortalité, le dieu s'amuse parmi les hommes. Là est une des grâces de l'*Itinéraire*, de montrer le génie bon enfant et, malgré tout, un peu sceptique. Ce dévot de la gloire ne ferme pas les yeux sur ses à-côtés plus humbles ou sur ses revers plaisans. Quand il sort de la solitude de son rêve, — solitude relative et peuplée, — il retrouve sans déplaisir ses compagnons qui n'ont point quitté terre. Le contraste entre ses pensées et les leurs, loin de l'irriter, l'amuse presque toujours: il leur sait bon gré de détendre sa méditation et d'y glisser un peu d'involontaire ironie. Cet héritier des Chateaubriand ne traîne derrière lui que des Croisés sans panache, un Joseph, un Julien, un Jean, un Michel, un Ali, écuyers trop modernes, qui suivent avec une ardeur intermittente ce cavalier endiablé, et qui ne s'attendrissent que devant la marmite. Le maître, qui chevauche aux côtés de la gloire, se retourne parfois pour les regarder ; et, à les voir si différens de lui, il a un bon rire indulgent. Il les a remerciés à sa façon en faisant leur croquis à une halte du chemin. Il s'en excuse presque, comme d'un manque de tact artistique ; mais c'est une excuse de pure forme. Ces

portraits ne sont pas, quoi qu'il dise, des « caricatures : » ce sont de très spirituels crayons, qui enlèvent à cette chevauchée ce qu'elle pourrait avoir d'un peu prétentieusement épique. Désormais nous ne pouvons plus nous représenter un René solitaire: derrière lui, nous voyons trottiner Julien l'impassible, jamais étonné ni pressé, Joseph le Milanais, « petit homme blond à gros ventre et à teint fleuri, » Jean le Grec, mystérieux et bon apôtre, qui, d'un air triste, mais d'une main rapide, engloutissait volaille et jambons, en ayant l'air de rêver aux étoiles.

Il n'y a pas qu'eux à faire les Sancho Pança autour de ce grand idéaliste. Comme partout, don Quichotte est seul de son espèce. Sur ces terres privilégiées de la gloire, on dirait que le passé n'est même plus un souvenir. La vie contemporaine, déjà si misérable et si ridicule, le devient davantage quand on la rattache involontairement aux « belles et orageuses vies » qui ont été vécues sur ce même sol maintenant profané. Dans les montagnes de Laconie, « un sale gîte, » plein d'ordures, rappelle qu'à peu près dans les mêmes lieux, le roi Ménélas avait son palais et donnait des festins ; on entend de ridicules commérages dans « la maison de Socrate » et les « jardins de Phocion ; » dans l'île de Simonide, les demoiselles Pengali s'égosillent à chanter : « Ah ! vous dirai-je, maman, » et le vicomte de Chateaubriand est obligé de s'ébaudir à une noce de village. Mais le don Quichotte français ne se courrouce pas contre les rustres et les malitornes qui veulent le tirer de son enchantement. Volontiers il met pied à terre pour causer avec eux.

***

C'est ce qui charma les lecteurs de 1811. Après avoir admiré un René un peu distant, toujours drapé dans sa mélancolie et dans des images magnifiques, ils eurent une surprise et une illusion délicieuses : ils crurent que le grand homme les appelait à son amitié, et ils se sentirent émus. « Il y a quatre ans, lui écrivait en 1829 la marquise de Vichet, que la lecture de l'*Itinéraire* me ramena toute à vous. En vous lisant, on éprouve une admiration passionnée, qui détourne de tout ; et l'âme s'abreuve d'une tendresse vague qui ne trouve rien digne d'elle et ne sait où s'attacher. » Marie était amoureuse, et l'amour a

parfois l'épithète excessive. Mais nous-mêmes, nous sommes encore séduits ; et, laissant à Marie sa lyre, nous dirons plus simplement : Reprenons l'*Itinéraire*, débarrassons-le de sa défroque archéologique, réduisons-le pour notre usage personnel à un léger « livre de poste, » à quelques pages de haute allure, à quelques anecdotes rapides, à quelques nobles et profonds paysages. Gardons-nous surtout de vouloir y supprimer les gasconnades : ce serait peut-être trop amincir le livre ; ce serait, du moins, enlever à ce poète quelque chose de sa fantaisie, pour ne pas dire de son idéalisme ; et, dès qu'elles sont connues, elles deviennent charmantes. Il reste alors, sur un sol glorieux, un petit temple de style français, aux lignes spirituelles et sobres. Le dieu lui-même vient au-devant de nous. Ce n'est pas l'Olympien qu'on pouvait craindre, un René maussade, « portant son cœur en écharpe : » c'est le galant homme dont nous parlent ses amis, un grand artiste sans morgue et qui se raconte volontiers, un cavalier un peu ironique, mais si aimable et, comme disait Joubert, « un bon garçon. »

PIERRE-MAURICE MASSON.

ANVERS, BASE NAVALE ALLEMANDE

Anvers, évacué par l'armée belge le 7 octobre, a été occupé le 9 par l'armée allemande. Au nombre des troupes qui ont défilé devant l'hôtel de ville de la métropole commerciale et maritime dont la Belgique était à bon droit si fière, on remarquait une division entière de marins. Le lendemain, un contre-amiral allemand était désigné par l'Empereur pour exercer à Anvers des fonctions analogues à celles d'un préfet maritime, et une « information » officieuse de Berlin annonçait « qu'Anvers servirait de base navale dans une campagne contre l'Angleterre où l'on userait à la fois de mines sous-marines et de bateaux sous-marins. »

On ne reprochera pas, cette fois, à nos adversaires de cacher leur jeu, et il est curieux de constater que celles de leurs feuilles qui ont reproduit cette information n'ont rien eu à démêler avec la censure. Quelques optimistes, dans les milieux militaires et maritimes des Puissances alliées, en ont conclu qu'il n'y avait là que la recherche d'un effet moral et un essai d'intimidation à l'adresse de la Grande-Bretagne. Dans le public, au contraire, dans le public anglais surtout, que commence à impressionner l'audace un peu inattendue des sous-marins allemands, on s'est montré disposé à croire que la menace était sérieuse et, l'imagination aidant, on a distinctement aperçu une « armada » allemande escortée de cette flotte de haut bord, invisible jusqu'ici, s'avançant dans un couloir formé par deux haies infranchissables de mines automatiques et flanqué de nombreux groupes de sous-marins.

Voyons donc ici, froidement, ce qu'il faut prendre et ce qu'on peut laisser des trop vives appréhensions des uns comme de l'incrédulité des autres.

Anvers, on le sait, ne donne pas directement sur la mer et, circonstance fort importante, l'Escaut ne débouche pas dans les eaux belges. Lorsque, il y a juste quatre-vingts ans, on traça la frontière nord du nouvel État, la Grande-Bretagne exigea que les deux rives de l'estuaire, à partir de quelques milles au dessous de Lilloo, restassent entre les mains de la Hollande. La précaution était prise contre nous, Français, car à cette époque, l'Angleterre était convaincue que la France méditait de reprendre les anciens Pays-Bas autrichiens...

Voilà donc, en apparence au moins, une grande difficulté pour qui veut « braquer au cœur de l'Angleterre le pistolet chargé à Anvers, » comme le disait Napoléon. Nul bâtiment allemand ne saurait, en temps de guerre, remonter jusqu'à Anvers ou en descendre sans violer la neutralité de la Hollande. Et cette neutralité, les canons de Flessingue aussi bien que ceux de gardes-côtes comme le *Zeven Provincien*, sans parler des sous-marins et des « torpedo-booten, » la soutiendraient énergiquement, personne n'en doute.

Mais énergiquement ne veut pas toujours dire efficacement, et l'héroïsme — on vient de le reconnaître une fois de plus — ne suffit pas contre le nombre. La flotte allemande, si elle n'avait devant elle que Flessingue et que la petite marine néerlandaise (1), viendrait probablement à bout de ces obstacles par une attaque brusquée, laissant le soin de régler l'incident à d'habiles négociateurs qui sauraient jouer à la fois des caresses et des menaces. Tout au plus peut-on dire que, si les Hollandais se hâtaient d'établir dans l'estuaire des barrages successifs de mines sous-marines, l'accès du grand port belge en serait rendu plus difficile. Les Allemands, par malheur, entendent aussi bien l'art de draguer les mines que celui de les mouiller (2). Ayant tout prévu de longtemps et tout combiné,

(1) En voici l'état : 5 gardes-côtes, assez faiblement cuirassés, de 3 500 à 6 500 t., armés de canons de 21, 24 ou 28 c/m. (il y a en outre 4 petits cuirassés de cette catégorie aux Indes Orientales); 8 à 9 canonnières cuirassées fluviales et 2 vieux monitors, ces derniers armés de 2 canons de 28 c/m de modèle ancien; 6 croiseurs protégés de 4 000 tonnes datant de 15 à 18 ans et assez bons bateaux de mer; 8 « destroyers » neufs de 500 tonnes; 20 torpilleurs; 4 sous-marins de 120 à 150 tonnes; 4 mouilleurs de mines. — Il y a en construction 3 canonnières cuirassées, 2 sous-marins et 8 torpilleurs. — Dans le courant de 1913, on a dressé un programme qui a paru fort ambitieux aux paisibles Hollandais. Il y était question, notamment, de 9 cuirassés de 21 000 tonnes!...

(2) On annonce justement, à la date du 19 octobre, qu'ils viennent d'entre-

sur mer comme sur terre, en vue du conflit actuel, ils sont prêts à toute éventualité. Ce n'est pas eux qui eussent jamais souri d'un air supérieur à qui leur parlait de guerre sous-marine !

Laissons cela. Le point essentiel est qu'il n'y a pas que la Hollande qui soit en situation de s'opposer au transport de la flotte germaine dans l'Escaut. Il y a surtout la flotte anglaise.

De Borkum, dernier point d'appui allemand dans l'Ouest, à Flessingue, on compte 185 milles marins environ, soit, au bas mot, douze heures de marche, et il faut doubler un saillant très marqué, celui de Tershelling, à l'angle nord-ouest du long chapelet des îles Frisonnes. Certes, ainsi que les mobiles armées d'autrefois, une flotte de guerre peut toujours essayer de dérober une marche à l'ennemi : une brume favorable et de bons pilotes — comme en ont les Allemands — viennent aider à point un amiral audacieux. Cependant, comment échapper, dans un cas comme celui-ci, à la vigilance surexcitée des éclaireurs de la grande flotte anglaise? Comment, une fois découvert, éviter cet engagement décisif qu'on a retardé tant que l'on a pu et que nos vaillans alliés souhaitent si impatiemment?...

D'ailleurs, arrivé dans l'Escaut, après en avoir forcé les barrages, non sans peine, ni sans pertes sans doute, après avoir canonné Flessingue (1) et refoulé au nord, dans le dédale de l'archipel hollandais, gardes-côtes, canonnières et torpilleurs, comment en sortir au moment voulu, si facilement « embouteillé » que l'on serait par l'adversaire?

D'une entreprise aussi compliquée le succès reste donc bien aléatoire, et les suites, en tout cas, fort obscures, s'il s'agit d'amener dans l'Escaut une force navale composée d'unités naviguant exclusivement « en surface. » S'il n'est question que

prendre de miner l'Escaut en aval d'Anvers. Il serait intéressant de savoir s'ils n'ont pas dépassé la ligne frontière. En tout cas, ils n'ont pas perdu de temps. Bien entendu, des *portières* sont ménagées dans les lignes de ces mines automatiques.

(1) Il ne suffirait d'ailleurs pas de canonner cette place maritime et d'éteindre momentanément ses feux. Il faudrait évidemment la détruire et l'occuper, comme le firent les Anglais eux-mêmes en 1809, lorsqu'ils exécutèrent cette grande descente qui prétendait à la prise et à la ruine d'Anvers, alors arsenal français et base d'opérations de la belle escadre de Missiessy. Mais, encore que Flessingue ne soit pas fortifiée à la moderne comme Hoek Van Holland et Ymuiden (avancées sur la mer de Rotterdam et d'Amsterdam), le siège en serait trop long et trop difficile en présence de la flotte anglaise.

de sous-marins, c'est tout autre chose, par la bonne raison que ces bâtimens — par définition — ont la faculté de se dérober au péril des mauvaises rencontres en naviguant « en plongée. » On ne voit pas, *a priori*, ce qui pourrait empêcher des sous-marins allemands d'échapper aux croisières anglaises, de passer inaperçus devant Flessingue et sa petite flotte, d'éviter même les mines automatiques en naviguant, sinon toujours en plongée, du moins alternativement et suivant les circonstances, tantôt au-dessus, tantôt au-dessous de la surface.

Ainsi, nulle impossibilité de concentrer une escadrille de sous-marins à Anvers. Elle serait en route au moment où j'écris, — 20 octobre, — que je n'en serais point étonné. Ajoutez que si, décidément, nos adversaires ne réussissaient pas à attirer dans l'Escaut les unités de cette catégorie déjà en service, il ne faudrait pas considérer la question comme définitivement résolue contre eux. On s'accorde à penser que la guerre actuelle sera longue. Si — ce qu'à Dieu ne plaise! mais il faut ici tout prévoir — la reprise d'Anvers ne pouvait être obtenue que dans quelques mois, les Allemands auraient certainement entrepris, dans cet intervalle, d'assembler dans ce port des tranches de sous-marins construites et aménagées, ainsi que tous les appareils moteurs et auxiliaires, dans leurs chantiers spéciaux de la Baltique (1). Qui oserait même dire qu'ils n'arriveraient pas à réaliser la construction complète d'unités de dimensions restreintes, mais fort capables cependant d'opérer dans le Pas de Calais et ses vestibules ? Je vais plus loin : moyennant quelques rectifications de voies, quelques consolidations de ponts, moyennant enfin la confection de wagons-trucs de grande taille et d'exceptionnelle résistance, ne leur serait-il pas possible de transporter d'Emden à Anvers les plus petits de leurs sous-marins ? Avec des adversaires aussi habiles et qui peuvent mettre au service de leurs tenaces desseins des moyens si puissans, on a le devoir de reculer les limites des suppositions habituellement permises.

Ceci admis, en principe, je reconnais pourtant les difficultés pratiques qu'éprouveraient les Allemands à l'utilisation d'Anvers, comme base navale, s'ils étaient obligés de compter constamment avec les canons, les torpilles et les mines des

(1) « Germania, » filiale de l'usine Krupp, à Kiel; « Howaldt, » à Kiel, aussi, « Vulkan, » à Stettin; « Schichau, » à Danzig et Elbing.

Hollandais appuyés sur Flessingue. Le remède à cela, les plus ardens, les moins scrupuleux d'entre eux ne seraient pas embarrassés pour le découvrir, et l'invasion de la Hollande ne coûterait sans doute pas beaucoup de remords à qui trouva si naturel de violer la neutralité de la Belgique. Il n'est pas sûr toutefois que ces conseils de violence l'emportent une fois de plus dans l'organisme directeur de l'Empire. L'intangibilité du territoire belge était nettement gênante ; celle de la Hollande a des avantages sensibles auxquels j'ai déjà fait allusion dans mes études précédentes, et il n'est pas douteux qu'en dépit des efforts du gouvernement néerlandais, Rotterdam et Amsterdam ne soient toujours au nombre des plus précieux jalons des lignes de ravitaillement de l'Allemagne.

La marche en avant de l'armée qui assiégeait Anvers — et dont les principaux élémens auraient été, paraît-il, empruntés aux corps d'observation des duchés de l'Elbe (1) — a fourni la solution d'une question qui apparaissait fort délicate. Les Allemands ont occupé successivement Gand, Bruges, Blankenberghe, Ostende. Quand ils ont pris possession de ce dernier port, qui avait été si utile à la Grande-Bretagne pour faire passer aux Belges des secours de toute nature, la presse anglaise a protesté que la perte d'Ostende n'avait pas de conséquence fâcheuse au point de vue des opérations à terre, puisque la valeureuse armée du roi Albert, échappée à l'enveloppement tactique, s'appuierait désormais sur la place maritime de Dunkerque et sur nos ports du Pas-de-Calais. C'était fort juste et cette armée le prouve en défendant si énergiquement la ligne de l'Yser. Peut-être ne fallait-il pas ajouter que le port d'Ostende ne conviendrait aucunement comme base des sous-marins allemands. Pourquoi ?... Ce n'est assurément pas que les ressources y fassent défaut ; l'outillage y est, au contraire, abondant. Il ne faut pas s'imaginer, du reste, que la création d'un simple point d'appui, — car il ne s'agit que de cela, en somme, — pour ce genre de bâtimens soit une affaire bien compliquée. Anvers, en tout cas, ne serait pas loin. Il est vrai que c'est aux bancs qui forment la

(1) Il serait intéressant d'avoir la confirmation de cette nouvelle. Si le fait est exact, on ne pourra s'empêcher de penser qu'il eût suffi de quelques démonstrations sur l'un ou sur l'autre revers de la presqu'île Cimbrique pour retenir autour du canal de Kiel la majeure partie des troupes qui avaient été commises à la défense de cette ligne de communication. Je reviendrai prochainement sur ce point important.

rade d'Ostende que s'appuie, un peu à l'Est, vers Blankerberghe, l'angle Sud-Est du champ de mines rectangulaire constitué, il y a une vingtaine de jours, par l'Amirauté anglaise, qui en a très loyalement donné à la publicité les limites précises. Mais ces mines importent assez peu aux sous-marins. Au surplus, se glissant le long de la côte, ils peuvent tourner l'obstacle, d'un côté comme de l'autre. Une objection plus grave est que Ostende est en façade sur la mer, donc peut être bombardé. Sans doute. Seulement j'ai peine à croire que l'on consentirait à ruiner le beau port belge pour y atteindre, — et même pas sûrement, — quelques sous-marins.

Mais à toutes ces objections nos adversaires ont une réponse péremptoire : ce n'est pas à Ostende qu'ils placeraient leur station de sous-marins, à supposer, bien entendu, que les armées alliées leur en laissent le temps. C'est à Zéebrugge (1), le nouvel et magnifique port maritime de la grande cité flamande de Bruges. Ou plutôt, ce serait à Bruges même, s'il y avait réellement à craindre un bombardement, qu'ils s'établiraient, dans les vastes bassins qui communiquent avec Zéebrugge par un canal de 16 kilomètres de long, creusé à 8 mètres.

Il y a là les installations les plus modernes et les plus perfectionnées avec une usine électrique très puissante. Le débouché du port ou, si l'on veut, du canal maritime de Bruges est couvert par une grande digue courbe, orientée au Nord-Est environ et qui, sur une assez longue étendue, offre un quai accostable, excellent abri pour de petites unités contre les coups du large. La défense de cette position serait facile à organiser, et on peut s'en fier à cet égard aux Allemands. Les plans en sont déjà tracés et le front de mer provisoire sera bientôt prêt à répondre aux assaillans. Soyons assurés aussi qu'ils sont en train de mouiller là, — à la limite des eaux hollandaises et de l'estuaire de l'Escaut, — ces mines automatiques dont ils font un si large usage, mais au milieu desquelles, cette fois, ils auront ménagé un chenal secret pour leurs sous-marins.

Voilà donc très précisément à quoi l'on peut et l'on doit s'attendre : constitution d'une station de sous-marins à Zée-

(1) Zéebrugge, à une lieue environ à l'E.-N.-E. de Blankenberghe et à deux lieues de la frontière hollandaise, à l'Écluse, a été créé de toutes pièces, ainsi que le port maritime de Bruges dont il est le débouché, depuis dix ou quinze ans à peine, en vertu d'une loi votée en 1895 par les Chambres belges.

brugge où l'on peut amener en un jour ces petits bâtimens sans traverser des eaux neutres (1).

Constitution à Anvers, — ou peut-être à Bruges, — d'un organisme directeur maritime avec des magasins, des ateliers, des chantiers même, chantiers de fortune au moins.

Ni le matériel, ni l'outillage, ni le personnel technique, ni les marins et les pilotes ne feront défaut; encore moins la volonté, l'énergie persévérante, qui assurent la réalisation des concepts audacieux. Seul le temps, peut-être!... Mais ceci, c'est le secret de l'avenir.

J'ai dit le danger, qu'il serait aussi puéril de nier que d'exagérer. Je n'ai pas dit, je ne dirai pas les moyens d'y parer, qui sont nombreux et efficaces. Encore qu'on ne puisse rien apprendre de ce côté-là à des adversaires aussi avertis que les nôtres, l'exposé en serait au moins inutile. En France comme en Angleterre, — car nous serions visés aussi bien que nos alliés, — on continuera à faire confiance à tous ceux qui ont la charge de briser l'effort de l'ennemi commun.

Contre-amiral Degouy.

(1) D'après les nouvelles les plus récentes, il y aurait déjà dans les eaux belges des sous-marins allemands, et ceux-ci auraient attaqué les monitors anglais qui flanquent l'armée alliée à Nieuport. Cette information voudrait toutefois être confirmée.

POÉSIES

INTIMITÉS

LES DEUX PORTRAITS

Devant moi, sur la table où je t'écris ces lignes,
Mère, j'ai deux portraits qui me viennent de toi :
Tous deux je les contemple avec un tendre émoi
Et leur même beauté fait se lever en moi,
Comme un lys immortel, l'amour dont ils sont dignes.

L'un d'eux, des chers instans où nous étions blottis
Tout enfans sur ton cœur durant des nuits de fièvre
M'apporte ton sourire adorable; et ta lèvre
Y garde encor sertis, comme un bijou d'orfèvre,
Ces mots qui font rêver du Ciel les tout petits.

C'est bien toi : ton regard à travers les années
Me cherche et me poursuit toujours de sa douceur,
Et je sens que, ce soir, sous son charme obsesseur,
J'ai l'âme d'un enfant, toi, d'une grande sœur,
Tant notre amour a rapproché nos destinées!

Mais l'ami plus intime et toujours indulgent
Qui sait le mieux parler à ma mélancolie,
C'est ce portrait d'hier, un peu triste, où la vie,
Afin d'auréoler ta tête plus jolie,
Enroule à ton front pur ses premiers fils d'argent.

Celui-là, la lueur pieuse de ma lampe
Y sent flotter ton rêve et le berce en chantant,
Et je voudrais savoir, ô mère, en cet instant,
Quelle pensée exquise as-tu, me regardant,
Les yeux baignés de songe et le doigt sur la tempe?

Parle-moi : l'ombre est lourde et je n'entends plus rien,
Rien que le bruit rythmé du sang dans mes artères :
N'est-ce pas le plus doux, le plus grand des mystères
Qu'on puisse être à la fois ensemble et solitaires,
Et que ce sang qui bat dans mon cœur soit le tien?

Va! loin de m'attrister, si le Temps nous ajoute
A mes yeux un peu d'ombre, à toi des cheveux blancs,
Je bénis le destin, dont les hasards troublans
Nous ont fait, chaque jour, les traits plus ressemblans
Et le regard pareil, jusqu'à l'âme sans doute...

Il n'est rien, femme, fleur ou chanson, d'éternel :
C'est en vain que j'ai bu, mère, leur griserie;
La femme s'est reprise et la fleur s'est flétrie :
Tout ce qui n'est pas toi laisse l'âme amoindrie.
Un seul de tes baisers la grandit jusqu'au Ciel.

LA VIEILLE

Ployant l'échine sous sa charge de bois mort
Dans ses bras amaigris que l'âge parchemine
Là-bas, vers le couchant, dans un grand halo d'or
Sur la route une vieille à petits pas chemine.

Seule au centre de tout un monde qui s'endort
Sous l'immense baiser du ciel qui s'illumine,
Malgré la majesté de l'heure et du décor,
C'est son humble profil pourtant qui les domine.

Et pendant que la plaine et les eaux et les bois,
Luttant contre la nuit, s'embrasent à la fois
Pour faire au jour qui meurt de dignes funérailles,

La Vieille qui s'éloigne et se tasse en marchant
Semble, elle aussi, porter son fagot de broussailles
Au bûcher du Soleil couchant.

L'AURORE

Debout! le chant du coq a retenti dans l'ombre,
Une frange de feu court au bord du ciel sombre,
S'étire à l'horizon, s'effiloque : on dirait
Qu'un bandeau d'or se pose au front de la forêt.
Sur la route, inclinés vers l'astre qui se montre,
Les peupliers ont l'air d'aller à sa rencontre.
Le clocher qui veillait sur le bourg endormi
Entend monter des toits comme un murmure ami.
Un volet claque au mur, le treuil du vieux puits grince,
Sur la place une vieille, en bonnet, toute mince,
Emporte un seau d'eau claire où tremble un pan de ciel.
Tout s'imprègne d'odeurs d'herbe fraîche et de miel.
Coupant d'un trait vermeil la plaine où rien ne bouge
La rivière, au sortir du brouillard, devient rouge
Ce pendant que la Nuit surprise et reculant
Sous les flèches du Jour qui font saigner son flanc
S'allégeant, pour mieux fuir, d'une arme inopportune
Semble jeter au loin son bouclier de lune.
Un vent brusque a tiré les champs de leur sommeil,
Les bois se sont emplis d'échelles de soleil.
Les roseaux de l'étang ont des soupirs de harpes,
Les hameaux dénouant leurs bleuâtres écharpes
Piquent de feux épars les vapeurs du matin.
L'Azur comme un écrin retourné de satin
Renverse à l'Occident ses perles, les étoiles.
Et voici que l'Aurore, émergeant de ses voiles,
Coquette, s'échappant des bras du Ciel pâli,
Entrebâille en riant les rideaux de son lit,

S'enhardit et, soudain, éblouissante et nue,
Fleur de pourpre impudique incendiant la nue,
Renouvelle au-dessus des bois houleux et verts
Le geste d'Aphrodite éclose au cœur des mers.

LE VIEUX CANON

C'est un très vieux canon de bronze; oublié là,
Il s'étale, à demi caché, dans l'herbe haute.
Jadis, près de ce bois qui se dresse à mi-côte,
— Les siècles et la mousse ont couvert tout cela, —
Mêlant les régimens dans leur funèbre couche,
La Mort avait passé, moissonneuse farouche.
Pendant trois jours, le vieux canon avait rugi,
Bondi, craché le feu, comme pour une fête :
Puis, vers le soir, sentant que sa tâche était faite,
Chaud du sang qui coulait sur son affût rougi,
Le Monstre s'était tu. L'Ombre des nuits géante,
Le Silence envahit cette gueule béante...
Parfois, quand un rayon l'illumine en passant,
Le métal jette encor comme un reflet de sang!
Mais voici qu'alentour, de mille autres suivie,
S'élève la rumeur multiple de la vie,
Bourdonnemens d'abeille, appels clairs du grillon,
Fourmillement du sol, aile de papillon,
Goutte d'eau suspendue au brin d'herbe qui tremble,
Tout vibre autour de lui, chante ou palpite ensemble.
Alors comme grisé de parfums, de couleur,
Lui, le broyeur de chair, le sinistre hurleur
Sous l'invisible archet du vent qui se rapproche
Exhale dans le soir un son très doux de cloche,
Et du bronze à la fois montent dans l'Infini
Le murmure du monstre et la chanson d'un nid!...

FLUCTUAT, NEC MERGITUR

Sous un ciel blême et froid, chargé de lourds nuages,
Où des vols de ramiers entre-choquent leurs cris,
Flagellé par les vents, gonflé par les orages,
Le fleuve déchaîné roule à travers Paris.

Il va ! ses flots boueux où courent mille épaves
Grondent en tournoyant sous les arches des ponts,
Et l'on entend monter de leurs remous profonds
Comme un cri de captif qui brise ses entraves.

Soudain, barrant la route au fleuve courroucé,
Tendant vers le fléau ses deux tours en prière,
Notre-Dame, debout comme un veilleur de pierre,
De ses bras de géant semble le repousser.

La vague alors avec des sanglots de colère
En vain monte à l'assaut des quais au front massif :
Le Vaisseau de Paris, immuable récif,
Plante au milieu des flots son dédain séculaire.

L'ouragan passera sans pouvoir l'emporter,
Car le Temps, bâtisseur de la Cité auguste,
Jeta, pour cimenter son assise robuste,
Dans le mortier de l'Homme un peu d'éternité !

UNE MÈRE A SON FILS SUR LE FRONT

Je relis à l'instant, mère, ta bonne lettre.
« Mon cher grand, m'écris-tu, je ne sais rien de toi.
Sur la carte où ce soir te cherche en vain mon doigt,
Où te trouver ? Ton mot, qu'on vient de me remettre,
A dessein est muet. Hélas ! on nous défend,
Nous, mères, de savoir où se bat notre enfant.
Mais, puisque trop parler peut, dit-on, nuire aux nôtres,
Je ferai mon devoir, sois sûr, comme les autres.
Mon cœur, du moins, vers toi des pieds du Crucifix
Saura voler dans l'ombre et te trouver, mon fils.
Sans se tromper jamais, ma tendresse obstinée
Au combat, sur la route, au bivouac où tu dors
Pour te réchauffer l'âme et protéger ton corps
Avec toi s'éveillant, finira ta journée.
Nous ferons la campagne ensemble... Tu souris ?
Sais-tu que je me bats un peu dans mon Paris ?
Hier, j'ai revêtu mon voile d'infirmière ;
J'arrive à l'hôpital, me crois-tu ? la première,

Car mes pauvres blessés m'attendent ; tout le jour
Ainsi que leur maman je verse avec amour
Mon espoir dans leurs yeux, du baume à leurs blessures.
Mes mains, pour les panser pas encore très sûres,
Tâchent d'être du moins très douces. Dans leurs yeux
Si parfois je surprends comme un éclair joyeux,
Ma peine est aussitôt cent fois récompensée.
Le soir venu, je rentre emportant ta pensée
Comme un parfum vivace enfermé dans mon cœur,
Dans l'église un instant sur les degrés du chœur
J'agenouille à la fois ma prière et ma vie.
La Vierge du vitrail me tend les bras, ravie,
Et semble en souriant me dire : « Il reviendra. »
Un cierge nuit et jour sur l'autel brûlera
Pour toi jusqu'à la fin de cette horrible guerre.
On vous attend. Le grand Paris ne vit plus guère
Depuis que sont partis les êtres qu'il aimait.
Tout ce Paris brillant qui le soir s'animait,
Tout son ciel de minuit qui chante et qui rougeoie
Aurait honte à présent de refléter la joie.
Tout est fermé. J'ai clos ma porte aux importuns.
Quelques amis, du sort d'un des leurs incertains,
Tisonnent avec moi leurs tristesses pareilles :
Nous parlons bas : les murs, peut-être, ont des oreilles;
On pourrait deviner nos pleurs. Il ne faut pas !...
Reste vaillant. Le Dieu des forts guide tes pas
Et saura détourner la balle meurtrière.
Fais chaque jour, — tu me l'as promis, — ta prière,
Et marche rassuré : la Victoire est devant !
Je t'embrasse du fond de mon cœur, mon enfant ! »

Lieutenant Georges Rollin.

En campagne, 25 septembre 1914.

REVUE LITTÉRAIRE

UN VOYAGE (1)

Pendant le Siège, Barbey d'Aurevilly demeurait, assez haut sous les toits, dans un des quartiers de Paris où le bombardement sévissait le plus fort. Ses amis tâchaient de le faire déménager, et n'y parvenaient pas. « Jamais ! répondait-il ; jamais on ne me verra bouger à cause des Prussiens ! » Charles Chincholle, un jour, alla le voir... C'est lui, Chincholle, qui me l'a raconté jadis ; et l'histoire est vraie : Chincholle ne l'eût pas inventée. Il supplia Barbey de ne pas pousser plus loin son imprudence. Mais Barbey, hautain, cambré : « Non, monsieur, non ! Je ne fuirai pas devant ces gens-là !... » Et il montrait à Chincholle ses feuillets où l'encre séchait à peine : « Tenez ! Et je lui dis son fait, à leur Gœthe !... » Il écrivait, sous le bombardement, son essai sur Gœthe, où leur Gœthe est bien dénigré. Il se vengeait ainsi, de son mieux, avec une belle arrogance.

Cette anecdote, qui me plut d'abord, m'enchante aujourd'hui. J'adore la colère soigneuse avec laquelle un grand lettré se nettoyait l'esprit de toute intrusion germanique, tandis que le sol de France était envahi. Nos soldats luttaient désespérément ; lui, Barbey, écartait l'afflux de la pensée ennemie. Il avait choisi l'adversaire le plus prestigieux et, quant à lui, sans peur, sans ménagement, il combattait avec ses fines armes françaises de moquerie, de claire invective et de raison brillante. Certes, il n'était ni impartial ni exactement juste, dans sa polémique. Aussi bien, malheur à qui, en de tels moments passés ou présens, garderait sa tranquillité d'opinion !

(1) *Un voyage* (Belgique, Hollande, Allemagne, Italie), par Jacque Vontade (Fœmina), Grasset, éditeur.

Je viens de lire *Un voyage*, par Jacque Vontade. Ce voyage nous mène en Belgique, en Hollande, en Allemagne, en Italie : en Allemagne surtout; c'est là que nous nous attardons, avec un sentiment de curiosité ardente et douloureuse. Jacque Vontade a écrit ce livre il y a quelques mois et l'a publié peu de semaines avant la guerre. Elle, — car l'auteur est une femme et, sur la couverture du volume, ajoute au pseudonyme de Vontade cette autre signature, « Fœmina, » qu'on a vue au bas de maintes chroniques très attachantes, — elle ne savait pas, et nous pareillement nous ne savions pas que les plus légitimes colères devaient bientôt modifier nos jugemens : les fausser? non; les éclairer. Jacque Vontade, avant la guerre, ne haïssait pas l'Allemagne. Du moins, si elle conservait, comme tout digne Français, l'ancienne rancune, elle déplorait les motifs de la durable inimitié. Toute frissonnante, elle se détournait au passage des régimens prussiens, se bouchait les oreilles quand défilait la musique des fifres; mais aussi elle célébrait « l'âme profonde, l'âme religieuse de l'Allemagne chantante et fleurie. » Et elle disait : « J'aime l'Allemagne. Chaque fois que j'y reviens, j'ai un regret plus fort en songeant à l'infranchissable fossé qui nous sépare d'elle. Peut-être faudra-t-il des siècles pour le combler. Alors on verra quelle perte de temps et de force nous avons faite, elle et nous, en demeurant hostiles. Nous travaillerions si bien ensemble ! Pourquoi a-t-elle ouvert cette blessure par où le sang du cœur français coule toujours? » Ces illusions qu'elle nourrissait, Jacque Vontade n'a pu les garder; car elle se demandait combien de siècles il faudrait pour combler le fossé : quelques semaines ont fait du fossé un abîme. Et, si j'ai cité ces lignes de naguère, c'est afin qu'on voie que, son image de l'Allemagne, Jacque Vontade ne l'a pas dessinée et peinte avec antipathie. Elle l'a dessinée et peinte avec beaucoup de talent, comme avec beaucoup de bonne foi. Maintenant, regardons l'image; nous admirons l'art de Jacque Vontade : le modèle nous est un objet de répulsion. Cela, l'auteur ne le voulait pas; mais une lumière nouvelle a changé l'aspect des choses, une lumière d'éblouissante vérité.

D'ailleurs, ce livre n'est pas une étude complète de l'Allemagne. Jacque Vontade voyageait et, au jour le jour, notait son émoi, ses remarques, ses méditations. Elle se promenait à l'ombre des amples forêts, visitait les monumens et les musées, lisait ou relisait là-bas l'œuvre des écrivains et ornait d'un commentaire ingénieux ses journées de tourisme. Elle ne consultait pas les statistiques, ne menait point une enquête et ne prétendait point à conclure. Lorsque le jeune

Gabriel Monod, sortant de l'École normale, partit pour l'Italie, Taine l'interrogea : « Quelles idées allez-vous vérifier?... » Jacque Vontade ne partit point pour l'Allemagne avec des idées à vérifier, ni seulement avec une méthode rigoureuse d'information. Ce qu'elle nous enseigne, au retour, elle l'a vu, sans le chercher, presque par hasard. Mais elle a de bons yeux, et très intelligens, une sensibilité particulièrement fine, le don de ne jamais languir en état d'indifférence. Que de passion, même ! Un zèle incomparable et, ajoutons, une invention verbale très heureuse, pour suffire à un tel entrain d'une riche pensée.

C'est, je crois, à Weimar que Jacque Vontade éprouva son plus vif plaisir. Elle rêva dans les « maisons sacrées : » celle de Gœthe, celle de Schiller, et celle de Herder, et celle de Nietzsche. Voilà le pèlerinage que nous n'avons plus envie de faire. Éprouvons-nous quelque regret?... Les personnes à qui M. de Gœthe, ministre de Saxe-Weimar, est le plus précieux ont la ressource de le considérer comme un splendide exemplaire de l'humanité, comme un héros intellectuel, bien détaché de son pays natal et qui aimait tant l'Italie!... Car il disait : « Voir l'Italie était une soif qui me dévorait. » Et il disait encore : « Si je n'étais venu en Italie, je crois que j'aurais perdu la raison. » Et puis : « Je regarde comme mon second jour de naissance et l'époque réelle d'une seconde vie le jour où je suis entré à Rome... » Allons, c'est bien ! Et l'art gothique de sa vieille Allemagne, il le méprise pas mal : « Les pauvres saints juchés les uns sur les autres dans de mauvaises niches, les colonnes en tuyaux de pipe, les petits clochers pointus, grâce à Dieu, j'ai dit un éternel adieu à tous ces objets!... » Pour les Gœthiens les plus impénitens, il y a là un alibi : sans doute se loueront-ils de posséder quelques argumens pour déclarer « leur Gœthe » peu Allemand. Mais il l'était : je ne tiens pas beaucoup à lui. A Schiller, pas du tout ! Celui-là, qui vous a combiné une Jeanne d'Arc amoureuse d'un bel Anglais, je ne le regrette pas. Jacque Vontade, cependant, nous le montre comme un très honnête homme et qui avait le goût naturel du sublime. Oui ! et son idée du sublime, infiniment respectable, je l'avoue, n'était pas exempte de toute niaiserie. Quel citoyen de l'univers ! Il s'écriait : « C'est un pauvre but qu'écrire pour une nation. Un esprit philosophe ne peut pas supporter de telles limites... » Schiller ne se contente même pas d'écrire pour une grande nation, pour la plus grande des nations. Qu'est-ce qu'une nation? Il répond : un fragment. Ce fragment ne lui « échauffe » pas l'esprit. Et il réclame « l'espèce

humaine. » Il réclame, en outre, l'éternité; il blâme un artiste qui, tout simplement, serait de son temps et de son pays. Alors, Schiller vous montre des personnages qui sont des types d'humanité bien générale, des personnages grandioses et, si je ne me trompe, insignifians. Il avait peur de les caractériser et, ainsi, de les diminuer. Bref, son Moor le brigand, son terrible Philippe II, son fade Don Carlos, ce n'est plus rien. Si j'ai tort, tant pis : je ne regrette Schiller aucunement. Je me passerai de Herder : en vérité, je m'en passais déjà!... Sur la maison de ce philosophe, on a posé une plaque où je n'irai pas lire : « Ici vécut, travailla, mourut Herder. » Paisible existence ; mais le bonhomme avait un caractère détestable et ne dérageait pas. Jacque Vontade, qui trace de lui un très amusant portrait, assure, et Gœthe l'a dit aussi, que cette mauvaise humeur venait à Herder de ses yeux : une perpétuelle ophtalmie, et des opérations, et des souffrances. Il refusait de l'avouer et se vengeait sur son prochain de sa douleur. Il taquinait tout le monde; il taquinait Gœthe, lui empruntait de l'argent et, au moment de payer sa dette, raillait le prêteur, lui donnait des surnoms ridicules. Gœthe n'admettait point ces plaisanteries. Ah! qu'ils se chamaillent entre eux!...

Mais enfin, voilà les grands hommes de la pensée allemande, réunis et commémorés à Weimar. Ne les disputons pas à l'Allemagne. Elle est fière d'eux ; et nous n'avons pas besoin d'eux.

Au surplus, si l'on y songe, la fierté de l'Allemagne, touchant ses Gœthe, Schiller et Herder, est honorable. Notons pourtant que ces grands hommes ne semblent pas avoir exercé une influence profonde sur la nation qui les glorifie et qui transforme leurs « maisons sacrées » en musées. On me dira que je badine et que ce n'est point à la guerre et dans une invasion de soldats que se manifeste l'énergie mentale de deux poètes et d'un philosophe. Pourquoi? Les poètes et les philosophes ont un rôle magnifique, dans l'histoire : ils ne sont pas uniquement des inventeurs de rythmes et de systèmes ; ils ont à civiliser les nations. Eh bien! nous ne voyons pas du tout que ses Gœthe, Schiller et Herder aient civilisé l'Allemagne : nous ne voyons pas qu'on ait civilisé les masses allemandes. Or, il faudrait avoir la vue encore plus défectueuse que ne l'eut jamais Herder pour ne distinguer point, dans cette guerre, dans la vaillance délibérée de nos troupes et dans la très lucide volonté de nos chefs, le clair génie de la France, tel qu'ont puissamment contribué à le former nos Corneille et nos Descartes. Ne devons-nous pas, en quelque mesure, à nos poètes et à nos philosophes cette discipline du

cœur et de l'esprit, cette logique de l'effort qui nous sauve et qui nous sauvera ? Certes, oui ! Je vois en plein, dans cette guerre, du Corneille et du Descartes ; je n'y aperçois ni du Gœthe, ni du Schiller, ni du Herder.

Du Nietzsche ? Sans nul doute.

Continuant la visite des « maisons sacrées, » Jacque Vontade a pénétré dans la demeure « fleurie, aimable, gaie et si tragique » où Frédéric Nietzsche « acheva son mauvais rêve et, doucement, s'endormit. » Celui-là, je ne dis pas qu'on ne sente pas son influence vive sur l'Allemagne qui s'est montrée à nous ; celui-là, sinon l'inventeur, au moins le plus célèbre bénéficiaire du sur-homme philosophique et pratique ; celui-là, le théoricien de la mégalomanie ! Nous avons eu des Nietzschéens, à Paris, et des Nietzschéennes, les uns et les autres fort empressés à vivre leur vie, les uns des apaches et, les autres, de petites femmes dénuées de patience. La doctrine plut, un peu de temps, par les commodités qu'elle fournissait à des instincts ou à des velléités souvent ignobles. Du reste, ces divers Nietzschéens et Nietzschéennes abusaient de leur maître. Un philosophe n'est pas responsable précisément de tous ses disciples. Néanmoins, la valeur d'une éthique se révèle aux fruits qu'elle porte : et les fruits du nietzschéisme sont malsains. Et Nietzsche mourut fou. Cette folie, ce n'est point un accident qui soit tardivement arrivé à l'auteur de *Zarathoustra :* cette folie entache tout le nietzschéisme ; et qu'est-ce que le nietzschéisme, sinon l'exaltation poétique d'une démence ? Les Flagellans et autres sectaires qui jadis, partis de Cologne, propagèrent au Nord et à l'Ouest leur frénésie, l'avaient tirée des livres d'un métaphysicien, maître Eckart. La frénésie des Flagellans n'est pas imputable à ce penseur ingénieux. Mais l'absurdité nietzschéenne réside premièrement dans le nietzschéisme.

Jacque Vontade fut admise à feuilleter les volumes que Nietzsche avait autour de lui quand il mourut. « Parmi les livres français, il s'en trouve de Jules Lemaître ; ils ont été lus et relus et sont surchargés de coups de crayon, geste d'assentiment... » Je n'en sais rien... « geste d'assentiment qui dit si bien le plaisir des fraternités spirituelles. Et j'ai joui avec orgueil de savoir, comme s'il me le disait, que Nietzsche admirait l'esprit de France dans le plus subtil des esprits français et qu'il en avait aimé et senti la grâce, la souplesse, le tranchant vif et la pointe pénétrante et forte... » Eh ! je ne sais pas si, parmi les livres que Jules Lemaître gardait à portée de sa main, l'on trouverait du Nietzsche ; si l'on en trouvait, je ne sais pas si les feuil-

lets seraient coupés jusqu'aux dernières pages ; si l'on y trouvait, aux marges, des coups de crayon, je suis sûr qu'ils ne marqueraient pas l'assentiment. Et enfin, la fraternité spirituelle d'un Jules Lemaître et de Nietzsche, je la nie. Il n'est pas de fraternité spirituelle entre « le plus subtil esprit français, » — le plus sincère et le plus réfléchi, le plus naturellement délicieux, — et ce « Sur-Boche », si j'ose m'exprimer ainsi. Non ! et la toquade nietzschéenne, avec ses beaux dehors de poésie, put un instant séduire ou amuser nos idéologues : elle n'a point touché les âmes françaises. Il y a, entre ce pédantisme lyrique et nous, une antipathie essentielle.

Mais, entre le nietzschéisme et l'âme allemande, l'âme de l'Allemagne nouvelle, n'y a-t-il point un accord profond ? Jacque Vontade ne pose pas ce problème. Cependant, lisons le chapitre où Jacque Vontade raconte ses promenades berlinoises. Elle suit, au Thiergarten, cette Allée de la Victoire où l'Empereur a fait dresser les monumens de trente-deux héros qu'il a « découverts dans sa famille : » tous jolis garçons et qui, par leur attitude, prouvent que très anciennement les Hohenzollern devinaient l'avenir, leur royauté prussienne, l'hégémonie de la Prusse en Allemagne et, quoi encore ? l'universelle hégémonie de l'Allemagne. Dans l'Allée de la Victoire, chemine un loqueteux. « Il a une cravate tordue et dénouée, un col déboutonné, une figure d'un jaune vilain, où les yeux chavirent. Il s'approche d'un groupe, salue profondément. Personne ne lui répond. Il va plus loin, salue encore, puis s'arrête et, d'une voix âpre qui parfois se casse péniblement, il prononce un discours, frappe sa poitrine à grands coups de poings. Il s'interrompt, rit aux éclats, prend un air insulté, se remet en marche... » C'est un fou : on ne le regarde seulement pas. Après cela, Jacque Vontade va au jardin zoologique. En revenant, elle monte dans le tramway. Un jeune homme bientôt la suit ; et « il tombe sur la banquette, comme en défaillance. » Il ne s'évanouit pas. Il a des mouvemens convulsifs. « Il murmure tout bas des paroles rapides... Il agite les pieds et les mains comme un enfant nerveux. Ses cheveux secs ressemblent à ceux qu'on retrouve dans les tombes. Ses yeux, qui luisent d'une manière insupportable, deviennent fixes. Il semble écarter quelque chose de son front, regarde dans sa main, s'étonne de n'y rien voir. Soudain, il se lève, bouscule les gens, saute du tramway, s'éloigne, faisant des signes, appelant quelqu'un. Mais il n'y a personne ; la rue est vide. Encore un fou !... » On ne le regarde pas plus que l'autre. Jacque Vontade se demande si peut-être il n'y a pas, en Allemagne, tant de fous qu'on renonce à les enfermer et que

même on ne les remarque plus. Elle écarte cette pensée, très poliment, et s'efforce de croire que, par hasard, elle a rencontré les deux seuls fous de Berlin. Puis, le même jour, dans une foule du dimanche, elle dénombre une quantité de laideurs, dos arrondis par la tuberculose, épaules déjetées, colonnes vertébrales déviées, des coxalgies, des visages malsains, — « pauvres visages où s'inscrivent les grandes tares nerveuses des ascendans, les signes de l'hérédité épileptique : » un « effarant cauchemar. » Ces promeneurs dominicaux n'ont pas l'air innocent, mais « un air de hâte et d'avidité. » Ils donnent « l'idée de gens résolus à jouir sans attendre, à s'amuser constamment, violemment, à faire de l'effet, de gens enfin qu'une force irrésistible débride et pousse à toute vitesse vers les extrémités du plaisir, de la vanité, et vers l'argent... » Je le répète, que Jacque Vontade a écrit ces pages avant la guerre et formulé ce diagnostic avant la terrible manifestation de pareils symptômes, décuplés par la fureur militaire. Alors, Jacque Vontade, un peu inquiète de ce qu'elle avait cru entrevoir, écartait le soupçon qui la hantait. Non, non, se disait-elle, je me trompe : les Berlinois sont des gens graves, sages et bien portans, moraux, tranquilles et avisés ; « si j'ai, en un temps très court, aperçu ces deux fous, ce nombre d'épileptiques, toutes ces personnes impossibles à identifier et dont l'expression, alternativement morne et surexcitée, avouait d'obscurs et forts appétits, c'est par hasard, un de ces hasards dépourvus de sens, mais qui jettent l'esprit dans une grande confusion... » Jacque Vontade n'osait pas conclure à la folie de l'Allemagne, à la mégalomanie concupiscente de l'Allemagne. Et, moi non plus, je n'ose pas. Mais enfin, cette mauvaise santé mentale de l'Allemagne, ne l'avons-nous pas vue ? Leur Guillaume II, c'est bien un surhomme, il me semble. Il n'a ni scrupules ni préjugés : il a de l'éloquence et, en paroles, de grandes facilités triomphales. Cette guerre qu'il a voulue était de qualité nietzschéenne, par son absurdité dangereuse ; le plan de la campagne fut la plus étonnante preuve d'un orgueil morbide. Or, ce mégalomane, tout son empire le suivait : tout son empire, atteint de mégalomanie. En fait de nietzschéisme populaire, quoi de mieux et de plus patent que les atrocités commises, en Belgique et dans le nord de la France, par les hordes germaines, affamées et assoiffées et tout échauffées de luxure? Il m'importe assez peu de savoir si l'auteur de *Zarathoustra* eût approuvé les crimes de ces barbares. Jamais une philosophie ne se propage dans les multitudes sans s'y avilir ; et, condamnée peut-être par Nietzsche, la ruée d'outre-Rhin fut pourtant une aventure nietzschéenne.

Oui, leur philosophe et leur poète, c'est Nietzsche le fou.

Jadis, il y eut en Europe une espèce d'amitié sentimentale pour ces bons Allemands d'une bonne Allemagne, très simple et vertueuse, aimable et patriarcale, douce gardienne des mœurs d'un autre âge. Cette Allemagne emmitouflée de bonhomie a-t-elle disparu ? Probablement. Ou bien, a-t-elle existé ailleurs que dans la molle imagination de ses panégyristes ? En reste-t-il au moins des traces ? Oui ; et Jacque Vontade les a retrouvées. « L'Allemagne ancienne (dit Jacque Vontade) aimait les petites constructions. A part les églises, ses édifices publics étaient ordinairement de moyenne grandeur. Dans tout ce qui reste d'elle, on aperçoit l'attachement aux coutumes locales, le sens de la petite patrie, l'amour jaloux de la ville, un puissant esprit régional. Les chambres étroites, les plafonds bas de ses vieilles maisons convenaient aux existences closes, discrètes, contenues par les devoirs modestes, ornées de sentimens recueillis et graves. Là-dedans, on craignait Dieu et le père de famille, on ne connaissait guère l'ambition, le besoin de nouveauté, le souci de ce qui se passe au loin. On recommençait ce que d'autres avant vous avaient fait ; les âmes se resserraient autour de quelques certitudes, réchauffantes comme le poêle autour duquel l'hiver tous se pressaient. Jusque dans les palais que, pour imiter Versailles, les princes allemands construisirent ou décorèrent au XVIIIe siècle, jusqu'en ces demeures, charmantes toutes, et quelquefois d'une délicieuse élégance, ce n'est pas la magnificence qui frappe, mais je ne sais quelle gentillesse familière... Lorsqu'on erre dans ces chambres peintes, sculptées, dorées, où noircissent les miroirs qui reflétaient leur joie, un peu d'attention suffit pour atteindre, à travers ce luxe emprunté, la véritable âme allemande, éprise d'amusemens simples, d'intimité libre ; pensive et gaie, apte mieux qu'aucune autre à sentir et à dégager la poésie des humbles choses... » Jolie page, et d'un charmant coloris ! Mais, la « véritable âme allemande, » nous l'avons vue : ce n'est pas cela. « L'âme d'autrefois, » ajoute Jacque Vontade. Ainsi la véritable âme allemande, c'est une âme d'autrefois. Et l'âme d'aujourd'hui ?...

L'âme ancienne de l'Allemagne, Jacque Vontade l'a rencontrée dans les petites rues de Cologne. Puis, elle l'a rencontrée encore dans la vieille ville d'Erfurt. Il y a là, près de l'église, une place qui ressemble à une estampe du temps passé... « Elle parle de choses familières, douces, et mêle à votre âme une bonne petite âme, enfantine par momens, à d'autres vieillotte. Et l'on voit les grandes neiges gaies, avec leurs jeux, la course par les rues noires, la lanterne ba-

lancée au bout du bras, l'arbre de Noël piqué de petites bougies ; on entend le craquement sec et amical des noix, le cantique chanté en chœur. On se souvient de la famille rassemblée autour du poêle ; un père un peu redoutable, une grand'mère bénévole. Et puis ce sont, au printemps, les longues promenades des longues fiançailles. On marche sans parler, se tenant à la taille et pensant à des fleurs, à la lune qui se lève, à rien, avec un bonheur délicieux et patient. Sur la belle place, toute l'ancienne vie allemande ressuscite et circule avec vous, gaie et recueillie, économe, prudente, pénétrée d'un goût du devoir qui parait de grave beauté les moindres actes. La vie du temps où, en Allemagne, on savait, et mieux qu'ailleurs, que l'homme ne vit pas seulement de pain. » Ce temps est aboli, sans doute ?...

Quand Jacque Vontade peint de ces couleurs discrètes le paysage de la vie allemande, elle ne manque pas de noter que voilà des souvenirs et, si l'on veut, l'évocation d'une époque périmée. Puis, auprès de ces grâces si précieuses dans le demi-jour de l'imagination très complaisante, elle signale avec une impitoyable justesse les réalités d'aujourd'hui. Dur contraste ! C'est, à Cologne, dès l'arrivée, le pont formidable qui enjambe le Rhin ; à l'entrée du pont, les deux empereurs, droits sur leurs chevaux, gardent le fleuve. Pont gigantesque, pont colossal ! Et c'est, dans les moindres villes allemandes, jusque dans celles où l'on retrouve le mieux les bribes du passé, partout, du colossal, des ponts imités de Cologne et, d'habitude, trop immenses pour la rivière qu'ils traversent, des monumens démesurés, des bureaux de poste qui vous ont des airs de cathédrales, des Bismarcks gros comme des montagnes. Lorsqu'il s'agit de peindre l'ancienne vie allemande, les mots se font petits, modestes et intimes : la nouvelle vie allemande, colossaux.

Jacque Vontade préfère, en Allemagne, l'âme d'autrefois à l'âme d'aujourd'hui. Et, l'âme d'autrefois, elle l'appelle aussi la véritable âme allemande. Pourquoi véritable, l'ancienne, celle que nous serions tentés d'aimer, et non celle d'aujourd'hui, celle que nous haïssons ? Reprocherons-nous à Jacque Vontade, ici, trop de bienveillance ? Peut-être ; mais non sans indiquer une fois de plus que son livre est de quelques semaines antérieur à nos plus récentes rancunes comme à nos informations les plus poignantes. Et s'est-elle trompée ? Je l'ignore. Admettons sans chicane qu'autrefois l'âme allemande ait mérité cette benoîte sympathie que Jacque Vontade ne fut pas seule à lui accorder. Mais alors, quelle maladie a donc pris cette âme allemande et l'a toute dénaturée ? Ainsi formulée, la question sera vite

résolue, à la lumière des événemens : cette maladie, c'est la crise de nietzschéisme que je disais ; nietzschéisme ou mégalomanie, folie.

Je m'en rapporte au livre de Jacque Vontade : tous les signes de cette folie, en Allemagne, sont d'hier et d'aujourd'hui. La maladie ne date pas de loin. Ce sont les monumens les plus neufs qui ont ces dimensions colossales ; c'est la nouvelle vie allemande qui révèle une frénésie détestable, et non la sagesse d'un Gœthe, mais la démence d'un Nietzsche.

Les résultats, Jacque Vontade, si peu disposée à dénigrer l'Allemagne, ne les dissimule point. Que de laideur accumulée en un petit nombre d'années ! Toutes les villes allemandes, un art abominable les entache de luxe dérisoire et de monstruosité rutilante, un art de nègres vaniteux et tourmentés de pédantisme. La merveille du genre, c'est, auprès de Ratisbonne, la Walhalla ou temple de l'honneur. Ce monument, déclare Bædecker, « produit un effet surprenant, quelque idée qu'on s'en soit faite d'avance. » La Walhalla : un temple grec. Une espèce de temple grec, une manière de Parthénon : car il fallait annexer Phidias. Un Parthénon « pareil à du carton. » Là-dedans, Freya, Thor et Odin ; là-dedans, la grosse tête mécontente de Bismarck ; et des Walkyries que le sculpteur Schwanthaler a pourvues de nez grecs. Et cette Walhalla est comique : une forte cocasserie, involontaire et si prétentieuse ! Ailleurs et partout en Allemagne, une extraordinaire profusion décorative. Tout cela, en toc, en « substance agglomérée, » cimens gris et mornes : « A Berlin, dit Jacque Vontade, on a volontiers confiance en l'éternelle cohésion des choses agglomérées ; » cimens et confédérations, ô Berlinois, se détraquent et ne valent ni la pierre vive, ni les authentiques nations !...

L'art allemand, veut-on le voir dans les musées ? Il n'est pas de ville allemande qui ne possède son musée. Un riche musée, et qu'on a bâti, qu'on meuble prestement. Toutes les grandes écoles de peinture et de sculpture y sont représentées. Les noms illustres y foisonnent, depuis les rares primitifs jusqu'aux plus extravagans cubistes. Les primitifs, on les tient des ancêtres, car l'ancienne Allemagne a eu ses maîtres admirables. Les cubistes, on les achète à peu de frais : et l'on s'attend que ça devienne une affaire d'or ; sait-on jamais ? Ce qui manquerait à la collection pour qu'elle fût complète et instructive, les Italiens de la Renaissance, les Hollandais, Flamands et Français de la plus belle époque, eh bien ! l'on s'en procure des échantillons en moins de temps et à meilleur compte que chez nous. On a des faux : et voilà tout. Les faux abondent, dans les plus glorieuses galeries

allemandes. Qu'importe ? Les tableaux sont frelatés ; mais, au moins, les étiquettes sont flatteuses : Carpaccio, Titien... Le Carpaccio et le Titien, le même artiste les a perpétrés : quel habile garçon ! Et on le décorerait, plutôt que de le blâmer. Berlin, capitale de l'Empire, se devait d'avoir un musée sans lacunes ; les énergiques et rapides Berlinois ont fait leurs commandes. Et quelle joie, le jour que M. Bode, savant directeur de ce musée, acheta une tête de cire qu'il attribua, sans délai, à Léonard de Vinci ! A Léonard de Vinci, pourquoi ? D'abord, la tête souriait ; et chacun sait que les têtes souriantes sont de Léonard de Vinci. En outre, et principalement, ne convenait-il pas à la gloire de l'Empire que le musée de Berlin possédât une œuvre de Léonard de Vinci sculpteur, trésor unique ?... M. Bode avait payé sa fameuse tête de cire cent mille francs. C'est pour rien ! Mais il se trouva que « le chef-d'œuvre du xve siècle était bourré de journaux anglais auxquels la majeure partie du public ne voulut pas admettre que Léonard fût abonné. » Fâcheuse aventure ? Pas du tout ! On se garda bien de jeter au ruisseau ou même de loger au grenier cette cire malencontreuse. On la laissa en belle place, au milieu d'une salle qui est au milieu du musée. On ne toucha point à l'étiquette : *Léonard de Vinci, buste de femme en cire colorée.* « M. Bode est fier ; tout le monde est content. Et voilà la grande manière !... » Quand on sut à n'en pas douter que le savant M. Bode avait été la dupe d'un malin, personne ne se fâcha. L'on détesta seulement les critiques indisciplinés qui, surtout à l'étranger, divulguaient la fraude : des envieux ! On les méprisa, on refusa de les entendre ; et l'on se félicita d'une aubaine excellente. Il paraît que l'Empereur, informé, ne sourcilla point ; il déclara : « C'est une erreur qui coûte cent mille francs. Qu'importe ? M. Bode nous a enseigné tant de choses, et qui valent plus de cent mille francs. » Jacque Vontade trouve ce mot « noble et charmant. » Jacque Vontade, à ce propos, ne craint pas de comparer Guillaume II et Louis XIV, qui, recevant Villeroi après la défaite de Ramillies, l'embrassa et s'occupa de le consoler affectueusement. Jacque Vontade écrit enfin : « Guillaume II a montré en plus d'une occasion qu'il avait cette sorte d'élégance au degré suprême... » Mais, depuis lors, Guillaume II a montré, en plus d'une occasion, que le faux n'était pas pour lui déplaire et qu'il n'avait aucune horreur du mensonge. Soyons sûrs qu'avec son digne peuple berlinois il se félicita de posséder, dans son musée impérial, un buste en cire, même bourré de journaux anglais, un buste en cire de Léonard et qu'il estima M. Bode, oui, comme le plus grand acheteur d'objets d'art de la plus grande Allemagne.

Ce goût du frelaté n'est-il point un symptôme ? Et, ne fût-ce que dans ces colossaux musées d'Allemagne, ne reconnaissons-nous pas le véritable caractère du nouveau peuple allemand ? Ce peuple est un parvenu. La fureur avec laquelle il a voulu montrer son opulence, dépenser de l'argent et montrer qu'il le dépensait, le zèle maladroit avec lequel il s'est hâté de construire, de déployer son faste et de multiplier autour de lui le clinquant, tout cela, autant de signes de la dépravation spirituelle que produit, chez les vaniteux, un trop soudain enrichissement. Et nous avons, nous, notre Bourgeois gentilhomme : risible personnage, mais anodin, de qui l'on se moque, mais qui n'excite pas l'horreur ou le dégoût. L'enrichissement germanique s'est exalté d'une autre sorte, avec une insolence détestable et avec une immonde brutalité. Ce parvenu libidineux et féroce est nietzschéen.

L'ancienne Allemagne qui obtint les indulgentes et les tendres sympathies de l'Europe, la petite Allemagne pieuse et casanière, on se la rappelle encore : elle n'est pas anéantie depuis longtemps. La promptitude de la transformation donne la clef de cet immense et prodigieux phénomène. Ce peuple avait grandi trop vite, et plus vite que ne le permettent les ressources de la nature humaine, les lois d'une croissance normale et saine. Ce peuple n'avait pas eu son adolescence lente et, à l'âge des modifications physiques et morales, il a pris des vices, contracté des manies et attrapé des tares irrémédiables. Ou bien, pour emprunter un mot de M. Paul Bourget, ce peuple n'a pas suivi, dans son développement, toutes ses étapes, l'une après l'autre. La vérité psychologique, si importante, que le roman de *l'Etape* a formulée ne s'applique pas seulement à l'histoire des individus et des familles, mais aux collectivités plus vastes, et aux nations. Les nations, de même que les individus, ont leur âme, leur corps, leur tempérament ; et il leur faut une hygiène, comme une éthique ; elles ont leurs maladies, au cours desquelles se manifeste la qualité authentique de leur nature, excellente ou abjecte, leurs maladies graves ou non, quelquefois mortelles. Si l'Allemagne meurt de nietzschéisme révoltant, qui donc y aura-t-il pour la regretter ? On la traitera selon ses maximes : son Nietzsche blâme la pitié.

André Beaunier.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les journaux anglais nous ont appris qu'après avoir gagné la bataille de la Marne, nous avions gagné celle de l'Aisne, sans en avoir eu l'impression aussi nette pour la seconde que pour la première. Le mot de victoire n'avait pas été prononcé, cette fois, dans les communiqués officiels. Aurait-il dû l'être? Il a fallu un raisonnement pour nous en convaincre. Ce qui caractérise une victoire, c'est le fait d'avoir amené l'ennemi à abandonner le terrain qu'il occupait pour en occuper un autre en deçà, et n'est-ce pas ce qui s'est passé sur l'Aisne? Nous parlions, il y a quinze jours, de la durée, qui semblait interminable, de la bataille que, Français et Allemands, nous nous livrions sur cette rivière, et il nous semblait que le seul moyen d'en finir était de tourner l'ennemi sur une de ses ailes, ou du moins de l'en menacer d'une manière assez effective pour l'obliger à se retirer. Eh bien! n'est-ce pas ce qui est arrivé?

Nous n'avons pas tourné l'ennemi parce qu'il nous a suivis front contre front dans notre mouvement, mais il n'a pu le faire qu'en abandonnant la ligne de bataille où il s'était si solidement fortifié et c'est l'objet que nous poursuivions. En fait, il a vidé ses terriers tout le long de l'Aisne; nous l'y avons forcé sous peine de voir son aile droite tournée ou enveloppée ; alors, par une sorte de glissement, les deux armées ont pris des positions nouvelles. Aucune des deux n'a réussi jusqu'à présent à enfoncer l'autre, il faut bien le reconnaître, mais que nous ayons repoussé, refoulé l'armée allemande, comment le nier? Le but qu'elle visait était Paris et elle y était presque arrivée : il suffit de prendre un compas et de mesurer les distances sur la carte pour constater qu'il y a plus loin de Paris à l'Escaut et à la Lys que de Paris à l'Aisne. Sur l'Aisne, qui retentissait, il y a quelques jours, de coups de canon, un silence relatif s'est fait; les troupes qui y restent en présence sont dans l'attente; la vraie bataille n'est plus là, elle est au Nord où elle se poursuit avec fureur sur un dévelop-

pement qui va jusqu'à la mer, si bien que la flotte anglaise a pu nous donner son concours en tirant sur la droite allemande avec ses canons à fort calibre et à longue portée. Il est impossible, comme le dit un de nos communiqués officiels, que sur un front aussi étendu il ne se produise pas quelques ondulations; nous avons perdu un peu de terrain sur quelques points, nous en avons gagné sur d'autres; dans l'ensemble, notre résistance est restée inébranlable. Combien d'heures, combien de jours encore durera la bataille, nul ne peut le dire, mais il suffit qu'elle se prolonge pour se terminer à notre avantage. Nous sommes loin, en effet, d'avoir épuisé toutes nos ressources, tandis que l'ennemi semble bien avoir mis en ligne toutes celles dont il peut disposer actuellement. Parmi les prisonniers que nous lui faisons, il y en a qui sont trop jeunes, d'autres trop vieux : ce sont là des symptômes significatifs; ils permettent de croire que, dans cette guerre d'usure que se font les deux armées, ce n'est pas la nôtre qui est le plus usée des deux.

Et enfin un autre élément doit entrer en ligne de compte quand on calcule les chances probables des deux adversaires : ce sont les plans qu'ils ont faits, les projets qu'ils ont arrêtés et essayé d'exécuter. Qu'on nous cite, si on le peut, un seul des plans de l'état-major allemand qui ait réussi. Ils ont tous abouti à des déceptions et à des échecs. Les Allemands ont gagné, à la vérité, une première bataille entre Mons et Charleroi, qui n'était pas dans leur plan primitif : nous ne nous y étions pas préparés, nous avons été pris à l'improviste, et notre échec nous a coûté cher sans doute, puisque nous avons dû reculer jusqu'à la Marne; mais, à ce moment, la fortune a tourné et, depuis, ne nous a plus abandonnés. Nous le devons à nos admirables soldats et à l'impassible sang-froid de leurs généraux. Nous le devons aussi à nos alliés, qui ont combattu avec nous sur les mêmes champs de bataille et qui, Anglais et Belges, ont déployé des qualités militaires dignes de leur glorieuse histoire.

Faut-il l'avouer? Il y a eu entre eux et nous un peu de surprise de se trouver mutuellement si grands et si forts. Nous n'attendions pas autant les uns des autres. Le journal le *Times* a exprimé ce sentiment dans un article qui nous a beaucoup touchés. On nous avait fait une mauvaise réputation dans le monde; on avait dit et cru que, chez nous, les fils n'avaient pas hérité des vieilles qualités de leurs pères; les Anglais n'étaient pas à notre égard sans quelque méfiance. Qu'en pense aujourd'hui le *Times*? Laissons-le parler : « Il y eut des jours, dit-il, où, durant la rapide marche en avant de l'armée allemande,

nous avons craint que les armées françaises ne fussent par trop inférieures à leurs adversaires, où nous avons cru que l'Allemagne ne serait battue que sur mer et sur sa frontière orientale et qu'après la guerre la France ne subsisterait comme grande Puissance que grâce à l'aide de ses alliées. D'avoir eu cette peur au sujet de la France, nous lui demandons maintenant pardon. » L'Angleterre a reconnu dans nos soldats le vieux génie de notre race guerrière et, aujourd'hui, elle nous rend justice avec une effusion presque lyrique. Nous aurons une franchise égale à la sienne. Nous n'avons jamais douté des solides qualités du soldat anglais; la ténacité est sa vertu maîtresse; rien ne l'ébranle, rien ne le décourage; il en a donné des preuves continuelles dans toute son histoire. Toutefois, on pouvait se demander s'il était préparé à la guerre moderne, s'il en avait prévu d'avance les rudesses brutales et s'il s'y adapterait du premier coup. Nous avions aussi une autre préoccupation : l'armée anglaise, qui ne se compose que de volontaires, serait-elle assez nombreuse pour nous apporter un concours efficace contre plusieurs millions d'Allemands? A notre tour, nous demandons pardon des craintes que nous avons un moment éprouvées. Soldats et officiers anglais n'ont rien perdu de leurs qualités anciennes et en ont tout de suite acquis de nouvelles. Enfin, la « méprisable petite armée du général French, » comme s'exprime l'empereur Guillaume, se compose aujourd'hui de près de 300 000 hommes et elle grossit sans cesse. Oui, nous nous en confessons humblement, quand lord Kitchener a parlé de lever une armée d'un million d'hommes, nous nous sommes demandé s'il n'y avait pas quelque exagération, quelque illusion dans ce chiffre : nous sommes maintenant éclairés et rassurés. Les volontaires pullulent en Angleterre et lorsque tous ces hommes auront reçu une première instruction militaire, ils ne seront pas seulement pour nous un appoint très utile, ils seront une armée formidable. Et que dire du concours que l'Angleterre a trouvé dans ses colonies ! Des milliers et des milliers d'Indiens ont traversé et traversent encore le canal de Suez; ils sont arrivés, ils arrivent tous les jours en France, et c'est un spectacle singulier de voir ces enfans de l'Asie venir, à l'appel de la nation qui a le plus contribué avec nous à répandre la civilisation dans le monde, défendre à sa source même cette vieille civilisation mise en péril. Quant aux Canadiens, nous les regardons un peu comme des frères et nous ne sommes pas surpris de les voir accourir. Nous n'avions pas prévu que ce mouvement serait aussi général, qu'il viendrait de si loin, qu'il apporterait jusqu'à nous des

masses aussi profondes. Ce sont là des choses nouvelles dans l'histoire du monde; elles donnent à la guerre actuelle un caractère de grandeur qui la distingue de toutes celles qui ont précédé. Napoléon Ier avait fait le rêve de ranger toute l'Europe sous son sceptre et d'en faire marcher tous les soldats sous ses étendards : un siècle après lui, il ne s'agit plus seulement de l'Europe; l'Amérique, l'Asie, l'Afrique, l'Océanie envoient leurs contingens se battre sous les drapeaux unis de l'Angleterre, de la France, de la Russie. Jusqu'où seront reculées au siècle prochain les limites du possible?

Dans cette immense levée de boucliers, la Belgique occupe une place d'honneur. Sans elle, le sort de la guerre aurait été très différent de ce qu'il est. Nous savons et nos alliés savent, eux aussi, ce que nous lui devons tous : aussi est-ce avec émotion que nous avons accueilli le gouvernement belge sur notre territoire, au moment où les rigueurs de la guerre l'ont amené à y chercher un refuge. M. le président du Conseil a dit combien nous étions fiers d'avoir été choisis par notre noble voisine pour assurer à son gouvernement une pleine sécurité. Le gouvernement belge est chez lui au Havre : sa souveraineté peut s'y exercer librement. Bientôt d'ailleurs, il rentrera chez lui victorieux. « Si j'étais mon petit-fils, disait Napoléon au plus fort des revers qui ont précipité sa chute, je me relèverais du pied des Pyrénées. » Il sentait ce qui lui manquait. La dynastie belge n'est pas très ancienne, mais trois souverains s'y sont déjà succédé et elle se confond aujourd'hui avec le pays lui-même. Dans les épreuves qu'elle traverse, la Belgique a consolidé son indépendance, et nous ne dirons pas que le roi Albert a affermi sa couronne, car elle n'avait pas besoin de l'être, mais il lui a donné la consécration de la gloire qui est aussi une force, surtout lorsqu'elle vient d'un malheur héroïquement supporté.

Si nous regardons maintenant du côté de l'Est, nous y trouvons de nouveaux motifs d'espérance et de confiance. On pouvait se demander si la bataille d'Augustow que les Russes ont récemment gagnée était seulement un incident heureux, ou si, au contraire, elle était sur toute la ligne une reprise des hostilités dans des conditions meilleures, C'est la seconde hypothèse qui se réalise et, à vrai dire, nous n'avons jamais douté qu'il en serait ainsi. Les Russes sont entrés en campagne avant d'avoir réuni toutes leurs forces; ils y ont fait une entrée brillante, comme il convenait à leur courage, mais nous n'oserions pas dire qu'ils n'aient pas commis quelque imprudence lorsqu'ils se sont hardiment, prématurément, jetés sur la Prusse

orientale. Ils ont alors subi un échec qui a été pour eux un enseignement et dont ils n'ont d'ailleurs pas tardé à prendre leur revanche à Augustow. La victoire qu'ils y ont remportée a rétabli leurs affaires de ce côté. En Galicie, ils ont débuté, au contraire, par des succès éclatans et, si leurs succès ont, plus tard, été ralentis par l'arrivée de l'armée allemande accourue au secours de l'Autriche, ils n'ont jamais été interrompus. L'armée allemande a aussitôt visé Varsovie. Il y a eu là, toutes proportions gardées, quelque chose de comparable à ce qui s'est passé chez nous lorsque l'armée allemande a marché sur Paris, sans se préoccuper assez de ce qu'elle laissait derrière elle et à côté d'elle. Alors le général Joffre lui a ménagé sur la Marne une surprise qui l'a arrêtée net et obligée de rebrousser chemin. De même en Pologne. Les Allemands y sont entrés assez profondément sans rencontrer grande résistance et sont arrivés à la porte de Varsovie. Après quelques jours d'attente, qui n'ont pas été pour nous sans anxiété, les Russes ont remporté une nouvelle victoire, non moins importante que celle d'Augustow, et l'armée allemande a battu rapidement en retraite. La joie a été grande à Varsovie, car l'inquiétude y avait été vive : la ville était décidément dégagée, l'ennemi était repoussé, il était en fuite, on respirait plus largement. Rien n'est terminé, il s'en faut même de beaucoup. A l'Est comme à l'Ouest, la guerre sera difficile et longue. Ceux qui ont cru que l'armée russe serait à Berlin au bout de six semaines se sont trompés. Il faut en prendre notre parti ; cette guerre est partout un concours de patience ; le succès final sera au plus patient.

C'est encore ce dont s'est fort bien rendu compte le *Times*, et il constate que l'armée française, grâce à une adaptation facile et rapide, s'est donné les qualités dont elle avait besoin. « La France, dit-il, a appris de l'Allemagne elle-même ce qui lui manquait, et maintenant elle peut combattre avec la méthode allemande aussi bien que les armées allemandes elles-mêmes. Il lui fallait faire la guerre d'une manière contraire à sa nature et à son génie, et elle l'a faite comme si la patience et non l'ardeur était la qualité principale de son âme... Alors le monde, qui retenait sa respiration, sut que les vieilles nations, la vieille foi, la vieille conscience de l'Europe étaient encore solides et que la science ne les avait pas encore livrées aux nouveaux barbares. Deux fois déjà auparavant dans le cours des siècles, à Poitiers et dans les champs catalauniques, un combat pareil avait eu lieu sur le sol de la France, et maintenant pour la troisième fois c'est la haute et dure destinée de ce pays d'être la nation

gardienne, et ce n'est pas un simple accident, car la France est le trésor le plus noble que ces barbares consciens voulaient détruire. Ils savent que tant qu'elle ne sera pas brisée, il y aura un esprit en elle qui rendra leur culture haïssable au reste du monde. Ils savent qu'en elle, comme dans Athènes autrefois, la pensée reste passionnée, désintéressée et libre. La pensée française a pris bien des formes, elle a connu bien des déguisemens et bien des erreurs, elle s'est moquée d'elle-même, elle s'est moquée des choses les plus sacrées, et pourtant il y a toujours eu en elle la sainteté de la liberté. » Nous aurions peut-être quelques détails de ce portrait à rectifier et il y en aurait d'autres à y introduire, car il s'en faut de beaucoup que la pensée de la France ait été seulement frondeuse et sceptique, elle a été aussi grave, forte, élevée, religieuse même; mais il est vrai qu'elle a toujours été libre et qu'aucune force au monde n'a réussi à l'enchaîner. En a-t-il été de même en Allemagne? C'est la question qui se pose aujourd'hui et que l'étrange Appel que les intellectuels allemands ont adressé aux « nations civilisées » aide à résoudre. La pensée allemande est très libre dans le domaine spéculatif; elle y est même beaucoup plus à fond dissolvante et destructrice que la nôtre; mais, dans l'ordre pratique, elle n'est pas seulement prudente, timide, passive, elle est honteusement domestiquée; la vérité n'a plus pour elle aucun prix, elle la met docilement au service de l'intérêt matériel; l'histoire, qu'elle travestit, n'est plus qu'une annexe de la politique, et les faits actuels, contemporains, qui se passent devant nous, qu'il est impossible de ne pas voir à moins d'y fermer systématiquement et obstinément les yeux, elle les nie avec une impudence où l'on retrouve les formes arrogantes de son insupportable pédantisme. Et c'est ce qui fait du document dont nous parlons une chose essentiellement allemande.

Ses quatre-vingt-treize signataires s'intitulent eux-mêmes les « représentans de la science et de l'art allemands. » Nous ne leur en contestons pas le droit : il y a du mélange parmi eux et du remplissage; tous n'ont pas la même taille; tous n'élèvent pas le mensonge à la même hauteur; la liste comprend toutefois quelques-uns des plus grands noms de l'Allemagne dans l'ordre intellectuel. Contre les « calomnies » qu'on répand, disent-ils, à travers le monde pour rendre l'Allemagne odieuse, ils « protestent à haute voix » et ils affirment que « cette voix est celle de la vérité. » Voyons donc comment procèdent ces hommes dont les plus illustres, habitués aux méthodes scientifiques qu'ils pratiquent et enseignent, connaissent en effet les lois de la recherche de la vérité

Ils procèdent ici par des négations. Il n'est pas vrai, disent-ils, que l'Allemagne ait provoqué la guerre, qu'elle ait violé criminellement la neutralité de la Belgique, que ses soldats aient porté atteinte à la vie ou aux biens d'un seul citoyen belge sans y avoir été forcé par la dure nécessité de la défense légitime, que ses troupes aient brutalement détruit Louvain, que ses armées aient violé les règles du droit des gens et commis des actes d'indiscipline ou de cruauté. Nous demanderons aux représentans de la science et de l'art allemands de quel droit ils donnent un démenti à des faits qui sont de notoriété publique et que mille témoins ont constatés. Ont-ils fait une enquête personnelle ? Se sont-ils donné la peine d'aller sur place interroger les ruines encore fumantes ? Ont-ils posé la moindre question aux blessés, aux mourans, aux survivans? Point du tout. Ils ont continué à lire de vieux livres dans leur cabinet de travail, à observer leurs cornues dans leurs laboratoires, à écrire des romans ou des pièces de théâtre, à jeter des notes sur le papier : pour ce qui est de la guerre, des circonstances dans lesquelles elle a été déclarée et des conditions dans lesquelles elle a été faite, ils ne les connaissent que par l'agence Wolff et les communiqués officiels. Aussi nient-ils sans vergogne. Cela ne peut pas, ne doit pas être vrai, disent-ils, donc cela n'est pas vrai! Le croient-ils? Qui sait? L'orgueil, poussé à un certain point, devient une démence. Il dénature et corrompt l'esprit jusqu'à des profondeurs insondables. Aussi pourrait-on être pris de pitié encore plus que de colère et d'indignation, si les savans allemands s'étaient contentés d'affirmer ou de nier; mais ils se sont emportés jusqu'à injurier et, sous prétexte de réfuter ce qu'ils appellent des calomnies, ils ont lâchement calomnié leurs victimes. Après avoir accusé les Belges d'avoir tiré traîtreusement sur leurs soldats, d'avoir mutilé les blessés et égorgé des médecins dans l'exercice de leur profession charitable, ils ajoutent sans rougir : « On ne saurait commettre d'infamie plus grande que de passer sous silence les atrocités de ces assassins et d'imputer à crime à des Allemands la juste punition qu'ils se sont vus forcés d'infliger à ces bandits. » Assassins! bandits! La conscience de l'humanité a déjà renvoyé ces qualifications à ceux qui les appliquent aux infortunés habitans de Louvain. Ce sont là des ignominies que la science ne saurait excuser ni couvrir, et ce n'est pas seulement en France ou en Angleterre que la lecture du misérable factum a fait courir un frisson d'horreur. A l'encontre de toutes ces négations des savans allemands, nous persistons à affirmer que toutes les cruautés relevées contre leurs sol-

dats ont été réellement commises. Et s'il n'y avait pas d'autre reproche à adresser à des soldats, ivres et grossiers, que d'avoir cédé quelquefois à ces emportemens dont on n'est pas toujours maître sur le champ de bataille, nous nous tairions; mais nous les accusons d'avoir commis systématiquement des actes barbares, d'avoir agi par ordre, par soumission à la discipline, enfin d'avoir aveuglément obéi à des chefs à qui revient dès lors la responsabilité morale de crimes qui n'ont pu être commis que parce qu'ils les avaient ordonnés.

C'est là une des plus effroyables conséquences de ce militarisme allemand, et plus spécialement prussien, où les savans d'outre-Rhin voient la garantie de leur culture. « Il n'est pas vrai, disent-ils, que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis. Sans notre militarisme, notre civilisation serait anéantie depuis longtemps. C'est pour la protéger que le militarisme est né dans notre pays, exposé comme nul autre à des invasions qui se sont renouvelées de siècle en siècle. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. »

Ici il faut distinguer pour s'entendre. Nous disons volontiers nous-mêmes que l'armée française et le peuple français ne font qu'un et, en parlant ainsi, nous croyons très bien dire. Il est certain qu'un peuple, s'il veut protéger sa civilisation, doit être à même de se faire respecter et par conséquent d'être fort. Pour cela il faut une armée. L'abus, le danger commencent dans un pays lorsque l'armée y devient l'élément prépondérant et qu'elle a la prétention de faire la loi au lieu de se borner à l'exécuter. C'est ce qui est arrivé en Allemagne, après des succès militaires qui l'ont grisée. Alors l'armée portée à sa perfection est devenue un État dans l'État, fonctionnant pour elle-même et finalement assez sûre de son invincible puissance pour se croire capable de plier le monde entier sous son joug. On sait aujourd'hui avec quel soin elle avait, jusque dans le plus menu détail, tout disposé pour réaliser son idéal de domination : avant l'arrivée des soldats, l'armée des espions avait préparé les voies. Par une intoxication qui a atteint l'Allemagne jusque dans les moelles, le rêve malsain de son armée est devenu le sien et nous sommes en ce moment en présence de ce phénomène, si bien décrit par M. Boutroux, qui, au nom de sa culture propre, a dressé le pays tout entier contre le reste de l'Europe, notamment contre les nations auxquelles il doit cette culture qu'il n'a guère développée et perfectionnée que dans l'ordre des applications pratiques. Nous voudrions bien savoir,

en effet, ce que l'Allemagne a inventé. A-t-elle un Lavoisier, un Berthelot dans la chimie ; un Ampère, un Branly dans la physique ; un Claude Bernard, un Pasteur dans la biologie ? Non : ses plus grands savans sont de bons élèves qui ont continué les travaux du maître, mais dont aucun ne s'élève au-dessus d'un docteur Roux ou d'un Metchnikoff. Ce sont des continuateurs patiens, méthodiques, laborieux, rien de plus : aucun génie inventif, aucune originalité.

Dans l'ordre littéraire, artistique, philosophique, les savans allemands citent avec orgueil Gœthe, Beethoven et Kant dont l'héritage est aussi sacré pour l'Allemagne que son sol et son foyer. « Nous en répondons, disent-ils, sur notre nom et sur notre honneur. » Ce ne sont là que des mots et cette rhétorique prétentieuse sonne dans le vide. Les grands génies de l'humanité sont respectables et sacrés à l'humanité tout entière et l'héritage de Gœthe, ou de Kant, ou de Beethoven, n'étant menacé par qui que ce soit, n'a nul besoin du militarisme prussien pour ne pas périr. S'il en était autrement, il aurait déjà péri, et depuis longtemps, car Gœthe, Beethoven et Kant ont vécu et, comme on dit, fleuri à un moment où ce militarisme était fort loin d'exister. Ils étaient d'ailleurs à l'antipode des sentimens de l'Allemagne d'aujourd'hui et ils les auraient détestés s'ils les avaient connus. On nous demandera peut-être, à nous aussi, ce que nous en savons et on nous accusera d'être trop affirmatif. Laissons Beethoven, qui est très grand sans nul doute, mais non pas dans le domaine de la pensée, — et qui est d'ailleurs au moins à moitié Belge. Pour ce qui est de Kant, il a caressé toute sa vie le rêve de la paix perpétuelle, et personne assurément ne soutiendra que Gœthe ait jamais témoigné la moindre admiration pour le militarisme. On s'est même demandé s'il était patriote : s'il l'était, c'était avec des nuances qui lui étaient propres et une indépendance d'esprit qui l'a toujours porté à reconnaître ce que sa culture personnelle, à laquelle il tenait par-dessus tout, par-dessus l'Allemagne même, devait à la France. L'homme est loin d'inspirer une sympathie sans mélange, et l'œuvre une admiration sans réserves. C'est surtout dans les conversations de sa vieillesse avec Eckermann que Gœthe nous intéresse et quelquefois nous touche, parce qu'il s'y livre plus qu'ailleurs. On lui reprochait, dans son pays, de n'avoir pas fait des chansons patriotiques comme Kœrner en 1813, de s'être montré trop cosmopolite, d'avoir trop aimé nos écrivains du XVIIIe siècle : on sait que Kant, lui aussi, reconnaissait devoir beaucoup à Rousseau. « Entre nous, avouait Gœthe à son fidèle interlocuteur, je ne haïssais pas les Français, quoique je remercie Dieu de

nous avoir délivrés d'eux. Comment moi, pour qui la civilisation et la barbarie sont des choses d'importance, comment aurais-je pu haïr une nation qui est une des plus civilisées de la terre, à qui je dois une si grande part de mon propre développement? La haine nationale est une haine particulière. C'est toujours dans les régions inférieures qu'elle a le plus d'énergie et le plus d'ardeur. Mais il y a une hauteur à laquelle elle s'évanouit; on est là pour ainsi dire au-dessus des nationalités; on ressent le bonheur ou le malheur d'un peuple voisin comme le sien propre. Cette hauteur convenait à ma nature, et longtemps avant d'avoir atteint ma soixantième année, je m'y étais fermement établi. » Si cette hauteur convenait à la nature marmoréenne de Gœthe, elle ne convient pas à tout le monde et nous ne la recommandons pas comme un sommet auquel il faille aspirer; mais il est bizarre, quand on a lu Gœthe, d'entendre revendiquer son grand nom pour recommander le militarisme prussien. Les savans allemands peuvent seuls se permettre des rapprochemens aussi imprévus.

Est-il vraiment nécessaire de démontrer, de prouver une fois de plus que l'Allemagne a voulu et provoqué la guerre? Sur ce point, la lumière a été faite avec tant d'éclat par la publication du Livre Bleu anglais qu'aucune contestation ne peut plus être admise. Cela n'est pas vrai, n'en protestent pas moins les savans allemands. Eh bien! Messieurs, c'est à vous de le prouver: où sont vos preuves? Vous n'en donnez aucune, vous demandez à être crus sur parole : c'est trop exiger! « Il n'est pas vrai, dites-vous encore, que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique. Nous avons la preuve irrécusable que la France et l'Angleterre, sûres de la connivence de la Belgique, étaient résolues à violer elles-mêmes cette neutralité. » Vous avez cette preuve? que ne la donnez-vous? Il est vraiment fâcheux pour M. de Bethmann Hollweg qu'il n'en ait pas fait état devant le Reichstag, lorsqu'il lui a annoncé la résolution de passer outre aux protestations qu'il reconnaissait « fondées, » — c'est son mot, — du Luxembourg et de la Belgique, et de violer leur territoire. Il s'est contenté de dire: « On s'en tire comme on peut! » N'était-ce pas le moment de fournir la preuve? Mais il semble bien qu'on ne l'ait découverte qu'après coup, le viol une fois perpétré, en fouillant dans les papiers laissés à Bruxelles par le gouvernement belge. Celui-ci a protesté contre la duplicité dont on l'accusait et sa protestation suffirait pour nous convaincre de l'inanité de l'accusation. Ne joue-t-on pas ici sur une équivoque? Toutes les publications militaires allemandes ne cessaient d'annoncer qu'en cas de guerre, l'armée impériale

passerait de gré ou de force par la Belgique. Qu'à un moment quelconque, l'Angleterre ait échangé quelques vues avec la Belgique sur ce qu'il y aurait éventuellement à faire en pareil cas, c'est possible, mais cela ne prouve nullement que la Belgique soit entrée dans un complot contre l'Allemagne, ni qu'elle ait été jamais songé à sortir spontanément de sa neutralité. L'accusation est une perfidie et une imposture de plus de la part de l'Allemagne : personne n'y a cru, personne n'y croira.

Nous nous sommes laissé aller à discuter l' « Appel des savans allemands aux nations civilisées. » En valait-il la peine ? Il faut bien le croire, puisque notre Institut national l'a cru. Le gant lui avait été en quelque sorte jeté, il a voulu le relever. Il a cherché, en tâtonnant un peu, la forme qui conviendrait le mieux et, finalement, M. Louis Renault a été chargé d'exprimer sa pensée dans la séance publique annuelle que les cinq académies ont tenue le 26 octobre. D'autres orateurs, M. Appell, qui présidait la séance, MM. Henri Cordier, Homolle, Lacour-Gayet, René Doumic, qui parlaient au nom de leurs académies respectives, l'ont fait avec une éloquence qui a profondément ému l'auditoire ; ils ont été très applaudis et l'auraient été encore davantage si l'angoisse n'avait pas si fortement étreint les cœurs. M. Louis Renault, parlant pour l'Institut tout entier, a voulu être très simple et, dédaignant toute rhétorique, s'est contenté, avec l'autorité sans rivale qu'il a dans le monde, d'exposer les règles de la guerre, telles qu'elles ont été fixées dans deux conférences à La Haye, avec le concours des représentans du monde entier. A qui la faute, si chaque règle énoncée par M. Renault faisait songer avec effroi aux violations dont elle vient d'être l'objet ? A qui la faute, si presque chaque mot de l'orateur rappelait des faits dont il a pu dire que « nous en sommes aussi humiliés comme hommes qu'affligés comme Français ? » Sa conclusion vaut la peine d'être reproduite ici. « J'ai terminé, dit-il, la revue des prescriptions d'ordre international, relatives à la conduite de la guerre, que je voulais vous soumettre. Ce sont là des textes émouvans dans leur brièveté, parce qu'ils correspondent, non à de pures hypothèses, comme c'est souvent le cas pour ces textes juridiques, mais à des faits trop réels, trop actuels, et si épouvantables qu'ils en sont invraisemblables et que les témoignages les plus probans deviennent nécessaires pour en faire admettre l'existence. Ce n'est pas sans une profonde tristesse que j'ai rassemblé des textes à l'élaboration desquels j'ai eu l'honneur de participer et qui me rappellent tant d'hommes éminens, convaincus,

comme moi, que nous avions fait faire un progrès sérieux à la civilisation. La déception est trop cruelle. Si nous nous étions attendus et si nous devions nous attendre à des infractions individuelles, personne ne pouvait songer à une méconnaissance générale et systématique de toutes les règles solennellement adoptées. C'est là le fait grave, dont il y aura lieu peut-être de tirer ultérieurement des conséquences. »

Nous mettons hardiment en opposition, en contraste, « l'Appel des savans allemands aux nations civilisées » et le langage strictement juridique de M. Louis Renault. C'est aussi un appel qu'il a fait à ces mêmes nations auxquelles les savans allemands ont adressé le leur : elles les entendront l'un et l'autre, elles compareront, elles jugeront. L'Appel allemand a froissé nos sentimens comme une de ces lourdes inconvenances auxquelles on se croyait en droit de ne pas s'attendre de la part de gens qui vivent dans les régions élevées de l'intelligence : qu'il reste donc à la charge, à la honte de ceux qui l'ont signé. L'ont-ils tous signé spontanément? Plusieurs d'entre eux, beaucoup peut-être, ne l'ont-ils pas fait par ordre, comme on fait tout en Allemagne ? C'est possible et même probable, mais ce n'est pas une atténuation, c'est plutôt une aggravation de leur acte, car le servilisme n'est pas une excuse et si on peut aliéner sa liberté, on ne supprime pas sa responsabilité. Tous les savans allemands n'ont pas signé ce document : certains noms y manquent qui n'ont pas moins d'autorité que ceux qui y figurent. Il est à croire que ces abstentions ont été intentionnelles, et elles sont dès lors très respectables. Mais les adhésions sont trop nombreuses et les abstentions ne le sont pas assez. L'appel des quatre-vingt-treize a eu le retentissement qu'il méritait. Le monde en a été remué par une indignation qui a eu quelque peine à se contenir. Il creusera un fossé encore plus profond, un abîme, entre les savans allemands qui ont traité les Belges d'assassins et de bandits, et ceux qui, dans les nations civilisées dont nous sommes justiciables les uns et les autres, admirent l'héroïsme et respectent le malheur immérité.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

LA
MONARCHIE DES HABSBOURG

D'APRÈS LE LIVRE DE H. WICKHAM STEED

Dans les *Instructions* que recevaient à leur départ les ambassadeurs de notre Ancien Régime, figurait une clause qui devint « de style » à partir du règne de Louis XV : l'ambassadeur devrait à son retour rapporter une *Relation* détaillée et complète de la Cour et du Gouvernement auprès desquels il aurait été accrédité; il aurait à renseigner le Roi et son Conseil sur les souverains et les hommes d'État qu'il aurait fréquentés, sur leurs entours et intimité, leurs caractères et habitudes, sur les forces et les ressources de l'État, les sentimens des peuples, la richesse et le commerce des pays, etc., etc.

La plupart des ambassadeurs d'alors suivaient les *Instructions* de leur ministre : leurs *Relations* sont aujourd'hui les documens les plus utiles pour qui veut comprendre, et non pas chronographier seulement, l'histoire de l'Europe aux XVIIe et XVIIIe siècles. Elles ne sont pas bourrées de chiffres. Elles ne donnent même que de rares et incomplètes statistiques. Elles négligent souvent, elles ignorent parfois la géographie, et n'ont aucune prétention à la philosophie historique. Mais, nous expliquant au mieux la machine gouvernementale et nous faisant connaître le personnel qui la dirigeait ou l'actionnait, telle de ces *Relations* sur la Pologne, sur Gênes ou sur la Rome pontificale, reste, après deux siècles écoulés, le seul tableau qui fasse revivre devant nos yeux tel et tel de ces États défunts.

M. Henry Wickham Steed a été, durant de longues années, le correspondant ou plutôt l'ambassadeur du *Times* à Vienne : par ses dépêches et correspondances, il y a si bien rempli son devoir d'informateur quotidien qu'il vient d'être rappelé à Londres pour prendre la direction de la politique étrangère dans le grand journal anglais; d'ambassadeur à Vienne, le voici promu sous-secrétaire d'État permanent à cet autre *Foreign Office*. Il a rapporté de son ambassade une *Relation* dont M. Firmin Roz nous donne la traduction sous le titre : *La Monarchie des Habsbourg* (1). C'est vraiment une *Relation* à la française, écrite par un Anglais qui a fait ses études en France et qui a toujours professé une admiration reconnaissante pour nos maîtres de l'enseignement supérieur.

M. H. W. Steed nous dit en sa *Préface* : « Nombre d'écrivains étrangers se sont occupés des questions autrichiennes, hongroises et austro-hongroises; une bonne part de leur travail repose sur la connaissance précise des faits enregistrés, des statistiques, des idiosyncrasies de races et des événemens historiques. » M. Steed connaît aussi bien que personne l'histoire, l'ethnographie, la législation et les finances de l'État austro-hongrois; il sait où l'on peut copier ces belles statistiques, qui donnent confiance à l'œil du lecteur, sans dire grand'chose à son esprit. Mais ce n'est pas un manuel d'histoire, ni de géographie, ni de sociologie, ni d'économique qu'il a voulu faire : « ayant eu l'avantage d'avoir vécu pendant dix années la vie quotidienne du pays et d'avoir dû la contempler en critique, sinon en juge, » il ne nous offre que « les fruits de son expérience personnelle. » C'est une œuvre personnelle qu'il a voulu composer, un tableau d'ensemble, où la réflexion a autant de part que l'expérience, un portrait véridique de cette monarchie des Habsbourg, considérée par lui comme une personne vivante, agissante et durable.

En ce portrait fidèle et pourtant respectueux, la monarchie des Habsbourg n'est ni flattée ni caricaturée. Elle est peinte, d'une main fort experte et d'un œil sympathique, qui voyait les défauts et les tares du modèle, mais qui n'avait aucun parti pris de haine ni de courtisanerie : de-ci, de-là, quelques touches spirituelles, quelque arrangement de parure ou de chevelure

(1) Librairie Armand Colin.

trahissent le sourire de l'auteur et sa discrétion amusée par tel détail qu'il connaît, mais qu'il veut taire. Comme il arrive pour nombre de portraits ressemblans, le modèle s'est fâché et n'a pas voulu se reconnaître. Le livre de M. Steed a été interdit par la censure autrichienne ou, du moins, n'a été reçu qu'à correction. Il se peut que les spectateurs et les critiques indépendans lui reprochent, en revanche, son désir de nous présenter en jeunesse cette noble et vieille dame que l'on nous montre, d'ordinaire, plus proche de la décrépitude et de la sénilité que de l'adolescence ou même de l'âge mûr.

M. Steed l'a vue jeune et fort belle encore. Il la croit toujours sujette à « des crises de croissance plutôt que de déclin. » Il partage les espoirs de ceux qui, l'ayant longtemps admirée, lui découvrent toujours les mêmes charmes et, sous les rides dissimulées, le même âge. Quand la malheureuse impératrice Élisabeth tomba en 1898 sous le poignard de Lucheni, l'Europe entière, qui pourtant la voyait sur le trône depuis un demi-siècle bientôt et la savait grand'mère, fut étonnée d'apprendre qu'elle avait passé la soixantaine : la grâce de son visage, la noblesse de son allure, la souplesse toute sportive encore de ce corps élégant faisaient croire à son éternelle jeunesse.

Depuis le Congrès de Vienne jusqu'en cet été de 1914, la monarchie des Habsbourg a été pour les diplomates anglais la plus sûre et la plus précieuse des amies sur le Continent : elle leur est toujours apparue sous ses traits de 1815, puisqu'elle devait continuer de tenir son rôle de 1815 dans leurs combinaisons. La diplomatie d'Édouard VII voulait encore agrandir l'importance de ce rôle : ce n'est pas la Russie et la France seulement que le roi-diplomate espérait fédérer à la Grande-Bretagne pour la défense des libertés européennes ; Édouard VII, s'il eût vécu, eût peut-être gagné la coopération des Habsbourg à cette campagne d'affranchissement. M. Steed a été à Vienne l'un des témoins, l'un des collaborateurs de la politique d'Édouard VII ; il a cru, il continue de croire à la pérennité de l'Autriche : « Sans doute, des erreurs, des faiblesses, des préjugés chez le monarque, les hommes d'État ou les races peuvent conduire, dit-il, la monarchie au bord de la ruine ; un désastre peut paraître présager l'accomplissement des prophéties de désintégration ; mais, pendant dix années d'observation et d'expérience constante, dix années de luttes et de crises, il ne m'a

été donné de percevoir aucune raison suffisante qui puisse, en supposant à la dynastie une sagacité moyenne, empêcher la monarchie des Habsbourg de conserver sa place légitime dans la communauté européenne. » Le livre tout entier n'est que le développement de ce double axiome : 1° la monarchie des Habsbourg tient une place légitime, nécessaire, dans la communauté européenne ; 2° il suffit à sa dynastie d'une sagacité moyenne pour conserver longtemps cette place.

Telles sont du moins les deux idées maîtresses qui reparaissent à chaque page et, si l'exposé proprement dit ne comprend que les trois premières parties de l'ouvrage : *I. Le Monarque et la Monarchie ; — II. L'État ; — III. Le Peuple*, on peut dire que la quatrième, *La Politique étrangère*, vient comme une vérification tirée de l'expérience la plus récente.

Dans les autres États, la politique étrangère est, d'ordinaire, fonction de la politique intérieure : celle-ci, le plus souvent, détermine ou embarrasse celle-là. Dans la monarchie des Habsbourg, la politique étrangère fut toujours la principale raison d'être, la fonction essentielle de l'État : la politique intérieure elle-même n'est qu'une sorte de diplomatie interne entre les races, les castes, les religions ennemies, dont les représentans élus forment autour du souverain moins des parlemens qui légifèrent, que des sortes de congrès, des Délégations, qui négocient tant avec la couronne qu'avec les sujets voisins et rivaux. Il en résulte que la sagacité diplomatique chez les dirigeans est pour cette monarchie la seule condition d'une durée presque indéfinie. Or la sagacité diplomatique n'est point si rare parmi les hommes ni d'acquisition si difficile que le premier venu, dûment lavé et habillé, comme disait Bismarck, ne puisse faire un honnête diplomate : le plus rustique des seigneurs terriens se révèle parfois le plus habile des maquignons. Et il suffit, dans l'Europe actuelle, d'une duplicité moyenne pour devenir ou pour sembler un très grand diplomate : voyez le portrait que M. Steed nous trace du baron d'Aehrenthal !... Pourquoi donc présager la disparition de l'Autriche-Hongrie ?

*
* *

La nature et l'histoire ont fait à la monarchie des Habsbourg sa place nécessaire, donc légitime. M. Steed énonce cet axiome et n'éprouve aucun besoin de nous le démontrer : j'ai dit qu'il

ne versait ni dans les descriptions géographiques, ni dans les dissertations d'histoire ; pour les lecteurs anglais, il était d'ailleurs des vérités premières dont la démonstration aurait paru oiseuse ; quand, depuis un siècle, la monarchie austro-hongroise était une pièce nécessaire sur l'échiquier britannique, comment le public anglais pouvait-il mettre en doute qu'une providence bienveillante eût, de toute éternité et pour toujours, préparé la place et assuré le maintien de cette monarchie sur le Continent?

Les lecteurs français ont là-dessus des sentimens tout contraires : depuis trois siècles bientôt, la ruine de la maison d'Autriche est le *delenda Carthago* de leurs manuels scolaires. Mais si l'on demandait à M. Steed quelques argumens à l'appui de ses dires, j'imagine que, sans peine, il en pourrait fournir d'excellens et de nombreux : il suffit de considérer une carte, de feuilleter une histoire de l'Europe danubienne.

Au centre du continent européen, à mi-distance des marécages baltiques et des promontoires méditerranéens ; au rebord oriental du grand système alpestre qui, de ses massifs, contreforts, contrepentes et péninsules allongées, fait jusqu'à l'Atlantique et jusqu'à la Méditerranée l'Europe occidentale ou, pour mieux dire, l'Europe tout court ; à l'entrée de ces plaines sans bornes qui, jusqu'au Pacifique, déroulent sur l'Europe orientale et sur l'Asie polaire leurs pâturages et leurs déserts : le bassin du moyen Danube est une cuve profonde, que sa ceinture de monts et de forêts n'a jamais pu défendre contre les attaques du dehors et vers laquelle ont toujours tendu, coulé, couru les torrens des hordes pillardes, les fleuves des tribus migratrices et les inondations des empires conquérans.

De tous les coins de l'Ancien Monde et même de ses extrémités les plus lointaines, les humanités jaunes et blanches se sont précipitées à ce rendez-vous de batailles. Toutes à leur heure ont voulu conquérir, ont conquis et occupé ce nombril de notre continent. Du Far West européen, sont venus jadis les Celtes par la route qui ramena, depuis, les Français de Napoléon ; de l'Extrême-Orient asiatique, trois fois les Jaunes : Huns, Magyars et Mongols, ont poussé jusqu'ici leurs tourbillons de cavaliers ; du Sud-Ouest, les Romains de Trajan et, du Sud-Est, les Turcs de Selim ; du Nord-Ouest, les Germains et, du Nord-Est, les Slaves y sont venus planter les

castra de leurs colons militaires, les tentes de leurs *sandjaks*, les *burgs* de leurs margraves ou les grosses fermes de leurs *zadrougas*.

Nombre de ces invasions n'ont fait que passer. Nombre d'autres ont laissé leurs témoins sur le pourtour ou dans le fond de la cuve. Allemands, Slaves du Nord, Magyars, Roumains et Slaves du Sud sont, en fin de compte, restés maîtres de la place. Mais il a fallu vingt et trente siècles de guerres pour en éliminer les autres compétiteurs : il y a deux cents ans à peine, le flot turc battait encore le rempart de Bude et, si l'Islam s'est retiré avec lui, les autres religions de l'Europe occidentale et levantine, les trois christianismes catholique, protestant et orthodoxe, sans compter le judaïsme, continuent de s'y affronter. M. Steed cite quelque part le mot de Metternich : « L'Asie commence au faubourg de Vienne, à la Landstrasse. » Vienne est au pouvoir des blancs d'Europe, en effet; mais à quelques kilomètres, commence la Hongrie, terre des Jaunes et des Israélites, l'Asie magyare et judaïsante.

En ce carrefour de batailles, le Habsbourg est un jour apparu pour établir la trève de Dieu. Pauvre baron suisse, descendu de son château de l'Aar, il avait été élu par ironie chef laïque de la chrétienté occidentale, gérant nominal de ce Saint-Empire romain germanique, dont relevaient en théorie tous les royaumes de l'Occident. Il avait profité de ce titre pour s'attribuer la possession héréditaire de l'*Ostreich*, de l'*Ostmark*, de cette Marche, de ce « Royaume de l'Est, » qui était alors le boulevard de la chrétienté occidentale vers le Levant. L'Autriche et la *burg* de Vienne devinrent ainsi sa terre et sa résidence; elles le sont toujours demeurées.

De la fin des Croisades au début de notre Révolution, le Habsbourg conserva presque toujours la couronne impériale, et il resta toujours à son poste de margrave d'Autriche. Il put avoir d'autres ambitions et d'autres rôles dans l'Empire germanique, dans le reste de l'Occident et jusque dans les terres à peine découvertes du Nouveau-Monde. Mais dans sa Marche danubienne, défenseur avancé du christianisme et de l'Europe contre l'Asie mécréante, son rôle historique fut de fédérer autour de son Autriche les chrétientés voisines pour soutenir, repousser, briser enfin les assauts de l'Infidèle : ce sont les murs de Vienne, défendus par tous les chrétiens du voisinage, qui

arrêtèrent le Turc et l'Islam dans leur remontée triomphante du Danube ; ce sont les généraux du Habsbourg, menant des armées allemandes, croates, serbes, tchèques, hongroises et transylvaines, qui rejetèrent la conquête ottomane derrière la Theiss, puis derrière la Save et les Carpathes ; les autres Puissances européennes, la France et la Russie surtout, ne les eussent-elles pas arrêtés en cette descente libératrice, il est possible que les Habsbourg l'auraient poursuivie jusqu'aux rivages de l'Archipel et de la mer Noire.

Si toutes les chrétientés danubiennes eussent été de même race, de même langue ou seulement de même rite, il est probable que, de ces luttes séculaires, la victoire aurait fait émerger une monarchie des Autriches toute semblable à celle que les mêmes luttes pour la foi établissaient sur les Espagnes ou sur les Russies : monarchie unitaire, monarchie religieuse, nivelant les indépendances et les autonomies et renversant les limites de royaumes ou de cantons pour soumettre à son droit divin et à son bon plaisir les corps et les âmes.

Mais entre ces chrétientés du Danube, les différences de rites avivaient encore les haines de races, et les incompréhensions de langage parachevaient le chaos : chaque peuple voulait rester fidèle à sa communion, à son caractère familial, à ses traditions, comme à son costume. Loin de se fondre en une unité religieuse, leurs particularismes se traduisaient en des sectes et des hérésies : chacune de leurs nationalités se faisait un christianisme à sa mode ; Tchèques, Moraves, Magyars, etc., même au sein du catholicisme, chacune voulait avoir sa religion. Quelques-uns même préféraient au salut de leurs âmes la garantie de leur particularisme : Croates et Transylvains trahissaient les armées de la Croix pour chercher dans la vassalité du Turc et de l'Islam la sauvegarde de leur autonomie.

C'est de là que la monarchie des Habsbourg tira son caractère spécifique. Elle ne pouvait pas s'imposer par l'Église à l'obéissance globale de ces chrétientés ; elle dut gagner leur dévouement, solliciter et obtenir l'adhésion de chacune et, pour se les attacher l'une après l'autre, chercher un autre lien que la religion. A la mode germanique, le Habsbourg fonda sa puissance sur le droit féodal, sur l'hommage-lige, sur le serment de fidélité individuelle et nationale. En dehors des terres allemandes, il se construisit un empire d'après les principes du

Saint-Empire romain germanisé, en remplaçant les hommes-liges de celui-ci par des peuples-liges.

Empire féodal, mais empire familial tout ensemble ; car, des divers moyens d'imposer ou de gagner l'hommage, — conquête, achat, procédure juridique, négociations et marchandages, — le Habsbourg avait choisi d'ordinaire le moins coûteux et le plus sûr : il avait fait entrer dans sa famille, par une suite de mariages, les héritières des différentes couronnes danubiennes et acquis ainsi à ses descendans l'hommage héréditaire de tous ces peuples rivaux ; c'est par d'heureux mariages que l'Autrichien s'était annexé la Bohême, la Moravie, la Hongrie et ses dépendances, *tu felix, Austria, nube.*

Ainsi, de la fin des Croisades au début de notre Révolution, cette monarchie se constitua et s'étendit presque continûment. Malgré des revers et des rébellions, elle vint à bout de tous les adversaires du dedans et du dehors. Mais à mesure que, sur le Danube moyen, le Habsbourg affermissait sa prise et ses droits, il perdait pied dans le Saint-Empire romain germanique : toujours chef nominal de cet empire de l'Occident, toujours possesseur de fiefs et de propres dans la haute et basse Allemagne, il y voyait diminuer de jour en jour et son pouvoir impérial et ses domaines et ses juridictions. Bon gré mal gré, il devait laisser l'Europe teutonne et latine à d'autres, aux rois de France, d'Espagne et de Prusse, et se lancer à corps perdu vers le Levant : de jour en jour, le *Drang nach Osten,* la descente vers l'Orient danubien et balkanique était assignée à ses ambitions et à ses espoirs.

Notre Révolution ne fit qu'achever ce destin que, dès 1773, un Joseph II envisageait déjà et acceptait d'un cœur content : jetant bas le Saint-Empire germanique, Napoléon fit du même coup surgir un empire autrichien ; le Habsbourg, cessant d'être l'Empereur d'Occident, se proclama empereur d'Autriche et, perdant ses derniers domaines sur le haut Danube et sur le Rhin, il se consacra tout entier à ses peuples et royaumes de l'Est.

Un instant, on put croire que les contre-coups de la Révolution porteraient à cette monarchie, comme à tant d'autres, le heurt fatal : comment cette bâtisse moyenageuse, la plus féodale peut-être de toutes les bâtisses européennes, pourrait-elle résister aux secousses et tiraillemens des nationalités, que

l'exemple, la propagande et les victoires de la France révolutionnaire éveillaient à travers l'Europe? En cette cuve danubienne, où, par quatre et cinq fois, accourait l'invasion jacobine, puis napoléonienne, en ces provinces de la Save et de l'Adriatique où l'empire napoléonien installait même ses préfectures, comment les peuples-liges garderaient-ils leur fidélité à ce Habsbourg qui, le danger turc une fois disparu, ne leur était plus que d'un secours médiocre et pesait lourdement d'autre part à leurs sentimens et à leurs revenus?

Mais la Révolution et Napoléon tombèrent à Waterloo avant que l'éveil des nations fût terminé; et le souvenir des services que le Habsbourg avait rendus jadis contre le Turc était encore vivace parmi les peuples délivrés; et le Turc campait toujours sur le promontoire de Belgrade, d'où ses guetteurs dominaient la cuve, d'où ses pillards couraient au loin razzier les troupeaux et les femmes; et dans le triomphateur du Congrès de Vienne, dans Metternich, la monarchie traditionnelle trouvait un restaurateur du droit féodal qui proclamait son dessein (c'était même sa devise) de maintenir partout « ce droit par la force; » et refrénant toutes les velléités d'indépendances nationalistes, Metternich disposait de trente années de ministère (1815-1848) pour donner à son œuvre la solidité que nous lui constatons encore. C'est en vain qu'un nouvel assaut de la Révolution le chassa du pouvoir en 1848 et fit chanceler une seconde fois la monarchie : la main toute-puissante du Tsar la remit en son assiette et équilibre.

Depuis 1849, l'œuvre de Metternich s'est maintenue et raffermie, en se parant seulement d'une façade nouvelle, en masquant un peu ses assises et ses murailles féodales sous des attributs et des ornemens parlementaires. Mais si les dehors ont été modernisés et l'apparence rajeunie, rien n'est changé dans la construction même et la charpente, ni dans la distribution et le mobilier, ni dans la vie du propriétaire.

C'est toujours le même empire féodal et familial dont le chef, se tenant pour le délégué de Dieu, pour le commissaire de la Providence dans le monde danubien et balkanique, prétend à rester le seigneur et le père de ses peuples, le propriétaire de leurs personnes comme de leurs terres, — et de leurs voisins, — le recteur de leurs consciences, le tuteur de leurs familles, le mainteneur surtout des relations amicales et de la paix publique

entre leurs nationalités ennemies, le transmetteur à travers les siècles de cette charge sacro-sainte que le Seigneur a confiée à sa famille pour le salut commun dans ce monde et dans l'autre.

« Chaque Habsbourg couronné, dit M. Steed, interprète à sa manière la mission dont il croit que la Providence l'a investi. » Mais la croyance en cette mission se perpétue d'Habsbourg en Habsbourg couronné et, si un Joseph II et un François II, un Ferdinand II et un François-Joseph ne l'entendent pas de même façon, « la politique de Habsbourg [reste toujours] un opportunisme exalté à la poursuite d'une idée dynastique immuable. »

Maintenir la dynastie, en assurer le repos et le bonheur : la monarchie et ses fonctionnaires ne doivent vivre et faire vivre les peuples que pour ce programme. On recommandait un jour à l'empereur François II un bon patriote, qui avait rendu de grands services à l'État : « Vous me dites, répondit ce Habsbourg, qu'il est bon patriote à l'égard de l'Autriche ; mais l'est-il aussi à mon égard ? »

Il peut venir à certains esprits que cette conception gouvernementale a peu de chances de durée en un temps où les droits des dynasties et les devoirs des peuples envers elles obtiennent de l'opinion publique moins de considération que les droits des peuples et les devoirs des dynasties envers eux. Pour quiconque vit en Occident, il est même incompréhensible que la monarchie des Habsbourg puisse conserver cet idéal et prolonger en plein XXe siècle la survivance d'un pareil anachronisme : d'où l'opinion assez commune parmi nous que les jours de cette monarchie sont comptés et que la seule commisération des peuples envers le malheureux et moribond François-Joseph, leur faisant retarder la revendication de leurs justes droits, assure à la dynastie quelques années, quelques mois encore ; on croyait volontiers à Paris que, le jour où la mort coucherait dans la tombe cet auguste vieillard, une sécession de toutes les nationalités jetterait par terre cette auguste bâtisse.

Mais à vivre quelques années au sein même et surtout au cœur de cette monarchie, on perd quelque peu de cette croyance ; y ayant vécu surtout durant cet automne et cet hiver de 1908-1909, où la crise de l'annexion bosniaque fit paraître au grand jour les sentimens de tous les sujets, M. Steed en a rapporté la croyance, toute contraire, à la solidité, à la durée possiblement indéfinie de ce présent état des choses. Est-ce préjugé d'Anglais

ou personnelle illusion ?... M. Steed « s'estime fondé à croire qu'à l'heure d'une nécessité commune ou chaque fois que le chef de la dynastie demandera un commun effort, on verra encore éclater le sentiment exprimé par les vers fameux de Grillparzer, comme il éclata durant la crise de l'annexion bosniaque en 1908-1909 :

Die Gott als Slav' und Magyaren schuf,
Sie streiten um Worte nicht hämisch,
Sie folgen, ob deutsch auch der Feld'herren ruf :
Denn Vorwaerts *ist ungrisch und böhmisch.*
Gemeinsame Hilfe in gemeinsamer Not
Hat Reiche und Staaten gegründet;
Der Mensch ist ein einsamer nur im Tod (1).

*
* *

« L'âme de l'Autriche, dit M. Steed, est toujours dynastique. » Les peuples de la monarchie se soucient moins de leurs droits que de leurs sentimens et de leurs intérêts : leurs cœurs restent attachés au Maître et à sa famille ; dans leurs nécessités communes de paix ou de guerre, ils ne voient d'aide réciproque que par le canal de la monarchie.

Peu leur importe que le « cri du Maître » soit allemand, pourvu que par sa noblesse, par sa gentilhommerie apparente tout au moins, par l'étalage de sa grandeur et de son luxe, par le souci de son prestige et l'entretien de ses belles relations dans le monde, il continue d'avoir les dehors de sa charge et de faire honneur à son trône et à ses sujets.

D'autres peuples se font gloire de leurs artistes, de leurs savans, de leurs forces de terre et de mer ; d'autres vivent de leurs souvenirs, dans le passé, et quelques-uns, de leurs grands espoirs, dans l'avenir. Les peuples d'Autriche n'ont la superstition ni de l'art, ni de la science, ni même de la gloire militaire : ils vivent dans le présent, de leurs besoins satisfaits, et, dans le passé comme dans l'avenir, de la grandeur de leur dynastie. Entre elle et eux, s'échelonne une haute, moyenne et petite noblesse qui disloque les nationalités pour faire de chacune une collec-

(1) « Ceux que Dieu fit Slaves ou Magyares ne vont pas se battre pour un mot. Ils marchent même quand le cri de guerre est allemand. *En Avant* est aussi hongrois et tchèque. C'est l'aide commune dans le besoin commun qui a fondé les États et les Royaumes : l'homme n'est isolé que dans la mort. »

tion de castes internationales, et le monarque, au sommet, apparaît à tous comme la tête nécessaire d'une société où la recherche du titre nobiliaire prime toutes les autres ambitions.

« Les oiseaux, éclos dans une volière, souffrent à peine d'être enfermés, et le grillage peut servir à les protéger contre les maraudeurs, » dit encore M. Steed. Les peuples élevés depuis des siècles dans la volière du Habsbourg n'ont plus la sensation, pour la plupart, d'y être enfermés : quelques-uns en ont plutôt la fierté et, pourvu qu'ils puissent se parer de leur Maître devant le reste du monde, tous en supportent sans plainte les exigences et les fantaisies. Ils en supportent plus allégrement encore les défauts et les vices, à la condition que les uns et les autres restent d'essence royale, souveraine : les pires jeux de leurs princes leur semblent excusables et, comme un prince a le droit de manquer de conduite, de morale, de bonté et même de toutes les vertus de l'homme privé, le pire des Habsbourg semblerait encore à ses sujets le meilleur des bons maîtres, dès qu'il ne serait pas le plus indigne des rois.

« C'est un fait que le système de l'État autrichien convient au caractère du peuple comme un vieux soulier va au pied et, de même qu'un vieux soulier, ne révèle ses défauts que quand le temps est mauvais. Les Autrichiens et spécialement les Viennois aiment mieux aller confortablement leur petit bonhomme de chemin et laisser l'État s'occuper de leurs affaires. Ils grognent et chicanent; mais leurs murmures sont rarement sérieux. Le sérieux les ennuie et les efforts prolongés et persévérans que fait le gouvernement pour encourager les distractions et décourager le goût des recherches intellectuelles et des questions d'intérêt public, ont produit à la longue le scepticisme et l'indifférence. Pourtant, un sentiment subsiste au fond des cœurs autrichiens : le vieil orgueil impérial qui n'a jamais perdu complètement la foi aux destinées de l'Autriche et qui n'attend qu'un succès réel ou apparent pour éclater de nouveau avec toute sa force d'autrefois... »

Il se peut qu'à Vienne, où les temps sont souvent moins mauvais que dans le reste de l'Empire, où la présence de l'Empereur fait aussi que la voirie est mieux soignée, le vieux soulier ne révèle ses défauts que rarement et semble le plus souvent commode. Mais serait-il juste d'en conclure que la plupart des Autrichiens ne désirent jamais de souliers neufs ? et que leur vieil

orgueil impérial suffira toujours à les empêcher de voir ce que leurs voisins d'Allemagne ont pu gagner d'aisance à se chausser d'un empire plus moderne?

Il est un point, en revanche, où M. Steed me semble avoir cent fois raison : « Il est dangereux, écrit-il, pour les souverains ou les familles régnantes de s'engager personnellement dans des affaires financières, et l'histoire de l'Europe, durant ces dernières années, pourrait nous fournir des exemples. » Le Habsbourg n'a jamais été un brasseur d'affaires ni un chasseur d'argent : les peuples danubiens sont fiers d'avoir une dynastie qui soit assez riche pour ne point quémander des partages de bénéfices à des fondeurs de canons, des courtiers de riz ou de café, des écumeurs de banque et de Bourse : « Une des raisons de la popularité et du prestige de l'empereur d'Autriche parmi ses sujets est son entière indépendance à cet égard; il n'a aucun intérêt dans les affaires économiques; il n'a jamais été soupçonné d'avoir à travailler pour lui ou pour sa famille. »

Ce n'est pas que les peuples d'Autriche soient très sévères aux empereurs d'une autre sorte : ils ont une admiration idolâtre pour celui que ses propres sujets appellent irrévérencieusement Siegfried Meyer; mais ils préfèrent encore le laisser à leurs voisins, et ce fut toujours une chance, une grande chance pour le riche et fastueux Habsbourg, d'avoir à sa porte, comme énergique repoussoir, le pauvre et âpre Hohenzollern.

« La foi au droit divin des rois, ajoute M. Steed, s'est évanouie et, vraisemblablement, pour ne plus revivre. Mais les annales de certaines républiques et les avantages que la continuité a assurés à certaines monarchies ont renforcé en Europe le principe monarchique et mis en jeu des considérations utilitaires qui eussent semblé impies aux légitimistes de la vieille école. »

Les considérations utilitaires sont en nombre et d'importance, qui militent dans l'esprit des peuples danubiens en faveur du maintien de la monarchie et renforcent le loyalisme dynastique. Supprimez un instant cet arbitre de droit divin entre les revendications violentes ou sournoises, pacifiques ou armées de ces peuples, de ces races, de ces religions, de ces cinquante millions d'hommes, quel gâchis politique, économique et social! quelle guerre entre les nationalités ou les cantons! quelle anarchie! des frontières du Nord et de l'Occident à celles du Sud et du Levant! quelle ruine de tous les

intérêts! quel naufrage, en fin de compte, de cette bonne, douce et quiète vie à la viennoise, dont présentement jouissent les sujets bariolés du Habsbourg, les uns pleinement, les autres moins grassement, mais tous un peu!

L'ennemi commun d'autrefois, le Turc, contre lequel se fit la coalition de ces chrétientés, a presque disparu de l'horizon. Jusqu'en 1913 néanmoins, les Slaves méridionaux de la monarchie le sentaient encore sur leurs reins : ils entendaient encore l'écho de ses massacres et de ses extorsions parmi leurs frères de Macédoine, du Sandjak même, aux frontières de la monarchie; ils en voyaient encore les coreligionnaires et les mosquées dans la monarchie même, parmi leurs frères de Bosnie et d'Herzégovine. Il a fallu les victoires serbes de 1912-1913 pour donner aux Yougo-Slaves d'Autriche-Hongrie la pleine confiance dans la déroute définitive de l'Islam et dans la capacité de leur propre race à se sauver et libérer soi-même.

Grand changement survenu dans l'esprit de tous les Yougo-Slaves et dont nous voyons aujourd'hui les effets! Ce n'est plus vers le sauveur de Vienne, c'est vers le libérateur de Belgrade que se tournent les espoirs de tous les Slaves du Sud dans la monarchie, des Bosniaques et des Dalmates, comme des Croates, des Slovènes et des Serbes. Grand changement, mais postérieur au séjour de M. Steed en Autriche et à la composition de son ouvrage! Il n'a donc pu nous en dire ni l'importance ni la nouveauté... Je crains bien que toutes ses conclusions et prédictions n'en soient un peu faussées. Les historiens devront toujours recourir à son livre pour comprendre ce que fut jusqu'en 1912 la monarchie des Habsbourg : je crois que les politiques auraient grand tort de s'y fier entièrement pour prévoir ce que cette monarchie peut devenir en 1915; la sécession morale de tous les Yougo-Slaves peut entraîner la sécession morale des Roumains et préparer, parmi les Slaves du Nord, la même sécession des Tchèques, des Moraves et des Ruthènes...

Car les guerres balkaniques de 1912-1913 ont ramené sur la monarchie des Habsbourg un troisième assaut des revendications nationalistes : la libération de la Macédoine renouvelle aujourd'hui ce qu'avaient fait, de 1792 à 1815 et de 1848 à 1849, les exemples de la France révolutionnaire; en 1848-1849, comme aux jours de Napoléon, la monarchie ne fut sauvée que

par les armées du Tsar ; nous ne voyons pas que les armées russes s'apprêtent en 1915 à la même besogne.

Il est vrai que la haine et la défiance du Russe est pour certains des peuples danubiens un ferment très actif de fidélité dynastique. Ce qu'était jadis le Turc, dans le cœur et les craintes de tous ces chrétiens, c'est le Russe qui l'est aujourd'hui dans les cœurs et les craintes des Magyars, des Juifs, des Allemands et de l'aristocratie polonaise. Allemands, Polonais, Juifs et Magyars sont les quatre bénéficiaires du présent état de choses : Allemands et Magyars sont les titulaires de la raison sociale *Autriche-Hongrie*; les aristocrates polonais récoltent les bénéfices en honneurs, charges et pouvoirs, et les Juifs, en argent. La haine commune du Russe cimente autour du trône l'association que crée entre ces quatre participans la solidarité des intérêts.

Les sentimens des Magyars, des Allemands et des Polonais et leur rôle dans la monarchie sont trop connus pour que M. Steed s'attarde à nous les décrire. Mais il a consacré aux Juifs un long, très long chapitre, et c'est l'un des plus nouveaux et des plus instructifs de son ouvrage.

« Parmi les peuples de l'Autriche-Hongrie, le peuple juif occupe, dit-il, la première place : numériquement, ils sont moins considérables que les Allemands, les Magyars, les Tchèques, les Polonais, les Ruthènes, les Serbo-Croates et les Roumains ; avec leur total de deux millions trois cent mille âmes, ils ne surpassent que les Slovènes et les Italiens ; mais aux points de vue économique et politique et comme influence générale, les Juifs sont pourtant l'élément le plus important de la monarchie. »

Pour la solidité de la monarchie, en effet, pour la durée de cette bâtisse féodale et dynastique, le Juif est l'une des pièces maîtresses. Plus que tous les autres sujets danubiens, le Juif constate chaque jour l'utilité économique de cet établissement. Groupés en une monarchie, ces peuples représentent une puissance économique qui s'effondrerait, se dissiperait en ruines et faillites, du jour où les frontières nationales, disloquant le syndicat douanier, donnant aux Serbes et aux Italiens les ports et les rivages de l'Adriatique, couperaient de la mer la cuve continentale et ses autres peuples : entre l'Adriatique, lac italien, et la mer Noire, lac russe, quelle indépendance commer-

ciale pourraient conserver les marchés continentaux de la Hongrie et de l'Autriche ? Les revenus des peuples n'en seraient peut-être pas diminués ; leur sort même n'en serait que médiocrement affecté ; ces grandes fermes continentales attireraient toujours les acheteurs et les fournisseurs des usines étrangères ; mais entre elles et le reste de l'humanité, ce ne seraient plus les Juifs de la monarchie qui seraient les intermédiaires de commission, de courtage et de banque. A la chute de cet empire féodal, les Juifs perdraient et au centuple, ce qu'ils ont perdu à toutes les chutes de pouvoirs moyenageux, — leur monopole financier et bancaire sur quarante ou cinquante millions de chrétiens.

Le Juif est donc en Autriche le meilleur des Autrichiens, en Hongrie, le meilleur des Magyars et, dans toute la monarchie, le meilleur des « dynastiques ; » il est tout dévoué au triomphe du germanisme : « La masse des Juifs galiciens et hongrois, qui émigrent à Vienne et dans le reste de l'Autriche, revendique la nationalité allemande... : depuis 1870, les Juifs ont cru à la prépondérance de l'Allemagne, et, en conséquence, ont voulu *jouer le gagnant.* » Telle était du moins dans la monarchie l'attitude de la plupart des Juifs jusqu'au jour où le Sionisme les détourna de « s'identifier complètement avec le germanisme. »

Le Sionisme leur prêcha, avec la confiance en eux-mêmes et en l'avenir de leur race, « le courage de leurs convictions. » Le Sionisme fut pour les jeunes intellectuels juifs d'Autriche-Hongrie une transformation morale. « Le contact avec le monde extérieur avait fait perdre à la plupart la foi de leurs pères ; ils cherchaient à écarter leur vraie nature ; ils acceptaient en politique et en morale l'idéal allemand ; ils s'efforçaient en toute sincérité de sentir comme des Allemands. » Le Sionisme leur prêcha « d'être juifs et d'en être fiers, leur apprit à se glorifier de la puissance et de la ténacité de leur race, à s'offrir le luxe de la sincérité morale et intellectuelle, à sentir l'orgueil d'appartenir au peuple qui a donné à la chrétienté ses dieux, qui a enseigné à la moitié du monde le monothéisme, dont le génie a façonné le mécanisme entier du commerce moderne, dont les artistes, les acteurs, les chanteurs et les écrivains ont tenu dans l'univers cultivé une plus grande place que ceux d'aucun autre peuple. »

Le Sionisme donnera-t-il jamais aux Juifs la patrie terrestre

qu'il leur promet, cette Sion rebâtie sur les ruines du Palais et du Temple, où viendront se réunir à nouveau les Fils du Seigneur dispersés depuis deux mille ans? Le Sionisme donne du moins aux Juifs du Habsbourg une nouvelle ardeur à se défendre eux-mêmes et à lutter pour leur situation économique et sociale, et c'est l'unité de la monarchie, le pouvoir de la dynastie qui, satisfaisant au maximum leurs sentimens et leurs intérêts, bénéficie, en fin de compte, de cette ardeur nouvelle. Les papes de Rome et d'Avignon n'avaient pas autrefois de meilleurs sujets que leurs Juifs; chaque principicule germanique vivait et prospérait jadis par le dévouement de son *lieber Jude*.

En Autriche-Hongrie, les Juifs ont rendu à la dynastie un service plus grand encore: ils ont permis à cette monarchie cléricale de se poser en défenderesse des intérêts populaires, en ennemie de l'exploitation capitaliste, en alliée, en remplaçante tout au moins du justicier socialiste, en arbitre désintéressée de la question sociale.

« Le cléricalisme, dit M. Steed, est une des forces principales dans la monarchie, une force non seulement défensive et conservatrice, mais agressive et quelquefois révolutionnaire. Le cléricalisme consiste essentiellement à abuser de l'allégeance religieuse et de la légitime organisation ecclésiastique pour des desseins politiques et économiques: depuis la Contre-Réforme, le cléricalisme a joué en Autriche un rôle important, » et le clergé a toujours été un instrument entre les mains de la dynastie. Vers 1860, « les effets délétères du cléricalisme sur la vie publique » étaient sentis de tous; après les désastres de 1866, on fit « porter le blâme de la démoralisation de l'Autriche au jésuitisme et au cléricalisme seuls; une réaction naturelle et saine porta au pouvoir, quelques années avant 1870 et jusqu'en 1880, un parti qui s'efforça de corriger les pires anachronismes et de remédier aux plus flagrans abus de l'obscurantisme. Mais *liberté* et *franchises* signifiaient alors le plus souvent, en Autriche, liberté pour le Juif habile, alerte, infatigable, de se jeter, comme sur une proie, sur un monde politique et une vie sociale totalement incapables de se défendre contre lui... »

Ce furent les beaux jours du libéralisme anticlérical, du laisser-faire juif, « du renard libre dans le poulailler libre, » comme dit encore M. Steed. Les Juifs n'étaient pas les seuls

responsables et bénéficiaires : c'est contre eux néanmoins que l'excès du mal déchaîna l'opinion quand une spéculation effrénée eut conduit aux krachs retentissans qui ruinèrent la place de Vienne : « Le ressentiment et l'émoi s'exhalèrent aussitôt dans une clameur anti-juive, » qu'un démagogue de génie, le Dr Karl Lueger, utilisa pour mener « les forces de l'antisémitisme social et chrétien à l'assaut des places fortes du libéralisme juif et capitaliste, à la défense aussi de l'Église et de la société chrétienne et, par suite, de la dynastie, expression suprême de l'ordre chrétien dans l'État. » Lueger transforma la politique des Allemands d'Autriche. Avant lui, ils inclinaient au pangermanisme, tout un parti réclamait la séparation de Rome, *Los von Rom*, et l'entrée des Allemands autrichiens dans le luthéranisme, comme première étape de leur entrée dans le germanisme intégral, dans l'empire du Hohenzollern. « Lueger tua le mouvement du *Los von Rom* avec tout ce qu'il enveloppait de menaçant pour le loyalisme envers la maison de Habsbourg, et il donna à la bureaucratie autrichienne une impulsion plus forte qu'elle n'en avait reçu depuis le temps de Joseph II. »

Contre la liberté abusive du capital, contre l'exploitation par le Juif, Lueger présenta la dynastie au populaire comme le défenseur-né des travailleurs et des pauvres : « Le génial, l'irrévérent démagogue devint graduellement le champion de la loi et de l'ordre, le chéri de l'Église, un pilier du trône, un symbole de tout ce qu'il y a de positivement et consciemment conservateur dans l'État. » Même après la mort de Lueger, son œuvre subsista : « De longtemps la tradition de Lueger ne saurait mourir, la tradition que l'Autriche, avec tous ses défauts, ses faiblesses et ses caractères *asiatiques*, est un État plein de vie, en pleine croissance et cohésion, et non point un État décrépit ; que les intérêts du peuple coïncident en somme avec ceux de la dynastie ; que les Allemands d'Autriche, s'ils sont l'élément dirigeant, ne sont pas le seul à soutenir l'État et que leur premier devoir est envers leur patrie, le second, envers leur race ; que les Slaves et les Juifs ont droit à l'égalité de traitement et de considération dans la mesure de leur loyalisme envers la Couronne et la Patrie, mais que quiconque est en coquetterie avec les affinités d'au delà des frontières est indigne de son droit de naissance *autrichien*. »

*
* *

M. Steed, on le voit, a la plus robuste confiance dans la jeunesse et la longue vie de la monarchie des Habsbourg. Je ne cacherai pas ce qu'une telle confiance m'inspire d'admiration et de réserves. J'ai signalé déjà qu'ayant beaucoup vécu à Vienne, il se pourrait que M. Steed eût un peu vu les choses à la viennoise. S'il eût passé dix années, non point à la porte de la Ballplatz, mais à Agram, Raguse, Laybach, Prague, Lemberg ou Klausenbourg, je me demande s'il n'eût prévu que des changemens et des convulsions annonçant un renouveau d'union pour les peuples, de puissance et de vigueur pour la dynastie. Et s'il eût écrit son livre en 1915 au lieu de 1913, est-il improbable qu'il eût constaté déjà tels changemens et telles convulsions tout différens de ceux qu'il nous annonçait ?

Il est vrai que, dans les meilleures de leurs *Relations*, nos ambassadeurs d'autrefois se contentaient de bien expliquer et décrire ce qu'ils avaient eu sous les yeux ; ils laissaient à leur successeur le soin de décrire et d'expliquer ce qui se produirait après leur ambassade. M. Steed n'a pas fait autre chose et, dans son livre, il nous fait bien voir sur quelles assises puissantes reposait encore la monarchie danubienne à l'heure où il la décrivait, et de quels instrumens elle disposait et dispose encore pour défendre son pouvoir unitaire.

Quatre institutions d'État « forment la charpente osseuse de ce corps politique : l'Armée, l'Église, la Police et la Bureaucratie. » M. Steed les passe en revue moins pour les décrire dans le détail que pour les caractériser et en montrer les rapports avec le Maître et la place dans cet ensemble monarchique.

L'Armée lui semble la plus importante de ces institutions, non seulement par sa force intrinsèque et le moyen souverain, qu'elle met entre les mains de la dynastie, de tenir tête à tous les ennemis du dedans et du dehors, mais plus encore par « son influence éducative au sens pédagogique et, tout à la fois, politique de ce mot. » M. Steed n'a pas insisté sur la valeur militaire de cette armée, dont la guerre actuelle semble avoir révélé le défaut capital : le manque d'homogénéité. Armée non pas seulement dualiste, comme la monarchie elle-même, mais trinitaire à vrai dire, composée des trois armées commune, autrichienne et hongroise, et, sans

cesse tiraillée entre les directions de trois états-majors, elle était, par le fait des réclamations magyares, en un perpétuel état de rivalités intestines et de mésentente : « Cette tendance magyare à miner à la fois l'unité de l'Armée et de la Monarchie pourrait bientôt, — écrivait M. Steed en 1913, — entraîner les Magyars dans de sérieux malheurs et non pas immérités. » Il semble que la prophétie soit en train de se réaliser.

Mais ce que M. Steed nous a dépeint surtout, dans cette armée ou ces armées austro-hongroises, c'est « le populaire et puissant soutien » qu'elles sont pour l'État : « Par-dessus tout, l'armée nourrit le sentiment dynastique : elle est l'armée Impériale et Royale; elle inculque aux recrues de toutes races le sens de l'unité et le dévouement à la dynastie. » Ses officiers et sous-officiers, recevant la solde du Maître et vivant de son service, se considèrent comme ses gens à Lui ; mais ils ne forment pas une caste en dehors du peuple ; ils en restent partie intégrante par leurs soucis comme par leur recrutement : « La masse des officiers austro-hongrois est tirée, non pas, comme en Allemagne, de l'aristocratie et de la noblesse, mais plutôt des classes moyenne et inférieure : travailleurs pour la plupart, ils vivent durement, ne sont pas gâtés par le luxe et, tâchant à se suffire avec leur maigre solde, ils restent plus près du soldat que l'officier allemand. »

La plupart des officiers et sous-officiers appartiennent d'ailleurs à des familles militaires qui, de père en fils, se succèdent à la caserne, comme les Habsbourg sur le trône : « Nombre de familles de modeste fortune ont été *militaires* pendant des générations, envoyant tous ou presque tous leurs fils dans l'armée et la marine. Ce fonds de familles militaires est une des grandes réserves de la dynastie. Porter la casaque de l'Empereur est devenu pour elles une seconde nature : on ne se contente pas d'y être violemment *noir et jaune*, — aux couleurs autrichiennes; — on y est aussi ce que l'empereur François appelait *patriote pour Moi;* leur esprit sert de levain à la masse militaire, gagne les camarades dépourvus de traditions de famille et s'infiltre jusqu'aux soldats; *c'est dans leur camp qu'est l'Autriche.* »

Seconde colonne de l'État : l'Église. Le décret de Léopold du 3 mars 1792 énonçait : « Quoique le prêtre soit un pasteur d'âmes, comme il doit toujours l'être, il faut le considérer

pourtant, non seulement comme un prêtre et un citoyen, mais aussi comme un fonctionnaire de l'État dans l'Église, puisque le soin des âmes a une influence illimitée sur les sentimens du peuple et participe directement ou indirectement aux matières politiques les plus importantes. »

En aucun autre État de l'Europe contemporaine, non pas même en Espagne ou en Russie, l'Église ne participe aussi directement, sinon à la politique, du moins à l'administration et à la sûreté de l'État; en aucun autre, le clergé n'est fonctionnaire à ce point. M. Steed cite deux exemples de cette docile subordination, et l'un et l'autre sont éloquens. Au conclave de 1903, le cardinal Puzyna, archevêque de Cracovie, accepta de prononcer le veto impérial contre le cardinal Rampolla, qui avait encouru le déplaisir de la Triplice, mais dont l'élection semblait désirable à tous les autres princes de l'Église : il fut très étonné du scandale que sa démarche causa dans le Sacré Collège et de l'indignation qu'en témoigna celui-là même qui dut à cette démarche de devenir le pape Pie X. En septembre 1912, le Congrès eucharistique se tenait à Vienne. Dans toutes les cérémonies, le Saint-Sacrement fut en bonne place, et dans tous les discours, il fut célébré comme il convenait. Mais les catholiques étrangers furent scandalisés de voir que la première place et les plus grands hommages allaient à la dynastie.

Les droits de l'Église et de la Papauté sont allégrement défendus dans l'Empire par les Jésuites; « la moralité personnelle et la capacité individuelle des Jésuites, bien plus élevées que celles des autres ordres, » leur donnent sur l'éducation de la bourgeoisie et de la noblesse et sur nombre de consciences une influence quasi souveraine. Mais le clergé séculier est d'abord le serviteur de l'État; il « accomplit des fonctions de police volontaire dans l'intérêt de la monarchie plutôt que des fonctions proprement ecclésiastiques; le système de Joseph II, qui tendait à transformer le clergé en un service civil, et les énormes revenus dont jouissent encore nombre d'évêques, archevêques et maisons religieuses, ont produit par leur combinaison un type d'ecclésiastique plus porté à s'assurer des emplois lucratifs qu'à remplir une vocation spirituelle. » Le clergé autrichien considère « que son service le plus important est de contrebalancer le travail de désagrégation que tendent à accomplir

l'élément juif et l'élément pseudo-libéral. » Aux yeux du clergé, ce sont les mêmes ennemis de la dynastie et de l'Église qui prêchent le *Los von Rom* et le *Los von Habsbourg*.

Troisième colonne de l'État : la Police. « Ceux qui n'ont jamais eu à vivre et agir dans un *Polizeistaat*, dans un État mené par la police, ne peuvent guère comprendre comment la vie tout entière de la communauté en est influencée. » Depuis Joseph II, l'Autriche a été le modèle des *Polizeistaaten :* Sonnenfels avait exposé la théorie; Joseph II et Colloredo en établirent et perfectionnèrent la pratique. « La police autrichienne reste à peu de chose près ce qu'elle était il y a cent ans. » Par elle, tous les actes et tous les dires des sujets sont surveillés pour la tranquillité du Maître. Par elle, sont écartées des esprits toutes les théories subversives et, de la circulation, toutes les personnes révolutionnaires. Par elle, la justice est transformée en simple instrument de gouvernement absolu. Par elle, les classes de la société sont entretenues dans un état de guerre latente et de haine réciproque. Par elle enfin, les autorités s'efforcent « de donner à la masse du peuple le sentiment que l'État est de leur côté; la tendance générale de la police, comme à la vérité celle des tribunaux inférieurs, est de protéger le serviteur contre le maître, les basses classes contre la classe moyenne, » parce que le véritable ennemi du Maître, au XXe comme au XVIIIe siècle, c'est le sujet qui peut avoir d'autres pensées que celles de son Empereur, d'autres besoins que celui d'obéir.

Mais Armée, Église et Police pourraient encore être ébranlées; c'est dans la Bureaucratie que la monarchie des Habsbourg a son étai le plus robuste : « La Bureaucratie a le sentiment d'être l'État et, pour la masse du public, elle est l'État. » Son rôle essentiel est, en se recrutant elle-même et en augmentant chaque jour le nombre de ses fonctions, d'enrôler au service du Maître tout ce qui dans l'Empire peut être utile comme serviteur ou gênant comme adversaire. La Bureaucratie autrichienne est avant tout une armée d'occupation dynastique, répandue sur tous les peuples et qui doit faire pénétrer jusque dans la moindre des affaires privées l'intervention arbitraire du gouvernement, inculquer à tous les sujets qu'il n'est de bonheur assuré, de vie possible que par la grâce et dans la faveur du Maître.

« Les fonctionnaires autrichiens sont, en règle générale, des

hommes de bonne éducation, de bonnes manières, d'un caractère facile et qui n'ont rien de rigide. Ils ont souvent l'amabilité de montrer au simple citoyen un chemin qui coupe court à travers une loi, une route qui permet de tourner un obstacle en apparence insurmontable. Mais il faut que le simple citoyen reconnaisse, au moins implicitement, leur puissance et leur autorité : il doit, pour ainsi parler, solliciter *in forma pauperis* la faveur de leur aide sans insister sur ce qu'il peut considérer comme ses droits. »

Délégué du Maître-Souverain, le bureaucrate est dans la monarchie des Habsbourg ce que peut être dans tel ou tel État parlementaire le député, représentant du peuple souverain : l'un et l'autre, disposant à leur guise de tous les pouvoirs, de tous les règlemens, de toutes les prises de l'autorité sur la vie et la fortune des citoyens, dressent le peuple à considérer que, si le règne de la loi est pour les badauds et les mauvais esprits, le règne de la faveur est pour les habiles, pour les bien pensans.

« La lutte des races en Autriche, sur laquelle on a dit et écrit tant de choses, est en grande partie une lutte pour les emplois bureaucratiques. Les Allemands et les Tchèques ont lutté pendant des années pour accroître d'une main et défendre de l'autre leur patrimoine de positions officielles; ce qu'il y a au fond de la lutte des langues, c'est une lutte pour l'influence bureaucratique ; quand de nouvelles universités sont demandées [par les différentes races et refusées par les autres,] c'est qu'il s'agit de créer de nouvelles machines à tourner des fonctionnaires virtuels qu'il s'agira de hisser ensuite jusqu'à des emplois bureaucratiques. »

La Bureaucratie devient ainsi le meilleur rempart du gouvernement contre les deux forces qui pourraient contrôler ou modérer le règne de la faveur souveraine : la Presse et les Parlemens.

M. Steed a écrit deux chapitres qui font admirablement connaître la presse austro-hongroise, ses relations avec le public et l'organisation de ses bureaux. Deux ou trois phrases suffisent à résumer cette longue étude : « Lorsque la presse, comme dans la monarchie des Habsbourg, est presque entièrement juive, elle prive les Juifs eux-mêmes de l'influence que pourrait exercer sur leur culture une saine critique et écarte de leur chemin les avertissemens qui pourraient les incliner à la

sagesse et à la pratique de cette vertu, la plus difficile de toutes pour eux, qui consiste à se contenir et à se modérer. »

Autre jugement de M. Steed : « La presse a besoin d'être dirigée par un sentiment élevé de ses devoirs envers le public, sentiment qui ne devrait pas être inférieur à celui d'un professeur d'Université à l'égard de ses étudians ou d'un prédicateur à l'égard de ses fidèles... Dans la monarchie des Habsbourg et particulièrement à Vienne, la presse est moins un organe de l'opinion publique qu'un instrument destiné à fabriquer l'opinion publique d'abord selon les désirs des autorités d'État et, en second lieu, dans l'intérêt des corporations financières et économiques. »

Quant aux nombreux parlemens et sous-parlemens de la monarchie, ils sont devenus, par la même ingérance de la Bureaucratie, moins des organes de l'opinion publique que des paravens et des complices de l'arbitraire : « Le gouvernement, qui se compose surtout de fonctionnaires, achète l'appui des *leaders* politiques en donnant des emplois de l'État à leurs protégés ou de l'avancement aux protégés déjà en fonctions. Une main lave l'autre, et c'est un échange de services. A l'occasion, les votes d'un parti tout entier peuvent être achetés par la nomination d'un de ses membres à un sous-secrétariat permanent : une fois nommé, il est en mesure de faire nommer d'autres fonctionnaires de sa race ou de son parti, et chaque fonction ainsi conquise forme une part du patrimoine politique de la race ou du parti qui se l'est assurée et qui la défend avec vigueur contre les attaques. »

Dans toutes les assemblées de la monarchie, la démoralisation est-elle aussi générale que dans ce parlement de Vienne, qui fut pour M. Steed d'un commerce plus familier ?... « Il n'y a pas en Autriche, dit l'auteur, une race ou un parti capables d'hésiter à vendre la Constitution si on y mettait le prix... » Cette démoralisation est-elle particulière aux parlemens d'Autriche-Hongrie ?... Il suffit à M. Steed de l'avoir constatée là-bas pour avoir le droit de conclure qu'en face de ces instrumens à dominer les peuples, que sont l'Armée, l'Église, la Police et la Bureaucratie, on ne voit pas de quel instrument légal peuvent user les peuples pour restreindre l'arbitraire de la dynastie : « Les peuples de l'Autriche sont toujours les peuples de l'Empereur presque dans un sens féodal, » conclut M. Steed.

*
* *

La dynastie n'a donc pas à défendre sa domination traditionnelle et son œuvre unitaire : elle n'a qu'à les prolonger, à les maintenir par les moyens qui, depuis quatre siècles, lui ont toujours réussi.

« Aucun de ceux qui ont vu le cortège des peuples autrichiens défiler devant l'Empereur au jubilé de diamant, en juin 1908, ne peut avoir manqué de se rendre compte des immenses trésors de dévouement à la Couronne et à son titulaire qui restent accumulés jusque dans les plus lointains districts des possessions des Habsbourg. Et, pareillement, ceux qui ont traversé la crise de l'annexion bosniaque, durant l'hiver suivant, ne peuvent avoir manqué d'entendre les pulsations régulières et puissantes des cœurs *autrichiens*, joyeux d'un prétexte même insignifiant de battre orgueilleusement à l'unisson. Les peuples des Habsbourg n'ont pas une sagesse excessive, ni une grande culture, ni plus de sens politique qu'il n'en faut. Mais ils ont en eux, à leurs meilleurs momens, aussi bien dans les défaites que dans les triomphes, un instinct unitaire qui semble s'alimenter aux sources de leur passé commun. » Jubilés d'or ou de diamant, congrès eucharistiques, fêtes à grand orchestre, où souvent l'enthousiasme éclate moins par un besoin spontané des cœurs que par un contentement des yeux et des oreilles ! On dit que le Congrès eucharistique de 1912 coûta près de cinq millions de florins, en transport, logement et entretien dans la capitale des fidèles paroisses amenées des quatre bouts de l'empire.

Et ces jours de foi et d'allégresse peuvent-ils faire préjuger en rien des jours de défaites et de défiance? Et cet « instinct unitaire, » si puissant sur des peuples « sans grande culture, » ne le cède-t-il pas de jour en jour devant la conscience nationale que, depuis dix ans, une culture intensive éveille chez les Slaves du Nord et chez les Slaves du Sud? Le livre de M. Steed, — et c'est là peut-être son unique, mais grave défaut, — ne nous dit rien de la vie universitaire et intellectuelle, de la vie nationale et séparatiste qu'ont éveillée et développée dans toute la Slavie austro-hongroise, à Prague comme à Laybach, à Agram comme à Lemberg, les associations privées et les fondations publiques, — rien de ces sociétés de *Sokols*, dont l'im-

portance et le danger sont suffisamment démontrés, je crois, par ce seul fait, que, dès le début de la présente guerre, le titre de *Sokol* fut un motif légal d'arrestation et de fusillade.

Mais, — encore une fois, — le livre de M. Steed est un tableau historique de la monarchie habsbourgeoise en 1908-1912, et non pas en 1915. En 1908, l'instinct unitaire menait encore les peuples des Habsbourg, et la devise de François-Joseph, *Viribus unitis* (l'Union pour la Force), était encore acceptée par la grande majorité de ses sujets comme le résumé d'une sagesse acquise par huit ou neuf siècles d'une dure expérience.

Viribus unitis : pour vivre heureux et tranquilles, les peuples danubiens croyaient encore avoir besoin de vivre unis sous la houlette impériale, de grouper toutes leurs forces à la défense de cette unité et de répondre sans discuter au « cri de guerre » du Maître, « même si ce cri était allemand, »

... ob deutsch auch der Feldherrn ruf.

En 1911 encore, quand la monarchie lançait dans l'Adriatique un nouveau cuirassé, *Viribus unitis* était le nom que recevait ce nouveau serviteur.

L'Autriche de 1908-1912 semblait « se retrouver, » et pour longtemps encore; « ses aspirations suivaient une voie parallèle à celle de la dynastie, et le dessein de la dynastie coïncidait avec le dessein populaire. » Pour maintenir cette union, pour se garder la collaboration presque unanime de ses peuples, il semblait que la dynastie n'eût besoin que de cette « sagacité moyenne, » qui ne lui avait jamais fait défaut depuis des siècles, ou, plutôt, de cet instinct de domination que, de générations en générations, se transmettait la famille des Habsbourg, comme l' « instinct unitaire » se transmettait en ses chrétientés.

Instinct infaillible qui, depuis des siècles, se traduisait par une règle de conduite aussi simple qu'efficace : pour maintenir sa domination sur le troupeau un peu incohérent de ses sujets, le Habsbourg n'avait eu qu'à se souvenir du précepte antique *Divide et Impera.* L'empire avait pour devise *Viribus unitis.* La dynastie, dit M. Steed, aurait pu « graver sur ses monnaies *Divide et Impera,* et entourer l'effigie du souverain

de la maxime immuable, encore qu'inavouée des Habsbourg : *Voluntas Imperatoris suprema lex esto.* »

Les Habsbourg ont toujours été maîtres en cet art de diviser pour régner ; qu'on relise seulement quelques pages de leur histoire séculaire ou quelques-uns de leurs présens décrets : « Le Gouvernement semble le plus souvent n'avoir pour objet que de maintenir l'équilibre entre les mécontentemens, entre les rivalités nationales ; la politique autrichienne a réussi, à force de finesse, à mettre les choses à ce point que chaque race ou parti accepte, comme consolation de ses propres désirs inaccomplis, la considération que l'état de ses propres rivaux n'est pas meilleur ou qu'il est même pire. »

Réunir les forces, mais désunir les cœurs ; entretenir les haines et supprimer toutes les occasions, tous les fauteurs de réconciliation entre frères ennemis ; lâcher, ici, une minorité stipendiée sur une majorité récalcitrante, là, toute une race mal dégrossie et plus docile sur une autre race plus consciente de sa dignité et de ses droits ; fomenter ailleurs la discorde entre les classes sociales, entre les religions, entre les communions, entre les corporations et métiers : Vienne en cette politique a acquis une habileté qui, devant elle, fait tomber tous les obstacles.

Les peuples ont beau en avoir été dix fois les victimes ; ils en restent toujours les dupes, et les instrumens eux-mêmes de ces machinations continuent de s'y employer, tout en sachant qu'au bout, l'ingratitude de la dynastie sera leur seule récompense et qu'ils seront trahis ou brisés, dès que leur éphémère utilité aura cessé de leur valoir la faveur plus éphémère encore du Souverain. On reproche parfois au Habsbourg son éclatante ingratitude. « Cette réputation, dit M. Steed, est méritée selon les mesures ordinaires ; mais elle doit paraître aux Habsbourg eux-mêmes comme une singulière injustice. Pourquoi les Habsbourg seraient-ils reconnaissans ? Leurs peuples, leurs hommes d'État, leurs fonctionnaires sont des serviteurs dont le devoir est d'obéir, d'exécuter des ordres, d'offrir des avis, puis de disparaître quand leur période d'utilité est à son terme. Parmi les vingtaines de ministres qui ont servi François-Joseph, bien peu se sont retirés sans éprouver le sentiment qu'ils avaient été de simples pions dans le jeu dynastique, dont il ne leur était point interdit de deviner les règles, mais dont ils n'avaient pas

le pouvoir de diriger les coups. Dans la monarchie des Habsbourg, les serviteurs publics doivent être toujours prêts à subordonner leurs conceptions du patriotisme et de la dignité politique aux exigences du patriotisme dynastique représentées par la volonté de la couronne : ils doivent être *patriotes pour Moi.* »

En diplomatie, on sait que l'ingratitude des Habsbourg a toujours été un pareil scandale pour le monde, mais aussi, pour eux-mêmes, un pareil principe de bénéfices et de salut. A l'heure présente, où cette monarchie semble en posture plus difficile encore qu'aux sombres jours de 1848, qui sait si, brusquement, elle ne trouvera pas, dans une nouvelle démonstration de cette étonnante ingratitude, le moyen de prolonger son existence unitaire, de limiter tout au moins les justes pertes, qui devraient punir ses crimes de lèse-nationalités, et de réaliser en partie les prédictions de M. Steed : « Même au risque de scandaliser ceux qui croient que le dualisme est le dernier mot du développement politique de l'Autriche-Hongrie, il est nécessaire d'insister sur l'unité essentielle des territoires des Habsbourg, encore que cette unité soit et puisse devenir de plus en plus une unité dans la diversité ? »

VICTOR BÉRARD.

LE
BLOCUS ÉCONOMIQUE DE L'ALLEMAGNE

Au temps où la France s'offrait périodiquement des révolutions politiques, peu favorables à sa prospérité matérielle, les étrangers disaient de nous que « les Français peuvent tout supporter, excepté le bien-être. » Avec combien plus de vérité l'histoire appliquera-t-elle cette ironique remarque aux Allemands d'aujourd'hui !

Cette guerre, obstinément attisée à Berlin, saluée au jour de sa déclaration par l'acclamation unanime du Reichstag, n'est-ce pas un exemple saisissant de ce fait, souvent vérifié au cours des siècles, que les peuples obéissent à leurs *passions* beaucoup plus qu'à leurs *intérêts :* du point de vue économique, aucune nation d'Europe n'aurait dû être plus intéressée au maintien de la paix que cette Allemagne qui, en mettant le feu à l'Europe, semble s'être acharnée à sa propre ruine.

I

Des quatorze principaux pays du monde, c'est l'Allemagne qui, depuis dix ans, avait le plus grossi le chiffre de ses affaires ; son commerce extérieur, disait un ministre de Guillaume II, dans une statistique triomphale dressée à l'occasion du jubilé des vingt-cinq ans de règne de son maître, « son commerce extérieur a augmenté d'un peu plus de 300 pour 100, alors que celui de l'Amérique augmentait de 275 pour 100, celui de l'Angleterre d'un peu plus de 200 pour 100 et celui de la France d'un peu moins de 200 pour 100. Il égalait en 1888 le commerce extérieur français, il le dépasse aujourd'hui de plus de moitié ;

à la même date il représentait à peine 50 pour 100 du commerce anglais, aujourd'hui 85 pour 100. »

A l'heure actuelle, les trois quarts de ce commerce extérieur, — 20 milliards de francs sur 26, — sont arrêtés. L'Allemagne est bloquée. Ce que Napoléon tentait sans trop de succès, il y a un siècle, contre l'Angleterre, l'Allemagne a réussi à l'organiser contre elle-même, en provoquant une de ces coalitions dont Bismarck, vieilli, recommandait d'éviter le danger redoutable dans l'avenir. Ce blocus, à la fois continental et maritime, n'est pas complet, puisque les frontières demeurent ouvertes du côté de la Suisse, de l'Autriche, du Danemark et des Pays Bas; mais, si l'on examine la nature des marchandises que l'Allemagne peut recevoir de l'intérieur, on voit qu'elles ne sauraient remplacer les arrivages par mer qui lui font défaut.

Quant à la Hollande et au Danemark, par où transitaient, en temps normal, une partie des denrées ou des matières premières destinées à l'Allemagne, nos ennemis ne pouvaient sérieusement espérer que nous leur laisserions l'agréable liberté de ces communications avec le dehors : par la Hollande passaient annuellement pour plus de 5 milliards de francs de marchandises à destination ou en provenance de l'Allemagne, comme on peut le constater par le détail du commerce néerlandais, où *les grains et farines*, par exemple, figurent pour 1 milliard de francs à l'entrée *par mer* et pour 750 millions à la sortie *par terre*. Et de même que l'Allemagne introduisait par la Hollande pour 220 millions de cuivre brut, ou pour 450 millions d'écorce de quinquina, — chacun sait que les usines allemandes avaient la spécialité et presque le monopole de la fabrication de la quinine, — de même l'Allemagne exportait par les ports de Rotterdam pour quelque 600 millions de fer ou d'acier (1).

Mais, sans parler des mines semées par les propres bateaux allemands dans la mer du Nord, la navigation dans ces parages serait bien peu sûre pour des pavillons neutres qui se hasarderaient à transporter de la « contrebande de guerre. » L'on sait que la liste des objets qui constituent ce que l'on appelle

(1) Ces entrées indirectes étaient nombreuses : *d'après les tableaux du commerce argentin*, il était exporté à destination de l'Allemagne pour 280 millions de francs (54 millions *pesos* or); tandis que, d'après les *tableaux du commerce* allemand, cette exportation était de 556 millions de francs. La différence vient de ce qu'à Buenos-Aires on ne portait au compte de l'Allemagne que ce qui lui était expédié directement.

« contrebande de guerre, » — « absolue » ou « conditionnelle, » — est assez arbitraire. Celle qui fut dressée à la dernière conférence de Londres (1909) ne fut pas revêtue de la signature des plénipotentiaires présens ; *elle n'oblige donc aucun État*, et chacun est libre, soit de publier, comme l'a fait le gouvernement français au *Journal officiel*, l'énumération de ce qu'il entend considérer comme tel : armes, animaux, vivres, fourrages, tissus, voitures, fer, combustibles, métaux précieux, etc. ; soit, comme l'Angleterre, de n'en publier aucune et de s'inspirer des circonstances.

Dans ces conditions, il est peu probable que les armateurs neutres, qui ne trouveraient aucun assureur, risquent la saisie du corps et de la cargaison de leurs navires par les belligérans. Notons au reste que, pour n'être pas suspects de tolérer la plus légère infraction à la neutralité, les Pays-Bas ont eux-mêmes formellement interdit l'exportation des denrées par la frontière allemande.

Le blocus est donc pratiquement effectif : son premier effet est d'immobiliser la totalité de la flotte de commerce de nos ennemis : 4 500 000 tonneaux, dont un quart représenté par des navires âgés de moins de cinq ans : plus de moitié n'ont pas dix ans. C'est une jeune flotte : elle avait *sextuplé* depuis vingt-cinq ans. Les 23 000 bateaux qui la composaient sont, les uns, — 8 pour 100, dit-on, — tombés déjà au pouvoir de l'Angleterre ; d'autres parmi les plus grands ont été coulés ; un tiers reste accroché dans les ports neutres où ils se trouvaient en cours de voyage ; le reste, petits voiliers ou transatlantiques géans, encombre les havres allemands, Brême et Hambourg surtout ; ce dernier agrandi en 1911 à 100 kilomètres de pourtour, avec des bassins immenses séparés par des écluses automatiques, où les quais, les chantiers, les docks, débordant d'activité il y a quelques mois, sont maintenant silencieux et morts.

Pendant ce temps, les navires anglais sillonnent les mers. Au Lloyd de Londres la prime d'assurances de guerre fut, le 6 août de 20 pour 100, le 7 de 10 pour 100, le 9 de 8 pour 100, le 12 de 4 pour 100, le 14 de 3 pour 100 ; elle s'est établie depuis le 15 août, avec garantie du gouvernement britannique, à 2 pour 100 pour les voyages en général, et à 1 et demi pour 100 pour les céréales importées d'Amérique en Europe. L'État français lui aussi, moyennant des primes graduées de 1 à 5 pour 100,

s'est chargé d'assurer le « risque de guerre » à nos armateurs, et les États-Unis ont imité cet exemple pour leur marine.

Que l'on chiffre la perte résultant pour la flotte allemande de son arrêt total sur le globe, et toutes les pertes consécutives à cet arrêt : celles des chantiers de construction, celles des chemins de fer et de la navigation fluviale qui apportaient ou importaient, de ou vers l'intérieur du pays, les marchandises d'outre-mer : à Hambourg seulement 26 000 péniches jaugeant ensemble 10 millions de tonnes, pendant que 6 autres millions arrivaient par voie ferrée. Aussi les compagnies de navigation étaient-elles prospères ; la plupart avaient récemment augmenté leur capital de 20 et 30 pour 100, — la *Hamburg-America* de 125 à 150 millions. — Que peuvent valoir ces affaires qu'un simple krach américain, en 1907, suffisait à faire baisser d'un tiers, en ralentissant leur trafic, aujourd'hui que ce trafic est complètement suspendu pour une durée indéfinie, et menace, comme on va le voir, d'être fortement atteint dans l'avenir?

En effet, la marine allemande paralysée, ce n'est en somme qu'une industrie parmi beaucoup d'autres, ce n'est que l'*instrument* du transport ; mais ce qui arrête toutes les autres industries, et l'on peut dire la vie nationale elle-même, c'est l'absence subite des marchandises que ces navires apportaient du dehors. Dans les 14 milliards d'importation de l'Allemagne, les « produits fabriqués » n'entrent que pour 2 milliards, tandis que les objets d'alimentation figurent pour 3 milliards 500 millions et les matières premières pour 8 milliards et demi. Beaucoup plus que la France, l'Allemagne vit de l'étranger.

La France, sauf dans les années où sa récolte de froment est déficitaire, vend au dehors presque autant de denrées qu'elle en achète ; et, pour le chapitre des « objets fabriqués, » à peine en exporte-t-elle le double de ce qu'elle introduit. L'Allemagne au contraire vend trois fois et demi plus d'objets fabriqués qu'elle n'en achète, — 7 milliards 350 millions contre 2 milliards, — pour les denrées elle en achète six fois plus qu'elle n'en vend, — 3 milliards et demi contre 600 millions.

A propos de ces derniers chiffres, la question s'est posée de savoir si nos ennemis bloqués auraient chez eux de quoi vivre et combien de temps? Un de leurs journaux, le *Leipsiger Volkszeitung*, manifestait, il y a deux ans, des craintes à ce sujet : « Si la guerre éclate et si l'Angleterre, d'accord avec la France,

réussit à entraver les arrivages de denrées, ce sera la famine. » *A n'examiner que les chiffres*, nous ne devons pas nous flatter d'affamer rapidement nos ennemis. Il est bien vrai que l'Allemagne importe environ le tiers du froment qu'elle consomme; quoiqu'elle ait conquis, depuis vingt ans, sur la lande, dans les grandes plaines du Nord, notamment dans le grand-duché d'Oldenbourg, plus d'un million d'hectares et quoique son rendement moyen à l'hectare, — 22 quintaux en 1913, — grâce à ses engrais artificiels, soit sensiblement supérieur au nôtre, elle ne produit encore que 43 millions de quintaux de froment. Elle en achète à l'étranger 23 millions, qui vont lui manquer; car ce n'est pas, comme on l'a dit à tort, en Hongrie qu'elle les trouverait, l'Autriche-Hongrie étant au contraire un pays *importateur* de grains et farines : il en introduit sur son territoire pour 80 millions de plus qu'il n'en vend.

Privée du froment de l'Argentine et des États-Unis, l'Allemagne se rejettera sur le seigle, dont elle interdit la sortie et dont elle récolte de 110 à 115 millions de quintaux par an. Elle en vendait annuellement pour une centaine de millions de francs, grâce à un régime de *bons d'importation* qui fonctionne chez elle et permet de remplacer par des sorties égales les grains achetés au dehors.

La consommation moyenne de ses 67 millions d'habitans étant de 160 millions de quintaux de blé ou de seigle, il ne lui en manquerait donc qu'une dizaine de millions pour se suffire jusqu'à l'année prochaine, si la récolte de 1914 avait été chez elle égale à celle de l'an dernier, ce qui d'ailleurs n'est pas le cas. La récolte de l'Europe est inférieure, en effet, de 120 millions d'hectolitres à celle de 1913; ce qui n'a rien d'inquiétant pour nous, puisque les États-Unis sont gratifiés, comme disent leurs journaux, d'un « océan de froment, » et trop heureux d'en envoyer de ce côté-ci de l'Atlantique, pour balancer les 650 millions d'or, dont ils se trouvent actuellement débiteurs, à raison des valeurs américaines que les belligérans ont jetées sur le marché de New-York.

De ce froment, le gouvernement français a sagement fait de s'assurer un stock, que des vapeurs affrétés pour notre compte par l'Angleterre ont déjà commencé de nous apporter; non que nous en eussions un pressant besoin, mais parce qu'en temps de guerre, pour être sûr d'être *assez* approvisionné, il faut l'être *trop*.

C'est même pour cela qu'en ce qui concerne l'Allemagne, la statistique intérieure des céréales ne signifie pas grand'chose dans les circonstances présentes. Comme elles se trouvent réparties sur son territoire à l'inverse de la population, il faudrait savoir dans quelle mesure elles circuleront librement, des fermes de Prusse et de Silésie qui les produisent aux usines de Westphalie qui les consomment. Toute cette région de l'Ouest, où tel district de 1 500 kilomètres carrés doit nourrir 10 millions d'habitans, attend son pain de l'Est ou d'outre-mer. Elle n'est pas la seule; dans le grand-duché de Bade, Mannheim est le grand port par lequel le froment est introduit dans l'Allemagne du Sud. L'entrée des blés étrangers dans les bassins de cette grande ville est d'environ 6 millions de quintaux par an; transformés en farines, ils vont approvisionner le Wurtemberg et la Bavière.

La question de circulation et de trafic des blés à l'intérieur domine celle de la production. Dans une Allemagne susceptible d'être envahie à la fois à l'Est et à l'Ouest, la provision de grains aurait beau être suffisante *en théorie* qu'elle peut cesser bien vite de l'être *en pratique*; les difficultés de transport aussi bien par voie ferrée que fluviale, les réquisitions des armées, la crainte de manquer qui poussera les particuliers et les marchands à garder ou à faire des provisions extraordinaires, tout contribuera à créer la cherté, puis la disette dans les grands centres, surtout pour les classes pauvres, qui en seront vite réduites au pain de pommes de terre et d'avoine.

On en peut dire autant de plusieurs autres alimens; les œufs, dont l'Allemagne importe 170 millions de kilos, pourront lui être partiellement fournis par l'Autriche, qui en exporte annuellement pour 150 millions de francs, et peut-être aussi les oies, qui figurent aux entrées allemandes pour 9 millions de têtes; mais le *café*, dont elle achète pour 260 millions, le cacao, le beurre, le fromage et le saindoux, — ensemble 335 millions, — les harengs salés, les légumes secs ne seront pas facilement remplacés; de même le riz, l'orge et le maïs, chapitre de 850 millions de francs.

La viande est abondante sur le marché intérieur, bien qu'elle eût assez enchéri ces dernières années pour que le gouvernement, sous la poussée de l'opinion publique, ait non seulement permis l'importation de viandes fraîches, mais même accordé des diminutions de droits d'entrée aux communes

qui voulaient les introduire pour leur propre compte. Abattu ou sur pied, le bétail importé ne figure que pour 226 millions de francs, chiffre peu important, s'il est vrai, comme le disent les statistiques de l'Empire, que les Allemands, à raison de 52 kilos par tête, consomment annuellement, près de 3 milliards et demi de kilos de viande.

L'importation de bétail ne saurait être paralysée par le blocus, parce que les quantités introduites viennent surtout des Pays-Bas, du Danemark ou de la Suisse. A ce propos, il est curieux de signaler le procédé douanier employé par l'Allemagne vis-à-vis de la France, pour surtaxer ses produits sans violer en apparence *la lettre* du traité de 1871, dicté par elle et où elle avait exigé, en matière commerciale, le traitement réciproque de « la nation la plus favorisée. » Son tarif, en vigueur depuis 1906, est très habilement spécialisé en 946 articles, par le jeu desquels elle arrivait à traiter un pays avec faveur sans que la concession pût être revendiquée par d'autres, parce qu'entre un article français ou un autrichien analogue, on peut trouver des nuances très petites en réalité, mais suffisantes pour appliquer des paragraphes différens. Elle a usé de ce procédé pour des marchandises françaises très diverses, les vins, les chevaux ou les éventails. Pour le bétail bovin, il n'était admis à entrer en Allemagne, à prix réduit, que « s'il a été élevé à une altitude de 300 mètres au-dessus du niveau de la mer, a fait chaque année une saison d'estivage à 800 mètres et à condition d'avoir les extrémités brunes. » Ces conditions que seul remplissait, *en fait*, le bétail suisse permettaient de frapper les races françaises de droits beaucoup plus élevés.

II

Une nation à qui manquent brusquement trois milliards et demi de denrées, au moment où, loin de pouvoir parer à ce déficit par une distribution et un ménagement adroit de ses ressources sur son territoire elle voit ses communications entravées par la guerre et son sol sur le point d'être foulé par l'ennemi, une telle nation a fort à craindre pour ses vivres, non pas tout de suite, mais au bout de quelques mois.

L'arrêt des exportations de matières alimentaires qu'elle faisait en temps normal, ne saurait compenser le déficit des

importations parce que les matières *ne sont pas les mêmes* : il suffit par exemple de savoir que, parmi les 600 millions de denrées exportées, se trouvent 170 millions de sucre et 80 millions de bière et de houblon, pour se rendre compte que les marchandises qui ne peuvent pas sortir ne remplaceront pas les marchandises qui ne peuvent pas entrer. Au contraire, l'impossibilité d'écouler ce dont elle est vendeuse crée pour l'Allemagne une gêne d'une autre sorte : au déficit de l'estomac s'ajoute le déficit de la bourse, et celui-ci, étendu aux industries vitales du pays, est terrible parce qu'en privant l'ouvrier de travail, il le prive nécessairement de pain.

Un journal allemand, la *Freihandels-Korrespondenz*, estimait que, dans les 12 milliards des exportations, *la main-d'œuvre entre pour plus de 7 milliards*. Le blocus actuel ne supprime pas seulement ces 7 milliards de salaires représentés par les *produits exportés* ; il supprime en outre un chiffre de salaires, peut-être égal, afférent aux *produits consommés dans l'intérieur* de l'Allemagne, dont la fabrication doit cesser avec l'arrêt des importations, parce que les matières premières manquent. Les textiles, la métallurgie, l'industrie électrique, celle des constructions de machines ou des produits chimiques sont dans ce cas et, par contrecoup, celle des houillères.

En Allemagne, le travail de récolte des betteraves se faisait habituellement par des ouvriers russes et polonais; on peut admettre que, pour remplacer ces ouvriers étrangers qui vont rentrer chez elle en soldats envahisseurs, l'Allemagne, si les armées russes lui en laissent le temps, fera venir de l'Est, pendant la période d'arrachage, des ouvriers en chômage forcé, qu'elle arrivera même à fabriquer les 2 millions et demi de tonnes de sucre qui constituent sa production moyenne, quitte à emmagasiner, puisque l'Autriche est elle-même exportatrice, la portion qu'elle ne pourra vendre au dehors. Il est clair que, si les armées russes occupaient prochainement la Prusse et la Silésie, il n'y serait pas fait *effectivement* beaucoup de sucre cette année ; mais, *économiquement*, cette industrie n'est pas réduite à l'inaction parce qu'elle peut faire du stock.

Les charbonnages, eux, ne le peuvent pas; en ce domaine comme en plusieurs autres, la production s'est multipliée, — de 75 pour 100 depuis dix ans, — sans que les bénéfices aient suivi, malgré les efforts des cartels, une progression correspondante.

Sur les 195 millions de tonnes extraites, il en était vendu 40 millions à l'étranger ; c'était une rentrée de 750 millions qui, sauf la portion expédiée en Suisse et en Autriche, disparaît. Or cette exportation, que l'État favorisait par des tarifs très bas sur les chemins de fer, était capitale pour maintenir les prix sur le marché intérieur.

D'autre part, si le charbon, âme de l'industrie allemande, la faisait vivre, il vivait aussi par elle : la sidérurgie absorbait 40 pour 100 de la production, d'autres industries se partageaient 22 millions de tonnes. Restent la clientèle domestique et celle des chemins de fer ou tramways qui, réunies, ne prennent pas plus de 25 pour 100 du total ; il est clair que les mines de houille se voient forcées de réduire leur exploitation dans une très large mesure; dès le mois d'août, elle était tombée au tiers de la normale.

La métallurgie allemande qui, avec 18 millions de tonnes, avait atteint le second rang dans le monde, après les États-Unis, se fût trouvée, même avec la liberté des mers, fort entravée en temps de guerre par la seule difficulté des transports à l'intérieur, en raison de l'éloignement de ses deux centres de fabrication qui ne peuvent se passer l'un de l'autre : la Westphalie, qui a le coke, et la Lorraine qui a le minerai. Avec le coke fourni par la Westphalie, la Lorraine fabrique surtout de la fonte et des rails ; avec la fonte tirée de la Lorraine, la Westphalie fabrique plutôt de l'acier et des produits ouvrés. A ces deux régions, qui représentent ensemble 80 pour 100 de la production métallurgique, aussi bien qu'à la Sarre, la Hesse ou la Silésie, le minerai national ne suffisait pas. Elles en faisaient venir pour 250 millions d'Espagne, d'Algérie, de France, de Russie ; un grand syndicat allemand s'était même rendu acquéreur, au Brésil, dans l'État de Minas Geraes, d'importans terrains miniers. D'ailleurs, sur les 12 millions de tonnes de minerai que l'Empire allemand importait l'an dernier, 40 pour 100 étaient tirés de la Suède et le blocus actuel ne le priverait pas de cette cargaison.

Mais elle n'en aura nul besoin cette année, puisque sur ses 18 millions de tonnes de fer elle en exportait plus de 8 millions. Cette exportation se chiffrait, en argent, par un total de *plus d'un milliard et demi de francs* et s'appliquait, jusqu'à concurrence de 850 millions environ, à des machines de toute sorte :

locomotives pour l'Espagne ou la France, machines à vapeur et à explosion ou moteurs à gaz de hauts fourneaux pour la Russie et le Japon, grues ou dragues pour l'Italie et l'Argentine, machines à coudre, à brasser, à imprimer, à travailler le métal, le papier, le ciment, pour tout l'univers. Tout cela rapportait peu; conséquence du système allemand qui, pour enlever les affaires et forcer la production, consentait à travailler presque sans bénéfice... en vue de créer des débouchés pour l'avenir.

Or voici que, par la guerre et le blocus, ces projets s'évanouissent, ces beaux plans deviennent irréalisables : brusquement séparés de leurs fournisseurs germaniques, les cliens, proches ou lointains, sont recueillis par des concurrens qui surgissent, empressés à profiter de la liberté des mers. Parfois ces cliens s'outillent eux-mêmes et s'organisent, sous le coup de la nécessité, pour se fournir ce qu'ils achetaient précédemment à l'Allemagne. De pareils marchés, une fois fermés ou détournés, ne se rouvrent guère.

Le *Board of Trade*, ministère du Commerce anglais, publie une liste des articles de fer, machinerie ou parties de machine que la France importait d'Allemagne et pourrait tirer de l'Angleterre : il chiffre les meubles et articles de bois, la vaisselle, faïence ou porcelaine de table, que l'Allemagne pour 90 millions par an et l'Autriche pour 20 millions exportaient annuellement ; il en donne le détail par contrées et montre par exemple de combien la part de l'Angleterre dans la poterie à bon marché expédiée en Amérique pourrait être augmentée.

Les journaux du Royaume-Uni enregistrent avec raison ces conquêtes commerciales comme des victoires : « Dans le Lancashire et le Cheshire, disent-ils, l'industrie des produits chimiques ne suffit plus aux commandes; ils sont « inondés d'ordres dus à l'interruption des relations avec l'Allemagne. » L'industrie textile a reçu chez eux la même impulsion. Dans certaines branches, notamment celle des étoffes teintes où le besoin de marchandises est urgent, les prix ont monté de 50, 75 et même 100 pour 100; déjà se créent de nouvelles manufactures pour les vêtemens. Il en va de même sur beaucoup d'autres terrains : telle fabrique de vaisselle d'étain, à Swansea, a obtenu un ordre qui allait en Allemagne et qui suffit à lui donner du travail pour douze mois.

Parmi les concurrens habiles à profiter de la fermeture des

marchés allemands, les États-Unis tiennent naturellement la tête : pour eux, c'est tout d'abord une excellente occasion de s'affranchir du dehors. « Comme les affaires suivent naturellement la loi du moindre effort, disait il y a quelques jours dans une note officielle le secrétaire d'État de l'Intérieur, il avait semblé plus aisé et peut-être moins cher d'importer des produits minéraux et des matières premières, d'où dépendent de grandes industries, que de développer nos propres ressources de même nature. Quand nos manufacturiers, forcés par la suspension du commerce d'entreprendre avec énergie la conquête de nos propres fonds, auront trouvé à remplacer les produits étrangers, ils ne retourneront plus sous leur dépendance et les complications extérieures ne nous toucheront plus. En fait d'engrais artificiels dont nous usons de plus en plus, continue le ministre américain, nous dépendions presque entièrement, comme le reste du monde, des mines d'Allemagne pour la fourniture des sels de potasse que la guerre nous supprime. Mais nous avons de larges dépôts de potasse dans la réserve de Californie, qui peut être immédiatement ouverte et exploitée, dès que le bill présentement soumis au Congrès pour cet objet sera voté. »

La potasse, en effet, sous ses formes multiples de sels bruts, chlorures et sulfates, est pour l'Allemagne une affaire de 250 millions de francs par an. Le Reichstag s'en est fort occupé durant ces dernières années; les imaginations étaient hantées, à Berlin, par la crainte de voir les étrangers mettre la main sur une portion importante des gisemens et exporter à leur propre profit la potasse allemande. Une loi de 1910, faite pour protéger l'industrie indigène et fort imprégnée de socialisme d'État, enrégimenta les producteurs dans un syndicat investi du monopole. La spéculation s'empara de l'affaire; il y eut une « fièvre de la potasse » et l'on rechercha partout les débouchés : 10 millions de francs ont été déboursés en 1913 en frais de propagande, pour assurer le placement de tous les sels extraits; en effet, la moitié de la potasse allemande était exportée et, de cette exportation, les États-Unis recevaient les deux tiers : 12 millions de quintaux. On voit de quelle importance sera leur défection sur ce terrain où, de cliens, ils ne tarderont pas à devenir rivaux.

Leurs ambitions d'ailleurs se font jour dans des domaines beaucoup plus vastes : « Un large tonnage de ferro-manganèse nous venait d'Allemagne, disent-ils; or nous avons de grandes

richesses en manganèse, intactes, dédaignées, parce qu'il est de qualité inférieure; mais il y a des méthodes connues de purification qui le rendent égal au manganèse importé du dehors. » Au Transvaal, le cyanure venait presque exclusivement de l'Allemagne; d'après les statistiques officielles, c'est une fourniture d'environ 12 millions de francs pour 5 millions et demi de kilos qui va revenir aux usines américaines. Pour le zinc, disent encore les États-Unis, nous souffrions de la surproduction; mais, comme la Prusse Rhénane qui en vendait quelques centaines de mille tonnes est fermée, nous serons à même d'exporter dans les pays Sud-Amérique du zinc et des produits d'acier galvanisé. Quant au charbon, les États-Unis ne songent pas seulement à le vendre à l'état naturel : « Nous dépendions de l'Allemagne pour les *produits chimiques* dérivés du charbon, bien que nous ayons en quantité illimitée du goudron, d'où dépendent beaucoup d'industries chimiques. Nous pouvons, si la guerre continue un certain temps, faire nous-mêmes des teintures et des couleurs d'aniline aussi bonnes que celles *made in Germany*. »

L'industrie chimique et pharmaceutique, où l'Allemagne avait conquis un monopole de fait, était l'une des colonnes de son exportation; le monde entier était son tributaire. Elle lui expédiait pour *plus d'un milliard de francs*, chaque année, de produits de cette catégorie, parmi lesquels l'aniline seule et ses similaires entraient pour 160 millions. Je ne prétends pas que des usines aussi fortement organisées, au point de vue technique et munies d'un personnel expérimenté, puissent être aisément écartées; mais chacun sait quelle audace caractérise les Américains. A l'abri d'une barrière temporaire plus haute et plus solide que tous les tarifs douaniers, ils sont parfaitement capables de se lancer dans cette voie nouvelle, où les acheteurs sont tout prêts à payer un bon prix ce dont ils ont absolument besoin.

Il serait fastidieux de multiplier les exemples pour chaque produit et pour chaque peuple : ce que feront les Américains, les Français, les Anglais, les Italiens et d'autres le feront aussi, chacun suivant les richesses naturelles de son sol, sa situation géographique et l'adaptation de sa main-d'œuvre à telle ou telle nature de marchandises, pour profiter de la disparition soudaine des marchandises allemandes.

Et non seulement ces marchandises disparaissent du marché extérieur, parce qu'elles ne peuvent pas *sortir*, mais beaucoup

d'entre elles vont disparaître du marché intérieur allemand, parce que les matières indispensables qui servent à les établir ne peuvent plus *entrer*. Que va devenir l'industrie électrique, si prospère que deux grandes sociétés, l'*Allgemeine Elektric Gesselschaft* et la *Siemens-Schuckertwerke*, entretenaient ensemble un personnel de 150 000 hommes, et que la première, seule, avait, l'an dernier à pareille époque, pour 575 millions de commandes à exécuter. Comment cette industrie se pourrait-elle passer des 400 millions de cuivre et des 230 millions de caoutchouc ou de gutta qu'elle importait chaque année? Avec l'épuisement de sa provision, le travail s'arrête.

Et comment l'industrie textile remplacerait-elle les deux milliards de francs de coton, laine, soie et lin, qu'elle recevait chaque année de l'étranger? Dans ce chiffre, les *tissus fabriqués* entraient pour une part modeste : 163 millions de francs, et ce n'est pas l'absence de ces étoffes étrangères qui embarrassera nos ennemis; bien au contraire, ce sera autant de moins à concurrencer les étoffes indigènes dont le marché va se trouver encombré.

Car, sur les 1 800 et quelques millions de francs de coton, laine, soie et lin que l'Allemagne introduisait à l'état brut, *pour les cinq sixièmes*, et, pour un sixième, sous forme de fil, elle réexportait *pour 1 300 millions* de tissus et de vêtemens en coton, laine ou soie. La privation de ces matières premières supprime le travail correspondant, non seulement à celles qui étaient exportées sous forme d'étoffes ou d'objets cousus, mais aussi à celles, *beaucoup plus importantes, absorbées par le marché intérieur*. Sur plus d'un million de tonnes de textiles importés, l'Allemagne n'en exportait que 200 000, tandis qu'elle en consommait 800 000 pour se vêtir ou se meubler.

Les consommateurs, eux, ne souffriront guère de cet arrêt de production; ils se soucient peu de faire en ce moment des achats de linge ou de costumes; ils s'accommoderont de ce qu'ils possèdent et, du petit au grand, attendront avec patience la fin des hostilités. Mais les *onze cent mille* ouvriers et ouvrières, — — exactement 529 000 hommes et 661 000 femmes en temps normal, — qui, *pour le coton seul*, constituent le personnel des 326 manufactures allemandes de ce textile, que feront-ils quand le coton va manquer?

Il est bien vrai que la seule annonce de la guerre européenne

a, comme un tremblement de terre universel, secoué le monde économique jusque sur les marchés les plus reculés; que, brusquement, en vingt-quatre heures, les Bourses se sont fermées, les bateaux ont cessé de naviguer et que les métiers ont cessé de battre, du moins chez les nations belligérantes. En France, jusqu'au 25 août, nombre de filatures et de tissages de coton étaient encore arrêtés. Mais chez ceux qui ont la mer libre, la main-d'œuvre absente étant peu à peu remplacée, l'intérêt commercial pousse les fabricans à travailler, dût la vente être d'abord un peu entravée, parce que les stocks ne seront pas longs à s'écouler ensuite à des prix très rémunérateurs.

Chaque jour améliore donc la situation des pays ouverts à la vie internationale; le mouvement y reprend peu à peu; chaque jour empire celle du pays qui, une fois son approvisionnement épuisé, devra fermer ses usines. De semaine en semaine on s'en apercevra davantage. Pendant que les tissus de coton italiens pour vêtemens, dont la concurrence était particulièrement redoutable pour les similaires allemands, pendant que les jacquards ou les damassés d'Irlande et d'Angleterre s'offriront avec succès dans les comptoirs des deux Amériques et de l'Asie, le prolétariat allemand verra le travail suspendu et les vivres enchérir.

Nourri de fumée, de la fumée des cathédrales bombardées et des villes incendiées, mangera-t-il alors à sa faim? La discipline héréditaire qui le fait naître à genoux et l'y maintient étouffera-t-elle ses murmures?

Le banquier de Francfort, l'armateur de Hambourg, le marchand de Munich, si férus de batailles il y a deux mois, verront-ils qu'ils se ruinent pour le roi de Prusse et que les domaines des seigneurs de Brandebourg et de Poméranie sont seuls à ne pas redouter la faillite? Nul encore ne saurait le dire. En tout cas, dans cette guerre où l'Allemagne, « décivilisée » par tactique militaire ou par amour-propre exaspéré, réapprenant la barbarie au xxe siècle, se flattait de réduire ses ennemis par la terreur, ceux-ci, beaucoup plus modernes en visant l'Allemand à la bourse, pourraient bien le prendre tout doucement par la famine, ou du moins par la misère.

GEORGES D'AVENEL.

SOUVENIRS DE BORDEAUX

1871-1914

II[1]

L'armistice conclu avec les Allemands allait être prorogé du 19 au 24 février 1871, puis jusqu'au 1er mars. L'attention publique s'était portée, dès le lendemain des élections, sur ce qu'allait faire l'Assemblée nationale au sujet de la guerre ou de la paix, et c'était, — on peut le dire en toute vérité, — la plus instante des préoccupations du moment.

La première séance eut lieu le 13 février. Après une courte allocution du doyen d'âge, M. Benoist d'Azy, Jules Favre, le ministre des Affaires étrangères de la Défense nationale, vint gravement à la tribune déposer les pouvoirs de ce gouvernement, en déclarant que c'était pour lui un devoir bien doux.

Il fit un pressant et éloquent appel à l'union générale pour cicatriser les plaies de la France et reconstituer l'avenir. Il crut pouvoir dire que l'Assemblée nationale ne prendrait conseil que du pays lui-même, et il le fit dans des termes sobres et émouvans. On l'applaudit sur presque tous les bancs. A ce moment, Garibaldi, coiffé d'un feutre gris à plume d'aigle, venait d'entrer dans la salle, soutenu par deux de ses amis. Il se redressa, et souleva un pan de son manteau gris doublé de rouge pour lire sa démission de représentant. Il aurait voulu dire qu'il était

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1914.

venu apporter son vote à la République et par ce vote remercier les électeurs qui lui avaient fait l'honneur de le désigner comme leur mandataire. Mais la majorité refusa de l'entendre, et M. Benoist d'Azy, pour clore l'incident, brusqua la fin de la séance. Au milieu du tumulte qui s'ensuivit, je vis un homme encore jeune, à la chevelure et à la barbe de jais, rouge comme le coq de Syracuse, se pencher du haut d'une tribune du premier étage à droite, tendre un poing menaçant, et je l'entendis crier de toutes ses forces : « Majorité rurale, honte de la France ! » Il faisait sonner les *r* et les *n* avec le terrible accent marseillais. Ce farouche Méridional était Gaston Crémieux, qui allait être fusillé plus tard à cause de sa participation à la Commune de Marseille. Du jour où il avait lancé sa fameuse interruption, les droitiers ne furent plus appelés que « les ruraux, » titre d'ailleurs qui n'avait rien de déshonorant et qui valait bien « les bourgeois, les citadins, » que sais-je ? En quoi la qualité de député des campagnes était-elle inférieure à celle de député des villes ? Mais les radicaux persistèrent à en faire un terme de mépris, ce dont leurs adversaires se consolèrent sans peine.

Les journaux de l'extrême gauche firent naturellement de cet incident tout un scandale et voulurent lui donner des proportions considérables. On exaltait Garibaldi. On disait que c'était « notre premier général. » On vantait son héroïsme, on espérait l'amener à quelque intervention bruyante, mais il ne prit pas lui-même la chose au sérieux et quitta, dès le lendemain même, Bordeaux pour se rendre sans bruit à Marseille et retourner à Caprera. Seul, le pharmacien Bordon, qui avait italianisé son nom en le transformant en Bordone, et s'était créé lui-même général, continua à plastronner, mais sans succès. Il aimait à répéter une phrase étonnante de Michelet : « Il y a un héros en Europe. Un. Je n'en connais pas deux. Toute sa vie est une légende. Dans le rude hiver que nous venons de traverser, tout hérissé de glaçons, il n'était plus qu'un cristal ! »

Une fois la démission du gouvernement de la Défense nationale remise à l'Assemblée, Jules Favre repartit sur Paris, afin d'aller conférer avec le comte de Bismarck à Versailles au sujet de la prolongation de l'armistice et des premiers pourparlers de paix jusqu'à l'arrivée du nouveau ministère.

Le 14 février, l'Assemblée valida en quelques heures les élections de 326 députés en se réservant de statuer plus tard sur les élections des princes d'Orléans. On agitait déjà dans les groupes une question brûlante : le retour à Paris. Je constatai que le retour n'avait que fort peu de partisans, car la majorité, redoutant l'esprit turbulent de la garde nationale, qui avait pu conserver ses fusils et ses canons, cherchait une ville plus paisible, comme Fontainebleau ou Versailles. La folie obsidionale avait bouleversé bien des cerveaux, et plus d'un péril était à craindre. On se plaignait que le gouvernement de la Défense nationale n'eût pas retiré des armes dangereuses à une troupe si peu disciplinée. Mais celui-ci alléguait que la mesure aurait constitué un affront pour de bons citoyens et l'aurait exposé lui-même à des colères et à des menaces certaines. Il avait insisté auprès de son négociateur, Jules Favre, pour obtenir du comte de Bismarck le maintien des armes à la Garde nationale et la concession du chancelier l'avait surpris et charmé tout à la fois. Il ne prévoyait pas, le 28 janvier, la journée du 18 Mars et montrait ainsi une inexpérience dont le 31 octobre aurait bien dû le guérir. Cependant, lorsque la guerre civile éclata, Jules Favre fut le premier à regretter la concession faite, et je me rappelle avec quel accent de douleur et de remords il s'écria à la tribune de l'Assemblée à Versailles : « Je demande pardon à Dieu et aux hommes de n'avoir pas désarmé la Garde nationale! »

Ce qui occupait encore et fixait l'attention publique, aussi bien à Paris qu'à Bordeaux, c'était la personnalité de M. Thiers. Il était tout naturellement l'homme d'État le plus en vue. Ses avertissemens prophétiques à l'Empire, ses discours si sages et si clairvoyans au Corps Législatif au moment de la guerre, applaudis par une élite et hués par une majorité docile, ses graves et patriotiques leçons, son voyage à travers l'Europe pour nous trouver des alliés, ou tout au moins des Neutres bienveillans, ses négociations multiples avec les Cours et avec le comte de Bismarck, ses efforts infatigables pour essayer de retirer la patrie de l'abîme où elle était tombée, son élection triomphale dans 26 départemens, le prestige d'une carrière longue et brillante, son expérience consommée, l'estime que lui témoignait l'Europe entière, tout le désignait au choix des représentans comme l'arbitre même de nos destinées. On voulut faire de

lui le Chef du pouvoir exécutif. Il y consentit, mais ce titre de Chef lui déplaisait et il en parlait avec une certaine ironie. On sentait déjà qu'il tenait à être Président, mais comme cette Présidence ne pouvait être que celle de la République, il avait à compter avec les légitimistes et les orléanistes que cette dénomination inquiétait fort. Il lui fallut alors une habileté, une dextérité, une finesse, un brio extraordinaires pour apaiser tous les soucis, vaincre tous les scrupules, dissiper tous les soupçons, prévenir tous les griefs. Les uns l'acceptaient vaille que vaille, les autres le subissaient comme un maître, comme un guide; ceux-ci comme une nécessité, ceux-là comme un expédient ou un provisoire. Il négociait adroitement avec les uns et les autres. Il leur montrait les difficultés et les dangers de la route à parcourir et la nécessité pourtant absolue de faire quelque chose. Il ne cessait de leur répéter qu'on verrait plus tard quelle forme de gouvernement on adopterait, mais qu'il fallait d'abord régler la question primordiale du moment. L'alternative était très nette : ou la paix, ou la guerre. Il préparait avec soin toutes les voies et ne livrait rien au hasard. Il se préoccupait de faire dresser pour l'élection du bureau de l'Assemblée une liste de conciliation, dans laquelle il proposait Jules Grévy comme président; Benoist d'Azy, Léon de Maleville, le marquis de Vogüé et Vitet comme vice-présidens; Baze, Martin des Pallières et Martel ou Princeteau comme questeurs. Il pensait déjà à constituer son cabinet et jetait ses vues sur Jules Favre, Jules Simon, Ernest Picard, Larcy, Dufaure, Jauréguiberry. Les radicaux ne l'aimaient guère, et cependant, de crainte d'avoir à subir un autoritaire de droite comme le duc d'Audiffred-Pasquier, qui jouissait d'un grand crédit politique, ils se résignaient à le voir arriver au pouvoir. On savait d'ailleurs qu'il était au fond de l'âme opposé à une Restauration monarchique immédiate, surtout légitimiste, et qu'il avait même ses ambitions personnelles appuyées sur la confiance de la France et l'estime de l'Europe.

Il manifesta son autorité dès le 17 février, lors de la protestation des Alsaciens-Lorrains. Je ne veux qu'esquisser ici cette séance historique, ayant déjà eu l'occasion d'en parler avec force détails, soit dans mon livre sur *les Causes et Responsabilités de la guerre de 1870*, soit dans une brochure spéciale (1) qu'on

(1) *La protestation de l'Alsace-Lorraine à Bordeaux*, avec documens authentiques et fac-similés, vol. in-8°, Paris, 1914.

n'a peut-être pas oubliée, car elle a paru deux mois avant la guerre actuelle et elle faisait présager bien des faits et des actes qui se sont réalisés en partie. J'aime à croire, — ceci dit en passant, — que l'issue finale, c'est-à-dire le retour de nos deux chères provinces à la France, ne se fera pas trop longtemps attendre.

Le vendredi 17 février, le jour même où Jules Grévy remerciait ses collègues de l'avoir fait monter au fauteuil de la présidence de l'Assemblée, Émile Keller vint donner lecture de la protestation rédigée par Gambetta, d'accord avec tous les représentans de l'Alsace-Lorraine. Les considérans de cette célèbre protestation sont connus de tous. Je n'en veux détacher que les derniers mots qui, comme tous les autres d'ailleurs, firent courir un frisson dans l'Assemblée et provoquèrent un enthousiasme inouï : « Nous proclamons par les présentes à jamais inviolable le droit des Alsaciens et des Lorrains de rester membres de la Nation française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettans, nos enfans et leurs descendans, de le revendiquer éternellement, et par toutes les voies, envers et contre tous les usurpateurs. » On sait comment ce serment-là a été tenu et comment pendant quarante-quatre ans l'Alsace et la Lorraine aussi dédaigneuses des séductions que des menaces, des offres que des violences, tinrent tête aux usurpateurs.

La lecture de cette noble protestation, le discours bref et saisissant dont Keller l'avait fait suivre, son cri d'angoisse et d'appel au secours, l'horreur et le dramatique de la situation avaient fait une telle impression que, je l'affirme, si un vote immédiat avait suivi, la guerre aurait continué et toutes négociations auraient été écartées.

C'est dans ces momens-là, dans ces heures décisives, que la réflexion du poète se justifie :

... si forte virum quem
Aspexerè, silent arrectisque auribus adstant.

L'homme parut aussitôt à la tribune. C'était M. Thiers qui, d'un geste, imposa le silence et ramena les esprits au sentiment réel de la situation. Elle était terrible, je l'avoue. Et lui-même ne cachait pas son émotion, car je l'ai vu pleurer, tandis qu'il prononçait les paroles nécessaires, les paroles d'un politique et d'un patriote convaincu. Il supplia ses collègues d'agir en

hommes sérieux dans un sujet aussi grave. Il partageait les sentimens touchans de M. Keller, mais il fallait savoir ce qu'on voulait. Il fallait que chacun eût le courage de son opinion : ou la guerre ou la paix. La réunion immédiate dans les bureaux s'imposait, car il s'agissait du sort de deux provinces ou du sort du pays tout entier. On ne pouvait pas ne pas négocier. Quant à lui, il déclarait qu'il ne saurait accepter un mandat dont en honnête homme et en bon citoyen il ne pourrait se charger. « Disons tout de suite ce que nous pensons, ajouta-t-il, et ne nous cachons pas derrière ce délai de vingt-quatre heures! » On suivit son prudent conseil. On suspendit la séance et deux heures après, l'Assemblée disait que, « tout en accueillant avec sympathie la déclaration de M. Keller, elle s'en remettait à la sagesse et au patriotisme de ses négociateurs. »

Puis, au bout de quelques minutes, elle nommait, à la presque unanimité, M. Thiers chef du pouvoir exécutif, en rappelant les services rendus par ce patriote éclairé : les fortifications de Paris qui avaient permis à la Ville de subir un siège de cinq mois et avaient sauvé l'honneur de la France, les avertissemens si sages donnés avant la guerre, la mission en Europe pour nous chercher des amis et provoquer leur intervention, l'indication donnée par les votes de vingt-six départemens. On a dit de cette séance qu'elle avait été lamentable et que l'Assemblée avait enterré respectueusement l'Alsace-Lorraine. J'atteste que l'acte de l'Assemblée fut le résultat d'une nécessité inéluctable et que la douleur des représentans, en acceptant l'amputation des deux provinces, fut une douleur profonde, sincère, unanime. Dire le contraire, c'est offenser cruellement la vérité.

Le 19 février, le nouveau chef du pouvoir exécutif remercia ses collègues de leur témoignage de confiance si honorable et ne leur cacha pas qu'il était effrayé du fardeau qu'ils venaient de lui imposer. Et en effet, quand on songe à l'état du pays ruiné par la guerre, à la situation plus grave encore qu'allaient lui faire les exigences de l'ennemi, aux menaces d'émeute, de révolution, de guerre civile qui flottaient dans l'air, à la difficulté inouïe de remettre de l'ordre dans les finances et dans toutes les parties de l'administration, de recréer en quelque sorte un État tombé en ruines, on demeure surpris, — et en même temps on en remercie la Providence, — qu'il se soit trouvé là,

juste à temps et à souhait, un homme de courage, de dévouement, d'expérience, de zèle et d'ardeur, assez fort pour accepter une telle charge. Les critiques sont venues après. On a découvert depuis des sauveurs qui eussent mieux réussi que M. Thiers... Mais alors tout le monde était d'accord pour reconnaître que les circonstances le désignaient et ne désignaient que lui pour représenter nos intérêts devant l'ennemi triomphant : personne n'osa dire le contraire, tant le fait était indiscutable.

M. Thiers exprima et réalisa sa volonté d'obéir aux ordres du pays, qui devait être d'autant mieux servi, d'autant plus aimé qu'il était plus malheureux. Aussi, après avoir constaté avec émotion la lourdeur du fardeau imposé à ses épaules de vieillard, il avait assez de confiance en ce pays et en lui-même pour tâcher de relever le crédit, de ranimer le travail et de faire cesser l'occupation étrangère par une paix honorable.

Outre l'expérience de sa longue vie, M. Thiers avait l'appui que lui donnaient le dévouement des uns et les divisions des autres. Quelle était la physionomie de l'Assemblée de février 1871? J'y ai compté 6 ou 7 bonapartistes, 150 légitimistes, 200 orléanistes ou membres du centre droit, 150 membres du centre gauche, 200 républicains et un certain nombre d'indécis ou indépendans, ce qui prouve qu'il n'y avait pas à ce moment-là de groupes assez compacts et assez forts pour proclamer ou la monarchie ou la République. Cependant, tout faisait prévoir que le centre gauche fusionnerait tôt ou tard avec la gauche et que le centre droit lui-même y donnerait quelque appoint. Les dirigeans de ces divers groupes étaient connus. Le marquis de Franclieu, un chevau-léger irréductible, présidait l'extrême droite; Audren de Kerdrel, la droite; Casimir Perier, le centre droit; Feray d'Essonnes, le centre gauche: Jules Grévy, la gauche pure. Une partie de l'extrême gauche obéissait à l'impulsion de Louis Blanc et de Victor Hugo. Ces groupemens et leur valeur personnelle n'étaient pas ignorés de M. Thiers qui, en homme d'État, s'en était consciencieusement informé.

Jules Grévy était un de ses amis. Il avait des dehors très imposans et une physionomie grave. Mais, dans l'intimité, il se détendait et devenait facilement aimable et enjoué. Reconnaissant à M. Thiers de l'appui qu'il lui avait prêté pour la présidence de la Chambre, il le présenta à son tour à l'Assemblée, d'accord avec Vitet, Malleville, Dufour, Rivet et Barthélemy

Saint-Hilaire, comme chef du Pouvoir exécutif de la République française. Le candidat, d'ailleurs, s'imposait par lui-même.

Je l'ai bien observé à ce moment, et depuis... Petit de taille, — il prétendait avoir celle de Bonaparte, — les cheveux d'un blanc d'argent, la face toute rasée et quelque peu sarcastique avec un menton très prononcé, l'œil vif et le nez fort, l'air souriant et fin, la lèvre mince et ironique, le geste vif et l'allure droite et ferme, il s'emparait de l'attention de tous dès qu'il montait à la tribune. Sa voix frêle devenait bientôt nette et tranchante, et pénétrait comme un trait dans l'auditoire. Son érudition était immense. Historien consommé, fin lettré, politique habile et expérimenté, il avait un choix de souvenirs et d'anecdotes peu banal et qui produisait le plus souvent un puissant effet. Ceux qui lui reprochaient des longueurs interminables, des digressions inutiles, des démonstrations oiseuses, n'étaient ni justes ni sincères. Je puis certifier que, dans le court laps de temps qui s'écoula du 12 février au 12 mars à Bordeaux, chaque séance où il parla offrit le plus vif intérêt. Tout ce qu'il disait était marqué au coin de la sagesse, de la précision, de la méthode, de la vérité et de l'éloquence. Il éclairait ce qu'il touchait d'une lumière intense; il attirait, il séduisait, il convainquait les plus rebelles. Tous les sujets : finances, armée, commerce, industrie, politique, diplomatie, lui étaient familiers. Ses impatiences, ses fougues, ses colères mêmes le servaient. Il avait, — et qui l'en aurait blâmé? — conscience de sa valeur, et chez un homme d'État qui a une tâche aussi lourde à remplir, c'est une force. Quelques-uns appelaient cela de l'orgueil. C'était à vrai dire une satisfaction de soi-même, mais en même temps une fierté légitime.

M. Thiers avait dû s'entourer, au début de sa présidence, de ceux qu'on appelait alors « les ducs, » et, donnant au mot de Napoléon sur les grands seigneurs d'autrefois ralliés à son régime : « Il n'y a que ceux-là encore qui sachent servir, » une plus noble acception, il les avait envoyés dans les grandes ambassades : Broglie à Londres, Banneville à Vienne, Noailles à Pétersbourg, Vogüé à Constantinople, Bouillé à Madrid, Bourgoing à La Haye, Harcourt au Vatican, Gabriac, puis Gontaut-Biron, à Berlin. Il connaissait à fond l'échiquier politique. On avait cru le plaisanter en lui disant : « Qu'est-ce que vous ne savez pas? » Et il avait fièrement répondu : « Ma foi, je n'en

sais rien. » Sans doute, à son patriotisme profond et avéré se joignait de l'ambition personnelle. On s'en étonnait, parce qu'il avait soixante-douze ans! Mais à quel âge l'homme cesse-t-il de croire en lui-même et de soutenir ses idées, avec l'espoir de les faire triompher et de triompher avec elles?

En tout cas, et je parle ici de 1871 et de l'Assemblée, nul n'avait autant que lui la pratique des affaires, la science et le talent nécessaires pour les diriger. Quelle puissance indéfinie de travail! Quelle flamme, quelle ardeur, quelle activité, quel zèle dévorant! A l'âge où le repos semble s'imposer, il avait la passion du travail et consacrait à une tâche immense au moins seize heures par jour, s'occupant de tout, veillant à tout, donnant lui-même l'impulsion à tout, n'ayant pas seulement le souci des affaires extérieures alors si difficiles, si délicates, mais celui, non moins grand, de l'intérieur où la guerre avait tout bouleversé et où tant d'incidens et de faits graves faisaient présager des agitations et des convulsions formidables. On verra ce que cet homme, déjà en réalité le Président de la République, a fait, en un mois, pour imposer à une Assemblée frémissante de douloureux, mais d'inévitables préliminaires de paix, constituer un gouvernement et en fixer le siège à Versailles, concilier les partis et former un pacte provisoire, mais indispensable d'union, tout cela pour la patrie qu'il fallait relever d'une chute profonde, en face de l'ennemi encore menaçant, de l'émeute qui grondait à l'horizon et de l'Europe qui attendait avec une curiosité égoïste la restauration ou la fin irrémédiable de la France.

HENRI WELSCHINGER.

(*A suivre.*)

LA QUESTION D'ALSACE-LORRAINE

DANS LE

ROMAN FRANÇAIS CONTEMPORAIN

J'ai essayé de penser à autre chose, d'écrire sur autre chose; je n'ai pas pu. Au moment où le sort de la France et, on peut bien le dire depuis l'abominable destruction de la cathédrale de Reims, de la civilisation humaine se joue sur les champs de bataille, l'heure n'est plus à l'histoire, à l'étude sereine du passé. L'histoire, nous la voyons se faire sous nos yeux; nous en sommes les témoins anxieux, angoissés. Et nous qui n'y travaillons pas directement, à cette histoire, nous qui n'avons pu « partir, » — ah! comme la pure littérature nous paraît vaine aujourd'hui, comme nous avons besoin de nous dire que, si notre plume ne vaut pas un fusil, elle n'est pourtant pas entièrement inutile, que nous pouvons peut-être élucider, sinon résoudre, certaines questions qui, demain, vont se poser avec une pressante acuité! En tout cas, ces pensées-là nous aident à vivre; et ce sont elles qui m'ont conduit au sujet que je voudrais brièvement effleurer dans les pages qui vont suivre.

Depuis quarante-quatre ans, la question d'Alsace-Lorraine a défrayé nombre de romans français. Je ne les connais pas tous, et je ne parlerai pas de tous ceux que je connais. Quelles qu'en soient d'ailleurs les qualités, je ne dirai rien, par exemple, de deux volumes assez récens, *les Exilés*, de M. Paul Acker, et *l'Alsace qui rit*, de Jeanne et Frédéric Régamey, auteurs de

divers autres romans alsaciens, *Au service de l'Alsace*, *Jeune Alsace*, et de quelques brochures ou pamphlets qui ne doivent pas être très goûtés en Allemagne. Je ne dirai rien même de *Colette Baudoche*, parce que ce que j'en pourrais dire, j'aime mieux le dire à propos d'une œuvre de plus haute et de plus large portée du même écrivain. Et de toute la « littérature » romanesque qu'a fait éclore ce passionnant sujet, je ne retiendrai que trois œuvres, toutes trois fort attachantes, de mérite littéraire un peu différent, — mais je ne les étudierai pas en critique littéraire, — et qui me paraissent offrir ce particulier intérêt de poser sous ses principaux aspects le problème alsacien-lorrain : *les Oberlé*, de M. René Bazin ; *Au service de l'Allemagne*, de M. Maurice Barrès ; et *Juste Lobel, Alsacien*, de M. André Lichtenberger.

I

Les Oberlé sont le premier en date des trois romans que je me propose d'examiner, et, par le talent de son auteur comme par la manière dont s'y trouve envisagée la question d'Alsace-Lorraine, l'ouvrage s'est si bien imposé à la pensée des divers groupes de lecteurs, que les successeurs ou les héritiers de M. René Bazin, même en le contredisant, se sont inspirés de lui. *Au service de l'Allemagne* et *Juste Lobel, Alsacien* ne seraient assurément pas tout ce qu'ils sont, si *les Oberlé* n'existaient pas.

J'en rappelle brièvement l'ingénieuse, quoique peut-être trop symétrique donnée. M. Bazin met en scène trois générations d'Alsaciens qui, comme toutes les générations du monde, sont en réaction les unes contre les autres. C'est une loi de nature que les fils, pour ne pas ressembler à leurs pères, s'avisent de ressembler à leurs grands-pères. M. Philippe Oberlé, ancien député protestataire au Reichstag, avait en 1850 fondé à Alsheim une scierie mécanique dont, après la guerre, il a transmis la direction à son fils. Celui-ci, M. Joseph Oberlé, homme d'autorité, ambitieux, a tout naturellement évolué dans le sens de ses intérêts, et, au grand scandale de son père, de sa femme et de nombre de ses amis, il s'est rallié au nouveau régime. Ses deux enfans, Jean et Lucienne, ont été élevés en Allemagne et n'ont jamais vu la France. Lucienne partage toutes les idées de son père, et, recherchée en mariage par un officier allemand, elle

sera sur le point de contracter sans le moindre scrupule, et même avec une certaine fierté, cette union qui désole sa mère. Mais Jean Oberlé, lui, n'est point ainsi fait : il a hérité de l'âme de sa mère et de son grand-père. A vivre parmi les Allemands, et sans d'ailleurs les haïr, il a éprouvé qu'il est d'une autre race, plus affinée, moins brutale, plus généreuse, bref, supérieure. Il a comme la nostalgie de l'ancienne patrie qu'il ne connaît point. Il aime, non pas une Allemande, mais une Alsacienne, Odile Bastian, dont la famille n'a point pardonné à M. Joseph Oberlé son ralliement et ne veut pas donner son consentement au mariage. Ne pouvant plus vivre dans sa famille désunie, dans son pays divisé, Jean Oberlé consent bien, — ce qui ne laisse pas de nous étonner un peu, — pour faire plaisir à sa mère, à entrer au régiment où il doit servir un an comme volontaire; mais, dès le lendemain de son entrée au corps, il déserte pour se faire soldat en France.

Au point de vue qui nous préoccupe ici, l'intérêt du livre de M. René Bazin est double. D'abord, — et sans parler de la grâce ou de la gravité vivante des paysages évoqués, de la juste atmosphère « alsacienne » où baigne, en quelque sorte, tout le roman, — la vérité, ou tout au moins la vraisemblance des caractères représentés donne à l'ouvrage un air de réalité vécue qui n'en est pas le moindre prix. M. Bazin a-t-il peint « d'après nature » ses héros, ou bien entre-t-il dans ses peintures une large part d'imagination? Nous ne savons, et c'est là sans doute son secret. Mais le fait est qu'on n'aurait su mieux « attraper, » ni mieux rendre les attitudes morales et comme les intonations de chacun des personnages qu'il fait passer sous nos yeux. La protestation silencieuse et résignée de Mme Oberlé, la vitalité exubérante et peu idéaliste de Lucienne, la simplicité chaste et ardente d'Odile Bastian, la franchise cassante, la raideur orgueilleuse et conquérante de Wilhelm von Farnow, si ce ne sont pas là des « choses vues, » et directement observées, ce sont tout au moins des choses très finement pressenties, devinées et traduites. Et il n'est pas jusqu'aux conversations qui se tiennent à la table de M. le conseiller Brausig qu'on aurait pu, il y a quelques mois encore, croire entachées de quelque exagération, et auxquelles tout ce que nous avons appris depuis le début de la guerre ne prête comme une vraisemblance nouvelle. Quand, par exemple, le professeur Knäble, assurant ses lunettes, pro-

nonce doctoralement : « Même aujourd'hui, je crois pouvoir ajouter que, si nous avions la France à nous, elle serait rapidement un grand pays : *nous saurions la mettre en valeur...*, » il ne fait qu'exprimer tout naïvement la « pensée profonde » des pangermanistes, celle qui leur a dicté la déclaration de guerre (1). M. Bazin a été, à sa manière, un « avertisseur. »

Et il a très bien montré aussi que, depuis l'annexion, il n'y a véritablement pour l'Alsace-Lorraine qu'une question qui compte et qui se pose : Est-on pour l'Allemagne victorieuse, ou pour la France vaincue? est-on pour la fine et humaine « culture » française, ou pour la violente et lourde culture germanique? Et cette question qui divise les familles entre elles, qui empêche les alliances les mieux assorties et les plus souhaitables, trouble les idylles les plus heureuses, — comme jadis les querelles des Capulets et des Montaigus, à Vérone, — est celle aussi qui, à l'intérieur d'une même famille, oppose parfois le mari à la femme, le père au fils, le frère à la sœur. Ce qu'il y a eu de meurtrier, d'inique et de moralement condamnable dans la brutale annexion de 1871, c'est que l'unité morale d'un pays qui, avant 1870, était complète, a été, pour de longues années, douloureusement compromise; l'impitoyable vainqueur ne s'est pas contenté de prendre et d'exploiter la terre : il a violé les âmes, et, quarante années durant, il a continué à les violer, profitant des moindres faiblesses, imposant par la force ou par la ruse, par tous les moyens en son pouvoir, licites ou illicites, un idéal spirituel qui répugnait à leurs aspirations profondes. Et voilà le crime inexpiable auquel la justice immanente de l'histoire est en train de mettre un terme.

Cette question qui, depuis quarante ans, domine toute la vie de l'Alsace-Lorraine, — comme elle domine d'ailleurs non

(1) M. Clemenceau a publié récemment dans *l'Homme enchaîné* un bien curieux et intéressant document touchant le programme des pangermanistes. Ce document lui a été communiqué par un de ses amis d'Amérique, un diplomate. Dans les derniers jours du mois d'août, comme on demandait dans une réunion mondaine à l'ambassadeur allemand à Washington, le comte von Bernstorf, ce que l'Allemagne victorieuse réclamerait à la France, celui-ci, sans gêne aucune, se mit à articuler ce qu'il appela « les dix commandemens allemands : »

1° « Toutes les colonies françaises, sans exception, même le Maroc complet et l'Algérie, et aussi la Tunisie;

2° « Tout le pays compris depuis Saint-Valéry, en ligne droite jusqu'à Lyon, soit plus d'un quart de la France : plus de 15 millions d'habitans;

3° « Une indemnité de 10 milliards;

4° « Un traité de commerce permettant aux marchandises allemandes d'entrer

seulement l'histoire de notre France contemporaine, mais encore toute l'histoire européenne, — est susceptible pratiquement de recevoir plusieurs solutions. M. René Bazin l'a bien vu, et son livre nous montre, personnifiées dans ses divers héros, ces principales solutions en présence, et, si l'on peut dire, aux prises.

Il y a d'abord ceux qui, comme M. Joseph Oberlé et sa fille, par lassitude, par ambition, par besoin de « vivre leur vie, » et toute leur vie, cèdent au prestige du vainqueur, et peu à peu, l'habitude et le langage aidant, adoptent ses idées et ses mœurs et se font une âme à son image. Ils n'y parviennent que trop bien du reste; mais leur existence n'en est pas plus heureuse, car s'ils conquièrent l'approbation protectrice du monde officiel allemand, ils sentent autour d'eux, et parfois même à leur propre foyer, une sorte de mésestime muette qui pèse sur chacun de leurs actes, et dont ils s'irritent d'autant plus vivement qu'ils la souhaiteraient plus illégitime. En Alsace, il en coûte toujours un peu d'être infidèle au passé.

Ce passé, il en est d'autres qui lui demeurent obstinément fidèles : tels sont M. Philippe Oberlé, l'oncle Ulrich, Mme Oberlé, le ménage Bastian et leur fille. La France, elle est pour eux tous « le paradis perdu » d'où l'on a été injustement chassé, et où l'on espère bien rentrer quelque jour. Par opposition à cette Allemagne si dure, si oppressive, si orgueilleuse, si lourdement pédantesque, la France est le pays de la liberté aimable, de la grâce ailée et souriante, de l'idéalisme généreux, de la sainte humanité. D'avoir cessé d'appartenir à cette patrie de leur rêve, il leur en reste une mélancolie ombrageuse et fière qui déteint sur toutes leurs attitudes. Ils subissent, mais ils ne se résignent pas; ils protestent par leur silence, par leur dignité, par leur

en France sans payer aucun droit, pendant vingt-cinq ans, *sans réciprocité*, après quoi la continuation du traité de Francfort;

5° « Promesse de la suppression en France du recrutement pendant vingt-cinq ans;

6° « Démolition de toutes les forteresses françaises;

7° « Remise par la France de 3 millions de fusils, 3 000 canons et 40 000 chevaux;

8° « Droits de patente des brevets allemands *sans réciprocité*, pendant vingt-cinq ans;

9° « Abandon par la France de la Russie et de l'Angleterre;

10° « Traité d'alliance de vingt-cinq ans avec l'Allemagne. »

Ces propos ont été démentis. Mais on sait ce que valent la parole et les démentis de l'Allemagne!

tristesse; ils se réservent, et, le regard et l'âme toujours tournés du côté des Vosges, ils attendent... Et sans doute ils n'ont pas quitté pour la grande patrie leur petite patrie : car il faut vivre; et il y a des situations, des attaches, des habitudes qu'on ne peut briser; mais leur résignation à n'être, dans leur propre pays, que des « exilés, » des « émigrés à l'intérieur » n'en est que plus touchante : ils sont les témoins inconsolés d'un passé qui n'est pas aboli, et qui pourra ressusciter, qui ressuscitera demain.

Et il en est enfin, — comme Jean Oberlé, — qui, même sans connaître la France autrement que par ce qu'ils en lisent ou ce qu'ils en devinent, lui ont voué un inaltérable amour. Ils ne détestent pas les Allemands, mais ils les jugent en connaissance de cause :

— Seulement, plus je les ai connus, plus je me suis senti autre, d'une autre race, d'une catégorie d'idéal où ils n'entraient pas, et que je trouve supérieure, et que, sans trop savoir pourquoi, j'appelle la France.

— Bravo, mon Jean! Bravo!...

— Ce que j'appelle la France, mon oncle, ce que j'ai dans le cœur comme un rêve, c'est un pays où il y a une plus grande facilité de penser...

— Oui!

— De dire...

— C'est cela!

— De rire...

— Comme tu devines!

— Où les âmes ont des nuances infinies, un pays qui a le charme d'une femme qu'on aime, quelque chose comme une Alsace encore plus belle!

Ceux-là non seulement ne peuvent pas vivre au delà du Rhin, mais, après en avoir fait le loyal essai, ils ne peuvent pas vivre non plus dans l'Alsace germanisée et divisée d'aujourd'hui. Et ils émigrent dans la France de leur rêve, où ils tâcheront de se faire une vie plus conforme à leur âme. Et je n'ose dire que c'est là le conseil que l'auteur des *Oberlé* donne aux Alsaciens, car il ne fait pas un livre à thèse, et il a trop le sentiment des complexités de la vie réelle pour dogmatiser en pareille matière; mais enfin, par le rôle de premier plan qu'il attribue à Jean Oberlé, par la sympathie que son héros lui inspire, et qu'il nous inspire pour son héros, il est visible que c'est cette attitude qui a toutes ses préférences, et qu'il recommande aux nôtres.

Est-ce là tout cependant? M. Bazin, qui a étudié de très près, et sur place, l'âme alsacienne, — il a prononcé sur ce sujet une remarquable conférence, et qui serait à rapprocher du roman (1), — a très bien vu qu'il y avait encore une façon de poser le problème alsacien-lorrain, et, sans y appuyer très longuement, sans l'incarner, si je puis ainsi dire, dans un personnage essentiel de son livre, il la fait indiquer très nettement, au cours d'une conversation mondaine, par un de ses personnages épisodiques. Laissons parler cet artiste alsacien à la table du conseiller Brausig :

Nous autres, Alsaciens de la génération nouvelle, nous avons constaté, au contact de trois cent mille Allemands, la différence de notre culture française avec l'autre. Nous préférons la nôtre, c'est bien permis? En échange de la loyauté que nous avons témoignée à l'Allemagne, de l'impôt que nous payons, du service militaire que nous faisons, notre prétention est de demeurer Alsaciens. Et c'est ce que vous vous obstinez à ne pas comprendre. Nous demandons à ne pas être soumis à des lois d'exception, à cette sorte d'état de siège, qui dure depuis trente ans; nous demandons à ne pas être traités et administrés comme « pays d'empire, » à la manière du Cameroun, du Togoland, de la Nouvelle-Guinée, de l'archipel Bismarck ou des îles de la Providence, mais comme une province européenne de l'Empire allemand. Nous ne serons satisfaits que le jour où nous serons chez nous, ici, Alsaciens en Alsace, comme les Bavarois sont Bavarois en Bavière, tandis que nous sommes encore des vaincus sous le bon plaisir d'un maître. Voilà ma demande.

Elle est parfaitement légitime, cette demande, et elle résume assez bien le programme d'un nombre, ce semble, assez considérable d'Alsaciens-Lorrains. Ces justes revendications, M. Maurice Barrès les a écoutées, et il les a très habilement personnifiées dans le volontaire Ehrmann, le héros d'*Au service de l'Allemagne*.

II

S'il me fallait une « transition » pour passer du livre de M. René Bazin à celui de M. Maurice Barrès, elle me serait tout naturellement fournie par un remarquable et fort curieux

(1) Cette conférence sur *l'Ame alsacienne*, prononcée à la salle de la Société de Géographie (Société des conférences) le 18 février 1902, d'abord éditée en brochure par la maison de la Bonne Presse, a depuis été recueillie dans les *Questions littéraires et sociales* (Calmann Lévy, 1906).

article de M. Barrès lui-même sur le roman de M. Bazin. On y voit déjà percer très nettement et s'amorcer l'idée maîtresse qui sera celle d'*Au service de l'Allemagne*. La page est si belle qu'il faut la citer tout entière :

Il obéit à son grand-père, le vaincu de 70, plus qu'à son instinct propre et à sa confiance dans la vie, ce noble jeune homme qui passe la frontière et se réfugie chez nous. Certes, nous l'accueillons avec une grande sympathie, parce que nous avons besoin de ces bonnes races de l'Est qui manquent d'éloquence et qui prennent le temps de penser avant de parler, mais la scierie passera aux mains des Allemands ! A-t-il réfléchi là-dessus avec une parfaite abnégation ? Une influence germanique se substituera sur les pentes de Sainte-Odile à une famille terrienne, pleine, qu'elle le sache ou non, des forces et des voix de la France ! Jean Oberlé, généreux garçon que je salue avec respect, voulez-vous être un héros ? Ne quittez point l'Alsace ! — « Eh ! dit-il, qu'y puis-je faire d'utile, humble suspect en face d'un empire colossal ? » — Je ne vous demande point d'agir, mais seulement de vivre. Je ne vous demande même pas de protester, mais naturellement chacune de vos respirations sera une respiration rythmée par deux siècles d'accord avec le cœur français. *Demeurez un caillou de France sous la botte de l'envahisseur. Subissez l'inévitable et maintenez ce qui ne meurt pas.*

M. Barrès avait-il dans l'esprit son futur livre depuis quelque temps déjà quand il écrivait cet article, — qu'il intitulait bravement : *Il ne fallait pas émigrer*, ou bien a-t-il conçu *Au service de l'Allemagne* en lisant *les Oberlé*, et, pour ainsi dire, par réaction contre *les Oberlé* ? C'est ce que je ne saurais dire (1). Ce qui, en tout cas, me paraît bien certain, c'est que, même s'il avait depuis longtemps déjà arrêté ce que j'appellerais volontiers sa philosophie de l'histoire de l'Alsace contemporaine, l'écrivain d'*Au service de l'Allemagne*, en lisant *les Oberlé*, a trouvé de nouvelles raisons d'y persévérer.

Si on la dégage des considérations générales ou des digressions « poétiques » qui, parfois, en ralentissent le développement, on peut résumer en deux mots le thème qui forme le fond d'*Au service de l'Allemagne*. Un jeune Alsacien, Paul Ehrmann, étudiant en médecine à l'Université de Strasbourg,

(1) Il se pourrait aussi que l'idée d'*Au service de l'Allemagne* eût été suggérée à M. Maurice Barrès par une longue nouvelle de M. René Bazin, *le Guide de l'Empereur*, dont je n'ai pas cru devoir parler parce qu'elle ne rentrait pas à proprement parler dans le cadre de cette étude, et où le romancier met en scène un Alsacien « au service de l'Allemagne, » et mourant même, comme eût pu le faire un soldat français fidèle à sa consigne, au service de son Empereur.

Français de cœur et d'éducation intellectuelle, a hérité de son père ce principe que le devoir d'un Alsacien est en Alsace. Et donc, il s'établira médecin à Colmar, et il se résignera à faire, comme volontaire, son service militaire en Allemagne. L'épreuve lui sera rude, et un moment même, comme Jean Oberlé, il songera à déserter. Mais il se raidit, et, pour faire honneur à sa race, des « irritations de sa sensibilité, » il va s'efforcer de « tirer une discipline. » Faire sentir à ses camarades, à ses chefs la supériorité morale et militaire du troupier de France, conquérir progressivement leur estime en se montrant un excellent soldat, sans jamais cesser de réserver l'entière liberté de ses sentimens intimes et sa parfaite « insoumission d'âme, » tel est le stoïque programme qu'il se dresse à lui-même, et qu'il parvient à réaliser. Le dernier jour de son service, il va prendre congé de son maréchal-des-logis chef, et apprenant que le pauvre homme vient de perdre une petite fille, au grand étonnement de ses camarades, il fait un détour pour commander une couronne. Le lendemain, à son réveil, il reçoit la visite de l'honnête soldat qui lui serre les mains en sanglotant : « Vous êtes vraiment un grand cœur, s'écrie-t-il, Monsieur Ehrmann. Au moment où je ne peux plus vous servir de rien ! Monsieur, on doit le dire, les Français ont plus d'humanité que les autres. » — « Plus d'humanité : » le mot est juste, et il va loin, et l'on voudrait qu'il eût été réellement prononcé. Et l'on conçoit que Paul Ehrmann se soit dit de son côté : « Il m'a traité de Français! C'est le dernier mot que j'aie entendu de cette caserne et l'un de ceux qui, de ma vie, m'aura le plus donné de plaisir. »

Le volontaire Ehrmann est le symbole, peut-être un peu idéalisé, et même « héroïsé, » d'un état d'esprit qui, depuis une quinzaine d'années, semble être devenu assez général en Alsace-Lorraine. « Français ne puis, Prussien ne daigne, Alsacien suis : » cette devise était, hier encore, celle d'un nombre croissant de ces « enfans de l'Alsace » auxquels notre généralissime, il y a quelques semaines, adressait un si éloquent appel. Succédant à deux générations qui, meurtries dans leurs sentimens et leurs intérêts les plus respectables par une annexion sans aménité, avaient vécu dans un état de prostration farouche ou de morne abattement, et d'attente d'une prochaine « revanche, » une génération nouvelle s'est levée, plus réaliste, plus éprise d'action, plus souple à s'accommoder aux condi-

tions inéluctables de la vie collective. Elle se rendait bien compte que la France, démocratique, pacifique, et d'ailleurs fort divisée, non point par peur, assurément, — nous l'avons bien prouvé depuis, — mais par humanité, par désir de ne point déchaîner une lutte qui, en ce qui concerne les Alsaciens, eût été véritablement fratricide, ne prendrait probablement jamais devant le monde l'initiative, la terrible responsabilité d'une guerre contre l'Allemagne. Puisque donc la raison du plus fort a parlé, et qu'il faut s'y soumettre, sinon pour toujours, au moins pour bien longtemps, pourquoi ne pas s'y soumettre, franchement, loyalement, sans mauvaise humeur inutile? En récompense de sa soumission extérieure, de sa correction et de son loyalisme, l'Alsace ne cessera de revendiquer tout son droit, à savoir le respect absolu de ses traditions, de ses croyances, de ses souvenirs, de ses aspirations intimes, bref, de tout ce qui constitue sa personnalité morale et son âme même. Et ainsi, tout en résistant à la germanisation, tout en maintenant, sur le sol même de l'Empire, la survivance d'une race supérieure, la pérennité de l'idéal français, l'Alsace pourra vivre et poursuivre, dans le cadre, provisoire ou durable, que lui assure l'histoire, l'intégrité de ses destinées historiques.

Cette conception est haute et elle est habile : elle n'est pas plus généreuse, mais elle est peut-être plus sage et plus féconde que celle des « protestataires » invétérés, des « émigrés à l'intérieur » ou au dehors. Il semble bien, — et M. Barrès n'y a, sans doute, point été étranger, — qu'elle ait fait beaucoup d'adeptes en Alsace parmi ceux qui ont aujourd'hui entre vingt et quarante ans. Les uns, croyant, non sans quelque naïveté, à la paix éternelle et à la bonne volonté croissante de l'Allemagne laborieuse et pensante, rêvaient pour leur propre pays un rôle, une mission admirables : l'Alsace eût été destinée à opérer la réconciliation entre la France et l'Allemagne; au lieu d'être un « fossé, » elle serait désormais un « pont » entre les deux peuples. Les autres, moins chimériques et plus sceptiques, et les plus nombreux, si je ne m'abuse, — le volontaire Paul Ehrmann me paraît de ceux-là, — n'ont pas beaucoup d'illusions sur ces Allemands qu'ils ont trop coudoyés pour ne pas avoir appris à les bien connaître ; ils ont d'ailleurs trop souvent senti, à les fréquenter, ce qu'il y a au fond d'irréductible entre les deux races, les deux âmes. Ils savent que lorsqu'un pays,

tant d'années durant, a patiemment forgé une formidable et coûteuse machine de meurtre, de conquête et de rapine, la tentation de s'en servir doit être pour lui parfois singulièrement forte, et, suivant le mot d'un général allemand, qu'il peut se lasser de « toujours tirer à blanc. » Ils savent que, dans une nation fortement hiérarchisée et disciplinée, toute solidaire de son chef, et d'ailleurs pourrie d'orgueil et de béate infatuation, la guerre peut dépendre d'une imprudence ou d'un coup de tête, d'un spasme de jalousie, d'un sursaut de vanité blessée, bref, d'un caprice individuel et d'une heure de démence impériale. Et ils savent aussi, pour avoir étudié son histoire, et pour l'aimer d'un tendre amour, que la France est le pays des surprises, des réveils extraordinaires et des rédemptions subites, et qu'il ne faut jamais désespérer d'elle, et qu'il n'est pas sûr, en un mot, que la conquête allemande soit éternelle. Mais enfin, tout cela est du domaine de l'hypothèse : la réalité actuelle est tout autre. Il s'agit, pour le moment présent, de vivre en Allemagne, et sur le pied de paix ; il s'agit d'avoir avec les Allemands des rapports honnêtes, et, sinon cordiaux, au moins courtois, de tolérance réciproque ; il s'agit de ne pas, en émigrant, laisser prendre sa place par l'Allemand qui sûrement la guette ; il s'agit de maintenir sur le sol germanique un coin de France que la France pourra retrouver un jour, et qu'en tout cas l'Allemagne n'a pas le droit d'exproprier...

Un instant, on aurait pu croire que l'Allemagne allait comprendre que ce nouvel état d'esprit n'était pas en contradiction formelle avec son intérêt de conquérante, et que même elle en pourrait bénéficier. C'est l'époque où l'on eut, en haut lieu, quelque velléité de libéralisme à l'égard de l'Alsace, où l'on consentit à lui donner une constitution qui, sans être assurément parfaite, réalisait pourtant un réel progrès sur le régime antérieur. Si l'Allemagne avait été sage, si elle avait persévéré généreusement dans cette voie, aurait-elle réussi à faire oublier ses brutalités, ses maladresses, ses inutiles tracasseries ? et le rêve des Alsaciens « pacifistes » et conciliateurs aurait-il pu être exaucé ? En tout cas, la France eût perdu tout droit sur l'Alsace, du jour où l'Alsace, sous ses nouveaux maîtres, se fût déclarée satisfaite et heureuse.

Mais l'Allemagne n'a pas été sage ; l'Allemagne n'a su être ni habile, ni généreuse. Elle a fait pâtir l'Alsace des déceptions

que l'insuccès de sa politique mondiale lui avait procurées. Le régime des basses persécutions a recommencé. Cette lamentable affaire de Saverne, où le ridicule le dispute à l'odieux, a montré aux plus aveugles que l'insolence et la violence de la caste militaire étaient désormais toutes-puissantes, et que les jours allaient sonner de la poudre sèche et du glaive aiguisé. C'en était fait des rêves de conciliation. Et puisqu'un vent de folie soufflait sur l'Allemagne, et

> ... cet esprit d'imprudence et d'erreur,
> De la chute des rois funeste avant-coureur,

il n'y avait plus, pour la pauvre Alsace, qu'à attendre, dans la douleur et dans l'angoisse, ce qu'allait décider le sort des armes. Nous saurons, quelque jour prochain, tout ce que, dans cette terrible période d'attente, elle aura souffert des Barbares.

M. Maurice Barrès nous raconte que le lieutenant instructeur, interpellant un jour le volontaire Ehrmann, lui dit : « Ce sera une chose très grave pour vous, le jour qu'il y aura la guerre avec la France. Que ferez-vous, quand il s'agira de se battre contre l'armée française où vous avez des parens ? » Et le volontaire de répondre de sa voix la plus ferme et la plus simple : « Je suis médecin, monsieur le lieutenant. » Mais ses yeux parlaient pour lui ; et ses yeux disaient : « T'imagines-tu que je vais rester ici, quand il s'agira d'une guerre avec la France ? »

Volontaire Ehrmann, vous êtes, je l'espère, du nombre de ces Alsaciens qui, au prix de mille périls, ont depuis trois mois réussi à passer la frontière. Car si, par hasard, vous aviez dû rester en Allemagne et revêtir, même comme médecin, l'uniforme maudit, je n'oserais penser à vous sans pitié et sans terreur.

Votre cas, d'ailleurs, précisément parce qu'il n'est pas unique, peut nous induire, nous, vos compatriotes de demain, à des réflexions auxquelles il n'est sans doute point prématuré de se livrer, — car qui doute, en dehors des Allemands, que les traités de 1915 rendront l'Alsace-Lorraine à la France ? Or, depuis quarante-quatre ans, il s'est développé en Alsace, moitié en raison des circonstances historiques, moitié en vertu de certaines dispositions ethniques, un certain « particularisme » alsacien que l'Allemagne n'a jamais voulu admettre, — bien

différente en cela de l'ancienne France, — et dont elle n'a jamais pu triompher. Assurément ce particularisme s'accommoderait infiniment mieux de la centralisation française que du despotisme germanique, non pas pourtant au point de ne pas préférer un régime plus souple, moins uniforme, plus respectueux des traditions provinciales. Il serait fort imprudent et peu généreux, quand l'Alsace redeviendra française, de ne pas tenir largement compte de ces aspirations profondes et légitimes d'une province qui a beaucoup souffert, sinon par notre faute, au moins à cause de nous, et qui rentrera avec tant de joie dans la communauté nationale. Il faudra, d'accord avec elle, lui trouver un régime qui lui convienne pleinement et qui la rende enfin vraiment heureuse. Il faudra user à son égard du sage libéralisme que l'Ancien Régime, encore une fois, avait très bien su pratiquer vis-à-vis d'elle, et dont la France nouvelle n'est certainement point incapable. Il faudra en un mot, si je puis dire, que l'Alsace, redevenue française, se trouve à la fois chez nous et chez elle. Là où a échoué lourdement l'Allemagne, nous saurons bien, nous, réussir.

III

Ce sont des observations d'un tout autre ordre que suggère le roman publié par M. André Lichtenberger, il y a quatre ou cinq ans, sous le titre de *Juste Lobel, Alsacien.* Juste Lobel, en effet, est Alsacien, comme M. Lichtenberger lui-même, mais, à la différence de M. Lichtenberger, c'est un Alsacien pacifiste, et c'est presque un Alsacien renégat.

Venu à Paris à six ans, resté bientôt seul avec sa mère veuve, il n'était pour ainsi dire jamais retourné en Alsace. Avocat, publiciste, il s'est fait l'apôtre du pacifisme international, et pour réaliser son rêve de paix universelle, il n'hésite pas, lui Alsacien, à déclarer que la France doit être prête à faire « au bonheur suprême de l'humanité » le libre et généreux sacrifice de son droit légitime sur l'Alsace. Et il va sans dire que ses déclarations trouvent pour les applaudir non seulement des Allemands, non seulement d'autres étrangers, mais encore d'authentiques Français. Amené à séjourner en Alsace, Juste Lobel y retrouve la vieille bonne qui l'a élevé, et dont le petit-fils, Jean Knabel, est au service à Mulhouse. Là, il est repris

peu à peu par mille souvenirs d'enfance et de famille, par toute sorte d'impressions qui surgissent de ce sol où sont tombés tant de Français, par son hérédité d'Alsacien, en un mot. A propos d'une tentative de désertion de Jean Knabel, il se heurte d'autre part au « germanisme » persistant d'un officier allemand, M. de Breitenfels, qui s'était donné à lui pour un fervent « pacifiste, » et qu'il provoque en duel. Et il finit par se rendre compte que s'il y a, dans l'Europe contemporaine, un peuple qui ne peut, ni ne doit se déclarer pacifiste, ce ne sont pas les Français vaincus, et, plus particulièrement, les Alsaciens opprimés.

Cette conversion d'un Alsacien pacifiste, je ne sais si, au cours de ces dernières années, ç'a été l'histoire authentique d'un grand nombre d'Alsaciens; mais je crois bien que le cas de Juste Lobel est, depuis deux mois, celui de beaucoup de Français. Combien en avons-nous connu de ces candides et généreux compatriotes qui auraient volontiers préconisé une entente avec l'Allemagne, et qui pensaient que cette entente, on ne l'eût pas payée trop cher en renonçant volontairement à nos droits sur l'Alsace et en acceptant de notre plein gré le traité de Francfort! Comme si, de la part de vaincus, une abdication de ce genre n'eût pas été un aveu d'impuissance, un signe manifeste de faiblesse, et comme si nos orgueilleux adversaires n'eussent pas vu, dans ce geste généreux, un acte officiel de lâcheté! A ces pacifistes illusionnés il a fallu les derniers événemens pour leur dessiller les yeux. Il faut leur rendre cette justice qu'ils n'ont pas été les derniers à faire tout leur devoir patriotique, et qu'aujourd'hui même ils sont aussi résolus que les plus résolus d'entre nous à soutenir jusqu'au bout, sans défaillance, la lutte contre le militarisme allemand. Mais quand on y songe, et quoi qu'ils en pensent encore, quels dangers ils ont failli faire courir à la défense nationale! D'abord, en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine, comment n'ont-ils pas vu qu'il est souverainement immoral de composer avec la violence et l'injustice, et que nous n'aurions pu renoncer à l'Alsace-Lorraine que si l'Alsace-Lorraine avait, spontanément, renoncé à nous? Oui, si nos vainqueurs avaient su se faire aimer des Alsaciens-Lorrains, si ces derniers n'avaient pas eu à se plaindre de leurs nouveaux maîtres, s'ils s'étaient déclarés heureux de leur vie nouvelle, s'ils n'avaient rien regretté du passé, oh!

alors, nous aurions pu prendre tristement notre parti du fait accompli ; nous aurions pu, — peut-être, — prêter l'oreille aux rêves de paix universelle et donner définitivement congé à cette idée de revanche qui avait si longtemps soutenu notre fierté. Mais, — heureusement pour notre fierté même, — c'est ce que l'impudente brutalité de nos ennemis n'a point permis. Cette idée de revanche, ils l'ont imposée à notre pensée, presque malgré nous-mêmes ; la paix non pas universelle, mais entre eux et nous, simplement, ils n'en ont point voulu, et ce sont eux qui, après nous avoir — à combien de reprises ! — insolemment provoqués, ont fini par nous déclarer la guerre. Et que n'ont-ils pas fait pour rendre d'année en année plus lourd et plus odieux le joug qu'ils faisaient peser sur l'Alsace-Lorraine, et plus amer son regret du passé ! C'est l'Allemagne qui a maintenu toujours vivante, aiguë, saignante, la question d'Alsace-Lorraine ; c'est elle qui nous a guéris du pacifisme où beaucoup d'entre nous ont failli sombrer.

Devons-nous l'en remercier ? Je ne sais. Nous devons au moins nous féliciter que, par le cynisme maladroit de sa diplomatie, les questions se soient trouvées posées avec une netteté véritablement aveuglante. Il faut être Allemand pour croire sincèrement que le conflit actuel a été voulu par une autre nation que l'Allemagne, et les pacifistes français eux-mêmes ont bien dû reconnaître que, contrairement à ce qu'ils pensaient, elle le préparait, délibérément et traîtreusement, depuis de longues années. L'agression était si injustifiée et si flagrante que l'unanimité nationale s'est formée immédiatement, et qu'à la profonde stupeur de nos adversaires, qui avaient généreusement escompté nos divisions intérieures, du jour au lendemain, il n'a plus été question chez nous, ni de pacifisme, ni d'antimilitarisme, ni d'internationalisme, ni même de socialisme : tous les Français ont, d'instinct, sans ergoter, couru au drapeau, et la France s'est retrouvée ce qu'au fond elle n'avait jamais cessé d'être, une vieille nation militaire. Encore une fois, il faut se réjouir sans restriction de cette heureuse chance. Mais si les questions avaient été moins claires, si l'Allemagne avait été plus habile, si elle avait su mieux déguiser, envelopper de plus de précautions oratoires, de plus d'obscurités juridiques ses intentions réelles, si elle avait su, en un mot, se donner les apparences du droit, — et sans doute, ce n'était point facile,

mais un Bismarck n'y eût point manqué ! — croit-on que l'union des cœurs, des pensées et des volontés aurait pu se réaliser comme elle s'est réalisée sous nos yeux ? Croit-on que la France tout entière, d'un seul élan, se fût jetée à la frontière ? Croit-on que d'ingénieuses et subtiles casuistiques sur le devoir présent ne se seraient pas donné carrière, et que, pour tout dire, on n'eût pas recueilli les tristes résultats des multiples campagnes que, depuis quinze ans, l'idée de patrie et l'institution militaire ont eu chez nous à subir ? Grâce à Dieu, il n'en a rien été, et, parmi toutes ses fourberies, la nation de proie a eu l'involontaire franchise de son rôle. Félicitons-nous-en joyeusement. Sachons un gré infini à nos pacifistes d'avoir à temps connu leur erreur, leur généreuse erreur, et de l'avoir noblement réparée. Mais si l'histoire est un recommencement perpétuel, si le passé et le présent peuvent servir de leçon à l'avenir, ne soyons jamais les premiers à désarmer !

Ces réflexions-là, le héros de M. André Lichtenberger n'a pas attendu les derniers événemens pour les faire : et c'est même ce qui rend le roman si intéressant aujourd'hui à relire, et même un peu prophétique. Il a suffi à Juste Lobel de prendre, en temps de paix, contact avec la réalité alsacienne et avec la réalité germanique pour sentir tout ce qu'il y avait de chimérique, et même de dangereux, dans son rêve humanitaire. Et il conclut avec une grande fermeté de bon sens :

Peut-être que le devoir de demain ne sera pas celui d'aujourd'hui. Ce n'est que celui d'aujourd'hui, dans l'Europe d'aujourd'hui, que je trace pour quelques Français. Supposez que les idées pacifiques, démocratiques, libérales, se développent ailleurs autant que chez nous, que l'univers rattrape l'avance, un peu redoutable dans ce domaine, que nous avons sur lui, peut-être que demain la question d'Alsace se posera différemment. *Et peut-être que demain un cataclysme politique mondial, auquel nous ne pouvons rien, la tranchera d'une manière imprévue.* Je n'en sais rien. Ce que je pense, avec regret peut-être, mais avec une foi que des méditations douloureuses de six mois ont affermie, c'est que la France ne peut rien pour faire avancer la cause de la paix sur la planète. Elle ne saurait ni désarmer, ni diminuer ses armemens, ni se libérer, si peu que ce soit, du lourd fardeau qui pèse sur elle. Elle peut et doit rester pacifique, c'est-à-dire ne pas souhaiter la guerre, tout en y étant prête ; elle n'a pas de raison pour être pacifiste, c'est-à-dire pour se faire l'apôtre de doctrines dont il ne lui appartient pas d'assurer la réalisation. Il lui faut demeurer l'arme au pied, étant la plus sage, la plus vieille et la plus faible.

On ne saurait mieux dire ; et quand le romancier ajoute que

« le changement d'idées du jeune homme correspondait bien à ce mouvement que l'on croyait sentir dans le pays, dont certains symptômes avaient paru se révéler jusque dans la dernière consultation électorale, » je crois que, sur ce point encore, les derniers événemens lui ont donné raison. Si les innombrables espions que l'empereur d'Allemagne a lâchés sur la France avaient été plus intelligens, avaient mieux observé non seulement les menus détails de notre organisation militaire ou de notre administration civile, mais les esprits, mais les âmes, s'ils avaient mieux connu notre récente littérature, bref, s'ils avaient mieux su leur vrai métier, ils auraient pu rapporter à leur maître que la France se modifiait, qu'elle ne ressemblait plus, qu'elle n'avait peut-être jamais ressemblé à l'image caricaturale et stéréotypée qui, depuis 1870, avait cours au delà du Rhin, et qu'on se transmettait pieusement de père en fils; que l'idée de la revanche n'y était qu'assoupie, et qu'elle n'attendait qu'une occasion pour se réveiller, armée de toutes pièces; et qu'enfin une mâle jeunesse s'y préparait en silence à une œuvre de restauration nationale. Il est vrai que l'orgueilleux César, le « confident inspiré » et le « missionnaire » du « vieux Dieu » allemand, ne les en aurait sans doute pas crus sur parole. A l'instar de tout son peuple, il nous a profondément ignorés.

C'était une idée chère, — et justement chère, — à Taine que la littérature d'imagination est un document psychologique de tout premier ordre, que trop souvent négligent et dédaignent les historiens de profession. Il est très vrai qu'un artiste, un poète, un romancier, en créant des âmes vivantes, devine parfois et rend intelligibles à ses lecteurs certains états d'esprit que nous aurions quelque peine à démêler dans la réalité. Tel est exactement le cas des trois écrivains que nous avons appelés à témoigner sur nos deux provinces perdues. Ils nous aident à nous représenter au vif l'état de l'âme alsacienne ou lorraine dans les premières années du xxe siècle. Et ce ne sera pas sans doute affaiblir leur témoignage que de le rapprocher, comme nous tâcherons prochainement de le faire, de celui des historiens.

VICTOR GIRAUD.

LA REINE HORTENSE

ET

LE PRINCE LOUIS [1]

IV [2]

LA FUITE EN FRANCE
(MARS-AVRIL 1831)

Mardi, 29 mars 1831.

La convention que les délégués du gouvernement provisoire viennent de signer avec le cardinal Benvenuti énonce que tous les étrangers compromis dans la Révolution pourront s'embarquer à volonté et qu'il leur sera délivré des passeports gratuits. D'après cela, la plupart d'entre eux s'apprêtent à quitter Ancône; les petits bâtimens qui sont dans la rade les porteront à Corfou ou aux îles Ioniennes.

La Reine a décidé de mettre à profit ces circonstances pour répandre le bruit que son fils était parti avec eux. Elle envoie Charles à la police demander un passeport pour le Prince et

(1) La reine Hortense a raconté elle-même dans ses *Mémoires* son départ d'Italie avec son fils et leur fuite en France, mais le récit de Mlle Masuyer, en confirmant sur la plupart des points celui de la Reine, ne fait pas double emploi avec lui. Le ton en est différent; c'est celui de sa vie même. Les détails en sont beaucoup plus développés, on sent qu'il a été écrit au jour le jour, sous l'impression directe des événemens, tandis que celui de la Reine, rédigé plus tard avec réserve et prudence, n'est pas exempt d'un arrangement où elle a mis la note de sensibilité qui lui était propre.

(2) Voyez la *Revue* des 1er, 15 août et 1er octobre.

fait reconnaître par le domestique de M. Bendoni celui des navires qui mettrait le premier à la voile. Tadeo arrivait justement de Florence apportant une lettre du Roi toute débordante de douleur au sujet de la mort de Napoléon, et pleine aussi de recommandations, quant au départ de Louis pour Corfou. Dans une réponse faite au nom de la Reine, censée malade, j'assurai le Roi qu'il n'avait rien à craindre, et que son fils avait déjà pris la mer. Je montrai à Tadeo par la fenêtre un bateau en partance, sur lequel le Prince était soi-disant embarqué. Les larmes du pauvre homme me prouvèrent qu'il était convaincu. Enfin, pour semer la même fausse nouvelle dans Rome, j'écrivis à notre ambassadeur que la duchesse de Saint-Leu, malade et seule, restait au pouvoir des Autrichiens et que je recourais à lui pour la faire arriver en lieu sûr.

Armandi, seul dans la confidence, est aussi le seul auquel elle ouvre sa porte. Il lui fait avec un grand détail la chronique des événemens. C'est le 4 février que la Révolution éclatait à Bologne; l'effroi du cardinal Clarelli y donnait la mesure du désarroi pontifical; de là, l'insurrection s'étendait à Parme; Marie-Louise se réfugiait à Plaisance, François IV de Modène à Mantoue, où, pour imiter cette fois Louis XI traînant La Ballue dans une cage, il se faisait suivre de ses prisonniers. Nous fûmes témoins, huit jours après, de l'affaire de la place Colonna à Rome. Une semaine nouvelle ne s'était pas écoulée que nos princes se rendaient au rassemblement de Terni. Toutes les espérances restaient permises à ce moment, sous le couvert de la garantie de non-intervention donnée le mois d'avant par le général Sébastiani. Les cardinaux le sentaient si bien qu'un d'eux demandait un projet de constitution à notre physicien, M. Verhulst, et que celui-ci soumettait son essai politique à la critique de la reine Hortense. Le cardinal Benvenuti lui-même, quoique sa mission première eût été d'organiser la contre-révolution, une fois pris à Osimo et tombé dans les mains d'Armandi, s'offrait comme médiateur et promettait d'avance des concessions au nom de Sa Sainteté.

Une offre pareille ne pouvait que confirmer les espérances du général et l'encourager dans sa lutte contre les difficultés de tous genres dont il était entouré : l'absence d'armes, l'absence d'argent, l'ignorance de ses collègues, l'incohérence de leurs propositions. Avec de très petits moyens, en très peu de temps, il a

pris des mesures qui n'étaient pas si sottes, puisque les Autrichiens s'en sont alarmés. Une intervention dans le duché de Modène a été la première amorce diplomatique offerte par Metternich au maréchal Martin, et rattachée par lui à de vagues droits de réversibilité dont les Habsbourg étaient hantés depuis le traité de Vienne, relativement à ce duché. L'intervention dans l'État de Parme allait de soi ensuite. Le troisième acte, la réponse à l'appel du Pape, a pu se faire sans que le soliveau des barricades se levât pour la défense du principe que son ministre avait juré de *faire respecter*. La lutte dès lors devenait impossible et il n'y avait plus d'autre issue pour Armandi que de traiter. Mais comme l'état de vaincu n'a rien d'agréable et qu'il faut toujours qu'on s'en prenne à autrui des maux qu'on endure, il est devenu le bouc émissaire de ceux qui l'avaient porté aux affaires et lui faisaient l'honneur de lui obéir.

La haine qui le poursuit l'oblige à quitter Ancône; elle l'empêchera de gérer désormais pour la Reine le domaine de Mont-Sanvito. Il se retire au désert, chargé de tous les péchés d'Israël, et pense que ce qu'il a fait pour la chose publique lui donne le droit de pourvoir à sa propre sécurité. Il défend surtout sa capitulation d'hier avec le cardinal Benvenuti. Il explique qu'il avait barre sur le cardinal, en raison des conversations tenues précédemment entre eux; que traiter avec les Autrichiens lui était impossible, ces messieurs ayant trop de morgue pour entrer en négociation avec de pauvres insurgés, dont le drapeau n'est pas reconnu; que s'adresser à Benvenuti, c'était au contraire lui donner les moyens d'arrêter une intervention coûteuse pour le Pape autant qu'humiliante et, par là, d'obtenir de meilleures conditions.

La Reine le réconforte de son mieux. Elle plaisante Benvenuti, que la prison, dit-elle, devait avoir prédisposé au pardon chrétien, et convient qu'une bonne capitulation avec les vies sauves, avec des passeports pour tout le monde, était tout ce qu'on pouvait espérer. C'est ainsi que, prise toujours pour arbitre par les constitutionnels, elle doit approuver à Ancône leur plan de paix, comme elle avait approuvé leur plan de guerre à Foligno.

Elle doit aussi les aider de ses finances, car dès le samedi matin, sur la simple nouvelle qu'une capitulation se préparait, les insurgés les plus compromis dans la Révolution se sont mis

en demeure de fuir ; on les a vus affluer en masse au palais Leuchtenberg, demandant des subsides et se plaignant de ne pas pouvoir payer leur place à bord des bateaux. M. Bendoni leur distribuait largement l'argent dont ils avaient besoin. Il disposait heureusement d'une somme importante que la Reine destinait à l'achat d'une terre voisine de Mont-Sanvito, et qu'au lieu d'employer de la sorte, elle aura dissipée tout entière au profit de ces malheureux. Les Modénais réfugiés sur le territoire pontifical reçurent d'elle une piastre chacun et partirent à pied pour gagner Livourne à travers les montagnes. M. Zeppi vint lui recommander deux frères, gentilshommes de très bonne maison, qui, manquant d'argent pour s'embarquer tous les deux, disputaient entre eux à qui ne partirait pas. Elle leur a remis cent piastres, en échange desquelles ils lui ont fait exprimer les remerciemens les plus touchans. M. Pepoli a reçu d'elle le même secours. Enfin M. Roccaserra, pourvu d'un viatique de deux cents piastres, a pu, grâce à son passeport français, monter sur un navire qui s'en retournait à Marseille. Le Prince voulait le garder auprès de lui en souvenir de Napoléon, et pensait par là se conformer aux dernières volontés de son frère défunt ; mais comme ces volontés n'étaient connues que, par le témoignage de Roccaserra lui-même, on pouvait en user avec quelque liberté. La Reine a dit avec raison que s'il lui fallait entretenir tous les Corses attachés aux Bonaparte, ses moyens n'y suffiraient pas. Roccaserra est donc parti emportant une copie de la notice écrite par elle sur son fils. Il la fera imprimer en Corse et nous en France.

Tous ces conseils, tous ces adieux, tous ces cadeaux avaient rempli la journée du 26. Le texte de la capitulation signée par le cardinal Benvenuti au nom du Pape, et par quatre membres délégués au nom du gouvernement provisoire, fut répandu dans la soirée. La nuit suivante, le drapeau du Pape remplaça partout les trois couleurs de la liberté. Nous l'aperçûmes au matin qui flottait sur les bâtimens du port. On avait fait ce changement sans bruit, pour éviter les rixes toujours prêtes à éclater et laisser les têtes chaudes des Romagnols se refroidir devant le fait accompli. Les disputes continuaient néanmoins sous nos fenêtres ; c'étaient des insurgés sans ressources à qui l'on refusait le passage et qui s'en vengeaient en invectivant les patrons des navires, après avoir vainement essayé de les

attendrir; d'autres incriminaient Armandi et criaient à la trahison ; d'autres revenaient à terre à la poursuite d'un passeport et couraient intercéder de nouveau auprès des consuls. Celui d'Angleterre signait largement. Celui de France justifiait par son attitude craintive les reproches adressés de toutes parts à son gouvernement.

Zucchi arriva hier, 28, et s'embarqua tout de suite avec soixante Modénais qui l'avaient accompagné. Toute la soirée, le bâtiment qui le portait resta à se tourmenter sur ses ancres en attendant le vent favorable. Enfin, ce matin, en ouvrant avec anxiété mes fenêtres, j'ai vu qu'il avait disparu pendant la nuit. Dieu soit loué! Voilà donc ces pauvres gens hors de danger!

Samedi-Saint, 2 avril.

Si facile qu'ait été leur victoire, les Autrichiens se présentèrent en triomphateurs, avec des palmes aux shakos. C'est mardi, dans la matinée, qu'ils prirent possession d'Ancône. Les fourriers mirent sens dessus dessous les maisons où ils préparaient des logemens. Ils allaient en user de même avec le palais Leuchtenberg, désigné pour recevoir le général Geppert et l'état-major; M. et Mme Bendoni, aux abois, ne savaient comment nous défendre contre un colonel en colère, criant qu'il n'y avait pas de princesse qui tînt, et qu'il lui fallait tout l'étage, quand, en entendant le nom de la duchesse de Saint-Leu, il changea de manière et s'adoucit tout à coup.

Les péripéties de 1815 l'avaient mis une première fois en présence de la Reine, dans des circonstances qu'il n'avait pu oublier, car elles avaient été pathétiques pour elle autant qu'honorables pour lui. Elle prenait alors le chemin de l'exil et voyageait de Paris à Genève, accompagnée par un autre officier autrichien, nommé M. de Woyna, qui avait mission de la conduire jusqu'au delà de la frontière. Cette mission était orale; M. de Woyna ne disposait d'aucune escorte; il ne put donc empêcher qu'un rassemblement hostile ne se formât autour de l'hôtel où la Reine s'était arrêtée à Dijon et que des gardes royaux très échauffés ne prétendissent la faire prisonnière, elle et ses deux enfans. Un détachement autrichien entra dans la ville à point pour prêter main-forte à M. de Woyna, placer un poste devant l'hôtel et faire reculer des gardes royaux prêts à

percer à coups de sabre les bagages de la Reine, pour mettre au jour les soi-disant *millions* qu'elle emportait.

Or le commandant du détachement était ce même colonel qu'elle retrouvait devant elle à Ancône. Il ne fit pas de difficulté de reconnaître qu'en abandonnant tous les salons et en ne conservant que les petits appartemens, elle s'était d'elle-même réduite à la portion congrue, et n'insista pas pour exiger davantage. Le général Geppert, qui arrive à son tour, est un homme âgé, bon, exact, poli. Il s'excuse du dérangement causé à la Reine, demande si elle est seule et sur l'assurance que le prince Louis est parti pour Corfou, il annonce sa visite, qu'il se promet de faire quand les devoirs de sa charge le lui permettront.

La Reine espère beaucoup de cette visite, mais elle doit l'attendre deux jours, dans la position la plus incommode, entre les soldats autrichiens qui remplissent l'antichambre, qui y couchent sur de la paille, et le général lui-même, dont elle n'est séparée que par une double porte. Comme elle perçoit, derrière ce fragile écran, le bruit des pas et des conversations, elle craint que la voix de son fils ne soit entendue; elle l'empêche de parler; elle lui ferme la bouche quand il est sur le point de tousser.

Ma présence, dans un appartement devenu si petit, est presque une gêne pour elle; mais, comme elle est toujours censée malade, il faut recevoir les visiteurs à sa place. Le comte Camerata vient deux fois. N'étant pas dans la confidence, il a écrit au prince Louis à Corfou, et confié dimanche sa lettre au général Grabinski.

Les bateaux partis ce jour-là sont arrivés sans encombre; mais il n'en est pas de même de celui qui portait le pauvre Zucchi. Une frégate et un brick autrichiens le guettaient sur mer; sa faible avance et sa mauvaise marche ne lui ont pas permis d'échapper. Tous ses passagers ayant été mis à terre, on les a examinés un à un, en épluchant leurs passeports. Celui de Zucchi était en règle; lui-même avait passé sans être reconnu, et l'on pouvait le croire sauvé, quand il entendit son nom prononcé par un homme de la police. Il revint sur ses pas et dit avec fierté : « Cessez de tourmenter ces jeunes gens. C'est Zucchi que vous cherchez? Vous l'avez. C'est moi. » Une scène de larmes suivit cette déclaration, les jeunes Modénais qui

s'étaient faits ses gardes du corps refusant de le quitter et voulant le suivre jusque dans les prisons de Moravie.

Cette triste aventure prouve que la mer est désormais fermée et confirme la Reine dans un projet de gagner la France par la Toscane, sous le nom de Mrs Hamilton. Pour plus de secret et moins de risque, elle a refusé la courtoise proposition de M. de Bressieux, qui écrivait de Rome pour annoncer son mariage et s'offrant à la rejoindre là où elle serait. Comme ses deux fils figurent sur le passeport, et que le pauvre Napoléon n'est plus, elle compte le remplacer par M. Zappi et sauver ainsi cet intéressant jeune homme des cachots du fort Saint-Ange ou de Civita Castellana. Dès jeudi donc, en prévision du prochain départ, M. Zappi quitte la retraite qu'un ami de sa famille lui avait ménagée jusque-là et vient s'installer au milieu de nous. Les paquets commencent ; les arrangemens d'argent avec M. Bendoni se terminent ; mais mon inquiétude redouble à la pensée qu'il nous faut pendant plusieurs jours encore cacher la présence de deux jeunes hommes, l'un inquiet, toujours en mouvement (c'est le Prince), et l'autre qui ronfle la nuit à réveiller un mort (c'est M. Zappi).

Enfin hier, vendredi, le général Geppert s'annonce ; il se montre on ne peut plus gracieux pour la Reine, s'informe de la traversée du Prince et la plaint d'avoir dû se séparer de lui à l'instant où elle venait de perdre son autre enfant. Apprenant qu'elle désire partir dimanche pour Livourne, gagner de là Malte, y rejoindre son fils et se rendre avec lui en Angleterre, il lui promet un sauf-conduit détaillé, grâce auquel elle aura droit à tous les égards et jouira de la sécurité la plus complète, dans toute la partie des États pontificaux occupée par les troupes autrichiennes.

Il ne nous reste plus alors qu'à poursuivre l'exécution du plan de la Reine. Nos deux jeunes gens se déguiseront provisoirement en domestiques, et garderont cet accoutrement jusqu'à ce que la duchesse de Saint-Leu ait pu devenir Mrs Hamilton. Ils s'amusent follement tous deux de leur transformation. M. Zappi, dans sa livrée trop grande, est parfaitement ridicule. Quant au Prince, la tête rasée comme la main, le front serré par un bonnet de soie noire, il porte les habits d'Auguste, que nous faisons passer pour malade et que nous laissons ici derrière nous. Son déguisement le défigure absolument, mais me

fait un peu peine à moi dont le rêve est de le voir un jour habillé en général français.

La Reine, qui me sait en butte aux agaceries des jeunes gens, me donne congé pour tout aujourd'hui, qui est notre dernier jour d'Ancône. J'en profite pour faire une longue et savante promenade en compagnie de M. Bendoni.

Devant l'église de Saint-Cyriaque, un chanoine nous pose mille questions indiscrètes sur le départ du Prince. Papiste déterminé, il se loue de voir le pouvoir du Saint-Père ressusciter dans Ancône « avec la Pâque, » et me fait ainsi, sans y songer, un reproche sur la manière païenne dont je viens de passer toute cette Semaine Sainte. Ancônitain fier de sa patrie, son orgueil est de nous faire admirer à nos pieds la ville en amphithéâtre, le port où s'ébattent les deux navires autrichiens heureux d'avoir repris ce pauvre Zucchi, le môle, les batteries et le phare. A gauche de ce merveilleux tableau, l'ourlet blanc du rivage prolonge la courbe qui trace le contour de la ville; il s'en va à perte de vue vers le château de Fiumegino et les murs de Sinigaglia; il égare la pensée vers ces lointains de la mer, au delà desquels il y a l'Orient, son mystère, ses richesses, enfin tous les horizons sur lesquels Ancône ouvre sa porte et qui ont fait d'elle à toutes les époques de l'histoire un point politique si intéressant.

La digue principale du port présente un développement magnifique. Du pied de l'arc de Trajan, elle s'étend jusqu'à une roche qui porte un phare; nous la longeons, mais n'osons nous approcher d'un petit ouvrage militaire où sont des soldats autrichiens. On aperçoit à petite distance un bâtiment qui s'apprête à partir. Il est tout chargé de Romagnols, hommes et femmes, et fait voile pour Ravenne. Parmi eux, plusieurs ont reçu les secours de la Reine. Reconnaissant M. Bendoni, ces pauvres gens lui font de la main des signes d'amitié.

Pérouse, lundi de Pâques, 4 avril.

La Reine avait fixé notre départ au dimanche 3 avril, jour de Pâques, tant pour répondre au désir du Prince, qui bouillait d'être enfermé, que pour se donner le moyen de quitter Ancône de bonne heure, sous le prétexte d'aller entendre la messe à Lorette.

Nous n'avions rien à craindre des soldats installés dans

l'antichambre, les uns Italiens et fort bons enfans, les autres Tyroliens, enchantés de parler allemand avec nos gens; mais les domestiques attachés à la maison, le portier surtout, devant la loge de qui il fallait passer, nous donnaient plus de souci. Malgré son déguisement, ne pourraient-ils pas reconnaître le Prince, dont le visage leur était familier? On leur annonça que nous partirions à sept heures seulement, pour que l'idée ne leur vînt pas de se lever plus tôt que de coutume. Nous nous couchâmes à onze, sans qu'aucun de nous pût parvenir à fermer l'œil. Les domestiques passèrent la nuit à terminer les emballages, sans bruit, et toutes fenêtres fermées, pour ne pas donner l'éveil au dehors. A quatre heures, tout le monde dormant encore, même le portier, nous enjambâmes les soldats couchés dans l'antichambre et descendîmes l'escalier. La garde seule était debout et le jour pointait à peine. Je suis montée dans la voiture de la Reine, nos deux jeunes gens derrière, et suis partie avec un battement de cœur qui m'étouffe encore, rien que d'y penser!

Mme Bendoni, si nerveuse tous ces jours-ci, si pleurante, aura dû suivre avec anxiété de son lit le pas de nos chevaux qui s'éloignait. Nous passâmes la barrière sans y être arrêtés : Charles, qui courait devant, avait montré le sauf-conduit autrichien. A Lorette, première étape, nous dûmes gagner à pied l'église, guidés par un homme du pays et suivis respectueusement par le Prince, qui, prenant à la lettre son rôle de domestique, se tenait à trois pas derrière et portait le parapluie. Il faisait une telle figure et se donnait un air si niais qu'un fou rire impossible à calmer me prit et que je pouffais encore sur le seuil du sanctuaire.

Lorette, sur une montagne escarpée, couronnée de murs, nous montre des rues étroites, montueuses; sa place unique est le parvis de *Santa Chiesa*, dessinée par Michel-Ange; tout autour un cloître dessert les maisons de chanoines bien rentés. L'église, grande et belle, quoique trop ornée de sculptures, offre d'abord à l'entrée une statue de Sixte V. Son plan est celui d'une croix grecque; il y a un autel à chaque extrémité.

Au centre, se présente une petite maison revêtue au dehors du plus beau marbre de Carrare et toute couverte de bas-reliefs qui racontent l'histoire de la Vierge. C'est la *Casa Santa* que l'on dit apportée ici par les anges, et qui n'est peut-être

qu'une chaumière orientale quelconque, mais dont la fabrique intérieure n'est du moins ni de nos pays, ni de notre temps. On y pénètre par une porte, on en sort par une autre placée juste en face. Un autel tout resplendissant d'or et chargé d'ex-votos en occupe le milieu; il cache une petite cheminée rustique, au coin de laquelle on s'imagine assez aisément la Vierge assise, allaitant l'Enfant Jésus.

La prière de la Reine avait été fervente, mais courte; il importait de rejoindre au plus tôt nos voitures et d'abréger par la vitesse de notre marche les angoisses de ce périlleux voyage. Nous ne tardâmes pas à apercevoir les soldats débandés de l'armée de Sercognani, tous beaux, jeunes, intéressans : enfans de bonne famille tombés pour la plupart dans la misère, ils paraissaient navrés de fatigue et de douleur. Les uns à pied, les autres assis sur de mauvaises charettes, ils dévisageaient la Reine au passage. Comme elle s'était munie de piastres au départ, elle en tenait sa main pleine et les leur présentait ouverte. Mais aucun ne vit ce secours offert ou ne voulut le voir. Nos deux fugitifs, qui s'étaient trouvés au milieu de ces jeunes gens pendant de longs jours, les nommaient tout bas entre nous.

Plus loin, dans un détachement qui marchait en troupe, nous rencontrâmes Pieoni, ce malheureux réfugié qu'à Rome nous appelions *Fido*. Sa position présente était affreuse; il avait reconnu Charles, passant au galop, et guettait les voitures. Il s'accrocha désespérément à celle de la Reine, dans l'espoir d'y monter encore une fois, et cria : « Arrêtez!... Par pitié! » La Reine lui donna vingt piastres et l'écarta bien vite, de crainte qu'il ne reconnût son fils assis derrière elle. Il demanda encore à Fritz, au moment où la seconde voiture le dépassait, si le Prince n'était pas là.

Tolentino regorgeait d'Autrichiens qui, ne trouvant plus de place dans les maisons, faisaient cuire leur soupe dans la rue. Un officier et l'agent municipal vinrent, avec de grandes salutations, demander notre passeport, dont la vue redoubla leur considération. Enfin au *ponte della Trave*, nous dépassâmes la dernière avant-garde autrichienne en marche vers Foligno. Désormais nous en avions fini avec le risque de fusillade que la proclamation du prince de Bentheim suspendait sur la tête du prince Louis; mais, ce danger quitté, nous en retrouvions

un autre, celui de traverser un pays partagé entre le bas peuple papiste et les libéraux, où nos deux compagnons étaient connus de tout le monde et où, faute d'une police, ils étaient exposés aux insultes et aux violences.

Nous avions laissé derrière nous l'Abruzze pour nous enfoncer dans l'Apennin. Notre gîte pour la nuit était à Serravalle, misérable village dont le nom exprime bien la position. Dès sept heures ce matin, nous en repartions, prêtes en un clin d'œil, car nos toilettes étaient faites depuis la veille et nous avions eu soin de nous coucher tout habillées. La jolie petite fille de l'aubergiste était debout pour assister au départ.

Un château gothique marque bientôt la limite de la Marche d'Ancône et de l'Ombrie. Nous traversons de nouveau les Case Nuove et fermons là le cruel circuit commencé le 19 mars par la rencontre de M. Baratti. Seize jours seulement de cela, et que de changemens dans l'intervalle! Foligno, où nous arrivons, est retombé au pouvoir du Pape. C'est un point singulièrement dangereux pour le Prince, puisque tout le monde l'y connaît. Nous le faisons asseoir dans la voiture de Mme Cailleau; on la ferme un peu, il couvre son visage d'un mouchoir et fait semblant de dormir; nous passons dans des transes le quart d'heure nécessaire à Charles pour nous amener nos chevaux aux portes de la ville et presser les postillons d'atteler.

Pérouse enfin! Nous nous effrayons d'y voir toute la population en l'air, dans l'attente impatiente des Autrichiens, qu'elle croyait plus près.

Puis nous nous rassurons en apprenant que la municipalité provisoire a disparu ce matin pour gagner Livourne par la Toscane, qu'aucune autorité papale n'est encore rétablie, qu'ainsi il n'y a personne ici pour nous demander nos passeports. Il pleut, par bonheur, et le Prince sur son siège peut se cacher le visage avec son parapluie.

Asciano, 5 avril.

C'est à une heure du matin aujourd'hui que nous avons franchi la frontière de Toscane. Ce passage étant très dangereux pour le Prince, la Reine ne voulait le risquer qu'au milieu de la nuit et elle avait tout calculé pour cela. Nous traversâmes le Sanguinetto aux dernières lueurs du jour; le Prince me faisait, au sujet du champ de bataille d'Annibal, des remarques qu'une

migraine bien complète m'empêchait de suivre, et c'est horriblement malade que je vais m'étendre dans l'auberge où nous faisions notre dernière halte en pays romain.

Là, nouvelle aventure : l'aubergiste nous reconnut tous, même le Prince; mais la présence d'esprit de Charles et l'impudence avec laquelle il sait mentir nous tirèrent de ce mauvais pas. Il soutint effrontément que le soi-disant prince était un domestique et raconta avec détail l'histoire de l'embarquement pour Corfou. L'homme prit alors le change, ou fit semblant de le prendre, mais se refusa néanmoins à croire que le Prince fût embarqué; il l'avait vu, disait-il, passer deux jours avant dans la calèche verte.

Nous apprenions ainsi que M. de Bressieux avait renvoyé cette voiture à Florence; mais ce détail importait peu, le plan de la Reine étant toujours d'éviter cette ville et de se jeter du côté de Sienne dès que nous serions dans l'État toscan. Elle avait noté Camoscia comme l'origine du chemin de traverse qu'elle devait prendre; le tout était d'y parvenir.

La douane du pays une fois passée, nous arrivâmes à la frontière du grand-duc et présentâmes le passeport toscan au nom de la duchesse de Saint-Leu. Le commis de la barrière le trouva en règle et déclara en même temps ne pouvoir le viser. Un inspecteur de police était arrivé de Florence quelques heures auparavant, avec des ordres sévères relatifs au passage des réfugiés. Cet homme s'était réservé tous les visas; il dormait dans une maison à un quart de mille seulement.

La Reine décida de lui envoyer Charles avec le passeport. Il fallut trouver un guide, aucun des hommes des postes ne pouvant quitter sa faction, puis trouver une lanterne, ce qui fut interminable.

Cependant nos postillons avaient quitté leurs chevaux pour se reposer sous le péristyle du corps de garde. Un d'eux ronflait, l'autre causait d'une manière animée avec le commis de la barrière. Je prêtais anxieusement l'oreille, mais son accent toscan ne me permettait pas de distinguer ce qu'il disait. Tout d'un coup, il baissa la voix et je n'entendis plus qu'un chuchotement suspect. Dans l'état maladif où j'étais, il ne m'en fallut pas davantage pour être sûr que cet homme nous trahissait; il contait ce qui s'était passé à la dernière poste; son maître nous avait reconnus, le Prince était caché parmi nos gens...

Je me gardai de communiquer mes craintes à la Reine et rappelai seulement le postillon à ses chevaux, comme si je m'effrayais d'être seule dans une voiture dont l'attelage n'était pas gardé. Mon stratagème eut tout l'effet qu'il devait avoir. Le ronfleur se leva et vint, en titubant de sommeil, s'accrocher à son siège; l'autre, qui était le postillon de la seconde voiture, continua sa conversation secrète avec l'employé.

Enfin, Charles revint avec le passeport visé. Le commis ayant dit : « Ils peuvent partir, » nous entrâmes dans la Terre Promise, et remerciâmes Dieu du fond du cœur. La peur était passée, la fatigue reprenait ses droits. Nous rêvions d'un bon lit dans une chambre bien close; malheureusement, plus nous y réfléchissions, plus il nous semblait impossible de prendre à Camoscia le repos dont nous aurions eu besoin. Selon les ordres de Florence, les États du grand-duc n'étaient pas précisément interdits aux réfugiés; on leur fermait seulement le chemin de sa capitale, on les rejetait par Camoscia, vers Livourne, où ils devraient tous s'embarquer pour la Corse. Déjà nous avions appris à Pérouse que M. Guardabassi fuyait dans cette direction. A l'auberge de Camoscia, où pas un lit n'était disponible, nous aperçûmes tout d'abord des chapeaux de Forli, en entrant, dans la salle où l'on nous fit asseoir, et comprîmes que le Prince n'y serait que trop en pays de connaissance. Enfin le rapport de Charles était fait pour donner l'alarme. L'inspecteur de police lui avait dit que l'ordre du grand-duc était de laisser passer la Reine, mais de refuser au Prince l'entrée du territoire toscan. En demandant si, oui ou non, le Prince accompagnait la Reine, cet homme fixait Charles dans le blanc des yeux, d'une manière qui en aurait déconcerté un autre. Il lui faisait recommencer sans fin l'histoire de l'embarquement pour Corfou, dans l'espoir qu'en l'obligeant à se répéter, il l'amènerait à se couper. Charles imperturbable, fixait, récitait, reprenait sans se lasser ni se laisser prendre, si bien qu'à la fin l'inspecteur dut se dire convaincu et viser le passeport. Mais cet homme, qui n'était pas à son poste au moment de remplir des ordres si précis et si formels et qui avait eu la paresse de ne pas quitter son lit, ne serait-il pas repris de scrupules et ne voudrait-il pas vérifier ce que Charles lui avait dit? Il savait que nous allions coucher à Camoscia : c'était peut-être dans la pensée de venir nous y rejoindre qu'il nous avait laissé aller jusque-là. Enfin, le commis

de la barrière pouvait lui donner l'éveil si, comme je continuais de le craindre, il avait tiré les vers du nez à notre postillon.

Toutes ces raisons décidèrent la Reine à pousser plus avant, malgré sa fatigue; mais on ne pouvait nous donner que trois chevaux; deux heures se passèrent à en attendre un quatrième, qui était parti en estafette, et qui, aussitôt revenu, fut mis tout droit à notre timon.

Luques, 8 avril.

Enfin, c'est fait : nous sommes arrivés sans encombre aux limites de la Toscane. La traversée de Sienne, avant-hier, fut pour la Reine la dernière péripétie. Cette ville où elle passe tous les ans, et où elle est fort connue, présentait pour le Prince un danger particulier. Il projetait d'abord de mettre pied à terre en arrivant devant la porte, de faire le tour des murs et de nous rejoindre à la sortie; mais cet itinéraire était long, il n'était pas connu; comme il ne s'agissait, en somme, que d'esquiver la poste et l'auberge, le circuit nécessaire pouvait se faire aussi bien à l'intérieur de la ville, et c'est à ce dernier plan qu'on s'arrêta.

On fit une dernière halte vers quatre heures pour se mettre d'accord sur tous les détails. M. Zappi vint alors causer un instant auprès de la voiture de la Reine. Quelle ne fut pas notre surprise en lui voyant le visage et le col couverts d'énormes boutons! Ce méfait nouveau de la rougeole aurait exigé que le malade fût mis tout de suite dans une chambre à l'abri de l'air. Mais c'est de quoi il ne se souciait nullement, craignant pardessus tout de rester seul à l'auberge, livré à lui-même et privé du secours que la Reine lui avait prêté jusque-là. Comme nous ne pouvions nous-mêmes le laisser derrière nous sans quelque complication et sans quelque risque, on décida de l'emmener quand même et de laisser au bon soleil italien le soin de le guérir. Il fut s'asseoir dans la seconde voiture à côté de M. Cailleau, s'enveloppa de couvertures de laine, rabattit son chapeau sur ses yeux, et l'on repartit comme si de rien n'était.

Les voitures se suivaient dans leur ordre ordinaire, mais la porte où elles se présentaient n'était pas celle par où la Reine avait l'habitude de passer. Le passeport toscan fut donné, visé, sans que ni elle, ni personne de sa suite eût été reconnue. A la

première rue qu'il vit sur sa gauche, le Prince descendit doucement de son siège et disparut de ce côté. Bien lui en prit, car à peine arrivions-nous devant la porte, qu'un attroupement se forma; le nom de la Reine circula dans la foule; un Anglais lia conversation avec Fritz, qu'il se souvenait d'avoir vu à Rome. Des curieux à foison, mais point de chevaux. Les réfugiés en route pour Livourne en avaient pris la plus grande partie; le reste était réservé pour le grand-duc, qu'on attendait dans la matinée. Il fallut supplier les paysans qui nous avaient amenés d'Asciano de pousser plus loin. Cet arrangement commun exigea un instant long pour nous comme un siècle, et qui n'aboutit encore qu'à un contre-temps. La grande rue, où nous devions retrouver le Prince, était barrée; on la réparait; nous nous rejetâmes sur la droite, fort anxieuses de savoir comment il nous rejoindrait, s'il devinerait que nous avions passé outre, ou si, étonné de notre retard, il ne reviendrait pas se faire prendre à la porte. Enfin nous l'aperçûmes qui mangeait des pommes devant une petite boutique. Il s'élança sur son siège, à point pour franchir la porte et pour prendre avec nous la clef des champs.

A partir de Poggibonsi, nous étions en pays inconnu et ne risquions plus de mauvaises rencontres; la Reine n'en a pas moins voulu voyager toute la nuit suivante, pour gagner du terrain et nous mettre ainsi hors de portée. Une autre précaution, pour laquelle Charles nous quitta à Fornacette, fut de l'expédier à Livourne, sous prétexte d'y préparer l'embarquement pour Malte; on offrait ainsi à la police une fausse piste, qui allait se perdre dans la mer.

Au petit jour, nous nous arrêtâmes une heure dans une auberge : c'est en ce point que la Reine cessa d'être duchesse de Saint-Leu et devint Mrs Hamilton.

Nos jeunes gens firent leur toilette de fils de famille. Fritz mit sa livrée anglaise. M. Cailleau monta sur notre siège de derrière, ce qui nous donnait l'air encore plus anglais. C'est dans cet appareil qu'à cinq heures du matin nous arrivâmes à Pise, dont les portes étaient encore fermées. Les cris de nos postillons les firent ouvrir à la satisfaction de paysans qui attendaient là assis dans le fossé, leurs paniers sur leurs genoux. Le commis de police prit notre passeport, y lut le nom de Mrs Hamilton, celui de ses deux fils Charles et William et s'étonna de n'y voir

aucun visa. Fritz, à qui l'on avait fait la leçon, répondit que nous étions partis le 11 mars par la porte d'Arezzo pour voir le pays de ce côté et que nous avions fait depuis un séjour à la villa Fenzi. A la question : pourquoi nous avions voyagé la nuit ? il répondit que les chevaux nous avaient manqué hier à cause du voyage du grand-duc. Ces explications furent trouvées satisfaisantes et l'on ne jeta pas même un coup d'œil dans nos voitures, tant le nom anglais inspire en Italie de considération.

Gênes, dimanche 10 avril.

Le médecin était si rassurant sur le cas de M. Zappi et la rougeole est si bénigne d'ordinaire pour les Italiens, que la Reine a préféré quitter vendredi Lucques en donnant rendez-vous au malade pour le lendemain à Pietra Santa. Elle lui laissa Fritz, avec la seconde voiture, et nous nous emballâmes tous dans la première à dix heures du matin.

Un temps ravissant, des sites enchanteurs nous ont conduits en trois heures au terme de cette courte étape. Elle nous ramenait à la pensée douloureuse qui doit désormais s'offrir sans cesse à l'esprit de la Reine, maintenant que le souci d'un danger constant ne l'absorbe plus. Pietra Santa est tout près de Serravezza, où le prince Napoléon avait sa papeterie. Il était touchant d'entendre l'hôtelier demander à Charles si nous n'irions pas visiter ce joli site et y recueillir les souvenirs que laisse derrière lui un prince si bon, si populaire, si prématurément enlevé à l'affection des Italiens. Cette promenade était en effet dans les projets de la Reine. Elle hésitait cependant à l'entreprendre, sentant sa faiblesse, et c'est sur les instances de son fils que, vers quatre heures, nous nous mîmes en chemin.

Le malaise de migraine que j'éprouvais encore ne me permit que de faire quelques pas avec eux et m'obligea bientôt à m'asseoir. Je rentrai dans ma chambre ensuite, en rencontrant à chaque instant des paysans ou des enfans dont l'air joyeux contrastait avec la tristesse de la Reine et de son fils. J'avais à recopier la notice qu'elle veut faire imprimer en France, et à écrire à mon père sur ce sujet. Ces écritures m'occupèrent plusieurs heures, sans que les promeneurs eussent reparu. Dès que je ne fus plus distraite par mon travail, leur longue absence me tourmenta vivement. J'ai voulu envoyer Charles à leur rencontre; il chercha une voiture, n'en trouva pas, et

finalement partit à pied, ce qui n'aurait pas avancé beaucoup les affaires au cas où la Reine serait tombée de fatigue et où il aurait fallu la rapporter à Pietra Santa.

Enfin la mère et le fils parurent; Charles venait seulement de les rejoindre. Elle m'aperçut de loin à la fenêtre, et, devinant mon inquiétude, me fit avec son mouchoir un geste d'amitié, auquel tout mon cœur répondit par un élan d'amour.

Tous deux avaient la figure décomposée par les larmes. De Serravezza, ils s'étaient fait conduire en voiture à la papeterie de Napoléon, et plus haut auprès du torrent, à la petite maison que la princesse Charlotte faisait construire, dont il s'était occupé lui-même avec tant de plaisir et qui ne sera sans doute jamais achevée. La Reine me décrivait ces lieux, les beaux arbres, la vallée sauvage, avec ses carrières de marbre et la vue de la mer dans le lointain; je l'interrogeais sur toutes ces choses, comme si je ne les avais pas vues dessinées sous mille aspects dans l'album de la princesse, à Florence. La soirée se passa ainsi tout entière à parler de celui qui n'est plus.

Le lendemain matin, il fallut retomber dans les subterfuges et dans les comédies. Le Prince faillit se heurter dans l'hôtel à M. Mariani, bijoutier de la cour de Florence, de qui la Reine et lui-même sont parfaitement connus. Cette aventure les fit se cacher tous deux derrière les jalousies tandis que j'allais seule au-devant de M. Zappi. Nous saisîmes l'instant où le fâcheux Florentin était à table pour partir à la dérobée. Une pire rencontre nous menaçait plus loin, celle du duc de Modène, qu'on nous disait devoir être à Massa. En effet, cette jolie petite ville était en fête, quand nous y passâmes. Comme ils auraient pu le faire pour un souverain bon et aimé, les habitans avaient tendu pour lui leurs rues de guirlandes. Sur la place, qui est large et régulière et dont son palais occupe tout un côté, un feu d'artifice était préparé en son honneur; toutes les autorités *en fiocci* attendaient son arrivée, à laquelle nous échappâmes.

Il aurait fait un beau haut-le-corps, s'il avait su le prince Louis dans ses États!

Nous traversâmes Carrare, et défilâmes devant Sarzane, petite ville fermée où réside la marquise Amati. Ce fut pour moi l'instant de me souvenir du beau duc Gaetano et pour nous tous l'occasion d'une nouvelle alerte. Nous rencontrâmes un ancien cocher de M. Zappi, qui faillit le reconnaître et par qui

tout notre plan pouvait être éventé. La moindre personne qui aurait dit à Florence la route suivie par la Reine donnait l'éveil au ministre de France, M. de Ganay; une lettre de lui nous précéderait alors à Paris; elle ruinerait tout l'effet que la Reine espérait produire en y paraissant inopinément.

Le Prince nous fit faire à la Spezzia une longue halte. Il observait combien ce golfe si vanté serait favorable pour l'établissement d'un grand port militaire. C'était là l'une des idées du pauvre Napoléon, l'un des rêves à la réalisation desquels il voulait travailler, dès qu'il aurait arraché l'Italie au joug autrichien.

S'il est douloureux de le voir disparaître avant d'avoir rien pu faire pour la cause de la liberté, il est touchant que sa pensée survive tout entière en Louis et que le même dévouement à la cause unie de l'Italie et de la France, ces deux sœurs latines, se mêle aux regrets fraternels qui lui sont donnés. Mais bientôt la route qui se détourne de la mer s'enfonce dans un ravin sombre; la pluie est venue; le soir approche; le temps est si noir, le gîte de Borghetto semble si vilain, que nous nous croyons égarés. Le postillon, en quittant la route pour se jeter rapidement sur la droite, ajoute à cette impression; mais tout s'éclaircit, tout s'égaye, à l'auberge où il nous a conduits.

Ma pauvre Reine a un besoin impérieux de belle nature, de soleil, de silence; rien de cela ne lui manque dans ce pays. Cet air si pur, ce ciel si bleu répété dans la mer, ces jolies anses que suit la route de la corniche, ces villas riantes, ce rivage fertile, tout conspire pour lui faire oublier sa douleur et, pendant quelques heures, elle s'en laisse distraire entièrement. A Chiavari, elle s'arrête pour commander des chaises, qu'on enverra à Arenenberg, s'amuse de ne les payer que douze francs alors qu'elles en auraient coûté vingt-quatre à Paris, et n'aperçoit pas, tandis qu'elle les marchande, une gaminerie nouvelle du Prince et de M. Zappi. Ces messieurs voyagent aujourd'hui dans la seconde voiture, qui est fort en retard sur la nôtre. Ils l'ont fait arrêter à un tournant de la route; je les vois qui poursuivent une femme et qui disparaissent avec elle derrière un rocher, sans doute pour l'embrasser de force et la lutiner. Ce nouveau trait, joint aux choses qu'ils disent et au plaisir qu'ils prennent aux contes de Boccace, m'éclairent tout à fait sur leur manière d'entendre les sentimens.

A Gênes, la Reine veut se loger sur le port, pour avoir là encore le spectacle de la mer. Nous descendons « alla villa » dont l'entrée est étroite et difficile, mais dont les appartemens sont fort beaux. Le hasard a fait qu'en passant devant le palais royal nous avons croisé la reine de Sardaigne. Nous sommes voués, décidément, aux rencontres souveraines; puisse la principale, celle de Paris, donner à la Reine tout ce qu'elle en attend!

Montélimar, samedi 16 avril.

Comme il fallait que nous eussions chaque jour un danger d'être reconnus, notre voyage de Gênes à la frontière n'a pu se faire sans une péripétie de ce genre. C'était à Savone; nous nous croisâmes avec une calèche dans un chemin si étroit, que cette voiture fut obligée de se jeter dans l'enfoncement d'une porte cochère pour nous laisser passer. Maîtres et domestiques aidaient aux chevaux, poussaient aux roues, pour se dégager de là; la Reine s'amusait à regarder cette scène, bon sujet pour une page d'album, et ne reconnaissait pas d'abord sa filleule, Mme Thayer, qui est en même temps la fille du général Bertrand. Mais les domestiques de M. Thayer ont reconnu les nôtres, avec qui ils ont frayé lors du séjour de leur maîtresse à Arenenberg en 1829. Ils n'auront su que penser de voir la Reine en route pour la France; mais ce qu'ils en pourront dire importe peu. Voyageant avec leurs propres chevaux, c'est-à-dire à petites journées, M. et Mme Thayer ne seront pas à Florence avant que nous soyons à Paris. Ils y auront été précédés par la lettre que, de Gênes, la Reine a écrite à son mari, et qu'elle a eu la précaution de faire passer par un banquier de Livourne; elle y reprend la fable de son embarquement dans ce port, au fond de la soute à charbon que Charles lui avait découverte, et de son départ pour Malte, où elle est censée rejoindre le prince Louis pour se rendre ensemble à Londres. Ce roman sera bien accrédité en Toscane quand nos voyageurs y parviendront.

Le lendemain mardi 12 avril, nous suivîmes encore, à partir d'Albenga, cette même route de la Corniche, où chaque pas offre un nouveau sujet d'enchantement. La montée de Vintimiglia est rapide et fort dangereuse; il fallut prendre une douzaine d'hommes pour pousser à bras les voitures dans ces tournans vertigineux. Toute cette partie a été achevée sous le

roi de Sardaigne; elle est loin d'avoir la beauté de celles qui ont été tracées par l'Empereur.

En arrivant à Menton, sur la frontière de l'État de Monaco, on nous fit pour la première fois des difficultés assez ridicules de douanes et de passeports.

Notre alerte du lendemain fut à Nice, où Charles avait appris que huit courriers étaient réunis, dans l'attente des voyageurs pour l'Italie. Plusieurs de ces gens avaient couru pour la Reine et pouvaient la reconnaître. Nous entrâmes donc dans la ville en mascarade. J'étais sur le siège, en femme de chambre; Mme Cailleau, cachée sous un voile de mousseline, avait pris place dans la seconde voiture avec le Prince. Tout se passa très bien, grâce à Charles, qui avait eu le soin d'inviter les huit courriers à déjeuner.

Tout était français déjà autour de nous, du moins par le souvenir, mais ce n'est que le lendemain que, le cœur battant, nous franchîmes la frontière par le long pont de bois qui traverse le Var. La Reine, toute au sentiment de son récent malheur, n'éprouvait qu'étonnement et qu'appréhension en revoyant la France. Elle l'avait pleurée seize ans; l'an dernier encore, en se rendant à Bade par la rive droite du Rhin, elle avait éprouvé l'émotion la plus vive, en apercevant de loin la flèche de la cathédrale de Strasbourg et fait alors le vœu de retourner à Rueil, prier encore une fois sur le tombeau de l'impératrice Joséphine. Peut-être qu'avant peu de jours ce vœu serait exaucé, et cependant, toute sa pensée était pour cette chapelle de Forli où le corps de son fils, de l'infortuné Napoléon-Louis, attend encore une sépulture plus digne de lui.

Le Prince pleurait à chaudes larmes, et sentait toute sa joie d'être en France gâtée par l'idée que son frère n'y était pas à côté de lui. Cette journée, coupée par une longue halte de douane à Antibes où nous vîmes pour la première fois des soldats français, s'acheva à Cannes. La première maison que nous aperçûmes était justement celle où Napoléon coucha en arrivant de l'île d'Elbe. Notre auberge avait été le gîte de Cambronne; elle faisait face à l'île Sainte-Marguerite. La Reine disait qu'elle se résignerait volontiers au sort du Masque-de-Fer: « Si le Roi me refuse le droit de vivre sur la terre ferme, qu'il m'exile au moins à Sainte-Marguerite! J'y serai en France et j'y aurai chaud! »

Notre route au delà de Cannes fut par Fréjus, Brignoles et Aix. Pour noter quelques impressions de voyage, peut-être puériles, je me souviens de la perte de la grande feuille de carton, apportée de Vintimiglia qui couvrait tout le devant de notre voiture et celle de notre panier d'oranges, plus savoureuses à mesure que nous nous éloignions de l'Italie ; des plaisanteries du Prince sur les Françaises qu'il affectait de trouver toutes laides; du soin que la Reine avait de faire causer partout les gens; de la mobilité des opinions, variables d'un lieu à l'autre, et d'une personne à l'autre, entre le carlisme enragé et le républicanisme à outrance; enfin des taquineries dont j'étais harcelée par M. Zappi. Un matin de mistral, par une poussière étouffante et par un froid aigu, un trait de cet écervelé fut de me perdre un bonnet de tulle qui était dans le filet de la voiture, que le vent emporta sur un canal et que j'aurais voulu ravoir : mais nos deux jeunes fous s'acharnèrent à le noyer à coups de pierre, en disant qu'il fallait exterminer ces vilaines coiffures, imaginées par les Françaises exprès pour s'enlaidir.

Nous suivions la route défoncée et détestable de Marseille à Paris. Entre Avignon et Saint-Andréol, elle traverse la Durance sur un magnifique pont de bois que l'Empereur avait fait construire et dont il était fort occupé. Au retour d'un voyage que la Reine avait fait dans les Pyrénées, il lui demanda si elle n'avait pas admiré cet ouvrage en passant; et, comme elle avouait que non, il reprit en plaisantant : « Hortense, vous êtes une sotte. Vous n'apercevez pas ce qui est beau. »

Aujourd'hui enfin, à Montélimar, le vent était encore si brutal et si froid que nous ne pûmes pas même sortir pour visiter un joli jardin, dont les lilas en fleurs s'épanouissaient sous nos fenêtres. On parlait autour de nous, à l'auberge, de guerre et de mouvemens militaires : il y avait dans la ville beaucoup de troupes, et l'on y était très libéral, deux raisons pour que nos jeunes gens fussent de belle humeur.

Ils se mirent à parcourir la ville en tous sens et s'arrêtèrent à la fin dans un café pour y lire les journaux. Des officiers de la garnison, en les voyant, s'interrompirent de jouer au billard, pour leur demander s'ils n'étaient pas les étrangers arrivés tout à l'heure en poste et s'ils ne venaient pas d'Italie. Mille autres questions succédèrent aussitôt sur le prince Louis et sur le

prince Napoléon. On déplorait la mort prématurée de l'un ; on s'inquiétait du sort de l'autre; puis, on se réjouissait d'apprendre, on remerciait pour l'assurance donnée qu'il avait pris la mer pour Corfou et qu'il était maintenant en lieu sûr.

Le Prince rentra tout ému à l'hôtel et, les larmes aux yeux, se hâta de conter cette rencontre à sa mère. Pour la première fois de sa vie, il se trouvait au milieu d'officiers français, et la première parole que ces officiers lui adressaient, sans le connaître, était pour s'informer de lui! Le soir, il nous montra le brouillon d'une lettre qu'il voulait écrire à Louis-Philippe et par laquelle il demandait une place dans un régiment, pour y servir comme simple soldat. Cette lettre, parfaitement bien écrite, respirait les plus nobles sentimens. Nous l'approuvâmes sans réserve, tout en parlant des difficultés de famille qui pourraient l'empêcher de réaliser son dessein et en convenant de la nécessité de suivre le plan de la Reine, qui gardait la priorité.

Fontainebleau, vendredi 22 avril.

Le lundi 18, nous fîmes tous des frais de toilette avant d'arriver à Lyon. Une petite redingote que je mettais pour la première fois me valut des complimens pour mon élégance; mais je fus plus flattée encore et m'enorgueillis davantage, comme Française, de l'admiration du Prince pour l'étendue et la beauté de la cité lyonnaise. A peine descendu de voiture, il partit à la découverte le long des quais et des avenues. La Reine restait chez elle; j'y restai moi-même, usant du droit que les femmes ont d'être lasses, après de si longues courses en voiture; je profitai de cet instant pour empaqueter toutes mes notes d'Italie à l'adresse de ma sœur Fanny. Ce paquet remis au bureau de la diligence d'Allemagne, un sac de linge expédié à l'Étoile, je m'occupai à faire suivre à Paris chez Mme Cailleau rue Laffitte, n° 7, les lettres qui pourraient m'arriver à Lyon, poste restante. Il ne me restait plus ensuite qu'à attendre le bon plaisir de la Reine. L'envie la prit sur le soir de faire une course en omnibus, et c'est ainsi que mon temps se passa à ne pas voir Lyon.

Nous quittâmes la ville le lendemain par un temps détestable. La Reine voyageant avec son fils, afin de se concerter avec lui, j'étais dans la seconde voiture avec le galant M. Zappi, mais souffrante, maussade, et des moins disposées à le trouver

plaisant. Il mettait ma froideur sur le compte de la sévérité avec laquelle j'ai été élevée. Ma migraine a été une défense contre mon entreprenant compagnon. J'ai disparu de bonne heure aux deux gîtes de Roanne et de Moulins. Après un petit évanouissement que j'eus jeudi avant d'arriver à Briare, il m'a laissée tranquille avec mon charme et ne s'est plus occupé que de ma santé.

Nous sentions déjà l'approche de Paris à l'inquiétude qui se manifestait chez la Reine. Il y avait eu quelques mouvemens napoléonistes dans la capitale ; cette agitation de la rue, qu'elle jugeait inutile et stérile, ne lui paraissait propre qu'à contrarier ses propres projets. Nemours lui rappela sa rencontre avec son frère Eugène en 1809 : mandé par l'Empereur, il revenait d'Italie et elle allait au devant de lui l'avertir que le divorce impérial était décidé, que leur mère s'y résignait, qu'il devait renoncer pour sa part au trône d'Italie, elle à celui de France, dont Napoléon-Louis était alors l'unique héritier.

Fontainebleau était encore plus plein pour elle de souvenirs. Elle appréhendait de retrouver le palais tout bouleversé par les Bourbons ; mais à l'exception de la galerie de Diane, qui date de Louis XVIII et qu'elle n'a pas jugée laide, tous les lieux sont tels encore qu'elle les avait laissés.

Deux des valets qui nous conduisaient avaient servi au château du temps de l'Empire. La Reine abaissait soigneusement son voile noir sur son visage, de crainte qu'ils ne la reconnussent. Elle s'attardait à chaque meuble, dans chaque coin ; elle qui passe si rapidement d'ordinaire partout où on la mène trouvait cette fois qu'on la pressait outre mesure et qu'on ne lui laissait pas seulement le temps de respirer. Le Prince posait à chaque pas des questions si particulières qu'elles pouvaient trahir son incognito. Il ne sut dissimuler ni son émotion, dans la cour des Adieux, ni son impatience, devant cette inscription de la petite table ronde sur laquelle Napoléon signa son acte d'abdication. Il y est dit, à la Bourbon, que cet acte fut écrit « dans le cabinet du Roi, » comme si l'Empereur alors n'était pas chez lui, comme si son fils n'y serait pas encore, sans les milliers de baïonnettes étrangères qui l'en ont fait sortir.

La chapelle était tout encombrée d'échafaudages. Charles X, qui venait à Fontainebleau huit jours par an au moment des chasses, s'était occupé dans ces derniers temps de la faire répa-

rer. C'est là que le Prince fut baptisé par le cardinal Fesch ; il avait deux ans et c'était en 1810. Je posai beaucoup de questions sur la chambre de la reine Hortense. Les meubles ravissans suffiraient à la faire reconnaître ; et rien qu'à les voir, je l'aurais devinée, j'en suis sûre, sans qu'on me la nommât. Pie VII, qui occupa l'appartement ensuite, ne les a pas dérangés, sauf que, pour pouvoir dire sa messe, il avait fait installer un petit autel. On avait donné à la Reine le rez-de-chaussée habité depuis par le Duc de Berry et où personne n'a osé se loger depuis qu'il est mort.

Elle a trouvé que le jardin anglais, planté autrefois sous ses yeux, avait singulièrement prospéré et grandi ! Chaque allée lui rappelait une des conversations de l'Empereur. Jamais il n'avait dédaigné les avis de *sa fille* Hortense, même au temps de sa plus grande gloire, même après cette éclatante paix de Tilsitt, qui avait amené à Fontainebleau une foule de princes courtisans et à Erfurth un parterre de rois. Il aimait ce jardin, il y déjeunait souvent. Pour être de plain-pied avec ces belles allées, il occupait, de préférence aux grandes chambres du premier, le petit appartement où l'on a mis depuis l'une des bibliothèques royales ; et, pour que l'impératrice Joséphine eût des facilités pareilles, il lui avait fait faire dans un angle un escalier tournant.

Dans ces derniers temps, le Duc d'Angoulême habitait, à l'époque des chasses, le rez-de-chaussée de l'Empereur ; le Duc d'Orléans, des pièces contiguës, où la princesse Pauline tenait ses assises autrefois et que plusieurs aventures galantes avaient alors rendues célèbres.

Mardi, 26 avril.

La Reine brûlait de quitter Fontainebleau depuis qu'elle y avait rencontré dans la rue, heureusement sans en être reconnue, un des fils du maréchal Ney. C'est le samedi 23 avril, à midi, que nous partîmes, tous sérieux et graves à la pensée que nous approchions du but. La Reine parcourait en sens inverse le même chemin qu'en 1815, alors que les alliés la faisaient reconduire à la frontière sous la sauvegarde d'un officier. Bannie comme souveraine, elle n'était pas encore persécutée comme mère et Napoléon-Louis ne lui avait pas été arraché ; elle s'éloignait sans rien regretter que ses affections perdues,

heureuse d'avoir pu faire quelque bien autour d'elle et de se sentir aimée par ceux qui l'avaient connue. Sa situation présente est pire : l'Empereur et le prince Eugène sont morts, Napoléon-Louis n'est plus, une dynastie nouvelle règne à la place de celle qu'elle aurait pu fonder ; mais du moins le souverain de Juillet ne peut-il être un ennemi pour elle et doit-il, pour plus d'un motif, répondre à la confiance qu'elle lui témoigne en venant se présenter à lui.

Dès le temps de la Constituante, Louis-Philippe fut l'ami du père de la Reine, le vicomte de Beauharnais. Pendant les Cent-Jours, sa mère, la duchesse douairière d'Orléans, et sa tante, la duchesse de Bourbon, eurent toutes deux à se louer de la reine Hortense : elle s'entremit auprès de l'Empereur en faveur de ces deux princesses et leur obtint, outre la faculté de rester en France, des pensions fixées à 400 000 livres pour la première, à 200 000 pour la seconde. Sous la Restauration, le Duc d'Orléans se mit par lord Kinnaird en relations avec le prince Eugène.

Sentant vivaces dans l'armée les souvenirs de l'Empire et comprenant que l'absolutisme des Bourbons ne pourrait durer, il offrait de conclure un pacte de garantie mutuelle, selon lequel le prince assurait aux d'Orléans la jouissance de leurs biens et le droit de résider en France, au cas où le parti bonapartiste viendrait à triompher ; le même avantage serait acquis aux Bonaparte, si le Duc d'Orléans était appelé à régner. Dans le même temps, Louis XVIII songeait à rallier à lui le prince Eugène, en lui donnant le titre de connétable, ou plutôt en le lui faisant offrir par l'empereur Alexandre, qui en parla au prince à l'issue du congrès de Vérone. De ces combinaisons fragiles, il ne reste plus aujourd'hui que le souvenir, mais le parti bonapartiste, qu'on rebutait alors, n'a pas cessé d'être respectable et le calcul politique peut se joindre, dans l'esprit de Louis-Philippe, à l'intérêt qu'il doit à la Reine pour l'incliner à faire ce qu'elle attend de lui.

C'est ainsi qu'elle interprète les assurances bienveillantes qu'il donnait pour elle à la grande-duchesse de Bade dans le temps même où la Chambre votait contre les Bonaparte la loi de proscription du 2 septembre dernier. Cependant cette loi, qui couvre son trône encore mal affermi, ne peut être enfreinte sans changer tous ses sentimens à l'égard de la Reine et sans le

dégager de ce qu'il avait promis. Elle sait ce danger et se hâte d'arriver au Palais-Royal avant d'avoir été reconnue sur les grands chemins. Déjà, la veille, elle a couru ce risque, en croisant la calèche de M. de Calvière, devant un bureau de poste ; elle a dû se rejeter au fond de sa voiture, qui, fort heureusement, se trouvait fermée, pendant tout le temps où l'on changeait les chevaux.

Plus on approche de Paris, et plus des rencontres de ce genre sont à craindre. A Villejuif, le Prince vient auprès de moi et la Reine prend avec elle le triste M. Zappi, tout aux détails affligeans donnés par les journaux sur la position de l'Italie. Groupés de la sorte, nous passerons plus facilement inaperçus.

Nous arrivons à Paris par la barrière d'Italie, et j'en aurais préféré une autre, jalouse que j'étais de montrer d'abord au Prince ce que la capitale a de plus beau. Il trouve que le faubourg n'est pas aussi riche que ceux de Milan et ne donne pas l'idée d'une aussi grande ville. Mais la Reine, comme si elle devinait mon dépit et partageait mon orgueil, détourne ses postillons de cette vilaine rue Mouffetard, et, par le Jardin des Plantes, les dirige vers les grands boulevards. Cette fois, le Prince admire, il s'anime ; bientôt il est hors de lui et se tient sans cesse debout pour mieux voir.

Il est six heures du soir quand nous arrivons à l'hôtel de Hollande, rue de la Paix, n° 16. L'entrée en est un peu sombre, mais l'appartement que nous occupons au premier est fait à souhait pour nous. Une antichambre, une salle à manger, un petit salon nous réuniront les uns aux autres, ainsi qu'un grand balcon d'où la vue s'étend sur la colonne, la place Vendôme et jusqu'au boulevard. La Reine, dans sa chambre, aura sur le carré Mme Cailleau, qui occupe à côté d'elle un petit cabinet. Le Prince a sa sortie particulière, qui le rend indépendant de nous ; et l'on me donne pour moi seule un salon et une chambre, dont je me délecterai.

Nos arrangemens faits et le dîner fini, la Reine se décide à s'habiller pour aller tout de suite au Palais-Royal. Elle craint que, demain peut-être, ses nerfs étant détendus, elle ne tombe dans la faiblesse et le découragement. Charles l'accompagne ; elle le fait asseoir à côté d'elle pour lui donner chemin faisant ses instructions. Le Prince, resté seul, retranscrit sa lettre à Louis-Philippe, puis sort à pied avec M. Zappi ; ils reviennent

enchantés de ce qu'ils ont vu. Le sommeil me gagnerait, sans le souci que j'ai de mes devoirs envers la Reine, et, malgré tout le désir que j'aurais de m'étendre sur un canapé, je reste à l'attendre en Cendrillon, assise sur une petite chaise au coin du feu.

A son retour, vers onze heures et demie, je vois tout de suite sur son visage qu'elle a échoué en quelque chose. D'abord sa voiture a eu peine à parvenir jusqu'au guichet du Palais-Royal. Charles, arrêté à chaque pas, a dû demander trois ou quatre permissions avant de parvenir à l'antichambre du général d'Houdetot. Là, selon ce que la Reine lui avait dit, il a écrit sur une feuille « qu'une dame désirait parler au général de la part de Mme Lindsay et qu'elle attendait en bas dans sa voiture. » Mme Lindsay est cette jolie châtelaine du Hardt que je vis à Arenenberg peu de jours avant notre départ pour l'Italie ; elle a, selon Mme Parquin, tout crédit sur son cousin. Cependant Charles, après une longue attente, revient bredouille auprès de la Reine. Un domestique lui a sèchement dit que le général est justement sorti en cabriolet.

Malgré cet insuccès, la Reine persévère dans son plan d'atteindre Louis-Philippe précisément par M. d'Houdetot. Elle sait qu'il existe entre l'un et l'autre une amitié étroite, ancienne, et veut s'en faire un chemin pour arriver jusqu'au cœur du Roi. Elle décide que je serai maintenant cette dame anonyme, annoncée par Charles, et non parvenue encore à ses fins ; que j'insisterai par lettre non pour être reçue par le général, mais pour le recevoir chez moi à l'hôtel.

Le dimanche 24, au réveil de la Reine, je vais écrire cette lettre au pied de son lit. Je m'y recommande de Mme Lindsay et de la comtesse Germain, propre sœur du général : je dis que j'arrive d'Arenenberg, chargée d'une requête que la duchesse de Saint-Leu est dans le cas d'adresser au Roi, que cette affaire touche à des intérêts essentiels ; que, s'il consent à être l'interprète des désirs de la duchesse, je l'invite à me venir voir à l'hôtel entre midi et cinq heures.

La réponse que le général me fait aussitôt tenir est qu'il est disposé à tout ce qui peut m'être agréable ; mais que, devant monter à cheval pour accompagner le Roi, il ne pourra peut-être venir qu'assez tard. Nous restons toute l'après-midi à l'attendre. Une jeune Américaine est morte la veille en couches

dans l'appartement au-dessus de nous ; elle laisse trois petits enfans, un mari désolé ; on l'enterre cet après-midi. Clouées que nous sommes à notre fenêtre, nous n'échappons pas à la vue de ce cercueil, de ce corbillard ; ce spectacle vaut à la Reine une crise douloureuse dont l'impression ne se dissipe que lentement. Le soir venu, elle demande pour se distraire à voir deux gentils petits garçons, enfans de la maison, qui l'avaient amusée dans la matinée. La mère, flattée, se présente à son tour, avec deux petites filles jolies à ravir. Nous comptons entièrement sur Charles et sur Fritz, à qui il a été recommandé d'une manière expresse de se tenir dans l'antichambre jusqu'à l'arrivée de M. d'Houdetot. Ils savent que j'attends une visite et qu'ils doivent m'avertir avant d'introduire le visiteur. Cependant ces messieurs, pensant probablement qu'ils peuvent en user à leur aise envers une personne qui ne vient que pour moi, se sont écartés chacun de son côté. Nous sommes occupés à jouer avec ces enfans quand un domestique de l'hôtel ouvre avec fracas la porte, en annonçant : « M. le comte d'Houdetot ! »

A ce nom, la Reine s'élance dans sa chambre, le Prince disparaît dans la sienne, sans être aperçus par M. d'Houdetot, qui s'avance incertain, au milieu de ces visages étrangers. Je marche droit à lui, afin de fixer son regard sur moi. Je lui dis que j'ai eu le plaisir de recevoir sa réponse, que je le remercie d'avoir pris sur ses occupations le temps de cette visite, et qu'ayant beaucoup de choses à lui dire, je le prie de me suivre dans la pièce voisine.

Je l'y conduis, une bougie à la main. Comme la Reine est au fond, dans les ténèbres, il ne la voit pas tout de suite, mais fait en la reconnaissant un tel cri et un tel saut qu'il faut se louer que la scène n'ait pas eu d'autres témoins que moi. Heureusement une porte nous sépare de la maîtresse de la maison et de ses enfans. Je reviens à cette dame qui doit me juger peu conséquente dans ce que je dis et ce que je fais ; mais, comprenant qu'elle est de trop, elle se retire et nous laisse, le Prince et moi, rire comme des enfans de cette aventure. Je le repousse dans sa chambre, pour que sa présence reste en tout cas ignorée de M. d'Houdetot : il importe que la Reine soit la première à en instruire le Roi.

Tout s'est passé à souhait entre elle et son interlocuteur. Elle apprend que la fable courante, à Paris, est celle de son

embarquement pour Livourne, dans la soute à charbon affrétée par Charles. On la croit à Malte, on s'émeut de ses malheurs et de ses pérégrinations ; ses amies Mmes Germain et Lindsay font des démarches pour obtenir un passeport qui lui permette de débarquer à Marseille et de gagner Londres par voie de terre.

Elle fait grand fond sur l'entremise de M. d'Houdetot. Mais le lendemain lundi 25, il revint dans la matinée. Il dit que la présence de la Reine à Paris est une chose grave. Le Roi, à cette nouvelle, a fait un bond en s'écriant : « Quelle imprudence ! »

Personnellement Louis-Philippe est disposé à faire tout ce qui lui sera possible ; « mais, avec un ministère responsable, il ne peut rien par lui-même et prie la Reine de ne pas se déranger pour venir le voir ; il va faire appeler son premier ministre, M. Casimir Perier, et l'enverra à l'hôtel de Hollande avant la fin de la journée. »

Cet arrangement déplaît à la Reine et me vaut à moi un bout de rôle, qui est de recevoir chez moi M. Casimir Perier avant de l'introduire auprès d'elle. Il arrive en homme d'État, non pas hostile, mais très réservé. Il a cinquante ans environ ; sa figure expressive est un peu triste, peut-être même un peu lasse, mais relevée par l'éclat de beaux yeux profonds ; sa physionomie respire la droiture, l'énergie ; sa démarche, l'activité ; et seule sa haute stature un peu pliée indique en lui l'ancien homme d'affaires et le banquier. A l'inverse de tant d'avocats, prêts également à plaider toutes les causes, ou d'écrivains si cultivés et si raffinés qu'ils n'arrivent plus à distinguer le bien du mal, il est, lui, un homme d'entreprises et de mise en œuvre, une sorte d'ouvrier supérieur, travaillant avec l'argent comme avec un outil. La banque fondée par lui et son frère Scipion sous le Consulat a favorisé depuis de nombreux établissemens, tels que des cristalleries, des sucreries, des moulins à vapeur. Devenu député sous la Restauration, il prit dans les rangs de l'opposition une place importante qui présageait par avance celle qu'il occupe aujourd'hui à la tête du gouvernement.

La visite qu'il fait à la Reine se prolonge fort longtemps. Peu à peu, elle l'intéresse à sa cause et parvient même à l'émouvoir. Elle avoue que le prince Louis est là et les met un instant en présence ; la lettre destinée au Roi est montrée au ministre, qui désapprouve une phrase un peu forte, relative à l'interven-

tion autrichienne, et veut qu'elle soit changée, pour le cas où la lettre serait reproduite dans les journaux.

Le secret qu'il recommande en sortant et qu'il est de notre intérêt d'observer strictement m'oblige à me rendre chez Mme Lindsay : c'est pour empêcher qu'elle ne vienne elle-même à l'hôtel et n'y apprenne ce que nous voulons cacher. Justement un billet d'elle, réponse à la lettre que M. d'Houdetot lui a remise, m'invite à satisfaire son impatience en lui donnant au plus tôt des nouvelles de « la bonne duchesse. » Elle habite chez une cousine à elle, Mme Saulnier, qui vient, à trente-trois ans, de perdre son mari et auprès de laquelle elle passe tout son temps. C'est là que je vais la voir hier soir, lundi. Elle est bonne, spirituelle, sensible, et mêle bien des larmes à celles que je verse en lui faisant le récit de nos malheurs. M. d'Houdetot survient, s'assied et nous écoute : je sais qu'il est familier de la maison.

En me reconduisant à ma voiture, il déclare que je n'ai menti que le moins possible, au cours de cette embarrassante visite; il est très satisfait de moi. « Mais la Reine l'a-t-elle été de M. Perier? Le ministre aurait-il montré, par hasard, trop d'esprit d'affaires et de raideur? » Je réponds que la Reine aurait préféré s'adresser directement au Roi; qu'un cœur souffrant, comme le sien, n'aspire qu'à la sympathie, et qu'après toutes ses infortunes hors de France, elle a droit à de la pitié dans son propre pays.

Je me flatte de l'avoir ému, sinon par ma seule éloquence, au moins avec l'aide des deux beaux yeux qui tout à l'heure pleuraient nos malheurs devant lui. Et voici maintenant mon triomphe : M. Casimir Perier revint dans la soirée à l'hôtel de Hollande. Il demande avec circonspection si la Reine est sûre de tout son monde et qui je suis, se rassure en entendant prononcer le nom si honorablement connu de mon père, et se décide enfin à annoncer devant moi que « le Roi est prêt à faire ce que la Reine désire; il aura grand plaisir à la recevoir. »

L'heure et la manière de cette visite se règlent aujourd'hui entre la Reine et M. d'Houdetot. Le soir à huit heures, il l'enlève dans sa voiture, comme en bonne fortune, et la conduit chez lui au Palais-Royal.

Mon rôle est de garder le Prince, déjà indisposé hier et tout à fait souffrant ce soir. Un médecin qu'on a fait venir lui a

trouvé de la fièvre et l'a mis au lit. Il s'agit de cette rougeole d'Ancône, que les événemens n'ont pas permis de guérir, mais seulement d'interrompre, et qui doit s'achever à Paris. Le difficile sera d'obtenir l'obéissance du malade et de le disputer à tout ce qui l'attire hors de la maison. Pour cette fois, cependant, il se tient coi sous son édredon, ce qui me permet, tout en attendant ma bonne Reine, d'en finir avec l'arriéré de mon journal.

Mercredi, 27 avril.

La Reine est revenue ravie de son entrevue avec Louis-Philippe; elle ne pouvait assez le répéter au Prince à son retour, et, comme elle s'étendait sur le sujet avec grand détail, je crois pouvoir garantir mot pour mot ce que j'en écris ici.

Elle a parlé d'abord de sa présence impromptue à Paris et de la loi d'exil qu'elle a violée. Le Roi a dit qu'il connaissait par expérience toutes les tristesses de l'exil. Il a passé plus de vingt années hors de France. Obligé de donner des leçons pour vivre, il fut en 1793 professeur de collège dans cette petite ville de Reichenau, dont nous apercevons les toits de nos fenêtres d'Arenenberg. La loi du 2 septembre dernier, a-t-il ajouté, n'est qu'une réédition de celle de 1815. Jamais il n'aurait admis que son gouvernement prît l'initiative d'une mesure hostile aux Bonaparte, mais il a dû se résigner à faire voter de nouveau le paragraphe du texte de 1815 relatif à cette famille; l'opinion venait de lui imposer le rappel des conventionnels, visés par un paragraphe de la loi; il lui était impossible d'étendre la même disposition aux Bonaparte, parce que le sort de ceux-ci avait été réglé d'accord avec les Puissances et que le principe fondamental du nouveau gouvernement est de ne point toucher aux traités de 1815.

La Reine a répondu que la seule personne de la famille à l'endroit de qui ces traités puissent encore avoir un sens est le Duc de Reichstadt; qu'il est superflu que la France ferme sa porte à ce prince, puisque l'Autriche n'ouvre pas celle derrière laquelle elle le retient prisonnier; que les autres Bonaparte ne comptent pas, et elle, moins que personne; qu'elle a donc le droit de prendre à la lettre les récentes paroles du Roi qui, parlant à la grande-duchesse de Bade, lui a dit que l'exil de la reine Hortense prendrait bientôt fin.

Le roi, glissant sur ce sujet, a expliqué qu'il était personnel-

lement dans la position la plus difficile, que sa tête le détournait souvent de ce que son cœur lui aurait conseillé, que c'était un combat de ce genre qui s'était livré en lui, quand il avait entendu le canon de Juillet dans les rues de Paris et qu'après les trois jours d'émeute il avait dû se charger d'une couronne aussi lourde. Depuis, les difficultés n'ont pas cessé pour lui ; les amis des Bonaparte, sinon les Bonaparte eux-mêmes, ne demandent qu'à lui en susciter de nouvelles; mais il met en dehors de la politique la reine Hortense, pour les intérêts personnels de laquelle il fera tout ce qu'il pourra. « Elle peut le charger de ses affaires, car il est bon homme d'affaires. » Il sait par M. d'Houdetot les droits anciens dont elle se réclame et désire avoir là-dessus, pour lui seul, une note détaillée. Par le duc de Rovigo, qui fréquente maintenant au Palais-Royal et s'offre à servir le nouveau gouvernement, il connaît la pénible situation des Montfort et s'intéresse à eux aussi en raison de la considération particulière due à la reine Catherine.

La Reine lui dit, à ce moment, que le prince Louis était avec elle à Paris. Le roi savait déjà la chose par M. Casimir Perier, mais a feint de l'apprendre par elle. En se disant disposé à recevoir la lettre écrite par le prince, il a recommandé à la reine l'incognito le plus strict; comme il a laissé ignorer par ses ministres la démarche qu'elle vient de faire, une indiscrétion commise le compromettait lui-même et ne servirait pas les intérêts qu'elle lui confie. Pour les mêmes raisons, il s'est excusé de ne pouvoir lui rendre visite, et s'est offert enfin à faire venir tout de suite la reine Amélie. Un instant après, la Reine, amenée par lui, est entrée en effet dans cette petite chambre. Le grand air de bonté, de simplicité de cette princesse a charmé la reine Hortense ; elles ont trouvé tout de suite un sujet d'entente dans les malheurs récens qui ont marqué notre voyage d'Italie et dans les soucis nouveaux que l'état du prince Louis fait concevoir. Le roi, étant redescendu une deuxième fois, est encore allé chercher sa sœur, la princesse Adélaïde. Mlle d'Orléans a marqué elle-même à la Reine un aimable empressement. Cependant, en s'informant des détails de notre voyage, elle s'est étonnée qu'un peu de repos fût nécessaire à des gens qui ont fait en moins de trois semaines le voyage d'Ancône à Paris. « Trois jours à Paris! s'est-elle écriée. Tant que cela! »

La Reine ne peut s'empêcher de dire qu'en la chicanant sur la durée de son séjour en France, ils la font plus redoutable à ses propres yeux qu'elle ne pensait l'être et se montrent plus faibles qu'elle ne le supposait. Le Roi lui paraît demeuré sous l'impression craintive que la vue des barricades a produite en lui et dans une sorte de frayeur superstitieuse devant la Révolution. Elle le juge incapable de résister à des troubles un peu forts, de jouer par exemple le rôle d'un Bonaparte aux journées de Vendémiaire. Au surplus, voudrait-il essayer de la manière forte qu'avec le seul appui de ses gardes nationales, le roi citoyen serait bientôt désarmé par l'insurrection.

Mardi, 3 mai.

D'après les explications nouvelles que la reine m'a données, il ne m'a pas été difficile de rédiger la note sur ses affaires qu'elle destine au Palais-Royal. Elle veut que je laisse de côté, dans les réclamations qu'elle présente, tout ce que les événemens ont fait tomber caduc. C'est ainsi que le grand-duché de Berg aurait dû lui rapporter annuellement cinq millions, puisque son fils Napoléon-Louis était le souverain reconnu de ce royaume et qu'elle était, elle, la tutrice naturelle de ce jeune prince; les cinq millions furent versés chaque année au Trésor français, et elle n'en eut jamais un sou.

En 1810, lors de la réunion de la Hollande à la France, l'Empereur lui avait assigné un revenu de deux millions, dont un million sur le Trésor français, et l'autre assuré pour une moitié par le produit des bois voisins de Saint-Leu, pour l'autre moitié sur les propriétés de la couronne de Hollande. Plus tard, ces biens hollandais furent vendus au profit du domaine extraordinaire de France; l'Empereur donna à la Reine, en échange, une inscription de cinq cent mille francs de rente sur le Grand-Livre.

La Reine passe condamnation sur tout cela. Elle ne revendique rien non plus de l'éphémère duché de Saint-Leu, perdu par elle en 1815. Elle rappelle seulement qu'en 1814 il était dû à elle-même 700 000 francs sur ses revenus et 600 000 à l'impératrice Joséphine. L'Empereur venait de faire sur son trésor particulier les frais de l'équipement de l'armée; il lui restait 10 millions, qui furent transportés à Blois pendant la retraite. On paya alors une partie des traitemens dus aux personnes qui

avaient suivi ; le reste fut pris par les Cosaques et rendu fort honnêtement au gouvernement provisoire, dont les membres se partagèrent la somme.

Plusieurs centaines de mille francs destinées à la Reine avaient été déposées chez M. Lefebvre, receveur à Blois; mais elle n'en reçut pas à temps l'avis du comte Mollien, ministre des Finances, et le Duc d'Angoulême se les appropria. Elle reconnaît que l'arriéré de 600 000 francs dû à sa mère a été payé en 1818, sur la demande de l'ambassadeur de Bavière, et partagé par elle avec le prince Eugène. Mais les 700 000 francs dus depuis 1814 et grossis jusqu'à un million par les intérêts, ne lui ont pas été rendus et forment, à proprement parler, l'objet de sa réclamation. Une prompte réponse lui est nécessaire, d'après l'état présent de sa fortune. Son homme d'affaires à Paris, M. Devaux, est menacé de banqueroute : elle a chez lui 400 000 francs. Une spéculation sur je ne sais quels terrains dans laquelle M. de Brack l'a lancée, lui en coûte 300 000 autres, qui, joints à tout ce qu'elle vient de dissiper dans ses derniers malheurs, mettent ses finances au plus bas.

Sa santé n'est pas meilleure, épuisée qu'elle est par la surexcitation nerveuse dans laquelle elle vit depuis plus d'un mois, et parvenue à la limite de ses forces après l'effort que lui ont coûté ses entretiens avec le Roi et avec M. Casimir Perier. Elle attendait avec impatience son arrivée à Paris, pour prendre enfin le deuil de son fils; je lui avais commandé une robe noire qu'une ouvrière est venue lui essayer; mais, à la vue de ce triste vêtement, elle s'est affaissée sur elle-même si brusquement, que je l'ai crue frappée d'un coup de sang. Une crise de sanglots et de cris a suivi, bientôt remplacée elle-même par cette atonie machinale où l'avait jetée la mort de Napoléon. J'ai fait disparaître la robe au fond d'une armoire. et il n'en a plus été question depuis ; mais la faiblesse et le dégoût subsistent; le pouls ne se relève pas; la Reine ne retrouve un instant de vie que pour donner des soins à son fils, toujours alité et souffrant. Assise à son chevet, elle ne s'en écarte que le soir, pour faire quelques pas à l'air; ainsi l'exige l'ordonnance du médecin qu'on a consulté et que déconcerte le cas de Mrs Hamilton.

Je profite çà et là des visites qui me viennent pour la distraire, en lui présentant mes amis. Mon cousin Prosper, avec

qui elle avait chez moi une discussion politique, s'en va ravi de la grâce, de l'esprit, des lumières de Mrs Hamilton; je m'empresse alors de l'avertir qu'elle est Française de naissance.

Nous gagnons ainsi le samedi 30, en reculant sans cesse la date de notre départ. La hâte que le Palais-Royal a de savoir la Reine à Londres apparaît par une nouvelle visite de M. d'Houdetot et par les conditions qu'il vient offrir. Il suppose la Reine de l'autre côté du détroit; il imagine qu'elle écrive au Roi une lettre non personnelle et qui puisse être montrée à tout le ministère.

Elle y dirait qu'elle a besoin, pour sa santé, des eaux minérales, et non pas de celles de Plombières qu'elle aurait préférées, mais de celles de Vichy. Ce choix appartient à M. Casimir Perier; il juge que la Reine est trop connue à Plombières et flaire de ce côté une odeur de bonapartisme. Vichy est près de Randan, qui appartient à la famille d'Orléans. M. d'Houdetot assure qu'on aurait offert ce château à la Reine, s'il avait été meublé plus convenablement.

Elle recevrait, pour se rendre à Vichy, un passeport au nom de la comtesse d'Arenenberg, mais ne quitterait pas Londres avant d'avoir donné à Paris l'avis de son départ; une note à son sujet serait en temps utile adressée aux journaux. Après sa cure, elle passerait par la capitale, afin de remercier le Roi. Dès la rentrée des Chambres, on la ferait rayer, ainsi que son fils, de la liste de proscription. Le prince entrerait au service, et peut-être par la suite le nommerait-on pair de France, selon que la tranquillité se rétablirait plus ou moins promptement.

Toutes ces propositions de M. d'Houdetot ont été redites mot pour mot au Prince. « Et de quel prix faudra-t-il payer cela, ma mère? » reprend-il tout à coup. Elle avoue que le nom de Bonaparte porte ombrage à Louis-Philippe et que la condition mise au contrat est l'échange de ce nom contre celui de duc de Saint-Leu.

A ces mots, le Prince se lève de son canapé et marche vivement dans la chambre. « J'aimerais mieux être couché dans le cercueil de mon frère! » dit-il avec indignation. Il demande qu'on ne l'importune plus de tous ces projets, et, ramassant un numéro de la *Tribune* qui traîne sur une chaise, affecte de s'absorber dans la lecture de ce journal.

M. d'Houdetot, sa mission une fois remplie, s'abstient d'en

reparler à la Reine et d'avoir l'air de solliciter d'elle une réponse; mais il revient fréquemment s'assurer de l'état du Prince, et, ne s'en rapportant qu'à ses yeux, demande à pénétrer jusqu'auprès du malade. Au cours d'une de ces visites, il raconte les caquets de Paris sur le sujet de la Reine. Le bruit de notre embarquement à Livourne pour Malte ou Corfou s'est accrédité; la reine Amélie entendant cela de la bouche de la maréchale Ney a répondu en riant qu'elle était ravie de la nouvelle. Le général Sébastiani, ministre des Affaires étrangères, a déclaré lui-même en conseil, avec l'air d'assurance qui ne lui manque jamais, que la présence de la reine Hortense à Corfou était certaine. Il ajoutait qu'on pourrait peut-être lui conseiller de débarquer à Gênes; que, de là, sans lui écrire directement, on aviserait aux moyens de lui faciliter son retour en Suisse. M. Perier gardait le silence et tenait les yeux fixés sur ses papiers. Le Roi dit alors : « Non, il faut lui laisser achever son voyage comme elle l'a tracé. Quand nous la saurons à Londres, il sera temps de voir si nous pouvons lui laisser traverser la France pour retourner à Reichenau. » Il se leva en même temps pour sortir de la salle. M. Barthe, garde des sceaux, reprit alors : « Je ne sais si le Roi pourrait faire ce qu'il propose. Il y a une loi. » On devine si ces messieurs du ministère seraient mécontens d'apprendre que la Reine est à Paris, que le Roi le savait, et qu'il le leur a caché.

M. d'Houdetot, tout en causant, s'est découvert avec moi une relation commune : c'est celle de mon beau-frère, Aimé de Franqueville, son ancien camarade de l'état-major. Ils ont fait ensemble la campagne d'Espagne en 1823. Aimé, qui était chef d'escadron à Waterloo, n'était plus alors que capitaine; M. d'Houdetot était resté commandant. Il rencontra auprès d'Aimé une telle obligeance, une telle cordialité d'accueil, qu'ils partagèrent longtemps leur bourse, leurs effets et jusqu'à leur lit. C'est en souvenir de cette amitié parfaite que M. d'Houdetot m'a demandé une note sur les services de mon beau-frère et qu'il a promis de faire pour cette cause tout ce qui dépendrait de lui.

Mercredi, 4 mai.

L'ordonnance prescrite à la Reine étant toujours de se promener et de se distraire, je l'entraîne ce matin du côté du bou-

levard. La pluie qui survient bientôt nous fait nous réfugier rue Saint-Fiacre, à la salle du Néorama.

Nous y admirons l'intérieur de Saint-Pierre et celui de l'abbaye de Westminster; ces deux vues sont d'une exactitude saisissante; elles nous mettent en goût de visiter aussi au Château-d'Eau la salle du Diorama, où l'on expose le tableau de Daguerre représentant le tombeau de Napoléon à Sainte-Hélène. M. d'Houdetot en a fait la description à la Reine; il l'a vu lui-même il y a peu de temps avec Louis-Philippe, et toute la famille royale; les journaux ministériels n'ont pas manqué alors d'annoncer cette visite, comme une sorte d'hommage rendu par les d'Orléans à la mémoire de l'Empereur.

Nous sommes à la veille du 5 mai, jour anniversaire de la mort du grand homme; cette date éveille chez la Reine un sentiment de curiosité pieuse et, malgré le risque qu'elle court d'y être reconnue, la pousse à s'aventurer dans cette salle, pour y voir le coin de terre où son père adoptif repose depuis dix ans.

Le tableau n'est pas au-dessous de l'éloge fait par M. d'Houdetot. C'est la morne perspective de la vallée des géraniums, à Sainte-Hélène : maquis profond, désert, dont les arêtes hérissées s'abaissent rapidement vers la mer.

Le point de vue a été pris un peu au-dessous du tombeau, là même où l'Empereur venait souvent s'asseoir et où il avait choisi l'emplacement de sa sépulture. On voit à l'horizon, par l'étroite échappée ouverte sur l'Océan, le soleil qui se couche dans des brumes rougeâtres. A gauche, le sentier qui amenait l'illustre captif en ce lieu se dessine à flanc de côteau ; il conduit aujourd'hui la pensée vers Longwood, vers tout ce qu'il y a souffert sous le joug du farouche Hudson Lowe. De là, le regard renaît à cette rougeur de crépuscule, symbole d'une grande gloire qui s'éteint, et l'on songe : Pourquoi ce lieu, et non pas un autre? Qui donc aurait pu marquer d'avance ici l'achèvement de cette carrière? Et quel sentiment de petitesse n'éprouve-t-on pas à voir couché sur si peu d'espace celui qui commandait au monde?

La foule qui nous entoure se livre sans doute à des réflexions semblables, car elle est grave, recueillie; mais je ne vois pas sans crainte la Reine mêlée de si près à tout le monde, dans une ville où elle a tenu une place considérable et où son por-

trait se vend encore dans cent magasins du boulevard. La salle est parfaitement claire, et il n'est pas nécessaire d'y dévisager les gens pour les reconnaître. Tout à coup, une Anglaise tenant par la main une enfant, nous croise et nous frôle. Croyant avoir vu cette figure à Florence, je dis tout bas à la Reine de baisser son voile; mais dans l'instant même, elle murmure : « Sortons. » Une porte vers laquelle elle se jette lui résiste, ce qui attire sur elle l'attention de toute l'assistance; un homme s'approche et montre la véritable issue, c'est le colonel Voutier, habitué du salon de la Reine à Rome durant ces dernières années. Elle fuit devant lui avec une vitesse incroyable; il la suit impitoyablement, et quand nous nous jetons dans notre fiacre, se montre encore debout sur la porte, le doigt posé sur la bouche, comme pour promettre qu'il nous gardera le secret.

La Reine, aux abois, et craignant d'autres mauvaises rencontres, voulait rentrer tout de suite à l'hôtel. Je l'en dissuade, ayant remarqué un jeune garçon qui s'obstine à courir après la voiture, malgré les coups de fouet du cocher, et qui sans doute est envoyé par le colonel pour savoir où nous logeons. Nous arrêtons rue de Richelieu, pour appeler à nous ce garçon et le renvoyer au Diorama chercher un objet soi-disant oublié par nous; nous lui donnons en même temps une fausse adresse, pour le dépister. Mais à peine a-t-il vu le fiacre se ranger le long du trottoir que, jugeant sa mission remplie, il est retourné à toutes jambes là d'où il était venu. Il ne nous reste plus qu'à nous débarrasser du fiacre lui-même, dont le colonel a pu noter le numéro, dont le cocher ne doit pas connaître le nom de notre hôtel. Nous quittons cet homme au Palais-Royal; la Reine effarée court dans la foule, pousse un instant la porte d'un café et tombe à la fin dans la boutique d'un bijoutier. Elle y achète quelque chose, sans bien savoir quoi, sort sur le passage, après être entrée par la galerie, et prend la première voiture qui s'offre pour se faire reconduire à la maison.

Jeudi, 5 mai.

Après la pétition du mois d'octobre dernier pour le retour des Cendres, après le discours du général Lamarque et toute l'agitation qu'une partie de la presse a menée sur ce sujet, le ministère de M. Casimir Perier n'a pu faire moins que de publier l'ordonnance du 8 avril dernier, relative au rétablisse-

ment de la statue de l'Empereur sur la Colonne. La Reine a cru un instant que ce spectacle lui serait offert une seconde fois aujourd'hui, comme il l'a été déjà au mois de mars 1815. L'Empereur approchait de Paris; son entrée aux Tuileries n'était plus l'affaire que de quelques heures. Elle-même venait de quitter la cachette où elle s'était tenue depuis la nouvelle du débarquement de l'île d'Elbe, c'est-à-dire pendant deux semaines, chez son ancienne femme de chambre *Mimi*, rue Tronchet; les deux jeunes princes avaient été confiés à une marchande de bas du boulevard.

Des fenêtres de Mme Charles, une modiste de la rue de la Paix, la Reine vit donc la manœuvre d'élever la statue de Chaudet avec des haubans et de la rétablir à la place ancienne. Mais depuis, cette statue a été fondue par ordre des Bourbons et le métal a servi à couler la statue d'Henri IV, par Lemot. Louis-Philippe ignorait cette circonstance, ou bien il l'avait oubliée quand il signait cette ordonnance malencontreuse du 8 avril, gage d'apaisement, pensait-il, et, dans le fait, arme dont l'opposition politique s'empara, qu'elle retourna aussitôt contre lui.

Un groupe de Napoléonistes fervens a fait faire, par un sculpteur de Saint-Mandé, une statue de bois de chêne, qui est prête et qu'on voulait hisser demain sur la colonne; le ministère n'a point permis cela; il vient d'envoyer l'ordre d'arrêter cette statue aux barrières et de ne pas la laisser pénétrer dans Paris. Voilà un conflit nouveau dont le Prince s'égaye. Tandis que la Reine écrit à Madame Mère, sur le sujet de la statue de Saint-Mandé, une lettre que nous ferons passer par M. Salvage, il veut que je lise, *pour lui seul*, la nouvelle ode « A la Colonne, » de M. Victor Hugo. Cette pièce est bien supérieure à celle que le même poète publia dans son dernier recueil; la différence de l'une à l'autre marque un progrès de son talent. La Reine n'aime pas certaines métaphores trop hardies, telles que *le crâne fait au moule du globe impérial*, mais elle reconnaît que les strophes sont pleines de souffle et de mouvement.

Le Prince écoute silencieusement quand j'arrive au vers :

> Dors! Nous t'irons chercher! Ce jour viendra peut-être!

Il se lève de son canapé et marche d'un bout à l'autre de la chambre, en proie à une vive émotion.

Chantilly, vendredi 6 mai.

Nous voilà encore chassés de quelque part, et, cette fois, c'est de Paris!

Hier, dès le matin, nous voyions de nos fenêtres la foule se diriger vers la Colonne et y déposer silencieusement des couronnes. Deux bataillons d'infanterie étaient massés sur la place Vendôme, témoins muets, comme nous-mêmes, de toute cette manifestation. Renfermés chez nous, sans aucune nouvelle du dehors, nous n'avions d'autre préoccupation que la santé du Prince. On lui avait apposé de bonne heure des sangsues à la gorge. Il était encore tout sanglant lorsque vers les trois heures M. d'Houdetot vint presser la Reine de partir. On le conduisit auprès du malade, dont il vit les plaies, mais n'en persista pas moins à hâter notre départ. La Reine hésitait; mais le Prince, las d'être prisonnier dans sa chambre, montrait autant d'envie de quitter Paris qu'il avait eu d'impatience d'y parvenir. On répondit donc à M. d'Houdetot qu'il serait fait selon ses désirs, dès que les préparatifs nécessaires auraient pu être achevés.

Les domestiques s'y mirent tout de suite, moins Charles, qui courait la prétentaine et continuait à s'amuser du matin au soir. M. Zappi vint nous faire ses adieux. Il ne restera rien entre nous de son marivaudage qu'une bonne et franche amitié. Je lui ai prédit qu'il aimerait Paris; que, comme réfugié italien, il y serait l'homme à la mode. En effet, il a déjà toutes ses soirées prises, ce dont, dit-il, il se soucie fort peu. En disant cela, il a poussé un soupir et m'a lancé une dernière œillade! La Reine lui demandant son bras pour faire quelques pas dehors, selon l'ordonnance du médecin, nous sommes allés tous trois rôder autour de la Colonne. Les quatre aigles étaient couronnées de fleurs, tout le soubassement disparaissait sous les guirlandes : cependant on en apportait encore à chaque instant. Comme une dispute s'élevait, provoquée par un vieillard hostile aux manifestans, la Reine est revenue tout de suite se claquemurer chez elle et, dès lors, Paris a été, pour elle, comme s'il n'existait plus.

Elle aspire à la liberté de la vie anglaise. L'honneur que Louis-Philippe lui fait de la croire dangereuse la réconforte; elle pense qu'en raison même de la peur qu'elle inspire, elle obtiendra son million demain et plus tard son duché. Elle me

demande s'il m'en coûte de quitter la France et s'excuse de me faire voyager dans le cabriolet du fourgon. Mais, M. Zappi n'étant plus là, et la deuxième voiture ayant été supprimée par économie, force sera pour elle de s'enfermer dans l'autre avec son enfant malade et de me laisser faire la route en compagnie de Mme Cailleau.

Je la remercie, car je l'aime, et je la suivrais maintenant au bout du monde, certaine d'être plus heureuse auprès d'elle que dans toute autre position. Les deux ressorts du fourgon, les cahots de la route ne m'en font pas dédire, bien qu'ils m'éprouvent cruellement aujourd'hui, durant cette courte étape de Paris jusqu'à Chantilly. C'est à trois heures de l'après-midi seulement que nous démarrons, retardés jusque là par la paresse et la mauvaise humeur de M. Charles, très désappointé de quitter Paris. Le Prince, étendu tout de son long et bien enveloppé, ne sera pas beaucoup plus mal sur ses coussins que sur son canapé. Le temps est gris et froid. Les manifestans affluent toujours à la Colonne; des marchandes de fleurs se tiennent le long des grilles et vendent des bouquets aux passants.

A peine arrivons-nous à la barrière de Clichy que la pluie nous prend. Elle nous empêche de nous arrêter à Saint-Denis, comme nous en avions eu d'abord l'intention, et nous amène tout d'une traite à Chantilly. Nous irions plus loin, sans cette vilaine pluie, une méchante voiture et nos précaires états de santé. Tout cela nous prive encore de parcourir les jardins du château, visite que la Reine se promet de faire quand nous reviendrons de Londres à Arenenberg.

VALÉRIE MASUYER.

L'INCENDIE DE SENLIS

RÉCIT D'UN TÉMOIN

Samedi 5 septembre
(trois jours après l'incendie).

Je ne sais pas si je vis dans un cauchemar. C'est la première fois, depuis que je l'ai interrompu, que je puis continuer mon journal dans une demi-sécurité à...

On conserve ces visions d'horreur, comme un somnambule depuis que tout s'est accompli en un laps de temps dont on perd totalement la notion.

Le jour où j'ai interrompu mon journal, [le mercredi 2 septembre,] après qu'on aurait voulu nous contraindre à quitter notre pauvre ville en danger, voici qu'au cours du déjeuner, la pétarade violente et bizarre se rapproche singulièrement... Je sors sur le Cours. — Les Allemands sont à 3 ou 4 kilomètres, me dit un homme, les obus vont pleuvoir, il est temps de rentrer. — Les vitres tremblent. Henri (mon frère) estime à bien juste titre qu'il est imprudent de demeurer isolés dans notre coin. Il faut mettre notre mère au couvent, et nous à la grâce de Dieu. Ça se décide en cinq minutes, car ma mère et Henri avaient leurs sacs prêts, mais nous hésitons un moment sur le seuil, tant « ça chauffe. » Traversée des promenades et de la ville au son du canon. Les maisons se ferment.

Les sœurs hospitalisent notre pauvre mère. Tout le monde est en prières dans les sous-sols. — On s'embrasse; elle est bien émue. Quand se reverra-t-on? — Nous allons par la ville un peu au hasard. Rue du Puit-Typhaine, le secrétaire de mairie,

MM. M... et C... disent qu'on va bombarder le quartier ou la cathédrale et que le maire recommande aux rares habitans de se cacher dans les caves ou dans les souterrains de Saint-Vincent, ou de gagner la route de Chantilly. — Les coups se rapprochent. Nous allons à Saint-Vincent. Ça se rapproche encore. Nous nous asseyons sur un banc. Ça siffle, mais on ne voit rien. — Nous allons au souterrain ; puis l'attrait absurde de courir un danger, puisque je ne vais pas au feu, d'être utile peut-être à certaines femmes affolées, ma détresse surtout d'abandonner mon chien Renaud, la seule chose vivante qui soit un peu à moi, m'engage à retourner au Tour-de-Ville sous le ciel magnifique et le soleil éclatant.

J'apprends qu'un obus a éclaté près de l'octroi. Je me dépêche. Sous le cours j'entends un autre coup, puis un autre et les sifflemens majestueux qui précèdent l'éclatement. Quelque chose tombe pas loin de moi. Ça fait voler la terre, casse une grosse branche ; un petit caillou me gicle dans l'œil.

C'est le bombardement... J'ai envie d'hésiter, mais je continue. Renaud ! puis la ténacité et le goût humain des émotions. Ça continue aussi et je me demande si je resterai dans ma petite maison... mais on s'inquiétera... et puis si seul ! J'arrive chez moi, Renaud lui-même n'y est plus. Je traverse à nouveau les promenades désertes. — Un autre sifflement au-dessus de moi. C'est beau et long, ces sifflemens, car on se demande toujours où « ça » va tomber. Je me colle contre un arbre. — Rue Saint-Pierre, un autre coup. — Quelques houzards au grand trop me font signe de rentrer dans une maison. — Un autre coup, je crois? J'entre un moment chez Rozycki. — « Y a pas de danger dans le quartier, » me dit-il, — mais un peu plus tard, dit-on, un obus tombait devant chez lui. J'arrive à Saint-Vincent en rasant les murs. Cela me paraît long. Un dernier coup me colle le visage au coin d'un mur rue de Meaux, car... j'ai peur.... Quelques ouvriers circulent encore dans la ville. L'un d'eux est tué devant la mairie. J'ai vu le sang le lendemain. — Notre pauvre cathédrale est assez endommagée, mais c'est blessures glorieuses à sa flèche,... si elle résiste.

Plus tard, M. le Curé nous dira que, du haut de sa maison, il a vu les Allemands dans la plaine viser l'église et tirer assez maladroitement (sous le fallacieux prétexte qu'une mitrailleuse les bombardait eux-mêmes, de la cathédrale.) Retour à Saint-

Vincent. Deux ou trois cents personnes affolées sont parquées dans les souterrains. Beaucoup y coucheront ce soir. — Dans l'un d'eux, un malheureux blessé amené la veille et descendu sous nos yeux de l'ambulance, à cause des bombes, agonise lentement. Atmosphère tragique. L'ennemi approche. Tout peut arriver! Dans un coin près du mourant, M. le Supérieur donne une absolution et un frère aîné bénit son cadet. Le blessé râle et meurt. C'est un pieux enfant des Ardennes. Il a tracé quelques mots pour sa mère. A côté de lui un Allemand blessé qu'on remontera tout à l'heure a murmuré auparavant : « C'est triste, la guerre! »

Je vais de temps en temps aux autres souterrains, cherchant à calmer les malheureux que soutiennent déjà la belle attitude de Mme G..., de M. Ste-B. et d'Henri. — Dans les allées et venues il faut s'aplatir contre les murs, car, — j'anticipe, — les balles siffleront bientôt.

... Voici 3 ou 4 heures. — Hélas! Pierre le concierge vient nous dire qu'un régiment de uhlans descend en bon ordre la rue de Paris. — C'est consommé! Ils sont chez nous. — Mais, dit-on, ils vont traverser la ville sans commettre d'horreurs. Ils paraissent calmes et remercient, car, première et nécessaire lâcheté des vaincus d'un jour, on donne à boire à leurs chevaux.

Je monte avec Henri au troisième étage. Vision radieuse de soleil d'un paysage depuis longtemps abhorré. Nous voyons des fantassins courir du côté du chemin des jardiniers. Nous redescendons. Que se passe-t-il? Quel est donc cet incident? — Un feu nourri, un crépitement sans arrêt... puis un bruit de mitrailleuses; puis, pendant des heures un joli bruit, un petit crissement dans les airs : ce sont des balles.

On va, on vient, on descend encore aux souterrains de Saint-Louis à Saint-Vincent en s'aplatissant un peu contre les murs, car la chanson des balles ne s'arrête pas et on entend un grand « raffût » sur le rempart qui longe la maison. — J'essaie aussi de calmer les malheureuses terrorisées, avec leurs enfans qui ont faim et qui piaillent... Là, vraiment, il faut le dire, on se sent vivre. On sent dans les regards de ces humbles si dociles à la voix, la confiance un peu naïve qu'ils ont dans qui les dirige et, dans cet instant précis, je me rends nettement compte de toute l'action que les classes supérieures peuvent, parfois, et doivent avoir sur les petits.

Une balle perdue vient s'aplatir par une porte du souterrain près de l'abbé B., — très digne en ces journées, — et d'Henri.

Tout à coup, une véritable ruée de malheureux vers nous! — « Les Allemands! les Allemands! Ils frappent à la poterne! » Un moment, je l'avoue, j'ai peur des responsabilités et des conséquences, mais en criant très fort, j'obtiens le silence. Qui a frappé? On ne l'a jamais su, mais étant donnée la situation des lieux, je ne vois pas comment les combattans seraient venus là, car il aurait fallu descendre le mur.

Un demi-calme renaît. — Marthe et Antoinette sont là et une partie du quartier Saint-Vincent. — On donne des paroles d'encouragement, on exprime une confiance que l'on n'a pas, car... je n'en ai pas honte, en sentant les Allemands au cœur de notre chère Ile-de-France, au pied de ce collège paisible où j'ai achevé ma jeunesse, tout à coup je défaille et je pleure.

Ensuite, les Pères, Henri, moi, d'autres nous remontons vers la cour. Un éclat d'obus tombe devant la chapelle, — je ne sais plus à quel moment, —... mais, comme la bête ne perd pas ses droits, j'entraîne Henri au réfectoire chiper un gros morceau de gruyère sur la table à moitié desservie, où demeuraient tristement un plat d'œufs au lait et des tasses de café inachevées.

Parmi les misérables, il est des physionomies que je n'oublierai jamais! Un malheureux infirme qu'Henri aide à descendre et une pauvre aveugle au visage calme, aux yeux morts, aux cheveux d'argent. Pendant trois jours, je l'ai vue assise, résignée, dans les petits coins... Que de détresse dans ces cœurs!...

Au rez-de-chaussée de Saint-Louis, dans l'ambulance, où m'a laissé, assez en péril, car le bombardement recommence, la sœur infirmière qui soigne le blessé allemand, je la rejoins et je m'assieds par terre. Nous sommes abrités par des matelas devant les fenêtres, car les balles ne cessent pas. — Nous prions, puis nous causons. — M. Ste-B..., toujours à l'œuvre, arrive. — Près d'une heure s'écoule. Lentement le crépuscule tombe. On ne sait ni ce qui a causé cette bataille, ni ce qui se passe quand, sur les remparts, à quelques mètres, nous entendons, Mère Joseph et moi, un commandement, un cri rauque qui est comme le symbole de la prise de possession. Le cœur se serre... Je monte aux fenêtres de Saint-Vincent. Sur le cours, une longue file de corps immobiles et poussiéreux couchés par terre et

semblables à des sacs ! Ce sont des soldats allemands qui se reposent... Au loin le magasin à fourrages est en flammes... Ça y est !

Plus tard je saurai les événemens. En arrivant à Senlis les Prussiens ont raflé sur leurs portes, suivant leur habitude, plusieurs habitans, — qu'ils ont malmenés et entraînés avec eux pour les mettre devant leurs troupes. — Je suis sûr des faits, car je connais plusieurs de ces otages et deux de leurs femmes m'ont demandé hier d'avoir de leurs nouvelles... Ils prétendent que deux civils ont tiré sur eux. Le fait est controuvé.

Alors à la fin du jour, furieux, ils cueillent au hasard d'autres otages. Dès les premiers coups de feu, ils ont pris sur leurs portes : M. Dupuis, M. Painchaux, Mme Painchaux dans sa cave, Mme Pierre dans la rue, leur disant : « Allez, marchez, si les Français civils tirent, c'est par vos amis que vous serez atteints. » Ils prennent le maire et ils vont exercer d'effroyables représailles... qu'ils auraient peut-être exercées sans cela !

... La soirée vient. Je demeure dans le collège, abri de tant de malheureux; je dîne avec la sœur dans l'ambulance. Elle est obligée de partir et je veille le blessé en attendant les événemens et peut-être les Allemands, s'ils viennent. — Henri avec les femmes de service a rejoint notre mère à Saint-Joseph sous les dernières balles égarées. — Le temps est long et, par les dernières fenêtres de la salle, je vois une lueur de plus en plus rouge : c'est toute la rue de la République qui flambe... Ils ont promené leurs torches. C'est atroce et splendide... Deux maigres bougies éclairent l'ambulance; le blessé ne bouge pas. En bas, on a enseveli le mort en hâte.

Des heures passent, le temps paraît pesant. Je vais à tâtons dans Saint-Vincent, puis je visite les malheureux réfugiés qui grouillent et somnolent dans les souterrains.

Après cela d'autres visions horribles : un blessé nous arrive dans la pénombre de l'ambulance. On le déshabille. C'est un malheureux soldat que l'infirmière est allé demander aux Allemands. Il se traînait dans les rues, perdant son sang depuis des heures. Jamais je n'oublierai la figure convulsée de cet homme, son corps sanglant, ses entrailles ouvertes. Il a six enfans, il répond aux paroles de M. le Supérieur, et il dit « qu'il ne recevra le bon Dieu que si on lui enlève ses balles. » Les ennemis l'ont achevé en lui tirant six coups de revolver dans le ventre et plus

bas. Il a sa connaissance; pudeur touchante, quand on lui enlève ses linges sanglans, il s'excuse de n'avoir pas eu le loisir de se laver les pieds depuis longtemps. Il souffre le martyre, il demande un médecin... Comment avoir celui qui reste ici, dans une ville en flammes et sans doute investie?

Le soldat allemand qui a escorté la sœur a pitié de lui. Il entre dans l'ambulance. C'est le premier « ennemi » qui pénètre ici. Il vient à nous la main tendue... oh!... Il est jeune, gentil; il soupe chez Mme Pierre, se régale de champagne et exige que deux hommes le reconduisent à l'hôpital Saint-Lazare où est le major auquel il parlera pour notre blessé; il dit à celui-ci des mots allemands de consolation. Le Français comprend ses intentions et, se sentant mourir, lui serre la main sur cet adieu : « Bonne chance pour toi, camarade! » Et c'est ainsi que le pauvre diable continue sans le savoir les traditions de la guerre chevaleresque. On nous choisit M. C. et moi pour cette mission. M. C. est marié et père de famille. Il fait valoir que Pierre le concierge, parti vers l'hôpital chez les Allemands depuis plusieurs heures, n'est pas rentré (on l'a gardé en effet comme otage pendant vingt-quatre heures et mis au mur); que M. Dupuis, malgré son brassard, vient de tomber sous les balles, [il a été sauvé], nous dit Mme Pierre, et que pareille chose pourrait nous arriver, ce qui d'ailleurs ne l'empêcha pas de partir. Je « marche, » mais je demande des garanties pour notre retour à tous deux dans cette ville tragique. Je ne réfléchis pas beaucoup. Alors commence la satanique promenade, d'une horrible beauté que je n'oublierai jamais... mais je m'arrête... c'est folie d'écrire dans un tel état d'épuisement.

J'oubliais un détail : nous avons su depuis que le général avait exigé que deux brancardiers reconduisissent le soldat. — Il était formellement interdit de sortir dans la partie incendiée de la ville, cette nuit-là. — Si nous rencontrions l'ennemi nous devions lever les bras en criant : « Hôpital. » — Le soldat nous avait dit aussi d'enlever le drapeau français de Saint-Vincent. Je le fais moi-même avec un domestique pour qu'il ne soit pas touché par l'ennemi; je l'embrasse et je le cache.

Dimanche, 10 heures.

Je continue. Cet homme nous emmène donc baïonnette à la main. Là, pour la première fois, je crois *apercevoir* la mentalité

si étrange de l'Allemand : un homme comme un autre quand il désarme et « en action » un homme qui remplit un terrible sacerdoce, auquel tout est permis. Il n'a qu'un mot : « C'est la guerre! »... Mais je reviens à l'aspect de la ville.

Nous arrivons rue de la République. Jusqu'au faubourg Saint-Martin, ce n'est qu'un immense brasier. A droite et à gauche, nous sommes « inondés » de lumière par les maisons qui flambent, crépitent, s'écroulent. Par les vitres brisées je vois les meubles qui flambent, les cheminées qui tombent; la maison si jolie et si joliment meublée des Lafond, hélas! tout en feu; les rares magasins dont les marchandises crépitent. A gauche, sur les remparts, une grande lueur : on m'a dit que c'était Villemétrie qui flambait. Je ne suis pas encore fixé sur cette nouvelle. Je crois pouvoir espérer qu'elle est fausse ou, du moins, si nous sommes brûlés, c'est depuis, car on m'a dit que nous avions eu seulement nos vitres brisées par les obus.

Notre conducteur se fait un plaisir de nous montrer avec admiration les flammes partout. Il s'excite, nous demande des choses que nous ne comprenons pas; nous montre une maison qu'il a brûlée lui-même, une grande auto qui git, lamentable, sur la voie. — « Franzosen! » crie-t-il, en rôdant autour comme un jeune loup apaisé, mais prêt à montrer les dents; — nous fait signe d'entrer en avant dans une auberge toute noire épargnée par les flammes; nous demande, — en vain, bien entendu, — des allumettes et cherche quelque chose parmi les litres et ailleurs. Je crois bien que ce qu'il cherche, c'est un litre de pétrole, car il ne boit rien et ils ont ordre d'incendier. — Plus loin, dans un petit intérieur coquet, éclairé encore, — ironie, — par le gaz allumé, il nous fait encore entrer. On se demande ce qu'il veut. M. C. lui montre que les murs sont en flammes et que le plafond pourrait bien s'écrouler; il n'en a cure; tranquillement il vide le bureau et il prend une lorgnette, puis il nous dit : « Gut! Gut! » en la braquant sur le brasier. — Il ralentit beaucoup sa marche, musarde; M. C. croit bien que nous ne reviendrons pas. Quant à notre homme, il est un peu gris, je crois... Que fera-t-il de nous, une fois à l'hôpital? Parmi les hypothèses, la plus pénible serait pour moi la pensée d'être, avec force mauvais traitemens, emmené prisonnier; mais... le vin est tiré! Assez fataliste, je suis la destinée. Nous marchons depuis 15 ou 20 minutes. Maintenant il y a des choses noires

par terre; l'une est calcinée à demi. L'homme va de l'une à l'autre, nous les détaille au long du chemin : « Franzose, Franzose, Franzose » ou encore à l'une d'elles : « Camarade. » Ce sont des cadavres. Pas plus de sept ou huit, je crois. Ça paraît très petit. Aux dépouilles d'un soldat mort il arrache sa baïonnette et méthodiquement il la brise. Plus bas encore, un vieillard râle sur le trottoir. Une maison est épargnée. Cela le rend songeur : « Francese? » demande-t-il. « Américaine. » lui dis-je au petit bonheur. Hélas! elle ne sera pas épargnée le lendemain, car l'incendie est réglé et méthodique.

... Enfin, voici l'hôpital. M. C. demande qu'on le laisse à la porte. « *Nein!* » répond l'homme.

Il nous mène dans les dortoirs encombrés de blessés français. Toujours leur but : nous montrer leur force. Quelle joie de voir dans cet enfer une figure amie, l'aumônier, qui me dit : « Ils sont un peu calmés, mais furieux d'être traités de barbares. »

Ils sont sûrs de leur mission et de leur victoire. — Pendant que nous causons à voix basse, le petit incendiaire détrousse avec diligence les effets militaires, mais il donne à l'aumônier les boîtes de pansement qu'il trouve.

Je désirais voir le major. C'est utile pour l'intérêt général et particulier. Il est couché dans le dortoir des Allemands, beaucoup plus nombreux. Il est couché et éreinté! Il promet de venir le lendemain matin voir notre blessé; mais il n'est pas venu. Tout le jour, l'hôpital a été criblé de balles et de mitraille et les malades n'en menaient pas large. Je demande au major qu'on épargne au moins les maisons religieuses où sont réfugiés les malheureux. Il me répond en bon français qu'il part le lendemain, mais qu'il transmettra ma demande et tâchera de réussir. Une excellente dame qui est là et parle allemand a déjà adouci les choses ainsi que la Supérieure et l'Aumônier.

Enfin, on crie quelque chose à la sentinelle et on nous laisse partir. Et, le lendemain, le même Allemand apportait une bicyclette volée à un domestique du collège et des bonbons à la fille de Pierre... Puis, chaque jour, il revenait en chien fidèle. Pierre nous a dit que ce petit ennemi était « très méfiant. » Il racontait avoir tué le jour même un civil qui tirait sur eux et avoir blessé par mégarde une petite fille, à laquelle le lendemain il apportait 10 *mark*. Étrange mentalité des temps de guerre!

Le fait est exact et m'a été confirmé à Saint-Lazare : seulement on assure que le civil ne tirait pas.

Dans la ville, — sauf un malheureux brancardier qui s'était dissimulé à notre vue, — pas une âme, pas un bruit, si ce n'est celui des flammes. Ça brûle, sur notre chemin, d'un feu d'enfer. Il doit être minuit et demi. M. C. et moi nous croyons vivre un rêve...

Arrivés à Saint-Vincent, nous apprenons que Pierre n'est pas rentré et que peut-être il est à Saint-Joseph. Là aussi est la religieuse qui soigne notre pauvre mourant... et ma mère que j'aimerais embrasser. Je propose d'aller chercher Pierre, seul, un peu ému, car les patrouilles, si on en rencontre, ne sont pas tendres. M. C. malade de fatigue me rejoint vaillamment dans la rue. Au presbytère une bougie vacille derrière une fenêtre, falote sous le clair de lune. Nous entrons pour donner des nouvelles au pauvre curé solitaire et courageux. Le soir même il a été mandé au « Grand Cerf » sous peine d'être fusillé. Il se considère comme otage, car on lui a dit qu'on reviendrait peut-être le chercher. « Pauvre ville ! pauvre ville ! » lui ont dit poliment des officiers. Pourquoi ? « Parce qu'elle va être incendiée, » lui ont-ils répondu, « à cause des hommes qui ont tiré sur nos officiers. » Courageusement, il a intercédé auprès du général.

Ensuite, à Saint-Joseph, accueil ému et sympathique des sœurs groupées dans la loge, d'Henri, de ma mère, ma chère mère couchée tout habillée, et retour avec la sœur infirmière.

Le blessé vient de mourir.

Baron André de Maricourt.

GEORGE SAND ET SA FAMILLE

PENDANT LA GUERRE (1870-1871)

Rappeler le souvenir de l'année terrible en ce moment paraîtra sans doute d'autant plus naturel, que tout ce qui explique la détresse d'alors justifie l'espoir d'aujourd'hui. Comment, d'ailleurs, la pensée ne se reporterait-elle pas d'elle-même à cette sombre époque, et au spectacle offert alors par chaque foyer? Celui de George Sand, enfoncé au plus épais d'une province centrale, abrité par là même contre l'invasion, épargné par la mort, ne fut certes pas des plus éprouvés en un sens. Cependant, il souffrit du désarroi général; il fut bouleversé par la fuite, les angoisses; il offre en bref l'image de ce que fut le pays. George Sand sentit son cœur de femme battre à l'unisson de la France, et en traduisit l'émoi. Derrière les siens pour lesquels elle tremble, elle aperçoit toujours la grande et douloureuse nation, celle en qui Michelet voyait la nation-martyre, apôtre et victime des idées généreuses qu'elle apporta au monde.

George Sand, revenue de 1848 et inconsolée de l'Empire, quoiqu'elle eût dit depuis longtemps à la politique un adieu plein de dégoût, et qu'elle se fût plongée dans le travail et la vie de famille, n'en interrogeait pas moins toujours l'horizon, se demandant si quelque lueur de l'aurore sociale désirée n'y luirait pas un jour. Le plébiscite lui répondit : la République était plus loin, et l'Empire semblait plus solide que jamais. Elle écrivait à sa fille, sur un ton de colère rancunière qui ne lui est pas habituel :

« Nous entrons dans le césarisme absolu par le plébiscite,

qui donnera certainement plein pouvoir à l'Empereur. En voilà pour une dizaine d'années encore. Quelle société va sortir de cela? Une décadence complète des arts, des idées et des mœurs. Heureusement, il y a le grand mot de Pascal qui est éternellement vrai et qui s'applique à la société comme à la nature. Je te l'envoie. Il console de tout. Il est *mathématiquement* vrai, dans le temps et dans l'éternité : « La nature agit par progrès, *itus* « *et reditus;* elle passe et revient, puis va plus loin, puis deux « fois moins, puis plus que jamais. » Nous sommes dans le *deux fois moins* (1). »

Que faire dès lors, sinon songer en son tranquille gîte de Nohant, écrire, rêver, regarder pousser les plantes, aimer surtout les petits êtres qui, depuis le mariage de Maurice avec la fille de Calamatta, embellissaient son foyer, bref, savourer les joies de mère et d'aïeule? C'est dans une paix patriarcale, compensation de tant d'illusions perdues, que s'écoulait pour elle cette fin de l'Empire, qu'elle augurait plus longue de dix ans. Dans un apaisement qui n'était point une abdication, l'auteur de *Lélia*, devenue la Bonne-Dame-de-Nohant, répandait auprès et au loin les bienfaits de son activité sereine, ici sur des paysans, là parmi les amis ou les frères du travail intellectuel, dans ses lettres à Dumas, à Flaubert, à Harrisse et à tant d'autres. La mort d'un petit-fils, Marc-Antoine, avait rendu plus étroite encore la chaîne qui enlaçait tendrement grand'mère, fils, belle-fille, et les petites-filles Aurore et Gabrielle (*Lolo* et *Titite*.) De jeunes neveux, petits-fils de son demi-frère Hippolyte Chatiron, sont aussi très près de son cœur. Sa fille inquiète et inquiétante, Solange, est en ce moment plus rapprochée d'elle qu'elle ne l'a jamais été, même aux jours cruels de son deuil, quand elle perdit sa fille : elle a fait trêve à ses caprices de jolie femme second Empire, et semble avoir mis résolument le cap sur le travail. Elle a un roman sous presse, dont sa mère corrige les épreuves. Elle élabore une pièce de théâtre où l'Algérie d'Abd-el-Kader est représentée par les personnages de Sélim et d'Amrou. Enfin, elle s'applique aussi à la botanique, et envoie à sa mère des fleurs pour son herbier. George Sand disserte avec elle trois mois avant la guerre, sur « l'*hypécoon procumbens*, vulgairement le *cumin cornu*. » Bref, jusqu'au coup de tonnerre de

(1) A Solange. Lettre du 20 avril 1870. (*Inédite.*)

juillet 1870, elle mène avec les siens la vie qu'elle décrivait naguère en ces termes à Dumas fils : « Maurice est devenu agriculteur, et Lina fermière. Je suis plongée dans la botanique. J'engraisse. Je ne pense à rien. Je suis au comble de mes vœux. Les deux petites sont charmantes. Aurore embellit merveilleusement, et elles ont des santés parfaites. Décidément, le Berry est toujours bon. L'Indre est toujours froide comme un petit glaçon. C'est délicieux... (1). »

Tout à coup, éclate la nouvelle de la déclaration de guerre à la Prusse. Quel réveil !

Dès le premier jour, elle juge l'acte et en mesure les conséquences. Ses lettres à Plauchut, à Edmond Adam et à sa femme, à Dumas, à Henri Harrisse, à Flaubert, au prince Jérôme lui-même, qu'elle estimait pour son caractère, et qu'elle aimait parce qu'il était le républicain de la famille impériale, sont pleines des jugemens les plus fermes, des pronostics les plus décisifs. Elle écrit à Mme Edmond Adam : « J'augure très mal du drame qui se prépare, et j'y vois tout le contraire d'un pas vers le progrès... Je suis très triste, et, cette fois, mon vieux patriotisme, ma passion pour le tambour ne se réveillent pas... (2) »

Ce n'est pas seulement la républicaine qui se désole, c'est aussi la paysanne. Elle voit arracher à la charrue les placides gars du Berry, en plein été d'une année qui fut sèche, presque stérile, et en tout sens terrible. Quelle antithèse entre les vociférations du boulevard et la morne désolation du pays de la *Mare au Diable!* Et quelle leçon de patience, de persévérance, offre à ses yeux le laboureur berrichon ! A Flaubert, le 8 août, au lendemain d'un ouragan : « Le paysan laboure, et refait des prairies, piochant toujours, triste ou gai. Il est bête, dit-on : non, il est enfant dans la prospérité, homme dans le désastre, plus homme que nous qui le plaignons. Lui, ne dit rien, et, pendant qu'on tue, il sème, réparant toujours d'un côté ce qu'on détruit de l'autre. Nous allons tâcher de faire comme lui, et de chercher une source jaillissante à cinquante ou cent mètres sous terre. L'ingénieur est là... » Ce détail ne prend-il pas une valeur de symbole ? Pendant que notre sang s'épuise aux frontières, George Sand secourt le paysan aux abois, et fait jaillir

(1) A Dumas fils, 15 août 1869. (*Inédite.*)
(2) *Corr.*, t. VI, premières pages.

des profondeurs du sol une source pour son bétail altéré.

Mais toutes ses pensées ne sont pas à la Cincinnatus. Elle est courageuse, non stoïque. La femme se trahit à ces lignes, adressées à Flaubert encore, le 15 août : « J'ai le cœur faible, moi ; il y a toujours une femme dans la peau du vieux troubadour. Cette boucherie humaine met mon pauvre cœur en loques. Je tremble aussi pour tous mes enfans et amis qui vont peut-être se faire hacher. Et pourtant, par momens, mon âme se relève et a des élans de foi ; ces leçons féroces, qu'il nous faut pour comprendre notre imbécillité, doivent nous servir. Nous faisons peut-être notre dernier retour vers les erremens du vieux monde. Il y a des principes nets et clairs pour tous aujourd'hui, qui doivent se dégager de cette tourmente. Rien n'est inutile dans l'ordre matériel de l'univers. L'ordre moral ne peut échapper à la loi. Le mal engendre le bien. » Ainsi, même du fond de l'abîme, George Sand crie vers la lumière, de la mort vers la vie. Sa vieillesse consolide l'optimisme de sa jeunesse et de sa maturité ; sa foi reste entière. « Désolée, non abattue, » écrit-elle à Harrisse.

En attendant, ce qu'elle voit de plus clair, c'est que, quelle que soit l'issue, l'Empire est fini. Elle écrit le 18 août, au prince Jérôme : « Sachez bien que la République va renaître, et que rien ne pourra l'empêcher. Viable ou non, elle est dans tous les esprits, même quand elle devrait s'appeler d'un nom nouveau, j'ignore lequel (1). »

Quinze jours après, la République était en effet proclamée, et la républicaine ne pouvait pas ne pas s'en réjouir. Le 5 septembre, elle écrit à Plauchut : « Quelle grande chose, quelle belle journée au milieu de tant de désastres ! » Mais elle ajoute aussitôt dans une lettre à Mme Edmond Adam : « Oui, oui, ayons au moins un jour de bonheur au milieu de nos désespoirs. Vive la République quand même ! A présent, il faut reconquérir la patrie (2) ! »

* * *

Reconquérir la patrie ! Ce vœu ardent ne fut pas exaucé. La série des désastres continua, trop présente encore à toutes les mémoires. Après Sedan, ce fut Strasbourg ; après Strasbourg,

(1) *Corresp.*, VI, p. 15.
(2) *Ibid.*, p. 30.

Metz et l'investissement de Paris. Dès le 19 septembre, quinze jours après la proclamation de la République, Paris était assiégé.

Nohant, si bien dérobé qu'il fût en apparence à la marche de l'envahisseur (que rien ne pouvait guère tenter de ce côté), n'en était pas moins aussi menacé que toute autre bourgade, lorsque l'on annonça la marche des Allemands sur Vierzon, sur Bourges, sur Issoudun. Alors le foyer de George Sand n'est plus qu'un de ces innombrables foyers de France où, à la même date, des parens tremblent pour leurs enfans, des amis pour leurs amis exposés ou combattans ; où, d'heure en heure, on guette du journal local, de la dépêche officielle affichée à la mairie, du message tombé d'un ballon ou porté par un pigeon voyageur, le signe d'une amélioration dans le pire, le symptôme avant-coureur d'une espérance.

George Sand, dans ces sombres heures, conserve sa lucidité. Elle voit très bien que tout le danger ne vient pas de l'envahisseur. Il y a les bandes noires, ces malfaiteurs sinistres qui de tout temps ont trouvé dans les malheurs publics une occasion de pillages privés ; il y a les épidémies ; il y a enfin, en l'absence d'hommes, la misère, la disette sous toutes ses formes, disette de vivres, disette d'argent. George Sand, qui ne thésaurisait guère, trouva cependant moyen de faire tenir à un ami une bonne somme pour les blessés, et cette première offrande fut suivie de mainte autre plus cachée, que depuis lors a révélée telle correspondance particulière. La situation du foyer était cependant précaire. Un seul homme à la maison, Maurice, à peine relevé d'une maladie grave, et chargé de la responsabilité du bourg, puisqu'il en était le maire. Autour de Nohant, de ce château rural qui était l'âme du petit pays, une population ou consternée ou affolée ; des récoltes très compromises, la famine en perspective, le besoin partout ; avec cela, la défense locale, — ou du moins un service d'ordre et de main-forte, — à organiser. Le village de Nohant-Vic n'a que des pompiers. On essaie de transformer ces pompiers en soldats. Maurice leur fait faire l'exercice sur la place de la petite église. Et les femmes font de la charpie pour les blessés. Des lettres s'échangent entre George Sand et sa fille, entre George Sand et ses petits-neveux. Tout cela s'entre-croise et arrive au petit bonheur.

Nous pouvons juger de cette correspondance par ses épaves.

Solange conjure sa mère de quitter Nohant et de se mettre en lieu plus sûr. Elle-même se désole d'être retenue encore dans le Midi entre Toulon et Cannes : ses intérêts sont là-bas, elle bâtit sa villa *Malgrétout*, elle a les maçons sur les bras. Elle insiste. Quel devoir retient la famille à Nohant? Compte-t-on faire marcher les pompiers? George Sand répond, très posément, comme toujours quand elle écrit à son impétueuse fille :

« Jusqu'à présent, il n'est nullement question de faire marcher les pompiers. Il faudra bien que quelqu'un garde les maisons, surtout dans les campagnes, et qu'ils fassent *partie, totalité* en certains endroits, de la garde nationale sédentaire. Maurice a toujours été prêt à tout ce qu'il faudrait être; et, s'il était appelé n'importe où, il irait très solidement; mais nous n'en sommes pas là, quoique nous soyons fort mal.

« Ici, c'est une consternation et un déchirement. On ne voit que des femmes en pleurs. Je m'attendais à ces désastres, à ces douleurs. Ils n'en sont pas plus doux pour avoir été vus d'avance. Reste où tu es. C'est une inquiétude de moins de te savoir si loin des invasions.

« Maurice et Lina t'embrassent. Rassure-toi sur leur compte jusqu'à nouvel ordre (1). »

Cependant Solange, inquiète, laisse en plan bâtisse et ouvriers, accourt du Midi entre le 10 et le 15 septembre, embrasse sa mère et son frère, et leur persuade de mettre du moins la jeune mère et ses deux enfans à l'abri chez des amis, dans la Creuse. Le plan est accepté. Solange convoie donc sa belle-sœur et ses nièces jusqu'à Boussac. Puis elle reprend le chemin de Cannes, où elle s'installera dans une pension de famille. En route, elle écrit à sa mère ce billet, où déjà le désarroi général s'accuse :

Moulins. Lundi.

« Ma chère mignonne, je suis arrivée hier à Moulins, à travers l'encombrement et le transport de troupes. Ce n'est pas aisé de voyager en ce moment. A Lavaufranche, un mécanicien venant d'Étampes a dit que de cette ville il avait entendu le canon gronder, et que le bruit courait qu'après un engagement Vinoy s'était replié sur Paris... Un monsieur venant de La

(1) *Inédite* (fin août ou début septembre 1870.)

Rochelle m'a dit avoir vu arriver les canons de Bourges. Il paraît qu'on dégarnit Bourges. Ici on agglomère des forces... Le *Gaulois* est arrivé le matin ici. On paie un franc pour le lire un instant sur la place de l'Allier. Voilà toutes les nouvelles.

« J'ai laissé Lina et les petites à Boussac, gaies, en bonne santé. Je n'ai que le temps de t'embrasser. Je pars à l'instant pour Brioude.

« Donne-moi de tes nouvelles souvent. Je suis en peine de te voir rester dans une province si à portée de l'invasion. Je te bigé comme je t'aime, et j'embrasse Maurice.

« *Sol.* (1) »

Cette lettre, adressée à Nohant, ne devait plus y trouver George Sand. A son tour, la grand'mère fuyait, non devant les Prussiens, mais devant l'épidémie. La petite vérole charbonneuse avait soudain éclaté, et avec une telle virulence, que chacun craignait d'être un véhicule de peste pour son voisin. Plutôt que de colporter le mal en multipliant de foyer en foyer des visites sans efficacité, George Sand s'éloigna de cet air empesté, décidée à revenir à la première accalmie du fléau. Elle répondait donc à Solange, à la fin du mois de septembre :

« Nous voici tous à Saint-Loup (dans la Creuse.) Le lendemain et le surlendemain de votre départ, l'affreuse variole purpurale a fait de tels progrès que nous avons dû partir, Maurice et moi. Nous n'aurions bientôt eu personne pour nous servir, et la crainte de devenir un danger l'un pour l'autre nous a décidés. Je me sentais malade depuis huit jours. Le changement d'air m'a guérie tout de suite. A Boussac, où nous avons couché, j'ai su que tu avais gagné Lavaufranche à temps. Ce matin, je reçois ta lettre de Moulins qui m'est renvoyée de Nohant. Je ne sais pas quand nous pourrons y retourner, à ce pauvre Nohant ! S'il n'y avait que la crainte d'être rançonnés par les Allemands, ce ne serait rien. Mais mourir de la peste ! le courage ne sert de rien, puisqu'au lieu de secourir les siens, on craint de les empoisonner. Si nous ne pouvons rentrer chez nous, nous irons passer l'hiver dans le Midi, du côté de Pau. Nous fuirons le mistral.

(1) *Inédite* (vers le 20 septembre 1870.)

« Il me tarde de te savoir arrivée à Cannes sans encombre. Ne recommence pas un pareil voyage dans de telles circonstances, et tiens-toi renfermée là-bas jusqu'à ce que tout se calme. Les fillettes se portent bien, et nous sommes chez de bons amis où rien ne nous manque. Ne t'inquiète pas. Nous t'embrassons tous. Donne-nous de tes nouvelles ici : *Saint-Loup, par Gouzon, Creuse* (1). »

Solange, d'ailleurs, n'avait pas besoin de cette invitation pour écrire. Ses lettres se multiplient en septembre et octobre. Aux alarmes bien naturelles pour les siens qui guidaient sa plume s'ajoutait la consternation, l'épouvante du spectacle qu'elle avait eu sous les yeux durant son voyage. Navrante peinture !

« Vous êtes heureux dans vos angoisses, écrit-elle, d'être en famille et réunis. La solitude, sans la possibilité de s'occuper avec suite, est odieuse. Quel travail matériel ou moral entreprendre, par l'invasion qui avance, et ronge la France ?...

« Je suis contente de savoir les petites toujours gentilles et bien portantes. Fais-tu, à Saint-Loup, d'innombrables et magnifiques patiences ? Moi, j'ai un peu embrouillé celles que tu m'as apprises. Mais c'est bien joli tout de même !

« Est-ce joli, Saint-Loup ? Ce que j'ai traversé, de Boussac à Moulins, était charmant. Et ensuite de Moulins à Gannat, Clermont, etc. Ce n'est qu'un peu avant Nîmes que le paysage devient laid. Le colysée de Nîmes était plein de zouaves. Ça n'allait pas ensemble, — Belleville, — Nîmes. Le jardin public, avec son temple, ses bains romains, ses beaux ombrages, ses grands canaux à balustrades, sont magnifiques.

« Adieu, ma chère mignonne. Je t'embrasse, toi, Maurice, Lina, les enfans, de tout mon cœur, et je te demande de tes nouvelles (2). »

Solange fait la navette entre sa villa *Malgrétout*, et la pension Penant, à Cannes. Elle continue à s'alarmer, à s'exaspérer dans son isolement. Les réponses de sa mère, durant le mois d'octobre, sont perdues. On voit, cependant, par un billet du 11 octobre à Flaubert, que, si elle a jeté son dévolu sur la Creuse, c'est pour ne pas quitter « le pays, » pour rentrer dans son cher Nohant le plus tôt possible, et s'y rendre utile. Tout à

(1) Inédite.
(2) *Id.*

coup, le 8 novembre, la voilà revenue, ou du moins ayant un pied à La Châtre et un pied à Nohant. Elle a écrit à Solange :

« Je suis à Nohant de midi jusqu'à cinq, depuis trois jours. Je couche et mange encore à La Châtre. A la fin de la semaine, Lina et les enfans viendront avec moi se réinstaller ici. La variole est à peu près finie, et sans gravité maintenant. Maurice ira et viendra, s'offrant pour commander les mobiles ou mobilisés ou mobilisables, comme on voudra. Les derniers contingens ne sont pas formés. Il veut absolument travailler à la défense, n'importe comment, et mon chagrin doit se taire devant son sentiment du devoir. L'ennemi est toujours à Orléans et doit, dit-on, venir à Bourges. Tu vois que nous sommes bien près du péril personnel. Mais on y a tant songé qu'on n'y songe plus. On a usé en soi l'inquiétude et toute la souffrance d'une telle situation. Les peureux eux-mêmes ont épuisé la peur, et peut-être se défendront-ils comme les autres. C'est, je crois, la situation générale; et le désespoir peut faire faire les prodiges de la dernière heure. Peut-être notre défaite, si elle a lieu, coûtera plus cher à l'Allemagne que si c'était une victoire.

« Je viens ici tous les jours travailler pour Buloz, bien que je ne sache pas quand je pourrai lui expédier ma prose. Je ne puis écrire que sur la situation. Les choses d'imagination exigent une fraîcheur d'esprit que je n'ai pas pour le moment. Ici on n'est pas rouge, tant s'en faut. En revanche, on est doux et sociable, et, sans les Prussiens, on y serait en sûreté jusqu'à présent. Les petites vont bien. Ces déplacemens où nous vivons les amusent. Elles jouent à la guerre et aux Prussiens. La peur n'est pas entrée dans leur esprit.

« J'ai voulu t'envoyer de l'argent. La poste n'a pas voulu en répondre. Je suis contente que tu puisses attendre. Dès qu'il sera possible, je t'en enverrai. Tu n'as pas besoin de lettre pour M. D. (1). Tu n'as qu'à te nommer, et lui serrer les mains de ma part. C'est un homme de grande valeur sous tous les rapports, et j'espère qu'il triomphera de l'*ébullition* inséparable des ... (mot illisible) où nous voilà.

(1) Marc-Dufraisse, nommé préfet des Alpes Maritimes. Solange signalait, dans une lettre du 6 octobre, son arrivée, et le bon effet de sa proclamation. Elle ajoutait : « Es-tu restée en relation avec lui ? Si mon souvenir ne me trompe, il te doit au moins la vie. » Marc-Dufraisse la lui devait, en effet, et n'avait garde de l'oublier.

« Je t'embrasse pour moi, pour ton frère, Lina, et les petites, qui poussent comme des plantes en dépit de la tempête. — G. S.

« Nohant, 8 novembre. Il fait froid comme en janvier (1). »

Cette lettre, calme d'apparence, dérobe à Solange les tristes pensées qui ont assailli sa mère quand elle est rentrée dans son cher Nohant. Elles sont consignées dans les pages que George Sand écrivait justement, de une heure à cinq, « pour Buloz ; » c'est ainsi que fut rédigé le *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, paru tranche à tranche dans cette Revue. Comment son cœur ne se fût-il pas serré en se retrouvant, seule, dans ce vide qui sentait la fuite récente ? « Nohant, 6 novembre. La volière est vide, la campagne est muette. Y reviendrons-nous pour rester ? La maison sera-t-elle bientôt un pauvre tas de ruines, comme tant d'autres sanctuaires de famille qui croyaient durer autant que la famille ? Mes fleurs seront-elles piétinées par les grands chevaux du Mecklembourg ? Mes vieux arbres seront-ils coupés pour chauffer les jolis pieds prussiens ? Le major Boum ou le caporal Schlag coucheront-ils dans mon lit après avoir jeté au vent mes herbiers et mes paperasses ? Eh bien ! Nohant, à qui je viens dire bonjour ; silence et recueillement où j'ai passé au moins cinquante ans de ma vie, je te dirai peut-être bientôt adieu pour toujours. En d'autres circonstances, c'eût été un adieu déchirant ; mais, si tout succombe avec toi, le pays, les affections, l'avenir, je ne serai point lâche, je ne songerai ni à toi ni à moi en te quittant ! J'aurai tant d'autres choses à pleurer (2) ! »

Ferme désormais dans sa résolution de s'attendre au pire et d'y préparer son âme avec constance, elle se met au travail, et reprend le sillon interrompu. Se souvient-elle du mot de son maître, Montaigne : « L'accoutumance à porter le travail est accoutumance à porter la douleur ? » Comme toutes les âmes fortes, elle sent son courage croître avec le danger. Le 13 décembre, elle note : « La panique reprend et redouble autour de nous. Depuis que nous sommes personnellement menacés (les Prussiens étaient à Vierzon), nous sommes moins agités, je ne sais pourquoi. Je tiens à achever un travail auquel je n'avais pas l'esprit ces jours-ci, et qui s'éclaircit à mesure que je compte les heures qui me restent. Tout le monde est

(1) Inédite.
(2) *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, p. 175-176.

soldat à sa manière. Je suis, à la tête de mon encrier, de ma plume, de mon papier et de ma lampe, comme un pauvre caporal rassemblant ses quatre hommes à l'arrière-garde (1). »

Toute sa couvée est maintenant autour d'elle, à Nohant. Rassurée sur les siens, elle recommence à s'occuper des gens du bourg, conseillant, dirigeant, soignant, prêchant d'exemple, inépuisable de bonté, de charité. En même temps, elle escorte de ses recommandations auprès de leurs chefs, et elle soutient de ses lettres maternelles un groupe de jeunes Berrichons qui besognent de leur mieux à l'armée, parmi lesquels se trouvent ses deux petits-neveux, Edme et René Simonnet. Elle écrit à Edme, le 7 décembre : « On gèle au coin du feu. Aussi, quand on pense à vous autres, on se désole, on se reproche le pain qu'on mange, et le bois qu'on brûle ! » Au même, à Nevers, le 17 décembre : « Mon enfant chéri, j'espérais avoir des détails sur toi par le retour de René; mais il a eu tant d'occupations qu'il n'a pu venir, et nous ne savons pas si Maurice nous l'amènera aujourd'hui. Nous sommes *absolument* sans nouvelles depuis deux jours; c'est comme si on était au fond d'une tombe. Vous avez pour vous distraire la fatigue du métier, et nous n'avons rien pour échapper à la tristesse et à l'inquiétude. Qui sait pourtant si nous n'aurons pas un bon réveil ! En nous tourmentant pour la France, pour le pays, pour les amis en danger, nous ne sentons que plus vivement ton absence, et nous pensons à toi sans cesse. Lolo et Titite demandent souvent leur petit cousin. » Et elle finit par des amitiés pour Antoine, un sergent, camarade d'Edme au même régiment, et pour Henri, le petit jardinier de Nohant, qui sert, lui, comme simple soldat. Sa tendresse n'oublie personne. Elle signe : « Ta tante, George Sand (2). »

Cependant Solange, à la pensée que les Prussiens approchaient de La Châtre, s'affolait : « Ma chère mère, écrivait-elle de Cannes le 7 décembre, je suis épouvantée de te voir rester à Nohant en dépit de ces terribles événemens. La nouvelle défaite de l'armée de la Loire ne saurait laisser le moindre espoir. D'un jour à l'autre, le Berry peut être envahi. Que veux-tu faire avec une jeune femme et de petits enfans? Ne crois pas que ta présence préservera ta demeure, si les Allemands s'y rendent, et

(1) *Journal d'un voyageur pendant la guerre*, p. 195-196.
(2) Inédite.

qu'il te suffira de payer rançon le premier jour pour être ensuite délivrée du pillage! Non, pas un château n'est épargné. Le mobilier et tout ce qui n'a pas été enfoui disparaît comme par diabolique magie. Ne pense pas que le nom de George Sand arrêtera, dans son ardeur à détruire, le sous-lieutenant ou le capitaine qui poussera une pointe sur La Châtre. Marc D. (Dufraisse), que j'ai vu il y a une quinzaine, m'a chargée d'insister pour te faire quitter le Berry et de t'offrir l'hospitalité de sa préfecture.

. . . . . .

« Quelle époque! C'est à devenir fou de douleur, quand on ne peut porter un fusil et courir où l'on est massacré, au cri de : *Vive la France!* Pauvre immortelle France, si souvent ravagée, tant de fois abreuvée de son propre sang! Lorsqu'on est loin de ces boucheries, on est par instant incapable d'accepter la réalité des faits. On est tour à tour indigné et brisé, furieux et désespéré. On attend la nuit avec impatience, afin d'échapper à l'horrible cauchemar de la journée, et l'on s'engourdit dans l'opiniâtre et folle espérance que l'aurore apportera la nouvelle d'un miracle.

« Donne-moi de tes nouvelles. Je me dis que, d'un matin à l'autre, vous pouvez en vous éveillant apercevoir des uhlans dans le bourg, et je suis moins paisible dans le repos de ma retraite que si je me trouvais avec vous sur le théâtre du danger (1). »

George Sand savait fort bien du reste à quoi elle s'exposait. Elle n'avait point la naïveté, — ou la fatuité, — de croire que son nom, célèbre au pays de Heine, pût lui valoir un traitement de faveur. Mais quoi? le pauvre Flaubert n'était-il pas envahi à Croisset, et les bottes prussiennes ne foulaient-elles pas le sanctuaire d'étude où il avait écrit *Salammbô*? Dumas père n'était-il pas en train de mourir dans un coin, à Dieppe? Théophile Gautier n'était-il pas revenu pour partager avec tous les siens les horreurs du siège? Plauchut ne tenait-il pas bon dans sa garçonnière aérienne du boulevard des Italiens? Son propre logis à elle, gardé par la fidèle Martine, rue Gay-Lussac, n'avait-il pas failli être pulvérisé par une bombe, et Martine et le logis n'avaient-ils pas réchappé de cette aventure? N'est-ce pas provoquer le sort que de chercher à s'y soustraire? On envisage

(1) Inédite.

les pires maux froidement, quand leur menace est quotidienne. Telle était, à cette heure, la philosophie de Paris assiégé. Telle était celle de la Berrichonne, attendant à Nohant les Prussiens de pied ferme (1). Aussi résista-t-elle aux objurgations de sa fille.

A plus forte raison résista-t-elle à celles de son gendre Clésinger, qui tout à coup fit une rentrée inopinée, et d'ailleurs honorable, dans la vie de la mère et de la fille. Depuis quinze ans, il avait disparu. Nous avons raconté ailleurs (2) ce que fut cet étrange mariage de Solange avec l'ex-cuirassier sculpteur dont elle s'était entêtée. Non seulement ce mariage mit en lutte la mère et la fille, mais il eut pour conséquence presque directe la rupture de George Sand avec Chopin, qui soutenait Solange et Clésinger dans cette affaire. La vie de bohème que mena aussitôt le jeune ménage, puis le drame qui éclata autour de l'enfant, et la fuite de Clésinger criblé de dettes, en 1855, toute cette triste histoire s'enfonçait maintenant, grâce à la guerre, dans un passé d'oubli. Clésinger pouvait donc espérer que George Sand, menacée dans sa vie, ferait accueil à cette lettre, dont il est juste de lui tenir compte :

Bordeaux, 14 décembre 1870.

« Madame ma mère, je viens de recevoir une lettre de Solange qui me met dans des transes que vous ne pourrez vous y rendre (*sic*), puisque Solange m'annonce que vous voulez rester à Nohant, malgré l'arrivée imminente de l'ennemi.

« Je vous en supplie, cédez à ma prière et à celle d'un ami dévoué que je vous envoie. Faites partir toutes vos choses précieuses, papiers, meubles, etc., etc., dans une charrette pour une destination connue de vous seule, et partez, je vous en conjure. Je sais *de visu* ce dont est capable l'ennemi; j'en arrive. J'ai accepté l'hospitalité de Solange, et je pars pour Cannes. Que le sort heureux vous y conduise, vous et les vôtres, et peut-être un peu de paix viendra parmi nous.

« Je vous dis au revoir, et je vous le dis avec tout mon cœur

(1) Elle se borna, en prévision du pillage, à brûler une masse de lettres, des papiers et des manuscrits personnels. Une partie des archives de Nohant, et non la moins intéressante, a péri ainsi.

(2) *George Sand et sa fille*, deuxième partie.

navré et saignant. L'ami qui vous remettra ces quelques mots écrits à la hâte est un de mes compagnons d'armes auquel vous pouvez avoir toute confiance.

« Je vous salue bien cordialement et espère vous voir bientôt. — CLÉSINGER. »

Cette lettre était précédée d'une dépêche, lancée le même jour de Bordeaux, à 3 heures, ainsi conçue : « Je reçois lettre de Solange; vais à Cannes. Vous supplie de quitter Nohant avec tout votre monde; vous envoie un ami fidèle qui vous aidera dans ce triste devoir. — CLÉSINGER. »

L'ami fidèle en question, un officier polonais, arriva à Nohant plus tôt que la lettre et peut-être même que la dépêche. Il se présenta chez George Sand, le 15 décembre, et, ne la trouvant pas, entra au cabaret du bourg, d'où il lui écrivit, — d'une écriture élégante d'ailleurs, — le billet suivant :

« Au Bouchon. Nohant ce 15 décembre 1870. — Mr Stéfan Poleski, aide de camp commandant le corps Franco-Polonais à l'armée des Vosges (Légions Garibaldiennes) présente ses respectueux complimens à Madame George Sand; il lui demande la faveur d'un entretien de dix minutes. »

Cet entretien ne fut jamais accordé, et c'est ainsi que se termina cet épisode curieux, mais plutôt héroï-comique : voit-on George Sand empiler ses hardes sur une charrette et s'enfuir avec un lieutenant polonais, à la requête de son ex-gendre, pris subitement d'un bel accès de sauvetage envers « madame sa mère ? »

L'intention du sculpteur, en qui l'ancien soldat s'était réveillé lors de nos désastres, n'en est pas moins fort louable. Ajoutons, pour tout éclaicir, que Clésinger avait levé un corps franc à Besançon à ses frais, s'était ruiné à l'équiper, et l'avait vu fondre en deux rencontres autour de Beaune-la-Rolande. Sur ces entrefaites, il avait écrit à Solange une lettre qui tenait de l'adieu et du *mea culpa*, et dont Solange avait été fort touchée. En retour, elle l'invita à venir se reposer un peu à Cannes, et, durant ce bref passage, il fut, dit Solange (qui s'y connaissait et surtout qui le connaissait), « bien et convenable. » Réciproquement sans doute, Clésinger, avec ses à-coups de cuirassier, voulut faire un geste chevaleresque vers la mère. Mais le silence seul lui répondit de ce côté. Solange le pressentait bien. Le 22 décembre, elle écrivait à sa mère : « J'ai reçu de Bordeaux

deux lettres *singulières* de mon mari. Dans l'une il me dit t'avoir envoyé un officier polonais pour le mettre à ta disposition!... Bonne intention, exécutée d'une manière absurde. — Toujours aussi extravagant. Aux deux combats de l'armée de Paladines, il a perdu la moitié de son bataillon, et recommence à le former. Quel mélange que cet homme (1)! »

Et George Sand, de son côté, clôt l'incident par sa lettre du 31 décembre à Solange, en lui envoyant ses vœux; quels vœux en un pareil temps!

« Ne t'inquiète pas. S'il faut s'en aller, nous nous en irons à temps. Comme on ne peut voyager qu'à petites journées, espérons que la neige ne nous bloquera pas. Jusqu'à présent, nous ne sommes pas trop menacés, et la disette ne se fait pas encore sentir.

« J'ai reçu deux lettres de Clésinger, datées de Bordeaux, où il me disait : *Solange m'offre l'hospitalité, je pars pour Cannes.* Je n'ai pas compris, non plus que la visite d'*un ami fidèle* qui m'apportait la seconde lettre. Je ne l'ai pas vu; j'étais absente pour deux jours. Je ne comprends pas davantage cette visite d'un étranger, venant m'offrir des services que je n'ai pas demandés.

« Je suis contente de te savoir loin de tous ces dangers. Je ne prévois pas l'issue. On ne sait rien au juste, tant les nouvelles sont contradictoires, et les propos encore plus fantastiques. Ne te tourmente pas, nous nous portons bien, et nous ne serons pas imprudens pour le plaisir de l'être.

« Nous t'embrassons tous pour la bonne année, qui ne s'annonce pas bien jolie! »

Nohant, 31 décembre.

Là-dessus, elle reprend le fil de ses travaux et de ses bonnes œuvres ignorées. Surtout, elle prêche à tous le réconfort. En janvier 1871, elle relève le moral de Poncy, le poète ouvrier, lequel, à Toulon, se désespère en chants patriotiques. Elle suit le siège de Paris d'un œil admiratif, attendri : « Pauvre Paris! c'était la moitié de mon âme! » Cette héroïque population parisienne, sublime de gaîté et d'endurance, allait au théâtre sous une grêle d'obus : justement, on jouait alors *François le*

(1) Inédite.

Champi, ô ironie des choses ! ce *Champi* qui avait reçu le baptême de la rampe au lendemain d'une révolution, en 1849, et que l'on reprenait, sous le bombardement de 1871, au profit des blessés. Le sort de cette « bergerie, » suivant le mot de George Sand, ne fut décidément pas ordinaire.

Les événemens suivaient cependant leur cours inexorable. Paris affamé s'épuisait en efforts surhumains et impuissans. Un parti de la violence commençait à se dessiner à côté du parti de la défense; le danger était intérieur autant qu'extérieur. L'Empire allemand était proclamé le 18 janvier. Le 19, c'était Buzenval; et Henri Regnault, entre tant d'autres, tombait sur le plateau tragique. L'agonie de Paris allait commencer. Le 28 janvier, fut signé l'armistice.

*
* *

George Sand, alors, s'assura, à force de lettres, du sort de ses amis. Par un bonheur rare, aucun ne manquait à l'appel. Edmond Adam, que l'on avait cru pulvérisé par suite de l'explosion d'un train chargé de poudres dans lequel il se trouvait, sortait de cette catastrophe à peu près indemne. Solange ne souffrait que « d'impécuniosité, » et sa mère s'occupait aussitôt de lui faire parvenir de l'argent. On se ressaisissait donc, et le parti de la guerre à outrance cédait visiblement au parti de la paix. George Sand était pour ce dernier. « La France dit *non*, écrit-elle à Solange le 12 février, et, toute malheureuse qu'elle est, elle est dans le vrai. Dieu merci, il y a une opinion intermédiaire qui l'emportera; c'est la paix discutée, aussi honorable que possible. Nous ne pouvons pas espérer qu'elle ne sera pas désastreuse (1). »

Désastreuse, elle le fut à souhait, cette paix cruelle ! Le démembrement projeté pénétra la fille et la mère d'une égale indignation. Et le cri prophétique de Solange est à recueillir aujourd'hui : « La paix, oui, plutôt que cette multitude d'infamies et de lâchetés ! *Mais la paix qu'on va nous dicter, c'est la guerre à recommencer, d'autres expériences, d'autres souffrances, d'autres dépenses de sang et d'argent à renouveler. L'Alsace et la Lorraine sont françaises, très françaises, plus françaises à elles seules que*

(1) Inédite.

le reste de la France. Laisser faire de ces provinces une seconde Pologne, n'est-ce pas ménager l'heure présente pour empirer les années qui vont suivre (1)? » Nobles et clairvoyantes paroles, qui prouvent combien, par certains sentimens profonds, Solange était la fille de sa mère, et qu'elle ne se flattait pas en vain de sentir parfois bondir en ses veines le sang du vainqueur de Fontenoy.

Après la guerre, ce fut la Commune. Solange écrit alors des lettres déchirantes. George Sand fut atteinte au fond de l'âme. Elle, la républicaine, la socialiste d'optimisme et de bonté souveraine, comment eût-elle reconnu son temps et son pays? Ce cadavre pantelant était-il bien la France? Est-ce là que devaient aboutir trois révolutions, trois générations qui avaient pensé, lutté, peiné, souffert pour l'amélioration de la société, l'instruction du peuple, la réconciliation des classes et la fraternité des nations? Allait-on retourner à la barbarie? Tout était blessé en elle, le penseur comme la femme, la raison comme l'âme. De désespoir, elle crut mourir.

Cependant, le premier moment de stupeur passé, elle se ressaisit. A l'accablement succéda le recueillement. Et, regardant comme immortelles les idées auxquelles elle avait consacré sa vie, soutenue d'une foi invincible, elle tendit de nouveau les ressorts de son noble esprit. Par-dessus les réalités sanglantes, par-delà le présent borné et obscur, elle apercevait de nouveau les clartés d'avenir à la lueur desquelles elle s'était toujours guidée, même dans ses erreurs les plus mémorables. N'était-ce pas elle qui avait écrit, au lendemain même du coup d'État, cette ligne lapidaire : « Il faut accepter le fait, sans jamais douter de l'idée? » Ne disait-elle pas, à la même date, en présence des démentis que la politique infligeait à ses rêves de liberté : « Il faut des siècles pour toute réforme fondamentale (2)? » Ainsi tout grave désordre travaille à l'avancement de l'ordre, toute tyrannie intolérable hâte d'autant le triomphe de la liberté. Et nous voilà dans les *itus et reditus* de Pascal : tout à l'heure « moins que jamais, » et demain « deux fois plus! » Après les déchiremens de 1871, dès 1872, George Sand adressait cet appel aux chefs des groupes, quels qu'ils fussent : « C'est à la fusion sincère des partis qu'il faut demander de préparer ce grand

(1) Lettre inédite (6 février 1871).
(2) *Souvenirs et idées*, p. 113, 118.

mouvement qui s'appellera peut-être dans l'histoire : la révolution pour l'idéal (1). »

Et l'incorrigible idéaliste n'avait même pas attendu 1872, pour juger la nouvelle Allemagne. Longtemps avant la célèbre *Lettre à un ami d'Allemagne*, de Renan, dès le mois d'août 1871, elle écrivait l'admirable *Réponse à un ami*, d'où nous détachons ces lignes : « Nous aurons à plaindre la nation allemande de ses victoires autant que nous de nos défaites... Toutes ces grandes organisations, où le droit, la justice et le respect de l'humanité sont méconnus, sont des colosses d'argile... Eh bien ! l'abaissement moral de l'Allemagne n'est pas le salut futur de la France, et si nous sommes appelés à lui rendre le mal qu'elle nous a fait, son écrasement ne nous rendra pas la vie ! Ce n'est pas dans le sang que les races se retrempent et se rajeunissent. » Et elle ajoutait, en voyant le triomphe momentané de la force sur le droit : « Une nation qui a perdu l'idéal ne se survit pas à elle-même (2). »

Ces paroles sont bonnes à rappeler, au moment où la France combat pour la liberté des peuples, et où sa cause n'est autre que celle de l'humanité.

S. Rocheblave.

(1) *Impressions et Souvenirs*, p. 257.
(2) *Impressions et Souvenirs* (*Réponse à un ami*, p. 64-65).

LA MARINE DANS LA CRISE ORIENTALE

Les conseils de l'Allemagne à la Sublime Porte l'ont décidément emporté. La Turquie est entrée dans le conflit européen par une attaque brusquée, traîtresse, à la mode germaine, exécutée sur le littoral russe par le *Gœben*, le *Breslau* et le *Hamidieh*.

Si, conformément à ses déclarations, la Bulgarie reste neutre, il n'y aura d'autre théâtre continental d'opérations que celui de l'Arménie, où les rigueurs de l'hiver ne tarderont pas à paralyser les mouvemens des armées. La guerre sera donc, pendant quelques mois, à peu près exclusivement maritime, ou du moins les flottes y joueront un rôle prépondérant, soit qu'on ne leur demande que de dominer les mers qui baignent les côtes des belligérans, la Mer-Noire, l'Archipel et le bassin syrio-égyptien de la Méditerranée, la Mer-Rouge et le Golfe Persique, soit, ce qui est plus probable, qu'on les charge de transporter, protéger, débarquer, flanquer, ravitailler enfin d'importans corps de troupes expéditionnaires.

Il est donc intéressant d'examiner la composition et la valeur des forces navales qui vont être engagées dans ces opérations.

On trouverait malaisément une flotte ayant un caractère d'hétérogénéité plus marqué que celui de la flotte turque. On y voit des bâtimens des types les plus variés, répétés d'ailleurs à très peu d'exemplaires et qui ont les origines les plus diverses, ayant été construits ou achetés un peu partout, au gré des circonstances politiques, au gré surtout des influences étrangères qui se sont successivement exercées sur les bords du Bosphore et de la Corne d'Or. Et, pour tout couronner, cette flotte a aujourd'hui pour têtes de file deux unités, — celles que je

nommais tout à l'heure, — dont on ne sait si elles sont restées allemandes ou si elles ont été réellement achetées par le gouvernement turc.

Au personnel, mêmes disparates : sous des officiers dont quelques-uns ont été instruits par l'Angleterre, quelques autres par l'Allemagne et dont le plus grand nombre est dépourvu de connaissances techniques vraiment solides, des équipages empruntés à toutes les races de ce qui reste de l'Empire, et où se trouvent mêlés à de purs Ottomans, peu marins en général, des Grecs de Thrace et d'Asie, plus familiers avec la mer, mais dont la fidélité au Croissant semble bien précaire.

De ces équipages, dont l'entraînement est des plus médiocres, car, faute d'argent, on ne sort guère de la mer de Marmara; de ces états-majors dont la valeur professionnelle inspire des doutes sérieux, quel parti sauront tirer les officiers et sous-officiers allemands que la marine impériale a détachés depuis plusieurs semaines à Constantinople et qui se rangent, — comme, sans doute, toute la marine ottomane, — sous les ordre du contre-amiral Souchon, chef de l'ancienne division navale allemande dans la Méditerranée ?

C'est ce que nous saurons sous peu.

En attendant, voici le tableau de la flotte de combat turque :

a) Cuirassés d'escadre :

Sultan Osman : 27 500 tonnes, 22 nœuds, 23 centimètres de cuirasse au fort, 14 canons de 305 millimètres, 20 de 152 millimètres et 10 de 76 millimètres. Ce puissant cuirassé tout neuf et dont la *mise au point* n'est probablement pas acquise, a été lancé en 1913 aux chantiers Armstrong, qui le construisaient pour le compte du Brésil, sous le nom de *Rio de Janeiro*. L'achat en fut négocié par la Porte au moment des dernières complications avec la Grèce.

Kaïreddin Barbarossa et *Torghout Reïs :* 10 000 tonnes, 15 nœuds, 40 centimètres de cuirasse au fort, 6 canons de 280 millimètres, 8 de 105 millimètres et 8 de 88 millimètres. Ce sont les deux anciens cuirassés allemands *Kurfürst Fr. Wilhelm* et *Weissenburg*, qui datent de 1890, mais qui ont été rajeunis par une refonte en 1904.

Pour mémoire : *Messoudieh*, vieux bâtiment de 9 000 tonnes (1874, refonte en 1904), assez bien défendu à la flottaison, mais

peu armé et d'une faible vitesse. On peut toutefois l'utiliser comme garde-côtes. — *Mouïn I Zaffer*, très vieux garde-côtes (1867, refonte en 1907) de 3 000 tonnes, qui n'a que des canons moyens.

b) Croiseurs éclaireurs :

Hamidieh et *Medjidieh*, bonnes unités relativement nouvelles (1903) : 3 900 tonnes, 22 nœuds, 70 millimètres d'acier sur le pont; 2 canons de 150 millimètres et 8 de 120.

c) Contre-torpilleurs ou « destroyers : »

10 unités variant de 300 à 770 tonnes, de 23 à 36 nœuds (?), avec des canons de 100, de 75 et de 65 millimètres, sans parler des canons légers de 37 et 47 millimètres.

Quatre de ces bâtimens, — ceux de 300 tonnes, — viennent du Creusot (chantiers de Chalon-sur-Saône) et ont toujours fait un excellent service; quatre autres, postérieurs de deux ans (1908-1910), furent achetés à Schichau d'Elbing. On a prétendu que ces « destroyers » de 670 tonnes, destinés d'abord à la marine allemande, avaient été refusés par celle-ci pour inexécution ou mauvaise exécution des clauses du contrat. Toujours est-il qu'ils sont fréquemment en réparations.

d) Torpilleurs :

Sept unités, de 100 à 160 tonnes, de 20 à 26 nœuds.

e) Mouilleur de mines :

Nusrat, bâtiment de 360 tonnes en construction, — ou peut-être achevé cette année-ci, — aux chantiers *Germania* à Kiel.

f) Canonnières :

Une douzaine d'unités, dont 7 neuves, de 420 à 510 tonneaux, 14 nœuds et 2 ou 3 canons de 100 ou 75 millimètres. Ces derniers bâtimens ont été commandés en France et lancés en 1912.

Pour mémoire : une douzaine de transports, dont quatre de 4 000 à 5 000 tonnes.

Un cuirassé de 23 000 tonnes, appelé *Reschad V*, en construction en Angleterre, chez Wickers, et qui devait être livré vers juillet 1914, a été retenu par le gouvernement anglais.

La Turquie n'a toujours pas d'autre arsenal que celui de la Corne d'Or, dont les Allemands s'efforcent de raviver les facultés productrices. Une convention avait été signée en décembre 1913 avec le consortium anglais Armstrong, Wickers and C° pour la création d'un arsenal à Ismidt (mer de Marmara, côte asiatique)

et pour la livraison d'un dock flottant de 32 000 tonneaux. Cette convention restera nécessairement lettre morte.

On a beaucoup travaillé, pendant la guerre des Balkans et depuis, aux fortifications des détroits, particulièrement du côté des Dardanelles. Il n'est pas probable que l'on puisse venir à bout de ces ouvrages par une attaque directe, que gêneraient d'ailleurs singulièrement les mines semées aux étranglemens favorables.

En revanche, la défense des points vulnérables de l'Empire, — et ces points sont nombreux, — n'a pas été sérieusement organisée. Tout au plus, peut-on faire exception pour les côtes du golfe de Smyrne où le gouvernement turc a fait, dans ces derniers temps, remuer beaucoup de terre. Mais les circonstances géographiques sont, dans ces parages, plutôt en faveur de l'attaque. Il est bien difficile, en effet, de défendre efficacement la presqu'île de Tchesmé, qui commande le golfe, surtout quand on ne dispose plus de l'île de Chio.

La flotte russe de la Mer-Noire est, comme celle de la Baltique, en pleine réfection. A Nikolaïev (chantiers et usines de Nikolaïev, chantiers franco-russes, usines Newsky-Nikolaïev), 3 *dreadnoughts* sont sur cale ou en achèvement à flot, avec 9 contre-torpilleurs et 6 sous-marins. 4 contre-torpilleurs et 3 sous-marins, lancés en 1913, seront sans doute bientôt prêts; mais ce qui serait fort désirable, c'est que l'on pût disposer du beau cuirassé *Impératrice-Marie*, descendu de sa cale le 1er novembre 1913, il y a juste un an. C'est une unité de 23 000 tonnes, qui doit donner 21 nœuds de vitesse et qui, protégée par une armure de 225 mm. d'acier au fort, armera ses tourelles ou ses flancs de 12 canons de 305 mm., de 20 canons de 130 mm. et de 8 pièces légères. Un combat en règle entre l'*Impératrice-Marie* et le *Gœben* tournerait certainement, — à préparation égale, bien entendu, — contre le puissant croiseur cuirassé allemand, qui aurait, à la vérité, grâce à sa supériorité de vitesse, l'avantage de pouvoir se retirer quand il le jugerait à propos (1).

(1) Je rappelle ici les caractéristiques essentielles du *Gœben* et du *Breslau*: *Gœben* (1911) : 24 000 tonnes, 28 nœuds, 3 100 tonnes de charbon, 28 mm. de cuirasse au fort, 10 canons de 280 mm., 12 de 150 et 10 de 88 mm., 4 tubes sous-marins, 1 013 officiers et marins. — *Breslau* (1911) : 4 500 tonnes, 27 nœuds, 1 200 tonnes de charbon, 100 mm. à la ceinture, 12 canons de 105 mm. et 2 tubes sous-marins.

Mais le *dreadnought* russe est-il prêt à combattre ?...

En attendant, voyons quel est l'ordre de bataille de la force navale actuellement disponible et qui a quitté Sébastopol le 2 novembre, à la suite de l'agression germano-turque.

a) Cuirassés d'escadre :

Tri Sviatitelia, *Panteleimon* (Ex *Kniaz Potemkine*), *Johann Zlatoust*, *Sviatoï Evstafii*, unités de 13000 tonnes environ et de 16 à 17 nœuds de vitesse, armées défensivement de 23 mm. d'acier (sauf le *Tri Sviatitelia* qui pousse jusqu'à 40 cm. au fort) et offensivement de 4 canons de 305 mm., flanqués, pour deux de ces cuirassés, de canons de 203 mm., pour les deux autres, exclusivement de canons de 152 mm. Ce sont, en somme, des types voisins à la fois de nos *Danton* et de nos *Patrie*.

Rostislav et *Sinop*; ces bâtimens plus anciens, de dimensions plus faibles et qui ne portent que du 203 ou 254 mm. comme grosse artillerie, étaient, au cours de la présente année, le premier en réserve, le second en service, mais spécialisé comme bâtiment-école des canonniers. On peut donc émettre un doute sur l'utilisation *immédiate* du *Rostislav* et du *Sinop* dans l'escadre d'opérations.

b) Éclaireurs d'escadre :

Kagoul et *Pamiat Merkouria* (1902-1903), croiseurs rapides de 6700 tonnes; 23 n. 5; 70 mm. d'acier sur le pont principal 12 pièces de 152 mm. et 12 de 75; 2 tubes lance-torpilles;

Almaz (1903), unité beaucoup plus faible : 3300 tonnes; 20 n.; 3 canons de 120 mm. et 6 de 75.

c) Contre-torpilleurs ou *destroyers*. — Torpilleurs côtiers :

17 unités de tonnages variant entre 240 et 610 tonnes. Ces dernières, au nombre de 4 et du type *Kapitan Sacken*, sont de petits éclaireurs bien armés (1 de 120 mm.; 5 de 75) et filant 25 nœuds.

Il y a à Sébastopol une dizaine de torpilleurs anciens, dont quelques-uns, de 120 tonnes, pourraient aller en haute mer.

d) Mouilleurs et dragueurs de mines :

Prout (5500 tonnes), *Boug* (1400), *Dounaï* (1400), dans la première catégorie. On y doit joindre le sous-marin *Krab*, qui peut porter une cinquantaine de mines.

Albatros et *Baklan*, plus 2 torpilleurs anciens dans la catégorie des dragueurs.

e) Sous-marins :

8 unités, dont 5 font partie de l'escadre permanente. 3 de

ces bâtimens (600 tonnes en surface, 950 en plongée ; 15 n. en s., 12 n. en pl.) sont d'un type très récent et dont on dit beaucoup de bien, le type *Boubnof*.

Pour mémoire : plusieurs transports, bâtimens auxiliaires, convoyeurs d'escadrilles, canonnières côtières, yachts, etc.

De grands efforts ont été faits depuis la guerre contre le Japon pour améliorer, sinon au point de vue du recrutement, du moins en ce qui touche l'instruction technique et l'entraînement professionnel, le corps des équipages de la marine russe. On se rappelle sans doute que ces efforts furent traversés, il y a quelques années, par des mutineries qui prenaient leur principe dans la propagande des partis anarchiques. L'escadre de la Mer-Noire fut particulièrement victime de ces agissemens. Des mesures énergiques rétablirent bientôt l'ordre et la discipline et il ne reste de cette crise que le souvenir, déjà presque effacé, d'une épreuve pénible. Quant au corps des officiers, il est plus nombreux, plus homogène, exercé d'ailleurs d'une manière plus continue et plus méthodique que dans la période qui précéda la guerre de 1904. On est en droit d'attendre beaucoup du personnel de la flotte de la Mer-Noire.

La seule base d'opérations offensives de cette flotte est toujours Sébastopol, devenu un grand et puissant arsenal, à qui sa position au Sud de la Crimée donne le plein commandement du Pont-Euxin. Nikolaïev n'est plus qu'un port de construction, mais dont les défenses extérieures, à la bouche du Dniéper, valent celles de Sébastopol même.

En somme, si l'organisation définitive de la flotte méridionale de la Russie se trouve malheureusement un peu en retard sur les événemens, l'escadre de combat qui va se mesurer avec la flotte turque n'en est pas moins dans un état de supériorité qui autorise largement l'espoir de triomphes aussi éclatans que ceux de Sinope et de Tchesmé.

On ne peut douter toutefois qu'en faveur du corps de bataille de la marine ottomane, l'appoint d'unités de la valeur du *Gœben* et du *Breslau* n'ait une valeur considérable. Mais les Russes ont pour eux des contre-torpilleurs et des torpilleurs dignes de ceux qui se distinguèrent si bien dans la guerre de 1877-78 ; ils ont, de plus, des sous-marins bien entraînés, alors que leurs adversaires n'en ont pas du tout, à moins que les Allemands réussissent à en amener quelques-uns dans la Corne

d'Or par les voies ferrées!... Or, qu'on veuille bien le remarquer, la mise en jeu des sous-marins est particulièrement efficace dans des mers resserrées, sur des théâtres d'opérations restreints. Enfin je vois dans l'escadre de nos alliés des mouilleurs et des dragueurs de mines dont le personnel est exercé et qui feront certainement de bonne besogne, si l'on sait, là-bas, s'en servir aussi bien que les Allemands se servent des leurs dans la mer du Nord. Au demeurant, ne doutons pas que, déjà, dans la Corne d'Or, ne s'arment des mouilleurs et des dragueurs auxiliaires, improvisés par nos habiles adversaires. Ce sont gens avec qui il faut toujours compter en fait de surprises et d'initiatives hardies.

Pour compléter le tableau des forces navales qui entrent en jeu dans les mers du Levant, il faudrait parler de l'escadre anglo-française, qui a déjà signalé sa présence dans l'Archipel par le bombardement des ouvrages extérieurs des Dardanelles. Je m'abstiens d'en donner la composition. Il suffit de savoir que ce groupe est emprunté à l'armée navale française de la Méditerranée et à la « Mediterranean fleet » anglaise. On ne se trompera sans doute pas beaucoup en supposant que les emprunts ont porté surtout sur les croiseurs cuirassés du type *Indomitable* de la flotte britannique et du type *Ernest Renan*, de la nôtre. Ajoutons-y nombre de bâtimens légers, et souhaitons que sous-marins et hydroaéroplanes aient pu trouver leur place dans cette réunion de bâtimens : ils feront parler d'eux.

Faut-il, en finissant, dire un mot de la petite flotte grecque et de la marine italienne? Pas encore. La Grèce vient de notifier une neutralité qui, à tout prendre et pour le moment, satisfait aux intérêts des Puissances alliées. L'Italie continue de se recueillir. L'ouverture, prochaine, peut-être, de la succession de « l'Homme malade » ouvre cependant aux ambitions de nos voisins un champ aussi vaste que celui qui borde l'Adriatique ou que domine la crête des Alpes Rhétiques.

Attendons. Tout vient à point à qui sait résister victorieusement aux assauts formidables des Teutons en Lorraine, en Champagne, en Belgique.

Contre-amiral Degouy.

UNE CAMPAGNE D'OPINION

AVANT

L'ENTENTE CORDIALE

Thirty years Anglo-French Reminiscences (1876-1906), by Sir Thomas Barclay. London, Constable and Cᵉ. 1914.

Au moment même où l'Entente cordiale, transformée par les circonstances en une étroite alliance, allait rapprocher sur les champs de bataille les deux armées anglaise et française et proclamer en vue des traités futurs la solidarité des deux nations, un livre curieux de *Souvenirs* nous apportait sur les origines de ce rapprochement le témoignage d'un ami de la France qui n'y fut pas étranger. Quel chemin parcouru en dix années! Quelle leçon nous donne la force des choses, je veux dire l'évolution de l'Entente et le progrès fatal qui a porté ensemble dans la guerre deux grands peuples amis de la paix, dont l'unique dessein avait été de la maintenir entre eux d'abord, puis de l'assurer au reste de l'Europe! Sir Thomas Barclay n'a pas écrit un ouvrage d'histoire diplomatique; il s'est moins attaché à suivre les tractations dans leur développement et leur ensemble qu'à raconter, parmi d'autres souvenirs de sa vie en France, ce qu'il en avait vu et la part qu'il y avait prise. Son livre n'est pas « objectif. » Il participe du journal intime et des mémoires. Il a un accent familier et personnel.

« Quand les archives des deux Ministères des Affaires étrangères et les lettres et mémoires de divers ministres et diplo-

mates étrangers encore vivans pourront être utilisés, les écrivains d'une génération future seront mieux placés que ceux d'aujourd'hui pour comprendre des événemens dont nous ne faisons encore que soupçonner la véritable signification.

« Ces *Souvenirs* ne se proposent point de suivre pas à pas ni d'épuiser la période à laquelle ils se rapportent. Je n'y parle que de ce qui a été plus ou moins l'objet de mon expérience personnelle, et le lecteur n'y doit rien chercher de plus... S'il rencontre parfois des digressions qui risquent de lui causer quelque impatience au milieu d'un sujet où il s'intéresse, qu'il s'imagine alors être au fumoir d'un club, à écouter les bavardages d'un habitué qui n'est plus jeune et raconte ses histoires avec tous les à-côté; qu'il n'oublie pas enfin que ce sont là seulement des souvenirs. »

Ne l'oublions pas non plus et usons du livre comme tel. Il nous rappellera des faits connus, qu'il n'est pas indifférent de replacer dans leurs conditions d'origine et de revoir à la lumière de ceux qui les ont suivis.

*
* *

Sir (alors Mr.) Thomas Barclay était arrivé à Paris en 1876 comme un des correspondans du *Times*. Ce jeune Écossais de vingt-deux ans avait été, nous dit-il, saturé dès son enfance des choses de notre pays, élevé dans la foi au caractère émancipateur de la culture française. Son grand-père et son père lui avaient appris à regarder le génie français comme « le moteur de l'intelligence humaine dans le monde. » Le seul nom de la France représentait à son imagination tout ce qu'il y a de libre, de brillant et de raisonnable. Là, les idées nouvelles pouvaient se faire écouter, là tout était jeune, les chefs et les institutions mêmes. Le pays lui apparaissait comme un vaste *séminaire* politique, au sens où les Universités allemandes, qu'il avait fréquentées, prennent ce mot, et le jeune homme était enthousiaste de tout ce qui ressemblait, pour la libre discussion, au séminaire où son esprit avait exercé ses premiers pas.

Il fréquenta d'abord des économistes : Levasseur, Michel Chevalier, Garnier, étendit bientôt ses relations dans le monde de la naissante République, connut Mme Adam, Jules Simon, Georges Picot, Crémieux, Gambetta et M. Joseph Reinach, enfin, par Mme Pelouze et son frère M. Wilson, Grévy lui-même.

Comment lui apparurent alors les rapports franco-anglais?

« Gambetta avait commencé à accueillir l'idée qu'il était dans l'intérêt de la France, parmi les problèmes intérieurs qui l'agitaient, de cultiver l'amitié de l'Angleterre et de se concilier l'opinion publique anglaise en montrant que la nouvelle forme républicaine de gouvernement ressemblait à celle de l'île voisine pour les garanties qu'elle offrait au libre jeu des forces populaires et la manière dont elle subordonnait l'administration à la volonté de la majorité électorale. En 1877, allait se poser la question du renouvellement du traité de commerce anglo-français de 1860, dénoncé par la France pour l'année 1878, et c'était là, semblait-il à Gambetta, une occasion dont il y aurait peut-être lieu de tirer parti. En tout cas, il valait la peine qu'on s'appliquât à éviter les mauvais sentimens entre les deux pays si les négociations échouaient. »

Mais la période des difficultés allait s'ouvrir avec les affaires d'Égypte qui, pendant vingt ans, devaient envenimer les relations franco-anglaises et aboutir à l'incident de Fashoda. Tout au long de cette crise, à travers d'autres incidens non moins défavorables à la cause que défendait M. Barclay, — la guerre anglo-boer, la visite du président Kruger à Paris, l'affaire Dreyfus, — cet ami de la France ne perdait pas de vue son idéal et ne désespérait pas un seul instant de le réaliser, ou, pour mieux dire, en homme pratique, il ne cessait pas un seul instant de travailler à sa réalisation.

Idéaliste et pratique, tel est, en effet, le caractère écossais, qui se manifeste si nettement dans les conceptions et la conduite de Sir Thomas Barclay. Un rapprochement entre la France et l'Angleterre dans l'intérêt des deux pays et en faveur de la paix : voilà l'idée qui ira se fortifiant et se précisant dans son esprit. Déjà il se règle d'après les vues qu'il a formulées plus tard :

« L'Angleterre et la France, par leur position géographique, par leurs affinités politiques, par leurs différences de caractère qui les rendent indispensables au développement intellectuel l'une de l'autre et la divergence de leur activité industrielle et artistique qui fait qu'elles se complètent mutuellement, ont pour mission de s'unir et non point de s'opposer dans le monde. Elles n'ont pas moins à attendre de leur amitié qu'à redouter de leur antagonisme. L'Angleterre et la France, comme démocraties, n'ayant rien à gagner à la guerre, sont

nécessairement des facteurs de paix, et leur amitié serait un premier pas vers la réduction de ces armemens que l'empereur de Russie en 1898 a justement dénoncés comme un fardeau écrasant qu'il est de plus en plus difficile aux nations de supporter. »

Le rapprochement est donc désirable, il est possible : il faut qu'il soit. C'est cette conviction et cette volonté qui allaient soutenir l'effort de M. Barclay jusqu'au jour où, voyant l'œuvre accomplie, il se plaira, la plume à la main, à rappeler la part qu'il y a prise et à retracer les phases par où il l'a vue passer.

*
* *

Nul ne méconnaît aujourd'hui l'importance internationale des questions économiques, et M. Barclay était mieux placé que personne pour en tenir compte. En 1882, il était élu secrétaire de la Chambre anglaise de commerce de Paris, dont il devait devenir plus tard vice-président, puis président. A ce moment, la grande question était encore celle du traité de commerce anglo-français. Le traité de 1860 avait été une œuvre de coopération où les gouvernemens d'Angleterre et de France s'étaient montrés résolus de part et d'autre à faire disparaître, autant qu'il était en leur pouvoir, les obstacles artificiels à leurs rapports commerciaux. Des négociations, engagées en 1877, avaient échoué, comme elles allaient échouer de nouveau après une reprise en 1881. Cette date marque d'ailleurs, dans les rapports franco-anglais, l'ouverture d'une période de tension, pleine de difficultés et de malentendus. La visite des marins russes elle-même, en 1893, put être interprétée par le public parisien, sinon français, comme le signe d'une entente contre l'Angleterre avec l'ennemi de l'Angleterre en Asie. L'Angleterre était pareillement l'ennemi de la France en Asie, dans le Levant et en Égypte. Bref, la Russie et la France avaient un ennemi commun. De là leur rapprochement.

La suite des faits a suffisamment montré combien cette manière d'envisager les choses était inexacte, puisque l'alliance franco-russe devait aboutir, au contraire, à la Triple Entente. Dès 1894, Lord Dufferin, ambassadeur d'Angleterre à Paris, avait suggéré à M. Hanotaux, alors ministre des Affaires étrangères, qui avait fait à cette suggestion un accueil cordial, l'idée de provoquer dans les deux ministères un essai de règlement

de toutes les difficultés pendantes, avec la question d'Égypte comme point central. Le public, nous dit Sir Thomas Barclay, n'a pas connu jusqu'à ce jour le sérieux effort tenté alors par ces deux hommes d'État pour amener une entente entre les deux pays. Le projet élaboré ne parut, malheureusement, acceptable ni à l'un, ni à l'autre des gouvernemens. Peut-être les difficultés vinrent-elles de la question d'Égypte et de celle du Haut-Nil, l'Angleterre étant de plus en plus convaincue que l'occupation était pour elle une nécessité géographique et que rien ne devait la limiter, tandis que du côté français le sentiment contraire n'était pas moins fort. En tout cas, le résultat confirma l'ambassadeur dans l'opinion qu'avant de songer à faire aboutir un rapprochement diplomatique, il était indispensable de modifier l'atmosphère parlementaire.

En attendant, les relations franco-anglaises restaient fort peu satisfaisantes et Lord Dufferin en fit la remarque à M. Barclay, un soir de juin où l'Ambassade offrait son banquet annuel en l'honneur de l'anniversaire de la reine. « Des efforts privés, dit-il, réussiraient peut-être là où les gouvernemens semblent échouer. Votre Chambre de commerce fait une bonne besogne, dans l'esprit qui convient. Mais le sentiment anti-anglais est probablement moins fort dans le monde du commerce, dont les intérêts matériels pourraient souffrir d'une riposte anglaise. Quant aux basses classes, je doute qu'elles aient là-dessus un sentiment quelconque. C'est le monde politique, ce sont les classes et professions où il se recrute, qui attisent les rancunes et l'irritation. La Société que vous vous proposez de fonder pourrait changer cela en groupant des personnes qui appartiennent à ces classes. »

Lord Dufferin, qui voyait ici très juste, faisait allusion à la Société franco-écossaise. Ce projet de M. Barclay est caractéristique de son esprit et de sa manière. Écossais, il se proposait tout naturellement de s'appuyer d'abord sur la tradition franco-écossaise, qui est celle d'une vieille entente et d'une longue amitié. La formation d'une Société franco-écossaise, fondée sur les relations historiques de la France et de l'Écosse, était un dessein à la fois ingénieux, raisonnable et pratique. Cette Société elle-même pouvait rattacher sa fondation à un objet précis, concret. Il y a à Paris, rue du Cardinal-Lemoine, une maison du XVIIe siècle, qui garde, au-dessus de son portail, cette

inscription en vieux caractères : COLLÈGE DES ESCOSSOIS (1). L'origine du Collège des Écossais remonte aux temps héroïques de Robert Bruce. Balliol l'aîné avait fondé un collège à Oxford pour favoriser l'éducation des Écossais dans les idées anglaises. Robert Bruce fonda le Collège des Écossais à Paris pour favoriser l'éducation des Écossais dans les idées françaises. Ils datent tous les deux à peu près de la même période. En 1690, le collège de Paris fut transporté dans l'immeuble en question par Robert Barclay. Le nom de ce Principal est inscrit avec beaucoup d'autres noms écossais, dont quelques-uns fameux, sur les tablettes funéraires de la chapelle. M. Thomas Barclay, un homonyme, voulait faire de cette vénérable demeure le siège et le centre du mouvement franco-écossais. Il supposait que d'importantes correspondances devaient exister ensevelies dans les archives de familles des deux pays, les lettres de France en Écosse et les lettres d'Écosse en France. La Société travaillerait à réunir ces fragmens dispersés. On échangerait des visites entre Écossais et Français, et on trouverait ainsi, on provoquerait des occasions d'entraîner les Anglais dans le mouvement. Rien n'empêcherait alors de l'étendre et de le généraliser. On pourrait faire valoir, à cette fin, toutes les considérations propres à rapprocher les deux pays : l'Angleterre est le meilleur client de la France; d'un pays à l'autre il y a toujours eu une certaine estime réciproque entre les individus, des sympathies et admirations littéraires; les Français prennent un intérêt croissant aux sports anglais...

Il s'agissait donc d'améliorer les sentimens et de trouver, à cette fin, un terrain d'ordre en quelque sorte immatériel qui pût se faire accepter par les deux peuples sans aucun sacrifice d'intérêt de part ni d'autre. Le point de ralliement pourrait être un traité permanent d'arbitrage entre les deux pays. Ce résultat obtenu, on se trouverait alors en état d'aborder, dans des dispositions qui permissent de les résoudre, les conflits d'intérêt existant sur tous les points du globe : Égypte, Maroc, Nouvelles-Hébrides, Nouvelle-Calédonie, *French Shore* de Terre-Neuve, etc. En attendant, il fallait prendre garde de ne pas soulever l'opposition ni la jalousie des pouvoirs constitués, agir aussi discrètement que possible, sans comité central ni souscriptions, se

(1) L'immeuble est occupé aujourd'hui par l'institution Chevallier, bien connue comme école préparatoire aux baccalauréats.

borner, comme moyens, à des articles dans les périodiques pour provoquer l'intérêt sur la matière, à des interviews dans les journaux, à des discours et conférences en Angleterre et en France; s'appuyer enfin sur les Chambres de commerce des deux pays, les conseils municipaux en France, les *Trade Unions* en Angleterre, les hommes politiques les plus influens, des comités spéciaux.

Bref, le dessein de M. Barclay fut, dès le premier jour, de créer une atmosphère favorable à la suppression des causes de frottement et d'assurer l'avenir des deux pays contre les surprises du sentiment populaire par la conclusion d'un traité permanent d'arbitrage.

A l'automne de 1894, il développa son plan à quelques-uns de ses amis du monde politique, en particulier à MM. Ribot, Léon Bourgeois, Jules Simon et Léon Say, qui l'encouragèrent de tous leurs moyens. Du côté écossais, il n'eut pas de peine à obtenir de nombreux et précieux concours. La première réunion de la Société fut tenue à Paris, au printemps de 1897. Jules Simon présidait et prononça un charmant discours. Il souhaitait la bienvenue aux hôtes de la « nouvelle et luxueuse Sorbonne, » et se demandait si on ne l'avait pas choisi pour cet office, lui, le vieil idéologue, parce qu'il était lui-même « une sorte de débris de la vieille Sorbonne, un petit fragment qu'on n'a pas démoli pour faire place aux nouvelles idées dont ce magnifique édifice représente la victoire, fragment d'une pittoresque ruine. » Puis l'incomparable virtuose, s'emparant d'un de ces thèmes oratoires où il excellait, évoquait mélancoliquement le souvenir de la glorieuse Université « dont nos aïeux se sont saturé la pensée et qui a toujours été le point de ralliement entre l'esprit de France et celui d'Écosse. C'est ici que Voltaire et Hume ont tous les deux ressenti leurs premières inspirations. C'est d'ici que vos Universités d'Écosse ont pris leur modèle. Et encore aujourd'hui, c'est ici que vous êtes venus de ces Universités rendre hommage à la sœur aînée. » L'allocution se terminait par un retour à ce qui en faisait l'objet : « Notre vieille alliance d'esprit, nos luttes communes dans ce théâtre de guerre qu'est l'Université, sont un lien d'union que nous n'oublierons jamais. »

Ce lien d'union, M. Barclay faillit se trouver bien empêché de le faire servir à former les premiers nœuds de l'entente

franco-anglaise. Une difficulté qu'il n'avait pas prévue se présenta. Quelques patriotes écossais, fort indiscrètement nous dit-il, firent courir à la réunion le risque de dégénérer en une manifestation anti-anglaise. Une gravure de M. John Duncan, représentant Jeanne d'Arc entourée de ses archers d'Écosse, et offerte à leurs amis de France par les membres du Comité écossais, éveilla une alarme que M. Barclay s'empressa de calmer en composant « quelques vers d'atténuation » qu'il fit imprimer en toute hâte et glissa dans l'enveloppe avec l'épreuve. Nous regrettons qu'il n'ait pas jugé à propos de préciser un peu le caractère de cette alarme et de nous faire connaître la strophe diplomatique destinée à la calmer. Mais il écrit à ce propos contre le particularisme écossais une page fort curieuse, qui ne nous paraît pas étrangère à l'intelligence de ses desseins :

« Il y a des Écossais, dit-il, dont l'orgueil se révolte d'être comptés pour de purs Anglais. Ils perdent bien vite des idées pareilles quand ils ont vécu quelque temps sur le continent et en particulier dans l'Europe orientale. L'expression moderne de « Grande-Bretagne » reste sans force et n'évoque rien des grands souvenirs historiques. Le nom de l'Écosse ne représente guère à l'étranger ignorant que des hommes en kilts, des lacs, des bruyères, des collines et Walter Scott, mais aucune grande entité politique. C'est l'Angleterre que le monde voit se dresser devant lui. Le roi, dont le nom a tant de prestige, n'est pas le roi du Royaume-Uni, ce n'est pas le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande, ni le souverain de l'Empire britannique : c'est le « Roi d'Angleterre, » — le plus grand titre historique du monde. Et il en est de même du nom de l'Angleterre en général. Écossais et Irlandais peuvent être fiers d'être appelés Anglais : qu'ils s'attachent à ce nom, si fiers qu'ils puissent être de leur titre secondaire. »

De ce point de vue, le fondateur de la Société franco-écossaise ne pouvait la considérer et ne la considérait, en effet, que comme un moyen de rapprochement franco-anglais. Il ne nous dissimule pas qu'à cet égard il se trouva quelque peu déçu. Non seulement il échoua dans son projet d'acheter le Collège des Écossais, mais encore, pour le malheur de ses « desseins cachés, » la Société ne tarda pas à faire œuvre d'éducation plus que de politique, et si elle rendit par ce moyen-là, si elle rend encore de beaux services à la cause de l'entente, elle n'en a

pas moins perdu progressivement ses appuis politiques du début. Et cela ne faisait point le compte de M. Barclay.

La réunion de 1898 eut lieu à Édimbourg et, comme la première, groupa des Français et des Écossais éminens, ce qui contribua sans aucun doute à préparer le déclin du sentiment anti-anglais en France. On devait se réunir de nouveau à Paris en 1899; mais tous les efforts de M. Barclay échouèrent contre le ressentiment soulevé par l'affaire de Fashoda. Nous étions de plus en pleine affaire Dreyfus. Les relations anglo-françaises traversaient la crise la plus aiguë qui les eût jamais menacées sous la République.

*
* *

M. Barclay eut le grand mérite de ne pas désespérer. Il savait qu' « il y a toujours eu, parmi les Anglais cultivés, en dépit des malentendus diplomatiques, des admirateurs et des amis de la France. » En convaincre les Français, voilà la tâche qu'il s'était assignée. Il n'y en avait pas de plus utile, ni qui fût plus propre à seconder les efforts de la diplomatie.

Nous n'avons pas à retracer ici la suite de ces efforts, et il est à peine besoin d'en rappeler les résultats. La visite du roi Édouard fut l'acte hardi et habile, l'initiative généreuse qui enleva toutes les résistances de l'opinion. Sir Thomas Barclay nous donne sur les antécédens de ce grand événement quelques détails qui en soulignent la portée. Comme président de la Chambre de commerce de Paris, il avait transmis, au printemps de 1900, l'invitation adressée pour l'Exposition prochaine à l'Association des Chambres de commerce anglaises. Il insista dans son discours sur la popularité du Prince de Galles, qui était président de la section britannique à cette Exposition. D'autre part, il faisait une démarche, à l'instigation de « très importans amis français, » auprès de Lord Knollys en vue de pressentir le Prince au sujet d'une invitation à visiter l'Exposition. Il était autorisé par ses amis à assurer Son Altesse royale qu'elle serait accueillie de la manière la plus cordiale et la plus respectueuse et que, étant donnée sa popularité à Paris, sa visite favoriserait certainement et hâterait la restauration de l'amitié anglo-française. Quand il vint prendre la réponse, Lord Knollys l'informa que Son Altesse estimait devoir se ranger à l'avis des conseillers accrédités de la couronne, et que

ces conseillers voyaient les choses tout autrement que M. Barclay et ses amis français en ce qui concernait le sentiment public en France. L'invitation serait donc certainement déclinée. Trois ans plus tard, celui qui était non plus le Prince de Galles, mais le roi d'Angleterre, prenait sur lui de venir à Paris et n'avait pas à regretter sa décision.

Nous n'aurons jamais trop de reconnaissance et d'admiration pour le grand souverain qui ouvrait ainsi une phase nouvelle dans l'histoire de l'Europe contemporaine. Il s'en fallait de beaucoup, surtout à Paris, que l'atmosphère, après tant d'orages, fût tout à fait sereine, et la Chambre de commerce de la capitale n'avait pas encore osé émettre une résolution en faveur de l'Entente. M. Barclay, à la lecture de l'entrefilet qui annonçait la visite royale, téléphona au secrétaire de la Présidence, qui lui donna confirmation de la nouvelle et lui offrit une audience du Président. Au cours de cette entrevue, M. Barclay exprima l'opinion que la visite devrait être ajournée à l'année suivante. Mais le Président déclara que c'était impossible, qu'un ami personnel du Roi l'avait arrangée et que Sa Majesté elle-même désirait qu'elle eût lieu. Aussi bien, du côté français, on expliquerait aux chefs de partis et aux guides de l'opinion que le roi d'Angleterre n'est pas un souverain à la charge duquel on puisse mettre les actes de tel ou tel gouvernement particulier, que le Roi avait toujours été un ami de la France, et que, pardessus tout, la France avait un devoir d'hospitalité à remplir en même temps qu'un intérêt à défendre, celui de la paix entre deux peuples qui, en dépit d'égaremens occasionnels de part et d'autre, représentent tout ce qui est grand et noble dans l'histoire de l'humanité. Par prudence, on recommanderait aux enthousiastes de modérer leurs acclamations et aux mécontens de se taire.

De son côté, M. Thomas Barclay jugea bon d'aller faire campagne en Écosse et au nord de l'Angleterre, de manière à y créer un courant de sympathie auquel la France voudrait répondre. Accompagné du correspondant du *Temps* à Londres, M. Charles Schindler, il organisa des réunions à Glasgow le 20 avril, à Édimbourg le 22, à Dundee le 24, à Galashiels le 27. Sous le patronage des Chambres de commerce et avec l'aide des premiers citoyens de ces quatre grands centres, des comités locaux furent formés pour le développement de l'entente anglo-

française. Le 1er mai, le Roi arrivait à Paris. On sait l'accueil qu'il y reçut et le mouvement d'opinion qui, à cette occasion, rapprocha les deux peuples. M. Loubet rendait à Londres la visite royale au mois de juillet de la même année. Le 14 octobre était signé le traité d'arbitrage anglo-français, premier article, ou plus exactement encore article préliminaire d'un programme qui s'assignait, on le savait bien, d'arriver à une entente effective. Le 8 avril 1904, toutes les difficultés étaient réglées et les accords publiés.

*
* *

De 1898 à 1903, M. Barclay, nous l'avons vu, n'avait cessé de poursuivre ses desseins d'amélioration des rapports anglo-français. Entre autres moyens, il s'était servi de la Société française d'arbitrage, présidée par Frédéric Passy. C'est devant quelques membres de cette Société, — le président lui-même, le secrétaire M. Décugis, M. Charles Richet, M. Georges Lyon notamment, — qu'il prononça, à la mairie de la rue Drouot, le 27 mars 1901, un discours en faveur de l'arbitrage obligatoire entre la France et la Grande-Bretagne, qui ouvrit pour lui une nouvelle phase d'action méthodique. Le vénérable M. Frédéric Passy s'exagérait peut-être l'importance de cette manifestation quand il y voyait l'idée première de l'entente cordiale (1). Mais le correspondant du *Times* restait dans la note juste en écrivant que ces idées d'arbitrage, si on y revient sans cesse et avec sincérité, finissent par pénétrer peu à peu dans les esprits et par gagner l'adhésion publique.

M. Barclay fit dès lors sanctionner, en quelque sorte, son idée d'un traité général d'arbitrage entre le Royaume-Uni et la France par les Chambres de commerce des deux pays, par l'Association des Chambres de commerce du Royaume-Uni, par l'Association de Droit international. Ce fut une campagne de deux années où il déploya une infatigable activité et qui le porta jusqu'en Amérique. Nous n'entrerons pas dans le détail des difficultés qu'il rencontra, ni des déceptions qu'il eut à subir. Ses *Souvenirs* nous renseignent abondamment là-dessus. Mais nous sommes surtout frappés, à distance et dans les circons-

(1) Frédéric Passy, *Pour la paix*, Paris, 1909.

tances présentes, de l'esprit qui animait ses efforts et de l'illusion où il s'abandonnait. Sir Thomas Barclay, — car un titre anglais de « chevalier » lui a conféré en 1904 ce premier degré de la hiérarchie nobiliaire, en même temps que le gouvernement français le nommait officier de la Légion d'honneur, — Sir Thomas Barclay est un « pacifiste. » Il s'inspirait dans ses démarches et se servait dans ses moyens des doctrines et des instrumens du pacifisme. C'est un curieux chapitre de son livre, et que les événemens éclairent aujourd'hui d'une lueur blafarde, celui qu'il intitule : *Une ère nouvelle : l'Allemagne*. Il s'attache à y montrer que l'entente anglo-française ne pouvait être considérée ni en Angleterre, ni en France, ni en Allemagne, comme opposée à l'amitié anglo-allemande. Rien de plus vrai, en ce sens que l'entente était, en effet, essentiellement pacifique dans ses desseins. Mais cette « amitié » fut-elle jamais autre chose qu'un rêve de Sir Thomas Barclay? Il allait plus loin et se flattait de l'espoir que l'Angleterre serait, grâce à l'entente, en position de jouer entre la France et l'Allemagne le rôle que la France a joué entre l'Angleterre et la Russie. Ni l'Angleterre, ni la Russie ne sont des nations de proie et elles voulaient vraiment la paix.

On se rappelle l'épisode de Hull durant la guerre russo-japonaise, cette méprise déplorable qui fit canonner des pêcheurs anglais par des Russes dans la mer du Nord (1). Il surexcita l'opinion publique en Angleterre au point que le gouvernement fut exposé à n'en plus rester le maître. Si aucun excès ne se produisit, il n'est pas douteux qu'on ne le doive, au moins pour une très grande part, à l'Entente anglo-française. Le règlement amiable par une commission d'enquête marqua ainsi le premier grand triomphe de la Convention de La Haye; mais ce fut un bien plus grand triomphe encore pour l'entente anglo-française. Cet incident montra « que les relations de l'Angleterre avec l'alliée de sa nouvelle amie avaient subi un changement qui a abouti depuis à une complète redistribution des forces politiques de l'Europe. »

Cette « redistribution » était éminemment favorable à la cause que défendait Sir Thomas Barclay. Il crut la servir en acceptant une invitation du président de l'Association des

(1) Voyez la *Chronique politique* de M. Francis Charmes dans la *Revue* du 1er novembre 1904.

Chambres de commerce allemandes, et il alla travailler là-bas au rapprochement anglo-allemand, comme il avait travaillé au rapprochement anglo-français. Il nous apprend qu'avant d'accepter l'invitation, il avait consulté des amis français et s'était fait interviewer par deux de nos grands journaux afin de pressentir l'opinion sur cette visite. « En dehors, dit-il, du sentiment latent à l'égard des provinces perdues, il n'y avait à cette époque aucune hostilité des Français contre l'Allemagne. L'entente anglo-française, loin d'exciter des idées de revanche, avait exercé plutôt une sorte d'influence apaisante : les Français sentaient qu'elle avait diminué le danger d'un conflit avec l'Allemagne et, par conséquent, ils y pensaient moins. » Là-dessus, le monde entier, nous avons lieu de le croire, est fixé aujourd'hui. En Angleterre, au contraire, on traita, nous dit Sir Thomas Barclay, avec une dédaigneuse indifférence ce qu'il appelle « l'offre allemande d'amitié. » Ce n'est pas indifférence qu'il faut dire, mais clairvoyance, et nous n'avons plus besoin, hélas! d'insister sur le danger des illusions qu'entretenait ce champion de la paix. L'entente anglo-française évolua selon la force des choses et dans le sens de sa véritable destinée : elle est aujourd'hui une alliance contre l'agression germanique. Mais Sir Thomas Barclay peut se consoler en pensant que, d'une manière qu'il n'avait pas prévue, elle travaille encore à la fin que lui assignait son rêve généreux, c'est-à-dire à la paix du monde.

FIRMIN ROZ.

REVUE LITTÉRAIRE

LE RETOUR A LA CULTURE FRANÇAISE

L'Université de France vient de donner un magnifique exemple de dignité professionnelle, de dévouement à sa tâche et de sérénité. Elle a tenu à honneur que les études reprissent à la date habituelle dans tous les ordres d'enseignement. Sans se laisser troubler par la crise terrible que traverse le pays, elle y a pris seulement une conscience plus nette que jamais de son devoir, et puisé une nouvelle ardeur pour l'accomplissement de sa mission éducatrice. Ainsi elle est restée fidèle à sa propre tradition. Celui qui écrit ces lignes se souvient d'avoir fait sa première année de collège dans Paris assiégé. En 1870, nos maîtres portaient le képi de la garde nationale ; entre deux factions, ils nous enseignaient le grec et le latin, et ils l'enseignaient comme ils le savaient : admirablement. En 1914, tous les professeurs en âge de porter les armes ont été mobilisés, beaucoup d'étudians sont au front ; il y a bien des vides et des deuils cruels ; mais jamais, à aucun moment, aux heures les plus troubles, l'Université n'a admis qu'aucun de ceux qui ont l'honneur de lui appartenir ne fût pas à son poste. Empressons-nous de dire qu'il en a été de même dans les maisons d'enseignement libre. Et c'est une preuve de plus de notre magnifique union française.

La première leçon a été tirée des événemens eux-mêmes : une décision ministérielle avait prescrit aux professeurs d'inaugurer leur enseignement par des paroles destinées à graver profondément dans l'esprit des enfans le souvenir de cette « première classe » ouverte au milieu de circonstances si tragiques. Ce fut très noble et très émouvant. Depuis lors, une circulaire du recteur de l'Académie de Paris, M. Liard, les a invités à lire devant leurs élèves cet article du

Times où le grand journal anglais rend à la France un hommage si loyal. Il serait à souhaiter que par la suite les maîtres tinssent compte de cette indication une fois donnée. Ils feraient à leurs élèves, de temps en temps, avec toute la mesure et tout le tact qu'on peut attendre d'eux, une de ces lectures qui dégagent de l'enthousiasme : témoignage apporté à notre armée, récit d'une action d'éclat, protestation de la pensée française. Les enfans écouteraient avec recueillement, avec ferveur. Après cela, de quel cœur ils se remettraient au travail! Comme ils comprendraient mieux le sens de ces travaux scolaires qui sont leur moyen à eux de faire leur devoir de bons Français, un devoir approprié à leur âge et à leur taille! Je n'ai pas à parler ici de la réponse opposée par les Universités françaises au manifeste des Universités allemandes; mais, il y a quelques jours, à la séance de rentrée de la Faculté des Lettres, l'éminent doyen, M. Alfred Croiset, a prononcé de belles paroles : « Notre devoir, a-t-il dit, est très clair : c'est celui de tous les Français; nous sommes ici pour travailler à défendre la civilisation française... Les horreurs qui s'accomplissent au nom de la culture allemande, les scandaleux manifestes signés récemment par les représentans les plus authentiques de cette culture, tout nous avertit de l'abîme qui sépare notre pensée de celle de nos ennemis, et nous oblige à mesurer cet abîme pour mieux prendre conscience de l'incomparable patrimoine intellectuel que nous avons à préserver. » Déclarations précieuses, qui contiennent tout un programme. Je me bornerai à indiquer ici les espérances qu'elles font naître chez ceux qui souhaitent et croient nécessaire le retour à un enseignement ayant pour objet, suivant le mot de M. Croiset : la défense de la civilisation française.

Cet objet, à quoi bon nier que notre enseignement l'eût, en ces derniers temps, un peu perdu de vue? Il s'était écarté de la grande voie nationale. Il s'était égaré, de la meilleure foi du monde. Il avait mieux qu'une excuse, une raison : c'est que nul ne croyait notre civilisation menacée. Du moins, ne redoutait-on pas pour elle une menace du dehors. Naturellement confians, nous n'imaginions pas que personne pût nous vouloir mal de mort. Le réveil a été terrible. La tempête qui vient de se déchaîner, avec une violence et une soudaineté si imprévues, a déchiré tous les voiles. Elle a mis à découvert le danger de beaucoup de chimères. Rendons cette justice à ceux qui s'en étaient le plus imprudemment engoués, qu'ils n'ont pas hésité à les répudier. C'est pourquoi nous ne doutons pas que l'Université, elle aussi, ne soit prête à faire sur elle-même, avec une parfaite bonne

volonté et complète absence de parti pris, l'examen de conscience que réclament d'elle les circonstances présentes.

La civilisation ou la « culture » française, nous en avions toujours été enveloppés comme de notre atmosphère naturelle : nous ne nous demandions même pas en quoi elle consistait. Nous la respirions dans l'air : nous ne songions pas à l'analyser. Il nous suffisait d'en jouir, d'en goûter la noblesse et d'en savourer la douceur. Mais du jour où nous avons pu craindre de la perdre, nous avons porté sur elle des regards de clairvoyance et d'amour. Ce qui la caractérise, c'est son idéalisme. Elle résume le long travail et l'effort continu que l'homme a fait à travers les siècles pour s'élever au-dessus de lui-même. Aux civilisations antiques elle a emprunté ce qu'elles avaient de plus pur; à leur héritage pieusement recueilli elle a joint le trésor de la pensée et de la sensibilité chrétiennes, et elle les a conciliés. Elle n'a rien ignoré, rien négligé, rien laissé perdre de tout ce qui, dans le monde moderne, a été pour l'homme un accroissement de dignité. Elle est très française, parce qu'elle sait le prix de ces vertus que rien ne remplace : l'amour de la patrie, l'attachement au sol natal, la tendresse familiale, la gratitude pour le passé, le respect de la tradition. Mais elle n'est si française que pour mieux mériter le droit d'être largement humaine.

Cette culture a trouvé son expression dans un enseignement : celui qui porte le nom de classique. Est-il besoin de définir cet enseignement, plusieurs fois séculaire, et qui est le type même de l'enseignement français? Avant tout, il est un enseignement de culture générale. Et ce mot doit s'entendre en un double sens. Cette culture est générale parce qu'elle donne à l'esprit des clartés de tout; elle est générale parce que les connaissances qu'elle embrasse sont celles qui doivent être communes à tous. Cet enseignement met à sa base l'étude des langues et des littératures anciennes. Car il est impossible de bien écrire et même de bien parler le français si on ignore le latin, et de l'écrire ou de le parler avec un certain degré de délicatesse et de pureté si on ignore le grec. Les langues anciennes ont cet avantage, entre plusieurs, qu'elles sont une barrière contre l'invasion des langues étrangères modernes, au contact desquelles un esprit encore tendre risquerait de se déformer. Elles mettent à notre disposition le patrimoine de littératures qui ont réalisé la perfection. Elles nous introduisent ainsi naturellement dans notre propre littérature, qui, sans elles, serait inintelligible et nous deviendrait à nous-mêmes une littérature étrangère.

Dans cet enseignement, le principe actif appartient aux lettres, parce que l'objet de toute éducation est de préparer le jeune homme à la vie ; et les lettres sont le miroir de la vie. C'est à elles qu'est confié le soin de façonner l'esprit, parce que seules elles peuvent lui donner la souplesse et la variété des ressources, la finesse et la pénétration; seules elles peuvent développer, dans un ensemble complet et dans un juste équilibre, toutes ses facultés, l'intelligence et la volonté, comme l'imagination et la sensibilité. Donc elles sont au centre de l'édifice. L'histoire et les sciences ne leur ont été ni sacrifiées, ni même subordonnées, mais elles sont groupées et ordonnées autour d'elles. Un tel enseignement, bien loin d'être artificiel et arbitraire, est calqué sur la réalité et tient compte de toutes ses exigences. Car avant d'être un savant, un ingénieur, un médecin, un architecte, il faut être un homme. Et beaucoup mourront sans avoir jamais eu à utiliser les notions qu'enseignent la géométrie, l'algèbre ou la chimie; mais tout au long de leur vie ils ont eu à dépenser ce trésor d'observation, de sagesse, de rêve, de poésie qui est enclos dans la littérature. C'est pourquoi l'enseignement classique a reçu des hommes reconnaissans ce beau nom d'*Humanités*. Il a traversé toute notre histoire, survécu à toutes ses tourmentes, et, l'une après l'autre, toutes les générations se le sont transmis. Il s'est accommodé de tous les régimes, et France de Louis XIV ou France de la Révolution, il suffisait que ce fût la France pour qu'il s'accordât avec elle. Il n'a rien de contraire aux conditions d'existence des démocraties modernes, puisqu'il est accessible à tous; il n'est pas le privilège d'une élite : il est vrai seulement qu'il sert à former l'élite. Répandu dans cette élite tout entière, il se communique par elle à la masse et entretient ainsi dans toute la nation un même esprit. Quant aux services qu'il nous a rendus, est-il besoin de les énumérer? Il n'est que de voir le prestige dont jusque aujourd'hui l'esprit français n'a pas cessé de jouir à travers le monde.

Or, tandis que l'enseignement classique semblait en dehors et au-dessus de toutes les attaques, l'histoire de l'enseignement en France depuis quinze ans tient dans la lutte engagée contre lui et qui vise, de façon plus ou moins directe, à sa destruction. Ce qui est digne de remarque, c'est que l'exemple de l'hostilité la plus âpre et la plus agissante est venu de la Sorbonne. Elle compte parmi ses maîtres quelques-uns des plus fins lettrés de ce temps; et ils se retournent contre la culture qui les a faits ce qu'ils sont, pareils à ces enfans qui battent leur nourrice, drus et forts de son lait. Elle qui, de par tout

son passé, devrait être la maison par excellence de la haute culture et de la culture à la française, elle affecte de ne voir dans l'enseignement des humanités qu'un enseignement superficiel et verbal, tout juste propre à former d'aimables causeurs, de spirituels dilettantes, des oisifs et des inutiles, parasites de la Cité moderne. L'important dans une discussion est de trouver un mot sous lequel on accable l'adversaire, qui répond à toutes les objections et tient lieu de tous les argumens. Le mot de « rhétorique » a été la « tarte à la crème » des ennemis de la culture classique. Il a été convenu que toute cette culture est pure rhétorique et que la rhétorique est pur verbiage, parure désuète, ornement superflu et démodé, luxe vieillot, jeu puéril de frivoles élégances. S'appliquant à elle-même le bienfait de cette découverte, la Sorbonne s'est réformée avec austérité. Elle a banni de ses travaux tout ce qui pouvait offrir une apparence de littérature et s'est condamnée aux seuls labeurs de l'érudition. Elle a proscrit de ses cours les idées générales, pour se limiter à d'étroites et sèches besognes. Aussi, tandis que les cours d'autrefois, — et je ne parle pas seulement des « grands cours » à fracas politique du temps de la Restauration, mais des cours que j'ai pu entendre, professés par un Boissier ou un Lavisse, — étaient un des plus importans facteurs du mouvement intellectuel dans le pays et continuaient à y répandre le goût des idées, les cours d'aujourd'hui groupent beaucoup d'étudians étrangers, mais rebutent les auditeurs français. Quant aux thèses de doctorat qui nous arrivent de la Sorbonne, jadis c'étaient des livres, maintenant ce sont des monstres. Les notes y sont bourrées de références et la bibliographie en est sans lacunes; mais le texte en est sans valeur. Le *La Fontaine et ses Fables* de Taine, la *Némésis* de Tournier, la *Contingence des Lois de la nature* de Boutroux furent des thèses de doctorat. Aujourd'hui elles seraient impitoyablement retournées à leurs auteurs, coupables d'y avoir mis des idées et de les avoir exprimées en français. Ainsi l'enseignement supérieur a été livré en proie aux spécialistes.

Des trois ordres d'enseignement, le plus éprouvé, ç'a été l'enseignement secondaire. C'est lui qui, pendant longtemps, avait été le mieux organisé, présentant une harmonie et une unité qui faisaient sa force. Qu'elles étaient charmantes, ces classes de ma jeunesse, et comme le temps y était utilement employé! Nous passions chaque année sous la direction d'un maître nouveau qui, pour toute l'année, devenait notre maître. Il nous connaissait, nous retrouvant tous les jours : il savait le fort et le faible de chacun de nous et nous corri-

geait d'une férule indulgente. Nous le connaissions ; peu à peu, son tour d'esprit nous devenait familier ; à la fin, nous avions tiré de lui tout ce qu'une intelligence désireuse de savoir peut tirer d'un esprit mûri par l'étude et l'expérience. Un lien s'établissait, lien d'habitude qui tournait vite à l'affection. Par cette intimité quotidienne, par cette familiarité confiante, le professeur de classe, sans effort, sans pédantisme, devenait un éducateur. Je ne me souviens jamais sans émotion et sans gratitude des Maxime Gaucher, des Cucheval, des Courbaud, des Collet, modestes professeurs de lycée auxquels je dois tant, alors que plus tard des spécialistes aux noms illustres n'ont réussi qu'à m'inspirer l'horreur des matières qu'ils enseignaient. Pendant les deux heures que durait la classe, l'élève avait le temps de fixer son attention et la variété des travaux le préservait de la fatigue. On lisait les plus beaux textes de trois littératures, on les expliquait pour en méditer le contenu moral et en goûter la beauté artistique, on les apprenait par cœur, on se les assimilait, on les convertissait en substance et en sang.

Mais on ne se contentait pas d'emmagasiner toutes ces richesses, et ceci est essentiel. Les éducateurs de jadis n'admettaient pas que l'intelligence de l'enfant fût condamnée à un rôle uniquement réceptif. Ils combattaient de toutes les manières la passivité de l'esprit. Ils le voulaient, cet esprit, actif, toujours plus actif. Ils l'invitaient et l'excitaient à cette activité qui consiste à travailler sur les matériaux reçus du dehors, y ajouter de son fonds et en faire quelque chose de différent. Ils observaient pieusement la méthode recommandée par le vieux Montaigne : « On ne cesse de criailler à nos oreilles, comme qui verserait dans un entonnoir, et notre charge ce n'est que redire ce qu'on nous a dit. Je voudrais que [le maître] corrigeât un peu cette partie et que de belle arrivée, selon la portée de l'âme qu'il a en main, il commençât à la mettre sur le trottoer, lui faisant gouster les choses, les choisir et discerner d'elle-même... Je veux qu'il escoute son disciple parler à son tour ; qu'il ne lui demande pas seulement compte des mots de sa leçon, mais du sens et de la substance, et qu'il juge du profit qu'il aura fait, non par le témoignage de sa mémoire mais de son jugement. Que ce qu'il viendra d'apprendre il le luy face mettre en cent visages et accommoder à autant de divers subjects, pour voir s'il l'a encore bien pris et bien faict sien. » C'est à quoi servaient les compositions latines et françaises, vers et prose, narrations, discours, dissertations. L'ancienne Université multipliait les travaux écrits, parce que, bons ou mauvais, ils forcent

l'enfant à mettre en œuvre le savoir acquis, à dominer sa matière et manifester quelque mérite personnel. C'est cette ébauche de la personnalité qu'elle avait sans cesse en vue. C'est à cet éveil de la personnalité qu'elle tendait sans cesse. Le jeune homme dont elle avait guidé l'enfance et l'adolescence, elle voulait qu'il eût appris non tant les lettres, l'histoire ou les sciences, qu'à être quelqu'un et à être lui-même... On m'objecte que si elle y réussissait avec quelques-uns, il y avait les autres, les médiocres et les mauvais, les indifférens et les réfractaires, l'armée des paresseux et des cancres. Mais ces autres-là, on les retrouvera toujours et toujours pareils à eux-mêmes : le mode d'enseignement n'y fait rien. Et ce n'est pas leur niveau qu'il faut prendre pour y abaisser la mentalité du pays. Je dirai plus : sur ceux-là même qui semblaient s'en désintéresser, un enseignement facile, accessible à tous, souriant et humain, mettait quelque empreinte ; collégiens ignorans, ils étaient de ces ignorans qui, plus tard, quand ils ne seront plus au collège, pourront devenir des lettrés.

Cet enseignement avait-il besoin d'être modifié, adapté aux conditions de l'époque moderne ? Sans aucun doute et cela va sans dire. C'est la loi de nature que tout ce qui vit ne vive qu'en se transformant. Mais, en le remaniant de fond en comble, on l'a désorganisé et provoqué en lui ce malaise qui s'appelle l'impossibilité de vivre. Tout ce qui le constituait essentiellement a été supprimé. Plus de professeur principal et surtout plus d'importance principale accordée au professeur de lettres. Plus de classes de deux heures, permettant au maître de développer sa pensée, à l'élève de passer d'un exercice à l'autre : les classes de maintenant durent une heure et l'heure dure cinquante-cinq minutes. On venait de se mettre en train ; l'intérêt commençait à naître : il faut s'interrompre. C'est un perpétuel va-et-vient, une confusion, un tohu-bohu : les maîtres se repassent l'un à l'autre des élèves qu'ils ne connaissent pas et dont ils ne sont pas connus : on songe aux brèves et déconcertantes visions du cinématographe, à la courbature et à l'ahurissement qui en résultent. Ajoutez qu'une même classe comporte quatre variétés de classes désignées par quatre lettres de l'alphabet ; et, par exemple, la « première A » n'a guère plus de rapports avec la « première D » que le Chien constellation n'en peut avoir avec le chien animal aboyant. Il y a quatre cycles qui sont : latin-grec, latin-langues vivantes, latin-sciences, sciences-langues. Quelle complication, et pour des esprits français amoureux de simplicité ! Si encore cette chimie enseignante n'était

que compliquée! Mais elle décèle le plus dangereux des systèmes. L'Université du Second Empire avait subi la bifurcation, que l'Université, expérience faite, s'est empressée de rejeter. Le progrès a imposé à l'Université de la troisième république la quadrifurcation. Hercule n'avait eu à choisir qu'entre deux routes : chez nous le collégien est obligé de se décider entre quatre routes dont il ne sait où elles mènent ni comment elles y mènent. Au lieu de lui laisser un peu de temps pour s'éprouver lui-même, il est tenu d'engager l'avenir et peut-être de manquer son avenir. Douze ans et déjà spécialiste !

Si même il choisit le cycle latin-grec, qui ressemble le plus à l'enseignement classique d'autrefois, il s'en faut qu'il en reçoive le même bénéfice. Les méthodes par lesquelles on enseigne les langues anciennes ne sont plus les mêmes; d'attrayantes qu'elles étaient, elles sont devenues rebutantes et rébarbatives ; il semble qu'on prenne à tâche d'en dégoûter les jeunes gens. Les plus beaux textes français sont abandonnés : on n'explique plus Pascal, Bossuet, Fénelon qu'à regret et à la dérobée; pour les poètes, les auteurs de lettres ou de mémoires, et même pour les auteurs dramatiques, — c'est incroyable et c'est ainsi, — la mode est aux extraits et aux morceaux choisis. Les exercices écrits sont tenus en suspicion et réduits à de tristes gloses et de mornes commentaires. Au lieu de ces récits et de ces discours, qui donnaient un aliment à l'imagination d'un jeune homme et à son éloquence naturelle, des tâches de pédans ! Enseignement découronné, mutilé, dont il est visible qu'on ne le laisse subsister que par tolérance, et que son maintien précaire n'est qu'un répit. Déjà se dresse devant lui l'image de sa mort et de son remplacement; sa succession est ouverte : elle est dévolue. L'enseignement qui doit le supplanter est déjà installé à ses côtés, et pour ce nouveau venu sont toutes les faveurs et tous les sourires. Notons-le en effet, le cycle D, sans latin ni grec, est pourvu des mêmes sanctions, donne aux jeunes gens les mêmes droits, leur ouvre les mêmes carrières que les autres. On peut être aujourd'hui avocat, médecin, magistrat et professeur de lettres, sans savoir un mot de grec ni de latin. Or l'enseignement sans grec ni latin recevra de la bienveillance administrative telle dénomination qu'on voudra : c'est en réalité un enseignement primaire. Tel est le paradoxe, ou, pour mieux dire, telle est la conclusion logique à laquelle devait aboutir une réforme qui enlevait à l'enseignement secondaire tous ses principes vitaux ; l'enseignement primaire est entré dans la maison et y est entré en conquérant : la maison est à moi, c'est à vous d'en sortir.

Sur le résultat, tout le monde s'accorde. Les jeunes gens savent-ils davantage et surtout savent-ils mieux les sciences? Ce n'est l'avis ni des professeurs de sciences chargés de compléter leur éducation scientifique, ni des industriels consternés qu'au lieu d'ingénieurs il leur arrive aujourd'hui des contremaîtres. Ils ne savent plus le grec et le latin, et peut-être en prenez-vous aisément votre parti; mais ils ne savent plus le français. D'un bout à l'autre de la hiérarchie universitaire, et qu'il s'agisse des devoirs de classe, des copies de baccalauréat ou des épreuves d'agrégation, tous les examinateurs, tous les jurys s'accordent à reconnaître que les compositions prétendues françaises sont lamentables : on ne sait plus composer, ordonner un sujet, subordonner des idées ; nul souci de la forme, une rédaction quelconque, ni précision dans les termes, ni goût, ni mesure, ni style. C'est ce qu'on a appelé la « crise du français. » La formule ayant défrayé beaucoup d'enquêtes et d'articles de journaux, les représentans de l'enseignement officiel ont affecté de n'en pas tenir compte. Mais l'heure n'est plus à ces dédains transcendans. Trève de sourires et d'ironies! Tout se tient, les idées et les mots. La langue d'un peuple reflète son âme. Quand le langage s'altère, il y a lieu de s'inquiéter, de remonter aux causes du mal et de chercher si le cerveau lui-même ne serait pas atteint. Quand on écrit moins bien le français, c'est qu'on pense moins français.

Tel est justement le cas: ce qui a faussé, altéré, vicié, notre enseignement à tous ses degrés, c'est une infiltration d'esprit étranger. Un mot a servi de paravent: la science. A la conception artistique et littéraire des anciens âges il s'agissait, disait-on, de substituer la conception scientifique qui est celle des temps modernes. Rien de plus vague et de plus décevant. Qu'on eût supprimé le grec, le latin, les lettres françaises, et qu'à leur place on eût inscrit partout l'arithmétique, la géométrie, la physique et la chimie, la mesure pouvait être absurde, mais elle était nette : elle avait un objet précis ; on savait à quoi s'en tenir. Au lieu de cela, et par un singulier compromis, on a prétendu conserver l'enseignement littéraire, à la condition de lui appliquer des méthodes scientifiques. Enseigner scientifiquement la littérature, tel a été le mot d'ordre. Exemples. La grammaire est la science du langage : le brillant rhétoricien a vécu, fabriquons de bons grammairiens. L'histoire des batailles n'est pas scientifique : remplaçons-la par l'histoire des institutions. Je n'insiste pas : nous voyons trop que les batailles sont quelque chose et que sans elles les institutions seraient peu de chose. Faire passer dans un jeune audi-

toire le frisson qui vient de l'angoisse d'un Pascal ou de l'éloquence d'un Bossuet, cela n'est pas scientifique; mais faire l'histoire du texte de ces auteurs, c'est œuvre de science. Comme si ce mot de science avait ici rien à faire! Et comme si ce n'était pas une pitié d'appliquer le même mot à un stérile labeur de compilation et aux travaux d'où sont sorties les découvertes d'un Claude Bernard, d'un Pasteur ou d'un Berthelot!

Sous le couvert de cette étiquette fallacieuse, ce qui s'introduisait chez nous c'étaient des procédés de travail qui ne sont pas de chez nous. Patience, méthode, application, lourdeur, nous les voyons aujourd'hui à l'œuvre, et nous savons de quel esprit elles sont les caractéristiques : ce n'est pas l'esprit français. Ingéniosité, initiative, création personnelle, voilà nos qualités distinctives. Nous les avons humiliées devant la manière allemande et nous étions en train de les sacrifier. L'erreur remonte loin, puisque déjà, dans *l'Avenir de la Science*, Renan, à vingt-cinq ans, faisait cette confusion entre le germanisme et la science. Renan est tout plein de la pensée allemande. Le mouvement s'accentua et se précipita au lendemain de nos désastres de 1870. Un mot circula : c'est l'instituteur allemand qui nous a vaincus. La *Realschule* fut à la mode. On exalta l'Université allemande et ses séminaires aux dépens de nos classes et de nos cours. Nous fûmes envahis par l'érudition allemande, conquis par la philologie allemande, soumis par le gymnase allemand. Ce fut une pédagogie de défaite. Nul espoir d'en secouer le joug, tant que nous resterions courbés sous les souvenirs de l'année terrible. Aujourd'hui dans une atmosphère devenue meilleure, l'antagonisme des deux cultures nous apparaît. Dans un livre d'avant-garde, *l'Esprit de la Nouvelle Sorbonne*, deux étudians de la veille, réunis sous le pseudonyme d'Agathon, écrivaient, il y a quatre ans, ces lignes qu'il est bon de relire à la lumière des événemens actuels : « S'il est une culture opposée à la nôtre et que nous ne puissions imiter sans forcer et fausser nos qualités naturelles, c'est sans doute la culture germanique. Il faut relire Nietzsche pour se rendre compte de leur antagonisme; il l'a exprimé avec tant de pénétration et de violence, qu'on peut y entendre comme l'écho d'un douloureux combat intérieur. C'est avec une sorte de rage qu'il a exalté la culture française, « la plus noblement humaine, » contre la discipline intellectuelle des Universités allemandes. Le signe de la culture allemande, en effet, c'est que l'histoire y envahit et absorbe tout. Notre culture française, au contraire, est, avant tout, philosophique et littéraire:

elle ne se satisfait pas d'une accumulation, d'un entassement de connaissances, elle veut un ordre, des idées maîtresses, clairement et sobrement énoncées. En outre, là où l'esprit allemand ne vise qu'à une description des faits, l'esprit français réclame un aliment pour la sensibilité, pour le goût. » Il y a là plus qu'une différence : une hostilité irréductible. Ce sont deux ennemies : l'avance de l'une est faite du recul de l'autre. Pendant trop longtemps, la culture française a reculé devant la culture allemande. Nous demandons aux chefs de notre enseignement qu'ils fassent reculer la culture allemande, comme les chefs de notre armée font reculer l'armée allemande.

Nous le demandons parce que l'avenir de l'esprit français en dépend. Cet esprit, dont nous sommes fiers et auquel, en tout état de cause, nous devons tenir, puisqu'il est nôtre et qu'il est nous-mêmes, ce serait une grave erreur de le considérer uniquement comme un don de la race, sans y voir aussi un produit de l'éducation. Il ne s'est pas fait en un jour et nous pouvons perdre un peu de lui tous les jours. Il n'est pas plus une création spontanée qu'il n'est un trésor intangible. Les qualités dont il est la réunion sont en partie le résultat d'une lente élaboration à travers les siècles, d'une discipline attentive et continûment observée. Il convient donc que l'enseignement aille dans leur sens, les favorise, les maintienne en nous et les y fortifie. Les contrarier et les combattre, ce serait une sorte d'impiété. Les défenseurs les plus acharnés des récentes méthodes universitaires ne contestaient pas qu'elles ne fussent au rebours de nos tendances naturelles. Et ils s'en applaudissaient, car, disaient-ils, elles font contrepoids : l'esprit français est brillant et léger, — c'était déjà l'opinion de Mme de Staël ; — un peu de lourdeur, d'où qu'elle vienne, ne lui fera pas de mal... C'est un argument qu'on ne verra plus reparaître dans les discussions.

Nous le demandons, parce que l'avenir du caractère français en dépend. Entre les qualités intellectuelles et les qualités morales d'un individu ou d'un peuple, il n'y a pas de cloisons étanches. Le cerveau influe sur le cœur, si certaines pensées viennent du cœur. Nous sommes une nation chevaleresque ; c'est notre humeur, mais c'est aussi l'effet de cette culture désintéressée qui poursuit le beau et le bien plutôt que l'utile. Nous avons la bravoure en partage : vienne l'occasion, ceux même en qui on avait le moins soupçonné la flamme cachée se révèleront des héros : n'est-ce pas que Plutarque et Corneille nous ont été dès l'enfance des professeurs d'héroïsme ? Nous avons du bon sens et parfois nous l'aiguisons d'esprit : n'est-ce pas

que de Montaigne à La Fontaine et de Boileau à Voltaire, nous avons eu des ancêtres qui mêlaient à beaucoup d'esprit beaucoup de bon sens? Nous détestons l'exagération, l'emphase et ce qu'on désigne aujourd'hui du nom de *bluff:* c'est que le premier trait de notre littérature est la simplicité. Nous sommes inaptes au mensonge : c'est que notre langue, la plus claire qui ait résonné aux oreilles des hommes, ne se prête pas à l'obscurité et aux détours de la traîtrise. Nous sommes humains : c'est que de Platon et de Cicéron aux maîtres de la pensée chrétienne, les maximes qu'on a toujours offertes à notre méditation sont des maximes de haute sagesse et de bonté. Ainsi la France a inventé la culture française; et, en retour, elle est devenue, grâce à cette culture, la plus belle et la plus douce France.

Donc, rendez-nous un enseignement de culture française, vous tous de qui dépendent les destinées de notre enseignement! C'est ici une requête et, si l'on veut, une supplique. Je l'adresse à M. le ministre de l'Instruction publique, à MM. les directeurs de l'enseignement, à MM. les membres du Conseil supérieur, à MM. les professeurs de la Sorbonne et à quelques autres. Si vous vous êtes trompés, comme je le crois, je vous sais l'âme assez haut placée pour reconnaître votre erreur. Se tromper est humain, persévérer dans son erreur est la seule faute impardonnable. Rendez-nous notre enseignement traditionnel! Remettez les jeunes Français en communion avec les plus beaux esprits de tous les temps! Rapprenez-leur les vers sublimes, et les fameux morceaux d'éloquence, et les brillans récits d'histoire! Rouvrez pour eux les sources de l'imagination et de l'enthousiasme! Délivrez-nous de l'enseignement pédantesque, médiocre et amorphe *à 'alllemande!* Rendez-nous l'enseignement de clarté, de noblesse et de beauté, *à la française!* Rendez-nous tout ce qui a fait de nous un peuple éveillé et vif, ingénieux et gai, inventif et généreux! L'opinion française vous en saura gré. Elle n'attend pas moins de votre patriotisme, qu'elle connaît, et sur lequel elle compte plus que jamais.

René Doumic.

REVUES ÉTRANGÈRES

UN LIVRE ANGLAIS SUR L'ARMÉE ALLEMANDE

The German Army from within, by a British Officer who has served in it. — Un vol. in-18, Londres, 1914.

Se rappelle-t-on encore les doléances patriotiques de l'excellent capitaine Pommer, que je transcrivais fidèlement ici, il y a trois mois? Après plus de vingt années de très honorables services dans l'armée allemande, cet officier retraité s'était cru tenu, en conscience, de signaler à l'attention de ses compatriotes maints défauts qu'il avait observés dans l'état présent de leur vie militaire. Il reprochait tout d'abord à celle-ci d'être de plus en plus, pour le soldat comme pour l'officier, une funeste école de dépravation morale et de grossièreté. Avec une clairvoyance toute « prophétique, » il appliquait expressément à ses collègues et subordonnés de la veille ces mêmes qualifications de « Barbares » et de « Vandales » que devaient leur appliquer, dès les mois suivans, tous les témoins impartiaux de leur façon d'entendre les devoirs et les droits de la guerre. *Furor teutonicus*, ce vieux mot reprenait sous sa plume une force pittoresque et des couleurs nouvelles, sauf naturellement pour l'ex-capitaine à ne pouvoir nous montrer encore que les seules manifestations « pacifiques » d'une « fureur » dont la forme « guerrière » allait se déployer bientôt, aux yeux de l'Europe et du monde, avec l'éclat que l'on sait. Et pareillement, l'occasion n'allait pas nous manquer de constater bientôt l'entière justesse de ce que nous apprenait M. Hans Pommer de la croissante corruption intime de l'âme des soldats, — obstinément entretenus dans une atmosphère de servitude et d'abrutissement par

des chefs qui, de leur côté, ne cessaient pas de s'accoutumer plus ouvertement à mépriser les anciennes contraintes de la loyauté et de l'honneur « civils. »

Mais l'objet principal du petit livre était d'avertir l'Allemagne de ce qu'on pourrait appeler la déchéance « professionnelle » de sa vie militaire. Le capitaine affirmait que l'armée allemande répondait de moins en moins à sa destination véritable ; que, sous son imposante apparence extérieure, de plus en plus elle allait perdant son efficacité « guerrière ; » et qu'au lieu de rester ce qu'elle devait être, c'est-à-dire une réunion de soldats s'apprêtant de toutes leurs forces à combattre et à vaincre, de plus en plus elle tendait à devenir quelque chose comme un immense « corps de ballet, » une caste isolée et privilégiée dont les membres n'auraient d'autre souci que d'accomplir, avec une perfection impeccable, toute espèce de fonctions ou de rites inutiles. « Un officier qui regarde la préparation de la guerre comme le but suprême de sa profession, — assurait notamment le capitaine prussien, — ne peut s'empêcher de ressentir un vrai désespoir lorsqu'il découvre à quel point, dans toutes les choses de notre armée, la préoccupation du fond est aujourd'hui sacrifiée à celle de la forme... D'année en année, cette vaine recherche de la forme a pour effet d'affaiblir notre résistance proprement guerrière. »

Voilà donc ce que je transcrivais ici, il y a trois mois, ravi de pouvoir communiquer au lecteur français un témoignage qui m'avait été, à moi-même, infiniment précieux : mais je dois avouer qu'ensuite, presque dès le lendemain de la publication de mon article, des doutes graves me sont venus touchant la valeur effective du témoignage ainsi reproduit. Le fait est que les premières semaines de la guerre, en même temps qu'elles confirmaient de tous points les accusations du capitaine Pommer relatives à la « barbarie » de l'armée allemande, n'étaient certes pas pour nous donner de celle-ci l'idée d'une simple armée de « parade, » où la « préoccupation de la forme » aurait eu pour effet « d'affaiblir la résistance guerrière. » Jamais au contraire, me semblait-il, jamais plus terrible machine d'attaque et de défense ne s'était encore montrée à la face du globe ; et je songeais tristement que, sans doute, il n'avait pas fallu moins que vingt années de déceptions ou de rancunes privées pour aveugler d'une façon aussi singulière la sollicitude patriotique de l'ex-capitaine prussien.

Après quoi les semaines ont passé, et chacune d'elles m'a remis en mémoire quelque détail nouveau des accusations, un moment

oubliées, du capitaine Pommer. Force m'a été de reconnaître, par exemple, que ce dernier ne nous avait point trompés en affirmant que l'on chercherait vainement, dans l'armée allemande, la moindre trace de cette confiance réciproque des soldats et des chefs, qui doit être, à coup sûr, l'un des élémens principaux d'une vie militaire homogène et féconde. Ou bien encore je me rappelais, — au contact des mille petits documens qui de jour en jour nous arrivaient du « front, » — les pages où M. Hans Pommer nous décrivait les progrès désastreux d'une discipline fatalement destinée à étouffer, chez le soldat, toute velléité d'initiative individuelle, et, par suite, à le rendre incapable du moindre effort utile, dès qu'il n'a plus derrière soi l'impérieuse poussée de ses chefs. Sans compter la tentation, chaque jour plus vive pour moi, de partager aussi l'opinion du capitaine Pommer touchant la « décadence » de l'armée allemande prise dans son ensemble, l'infériorité de son état présent en comparaison de son efficacité « guerrière » d'il y a quarante-quatre ans. J'ignore ce que peut être là-dessus l'avis des spécialistes, et naturellement je suis prêt à admettre que les énormes progrès réalisés dans nos armées françaises ont contribué plus que tout le reste à établir la différence que nous apercevons entre les succès de l'Allemagne en 1870 et ceux de la campagne de 1914 : mais, avec cela, comment assister à l'accentuation quotidienne de cette différence sans supposer, tout au moins, qu'il manque aujourd'hui aux troupes allemandes quelque chose d'essentiel et d'indispensable, qui pendant la guerre précédente leur a permis de remporter sur nous une série de victoires aussi décisives?

De telle manière que, par degrés, j'ai recommencé à prendre en considération les griefs indignés du capitaine prussien; et voici qu'à l'appui de ces griefs un témoignage nouveau vient de m'être révélé, — un témoignage qui, pour émaner d'une source anglaise, n'en offre pas moins les plus hautes garanties d'impartialité! Son auteur est un officier anglais qui doit aux hasards de sa vie d'avoir, à deux reprises, activement servi dans l'armée allemande. Élevé en Allemagne, dans une de ces Écoles de Cadets où se forment les futurs officiers, il était sur le point d'être nommé lieutenant, lorsque la nouvelle d'une campagne anglaise en Birmanie lui avait inspiré l'irrésistible désir d'aller collaborer là-bas aux efforts et aux succès de ses compatriotes; après quoi, il était encore resté quelque temps aux Indes, et puis avait sollicité de l'empereur Guillaume la faveur de rentrer dans l'armée allemande. Aujourd'hui, l'ex-officier de cavalerie prus-

sienne se trouve, une fois de plus, entièrement dégagé de toute attache avec l'Allemagne : mais le ton même dont il nous parle de ses chefs, collègues, et subordonnés de la veille suffirait à nous attester qu'à l'opposé du capitaine Pommer, il en a conservé le meilleur souvenir.

Aussi ne lui en coûte-t-il nullement d'exprimer, devant nous, son admiration pour le vaste et puissant appareil militaire qu'il a entrepris de nous faire connaître « du dedans, » tel qu'il a eu lui-même, par deux fois, l'occasion de l'étudier. L'éloge se mêle sans cesse au blâme, dans les divers chapitres de son excellent petit livre, modèle parfait de fine sagesse, d'ironie souriante, et de modération. Mais d'autant plus nous éprouvons de surprise tout ensemble et de plaisir à constater que, sur presque tous les points, ce livre éminemment « équitable » confirme les doléances du capitaine Pommer. L'écrivain anglais ne se fait pas faute de nous recommander, dans l'organisation et dans le fonctionnement de l'armée allemande, un bon nombre de qualités que semblait ignorer le capitaine prussien : mais sur les faiblesses, les lacunes, et les vices de l'armée allemande, l'accord des deux critiques est à peu près constant. Tout de même que le capitaine Pommer, son collègue d'hier nous représente officiers et soldats d'outre-Rhin comme accablés sous le poids « déprimant » de leur servitude ; il nous décrit l'influence scandaleuse du « favoritisme, » avec tout ce qu'elle implique de dangers « professionnels ; » et surtout il met en relief la décadence continue de l'ancienne vie militaire allemande. A l'exception d'un chapitre dont je vais parler tout à l'heure, il n'y a pas une des diverses parties de son étude où il ne nous raconte de quelle façon il a été amené à se rendre compte d'un changement fâcheux survenu dans tel ou tel ordre de choses, lorsque naguère, à son retour des Indes, il a repris contact avec l'armée allemande. Oui, décidément, cette armée a suivi le courant qui entraînait autour d'elle tous les autres modes de la vie nationale. Là aussi, comme dans la science et dans l'art, comme dans les mœurs publiques et privées, l' « héritage » des victoires de 1870 s'est trouvé trop lourd pour les épaules allemandes. Jusque dans cette industrie vraiment « nationale » qu'a été depuis longtemps pour l'Allemagne la pratique de la guerre, les compatriotes du capitaine Pommer portent la peine d'avoir voulu marcher trop vite, et de s'être trop abandonnés à leur aveugle orgueil !

Je disais cependant qu'il y avait un certain mode de la vie militaire allemande qui, aux yeux du critique anglais, n'avait jamais cessé de se

développer depuis un demi-siècle, produisant de plus beaux fruits d'année en année. Il s'agit de ce que les Anglais appellent le « Service Secret, » par où s'entend l'espionnage, exercé aussi bien avant que pendant la guerre. Écoutons ce que nous apprend, à ce sujet, l'auteur de *l'Armée allemande vue du dedans :*

De toutes les machines stratégiques dont fait emploi le gouvernement allemand, aucune n'est organisée d'aussi merveilleuse façon que le Service Secret. Déjà le Grand Frédéric se vantait volontiers de « n'avoir qu'un seul cuisinier et d'avoir cent espions. » Le général Radowitch écrivait de son côté : « Offrir à une nation les avantages d'un service secret d'espionnage, ce n'est pas *dépenser* de l'argent : on ne saurait, au contraire, imaginer un meilleur placement. » Se fondant sur ce principe, l'Allemagne dépense tous les ans vingt millions de francs pour l'entretien d'un immense corps d'espions, s'étendant depuis le plus haut fonctionnaire jusqu'à l'obscur ouvrier d'usine. Ces agens opèrent en Russie, en France, en Angleterre, aux États-Unis ; et bon nombre d'entre eux ne sont pas Allemands. Toutes les nationalités du monde fournissent de serviteurs payés le Bureau d'Espionnage de Potsdam...

Le Service Secret allemand est réparti en plusieurs catégories, suivant l'ordre des renseignemens sollicités : il y a la catégorie navale, la catégorie militaire, les catégories commerciale, diplomatique, etc. Un point important dont mes compatriotes anglais n'ont pas tenu compte, c'est que *tout Allemand un peu intelligent est un espion*, payé ou gratuit : car tout Allemand est instruit à regarder comme un devoir, pour lui, de renseigner les autorités de son pays concernant la moindre affaire étrangère qui aura quelque chance de les intéresser.

Ai-je besoin d'ajouter que l'emploi de moyens détournés est indispensable, dans ce Service Secret, à la fois pour ce qui est d'acquérir des renseignemens, de les transmettre au bon endroit, et d'en rémunérer le fournisseur ? Le traitement d'un espion attitré varie entre 250 et 500 francs par mois. Souvent l'espion reçoit l'argent nécessaire pour l'installation d'un petit commerce, d'un modeste comptoir, aux allures innocentes ; ou bien, lorsqu'il s'agit d'une femme, celle-là est mise à même de diriger un établissement d'une espèce beaucoup moins innocente. Le traitement est toujours transmis de main en main ; d'ordinaire, c'est une femme qui se trouve chargée d'apporter, d'Allemagne, une grosse somme destinée au contrôleur de telle ou telle section, qui se charge, à son tour, de répartir la somme entre ses subordonnés. Les mêmes intermédiaires ont la charge de transmettre les divers rapports ; et telle est la méfiance du gouvernement à l'égard de ses serviteurs qu'un système de contre-espionnage ne cesse pas de surveiller les espions eux-mêmes, ainsi que les courriers.

Dans le rapport qu'il rédige, l'espion ne doit omettre aucun détail. Supposons-le s'occupant d'étudier l'existence intime d'un jeune officier qui semble posséder le moyen de se procurer des documens confidentiels ! Pas un individu n'est trop insignifiant pour l'espion allemand ; pas un détail ne doit jamais lui paraître trop banal. Avant peu, donc, notre espion

aura dressé la « fiche » de son homme, et cette fiche s'en ira, de main en main, jusqu'au Bureau Central. Sur la « fiche » se trouvera la biographie complète de l'officier jusqu'au moment présent : on y lira son lieu de naissance, son éducation, sa famille, les qualités de sa femme et de ses enfans (s'il en a), ses ressources et le plus ou moins de son besoin d'argent, son régiment, ses fonctions, son mode de vie, son caractère, ses habitudes principales et ses petites tares intimes.

La fiche ainsi rédigée est ensuite classée à son rang, dans les casiers du Bureau Central, et sans cesse complétée, au fur et à mesure de l'arrivée de détails nouveaux. On serait stupéfait d'apprendre la foule d'officiers anglais qui ont l'honneur d'avoir leurs « fiches » à Berlin. Mais il va de soi que le « sujet » favori est le jeune officier pauvre ou dépensier, le jeune homme ambitieux à qui ses parens ne peuvent pas payer le moyen de « mener son train » dans un régiment à la mode.

L'auteur anonyme a précisément connu, il y a quelques années, un jeune lieutenant anglais que l'accumulation de ses dettes désignait à devenir un « sujet » de ce genre. Un jour, dans le « promenoir » d'un café-concert, il avait librement exposé à un ami les embarras de sa situation, sans soupçonner que ses paroles pussent être entendues d'autres « promeneurs. » Dès la semaine suivante, il recevait une lettre où un riche étranger, demeurant dans un des quartiers les plus élégans de Londres, lui demandait s'il ne voudrait pas se charger de la préparation militaire d'un de ses neveux, qui s'apprêtait à servir dans l'armée anglaise. L'étranger, parmi bien des excuses, mentionnait le prix qu'il comptait offrir à l'officier pour ses leçons; et ce prix se trouvait être si énorme que le jeune lieutenant crut devoir, avant tout, communiquer la lettre à son colonel. Inutile d'ajouter que le projet de leçons d'art militaire n'eut pas d'autres suites : le vieil oncle allemand, s'il a connu la fin de l'histoire, aura dû maudire plus d'une fois son imprudent excès de libéralité.

Mais à côté de ces agens « civils, » le Bureau d'Espionnage allemand emploie naturellement aussi une foule de militaires de tous rangs et de toute nature, depuis l'humble soldat qui, par amour du gain, va se faire embaucher dans une place forte ou dans un port étrangers jusqu'à l'officier conduit par son dévouement patriotique à entreprendre les missions les plus dangereuses. Quelques-uns de ces espions militaires déploient un vrai génie d'habileté et de ruse. L'auteur du petit livre a eu jadis sous ses ordres, pendant qu'il était officier dans l'armée anglaise en Birmanie, un soldat d'origine allemande qui, après avoir déserté de son régiment westphalien, avait passé plusieurs années dans notre Légion Étrangère, avait déserté de nouveau, et avait été trop heureux d'obtenir enfin son emploi présent.

Son départ de l'armée allemande avait eu lieu à la suite d'une querelle où il avait tué son sous-lieutenant; et une haine féroce de l'armée allemande était désormais le seul sentiment qui survécût dans l'âme de cette pitoyable épave de la vie. Et puis, un beau jour, le vieux soldat allemand a disparu : il emportait avec soi tous les plans des nouvelles fortifications des côtes de Birmanie, comme sans doute aussi bien des renseignemens précieux sur nos travaux de Cochinchine, où avait demeuré son bataillon de la Légion Étrangère!

Mais il est temps que j'arrive aux observations purement « militaires » de l'écrivain anglais. J'ai dit déjà comment le premier contact de celui-ci avec l'armée allemande s'était opéré dans une École de Cadets, où s'était passée une partie de sa jeunesse; et aussi ne s'étonnera-t-on pas que le premier chapitre de son livre, — après une *Introduction* consacrée à de très sûres et intéressantes notions générales, — ait pour sujet le régime de vie de ces célèbres écoles, où se forment la plupart des officiers allemands. Ce régime serait d'ailleurs, à en croire notre ancien Cadet, sensiblement pareil à celui que subissent en Allemagne les jeunes soldats lors de leur entrée au régiment: de part et d'autre, le principe pédagogique dominant consisterait à « militariser » le futur officier ou le futur soldat en écrasant sa personnalité sous le poids d'une discipline brutale et sans pitié.

Il m'a été donné, pour mon compte, de prendre un avant-goût de cette discipline dès le seuil même de l'école où m'envoyaient mes parens. J'ai rencontré là un de ces élèves plus âgés qui, suivant l'habitude de toutes les écoles allemandes, sont chargés déjà de surveiller les élèves des classes inférieures. D'un ton rude et méprisant, ce Cadet m'a demandé mon nom. Je me suis nommé, avec le salut le plus respectueux dont je fusse capable : sur quoi, ce garçon, sans l'ombre de passion, et simplement avec la conviction d'accomplir son devoir, m'a frappé au visage, de toutes ses forces. Et cela nullement parce que j'avais un nom anglais, mais parce que j'étais un « nouveau » qu'il s'agissait de « briser. »

Le gardien de ma chambrée était un de ces sous-officiers typiques de l'armée prussienne qui ne conçoivent pas d'autre moyen que la force pour maintenir la discipline. Je jurerais qu'il passait des heures, tous les jours, à inventer des formes nouvelles de punition. L'un de ses divertissemens favoris était de contraindre un élève à porter sous chaque bras trois gros dictionnaires, à se tenir debout sur la pointe des pieds, à ployer les genoux, et à demeurer dans cette position pendant dix ou quinze minutes, — sous peine d'être roué de coups, s'il avait le malheur de tomber. Tous les autres sous-officiers de l'école, du reste, égalaient au moins celui-là en vaine cruauté.

L'auteur anglais assure qu'à l'un quelconque de ses compatriotes qui aurait eu l'occasion de connaître les écoles militaires de Woolwich ou de Sandhurst, une École de Cadets allemande ferait l'effet d'un « établissement pénitentiaire ; » et il ajoute que l'enseignement qu'y reçoivent les élèves correspond à cette discipline qui leur est infligée. Là comme à la caserne, sous prétexte de donner aux jeunes gens des qualités « viriles, » leurs maîtres s'attachent à étouffer dans leurs cœurs tous sentimens de pitié. « *Pillez! brûlez! tuez!* ces trois mots pourraient servir de devise à toute l'éducation guerrière du soldat allemand. »

Et quant au fruit de ces leçons, tout ce que l'auteur anglais trouverait à nous dire sur ce point serait encore infiniment dépassé par le spectacle où nous assistons depuis trois mois. Accoutumés à la fois par les discours et par l'exemple de leurs maîtres à se représenter la « dureté » comme la plus haute des vertus militaires, accueillis par des coups dès le seuil de la caserne ou de l'École de Cadets, soldats et officiers allemands nous ont laissé dès maintenant des souvenirs ineffaçables d'une « virilité » dont ils savaient, en outre, qu'elle avait pour soi l'approbation du chef suprême de leur armée. « Quelles admirables paroles l'Empereur vient de nous adresser ! » disait naguère à l'écrivain anonyme un jeune lieutenant allemand de ses amis, en sortant d'une audience accordée par l'empereur Guillaume aux officiers du corps expéditionnaire envoyé en Chine pour réprimer la révolte des Boxers. Le jeune lieutenant avait encore des larmes dans les yeux, au souvenir de ces paroles d'adieu de son souverain. Et l'on sait ce qu'avaient été ces « admirables » paroles : « N'épargnez personne, là-bas où vous allez ! Acquérez-vous une célébrité pareille à celle des Huns d'Attila ! »

Non certes, nous n'avons pas besoin de demander au livre anglais des preuves de l'efficacité des leçons reçues par les jeunes garçons d'outre-Rhin dans les écoles militaires de leur pays ! Tout au plus noterai-je encore un trait qui achèvera de faire comprendre l'irrésistible action de ces leçons de « barbarie » sur de jeunes cerveaux. L'auteur nous raconte que, au début de la récente guerre sud-africaine, tous les officiers allemands de sa garnison ne cessaient pas de déplorer, comme éminemment « antimilitaire, » l'indulgence courtoise avec laquelle les Anglais traitaient leurs ennemis. Et l'auteur reconnaît que lui-même, malgré son origine anglaise, partageait ce sentiment de son entourage, ou du moins craignait qu'une telle façon de pratiquer la guerre ne risquât de valoir à ses compatriotes les plus

graves ennuis. « Si bien que ma surprise a été grande, — nous dit-il, — lorsqu'ensuite j'ai pu constater, au contraire, les résultats merveilleux de cette douceur qui m'avait d'abord effrayé. »

Après nous avoir ainsi décrit la formation du militaire allemand, l'écrivain anglais étudie tour à tour les divers degrés de la hiérarchie, comme l'avait fait déjà le capitaine Pommer. Comme lui, il nous signale l'absence complète de tout lien entre les soldats et leurs chefs. « A la différence de ce que nous voyons dans les armées française et anglaise, jamais un officier allemand n'est le confident de ses hommes. Jamais, à ma connaissance, un officier n'a fait le moindre effort pour encourager ses hommes à lui ouvrir leurs cœurs. Et cela, selon moi, est fâcheux même au point de vue purement professionnel. Le soldat aime à sentir qu'il a près de soi quelqu'un qui s'intéresse à lui, quelqu'un qui pourra lui donner un conseil, ou du moins recevoir l'aveu de ses peines. »

Encore n'est-il pas rare de rencontrer dans l'armée allemande des officiers qui, sans s'abaisser à devenir les « confidens » de leurs hommes, ne refusent pas de témoigner à ceux-ci quelque sympathie : tandis que le type ordinaire du sous-officier tendrait de plus en plus, d'après l'auteur anglais, à se rapprocher des susdits gardiens de son École de Cadets. Mais aussi bien le recrutement même des sous-officiers commençait-il, ces années passées, à embarrasser cruellement les chefs militaires. Et vainement l'on avait cru remédier au mal en relevant un peu le salaire des sous-officiers. « Le mal était trop profond pour pouvoir désormais être réparé. Sans l'ombre d'un doute, le plus grand nombre des sous-officiers qui font aujourd'hui partie des troupes sur le front sont d'une espèce considérablement inférieure à celle des sous-officiers allemands de 1870. Tous, ou presque tous, ils n'ont fondé leur autorité que sur les méthodes, purement allemandes, de la force brutale et de la menace, — méthodes dont ils peuvent avoir tiré des résultats satisfaisans en temps de paix, mais qui, pendant la guerre, risquent fort de se montrer beaucoup moins fructueuses. »

Seul, le prestige « social » du sous-officier s'était conservé intact, d'année en année. Dans toutes les cuisines des villes de garnison, notamment, les triomphes du sergent ou même du simple caporal dépassaient ceux du plus séduisant des soldats non gradés ; et chaque jour ses caprices, l'allure volontiers changeante de sa fantaisie amoureuse y donnaient lieu à des épisodes comme celui que nous raconte l'auteur du livre anglais :

La jeune femme que je venais d'épouser était Anglaise, et il lui a fallu un long « entraînement » pour s'accoutumer aux façons des cuisinières allemandes. La première de ces personnes que nous avons prise à notre service nous avait simplement déclaré, par manière de recommandation, qu'elle avait pour « fiancé » un sergent de mon escadron. Mais voilà qu'un matin, en revenant de la « parade, » j'ai appris que notre cuisinière désirait me parler! Tout en larmes, la pauvre fille m'expliqua longuement que son sergent avait profité d'une de nos absences pour transmettre ses faveurs à un nouveau « trésor. » Elle était allée le voir à son quartier, l'avait traité suivant ses mérites, et avait signifié aux autres sous-officiers l'opinion qu'elle avait conçue de lui désormais. Et maintenant elle m'attendait pour avoir mon avis. Comme je voyais qu'elle n'avait pas même commencé à s'occuper de notre déjeuner, et comme je ne pouvais songer à entreprendre sur-le-champ l'œuvre de réconciliation que je devinais bien qu'elle avait espérée de moi, je lui suggérai que le plus sage était, pour elle, d'oublier un gaillard qui, plusieurs fois déjà, à ma connaissance, avait ainsi changé de « trésor. » Sur quoi, notre cuisinière, un peu consolée, me demanda quel était celui de mes autres sergens que je lui conseillais de choisir pour ami. Elle m'avoua que, de son côté, elle avait jeté les yeux sur le porte-drapeau : et ce ne fut pas sans peine que je parvins à lui expliquer mon impuissance à l'aider dans un choix aussi délicat. L'excellente fille ne pouvait pas s'enlever de la tête que la cuisinière d'un officier devait nécessairement avoir pour amoureux un des sous-officiers de l'escadron de son maître. Enfin mes discours semblèrent lui rendre du calme, et j'eus le plaisir de la voir procéder à la confection de notre déjeuner. Quelque temps après, elle m'aborda avec un visage épanoui pour m'apprendre qu'elle avait retrouvé un « fiancé. » Elle s'excusait de l'avoir pris dans l'infanterie : mais elle n'avait pu résister à ses tendres instances! Notre repas, ce jour-là, nous fut servi avec un soin tout particulier.

Le chapitre consacré par l'auteur anglais aux *Manœuvres* de l'armée allemande est également rempli d'observations instructives. Nous y apprenons, par exemple, que l'un des motifs qui contribuent à affaiblir la portée pratique de ces manœuvres est la présence inévitable de l'Empereur à la tête de l'une ou de l'autre des deux armées opposées. Presque forcément, il faut que cette armée-là obtienne la victoire ; et comme, dans cette armée, aucun général n'oserait désobéir aux volontés de l'Empereur, voire seulement les critiquer, on conçoit sans peine les inconvéniens qui résultent d'une telle situation pour l'ensemble de la grande « répétition » annuelle que constituent les manœuvres d'automne. Les généraux de l'armée « inspirée » par l'Empereur sont obligés d'exécuter maints mouvemens qu'au fond de leur cœur ils tiennent pour des fautes ; et, d'autre part, les chefs de l'armée adverse sont obligés de commettre autant de fautes qu'en exigera la défaite, quasiment imposée, de leurs troupes. Car chacun

sait que l'Empereur s'accommode aussi malaisément d'être conseillé que d'être battu.

Mais n'importe : telles qu'elles sont, les manœuvres permettent à un spectateur désintéressé de se rendre compte d'un certain nombre de vérités incontestables, au premier rang desquelles figure, d'après l'écrivain anglais, la décadence graduelle des qualités qui ont jadis fait la force et le triomphe des armées allemandes. C'est d'ailleurs ce que notait déjà, il y a trois ans, le correspondant militaire du *Times* à Berlin, dans une longue étude dont les conclusions nous sont pleinement confirmées par l'ex-officier allemand.

Par-dessus tout, ce correspondant estimait que le sens de l'initiative décroissait chez les chefs, petits ou grands. « Jamais, écrivait-il, je n'ai vu durant les dernières manœuvres un de ces mouvemens ingénieux ou hardis qui attestent une compréhension personnelle de l'art de la guerre : pour ne rien dire de telles fautes graves dont j'ai eu l'occasion d'être témoin et qui suffiraient à montrer à quel point le haut commandement est désormais au-dessous de sa réputation. » Abordant ensuite le détail des manœuvres, le correspondant du *Times* signalait le « manque d'entrain » de l'infanterie, sa « lenteur, » le caractère « suranné » de ses marches d'approche. Il reprochait à l'artillerie la « maladresse » de ses méthodes de tir, en ajoutant que le « matériel » dont elle se servait ne souffrait pas même d'être comparé aux nouveaux canons de l'armée française. Et son étude s'achevait, dès cette date de 1911, par la constatation d'une « baisse » sensible dans la valeur professionnelle d'une armée de plus en plus fatiguée, engourdie, empêtrée de routines stériles. Le nombre, la confiance en soi-même, et une « organisation » encore très solide : tels seraient maintenant, à l'en croire, les seuls élémens de supériorité de cette armée, ses seuls gages de succès dans le cas d'une lutte avec d'autres grandes armées européennes.

En reprenant à son compte, comme je l'ai dit, tous les termes de ce jugement de son confrère du *Times*, l'auteur du livre nouveau reconnaît cependant qu'il suffirait aux troupes allemandes d'avoir à leur tête un maréchal de Moltke pour accroître énormément leurs chances de succès. « Sous les ordres d'un tel homme, une telle armée ne pourrait pas manquer d'accomplir des prodiges. » Mais loin de posséder un chef de cette taille, l'armée allemande d'aujourd'hui semble bien « n'avoir pas de chef du tout. » Selon l'amusante expression de l'auteur anglais, cette armée, à la veille de la guerre, « n'était pas autant une idole aux pieds d'argile qu'une idole surmontée d'une tête d'argile. »

Ce qui n'empêche pas les « pieds » de l'idole d'être eux-mêmes, au dire de notre auteur, gênés par maints obstacles, et dont l'un des principaux se trouverait être la sottise, plus ou moins naturelle, d'un très grand nombre de soldats allemands. « Plus ou moins naturelle, » parce que souvent des soldats polonais, ou encore lorrains, se font manifestement un devoir de fermer leurs cervelles aux leçons de leurs chefs. Avec une obstination héroïque, ils refusent de comprendre à la fois la « lettre » et l' « esprit » de l'enseignement militaire qu'ils reçoivent : simulant dès le début une balourdise qui s'accentue à mesure qu'ils peuvent moins prétexter leur ignorance de la langue allemande. Mais en plus de ces sots « volontaires, » combien de soldats qui, très sincèrement, échouent à saisir le sens et la portée des ordres les plus simples ! L'auteur nous cite ainsi, tout au long de son livre, des traits d'incompréhension dont l'équivalent serait en effet bien difficile à découvrir chez les plus « naïfs » de nos troupiers français, — des traits de l'espèce de celui-ci, que je prends au hasard :

Un jour, pour garder un petit cours d'eau, j'avais placé un de mes hommes en sentinelle, à l'entrée d'un pont. Personne ne devait traverser le pont sans répondre à la sentinelle un mot d'ordre convenu. Arrive un sergent de l'armée opposée. Mon homme lui demande le mot d'ordre : mais le sergent l'ignore et, par conséquent, reçoit défense de traverser le pont. Là-dessus, le voici qui fait quelques pas sur l'autre bord de la rivière, et puis qui passe à gué, avec de l'eau jusqu'à hauteur des bras, sans en être empêché par la sentinelle ! Celle-ci avait fidèlement suivi sa consigne : elle n'avait permis à personne de traverser le pont.

A quoi l'auteur ajoute : « Je sais déjà de bonne source que des incidens du même genre se sont produits à Liége. L'armée allemande en verra se produire bien d'autres, au cours de la guerre. »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Les nouvelles de la guerre ne changent pas beaucoup dans l'Europe occidentale, mais elles continuent d'être rassurantes. On peut prendre presque indifféremment l'un ou l'autre des communiqués officiels qui se sont succédé deux fois par jour depuis le commencement du mois ; ils se ressemblent tous et tous entretiennent la confiance. « Au Nord, dit l'un d'eux, l'ennemi paraît avoir concentré son activité dans la région d'Ypres, sans résultat d'ailleurs ; nous tenons partout. » Nous tenons partout : plus tard, nous procéderons autrement et nous frapperons à un point bien choisi des coups plus décisifs. Pour le moment, on prête au général Joffre un mot qu'il n'a peut-être pas prononcé, mais qui définit assez exactement son action ; il aurait dit : « Je suis une râpe. » Il use, en effet, peu à peu l'adversaire ; il le fatigue et l'épuise ; il lui enlève chaque jour un morceau de terrain. Au bout de chaque quinzaine, l'amélioration est notable. Toutefois, la guerre sera longue. Par une sorte d'instinct divinatoire, l'opinion publique a compris dès le début qu'elle exigerait de notre part beaucoup de patience : nous en avons donc fait ample provision.

Où en sommes nous aujourd'hui ? Il y a quelques jours, les attaques allemandes étaient la manifestation d'un plan défini dont l'objet apparaissait distinctement. L'Empereur avait donné Calais pour but à son armée et il se proposait de l'atteindre en forçant à tout prix ou en tournant notre extrême gauche le long du rivage de la mer. Malheureusement pour elle, l'armée allemande a trouvé l'Yser sur le chemin de Calais. Tous ses efforts sont venus se briser contre la résistance que les Belges, les Anglais et nous leur avons opposée là et qu'ils n'ont pas pu vaincre. On sait que la mer s'est armée contre eux comme la terre. La flotte anglaise et les forces maritimes que nous avons conservées dans les mers du Nord ont utilement collaboré avec nos armées,

auxquelles le tir de leur artillerie a apporté un concours très efficace. Les Allemands, qui avaient réussi un jour à passer l'Yser et à mettre le pied sur la rive gauche, avaient déjà perdu en partie cet avantage provisoire, ils avaient été refoulés sur la rive droite lorsque l'intervention d'un élément nouveau a achevé leur déroute. Ils ne semblaient pas s'être rappelé qu'il suffisait de faire jouer quelques écluses pour inonder le pays et le rendre intenable. C'est pourtant ce qui est arrivé. Après avoir perdu la bataille de la Marne et celle de l'Aisne, les Allemands ont donc perdu celle de l'Yser. Quelle que soit leur ténacité, qui est grande, ils ne paraissent pas devoir s'obstiner sur ce point davantage, mais ils en choisiront un autre. Où aura lieu la nouvelle bataille? Il est difficile de le dire. Depuis quelques jours, les Allemands frappent sur toute notre ligne de front, et sur l'Yser même, des coups qui ont en apparence un caractère un peu désordonné et semblent ne tenir à aucun plan définitivement arrêté, soit qu'ils n'en aient en effet encore arrêté aucun et qu'ils cherchent à tâtons le défaut de notre cuirasse, soit qu'en disséminant leurs coups, ils veuillent nous maintenir dans l'incertitude de leurs projets véritables et nous amener à nous étendre et à nous disperser davantage. Mais, si tel est leur dessein, ils n'y réussiront pas mieux que dans ceux qui ont précédé. Nous tiendrons partout, comme dit le général Joffre. Tenir bon, c'est le seul mot d'ordre que Wellington ait donné à Waterloo : il est des cas où cela suffit.

Nous avons, d'ailleurs, pour donner une idée exacte de la situation, autre chose que les communiqués officiels bi-quotidiens qu'on a quelquefois taxés de sécheresse. Le 4 novembre, le général Joffre a adressé au grand-duc Nicolas, généralissime de l'armée russe, un télégramme qui a produit sur l'opinion un effet profond. « Nous avons reçu, dit-il, avec un vif plaisir toutes les nouvelles de la marche triomphante des armées russes au cours de ces quinze derniers jours et de la nouvelle avance qui vient de les amener à proximité de la frontière allemande. Je tiens à adresser à Votre Altesse Impériale mes meilleures félicitations. De notre côté, nous avons arrêté les attaques furieuses allemandes, et par une action énergique et incessante nous cherchons à détruire les forces ennemies qui nous sont opposées. Notre situation est bonne, et nos efforts combinés amèneront bientôt, je l'espère, le succès final. » Il s'en est fallu de peu que ce télégramme du général Joffre ne se croisât avec celui que le grand-duc Nicolas lui adressait à son tour, et qu'il adressait aussi à lord Kitchener, pour leur annoncer la victoire que, de son côté, il venait

de remporter en Galicie et qui est, disait-il, incontestablement le plus grand succès russe depuis le commencement de la guerre. Et le grand-duc ajoute : « J'ai pleine confiance dans le rapide et entier accomplissement de notre tâche commune et je suis convaincu qu'une victoire décisive sera remportée par les armées alliées. » Bientôt, dit l'un ; rapidement, dit l'autre : mots précieux pour nous et qui résonnent d'une manière encourageante à nos oreilles. Dieu veuille que ces espérances soient réalisées ! Toutefois, s'il faut que nous ayons encore de la patience, nous en aurons autant qu'il faudra jusqu'au « succès final » et à la « bataille décisive. » Le succès sera dû à la collaboration étroite, intime des armées alliées qui, à une si grande distance l'une de l'autre, travaillent à la même œuvre, chacune avec ses qualités propres, toutes deux dans un même esprit et avec un même cœur. Avons-nous besoin de dire la joie que nous a causée la victoire du grand-duc Nicolas ? C'est, en effet, une grande victoire ; elle rend l'armée russe à peu près maîtresse de la Galicie. Les premiers succès de cette armée avaient été déjà très remarquables et leur rapidité avait paru foudroyante, mais ils avaient été remportés sur l'armée autrichienne seule, et on se demandait ce qu'il en adviendrait lorsque l'armée allemande, accourue au secours de son allié, lui aurait apporté ses méthodes de combat et des forces numériques importantes. Et en effet, l'offensive russe a été un moment arrêtée, suspendue ; mais elle a repris bientôt son élan et les armées austro-allemandes ont été refoulées. La bataille d'Augustow avait déjà dégagé le territoire russe de l'invasion allemande ; la nouvelle bataille a dégagé la Galicie et ouvert la route de Cracovie. Sans doute il reste encore beaucoup à faire aussi bien d'un côté de l'Europe que de l'autre, mais on peut dire sans fausse modestie que les affaires des armées alliées sont en bonne voie, ou plutôt on peut le répéter avec confiance, puisque les généraux français et russes le disent eux-mêmes et qu'ils ont toujours respecté la vérité.

Nous avons enfin le témoignage de M. le Président de la République qui, pour la seconde fois, est allé visiter nos armées et leur exprimer la reconnaissance du pays. Étant entré sur le territoire belge, il a tenu à cœur d'aller saluer le Roi et la Reine des Belges, si dignes l'un et l'autre de la plus respectueuse sympathie. La Belgique est justement fière de son Roi, et il y a quelque chose de touchant dans la résolution qu'a prise la Reine de ne pas se séparer de son mari et de le suivre dans les camps, au milieu des hasards de la guerre. M. Poincaré a pu leur faire part des sentimens de la France entière, qui sait

comprendre, sentir, admirer, et qui n'oubliera pas. Mais M. le Président de la République devait aussi parler à notre armée, ou plutôt nous parler d'elle et il l'a fait dans une lettre qu'il a adressée à M. le Ministre de la Guerre. « A mesure, a-t-il dit, que se développent les hostilités, le soldat français, sans rien perdre de son ardeur et de sa bravoure, acquiert plus d'expérience et adapte mieux ses vertus naturelles aux exigences des opérations militaires. Il conserve une incomparable force d'offensive et s'accoutume en même temps à la patience et à la ténacité. Sous le feu de l'ennemi, s'établit entre le chef et les hommes une intimité confiante qui, loin d'affaiblir la discipline, l'ennoblit encore par la conscience éclairée de la solidarité dans le dévouement et dans le sacrifice. Chaque fois qu'on revient au milieu des troupes, on est émerveillé par cette abolition totale de l'intérêt personnel, par ce glorieux anonymat du courage, par la grandeur de cette âme collective où se fondent tous les espoirs de la race. » Ce sont bien là, en effet, les caractères distinctifs de nos soldats de 1914 : ils ont gardé les qualités de leurs pères et ils en ont acquis de nouvelles, rendues nécessaires par les transformations de la guerre moderne. Ils sont devenus patiens, comme le pays lui-même ; aucune tâche ne les rebute, aucune fatigue ne les lasse : et ils avancent toujours.

Pendant ce temps, le pays travaille. Il ne songe pas seulement à aujourd'hui, mais encore à demain et il le prépare sans se laisser détourner de sa tâche quotidienne, au milieu de la plus effroyable tourmente. Il y a dans la lettre de M. le Président de la République une phrase qui nous a frappé parce qu'elle est la constatation d'un fait que M. Poincaré n'a certainement pas inventé et qui est une chose vue. « Lorsque, dit-il, à portée des projectiles, devant un horizon que les éclatemens d'obus couvrent de fumée ou déchirent de lueurs, on voit des paysans tranquilles pousser leur charrue et ensemencer leur sol, on comprend mieux encore combien sont inépuisables sur notre vieille terre de France les provisions d'énergie et de vitalité. » Ce paysan courbé sur sa charrue représente la continuité des œuvres de vie au milieu des œuvres de mort. Il est bon, il est réconfortant de voir, au sein même des destructions qui s'accumulent dans le présent, les réserves de l'avenir qui se reconstituent.

Nous en avons d'autant plus besoin que le champ de la guerre, déjà si large et si vaste, semble devoir s'élargir encore. La Turquie vient de sortir, par un acte de piraterie, de la neutralité où elle

avait annoncé la volonté de se maintenir, et il est encore difficile de dire si la funeste initiative qu'elle vient de prendre, — funeste surtout pour elle, — n'amènera pas de nouvelles perturbations dans les Balkans. Après les épreuves qu'elle a traversées et qui l'ont laissée démembrée et pantelante, la Turquie avait besoin d'une longue paix pour cicatriser ses blessures et reprendre des forces; le plus simple bon sens, la plus vulgaire prudence lui conseillaient de suivre, au milieu des agitations de l'Europe, une politique d'abstention et de recueillement et il est probable que, si elle avait été libre, c'est en effet cette politique qu'elle aurait adoptée; mais elle est livrée, depuis quelques années, à une bande d'aventuriers qui l'ont livrée elle-même à l'Allemagne. Celle-ci, dans la situation critique où elle se trouve, ayant perdu un de ses alliés et ameuté l'Europe contre elle, cherchant à échapper par tous les moyens à la destinée qui la menace, a frappé du fouet et piqué de l'éperon le vieux cheval fourbu, pour l'obliger de force à se redresser et le jeter haletant sur le champ de bataille. L'intervention de la Turquie ne sauvera pas l'Allemagne, mais elle coûtera très cher à la Turquie. Survivra-t-elle à cette nouvelle épreuve? Il faudrait pour cela qu'elle trouvât une fois de plus la bonne volonté de l'Europe et elle paraît bien l'avoir définitivement découragée. On a fait vivre la Turquie artificiellement parce que sa survie paraissait utile à la paix générale; mais si, au lieu d'y servir elle y nuit, si elle cesse d'être un élément d'équilibre, si elle ajoute de la guerre à la guerre et apporte un tison de plus à l'incendie qui déjà fait rage, la Turquie, qui ne pouvait durer que grâce à la bienveillance et à la complaisance de tous, aura coupé de sa propre main le fil ténu qui retenait sur sa tête une nouvelle épée de Damoclès. Elle seule sera responsable de sa ruine.

L'opinion universelle a désigné Enver Pacha comme l'auteur de l'entreprise. Tout lui ayant réussi jusqu'à présent, son étrange fortune l'a encouragé à toutes les audaces. Il a été un des promoteurs principaux de ce mouvement révolutionnaire de la Jeune-Turquie sur lequel la vieille Europe, habituellement moins candide, s'est fait au début tant d'illusions. Il n'y avait qu'une voix pour célébrer l'héroïsme des Jeunes-Turcs, qui se disaient des disciples fidèles de la Révolution française et promettaient de régénérer leur patrie par la liberté. On assure qu'Enver pacha, alors Enver bey, s'est assigné tout de suite le rôle de Napoléon. Il se croyait un grand homme de guerre parce qu'il avait fait ses études militaires en Allemagne et avait été attaché militaire à Berlin. L'espèce de démence que l'orgueil de sa

force a inspirée à l'Allemagne est contagieuse de sa nature; beaucoup d'autres têtes en ont été frappées, mais aucune ne l'a été plus fortement, plus profondément que celle d'Enver pacha. Gardant un souvenir ineffaçable des séductions qui s'étaient exercées sur lui à Berlin, il est devenu, il est resté le séide de l'Allemagne, convaincu que le patronage de ce grand pays et de son non moins grand souverain ne manquerait pas de rendre à la Turquie la puissance de son meilleur temps. L'empereur Guillaume a fait de son mieux pour entretenir cette espérance; il s'est posé dans le monde comme l'ami et le défenseur des Ottomans; il a invoqué Allah et Mahomet, comme il invoquait hier son vieux Dieu, et même la Sainte-Vierge miraculeuse, car tout lui est indifférent ou, si l'on veut, tout lui est bon pour atteindre son but. Il a tiré déjà de grands avantages de la protection qu'il a étendue sur la Turquie, sans qu'il lui en coûtât rien, et il en aurait tiré plus encore dans la suite s'il avait ménagé davantage les forces d'un ami qui est si près de n'en pouvoir plus. C'est ce qu'il aurait fait sans doute s'il n'avait pas été pressé par une de ces nécessités impérieuses qui, comme l'a dit M. de Bethmann-Holweeg, n'ont point de loi. Il a montré qu'il était l'homme des longues pensées, des longues préparations et qu'il savait attendre, mais cette fois il ne pouvait plus le faire. La guerre qu'il a déchaînée l'a mis dans une de ces situations où on fait flèche de tout bois. Il ne s'attend sans doute pas à ce que la Turquie, à peine sauvée de l'agonie par une sorte de miracle, lui apporte une grande force; mais, quelle que soit cette force, il compte bien l'épuiser à son profit, et si la Turquie meurt à la peine, tant pis pour elle : l'Allemagne au-dessus de tout! Quant à Enver pacha, il a le courage des hommes de son espèce, mais sa prévoyance paraît courte. Croyant aveuglément à la toute-puissance de l'Allemagne, il a peu à peu appelé à Constantinople des officiers allemands de terre et de mer, entre les mains desquels il a mis l'armée et la flotte ottomanes. Qui aurait cru, à l'aurore si brillante, mais si décevante de la Jeune-Turquie, qu'elle aboutirait à un résultat aussi avilissant? Ces prétendus libéraux, ces enragés patriotes ont aliéné l'indépendance de leur pays. La Turquie est devenue une sorte de colonie ou de protectorat allemand. Voulût-elle aujourd'hui se débarrasser de la rude étreinte teutonne, qu'elle ne le pourrait pas. C'est l'histoire du cheval qui, pour se venger du cerf, a fait appel à l'homme et est tombé sous sa dépendance. Enver pacha ne semble pas s'être encore rendu compte des conséquences de sa politique : il s'en apercevra bientôt.

Il serait difficile de préciser la date à laquelle remonte cette main-

mise de l'Allemagne sur la Turquie; ce serait toute une histoire à écrire et elle dépasserait de beaucoup les limites de notre chronique. Depuis plusieurs années déjà ce travail d'enveloppement, d'envoûtement, se poursuivait sous les yeux de l'Europe qui ne se méprenait pas sur son caractère, mais qui laissait faire, lorsque l'incident relatif aux pouvoirs accordés au général Liman de Sanders a provoqué un éclat. La Russie a demandé des explications et a commencé à se fâcher. Le gouvernement ottoman, conseillé par celui de Berlin, a protesté de son innocence, rejeté loin de lui les noirs desseins qu'on lui prêtait et formellement promis de ne donner aucun commandement au général allemand. L'a-t-on cru ou a-t-on seulement feint de le croire? il importe peu de le rechercher aujourd'hui. En fait, le général est resté l'âme toute-puissante de l'armée ottomane, et c'est à peine si son action s'est pendant quelque temps un peu dissimulée. On reconnaît la marque allemande dans cette manière sournoise et perfide de procéder, dont l'incident du *Gœben* et du *Breslau* a fourni plus récemment un autre exemple. Ces deux navires, après avoir tiré quelques coups de canon dans la Méditerranée et s'y être conduits à la manière des corsaires, ne s'y sentant plus en sécurité, se sont réfugiés dans les Dardanelles. La France, l'Angleterre, la Russie ont naturellement protesté et, de nouveau, la Porte a manifesté l'étonnement de l'innocence méconnue, calomniée: elle avait acheté le *Gœben* et le *Breslau;* qu'y avait-il, que pouvait-il y avoir de plus régulier? Les navires n'étaient plus allemands, ils étaient turcs : au reste, leur équipage allemand devait être débarqué et remplacé par un équipage à turban. Les trois puissances alliées se sont contentées de cette explication, doublée de la promesse qu'en aucun cas les deux navires ne joueraient un rôle pendant la guerre. L'ont-elles cru? Elles ont feint de le croire, ne voulant pas alors pousser l'affaire plus loin. Mais si elles avaient pu s'y tromper, leur erreur aurait été bientôt dissipée. Aujourd'hui, le général Liman de Sanders commande l'armée et l'amiral Souchon, un autre Allemand, commande la flotte ottomanes. Le *Gœben* vient de se distinguer de nouveau dans la Mer-Noire par une franche violation du droit des gens : deux villes russes ont été bombardées sans déclaration de guerre.

Cette déclaration, ce sont alors la Russie, la France et l'Angleterre, puis la Serbie qui l'ont faite, mais on peut dire qu'elles ne l'ont faite, que contraintes et forcées. Il semble que la Turquie ait, depuis assez longtemps déjà, désiré et cherché ce dénouement; elle n'a négligé ni insolences, ni provocations pour l'amener; elle y a finalement réussi,

mais elle y a mis du temps. Elle a commencé par dénoncer les capitulations, c'est-à-dire déchiré un traité, ou plutôt un ensemble de traités qu'elle avait signés et qui instituait le statut personnel des étrangers dans l'Empire. Elle a vraiment considéré ces conventions ou traités comme de simples chiffons de papier, tant sont contagieux les exemples venus de haut. En d'autres temps, l'Europe aurait très mal pris la chose : elle s'est contentée de faire des réserves, auxquelles les Puissances de la Triple-Alliance se sont associées, quelques-unes pour la forme. Personne ne doute qu'ici encore l'Allemagne n'ait été le conseiller toujours écouté : la Porte n'aurait jamais osé prendre une pareille attitude sans son consentement, ou même son encouragement. Toutefois, si elle a espéré que de cet incident sortirait la guerre, elle s'est trompée : nous avions d'autres affaires sur les bras, nous avons renvoyé celle-là à plus tard. Alors, la Porte, sous un vain prétexte, a fermé brusquement les Dardanelles, ce qui était une nouvelle provocation ; mais la mesure blessait un trop grand nombre d'intérêts pour pouvoir être maintenue, et nous avons laissé passer cette incorrection comme les précédentes. La Porte, alors, s'est décidée à tirer des coups de canon, et la guerre est devenue inévitable. Nous l'avons fait précéder d'un ultimatum : nous avons demandé, — Russie, France et Angleterre, — que le gouvernement ottoman licenciât sur l'heure les officiers, soldats et marins allemands qu'il a pris à son service, ou plutôt qui l'ont mis lui-même au leur. Le pouvait-il ? Avait-il gardé assez de liberté et de force pour le faire ? Non, sans doute ; aussi le seul objet de l'ultimatum des alliés était-il de mettre en plein relief les causes de la guerre : elles sont dans ce fait que la Porte est tombée dans la domesticité de l'Allemagne, que c'est celle-ci qui gouverne à Constantinople et que cet état de choses s'est manifesté par des actes de brigandage qui ne pouvaient plus être tolérés. Quelles seront les conséquences ? Nous ne croyons pas qu'elles puissent être bien graves pour nous et pour nos alliés. La Russie sera obligée de maintenir quelques forces dans le Caucase, et sur la frontière arménienne, où elle a immédiatement pris contre les Turcs une offensive heureuse. L'Angleterre aura à veiller sur l'Égypte dont la défense, si elle est attaquée, est facile. L'Allemagne n'a pas dû avoir beaucoup de confiance dans les coups directs que la Turquie pouvait porter aux alliés ici ou là ; mais elle a espéré peut-être qu'elle amènerait le Sultan à proclamer la guerre sainte et à soulever le monde musulman contre les Anglais aux Indes et en Égypte, contre nous en Tunisie, en Algérie et au Maroc. Mais le Sultan, quoi-

qu'il règne peu à Constantinople et n'y gouverne pas du tout, semble opposer quelque résistance à la pression qu'on exerce sur lui. Le monde politique ottoman est divisé. Enver pacha et sa bande, s'ils sont les maîtres du jour, ne seront peut-être pas ceux du lendemain. Quoi qu'il en soit, nous avons lieu de croire que la tranquillité de nos colonies ou de nos protectorats ne court aucun danger sérieux, et l'Angleterre partage la même sécurité en ce qui concerne les siens.

La Turquie nous fera certainement moins de mal que le Japon n'en a déjà fait à l'Allemagne par la prise de Tsing-Tao. La place a dû capituler, et c'est un événement important, un événement de l'ordre mondial que cette capitulation : elle porte une atteinte extrêmement sensible à l'orgueil allemand, une atteinte dont les conséquences resteront sans doute irréparables et qui changera le cours de l'histoire dans ces régions lointaines. Lointaines, elles l'étaient autrefois davantage ; elles le sont moins aujourd'hui avec la facilité et la rapidité des communications. La carte du monde politique nous apparaît avec des proportions nouvelles et réduites, et c'est un fait significatif dans sa nouveauté qu'une guerre qui se poursuit en Europe ait pu avoir en Chine un contre-coup aussi profond et aussi prompt. On se rappelle dans quelles conditions l'Allemagne y avait fondé, sous sa forme de bail emphytéotique, une colonie dont elle était justement fière, mais dont la base s'est trouvée fragile. C'était une œuvre personnelle de l'empereur Guillaume : il se préoccupait beaucoup de ce qu'il appelait le péril jaune et attachait un intérêt de tout premier ordre à la place qu'il avait su prendre au cœur même de l'Asie. De grands projets ultérieurs s'y rattachaient dans sa pensée : qu'en reste-t-il aujourd'hui, qu'en restera-t-il demain? Il y a eu là pour l'Empereur une déconvenue qui, même au milieu de tant d'autres, a dû lui être amère. Mais nous ne nous y attarderons pas aujourd'hui, sauf à y revenir plus tard. Il faut bien avouer que le canon qui tonne sur l'Yser ou sur la Lys, à Arras ou à la Bassée, a un peu couvert pour nous celui de Tsing-Tao.

Nous ne pouvons pas finir notre chronique sans dire un mot de l'Italie. Nous en parlons rarement, parce que sa politique, très intelligente assurément, mais un peu incertaine encore, ne se dégage pas à nos yeux suivant une ligne tout à fait nette et que nous voulons éviter tout ce qui nous donnerait l'air de vouloir donner à nos voisins et amis un conseil dont ils n'ont pas besoin. Bien qu'ils aient obéi à leurs intérêts en proclamant leur neutralité, nous leur savons grand

gré de l'avoir fait par une décision immédiate et formelle qui nous a libérés de tout souci sur notre frontière du Sud-Est. Aussi leur souhaitons-nous sincèrement de trouver dans la manière dont la situation se dénouera les satisfactions légitimes auxquelles ils aspirent, et c'est tout au plus si nous dirons qu'il est rare de gagner au jeu quand on n'y a rien mis : nous en avons su quelque chose en 1866 lorsque, après Sadowa, nous avons réclamé sur le Rhin des compensations qu'on ne nous a pas accordées. Les vues de l'Italie sont très larges. Personne n'ignore qu'elle regarde Trente et Trieste comme les complémens nécessaires de sa nationalité, en quoi elle a raison, et aussi que les événemens de ces dernières années ont posé pour elle, dans l'Adriatique, des questions nouvelles dont l'intérêt s'est particulièrement concentré sur Vallona. Du côté de Trieste et de Trente, l'Italie n'a fait aucun mouvement, aucun geste apparent : il n'en a pas été tout à fait de même du côté de Vallona, mais son mouvement a été à peine sensible et son geste très discret. Elle s'est contentée d'envoyer une commission sanitaire, qui n'a pas encore, croyons-nous, débarqué sur la côte orientale de l'Adriatique : l'intention toutefois est manifeste et elle l'est devenue encore davantage par le fait que l'Italie, qui regardait naguère d'un œil si impatient les ambitions de la Grèce au Nord de l'Épire et se montrait si opposée à leur réalisation, paraît aujourd'hui en avoir pris son parti, ce qu'elle n'a certainement fait que sous le bénéfice d'une compensation qui lui serait donnée ou qu'elle prendrait ailleurs. Ce n'est ni nous ni aucun de nos alliés qui y ferons le moindre obstacle et, tout au contraire, nous verrions avec satisfaction l'Italie s'assurer sur la côte de l'Adriatique un gage de l'avenir qui lui appartient dans une mer où elle a tenu autrefois une si grande place.

L'occasion est bonne, car l'Albanie n'existe plus : nous parlons de l'Albanie politique à la création de laquelle l'Europe avait consenti par pure condescendance envers l'Autriche. Le prince de Wied n'était pas de taille à faire vivre cette œuvre artificielle ; il a disparu, et la question qu'il n'a pas résolue reste entière. Qu'en adviendra-t-il après la guerre? Cela dépendra de tant d'élémens, pour le moment incalculables, que nous ne nous hasarderons pas à émettre à ce sujet une prévision quelconque, mais il est hors de doute que l'Italie aura à ce moment un rôle à jouer. Si elle s'y prépare, comme c'est probable, elle le fait d'un manière prudente, un peu mystérieuse, et nous ne chercherons pas plus sur ce point que sur les autres à préjuger ses desseins. Aussi n'aurions-nous pas parlé d'elle aujourd'hui et aurions-nous attendu patiemment qu'elle sortît de la pénombre où elle reste si le

remaniement ministériel qui vient d'avoir lieu à Rome n'avait pas forcément attiré l'attention.

Ce remaniement n'est pas très profond au premier abord et, indépendamment de toute autre circonstance, il était devenu indispensable par la mort du marquis di San Giuliano. Toutefois, on ne se pressait pas. Le président du Conseil, M. Salandra, faisait l'intérim des Affaires étrangères. Il avait offert ce ministère à M. Sonnino, qui ne l'avait pas accepté, et cette situation aurait pu se prolonger quelque temps encore, si la démission du ministre du Trésor, M. Rubini, n'était pas venue montrer que le Cabinet avait besoin d'être modifié et consolidé, faute de quoi il s'en irait en morceaux. Ce n'était pas en effet une crise qui s'ouvrait, mais une crise qui se prolongeait, qui avait des causes anciennes et graves et à laquelle il fallait apporter un remède énergique. La démission de M. Rubini avait été précédée, il y a quelques jours, de celle du ministre de la Guerre, le général Grandi. Au moment de la constitution du ministère Salandra, le portefeuille de la Guerre avait été offert au général Porro dans des conditions qu'il n'avait pas acceptées. La guerre européenne n'était pas encore commencée ; on ne la prévoyait pas en Italie ; on en était encore aux illusions pacifistes du ministère Giolitti et au relâchement qui en était résulté. Aussi le général Porro, plus prévoyant que les autres, passa-t-il pour un mégalomane militaire lorsqu'il demanda 600 millions de crédits nouveaux en vue de certaines réformes qu'il jugeait indispensables pour mettre l'armée en état de suffire à tout événement. On se récria, et le portefeuille fut attribué au général Grandi, qui acceptait d'assurer la défense nationale à moitié prix, c'est-à-dire moyennant 300 millions. Mais la guerre éclata et fit apparaître des nécessités nouvelles sur lesquelles le général Grandi se trouva en désaccord avec son chef d'état-major, le général Cadorna. Celui-ci l'emporta, le général Grandi donna sa démission. Il fut remplacé par le général Zupelli, ami et ancien collaborateur du général Cadorna, et connu pour être un irrédentiste assez ardent.

Nous ne serions pas entré dans tous ces détails s'ils ne donnaient pas un sens précis à la crise ministérielle italienne : on voit que ses motifs se rattachent à la défense nationale, et la démission de M. Rubini s'y rattache aussi, car ce ministre s'est démis à son tour parce que, partisan de la neutralité et de la paix à tout prix, il n'était d'accord ni avec le nouveau ministre de la Guerre, ni avec plusieurs autres de ses collègues sur les crédits militaires et sur les moyens d'en couvrir la dépense. Dans ces conditions, il était intéressant de

savoir si le général Zupelli resterait ministre, et il l'est resté : cela signifie, semble-t-il, que l'Italie, bien qu'elle entende maintenir sa neutralité, veut cependant avoir les moyens d'en sortir, si l'intérêt du pays l'exige. En d'autres termes, elle entend conserver la pleine liberté de sa politique, soit dans un sens, soit dans l'autre, suivant les circonstances. Quant au Ministère des Affaires étrangères, il est dévolu à M. Sonnino, ancien président du Conseil, homme considérable à tous égards, ancien triplicien convaincu, mais beaucoup trop intelligent pour ne pas tenir compte des élémens nouveaux et imprévus pour beaucoup qui, depuis trois mois, ont été introduits dans la politique européenne et s'imposent aux préoccupations de ceux qui la dirigent. Nous avons dit que M. Sonnino avait tout d'abord refusé un portefeuille, qui lui paraissait lourd : mais, devant l'insistance du président du Conseil, il l'a accepté par patriotisme. Il apportera une force au cabinet que M. Salandra continue de présider avec une autorité qui a beaucoup grandi depuis qu'il est au pouvoir et que l'heureuse issue de la crise a encore augmentée.

On voit par tout ce qui précède à quel point non seulement l'Europe, mais le monde entier évolue sous l'impression directe ou indirecte et les contre-coups multiples de la guerre qui se poursuit en France, en Angleterre, en Belgique, en Russie, en Autriche, en Serbie, en Allemagne où l'armée russe commence à rentrer, en Chine enfin d'où le Japon chasse les Allemands. Nous ne pouvons malheureusement donner de cet immense tableau que quelques traits sommaires. Il en est un toutefois qui nous frappe et nous touche plus que tous les autres : c'est que « notre situation est bonne, » comme le dit le général Joffre, et que les Russes viennent de gagner une importante bataille. Cela nous rassure quand nous songeons que l'Allemagne essaie de réveiller les énergies de la Turquie et de les exploiter à son avantage, en surexcitant les ambitions de la Jeune-Turquie, qui commence à n'être plus jeune, et en flattant l'infatuation d'Enver pacha.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

A NOS LECTEURS

A partir du 1er décembre, la *Revue* reprend les conditions régulières de sa publication. Le 1er septembre dernier, nous avons fait part à nos lecteurs des appréhensions et des incertitudes qui nous obligeaient à restreindre provisoirement le nombre de pages de nos numéros : nous avons procédé alors à la manière des navires d'autrefois qui diminuaient leur voilure pendant la tempête. Dès que nous l'avons pu, nous sommes revenus en trois étapes à notre état normal : nous y rentrons définitivement aujourd'hui, avec la conscience d'avoir fait tout ce qui dépendait de nous pour que nos lecteurs souffrissent le moins longtemps possible des difficultés et des inquiétudes qui sont enfin et, nous l'espérons bien, définitivement dissipées.

ALBERT IER

SECOND FONDATEUR DE LA BELGIQUE

Parmi ces images populaires violemment coloriées qui fixent dans l'imagination des simples les aspects déjà légendaires de la guerre de 1914, je voudrais voir figurer une scène que les journaux ont rapportée : le Roi des Belges et le général Joffre passant en revue, sur la place de Furnes, un bataillon de chasseurs à pied allant au feu.

Quelques détails que l'on a sus depuis donneraient à ce tableau une signification singulièrement émouvante : le Roi, après la retraite d'Anvers, vient de fixer son quartier général dans ce coin de Flandre. Il n'est ni abattu, ni découragé, mais son cœur est tout meurtri de voir que la petite armée belge, en dépit de sa vaillance, a toujours dû céder sous le nombre. De tout son royaume, il ne lui reste plus qu'une demi-province, trois villes, quelques bourgs. Son gouvernement, ses ministres, ses conseillers, ont dû quitter le pays pour se réfugier en France. Son peuple, une grande partie de son peuple du moins, cédant devant la horde allemande, fuit sur les routes. Il n'est pas un vaincu, ce jeune Roi, puisque son armée est entière, et tient toujours la campagne, mais il sent cruellement l'amertume de l'heure présente. C'est alors que le général français, parcourant l'immense front des armées, vient le voir et, par son solide bon sens, son sang-froid et sa fermeté, augmente encore sa confiance dans la victoire. La fortune veut qu'à ce moment précis, un bataillon français, un bataillon d'élite, traverse la petite ville, partant pour les lignes de combat. C'est une troupe

glorieuse entre toutes; elle en est à son septième commandant; elle a vu le feu vingt fois depuis le commencement de la campagne; elle y retourne avec allégresse, et, à regarder passer ces braves qui lui présentent les armes, le Roi se sent tout réconforté. A côté de la sienne qui a si durement combattu, il y a maintenant toute l'armée française.

Que voilà une belle scène, rapide et concentrée, une scène de tragédie shakspearienne, toute chargée de signification! Nous sommes à un des momens décisifs de la guerre. La Belgique a tout donné d'elle-même, mais, en perdant ses villes, ses territoires, ses monumens, ses soldats, elle a créé son unité morale, et son âme nouvelle toute meurtrie, mais vibrante d'un sublime héroïsme, c'est dans le Roi qu'elle l'incarne. Albert Ier est pour son pays le héros national, ce sera demain le héros légendaire de cette guerre européenne. Car, dès à présent, sous nos yeux, la légende se forme : les anecdotes authentiques qui montrent le Roi accompagné de la Reine, combattant presque aux avant-postes, soutenant de son courage tranquille ses soldats fatigués, s'augmentent de ces détails que, seule, l'imagination populaire peut inventer. Elle sera belle et touchante, la légende, mais la réalité ne diminue en rien cette figure royale que le malheur a poétisée et que la victoire embellira encore.

*
* *

Les Américains disent que l'occasion donne à chacun une chance à courir; pour réaliser une belle vie, il suffit de ne pas manquer aux circonstances; personne qui n'ait son heure de fortune. Le roi Albert de Belgique, se trouvant jeté soudainement au milieu des plus grands, des plus terribles événemens que l'Europe ait vus depuis un siècle, n'a pas été un instant inférieur à la chance redoutable qui se présentait à lui et il a mis à l'accepter une simplicité parfaite. Il y a longtemps qu'un prince n'est entré aussi noblement dans l'histoire.

Rien pourtant ne semblait l'avoir préparé à un tel rôle. Avant ces jours fatidiques, ce héros de la guerre de 1914 devait, dans son pays, sa popularité, qui était grande, précisément à ce qu'il ne semblait pas vouloir s'élever au-dessus de l'exercice normal de sa fonction. Or, la fonction royale, en Belgique, telle que la définit la Constitution, est très limitée. Nulle part, en Europe, la formule fameuse : « Le Roi règne et ne gouverne pas, » n'est

plus strictement appliquée que là. Dans le régime établi par les Constituans de 1831, les mesures les plus minutieuses ont été prises pour garantir les libertés publiques contre toute tentative envahissante du pouvoir exécutif. La monarchie belge est essentiellement parlementaire, et le Roi, selon l'esprit de la charte fondamentale, n'a d'autre devoir que d'exécuter en temps de paix les volontés du pays, telles que le parlement les exprime, et de commander les armées en temps de guerre. Personne, en Belgique, il y a six mois encore, ne craignait ni n'espérait que le souverain aurait un jour cette dernière tâche à remplir.

Légalement, le Roi n'a pas d'opinion : il doit tenir la balance égale entre les partis ; il n'est que le premier fonctionnaire de la nation, le représentant de la communauté belge sous sa forme permanente, une sorte de président héréditaire de la République. En temps habituel, il suffit d'une intelligence ordinaire pour être un bon Roi des Belges, mais l'exemple des deux prédécesseurs d'Albert Ier a prouvé qu'on pouvait sans inconvénient être quelque chose de plus, car il s'en faut de beaucoup qu'ils aient été l'un et l'autre des hommes ordinaires.

Ils appartenaient à cette famille de Saxe-Cobourg-Gotha qui a fourni tant de souverains à l'Europe. C'est une race essentiellement politique, à la fois énergique et souple, merveilleusement apte à se plier aux circonstances et que, pour la branche belge comme pour la branche bulgare, le sang des d'Orléans a heureusement affinée. Elle a le goût de la diplomatie, des grandes affaires, et, placée par la destinée à la tête de petits États, elle s'ingénie à y jouer un grand rôle.

Quand on publia, il y a quelques années, la correspondance de la reine Victoria, on fut étonné d'apprendre quelle avait été l'influence que Léopold Ier avait eue sur la politique européenne. Dans son royaume, il n'a laissé le souvenir que d'un prince prudent et sage. Dès sa jeunesse, il avait été mis à une rude école. Dépossédé de ses États héréditaires par la conquête napoléonienne, errant, pendant de nombreuses années, d'armées en armées et de Cour en Cour, marié d'abord à la princesse Charlotte, héritière du trône d'Angleterre, qui mourut avant de recueillir ce magnifique héritage, remarié lors de son accession au trône de Belgique à Marie-Louise d'Orléans, fille de Louis-Philippe, c'était un prince vraiment européen, un cosmopolite de grande race comme le commencement du XIXe siècle en con-

nut plusieurs. Mais comprenant très bien le tempérament de son peuple et la situation particulière d'une nation très jeune et pourtant chargée d'une longue et lourde histoire, il n'en fut pas moins, pour les Belges, un souverain tout à fait national. Un peu distant, un peu lointain pour ses sujets, ce féodal allemand, assoupli par les malheurs de sa jeunesse et par la fréquentation des politiques anglais, sut se faire une popularité solide par l'éminence des services rendus. La connaissance du monde diplomatique, la fermeté et la finesse d'un caractère formé par la vie, autant que cette espèce d'autorité occulte qu'il avait su acquérir en Europe, assurèrent la tranquillité de la Belgique au milieu des tourmentes politiques de 1848 et de 1870. Ce roi constitutionnel fit ainsi œuvre de vrai roi.

Héritier de la sagesse pratique de son père, Léopold II y joignit les vastes ambitions d'une sorte de poète des « affaires. » On a souvent représenté le second roi des Belges comme un financier couronné, plus avide de profits que de gloire, plus soucieux de ses spéculations que de son peuple. C'est mal connaître et c'est diminuer cette complexe figure. Léopold II, en réalité, eut plus d'ambition pour son peuple que pour lui-même. Il désirait en faire un grand peuple, autant qu'un peuple riche; mais, plus autoritaire, au fond, que Léopold Ier, il voulait que cette prospérité et cette grandeur, son peuple ne les tînt que de lui. Mauvais courtisan des foules et peu soucieux de popularité, du moins en apparence, empêtré dans des règles constitutionnelles qu'il respectait et qui cependant l'exaspéraient, il avait rêvé d'imposer sa volonté par ses services, et d'exercer une autorité qui, pour être cachée, n'en était que plus grande. Mais ce royal homme d'affaires, qui avait cru découvrir que la vraie diplomatie moderne, c'était la diplomatie financière, avait dans l'esprit une part de chimère, cette part qu'on trouve chez tous les puissans imaginatifs, et sans laquelle, au surplus, on ne fait rien de grand. Quand cette chimère l'envahissait, il ne voyait plus qu'elle. Ce manieur d'hommes n'était pas un bon connaisseur d'hommes. On peut dire qu'il savait son peuple en gros, et qu'il l'ignorait en détail. Par une heureuse intuition, il avait compris que, pour donner un idéal commun à cette nation de bourgeois, de commerçans, de cultivateurs et d'artisans, laborieux, énergiques, mais un peu resserrés et écrasés par la politique des grands États voisins et résignés à un rôle secondaire,

il fallait aiguiller ses forces vers ces grandes affaires coloniales qui comportent un certain idéalisme, parce qu'elles comportent un risque. De là cette fondation de l'État du Congo, dont la réussite a quelque chose de paradoxal; de là ces entreprises belges plus ou moins patronnées par Léopold II, au Maroc, il y a quelque trente ans, en Chine, il y a quelque quinze ans; de là tout ce mouvement d'expansion économique dont le feu Roi était l'âme, et par lequel il tenta d'élever la Belgique au-dessus de ses occupations et de ses préoccupations habituelles. Elle fit quelque résistance; il parut n'en avoir cure. Sa méthode était de toujours entreprendre, sans trop se préoccuper des difficultés de l'entreprise. Échouait-elle? Il en commençait une autre. Si elle réussissait, il mettait ses sujets devant le fait accompli. C'est ainsi qu'il les dota d'une colonie presque malgré eux. Ce procédé, qui n'est nulle part sans inconvénient, devait déplaire particulièrement aux Belges, fort jaloux du droit de faire leurs affaires eux-mêmes. De là une impopularité dont Léopold II souffrit à la fin de sa vie plus qu'il ne voulut le laisser paraître.

A la vérité, l'opinion commençait à lui revenir. Le peuple belge, peu à peu, se rendait compte, non seulement de la valeur positive que représente le Congo, mais aussi de la valeur morale que comporte l'œuvre léopoldienne. En l'obligeant à porter les regards sur les grand'routes du monde, le Roi colonisateur l'avait rehaussé à ses propres yeux et lui avait fait entrevoir de magnifiques destinées. La guerre a interrompu une souscription nationale qui eût permis d'élever à Léopold II un monument digne de lui. Mais ce revirement était très récent, et il n'est que trop vrai qu'au moment de la mort du fondateur du Congo, il y eut presque du soulagement dans l'opinion moyenne en Belgique. La popularité qui accueillit Albert Ier, lors de son avènement, vint en partie de ce qu'il ne ressemblait pas à son oncle. On avait si souvent répété aux Belges que la personnalité de leur Roi dépassait la Belgique qu'ils étaient ravis d'avoir enfin un souverain à leur taille...

*
* *

C'est, en effet, avec la seule réputation d'un prince profondément honnête, consciencieux, laborieux, un peu timide, que celui qui devait être le héros de la Belgique nouvelle monta sur

le trône. Et il n'en était que plus cher à la nation. Comme on lui savait un gré infini de tout ce qui le différenciait de Léopold II, on lui savait gré d'être bon époux et bon père, de montrer des goûts simples et de ne laisser paraître aucune grande ambition; on lui savait gré de ce qu'il avait été élevé bourgeoisement dans la plus familiale des maisons princières; on lui savait gré de ce que son père, le comte de Flandre, frère puîné de Léopold II, avait toujours mis une sorte de coquetterie à vivre en simple particulier; on lui savait gré de ce que sa mère avait importé en Belgique le goût de l'intimité champêtre des petites cours allemandes d'autrefois; on lui savait gré enfin de ce que rien, ni dans son éducation, ni dans sa vie de jeune homme ne l'avait signalé à la curiosité, à la médisance ou à l'admiration spéciale des peuples. Il avait fait son éducation militaire à l'École militaire nationale, comme tous les princes; il avait accompli sérieusement un stage dans l'armée, comme tous les princes; à sa majorité, il avait fait un grand voyage, comme tous les princes, et il n'en avait même pas rapporté un livre, le livre du prince. Enfin, il n'avait rien fait qui le mît particulièrement en évidence, ce qui inspirait confiance à ceux qui voulaient un Roi qui régnât sans gouverner. Son mariage avait encore ajouté aux sympathies qui allaient à lui. C'était, en effet, un mariage d'un romanesque bourgeois, mariage d'amour autant que de convenance, qui avait uni l'héritier du trône de Belgique à une jeune princesse du plus noble sang, mais appartenant à une branche cadette, à une branche non régnante. Les journaux belges racontèrent alors avec attendrissement la vie rustique et ménagère que menait à Possenhoffen la tout aimable Élisabeth, duchesse en Bavière, fille d'un prince savant, — car le père de la Reine des Belges avait pris ses grades et s'était occupé de médecine pratique. On se félicitait de ce que la jeune mariée n'apportât dans la famille royale de Belgique ni grandes espérances, ni grandes ambitions, et la douceur de son sourire, la simplicité de son accueil, la délicatesse de sa charité ingénieuse, conquirent le peuple dès l'abord. Des enfans vinrent, que l'on vit se promener au bois, sur les boulevards de Bruxelles, et y jouer sans façon. Ils étaient charmans de grâce frêle et de gentille espièglerie : et le peuple s'émerveillait de pouvoir les regarder de si près. Tout cela créait autour du couple princier une popula-

rité de bon aloi qui, au moment de l'avènement, devint un universel enthousiasme. En vérité, jamais roi ne fut plus populaire qu'Albert Ier quand il monta sur le trône. Tout son passé rassurait. Peu soucieux de vaine gloire, ses trop sages sujets n'attendaient guère de lui que de la tranquillité.

*
* *

C'est qu'ils ne le connaissaient pas. Se connaissait-il lui-même? Peut-être, s'il n'avait été marqué par le destin pour le magnifique et terrible rôle que nous lui voyons jouer, se fût-il contenté de répondre aux modestes espérances qu'on avait mises en lui à ses débuts. Que sait-on des princes qui ne sont pas encore entrés dans l'histoire? Qu'eût-on pu connaître de celui-ci, à qui toutes les initiatives trop personnelles étaient interdites? Pourtant, ceux qui l'avaient approché d'un peu près avaient confiance. Ils n'auraient pas osé prédire qu'il y avait en lui l'étoffe d'un grand roi, mais ils assuraient qu'il y avait l'étoffe d'un bon roi. Son éducation, dirigée avec un bon sens très ferme par le colonel Jungbluth, depuis général, et qui fut chef de l'état-major de l'armée belge, avait été fort soignée. Ce mentor excellent, qui est resté pour son disciple un ami intime et est encore aujourd'hui son conseiller ordinaire, sut développer avec beaucoup de méthode les qualités d'application et de sérieux qui forment le fond du caractère royal. Grâce à lui, le jeune prince grandit très ignorant des intrigues et même des plaisirs de Cour, plus curieux de voir des hommes que des courtisans, plus désireux d'étudier des faits que de mettre des théories à l'épreuve. Grâce au colonel Jungbluth, grâce aussi à M. Sigogne qui fut son précepteur attentif, l'esprit du prince fut attiré de bonne heure vers les problèmes sociaux qui préoccupent le monde moderne. Suivant les formules simplistes qu'aiment les foules, on répétait quelquefois en Belgique que le prince Albert serait un roi socialiste. Cela revenait à dire que, selon les traditions d'une partie de sa famille, il admettrait le développement de la démocratie comme un fait nécessaire de l'évolution des peuples modernes : il rêvait de le concilier avec la monarchie, élément de continuité et de stabilité sociales.

Ces idées, qui furent exposées dans un livre de M. Sigogne, passaient, avant son avènement, pour celles du roi Albert.

Malgré son souci de correction constitutionnelle, il ne chercha pas à les renier après être monté sur le trône. Quand on ne descend pas à l'application, ces idées sont d'ailleurs de celles qu'on peut accorder avec presque tous les programmes politiques. Sauf dans les partis extrêmes, y a-t-il un parlementaire qui se refuse à admettre l'antique formule : conservation par le progrès?

Mais chez le prince, ce n'était pas seulement une formule, et le Roi sut bientôt le faire voir, non par des actes politiques qui eussent dépassé ses fonctions, mais par son attitude, son genre de vie, le choix de ceux de ses collaborateurs qu'il avait le droit de choisir. Certes, parmi les grands officiers de la couronne, il y a des représentans de la plus haute aristocratie belge, tels que le comte Jean de Mérode, le comte d'Arschot-Schonhoven, le comte Renaud de Briey; mais parmi ceux qui devaient l'approcher de plus près, il y a aussi des hommes d'origine beaucoup plus modeste dont il avait apprécié comme prince le mérite et le dévouement. Dès les premiers mois du règne, il apparut que la jeune Cour serait extrêmement simple d'allures. La Reine et le Roi s'entendaient pour réduire l'étiquette au minimum; ils recevaient tout seul à leur table le poète Émile Verhaeren pour qui la Reine avait une admiration particulière et le conviaient à passer plusieurs jours de villégiature au château des Amerois, dans les Ardennes, où il était traité en ami. Mais ces traits et d'autres encore, tout en accentuant l'esprit bienveillant de la famille royale, ne faisaient-ils pas plutôt prévoir un règne à la fois aimable et sérieux, qu'un effort éclatant vers de plus hautes destinées nationales? Certes, la protection délicate et intelligente que la Reine accordait aux artistes et l'intérêt que les deux jeunes souverains manifestaient à tous les gens de lettres de quelque notoriété, montrent qu'à leur sentiment il ne suffisait pas à la Belgique d'être riche et prospère, mais qu'elle devait aussi s'élever à cette culture intellectuelle, sans laquelle il n'est pas de grand peuple. Tout cela cependant n'est que l'accompagnement, et non l'essentiel d'un grand règne.

Certains graves problèmes se posaient. Si la guerre leur a donné une solution imprévue et brutale, c'est une raison de plus pour tenir compte au Roi du soin avec lequel il les examinait, pour les résoudre avec le plus de ménagemens, mais avec le plus d'efficacité possible.

La question militaire était la plus urgente.

Absorbé dans les vaines querelles de la politique électorale, le Parlement belge avait toujours montré une certaine mauvaise volonté à examiner le problème de la Défense nationale. Le parti conservateur qui détenait le pouvoir, s'appuyant sur les campagnes toujours hostiles aux charges militaires, préféra longtemps, en dépit des apparences, croire à la bonne foi et à l'amitié de l'Allemagne plutôt que d'imposer à la nation les sacrifices nécessaires à sa sécurité. Ce sera l'éternel honneur de M. de Broqueville d'avoir su persuader sa majorité de la nécessité d'une réforme qui permît l'héroïque résistance de la Belgique à laquelle nous venons d'assister. Mais, dans cette œuvre difficile, le ministre n'aurait probablement pas abouti, s'il n'avait été soutenu, avec un zèle à la fois actif et discret, par le Roi.

La question des langues et des races n'était peut-être pas moins inquiétante. Au moment où l'agression allemande l'a en quelque sorte balayée de l'histoire, la querelle des Flamands et des Wallons prenait une dangereuse âpreté. En tout cas, elle arrêtait l'unification morale de la nation. Avant le formidable ouragan qui, en fondant sur le pays, a fait plus en une heure que quatre-vingts ans d'efforts, les Belges, on peut le dire aujourd'hui, puisque c'est le passé, n'étaient pas bien sûrs d'avoir une nationalité véritable. Le sentiment national, ou mieux la conscience nationale était encore un peu confuse pour beaucoup d'entre eux. Le peuple s'élevait difficilement au-dessus de l'esprit de clocher. Les classes cultivées, cherchant à soutenir leur patriotisme par une culture qui leur fût propre, tentaient de le rattacher à diverses doctrines plus ou moins artificielles, soit qu'elles voulussent expliquer le fait belge contemporain par l'ingénieuse théorie de l'historien Henri Pirenne, qui voit dans les Pays-Bas flamands et wallons une sorte de synchrétisme éternel où se rencontrent en un heureux amalgame les civilisations française et germanique, soit qu'avec un réalisme un peu étroit, elles admissent que les avantages économiques dont Flamands et Wallons bénéficient à vivre ensemble, étaient suffisans pour constituer les élémens d'une sorte de patriotisme mercantile, analogue au sentiment qui unit les associés d'une firme commerciale en pleine prospérité.

Ces idées, si habilement défendues qu'elles fussent, ne pou-

vaient évidemment pas remplacer le haut sentiment de la patrie qui anime les vieux peuples vraiment unifiés par l'histoire. L'âme belge, pour la plupart des Belges, n'était guère qu'un thème de discours officiels. Le respect un peu ironique qu'on témoignait à ceux qui cherchaient à la définir ou à en propager le culte, ne pouvait arrêter les flamingans intransigeans qui, dans leur particularisme étroit, rêvaient d'extirper la culture française des provinces flamandes, non plus que les intransigeans wallons qui, dans la violence de leurs ripostes, allaient jusqu'à méconnaître aux Flamands le droit de cultiver et de propager leur langue. Avant la guerre, en somme, il y avait en Belgique les élémens d'une nationalité, les élémens d'un sentiment patriotique, mais tout cela manquait de cohésion et de netteté : c'est la guerre qui aura créé l'âme belge, illustrant une fois de plus d'un magnifique exemple la pensée de Renan que, pour la formation d'une patrie, les douleurs valent mieux que les gloires. Devant leurs campagnes ravagées, devant leurs villes incendiées, devant leur territoire envahi par l'ennemi, Flamands et Wallons se sont sentis tout à coup passionnément, unanimement Belges, et, par une intuition immédiate et profonde, ce sentiment nouveau, ce sentiment de la patrie enfin clair et impérieux comme un devoir religieux, ils l'ont tous incarné dans la personne du Roi. « Le Roi, la Loi, la Liberté, » dit un vers médiocre de la *Brabançonne*. Pour la plupart des Belges, ce n'était là qu'un refrain, tout au plus une devise : c'est maintenant une maxime sacrée. Heureuse fortune pour un prince de grouper autour de lui, de réunir en lui toutes les forces morales de sa nation! Dangereuse fortune aussi! Mais, comme s'il avait été averti par un instinct secret, il semble que le roi Albert s'y était préparé. Il s'y était préparé en développant, en cultivant en lui une minutieuse conscience professionnelle qui, sans doute, risquait de n'avoir à s'exercer que sur de petites choses, mais où il a pu trouver, dans des circonstances tragiques, les élémens d'un magnifique héroïsme.

*
* *

Quelques mois avant la guerre, j'eus l'honneur d'avoir une longue conversation avec le Roi des Belges, conversation qui n'était destinée à aucune publicité, mais dont certains détails me paraissent pouvoir être divulgués sans inconvénient. Elle

porta sur trois thèmes principaux qui prennent aujourd'hui toute leur valeur : l'admiration que donnait au souverain le réveil du sentiment patriotique en France, le respect qu'il éprouvait pour l'œuvre accomplie par son oncle Léopold II et le désir qu'il manifestait qu'on développât entre Belges ce qui unit, et non ce qui divise.

Et, dans cette conversation où le bon sens du Roi m'apparaissait très clair et très net, à chaque tournant de phrase, un même mot revenait sans cesse, qui aujourd'hui m'apparaît tout chargé d'émotion : *maintenir!*

A plusieurs mois de distance, il me serait impossible de reproduire les termes exacts dont le Roi s'est servi, mais j'ai très vivement présente à la mémoire l'espèce de tableau qu'il me faisait de l'œuvre accomplie par la dynastie, œuvre de construction, de fusion, d'unification. Il me montrait comment ses deux prédécesseurs s'étaient efforcés, par une action discrète et continue, d'amalgamer les élémens divers d'un peuple bilingue et de développer les forces d'action d'une nation pleine de ressources, mais qui ne les soupçonnait pas toutes.

« Pour moi, ajoutait-il, je tâche aujourd'hui de maintenir ce qui a été fait. C'est déjà une tâche assez difficile que de maintenir ce qui a été fait. »

L'admirable et touchante modestie, et en même temps, le beau programme qu'il y avait dans le mot : maintenir!

Maintenir l'œuvre si sage de Léopold Ier, habile et prudent agent des Puissances, qui avait voulu faire de la Belgique indépendante et neutre un gage de la paix européenne ; maintenir l'œuvre de Léopold II, qui avait trouvé moyen de concilier les devoirs de la neutralité avec l'effort vers la grandeur nécessaire à une nation pour qu'elle croie en elle-même ; maintenir enfin l'œuvre du peuple belge tout entier, son histoire, ses traditions, ses libertés, ses espérances. Le Roi ne se doutait pas alors que, pour accomplir ce programme, il devrait montrer la fermeté des grands politiques et le courage des plus vaillans guerriers.

*
* *

Ceux qui ont passé à Bruxelles les premiers jours d'août 1914 n'oublieront jamais la fièvre qui, alors, s'empara brusquement de la ville. Paisible, volontiers railleur, satisfait à l'ordinaire,

il n'était peut-être pas de peuple qui parût moins susceptible d'enthousiasme militaire que le peuple bruxellois. La veille encore, s'il suivait avec un intérêt passionné les événemens européens, il se réjouissait de ce que sa neutralité le garantissait de la tourmente. Il se disposait à recueillir les blessés et les fugitifs, comme en 1870, et se félicitait de ce qu'à la déclaration très nette de M. Klobukowski, ministre de France à Bruxelles, s'engageant au nom du gouvernement de la République à respecter la neutralité belge, le ministre d'Allemagne, interviewé par *Le Soir*, eût répondu par une phrase banale, mais qui paraissait satisfaisante. « Je n'ai pas à faire de déclaration analogue à celle de Monsieur le ministre de France, avait déclaré le diplomate allemand avec une subtile hypocrisie. Que nous respections la neutralité belge, mais comment en douterait-on ? C'est une chose entendue. »

Le soir de ce même jour, le ministre des Affaires étrangères de Belgique recevait l'ultimatum allemand.

La ville l'apprit dans la matinée du 3 et, brusquement, cette nouvelle fit éclater mille sentimens divers et violens : la stupéfaction, la déception, l'irritation. Tant de gens avaient compté sur la bienveillance allemande ! L'inquiétude éclatait chez tous ; la joie apparaissait seulement chez quelques militaires, heureux de combattre aux côtés des armées françaises.

Toutefois, la colère dominait. En quelques heures, tout ce peuple méthodiquement travaillé par l'Allemagne depuis des années ne connut plus qu'un sentiment unanime : la haine, la haine ardente et raisonnée que provoquent l'amitié trahie et la confiance trompée. On ne put empêcher la foule de casser quelques carreaux des innombrables magasins allemands qui pullulaient dans la ville.

Par bonheur, presque en même temps que l'ultimatum, on connut la réponse digne, ferme et modérée du gouvernement. Ce fut un soulagement universel ! On n'avait pas douté de la réponse : tout de même, on était heureux d'en connaître les termes. L'inébranlable résolution qu'on y sentait donnait confiance, et ce qui affermit encore cette confiance, ce fut ce qu'on apprit du rôle que le Roi avait joué dans le conseil où l'on avait résolu de résister à la menace germanique. Certes, il avait été soutenu, et la décision avait été prise à l'unanimité, mais, dès les premiers mots de la discussion, c'est en lui que s'était person-

nifié, sous sa forme la plus haute, le sentiment de l'honneur national.

Et, depuis cet instant, il a été l'âme de la résistance. Ce jeune roi qui, quelque intérêt qu'il portât aux choses militaires, ne s'était montré jusqu'alors rien de moins que militariste, fut tout à coup un roi-soldat. Dans la difficile et douloureuse campagne de la petite armée belge qui s'efforçait de couvrir Bruxelles, il fut tout de suite au premier rang, encourageant les hommes de sa présence, les animant de son exemple et de sa parole. Il fut au combat de Haelen, au combat de Cortenaecken et, quand l'armée dut se replier sur Anvers, il dirigea la retraite. Durant le siège d'Anvers, on le vit presque toujours aux avant-postes, surveillant tout par lui-même, tandis que la Reine, à ses côtés, donnait à la population civile l'exemple du calme, de la confiance et de la générosité.

A partir de ce moment, la Belgique tout entière a senti que la vie nationale s'était concentrée dans le couple royal. Que l'on cause avec les soldats ou que l'on traverse les provinces envahies, que l'on consulte les réfugiés de toute classe et de tout état qui campent dans les villes et les campagnes de France, d'Angleterre, de Suisse et de Hollande, un même sentiment se fait jour : la reconnaissance et l'admiration. Dans ce peuple d'esprit très moderne, très démocratique qu'est le peuple belge, on voit renaître un sentiment très ancien, l'amour, l'amour mystique du Roi, du Roi créateur du peuple, protecteur naturel du peuple, incarnation du peuple et de ses destinées. Le Roi cherchait ce qui pouvait unir, il l'a trouvé ; les circonstances le lui ont apporté et il a su le mettre en œuvre. Après des souffrances et des travaux partagés en commun, il n'est plus question pour un Flamand ou un Wallon de douter de sa nationalité : il y croit de tout son cœur. Le pays prospère manquait de la cohésion, de la force morale qui fait l'unité d'un grand peuple : des ruines qui le recouvrent aujourd'hui, cette force se lève, merveilleusement agissante et d'autant plus claire qu'elle se manifeste dans un homme. Le Roi s'était proposé de maintenir, il a fondé.

L. Dumont-Wilden.

EN EXTRÊME-ORIENT

I

LA DÉCLARATION DE GUERRE

Je ne pensais pas à la guerre ; mais jamais l'idée de l'Allemagne triomphante ne m'avait tant obsédé que depuis quelques mois. J'étais revenu au Japon à quinze ans de distance ; et le premier changement que j'y constatai, dès mon arrivée, me serra le cœur : les Allemands nous y avaient presque entièrement supplantés. L'influence anglaise y était restée relativement stationnaire ; mais tout ce que nous avions perdu, l'Allemagne l'avait gagné. Notre amitié pour les Russes n'en était aucunement la cause. Les Japonais se rapprochaient chaque jour de la Russie qu'ils n'avaient jamais tant admirée que depuis qu'ils l'avaient vaincue ; et l'accord que nous avions conclu avec eux en 1907, où nous nous engagions à nous appuyer mutuellement pour assurer la paix et la sécurité dans nos possessions asiatiques, avait achevé de dissiper les légers nuages qui s'étaient glissés entre nous pendant la dernière guerre. Si même il y avait une nation dont la civilisation leur semblât présenter quelques analogies avec la leur et, par suite, leur inspirât un peu de sympathie désintéressée, c'était incontestablement la France. Ils l'ont souvent dit ; ils l'écrivent encore : on peut les en croire. Mais leurs intérêts n'ont rien à voir avec leur sympathie ; et c'était précisément ce qui donnait à leur désaffection des choses françaises une signification si triste. Nous retrouvions

chez eux, dépouillée de toute prévention, de tout parti pris agressif, et, pour ainsi dire, à l'état pur, l'opinion que nous étions un peuple à son déclin. Ils savaient sur le bout du doigt la leçon que les Allemands leur avaient apprise. Ils la répétaient sans animosité, parfois même avec une sorte de mélancolie courtoise. Nous n'existions plus à leurs yeux que sous la forme d'un syndicat de banquiers; et, sauf les jours où ils souriaient à nos capitalistes, ils préféraient nous ignorer.

Autrefois nos Écoles militaires, nos maîtres, nos livres, nos systèmes, notre langue avaient été en honneur. C'étaient maintenant les professeurs allemands, les livres allemands, l'armée allemande, les méthodes allemandes, la science allemande, la langue allemande. A la Faculté de Droit de Tôkyô, cent élèves suivaient le cours du professeur français, et mille celui du professeur allemand. Sur vingt-quatre boursiers envoyés en Europe, dix-neuf étaient dirigés vers Berlin, et ceux qui venaient à Paris devaient encore séjourner en Allemagne. Une chaire de russe créée, c'était toujours une chaire de français supprimée, jamais une chaire d'allemand. La médecine, comme la musique européenne, était entièrement allemande. Un de nos compatriotes, M. Jacoulet, professeur à l'École des Langues Étrangères, me disait que les quatre cinquièmes des élèves qui lui arrivaient ignoraient jusqu'au nom de Pasteur; mais la statue de je ne sais quel docteur allemand voisine, sous les ombrages de Kamakura, avec celle du colossal Bouddha. Notre littérature elle-même avait cédé le pas à la littérature allemande. Les Sudermann et les Hauptmann reléguaient au second plan nos romanciers et nos dramaturges.

Vers la fin de juin, le comte Okuma, actuellement Président du Conseil, voulut bien se rappeler qu'il m'avait reçu jadis et m'accorda la faveur d'une audience. Je ne lui cachai point mon étonnement de voir les Japonais aussi engoués de la culture germanique, et je lui demandai à quelles raisons nous devions attribuer un détachement que le gouvernement japonais lui-même semblait encourager. Il me répondit d'abord que l'humeur japonaise était très versatile; qu'il ignorait pourquoi les nouveautés allemandes l'attiraient aujourd'hui plus que les nouveautés françaises; que, du reste, il n'était pas surprenant que les Japonais eussent étudié de préférence la médecine en Allemagne, puisque leurs premiers maîtres avaient été des

Hollandais et que la langue hollandaise était une langue germanique. Je précisai davantage; et il finit par me dire que les étudians japonais trouvaient chez les Allemands des facilités de travail plus grandes, une discipline sociale plus en harmonie avec celle du Japon, enfin des idées peut-être moins subversives.

Je ne méconnaissais point la part de vérité qui entrait dans cette réponse. Mais il ne me disait pas tout; il ne voulait pas me dire : « Pourquoi ne vous défendez-vous pas? Si nous vous délaissons, c'est que vous vous abandonnez. » En effet, pourquoi ne nous défendions-nous pas? Les armes nous manquaient pour le faire. Les Allemands possédaient un journal, rédigé en anglais, une revue et surtout une agence télégraphique, qui alimentait les journaux japonais et leur distribuait à bas prix les calomnies les plus effrontées. Non seulement ils ajoutaient à nos travers, mais ils en inventaient. Ils francisaient leur corruption et germanisaient nos inventions. Ils mentaient chaque jour avec une obstination que renforçait encore leur impunité; car nous n'avions, pour les démentir, ni journal, ni agence, rien. Les Français, impuissans, haussaient les épaules ou prenaient l'habitude de baisser la tête. Mais dans les feuilles qui leur arrivaient de France, et qui leur apportaient l'écho de nos tribunes officielles, ils lisaient que notre pensée continuait de rayonner sur le monde. Et cela leur faisait grand plaisir.

Nous gardions cependant une position importante et dont il semblait que personne ne pût nous déloger. Nous représentions encore pour l'Extrême-Orient une grande idée, l'idée catholique. Depuis la réouverture du Japon, nos Missions Étrangères avaient reçu de Rome le privilège d'y travailler. Elles y ont fait tout ce qui leur était humainement possible, sans créer la moindre difficulté à notre diplomatie et sans blesser en quoi que ce fût la susceptibilité nationale des Japonais. Nous avions, grâce à elles, dans chaque ville et dans bien des campagnes, un Français qui enseignait le français, qui réagissait contre les influences antifrançaises et dont les efforts associaient indissolublement l'image de la France à celle du désintéressement et de l'abnégation. Ces consuls et ces agens consulaires de l'ordre spirituel ne nous coûtaient rien. Notre rupture avec Rome a ouvert dans cette œuvre admirable de défense et d'expansion une brèche par où l'ennemi a passé. Ces dix dernières années

ont vu les Jésuites allemands organiser une Université au cœur de Tôkyô, les Pères du Verbe Divin allemands, qui sont nos ennemis les plus acharnés, s'installer sur la côte occidentale, et les Franciscains allemands dans l'île de Yeso. La presse japonaise a pu écrire que le protectorat des catholiques de l'Extrême-Orient serait désormais confié à l'Empereur d'Allemagne. Et les intérêts de l'esprit français aussi, sans doute!

Il y a pire. Les Marianites français ont fondé à Tôkyô un collège que fréquentent huit cent cinquante élèves, auquel le gouvernement japonais accorde les mêmes prérogatives qu'à ses propres établissemens, et où, malgré les nouvelles tendances, ils ont maintenu comme obligatoire l'étude de la langue française. C'en est le dernier rempart. Nous étions à la veille de le démanteler ou, pour mieux dire, nous avions déjà commencé. Leur maison de recrutement étant supprimée en France, ils seraient bientôt dans l'impossibilité de remplacer leurs vides par des Français. Le Supérieur, un Alsacien, l'abbé Heinrich était venu trouver notre ministre des Affaires étrangères : « Notre œuvre ne mourra pas, Monsieur le Ministre : les œuvres catholiques ne meurent pas. Mais c'est la langue française qui est menacée d'y mourir. J'ai encore des Alsaciens. Après eux, je serai réduit à m'adresser aux Allemands. » Et le ministre, qui connaît l'Extrême-Orient, avait levé les bras au ciel : « Je sais, je sais! Mais que puis-je? »

Tout cela me paraît aujourd'hui de l'histoire ancienne, oh! très ancienne! Depuis vingt ans, partout où je suis allé, en Europe, en Amérique, en Extrême-Orient, j'ai retrouvé l'Allemand insolent, haineux, malhonnête. Il ne se contentait pas d'exploiter nos fautes, ce qui était son droit : il se montrait aussi habile à falsifier notre histoire qu'à contrefaire nos produits. Partout je l'ai entendu proclamer ou insinuer l'idée de notre décadence. Docteurs des Universités ou commerçans de Hambourg, diplomates ou émigrans, un égal mépris de la vérité les animait contre nous. Ils apportaient dans la mauvaise foi et dans l'improbité une discipline vraiment stupéfiante. Mais je n'avais jamais été à même de revoir un pays où nous occupions naguère un rang très honorable, et d'y pouvoir constater ce que ces quinze dernières années nous y avaient enlevé de prestige et d'autorité morale. Je n'avais jamais eu l'occasion de mesurer ainsi le résultat du travail incessant qui s'accomplissait

contre nous et des abdications successives où nous étions pacifiquement acculés.

Je quittai le Japon sur une impression de tristesse amère; et, ma place retenue au Transsibérien, je passai en Corée dans la seconde quinzaine de juillet. Ce fut là que j'appris la déclaration de guerre. Je dus revenir de Séoul au Japon, où je trouvai, non sans peine, une place sur un paquebot japonais à destination de Marseille. Du moment où le terrible télégramme nous était parvenu, j'avais consigné chaque soir mes impressions de la journée. Ce que j'en détache aujourd'hui peut-il retenir un instant l'attention du lecteur? Il n'y percevra que de faibles échos des répercussions qu'ont eues sur l'Extrême-Orient les événemens formidables de l'Europe. Mes notes me paraissent bien pauvres! Tant mieux, s'il ne lui est pas indifférent de savoir ce que voyait et éprouvait un Français, au milieu d'étrangers, dans ces pays lointains, à l'heure la plus tragique qu'ait vécue notre patrie.

*
* *

C'était à Séoul, le dimanche 2 août : je rentrais vers six heures au Sontag Hôtel, dans la rue des Légations. Devant la grande porte du Palais, où le vieil Empereur détrôné achève sa vie dramatique au milieu de ses concubines, je croisai un officier japonais que je ne connaissais que pour l'avoir rencontré à la Résidence générale. Il me salua, sourit et hésita un instant comme s'il voulait m'aborder, puis il passa son chemin. J'y fis à peine attention : j'étais las; la journée avait été torride, et l'orage menaçait. Dans le jardin de l'hôtel, devant le perron, le Directeur, un Français, M. Boher, me cria dès qu'il m'aperçut : « Vous savez la nouvelle? Un télégramme est arrivé à trois heures. L'Allemagne déclare la guerre à la Russie, et la France va marcher. » Il était assis sur un banc. Sa femme japonaise se tenait debout, silencieuse, indifférente ou grave, les mains à sa ceinture, et je remarquai le scintillement de ses bagues, car il en est des détails insignifians qui s'enfoncent en nous sous le coup des grandes émotions, comme de la poussière et des corps étrangers que les projectiles entraînent avec eux jusqu'au fond de nos blessures. Près de lui, une jeune gouvernante allemande, fraîche et rose, riait de sa bouche trop large aux dents mal plantées, sans doute pour se donner une contenance. Les

trois enfans du Consul français jouaient dans le jardin. Je jetai les yeux sur le plus petit. J'avais à peu près son âge, quand, il y a quarante-quatre ans, presque à la même époque, sur les coups de midi, mon père entra dans la chambre où ma mère travaillait et s'écria : « Nous avons la guerre! » Et je me rappelle que, devant son émotion et devant le saisissement de ma mère, je me pris à pleurer. Aujourd'hui, j'éprouve une angoisse où se mêle un sentiment de délivrance. Enfin!

Enfin on va donc se mesurer et jouer la partie suprême! Depuis quarante ans, j'attends cette heure qui devait venir et qui me surprend si loin de mon pays. Mon enfance, mon adolescence, ma jeunesse ont été préparées à la recevoir. J'ai pu croire que je ne la verrais jamais; parfois même je l'ai souhaité. Mais ce n'étaient là que des mouvemens de découragement trop justifiés, hélas! par notre misérable politique intérieure. Dès que je sortais de France, dès que je m'éloignais du centre tumultueux et surchauffé, où le bruit et l'ardeur de nos querelles nous illusionnent sur notre activité, je comprenais que la guerre de 1870 se poursuivait implacablement dans tous les coins du monde, que nous continuions de battre en retraite, et que cela ne pouvait pas durer. Tout vaut mieux qu'une désagrégation lente.

*
* *

La colonie étrangère de Séoul est peu nombreuse. En dehors de la Mission, nous comptons à peine une vingtaine de compatriotes, dont les uns font du commerce, et dont les autres exploitent une mine d'or à environ deux journées de la ville. Les Allemands ne l'emportent ni par le nombre, ni par la qualité. Mais commercialement ils sont beaucoup plus forts, et, comme partout au Japon, on s'accorde à leur reconnaître une influence prépondérante. Le seul journal anglais qui se publie en Corée, une misérable petite feuille, le *Seoul Press*, est dirigé par des Japonais à leur entière dévotion. Bien que le gouverneur, le général Terauchi, ancien élève de notre École militaire, ait des sympathies nettement françaises, son entourage passe pour être très germanophile. Lorsque j'allai lui rendre visite, je vis, affichée à la porte de la Résidence, la liste des nouveaux ouvrages qui venaient d'entrer dans la bibliothèque des officiers : ils étaient tous anglais et surtout allemands; il n'y en avait

pas un français ni même traduit du français. Enfin, des Bénédictins allemands ont ouvert une école professionnelle. Mgr Mutel, pour les mêmes raisons qui préoccupent les Marianites de Tôkyô, s'est résigné, en désespoir de cause et la mort dans l'âme, à recevoir ces Teutons qui, du reste, ne doivent enseigner que dans la langue coréenne ou japonaise. Quelques Anglais et quelques Américains, agens des mines, composent la colonie anglo-saxonne laïque. Mais les Missions américaines sont très riches et si actives, qu'elles ont à plusieurs reprises inquiété le gouvernement japonais, qui les accuse d'avoir excité les Coréens à la résistance comme elles avaient poussé les Chinois à l'insurrection.

Le coup de foudre de la guerre éclaira très diversement les physionomies de cette petite colonie européenne. Chez les Français je remarquai le même sentiment de délivrance que j'avais éprouvé. On acceptait résolument une calamité que chacun, au fond de soi-même, jugeait inévitable, et on l'envisageait avec confiance. Il n'en fut pas ainsi du côté des Allemands : ils parurent décontenancés ou ils plastronnèrent. Le hasard faisait passer sous mes yeux de petits tableaux où s'opposait, de la manière la plus vive, l'impression des deux races. Le 3 août au matin, le jeune chancelier du consulat français vint à bicyclette nous annoncer la mobilisation générale. Il était ému, un peu pâle, avec de la fièvre dans les yeux. Mais, bien que, pour partir, il fût obligé de vendre ses meubles et qu'il dût renoncer à des études qui le passionnaient, il respirait le beau contentement d'une jeunesse dont l'heure a enfin sonné. Au même moment, un Allemand de son âge, envoyé en Corée par une maison de commerce et descendu depuis quelques jours à l'hôtel, sortait de sa chambre, les yeux rouges, les traits battus, gémissant sur la débandade de ses bénéfices escomptés.

Le même matin, j'aperçus, dans la galerie vitrée de l'hôtel, un énorme dos rond courbé sur le registre des arrivées. C'était le consul allemand qui, le chapeau enfoncé jusqu'aux oreilles, relevait les noms de ses nationaux. Cela fait, la moustache en croc, de gros yeux farouches dans sa tête bismarckienne, il se promena de long en large, d'un pas lourd, dévisageant les étrangers, comme si la maison lui appartenait. Il était réputé à Séoul pour la vigueur et la sûreté de ses impairs. C'est lui qui,

deux jours plus tard, lorsqu'on apprit que l'Allemagne violait la neutralité de la Belgique, disait au consul belge : « N'ayez pas peur, nous ne vous prendrons point de territoire ; mais nous vous forcerons d'entrer dans notre système douanier. » « — Quelle brute ! » pensait le consul belge. Je comparai son arrogance à la discrétion scrupuleuse de notre consul. Du temps que la Corée était indépendante, la Légation française occupait à Séoul une résidence charmante qu'elle y avait construite et qui s'élève derrière le Sontag Hôtel. Mais nous l'avons vendue, et notre consulat est maintenant en dehors de la ville, au bout d'un faubourg, dans une campagne montagneuse. J'y allais souvent, et j'y trouvais toujours M. Guérin préoccupé de la mobilisation, soucieux de remplir exactement son devoir, très éloigné d'affecter aux yeux des étrangers et des Japonais une attitude de conquérant matamore.

Nos Missionnaires, dont l'appel des réservistes désorganisait l'œuvre patiente et difficile, recevaient le coup avec sérénité. « Nous travaillerons pour ceux qui partiront, disaient les anciens, le sourire aux lèvres. Nous reprendrons notre bâton de voyage. Ça empêchera nos vieux membres de s'ankyloser. » Mais les Bénédictins allemands avaient la mine renfrognée des capucins de baromètre qui indiquent le mauvais temps.

Enfin un petit intermède comique nous fut donné à l'hôtel, où la politesse et l'humanité françaises faisaient joliment ressortir leurs contraires germaniques. Parmi les voyageurs, rares à cette époque brûlante de l'année, il y avait un Allemand accompagné de sa femme : lui, entre les deux âges, rasé comme un Américain : elle très brune, jeune et belle. Par égard pour cette jeune femme et aussi pour cet homme qui paraissait bien élevé, nous nous abstenions, lorsqu'ils étaient là, de commenter les premières dépêches qui nous étaient favorables. Pendant les deux ou trois jours qu'ils restèrent à l'hôtel, ils n'entendirent pas un mot dont pût se froisser leur amour-propre national. M. Boher tenait à épargner ses hôtes ; et, plus d'une fois, il attendit leur sortie pour inscrire sur son tableau noir des nouvelles qui les eussent désobligés. Le matin de leur départ, ils demandèrent leur note, et pendant que le caissier la faisait, le mari, s'adressant à M. Boher, lui dit : « Rien de neuf, ce matin ? » — « Non, Monsieur. » — « Bon, bon ! Nous sommes tranquilles. Notre armée va vous envahir. Nous avons décidé de ne livrer de

sérieuses batailles qu'au centre de la France. Nous prendrons Paris. Nous vous écraserons. Il vous est impossible de nous résister. Alors seulement nous nous tournerons contre l'Angleterre. Vous comprenez que sa flotte de carton ne nous fait pas peur. Je suis diplomate. Je sais à quoi m'en tenir. » M. Boher ne répondait rien; mais il avait jeté un coup d'œil significatif à son caissier. Et la jeune dame souriait; et le mari se rengorgeait et continuait de nous pourfendre de droite à gauche et de haut en bas. Le caissier, lui, allongeait la note. La vue de cette note interrompit brusquement l'éloquence prophétique du monsieur, et la dame ne sourit plus. « Vous me dites que vous êtes diplomate, reprit alors M. Boher : on ne s'en douterait pas. Mais je suis sûr que vous n'entrerez pas si facilement en France et qu'en tout cas, lorsque vous en sortirez, vous aurez la note à payer. » Ils payèrent celle qu'on leur tendait et disparurent sans ajouter un mot, par économie.

Les Anglais, du premier moment, furent pour nous, et il ne leur vint pas à l'esprit que l'Angleterre pourrait garder la neutralité. Très menacés par l'envahissement du commerce germanique, ils avaient senti leur erreur de 1870 et qu'un nouveau triomphe de l'Allemagne serait pour eux le commencement du déclin. Leur sentiment s'exprimait sous une forme catégorique, que je retrouvai textuellement dans le *Seoul Press* : « Nous ne vous laisserons pas écraser. »

Les Américains se réservaient. L'un d'eux, à qui le consul de Belgique demandait de quel côté se rangerait l'opinion des États-Unis, répondit en haussant les épaules : « Oh! vous nous connaissez : nous penserons ce que pensera l'Angleterre. » Je crois que c'est assez vrai de l'Est Américain, beaucoup moins de l'Ouest. Les missions américaines, qui se recrutent surtout dans le *far west*, avaient été jusqu'ici trop germanophiles, pour que nous pussions compter, du premier coup, sur leur sympathie.

Restaient la population japonaise et la foule coréenne. Les deux premiers jours, les Japonais ne manifestèrent rien. Mais, lorsqu'on sut qu'un croiseur allemand avait arrêté deux de leurs bateaux de commerce, la presse commença à montrer les dents; et l'Allemagne fit alors, dans la personne d'un de ses plus obscurs sujets, une démarche qui accusa la platitude obséquieuse que ses commerçans trouvent moyen de concilier avec leur arrogance. Un certain Bolljahn, ancien professeur d'allemand,

homme à tout faire du consulat, courut aux bureaux de rédaction des journaux japonais, et, chapeau bas, les pria d'excuser l'erreur qu'avait commise le croiseur du Kaiser. « Ce n'était certainement qu'une erreur, un simple petit malentendu. » Les Japonais s'amusèrent gravement des excuses de ce gros gars qui leur était dépêché par le consul; ils en prirent acte et en informèrent leurs lecteurs. Et tout à coup, à la nouvelle que nous avions coulé le *Panther* (?) ce fut une explosion de sympathies françaises qu'aucun symptôme n'avait permis de prévoir. L'ultimatum de leur alliée l'Angleterre à l'Empereur d'Allemagne ne fit que donner à ces sympathies une sorte de consécration politique. Dans les magasins, dans les tramways, dans les rues, dans les bureaux de poste, nous étions abordés par des gens qui nous souhaitaient la victoire. Le directeur du Sontag Hôtel, qu'atteignait la mobilisation, recevait deux beaux sabres de samuraï et des lettres où on lui disait : « Frappez fort! » L'ascendant de l'Allemagne était donc à la merci du premier coup de canon! Je compris, mieux encore que je ne l'avais fait, tous les bénéfices que nous retirerions de la guerre, si nous étions vainqueurs... J'aurai bientôt l'occasion de revenir sur cette volte-face qui n'était étonnante que par sa soudaineté populaire.

Quant aux Coréens, les bruits de guerre les avaient un instant tirés de leur apathie. Mais, du moment que ce n'étaient point les Russes qui marchaient contre les Japonais, ils s'y replongèrent.

*
* *

Il y a, à Séoul, dans le même quartier que le Sontag Hôtel, et tout près du Palais de l'ancien Empereur, un petit club européen, où l'on pénètre après avoir traversé deux cours aux portes coréennes. La Résidence générale y envoyait, vers onze heures du matin et vers six heures du soir, la traduction anglaise des dépêches de la guerre. On les affichait dans la salle du Bar; et, deux fois par jour, la plupart des Européens s'y réunissaient. Ces dépêches étaient parvenues au Japon en anglais; là, on les avait traduites en japonais, et, transmises en japonais, elles étaient, à leur arrivée à Séoul, retraduites en anglais. Nous nous mettions à plusieurs, le nez sur la carte, pour tâcher d'identifier, à travers cette succession d'avatars fantastiques, les noms propres étrangers que la langue et l'écriture japonaises

sont souvent incapables de rendre. Ce n'était pas notre seul ennui. D'où venaient ces dépêches et quel crédit pouvions-nous leur accorder? Dans ce pays perdu, nous étions des proies toutes désignées pour les lanceurs de faux renseignemens intéressés et pour les mystificateurs. Je remarquai que, si les bonnes nouvelles étaient volontiers accueillies, l'effet en était peut-être moins sûr que celui des mauvaises, et que les unes et les autres empruntaient de leurs effets mêmes une force de persuasion qui renversait les lois les plus élémentaires de la logique.

Le 6 août, il nous fut annoncé que les Anglais venaient de livrer une grande bataille navale, où ils avaient coulé sept cuirassés allemands et n'en avaient perdu que deux. A l'hôtel, Français et Anglais burent le champagne en l'honneur de cette première victoire. Mais, deux jours plus tard, un télégramme, dont on me dit, dans la suite, qu'il avait été fabriqué à Shanghaï par de mauvais plaisans allemands, nous informait qu'un combat naval avait eu lieu où, sur dix gros vaisseaux de guerre, les Anglais en avaient eu quatre coulés et six gravement endommagés. Sa victoire n'avait coûté à la flotte allemande que quatre torpilleurs. Et le télégramme ajoutait que Londres et Paris étaient dans la consternation. Nous fûmes atterrés. Quelques-uns de nous pourtant émirent un doute sur la véracité du télégramme. Mais, à ce moment, le gros consul allemand qui, depuis trois jours, ne mettait pas le pied au Club, et dont la présence, ce matin-là, y était d'autant plus choquante qu'on devait y offrir le coup de l'étrier aux membres français appelés sous les drapeaux, entra dans la salle du Bar, de son pas d'invasion, flanqué de son Bolljahn. L'apparition de ce personnage, qui fit que tout le monde se plongea dans la lecture des vieux journaux, entraîna la conviction du désastre. Et ce fut une ombre qui pesa lourdement, ce jour-là, sur la joie que nous donnait la magnifique résistance des Belges.

Dès le 8 août, on nous annonça la mort du vieil empereur d'Autriche, au milieu de cet embrasement de l'Europe qui s'était allumé aux flambeaux de son agonie. Mais il mourut plusieurs fois. Il mourut lorsque nous étions à Hong-Kong; il mourut lorsque nous étions à Singapore; il mourut lorsque nous étions à Port-Saïd. Quand les nouvelles chômaient, les journalistes l'enterraient. Et personne n'avait le temps de s'arrêter à cette tragique figure.

*
* *

Les derniers soirs de mon séjour à Séoul, nous nous rendions à la gare, au passage de l'express de Moukden. Des compatriotes, des amis, refoulés de Mandchourie par la guerre, revenaient en toute hâte au Japon et nous télégraphiaient pour avoir des nouvelles, et pour échanger, pendant les quinze minutes d'arrêt, quelques paroles françaises. Les Allemands devaient en faire autant, car nous y rencontrions d'ordinaire le consul d'Allemagne.

Les trains japonais arrivent et repartent avec une ponctualité surprenante. Les voyageurs sautaient sur le quai et formaient rapidement deux groupes. Les Autrichiens, les Allemands, des Américains se pressaient autour du Teuton; les Français et quelques Anglais autour de nous. De vagues Levantins couraient de l'un à l'autre. Comme l'express qui monte à Moukden part un quart d'heure environ après celui qui en descend, il y avait aussi des Russes à qui leur consul et leur pope venaient serrer la main. Les Japonais se portaient en grand nombre à ce spectacle où leur humeur guerrière flairait une odeur lointaine des champs de bataille. Les trains disparus, nous sortions de la gare. La foule des hommes vêtus de blanc, plus blancs encore sous la lumière électrique, et des femmes au kimono sombre, mais à la ceinture diaprée, s'écartait devant nous et nous suivait du regard. Le consul russe et le pope, que nous avions salués, s'en allaient les premiers. Derrière eux, le consul d'Allemagne s'avançait pesamment, escorté de son Bolljahn, qui se dépensait en gesticulations et semblait lui faire avec ses bras un moulinet protecteur. Nous fermions la marche. Et nous rentrions dans la ville aux lourdes portes chinoises, si fantasques le soir. Le silence s'étendait sur la grande avenue qui mène au palais en ruines, où la Reine fut assassinée. Mais l'intérêt de tout cet exotisme s'était éteint pour nous comme un feu de bengale dans une tempête.

Puis ce fut le départ des premiers réservistes, la foule japonaise encore plus nombreuse, et des *Banzai!* mariés aux cris de *Vive la France!* On les envoyait à Simonoseki où *L'Amazone* les attendait. La mobilisation s'était faite sans peine. Ceux mêmes qu'elle lésait douloureusement n'avaient point hésité.

Je connus des situations émouvantes : un veuf obligé d'abandonner ses quatre petits enfans; d'autres, où le résultat de quinze ou vingt ans d'efforts était non seulement compromis, mais ruiné d'un coup. Aucune récrimination ne s'éleva. L'empressement alla même trop loin, puisque des Missionnaires de la Corée s'embarquèrent qui, trois semaines plus tard, à Hong-Kong, furent reconnus impropres au service par le médecin compétent du *Dupleix*.

Peut-être y aurait-il quelque tempérament à introduire dans un système dont la rigueur est indispensable en France, mais qui, sans dommage pour le pays, pourrait être plus flexible, lorsque ceux qu'il touche atteignent ou dépassent la quarantaine, représentent des intérêts français, et sont éloignés de la mère patrie par cinquante jours de traversée. Je crois aussi, puisque j'effleure cette question, qu'il serait bon de tenir compte, dans le choix des destinations, de l'esprit du peuple où résident nos nationaux. Il importait peu qu'on envoyât nos Missionnaires du Japon et de la Corée en Chine, en Indo-Chine ou en France. Non seulement les Japonais, bien qu'ils n'enrôlent pas leurs bonzes, comprennent cette nécessité patriotique ; mais on peut assurer que le départ de nos prêtres pour l'armée a rehaussé leur prestige aux yeux de cette nation militaire. Les chrétiens japonais ont été fiers que leur « Père » courût à la défense de son pays; et les autres n'en ont conçu que plus de respect envers la France. L'effet n'a pas été le même en Chine, lorsque nos Missionnaires se sont dirigés sur Tien Tsin : les Chinois ne font aucun cas du guerrier et n'aiment point à voir chez eux de soldats européens...

Les réservistes allemands étaient tous, les uns après les autres, enfournés dans la gueule de Tsing-Tao. On annonçait que les Japonais se proposaient d'intervenir, que leurs arsenaux travaillaient jour et nuit et que cette forte position, où l'Allemagne avait dépensé des sommes considérables et avait déjà réalisé un symbole de sa puissance, tomberait bientôt entre leurs mains. Les malheureux y allaient sans ardeur, comme s'ils avaient entendu ce que disait, à ce moment-là, aux gens de Shanghaï, un des leurs qui en revenait : « On peut faire un signe de croix sur tous ceux qui y sont : notre Kaiser les a indignement sacrifiés. »

*
* *

Mais où les aurait-on envoyés? Tous les chemins leur étaient coupés. Pour moi, j'étais bien décidé à continuer mon voyage par le Transsibérien, où ma place, depuis longtemps, était arrêtée pour le 12 août, à Kharbine. Mais les fausses nouvelles d'une invasion de la Finlande par trois cent mille Allemands et d'une entrée en campagne de la Turquie me fermaient la route d'Odessa et celle de la Suède. Je pris brusquement le parti de regagner le Japon où je savais qu'un paquebot japonais, à destination de Marseille, lèverait l'ancre vers la mi-août.

Il y a une journée de chemin de fer de Séoul à Fusan, une nuit de bateau de Fusan à Simonoseki et, par le train, une trentaine d'heures de Simonoseki à Tôkyô. Ce voyage et celui qu'une semaine plus tard je refis de Tôkyô à Simonoseki m'ont laissé une extraordinaire impression. J'étais toujours aussi loin de la France; j'en étais même plus loin en revenant de Séoul au Japon, et pourtant il me semblait que la terrible agitation qui devait régner chez nous s'était communiquée à tout ce qui m'entourait, que j'étais ballotté sur les remous de la guerre et enveloppé de la même atmosphère ardente. Mes compagnons, les incidens du voyage, l'état des esprits, les préparatifs du Japon, et même les désordres de la nature, tout m'entretenait dans l'illusion que je m'étais rapproché de la seule vie qui, en ce moment, me paraissait enviable.

J'avais quitté Séoul en compagnie des Missionnaires réservistes. A peine le train s'était-il ébranlé que les prêtres disparurent : il ne resta plus que des troupiers. Ils entonnèrent les chansons qu'ils avaient chantées jadis aux étapes des grandes manœuvres. Ces airs allègres des casernes de France changeaient pour nous jusqu'à la physionomie du pays qui défilait sous nos regards. Les aspects de la terre se dénationalisent si facilement! Des montagnes qui se soulevaient à l'horizon nous faisions les Vosges. Les misérables paillotes aux murs de guingois pétillaient au soleil comme les toits de nos hameaux. Les rizières immobiles jaunissaient comme nos moissons. Mais le passage du train ne faisait lever ici que des têtes de paysans aux longs cheveux, dont la peau a les tons jaunes de la glèbe qu'ils travaillent.

A Taïku, la seule grande ville par où l'on passe et qui forme le second diocèse de la Corée, de nouveaux Missionnaires nous rejoignirent avec leur Évêque, Mgr Demange, un des plus jeunes évêques de la chrétienté, mobilisé lui aussi. Simple soldat, il voyageait en troisième classe. Les Japonais et les Coréens, dont le wagon était rempli, regardaient silencieusement ce bonze étranger qui différait des autres bonzes étrangers par le ruban violet de son chapeau, sa ceinture violette, sa chaîne d'or et sa grosse bague. Leur sens de la hiérarchie ne comprenait pas très bien sa présence parmi eux.

Une nouvelle sensationnelle nous attendait à Fusan. Toute la semaine les ultimatums s'étaient succédé : ultimatum à la Russie, à la France, à la Belgique, à l'Italie (?). Ultimatum de l'Angleterre. Ultimatum de la Turquie (?). Ultimatum de la Roumanie (?). Le buste bien connu de Guillaume nous apparaissait au centre d'un feu d'artifice incendiaire d'ultimatum, et toute conversation entre États ne semblait plus pouvoir s'engager que par la voie de l'ultimatum. Nous ne fûmes donc pas surpris outre mesure lorsqu'on nous dit que le gouvernement de Washington avait envoyé au gouvernement de Tôkyô un ultimatum pour lui défendre d'entrer dans le conflit. C'était le télégramme du jour, et il annonçait que le Ministère et les conseillers de l'Empereur étaient en train de délibérer. J'ignore d'où avait été lancée cette information que je n'ai point retrouvée le lendemain dans les journaux du Japon et qui visait surtout à impressionner les Coréens et à ranimer chez eux l'idée que les États-Unis entendaient modérer ou refréner les ambitions japonaises. Elle sortait sans doute de la fabrique de Shanghaï ou des Philippines. Cependant il est probable que les rapports se tendirent un peu entre Tôkyô et Washington. La presse japonaise en eut vent; et elle se demanda si décidément les États-Unis considéraient le Pacifique comme un lac américain. Puis elle enregistra des démentis officiels.

Nous nous éloignions de Fusan. La nuit était sombre et la mer très douce. Sur le pont obscur du paquebot, les réservistes de Taïku s'étaient installés pour dîner, au milieu des treuils et des cordages. Les pipes et les cigares s'allumaient difficilement, car il soufflait une brise délicieuse. « Je vous invite tous, dit l'Évêque, à venir goûter, d'ici quelques mois, le petit vin du pays dans mon village d'Alsace! » « Accepté! » répondaient des voix

joyeuses. Quelqu'un dit : « Sûrement *ils* sont moins gais que nous! » Je pensai : « O les braves gens de France qui garderont leur gaieté jusque sous la mitraille! » Vers dix heures, l'Évêque descendit à l'entrepont où il essaya de dormir parmi les pauvres Japonais qui, déçus dans leur espoir de faire fortune en Corée, retournaient au Japon. Les autres missionnaires cherchèrent sur le pont une place où s'étendre. L'un d'eux, l'économe, enveloppa ce qui restait du pain dans un linge, puis dans une couverture, et s'en servit comme d'oreiller. Je dirais qu'ils se préparaient à la vie des camps, si leur dure existence de missionnaires coréens ne les y avait, depuis beau temps, entraînés.

*
* *

A Simonoseki, je leur fis mes adieux, et je me dirigeai vers la gare. Les trains étaient bondés. Ils le sont toujours au Japon. L'après-midi, les contrôleurs passèrent dans les wagons et lurent à haute voix un télégramme que mon voisin eut l'obligeance de me traduire : « L'armée navale japonaise est prête à commencer un mouvement. »

La chaleur était lourde. Les yeux se fermaient. La douceur mystérieuse des paupières baissées sur ces yeux obliques baignait tous les visages jaunis d'une ombre de ressemblance avec ceux des Bouddha. Je remarquais les soins délicats des parens, et souvent des pères, pour leurs petits enfans. Nous en avions plusieurs, tous très sages. Celui qui était en face de moi dormait recroquevillé sur la banquette : et, la nuit, chaque fois que je sortis de ma somnolence, je vis son père qui l'éventait et qui, de temps en temps, sans le réveiller, lui épongeait les tempes. Ainsi furent choyés, caressés, préservés et rafraîchis pendant les chaudes nuits de la canicule, les petits êtres qui devaient être un jour les soldats de Port-Arthur et qu'un auteur japonais a nommés des *boulets humains*.

Le lendemain matin, à Shizuoka, on vendait des journaux anglais sur le quai de la gare. Le premier que j'ouvris me donna un éblouissement : nous étions entrés à Mulhouse aux acclamations des habitans. Je pensais bien que ce n'était pas une victoire définitive. Mais l'idée que nos régimens foulaient la terre alsacienne, que les filles d'Alsace s'étaient pressées, pour les voir, aux portes et aux fenêtres de leurs villages, — dont le souve-

nir hospitalier m'était resté tout imprégné des couleurs les plus tendres et des parfums les plus savoureux de l'automne, — cette idée me pénétrait d'une joie si vive qu'il ne me souvient pas d'en avoir éprouvé de plus vive. Les émotions individuelles n'atteignent jamais l'intensité de ces grandes émotions collectives, qui accroissent le sentiment de notre personnalité en même temps qu'elles le purifient de toutes ses mesquineries égoïstes. Mon visage dut trahir une allégresse que d'ailleurs je ne songeais point à dissimuler, car mon voisin japonais me pria de lui communiquer mon journal, et, l'ayant lu, me dit : « Je vous félicite : nous serons tous heureux que vous repreniez l'Alsace-Lorraine. Vous êtes un grand peuple. Les grands peuples n'oublient jamais. »

Il est possible que cette entrée en Alsace ait été une médiocre opération militaire. J'ai entendu, au cours de mon voyage, des officiers anglais la blâmer. Mais les événemens ont souvent une importance symbolique très disproportionnée à leur importance réelle. Rappelons-nous la prise de la Bastille ! J'y pensais devant l'effet que cette nouvelle produisit sur les Japonais. De tous les étrangers, ils furent ceux dont le sentiment s'accorda le plus intimement avec le nôtre. Elle frappait leur imagination comme une première scène qui éclaire tout le sens de la pièce. Le temps que nous avions mis à laver l'injure de 70 attachait au drame qui commençait l'intérêt pathétique des vengeances longuement couvées. Ce peuple, qui ne s'est jamais lassé d'admirer ses *Quarante-Sept Ronins*, retrouvait inconsciemment dans le spectacle que nous lui offrions les traits les plus excitans de leur histoire. Pendant des années, la France, elle aussi, s'était tue. Comme le chef de la bande héroïque, qui endormait la vigilance de l'ennemi au bruit de ses débauches, elle avait laissé se propager dans le monde sa réputation de nation divisée, appauvrie par ses excès, enivrée d'oubli. Et soudain, au moment où ses amis découragés secouaient la tête, elle se redressait et prenait à la gorge, sur le lieu de l'ancienne insulte, l'ennemi qui l'avait tant fait souffrir. Ce fut, autant que j'en pus juger, sous ces couleurs romanesques, que notre premier succès s'imposa à la sensibilité populaire.

Les petites gens que je connaissais, les kurumaya même qui me conduisirent à l'Ambassade, avaient appris les mots d'*Alsace Lorraine*. Tous les yeux m'adressaient des regards de fête.

Le long des rues, les crieurs de journaux, qui portent à leur ceinture un trousseau de sonnettes, vendaient en courant des *gokwai*, ces supplémens sur papier de chandelle où les dernières nouvelles sont imprimées à la hâte. Ils se succédaient à si peu d'intervalle que le gouvernement en modéra bientôt la vente pour calmer l'excitation du public.

J'arrivai à notre Ambassade. Je l'avais revue, quelques mois plus tôt, avec la tristesse qui m'attendait dans tous les endroits où l'on pouvait constater la diminution de la France. Elle avait tant vieilli, cette vieille Légation, qui n'avait pour elle que son beau jardin japonais et son emplacement devant une des douves du Palais Impérial! Ses murs de bois dégradés criaient misère. Depuis plus de deux ans, le gouvernement japonais nous avait aimablement cédé un grand terrain dans une des parties les plus animées de la ville. Mais notre Sénat avait refusé les crédits, peut-être excessifs, qu'on lui avait demandés; et les Japonais ne s'étonnaient même plus de cette piteuse installation qui correspondait dans leur esprit à l'état actuel de l'influence française. Cependant, ce mardi 11 août, elle me parut la plus belle des Ambassades. J'entendrai toujours un des premiers mots qui m'y accueillirent : « Nous n'avons plus des âmes de vaincus! » Ceux qui ont vécu à l'étranger comprendront mieux encore que les autres ce qu'un pareil mot révèle d'humiliations accumulées, de mouvemens de colère impuissans, de blessures silencieusement et impatiemment subies.

L'ambassade avait perdu une bonne moitié de son personnel. Dès le 5 août, son attaché militaire, le lieutenant-colonel Lerond, ses secrétaires M. Maugras et M. Bonmarchand, le capitaine Vorus, s'étaient embarqués à Yokohama pour l'Amérique. Les Japonais leur avaient fait une ovation. Le paquebot avait arboré le pavillon français; et les attachés militaires allemand et autrichien, qui prenaient la même route, s'étaient cachés dans leur cabine.

L'ambassadeur, M. Regnault, n'était que depuis quelques mois au Japon. Mais les Français n'oublieront jamais ce qu'il avait déjà entrepris contre la prépondérance germanique; et l'histoire dira un jour de quelle heureuse initiative il pesa sur la décision du gouvernement japonais. Revenu de sa villégiature, il avait groupé autour de lui les derniers membres de son Ambassade, l'attaché naval, M. Brylenski, le secrétaire inter-

prête, M. Bourgois, le chancelier, M. Gallois. Ce petit centre, courbé sur les câblogrammes, frémissant d'allégresse et d'espoir, était merveilleusement chargé d'électricité française. L'ambassade recevait des visites du matin au soir. Les officiers de l'État-major apportaient à l'ambassadeur leurs félicitations et leurs vœux. Chaque courrier lui remettait des paquets de lettres d'inconnus enthousiastes. Et dans presque toutes ces lettres revenait le mot ou l'idée de vengeance.

La presse fulminait contre les Allemands. Des journaux qui, quelques mois auparavant, sur l'instigation de l'ambassade allemande, avaient naïvement proposé que le Prix Nobel de la paix fût décerné au Kaiser, le caricaturaient aujourd'hui avec des yeux d'halluciné et des moustaches furieuses. Les assassinats d'Alsace, la Belgique massacrée, soulevaient une indignation unanime. Le professeur de droit international, le Dr Nirakawa, écrivait dans un des journaux les plus écoutés : « En ce moment, par sa conduite envers la France et la Belgique, l'Allemagne viole les principes des lois internationales et prouve qu'elle est l'ennemie de l'humanité. Le Japon n'a même pas besoin pour agir d'invoquer le prétexte de l'Alliance Anglaise. Celui qui a violé les lois du monde est l'ennemi du monde. Le Japon doit aider la Russie, la France et l'Angleterre à punir leur vieille ennemie. Il n'a pas de devoir plus urgent. » Ce fut à peine si quelques voix s'élevèrent, non pour justifier l'Allemagne, mais pour affirmer leur admiration de la science allemande. Ces quelques Japonais n'avaient pas tort, puisque, depuis vingt ans, leurs Écoles, leurs Universités, leur Armée, leur Gouvernement, tout les avait encouragés à prendre au sérieux le bluff de la science exclusivement allemande. Mais les autres ne s'embarrassaient point de ces considérations métaphysiques et savaient parfaitement qu'ils ne se contredisaient pas en marchant contre l'Allemagne.

Le Japon avait, lui aussi, à se venger. « N'oublions pas, s'écriait le même M. Nirakawa, l'inqualifiable intervention des Allemands en 1895 ! » Il pouvait être tranquille : aucun de ses compatriotes n'avait oublié que l'Allemagne, la Russie et la France avaient forcé le Japon, vainqueur de la Chine, à lâcher sa prise. Il s'était vengé de la Russie ; il allait se venger de l'Allemagne. Quant à la France, elle avait une excuse à ses yeux : il avait compris qu'en suivant son alliée, la Russie, elle

n'avait fait qu'obéir à cette sorte d'obligation morale que les Japonais appellent le *giri* et dont le respect est très fort chez eux; enfin il sait que l'amiral français s'opposa nettement à ses deux collègues allemand et russe, qui voulaient bombarder la flotte japonaise. Au souvenir toujours cuisant de la violence qui lui avait été faite s'ajoutait celui du fameux barbouillage où le Kaiser avait essayé de peindre un Saint Georges prussien tombant, la lance en arrêt, sur le Péril Jaune incarné dans un dragon. Ce tableau avait été trouvé d'aussi mauvais goût par les Japonais que par tous les peintres, même allemands. Il offensait également l'esthétique et la diplomatie. Quinze ans après, le dragon, allongeant sa tête du côté de Tsing-Tao, brûlait d'y répondre.

Durant ces quinze années, les Japonais, — qui manquent parfois de sens critique, mais qui n'en manquent pas plus que beaucoup d'Européens, et dont la force de résistance à toute influence susceptible de les déjaponiser leur permet d'en manquer, — s'imaginèrent qu'ils retireraient de la culture allemande des bienfaits inappréciables. Ils se mirent à l'école des Allemands. Du reste, l'idéal en quelque sorte messianique qu'ils se proposent étant d'élaborer une civilisation où l'âme orientale et l'âme occidentale harmonieusement fondues donneraient le ton à l'univers, il leur était indispensable d'assimiler les vertus germaniques. Je montrerai un jour que cet essai d'assimilation ne fit que jeter dans leur esprit un brouillard heureusement passager. Les méthodes allemandes ne sont point vraiment éducatrices. Elles ne favorisent que la médiocrité. Mais leurs intellectuels avaient beau les adopter : aucune reconnaissance ne les liait à un pays qui ramène tout, et même la science, au point de vue commercial et industriel.

Ils en étaient avertis; et, s'ils ne l'avaient été, un récent scandale, que leur politique de clans avait démesurément amplifié, leur eût ouvert les yeux sur les dangers que l'on court à trop fréquenter les Allemands. Ce n'est pas le moment de raconter cette histoire retentissante. Je n'en veux retenir qu'un trait. La maison Siemens-Shuckert, qui fournissait à la marine japonaise des appareils électriques, fut convaincue d'avoir versé à de hauts personnages des pots-de-vin considérables. D'autres maisons européennes (pas françaises) avaient suivi son exemple. Mais ce qui aggravait le cas de la maison

allemande, ce n'était pas seulement que son consul de Yokohama eût trempé dans ces sales affaires, ce fut surtout une lettre d'un de ses principaux chefs où se lisaient des phrases comme celles-ci : « De récentes commandes montrent que nos amis du ministère travaillent consciencieusement. Si le capitaine X continue de nous ennuyer, on exigera son déplacement. Nos amis s'occuperont de faire déplacer ceux qui ne nous sont pas favorables. » Dans cette grossière mainmise sur les rouages intérieurs d'un pays étranger, dans cette espèce d'impérialisme attentatoire et brutal, vous reconnaissez la marque allemande. Rien ne pouvait inquiéter ni atteindre plus profondément la légitime susceptibilité du peuple japonais. Mais il ne parut pas y attacher trop d'importance. Aucune campagne anti-allemande ne se dessina dans la presse. L'ambassadeur, le comte Rex, qui offrait des dîners de cent couverts aux directeurs des journaux et aux officiers japonais revenus d'Allemagne, attribua sans doute cette réserve à la crainte respectueuse dont son pays avait frappé les Asiatiques. Il ne connaissait pas les Japonais. Il ignorait que leurs ressentimens s'enveloppent de silence. L'Allemagne ne peut s'en prendre qu'à elle-même de leur zèle à se tourner contre elle. L'Angleterre et la France y ont moins travaillé que sa politique agressive, l'intempérance de son Kaiser, l'esprit corrupteur de son industrie, et, chez une nation dont les sociologues et les philosophes se flattent d'avoir créé la psychologie ethnique, une extraordinaire incompréhension des âmes étrangères jointe, du reste, à un sens pratique très roué de leurs besoins matériels et commerciaux.

« Ils sont nos maîtres en fait de commerce ! » disaient les Japonais. C'était vrai. Le développement commercial de l'Allemagne en Extrême-Orient, pour qui du moins n'en considérait que la façade, tenait du prodige. Je crois cependant qu'il en était beaucoup de leur commerce comme, sur les quelques points où j'ai pu l'étudier, de leur science : l'un et l'autre se soutenaient par un labeur opiniâtre, mais ne résistaient que par l'immense crédit qu'on leur faisait et que semblaient mériter leurs efforts. Toujours est-il que, de jour en jour, l'importance de ces maîtres grandissait en Chine. Ils avaient fait de Tsing-Tao comme un Hong-Kong prussien. Le Japon ne laisserait pas échapper l'occasion de les en évincer, quand une si noble cause la lui mettait dans la main. Avec lui, la civilisation la plus

haute de l'Orient allait, pour la première fois, aider de ses armes la plus haute civilisation occidentale. Il n'est pas souvent donné à un peuple d'accorder ainsi son intérêt particulier et celui du monde. Nous attendions avec confiance son branle-bas de guerre. L'Empereur se disposait à redescendre des hauteurs de Nikko afin de consulter les mânes de ses Ancêtres. On pressentait le résultat de cette consultation.

*
* *

A Yokohama, les derniers réservistes étaient mobilisés. M. Regnault m'offrait de m'embarquer sur l'*Amazone;* mais il ne savait quand elle partirait. L'insécurité des mers pouvait encore la retenir une semaine ou deux. Je me décidai pour un paquebot japonais, le *Katori Maru,* qui venait de quitter Yokohama, et que j'avais tout le temps de rattraper à ses escales de Kobé ou de Nagasaki; et j'arrêtai la dernière place vacante.

Était-ce l'imminence de la déclaration de guerre du Japon? Des centaines d'Américains et d'Allemands gagnaient précipitamment Shanghaï. On eût dit qu'il y avait de la panique dans l'air. Il y eut au moins un peu d'affolement quand, la veille du jour où les réservistes devaient prendre le train et ceux qui étaient dans mon cas rejoindre le *Katori Maru,* un typhon s'abattit sur la côte et rompit en plusieurs endroits la grande voie directe de Tôkyô à Kobé. Il fallait quelques jours pour la réparer. Une seule ligne restait ouverte, celle qui monte jusqu'à Nagano sur la côte occidentale et redescend par Nagoya, une des lignes les plus pittoresques du Japon, mais terriblement longue.

Au consulat français, on se remuait comme on ne l'avait jamais fait depuis l'ouverture du pays. Le consul, obligé d'envoyer de nouveaux avis aux mobilisés, les achevait dans le bruit des conversations qui se croisaient par-dessus sa tête. On entendait : « Je vous dis qu'il vaut mieux partir par Tôkyô à onze heures du soir. — Les Belges ont certainement posé des mines. — Les Américains affirment que les Japonais ont demandé à l'Angleterre un million cinq cent mille livres sterling pour marcher. — Comment voulez-vous que le Père Z aille au feu? Il est trop gros. — C'est absurde : quelles que soient les conditions de l'Angleterre, le Japon marchera. — On passera le Rhin. — Courez à la gare! »

Tout à coup, les conversations cessèrent. Une petite dame,

coiffée d'une toque à plume, s'avançait sous ce grand tapage. Elle paraissait bouleversée : Monsieur le consul, dit-elle, je veux à tout prix retourner à Shanghaï : que dois-je faire? » Elle était depuis trois jours au Japon; mais elle voulait retourner immédiatement à Shanghaï, où elle craignait pour son mari. « Que craignez-vous? » lui demanda le consul. Elle ne savait pas ce qu'elle craignait; et nous ne sûmes jamais ni ce qu'elle était venue faire à Yokohama, ni pourquoi elle tenait tant à partir, à moins que ce ne fût parce qu'elle voyait tous ces départs autour d'elle. « Attendez le prochain paquebot, » lui dit-on. Elle répondit, les lèvres tremblantes : « Le prochain paquebot... dans cinq jours! » — « Alors, Madame, répliqua l'un de nous, prenez la route de Nagano. » — « Non, pas ça! s'écria le Consul. Une petite femme comme vous! C'est un voyage trop dur, un voyage où il faut porter ses bagages soi-même! » L'épouvante agrandit ses yeux : « Oh! je ne puis pas... J'ai trois malles et deux boîtes à chapeau. » Et elle s'en alla discrètement comme elle était entrée. Pourquoi ai-je retenu cet incident? Je revois encore cette pauvre petite dame très bien qui ressemblait à un oiseau effaré au milieu de ces rumeurs de guerre, que traversaient les derniers coups de vent du typhon.

*
* *

Ma dernière journée à Tôkyô fut morne. J'avais passé une partie de la nuit à lire un paquet de journaux français, dont le dernier datait du 15 juillet. Essayez de relire ces journaux d'avant la guerre : l'impression qui s'en dégage vaut celle des plus éloquentes prédications. C'est un jet de lumière effrayante sur notre superbe et misérable aveuglement. Une fourmilière ne serait pas plus pitoyable, qui croirait mener le monde quand un pied est levé sur elle. On n'avait aucune appréhension, aucun pressentiment. Les affaires d'Autriche commençaient à perdre de leur actualité. Cependant, çà et là, on parlait encore avec une sympathie émue du peuple autrichien et de sa vieille monarchie. Un journal publiait la photographie des membres de l'ambassade allemande et inscrivait sous le nom de l'Ambassadeur : *sincère ami de la culture française*. Les radicaux continuaient cette campagne contre la loi de trois ans qui déconcertait tous les étrangers. Un de leurs organes demandait que la France usât mieux de sa richesse,

« que le gouvernement, que les grands établissemens de crédit prissent des initiatives, qu'on fît à bref délai des appels à l'épargne, non pour des dépenses militaires et improductives, mais pour des œuvres rémunératrices. » Un autre raillait ceux qui voyaient toujours à l'Est l'ennemi héréditaire : « La guerre que vous redoutez ou que vous recherchez selon vos intérêts ou vos affinités est problématique, et, la sagesse des nations aidant, cette guerre n'aura sans doute jamais lieu, ne vous en déplaise...» Les derniers échos de la condamnation de Hansi se perdaient dans les bruyans préparatifs d'un procès scandaleux. Les fêtes de Guernesey avaient redoré le buste du poète de *L'Année Terrible*. Mais nul n'entendait le pas, qui se rapprochait d'heure en heure, d'une nouvelle Année Terrible.

Tôkyô avait été touché par le typhon. Sur le bord des canaux et des douves du Palais Impérial, des saules pendaient, sabrés, déchiquetés. Les tuiles jonchaient les routes bordées de masures. Les tramways passaient solitaires dans ces vastes terrains vagues qui séparent les grands villages dont la ville se compose. Il y avait peu de monde dehors. Je ne rencontrai d'autre groupe animé qu'une corporation d'ouvriers qui conduisaient l'un des leurs au cimetière : ils chantaient en riant une complainte criarde; et le vent agitait, dans les mains des porteurs bouddhistes, les fleurs de lotus métalliques et les bannières fleuries. Les sonnettes des crieurs de journaux carillonnaient dans les rues désertes. On était au 14 août. Après la fiévreuse attente des premiers jours et les nouvelles radieuses de la défaite allemande devant Liége et de notre entrée en Alsace, les télégrammes étaient devenus plus vagues : « Nos engagemens de cavalerie prouvaient notre supériorité... Une grande bataille allait se livrer...» Oh ! cette grande bataille toujours imminente, cette grande bataille qui commençait toujours, nous a-t-elle assez obsédés ! Pendant plus d'un mois, nous en avons traîné la hantise.

Dans l'après-midi, je me trouvai au Club européen avec un ami Français et un Anglais. Comme nous en sortions, on y apporta un supplément de journal; et, incapables de déchiffrer les caractères japonais, nous restions là devant ce papier chiffonné comme devant une serrure à secret qui garde peut-être un trésor. Le Club était vide. J'insistai pour qu'on appelât un garçon qui pût le traduire ou, du moins, le lire. Il en vint un, à demi somnolent. Il baragouina quelques mots d'anglais. Je ne

comprenais rien; mais mes compagnons eurent un haut-le-corps : « Que dites-vous? Répétez! » Et le garçon, perdu dans les noms géographiques, répéta d'une voix incolore : « La flotte autrichienne est entrée en Suisse. »

Lorsque j'arrivai, le soir, vers dix heures, à la petite gare d'où part le train de Nagano, je faillis avoir un accès de découragement. Deux mille personnes se pressaient sous son hangar. Mais ce fut là peut-être que je sentis le plus vivement la bonté du peuple japonais, dès qu'on intéresse son imagination. Il suffisait que je fusse un Français, et sans doute retournant en France, pour que cette foule silencieuse et compacte m'ouvrît un passage. Des gens s'empressèrent, me dénichèrent un petit coin dans un wagon déjà encombré, m'y installèrent moi et mes valises, dont j'avais presque honte au milieu de tous ces Japonais qui feraient le tour du monde avec ce qu'ils emportent au fond de leurs manches.

L'entassement était indescriptible. Ceux qui n'avaient pas trouvé de place s'asseyaient sur leurs talons. D'autres se coulaient à moitié sous les banquettes. Des jambes nues s'entrecroisaient dans un tel désordre que c'était à se demander comment leurs propriétaires les reconnaîtraient. Des femmes accroupies dormaient avec leur bébé sur leur dos. Et le voyage dura plus de vingt heures sans un cri, sans une plainte, sans autre bruit qu'un murmure d'admiration, quand les premiers rayons du soleil nous découvrirent, dans toute sa grâce sauvage, un paysage de vallées et de montagnes dont les forêts nous envoyèrent des bouffées de fraîcheur. Je me disais que bien des trains français avaient dû ou devaient encore ressembler à celui-ci; et cette pensée m'ôtait toute fatigue. Nous atteignîmes Nagoya à la nuit tombante. L'express de Nagasaki ne passait qu'à une heure du matin. Des rencontres imprévues de compatriotes, l'excitation qui était autour de nous et surtout en nous-mêmes, notre crainte de manquer le paquebot, le désarroi des employés, les trains assaillis donnaient à cette chaude nuit d'août un charme dont nous trompions, faute de mieux, notre douleur de n'être pas en France.

Le lendemain soir, en descendant à Simonoseki, nous entendîmes crier le texte de l'ultimatum que le Japon venait de lancer au Kaiser : nécessité pour le Japon de défendre les intérêts généraux en Extrême-Orient; injonction aux navires

allemands de quitter immédiatement les mers chinoises et japonaises, ou de se laisser désarmer; transfert, sans aucune compensation financière et sans condition, du territoire de Kia-Tcheou au gouvernement japonais qui le rendrait à la Chine. Le Kaiser pouvait prendre huit jours de réflexion. On lui donnait ses huit jours. Dans la façon dont cet ultimatum était tourné, dans ses expressions mêmes vibrait l'écho de l'ancienne injure. La riposte du Dragon au saint Georges de Berlin était d'une admirable ironie.

Le comte Rex allait plier bagages. Et les Pères du Verbe Divin allemands, et les Jésuites allemands, que feraient-ils? Je connais assez les Japonais pour être sûr qu'ils ne seront point inquiétés et que l'on continuera de les traiter avec une courtoisie parfaite. Mais iront-ils jusqu'au bout de la besogne qu'ils avaient entreprise et dont les Japonais ne se rendaient pas compte? J'aime nos Missionnaires. Partout où ils ont été, où ils sont, où je les ai vus, ils ont mis en valeur les plus belles qualités de notre race : l'intelligence et l'humanité. Mais les Allemands!... Je n'ai garde de leur reprocher leur amour de l'Allemagne. Je leur reproche la haine sourde dont ils poursuivent, sous le couvert de la religion, des œuvres françaises qui inspirent le respect aux indifférens et qui commandent la vénération aux âmes chrétiennes. Ce n'est pas le désir de propager la foi qui les a amenés au Japon. Ils n'y ont été conduits que pour arracher à nos Missions le fruit d'un demi-siècle de labeur. Leur seul but était d'étendre aux milieux catholiques la campagne de calomnies et de dénigrement, où s'employaient leurs collègues de la diplomatie, de la science et du commerce. Ces agens maquillés du pangermanisme manquaient de dignité. Traqués en Allemagne par la police impériale, comme les nôtres ne l'ont jamais été en France, même aux jours des plus déplorables iniquités, ce n'était point la Germanie pacifique et idéaliste qu'ils prônaient, — on leur eût pardonné d'y croire encore, — c'était le pouvoir de fer et d'or du Kaiser. Leur Kaiser! Il fallait voir comme ils en parlaient et comme ils parlaient d'ailleurs de tout ce qui est allemand! Ils ne disaient pas « la Science; » ils disaient : « la Science Allemande. » Ils ne disaient pas « la Civilisation; » ils disaient : « la Culture Allemande. » Leur Dieu était aussi « le Vieux Dieu Allemand. » La mort de l'Impératrice douairière du Japon avait mis tous les

fonctionnaires en deuil. Ils ne manquèrent pas l'occasion de faire leur cour au Pouvoir et ils achetèrent des flots de crêpe. Les Japonais eux-mêmes trouvèrent qu'ils en avaient trop acheté. Il leur en restera assez, je l'espère, pour porter le deuil de leurs ambitions.

*
* *

Je refis, pendant la nuit et au jour levant, la route que j'avais suivie jadis, au mois de mai, de Moji à Nagasaki. Rien n'avait changé dans cette charmante nature montagneuse, où les bras de mer ont une apparence de beaux lacs endormis. Mais, sous le soleil d'août, la baie de Nagasaki, dont j'avais gardé une impression radieuse, n'était qu'un paysage à peine perceptible : une sorte de buée grise autour d'une mer pâle. La ville semble mourir. Toute son animation et toute celle du port s'étaient condensées le long des flancs du *Katori Maru* où des grappes suspendues de charbonniers et de charbonnières se passaient, en se les jetant, des paniers de charbon qu'ils vidaient dans les soutes. Le *Katori* faisait du charbon, comme s'il n'avait pas dû en refaire jusqu'à son retour. Enfin, nous allions donc partir ! Sur le pont, une émigrante japonaise disait à son petit garçon qui était en colère et qui voulait tout casser : « Allons, tais-toi, vilain Allemand ! » Mais je n'en souris même pas, car je venais de lire dans le *Nagasaki Press* que la nouvelle d'une défaite française était confirmée et que nous avions quitté Mulhouse.

André Bellessort.

(A suivre.)

COMME UNE TERRE SANS EAU...

PREMIÈRE PARTIE

I. — « SANS-MON-AUTO ».

« Ah! là, là, sans mon auto!... »

Les lèvres de Camille Joubert remuent à peine, mais les mots n'ont pas besoin d'être prononcés distinctement. Hélène les sait par cœur. Ils sont le refrain de chaque jour. D'ordinaire, elle n'y prend plus garde : aujourd'hui, un peu énervée, elle hausse les épaules :

— Oui, oui, tu l'as déjà dit.

— Quoi? demanda le jeune homme affalé sur les cousins.

A cette question saugrenue, sa voisine ne prend pas la peine de répondre. Elle connaît si bien cet état d'engourdissement général que présente son mari tout le long de leur existence monotone! Elle-même souvent ne montre pas beaucoup plus d'énergie. Il lui arrive de copier les gestes indolens de Camille, de jouir, comme lui, de l'agréable torpeur que procure, par un moite après-midi, l'élan bien réglé d'un auto qui roule, sans but, dans une allée forestière.

Cependant, cette fois, elle regarde son mari, secoue la tête, ébauche un sourire pincé, — pitié ou rancune, on ne saurait dire et elle-même ne se rend pas bien compte de ses sentimens... Camille a fermé les yeux. Non pas qu'il dorme. Mais c'est si fatigant de toujours regarder! Et quoi? je vous le demande : des arbres, des champs, parfois des maisons lorsqu'on cahote

sur du pavé, des gens poussiéreux qui passent. Mieux vaut, vraiment, clore les paupières et savourer les menues sensations du « sybaritisme à pétrole, » comme dit l'ami Patriesco, celles, par exemple, de humer un air bien à soi, de n'être pas forcé d'avoir une conversation, d'être à l'abri de tous les embêtemens de l'existence. Gustave est là qui a la charge de penser à tout... Gustave, c'est le chauffeur des jeunes Joubert.

Hélène est moins blasée. Elle regarde se dérouler le cinéma de verdure que le soleil, par moment, baigne dans son or limpide; elle aime faire de la vitesse lorsqu'on est « en palier, » et frissonne avec joie aux tournans brusques. Et puis elle a faim et, justement, voici la grille de Versailles. Il n'y a plus qu'à se laisser glisser. Une délicieuse avenue de tilleuls taillés et de grilles fleuries descend jusqu'au cœur de la ville. Et déjà elle aperçoit le hall du « palace » où ils vont goûter, tous trois, car Chien-Chien est de la partie : Chien-Chien dort, entre eux, gros comme un peloton de laine, noir, ébouriffé et qui, lui aussi, commence à avoir ses vertiges d'estomac et rêve de choux à la crème.

Il est cinq heures. Il y a des gâteaux sur les tables et de la musique. Le chocolat mousse et fume.

Grand, blond, flexible, un peu voûté, par nonchalance plutôt que par timidité, Camille s'avance le premier. Il porte un grand nez mince, une petite moustache taillée et un monocle. Il n'a pas d'arrogance. Tout lui est indifférent, jusqu'à lui-même; seulement, il a adopté l'allure « mondiale, » comme dit Maracajas, qui demande un flegme avantageux. Nu-tête, — c'est bien porté, — un petit veston de sport kaki, avec une ceinture dans le dos, pour donner du pli, Chien-Chien sur le bras, — cela redevient à la mode, — Camille Joubert sait où il va. Ici, il est chez lui; il a sa table.

Quelques pas plus loin s'avance une jeune femme déguisée en drapeau d'une nation inconnue; jaune, blanc, vert; un toquet couleur serin tout neuf, un trotteur immaculé, des bas émeraude. C'est Hélène. Jolie, du reste : blonde, fine, plutôt petite. Elle regarde franchement et l'on aperçoit tout de suite ses yeux bleu de lin. Comme son camarade, elle a un nez droit et mince, mais qui n'a rien d'excessif; il se marie à ravir avec les lèvres menues qu'elle apetisse encore volontiers.

Le trio étrange marche entre les rangées des tables animées.

On regarde Hélène et Camille. Que leur importe? Ils ont cependant, au fond d'eux, le contentement naïf de se savoir examinés, contentement qui va jusqu'à la fierté lorsqu'ils devinent une sourde hostilité.

Connaître tout le monde et ne saluer personne, c'est du dernier chic. Tutoyer les maîtres d'hôtel, ne pas même s'apercevoir qu'il y a des tziganes et qui s'évertuent, s'affaler sur un sofa sans rien commander, — il faudrait voir qu'on ne connût pas leurs habitudes! — c'est une entrée assez réussie...

Les voici installés à leur table. Juste à ce moment paraissent, à l'autre bout du hall, Patriesco et Maracajas. La vie est très bien réglée. On ne se serre pas la main. C'est vieux jeu. On ne demande pas de ses nouvelles; on est là, c'est que l'on va bien. On ne dit rien. On a surtout besoin de se refaire : on se prépare à manger et à boire. On regarde les gâteaux, les tartes sur leur planche. Les doigts se tendent. Seul le King-Charles a envie de causer, mais sa maîtresse lui ferme la bouche avec un éclair au café.

Quoiqu'ils viennent, l'un d'Égypte et l'autre de l'Amérique du Sud, Patriesco et Maracajas se ressemblent comme deux frères rasés par le même coiffeur, habillés par le même tailleur et qui auraient été éduqués par le même palefrenier. Ils ont des yeux luisans de vice et de cynisme. Et si Khan-Khan, qui vient les rejoindre et qui saisit un gâteau par le milieu du corps avant même de s'asseoir, si Khan-Khan ne peut passer pour un troisième sosie, ce n'est pas que l'envie lui en manque; seulement, il n'y a que deux mois qu'il a débarqué d'Asie Mineure et il ne sait pas encore tous les gestes de son emploi. Quant à Camille Joubert, qui ne vient que de Paris, il serait désolé qu'on le distinguât de ses amis exotiques. Il est de leur bande et il s'en glorifie. Sauf Khan-Khan, — ce qui n'est que provisoire, sans doute, — ils ont tous leur auto, d'une forme et d'une couleur bien à eux. Ils ont le luxe éclatant, tapageur et méprisant.

Des parvenus, supposez-vous? La calle aux mains, l'esprit mal dégrossi, le vêtement trop neuf et marchant sur les talons avec la grâce de pachydermes déguisés en hommes du monde? Il n'y a plus de parvenus.

Des arrivistes, alors? Le coude pointu, la charité bien ordonnée... De l'insolence certes, mais pas avec tout le monde. Il faut choisir son heure et son public. L'arriviste est, tour à tour, im-

pertinent et servile; son front qui menace les cieux connaît aussi la poussière. Ne pas trop se fier à son élégance; ce talon rouge est souvent un pied plat. L'importance qu'il se donne est temporaire; maître ce matin, valet ce soir... L'arriviste en imposait hier encore : aujourd'hui, ses manœuvres sont connues, et l'on sourit lorsqu'on le rencontre. L'espèce n'en est pas tout à fait perdue.

Maracajas et Patriesco ne sont pas des arrivistes. Ce sont des « arrivés. »

Il faut marcher avec son temps. Le parvenu, c'est la patache avec sa litière de paille pilée. L'arriviste, c'est l'express farouche qui brûle les stations. Au siècle de l'aéroplane, il faut faire plus. Cent quatre-vingt-dix à l'heure, en attendant mieux ou pire. Sitôt visé, sitôt le but atteint. Quelquefois même, on le dépasse. Il s'agit de régler sa vitesse et de savoir où l'on veut aller. Les néo-arrivistes ne le savent pas toujours. Alors, au lieu de partir, ils arrivent, tout simplement, tout de suite.

Au lieu de travailler, comme faisait le parvenu, pour s'offrir plus tard un équipage semblable à celui du seigneur de son canton, ou de défoncer quelques poitrines, de monter sur le dos des camarades sans défense, comme agissait l'arriviste en mal de voiture au mois, l'arrivé, avant tout effort, se procure un auto. Comment faire figure dans les « Splendid » et les « Savoy » sans un auto ? C'est comme une mise de fonds. C'est l'outil.

Le terrassier a une pelle ; le couvreur une large culotte de velours à côtes ; le cocher un fouet ; le pêcheur à la ligne un chapeau de paille. L'« arrivé » a un auto.

Comment se l'est-il procuré ? C'est son secret. J'imagine qu'il y a un garage spécial pour voitures d' « arrivés » et une société anonyme pour l'avance des fonds, une société qui doit très bien faire ses affaires. Spéculer sur l'arrivé n'est pas si sot. Il y a des risques, certes, mais une masse d' « arrivés » seront « quelqu'un, » très vite.

Il y a des « arrivés » qui ont quatre-vingt mille livres de rentes, il y en a d'autres qui n'ont pas le sou ; il y a des « arrivés » parfaitement honnêtes, et d'autres qui feraient assez bonne figure au bagne ; mais ce sont tous des « arrivés : » ils se connaissent, ils se comprennent, ils se fréquentent et ne fréquentent qu'eux.

On fuyait les parvenus, on évitait les arrivistes : avec les

« arrivés, » nulle précaution à prendre : ils ne nous voient même pas !

Camille Joubert, depuis sa sortie du lycée, s'est engagé dans la troupe. Il y est connu sous son prénom, tout court, et sous le surnom de *Sans-mon-auto*.

Les tziganes font le plus de bruit qu'ils peuvent. Autour d'eux les chaises sont vides que de vieilles caricatures un peu dures d'oreille viendront bientôt couver. Un garçon inoccupé manie nonchalamment, sur une desserte, un menu, un couteau. L'inaction l'énerve. L'orchestre joue une valse lente. L'homme regarde, et ses mains, sans qu'il s'en aperçoive tout d'abord, imitent les gestes dont il est le perpétuel témoin. Le couteau, c'est l'archet, le menu l'instrument. Et voici un musicien de plus. Quelle ardeur il déploie ! La main s'éloigne, se rapproche, trépide, se soulève, appuie. Le couteau, en mesure, entre dans le carton. Qu'importe, il n'y a qu'à le retourner. Et la symphonie reprend. L'homme ne sait ce qui se passe autour de lui, les cliens défilent, ses collègues courent, le patron traverse, important. L'homme, les yeux agrandis, les mains frémissantes, continue à taillader son carton sur l'air du tango brésilien.

Souvent l'on côtoie quelque glace sans se voir. Aucun des « arrivés » ne se reconnaîtra jamais dans ce musicien comique.

L'oisiveté des arrivés se travestit en une agitation factice, en une sorte de frénésie mondaine qui ne dupe qu'eux-mêmes.

Dans des poses définitives qu'ils croient être l'exacte copie de la tenue des plus riches personnages, avec des gestes de mauvais acteurs de cinématographe, l'Argentin Maracajas, Patriesco, le Grec d'Alexandrie, et Khan-Khan de Smyrne, sont aux authentiques millionnaires d'alentour ce qu'est, aux tziganes qu'il copie, le garçon de café mélomane. Hélène et Camille tiennent assez bien leur rôle, la toilette de l'une et le chien de l'autre aidant.

A travers son monocle qui le défigure, Camille s'en rend peut-être compte. Il n'a pas la même façon de regarder que ses compagnons. Les autres paradent, lui observe. Oh ! sans se fatiguer, sans se mettre martel en tête. Il y a longtemps que son cerveau n'a eu un véritable effort à accomplir, mais il fonctionne encore, par habitude, et Camille Joubert n'en ressent qu'un plaisir modéré.

C'est que, du matin au soir, il fait à peu près les mêmes gestes, en compagnie des mêmes gens. Il répète le jour son existence de la veille, modèle de la vie du lendemain.

Quelles journées !

Vers dix heures et demie, cette « brute d'Ernest » vient ouvrir les volets, sous prétexte que le tub de Monsieur est prêt. A onze heures, l'œuf à la coque et le thé sur une gigogne dans le boudoir de Madame qui, bien entendu, n'est jamais prête. Alors il faut ouvrir le journal, oh ! pas pour voir ce qui se passe, — Camille s'en moque, — mais pour parcourir le conte du jour, quelquefois drôle, le plus souvent rasant. Un peu avant midi, on entend dans la rue de lugubres appels de trompe. C'est Gustave, le chauffeur, qui s'impatiente. « Tu en es, Hélène ? — Où vas-tu ? — Je ne sais pas. — Je suis prête dans cinq minutes. — Je descends. — C'est ça. Tu lui tiendras compagnie. » Et c'est le départ pour le Bois, avec pointe sur une route, du côté de Vaucresson ou de Montmorency. Vers une heure, déjeuner dans « un sale restaurant » où l'on vous empoisonne et l'on vous pille, à Saint-Cloud, ou ailleurs, où on se trouve. Liqueurs. Cigares. Ce qu'on ferait la sieste, si on était confortablement assis ! Mais Gustave a fini de déjeuner. Il a une bonne trogne de poivrot de luxe. Il va faire de la vitesse. En route pour Rambouillet ou quelque chose dans ce genre. Camille n'est pas très fort en géographie. Il connaît le nom des auberges. C'est le principal. L'air vous fouette le visage. On frôle d'autres voitures. On va. On va. La vie passe. Cinq heures arrivent. Une halte à Versailles, pour le chocolat réparateur.

— Dis donc, Sans-mon-auto, qu'est-ce qu'on fabrique ce soir ? interroge Maracajas.

— Demande à Hélène.

— Rien de prévu.

— Alors, la « barbe ? »

Après ce bel effort, quelques minutes de repos. Puis :

— Vous avez été loin ? s'enquiert Patriesco.

— Je ne sais pas. Chez Machin, là-bas, sous des arbres. Le garçon s'appelle Félix.

— Mantes ?

— Peut-être bien.

— C'était frais ?

— Oh ! rien de trop. Et vous ?

— Jusque chez Farman, à Étampes.

— On volait ?

— Oui, des types. Chose a cassé du bois, puis s'est flanqué la... figure dans la boue. Il était furieux.

— Ça devait être rigolo ?

Un petit intermède de rires. Les accidens sont vraiment les seules distractions de l'existence.

— Moi, dit Khan-Khan, que personne n'interrogeait, j'ai été au Hammam !

— Alors, aujourd'hui, on peut te fréquenter.

Nouveau déchaînement de rires. Cette fois la conversation est tout à fait tombée.

Hélène joue avec le petit chien, qui accepte de faire les exercices qu'il connaît, assuré qu'il aura pour lui ce qui reste de gâteaux.

Camille, qui regardait dans le vague du côté de la sortie, aperçoit Gustave qui s'avance entre les rangs des tables.

— Qu'est-ce qu'il veut ? On ne peut être une minute tranquille !

— Monsieur sait qu'il y a réception chez le père de Monsieur ?

— Réception ?

— Mais oui ! s'écrie Hélène. C'est féerie, ce soir.

— Flûte ! j'avais complètement oublié. Tu ne pouvais m'en faire souvenir plus tôt, toi ! hein ? marchand de kilomètres.

— Père ne sera pas content, avertit Hélène.

— Dites donc, les gosses, je vous invite. Fichons le camp. Qu'est-ce qui paye ?

— Qui est arrivé le premier ?

— C'est nous, dit Camille. Et il tend un louis au garçon.

Tous se lèvent, sauf Khan-Khan :

— J'attends la monnaie.

— C'est ça, mon vieux.

Khan-Khan s'habitue mal à avoir de l'argent. Il en fut longtemps privé et vécut d'expédiens ; quoiqu'il dispose d'un certain crédit, il continue de grappiller. Sur le louis de Camille, c'est bien le diable s'il ne parvient pas à « étouffer » une pièce de quarante sous.

Il cligne des yeux, ses pommettes saillent, sa petite barbe frisottée se ratatine. Un garçon, tout près, le juge sans scrupule :

— Sale youpin !

— Tout le monde n'est pas Rothschild, rectifie un autre qui sait qu'il est plus sage de ne jamais généraliser.

Devant le perron du « palace, » les Joubert daignent préciser leur invitation :

— A ce soir, neuf heures, à la Prairie, mes petits agneaux, dit Camille.

— Smocking, ajoute Hélène.

— On soupera? s'informe Khan-Khan.

— Oui, oui, mon vieux mendigot, et les cigares seront à discrétion. Mais je ne garantis pas l'argenterie.

— Garage? interroge Maracajas.

— Tout ce qui se fait de mieux... la belle étoile : n'emmenez pas trois voitures... Allons, en route.

Et Camille Joubert se tasse au fond de l'auto avec Chien-Chien et sa femme. Il s'agit de regagner Paris et de s'habiller pour revenir dîner à Gif chez Jean Joubert. Ah! la vie n'est pas une sinécure! Que de kilomètres entre les repas!

Hélène prend des poses pour traverser Versailles et remonter l'avenue de Picardie. Quant à Camille, il chantonne son mot favori :

« Ah! là! là! sans mon auto... »

Il n'en dit pas davantage : mais il se comprend. « Sans mon auto! la vie serait pire que le bagne... Sans mon auto..., j'avalerais ma langue tout le long de la semaine. Sans mon auto, je serais le plus malheureux des hommes. Tandis que, grâce à lui, c'est à peu près supportable : on oublie jusqu'à la longueur des jours... »

Car si Camille Joubert n'a pas le loisir d'analyser ses journées, il observe au moins en bloc qu'elles sont toutes interminables. Et c'est une impression qu'il a depuis son extrême jeunesse, du temps de sa gouvernante, du temps de son précepteur, du temps qu'il était étudiant, et qui s'est perpétuée depuis son mariage. Les jours sont des espèces de cercles sans fin autour desquels les hommes sont condamnés à tourner, à tourner, sans répit. Et plus ils se donnent de mal, plus ils courent, plus le cercle s'allonge.

Grâce à son auto, Camille Joubert a quelquefois l'illusion de doubler les étapes, d'avaler la vie en bouchées doubles, d'arriver plus vite au but, son lit. Car le bonheur de la vie, c'est le som-

meil. Dormir est vraiment une chose exquise. Encore Camille partage-t-il ses nuits en nuits ratées, quand un cauchemar est venu les agiter, et en nuits dignes de ce nom, avec la petite mort du sommeil de plomb. De ces nuits-là vraiment il n'y a rien à reprendre, c'est l'idéal grâce à quoi la vie est supportable. Dans l'aride traversée du jour incommensurable, Camille Joubert aperçoit au bout une oasis qui n'est point un mirage.

Lorsqu'il rentra cet après-midi-là pour s'habiller, il jeta un œil d'envie et de regret sur son lit. Comme il était loin encore, sous sa couverture de couleur, froid, quasi anonyme ! Vraiment, le lit savait que la journée n'était pas finie, qu'elle serait aujourd'hui particulièrement longue avec cet après-dîner à la Prairie. Bien après minuit, il s'éveillerait, pour ainsi dire, ouvrirait la blancheur fraîche de son mystère pour accueillir son fidèle ami, l'envelopper de douceur, de ténèbres et d'irréalité.

A sept heures, nouveau départ en auto, pour la vallée de Gif où les Joubert possédaient une grande villa qualifiée de Château de la Prairie dans les *Annuaires* mondains.

Il y avait cinquante ans, la Prairie n'était qu'une hutte qu'un jeune garçon des environs s'était construite, lui-même, pour abriter ses toiles et ses pinceaux. Petit paysan, peu instruit, mais à qui des messieurs de passage avaient reconnu du goût pour le dessin et à qui l'on avait d'abord offert des crayons de couleur, puis des pinceaux et des planchettes. Antoine Joubert s'était mis à reproduire ce qu'il voyait, ce qu'il connaissait depuis toujours, c'est-à-dire les prés, la rivière, les peupliers ; parfois il ajoutait un personnage, par exception. Ce qu'il aimait de la Prairie, c'était la prairie elle-même, sa splendeur naïve, sa délicieuse solitude, sa couleur de chaque jour et la féerie de ses métamorphoses aux diverses saisons. Des gens du pays s'intéressèrent à ce petit artiste, le firent entrer dans un atelier de Paris, puis aux Beaux-Arts, mais il s'ennuya au milieu des rapins bruyans, et un jour, il s'enfuit de Paris. Jamais depuis il n'avait été infidèle à la Prairie. Avec l'argent de ses premiers tableaux, il acheta un champ, et c'est là que, de ses propres mains, il échafauda un abri où il passa toute sa vie à peindre sans relâche ce qui, chaque matin, surgissait, ce qui chaque soir s'éteignait devant ses yeux.

Ce jeune garçon devint célèbre à trente ans sous le nom de Joubert. A quarante ans, il entrait à l'Institut, à l'applaudisse-

ment universel. C'était vraiment un grand peintre, un des plus puissans paysagistes de l'école française. Pour parvenir à la gloire il ne fit rien que de belles toiles. Toute sa vie se passa dans un petit coin de la vallée de l'Yvette, entre le village de Gif et le hameau de Courcelles, du bois d'Aigrefoin au moulin de l'Abbaye. Il fut l'homme d'un seul paysage. Mais avec un rideau d'arbres, un ruisseau, un champ et le soleil, un artiste véritable peut se procurer toutes les sortes d'émotions, et puis, son génie aidant, les communiquer à la foule.

Joubert n'était pas un esprit compliqué. Jamais il ne fit savoir les intentions symboliques de ses compositions. Il peignait sincèrement ce qu'il voyait. Il ne trichait point; il ne passait pas à côté des difficultés; il ne les cherchait pas davantage. Ses paysages n'étaient ni des rébus ni de la trigonométrie. Ils n'exprimaient que la beauté des heures, que la surprise des saisons.

Les titres de ses envois au Salon étaient d'une exquise naïveté : *La Prairie à midi ; — Soirée d'automne ; — La Prairie au crépuscule ; — Au Printemps, le matin ; — La neige sur la prairie ; — Clair de Lune*. Dans les salles modernes du Louvre, les Joubert sont reposans. La fortune des audacieux est aussi courte qu'elle a été rapide, à moins que leur audace n'ait été que la servante de la sincérité éclairée. Pour avoir vu juste et s'être exprimé en peinture française, le vieux Joubert vivra autant que nos musées, autant que le goût des belles choses.

La sincérité, — le mot est de La Rochefoucauld qui s'y connaissait, — la sincérité est une ouverture de cœur. Ce fut tout le secret du vieux Joubert. C'est parce qu'il aima profondément un petit coin de son terroir et parce qu'il sut noblement exprimer son amour qu'il ne signa que des œuvres impérissables.

Sa vie suivit la même ligne droite. Il se maria à une bonne fille de son village. Quand il le put, il acheta une maison. Il eut un fils à qui il fit donner une belle éducation. Ses habitudes de plein air et souvent de pleine solitude l'éloignèrent de la connaissance des hommes et lui inculquèrent de la bienveillance. Il savait qu'il ne vivait pas comme ses voisins, mais il reconnaissait à chacun le droit d'agir à sa convenance. Aussi ne s'inquiéta-t-il point trop lorsque son fils manifesta des idées d'émancipation gagnées à l'École des Beaux-Arts, parmi les sculpteurs en herbe.

Car Jean Joubert, le fils du vieux Joubert, avait décidé qu'il serait sculpteur.

A demi somnolent dans le fond de son auto, Chien-Chien en boule ébouriffée sur ses genoux, Camille Joubert s'amusait à retracer à grandes lignes la vie de ses parens.

« Pas folichon, le vieux Joubert, premier du nom ! Il est au Louvre, paix à la cendre de ses pipes ! »

Puis il ajouta, tout haut, s'adressant à sa femme :

— Tu l'as connu, toi, n'est-ce pas ?

— Qui ça ?

— Le vieux de la Prairie.

— C'est à lui que tu penses ? C'est drôle ! Nous sommes très « famille » ce soir. Moi je pensais à papa, à mon pauvre papa.

— Fâcheux que le Vieux et ton père ne se soient pas connus davantage. Ils étaient faits pour s'entendre.

— C'était pas des gens d'aujourd'hui.

— Ah ! non.

— Ils ont peut-être été heureux.

— C'est possible... Le magot chinois qui est sur le guéridon du salon, le nez tourné vers le mur, trouve peut-être lui aussi sa vie très folâtre... D'abord je crois bien que, sur terre, tout le monde s'amuse, sauf moi... n'est-ce pas, Chien-Chien ?

— Dieu ! que tu es agaçant avec ta neurasthénie !

— Tu crois que c'est de la neurasthénie ?

Hélène Joubert se rencogna dans les coussins, négligea de répondre, et son pied nerveux battit et fit remuer la couverture dont elle était enveloppée.

Camille mit son monocle pour regarder la route.

— Est-ce qu'on arrive ? Où diable sommes-nous ?

Hélène se contenta de hausser les épaules.

Ils n'avaient pas l'habitude de se livrer à de longues conversations : sitôt qu'ils commençaient à parler posément, l'un ou l'autre poussait une exclamation qui changeait le cours des idées. On eût dit qu'ils avaient peur de se prendre au sérieux. A s'entretenir de choses graves, ils se seraient crus déshonorés. Car ils mettaient leur honneur à s'offrir de perpétuelles vacances, non pas qu'il convînt de « s'amuser, » mieux valait faire semblant, se jouer la comédie, car il fallait éviter ces fâcheuses manières de collégiens en goguette : la consigne était de « se raser. » Camille y réussissait merveilleusement. Il croyait vraiment

être le chef-d'œuvre accompli de la nouvelle humanité, celle qui ne croit à rien, pas même à son scepticisme.

Hélène était plus simple. Elle n'avait pas été élevée dans le luxe factice qui avait tant nui à l'éducation de son mari, mais ce luxe, elle l'avait frôlé, convoité. Et l'histoire de sa jeunesse défilait en tableautins devant ses yeux.

Sa toute petite enfance, à la campagne, chez de pauvres gens qui se levaient et se couchaient avec le jour. Une mare avec des canards. Des poules, des cochons, un âne qu'elle appelait Bichon. La soupe et des pommes de terre. Des pains ronds énormes, à chair noire. Un aïeul, au coin de l'âtre, qu'on avait chargé de lui enseigner à lire, mais qui bientôt écouta émerveillé son élève.

Puis dans un vieux quartier de Paris, trois pièces, une pour son père, une autre, toute petite, pour elle, la troisième qui servait à la fois de cuisine et de salle à manger. Le jour, l'école des sœurs. Le soir, le dîner avec son père, un gros homme court, barbu, quasi muet, qui l'adorait.

Enfin, la découverte du Paradis Terrestre. Une visite chez Mme Jean Joubert, au Parc Monceau. L'image même de la bonté, de la douceur, dans un cadre « trop large, trop doré. » C'était l'avis de Mme Jean Joubert. La petite fille, qui avait lu les *Contes* de Perrault, trouva le décor tout naturel et elle se prit d'une tendre vénération pour la mère de Camille, pour Camille aussi, il faut bien le dire, Camille qui avait la tête et même les épaules de plus qu'elle , mais qui était un bon grand garçon sans énergie dont elle faisait ce qu'elle voulait.

Il y avait bien aussi Jean Joubert, le père de Camille, celui que le papa Farau appelait « le patron : » mais elle ne s'était jamais sentie attirée vers lui. C'est que, fillette, elle avait déjà démêlé la vérité. Jean Joubert signait les œuvres de Farau. Farau, inconnu, vivait chichement. Jean Joubert était riche, célèbre. Et Hélène gardait rancune à son beau-père d'avoir étouffé, à son profit, le génie paternel...

Puis, ç'avait été, tout à coup, la mort de son brave homme de père, tombé un jour à la renverse, du haut d'un échafaudage dans l'atelier, comme un soldat frappé à l'assaut.

Enfin, son année de couvent et son installation, pour les vacances, chez les Joubert. Mme Jean Joubert, la faisant asseoir, près d'elle, un matin, dans sa chambre où elle était confinée, malade, et lui demandant tout bas : « Épouseriez-vous Camille ? »

Mme Jean Joubert avait trouvé cet arrangement pour corriger l'injustice du sort : la fille de Farau devenant celle de Jean Joubert.

Hélène entendait encore ces mots, cette voix déjà atteinte par la mort, comme fêlée, mais dont la blessure même rendait la douceur plus pathétique.

Bien calée dans ses coussins, emmitouflée, un peu nerveuse, agacée de sentir son mari si veule, Hélène s'attarde plus que de coutume à l'évocation des deux êtres qui l'ont le mieux aimée, son père et la mère de Camille. Celle-ci surtout, avec ses yeux de violette et son sourire silencieux, apparaît dans sa mémoire plus vivante que jamais.

Pourquoi tout à coup se sent-elle glacée par cette évocation? Pourquoi imagine-t-elle le sourire de l'absente moins confiant? Pourquoi ses yeux se détournent-ils des yeux auxquels elle eut tant de joie jadis à se confier? Camille n'est-il pas toujours là, près d'elle, Camille que sa mère lui a donné? Oui, ils vivent bien l'un près de l'autre, à se toucher le coude. Mais quelle intimité ont-ils? Quelle vie mènent-ils? Est-ce cela que Mme Joubert attendait de celle qu'elle avait choisie pour fille?... Hélène, brusquement, détourne la tête de ces pensées... Si elle est agacée, croit-elle, c'est plutôt que l'auto file, dans la clarté tiède du long crépuscule de juin, vers la demeure de « l'autre » dame Jean Joubert, si différente de la première.

Car non seulement Jean Joubert a trouvé un nouveau collaborateur, plus moderne, pour succéder à Farau, mais il a épousé une nouvelle femme, tout à fait de son temps. Veuve d'un musicien célèbre, elle-même artiste, elle était restée en relations avec tous les maëstros de la terre. L'hôtel de la rue Lalo était le théâtre, — quelle expression eût été plus juste? — d'originales et brillantes réceptions. Chacune était présidée par un musicien en renom, compositeur ou virtuose. Le reste de l'assemblée était le tout Paris-Snob auquel se joint volontiers le Paris occupé, qui ne laisse perdre aucune occasion de se distraire.

Mme Jean Joubert avait le « génie » de l'organisation, de la mise en scène, et elle avait trouvé en son second mari l'homme décoratif qui lui était nécessaire et dont elle avait été si cruellement privée du temps de son ours de premier époux.

Outre les réceptions de février et de mars, il y avait les réceptions d'été à la Prairie, — une concurrence tapageuse aux

dimanches si familiers de Mme Adam. La Prairie faisait face à l'Abbaye. Une rivière, autant dire un ruisseau, les séparait, mais quel ruisseau! l'Yvette, la rivière chantée par le vieux Joubert, comme Corot avait découvert et chanté les étangs de Ville-d'Avray.

Mme Jean Joubert avait eu une « idée délicieuse. » Elle avait acheté toutes les parcelles de terre enclavées dans les champs qu'avaient acquis tour à tour le vieux Joubert et son fils; elle avait fait bâtir une somptueuse villa et ceindre d'un mur toute la propriété.

« Ce sont les champs sacrés par le génie, la foule ignorante ne doit pas les saccager. Gardons jalousement ces trésors familiaux. L'élite seule désormais pourra y poser le pied. »

Telles furent les paroles de Mme Jean Joubert, et qu'elle prononça musicalement comme si elle avait, pour les accompagner, pincé les cordes de sa harpe d'or.

Et l'élite en effet était conviée à fouler d'un orteil respectueux ces herbes vénérables, l'élite parisienne, telle du moins que la concevait Mme Jean Joubert, onze cents personnes, dont six à sept cents étrangers de marque plus ou moins authentique.

Cette année, Mme Jean Joubert ménageait à ses invités quelques surprises sensationnelles.

Hélène redoutait particulièrement ces dîners trop guindés où sa belle-mère réunissait, selon son expression, la « sur-élite. » Mais ni elle, ni son mari ne pouvaient se dispenser d'y figurer. Ils arrivèrent au moment où la sur-élite passait dans la salle à manger au son d'un quatuor de violons invisibles.

Par exception, ce soir-là, le président de semaine était un peintre, membre de l'Institut, le successeur même du vieux Joubert. C'est que les surprises étaient picturales autant que musicales. Les menus en avertissaient. Ils reproduisaient, en couleurs, — petits chefs-d'œuvre de chromolithographie, — deux des tableaux les plus célèbres du regretté maître : *La prairie au crépuscule* et *Un clair de lune*. Pourquoi ces images? La maîtresse de la maison craignait-elle que quelques-uns de ses hôtes ignorassent le vieux Joubert? La précaution n'était certes pas inutile. Mais Mme Jean Joubert avait eu d'autres raisons en posant devant chacun de ses invités de choix ces charmantes lithographies en couleurs. Elle demanda même que chacun conservât sur soi son menu.

— Vous en aurez besoin ce soir! — ajouta-t-elle en souriant mystérieusement.

Le repas fini, les invités se répandirent dans le parc. Il y avait des allées illuminées pour la circonstance. Un orchestre sous une charmille agrémentait la promenade et remplaçait les oiseaux qui n'ont pas l'habitude de chanter sur commande et qui n'aiment ni la trop nombreuse compagnie, ni les lampes électriques.

Une cacophonie de trompes et de sirènes marquait l'arrivée du « gros de l'élite. » C'étaient tous les Maracajas, les Khan-Khan, les Patriesco de Paris, mêlés à quelques Français de France, à la démarche plus timide.

Ce fut bientôt dans le parc un grouillement piailleur de perruches en détresse. On se retrouvait, on se saluait, on s'exclamait. D'autres groupes, au contraire, passaient silencieux, guindés : les dîneurs peut-être, dont l'importance se trouvait diminuée par toute cette cohue de second plan.

A neuf heures et demie, une petite cloche appela tout le monde vers une partie du parc qui, jusqu'à ce moment, était restée plongée dans l'obscurité. Sur une pelouse en contrebas, des chaises avaient été disposées, non en rangs, ce qui est trop banal, mais en petit tas de trois, de cinq, de onze. On allait pouvoir s'asseoir par groupes sympathiques.

Maracajas et Patriesco auxquels s'étaient jointes Aline Arnal, de la Renaissance, et Mariette Marion, de l'Alcazar, se placèrent d'autorité en bordure, du côté d'une minuscule estrade de fortune, bâtie entre deux arbres. Camille Joubert, sa femme, et Chien-Chien qu'on avait été reprendre dans l'auto, vinrent grossir la compagnie. Khan-Khan allait de groupe en groupe, cherchant à faire des connaissances utiles.

— Nous avons brûlé Fichte et Mouron dans la côte de Jouy, bluffa Patriesco. Ils étaient furieux.

— Ils avaient leur gros Ariel?

— Oui! et vous, vous êtes venus vite?

— Une heure sept, d'une traite... Deux cent dix aujourd'hui... sans compter le retour à Paris...

— Par où? si on s'allongeait?

— Bonne idée... Il fait triste ici, dit languissamment Camille Joubert... Ah! sans mon auto...

Le concert commençait. Des instrumens, du chant, une

petite comédie à deux personnages. On causait sur le gazon. Beaucoup d'invités tournaient le dos à l'estrade.

On attendait dix heures et demie. Le programme, — illustré lui aussi de deux chromos, — marquait pour cette heure la surprise.

Quand le moment arriva enfin, les candélabres électriques s'éteignirent, une nuit sans lune régna un instant, il y eut des cris de femme, des clameurs d'imaginaire effroi, puis le silence se rétablit. Pendant cet intervalle, l'estrade avait disparu.

Il y avait un peu de bise. Un violon bientôt y collabora d'une façon tout à fait subtile, puis on vit s'allumer sur la droite un gros feu de Bengale rouge, en contrebas, à l'orée d'un boqueteau. Les arbres se silhouettèrent, projetant sur la plaine une ombre d'une longueur démesurée et sur toute la campagne une illumination crépusculaire. Bien des spectateurs attendaient encore la surprise. Par bonheur pour la maîtresse de la maison, il y eut quelques cris d'admiration. On s'informa. Le mot courut de lèvres en lèvres.

— Tableau du maître... Le Joubert sur place : *La prairie au crépuscule!*

Les feux de Bengale, — le soleil, — se succédaient, prolongeant la vision en même temps qu'une symphonie à peine murmurée par l'orchestre requérait le silence indispensable à l'extase générale.

— C'est la carte forcée, dit Maracajas.

— Le musée à la campagne. Quelle décentralisation ! s'écria Patriesco.

— Pauvre vieux ! soupira Camille, il n'avait pas prévu cette comédie !

— C'est grotesque ! siffla Hélène. Cette femme n'a qu'une vague notion du ridicule.

Tout à coup, la musique se tut, la lumière mystérieuse s'éteignit. Alors les applaudissemens crépitèrent comme une pluie subite qui se serait abattue sur la campagne.

Quand les invités crurent avoir suffisamment payé leur écot à tous les Joubert, morts et vivans, une voix perça la nuit et pria tous les assistans de tourner leurs chaises vers la gauche.

Il y eut un peu de flottement, quelque malicieuse rumeur.

— J'aime mieux le cinéma, » assura Maracajas.

Mais à ce moment, à l'étonnement général, la lune apparut

au loin, assez haut, au-dessus d'un rideau de peupliers, éclairant la rivière, un saule et la prairie. C'était le second chef-d'œuvre annoncé.

— Il ne manque que la signature, gouailla Khan-Khan.

— Dommage, hein ! mon vieux, répliqua Camille, sans quoi tu aurais essayé de le bazarder...

— Mais qu'est-ce qu'on aperçoit là-bas sous le saule ?

— Une nymphe qui va se baigner ?

— Non, une fée qui va nous offrir des rafraîchissemens.

— Vous n'y êtes pas, mes agneaux. C'est ma belle-mère qui va jouer de la harpe...

Camille disait vrai. Mme Jean Joubert, pour se produire en beauté devant Tout-Paris accouru à la Prairie, n'avait pas hésité à corriger un tableau du vieux maître et, dans son calme et simple paysage, à introduire un personnage de poésie à la Corot.

A la fin du morceau, avec une modestie de Diane surprise, elle disparut derrière un groupe d'arbres, la lune éteignit son phare dépoli en même temps que les lampadaires se rallumaient le long des allées qui menaient au buffet.

— Nous avons bien gagné de boire, dit Khan-Khan.

— Suivez-moi, je connais un raccourci, — suggéra Camille.

Ils galopèrent à travers les pelouses comme des invités faméliques. Lorsqu'ils furent en vue des tables, Khan-Khan et les comédiennes tombèrent en extase :

— Voilà le plus beau tableau de la soirée.

— Ça valait le voyage !

— Est-ce qu'il y a des chaises pour tout le monde ?

— Non, dit Camille, pour les dames seulement !

— Bah ! au premier occupant ! » assura Patriesco.

Il y avait déjà, assis, un feutre couronnant ses longs cheveux blancs, la pipe au coin des lèvres, un vieillard drapé dans un vaste manteau à pèlerine, et qui semblait avoir, depuis longtemps, fui les tableaux de Mme Jean Joubert.

C'était Manin, le vieil impressionniste.

Il fumait avec violence, soufflant de blanches volutes par le nez et par la bouche comme une locomotive sous pression tout environnée de vapeur impatiente. Même, il marmottait des paroles acrimonieuses.

— Gare à vous, je reconnais les mèches du Vieux-Pain-Sec,

avertit Camille. S'il nous voit, c'est nous qui aurons le terrible commentaire. Une fois par mois, ça suffit. Nous n'y couperons pas jeudi prochain...

Les amis battirent en retraite vers la droite.

— Pauvre Manin, dit Hélène, il en fera une maladie...

— Pas si à plaindre, l'artiste, dit dédaigneusement Maracajas. Ce soir, on le nourrit.

— Oui, mais, dit Camille, il a dû venir à pied, ce vieux batla-dèche.

Ayant découvert un « site » confortable, Patriesco, avec désinvolture, s'emparait d'une petite table et s'installait avec les trois jeunes femmes.

— Khan-Khan, mon vieux corsaire, prends cette Évian et va la troquer contre une bouteille de champagne. Je suis un type dans le genre du vieux Joubert : j'ai horreur de la peinture à l'eau.

Sous une vaste tente circulaire, — empruntée à un cirque ambulant, — plusieurs centaines de petites tables éclairées par des lampes multicolores étaient rangées en cercles concentriques, et présentaient chacune un confortable souper pour plusieurs personnes. Comme breuvage, des eaux minérales et du champagne.

Au milieu de la piste, un bar avec tabourets pour les amateurs de boissons américaines. Ce dernier détail plut beaucoup à Maracajas, qui tout de suite faussa compagnie à ses amis.

Ils ne le revirent qu'une heure plus tard, parfaitement ivre, avec cette particularité qui lui était habituelle : l'oubli total de la langue française. Il avait la ribote patriotique. Il chantait dans le patois espagnol des estaminets du port de La Plata. Personne ne le comprenait, mais il n'en avait cure. Pour lui, il s'amusait comme un fou, s'encourageant, s'applaudissant, reprenant les refrains « en chœur, » imitant avec les pieds, les mains et une mimique extraordinaire toute une foule de buveurs en goguette.

Camille dirigea habilement le gai pochard vers les autos, puis appelant le chauffeur de Maracajas, il le pria de partir seul :

— Il est trop drôle, ce soir, nous le gardons pour nous, venez le prendre à la maison, il aura eu le temps de nous débiter tout son répertoire...

Patriesco avait l'ivresse amoureuse; il offrait tour à tour son cœur à l'une et l'autre comédienne. Puis il se tournait vers Hélène.

— Je suis le berger Pàris, assurait-il, il me faut trois déesses.

Des trois déesses, Hélène était la plus gaie. Cette soirée exceptionnelle excitait sa verve. Mariette Marion, au physique de parfaite commère de revue, était du reste d'une bêtise légendaire et réelle. Elle s'endormait et demanda, en bégayant, à monter dans la voiture délaissée. La petite Arnal, qui tenait beaucoup moins de place, ne voulut pas quitter Hélène; Patriesco suivit les dames éveillées, abandonnant « Junon à Morphée. » Il ne restait plus que Khan-Khan. Il supplia qu'on l'admît en « lapin. » Si bien que la voiture des Joubert, — vaste limousine, — emmena tous les amis réunis.

Patriesco, qui avait horreur du noir, décrocha des lanternes vénitiennes et les suspendit au plafond de l'auto.

Camille laissait à chacun son initiative. Il adorait la situation de spectateur. Ce soir, d'ailleurs, sa mélancolie était souriante. A cause de sa sveltesse, il était assis entre les deux dames sur le siège du fond. En face, Maracajas continuait à chanter, en sourdine, dans sa langue nationale. A côté de lui, mû par l'exemple, Patriesco se mit à déclamer en grec, en roulant des yeux blancs vers Hélène. Mais ses genoux parlaient français et parfois, aussi, ses gestes équivoques. Camille avait le monocle complaisant. Khan-Khan, plus lucide, comptait sur les os de son poing fermé et caressait tour à tour chacune de ses poches avec précaution, comme si elles avaient contenu des œufs frais pondus.

Hélène, que les privautés de Patriesco n'émouvaient guère, entonna, avec la petite cabotine, une scie à la mode lancée récemment par Dranem. Et dans tout ce brouhaha mêlé aux clameurs des sirènes dans la nuit et au bruit du moteur, Camille sentait fondre son apathie.

— Mes petits, je suis désolé de ne savoir ni le grec, ni l'espagnol. Et, cependant, je veux faire ma partie dans le concert. Souffrez que je parle français et que je vous improvise une petite conférence sur ce sujet : *L'auto et la tortue sont des bêtes de la même famille.*

— Bravo! Bravo! crièrent tous les auditeurs qui reprirent aussitôt leurs exercices personnels.

Camille ne se laissa pas démonter et commença :

— La plus belle conquête de l'homme, a dit M. de Buffon, c'est l'auto. L'auto remplace tout et ne peut être remplacé par

rien. C'est la maison qui marche. Il va au-devant de l'air et du soleil. On croit qu'il fait du bruit, mais quels délicieux silences on y goûte! Si l'on est fatigué, il vous berce et vous endort. Si l'on est gai, avec nous il bondit de joie. Si l'on est en colère, il hurle. C'est un autre nous-même, plus obéissant, moins vicieux, plus solide. Quel est l'idiot qui a prétendu que l'auto n'avait pas d'âme? N'est-il pas tour à tour bon et méchant? n'a-t-il pas ses lubies, ses entêtemens, ses élans magnifiques... Quand j'étais petit, j'enviais la vie de la tortue qui ne quitte jamais sa carapace et trotte sans répit. Aujourd'hui, mon rêve est réalisé: je suis la tortue qui fait couramment du 80 à l'heure. Et j'emmène du monde. L'autortue, fable. Autre progrès appréciable : La fortune jadis n'avait qu'une roue à se mettre. L'auto en a quatre, sans compter le rechange... Est-ce que vous m'écoutez?

— Non, affirma Patriesco.

— Alors, je continue, dit Camille en fermant les yeux. Sans mon auto, mesdames, je me traînerais misérablement dans les bouges. Avec lui, je parcours le monde ou tout au moins, ce qui est quelque chose, le département de Seine-et-Oise, qui m'a vu naître...

Mais il fut interrompu au beau milieu de son élan par un grand remue-ménage. Patriesco et Maracajas tenaient chacun un bras de Khan-Khan en criant :

— Fouillez-le! Fouillez-le!

Khan-Khan gigottait comme un lapin qu'on soulève par les oreilles.

— Arnal, ici, ici, à gauche, dans la poche du pardessus.

— Doucement, doucement, c'est fragile, cria le prisonnier.

— Qu'est-ce que c'est? demanda Hélène.

— Des pêches!

— Parbleu... en eau trouble...

— Passez-m'en une, gémit Camille, je meurs de soif.

— Et ici, à droite, la poche a une fluxion.

— Un sac de petits fours!

— Enfin, nous allons pouvoir souper.

— Khan-Khan est gentil; il pense à tout.

— Vive Khan-Khan!...

— C'était pour ma mère, avoua le dévalisé comme excuse.

— Pour sa mère! Khan-Khan voudrait nous faire croire qu'il a une mère!

— Des dépouilles du soir, Khan-Khan avait jonché l'auto, murmura Joubert, tandis que la compagnie se partageait le butin reconquis.

Les lanternes à ce moment jetèrent une dernière lueur, puis s'éteignirent.

— Dodo ! mes petits, proposa Camille.

Mais Khan-Khan, désolé, commença de psalmodier en turc une longue lamentation où il injuria de tout son cœur et à l'abri des coups ses compagnons voraces...

Bientôt, ce fut l'arrêt à la grille de l'octroi, puis la traversée rapide du Paris nocturne, désert et sonore.

Gustave s'informa de l'itinéraire à suivre :

— Chez moi, d'abord, cria Camille, qui proposa de terminer la journée par des liqueurs fortes.

Quelques minutes plus tard, l'auto stoppait rue de Courcelles, et les six amis se tassèrent dans l'ascenseur. Les jeunes Joubert habitaient, au cinquième sur la rue, un appartement à gros balcon de pierre, avec vue sur le boulevard. Tout le monde, cette fois, était à l'unisson, et Camille entonna une scie d'atelier dont tous les autres reprirent le refrain. Sur le palier, la petite Arnal posa les mains sur les épaules de Camille, Maracajas sur les épaules de la comédienne ; Hélène suivit, puis Patriesco et Khan-Khan. Et la scie reprit. C'est dans ces dispositions qu'ils pénétrèrent dans l'appartement. Camille toucha le commutateur et, la porte fermée bruyamment, il se dirigea vers la salle à manger, emmenant le monôme à sa suite.

Hélène sortit des bouteilles, des petits verres. Maracajas, sous prétexte que cela portait bonheur, laissa tomber le sien qui s'éparpilla en miettes sur le parquet. Dans le silence qui suivit, un cri strident se fit entendre, qui partait de quelque pièce éloignée de l'appartement.

— Écoutez, écoutez, on a crié, dit la petite Arnal, vite émue.

— C'est Khan-Khan qui ne peut pas digérer les gâteaux que nous lui avons mangés, dit Patriesco.

— Chut ! Tais-toi donc, rasta, répéta la comédienne. Tu n'entends pas que c'est un « gosse » qui appelle...

— Gisèle, dit Camille. .

— Tu crois ? murmura Hélène.

— Qui ça, Gisèle ? s'informa la petite Arnal.

— Ma fillette.

— Vous avez une fille ! oh ! montrez-la-moi ! moi qui aime tant les enfans !...

— C'est ça, cria Maracajas, allons dire bonjour à la gosse de Sans-mon-auto.

— Ah ! non, pas vous, les hommes, dit la comédienne, vous lui feriez peur.

— Mais enfin, pourquoi Théodora n'est-elle pas auprès d'elle ? demanda Camille. C'est insupportable !

Hélène sonna la gouvernante, puis alla frapper à sa porte. La porte était fermée à clef et rien ne remua à l'intérieur de la chambre.

« Elle a découché ! » supposa Hélène sans trop s'émouvoir.

Les cris cependant redoublaient :

— Quel enfant horripilant ! marmotta sa mère. On ne peut sortir une minute sans qu'elle nous fasse des histoires. Camille, sers donc ces messieurs. Je reviens...

La petite Arnal s'était ravisée. Les cris de l'enfant lui faisaient mal, mêlés aux gémissemens lugubres de Chien-Chien abandonné dans l'antichambre.

— Moi, je m'en vais, déclara-t-elle, en ouvrant elle-même la porte.

— Et les liqueurs ? réclama Khan-Khan.

— Tiens, voilà la bouteille de fine, cria Camille, tu n'auras pas perdu ta journée.

Maracajas et Patriesco furent plus difficiles à déloger. Ils ne pouvaient plus se lever de leur chaise. Enfin, de peur de ne pas retrouver de voiture dans la rue, les « amis » des Joubert se résignèrent à partir.

Camille, la porte poussée, resta un moment immobile dans l'antichambre ; machinalement, il logea son monocle dans son œil pour se considérer dans une glace : « Sale mine ! J'ai bien envie de ne pas me lever demain... » se proposa-t-il à mi-voix.

Alors, plus voûté que jamais, à longues enjambées traînantes, il alla jusqu'à la chambre de sa fille, mais il n'entra pas.

Hélène s'occupait de calmer l'enfant, qui avait un gros chagrin :

— Gisèle a appelé, appelé, Théo pas venue. Alors Gisèle appelé maman. Maman pas venue, pas venue. Papa pas venu. Personne venu. Gisèle toute seule, abandonnée dans la grande nuit. La grosse horloge a sonné toutes les heures, toutes les heures. Gisèle pleurait, pleurait.

— Tu aurais bien mieux fait de dormir.

— Gisèle avait trop de chagrin.

Camille entendait les pauvres petites paroles haletantes de sa fille, mais il était bien trop fatigué pour intervenir. D'ailleurs, l'enfant, puisque la gouvernante n'était pas là, cela regardait Hélène.

— Ils sont partis, dit-il seulement. Je vais me coucher.

Et il s'enferma dans son cabinet de toilette. Il était deux heures du matin. Il allait enfin se coucher, et cela valait bien qu'il procédât à quelques cérémonies préalables. Pendant ce temps, assise près de Gisèle, Hélène, furieuse, grondait sa fille.

— Là, tu es contente? Tu fais partir nos amis. Ils n'ont même pas pu me dire au revoir. Tu es une méchante petite fille. Allons, dors vite!

— Gisèle n'a plus envie de dormir.

— Ma petite fille, je vais te donner le fouet!

— Gisèle n'a plus envie de dormir.

Hélène s'était levée et marchait nerveusement dans la pièce, jetant sur un siège son manteau et murmurant des phrases sans suite, excitée, autant par cette piteuse conclusion de la journée que par toutes les folies gamines du retour en auto.

« On s'amusait si bien! » déplora-t-elle à mi-voix comme un enfant dont on vient d'arrêter les jeux et qui rentre à l'étude le sourcil mécontent.

Puis elle pensa à cette gouvernante, cause de tout. Fallait-il la mettre à la porte? « Bah! dans le jour elle soigne bien la petite. A quoi bon changer de tête? Est-ce que toutes ne se valent pas? Seulement, oui, pour découcher, elle devrait bien choisir les nuits où nous sommes chez nous!... »

Lorsque Camille revint dans sa chambre, la petite voix de Gisèle gémissait encore et Hélène grondait toujours. Il ferma sa porte pour avoir la paix.

Alors il passa la main sur son front, tapota ses petites moustaches rigides, puis acheva de se déshabiller avec méthode.

« Pour une journée bien remplie, c'est une journée bien remplie. Il y a bien quatre heures que je ne pensais à rien... C'est toujours ça de gagné sur cette invention saugrenue qu'on appelle la vie. Dommage qu'on n'ait pas pu continuer... Comment diable avons-nous une fille?... Est-ce qu'on a des enfans aujourd'hui? Est-ce qu'ils en ont, eux?... »

Et il revit tout à coup la fuite de ses compagnons de plaisir, dégrisés, éreintés, bêtes.

Il n'a plus qu'à se mettre au lit...

Pourquoi ne va-t-il pas embrasser Gisèle, — dont il aime tant la petite frimousse éveillée, blonde et rose, — pourquoi ne va-t-il pas revoir sa femme? Il devrait avoir pas mal de choses à lui dire qui le choquent confusément, mais saurait-il encore lui parler? Et tout finit par un mouvement d'épaules. Rien ne sert à rien. Mieux vaut dormir...

Le voici étendu, ses lèvres dessinent une moue de dépit, — il n'est pas très satisfait de lui, — puis elles remuent une dernière fois pour laisser sortir comme un murmure ses mots favoris :

« Ah! là, là! sans mon auto!... »

II. — L'ATELIER

Le premier jeudi de chaque mois, il y avait dans l'atelier de Jean Joubert une réception à laquelle sa femme ne paraissait point. C'est que, si elle aimait les artistes, elle ne pouvait souffrir les bohêmes, si elle adorait les peintres, elle avait de la répulsion pour les rapins. Au contraire, tout maître qu'il fût devenu par la grâce des salons et des parlotes officielles, Jean Joubert avait besoin de voir de temps à autre de vrais artistes, de ces êtres originaux qui n'ont pas pour perpétuelle, pour unique préoccupation le succès et l'argent, qui laissent à leurs propos la plus vivifiante liberté, à leurs cheveux la longueur qui permet au vent de les remuer, et qui ont un tel culte pour l'art qu'ils hésitent parfois à mettre la main à la pâte et aiment mieux ne rien faire que de mal faire.

Réunion de ratés, dira-t-on : de tout un peu, des ratés aussi. Rien de plus répandu et de plus attristant que les ratés. Il y en a dans tous les métiers, mais particulièrement, il faut bien le dire, dans « les arts » où le génie et la niaiserie se coudoient journellement. Les ratés sont des incapables, des orgueilleux, que l'insuccès a aigris. Parmi les artistes qui fréquentaient chez Jean Joubert, il y avait surtout des inquiets, des défians : de ceux qui se défient d'eux-mêmes, de ceux qui se défient des autres. Ils étaient de deux catégories suivant leur caractère, les écœurés toujours à la recherche des tares confraternelles, et les goguenards, aiguisant sans cesse les pointes à lancer à la ronde.

Au fond de l'atelier de Jean Joubert, un escalier de bois, aux rampes de tapis d'Orient, montait à une sorte de large plate-forme où des divans formaient le cercle autour d'une table avec tout ce qu'il faut pour fumer.

C'était là-haut que se réunissaient les amis peu décoratifs de Joubert et, parmi les plus assidus, le vieux Manin, Pounasse et Saint-Chinard.

Hélène faisait les honneurs à la place de sa belle-mère, ce dont elle était ravie. Après cinq ans de mariage, elle n'avait pas encore su se créer un salon personnel. Mais autant il lui était peu agréable de seconder sa nouvelle belle-mère, les jours de réception, autant elle était heureuse de prendre la première place dans l'atelier de Jean Joubert. D'abord, les habitués l'amusaient. Non pas qu'elle se moquât d'eux. Mais ils lui semblaient si loin d'elle par la situation mondaine qu'elle les regardait un peu comme on regarde des excentriques... Et puis, elle y était fêtée d'une façon tout à fait particulière par Rigal, l'ancien camarade, plus jeune, de Farau, et son successeur. Comme le père d'Hélène, le nouveau praticien réalisait tout ce que Jean Joubert signait sans la moindre hésitation.

Sous ce nouveau collaborateur, le « genre » de Jean Joubert s'était brusquement modifié. A l'histoire et à la légende qui avaient fait jusqu'alors son succès, il préférait maintenant les temps modernes et jusqu'à l'actualité. L'auteur d'*Alexandre* acceptait d'exécuter des Monumens aux morts de 1870. Et, aujourd'hui, il avait peine à suffire aux commandes qui arrivaient du fond des provinces.

Les habitués n'apparaissaient guère avant cinq heures, — car tous travaillaient et, en hiver, il faut profiter des heures de soleil, — mais Hélène venait toujours une demi-heure plus tôt, heureuse, avant de préparer le thé et le tabac, de fureter dans le grand atelier, guidée par son ami Marcel Rigal.

C'était un gros homme, un peu court de jambes; il arborait une abondante barbe rousse taillée en pointe et balayant son inséparable veston de velours gros bleu. Il était volontiers jovial, mais lorsque Hélène entrait, il devenait subitement sérieux, — d'un sérieux comique, prétendait Hélène qui cependant, de son côté, s'appliquait à se montrer à son avantage.

Ce jour-là, elle portait une jolie robe hortensia avec une souple écharpe orange dans laquelle elle s'enveloppait ou qu'elle

rejetait avec grâce. Dans ses cheveux dorés, pas le moindre bijou, une simple rose thé, venue le matin même dans un envoi du Midi.

Avec des yeux d'artiste, Rigal se nourrissait de ce charme, de cette élégance, de cette simplicité si décorative qui lui appartenait à lui tout seul, quelques instans.

— Venez par ici, lui dit-il, j'ai quelque chose à vous montrer.

Délicatement, il souleva les linges mouillés et découvrit une maquette de glaise. C'était un minuscule groupe qui représentait Hélène debout, caressant les cheveux de sa fillette :

— J'ai vu ça, un jour...

— Que c'est joli ! s'écria la jeune femme.

— Chut ! c'est entre nous. Je ne veux pas le montrer au patron. Quand cela sera au point et cuit, je le porterai chez vous.

— Comment avez-vous pu vous souvenir de tous nos traits ? Car ce n'est pas seulement délicieux, c'est d'une ressemblance criante...

Rigal fit un geste comme s'il s'excusait de savoir ainsi, par cœur, la jeune femme. Il regarda au loin dans l'atelier, passa sa main sur son visage pour cacher qu'il rougissait et, à mi-voix, ajouta :

— Il y a si longtemps que je vous connais, Hélène !... En souvenir de votre père, j'ai eu l'idée de modeler cela.

Pour Rigal, parce qu'elle était la fille de Farau, Hélène était la jeune et spirituelle reine de l'atelier Joubert. Dès qu'il avait été installé à la place de Farau, il s'était promu serviteur de la jeune femme. Il l'admirait. Quand elle entrait, l'atelier lui paraissait prendre une vie qu'il n'avait point à l'ordinaire. Elle obtenait du discret sculpteur tout ce qu'elle désirait. On eût dit qu'il s'ingéniait à remplacer à la fois le père absent et Mme Jean Joubert, dont il avait su la grande amitié pour la jeune fille.

Jamais, du reste, il ne laissait paraître cette sorte de respectueuse passion qu'il avait vouée à Hélène. Il semblait heureux de la voir, voilà tout.

La présence d'Hélène non loin de sa propre vie lui était une compensation à son obscurité acceptée, certes, mais cependant quelquefois lourde à porter.

« Bah ! se disait-il parfois, c'est pour elle que je travaille ! »

Et, le pied sur le barreau de la selle, le ciseau d'une main,

le maillet de l'autre, il attaquait le marbre, décidé à lui faire rendre tout ce que, dans ses rudes flancs, il recelait de force, de grâce et de beauté.

Hélène se laissait choyer. Elle avait toujours trouvé autour d'elle quelqu'un qui la chérissait. Ç'avait d'abord été un vieil homme, aux champs, puis son père, puis Mme Jean Joubert. Tous étant partis, il lui semblait tout naturel de recevoir désormais les hommages de Rigal qui remédiaient à la fâcheuse apathie de Camille.

Cette amitié, ce culte de Rigal pour Hélène paraissait tout à fait légitime à Camille. Il avait toujours considéré Rigal comme un domestique dans le vieux sens du mot, — attaché à la maison, — et par conséquent obligé, par sa dépendance même, à l'affabilité et au dévouement. Il avait même une vague reconnaissance à ce brave garçon près de qui il sentait sa femme mieux qu'en sécurité, protégée, garantie et bien conseillée.

Aussi n'arrivait-il jamais en même temps qu'Hélène. La visite de l'atelier ne l'intéressait guère : il prétendait ne rien comprendre à la sculpture, « art figé, trop précis et trop propre, en contradiction avec notre siècle agité, coloré et poussiéreux. »

Mais vers cinq heures, au moment de l'arrivée des « fauves, » comme il les appelait, il faisait son entrée nonchalante, sans Chien-Chien, que la fumée des pipes incommodait. Quoiqu'il restât volontiers vautré sur un divan, il daignait à chaque coup de timbre se lever pour accueillir en haut des marches le père Manin, Saint-Chinard, Pounasse ou quelque autre...

Pounasse était un petit bonhomme sec, à barbiche grise, vêtu, hiver comme été, d'une vareuse de drap vert foncé et coiffé d'un béret suranné en velours noir, retombant sur l'oreille. Il avait la spécialité des éreintemens. Il parcourait les expositions et donnait à qui voulait l'entendre des nouvelles des « camarades. »

— Charette a enfin livré son chef-d'œuvre. On dirait une page du Larousse ouvert au hasard. De tout un peu. Un paysage, une scène de drame, une idylle d'oiseaux, des champignons, une route, un pont, une maison fermée, une roulotte qui marche et fume. Il paraît que c'est symbolique; l'explication est en bas en vers de différentes longueurs, plus obscurs encore que le tableau lui-même... Il va obtenir un gros succès. Et quel beau titre, si simple, si clair : *La Vie! L'avis* aux amateurs de rébus !

— Charette a trouvé sa voie, renchérit Saint-Chinard : un

gros petit homme rasé dont les yeux pétillaient. Au fond, c'est un comique. Ses effets sont un peu cherchés, mais, le premier instant de stupeur passé, cela devient irrésistible.

— C'est un grand travailleur, dit avec un imperturbable sérieux le père Manin. Tout ce qu'il fait est très bien fait. Il ne lui manque que d'être artiste.

— Un artiste, un artiste, s'écria Clément-Duron, est-ce qu'il peut y avoir encore des artistes, aujourd'hui?

Clément-Duron portait une rude moustache taillée à mi-poil, de couleur indécise, et de grosses lunettes rondes montées sur écaille. C'était un essayiste. Il venait aux réunions de Jean Joubert parce qu'il fallait, malgré tout, fréquenter ses contemporains, mais il vivait d'une façon plus intense avec les morts. Il découvrait, un à un, les petits maîtres des musées. Il avait publié plusieurs ouvrages de courte haleine sur quelques ignorés qu'il n'était d'ailleurs pas parvenu à faire beaucoup connaître, ses livres étant peu lus. D'ordinaire il se contentait d'écouter, de faire son profit des conversations. Il était tout étonné lui-même d'avoir jeté ces mots, révélateurs de ses croyances, point de départ de ses minces travaux.

Le père Manin prit à pleine main la grande mèche blanche qui pendait sur son front et la rejeta brusquement sur le haut de sa tête. C'était signe de bataille. Personne ne s'y trompa. Camille Joubert regarda vers Hélène et tous deux se rapprochèrent du vieil impressionniste.

— Monsieur, dit le père Manin, non seulement il peut y avoir des artistes aujourd'hui, mais il ne peut y en avoir qu'aujourd'hui. Un artiste, Monsieur, est un être vivant. Je ne connais pas d'artiste mort. On ne trouve pas d'artistes dans les musées, mais des chefs-d'œuvre et des navets. Le musée, c'est notre petite éternité à nous, Monsieur. Une fois que nous y sommes entrés, il n'y a plus rien à espérer. Or, un artiste, Monsieur, est un bonhomme qui espère, qui tâtonne, qui s'efforce, qui désire réaliser son rêve, et pour espérer, pour tâtonner, pour s'efforcer, pour désirer, il faut être de ce monde. S'il y a des artistes aujourd'hui, Monsieur? Mais Paris en regorge et la province ne cesse pas d'en mettre en circulation! Rien que dans cet atelier à cet instant, sauf vous, Monsieur, tout le monde est artiste. N'est-pas, Rigal!

— Oh! moi, maître, je ne suis qu'un ouvrier.

— Oui, comme les bougres qui ont bâti les cathédrales...

— Mais moi, dit Camille, en pliant son grand corps vers le vieux peintre courroucé, je ne suis pas un artiste...

— Tu as tort. Tu es le petit-fils d'un rude lapin!

— Mais ma belle-mère, par exemple, elle, voilà une artiste, prononça lentement Camille.

— Mon petit, elle est, avant tout, une femme; les meilleures volontés commettent des erreurs.

Le vieux Manin avait hâte de revenir à l'essayiste sans talent :

— Donc, Monsieur, le monde est plein d'artistes. Il y en a d'ailleurs qui ne sont ni peintre, ni sculpteur, ni poète, il y en a qui sont mécaniciens, d'autres qui sont laboureurs. L'artiste est celui qui veut sortir quelque chose lui-même. Vous, Monsieur, vous fouillez les musées, les catalogues, les cadavres, vous cherchez chez les autres; ça n'est plus ça du tout. Vous n'êtes déjà plus de ce monde. L'artiste, lui, ne vit que sur lui-même, mais d'une façon intense. Tout ce qui n'est pas effort personnel lui est étranger.

Clément-Duron écoutait de tous ses yeux qui étaient devenus aussi grands que les verres de ses lunettes rondes.

Saint-Chinard avait allumé sa toute petite pipe, et jouissait du double plaisir de fumer le tabac d'autrui et de voir Clément-Duron recevoir « une juste volée. »

Pounasse grattait son béret. Debout, appuyé contre un mur, une jambe repliée, il ressemblait à un héron hésitant. C'est qu'il avait de graves préoccupations et qu'il avait résolu de les exposer à Jean Joubert. Et Jean Joubert ne paraissait pas.

— Dis donc, Camille, ton père ne vient pas ce soir?

— Non, dit le jeune homme, il m'a prié de l'excuser auprès de vous. Il a été appelé je ne sais où et ça durera longtemps, paraît-il.

Le béret de Pounasse s'agita frénétiquement. Camille haussa les épaules; il devinait aisément ce que signifiait toute cette pantomime et il essaya de s'écarter de Pounasse. Mais celui-ci le saisit par la manche avec autorité :

— Mon petit Camille, j'ai une communication à te faire... Je... Ton père... Enfin tu sais quelle vie difficile je mène...

— Changez-en...

— C'est facile à dire, mon petit. J'ai passé l'âge... En tout cas,

je ne peux pas changer cette semaine, sous prétexte que c'est le petit terme...

— Et vous comptiez sur papa...

— C'est tout à fait cela. Merci de m'épargner des paroles difficiles...

— Oh! ne me remerciez pas. Je n'ai pas beaucoup de principes, mais j'en ai un féroce... Je ne me laisse taper sous aucun prétexte... Si vous avez faim, venez dîner chez moi, mais, quant à vous donner un louis, c'est impossible. J'ai les doigts gelés.

— Ton père...

— Mon père fait ce que bon lui semble, moi de même. Inutile d'insister.

Pounasse s'en prit à nouveau à son béret, puis il battit en retraite vers l'escalier non point pour partir, mais pour rattraper Clément-Duron qui essayait de filer à l'anglaise. Pounasse, et il eut de l'étonnement à le constater, n'avait jamais rien demandé à Clément-Duron. Certainement, celui-ci ne lui refuserait pas l'aide indispensable!

Manin avait allumé sa pipe. Saint-Chinard, un petit verre au creux du poing, souriait en regardant Clément-Duron se défendre de Pounasse :

— Que d'assauts! que d'assauts!

Tandis qu'Hélène s'entretenait avec Rigal, Camille était revenu s'asseoir près du vieux Manin.

— Ote donc ce verre de ton œil, mon pauvre Camille. Ça ne sert à rien et ça t'enlaidit...

Camille laissa tomber son monocle, remua une épaule, comme s'il condescendait à ce sacrifice pour ne pas contrarier un vieillard maniaque, puis il dit en riant :

— Clément-Duron n'aura pas à se plaindre de vous. Vous lui avez fourni de gentilles notes pour sa prochaine plaquette...

— J'ai horreur de ces godelureaux : ils ne jurent que par le passé, ne savent rien voir autour d'eux et croient exister lorsqu'ils ont aligné sur du papier quelques malheureux points d'interrogation. Quel parasite! ce Clément-Durillon...

— Oh! très joli.

— Quoi, très joli?

— Durillon!

— J'ai dit Durillon? Ça n'est pas très drôle. Il ne faut pas grand'chose pour t'amuser...

— Ah! si. Il n'y a qu'ici que je me distrais un peu. Partout ailleurs, c'est « la barbe... »

— Travaille...

— Ah! par exemple, ça serait le bouquet.

— Mon petit, le travail est la plus grande volupté qui soit sur la terre. Quand le Bon Dieu a dit à notre père Adam, en le chassant du Paradis : « Désormais tu travailleras à la sueur de ton front..., » il s'est montré d'une magnanimité dont tu ne peux avoir une idée exacte, toi qui ne fais rien de tes dix doigts que de serrer la main à des imbéciles...

— A part vous, mon vieux maître, tout le monde travaille pour gagner sa vie...

— Gagner sa vie, quelle jolie expression et qui ne veut pas dire « faire de l'argent, » comme tu le crois peut-être, mais mériter le bonheur... Ce que je fais, on ne l'aime guère, on ne me le cache pas, moi-même parfois n'en suis pas très content, mais mon effort, mes recherches, ma sueur aux tempes, c'est ma raison d'exister... Oui, oui, mon petit, vois-tu, je n'ai pas le sou, et cependant, je gagne ma vie, oui, j'ai conscience de gagner ma vie...

— Comment peut-on vivre sans argent?

— Comment peut-on vivre avec l'argent, rien qu'avec l'argent?

Le vieux Manin, tout en lançant vers le plafond de l'atelier de belles bouffées, se caressait la barbe de sa main droite, une jolie main fine, nerveuse, blanche, aux doigts vivans, malicieux. Et Camille s'avoua que la main « nature » du vieux peintre était plus belle que la sienne qu'une manucure accommodait chaque semaine, le jour où Antoine, son coiffeur, venait lui « brûler » les cheveux.

Manin avait déposé sur la table, à côté de lui, un large paquet plat, soigneusement ficelé. Camille était intrigué.

— Ce sont des croquis que Rigal m'a demandé de lui apporter.

— De vous, mon bon maître?

— Mais oui. Ça t'étonne?

— Je croyais que vous ne travailliez qu'en plein air, le pinceau aux doigts.

— Quelle idée! La peinture, c'est l'orchestration, c'est la musique à l'usage du public et de la postérité. Mais la base, la vraie composition, la lutte de l'homme avec la nature, c'est le dessin!

Tout en parlant, Manin, avec précaution, dénouait la ficelle, la roulait sur deux de ses doigts, pour la déposer dans la poche de son long veston de velours noir un peu élimé, mais méticuleusement propre. Ensuite, il ouvrit le papier qu'il plia avec le même respect. Alors apparut un carton que le vieil homme déposa sur ses genoux et ouvrit entre sa poitrine et la table.

Camille s'était levé et, penché près de l'épaule du bonhomme, il écouta ses commentaires.

— Çà, c'est ma femme de ménage sortant, de mauvaise humeur, de mon atelier. Rosine bougonne souvent, mais c'est la crème des femmes. Depuis vingt ans, elle me sert à déjeuner, elle fait mon lit et, une fois par mois, un petit savonnage, jamais elle n'a augmenté ses prix. Elle est probablement la seule en France, ou tout au moins à Vaugirard... Ça, c'est Son Excellence mon concierge, qui fait les courses bien mieux qu'il ne balaie les escaliers de son immeuble. Il a besoin de sortir, cet homme, cela se voit du reste sur son visage... Ça, c'est sa femme, à qui il serait encore plus nécessaire de ne point rester enfermée dans sa loge, mais qui a renoncé à améliorer sa santé. Quelle figure de sacrifice !... Et voici le crâne luisant du père Joseph, l'aide-cordonnier ; il vit tout le jour dans un espace qui ne doit pas beaucoup excéder le mètre cube. Il est sourd et boite, dit-on, des deux jambes. Je ne l'ai jamais vu debout. Le nez sur le cuir, il travaille du matin au soir. Je ne suis pas certain qu'il bouge pour aller déjeuner... Celle-ci est une petite couturière que j'aperçois de la fenêtre de mon logement. Elle chante en cousant. Elle se résigne à ses pauvres semaines, à cause du dimanche qu'elle consacre à un monsieur en jaquette collante qui est la plus parfaite tête à gifle de mon arrondissement. D'ailleurs, le voici...

Et le vieux Manin brandit un magnifique dessin, peu poussé, mais extraordinairement exact, représentant un de ces petits messieurs à bonnes fortunes qui ne raffinent point sur l'honneur.

— Il s'appelle ou du moins se fait appeler Carlos, reprit Manin. Comment ne pas aimer un jeune homme qui a nom Carlos ? Pauvre petite !...

Camille « découvrait » son vieux maître, comme il l'appelait couramment, car ses moqueries en face des Patriesco et des Maracajas n'étaient qu'une manière d'être dans le ton, de ne pas « couper » dans le genre artiste... Camille ne connaissait de

Manin qu'une douzaine de toiles dont la couleur violente déformait tellement le dessin, qu'il s'était toujours demandé si Manin savait réellement dessiner, et voilà qu'on lui montrait des croquis presque aussi parfaits que ceux du grand'papa Joubert. Eh! oui, l'ermite de Vaugirard était bien l'élève du patriarche de la Prairie. Même don de voir net, de faire loyal, de ne s'intéresser qu'à ce qui, l'un et l'autre, les entourait. Les paysans de Joubert et les petites gens de Manin pouvaient se donner la main. Ils étaient de la même race et ils avaient trouvé, pour les exprimer, deux peintres, leurs frères.

Camille se rapprochait pour mieux goûter le détail des dessins, pour mieux se rendre compte de la simplicité d'un trait parfait, pour tâcher de deviner le secret de cette aisance souveraine.

Mais l'admiration de Camille, qu'il révélait par de sincères exclamations, était dominée par une sorte d'écœurement à voir défiler de si piteux modèles. Ainsi, c'était cela que le vieux Manin prenait pour l'humanité, une femme de ménage, des concierges, un savetier bancal, une ouvrière chlorotique, un calicot bellâtre... Et il comparait, à cette grise médiocrité, le monde brillant qu'il connaissait, toutes ces femmes de luxe qu'il coudoyait, tous ces jeunes gens de famille, habillés à l'extrême dernière mode, et ces voitures plus coûteuses que les plus beaux équipages des princes de l'Ancien Régime. Pauvre Manin, qui niait le règne et le pouvoir de l'argent, parce qu'il croupissait dans une impasse de Vaugirard, d'où il n'entendait même pas le grand bruit fastueux de la vie moderne!

Et Camille, remettant machinalement son monocle, regarda venir vers eux Hélène, toute blonde et bleue, avec, mollement posés sur ses bras, les deux bouts de l'écharpe orange, Hélène, dans la vive lumière des globes électriques. C'était vraiment une délicieuse apparition et qui effaçait toutes ces pauvretés humaines évoquées par Manin, comme la lumière du jour chasse les plus déplaisantes visions nocturnes.

Manin continuait de feuilleter ses croquis devant Hélène et Rigal. Pounasse aussi s'était rapproché, un Pounasse un peu rasséréné. Saint-Chinard, toujours assis et souriant, clignait des yeux du côté de son petit verre vide. Camille, un peu en arrière, examinait tour à tour chacun des amis assemblés, cherchant ce que le vieux peintre retiendrait de ces visages, s'il s'avisait de les

regarder. La surprise, tirant les traits délicats d'Hélène, lui infligeait un visage qui ne lui ressemblait pas. Pounasse grimaçait pour retenir quelque observation désobligeante qu'il ne laisserait certainement pas perdre. Rigal avait la figure illuminée par l'admiration. La mèche blanche du vieux Manin se balançait drôlement de son nez à son oreille. Quant à Saint-Chinard, il avait les yeux ronds du gourmand qu'on oublie.

Vers six heures, il arriva deux vieux sculpteurs inséparables et dont l'un, devenu aveugle, s'appuyait sur le bras de son camarade. Camille eut un mouvement d'humeur. Ces deux ruines l'exaspéraient :

— Vraiment, ils abusent! murmura le jeune homme qui fit semblant de ne les avoir pas vu entrer pour s'éviter la corvée de les accueillir. Quand on est dans cet état-là, on reste chez soi ou bien on s'installe sur le pont des Arts, avec une sébille et un caniche !

Il vint encore quelques autres visiteurs, puis un peu avant sept heures le vieux Manin se leva :

— Je suis un novateur, mais mon estomac ne veut rien savoir : c'est un acharné traditionaliste. Camille, tu serreras la main de Jean de ma part. Bonsoir, mon petit Rigal. Adieu, vous autres ! Hélène, mon enfant, viens que je t'embrasse.

Comme il sortait, un petit monsieur à pèlerine, le nez busqué chaussé d'un mauvais binocle entra et demanda à voix basse à parler à « Monsieur Rigal. »

— C'est moi, monsieur, dit le praticien, à qui justement il s'était adressé. Que puis-je pour vous?

— Je désire vous entretenir à part, mon cher maître.

Le groupe des amis venus reconduire le vieux peintre s'éloigna discrètement, non sans jeter de temps à autre un regard vers le seuil de l'atelier. Ils virent Rigal se pencher sur un journal de format médiocre que lui tendait le petit homme à pèlerine et ils entendirent un juron. Puis Rigal saisit le papier, le froissa et il était sur le point de rudoyer l'individu, quand Jean Joubert entra.

Les derniers mots de Rigal parvinrent aux oreilles grandes ouvertes de Saint-Chinard :

— Et puis en voilà assez ! Remportez votre torchon et fichez-moi le camp !

L'homme à la pèlerine et au mauvais lorgnon s'agrippa au

socle d'une grande maquette de plâtre. Il ne voulait pas s'en aller. Rigal lui posa une main un peu rude sur l'épaule. Jean Joubert à ce moment s'interposa :

— Laisse-le aller. Il fait son petit métier. Demande-lui son nom et son adresse.

Haut de forme en tête, le pardessus soigneusement fermé, la main droite au fond de la poche et tenant la canne dressée comme une épée, Jean Joubert étalait sur son col de soie, taillée à la Henri IV, sa barbe saine, brillante, immuable, parfaite.

Hâtivement, le petit homme myope se fouilla, à la recherche d'une carte graisseuse et disparut.

Dès son entrée, Jean Joubert avait deviné de quoi il s'agissait : il arrivait justement des bureaux du *Fouille-Tout* qui, dans son édition de midi, publiait ces mots en manchette :

UNE GRANDE INJUSTICE VA ÊTRE RÉPARÉE

suivis d'un article qui commençait ainsi :

« L'effondrement artistique de M. Jean Joubert n'aura pas suivi de loin son effondrement financier. C'est un homme à la mer, à qui personne n'osera jeter la bouée de sauvetage. *M. Jean Joubert n'est l'auteur d'aucune des œuvres qu'il a signées depuis vingt ans.* Depuis huit ans en particulier, c'est JEAN RIGAL qui... »

Et Jean Joubert avait versé à l' « administration » la somme nécessaire pour arrêter (au moins quelques mois) le scandale menaçant.

Laissant Rigal congédier en douceur le pauvre petit rédacteur inconscient, Jean Joubert alla serrer la main de ses derniers visiteurs. Ils étaient tous restés en bas dans l'atelier et entouraient l'œuvre en chantier : *Un mobile blessé*, fort dramatique dans son hardi réalisme. Jean Joubert, à cette vue, haussa les épaules. Il connaissait la scène qui se renouvelait chaque mois avec une touchante régularité. Pounasse secouait sa tête en pain de sucre qui faisait remuer son béret comme une outre vide. Saint-Chinard, sous son vaste feutre, laissait s'épanouir sa large face et lançait ses deux bras en l'air comme s'il essayait d'embrasser la nouvelle statue. Les autres tournaient autour comme pour chercher le meilleur morceau à signaler, à applaudir...

Cette fois, Jean Joubert n'avait ni le temps ni le goût de recevoir leurs hommages. Certes il n'était point terrassé. Toutes

les nouvelles qui l'avaient brusquement surpris le matin, puis l'après-midi de ce même jour n'étaient pas même parvenues à entamer sa décorative sérénité. Mais il avait hâte de parler à son fils, en attendant le retour de sa femme, qui s'attardait probablement à quelque concert, il avait à prendre des résolutions avec Rigal et eût été heureux de voir partir immédiatement ces gêneurs. Saint-Chinard cependant ne manqua pas de tendre ses paumes vers le ciel.

Il songeait :

« Un mobile ! Souvenir de la guerre ! La Guerre ? Qui est-ce qui songe encore à la guerre ? C'est pour sa croix de commandeur ! »

Il s'écria :

— Ça vient, ça vient. Ça sera épatant : il a rudement du talent, ce Joubert !... Et cet homme, là, qui tombe en héros, pour son pays !

— Oui, oui, c'est bon, dit le sculpteur, tu es bien gentil, mais...

— Mais ce n'est pas pour nous que tu as endossé cette belle pelure... Compris... D'ailleurs, j'ai de petits tiraillemens d'estomac qui me disent que l'heure de l'apéritif a sonné, et même la demie... au revoir...

Pounasse s'approchait, ayant en toute hâte repris son air de circonstance... Machinalement, Jean Joubert plongea deux doigts dans son gousset et tira un louis que l'autre reçut dans la poignée de main...

— Le dernier, mon pauvre vieux, j'en ai peur, dit Jean Joubert.

— Allons donc ! soupira l'autre, sincèrement atterré.

Quelques instans plus tard Jean Joubert, qui ne songeait même pas à retirer son élégant pardessus, entrait dans le cabinet-bibliothèque installé près de l'atelier et appelait Rigal et son fils. Hélène, devinant qu'il y avait du drame dans l'air, « des embêtemens d'homme, » selon son expression, s'était éclipsée en laissant échapper sa mauvaise humeur.

— Décidément, tout finit de travers depuis quelque temps...

— Mon pauvre Camille, commença le sculpteur, en plastronnant comme s'il s'agissait de l'aventure d'un autre, il nous arrive une chose effroyable. Turfeld est en fuite. J'ai été prévenu ce matin. Il laisse douze millions de déficit. Il avait ma confiance et le maniement de toute notre fortune. Nous sommes ruinés. Et, qui pis est, sans doute pour nous empêcher de nous relever,

par une suprême canaillerie, il me déshonore. L'article que vous avez lu, Rigal, dans le *Fouille-Tout* est de lui; on ne me l'a pas caché. Alors, c'est bien simple, depuis quelques heures, j'ai cessé d'être riche et je ne suis plus sculpteur. J'ai arrêté la vente du sale petit canard, mais on le criait sur les boulevards depuis une heure quand on m'a apporté « les bonnes feuilles. » C'est dire que tout le monde à Paris sait déjà à quoi s'en tenir.

Camille, appuyé au dossier d'un fauteuil, mettait et tour à tour rejetait son monocle dans le creux de sa main, n'arrivant pas à imprimer sur son visage son habituelle expression d'indifférence. A sa stupéfaction se mêlait moins d'angoisse qu'une singulière curiosité. Lui que tous les événemens, — les grands comme les petits, — laissaient indifférent, il était intrigué. Sans essayer de prévoir l'avenir, il avait l'impression que quelque chose d'important allait enfin se produire dans sa vie. Mais tout cela était encore bien vague et lorsque son père eut fini, il dit seulement à mi-voix :

— Quelle histoire!

Rigal était cramoisi de colère :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas laissé étrangler la bête puante qui est venue m'apporter son infâme butin?

— Mais, mon pauvre ami, parce qu'il n'est pour rien dans ce qui m'arrive. S'il n'avait pas été là, lui et son frère, car ils sont deux pour tendre leurs pièges et, pendant que je traitais avec l'un, l'autre accourait pour recevoir de toi leur second salaire, — s'il n'avait pas été là, un autre bandit aurait surgi.

— Monsieur Joubert, je ne veux pas vous quitter...

— Mon petit Rigal, tu es un brave garçon. Tu avais raison, tout à l'heure, quand tu disais à cet individu que personne ne pouvait savoir quelle était la part de chacun de nous dans nos travaux. Nous étions indispensables l'un à l'autre!

— Nous étions, nous étions... nous sommes, monsieur Joubert. Il n'y a rien de changé.

— Pour toi, peut-être, pour moi, c'est la chute irrémédiable. A moins que ma femme...

— Mme Jean n'est pas atteinte?

— Non.

— Eh! bien, alors?

— Alors, c'est l'inconnu... J'attends. Et j'avoue que je voudrais bien être plus vieux d'une heure ou deux.

Un domestique entra, à ce moment :

— Madame prie monsieur de monter chez madame.

— Ah ! parfait, répondit Jean Joubert en serrant la main de Rigal. A demain, mon petit. Tu viens, Camille ?

Camille balança son grand corps, tel un rameau dans la tempête et, sans un mot, suivit son père.

— Chez elle, mauvais signe, dit Jean Joubert.

La bibliothèque de l'architecte unissait l'hôtel à l'atelier et il eût été aisé à Mme Jean Joubert de s'y arrêter en rentrant. Mais, sans doute, avait-elle besoin d'un vaste décor pour donner plus de solennité à l'entretien qu'elle voulait avoir avec son mari.

Son grand salon, divisé en deux par un large et haut portique à colonnes doriques, était dans une gamme blanc et or, où l'or dominait comme au théâtre. Il y avait trop de chaises, mais on savait qu'elles n'étaient point là pour une vaine parade. Enfin, avec trois marches pour y parvenir, une petite estrade où se dressait aux regards, comme un prince chamarré, assis sur son trône, l'or éclatant de la harpe, reine de ce lieu.

C'est au pied de l'estrade que Mme Jean Joubert attendait, debout, son mari. Tous les lustres électriques étaient allumés. De même qu'il y avait trop d'or, trop de chaises, il y avait trop de lumière : tous les meubles, tous les cadres, toutes les moulures du plafond renvoyaient mille rayons qui se contrariaient et aveuglaient les deux hommes.

Mme Jean Joubert n'était pas seule : Hélène se trouvait là, au vif étonnement de Camille. D'un mouvement de tête, il essaya de lui faire comprendre qu'elle pouvait s'en aller. Mais elle ne bougea point. Alors Camille, s'approchant, lui dit :

— Ça n'est pas amusant, tu sais... et, comme tu n'es pour rien dans tout ce qui se passe... je te rejoindrai dans un quart d'heure et te mettrai au courant...

— J'en sais plus long que toi ! répliqua assez sèchement la jeune femme.

Camille eut un mouvement de surprise. Hélène se plongeant volontairement dans les tracas ! Il n'en revenait pas. Elle allait en être bien punie ! Et, tout à coup, cessant de considérer sa femme comme une camarade, il eut peur de la voir souffrir. Il lui tendit la main, pour l'emmener :

— Je t'en prie, ma chérie. Père et moi préférons être seuls avec Madame...

— Et moi, je préfère rester, articula nettement Hélène en dégageant sa main de celle de son mari.

Alors, Camille changea de ton, et, puisque la douceur ne produisait pas l'effet qu'il en attendait, il s'essaya à montrer de la fermeté :

— Laisse-nous, Hélène !

Mais Hélène eut un rire nerveux, laissa couler vers son mari un regard dédaigneux, haussa les épaules et, tournant le dos à Camille, se rapprocha de sa belle-mère.

Mme Jean Joubert portait sa robe cuirasse des jours de grand concert, sa robe olympienne. Elle attendit la fin du dialogue ébauché entre Hélène et Camille. Lorsque Camille, ayant épuisé toutes ses réserves d'énergie, laissa tomber, le long de son corps, ses grands bras inutiles, elle prit enfin la parole :

— Ainsi, Monsieur, vous voilà ruiné. C'est on ne peut plus ridicule. Je ne vous croyais pas si maladroit. Quand vous m'avez demandé d'unir ma vie à la vôtre, je vous ai exposé mes conditions : aucun souci, sauf celui de l'art que je professe. Notre pacte est rompu. A la catastrophe, vous ajoutez le scandale. C'est complet. Et si j'eusse hésité à quitter un homme malheureux, je ne puis rester au côté d'un homme compromis. Il ne nous reste donc plus qu'à nous séparer. Je ne suis pas assez riche pour vous sauver. Pour payer les quelques dettes de la communauté, je viens d'accepter de partir pour l'Argentine où je donnerai douze concerts...

Puis, ayant pris un temps et tournant mollement ses regards vers sa belle-fille :

— J'emmène Hélène.

La jeune femme eut un geste de surprise que Camille prit pour un mouvement de révolte et qui le fit s'écrier :

— Pardon, pardon, Madame... vous pouvez disposer de vous, mais je ne...

Il hésita, ce qui permit à Mme Jean Joubert de ne pas attendre la fin de la phrase.

— Monsieur mon beau-fils, je ne dispose pas d'Hélène sans son consentement. Quand le temps presse, il ne convient pas de réfléchir trop longtemps... Et, au lieu de vous révolter, ne devriez-vous pas plutôt me remercier ? Contrainte de choisir entre vous trois, il me plaît de sauver Hélène de cette débâcle. Elle n'a ni l'âge, ni le goût de la misère. Car c'est cela, Mon-

sieur, que vous pouvez lui offrir jusqu'à nouvel ordre. Près de moi, elle continuera à mener la vie élégante pour laquelle elle est née. A l'abri des soucis matériels, elle aura de grandes impressions d'art. A mes côtés, elle recevra les hommages de l'élite dans tous les pays que nous traverserons...

Camille, le monocle à l'œil, oublia un moment de qui l'on parlait et regarda fixement cette femme aux étranges propos. Il y avait en elle de la conférencière et de la commère de revue, et la conférencière était plus ridicule de ressembler à une commère de revue, la commère de revue plus grotesque de parler comme une conférencière.

Mais cette silhouette bouffonne ne le retint pas longtemps, et il se tourna vers Hélène qui continuait de le fixer ironiquement. Pendant quelques secondes, il soutint son regard, essayant de lui suggérer une pensée qui lui était venue et dont il ne pouvait se débarrasser : « Et Gisèle, qu'est-ce qu'elle devient dans tout cela ? Une mère n'abandonne pas sa fille. » Mais bientôt il baissa les yeux, par brusque peur d'être trop bien compris. Mme Jean Joubert ne songeait pas à la petite fille. Il ne fallait pas, pour rien au monde, lui suggérer quelque décision saugrenue et irrévocable à son endroit.

Toutes ces réflexions contradictoires, toutes ces soudaines préoccupations et cet effroi de la solitude entrevue, lui martelaient le cerveau, confondaient en lui les images et les idées. Il cherchait vainement à débrouiller ce qui allait sortir de toute cette comédie. Car c'était une comédie : Hélène ne suivrait pas cette femme qu'elle détestait. Les quatre ans de Gisèle allaient tout remettre d'aplomb. Et puis, son père n'était pas aussi ruiné qu'il voulait bien le prétendre. Tout s'arrangerait et la vie, la vie stupide, continuerait. Car la vie était absurde et ce drame même en était la preuve. Est-ce que vraiment elle valait qu'on se donnât tant de mal pour elle ? Et Camille commença à voir, à entendre et à penser tout à fait trouble.

C'était son père maintenant qui parlait. Sa sérénité s'était, d'un coup, désagrégée ; il parlait d'une voix molle, il cherchait ses mots, mêlant des promesses et des rancœurs, hésitant devant une affirmation et puis s'élançant dans d'interminables et inutiles récits. Camille cherchait à ne pas écouter et, cependant, il s'efforçait de comprendre. L'histoire de son père et de sa belle-mère lui était fort indifférente. C'était son aventure à lui qui

roulait dans son cerveau, comme un cheval débridé galope en cercle sur une piste, cherchant une issue. Hélène poursuivant Gisèle,... Gisèle poursuivant Hélène couraient dans le clair appartement de la rue de Courcelles, et Camille les regardait sans pouvoir faire un geste, sans comprendre ce qui arrivait.

Il porta en vain sa main à son front, sur ses yeux. Il n'entendait plus que des mots dépourvus de sens. Son père et sa belle-mère parlaient maintenant ensemble. Par moment, Hélène aussi lançait une phrase, d'une voix sifflante. Puis tout le monde se tut.

Camille crut apercevoir sa femme d'abord, les bras croisés. Un de ses pieds battait nerveusement le tapis. Mme Jean Joubert était montée sur l'estrade et, appuyée à sa harpe, avait l'air de faire un solennel serment. Près de lui, effondré dans un fauteuil, la tête dans les mains, son père pleurait.

Alors Camille ferma les yeux. A cet instant, un auto qui passait corna devant l'hôtel et Camille songea à sa propre voiture. Elle était bien à lui, cette voiture, il la garderait, il vivrait désormais toute la journée dedans. Ce projet insensé lui suggéra la plus pénible vision. Il était sur le bord du trottoir et faisait signe à son chauffeur. Mais celui-ci sans doute ne comprenait pas et, sans s'arrêter, filait dans l'avenue, puis, là-bas, se perdait dans la foule. Une autre voiture apparaissait, dans laquelle était montée Mme Jean Joubert et Hélène, qui toutes deux lui adressaient de la main un dernier adieu et roulaient dans une autre direction. Puis ce furent les voitures de Patriesco et de Maracajas, dont les sirènes faisaient un bruit d'enfer et qui, à leur tour, dans une troisième rue, diminuèrent, jusqu'à se perdre dans la brume...

Et Camille était toujours là, au bord de son trottoir, tendant le bras et puis le laissant retomber. D'autres rues s'ouvraient, d'autres autos s'enfuyaient : il était tout seul au centre d'un carrefour. La vie se retirait de lui, le vidait. Et un grand frisson de froid le saisit et le força de s'appuyer à un meuble pour sortir de ce salon infernal, de ce cauchemar.

JACQUES DES GACHONS.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

L'ALSACE FRANÇAISE

1871-1914

I

L'EUROPE ET LA GUERRE

La guerre qui sévit sur le monde depuis quatre mois déroule à nos yeux un spectacle grandiose, à la fois terrifiant et sublime. L'Europe entière est divisée en deux camps, et l'enjeu de la bataille est le principe même de notre civilisation deux fois millénaire. Il s'agit en effet de notre arche sainte, de l'inestimable trésor de la tradition gréco-latine et helléno-chrétienne, il s'agit de toutes les conquêtes spirituelles du passé et de tout l'avenir humain.

Chose curieuse, chacun des deux partis prétend détenir cette arche sainte. Chez l'un comme chez l'autre, cette conviction est inébranlable. Mais voyons leurs argumens, leurs paroles et leurs actes.

Dans l'un des camps, formidable usine de guerre, arsenal de destruction, école d'égoïsme national et d'arrogance militaire, se déchaînent avec une violence inouïe les bas instincts de la nature humaine, la convoitise et l'envie, la rapacité insatiable et la haine sauvage. Ces passions hideuses ne sortent pas ici comme ailleurs des bas-fonds de la société. Elles sont savamment cultivées par les hautes classes et systématiquement inoculées au peuple. On le dresse, on l'excite ainsi à faire la guerre à tous les autres. Depuis quarante ans, la prétendue supério-

rité morale et intellectuelle de la race germanique est le dogme fondamental de l'enseignement en Allemagne. De ce dogme on dérive le droit du peuple allemand à dominer, à exploiter à son profit ou à exterminer tous les peuples de la terre, pour régner en maître sur le monde. Mais, quand on va au fond de cette supériorité, douée d'un si féroce appétit, on voit qu'elle se fonde uniquement sur le culte du sabre et du canon. Car l'idéal humanitaire des grands Allemands d'autrefois, de ceux qui comptent dans l'histoire de la pensée et de l'art, n'y est pour rien, et, lorsque les pangermanistes triomphans daignent les invoquer encore, c'est uniquement pour les ravaler à leur médiocre niveau et tenter de les englober ainsi dans leur grossier matérialisme. Le triomphe apparent de la force brutale a enivré l'Allemagne depuis l'ère de Bismarck. Parce qu'elle lui a donné depuis quarante ans l'hégémonie de l'Europe, elle est persuadée qu'elle lui vaudra l'empire du monde. Aussi l'Allemagne n'a-t-elle plus d'autre Dieu que le canon et le considère-t-elle comme l'arbitre suprême des nations. « La Prusse, a dit Mirabeau, n'est pas un peuple qui a une armée, c'est une armée qui a un peuple. » Aujourd'hui, il n'y a plus d'Allemagne, il n'y a plus qu'une Prusse énorme, avide, insatiable, dont la voracité augmente à mesure qu'elle s'agrandit. Parce que ce Moloch a englouti ce peuple, les autres se laisseront-ils manger par lui?

Passons à l'autre camp. Il se compose de tous ceux qui se révoltent contre le culte de la force brutale et contre sa domination meurtrière des âmes et des nations. Ici, l'on croit à la Liberté, à la Justice et au Droit. On les vénère comme les gardiens incorruptibles qui veillent au palladium de la civilisation. Voilà les Dieux qu'invoquent ces peuples, voilà le trésor pour lequel ils se battent. Le passé a connu des luttes semblables, mais, ici, un fait nouveau s'est produit. Pour la première fois, les nations, qui veulent la liberté pour elles-mêmes et les autres, ont osé affirmer qu'en prenant les armes et en se liguant contre d'iniques oppresseurs, elles ont pour but non des conquêtes matérielles, mais l'établissement de la véritable fraternité humaine. Chose merveilleuse, dès que, sous le coup de foudre d'une menace mortelle, elles eurent pris cette résolution, elles sentirent, comme par un influx d'en haut, qu'elles venaient de conclure un pacte plus indissoluble que tous les traités écrits et que ce pacte sacré contenait le gage de la victoire finale. Car

aussitôt, au-dessus de leur propre affranchissement, elles virent flotter l'image d'une humanité plus haute, unie par les liens de l'Ame et triomphante par la loi de l'Esprit.

Le grand fait spirituel de cette guerre est d'avoir arraché tous les masques. L'âme nue des peuples s'est échappée de ses cavernes. Aux bonds de tigre de l'Autriche et de la Prusse, le lion belge et le lion d'Angleterre se sont dressés sur leurs pieds, d'un geste héroïque et sublime. A la voix du tsar magnanime, la Pologne réveillée a sorti la tête de son tombeau, et la France, qui retrouva en vingt-quatre heures son âme tout entière, a vu surgir autour du champ de bataille européen les génies inspirateurs des nations. Les alliances se nouent pour d'autres raisons qu'autrefois. Souverains et peuples parlent un langage nouveau. Les raisons déterminantes ne sont plus des raisons d'ordre matériel et particulier, mais des raisons d'ordre moral et universel. Le danger qui fait sortir les épées des fourreaux n'est plus un danger national, mais un danger européen et mondial. De là ce nouveau sentiment de solidarité qui court comme une étincelle électrique à travers toutes les nations indépendantes. Ce qui rassemble, à l'heure actuelle, les Serbes et les Belges, les Russes, les Français et les Anglais en un même élan, c'est la certitude qu'en se battant contre l'Autriche et l'Allemagne ils défendent l'indépendance de l'Europe en même temps que la leur. En ces derniers temps, les publicistes allemands ont souvent reproché à la France et à la Russie d'ourdir contre l'Allemagne une tentative d'*encerclement*. Est-ce que, par hasard, à une Triplice menaçante et tracassière, on n'avait pas le droit d'opposer une modeste Duplice ? Vraiment l'Allemagne a joué trop longtemps le rôle du loup de la fable qui accuse l'agneau de troubler le cours de son ruisseau pour avoir un prétexte de le dévorer. Si aujourd'hui il y a encerclement contre l'Allemagne, c'est le cercle des peuples libres qui se dresse par la force du droit contre le droit usurpé de la force brutale. Ils savent que s'ils n'avaient pas le courage de le faire, le militarisme prussien asservirait le monde sous son joug de fer et tuerait l'humanité au cœur des peuples, comme il l'a déjà tuée au cœur de l'Allemagne.

De cette ligue spontanée, conclue au fort de la détresse, on peut espérer, à l'issue de la lutte, non seulement un remaniement de la carte européenne, mais encore la constitution d'une

Europe fédérée sur le principe des nationalités libres et sur la compréhension réciproque des peuples. Ainsi s'approfondira à la fois le sens de leur originalité propre et de leur commun idéal. Le but rêvé des Allemands, dans cette guerre, est la domination de la race germanique sur le monde. Le nôtre est la formation d'une conscience européenne par toutes les nations affranchies.

Tel est le caractère nouveau de cette guerre. Il fallait le constater, avant de parler de la part qu'y prend l'Alsace. Cette part est à la fois très modeste et très importante, car elle est la suite et la conclusion d'un long passé. Si je devais résumer en trois mots le rôle qu'a joué l'Alsace, au cours de son histoire, entre la France et l'Allemagne, je dirais qu'elle y apparut dès l'origine comme une *pomme de discorde* qui essaya vainement de devenir un *tampon* et finit par être, par la force des choses, le *brandon* d'un immense incendie. Sans les événemens extraordinaires qui se déroulent sous nos yeux, cette image pourrait paraître bizarre; mais les métamorphoses à vue d'œil, qui changent en ce moment la figure et l'âme des nations, nous font mieux comprendre les sentimens qui couvèrent en elles pendant des siècles. Dans sa longue élaboration, l'Alsace a pu hésiter entre les deux génies qui se disputaient son âme. Ce fut la France qui, par sa culture intellectuelle et son charme, rattacha l'Alsace à la grande tradition gréco-latine. Ce fut elle encore qui lui donna la conscience de la liberté. A travers ces deux grandes révélations, l'Alsace se découvrit elle-même. C'est pour cela qu'elle ne veut plus et ne pourra plus être séparée de sa libératrice.

J'essayerai d'esquisser, en traits rapides, ce petit chapitre de psychologie nationale en m'aidant de mes souvenirs personnels.

II

L'ALSACE SOUS LE JOUG PRUSSIEN

Si l'on se reporte à ce qu'était l'Alsace avant la date fatale de 1871, qui l'arracha à la France par le traité de Francfort, si l'on cherche à se retracer cette époque évanouie par les récits des rares survivans, on croit rêver. Le contraste est si fort avec les passions qui se déchaînèrent depuis, que ce temps appa-

raît comme une idylle patriarcale sous un voile de légende. Comparée au présent, sa douceur semble une cruelle ironie. Sous la monarchie de Juillet comme sous le second Empire, l'industrie florissante du Haut-Rhin avait répandu l'aisance et la richesse dans le pays. Dans le Bas-Rhin, à Strasbourg, s'était développée une vie intellectuelle active. On accourait à son Université de tous les pays. La Faculté de médecine et de droit, la Faculté des lettres, comme la Faculté de théologie protestante, s'appliquaient à commenter les idées et les méthodes de France et d'Allemagne en les comparant et en les combinant souvent avec bonheur. Des deux côtés du Rhin, on appréciait ces travaux. Les Français apprenaient à connaître la littérature et la philosophie allemandes. Les Allemands, qui, à cette époque, étaient encore idéalistes, y trouvaient une rigueur et une clarté qui manquaient souvent à leurs idées profondes, mais confuses, si bien qu'un métaphysicien wurtembergeois disait alors à un critique alsacien : « Depuis que vous ne résumez plus mes livres, je ne sais plus exactement ce que je pense. » On conçoit l'idée généreuse que cette largeur d'esprit et ces échanges féconds firent naître alors dans la tête d'un certain nombre d'Alsaciens et de Français de marque, à savoir que l'Alsace était destinée par sa situation géographique à devenir un trait d'union entre l'Allemagne et la France, après avoir été, pendant des siècles, une cause de division entre ces deux grandes nations. Là pourrait s'opérer une sorte de synthèse de leurs deux civilisations si diverses, mais faites pour se compléter. Là les intellectuels des deux pays pourraient se rencontrer et s'instruire réciproquement sans renoncer à leur originalité. Les villes de Genève et de Liége n'ont-elles pas déjà joué un rôle analogue dans l'histoire de la pensée européenne ? La Suisse romande et la Belgique, ces petites Frances vivaces et indépendantes, n'ont-elles pas envoyé à la grande France des essaims d'idées nouvelles, et même quelques génies créateurs? Telle fut la pensée de Nefftzer, le fondateur du *Temps*, et de Charles Dollfus, fondateur de la *Revue germanique*, qui rendit à son heure d'éminens services en mettant la France au courant du mouvement intellectuel de l'Allemagne, alors peu connu chez nous. Cette idée fut chaleureusement approuvée par les premiers écrivains français, qui, par l'étendue de l'esprit et la puissance du talent, dirigeaient l'opinion publique et for-

maient une sorte de triumvirat littéraire. J'ai nommé Renan, Taine et Sainte-Beuve. Pour ne pas oublier un point essentiel, rappelons cependant que, si les Allemands du Sud acceptaient alors sans protester l'idée de l'Alsace française servant de trait d'union intellectuel entre l'Allemagne et la France, les Allemands du Nord ne l'accueillaient qu'avec une réserve hautaine et un sourire dédaigneux. Tout bon Prussien se souvenait qu'au traité de Vienne (1815), après la bataille de Waterloo, la Prusse avait obstinément réclamé l'annexion de l'Alsace et qu'elle ne fut conservée à la France que par l'habileté de Talleyrand et grâce à la protection énergique de l'Angleterre et de la Russie. Lorsqu'en 1866 Bismarck imagina d'entraîner l'Autriche à prendre au Danemark le Sleswig-Holstein, avec l'arrière-pensée machiavélique (dont personne ne se doutait alors) d'en faire plus tard le prétexte d'une guerre contre l'Autriche, cette spoliation peu héroïque d'un petit peuple par deux puissantes monarchies militaires excita en Allemagne un enthousiasme universel. Celui que M. Thiers a si justement nommé « un sauvage de génie » avait su réveiller au fond de sa race l'idée de la grande Germanie envahissante et conquérante. On entendit alors de paisibles professeurs d'université faire allusion à l'Alsace-Lorraine au milieu d'un cours sur l'*Edda* ou les *Niebelungen* et s'écrier à l'improviste : « L'Allemagne devra verser encore des torrens de sang pour reconquérir ses provinces perdues. » Pour l'État prussien, Strasbourg n'a jamais été autre chose qu'une citadelle avancée de la culture germanique et l'Alsace qu'une riche proie, convoitée depuis Frédéric II.

Le résultat de la guerre de 1870 fut un désastre pour l'Alsace-Lorraine. Son annexion à l'Allemagne arrachait à la mère-patrie deux provinces devenues françaises par toutes leurs fibres. Elle ne bouleversait pas seulement leur vie économique et sociale, elle interrompait leur croissance naturelle, elle compromettait leur bien spirituel le plus précieux, leur culture intellectuelle conquise de siècle en siècle, au prix d'un long effort. Bismarck avouait sans détour que l'Allemagne n'avait pas la prétention de gagner le cœur des Alsaciens, que l'Alsace ne représentait pas autre chose pour elle qu'un glacis et un rempart contre la France. Mais l'Allemagne, gonflée d'un orgueil sans bornes par sa fortune inespérée, ne l'entendait pas ainsi. A son gré, sa victoire était si belle qu'elle devait séduire sa

victime. Et si grande était l'idée subite qu'elle avait prise de sa supériorité qu'elle n'en douta pas un seul instant. Elle s'attendait donc à voir l'Alsace, éblouie de sa force et de sa beauté, se prosterner à ses pieds et se jeter dans ses bras rédempteurs comme une fille repentie. Grand fut l'étonnement des Allemands, amère leur désillusion, de voir les Alsaciens pleurer la défaite de la France comme la leur propre et recevoir leurs conquérans avec une dignité froide et un silence dédaigneux. Dans cet arrachement violent à la mère-patrie, l'Alsace se sentait plus française que jamais.

Ce sentiment était pour tout Alsacien une de ces vérités primordiales qui ne se discutent pas. Les faits psychiques spontanés ne se démontrent-ils pas d'eux-mêmes comme la lumière du jour et n'ont-ils pas la valeur d'un axiome en mathématique? Dans les grandes villes d'Alsace, comme Strasbourg, Mulhouse et Colmar, la haute bourgeoisie forme une sorte d'aristocratie intellectuelle. C'est en elle que réside la conscience et la culture morales du pays. C'est contre elle que vint se heurter l'esprit conquérant, chicanier et tyrannique de la Prusse. L'un des Alsaciens les plus distingués de la nouvelle génération demeurée au pays, M. Fritz Kiener, a décrit mieux que personne l'attitude de cette bourgeoisie et la résistance calme, mais invincible, qu'elle opposa au nouvel esprit germanique. « La génération de nos pères, dit-il, a vécu depuis l'annexion dans la confusion et l'étourdissement. Elle ne trouva pas sa voie entre les aspirations de son âme et la dure réalité. C'est pour cela qu'elle était devenue muette. Mais, dans sa résignation, elle continua d'agir par la noblesse de sa vie et par sa sensibilité intime... La bourgeoisie alsacienne, privée de son élite par l'émigration et rejetée dans les limites étroites de la vie provinciale, après avoir vécu dans le vaste horizon de la vie française, se trouva par l'occupation allemande en face de trois organismes auxquels elle ne comprenait rien du tout : l'*armée allemande*, l'*école allemande* et la *bureaucratie allemande*. Ce sont trois institutions dont l'ensemble est d'une force et d'une solidité merveilleuses pour façonner le caractère allemand à la prussienne, mais auxquelles le caractère alsacien s'oppose d'une manière absolue. » J'ajouterais volontiers que c'est une machine d'acier introduite dans un corps vivant. Elle fonctionne admirablement pour elle-même, mais elle mécanise

le corps qu'elle prétend organiser, en abaissant les caractères et en faussant les âmes. La Prusse avait cru que les Alsaciens s'inclineraient devant ses hautes castes, militaires, professeurs et fonctionnaires, qui forment chez elle une hiérarchie strictement graduée. Elle l'avait cru, parce que les Allemands sont à leurs pieds. L'Alsacien indépendant et frondeur, habitué à juger les hommes selon leur valeur intrinsèque, et non selon leur étiquette administrative, trouva les officiers allemands aussi peu cultivés qu'arrogans et lourds. Les professeurs d'université lui semblèrent érudits, mais pédans, dépourvus d'intuition et de largeur. Quant aux fonctionnaires, il les jugea prétentieux et vides. Il était habitué à d'autres grâces et à des supériorités plus aimables. Il avait sans doute conservé le souvenir d'une autre Allemagne, celle du temps jadis, dont le sérieux et la bonhomie ne manquaient pas de charme, mais il n'avait rien de commun avec cette nouvelle Allemagne bottée, éperonnée et casquée. Celle-ci lui était profondément antipathique. Il constatait qu'en perdant sa naïveté l'âme allemande avait perdu sa profondeur et que l'esprit prussien, ce projectile fait de violence et d'hypocrisie, l'avait empoisonnée et déchiquetée jusqu'aux moelles, comme une balle explosible. Les Alsaciens comprirent alors que la fameuse *Kultur*, qu'on leur prêchait comme une école de vertu et de régénération, comme le sommet de la science et de la civilisation, n'était au fond qu'un mélange de bas servilisme et de morgue insolente. M. Kiener a parfaitement vu la force secrète qui servit à l'âme alsacienne de bouclier contre cette puissance meurtrière. « Ce qui empêche, conclut-il, la bourgeoisie alsacienne de se plier devant les prétentions des fonctionnaires allemands et devant l'arrogance des officiers, c'est la culture française qui est devenue chez elle une tradition familiale (1). » Il advint donc pour l'Alsace ce qui advient pour tous les peuples annexés malgré eux. La société se divisa en deux camps ennemis, les conquérans et les conquis. Indigènes et immigrés n'eurent que des rapports administratifs. Tout contact entre eux était un froissement. Les Alsaciens fermèrent leur porte à l'étranger et vécurent de souvenir dans un recueillement douloureux, qu'égayait, de temps à autre, la visite d'un Français, dont le

(1) *Revue Alsacienne Illustrée*, XI, 1909, 2e et 3e fascicules.

sourire leur apportait un rayon d'espérance. Les journaux allemands avaient beau dire : « La terre d'Empire nous appartient. Les Alsaciens se rallient, » les immigrés s'irritaient de voir toujours le bouquet tricolore sur la poitrine des femmes en deuil, des jeunes mariées et même des paysannes. La police défendit de le porter dans les rues. A l'Assemblée de Bordeaux, en 1871, les derniers députés français de l'Alsace avaient lu et signé le célèbre manifeste : « Nous déclarons nul et non avenu un pacte qui dispose de nous sans notre consentement. La revendication de nos droits reste à jamais ouverte à chacun et à tous. » Cette déclaration s'était inscrite comme un article de foi dans le cœur de tous les Alsaciens. J'ajoute que par l'attitude ferme et invariable de l'Alsace, elle s'inscrivit dans la conscience du monde politique et du monde pensant comme la plus grave des questions européennes. Car elle plaçait le problème des nationalités sur son vrai terrain, je veux dire le droit des peuples au libre choix de leur patrie, droit aussi sacré que le droit de l'homme à sa liberté. Ce fut, pour l'Alsace, la période protestataire, qui dura près de trente ans. On sait que nombre de députés alsaciens s'en firent les éloquens défenseurs au Reichstag.

Vers 1890 cependant, il se produisit une crise dans la conscience alsacienne. C'était au lendemain du boulangisme. Le parti radical triomphait en France. Personne sans doute n'y oubliait l'Alsace, mais, dans la lutte violente des partis qui se disputaient le pouvoir et au milieu des préoccupations coloniales, les politiques d'alors avaient l'air de négliger l'Alsace. Les pacifistes internationaux et les tripoteurs d'affaires parlaient d'une possible alliance avec l'Allemagne que celle-ci offrait à la France, à la condition d'une renonciation catégorique et définitive à toute prétention sur l'Alsace-Lorraine dans les temps futurs. J'ajoute qu'aucun gouvernement français, quel qu'il fût, n'eût jamais pu assumer la honte d'une pareille alliance. Il eût été immédiatement renversé. Car, si pacifique qu'elle fût (pacifique jusqu'à désarmer au moment où l'Allemagne augmentait ses armemens en des proportions fantastiques), la France sentait que fermer son oreille à la voix de ses provinces perdues, mais toujours fidèles à son souvenir, et accepter à ce prix une alliance humiliante avec leur oppresseur, c'eût été non seulement devenir la vassale de l'Allemagne et la complice du mili-

tarisme prussien, mais trahir à la fois le génie français, sa tradition et sa mission libératrice dans le monde. La France ne voulait pas cependant prendre la responsabilité d'une guerre pour sa cause seule. Elle ne pouvait le faire que poussée à bout par l'Allemagne et avec l'approbation de l'Europe.

L'Alsace voyait donc reculer l'heure de sa délivrance dans un avenir de plus en plus incertain.

III

L'IDÉE DE L'AUTONOMIE, CRISTALLISATION DE L'AME ALSACIENNE

Une nouvelle génération avait grandi dans l'intervalle. Le régime prussien, qui dresse les hommes pour en faire des machines obéissantes, avait tout essayé pour la circonvenir. Il s'était même efforcé de se rendre agréable et de simuler l'innocence en rentrant ses griffes. A l'école comme à l'université, maîtres et professeurs avaient prêché sur tous les tons aux jeunes Alsaciens les splendeurs du nouvel Empire et les merveilles incomparables de la *Kultur* allemande. Pourquoi donc l'Allemagne, présente et toute-puissante, inspirait-elle à cette jeunesse une invincible répugnance, tandis que la France, absente et affaiblie, gardait pour elle tout son attrait et lui avait laissé au cœur une inguérissable nostalgie? C'est que la nouvelle culture allemande ne parlait que de sa propre grandeur, de sa force matérielle et de sa supériorité morale, au nom de laquelle elle prétendait soumettre l'univers, tandis que l'âme française s'ouvrait généreusement à tous les peuples et à toutes les idées, essayant de les comprendre et de les juger sous la norme de l'*humanité*, ce concept de la tradition gréco-latine qui correspond à l'idée de la civilisation dans toute sa largeur. Mais comment devait s'y attacher la jeune génération alsacienne, puisque la dure politique l'en avait séparée et que, d'autre part, ses nouveaux maîtres s'étaient juré d'extirper en Alsace jusqu'au souvenir de cette France et de sa tradition? « Attendez la revanche... » disaient les voix de plus en plus rares et plus faibles qui venaient de l'autre côté des Vosges. « Oubliez la France et faites-vous Allemands... ou nous vous écraserons! » disaient les grosses voix, de plus en plus menaçantes, qui venaient de l'autre côté du Rhin.

Sans appui d'aucun côté, les jeunes Alsaciens de 1890 se demandèrent ce qu'ils allaient devenir dans leur isolement. Quel rôle, quelle mission l'histoire implacable et la Providence mystérieuse leur assignaient-elles dans le monde ? Leur angoisse fut indicible. Serrés comme dans un étau, ils constatèrent qu'ils manquaient d'air respirable. Ils étouffaient. C'est alors que l'idée de l'autonomie leur apparut comme un *modus vivendi* provisoire, comme une ancre de salut dans le naufrage de leur individualité menacée jusqu'en ses derniers arcanes.

« Depuis quarante ans, dit M. F. Eckard, avocat distingué de Strasbourg, l'administration allemande fait miroiter devant nos yeux l'image d'une constitution indépendante, depuis quarante ans, nous nous laissons éblouir par ce mirage qui, chaque fois que nous croyons l'atteindre, s'évanouit dans le désert des espoirs chimériques. Nous demandons à être mis sur le même rang que les autres États de l'Empire. » Si une telle constitution avait été octroyée à l'Alsace, elle aurait obtenu, sous la surveillance d'un *statthalter* allemand, un parlement libre, nommé des fonctionnaires indigènes, voté et perçu les impôts et organisé elle-même son instruction publique comme les autres États de l'Empire. Mais un tel projet était irréalisable. Jamais ni l'Allemagne, ni l'empereur, pour lesquels l'Alsace n'est pas autre chose qu'un gage de la victoire, un champ de manœuvres militaires et un terrain d'exploitation industrielle, n'y auraient consenti. Le chancelier Bethmann-Holweg parlait au *Reichstag* d'une constitution alsacienne, chaque fois qu'il voulait caresser les oreilles des socialistes par un air de flûte libéral, mais un discours du ministre de la guerre lui répondait aussitôt comme une canonnade pour faire voter un nouveau crédit militaire. Quant au Kaiser, il dit un jour ironiquement à un député alsacien : « Je vous accorderai une constitution, mais c'est moi qui resterai le seigneur du pays, *der Landesherr*. » On devine ce que ce mot avait d'absolu et de méprisant dans la bouche de cet autocrate effréné. Avouons que l'idée d'une autonomie de l'Alsace, sous la tutelle germanique, est la plus naïve des chimères. Autant faire garder la brebis par le loup. M. Eckard le savait sans doute en la réclamant, car il ajoute judicieusement : « L'autonomie a deux faces : l'une d'ordre politique et l'autre d'ordre moral... En somme, c'est l'autonomie morale qui est la plus importante, car un peuple vaut moins par sa constitution

que par la valeur et le caractère des élémens qui la composent. »

C'est de cette autonomie morale que je veux dire un mot, car c'est elle qui s'est constituée chez les Alsaciens en ces vingt dernières années par un de ces mouvemens subits et irrésistibles qui soulèvent parfois l'âme collective d'un peuple. Ces lames de fond la bouleversent et la troublent un moment, mais, quand elles s'apaisent, on s'aperçoit que la mer est devenue transparente. Il s'est opéré une cristallisation de la conscience nationale.

Fouillant dans leur passé historique, les jeunes Alsaciens du vingtième siècle découvrirent que, ethnologiquement parlant, leur race était un composé d'élémens celtiques primitifs et d'élémens germaniques immigrés. Ils jugèrent que ce double sang, répandu sur une mince bande de terre, aux riches cultures, aux vastes horizons, entre le Rhin impétueux et les Vosges placides, aux forêts séculaires, constituait leur tempérament original. Bonhomie patriarcale et volonté tenace, une franchise un peu rude avec une bonté solide et une loyauté absolue, de l'ironie mordante pour se défendre, plus de sens pratique que de rêve et de mysticisme, plus de persévérance que de grandes envolées, mais le goût des idées générales et la capacité de comprendre les plus hautes aspirations de l'âme et de l'esprit, voilà le caractère alsacien dans ses traits les plus généraux. Les jeunes gens de 1900 le retrouvèrent en eux-mêmes indélébilement marqué. Si l'histoire les avait incessamment ballottés entre deux races et deux civilisations, ils s'étaient conservés intacts, à travers les temps, avec leur caractère, avide d'espace et d'avenir, comme le grand fleuve qui se hâte vers la mer lointaine, mais indestructible par ses souvenirs, comme les sommets des Vosges couronnés de roches celtiques et de châteaux en ruine. Ils se seraient bien gardés de rejeter les germes féconds que leur avaient apportés les grands génies de l'Allemagne d'autrefois comme les Herder, les Gœthe et les Beethoven, mais ils n'avaient rien de commun avec l'Allemagne impérialiste et pangermaniste. Ils avaient trop frémi d'enthousiasme au contact de la France chevaleresque et républicaine, ils avaient suivi avec trop de sympathie, dans ses hauts et ses bas, les fluctuations tumultueuses de sa littérature et de sa pensée. La France avait gagné leur cœur par sa grâce, sa courtoisie, la finesse de son goût, son amour de l'art et son sens esthétique. Enfin les

mots de *liberté* et de *fraternité* qu'elle avait inscrits sur sa bannière orientaient leur esprit vers la plus haute et la plus pure humanité. Ils jurèrent de conserver, à tout prix, ce trésor inestimable avec la langue de leur vraie patrie et de le développer à leur manière.

Regardant en elle et autour d'elle, cette jeune et grave Alsace se découvrit des traditions de famille, des légendes originales, une architecture spéciale, un art et une littérature autochtones. Elle résolut de leur donner la forme française, claire, élégante, ailée. Ce fut, pour cette œuvre d'épuration et de résurrection nationale, une heureuse émulation entre les Alsaciens restés en Alsace et ceux qui avaient émigré en France. Le beau roman de M. Paul Acker, *les Exilés*, les récits émouvans de M. André Lichtenberger, *Juste Lobel* et *le Sang nouveau*, les *Images d'Alsace-Lorraine* de M. Émile Hinzelin, la *Légende dorée de l'Alsace* de Mlle Marie Diemer, les poèmes gracieux de Georges Spetz, de Robert Redslob et de Mlle Elsa Koeberlé accentuèrent cette renaissance d'une Alsace française. Pendant que Rodolphe Reuss, professeur à la Sorbonne, écrivait sa savante et forte *Histoire d'Alsace*, Fritz Kiener, professeur à Strasbourg, démontrait l'existence d'une Alsace autonome, au point de vue intellectuel et social, dans sa saisissante brochure sur *la Bourgeoisie alsacienne*, tandis que M. Eckard en esquissait la formule politique dans son *Autonomie de l'Alsace-Lorraine*. Ajoutons que M. Boll, dans le *Journal d'Alsace-Lorraine*, et l'abbé Wetterlé, dans le *Nouvelliste Alsacien-Lorrain*, devinrent les défenseurs courageux et infatigables de cette campagne sur le terrain de la politique quotidienne. Si toutefois l'on cherchait le centre vital de ce mouvement, on le trouverait dans la *Revue Alsacienne illustrée*, fondée en 1904 par le docteur Pierre Bucher à Strasbourg. On peut dire que cet homme aussi modeste que distingué, doué d'un puissant esprit organisateur, a été, par son enthousiasme contenu et sa foi indomptable, l'instigateur le plus actif et la cheville ouvrière de la nouvelle conscience alsacienne. Pour terminer ce court exposé, je me bornerai à citer la réponse que je lui fis, il y a quelques mois, lorsqu'il me demanda de formuler ma pensée sur le *dilemme tragique* posé devant l'âme alsacienne, dilemme dont sa vie entière est, à mes yeux, l'exemple vivant et la solution victorieuse : « Si notre pensée, lui disais-je, s'oriente toujours vers la France, c'est que

la France a gardé son idéal de justice et de liberté, adopté par nous depuis deux cents ans, idéal qui nous rattache par elle à la glorieuse tradition gréco-latine, à la civilisation, à l'humanité, tandis que l'Allemagne a renié son idéal d'autrefois pour adopter celui de la force, de la domination brutale et d'un grossier matérialisme intellectuel. Le Christ a dit : « L'homme ne vit pas seulement de pain, mais de la Parole de Dieu. » On pourrait ajouter : les nations ne vivent pas seulement de charbon et de fer, mais aussi de sentiment et de pensée. Nous ne renions aucune des idées fécondes que nous a léguées le passé, qu'elles nous soient venues d'Allemagne ou d'ailleurs, mais comment oublierions-nous la France, qui nous a donné la conscience de nous-mêmes en nous enseignant la liberté qu'elle a enseignée au monde ? La question politique n'est que la surface des choses, mais la question de notre autonomie intellectuelle est une question de vie ou de mort. Elle touche à l'intégrité de notre âme et de notre intelligence. Il s'agit pour nous *d'être ou de n'être pas* (1). »

IV

LA RUÉE DU PANGERMANISME

Ce sont les Allemands qui ont inventé le terme de « psychologie des peuples, » *Voelker psychologie*, mais il semble que ce fut uniquement pour démontrer aux autres nations leur écrasante supériorité. La croissance rapide de l'orgueil allemand, poussé aujourd'hui jusqu'à la démence, offre un cas extraordinaire de contagion mentale et de suggestion collective. Nous avons assisté à l'empoisonnement moral de tout un peuple. La responsabilité en remonte, en premier lieu, à ses gouvernans, à la dynastie des Hohenzollern et à la caste militaire des hobereaux prussiens qui lui sert d'appui ; en second lieu, aux guides intellectuels de la nation, aux professeurs d'université qui, depuis quarante ans, ont perdu toute indépendance et se sont faits les plats valets du militarisme prussien, foulant aux pieds, avec une inconscience superbe ou une hypocrisie profonde, non seulement le noble idéal humanitaire des Gœthe et des Schiller,

(1) *Cahiers alsaciens*, janvier 1914.

mais encore les notions les plus élémentaires du droit et de la justice.

Pour faire comprendre la naissance et le développement du pangermanisme, il faudrait faire l'histoire de la mentalité allemande de Frédéric II à Bismarck et de Bismarck à Guillaume II. Le premier a fondé la grandeur de l'État prussien ; le second a créé l'unité allemande ; le troisième incarne l'impérialisme germanique et son rêve de domination universelle. Ce n'est pas ici le lieu de faire cette étude, mais trois paroles de ces trois illustres personnages, qui sont devenus les idoles des Allemands d'aujourd'hui, les caporaux d'après lesquels ils se sanglent et se dressent pour parader devant l'univers, peuvent résumer ce développement. Frédéric II a dit : « Un souverain n'est tenu à être honnête que lorsqu'il le peut sans se nuire. Dès que son intérêt l'exige, la fourberie devient son devoir. » Bismarck élargit le principe : « Là, dit-il, où la puissance de la Prusse est en jeu, je ne connais plus de loi. » Guillaume II conclut : « Pour moi, l'humanité finit aux Vosges. » Voilà le virus prussien dans toute sa candeur et dans toute sa beauté. Par quelle colossale aberration d'esprit, par quelle ivresse de la force brutale, par quel délire de servilité une nation, qui passait jadis pour un peuple de penseurs, en est-elle arrivée à s'assimiler ces maximes, à les faire passer dans son sang jusqu'à se croire le peuple unique, le peuple élu, la nation cultivée par excellence (*Vollkulturvolk*), le peuple-Dieu, dont tous les autres ne pourront être que les très humbles serviteurs? Je renvoie ceux que trouble cette énigme à la lettre récente de M. Émile Boutroux sur *l'Allemagne et la guerre* (1). Dans cet admirable exposé, le savant philosophe a fait, avec une merveilleuse pénétration, la métaphysique du pangermanisme, dont le bouillon de culture est un fond de grossièreté et d'envie. Je ne veux ici que signaler l'attitude de cette mentalité monstrueuse vis-à-vis du mouvement autonomiste en Alsace.

Convaincu de la force militaire écrasante de l'Allemagne, les pangermanistes avaient souri des protestataires alsaciens comme d'un platonisme impuissant. Dans les autonomistes, qui se plaçaient sur le terrain constitutionnel, ils virent un danger sérieux. C'était un centre de groupement, un noyau d'opposition future.

(1) Voyez la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1914.

Un fait surtout les irrita. La jeune Alsace commençait à étendre sa propagande sur un groupe d'Allemands immigrés et à les convertir à ses idées. Un professeur de l'Université de Strasbourg, Hessois d'origine, M. Werner Wittich, avait publié une très intéressante brochure, où il démontrait, par des raisons esthétiques, la nécessité pour l'Alsace de conserver sa culture française (1). Ce fut un scandale dans l'Université et dans les cercles officiels. Quoi! des Alsaciens rebelles incitaient des Allemands à aimer la France? Quel attentat à la majesté du peuple allemand! Dès lors, on organisa contre les autonomistes une campagne de calomnies et de persécutions.

La *Gazette de Westphalie*, le premier organe du pangermanisme, qui exerce une sorte de terrorisme sur les autres journaux allemands, dénonça la jeune Alsace comme une pépinière de conspirateurs et appela contre elle les rigueurs du gouvernement. Elle exigea la suppression des libertés relatives qu'on lui avait tardivement accordées. On avait été trop bon d'ériger l'Alsace en terre d'Empire et de la doter d'un gouvernement particulier, il fallait en faire purement et simplement une province prussienne gouvernée par un général prussien et soumise à l'état de siège. Le Kaiser corrobora ces menaces en déclarant que l'Alsace, « qui avait connu son gant de velours, allait sentir son gant de fer. » Les industriels qui avaient gardé dans leurs fabriques quelques ouvriers français durent les chasser ou donner leur démission de directeur. Les sociétés d'étudians où l'on cultivait la littérature française furent dissoutes, le *Souvenir français* supprimé. La jeune Alsace n'avait pas voulu comprendre, la malheureuse! que payer l'impôt de guerre extraordinaire pour les nouveaux armemens et l'impôt pour la flotte allemande était le plus grand des honneurs et un brevet de noblesse mondiale. Elle fut décrétée « une race inférieure. »

Pendant les affaires du Maroc, l'Allemagne, qui exerçait son hégémonie en Europe par un système d'intimidation méthodiquement poursuivi, avait soumis la France à une série de vexations où l'on sentait l'esprit chicaneur des pangermanistes et où l'orgueil impérial trouvait son compte. La France, qui avait cédé à presque toutes les injonctions du gouvernement allemand depuis une série d'années, avait fini par adopter à son

(1) *Kultur und Nationalbewusstsein im Elsass*, Strasbourg, 1909

égard une attitude de résistance calme et ferme, qui fut taxée immédiatement par son altière ennemie de rébellion agressive. Les intrigues de l'Autriche auraient déchaîné le cyclone européen pendant la guerre balkanique sans la modération et la longanimité de la Russie. On avait conclu la paix tant bien que mal et nos pacifistes innocens recommençaient à se livrer à leurs douces bergeries. Cependant l'atmosphère de l'Europe était surchargée d'électricité. Un nuage noir, sinistre et impénétrable, enveloppait cette énorme citadelle de guerre qu'est devenue l'Allemagne. La fin de l'année 1913 approchait. C'est alors que se produisit en Alsace, aux premiers jours de novembre, un incident qui révéla aux yeux de tous la haine grandissante amoncelée contre nous de l'autre côté du Rhin et la guerre sans merci que méditait, depuis vingt ans, l'état-major allemand. Je veux parler de l'affaire de Saverne.

Qu'on se remémore le fait initial. Il est typique de l'âme prussienne et de son système d'éducation. Un petit hobereau de la Prusse orientale, le lieutenant von Forstner, en garnison à Saverne, dans les Vosges, tout près de la frontière française, s'était mis en tête d'avoir raison de ces « têtes carrées d'Alsaciens » et de leur apprendre la manière allemande, *die deutsche Art*. A cet effet, il imagina un tour qui lui parut infiniment spirituel. Un matin, avant l'exercice, ayant rangé son peloton devant lui, il voulut forcer les soldats à dire l'un après l'autre : « *Ich bin ein Wakes*, » ce qui, en patois alsacien, signifie : « Je suis un voyou. » Ordre d'ajouter : « *Je crache* sur le drapeau français. » J'atténue le verbe en le traduisant, pour épargner au lecteur l'ignominie de l'original. Tous refusèrent d'une seule voix en présentant les armes. Ils furent mis aux arrêts en bloc, non sans avoir été frappés à coups de crosse par les sous-officiers. L'épisode se renouvela plusieurs jours de suite. Une des victimes de cette infamie, ayant rencontré par hasard le rédacteur d'un journal de Strasbourg, lui raconta les faits. Celui-ci s'empressa de révéler au public le genre d'éducation que le militarisme prussien réserve aux jeunes Alsaciens et par lequel il se propose de lui inculquer la fameuse culture allemande, *die deutsche Kultur*, dont les professeurs parlent pompeusement, du haut de leurs chaires, comme d'une sacro-sainte révélation. On était suffisamment renseigné sur la brutalité de la discipline prussienne, mais le fait était si inouï, si révoltant, qu'il fit le

tour de la presse. Un cri d'indignation partit, non seulement de l'Alsace, mais encore, il faut le reconnaître, d'un certain nombre de journaux allemands. A Saverne, ce fut presque une révolution. La population, fort paisible en temps ordinaire, se mit à railler les officiers de ses lazzis. Quand le lieutenant Forstner, triomphant de son exploit, se promenait dans les rues avec un sourire ironique et provoquant, les gamins lui renvoyaient l'injure dont il avait voulu déshonorer les recrues alsaciennes. De jour en jour, l'échauffourée grandissante menaçait de tourner à l'émeute. Chose à noter, le maire de Saverne, un Allemand, et la police elle-même prirent ostensiblement parti pour la population. Au contraire, le colonel von Reuter approuva et soutint son lieutenant dont on demandait le déplacement. Le commandant de Strasbourg, le général von Deimling, consulté, les encouragea tous les deux et ordonna les mesures les plus sévères. Des mitrailleuses furent placées dans la cour de la caserne, des patrouilles balayèrent les rues de la ville. Le colonel von Reuter, à la tête de son bataillon, fit arrêter une cinquantaine de bourgeois tranquilles avec les juges sortant de leur tribunal et les enferma, pour toute une nuit, dans une cave humide. Quant au lieutenant von Forstner, le hobereau loustic, héros de cette aventure, il se précipita sur un cordonnier inoffensif et lui fendit le crâne d'un coup de sabre. Là-dessus, l'ordre rentra dans Saverne. L'affaire était terminée à la satisfaction de l'honneur prussien. — Quant à la mentalité du général von Deimling, qui, de Strasbourg, avait dirigé la répression et peut-être suggéré l'incident, elle se trahit cyniquement par un mot qu'il avait dit peu avant : « Je suis las de tirer à blanc. » Le cas ayant été porté, par le maire de Saverne, devant un tribunal civil, celui-ci osa blâmer la conduite des militaires à Saverne en condamnant les deux officiers à un minimum d'amende. Le Reichstag lui-même, comprenant qu'il ne s'agissait pas seulement d'une humiliation infligée à l'Alsace, mais encore d'un conflit entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire, prit parti pour le pouvoir civil opprimé dans un vote qui fit grand bruit. Mais aussitôt, par ordre de l'empereur, un conseil de guerre cassa le jugement du tribunal favorable à la population de Saverne. Il suffit ensuite d'une lettre enthousiaste du Kronprinz au colonel von Reuter pour faire rentrer dans un silence de mort les juges, le Reichstag, la presse et le public. L'opposition

disparut en un clin d'œil, comme une bande de souris, trottinant sur un grenier, disparaît aux quatre coins quand se montre à la porte la tête du chat.

C'est ainsi que la Prusse pratique, depuis quarante ans, la politique du terrorisme et l'éducation de la haine. Ceux qui connaissent son histoire n'en ont pas été surpris. L'étonnant est qu'elle ait réussi à l'inculquer à toute l'Allemagne par le vertige d'une mégalomanie insensée et furieuse. La guerre actuelle en est la preuve et le fruit.

V

L'ALSACE FRANÇAISE DANS L'EUROPE FÉDÉRÉE

Elle est venue, cette guerre que tout le monde pressentait, qu'on sentait dans l'air lourd de haine, mais à laquelle la France et toutes les nations s'efforçaient de ne pas croire. Vainement la diplomatie européenne fit des prodiges de patience pour l'éviter. Elle s'est déchaînée tout à coup, comme un ouragan de fer et de sang, parce que l'Allemagne la voulait et la préparait depuis des années. Elle devait être, dans sa pensée comme dans celle de Guillaume II, la mainmise sur l'Europe et le commencement de sa domination sur l'univers, déjà fouillé en tous sens par les espions du nouvel Empire comme par les tentacules d'un polype monstre. La race supérieure devait régner sur le monde. Mais ce qu'elle nous a montré, dans son premier assaut, c'est une explosion de fureur et de sauvagerie que personne n'aurait crue possible. Les Huns et les Vandales nous semblent maintenant des enfans en vacances en comparaison des Germains dernier modèle. Les sinistres incendiaires, les assassins méthodiques, qui ont ravagé la Belgique et la France, ne se sont pas contentés de piller et de tuer sans merci les vieillards, les femmes et les enfans. Ils ont fait marcher des populations entières devant leurs canons et leurs fusils en allant à la bataille. Ils ont repoussé dans les flammes les pauvres habitans des maisons qu'ils allumaient. Les chefs non seulement l'approuvaient, ils l'avaient ordonné et présidaient au massacre. Exaspérés d'avoir été battus sur la Marne et repoussés sur l'Aisne, ils se vengeaient ainsi. Il y a là un sadisme féroce avec tout un système de barbarie calculée que le monde n'avait pas

encore vu. Mais ce qui dépasse l'imagination, c'est l'adhésion en masse des plus notoires intellectuels de l'Allemagne à ces crimes inouïs de lèse-humanité. Le manifeste collectif, qui essaye de justifier les massacres de Louvain et la destruction de la cathédrale de Reims comme des « cruautés disciplinées » et nécessaires à la grandeur allemande, restera une tache ineffaçable au front de cette nation. Nous savons maintenant ce que la grandeur germanique nous apporterait si elle parvenait à se substituer à la civilisation.

Quels sont, au milieu de la tourmente européenne, les sentimens de l'Alsace retenue par l'ennemi dans un cercle d'acier comme un otage qui attend l'heure de la fusillade, mais qui sait, malgré tout, que l'heure de la délivrance approche et qui l'attend avec une confiance imperturbable? On devine ses pensées; il est presque superflu de les exprimer. Placée au centre du cyclone et se trouvant, comme disent les marins, « dans l'œil de la tempête, » elle voit, de temps à autre, le ciel s'éclaircir au milieu des rafales et l'azur éclatant de lumière sourire à travers la trouée des nuages. Elle regarde, elle écoute... et déjà elle entend le canon français tonner aux flancs du Donon et sous le ballon de Guebviller. Elle écoute et songe... C'en est fait maintenant de son rêve passé d'être un trait d'union entre la France magnanime et la savante Allemagne. Celle-ci lui a trop bien montré ce qu'elle est devenue. Ses liens sont rompus à jamais avec le maître insolent et le tyran sans pitié comme sans honneur. C'en est fait aussi de la combinaison boiteuse d'une autonomie bâtarde, qui la livrerait impuissante aux ruses et aux assauts d'un voisin sans scrupule. Quoi qu'il arrive, elle appartient à jamais à la France qui, en ce moment, lutte pour son existence et pour celle de tous les peuples opprimés. Elle écoute les voix confuses qui viennent de partout et se souvient de sa longue, de sa douloureuse histoire. N'était-elle pas déjà gauloise, — et française en puissance, — il y a deux mille ans, quand César jeta dans le Rhin le pillard Arioviste et ses trente roitelets allemands? Et, six cents ans plus tard, ne reçut-elle pas comme un effluve de la Gaule chrétienne et latine quand sa patronne sainte Odile versa, du haut de sa montagne, un flot de charité divine et de foi lumineuse sur la vaste plaine encore noire de forêts et fauve de barbares tumultueux? Ne devint-elle pas française pour toujours quand, mille ans plus tard, *la*

Marseillaise jaillit, comme un hymne libérateur, de la poitrine d'un gentilhomme français, Rouget de l'Isle, au pied de la cathédrale de Strasbourg, chez un magistrat de la ville, entre ses deux filles enthousiasmées et les volontaires de l'armée du Rhin? — Oui, l'Alsace songe à tout cela. Alors, à travers ses deuils, une espérance la traverse comme une flèche. Elle se dit que la France, aimée des nations et des Dieux, ne peut pas mourir. Comment l'Alsace, en pensant aux cinq mille Alsaciens partis au premier cri de guerre sous le drapeau français, ne sentirait-elle pas bondir dans son cœur l'étincelle celtique et la flamme française?

Une Europe nouvelle, l'Europe fédérée, se lève à l'horizon. Son pacte, cimenté par le sang versé pour la cause commune, s'est conclu d'un libre élan vers un même idéal de justice et d'humanité. Elle châtiera les coupables et réglera les limites et le sort des peuples selon leurs âmes et leurs volontés. Alors l'Alsace-Lorraine, qui fut pendant un demi-siècle, aux mains de l'Allemagne, le gage d'une victoire inique, celle de la force brutale sur le droit, l'Alsace-Lorraine rendue à la France sera le gage et le symbole d'une victoire sereine et radieuse : celle du Droit sur la Force.

ÉDOUARD SCHURÉ.

VISIONS DE GUERRE

Coulommiers. — Le Champ de bataille de l'Ourcq et l'Ordre du jour du général Joffre. — Un Quartier général d'armée. — Soissons après le bombardement. — La ruine de Senlis.

... Par les champs paisibles, les bois qui jaunissent dans la blonde lumière de l'automne, nous gagnons Coulommiers. A Chailly-en-Brie, première maison brûlée : les Allemands sont venus jusqu'ici... Le doux matin d'octobre, un ciel bleu rient sur les villages qui ont repris leur physionomie quotidienne, ces routes, ces pentes où a fourmillé un passage d'armées. Le calme plateau descend mollement vers la vallée bleuâtre, le Grand-Morin qu'on devine...

Voici Coulommiers, petite ville vieillotte, ancien cœur provincial de la Brie. Ils y sont restés deux jours. A l'hôtel de l'Ours, où nous déjeunons, ils ont bu toute la cave (sept mille francs de vin) et fait leurs ordures dans les chambres. La petite salle à manger sent le phénol. On a lavé à force. Les murs étaient gluans de sauce. Ils y jetaient les os de lapin, les fonds de plats, et puis les plats, à la volée. La ville est intacte : ils n'ont pas eu le temps, chassés par les Anglais.

Ici s'est arrêté leur élan. Coulommiers demeurera parée de ce souvenir : Von Kluck y toucha la borne mystérieuse. Ils descendaient, après leurs victoires de Belgique et du Nord ; ils descendaient par masses, en chantant, vers la cité promise. « *Parisse! Parisse!...* » Henri Biraut a conté, dans *l'Opinion*, l'entrée du conquérant. Des témoins nous le montrent, précédé de ses fourriers. Ils s'abattent avec leurs uhlans, à l'Hôtel de Ville. Que demandent-ils? Un cheval et une voiture. Et hop! à la recherche du champagne. Halte à chaque café; on monte des

caves les paniers pleins, on va les entasser, par successifs voyages, dans la cour de la maison élue. Soudain, de grands cris : ce sont des cyclistes à toute vitesse, puis la galopade des hussards de la mort, revolver au poing; l'infanterie, baïonnette au canon : *État-Major! État-Major! personne à la rue!...* Alors, dans le silence et le vide ainsi faits, l'auto de von Kluck apparaît...

Peu après, repue de pois au lard et de sardines à l'huile, Son Excellence fait comparaître la gardienne : « — Les maîtres sont à l'armée? Bien. Avez-vous des enfans? — Cinq fils sous les drapeaux. — Parfait. Je leur promets ma protection quand ils seront incorporés dans l'armée allemande. » Puis faisant dresser, dans un petit salon du rez-de-chaussée, trois lits pour deux généraux et lui, il ordonne qu'on amasse dans les autres pièces de la paille, pour son escorte... — « C'est ici la dernière étape, prononce-t-il; demain nous quitterons Coulommiers pour entrer à Paris. » Et, se tournant vers la vieille paysanne en larmes, il lui assène un dur regard, il l'écrase, de toute sa haute, large carrure : « Dans huit jours, vous serez Allemande!... »

Mais les musiciens sont là, rangés devant la maison. Le général sort sur le perron, le concert commence. Des officiers n'ont pas craint, pour régaler leurs hôtes forcés, d'inviter « l'habitant : » — « Les meilleurs artistes de l'Allemagne composent l'orchestre de von Kluck. Ils n'ont pas d'égaux pour lui jouer *la Mascotte* et *Carmen*, qu'il préfère... — Dans deux jours, ajoute un jeune officier de l'état-major, ils nous feront danser sur les boulevards, aux bras des midinettes... » *Parisse! Parisse!* c'est le but merveilleux, une hantise... La Ville élevait, au bout des combats et des marches, son mirage doré... Du dernier des « Boches » à l'Empereur, règne l'idée fixe. Même voici, pour tenir lieu de la souveraine présence, un très haut personnage, entouré d'une imposante escorte!... C'est, dit-on, le prince Frédéric-Eitel qui arrive. Le second fils du Kaiser est désigné pour entrer dans la capitale à la tête des troupes, passer sous l'Arc de Triomphe... Les cuivres de l'orchestre chantent, cependant que plus haut encore résonnent, salves annonciatrices, les voix brutales du canon proche. Il salue le triomphe allemand? Non; la défaite.

Les Anglais, au Sud-Est de la ville, ont repris le contact. Toute la journée du lendemain, un dimanche, autour de von Kluck et de ses cartes, grand remue-ménage d'estafettes : les

mauvaises nouvelles se succèdent. « La méprisable petite armée du général French » avance. A l'aube, elle est là; un kilomètre encore, et elle enlève cet état-major qui ne se résigne pas à ouvrir les yeux, hésite, stupéfait... Lorsqu'à huit cents mètres enfin ses sentinelles tombent, von Kluck se décide à tourner les talons, monte en auto... C'est la fuite. Adieu, *Parisse!*...

Encore les grands plateaux lumineux, les bois touchés d'or et de pourpre. Çà et là, pour témoigner du drame qui s'est joué sur ce théâtre, — et sans elles on ne s'en douterait guère! — des voitures brisées, abandonnées... Il semble que toute la nature dise, avec sa paix : Pourquoi la guerre?... La route s'incline, sinue en lacets charmans, vers la Ferté-sous-Jouarre, le ruban miroitant de la Marne... La ville a relativement peu souffert : quelques maisons trouées d'obus, quelques toits défoncés. Le charmant château, où coucha Louis XVI au retour de Varennes, est dévasté, détruit. Il nous faut faire, pour atteindre l'Ourcq, un détour de vingt kilomètres; les ponts sont coupés. Ces délicieuses petites vallées, ces chemins de bois, tout ce paysage de France redevenu si calme et où ils ont traîné leurs lourdes bottes, leurs canons, leurs convois, nous semblent plus chers encore. On songe au mot de Flaubert, à ces lieux si beaux qu'on voudrait les serrer sur son cœur.

*
* *

Voilà l'Ourcq et le canal, et les petits ponts qu'ils ont essayé de faire sauter. Et voilà Lizy. Nous stationnons sur une place, devant une boutique à devanture rouge : Gombault, épicier; volets clos. Un voisin, mécanicien, chez qui l'on a pillé les bicyclettes et cassé les vitres, nous invite : « Entrez, ça vaut la peine! »

Il nous conduit par un couloir d'arrière... L'humble débit est un amas de choses innommables; denrées éventrées, bouteilles brisées, paquets en lambeaux, tiroirs vidés pêle-mêle... Dans la chambre du haut, même saccage; des armoires forcées et des commodes ouvertes dégorge le fouillis des nippes arrachées, piétinées. Les meubles sont en morceaux, les cadres disloqués, et partout l'odeur ignoble, le relent excrémentiel. La voisine nous montre des lambeaux d'une robe de soie rose, exprès choisie. On a eu beau ouvrir les fenêtres, depuis... c'est à

vomir. Partout nous retrouverons cette marque : détruire et puis souiller, pour le plaisir... Cette dégradante manie les peint. Déjà, en 70, c'était leur signature...

Nous gagnons les plateaux de la bataille. Après les sombres jours de la retraite, c'est de ce point, jusqu'à la lointaine frontière des Vosges, que se sont levées, pour la reprise de l'offensive, toutes les armées de Joffre. Glorieuses journées du 5 au 10 septembre, déjà baptisées : Victoire de la Marne ! L'Histoire saluera, d'une admiration étonnée, cette lutte gigantesque, quand elle la connaîtra mieux. Ici s'opéra l'un des plus prodigieux renversemens de la destinée. La France, qui roulait au gouffre, s'est ressaisie. Elle se cramponne au sol, y reprend force, comme Antée. La nation, du premier de ses généraux au dernier de ses soldats, fait front. Et l'innombrable légion barbare qui déjà, croyant tenir Paris, escomptait la facile défaite de nos armées, à son tour chancelle. Frappée au centre, pressée aux ailes, elle recule, elle fuit.

Une grande route bordée d'arbres longe les vastes terrains où déjà se voient les tranchées, et les tombes. La terre remuée là, ces épaulemens, ces trous où leurs tirailleurs étaient blottis, toute cette défense sent l'improvisé, pioches et pelles fiévreuses. Ils ne s'attendaient pas à voir surgir, si prompte et si hardie, cette armée de Paris, qui fonce, menace, de flanc. Le sol maintenant est nettoyé. Ensevelisseurs et brancardiers ont fait la toilette. Les blessés qui, sur place, longuement moururent, les morts aux figures noires que, plusieurs jours après, on vit encore, par tas, joncher les champs de leurs cadavres gonflés, toute cette épouvante a disparu. Plus rien que la terre brune, le chaume à perte de vue. L'immense écume de la bataille, le pêle-mêle des débris : caissons épars, fusils en monceaux, cartouches allemandes jetées par centaines de chargeurs, casquettes, sacs, on l'a soigneusement ramassé. Pourtant voici, oublié en arrière de cette crête, un de ces étroits hauts paniers à trois compartimens qui semblent faits pour les longs cols des bouteilles de vin du Rhin, et qui a contenu leurs obus jaunes et bleus. Une batterie a tiré d'ici...

Les talus de la route sont couverts de branches fracassées. Les fils télégraphiques emmêlent leurs guirlandes coupées. De

loin en loin, un peuplier fauché net. D'autres portent de profondes blessures rousses, fibres arrachées, sang séché de la sève. Il est quatre heures et demie. On s'arrête pour interroger des paysans, qui travaillent, dos courbés, dans un champ. Soudain on entend le canon. Cela vient de loin, — une trentaine de kilomètres, — du côté de l'Aisne. Roulement de tonnerre sur lequel se détachent des détonations sourdes... « Ça n'arrête pas ! » dit tranquillement le vieux et il appelle sa femme, en train d'arracher des pommes de terre. La vieille, toute torte et ridée, avec sa bouche finaude, conte la bataille, comment les Allemands sont arrivés, se sont fait faire du café toute la nuit. Leurs officiers parlaient français, connaissaient le pays... Elle remémore tout cela sans émotion visible, comme une chose naturelle, avec cette philosophie paysanne qui est une foi, et où l'on sent la patience, la résistance triomphante de la race.

Le soir vient. Nous gagnons Vareddes. Un pont de planches jette sa réparation de fortune sur un ruisseau bordé de saules. Quelques façades éventrées, des murs criblés de balles. Ici, une quincaillerie montre, à l'air, son pauvre étalage d'articles de ménage. Les vitres sont en miettes. Plus de porte, ni de fenêtres. Les balcons pendent... Là, sur un vantail, cet avis à la craie : « Les pillards seront fusillés sur place. » Arrêt à l'école. L'institutrice est rentrée de la veille. On savonne à grande eau les parquets bruns de sang, les murs, les meubles... Il y a eu du sang partout ! On avait empilé les blessés dans la classe, dans les petites chambres. Matelas et canapé sont couverts de larges plaques raides. Dans le jardinet où ne reste plus qu'une allée, avec quelques rosiers contre le bâtiment, une grande fosse ronde occupe tout le centre. Quarante-cinq Allemands y sont enterrés. Sur la terre frais retournée, flambe un grand feu bas, alimenté de choses informes. Un paysan retourne le brasier ; ce sont les vêtemens des morts qu'on fait brûler depuis le matin. Dans un coin, contre le mur, trois Français ont été couchés à part.

J'ai cueilli, en m'en allant, la seule rose du jardin : une chétive petite rose sanglante, presque noire, la dernière de l'année... Et j'ai songé au vers d'Agrippa d'Aubigné :

Une rose d'automne est plus qu'une autre exquise...

J'ai mis la fleur funèbre dans une enveloppe ; elle y séchera pieusement.

Passé ensuite à Barcy, pauvre petit village vide, aux trois quarts démoli... Barcy, Vareddes, Saint-Soupplets, Étrépilly, lieux hier obscurs, désormais lettres étincelantes du nom de gloire! Dans ces maisons, ces ruelles, ces fermes ravagées et noircies, on s'est battu avec acharnement. L'église de Barcy, sur l'humble place, est en ruines. Point de mire des obus, le clocher est à jour, et les cloches à nu. Le toit est crevé. Contre un hangar, à vingt mètres, git le cadran de l'horloge. Plus d'aiguilles. Qu'importe ! il marque une heure impérissable...

Nous repartons. Au ciel bleu a succédé un ciel balayé de nuées. L'ombre s'épaissit vite, insidieuse, sur la morne étendue des sillons, la vapeur des creux. Et de nouveau, éparses, puis bientôt serrées en rangs funèbres, par tous les grands vallonnemens du plateau, voilà les tombes... Leurs longues files s'alignent, bombant le chaume ras, les champs déserts. Des sections de képis, au bout de bâtons, surmontent ces fosses anonymes. Quantité d'autres, bordant le chemin, s'égrènent, petits tas ronds de terre jaune... Je songe aux mères, aux femmes, aux sœurs... Beaucoup ne savent pas encore. Au loin pèse un immense horizon gris, aux lourds nuages... Minute poignante. Nous nous découvrons pour un salut muet, et nous quittons, la gorge serrée, le cœur gros, ce cimetière solennel et sinistre...

Et je me rappelle, chemin faisant, cet admirable ordre du jour du commandant en chef à l'armée de Paris, où le général Joffre, en immortalisant les vivans, ressuscite les morts, dans la pérennité de l'héroïsme. Page encore inédite et que je suis heureux de pouvoir publier. Elle resplendira désormais, comme une couronne toujours fraîche, sur ces sillons funèbres.

ORDRE GÉNÉRAL N° 5

AUX TROUPES DE LA SIXIÈME ARMÉE

« La sixième armée vient de soutenir pendant cinq jours entiers, sans interruption ni accalmie, la lutte contre un adversaire nombreux et dont le succès avait jusqu'à présent exalté le moral. La lutte a été dure; les pertes par le feu, les fatigues

dues à la privation de sommeil et parfois de nourriture ont dépassé tout ce que l'on pouvait imaginer; vous avez tout supporté avec une vaillance, une fermeté et une endurance que les mots sont impuissans à glorifier comme elles le méritent.

Camarades, le Général en chef vous a demandé, au nom de la Patrie, de faire plus que votre devoir : vous avez répondu au delà même de ce qui paraissait possible. Grâce à vous, la victoire est venue couronner nos drapeaux. Maintenant que vous en connaissez les glorieuses satisfactions, vous ne la laisserez plus échapper.

Quant à moi, si j'ai fait quelque bien, j'en ai été recompensé par le plus grand honneur qui m'ait été décerné dans une longue carrière, celui de commander des hommes tels que vous.

C'est avec une vive émotion que je vous remercie de ce que vous avez fait, car je vous dois ce vers quoi étaient tendus, depuis quarante-quatre ans, tous mes efforts et toutes mes énergies, la revanche de 1870.

Merci à vous et honneur à tous les combattans de la sixième armée. »

Claye (Seine-et-Marne), 10 septembre 1914.

Signé : JOFFRE.

Contresigné : MAUNOURY.

De quel commentaire affaiblir ce trait de feu?... La nuit est venue, on rattrape l'Ourcq, la voiture roule silencieusement, vite, par la Ferté-Milon, vers X... Dans la forêt très sombre, on dépasse de longues files d'Anglais et d'Écossais, cyclistes, cavaliers. A un carrefour, un officier, coiffé de la casquette plate, nous arrête, vérifie le sauf-conduit.

A mesure qu'on approche de la petite ville, la route se couvre de postes et d'arrière-gardes; sur les bas-côtés, des feux de cuisines et de popotes éclairent des groupes de soldats au bivouac, des files de chevaux à la corde, des voitures en parcs Les trottoirs regorgent de troupes cantonnées, c'est une fourmilière. Hôtels combles, tous les logemens réquisitionnés. Atmosphère de sécurité, d'entrain. Ce quartier général d'armée, on y respire vraiment la victoire. Sur la chaussée de la grande rue, que gardent gendarmes et fantassins, défilent, depuis le

matin, des troupes anglaises. Elles donnent une étonnante impression de calme, de jeunesse et de force. Il est onze heures du soir, le flot coule toujours. On regarde se succéder sans arrêt, dans un clair de lune fantastique, ces alertes théories de chevaux et d'hommes. Cavaliers, fantassins, artilleurs en vêtemens kaki, les caissons et les pièces, les charrois d'autos. Un fleuve qui déferle et clapote, inlassablement... Les trompes meuglent, les moteurs ronflent. Toute la nuit, le pas scandé, les fers des chevaux, le tumultueux chaos des camions retentissent sur le pavé... L'aube se lève que le fleuve humain coule encore... Salut à ces frères qui s'en vont, allégrement, vers leur destin!...

Le lendemain, à dix heures, en route vers Soissons. On emporte un panier de provisions pour le déjeuner et deux mousquetons chargés, en vue des mauvaises rencontres possibles. Route charmante par le ravissant Valois, la forêt où çà et là des cadavres ballonnés de chevaux se décomposent, dans les taillis. Voici Longpont, avec son beau château, sa ruine gothique; la destruction du temps, fatale, ajoute aux pierres une beauté; l'imbécile ravage des hommes n'y apporte que de l'horreur... Toute cette région est pleine de campemens anglais. Les pittoresques villages ne voient-ils pas sans surprise ces imprévus soldats de France, grands enfans qui, près de leurs faisceaux, jouent au *football*, ou écoutent la prière du pasteur? Plus loin, de solides gaillards demi-nus, des highlanders, se lavent au bord des ruisseaux...

Nous sortons des lignes anglaises; nous arrivons à l'extrémité des lignes françaises. Le terrain, par d'heureux mouvemens, s'abaisse vers l'Aisne...

Rien ne signale qu'on est au front. Embusquées dans les replis, voilées par les haies, les lignes d'arbres, nos troupes sont invisibles.. Soissons est là, devant nous, dans sa ceinture verte. Par delà la rivière, sur la côte crayeuse et jaune, des fermes s'étagent... Nul bruit. Nous ne croirions jamais, si nous ne le savions, que l'ennemi fait face, tapi dans ces carrières dont à la lorgnette nous voyons l'entrée, dans ces tranchées dont on distingue la ligne terreuse. Pas plus que nous ne croirions que ces jolies routes, que nous venons de suivre, les Boches y précipitaient leur retraite, il y a trois semaines, semant derrière eux, avec leurs munitions, des milliers de bou-

teilles. Hélas ! le chapelet des tombes, à chaque pas, nous le rappelle.

Elles parsèment les prés, bossuent le sol, un peu partout. Sur certaines déjà l'herbe repousse, plus drue. Pauvres petits gas, qui étiez « de la classe, » et vous, et vous, et vous, Français de toutes les provinces, de tous les âges, de toutes les conditions, et qui par centaines dormez là où vous êtes tombés, on ne peut se résigner à l'idée que vous y allez pourrir, inconnus ! Ces corps que jamais on n'identifiera, et que toujours les parens pleureront, cette moisson d'hommes irréparablement fauchée en tant de coins de la terre française, cette immense perte éparse, — il faut se dire, — pour que ces fiers mots : la nécessité, la gloire nous consolent, — il faut se dire qu'une telle mort est de la survie. Elle a reconquis, pied à pied, le sol natal, elle libère, elle libérera la France ! Et pas seulement la France. Mais ces autres mots où bat le cœur des plus hautes idées, le droit, la justice, le progrès, tout ce qui vaut qu'après le père, l'enfant grandisse...

Soissons. Une ville déserte ; l'abandon et la ruine. Partout des maisons effondrées, toits crevés, façades trouées, fenêtres arrachées. Autour de l'hôtel du Lion Rouge, — où nous garons l'auto, — l'obus a particulièrement sévi. Il y a des murs pareils à des écumoires, des devantures de tôle zébrées, criblées, à l'emporte-pièce. D'énormes trous creusent la chaussée ; les trottoirs sont barrés de décombres. La caserne est à demi détruite ; à côté, cinq squelettes de maisons se suivent, noirs d'incendie. Le grand séminaire, la poste ont servi de cibles. La belle chapelle latérale de la cathédrale est atteinte. Quant à la délicieuse église de Saint-Jean-des-Vignes, — ruine qui déjà avait connu le ravage de 1870, — elle a perdu la pointe d'une de ses flèches, l'autre est dentelée de shrapnells...

On se demande pourquoi cette furie barbare. Soissons est ville ouverte. Sa caserne était vide. Nulle défense française n'a motivé le bombardement qui, chaque jour, et trois fois par jour, durant deux semaines, s'est acharné. De six à huit, de midi à deux heures, de cinq à sept. Joie d'outrager une des plus antiques cités de la Gaule ? Ou peut-être passaient-ils ainsi leur rage d'avoir reculé, fui ?... Nous pèlerinons à travers les rues

muettes. De grandes flèches, indicatrices de la retraite, sont peintes à tous les tournans : *Brück in Soissons* (Pont de Soissons). De loin en loin, quelques faces hagardes de vieilles femmes, guettant derrière des volets entr'ouverts, et, sur le seuil d'une ou deux portes, de pauvres, jaunes figures d'habitans, sortant des sous-sols. Ils y vivaient depuis le 15 septembre. Le bombardement a cessé d'avant-hier.

On se met à table, autour des provisions déballées. L'hôtel ne peut rien fournir, qu'un peu de purée de pommes de terre, du café, — et la seule bouteille d'eau minérale qui lui reste. Le vin, on n'en parle plus ! Toutes les caves sont à sec. Quand les Allemands arrivèrent, ils étaient admirablement renseignés : « Il y a ici N... qui est marchand de vins en gros. Conduisez-moi chez lui. » Et de râfler tout... Mais, brusquement, nous sursautons. On se regarde. Coup sur coup, des détonations, très proches, et le sifflement si caractéristique de nos obus (l'air déchiré comme de la soie), puis le bruit lointain, atténué, de l'éclatement... Est-ce le bombardement qui recommence? On va aux renseignemens. C'est une batterie de 155 court, deux groupes de trois pièces arrivées la veille et mises en place pendant la nuit. Elles ouvrent le feu sur les tranchées allemandes, de l'autre côté de la vallée. On part à la recherche de la batterie. Un officier payeur nous mène au premier groupe défilé à l'entrée de la ville ; il avait cessé de tirer ; on va au second, dissimulé non loin, sous un boqueteau de peupliers. Et nous assistons à cette chose étonnante :

A vingt mètres de nous, dans leurs abris, les canons accroupis pareils à de grosses bêtes noires à l'arrêt. Les artilleurs derrière vont et viennent, comme à la manœuvre. Ils portent sur l'épaule les longs et lourds obus chargés de mélinite. Le lieutenant qui commande est assis sur un banc, déjeune, tout en donnant avec tranquillité ses ordres. Il découpe à petit morceaux son beefsteack figé, son pain bis. Le secrétaire est dans le trou du téléphone, où les indications sont transmises par l'officier observateur. Celui-ci est posté à cinq kilomètres, de l'autre côté de la vallée, là-bas sur cette crête boisée. Cinq cents mètres seulement la séparent de la crête adverse, où s'étend, dans le champ des jumelles, la ligne des tranchées allemandes.

Le tir a pour but de préparer l'attaque de quatre régimens d'infanterie, qui attendent massés, sous le couvert du bois. Il

faut, au préalable, que nos obus écrasent les tranchées ennemies, détruisent le lacet des fils de fer qui hérissent la pente. Les salves partent sans discontinuer, sauf les intervalles nécessaires au repère du tir. Aux commandemens des sous-officiers chefs de pièce, les coups tonnent. On voit les gros canons se dresser, cracher leurs jets de flamme, retomber à l'affut : on dirait, vraiment, des monstres irrités... L'obus file, on suit sa chantante trajectoire : on guette, au point visé, l'éclatement. Une énorme colonne de terre et de fumée le signale. A notre gauche, neuf batteries de 75 se mettent de la partie, et, à notre droite, le canon anglais. Le terrain commence à être suffisamment arrosé, l'heure fixée pour l'assaut, trois heures et demie, va sonner. A ce moment, un Taube est signalé. Les artilleurs se dissimulent dans leurs abris. On nous fait cacher contre les arbres. Il paraît que, d'en haut, la batterie et nous-mêmes sommes invisibles. On aperçoit le vilain oiseau, le moteur ronfle, se rapproche... Fausse alerte. — « C'est un Voisin, » assure le capitaine, et chacun reprend sa place dans une sécurité complète... Mais voilà les mitrailleuses qui là-haut crépitent, l'assaut français s'ébranle. C'est malheureusement l'heure où il faut partir. Nous apprendrons demain, par le Communiqué, que l'opération a réussi : « Nous avons progressé dans la région de Soissons, où des tranchées ennemies ont été prises... »

On est à X... vers cinq heures; les Anglais y défilent encore. En route pour Senlis, à travers les chemins sillonnés par l'armée alliée. On croise dans les champs un parc d'aéroplanes, des cavaliers au trot, qui ont fière allure... La nuit vient, on roule en silence.

*
* *

Senlis!...

C'est une chose inoubliable.

A la lueur éclatante du phare de l'auto, les ruines surgissent.

La grande rue dans sa longueur, l'amorce des rues transversales ne sont qu'un gigantesque amas de décombres. Vrai spectacle d'apocalypse que ce couloir de murs écroulés et noircis, ces façades lézardées aux ouvertures béantes. Du toit au sol, tout s'est abattu sur les mobiliers fracassés. On ne voit rien que de mornes tas de pierres, des fers déchiquetés et tordus, çà et là une cheminée en fol équilibre... Senlis, ou Pompeï?... On con-

temple, stupéfait. On se croirait en présence d'on ne sait quel fléau surhumain, de quelque ravage sismique. Le cataclysme. Comment admettre que des mains d'hommes, de civilisés, ont méthodiquement commis un tel crime?

Il convient de fixer, dès maintenant, cette histoire.

Et d'abord rappelons ce qu'est, ou plutôt, ce qu'était Senlis, fleur du Valois.

Il est, sur notre douce terre de France, de ces sites entre tous choisis où le ciel, la nature, la main des hommes et le travail harmonieux du temps composent un ensemble sans second. Senlis était un de ces lieux d'élection. Plus que partout ailleurs l'âme charmante de l'Ile-de-France y est sensible. On a écrit de bien jolies pages sur Senlis; nulle n'égale la page de pierre, — cette pierre du pays « plus belle que celle de Saint-Leu, plus fine que celle d'Arcueil, » — que du XVe au XVIIIe les siècles avaient construite, ligne à ligne, avec les vieux hôtels aux noirs pans de lierre et ces églises aux flèches dentelées dont J.-M. de Heredia, après Gérard de Nerval, après Rousseau, écouta les cloches... Il résonnera encore, ce bruit « qui portait une douce mélancolie » aux âmes du philosophe d'Ermenonville et du rêveur de Mortefontaine. Mais sur quelle vision d'enfer!

Relisons, pour aviver nos regrets, les mots évocateurs de Jacques Boulenger. Avec ses arènes vénérables, ses murs ecclésiastiques, son clair ruisseau de la Nonette, Senlis détruit s'y perpétue, comme survit à l'étoile éteinte le rayon, et à la rose morte, le parfum... « La petite cité de bourgeois et de nobliaux continue de vivre sur le rythme d'autrefois, et tout y évoque un passé français : les honnêtes maisons qu'on y voit encore, en bonnes pierres bien taillées, ajustées de main d'ouvrier, comme la campagne mesurée qu'on découvre par delà les cyprès du cimetière, la couleur des murailles, le ciel fin, l'air léger, la grâce des filles... Il faut errer sous les arbres antiques des cours et par ces rues qui ont conservé leurs noms : la rue Rougemaille, la rue du Heaume, du Chat-Héret, du Puits-Saint-Sanctin, la rue aux Fromages ou celle aux Pigeons-Blancs. N'est-ce point au pied de ce mur, qui a gardé ses bornes et que festonne le lierre, que Des Grieux marchait en regrettant Manon? M. de La Guéritaude ne logea-t-il point dans ce riche hôtel, précédé d'un portail somptueux? Çà et là, dans un jardin, au coin d'une rue, dans une cave, le moyen âge, la Renaissance apparaissent :

voici l'Hôtel-Dieu de Gallande et sa haute salle, l'hôtel des Trois-Pots avec son enseigne sculptée, son ange, ses bornes, sa haute façade de briques à chaînes de pierre; voici le xve siècle : des gargouilles et des fenêtres à meneaux flamboyans; le xvie : des linteaux armoriés, des murs à pilastres, des médaillons. Au carrefour de la Licorne, qui, grâce à Dieu, ne s'appelle point place Jules-Ferry ou Gambetta, une vieille enseigne montre trois écolâtres discutant avec un singe qui tient un broc et leur tend un hanap; plus loin, le rempart domine toujours la Fosse aux Anes où les Ligueurs ouvrirent la brèche lors du siège de 1589; ailleurs encore, un rouge tronçon de la muraille romaine semble cacher sous le lierre le sang de ses blessures; et tout à coup, au détour d'une rue, entre deux maisons, le clocher de Notre-Dame jaillit et, comme une fleur née de la ville, embellit le ciel... Se pourrait-il qu'on n'aimât point Senlis? (1) »

Et se pourrait-il, maintenant que toute cette grâce est meurtrie, qu'on ne l'aimât davantage encore? Si la rue de la République, grande artère de Senlis, a perdu tout le sang vivace du passé, Notre-Dame — en dépit des obus qui l'assaillaient — est encore debout. L'herbe verdoie toujours, aux pavés de son étroit parvis. Rien n'a bougé, du lourd portail à plein cintre, ni du décor paisible qui l'encadre, et la vieille maison voisine érige, comme naguère, au-dessus de son mur, le pignon et la tourelle de jadis. Seules, — témoigne M. Robert de Flers, — « certaines parties furent endommagées : entre autres, dans le haut du clocher les arêtiers de la flèche, les crochets qui les décorent, les pinacles qui surmontent les angles de l'étage carré; les têtes en saillie au bas de ces pinacles, l'archivolte de la baie inférieure de l'étage des cloches, la balustrade au bas de la façade principale, et, sur cette balustrade, une statue qui, dans sa chute, brisa une gargouille. » Dommages facilement réparables. Si les canons allemands n'en causèrent point davantage, ce ne fut pas, assurément, par respect du précieux sanctuaire. Il n'en faut accuser que leur insuffisante portée. Autrement, ils visaient juste.

Mais contons l'aventure.

Le mercredi 2 septembre, la marche de l'aile droite alle-

(1) *Au pays de Gérard de Nerval*, par Jacques Boulenger.

mande (venant de la direction de Verberie) atteignait Senlis. La retraite franco-anglaise, une fois de plus, fit front. Couverte par des troupes britanniques, que soutenaient hussards et turcos, la ville respirait encore, durant la matinée. Mais, convergeant des villages environnans, les masses ennemies resserraient l'étreinte. A midi trois quarts, le bombardement commença. Le tir, repéré avec soin, écrasait la gare, tentait d'atteindre, avec les édifices publics, la cathédrale, touchait l'hôpital plein de blessés allemands et français. Une vive fusillade crépitait, plusieurs habitans, qui se trouvaient alors dans les rues, furent tués ou blessés par les éclats d'obus et les balles. Vers une heure, les premiers uhlans apparurent, par les routes de Crépy-en-Valois et de Nanteuil-le-Haudouin.

En bon ordre, les alliés se replièrent alors vers Chantilly, et évacuèrent la ville, non sans avoir détruit les magasins à approvisionnemens. Une heure plus tard, par les rues de la République, du Faubourg-Saint-Jacques, et Vieille-de-Paris, les Allemands faisaient leur entrée. En avant de leurs hussards pédalaient leurs cyclistes, et, parmi eux, les guidant, ceux qui déjà connaissaient, — pour y avoir vécu, trafiqué, — la région et la ville. En tête, notamment, le chauffeur d'un propriétaire allemand dont le commerce fut, bien entendu, immunisé. Ainsi put-on plus tard lire, écrites à la craie sur les portes, des recommandations de ce genre : Maison à épargner (*Haus zu schonen*)... Prière de ne rien prendre, braves gens (*Bitte schœn, gute leute, nicht nehmen*)... De la mention : *mauvaise gens*, d'autres désignaient en revanche, au pillage et à l'incendie, des demeures de gros commerçans, d'Alsaciens, et celles des officiers de la garnison.

Cependant, un major et plusieurs officiers se rendaient droit à la mairie, en automobile. Ils n'y trouvèrent que le maire, M. Odent. Le sous-préfet, M. Douarche, étant mobilisé, son intérimaire avait cru devoir donner la veille, aux différens chefs administratifs, l'ordre (ou le conseil) d'abandonner leurs services. Et d'autre part, la plus grande partie des habitans, et notamment les classes aisées, n'avaient pas attendu, pour déserter en masse leurs demeures, que les Allemands fussent à proximité. M. Odent, « écrasé par la douleur, » était donc seul. Plus de conseil municipal; aucune mesure n'avait été prise, aucun avis donné, nulle affiche... Les vainqueurs s'enquièrent :

garantie peut-elle leur être donnée que les Senlisois ne s'opposeront en rien à l'occupation?

« — Vous nous en répondez sur l'existence?

« — Monsieur, répondit d'une voix très faible M. Odent, ma ville est une ville pacifique. On ne s'y livrera à aucune violence et vous pouvez être sûr... (1). »

Des coups de fusil, partis des bas faubourgs, coupèrent la phrase. C'était l'adieu de nos turcos, battant en retraite, à l'arrière-garde. Rouge de fureur, le major fait saisir le maire. Premier otage. Son compte est bon! Et dans la rue, au hasard, ou bien entrant dans les maisons, les soldats allemands saisissent qui se montre ou qui passe. Il est trois heures.

Un entrepreneur de pavage, Alexandre Boullet, est ramassé rue de la République, avec cinq autres. On les pousse en avant, au milieu de la chaussée, contre les balles françaises que les Allemands évitent, en se blottissant contre les murs. Dans le débit de boissons tenu par le sieur Mégret, rue de la République, une dizaine de fantassins font irruption, tapagent. Mégret, caché dans un réduit de sa courette, se montre : « Prenez! Prenez! » dit-il. Lorsque sa femme, au bout d'un quart d'heure, se décide, met le pied dans le vestibule, elle voit son mari abattu sur l'escalier, la tête en bas. Deux balles ont, après le corps, troué le mur. Le débit est vide, vide aussi l'écurie. On a emmené cheval, harnais et voiture. Rue de Paris, chez l'hôtelier Simon, un officier et quelques soldats exigent à boire, râflent épicerie et tabacs, brisent les bocaux. D'autres leur succèdent, sifflent tout ce qui reste de liquides et, mécontens, entraînent patron et garçon. Simon proteste, les bras levés. Il n'a pas « le temps de prononcer deux paroles, » tombe, tiré à bout portant. Le garçon, Wagner, témoin du meurtre, est conduit jusqu'à l'hôpital où attendent déjà quelques autres prisonniers civils. Chemin faisant, il sert de bouclier, contre les tirailleurs dont les derniers coups de feu claquent...

En face de la rue de l'Épée, voici quatre badauds qui s'en revenaient de contempler l'incendie du parc à fourrages. Ils aperçoivent les uniformes gris, se sauvent à toutes jambes. Les balles en tuent deux, blessent le troisième. Le survivant, Vilcocq, est pourchassé jusque dans un grenier où il peut se

(1) *Figaro* du 28 octobre : *Le Louvain Français.*

blottir. Le soir, sa cachette flambant, il en sort, on le cueille. Prisonnier. En route, avec d'autres malheureux, vers Chamant...

Déjà quelques maisons brûlent. Entr'ouvrant les portes, en fracassant d'autres, brisant les vitres, les exécuteurs ont jeté, au passage, des bombes et des fusées, « par poignées de petites boules ou rubans, » — sans doute leurs longs sachets emplis de poudres, ou encore de ces pastilles noires et carrées, véritables comprimés d'incendies. Quelques instans après, le feu éclate. Émile Budin, jardinier fleuriste, a (d'une terrasse, 14, rue Bellon), vu pratiquer l'opération, « dans des maisons de commerce ou d'habitation. » Cependant, trouée par les sinistres lueurs, la nuit est venue. Les otages, — au nombre de vingt-six, — après de mortelles attentes, menacés d'exécution sommaire, ont été dirigés par groupes d'abord au Poteau, sur la route de Compiègne, puis à Chamant. Leurs gardiens les bourraient à coups de crosse, à coups de pied, à coups de poing. « Ils agissaient ainsi, — a déposé le témoin Boullet, — pour le plaisir de se distraire. »

En quatre tas, — un de treize personnes, un de sept où était le maire, un de six, — on les parque. A une certaine distance, pour qu'ils ne se puissent voir. Le groupe des six fut passé par les armes. Le groupe des sept assista, muet d'horreur, au tragique débat de son sort. D'abord ordre de se coucher à terre. C'était dans un champ, au lieu dit « les Glands... » — « Gardons le maire comme otage, et fusillons le reste ! » Mais un officier supérieur intervient : « Fusillez le maire, et gardez les autres. » On fait lever, avancer M. Odent. Deux bourreaux lui appuient les canons de leurs fusils au corps, font feu. Il s'effondra sur le côté droit, sans un cri. Puis ce fut le coup de grâce. « Je crois cependant qu'il n'était pas mort, relate le témoin Boullet, et que les soldats allemands l'achevèrent avec une hache. » Toujours est-il que les rescapés tremblèrent jusqu'au matin, à une dizaine de mètres du cadavre étendu... On les relâcha le lendemain, après les avoir traînés deux ou trois kilomètres, à la suite d'une colonne. Le groupe des treize, livrés à l'humeur des occupans qui se succédaient, eurent également, après d'anxieuses alternatives, la vie sauve grâce à l'un d'eux, M. Mader, qui parlait allemand. Il dut, en gage, servir d'interprète et faire l'essai constant des nourritures. La crainte du poison hantait les cervelles grossières.

A Senlis, cependant, on s'était installé. Le vaste pillage, aussitôt, de commencer. (Proportion : soixante-quinze des maisons sur cent.) Beaucoup flambaient comme de grandes torches. On fracturait les coffres-forts, on forçait les meubles. Ville conquise. Un paralytique (septuagénaire) qui gémissait, on le traîna dehors, et à coups de botte on lui brisa les jambes... Demeures abandonnées, certains hôtels largement ouverts, ils firent ripaille. Les caves se vidèrent. A l'hôtel du Nord, coupable, au temps de la garnison, d'avoir hébergé les officiers de hussards français, les officiers de hussards allemands saccagent. Leur bel espionnage les avait, préalablement, renseignés... « Vous aviez le mess, ici ! » ricanèrent-ils, en arrivant. Champagne, vins fins et liqueurs, — tout ce qu'en contenait l'hôtel, — leur est monté au premier étage. Ils y tiennent quartier, dansent lourdement, au son d'un gramophone. Ils ne dessaouleront pas de quatre jours, ivres morts au point qu'un des leurs, lorsqu'ils évacueront, sera oublié dans le bâtiment en flammes. Les zouaves l'y égorgèrent, vautré.

C'est le 5, après-midi, — la veille de leur définitif départ, — que le crime monstrueux fut accompli. Crime prémédité. L'archiprêtre de Senlis a certifié qu'un colonel, chez lui logé, lui tint ce propos : « Demain vous n'aurez plus de ville. Elle sera brûlée, détruite. Nous allons faire de Senlis un nouveau Louvain. Ce sera notre Louvain français... ».

Il faut, à tout crime, un mobile. Quel fut le prétexte de celui-ci ? Les coups tirés par les habitans. Or, nous avons vu que seuls les belligérans français firent feu. C'était plus que leur droit : leur devoir... « Pour expliquer leurs cruautés et leurs violations de droit, les Allemands ont répandu le bruit que les civils auraient tiré sur eux à leur arrivée dans la ville de Senlis. Des personnes de cette ville accordent même une certaine créance à ces dires. Je les ai interrogées, et il leur a été tout à fait impossible de fournir même des suppositions de preuves. » Tels sont les termes, formels, de l'enquête officielle faite par un commissaire spécial. Alors? Reste, sans doute, la vraie raison : Senlis désertée par Senlis, cela, et la rage de renoncer à la descente sur Paris, le sadique besoin de se venger sur d'inoffensives pierres, qui incarnaient un pur visage de France.

Dès le 5, l'infernale besogne recommença. Les préposés au crime vont de maison en maison, et, dans les édifices publics

(Palais de Justice, casernes) de chambre en chambre. Des bidons de pétrole suspendus au col par des bretelles, ils aspergent, au moyen de petites pompes foulantes, les murs, les tentures, les meubles. L'essence gicle à pleins robinets. Puis vient le boute-feu. Et d'une extrémité à l'autre de la rue de la République, sur des centaines de mètres, de nouveau l'incendie court, ne respectant que quelques îlots protégés. Les tourbillons de flammes s'élèvent, secouent dans le soir magnifique, puis dans la nuit sereine, leur dansante furie. De grands panaches de fumée, où pétillent des bouquets d'étincelles, se tordent et s'étalent, en voile opaque. Une pluie noire s'envole, au loin retombe. L'âcre odeur serre à la gorge, les yeux pleurent. Interdiction à quiconque d'approcher. Senlis voit, sans rien pouvoir en sauver, consumer sa forme vivante. Ceux qui furent témoins de ce spectacle en conservèrent longtemps, à leurs visages contractés, un douloureux reflet. Le propriétaire de l'hôtel du Nord demeure frappé de démence. Le brasier fut si formidable, et si terrible l'impression de fléau que les bêtes même s'effarèrent. Des chiens devenus fous s'enfuyaient par bandes, vers la forêt d'Hallate. On dut charger spécialement, ensuite, un homme d'abattre les animaux enragés.

Voilà, d'après des documens certains, le récit du forfait de Senlis. Deuil irréparable. Et non point seulement deuil matériel. De fond en comble, sans doute quantité de maisons sont détruites, et l'on évalue à plusieurs millions le dégât. Mais comment chiffrer la perte morale? Sous ces masses informes de moellons sont enterrées plus que des fortunes, — tout le trésor évanoui des souvenirs. Des vies entières avec leurs traditions de familles, et qui par générations s'étaient succédé là, les voici mortes, pour toujours. Passé, présent, avenir, il n'y a plus rien. Et sans doute Senlis se relèvera de sa ruine. Plus d'un, selon un mot touchant que j'ai entendu, reconstruira sur l'emplacement cher « une petite boîte. » Hélas! on aura beau se remettre à l'œuvre, réédifier avec courage. Ce ne sera plus la Senlis d'hier, — et d'autrefois.

***

L'auto roule. Des champs, des bois, la nuit... Ces deux jours, ce kaléiodoscope d'heures... Il semble qu'on soit parti depuis un

siècle! Voici Enghien et son lac de pierreries sous la lune. Voici Gennevilliers, Courbevoie... Là, à notre gauche, tout près, nous devinons, dans l'obscurité tiède, l'énorme sommeil, le souffle puissant de Paris. Paris, grand et noble Paris de la guerre! Il n'a plus, au-dessus de lui, l'habituel resplendissement, la géante lumière rousse qui désignait son mondial foyer, cet éclat qui attirait, il y a quelques semaines, l'invasion barbare, la ruée des armées, de l'illusion allemandes...

L'auto roule. Voici Ville-d'Avray. Un tour au bord de l'étang, si calme dans sa brumeuse clarté bleue que l'impression de rêve, de cauchemar s'accentue... Le champ de bataille de l'Ourcq, Soissons bombardée, la ruine de Senlis, est-ce que tout cela est possible?... Et ce n'est qu'un infime coin de l'immense horreur! Partout ailleurs j'ai vu, dans la Champagne où se déroulèrent les combats géans, dans l'Argonne, en Lorraine, d'autres lieux plus désolés encore. Rians villages, douces petites villes provinciales qui n'êtes plus que des décombres, et dont le nom seul survit! Et vous, Arras, Reims, grandes cités où avec la richesse du présent la rage teutonne s'est acharnée à détruire jusqu'à la forme auguste du passé! Et cette monstruosité dont parfois la pensée essaye de s'évader, et qui vous ressaisit aussitôt, comme un carcan : la terre de France couverte de tombes, les hôpitaux de la mutilation et de la mort, les foyers en misère et en deuil!... Alors on ne sait plus. Je regarde avec étonnement cette nuit silencieuse, les bois profonds, l'eau magique, et j'ai beau être certain de la victoire, certain aussi de la grandeur et de la nécessité du destin qui se joue, je ne me sens pas très fier de l'exemple que l'humanité donne, devant la leçon de la nature.

VICTOR MARGUERITTE.

LA TUNISIE DEPUIS LA GUERRE

Le loyalisme dont ont fait preuve, dès le début de la guerre, les empires coloniaux de la Grande-Bretagne et de la République française aura été l'un des traits les plus caractéristiques et les plus réconfortans de la période tragique que nous traversons. On sait avec quel empressement ardent et enthousiaste celui du Royaume-Uni répondit à l'appel de la métropole. Au Canada, à Terre-Neuve, en Australie, dans l'Afrique du Sud, aux Indes, partout enfin où flotte le pavillon britannique, les populations affirmèrent superbement leur dévouement que l'empereur d'Allemagne avait eu le tort de croire factice et fragile, et, sous un souffle généreux et patriotique, se dissipèrent comme par enchantement les nuages qui, à un moment donné, avaient pu faire craindre un désaccord entre l'Angleterre et ses possessions d'outre-mer. Ce démenti solennel infligé aux prévisions orgueilleuses de Guillaume II, en des conditions singulièrement imprévues pour lui, constitue, avec ce qui s'est passé en Irlande, l'événement le plus considérable de l'histoire de la Grande-Bretagne dans les temps contemporains.

Le spectacle qu'a donné au monde, dans les mêmes circonstances, l'empire colonial français n'a pas été moins digne d'admiration. Nous avons vu, là aussi, nos compatriotes et les indigènes communier dans l'amour de la France et, comme en France même, l'oubli des dissentimens et des griefs de la veille élevé à la hauteur d'un principe, d'une nécessité de salut national. En Tunisie, pays de protectorat, le seul dont je veuille parler ici, les témoignages de loyalisme ont été tout aussi éclatans que dans nos colonies. Il s'est manifesté avec autant d'éclat que d'unanimité et tout d'abord par l'ordre et le bon vouloir, la rapidité et l'entrain qui ont caractérisé la mobilisation.

Le devoir patriotique commandait aux Français mobilisables, commerçans, employés, colons établis en Tunisie, de donner le bon exemple aux indigènes. Ils l'ont donné en répondant, comme leurs frères de la métropole, à l'appel du pays en un élan de volonté que nous avons tous salué comme un prélude de victoire. Il en est qui ont sollicité ainsi qu'une faveur de marcher immédiatement au combat et ceux-là seuls ont paru mécontens, que les autorités militaires ont dû retenir dans le pays pour les nécessités de sa défense. J'en sais qui continuent à demander à être envoyés aux armées pour venger nos morts. Parmi ces soldats, figurent, comme en France, des prêtres, des religieux, tels que les Salésiens et les Pères Blancs de Carthage (1), préparés, on le sait, à une vie de périls, de privations et de sacrifices. Tel est donc l'exemple que les Français ont donné aux indigènes et qui d'ailleurs n'était pas nécessaire pour inciter ceux-ci à remplir leur devoir. Tous ceux qu'atteignait l'appel se sont présentés au jour voulu en proclamant hautement leur amour pour la France qu'hier encore le bey de Tunis, dans une allocution officielle, appelait « notre mère. » Au nombre d'environ 30000, ils ont été dirigés sur l'Algérie d'où on les a expédiés vers le champ de bataille avec les contingens algérien et marocain. A peine est-il besoin de rappeler que les tirailleurs et spahis se sont distingués par leur vaillance au feu, par leur fureur contre l'ennemi. Ils l'ont combattu et continuent à le combattre avec la fougue quasi sauvage qui les rend si redoutables quand ils sont déchaînés.

Il convenait de faire jouir ces incomparables combattans d'un traitement largement équitable, en ce qui touche leur solde et l'allocation à leur famille. C'était d'autant plus nécessaire que, par suite d'une sécheresse qui dure depuis des mois, la Tunisie subissait, notamment dans le Sud, une crise agricole désastreuse. Privés de toute récolte, les indigènes, en dépit des mesures prises par le gouvernement pour leur venir en aide, souffraient cruellement et eussent été réduits à la famine, si ces mesures n'avaient apporté un soulagement à leur misère. La mobilisation, en leur procurant d'importans avantages matériels, conjurait les maux dont ils étaient menacés. Une prime de

(1) Cinquante Pères Blancs, profès ou novices, sont sous les drapeaux et, au moment où j'écris, on vient d'apprendre que deux d'entre eux ont été tués à l'ennemi.

200 francs, accordée au mobilisé au moment où il est engagé au titre algérien, une solde journalière de 25 centimes, une allocation de 75 centimes à sa femme, qui s'augmente de 25, s'il est envoyé en France, et qui est alors payée par le gouvernement de la métropole, tel est le traitement que lui assurait la mobilisation à lui et aux siens. C'en était assez pour la rendre populaire, ne l'eût-elle pas été déjà grâce au prestige dont jouit le drapeau français parmi les indigènes et au sentiment qui les porte à considérer comme un honneur de servir sous ce drapeau. On peut donc dire qu'entre le gouvernement du Protectorat et les populations, il y eut satisfaction réciproque.

Il importe peu maintenant qu'elle ait paru un moment devoir être troublée par les retards involontaires qui se sont produits au début dans l'application des mesures qui viennent d'être exposées. Des mobilisés se plaignaient de ce que leur famille n'avait pas touché l'allocation promise. C'était vrai, et on a pu constater qu'en quelques cas, d'ailleurs assez rares, les promesses gouvernementales n'avaient pas été suivies d'effet dans les délais où elles auraient dû l'être. On a accusé d'abord la vénalité de certains caïds qui se seraient adjugé les allocations qu'ils étaient tenus de distribuer. Mais tout autre est la vérité, et les fonctionnaires indigènes méritent d'autant moins d'être accusés que ce n'est pas eux qui étaient chargés des distributions. Ce soin avait été confié aux agens des finances français, auprès desquels la femme arabe, empêchée par les mœurs et les usages d'entrer en relations directes avec eux, devait être représentée, en l'absence de son mari, par un mandataire désigné par lui. Or, le départ des premiers mobilisés avait été si rapide qu'ils n'eurent pas le temps pour la plupart de désigner ce mandataire, d'où un grand embarras pour nos agens des finances, qui durant quelques jours ignorèrent à qui les allocations étaient légitimement dues et ensuite par quelles mains ils pouvaient les faire parvenir aux ayans droit. On a dit aussi qu'en certain cas, le mandataire désigné par le mari, lequel est ordinairement un membre de sa famille, n'avait pas rempli loyalement le mandat qu'il avait reçu et n'avait versé à la femme qu'une partie de la somme qu'il devait lui remettre.

C'est là, on le reconnaîtra, de bien menus incidens auxquels il était aisé de remédier. Il y a été, en effet, mis fin en peu de temps. Si j'y fais allusion, c'est qu'ils donnèrent lieu, lorsque

le bruit s'en répandit, aux rumeurs les plus alarmantes, qui, du reste, ne me semblent pas avoir dépassé les limites de la Tunisie. Il y a, dans ce pays comme dans la métropole, des personnes trop disposées à voir tout en noir, à accueillir les bruits alarmans de préférence aux nouvelles rassurantes. Chez certaines de ces personnes, cette disposition au pessimisme est excusable. Elle résulte, quand elles ont un ou plusieurs membres de leurs familles sous les drapeaux, d'inquiétudes légitimes, et parfois aussi de leur douleur lorsque la mort a frappé l'un d'entre eux, douleur cruelle que peut ennoblir la gloire de son trépas, mais qu'elle ne saurait apaiser. Il faut avoir une âme cornélienne, — et rares sont ces âmes-là en dehors du champ de bataille, — pour garder une indomptable foi dans la victoire quand un être aimé court le risque de la payer de sa vie. Mais tous les propagateurs de fausses nouvelles n'ont pas cette excuse. C'est parmi ceux qui ne l'ont pas que les rumeurs auxquelles je fais allusion trouvèrent le plus rapidement créance et peut-être même prirent naissance.

Sans insister autrement sur leurs origines, je constate que l'espèce d'ébullition purement locale et toute de surface par laquelle s'était traduit le mécontentement des indigènes dont la famille n'avait pas encore reçu l'allocation promise fut interprétée comme le prélude d'une révolte générale des indigènes. Que dis-je, le prélude? La révolte elle-même fut annoncée comme un fait acquis; on en parlait entre soi, mystérieusement, comme aussi du massacre des colons prédit pour le jour du grand Baïram. On avait vu des aéroplanes suspects lancer sur le pays des banderoles de papier blanc; c'était là le signal du soulèvement; ce signal était donné par la Turquie. Est-il nécessaire d'ajouter qu'en tous ces récits, rien n'était vrai, que tout y était de pure invention, et qu'il n'en reste rien aujourd'hui, si ce n'est la preuve certaine de la sincérité du loyalisme des indigènes dont, au surplus, ceux qui sont sur le front rendent chaque jour héroïquement témoignage.

Néanmoins, les incidens isolés qui ont engendré tant d'invraisemblables prophéties mettent une fois de plus au premier rang des préoccupations du Protectorat la nécessité d'éviter tout ce qui pourrait ébranler la confiance des Tunisiens dans l'invincibilité finale de la France, dans son équité et dans sa constante sollicitude pour eux. Depuis longtemps, ils y sont accoutumés;

aujourd'hui plus que jamais, il importe de ne pas laisser s'affaiblir la reconnaissance qu'ils nous en gardent. D'autre part, il n'est pas moins indispensable de continuer à fortifier incessamment dans ces âmes impressionnables le prestige de notre puissance militaire par des manifestations propres à leur en démontrer le développement si glorieusement attesté par les brillans épisodes de la guerre actuelle. Des marches de troupes comme celles qui ont été faites en ces derniers temps, dans le Nord et dans le Sud de la Tunisie et qui ont montré aux populations nos superbes zouaves, et nos brillans chasseurs d'Afrique, nos canons et nos mitrailleuses, des promenades de prisonniers allemands à travers les villes et les villages, et enfin le retour de tirailleurs et de spahis ayant pris part à quelque grande victoire et pouvant en raconter les péripéties autour d'eux, voilà ce qui paraît devoir contribuer le plus efficacement à fortifier chez les indigènes leur confiance dans le gouvernement protecteur et, par voie de conséquence, le loyalisme dont ils viennent de nous donner une preuve éclatante, sans que jusqu'à ce jour, d'ailleurs, il y ait eu lieu d'en suspecter la sincérité.

J'ai entendu des gens prétendre le contraire en rappelant la tentative de soulèvement du mois de novembre 1911. A leur opinion, on peut opposer celle des hommes le mieux placés pour voir et savoir. Ceux-là sont restés convaincus que cette tentative, qui très probablement fut l'œuvre des influences exercées par l'espionnage allemand dont je parlerai tout à l'heure, a été un fait accidentel, isolé, auquel on ne vit prendre part aucune personnalité marquante de la société indigène.

A cette époque, les effectifs des forces métropolitaines en Tunisie étaient très diminués par le départ des troupes envoyées au Maroc et se trouvaient réduits à quelques centaines d'hommes. L'occasion parut propice à des agitateurs pour fomenter, en l'absence du Résident général, appelé à Paris, afin d'y traiter des questions intéressant le Protectorat, un mouvement dans la ville arabe. Réprimé en une journée, ce mouvement fut l'objet d'une enquête destinée à en faire découvrir les auteurs responsables.

Les soupçons s'étaient portés d'abord sur le parti « Jeune-Tunisien. » Comme le parti « Jeune-Égyptien » au Caire et le parti « Jeune-Turc » à Constantinople, le parti « Jeune-Tunisien, » quoique peu nombreux et constituant plutôt une coterie

qu'un parti proprement dit, pourrait, le cas échéant, exercer un certain ascendant sur la population, grâce au rang social de ses membres, qui sont, pour la plupart, riches, distingués et d'une haute culture intellectuelle. Mais l'enquête démontra que, sauf quatre ou cinq d'entre eux qui avaient agi isolément et furent aussitôt expulsés, ils étaient restés étrangers à la tentative de soulèvement. Leur attitude depuis les débuts de la guerre n'a pu que confirmer l'opinion qu'on s'était faite alors à cet égard. Quant à ce que j'appellerai l'aristocratie arabe, je veux dire les personnages qui, par leur passé, leur famille, leur fortune, les services que leurs ancêtres et eux-mêmes ont rendus au pays, se sont acquis le respect et la confiance de leurs compatriotes, la soupçonner eût été lui faire injure, car le mouvement dont on recherchait les origines lui avait justement fourni l'occasion d'affirmer son loyalisme en des circonstances dont, à la section tunisienne de la Croix Rouge, on n'a pas perdu le souvenir.

Le siège de la Croix-Rouge à Tunis est situé en plein cœur de la ville arabe; là fonctionnait déjà, sous l'autorité d'une infirmière-major envoyée de Paris et assistée de femmes dévouées, le dispensaire où, chaque jour, les indigènes pauvres viennent par centaines recevoir les soins que prescrivent, après examen, les chirurgiens et médecins attachés à la section. Dès les premiers incidens qui se produisirent, il parut au gouvernement du Protectorat comme aux autorités beylicales qu'étant donné le peu de troupes dont on disposait, il convenait de ne pas laisser au dispensaire les infirmières qui y étaient fixées à demeure; elles furent invitées à s'installer provisoirement dans la ville française. D'abord, elles opposèrent à cette invitation une résistance énergique. Indignées qu'on eût douté de leur courage, elles considéraient, en outre, comme un devoir de rester à leur poste; elles se flattaient de n'y courir aucun danger et d'y être protégées par la gratitude de la population à qui elles prodiguaient leurs soins. Leur conviction n'entraîna pas celle du gouvernement; l'invitation dont elles étaient l'objet devint un ordre qui leur fut signifié par le président de la section, et des landaus qu'il avait amenés les emportèrent dans un des principaux hôtels de la ville française, où d'ailleurs leur séjour fut de courte durée, car, peu de jours après, elles se réinstallaient au dispensaire et y reprenaient leurs fonctions. Mais, dans l'in-

tervalle, leur président avait reçu la visite de plusieurs indigènes notables, accourus pour lui exprimer leur surprise et lui reprocher courtoisement de n'avoir pas eu confiance en eux.

— Ces dames n'auraient couru aucun risque, puisque nous étions là, lui avaient-ils dit, et s'il en eût été autrement, elles auraient trouvé, dans nos harems, asile et protection.

Ce trait confirme ce qui a été dit plus haut du loyalisme des indigènes. On va voir d'ailleurs que, depuis la déclaration de guerre, ce n'est pas seulement par la mobilisation qu'il s'est manifesté. On en trouve une preuve non moins décisive dans la générosité avec laquelle ils ont répondu aux demandes de souscriptions qu'on leur avait adressées en faveur des institutions charitables dont, en Tunisie comme ailleurs, on est heureux de constater l'existence. Ces institutions sont actuellement au nombre de trois : *la Croix-Rouge* ou *Société de secours aux blessés militaires*, — l'*Union des Femmes de France*, — et l'*Œuvre tunisienne de secours aux soldats*. Celle-ci est de fondation toute récente, les deux autres existaient déjà; la guerre n'a fait que grandir leur rôle et multiplier leurs bienfaits.

En ce qui concerne la Croix-Rouge, il y a lieu de constater d'abord qu'encore que la mobilisation de la presque totalité des médecins attachés à la section tunisienne ait souvent gêné celle-ci dans son action de chaque jour, elle a pu garder ouvert son dispensaire de Tunis, et ceux qu'elle a créés à Bizerte et sur d'autres points de la Régence. C'était déjà singulièrement méritoire, si l'on tient compte des difficultés de toutes sortes qu'elle avait à résoudre par suite de l'état de guerre; mais elle a fait davantage. Tenue de fournir en cas de mobilisation quatre infirmeries de gares, elle était prête, en peu de jours, à faire face à cette obligation avec le personnel et le matériel au complet. L'une de ces infirmeries, celle de Bizerte, fut presque aussitôt réquisitionnée par l'autorité militaire pour être affectée, le cas échéant, aux blessés sur mer et transformée au besoin en hôpital auxiliaire. Cette transformation est prévue pour les trois autres. Bien que ces divers services exigent dès maintenant un assez grand nombre d'infirmières, on a pu, au moment de la mobilisation, en verser une quinzaine dans les formations hospitalières de France, et il en reste actuellement à Tunis une vingtaine à la disposition de l'autorité militaire. En attendant d'être employées par celle-ci, elles desservent les divers dispensaires de

la Croix-Rouge. S'il en fallait davantage, on les trouverait aisément, l'école de la rue Sidi-Ibrahim où on les forme n'ayant pas cessé de fonctionner et de recruter de nombreuses élèves. Depuis quelque temps, ils sont fréquentés par des musulmanes qu'on est parvenu à y attirer, et à qui on enseigne en théorie et en pratique les soins élémentaires à donner aux malades. L'empressement avec lequel elles se sont prêtées à cette tentative autorise les plus légitimes espérances, quant à la propagation de l'hygiène dans la population arabe.

Depuis la guerre, la section tunisienne de la Croix-Rouge a complété par la création d'ouvroirs son œuvre déjà si considérable. Dans ces ouvroirs, les dames de la société de Tunis viennent régulièrement travailler pour nos soldats; les nombreux envois d'objets de pansement et de lingerie faits à Paris et à Bordeaux, à destination de nos blessés, prouvent que, dans ces réunions, on ne perd pas son temps et qu'on y justifie par un admirable labeur ce titre de *Société de secours aux blessés militaires*, qui est comme l'estampille de la Croix-Rouge.

A côté d'elle, l'Union des Femmes de France se multiplie aussi avec un dévouement et un zèle inlassables. Prête comme son illustre aînée et comme elle le fait elle-même dans la métropole à prodiguer ses soins aux blessés qui pourraient être envoyés en Tunisie, elle a ouvert de son côté des ouvroirs où, sous les formes les plus variées et les plus ingénieuses, ses membres s'appliquent à soulager les maux de la guerre. Nous savions déjà par de mémorables exemples de quoi la femme est capable au cours des grandes crises nationales. Mais il faut bien reconnaître que jamais autant que de nos jours et surtout depuis que l'institution de la Croix-Rouge, créée par des hommes, l'a appelée à la seconder, elle n'avait mis une plus fougueuse ardeur à parcourir le champ immense ouvert à son activité. Dans le souvenir que l'Histoire gardera de son dévouement, dont elle associera les témoignages à ceux qui nous sont donnés chaque jour de l'héroïsme de nos soldats, l'Union des Femmes de France, due à l'initiative de l'une d'elles, occupera une belle place. Ce qu'elle fait en Tunisie, ce qu'y font ses émules ne sera pas le moins attachant chapitre de cette histoire, qui confondra dans le même sentiment de gratitude cette autre œuvre dite *Œuvre tunisienne de secours aux soldats*. qu'on a vue se greffer sur les deux autres au lendemain de la déclaration de

guerre, comme pour prouver à la mère patrie qu'à deux cents lieues de ses rivages, dans cette contrée africaine que protège son drapeau, les cœurs battent à l'unisson du sien en un élan de patriotisme que la distance qui les sépare ne saurait affaiblir.

L'honneur de cette fondation revient à Mme Alapetite, femme du Résident général. Sollicitée par de nombreuses femmes de réservistes qui, subitement privées des ressources procurées par le chef de famille, demandaient les moyens de subvenir elles-mêmes à leurs besoins et à ceux de leurs enfans, elle conçut l'idée d'ouvrir en faveur des blessés tunisiens une souscription dont les fonds ne quitteraient pas la Tunisie et permettraient de secourir par des dons en nature les soldats blessés et celles de leurs familles à qui ne pouvaient suffire les allocations accordées par le gouvernement. Grâce à l'initiative de la fondatrice et au concours très actif qu'elle trouva parmi les femmes des principaux fonctionnaires de la Régence, grâce aussi à l'exemple de libéralité donné par le Bey de Tunis et la Bey, qui s'inscrivirent des premiers parmi les donateurs, l'argent arriva de toutes parts. A l'appel qui leur était adressé, Européens, Musulmans, Israélites répondirent avec un empressement qui semblait contagieux. On avait donné pour la Croix-Rouge, on avait donné pour l'Union des Femmes de France: on donna plus encore pour l'Œuvre Tunisienne de secours aux soldats. Personne ne refusa son obole et, si l'offrande des indigènes pauvres fut forcément modeste, celle des Arabes riches fut largement abondante; les membres les plus qualifiés du parti « Jeune-Tunisien » se montrèrent particulièrement généreux. Ainsi, l'œuvre à peine fondée se trouvait en état de fonctionner, et même de voguer à pleines voiles.

Le défaut d'espace me condamne à résumer brièvement les résultats qu'elle a obtenus en quelques semaines. Elle a rendu aux ateliers de tissage de Djerba, de Kairouan et de Tunis une activité qui depuis longtemps leur faisait défaut, en leur commandant des tissus de laine et des couvertures particulièrement appréciés par les tirailleurs et spahis à qui elle les destinait. Elle a demandé des cotonnades à des sociétés commerciales tunisiennes de création récente dont le gouvernement du Protectorat avait favorisé la constitution afin de développer chez nos protégés l'esprit coopératif. Elle a inauguré en Tunisie l'Assistance par le travail en des ouvroirs où les femmes des réser-

vistes transforment les matières premières en effets nécessaires aux blessés, vareuses d'hôpital, gilets de flanelle, chemises, chaussettes, draps, cache-nez, et tirent de leur travail un prix rémunérateur. Enfin, elle a décidé d'admettre des Musulmanes, dont le mari est sous les drapeaux, à participer à cette tâche, et bien qu'on pût craindre que ces femmes, étant habituellement cloîtrées et non accoutumées au labeur en commun, ne répondissent pas à l'invitation, elles se sont présentées en assez grand nombre à l'atelier. Encouragées par l'accueil qui leur a été fait, elles mettent à apprendre la couture, la coupe, le tricotage, autant de zèle qu'en mettent à apprendre à soigner les malades celles qui suivent les cours de la Croix-Rouge. Dans ces faits minimes en apparence, ne peut-on voir le point de départ d'un programme d'éducation de la femme arabe?

Tel n'est pas cependant le but principal poursuivi aujourd'hui par l'Œuvre tunisienne des secours aux soldats, et si elle y parvient, comme on peut l'espérer, ce sera par surcroît. Quant à celui qu'elle se proposait, il suffit de lire, ainsi que je l'ai fait, le volumineux inventaire des objets fabriqués par ses soins et envoyés déjà à plus de vingt hôpitaux et ambulances de la métropole pour se convaincre qu'il a été atteint; ce qui n'est pas moins éloquent que ce chiffre qui grossit de jour en jour, c'est la preuve nouvelle du loyalisme des indigènes que donne la large part qu'ils ont prise aux souscriptions dont l'abondance a contribué au rapide développement de tant de bienfaits.

Ce loyalisme avait été cependant soumis à de rudes épreuves, par suite du système d'espionnage organisé par l'Allemagne depuis le jour où elle fit entrer dans ses plans la conquête de nos possessions africaines, et notamment de ce poste admirable de Bizerte dont les avantages suffiraient seuls à justifier notre établissement en Tunisie. Située en sentinelle avancée sur le canal de Sicile, d'où elle a vue sur les deux bassins de la Méditerranée par son lac qui peut abriter les plus fortes escadres, Bizerte était le complément nécessaire de Toulon, notre grande base maritime méditerranéenne. Aussi, a-t-on sans cesse poursuivi l'outillage de l'arsenal pour qu'il fût en état de recevoir et de réparer nos plus grands navires. De puissantes batteries, bien réparties sur les hauteurs qui constituent son front de mer, garantissent Bizerte contre les entreprises du large, tandis que les accès par terre sont fermés par des ouvrages qui utilisent

heureusement les divers points qui dominent les vallées environnantes.

Ces défenses étaient en état de jouer dès les premiers jours de la mobilisation par le seul concours de la marine et de l'artillerie, celle-ci, renforcée par les réservistes, ayant armé sur l'heure les forts et les postes de surveillance du littoral, celle-là prolongeant à l'aide de torpilleurs et de sous-marins le rayon d'investigation de la place. On sait que si ces grand'-gardes ne parvinrent pas à rejoindre le *Gœben* et le *Breslau*, c'est que la vitesse de ces deux croiseurs leur permit, aussitôt leurs méfaits accomplis, de s'enfuir avant qu'on eût pu les atteindre. Depuis, la décision des escadres ennemies de rentrer dans leurs ports, et d'y demeurer à l'abri des forts et des mines, n'a pas fourni à Bizerte l'occasion de donner toute sa mesure en tant que valeur défensive. En revanche, elle a pu remplir dans le calme son rôle principal de base de nos escadres qui, après avoir assuré la sécurité du passage des troupes africaines sur le continent, allaient opérer dans l'Adriatique pour faire le blocus des côtes d'Autriche et tenter de frapper au cœur cette puissance en s'emparant de Pola. Si l'on ajoute à ces détails que, par sa position avancée sur les routes commerciales du Levant à Gibraltar, Bizerte se trouve dans des conditions exceptionnelles pour exercer la police de la mer à l'encontre des cargo-boats suspects de ravitailler l'Allemagne par des interpositions plus ou moins habilement dissimulées, on appréciera mieux encore tous les services qu'a rendus et est appelé à rendre un poste si merveilleusement situé et organisé pour assurer aux alliés, dans les circonstances actuelles, la maîtrise de la Méditerranée.

Ces services, l'Allemagne les prévoyait depuis longtemps; elle en avait saisi l'importance et lorsque, dans son infatuation, elle ambitionna, pour réaliser ses rêves de domination sur toutes les mers, de s'approprier nos colonies d'Afrique, la possession de la Tunisie, qui devait lui assurer celle de Bizerte, entra dans ses projets et y prit la première place. Dès ce moment, les pays qu'elle convoitait devinrent l'objet des études de son état-major, et quand on sait ce qu'elle a fait ailleurs pour se renseigner à l'avance sur la topographie des pays qu'elle voulait conquérir, sur les mœurs, les opinions et les dispositions de leurs habitans et l'espionnage infernal auquel elle s'est livrée

en France, en Belgique, en Angleterre, en Russie, on ne saurait mettre en doute qu'en Tunisie, elle a usé des mêmes procédés et que, là comme ailleurs, elle a jalonné les chemins qu'elle jugeait les plus rapides et les plus pratiques pour arriver à son but. A Tunis, au début de la guerre, on arrêta une demi-douzaine d'Allemands établis depuis longtemps dans cette ville et notamment deux photographes associés pour l'exploitation de leur industrie. Leurs promenades professionnelles leur avaient rendu familier tout le pays tunisien jusque dans ses coins les plus reculés, ses villes, ses villages, ses sites, ses montagnes, ce qui, vu leur nationalité, autorisait à croire que leur métier apparent s'était doublé d'un autre moins honorable, qu'ils avaient travaillé pour l'état-major de Berlin et qu'en un mot, ils méritaient les soupçons dont ils étaient l'objet. Ils ont été internés dans une localité africaine et leurs familles invitées à quitter la Tunisie.

Pour justifier cette accusation d'espionnage, il suffit de rappeler l'invasion d'Allemands dont ce pays était tous les ans le théâtre au printemps et en automne. Favorisée par sa beauté naturelle, par le désir commun aux Français et aux indigènes d'en accroître la prospérité en y attirant de riches étrangers, encouragée surtout par notre courtoisie proverbiale et par notre excès de confiance, cette invasion était devenue périodique et, tantôt en bandes d'excursionnistes, tantôt en groupes de savans, d'artistes, d'amateurs d'antiquités, l'Allemagne versait en Tunisie de nombreux voyageurs. Le tourisme, les recherches documentaires sur l'histoire et l'archéologie, le désir de voir du pays, d'observer les mœurs arabes, étaient de bons prétextes pour donner à cette affluence un caractère inoffensif. Mais, maintenant que les coutumes germaniques ne sont plus un secret pour nous, comment admettre que, parmi ces touristes, n'opéraient pas des espions qui observaient tout, questionnaient surtout, prenaient note de tout et, s'ils se flattaient d'avoir gagné ici ou là, par leurs propos ou leurs libéralités, la confiance des indigènes, s'efforçaient de les détacher de la France?

J'ai reçu à cet égard de personnes sages et pondérées des confidences significatives, comme si la guerre actuelle, en évoquant dans leur mémoire le souvenir de choses vues et entendues et trop promptement oubliées, avait subitement ouvert leurs yeux sur la perfidie des tentatives de nos ennemis

pour faciliter dans un avenir prochain la conquête des territoires et des populations qu'ils rêvaient de nous arracher. Les preuves de cette perfidie qui affectait des formes diverses, insinuantes ici, arrogantes là, revenaient à l'esprit de ces bons Français, jusque-là sans défiance, et, dans les entretiens que j'avais avec eux, ils rappelaient des traits qui ne les avaient pas frappés lorsqu'ils en avaient été les témoins ou lorsqu'on les leur rapportait. Tantôt, c'était un général allemand s'installant à Carthage, rayonnant de là dans toute la Tunisie, se montrant partout généreux, jovial, bon enfant, questionnant la main ouverte, s'informant et se vantant de se documenter en vue de travaux historiques; tantôt, c'était un touriste qui, en prenant congé de colons qui l'avaient aimablement reçu, lui et ses compatriotes, disait, d'un accent où perçait la menace :

— Nous reviendrons! Vous nous reverrez, et vous n'y perdrez rien.

Puis c'était, à Carthage, un groupe d'Allemands saluant au passage, par un feu d'artifice tiré sur les hauteurs qui dominent le golfe, un bateau sur lequel plusieurs de leurs compatriotes quittaient la Tunisie après l'avoir visitée et ceux-ci répondant par des cris et des chants qui proclamaient la grandeur de l'Allemagne et prédisaient qu'elle dominerait le monde; et encore un arabisant prussien, — il se donnait cette qualité, — récitant devant des indigènes un hymne à la gloire du Kaiser et le leur traduisant comme pour le leur apprendre. Quelles manœuvres souterraines cachaient ces allées, ces venues, ces manifestations extérieures, et n'y peut-on voir l'expression d'une vaste espérance à peine dissimulée sous les moyens plus ou moins audacieux et insolens, employés pour en hâter la réalisation? Au surplus, voici qui confirmera cette hypothèse. Au mois d'avril dernier, une personne de ma famille s'était rendue à Carthage pour visiter le musée des Pères Blancs. Comme elle sortait de la gare, un petit Arabe vint gambader autour d'elle, la main tendue, en criant et en baragouinant en mauvais allemand la fameuse devise qui est aujourd'hui le mot d'ordre germanique à travers le monde : *Deutschland über alles* (L'Allemagne au-dessus de tout).

— Qui t'a appris ce mensonge, mauvais drôle?

A cette question, l'enfant ne répondit pas; il s'éloigna moitié railleur, moitié piteux, comme s'il eût compris que son

cri s'était trompé d'adresse. Ce cri n'en constituait pas moins la preuve qu'une influence allemande avait tenté de s'exercer dans le milieu où vivait ce gamin.

Autre preuve à rapprocher de celle-ci : un de mes amis excursionnant dans le Sud de la Tunisie est surpris par un orage. Rencontrant un Arabe qui rentrait dans son douar, il lui demande un abri. L'Arabe, après avoir éloigné ses femmes, reçoit l'étranger dans sa demeure, et celui-ci est tout surpris de voir accroché au mur le portrait du Kaiser et ceux de ses fils groupés autour de lui et tous, comme lui, coiffés de la *chechia*. Feignant de ne pas les reconnaître, il demande :

— Qui sont ces gens-là?

— C'est l'empereur d'Allemagne avec sa famille.

— Où as-tu trouvé ce dessin? De qui le tiens-tu?

— Il m'a été donné à Tunis dans la rue par quelqu'un que je ne connais pas. Il en distribuait à tout le monde.

Comment ne pas mentionner encore les paroles prononcées par la femme du consul d'Allemagne à Tunis, lorsqu'après la déclaration de guerre, elle est partie pour rejoindre son mari? En faisant ses adieux à une femme de la colonie française, elle lui disait :

— Je vous plains, je plains ceux qui restent, car ils verront sous peu des choses épouvantables.

De ces traits, résulte la preuve que, bien avant la mobilisation, l'Allemagne préparait la guerre, en Tunisie comme ailleurs, soit par ses espions, soit par des émissaires turcs et qu'elle avait escompté une révolte arabe éclatant dans le pays au moment de la mobilisation.

Les tentatives d'espionnage faites en Tunisie, comme d'ailleurs en Algérie et au Maroc, ne sont donc pas niables. Mais il est également vrai qu'elles n'ont pas réussi à ébranler le loyalisme des indigènes, et puisque dans les circonstances actuelles et malgré tant d'efforts pour le détruire, il ne s'est pas démenti, c'est qu'il est au-dessus des manœuvres déloyales de nos ennemis. Cependant, quelque fondée que soit à cet égard la conviction dont j'ai recueilli autour de moi d'innombrables témoignages, on ne saurait trop approuver les mesures prises pour prévenir et déjouer les menées ténébreuses dont je me suis contenté de citer quelques preuves, alors qu'il m'eût été facile de les multiplier, et pour convaincre nos protégés

que la France gardienne de leurs intérêts ne laissera pas l'Allemagne se substituer à elle pour les défendre.

ERNEST DAUDET.

P.-S. — Tandis que je corrigeais les épreuves de cette étude, est arrivée à Tunis la nouvelle de l'événement qui, en quelques heures, a mis la Turquie en état d'hostilité contre les puissances de la Triple-Entente. On prévoyait cette complication à laquelle on n'attachait d'ailleurs qu'une importance secondaire quant à l'influence qu'elle exercerait parmi les Musulmans, et en effet, loin d'ébranler leur loyalisme, elle leur a fourni l'occasion de le manifester en des conditions qui permettent d'affirmer que si le Kaiser, entraînant le gouvernement ottoman dans la guerre, a espéré provoquer dans l'Islam des soulèvemens contre la France, il s'est lourdement trompé. Les populations arabes ne sont pas disposées à se soulever et le message que le Bey vient de leur adresser, le langage officiel du cheik-el-Islam, de Tunisie, parlant au nom du Chara, ce tribunal qui représente la plus haute autorité religieuse de ce pays, les déclarations du chef du parti Jeune-Tunisien, le blâme universel infligé à la conduite du gouvernement Ottoman, dupe et victime des « basses intrigues allemandes, » ces protestations de dévouement et de fidélité à la France qui éclatent de toutes parts sous les formes les plus diverses, ne sont que l'écho des sentimens de nos protégés. Quoi qu'ait dit et fait notre ennemi pour les conquérir, quoi qu'il dise et fasse encore, ils préféreront toujours à la domination germanique qui ferait peser sur eux un joug de fer, le Protectorat de la France qui leur assure, avec les services d'un régime libéral et fort, les bienfaits de la civilisation. — E. D.

UN CONCLAVE DE SIX MOIS

AU MILIEU DU XVIIIE SIÈCLE

ET SON RÉSULTAT IMPRÉVU

L'ÉLECTION DE BENOIT XIV (FÉVRIER-AOUT 1740)

Le conclave qui s'ouvrit à la mort de Clément XII et d'où Benoît XIV sortit pape, fut le plus long qu'eussent à enregistrer les annales ecclésiastiques depuis la fin du Grand Schisme. Durant six longs mois, le Sacré Collège ne put s'accorder, partagé qu'il était en deux factions équivalentes et rivales. Dans l'un et l'autre camp, ce furent les influences étrangères qui prévalurent le plus souvent : cardinaux français, espagnols et autrichiens s'employèrent à favoriser ou à empêcher l'élection de tel ou tel de leurs confrères, selon qu'ils le croyaient disposé à servir ou à contrarier la politique de leurs souverains respectifs. Dans un pareil conflit, la préoccupation religieuse semble si vague, si lointaine, qu'on serait porté tout d'abord à le déplorer et à regretter même qu'on en exhumât le souvenir. Il faut se garder de cette impression. Depuis plus de mille ans, en effet, à la mort de chaque pape, les princes se sont toujours efforcés d'assurer le trône pontifical à ceux qui, dans le Sacré Collège, tenaient leur parti : cette compétition séculaire n'est-elle pas une preuve manifeste, un témoignage éclatant de la vitalité et de la prééminence de la papauté ? Qu'ils fussent les faibles seigneurs de la seule ville de Rome ou les souverains absolus des vastes États de l'Église, qu'ils fussent couronnés avec magnificence dans la Ville Éternelle, ou proclamés furtivement dans quelque bourgade de la campagne, qu'ils soient enfin, comme aujourd'hui, emprisonnés et sans défense, les successeurs de saint Pierre n'ont jamais ceint la tiare sans que la chrétienté tout

entière s'en soit émue. Depuis Charlemagne, aucun prince n'a pu se désintéresser d'un conclave : voilà ce qui explique et justifie les luttes qui s'y sont produites à maintes reprises, luttes aux détails parfois misérables et indignes du sénat de l'Église, mais cependant bien fertiles en enseignemens, quand on en recherche la cause et qu'on en discerne l'objet. N'est-il pas remarquable enfin que cette rivalité des puissances séculières au sein du conclave, — indice de l'importance qu'elles attribuaient à son issue, — ne se montra jamais plus âpre et plus passionnée qu'à la mort de Clément XII, en 1740, au milieu du XVIIIe siècle, en un temps où la religion était raillée et dédaignée, où princes et peuples s'en allaient à la suite des idées nouvelles, oublieux de la foi de leurs ancêtres? De l'élection de Benoît XIV, considérée à ce double point de vue, ressort une haute leçon d'histoire.

Le 6 février 1740 (1), à l'aube, la cloche du Capitole se mit à tinter le glas : le pape Clément XII venait d'expirer. Bientôt le canon du château Saint-Ange se fit entendre, les tambours roulèrent de tous côtés, les troupes sortirent de leurs quartiers et les rues s'emplirent d'une foule bruyante que fendaient à grand'-peine carrosses, chaises et berlines, emmenant au Quirinal cardinaux et prélats, réveillés en sursaut et à peine habillés. — Attendue depuis six mois, la mort du Pape paraissait surprendre tout le monde ! Aveugle et nonagénaire, torturé par la goutte, miné par la fièvre et la dysenterie, Clément XII avait lutté contre la maladie, avec cette force d'âme et cet amour de la vie que l'on ne voit qu'aux vieillards. A plusieurs reprises, les médecins trouvant le pontife évanoui et agité de convulsions, avaient jugé sa dernière heure venue, et trois fois les secours suprêmes de la religion lui avaient été apportés. Durant le mois de janvier, le bruit de la mort du Pape avait couru la ville à toute heure, et même, une fois, un messager avait été en porter la nouvelle à Paris. Tant de fausses alertes avaient lassé les inquiétudes et endormi les vigilances : le peuple croyait qu'une poudre merveilleuse, apportée de Florence, assurait encore à son souverain plusieurs années de vie.

Du reste, Clément XII n'était pas aimé de ses sujets. A la

(1) Les principales sources de cet article sont les documens conservés aux Affaires étrangères dans la *Correspondance de Rome*, vol. 777-79 et 783 et une relation italienne du Conclave de 1740 publiée à Fribourg en 1888 par F. X. Krauss (d'après le manuscrit appartenant au marquis Malvezzi de Bologne) à la suite des *Briefe Benedicts XIV an den Canonicus P. Francesco Peggi in Bologna* (*1729-58*). Les *Lettres familières* du président de Brosses (édit. Colomb) ont été aussi utilisées.

mort de Benoît XIII, ils avaient réclamé un pape jeune et de famille romaine : seul, un long pontificat, libre de toute influence étrangère, pouvait, à leur avis, réparer les finances délabrées. Le jour même de son élection, Laurent Corsini, Florentin et octogénaire, fut donc impopulaire. Le châtiment sévère qu'il infligea au ministre prévaricateur de Benoît XIII, le cardinal Coscia, ne lui fut compté pour rien : en revanche, on lui imputa les ravages causés dans les États de l'Église par le passage des troupes françaises ou espagnoles, et l'on condamna sa politique qui n'avait pas su empêcher l'Italie d'être encore une fois le champ clos de l'Europe. Lorsque Clément XII, devenu aveugle, confia les affaires à son neveu, le cardinal Nerio Corsini, le peuple se crut revenu aux jours de Sixte IV et d'Alexandre VI. Enfin, en 1738, une crise monétaire, suivie d'une réduction de l'intérêt légal, mit le comble au mécontentement public, et l'on disait tout haut que l'argent ne circulait plus à Rome parce qu'il remplissait à Florence les coffres de la maison Corsini. Détestée dans la rue, la famille pontificale n'était pas moins haïe dans les salons. Princes et barons romains jalousaient « ces émigrés de Florence, » détenteurs de toutes les grâces, et il n'y avait que rancune et envie au cœur de ceux qui venaient en foule, à la Longara, faire leur cour au palais Corsini. Dans le Sacré Collège, la même animosité se retrouvait. Groupés autour du camerlingue, Alexandre Albani, les « vieux » cardinaux, ceux de Clément XI et de Benoît XIII, protestaient contre le népotisme du règne et flétrissaient ce Nerio Corsini, qui, pour s'assurer des voix au prochain conclave, distribuait à la seule faveur les chapeaux vacans. Deux cardinaux avaient été créés, quelques mois auparavant, à un consistoire tenu dans la chambre du pape moribond et, tout récemment encore, la même manœuvre se fût répétée sans l'énergie du secrétaire des brefs, qui avait refusé de prêter la main à une nomination *in extremis*. Jusqu'au dernier soupir de Clément XII, le cardinal-neveu, insouciant et superbe, avait méprisé ces haines, tandis que les princesses Corsini se targuaient de leur impopularité. « Les gens de la famille papale, disaient-elles souvent, meurent deux fois : la première de la mort de leur oncle, la seconde de leur mort naturelle. » Le Pape expiré, toute cette belle assurance tomba, et ce fut dans un misérable carrosse d'emprunt, les stores baissés, tremblant

d'être reconnus par la foule, que neveux et nièces du pontife défunt sortirent de ce Quirinal où, la veille encore, ils parlaient en maîtres.

*
* *

Durant la vacance du Saint-Siège, le pouvoir était exercé par le cardinal-camerlingue. C'était alors Alexandre Albani, le neveu de Clément XI. Revêtu de la pourpre à vingt-neuf ans, camerlingue avant la quarantaine, comblé de bénéfices, chargé d'honneurs, il avait été l'objet de toutes les complaisances de son oncle. Sous Benoît XIII, il s'était signalé par sa rupture éclatante avec le cardinal Coscia et avait ainsi conquis le cœur du peuple. Éloigné de Rome jusqu'à la mort de ce pape, il avait ensuite prétendu à la tiare. Devenu l'implacable adversaire de Clément XII, son rival heureux, il avait groupé autour de lui les ennemis des Corsini, fait échec au nouveau gouvernement et traversé de toutes manières les desseins du cardinal-neveu. Partisan de l'Empereur parce que le Pape tenait pour la France, il avait eu, lors de la succession de Pologne, une attitude si outrageante pour le beau-père de Louis XV, que celui-ci avait ordonné à ses représentans de ne plus frayer avec lui. Le président de Brosses nous a laissé de ce terrible prélat un peu séduisant portrait. « Il est, dit-il, extrêmement considéré pour sa capacité, haï et redouté à l'excès : sans foi, sans principe, ennemi implacable, même quand il paraît s'être réconcilié, inépuisable en ressources dans les intrigues, la première tête du collège et le plus méchant homme de Rome. » Aux termes du cérémonial, c'était au camerlingue qu'il appartenait de vérifier le décès du Souverain Pontife. Arrivé au Quirinal, Alexandre Albani, suivi des cardinaux, gagna donc l'appartement du Pape. Parvenu à la chambre mortuaire, il en heurta la porte à deux reprises. N'obtenant point de réponse, il fit mine de l'enfoncer et pénétra dans la pièce où Clément XII reposait, comme il avait expiré. Alors, s'approchant de la couche funèbre, il appela à haute voix Laurent Corsini, tandis que, d'un marteau d'argent, il frappait trois fois le front du cadavre. « Éminentissimes seigneurs, le Saint-Père est mort, » dit-il, en se tournant vers l'assemblée. Le cardinal Ottoboni, chancelier de l'Église, dressa aussitôt l'acte de décès, que signèrent le camerlingue et un cardinal de chaque ordre. Tous quittèrent ensuite la chambre,

où quatre Jésuites de la Pénitencerie demeurèrent en prières. Le premier rite des funérailles était accompli.

Le lendemain matin, 7 février, le gouverneur de Rome fit ouvrir les prisons de la ville, car, avant de paraître devant Dieu, le Pape était censé avoir remis toutes les peines infligées à ses sujets. Mais, pour que cet usage fût observé sans compromettre la sécurité publique, on transférait secrètement d'avance au château Saint-Ange les criminels et les malfaiteurs de marque. Le soir, à la tombée de la nuit, la dépouille du Pape fut portée à la chapelle Sixtine. Le cortège n'était formé que de soldats, et un seul prêtre y figurait, le curé de la paroisse du Quirinal. Cette cérémonie martiale frappait toujours les étrangers. Le président de Brosses, qui séjournait alors à Rome, ne fit point exception. «Je suis allé, dit-il, chez le duc de Saint-Aignan (1) voir passer ces obsèques qui ne sont que la translation du corps à Saint-Pierre. Il était porté sur une litière découverte de velours cramoisi brodé d'or, entouré de la garde suisse en hallebardes, précédé des chevau-légers et de quelques autres troupes, des trompettes et de plusieurs pièces de canon posées à l'envers sur leurs affûts roulans : le tout accompagné de plusieurs estafiers et d'une considérable illumination. C'était à huit heures du soir. J'ai cru d'abord que c'était quelque général d'armée, tué dans une bataille, que l'on rapportait dans son camp. »

Avec cette pompe nocturne commençaient les « grandes funérailles » pontificales, qui se prolongeaient neuf jours durant. Le mardi 8 février, au matin, les cardinaux, vêtus de violet en signe de deuil, se réunirent dans la sacristie de Saint-Pierre. Là, le secrétaire du Sacré Collège, Levizzani, leur donna lecture des diverses constitutions réglant l'élection du Pape et chacun d'eux jura d'en observer les termes. Le camerlingue se fit ensuite apporter l'anneau du Pêcheur (2) et le rompit avec ostentation, empêchant ainsi la fabrication de tout acte posthume; pareillement, il brisa la matrice des bulles et reprit le sceau des brefs à son dépositaire. Puis, faisant appeler le gouverneur de Rome, il le confirma dans sa charge, avec l'assentiment de ses confrères. Enfin, avant de se séparer, les cardinaux tirèrent au sort ceux d'entre eux qui surveilleraient les

(1) L'ambassadeur de France.

(2) On appelle ainsi la bague épiscopale du Pape, dont le chaton lui sert de cachet.

préparatifs du conclave. Dans l'après-midi, le corps du Pape ayant été descendu dans Saint-Pierre, la foule put défiler devant le catafalque. Le président de Brosses nous l'a décrit. « Il est magnifique, dit-il, d'un grand goût, orné d'architecture, de statues peintes, et de médaillons, d'inscriptions et de tableaux représentant les principales actions du pontificat et les monumens élevés par le Pape. On n'y a pas oublié le port d'Ancône et la construction d'un beau lazaret au milieu de la mer. Il est étonnant qu'on ait pu avec tant de promptitude élever un catafalque que l'on pourrait appeler un édifice. »

Les trois jours suivans, en présence de la cour pontificale et de la noblesse romaine, une messe solennelle de *Requiem* fut célébrée dans Saint-Pierre par le plus jeune cardinal de chaque ordre. Assemblé ensuite dans la sacristie de la basilique, le Sacré Collège vérifia les pouvoirs des magistrats et des fonctionnaires de tout l'État ecclésiastique. Cette fastidieuse besogne occupa plusieurs séances heureusement coupées par la réception des ambassadeurs, venus apporter les condoléances de leurs princes. Le reste du temps fut consacré aux préparatifs du conclave et à l'audition des cardinaux préposés aux travaux. Ceux-ci étaient immenses, et le peu de jours que l'on avait pour les exécuter en décuplait la difficulté.

La clôture du conclave n'étant levée en aucun cas, les cardinaux devaient assurer d'avance la santé de leurs âmes et de leurs corps. Aussi, les 12, 13 et 14 février, firent-ils choix d'un confesseur, de deux médecins, d'un chirurgien, d'un pharmacien, de quatre barbiers et de domestiques variés. Le cardinal Sacripante, le plus jeune des diacres, tira ensuite au sort les cellules du conclave : attribution qui avait certes son importance, car, si aucun des logemens destinés à Leurs Éminences n'était confortable, certains d'entre eux étaient de véritables taudis. Le hasard aveugle favorisa en première ligne le cardinal Coscia ! Rohan fut après le mieux partagé : la plus méchante cellule échut à Fleury, qui ne s'en soucia guère, ne devant pas venir à Rome ! Le 13 février, après la messe, cinq cardinaux donnèrent tour à tour l'absoute au Souverain Pontife. Cette cérémonie se répéta les deux jours suivans et attira, par sa pompe, un grand concours de peuple. Le Sacré Collège examina ensuite la liste des « conclavistes. » On appelle ainsi les deux prêtres que tout cardinal a le droit d'emmener au conclave,

comme secrétaires particuliers. Le nom, la nationalité et les grades théologiques de chaque candidat durent être mis par écrit, car « il importait que ce fussent tous sujets de morale reconnue et de discrétion éprouvée. » Enfin, les cardinaux, non revêtus des ordres sacrés, remirent au camerlingue les brefs qui leur permettaient de voter dans le conclave.

Selon l'usage, les funérailles furent clôturées par l'ensevelissement provisoire du Pape dans Saint-Pierre. Après le coucher du soleil, à la lueur des torches, les cardinaux, vêtus de chapes blanches et portant la mitre, s'assemblèrent au pied du catafalque. La bière fut descendue et découverte : chaque prélat vint fléchir le genou devant l'auguste mort et lui donna le baiser de paix. Le cercueil fut scellé et porté par les chanoines de Saint-Pierre dans un bas-côté de l'église, où il fut hissé dans une niche préparée à cet effet. Durant un an, Clément XII devait reposer là, attendant l'anniversaire de sa mort pour être conduit, en grande pompe, à Saint-Jean de Latran où l'admirable cuve de porphyre, qui avait abrité les restes d'Agrippa sous le portique du Panthéon, lui servirait de tombeau.

L'ouverture du conclave avait été fixée au vendredi 19 février. Ce jour-là, dans Saint-Pierre, le cardinal doyen, Ottoboni, chanta la messe du Saint-Esprit à l'autel de la Pietà : le Sacré Collège, la prélature, la Cour pontificale et la noblesse romaine y assistèrent. Puis on écouta le chanoine Assanani discourir en latin sur le choix d'un bon pape : l'orateur fut détestable et languissant. « Il m'a rappelé, écrit un de ses auditeurs, ces vers d'un poète burlesque :

> Phlégias là fait des sermons,
> Outre qu'ils sont mauvais, fort longs. »

Les cardinaux se mirent ensuite en procession : escortés par les Suisses, précédés de la croix et des cierges, suivis des prélats, ils traversèrent lentement l'église aux accens du *Veni Creator* et par l'Escalier Royal gagnèrent la chapelle Sixtine, dont le seuil marquait l'entrée du conclave. Sur leur passage, une foule compacte faisait la haie et les gardes maintenaient à grand'peine hommes et femmes qui se montraient du doigt les cardinaux les plus connus et se communiquaient tout haut leurs pronostics pour l'élection. Les portes de la Sixtine étant closes,

le cardinal doyen exhorta brièvement ses confrères à élire sans délai un saint et digne pape, puis chacun s'en alla reconnaître sa cellule et faire le tour de l'enceinte où il était désormais confiné.

Dans la clôture, on avait englobé la chapelle Sixtine et ses annexes, les salles Royale et Ducale, les Chambres et les Loges de Raphaël, les appartemens Borgia, ainsi que la galerie surplombant le péristyle de Saint-Pierre. Sauf la chapelle Sixtine, réservée aux séances et aux scrutins, toutes les autres pièces avaient été transformées, entresolées, ou coupées de cloisons : ainsi seulement on avait pu y répartir les logemens des soixante-huit cardinaux (1) qui composaient le Sacré Collège à la mort de Clément XII. L'incomparable curieux qu'était le président de Brosses ne manqua point, comme il séjournait à Rome, de se rendre sur les lieux. « Chaque logement, dit-il, est à peu près fait d'une cellule où est le lit du cardinal, d'une autre petite pièce à côté, d'un bout de cabinet, avec un escalier montant à l'entresol où l'on ménage deux petites pièces pour des domestiques... Ceux qui sont dans la grande loge au-dessus du portail [de Saint-Pierre]... ont l'avantage d'avoir vis-à-vis d'eux, de l'autre côté du corridor, tout un rang de cabanes le long des fenêtres, dont ils font des cabinets d'étude ou d'assemblée. » Les cardinaux les plus mal lotis étaient relégués dans les Loges, dont les larges baies avaient été presque entièrement murées. « On y est là, continue de Brosses, pressé comme des harengs en caque, sans air, sans lumière, avec de la bougie en plein midi, perdu d'infection, dévoré des puces et des punaises. » Les cellules étaient construites et aménagées aux frais de leurs titulaires, qu'ils vinssent ou non au conclave. La dépense en était élevée et montait à cinq ou six mille francs, les ouvriers ne voulant travailler avec tant de hâte que contre un salaire exorbitant. « Chaque cabane de planches, poursuit avec dédain notre chroniqueur, est partout uniformément revêtue de serge violette, si c'est une créature de feu Clément XII, verte, si c'est un cardinal de l'ancien collège. Au dedans, on la meuble comme on

(1) Le Sacré Collège n'était pas tout à fait au complet à la mort de Clément XII, Deux vacances s'y étaient produites peu avant le décès de ce pape. Onze cardinaux ne devaient pas entrer au conclave : Laurent Altieri, Benoît Odescalchi, Italiens. Louis d'Alcunha et Jean de la Motta, Portugais; Melchior de Polignac, Léon de Gesvres et André de Fleury, Français ; l'infant Louis d'Espagne et son compatriote Gaspard de Molina ; l'Allemand Hugo de Schonborn et le Polonais Jean Lipsky.

veut... Celle de l'infant (1), qui reste inhabitée, est bien plus magnifique que les autres, en damas, trumeaux et tables de marbre avec des vitraux de glace, les plus grands qu'il a été possible de les faire, pour laisser la parure de l'intérieur à découvert. » En haut de l'Escalier Royal, se dressait la grande porte du conclave. Dans l'un de ses battans, on avait percé un judas par lequel les cardinaux chefs d'ordre pouvaient écouter les rapports du gouverneur de Rome ou, en certains cas, donner audience aux ambassadeurs. A droite et à gauche de la porte, avaient été installées deux tours par lesquels les vivres et les subsistances de toute sorte seraient passés à l'intérieur.

Mais, si, le matin du 19 février, le Sacré Collège avait été seul à pénétrer dans la chapelle Sixtine, les barrières du conclave ne s'étaient pas définitivement refermées sur lui. Se conformant à un aimable usage, le cardinal Albani autorisa ses confrères à recevoir dans leurs cellules, jusqu'au coucher du soleil, leurs amis ou leurs proches. Et, tout l'après-midi, ce fut un long défilé de princesses romaines, d'ambassadeurs et de prélats venant apporter leurs vœux aux Éminences prisonnières et leur souhaiter bonne chance et prompte réussite. A la tombée de la nuit, une sonnette fut agitée dans les couloirs pour hâter les derniers départs, puis le camerlingue, s'étant assuré qu'aucun intrus ne restait en arrière, donna l'ordre de clore les portes. Il en tira lui-même les verrous et les cadenassa, tandis qu'au dehors, le prince Chigi, maréchal héréditaire du conclave, en fermait à double tour les serrures extérieures. Le sort en était jeté !

***

Quel serait le nouveau pape ? telle était la préoccupation de la Ville Éternelle tout entière. Du Corso au Transtévère, dans les palais comme dans les masures, sur les places, dans les églises, le jour comme la nuit, la même question revenait sur toutes les lèvres. Bien plus, les ambassadeurs la retrouvaient dans les dépêches de leurs ministres, les banquiers romains dans les lettres de leurs cliens étrangers, les savans sous la plume de leurs correspondans. De près comme de loin, en France comme en Italie, à Madrid comme à Vienne, l'élection

(1) Louis-Antoine de Bourbon, un des fils du roi Philippe V, pourvu des revenus de l'archevêché de Tolède en 1734, cardinal en 1738, quitta l'état ecclésiastique en 1754 et mourut en 1785.

pontificale passionne les esprits et captive l'attention. N'est-ce pas là chose curieuse en plein XVIIIe siècle, à cette époque d'incrédulité, lorsque les « philosophes » sont à la mode et que la libre pensée devient de bon ton? Cette anomalie s'explique pourtant : en ce temps, où la guerre faisait rage, où la force des armes était le seul droit, le grand pouvoir moral du Saint-Siège se découvrait aux yeux du monde civilisé. En outre, depuis quelques années, les événemens avaient obligé la plupart des princes à recourir aux bons offices du Souverain Pontife. Pour s'affermir sur le trône de Pologne, l'électeur de Saxe avait eu besoin de Clément VII ; pour être reconnu roi de Naples, l'infant Don Carlos avait jugé utile de demander l'investiture de ce pape ; pour assurer l'Empire à sa fille unique, Marie-Thérèse, Charles VI avait sollicité l'appui du même pontife. Le roi d'Espagne, gêné dans ses ressources, attendait de Rome avec anxiété l'extension fructueuse de son droit de nomination aux bénéfices de son royaume; le roi de France enfin comptait sur Rome pour apaiser ses Parlemens, aux prises avec les évêques sur la bulle *Unigenitus* et lancés dans une lutte qui ébranlait les bases mêmes de l'État. Presque tous les pays d'Europe étaient donc, à quelque titre, intéressés à la compétition ouverte au Vatican.

Or personne ne pouvait en prévoir le résultat. De mémoire de Romain, jamais conclave ne s'était annoncé aussi incertain. Le Sacré Collège était divisé en deux factions : l'une, groupée autour du camerlingue, Albani, comprenait les cardinaux de Clément XI et de Benoît XIII ; l'autre, rangée derrière le neveu du pape défunt, Corsini, se composait des « créatures » de Clément XII. Toutes deux étaient environ de même force, disposait chacune de vingt-cinq ou vingt-huit suffrages. Si ce nombre était insuffisant pour assurer à l'une ou à l'autre la victoire, puisque le Pape était élu aux deux tiers des votans, il permettait en revanche à chacun des partis de réduire son adversaire à l'impuissance. C'était donc aux « cardinaux de couronne, » dont la plupart étaient encore loin de Rome, qu'il appartiendrait de faire l'appoint nécessaire et de départager les voix. Mais ces retardataires se porteraient-ils tous sur le même candidat? Ils viendraient au conclave, munis d'instructions sévères, et leurs princes respectifs n'avaient-ils pas trop à attendre du Souverain Pontife, pour s'accorder sur son choix? « Faire le Pape pour

soi seul » avait toujours été l'ambition de l'Empereur, comme des rois de France ou d'Espagne.

Tandis que partout frémissaient l'impatience, l'inquiétude et de secrets espoirs, le conclave achevait de s'organiser dans la paix du Vatican.

L'aube du 20 février vit la procession du Sacré Collège s'avancer dans la Sixtine : tout était prêt pour les séances. Élevés autour du chœur et surmontés de leurs baldaquins, soixante-huit trônes attendaient les éminentissimes électeurs : deux pupitres, un à droite et un à gauche du sanctuaire, allaient servir à la rédaction de leurs bulletins, et, sur les marches de l'autel, une longue table dressée était un lieu propice au dépouillement des scrutins futurs. La *funzione* s'ouvrit par la messe du Saint-Esprit : elle fut célébrée par le doyen du Sacré Collège, Ottoboni, et tous ses confrères communièrent de sa main. Il devait en être ainsi tous les matins. L'office terminé, le prélat Reali, premier maître des cérémonies, lut à haute voix le règlement du conclave ; il rappela que le camerlingue, président de l'assemblée, désignerait tous les trois jours et dans chacun des trois ordres, un *cardinal gardien* chargé de la police intérieure et de la surveillance de la clôture, un *cardinal scrutateur* préposé au dépouillement des scrutins et un *cardinal infirmier* qui irait, dans la cellule des malades, chercher leurs bulletins de vote. Il exposa ensuite dans quelles formes l'élection pontificale devait être faite. Celles-ci sont encore usitées aujourd'hui. Le Souverain Pontife est nommé par les seuls cardinaux, à la majorité des deux tiers. Trois modes d'élection sont autorisés : l'*adoration*, le *scrutin*, l'*accès*. Le premier est peu employé, car il présuppose l'unanimité des cardinaux sur un candidat. En cette occurrence, le vote a lieu par acclamations dans la première séance du conclave, et le pape est déclaré aussitôt. Le *scrutin* et l'*accès* obligent au contraire les cardinaux à mettre leurs suffrages par écrit : ils peuvent porter sur un nombre illimité de *sujets*, et on les recommence, tant que la majorité requise n'est pas atteinte.

Lorsqu'elle se dessine, le camerlingue propose à ses confrères de rectifier leurs votes et de se rallier sur les noms les plus favorisés. C'est là ce qu'on appelle l'*accès*. Chaque jour, on distribue aux cardinaux les bulletins nécessaires. Faits de simple papier, ils sont divisés en trois compartimens. Dans le premier l'auteur inscrit son propre nom (*Ego... X... Cardinal... X...*)

dans le deuxième, celui de son candidat (*Eligo in summum Pontificem Eminentissimum Dominum meum Cardinal... X...*). Le troisième compartiment s'agrémente d'une devise pieuse ou de tout autre signe de reconnaissance. Une fois rédigé, le bulletin se plie de telle façon que, le nom de l'électeur demeurant caché, la devise reste apparente et naturellement aussi le nom de l'élu : le bulletin est enfin clos par deux cachets et ceux-ci ne doivent porter ni armoiries, ni légendes indiscrètes. Chaque cardinal monte ensuite à l'autel et dépose son vote dans le calice ayant servi à la messe et laissé là pour la circonstance. Lorsque tous ont défilé, le plus jeune des scrutateurs couvre le vase sacré d'une patène, l'agite deux ou trois fois pour bien en mélanger le contenu, puis le descend solennellement et le pose sur la table dressée au pied du sanctuaire. Les bulletins sont alors extraits l'un après l'autre par le doyen des scrutateurs : il les remet au premier de ses assistans, qui les compte, les vérifie et les passe au dernier scrutateur : celui-ci lit à haute voix le nom et la devise tracés sur chaque billet. Une fois le dépouillement terminé, le camerlingue en proclame le résultat : s'il n'est pas définitif et que l'*accès* ne soit pas jugé utile, on commence un second *scrutin*. Auparavant, les bulletins dont il a été fait usage sont ostensiblement passés sur un lacet de soie, liés ensemble, portés dans la sacristie de la Sixtine et brûlés aussitôt. On empêche ainsi toute confusion de se produire entre les bulletins des différens tours, car, le Sacré Collège, siégeant d'ordinaire matin et soir, peut voter quatre ou cinq fois par jour. Expliquer des rites aussi minutieux n'était certes pas une vaine formalité : aussi, dès que Reali eut cessé de parler, les cardinaux de la façon de Clément XII, dont c'était naturellement le premier conclave, affluèrent-ils autour de lui, en quête de plus amples détails. Nonchalant, sur son trône, le camerlingue suivait ce manège d'un œil amusé et supputait sans doute en lui-même le profit qu'il saurait tirer de tant d'inexpérience ! Ses consultations achevées, le maître des cérémonies prit congé de l'assemblée, et le Sacré Collège, laissé à lui-même, pouvait entrer en délibération.

Avant toute chose, se posait une question délicate. Le cardinal Coscia devait-il être admis au conclave ? L'ancien ministre de Benoit XIII était toujours détenu au château Saint-Ange, faute d'avoir acquitté encore les lourdes amendes auxquelles il

avait été condamné. Durant plusieurs années, Clément XII l'avait privé de la voix active et de la voix passive, c'est-à-dire de la faculté d'élire ou d'être élu ; mais, avant de mourir, il lui avait rendu la voix passive. Au lendemain de l'interrègne, Coscia, jugeant cette grâce dérisoire, avait adressé à tous les cardinaux une violente protestation : aux termes des constitutions apostoliques, y disait-il, tout membre du Sacré Collège, fût-il accusé de lèse-majesté ou suspecté d'hérésie, doit jouir au conclave de la plénitude de ses droits. Depuis, comme son libelle ne lui valait que des blâmes, il avait remis son sort entre les mains du camerlingue. Après un long débat, le Sacré Collège décida de le recevoir en son sein, craignant que son exclusion n'entachât d'un vice de forme le vote d'où allait sortir le futur pontife. Et le cardinal Albani fut chargé d'amener le prisonnier, la nuit suivante, au Vatican : si la foule l'avait vu passer, Coscia eût été jeté dans le Tibre.

Cette affaire réglée, rien ne s'opposait plus à l'élection du Pape. Le camerlingue déclara donc le premier scrutin ouvert et invita les candidats à se faire connaître. Cette motion resta sans écho. S'observant mutuellement, les cardinaux gardèrent un prudent silence, car tous redoutaient d'affronter le premier feu, et nul ne se souciait de voir les diverses factions essayer leurs forces à ses dépens. Ayant vainement, et à plusieurs reprises, supplié ses confrères de se départir de leur réserve, Albani allait, en désespoir de cause, suspendre la séance, lorsque le cardinal Acquaviva demanda la parole. Agréablement surprise, l'assemblée fit entendre un long murmure d'approbation. Cet orateur imprévu était en effet une des *têtes* les plus illustres du Collège. Archevêque de Monreale, protecteur d'Espagne et de Naples, immensément riche, il jouissait d'un crédit sans égal. A Rome, dans la prélature comme dans la noblesse, il ne comptait que des obligés, et le peuple le chérissait à cause de ses largesses. L'indépendance qu'il affectait à l'égard des plus grands princes, l'intégrité dont il faisait parade, le souci qu'il professait pour les intérêts de l'Église, lui attiraient les cardinaux les plus austères. Enfin, tous ceux qui possédaient quelque bénéfice en Espagne ou dans le royaume de Naples avaient besoin de sa protection et lui composaient une vaste clientèle. « Acquaviva d'Aragon, écrit Brosses après l'avoir visité, tient l'état du plus grand seigneur de Rome : il est naturellement

magnifique et à portée, par ses grands revenus, de suivre son goût à cet égard. Le seul archevêché de Monreale en Sicile lui vaut, à ce que l'on dit, cinq à six cent mille livres... Ce prélat est d'une belle et grande figure, quoiqu'un peu matérielle : il paraît avoir l'esprit fait comme la taille. » Son discours fut bref : il proposa simplement à l'assemblée de surseoir aux scrutins, tant qu'elle ne serait pas au complet. Plusieurs cardinaux gouvernaient, en Italie même, des diocèses écartés : comment leur en vouloir d'un peu de retard ? Mieux excusés encore étaient les cardinaux étrangers, contraints à un long et souvent difficile voyage, sur des routes que l'hiver rendait plus incertaines. Et puis, il y avait autre chose : les princes catholiques ne s'offusqueraient-ils pas de voir traiter si cavalièrement des sujets illustres qui étaient aussi des mandataires officieux ? Une absence entre toutes pouvait provoquer des colères ; elle eût d'ailleurs été un paradoxe : celle du cardinal Giudice, chargé du *secret* de l'Empereur, l'avoué, depuis Charlemagne, de la sainte Église Romaine !

Le discours d'Acquaviva avait provoqué une vive agitation dans l'assemblée. Ses dernières paroles se perdirent dans un tumulte où les applaudissemens frénétiques se mêlaient aux protestations indignées. Autant la proposition de l'archevêque de Monreale, en effet, agréait au parti Albani, dont elle faisait le jeu, autant elle déplaisait à la faction Corsini, qui n'avait rien à gagner et tout à perdre à la venue des retardataires. Le calme enfin rétabli, le camerlingue suggéra de voter à mains levées sur la motion Acquaviva : il se flattait d'en intimider ainsi les adversaires qui n'oseraient, pensait-il, se déclarer ouvertement contre l'avocat de l'Empereur et des rois. Albani se faisait illusion : ce fut une surprise pénible pour lui d'entendre un cardinal demander la parole, et sa déception se mua en véritable émoi, lorsqu'il reconnut Tencin dans ce fâcheux interrupteur, Tencin chargé d'affaires du roi de France et lui-même cardinal de couronne. L'élégant prélat, dès l'abord, dressa contre la thèse politique d'Acquaviva une antithèse subtilement fondée sur le terrain religieux. Depuis quand, dit-il en résumé, le conclave a-t-il souci de la volonté des princes ? Les cardinaux ne sont-ils pas seuls les électeurs du Pape, tenus par un serment solennel à n'écouter que leur conscience ? Or, la chrétienté, privée de son chef, en réclamait un sans délai. Et le Roi Très Chrétien, se

souvenant qu'il était avant tout le fils aîné de l'Église, voulait oublier que, sur six cardinaux français, un seul se trouvait actuellement à Rome. Dans sa péroraison, Tencin s'honora de partager les sentimens du camerlingue, qui venait lui-même, avec un louable zèle, d'inviter les candidats à se déclarer! On ne pouvait railler plus finement. Tout dépité, Albani mit aux voix la proposition Acquaviva : elle fut repoussée. Comment fermer l'oreille à l'appel de Tencin; comment ne pas être ému de la générosité de son langage, voile décevant, à la vérité, d'une pensée retorse? Le désintéressement du Roi Très Chrétien était une douceur pour le Sacré Collège qui n'en soupçonnait pas la raison. Tencin pouvait se résigner, d'une âme allègre, à se passer d'attendre ses compatriotes. Gesvres, hébété par l'âge, Polignac goutteux, Fleury lié à sa chaise du Conseil l'eussent fait attendre sans terme. Restaient La Tour d'Auvergne et Rohan : mais que pesait leur absence en face de celle des cardinaux d'Allemagne, de Pologne, de Hongrie et du Nord de l'Italie, de tous ceux, en un mot, dont Acquaviva venait de réclamer la présence et appelait passionnément le renfort?

Victorieuse avec Tencin dans le débat sur l'ajournement, la faction Corsini se trouvait amenée, par son succès même, à présenter un candidat. Or, l'histoire des précédens conclaves en faisait foi, le premier nom soumis au choix du Sacré Collège ne pouvait manquer d'être rejeté. C'était en quelque manière un nom sacrifié. Et même, il arrivait que des sacrifices de cette sorte se renouvelassent plusieurs fois. Stratège prudent, soucieux de n'envoyer à l'échec certain qu'un second rôle, un personnage d'arrière-plan, un *mauvais sujet* en style de conclave, Corsini obtint de l'évêque d'Ancône, Massei, qu'il consentît à être la première victime. Son sort n'étonna personne. Le secrétaire d'État de Clément XII, Firrao, le précédent gouverneur de Rome, Corio, l'archevêque de Bénévent, Cenci, se dévouèrent à leur tour, sans plus de succès. Tous quatre réunirent, à peu de chose près, le même nombre de suffrages, quinze ou dix-sept, tandis que les autres voix s'éparpillaient sur de multiples noms. De tous ces scrutins, ne se dégageait aucune indication précise, et nulle majorité ne semblait se dessiner dans l'assemblée. Mais le neveu de Clément XII tenait en réserve un dernier candidat et d'une tout autre envergure : le cardinal Riviera. Sa proche parenté avec le camerlingue, sa popularité parmi les

amis d'Albani pouvaient lui attirer des suffrages, outre ceux de sa faction propre, et, dans un conclave fatigué par des votes successifs, cet avantage suffirait peut-être à déterminer l'élection. Cette partie qu'il croyait pouvoir être décisive, Corsini se résolut néanmoins à ne pas l'engager le jour même. Il avait observé en effet que le cardinal Acquaviva, avec cinq ou six de ses confrères, se tenait à l'écart du scrutin, et il sentait le besoin d'être éclairé sur les intentions d'hommes qui apparaissaient déjà comme formant un tiers parti maître du résultat final. Il prit donc rendez-vous avec l'énigmatique Acquaviva, dans la cellule de ce dernier, pour la nuit suivante.

Ces entretiens nocturnes étaient dans l'usage des conclaves. Pendant les séances, aucune conversation particulière ne passait inaperçue. D'autre part, les billets échangés à la dérobée pouvaient prêter à des indiscrétions et, le cas échéant, rendaient impossible tout mensonge officieux. Lorsque les cardinaux désiraient se concerter en secret, force leur était donc de se visiter nuitamment. Et même alors, ils n'étaient pas à l'abri. « J'ai cru bon, écrira un jour Tencin à Fleury, de poster la nuit des observateurs pour surveiller les allées et venues, » et le président de Brosses, toujours railleur, prétendra que « la première chose que fait un cardinal dès qu'il est prisonnier, c'est de se mettre, lui et ses domestiques, à gratter, durant l'obscurité, les murs fraîchement maçonnés, dans le voisinage de sa cellule, jusqu'à ce qu'ils aient fait un petit trou pour se donner, quand ils peuvent, un peu d'air et de clarté, mais surtout pour descendre par là, durant la nuit, des ficelles semblables aux tirelires des prisonniers pauvres, par où les avis vont et viennent du dedans au dehors. » Corsini se risqua néanmoins et, à une heure indue, se glissa dans la cellule où il espérait trouver des lumières. Il y apprit d'abord qu'Acquaviva n'était pas, lui non plus, sans avoir fait son choix et se flattait, en le présentant à l'heure propice, de réunir sur le nom de son favori la majorité des suffrages. Sans se laisser rebuter, Corsini entreprit le siège du prélat : les argumens pour convaincre celui-ci étaient sérieux. Si Acquaviva le voulait, Riviera était pape; or, ne valait-il pas mieux s'assurer d'une part prépondérante dans l'élection que de s'exposer à n'en avoir aucune, pour avoir cherché à en être le seul artisan ? Enfin, le nouveau pontife saurait témoigner de la gratitude à l'auteur de son élévation et lui garderait la place de

secrétaire d'État. A ces insinuations, à cette alléchante promesse, Acquaviva demeura insensible : il consentit seulement à révéler le nom de son candidat, c'était Ruffo, son compatriote et son parent. Corsini ne put cacher sa surprise. Au moment de recevoir le chapeau, l'archevêque de Monreale ne lui avait-il pas promis, sur l'honneur, de ne jamais soutenir Ruffo dans un conclave ? Allait-il maintenant, créature de Clément XII, tenter de remplacer son bienfaiteur par l'ennemi le plus acharné de ce pape ? A la mort de Benoît XIII, en effet, Ruffo, comme Albani, avait brigué la tiare. Issu d'une des plus grandes maisons de Naples, résidant à Rome depuis un demi-siècle, rompu aux affaires, consulté par tous, considéré pour sa science, estimé pour ses mœurs, il se croyait assuré de la victoire et n'avait jamais pardonné à Laurent Corsini de la lui avoir arrachée. Depuis lors, il avait traversé en tout et partout son rival heureux, battu en brèche l'influence de son neveu, critiqué sa politique, blâmé ses alliances et tenu avec éclat le parti de l'Empereur dans une cour où la France avait toutes les prédilections. Placide et silencieux, Acquaviva écouta les doléances de Corsini. Il ne s'émut pas davantage lorsque celui-ci entreprit de lui démontrer que Ruffo, dans le présent conclave, ne pouvait triompher, car si, d'aventure, une majorité se dessinait pour lui, l'Empereur lui donnerait aussitôt l'exclusion : ce prince le craignait en effet tout autant qu'il l'eût souhaité aux jours où, possesseur du royaume de Naples, il était le suzerain des immenses biens de la maison Ruffo. — Comme la nuit s'avançait, Acquaviva congédia son hôte.

En dépit de son insuccès, le neveu de Clément XII tint bon, persuadé, malgré tout, que son protégé obtiendrait d'emblée un nombre imposant de voix et qu'impressionné, l'archevêque de Monreale se rallierait avec son groupe au moment de l'*accès*. Le surlendemain, 22 février, Corsini proposa officiellement Riviera. On vote, on dépouille. Le nom de Riviera n'est prononcé que dix-sept fois. Déception grande pour ce cardinal, effondrement pour l'instigateur de sa candidature, le tacticien de la campagne avortée ! Le Sacré Collège ne s'y trompa point. C'est bien vers Corsini que se tournèrent les regards interrogateurs, amusés, cruels. Ils épiaient sur son visage naguère confiant l'inquiétude, l'émoi, la déconvenue se peindre tour à tour, en présence d'un échec jugé impossible, survenu si complet et

demeurant inexpliqué : Acquaviva tenait la clef du mystère. Aussitôt après la visite de Corsini, le cardinal de Monreale s'était glissé hors de chez lui, dans la cellule de son voisin Porzia et l'avait informé en toute hâte de la brigue dont le secret venait de lui être révélé. Jamais secret ne tomba dans une oreille plus jalouse ! Porzia, candidat éventuel à la tiare, employa le dimanche, 21 février, moins à prier le Seigneur qu'à ruiner son concurrent dans l'esprit du Sacré Collège. Les cardinaux apprirent avec une pieuse indignation « que c'était le roi d'Angleterre (1) qui avait inventé Riviera » et qu'un seigneur protestant, familier du prince, négociait cette candidature. Ainsi, en définitive, c'était un hérétique qui allait pourvoir le trône de saint Pierre. On ne pouvait laisser se perpétrer un tel crime !

Le neveu de Clément XII n'avait pas encore repris ses esprits lorsque Acquaviva, se levant, proposa Ruffo. Tant d'audace mit le comble au désarroi de Corsini, et le résultat du scrutin ne fut pas pour le diminuer : une voix de plus et Ruffo était pape ! Sans doute, à l'*accès*, cette « stupéfiante » majorité fondit, et « l'on vit que ce n'était là qu'un vote de surprise. » Néanmoins, l'alerte avait été chaude.

La manœuvre d'Acquaviva venait de friser le succès de trop près pour ne pas laisser un trouble extrême dans l'âme des cardinaux atterrés en pensant qu'ils avaient, contre leur gré, failli se donner un pape. Ils l'échappaient belle : du coup, ils n'osèrent « présenter » personne ce jour-là. La nuit même fut impuissante à rendre un peu de calme aux nerfs de Leurs Éminences : le lendemain les trouva frémissantes encore. Il fallait leur donner le temps de se ressaisir. Appuyé cette fois par Corsini, le camerlingue proposa derechef, et à l'agrément général, que l'on suspendît les scrutins jusqu'à l'arrivée du cardinal Giudice, protecteur d'Empire. Brûlant la route, ce prélat n'était qu'à deux journées de Rome. Le matin même, Thunn, l'ambassadeur ordinaire impérial, en était venu donner la nouvelle au guichet du conclave. Et, effectivement, dès l'aube du 25 février, la clôture sacrée s'entr'ouvrit devant Giudice, voyageur ponctuel, mais si exténué que, de sa chaise de poste, on dut le porter jusqu'à sa cellule. Cette fatigue bien-

(1) Jacques III (1688-1766), célèbre sous le nom du chevalier de Saint-Georges. Il vivait retiré à Rome depuis plusieurs années.

faisante prolongeait les loisirs des cardinaux. D'aucuns, sans avoir de respect pour l'âge, ni d'égards pour la mine défaite de leur confrère, virent là un jeu diplomatique. Et l'on peut admettre qu'ils avaient raison en quelque manière, car jamais courbature ne fut plus diplomatiquement employée. Tandis que Giudice reposait ses membres las, son esprit demeurait actif et, tout le jour durant, les cardinaux qui se succédaient charitablement au chevet du malade furent dûment interrogés et chapitrés par lui. De leur côté, les chefs de faction profitèrent aussi de ce délai fortuit pour reprendre en main leurs partisans et les prémunir contre le danger des votes fantaisistes qui risquaient, on venait de le voir, d'amener des surprises parfois irréparables.

Le 26 février, Giudice put descendre dans la chapelle Sixtine et le scrutin se rouvrit. Corsini, reprenant encore l'initiative des propositions, posa la candidature de Spinola. Ce Génois, à cinquante-huit ans, avait déjà derrière lui une longue et brillante carrière. Gouverneur de Rome, il avait fait merveille dans cette charge, et son indulgente fermeté lui avait gagné le cœur du peuple. Légat de Bologne, il n'avait pas moins bien réussi : c'était pourtant un poste difficile. A la tête d'une province ravagée sans cesse par le passage des troupes françaises, espagnoles ou impériales, Spinola avait su défendre les droits de ses administrés et n'avait pas craint d'aller, jusque dans les camps, réclamer des généraux ennemis restitutions ou indemnités. « C'est un excellent sujet, infiniment sage et prudent, d'un jugement admirable, » lit-on dans un mémoire envoyé de Rome à Paris à la mort de Clément XII. Le Sacré Collège ne partagea point cet avis : au dépouillement du vote, l'on vit que tant de mérite n'avait eu que treize partisans ! On ne passa même pas à l'*accès*. Dévorant ce nouvel affront, Corsini, d'une voix blanche, déclara « que, devant l'indécision de l'assemblée, il préférait surseoir à un second scrutin sur le cardinal Spinola. » Un silence approbateur accueillit cette résolution.

Après quelques momens d'attente, faute de nouveaux candidats, le camerlingue leva la séance. Les cardinaux sortirent de la Sixtine, « les uns ayant des mines allongées et les autres marquant de l'humeur ou même s'évaporant en injures. » Nonobstant ce tumulte, Corsini arrêta au passage Ottoboni, Giudice et Acquaviva, respectivement protecteurs de France, d'Empire et d'Espagne, et les pria de venir le rejoindre dans la

cellule de Tencin, « afin que, représentant les trois grandes couronnes, ils s'entendissent avec lui sur un sujet. » Tous trois acceptèrent l'invitation. Dès qu'ils furent réunis, Corsini, ouvrant le débat, les adjura de se rallier à Spinola. Giudice et Acquaviva refusèrent de s'engager avant d'en avoir écrit à Vienne et à Madrid. Ottoboni et Tencin se montrèrent presque aussi réservés : ce dernier était d'autant plus circonspect que l'ambassadeur de France à Rome, le duc de Saint-Aignan, venait de lui faire passer un billet persuasif lui conseillant de surseoir à toute décision avant l'arrivée prochaine des cardinaux de Rohan et de La Tour d'Auvergne, porteurs des dernières instructions de la Cour. D'abord révolté de cette ingérence, Tencin, à la réflexion, avait jugé plus politique d'en tenir compte.

Cette nouvelle déception fut pour Corsini la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Sa colère, cherchant au hasard un objet, éclata sur Ottoboni. Celui-ci se vit traité de fourbe, de menteur, et accusé de faire échouer, l'un après l'autre, tous les candidats à la tiare, dans l'espoir qu'elle lui serait offerte à la fin. Surpris par cette brutale apostrophe et tout d'abord décontenancé, Ottoboni se ressaisit bien vite : le prenant de haut avec son adversaire, il riposta de son mieux et autant que le lui permettait la grosse toux dont il était déchiré. Bientôt à bout de souffle, il voulut néanmoins continuer à se défendre ; mais, passant de la parole au geste, il s'élança sur Corsini avec un air si furieux que Tencin et Acquaviva, s'interposant, le ramenèrent dans sa cellule. Là, le belliqueux vieillard, épuisé sans doute par tant d'émotions, eut une faiblesse : ses conclavistes, pour le remettre, lui firent absorber, bien qu'il fût en sueur, un verre de vin glacé. Une congestion se produisit aussitôt. Les médecins, appelés en toute hâte auprès du malade, exigèrent qu'on le transportât sur l'heure hors du conclave dans son palais de la Chancellerie. Trois jours après, Ottoboni y rendait le dernier soupir.

Cette mort tragique causa dans Rome un vif émoi, mais n'y laissa que de faibles regrets. Au dire des contemporains, le défunt ne méritait en effet qu'une très médiocre estime. Dans une de ses lettres, l'abbé Certain, secrétaire de l'ambassadeur de France, fait au prélat cette oraison funèbre : « C'était un grand seigneur, fort riche, fort magnifique, qui, pendant quarante ans, à Rome, a fait des dépenses ruineuses en théâtres, en musi-

ciens et surtout en femmes et en enfans qu'il a eus en grand nombre et qu'il a été obligé de faire élever et d'établir. Alexandre VIII, son grand-oncle, le laissa avec 55 000 écus romains de revenu, 200 000 écus d'argent comptant et un palais tout meublé. Il avait eu, depuis, plusieurs bénéfices dans l'État ecclésiastique et dans celuy de Venise, la protection de France avec trois grosses abbayes dans le royaume qui luy rendaient 140 000 livres de rente. Il avait vendu, il y a longtemps, les propines de la protection de France au feu prince Vaini...; il avait vendu aussi à Giraud, banquier, une partie des revenus de la Chancellerie et s'était démis d'une abbaye de 60 000 livres de rente dans le Milanais en faveur du fils d'un banquier de Milan, pour s'acquitter envers luy des sommes immenses qu'il luy devait. » Et, à en croire le même abbé Certain, Ottoboni n'avait même pas eu la convenance de servir les intérêts de la France qui l'avait comblé de bienfaits. « Dans le cours des affaires qui se présentaient, si on avait besoin de luy, il disait qu'il était obligé de garder des ménagemens, tantôt comme cardinal, tantôt comme préfet du Saint-Office, tantôt comme chancelier : on ne le trouvait qu'avec ces qualités et jamais avec celle de protecteur de France. »

Quoi qu'il en fût, les cardinaux, amis ou ennemis d'Ottoboni, se montrèrent également sensibles à la soudaineté tragique de sa fin, et nombre d'entre eux firent mauvaise figure à Corsini pour avoir été la cause première de sa mort. Saisissant aux cheveux l'occasion offerte, Albani ne négligea rien pour perdre le neveu de Clément XII dans l'esprit de ses confrères. Médisances et calomnies ne coûtaient rien au camerlingue : il en usa largement et ses insinuations les plus perfides, venues à l'heure propice, trouvèrent une facile créance. Corsini vit bien d'où partait le coup, mais, jugeant que cette cabale, montée par surprise, tomberait d'elle-même, il dédaigna de la combattre et résolut d'attendre en paix des jours meilleurs. On l'évitait : pourquoi s'imposerait-il? Force serait aux plus obstinés de se tourner tôt ou tard vers lui et de le venir chercher dans sa tour d'ivoire. Et, de fait, il se retira dans sa cellule. On ne l'en vit plus sortir qu'à l'heure des scrutins, où il descendait trôner à la Sixtine, simple spectateur dans l'assemblée.

En ces jours-là, rien ne rompit, en effet, la monotonie du conclave. Le cardinal Giudice attendait du renfort dans la per-

sonne de l'archevêque de Vienne, Kollonitz, et de l'évêque de Breslau, Sinzendorf, et il avait proposé qu'on différât jusqu'à leur apparition toute nouvelle candidature. La motion votée, grâce à l'appui de Tencin qui obéissait aux suggestions de Saint-Aignan, il ne restait d'autre ressource au Sacré Collège pour occuper ses loisirs que de « faire des scrutins de politesse, » distribuant quelques voix à ceux des cardinaux qu'on voulait honorer, sans penser toutefois à les élire. Ainsi Fleury, Tencin eurent chacun leur « scrutin de civilité. » Ces aimables passe-temps eurent un intermède funèbre dans l'apoplexie du cardinal Jean-Baptiste Altieri, frappé en pleine chapelle Sixtine. C'était la plus belle humeur du Sacré Collège qui s'éteignait. Démocrite, ainsi l'appelait-on par contraste avec son frère, également revêtu de la pourpre, à qui une âme chagrine valait le surnom d'Héraclite, Démocrite offrait encore une originalité qui mérite d'être notée. Seul entre tous ses confrères, il n'eût pas voulu ceindre la tiare : il la craignait comme la fatalité! La veille de la mort de Clément XII, un moine inconnu lui avait remis un papier, où se lisaient ces mots : « Le Pape mourra demain, tu seras fait pape, mais tu ne régneras que trois jours. » La première partie de cette prédiction s'étant réalisée, le pauvre Altieri était dans les transes à chaque scrutin!

La mort infortunée de ce prélat devait amener dans le conclave un incident fort comique : conséquence inattendue des choses de ce monde! Les cardinaux Sacripante et Corio, s'étant mis à discuter le testament du défunt qui déshéritait son neveu et laissait tout son bien à des œuvres de bienfaisance, se querellèrent à ce sujet. Le premier approuvait Altieri, tandis que le second le condamnait vivement. Corio s'échauffa si bien « qu'il déclara que le sentiment contraire au sien ne pouvait être défendu que par une âme vile, née dans la misère et élevée dans l'avarice. » Sacripante riposta « que se défendre par de tels argumens n'estoit permis qu'à de vieux radoteurs, qui, pendant soixante-douze ans, avaient vécu dans une profonde ignorance des choses humaines et divines. » Après l'échange de ces aménités, les deux cardinaux se lancèrent l'un contre l'autre et luttèrent si bien qu'ils roulèrent à terre. Et ce fut dans cette posture peu ecclésiastique qu'ils furent découverts par un de leurs confrères, Rezzonico, accouru au bruit!

Sur ces entrefaites, la nouvelle se répandit dans le conclave

que l'on verrait au Vatican, et avant la fin de mars, les cardinaux de Rohan, de La Tour d'Auvergne, Kollonitz et Sinzendorf. Aussitôt, tout le Sacré Collège s'émut; l'activité, l'agitation firent place à l'inaction et à la tranquillité des semaines précédentes. L'arrivée des prélats retardataires marquait en effet la reprise des scrutins et, dans chaque faction, l'on voulait élaborer d'avance la liste des candidats. Les « groupes » se reformèrent : celui des Corsini vint, en corps, supplier le neveu de Clément XII de quitter sa retraite. Celui-ci, devant une démarche aussi flatteuse pour son amour-propre, se laissa faire une douce violence; mais, assagi par l'expérience, il prévint ses partisans que, tout en restant leur chef, il était décidé à s'éclairer des conseils d'autrui et notamment à prendre l'avis du cardinal de Rohan, dont il « prisait la sagesse par-dessus tout. »

Cet illustre guide ne devait pas manquer longtemps à Corsini. Devançant La Tour d'Auvergne, Rohan arrivait le samedi 19 mars aux portes de Rome. Il y fut accueilli par Saint-Aignan, qui le conduisit, avec sa suite, à l'ambassade de France où de somptueux appartemens l'attendaient. Fatigué de la route, l'auguste voyageur décida de remettre au mercredi suivant son entrée au conclave; et, après avoir pris quelque repos, il profita de son loisir pour visiter dans la ville diverses personnes considérables : le roi d'Angleterre et ses fils, les princesses Corsini, la duchesse de Fiano, la nièce préférée d'Ottoboni. Enfin le 23, au matin, Saint-Aignan mena le cardinal en grande pompe au Vatican. Sur la route du cortège, la foule se rua, brûlant d'apercevoir, derrière les glaces du carrosse, l'altière et impassible figure du grand aumônier de France! Sous cette calotte rouge et cette perruque à frimas, avec ces moires violettes et les dentelles du rochet fameux que rehaussaient encore les diamans du Saint-Esprit, c'étaient toutes les grâces de Versailles et un peu de la majesté du Roi qui passaient, vision prestigieuse, devant la plèbe romaine! Les cardinaux firent fête au nouvel arrivant. « Avec vous, lui dit l'un d'eux par une fine allusion, le Saint-Esprit pénètre enfin au conclave. »

L'entrée de Rohan au Vatican ne devait pas être, ce jour-là, le seul spectacle offert à la curiosité des Romains. A la demande du cardinal Kollonitz arrivé de Vienne, le Sacré Collège avait en effet résolu de donner audience au prince de Sainte-Croix, envoyé extraordinaire de l'Empereur auprès du conclave : la

même date du 23 mars avait été assignée à ce diplomate pour la présentation de ses lettres de créance. Aussi, tandis que le duc de Saint-Aignan faisait à son illustre compatriote une pompeuse conduite, le cortège de Sainte-Croix achevait de s'organiser à l'ambassade d'Autriche. Il s'annonçait magnifique; cardinaux et seigneurs romains avaient joint leurs équipages à ceux du prince « pour rehausser par leur nombre l'éclat de la cavalcade. » Vers les onze heures du matin, Sainte-Croix sortit de son appartement « vêtu de drap d'or, portant la Toison et un grand chapeau de plumes blanches. » Après avoir, dans l'antichambre, salué à la ronde prélats et gentilshommes venus lui présenter leurs devoirs, il monta dans un carrosse attelé de six chevaux et, à une allure majestueuse, s'achemina vers la place Saint-Pierre. Là, ayant mis pied à terre, il pénétra dans la basilique et s'en vint prier devant le tombeau du Prince des Apôtres. Ses oraisons achevées, il sortit de l'église par le grand portique et gagna l'Escalier Royal, au pied duquel se tenait Chigi, maréchal du conclave. Prenant la tête du cortège, celui-ci gravit alors les degrés à pas comptés, tandis que les Suisses, postés sur les marches, rendaient les honneurs à l'envoyé impérial. Arrivé devant la grand'porte du conclave, Chigi, de sa canne, en heurta le battant à trois reprises, comme le voulait le cérémonial. Aussitôt, dans l'embrasure du judas apparut la tête de Pico, « cardinal-gardien » de jour; « d'un ton sévère, il demanda la cause de ce bruit insolite. » Sainte-Croix, s'avançant, déclina ses titres et tendit au prélat ses lettres de créance. Les ayant prises, Pico, après en avoir vérifié le sceau, les passa au secrétaire du Sacré Collège Levizzani, qui, se postant devant le guichet, les lut à haute voix. Tête nue, immobile, l'ambassadeur écouta. La lecture achevée, il se couvrit, fit une profonde révérence, puis, retirant de nouveau son chapeau, il débita en latin une belle harangue où il assura les cardinaux, tout à la fois du bon vouloir de l'Empereur et de la fidélité de ce prince au Saint-Siège. En quelques paroles, Pico répondit à Sainte-Croix et lui souhaita la bienvenue; après des salutations réciproques, le judas se referma, et le diplomate, regagnant son carrosse, reprit le chemin de son palais.

Tandis que cette cérémonie se passait ainsi aux portes du Vatican, à l'intérieur du palais le cardinal de Rohan tenait, dans sa cellule, un conciliabule avec Tencin, Acquaviva et

Giudice. La cour de Versailles souhaitait en effet que les cardinaux français liassent partie avec leurs confrères d'Espagne et d'Autriche « afin de les déterminer à la faction Corsini. » Fidèle observateur de ces instructions, Rohan voulait donc, et dès son arrivée, s'aboucher avec les protecteurs de ces deux couronnes, et convenir avec eux de la tactique à suivre dans les scrutins futurs. En premier lieu, parmi les candidatures possibles, quelles étaient celles qui déplaisaient à Madrid ou à Vienne? A cette question précise de Rohan, Giudice répondit sans détours que, dans le Sacré Collège, Ruffo lui paraissait le seul cardinal contre lequel l'Empereur fût prévenu. Acquaviva fut loin d'avoir la même franchise : exaspéré par l'exclusion donnée ainsi à son compatriote chéri, il se refusa nettement à indiquer de prime abord les répugnances du Roi Catholique. Celles-ci, dit-il en résumé, se manifesteront plus tard : d'ailleurs, quel que soit le nouveau pape, il dépendra de l'Espagne, « la cour de Madrid ayant un moyen sûr de mettre celle de Rome à la raison, qui est de fermer la datterie. » Et Tencin, en rapportant à Fleury les propos de l'archevêque de Monreale, concluait avec mélancolie : « S'il ne vient rien de la cour d'Espagne pour contenir un peu la fougue de ce cardinal, il est bien à craindre que nous ne voyions de fâcheuses scènes et que notre prison ne se prolonge à l'excès. » La violente sortie d'Acquaviva mit fin à la conférence. Restés seuls, Tencin et Rohan, après avoir hésité longtemps, convinrent d'engager Corsini à offrir encore une fois la bataille et à présenter « une de ses créatures. » Ainsi l'on connaîtrait exactement les forces de chaque faction et, devant l'insistance de ses adversaires, le camerlingue se déciderait peut-être à quitter sa réserve et à proposer, à son tour, quelqu'un de ses partisans. Misérable solution, en vérité, mais l'attitude équivoque d'Acquaviva ne l'imposait-elle pas?

Docile aux conseils du cardinal de Rohan, Corsini se mit aussitôt en quête d'un candidat et, au premier scrutin, il « déclara » Massei. Ce choix ne semblait guère indiqué : ce même prélat, l'on s'en souvient, avait, trois semaines auparavant, affronté sans succès le vote du Sacré Collège. Ses « éminentissimes électeurs » lui surent mauvais gré de sa persévérance, et douze voix seulement « vinrent le récompenser de sa récidive. » Pleinement édifié, Rohan suggéra là-dessus à

Corsini de composer avec le camerlingue et de « quitter le fol espoir de faire le Pape à lui seul. » Mais le présomptueux Florentin, fermant l'oreille « à la voix de la sagesse, » repoussa « une capitulation aussi humiliante » et se déclara tout au contraire « prêt à pousser sa chance. » Impopulaire dans le Sacré Collège, Massei, dit-il, n'avait subi qu'un « échec personnel, » et « le scrutin n'eût pas été de même si, au lieu de ce mauvais sujet, l'on avait présenté un candidat aimé de tous. » Or, précisément la faction Corsini en comptait un parmi ses membres, Gentile, le cardinal dataire de Clément XII ; « si on le proposait sur l'heure, le Pape était fait. » Le ton péremptoire de ce discours et l'obstination bien connue de son auteur rendaient toute discussion inutile : aussi Rohan laissa-t-il à l'expérience le soin de dessiller les yeux de son imprudent allié. Mis aux voix deux jours après, le nom de Gentile recueillait péniblement dix-neuf suffrages !

Le neveu de Clément XII vit « qu'il s'était fourvoyé. » Honteux, confus, « étourdi par ce nouveau coup de la destinée, » il vint, à l'issue de la séance, demander humblement au cardinal de Rohan aide et protection. Celui-ci était trop avisé pour rebuter ce suppliant et manquer l'occasion d'amener Corsini à s'entendre avec le camerlingue : l'adversité en effet rabat l'orgueil et diminue les prétentions ! Paternel et indulgent, le prélat français accueillit donc avec bonté son malheureux confrère, le réconforta, le consola, lui rendit courage. Agréablement surpris d'échapper aux reproches qu'il méritait, Corsini agréa tout ce que voulut son généreux ami et l'autorisa même à négocier, en son nom, avec Albani. — Le cardinal de Rohan n'en souhaitait pas davantage ; mais « cette joie s'en alla en fumée, » car le camerlingue lui refusa tout net de lier partie avec la faction Corsini. « Quand on est certain de la victoire, lui déclara-t-il, on ne s'embarrasse pas d'alliés intéressés. » Le coup était manqué : l'astucieux Rohan avait fait une démarche inutile ! Pour masquer sa déconvenue, il s'efforça de railler Albani et l'engagea d'un ton narquois « à précipiter sa victoire, afin que le Sacré Collège pût sortir de prison : » au fond de lui-même, il demeurait « la mort dans l'âme et anxieux de trouver une issue pour ne pas se perdre dans l'esprit de Corsini. »

Le mois d'avril arriva sans qu'il l'eût découverte. Chaque jour, la messe entendue, les cardinaux se réunissaient reli-

gieusement dans la Sixtine, mais les séances étaient levées au bout de quelques instans, faute de candidats.

Pourtant, le 8 avril, un incident imprévu « manqua de terminer le conclave tout d'un coup. » Ce jour-là, à peine le Sacré Collège était-il entré en séance, que le cardinal bénédictin Porzia, prenant la parole, se mit à blâmer ses confrères de leur inaction et critiqua amèrement « cette pénurie de candidats qui tournait au scandale. » Sa diatribe achevée, le moine, « comme conclusion et pour donner l'exemple, » posa lui-même sa candidature au pontificat suprême et invita l'assemblée à procéder incontinent au scrutin. Cette louable initiative, ce généreux dévouement n'abusèrent pas les chefs de faction : leur méfiance devint de l'inquiétude lorsqu'ils apprirent, le vote commencé, que le sournois Porzia avait, la veille, demandé en cachette à chacun de leurs partisans de lui donner sa voix « à titre de simple essai et pour mesurer leurs forces à ses dépens. » Le stratagème faillit d'ailleurs réussir : le bénédictin obtint trente suffrages. C'était la deuxième fois que le hasard décidait presque d'un conclave, où tout n'était que calcul et préméditation !

L'audacieuse tentative de Porzia avait également troublé Corsini, Acquaviva et Albani : cette commune émotion les déterminerait peut-être à accepter l'idée d'un rapprochement, et Rohan voulait être le premier à la leur suggérer. Aussi pria-t-il ses trois confrères de s'assembler chez lui sans délai. Au début de l'entretien, l'harmonie la plus parfaite régna, la conduite de Porzia fut censurée à l'envi et les cardinaux se congratulèrent d'avoir échappé à ce guet-apens. Mais Corsini, dès qu'il tenta de rouvrir l'épineux débat des candidatures et de soutenir celle de Spinola, souleva une tempête. Tranchant la discussion, Acquaviva déclara durement « que la question avait déjà été vidée et qu'il n'y avait plus à penser à ce sujet : » le roi d'Espagne au surplus était résolu à lui donner l'exclusion. Le camerlingue se montra encore plus impératif. Justement inquiet de cette dispute et craignant que, loin d'amener la paix désirée, elle ne consommât au contraire la brouille des trois prélats, Rohan simula un malaise subit pour pouvoir congédier ses irritables visiteurs.

Leur conférence resta sans lendemain. D'ailleurs, la fin du carême approchait, — Pâques tombait cette année-là le 17 avril, — et, durant la Semaine sainte, un pieux usage voulait que les

cardinaux s'absorbassent tout entiers dans les exercices spirituels. Ils en furent néanmoins distraits un jour par une facétie de l'évêque de Breslau, Sinzendorf. Ce prélat, bien qu'arrivé à Rome trois semaines auparavant, n'avait pu encore entrer au Vatican, grâce à un fâcheux accès de goutte qui l'avait tenu jusque-là cloué dans son lit. Un seul remède était venu à bout de ses souffrances : l'introduction du pied malade dans le ventre d'un porc fraîchement égorgé ! Aussi, le samedi saint, Sinzendorf fit-il demander à ses confrères l'autorisation d'amener avec lui dans le conclave « un cochon vivant, pour le cas où il serait repris de ses douleurs. » Comme bien l'on pense, le Sacré Collège refusa d'accéder à cette singulière demande ; et le cardinal de Breslau, fort déçu, décida de « remettre son entrée, jusqu'à une plus entière guérison. »

Pendant toute l'octave de Pâques, les cardinaux demeurèrent encore dans une complète inaction. Cette semaine fut seulement marquée par la réception solennelle du duc de Saint-Aignan, venu le 21 avril à la porte du conclave présenter ses lettres de créance au Sacré Collège. Bien qu'il résidât à Rome depuis huit ans, ce diplomate, aux termes du cérémonial, ne s'y trouvait qu'*incognito :* par raison d'économie, il n'avait pu, en effet, *se mettre en public*, c'est-à-dire organiser la somptueuse cavalcade qui devait, selon l'usage romain, accompagner au Vatican, lors de sa première audience officielle, tout nouvel ambassadeur. L'Empereur ayant envoyé une mission extraordinaire auprès du conclave, le roi de France « crut de sa dignité d'avoir au moins à Rome un ambassadeur reconnu, » et il avait donné l'ordre à Saint-Aignan « de faire incontinent tout ce qui était nécessaire pour cela. » Le duc apprit sans plaisir la volonté royale, car, nommé depuis trois mois au gouvernement de Bourgogne, il attendait, pour quitter Rome, l'élection du Pape ! La « pompe » du 21 avril rappela dans son ensemble celle que le prince de Sainte-Croix avait étalée un mois auparavant. Au dire de Saint-Aignan, le cortège, réglé par ses soins, fut d'une rare magnificence ; et, pour le mieux admirer, les cardinaux, aux fenêtres, demandèrent qu'il évoluât, à plusieurs reprises, sur la place Saint-Pierre. « J'eus pour remerciemens, écrivait le duc à Fleury, des signes réitérés que Leurs Éminences me firent de leurs bonnets. » Moins flatteuse est la description que l'auditeur de rote français, Canillac, nous a laissée de la chose. « Trois

jours auparavant, dit-il, les équipages (*de Saint-Aignan*) n'étaient pas complets : il luy manquait un des quatre premiers carrosses, et nous étions tous dans la crainte que cette cérémonie ne se fît pas avec la décence convenable ; mais il eut le bonheur d'en trouver un à acheter à M. le duc de Guadagnole qui était assez propre pour ne pas blesser les règles du cérémonial et, au moyen d'un nombreux cortège, composé de tous les Français que la curiosité a emmenés ici, la chose alla passablement bien. »

A son tour, la semaine de Quasimodo s'écoula sans que les factions eussent montré la moindre velléité d'arriver à une entente, et les jours se succédèrent, monotones, sans qu'une seule candidature sérieuse se fût produite. La morne tranquillité du Vatican fut cependant troublée le 26 avril. Descendu de grand matin dans la Sixtine, le cardinal Porzia y aperçut, fixés aux quatre angles de la chapelle, des placards fort injurieux pour lui. Après s'être exprimé très librement sur le compte du bénédictin, l'auteur anonyme de ces libelles se résumait ainsi : « Tant que ce diable de moine n'aura pas reçu la bastonnade, nous n'arriverons pas à sortir d'ici. » A la vue de ces pamphlets, Porzia entra dans une violente colère, et fit grand tapage, « réclamant à grands cris justice pour lui et châtiment exemplaire pour l'audacieux criminel. » Accouru au bruit, le camerlingue s'efforça de calmer son irascible confrère et lui promit de découvrir le coupable. Et, de fait, Albani interrogea devant le Sacré Collège conclavistes, domestiques et employés de toute sorte : aucun d'eux ne put révéler ou ne voulut trahir le nom du délinquant. Tout dépité, Porzia demanda là-dessus que l'affaire fût remise à la justice ordinaire et que les magistrats compétens fussent introduits dans le Vatican. Albani n'ayant pu accéder à ce désir, le moine sortit de chapelle avec esclandre et s'en fut dans sa cellule « cacher sa rage. » Quinze jours durant, il y demeura, invisible à tous, et lorsqu'il en sortit, ce fut pour abandonner le conclave ! La maladie de reins, dont il se prétendait atteint, ne rencontra aucune créance, et quand, le 10 juin, on apprit à Rome la mort du pauvre homme, chacun déclara qu'il avait succombé à la *rabbia papale*.

Vers la fin d'avril, Corsini hasarda une dernière tentative en faveur de Spinola. A trois reprises, le nom de ce cardinal fut mis aux voix : Albani et Acquaviva, coalisés, lui opposèrent vingt-cinq, vingt-sept et même trente suffrages ! Cet essai

malheureux provoqua de surcroît une explication fort pénible entre Tencin et l'archevêque de Monreale. A l'issue du scrutin, le premier blâma tout haut le protecteur d'Espagne de s'acharner « contre un candidat auquel la cour de Madrid n'était pas si opposée. » Acquaviva ne le laissa pas achever : il n'avait, dit-il brusquement, ni compte à rendre, ni leçons à recevoir, « *che sapevacio che faceva et che a lui spettava de' eseguire gli ordini del suo sovrano;* » d'ailleurs Tencin se repentirait peut-être un jour « de suivre servilement Corsini. » Et, sur ce, Acquaviva s'en fut, digne et courroucé!

Le sens de ces paroles menaçantes n'apparut point sur l'heure à Tencin. Il ne le découvrit qu'au bout de quelques jours, en apprenant que le camerlingue et ses alliés se préparaient à accuser, en pleine séance, le neveu de Clément XII d'avoir, du vivant de son oncle, opéré des malversations dans les finances pontificales! L'attaque fut conduite par le cardinal Cibo, patriarche de Constantinople et grand prieur de Rome : le 5 mai, ce prélat demanda en effet à Corsini comment la Chambre Apostolique se trouvait endettée de quatre millions d'écus, quand elle avait encaissé « du fait de la loterie et des indemnités de l'Espagne pour le passage des troupes » une somme presque équivalente. Flairant un piège, Corsini esquiva la question et, pour toute réponse, il reprocha au camerlingue d'avoir autorisé un semblable débat, car seul le nouveau pape avait qualité pour reviser les comptes de son prédécesseur. Cette habile repartie retourna l'assemblée en faveur de Corsini et, lorsqu'il se fut rassis sur son trône, les applaudissemens éclatèrent.

Corsini avait si prestement évité le coup préparé par Albani, que celui-ci, désespérant d'atteindre ce trop souple adversaire, résolut de traiter avec lui. Il reprenait ainsi tardivement, et pour son propre compte, l'idée que le cardinal de Rohan lui avait jadis exposée en pure perte! A l'instigation du camerlingue, le grand pénitencier Petra, doyen de la promotion de Benoît XIII, vint donc proposer aux chefs de la faction Corsini « de concourir à l'élection d'un membre du vieux collège, » le cardinal Gotti. Flatté de la démarche d'Albani et n'ayant aucune prévention contre ce candidat, « moine jacobin, ayant quelque science monacale, assez de piété et de crédit, » Corsini inclinait à lui promettre son appui : Rohan et Tencin s'y opposèrent « avant de connaître l'opinion des cardinaux de couronne avec

lesquels ils étaient tenus d'agir de concert. » Consulté en premier lieu, Acquaviva déclara « qu'il suivrait l'exemple des cardinaux français. » La réponse était embarrassante. « Je lui repartis, écrit le 18 mai Tencin à Fleury, que mes instructions étaient muettes sur le compte de Gotti, parce que l'on n'avait pas imaginé en France qu'après un pontificat tel que celuy de Benoît XIII, on pût songer à un dominicain; que Gotti n'avait ni naissance, ni expérience dans le gouvernement, ce qu'on n'aurait pas pu dire d'Orsini (*Benoît XIII*), dont la sainteté n'était pas moins bien reconnue que celle du candidat dont il s'agissait; qu'au surplus, nous ne sçavions rien de ce qui pouvait regarder sa parenté, ses habitudes, etc.; que son habit nous inspirait quelques craintes dans l'état présent de la religion en France. » Continuant sa tournée, Tencin trouva Giudice et Kollonitz « enclins à suivre Gotti. » L'Empereur, dirent-ils, voulait du bien à ce cardinal et partageait en cela les sentimens du roi de France qui « l'avait inscrit sur une liste de sujets papables envoyée de Paris à Vienne. »

Voulant à tout prix « ébranler leur conviction et les tourner contre Gotti, Tencin circonvint les deux prélats : il leur remontra « que la liste en question était déjà ancienne, » leur insinua « que l'Empereur ne retirerait aucun honneur de cette élection » et leur donna même à entendre qu'Acquaviva en était le principal artisan! Tant d'audace réussit : Giudice et Kollonitz promirent « de ne pas s'engager pour Gotti, tant que celui-ci n'aurait pas vingt-sept ou vingt-huit suffrages assurés. » Ce chiffre ne pouvait être atteint sans les voix françaises et autrichiennes. Tencin était donc tranquille; « il y a apparence que cette négociation n'ira pas plus loin, » confessait-il à Fleury, après lui avoir narré toutes les péripéties de cette candidature mort-née.

En agissant ainsi, Tencin n'avait pas seulement ruiné les desseins du camerlingue : il avait par contre-coup servi les intérêts de Corsini « en resserrant autour de lui l'alliance des couronnes. » Pour profiter de cet avantage, le neveu de Clément XII résolut de « proposer » sans délai son compatriote et ami Delci; mais, patron trop souvent malheureux, il chargea Tencin de faire la campagne et d'assurer à son candidat l'appoint des suffrages espagnols et autrichiens. En premier lieu, le prélat français pressentit Giudice et Kollonitz : c'étaient les plus incertains.

Ils adhérèrent sans réserve au projet de Corsini. Le succès de l'affaire semblait dès lors assuré. Acquaviva pouvait-il en effet s'opposer à un cardinal, son proche parent d'abord, et fort ami ensuite du roi de France, auprès duquel il avait séjourné comme nonce? Ce fut lui pourtant qui fit échouer la brigue. « Il est Napolitain, écrivait-on de lui à Fleury, peu après l'ouverture du conclave, et veut un pape napolitain : il ne sait rien en dehors de cela et les intérêts de la couronne d'Espagne passeront après. » Jamais prédiction ne se trouva plus justifiée. Tout en promettant de voter pour Delci, Acquaviva déplora amèrement que l'on n'eût pas choisi « Ruffo, Napolitain et sujet de la maison de Bourbon, » au lieu d'un « Florentin, sujet de l'Empereur : » ces récriminations laissèrent Tencin en doute. Et lorsque le 27 mai, au sortir du scrutin où Delci n'avait obtenu que vingt-cinq voix, le cardinal de Monreale « vint insinuer qu'il était encore temps de faire adopter Ruffo, » Tencin comprit qu'il avait été joué. Pour « faire adopter Ruffo à tout prix, » le perfide Acquaviva, bien loin d'encourager ceux de son groupe à voter pour Delci, leur avait donné lui-même l'exemple contraire. Incrédule à l'ordinaire, Corsini se refusa toutefois « à croire à tant de noirceur » et ne voulut pas retirer son candidat. Au scrutin du lendemain, celui-ci n'obtint que vingt-quatre voix et, les jours suivans, il n'en regagna aucune. Fatigué bientôt de ce « ballottage inutile, » Delci pria lui-même ses confrères « de ne plus songer à lui, et le conclave retomba dans l'inaction. »

Pensant que sa ruse n'avait pas été éventée et que, dans le parti Corsini, nul ne songeait à lui imputer l'échec de Delci, Acquaviva résolut de faire une dernière tentative en faveur de Ruffo. Le 6 juin, payant d'audace, il pria Tencin et Rohan de lui prêter leur concours. Ceux-ci refusèrent : « ayant partie liée avec les couronnes, » dirent-ils, « ils ne pouvaient soutenir un prélat napolitain, car l'Empereur y serait délibérément opposé. « C'est une domination, répondit Acquaviva, c'est une tyrannie qu'on ne doit point souffrir et qui doit surtout réunir contre luy (*l'Empereur*) tous ceux qui sont attachés à la maison de Bourbon. » Impassibles, les deux cardinaux répliquèrent, non sans ironie, que, si l'on pouvait faire changer la règle d'union avec les couronnes qui leur avait été imposée, ils iraient volontiers à Ruffo. A son tour, le protecteur d'Espagne était joué ! Voyant

la bataille perdue, il se replia en bon ordre, et « l'entrevue finit par des amitiés réciproques et des embrassades très affectueuses. » — Après avoir narré la scène à Fleury, Tencin, pour parer à toute éventualité, s'étendit longuement sur les inconvéniens que présenterait un pape napolitain. Dans le dernier conclave, les Espagnols, sages et prévoyans, avaient écarté à tout prix les candidats de cette nationalité, « pour être les vassaux de l'Empereur; » pouvait-on se dispenser de suivre cet exemple, « quand aujourd'hui le roi de Naples réside dans ses États, est aux portes de Rome, et que les prétentions sans bornes de ce prince ont dépassé de beaucoup celles des Espagnols et des Impériaux? Plusieurs cardinaux ont des bénéfices dans le royaume de Naples, plusieurs familles y ont des fiefs; en outre, les prélats napolitains sont traités comme Italiens et, comme ce, admis à toutes les charges et pourvus d'un nombre illimité de chapeaux. Enfin, jamais les souverains de Naples n'ont tenu leurs vassaux dans une si grande servitude. »

Cependant ce conclave de cinq mois énervait toutes les patiences : la lassitude des cardinaux était surtout provoquée par le sincère désir que chacun d'eux avait de donner enfin un chef à l'Église et de mettre un terme à leurs discordes lamentables. Telle est bien d'ailleurs la préoccupation que l'on retrouve dans une lettre charmante, envoyée du conclave à Fleury, par le plus fin lettré du Sacré Collège, Quirini, évêque de Brescia, et avant tout bibliothécaire du Vatican. « Nous nous trouvons, dit-il avec tristesse, *dentro la selva oscura* de Dante, en pouvant ajouter, avec bien de raison, *che la diritta via era smaritta.* »

Sur ces entrefaites, la mort subite du cardinal Cenci, survenue le 24 juin, acheva d'émouvoir le Sacré Collège : les cardinaux virent, dans cet accident, un avertissement de la Providence et un signe avant-coureur de la colère divine. Acquaviva lui-même, « oubliant ses rancunes et Ruffo, » offrit à Rohan un concours sans réserve et, chez certains prélats, le désir « de sortir de prison » devint si impérieux que, lorsque, cinq jours plus tard, le cardinal Firrao « fut déclaré candidat, » ceux-ci, sans attendre le scrutin, renvoyèrent leur argenterie dans leurs palais et se firent apporter leurs habits de cérémonie pour l'intronisation du nouveau pape ! — Firrao, d'ailleurs, n'obtint que

vingt-trois voix, ce qui inspira la pasquinade suivante où la constante malchance de ce cardinal était raillée :

« Cadde in mare e non s'annegò
Porto le fascie e non le consegnò
Fù nunzio e non entrò : fù
Segretario di Stato e non contò.
Fù papa e non regno (1). »

La sachant condamnée d'avance, Corsini et les cardinaux de couronne ne s'étaient pas inquiétés de la « candidature indépendante » de Firrao : ils l'avaient même vue se produire sans déplaisir, car, en retenant l'attention du Sacré Collège, elle leur permettait d'élaborer à leur aise le choix « du sujet qu'ils désiraient présenter collectivement, afin de lui assurer la victoire. » Le cardinal Pompée Aldovrandi fut leur élu. « C'est un homme de beaucoup d'esprit et de capacité, lit-on dans un mémoire contemporain, il a quelques amis et un monde d'ennemys... Je doute qu'il puisse réussir à cause de la multitude de ses adversaires. » Cette fâcheuse crainte devait se réaliser : la haine du seul cardinal Albani perdit Aldovrandi ! Le camerlingue s'était révolté à l'idée « que le Pape fût fait en dehors de lui et appartînt à une famille mal traitée sous le règne de son oncle Clément XI. » Souverain Pontife, Aldovrandi ne serait-il pas en effet disposé à venger les siens sur le neveu de leur persécuteur ? Pour empêcher une élection aussi funeste, Albani inventa un perfide stratagème. Ayant su qu'un franciscain du couvent des Saints-Apôtres, le Père Ravali, jouissait de l'entière confiance d'Aldovrandi, le camerlingue fit adroitement informer le religieux des « craintes de famille » qui l'empêchaient de soutenir la candidature de ce cardinal. Voulant servir la cause de son ami, le Père Ravali prévint aussitôt celui-ci des sentimens hostiles d'Albani et lui conseilla de les adoucir en protestant par écrit de son bon vouloir envers le camerlingne. Aldovrandi écrivit sa réponse au dos même du billet de Ravali. « Tu es Doctor in Israël e però sa meglio di me, che cosa sia possibile in una

(1) Voici la traduction littérale et l'explication de ce quatrain : « Il est tombé dans la mer [en faisant naufrage] et ne s'est pas noyé ; il a porté les langes [de la part du Pape, lors du baptême d'une infante de Portugal] et ne les a pas donnés ; il a été nonce [en Portugal] et n'a pas fait son entrée ; il fut secrétaire d'État [de Clément XII] et n'a pas compté, il fut pape et n'a pas régné. »

materia tanta delicata. Dizzò altro non posso nò devo dire, se non che Ella faccia a nome mio tutto quello, che con tutta coscienza più farsi e promettersi senza contraere debito con Dio, potendo per altro asseverare che, come uomo di onore, non sarei mai per mancare al mio dovere verso chi mi ha beneficato come prescindendo dal presente caso, conserve sempre viva la memoria delle mie obbligazioni alla sagra e gloriosa memoria di Clemente XI. Per altro, io non desidero, che dè sortire dal conclave colla salute prima dell' anima poi del corpo, ed a tal fine non m'ingerisco in alcun maneggio, non sortendo dalla mia cella che per andare allo scrutinio et sia quella che Dio ha disposto, alla cui suprema volontà mi umilio con la maggior venerazione. » De ce noble langage, la « noire malice » du camerlingue allait tirer de quoi ruiner la candidature d'Aldovrandi ! — Le 5 juillet, à l'issue du scrutin qui avait donné trente et un suffrages à ce cardinal, Albani informa ses confrères, « avant qu'ils n'allassent plus loin, » que le candidat proposé à leurs votes s'était rendu coupable de simonie, en s'efforçant de corrompre les électeurs par des promesses tentatrices, et, à l'appui de son dire, il exhiba la lettre du P. Ravali. Ce fut un coup de théâtre. Se dressant sur son trône, pâle, les mains crispées, Aldovrandi réclama la parole. D'une voix étranglée par l'émotion, il relata minutieusement ce qui s'était passé et, pour toute conclusion, dédaignant de faire l'apologie de sa conduite, il somma le camerlingue de donner incontinent lecture à l'assemblée de la correspondance incriminée. La lettre de Ravali était devenue inintelligible : une main scélérate en avait effacé ou biffé la plus grande partie ! « Bien que la réponse d'Aldovrandi, écrit Saint-Aignan à Fleury, eût suffi à elle seule à dissiper le soupçon, cela a tout de même fait grand effet, et ceux qui n'allaient qu'à contre-cœur à Aldovrandi ont déclaré vouloir se retirer pour l'instant, ce qui a dû faire ajourner la proposition du candidat. » — Elle fut reprise le surlendemain. Ce jour-là, en effet, à l'ouverture de la séance, Aldovrandi produisit un double de la lettre du P. Ravali : celui-ci en garantissait la copie, « la main sur sa poitrine sacerdotale », et l'accompagnait de ce serment : « Je jure de plus que ledit mien billet n'a jamais esté par moy ni altéré, ni biffé dans la moindre partie, ny aussi consigné à personne du monde, et trouvant qu'il me manque, il faut dire qu'il m'a esté enlevé secrètement. »

Pour Albani, cette déclaration était accablante : il en supporta néanmoins la lecture avec « un visage de marbre. » Et, sitôt qu'elle fut achevée, sans tenter de se disculper ni de s'excuser, il invita simplement les cardinaux à procéder au vote. Aldovrandi réunit trente et un suffrages. Qu'il gagnât trois (1) voix de plus et il était Pape !

Corsini et les cardinaux de couronne résolurent de « remuer toutes choses pour achever la victoire. » Mais, à cet instant critique, le camerlingue, « se raidissant contre la destinée, » leur opposa une résistance désespérée. Pendant plus d'un mois, les scrutins se succédèrent, invariablement stériles. Aldovrandi obtint trente et un, trente-deux et même, un jour, trente-trois suffrages, sans pouvoir arracher au camerlingue la dernière voix qu'il lui fallait. Serrés autour d'Albani, dix-sept cardinaux demeurèrent irréductibles, vieille phalange que rien ne pouvait entamer. Cependant leur chef s'ingéniait pour jeter la discorde dans le camp adverse ; ainsi Acquaviva apprit que le peuple de Rome, pour indiquer ses préférences, avait dans les carrefours allumé des lanternes vénitiennes sur lesquelles s'étalaient les armes de Ruffo, surmontées de la tiare et il vint aux oreilles des cardinaux les plus craintifs que la plèbe du Transtévère avait manifesté contre Aldovrandi ! Le camerlingue en fut d'ailleurs pour ses frais, et ces démonstrations, qu'il avait provoquées à prix d'or, restèrent sans effet.

La moitié d'août s'écoula, « le conclave demeurant dans cette impasse. » Un instant, Aldovrandi, mû par un sentiment de pieuse générosité, avait voulu poser les armes. Le 30 juillet, dans une lettre adressée au neveu de Clément XII, il supplia « qu'on abandonnât sa candidature, puisqu'elle obstruait le scrutin, » disant, à l'exemple du prophète Jonas : « Si c'est à mon occasion que cette tempête s'est levée, prenez-moi et me jetez à la mer. » Corsini et ses alliés avaient rejeté cette offre magnanime. Mais, à mesure que les jours se succédaient dans la chaleur croissante de l'été, le « sacrifice » d'Aldovrandi apparut peu à peu aux cardinaux de couronne comme l'unique moyen de résoudre le conflit, et la plupart d'entre eux inclinèrent doucement vers cette concession qu'ils avaient repoussée deux semaines auparavant. L'initiative du cardinal Cibo, l'un des

(1) Les morts et les absences réduisaient le Sacré Collège à 51 membres. La majorité des deux tiers, nécessaire à l'élection, était donc de 34.

partisans d'Albani, eut raison de leurs derniers scrupules : dans la matinée du 16 août, ce prélat informa Tencin « que, si la faction d'Aldovrandi voulait voter pour Lambertini, le Pape serait fait le soir même. »

A cette offre, Tencin prêta une oreille complaisante : une amitié de vingt ans le liait en effet à Prosper Lambertini. Tous deux s'étaient connus jadis à Rome : le premier, venu avec le cardinal de Rohan au conclave de Benoît XIII, était demeuré en Italie pour négocier la promotion de Dubois au cardinalat; le second, modeste avocat consistorial, faisait alors au Vatican ses débuts dans la prélature. Les deux hommes s'étaient vite sentis attirés l'un vers l'autre : l'Italien, séduit par le génie souple, l'esprit brillant, la conversation enjouée du Français; celui-ci, charmé par le causeur délicat, le fin lettré, le savant érudit, le docteur éclairé qu'était déjà l'abbé Lambertini. Depuis lors, les hasards de la vie les avaient presque toujours séparés, mais devenus archevêques, l'un d'Embrun, et l'autre de Bologne, les deux amis d'antan n'avaient jamais perdu l'occasion de se voir ou de s'écrire, et les six mois qu'ils venaient de vivre côte à côte dans le conclave n'avaient pas manqué de resserrer encore les liens de leur mutuelle affection.

Rendu tout joyeux par la proposition de Cibo, Tencin la communiqua aussitôt au parti Corsini, assemblé en toute hâte dans la cellule de Rohan. La plupart des cardinaux acceptèrent, d'un cœur léger, d'entrer dans une combinaison au bout de laquelle ils entrevoyaient la liberté; mais Corsini « fut étourdi du coup : il lui était dur de sortir de sa faction. » Tencin lui remontra doucement que Lambertini, créé archevêque de Bologne par Clément XII, était, à ce titre, une « créature » de ce pape, et il se porta garant des sentimens que nourrissait ce cardinal à l'égard de la famille de ce même pontife. « Ébranlé et convaincu à demi, » Corsini demanda cependant quelques heures de réflexion. En lui-même, il espérait encore dans le scrutin de l'après-midi. Cibo avait-il agi à l'instigation ou à l'insu du camerlingue, et, dans ce dernier cas, celui-ci, se voyant trahi, ne se jetterait-il pas dans les bras d'Aldovrandi? La proclamation du vote dissipa les dernières illusions de Corsini, et lorsque, vers le soir, Tencin entra dans la cellule de ce cardinal pour le prier « affectueusement de trouver avant l'aube les deux voix qui manquaient à Aldovrandi ou d'aller le lendemain de bonne grâce à

Lambertini, » Corsini comprit que l'heure de la capitulation avait sonné. Et, l'archevêque d'Embrun s'étant discrètement retiré, il demeura dans sa chambre, accablé, brisé, anéanti, incapable même d'un dernier effort en faveur d'Aldovrandi. Trois heures après, il venait lui-même annoncer à Tencin « qu'il acceptait Lambertini ! »

En quelques instans, la nouvelle s'en répandit par tout le conclave ; malgré l'heure avancée, nombre de cardinaux, sortant de leurs cellules, se précipitèrent vers l'appartement de l'archevêque de Bologne et, y faisant irruption, fléchirent le genou devant « l'élu de la Providence. » Parmi ces courtisans de la première heure, on put voir le camerlingue, qui, la veille encore, s'exprimait publiquement contre lui. »

L'élection régulière se fit le lendemain matin, 17 août. La messe entendue, le scrutin eut lieu, comme à l'ordinaire, dans la Sixtine. Au dépouillement, il se trouva cinquante et un bulletins dans le calice : cinquante portaient le nom du cardinal Lambertini ; celui-ci, par une délicatesse suprême, avait donné sa propre voix à son collègue Aldovrandi. — Selon l'usage, le camerlingue proclame le résultat du vote, et il s'établit un silence auguste. Puis, sans regagner son trône, mais resté debout sur les marches de l'autel, parmi l'assemblée recueillie et muette, dans la majesté du lieu et de l'heure, sa voix s'élève encore. « L'éminentissime seigneur Prosper Lambertini, ayant obtenu la majorité requise, est élu au pontificat suprême. » S'avançant alors vers l'archevêque de Bologne, Albani lui demande s'il consent à recevoir « la charge auguste entre toutes. » La réponse vient affirmative. Derechef, le camerlingue interroge : « Quel nom voulez-vous assumer ? » « Je régnerai sous celui de Benoît, » décide le maître. Et aussitôt il voit à ses pieds l'orgueilleux Albani humblement prosterné, tandis que s'abaissent les baldaquins des sièges cardinalices, un seul excepté, celui du nouveau pape, devant qui viennent s'agenouiller les cardinaux, lui baisant les mains et prêtant le serment d'obédience. Prosper Lambertini est ensuite mené dans la sacristie de la chapelle Sixtine et, là, il revêt les ornemens pontificaux. Au même instant, entrent en branle les cloches de la basilique Vaticane, et les cardinaux-gardiens, aidés du prince Chigi, maréchal du conclave, ouvrent toutes grandes les portes de la clôture...

Cependant le bruit de l'événement a volé dans Rome. Déjà,

sur le parvis de Saint-Pierre, un peuple sans nombre tend les yeux vers le balcon fatidique d'où va être jeté à la foule le nom de l'élu. Et soudain le balcon s'anime, les maîtres des cérémonies paraissent, la croix d'or à triple traverse brille aux regards, et l'on voit, dressée contre les balustres, la pourpre d'une robe cardinalice. C'est le « premier des diacres, » le cardinal Marini, qui vient pour publier la grande nouvelle. « *Annunzio gaudium magnum, Papam habemus Eminentissimum et Reverendissimum Dominum Prosperum de Lambertini tituli Sanctæ Crucis in Hierusalem, qui sibi nomen imposuit Benedictus XIV.* »

Cette fois, l'œuvre est bien accomplie, Benoît XIV attend l'hommage de la chrétienté. Il n'y a plus de conclave!...

Oui, le conclave était fini, et déjà l'on s'habituait à le croire éternel. Du 19 février au 17 août, six mois durant, il avait traîné sa lente carrière. Depuis la fin du grand schisme, on n'en avait pas vu de pareil. Son dénoûment aussi frappait les âmes. Deux grandes factions l'avaient déchiré, chacune trop faible pour vaincre; et voici qu'elles avaient enfin mêlé leurs forces ennemies, qu'elles s'étaient ralliées sur le nom d'un homme soustrait à leurs influences, étranger à leurs calculs, ignorant tout de leurs intrigues et promettant, à leurs espérances rivales de domination, une ruine semblable. Une fois de plus, se justifiait le vieux proverbe romain : « Celui qui entre pape au conclave en sort cardinal! »

Au lendemain de la mort de Clément XII, autour de son catafalque, il s'était produit toute une éclosion de prophéties et de conjectures; une seule se trouvait réalisée, celle de l'abbé Certain, le modeste secrétaire de l'ambassadeur de France. « Ce sont presque toujours, écrivait-il le 7 février, des circonstances imprévues qui décident du choix des papes. Les arrangemens, les projets et les plans faits de longue date ont rarement leur effet. On bataille toujours sans pouvoir s'accorder; enfin on se lasse d'être entre quatre murailles, la patience échappe, la santé s'affaiblit et par lassitude, par dégoût, par envie de sortir de prison, on se réunit à élire tel à qui on n'avait jamais pensé. » Or, durant les lenteurs du conclave, les faits en témoignent, on n'avait justement pas songé à Prosper Lambertini. Le coup de théâtre de son élection parut l'œuvre d'un hasard où n'entrait pour rien la prudence vulgaire des hommes.

Et puis Benoît XIV régna, et il s'acquit le renom d'un grand

pape. Si la destinée ne mêla sa vie à aucun de ces événemens illustres qui, par leur éclat même, assurent la célébrité à leurs acteurs, ce pontife nous apparaît cependant paré d'un rare prestige, et ce n'est pas aux contingences qu'il l'emprunte. Par la supériorité de ses talens, par la distinction de son caractère, par ce qu'il y a en lui d'universel et d'achevé, Benoît XIV domine toute l'histoire religieuse de son temps. En ce XVIIIe siècle, siècle de tant de lumières et de si vives illusions, Benoît XIV apporte l'ornement d'une intelligence douée de finesse et de force, l'arme d'une raison droite et d'un jugement que rien n'abusa. Chez ce pape, un équilibre harmonieux unit les facultés les plus opposées et assemble les connaissances les plus diverses : le théologien sévère n'exclut ni l'humaniste délicat, ni l'amateur des sciences naturelles, ni le protecteur des arts. Savant sur beaucoup de choses, Benoît XIV se montre curieux de toutes.

Aussi bien, l'œuvre de sa vie ne paraît-elle pas moins digne d'attention que son caractère. Avocat consistorial à ses débuts, il se révéla juriste distingué autant que plaideur habile. La bibliothèque de l'Université de Bologne renferme encore nombre de mémoires présentés par lui au tribunal de la Rote, et l'on se plaît à louer en ces écrits la perspicacité du jugement, la subtilité de la dialectique, la modération des conclusions. Clément XII ne fit que justice en plaçant Prosper Lambertini sur le siège d'Ancône, puis sur celui de Bologne. Par ses vertus, le nouveau prélat devint, en effet, le modèle des évêques de son temps. Prêtre zélé, pasteur plein de bonté, docteur prudent, administrateur scrupuleux, il remplit exactement tous les devoirs de sa charge, sans se reposer sur autrui de la moindre de ses fonctions. Et, parmi tant de travaux, il trouvait encore le loisir de composer de volumineux traités de théologie et de controverse, dont l'appareil fait même de nos jours l'étonnement des plus laborieux érudits. Son élévation sur le trône de Saint-Pierre ne ralentit point son ardeur : Benoît XIV gouverna la chrétienté comme le cardinal Lambertini avait dirigé ses diocèses. Tout fut soumis à son examen, tout fut délibéré, tout fut résolu par lui. Réorganiser la curie, en simplifier les rouages, rétablir l'ordre dans les finances, conseiller les évêques et éclairer leur doctrine, surveiller les séminaires et diriger l'enseignement des clercs, encourager les missionnaires et subvenir à leurs besoins,

guider, à travers la confusion de l'Europe, la diplomatie des nonces, cet immense labeur, qui eût absorbé plusieurs vies d'hommes, ne suffisait pourtant pas à rassasier l'activité dévorante du pontife. Celui-ci trouvait encore le temps de correspondre avec les savans les plus illustres de l'époque et de commenter leurs travaux. Sur son initiative, des recherches archéologiques étaient faites à Rome et par toute l'Italie : par ses soins, les collections du Vatican et du Capitole se voyaient considérablement accrues, et la Ville Éternelle devait à sa munificence la construction ou la réfection de nombreux édifices.

En un mot, il fut un de ces papes qui, tout en resserrant l'armature de l'Église, savent néanmoins empêcher le grand corps catholique de se replier sur lui-même en une défense timide, mais le portent à l'action et à l'expansion par où l'Église manifeste sa vitalité et affirme à la face du monde les droits qu'elle a hérités de son institution divine. N'était-ce pas bien l'homme qu'il fallait au gouvernail de la barque de Pierre, pour en assurer la route sur une mer traîtresse et mêlée d'écueils ?

Et pourtant, il faut le redire et bien méditer cette parole : nul n'avait songé à Prosper Lambertini avant l'heure où, mis à la tête de la chrétienté, il s'y révéla comme le plus digne. Étonnante réussite pour un vote de hasard ! Mais vingt ans après, l'abbé Certain se fût-il exprimé de même ? Lassitude des querelles sans fin, dégoût de la vie recluse, impatience de l'obsédante clôture, les santés ébranlées, les nerfs en déroute, tout cela explique bien que les cardinaux, dans leur hâte d'en finir, aient voulu à tout prix faire un choix, mais non pas qu'ils aient fait le choix le meilleur, l'unique choix, ce choix-là ! C'est donner la part trop belle à l'infirmité humaine que de lui attribuer le mérite d'un événement où, nous, catholiques, nous reconnaissons hardiment la main de la Providence.

GABRIEL DE MUN.

LES
OPÉRATIONS MARITIMES

GUERRE DE COTES ET GUERRE DU LARGE

Nous avons eu pendant quelques semaines, sur le littoral de la Belgique, la véritable guerre de côtes, telle qu'on la pratiquait autrefois, lorsque, par exemple, la flotte anglaise inquiétait de son feu, à la bataille des Dunes, entre Nieuport et Dunkerque, — on se bat toujours aux mêmes endroits, — l'armée espagnole que dirigeait un prince français, le Grand Condé, momentanément égaré par sa haine pour Mazarin.

Cela se passait en 1658 (14 juin). Aujourd'hui, c'est une force navale anglo-française qui est venue flanquer l'aile gauche de nos alliés les Belges et battre violemment l'aile droite allemande, acharnée à s'ouvrir par Nieuport le chemin de Dunkerque.

Quand on publia la nouvelle de cet intéressant épisode de guerre, les télégrammes anglais parlaient d'un groupe de *canonnières*. Ce terme, très général en soi, mais très précis et significatif pour les marins, étonna quelque peu ceux qui savaient que l'Amirauté ne disposait pas de petits bâtimens présentant, avec un faible tirant d'eau, nécessaire au milieu des bancs de Flandre, une puissance offensive et défensive sérieuse, de gros canons et une bonne cuirasse.

Tout s'expliqua bientôt. Un hasard heureux avait servi nos alliés et nous-mêmes en se chargeant de combler une lacune importante de l'*ordre de bataille* des deux marines. Au moment où la guerre éclata, il y avait aux chantiers Wickers trois monitors de 1300 tonnes, armés chacun de 2 pièces de 152 millimètres, 2 de 120 et 4 de 47, qui, sous les noms de *Solimoës*, *Javary* et *Madeïra*, étaient destinés à la marine brésilienne. Ces petits bâtimens, encore que leur artillerie fût un peu faible, pouvaient rendre d'immédiats services dans les rades de Dunkerque, Nieuport et Ostende, longs couloirs que des bancs parallèles à la côte et affleurant à mer basse défendent à peu près des grosses houles. Les trois monitors furent donc réquisitionnés, armés, équipés par la marine britannique et furent baptisés *Humber*, *Shannon* et *Mersey*. Dès le 20 octobre, leur action, appuyée de celle de nos grands contre-torpilleurs de la Manche (ceux-ci ont des pièces de 100 millimètres) ne tarda pas à se faire sentir, d'abord sur les colonnes allemandes qui suivaient soit l'estran, soit la route côtière, puis sur les batteries de campagne qui, vers la bouche de l'Yser, couvraient d'obus les tranchées belges et les avancées de Nieuport.

Mais nos tenaces adversaires n'entendaient pas céder si vite à des engins dont la mise en jeu semblait les surprendre, eux si prévoyans, si avertis pourtant... Quelques jours après le commencement de cette lutte, on apprenait qu'ils dressaient sur le rivage, à couvert derrière la frange littorale de dunes, des batteries d'artillerie lourde. Un peu plus tard, c'étaient des canons de côte proprement dits et des pièces de marine transportées en grande hâte de Wilhelmshaven que l'on établissait vers Middelkerke et Ostende. Entre temps, et comme les Allemands avaient réussi à amener des sous-marins dans les eaux belges aussi promptement que je l'avais admis, — on s'en souvient peut-être, — dans mon étude sur *Anvers, base navale* (1), nous étions informés que, déjà, leurs torpilles automobiles s'étaient attaquées à la flottille alliée et aussi que des mines automatiques étaient semées à tous les débouchés des bancs de Flandre. Les sous-marins allemands débordaient dans le Pas de Calais et dans l'Est de la Manche, utilisant habilement les

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre.

chenaux de nos eaux territoriales pour éviter le champ de mines constitué par les Anglais dans le vestibule nord du Pas de Calais. Le 31 octobre, l'une de ces dangereuses unités coulait le croiseur *Hermès*, de 5 600 tonneaux, qui, du moins avant la guerre, portait le guidon du commandant de l'aviation navale anglaise. Presqu'en même temps, c'était un paquebot, transport de blessés et de réfugiés belges, qui subissait de graves avaries, heureux de ne pas sombrer à pic. Le 11 novembre, enfin, l'aviso torpilleur *Niger*, mouillé en rade des dunes, était frappé mortellement...

Ces difficultés n'empêchèrent pas les alliés de renforcer la petite force navale qui opérait sur la côte de Belgique. On dit que nos croiseurs cuirassés y parurent. En tout cas, l'Amirauté envoya un cuirassé, le *Venerable* (classe *Formidable* : 1899 ; 4 canons de 305 millimètres, 12 de 152 et 16 de 47 ; 225 millimètres de cuirasse ; 18 nœuds de vitesse) dont les grosses pièces contrebattirent avec succès les plus fortes batteries allemandes. Mais le *Venerable*, qui déplace 15 000 tonnes, comme nos unités du type *Patrie*, cale près de 9 mètres, et l'on sent combien ses manœuvres doivent être gênées dans des parages où les contours des bancs sont variables, où il n'y a plus de balisage et où les chenaux de 10 mètres de fond sont déjà rares. Les sous-marins en ont profité pour l'attaquer, heureusement sans résultat. Outre que le cuirassé faisait bonne garde et qu'il était couvert par les navires légers, la faible vitesse à laquelle il était obligé de se mouvoir lui laissait l'avantage de garder à la mer ses doubles filets à mailles d'acier. Peut-être y a-t-il déjà recueilli quelques torpilles *Schwartzkopf*, retenues captives en dépit de leurs coupe-filets.

Ainsi, tout va bien de ce côté-là, et, aux dernières nouvelles, la petite escadre combinée opérait avec succès contre Zeebrugge. Il n'en est pas moins vrai que les marines alliées n'ont pas sur la côte de Belgique, — pas plus, d'ailleurs, que les Allemands ne les auraient eux-mêmes, — les types exactement adaptés aux circonstances hydrographiques locales. Les trois petits monitors pourraient être, en cas de mauvais temps, « mangés par la mer » à marée haute, quand le flot recouvre de trois ou quatre mètres les bancs les plus élevés. La mobilité et la petite taille des contre-torpilleurs les dérobe aux coups d'une artillerie à laquelle ils ne sauraient opposer de cuirasse ; mais leurs canons

sont trop faibles. Je ne dirai rien de nos croiseurs cuirassés, ne sachant pas au juste s'ils opèrent là-bas d'une manière effective et continue. On ne peut douter, en tout cas, qu'ils ne soient pas faits, en principe, pour ce genre d'opérations. Quant au *Venerable*, certes ses grosses pièces, appuyées d'une bonne artillerie moyenne, satisfont aux besoins (sauf en ce qui touche les feux courbes, car il n'a pas d'obusiers...); mais ce cuirassé d'escadre, d'un prix élevé et qui serait si utile en haute mer, le jour de la bataille décisive, est exposé, dans cette région, à des dangers sérieux qu'éviterait aisément une unité de dimensions beaucoup plus restreintes, quoique bien protégée et bien armée. J'ai déjà dit, en parlant de son tirant d'eau, que le rivage bas, les bancs mouvans, la mer trouble parcourue de courans capricieux, lui sont de fâcheux ennemis, susceptibles de favoriser l'action des sous-marins et celle des gros mortiers des batteries de côte. Un échouage, peu dangereux en soi, deviendrait funeste en présence d'adversaires vigilans. Faut-il rappeler qu'en 1849, dans la première guerre des Duchés, le beau trois-ponts danois *Christian VI* fut réduit par quelques méchans canons de campagne auxquels, jeté à la côte d'Eckernförde, il ne pouvait plus répondre ? Ne se rappelle-t-on pas, aussi, que dans la seconde guerre, celle de 1864, le jour même de la bataille de Düppel, le monitor *Rolfkrake*, embarrassé dans des filets de pêcheurs tendus sur sa route par les Prussiens, reçut immédiatement sur son pont, dépourvu de cuirasse, des obus qui l'obligèrent à se retirer?

Nous avions, il y a peu de temps encore, nous Français, des bâtimens exactement faits pour le genre d'opérations qui nous occupe en ce moment. C'étaient les quatre canonnières cuirassées de 1 800 tonnes du type *Achéron*. Le vice-amiral Jauréguiberry, le glorieux commandant du 15e corps à l'armée de la Loire de 1870, les avait fait mettre en chantier pendant son ministère (1882) avec la pensée bien arrêtée que ces unités étaient destinées à combattre sur les côtes basses de la mer du Nord. Leur canon de 274 millimètres, en tout cas, aurait fort bien fait ici, avec ses obus de 216 kilos. Ces pièces étaient, bien entendu, sous tourelles. La ceinture de flottaison portait 200 millimètres d'acier et le pont principal 80 millimètres. Quant au tirant d'eau, il ne dépassait pas 4 mètres. Enfin, malgré certaine lourdeur apparente, ces canonnières tenaient

bien la mer. L'une d'elles, le *Styx*, alla sans encombre jusqu'à Saïgon.

Un peu plus tard, nous construisions des cuirassés gardes-côtes, les uns du type *Terrible* (7300 tonneaux de déplacement), les autres du type *Valmy-Bouvines*, de 6000 ou 6500 tonnes seulement. Le *Valmy* et le *Jemmapes*, pour ne parler que de ceux-ci, avaient chacun deux canons de 340 millimètres, pièces d'une puissance considérable et à qui, grâce à d'ingénieux appareils, on avait pu assurer les bénéfices d'un chargement très rapide. Le tirant d'eau de ces bâtimens ne dépassait pas 7 mètres. Leur longueur n'était que de 88 mètres, tandis que le *Venerable* arrive à 130. Enfin le *Valmy* et le *Jemmapes*, protégés sur leur flanc, à la flottaison, par 45 centimètres d'acier, avaient sur leur pont principal des plaques de 10 centimètres. Quant à leur vitesse, — 14 ou 15 nœuds, — elle était plus que suffisante dans les parages et pour le genre d'opérations dont il s'agit, leurs facultés évolutives étant d'ailleurs remarquables.

Tels étaient les bâtimens que nous eussions pu mettre en ligne devant la côte des Flandres, — où ils avaient déjà paru, d'ailleurs, à plusieurs reprises, de 1896 à 1907 environ, — si, les idées ayant complètement changé sur le rôle et les méthodes d'utilisation des unités de combat, on n'avait jugé à propos de désarmer, puis de condamner, vendre ou démolir les représentans encore très valides de types auxquels on reprochait leur insuffisance dans la grande bataille rangée, au large.

Gardons-nous de récriminer à ce propos. La critique serait d'autant plus inutile qu'elle ne pourrait viser des personnalités déterminées et qu'après tout, grâce à la haute valeur des équipages, la petite force navale anglo-française de la côte de Belgique a rendu déjà et rendra encore des services signalés. Pour de bons ouvriers il n'y a pas de mauvais instrumens et, au demeurant, les instrumens que nous avons là-bas ne sont pas mauvais ; ils ne sont que médiocrement adaptés. Tirons seulement de tout ceci l'enseignement qu'une marine bien constituée doit comprendre des types convenant à la guerre de côtes aussi bien que d'autres, répondant aux exigences de la guerre du large.

Sous cette dernière rubrique, *guerre du large*, on peut comprendre, si l'on veut, les opérations des escadres de ligne,

que certaines circonstances, — assez rares d'ailleurs, — conduiraient à combattre en dehors des mers territoriales et, en tout cas, les opérations de croisière ayant pour objet de détruire le commerce de l'ennemi, d'affamer sa population, de paralyser ses fabriques et ses usines.

C'est à ce dernier genre d'opérations que les Allemands semblent jusqu'ici (20 novembre) vouloir borner l'activité de leur marine, en dehors des coups de main fort audacieux qu'ils font exécuter par leurs sous-marins dans la mer du Nord et dans le Pas de Calais.

Disons donc quelques mots des croiseurs allemands qui battent les mers lointaines.

Ces bâtimens, — après la disparition presque complète et singulièrement rapide des croiseurs auxiliaires (1), — appartiennent presque tous au type dit « des villes d'Allemagne, » répété, après le *Bremen* (1903), à 29 exemplaires, les unités en construction comprises. Les caractéristiques des premiers de ces navires rapides étaient les suivantes : 3 300 tonnes; 23 nœuds; 860-880 tonnes de charbon; 50 millimètres d'acier sur le pont principal; 10 canons de 105 millimètres; 2 tubes lance-torpilles sous-marins. Pour les derniers, tels que le *Karlsruhe* (dont on a signalé dernièrement la présence dans l'Atlantique sud), on a voulu augmenter la vitesse et le rayon d'action, ce qui s'est traduit par une sensible augmentation du déplacement. Mais en outre, et comme ces bâtimens étaient tenus pour éclaireurs d'escadre, autant que pour croiseurs du large, on leur donna une ceinture, — ceinture incomplète, du reste, — de plaques de 100 millimètres. C'est qu'il s'agissait de les opposer aux « light armoured cruisers » mis en chantiers en 1912 par l'Amirauté anglaise, et dont le premier exemplaire, l'*Arethusa*, s'est distingué, il y a quelques semaines, dans une des rencontres de navires légers qui se sont produites dans la mer du Nord. Tant y a que le *Breslau*, par exemple, déplace 4 600 tonnes, file de

(1) On se rappellera peut-être que, dans un travail sur les croiseurs allemands, paru dans la *Revue* du 1er avril dernier, j'avais signalé les mesures prises par le département impérial de la marine pour que les paquebots rapides pussent être convertis en croiseurs auxiliaires dès la déclaration de guerre et même à l'étranger. Ces mesures ont été parfaitement suivies d'exécution. Mais le rôle de ces croiseurs improvisés est resté assez peu important. J'en dirai plus tard les raisons.

27 à 28 nœuds, prend 1 200 tonnes de combustible et s'arme de 12 canons de 105 millimètres, tandis qu'il protège son flanc de 100 millimètres d'acier, sans avoir perdu pour cela les 50 millimètres que ses prédécesseurs avaient sur leur pont. Le *Graudenz*, que l'on achève en ce moment, pousse jusqu'à près de 5 000 tonnes, ce qui le rapproche de la classe des croiseurs protégés anglais de 2e classe, navires de 5 250-5 600 tonnes, à laquelle appartient justement le *Sydney*, qui a victorieusement combattu l'*Emden*.

On sait les « exploits » de ce dernier croiseur, dans la mer des Indes. Le plus remarquable, au point de vue exclusivement militaire, est la surprise du *Jemtschoug* et du *Mousquet* à Poulo Pinang, le 28 octobre, au point du jour. L'*Emden* s'était maquillé. Il battait pavillon russe, disent les uns, pavillon japonais, disent les autres. Le pavillon japonais est mieux indiqué parce que ni le *Jemtschoug*, ni le *Mousquet* ne pouvaient guère exiger d'un croiseur de cette nationalité l'échange obligatoire et évidemment indispensable des *signaux de reconnaissance*. Mais si de telles ruses sont permises,— disons plutôt tolérées, — dans la marche d'approche, il est absolument interdit de commencer le combat sous un autre pavillon que celui de la nation à laquelle on appartient. Cette condition essentielle d'une lutte loyale a-t-elle été remplie par l'*Emden?* Nous l'ignorons, et j'estime que les Anglais feront bien de s'en assurer avant de faire au commandant du croiseur allemand l'accueil flatteur qu'ils réservent généreusement à l'ennemi qui leur fit, dit-on, pour 70 ou 80 millions de prises... mais qui est enfin réduit à l'impuissance.

Tandis que l'*Emden* était détruit par le *Sydney*, notablement plus fort que lui, aux îles des Cocos, en plein Océan Indien, le *Königsberg*, toujours du même type, était enfermé dans le Rufidji par le *Chatham*, frère jumeau du *Sydney*. Je ne serais pas étonné que le *Karlsruhe*, à son tour, éprouvât quelque mésaventure avec un autre bâtiment de cette classe « des villes anglaises » qui apparaît nettement supérieure à celle « des villes allemandes. » Et il en sera peut-être de même du *Berlin* (1), qui

(1) Les télégrammes parlent du *croiseur auxiliaire* « Berlin. » En réalité, il y a, dans la liste des bâtimens auxiliaires de la flotte militaire allemande, un navire de ce nom ; mais c'est un *transport*, paquebot de 29 000 tonnes et 18 nœuds seulement, de la Compagnie de Brême Norddeutscher Lloyd. Je ne pense pas qu'il s'agisse de ce bâtiment, mais bien du croiseur de guerre « Berlin. »

semble avoir forcé le blocus de la mer du Nord ces jours derniers et dont on mentionne, le 16 novembre, la présence à Trondjhem de Norvège, où il ne peut faire séjour, d'ailleurs, sans être désarmé.

Ainsi se révèle le vice de la conception allemande. Si l'on veut que la guerre de croisière soit efficace, il faut qu'elle dure longtemps, assez, du moins, pour produire des effets de dépression sérieux sur l'adversaire. Dès lors, si l'on y emploie des unités isolées, il est nécessaire que, par leur vitesse et leur rayon d'action, ces unités soient en mesure de se dérober à tous ou presque tous les bâtimens ennemis qui pourront être détachés contre elles; et il ne l'est pas moins que, contraintes à la lutte, elles trouvent dans leur armement défensif et offensif de suffisantes garanties de succès dans un combat singulier. Or, tout cela conduit aux grands déplacemens, aux grands croiseurs cuirassés, pourvus de canons puissans.

Mais une unité isolée finit toujours par trouver sur sa route deux bâtimens doués de la même vitesse et à peu près aussi bien armés qu'elle. Une méthode plus sûre, — il n'y en a évidemment pas d'infaillible, — consiste à mettre à la mer non plus des unités isolées, mais des divisions ou même de petites escadres de grands croiseurs cuirassés, pourvu que ces bâtimens disposent tous de la même vitesse, à très peu près, et que leurs machines soient également sûres.

Mais, heureusement, la marine allemande n'avait pas encore, au commencement d'août, assez de *Seydlitz*, de *Lützow* et de *Derfflinger* (1) pour organiser méthodiquement la guerre de croisière, tout en satisfaisant aux exigences de la guerre d'escadre, *à laquelle, on peut en être assuré, elle ne renonce pas du tout*. C'est que, si prévoyant que l'on soit, il est bien difficile, surtout en marine, d'être absolument prêt de tous les côtés.

Reconnaissons cependant qu'une petite division de ses croiseurs cuirassés relativement anciens vient de se distinguer dans un combat livré, sur la côte du Chili, à un nombre égal de croiseurs anglais. D'après les rapports parvenus à l'Amirauté au moment où j'écris, il semble que le succès ait été dû à l'habile emploi d'une artillerie parfaitement homogène et, dans l'ensemble, beaucoup plus puissante que celle de la division

(1) Voir, à ce sujet, mon étude du 1er avril 1914 sur *le Rôle des croiseurs cuirassés allemands*.

britannique. De plus, les circonstances avaient donné aux Allemands l'avantage de pouvoir discerner nettement les silhouettes des croiseurs anglais, se détachant en noir, à 10000 mètres environ, sur la partie encore éclairée du ciel, au crépuscule.

Je ne veux pas commenter encore les résultats d'un engagement sur lequel plane un certain mystère et où ne figurait pas, justement, le cuirassé *Canopus*, principale unité de la force navale anglaise dans ces parages. Nous reviendrons là-dessus. Associons-nous, en attendant, au juste éloge que l'Amirauté a décerné aux équipages du *Good Hope*, et du *Monmouth* quand elle a dit que, jusqu'au dernier moment, tout le monde avait fait son devoir avec le même sang-froid que s'il se fût agi d'un simulacre de combat aux grandes manœuvres.

On ne pouvait mieux exprimer ce qu'attendait l'Angleterre. A de tels hommes, la fortune ne peut rester contraire ni la victoire infidèle.

Contre-amiral Degouy.

LA
DÉFENSE NATIONALE
ET
LE PROBLÈME FORESTIER

En présence de la guerre déchaînée par l'Allemagne, l'attention publique se concentre sur la Défense nationale, et chacun voit nettement combien il est nécessaire d'en renforcer constamment tous les élémens, au premier rang desquels figurent : le chiffre de la population, dont dépend le nombre des poitrines opposées à l'assaillant; la richesse générale, réserve des ressources financières qui sont le nerf de la guerre.

Ces deux élémens de résistance, auxquels ne sauraient suppléer ni la supériorité intellectuelle, ni la force morale d'une nation, sont intimement liés à la prospérité forestière dont les données sont familières aux lecteurs de cette *Revue* (1), et c'est du concours de la prospérité forestière à la Défense nationale qu'il doit être aujourd'hui question.

En ce qui concerne l'importance tactique ou stratégique des forêts, c'est un sujet d'étude réservé à l'armée que ne saurait aborder un simple volontaire de 1870.

I. — LA POPULATION

Ce n'est un mystère pour personne que le chiffre de la population reste stationnaire en France, pendant qu'il augmente

(1) Voyez *la Défense des montagnes*, dans la *Revue* du 15 juin 1907, et *la Défense des forêts*, dans la *Revue* du 15 novembre 1911.

rapidement dans les pays voisins, et qu'une grande commission comptant une quarantaine d'anciens ministres, avec autant de membres de l'Institut, travaille depuis plusieurs mois à la recherche des mesures législatives susceptibles d'augmenter la natalité, comme de diminuer la mortalité. Aucun forestier n'ayant été appelé à y siéger, elle ne semble pas avoir encore signalé au flanc de la France une plaie béante : la dénudation du sol, par laquelle disparaît au cours de chaque siècle la population de plusieurs départemens, plaie dont il est urgent de chercher le remède, afin de l'appliquer au plus vite.

C'est surtout dans nos montagnes que la dénudation du sol est une cause accélérée de dépopulation, signalée par Surell depuis plus de soixante-dix ans.

La dégradation des montagnes. — Les montagnes de France présentent quelques forêts et d'immenses pâturages plus ou moins rocheux, parcourus par des troupeaux qui sont pour les montagnards le principal élément d'existence. Si ces pâturages étaient sagement administrés, s'ils ne recevaient que la quantité de bétail qu'ils peuvent nourrir sans s'épuiser, si quelques travaux d'entretien remédiaient en temps utile à leur dégradation par les eaux pluviales, leur fertilité resterait constante et la situation économique des montagnards se maintiendrait stationnaire; elle pourrait même être améliorée facilement par la mise en valeur du domaine pastoral.

Il en est malheureusement tout autrement.

La plupart de ces pâturages, qui appartiennent aux communes et sont livrés à la vaine pâture des usagers, reçoivent bien plus de bétail qu'ils n'en peuvent nourrir; ce bétail exagéré les surcharge et les bergers, dont chacun cherche à occuper le premier les parties les moins abîmées, sans se préoccuper des dégradations que cause son troupeau sur un sol encore détrempé par la fonte des neiges, s'y livrent à une véritable course à la destruction. Souvent même les communes cherchent à augmenter leurs revenus en louant pendant l'été une partie de leurs pâturages aux propriétaires de troupeaux éloignés, qu'on appelle transhumans parce qu'ils émigrent pendant une partie de l'année à grande distance de leur région habituelle; quand on a vu circuler ces immenses troupeaux affamés, dont chaque animal arrache une touffe d'herbe et piétine l'emplacement dépouillé par son chef de file, on se rend compte que

là où ils ont passé il ne reste rien ; quand on les voit pacager en traversant les parties dépouillées du sol, découronnant les talus qui limitent l'érosion et faisant rouler les cailloux qui la tapissent, on est épouvanté des ravages qu'ils commettent. Chaque fois que survient une période de sécheresse, les moutons arrachent l'herbe en la broutant; la place dépouillée de végétation est ravinée par la première pluie d'orage, qui entraîne la précieuse terre de la montagne; le passage des troupeaux élargit ces ravines, et l'on ne tarde pas à voir des pelouses fertiles transformées en rochers dénudés. La surface et la qualité du pâturage diminuent en même temps, et la quantité de bétail qu'il peut nourrir va toujours décroissant.

Mais le montagnard ne réduit le nombre de ses troupeaux que le plus tard possible, quand il lui est déjà depuis longtemps impossible de les alimenter sans dégât. Bien souvent, appauvri par cette réduction de son bétail, il fuit un sol qui disparaît sous ses pas et va chercher fortune au loin, généralement à l'étranger.

C'est ainsi que le département des Hautes-Pyrénées, par exemple, a pendant les années 1846-1901 perdu 34 021 habitans de ses arrondissemens en montagne, alors qu'augmentait encore la population de ses plaines.

Au cours de cette période, la diminution a été :

Pour la population en montagne . . .	23,3 p. 100
Pour la race bovine	4,9 —
Pour la race ovine.	55,4 —

et la coïncidence de ces réductions dans le chiffre de la population, du gros bétail et du petit bétail montre nettement, en même temps que les misères locales, la corrélation du dépeuplement avec la décadence pastorale produite par la dégradation des montagnes.

Ce déplorable résultat n'est malheureusement pas une exception.

Les statistiques et les tableaux graphiques de l'*Étude sur l'aménagement des montagnes dans la chaîne des Pyrénées*, publiés le 1er mai 1904 dans la *Revue Philomatique de Bordeaux*, ont montré que les arrondissemens en montagne de cinq départemens pyrénéens avaient perdu 161 479 habitans, près du quart (23,4 pour 100) de leur population, pendant la période 1846-1901. Comme un inspecteur des Eaux et Forêts, M. L.-A. Fabre,

a fait connaître dans de nombreuses publications, et notamment dans *La Question des Montagnes depuis Cézanne* (*La Montagne*, février 1912), que la dépopulation atteignait la même proportion du quart au cinquième dans les Alpes et le Plateau Central, la perte en habitans de nos cinquante départemens montagneux représente sensiblement dix fois la dépopulation des 161 479 montagnards enlevés à ces cinq départemens pyrénéens; elle est d'environ 1 600 000 montagnards en un demi-siècle et dépasse ainsi le chiffre des 1 500 000 Alsaciens-Lorrains arrachés à la France en 1871.

Tous ces montagnards, sans doute, n'ont pas quitté la France pour l'étranger. Près de la moitié ne se sont pas complètement expatriés, et ont seulement émigré vers les villes où les guettaient la misère, la tuberculose et toutes les épidémies contre lesquelles l'air pur qu'ils sont habitués à respirer ne les avait pas mithridatisés. Si une moitié de ces citadins improvisés, un quart de l'ensemble déraciné, a pu survivre, c'est aux trois quarts des montagnards émigrés, à 1 200 000 Français, que peut être évaluée la dépopulation résultant de la dégradation pastorale.

Il est navrant d'avoir à constater la perte en un demi-siècle de 1 200 000 montagnards français, et l'on ne peut se dispenser d'envisager dans toutes ses conséquences cet affaiblissement de la Défense nationale.

Les 1 500 000 Alsaciens-Lorrains momentanément détachés de la France lui seront rendus par l'héroïsme de son armée et de ses alliés, tandis que les 1 200 000 montagnards enlevés à la mère-patrie en ont disparu pour toujours. Et nous ne saurions oublier que ces vaillantes populations de nos hautes vallées, avec leurs solides poumons et leurs jarrets d'acier, sont une incomparable pépinière de nos troupes alpines, qu'elles sont entraînées d'avance pour les campagnes d'hiver par de longs séjours annuels au milieu des neiges.

Non seulement leur disparition a creusé dans notre recrutement un sérieux déficit, mais ce déficit est périodique; il doublera pendant le premier demi-siècle, triplera dans le suivant, et ira toujours s'aggravant ainsi, tant qu'on n'aura porté remède à la dégradation des montagnes. C'est la population de plus de deux départemens dont la Défense nationale s'appauvrira chaque demi-siècle, tant que la France n'aura pas résolu le grave pro-

blème de conserver à ses montagnes leur terre et leur population.

Le déboisement en plaine. — La suppression des forêts en plaines ou coteaux et leur appauvrissement, qui constituent deux formes distinctes du déboisement, sont également une cause de dépopulation. L'exploitation régulière des forêts bien aménagées procure en effet aux populations rurales, par l'abatage, le bûcheronnage, l'écorçage et le transport aux gares, un travail d'hiver qui augmente leur bien-être sans gêner la main-d'œuvre agricole et contribue à les attacher au sol. Quand ce travail supplémentaire, qui représente une vingtaine de francs par an et par hectare boisé, se trouve supprimé par le défrichement de la forêt ou par une coupe précipitée, décorée du nom barbare de *déforestation*, qui supprime tous les grands arbres et suspend pendant une longue période les exploitations régulières, les habitans privés d'une partie de leurs ressources émigrent vers les villes; et cet exode des campagnes, généralement suivi d'une crise agricole correspondant au manque de bras, est un acheminement vers la dépopulation du pays lui-même.

Contrairement aux idées qui avaient orienté Malthus vers de si déplorables conclusions à une époque où l'homme craignait la disette d'alimens, où l'industrie des transports était encore dans l'enfance et où l'agriculture n'était pas encore devenue intensive pour multiplier les produits du sol, les 6 225 000 hectares incultes révélés par les statistiques françaises montrent que ce n'est pas la terre qui manque à la population, mais la population qui fait défaut pour la culture de la terre. Il suffit de rapprocher le chiffre de 6 225 000 hectares incultes avec celui des 5 882 000 hectares déboisés à la fin du XVIIIe siècle (1), et signalés par l'inspecteur des Forêts Antonin Rousset, pour penser à la part considérable que ces grands déboisemens purent avoir dans la crise qui s'est manifestée, moins d'un demi-siècle après, sur l'accroissement de la population.

Une dizaine d'années avait cependant suffi pour cette destruction : « Dans les premières années qui suivirent l'épopée révolutionnaire, alors qu'on avait abandonné la réglementation du domaine forestier, disait le ministre de l'Agriculture au Sénat le 14 mars 1910, nous assistons à une véritable dévasta-

(1) Antonin Rousset, *Étude d'économie sociale forestière à propos du déboisement de la France. Cosmos*, du 21 mai 1914.

tion des forêts, aussi bien dans le domaine de l'État que dans celui des communes et des particuliers. » Malheureusement la France n'a réparé au XIXe siècle qu'une faible partie des destructions forestières du siècle précédent.

L'augmentation de 600 000 hectares, apportée pendant ce siècle à l'aire forestière d'après le rapport du Directeur général des Eaux et Forêts sur l'inondation de Paris, n'a en effet réparé qu'un dixième à peine de ces destructions. Si cette réparation n'était accélérée, il faudrait la continuer pendant mille ans sans interruption pour reconstituer le reboisement normal, et les pertes par inondation dépasseraient de beaucoup au cours d'une aussi longue période ce qu'on croirait avoir économisé par l'ajournement.

L'œuvre forestière du XIXe siècle a cependant été spécialement intéressante, car c'est alors que la France a donné le premier exemple des grands reboisemens d'utilité publique, et ils comprennent plus d'un million d'hectares, savoir :

	hectares
Dans les dunes de Gascogne, sous la direction de Brémontier, environ	50 000
Dans les landes de Gascogne, en exécution de la loi du 19 juin 1857, due à Chambrelent	500 000
Dans la Sologne et les Dombes, en vertu de lois analogues faites à la même époque	200 000
Dans les périmètres de montagne (travaux obligatoires prévus par les lois de 1860 et 1882)	147 025
En montagne, hors des périmètres, travaux facultatifs subventionnés : sur les terrains communaux	54 254
Sur les terrains particuliers	53 576
	1 004 855

Ces reboisemens d'utilité publique dépassent de plus de 360 000 hectares l'accroissement total de 600 000 hectares apporté à l'aire forestière; de sorte que, sur le reste du territoire, le jeu naturel des reboisemens et défrichemens particuliers s'est traduit depuis un siècle par la suppression de 360 000 hectares de bois; et, comme aucune loi n'a été depuis longtemps préparée pour de nouveaux reboisemens d'utilité publique, comme les causes de déboisement persistent, si même elles n'augmentent, il est fort à craindre que le siècle suivant n'assiste à une réduction des surfaces boisées, et que les pertes forestières de la Révolution ne soient jamais réparées.

La surface boisée d'un pays n'est d'ailleurs qu'un élément de sa prospérité forestière, où le bon aménagement des massifs et l'abondance de leurs réserves en bois de futaie n'a pas un rôle moins considérable. Depuis que les combustibles minéraux, la houille et le pétrole, se sont substitués aux menus bois pour le chauffage des habitations et pour la métallurgie, depuis que l'immense développement de l'industrie a fait augmenter dans d'énormes proportions l'emploi des gros bois, l'avilissement des bois de feu et la hausse constante des bois d'œuvre ont précipité la spéculation sur l'exploitation exagérée des grands arbres. *L'insuffisance de la production du bois d'œuvre dans le monde*, que Mélard signalait en 1900, va toujours en s'accentuant, les coupes prématurées par lesquelles on s'efforce d'y remédier au jour le jour suppriment la production à venir et ne font qu'empirer la situation prévue par Sully depuis plus de quatre siècles : « La France périra faute de bois. »

Pendant le siècle qui vient de s'écouler, la plupart des forêts privées, qui forment en France deux tiers de l'aire forestière, ont été dépouillées de leurs grands arbres et transformées en maigres taillis ; d'importans capitaux se sont groupés pour ces exploitations soi-disant scientifiques, dont le ministre de l'Agriculture a montré le péril à la Chambre dans la séance du 13 février 1908.

« Nous sommes menacés aujourd'hui, disait le ministre, d'une déforestation des plus inquiétantes, puisqu'il est démontré que les inondations, avec leurs terribles conséquences, sont dues à des déboisemens généralisés. D'autre part, le régime des sources et des cours d'eau est en relation directe avec l'état boisé, et l'on a pu constater que le débit de certains grands fleuves a singulièrement diminué depuis quelques années, depuis qu'on procède à une véritable déforestation dans les régions supérieures de leurs bassins. C'est, pour les modestes ouvriers de nos campagnes, bûcherons, charretiers, etc., qui vivent de la forêt, une cause d'avilissement de prix et une source de misère qui peuvent avoir pour conséquence d'accentuer le mouvement d'exode des campagnes. »

L'influence du déboisement sur la dépopulation, signalée par le ministre, avait compté sans doute parmi les mobiles qui ont fait participer si activement les Allemands à la « traite internationale des forêts françaises » pour affaiblir notre pays et

utiliser, en outre, ce prétexte à l'envoi de légions d'ouvriers, à la préparation de leurs opérations ouvrières et à l'encombrement des quais militaires, remarqué et déjoué à la veille du « coup d'Agadir. » La campagne menée par les professeurs allemands contre les expériences de Belgrand et des forestiers sur l'atténuation des inondations par le reboisement était d'ailleurs de nature à endormir notre vigilance, et bien peu nombreux sont ceux qui discernèrent dans cet ensemble de faits une manœuvre de « l'avant-guerre » dont la découverte récente d'assises cimentées pour canons, des tranchées-abris et des dépôts de munitions dissimulés aux abords de nos places fortes a révélé tant de détails insoupçonnés. Mais les déforestations de l'avant-guerre ne devront pas être perdues de vue quand le moment sera venu de fixer le chiffre d'une indemnité pour réparer tant de ruines accumulées.

On ne saurait trop se rappeler que, en plaine comme en montagne, le déboisement par défrichement ou par déforestation collabore avec la dénudation du sol pour enlever à la France pendant chaque demi-siècle la population de plus de deux départemens, pour affaiblir la défense nationale autant que le démembrement périodique de deux départemens arrachés à son territoire.

II. — LA RICHESSE GÉNÉRALE

L'augmentation de richesse générale que le reboisement rationnel apporterait à la France a déjà fait l'objet d'une évaluation dans *la Défense forestière et pastorale*, éditée en 1911 par la librairie Gauthier-Villars, qu'il convient de résumer ici.

Le bilan est établi pour la période des soixante années 1847-1907, dans l'hypothèse où sa situation forestière et pastorale aurait été prospère pendant toute sa durée :

D'une part, la France aurait alors possédé en plus quatre millions d'hectares boisés, dont la production supplémentaire eût établi l'équilibre entre les importations et les exportations de bois, et qui auraient rapporté chacun trente francs par an.

D'autre part, l'aménagement antérieur de trois millions d'hectares de pâturages en montagne leur aurait, d'après les données développées par M. Audiffred, à la tribune du Sénat, fait rapporter chacun quarante francs par an pendant cette période.

Dans ce cas, la somme de 6 946 900 000 francs que les Français ont dû payer pendant cette période à des étrangers comme excédent des importations de bois (8 910 900 000 francs) sur les exportations (1 964 000 000 seulement) aurait été dépensée en France et aurait augmenté d'autant la richesse générale.

	francs.
Soit	6 946 900 000
Les forêts supplémentaires auraient rapporté : 60 × 4 000 000 × 30 francs	7 200 000 000
Les pâturages aménagés auraient rapporté : 60 × 3 000 000 × 40 francs	7 200 000 000
Le désastre des inondations eût été réduit de	1 000 000 000
On y devrait ajouter la plus-value du réseau navigable et des forces hydrauliques	pour mémoire.
Accroissement périodique de la richesse générale	21 946 000 000

La dépense qu'il faudrait faire une fois pour toutes afin d'apporter à la richesse publique cette augmentation de près de 22 milliards, est évaluée dans le même ouvrage à 1 milliard 730 000 000 de francs, savoir :

	francs.
Reboisement de 4 000 000 d'hectares à 200 francs l'un	800 000 000
Préservation des forêts actuelles par achats et encouragemens	500 000 000
Aménagement intensif des montagnes : 3 000 000 × 100 fr.	300 000 000
Arrêt de la dégradation sur les terrains montagneux non périmétrés	15 000 000
Restauration en montagne dans les périmètres	115 000 000
	1 730 000 000

D'après les considérations développées dans ce livre, il suffirait d'une bonne politique forestière pour que les capitaux privés pussent s'appliquer à plus de moitié de cette dépense et que, dans les circonstances les plus défavorables, la participation de l'État n'excédât pas un milliard.

Quelle que soit d'ailleurs la répartition de cette dépense entre l'État et les particuliers, une dépense initiale de un milliard trois quarts suffirait à augmenter périodiquement la richesse générale de vingt-deux milliards tous les soixante ans. L'opération nécessaire pour empêcher la France de perdre chaque demi-siècle la population de deux départemens serait donc extrêmement profitable au point de vue financier, et l'on

peut s'étonner qu'elle ne soit pas depuis longtemps entreprise.

Les États-Unis ont fait bien plus, avec le président Roosevelt et le forestier Gifford Pinchot, en augmentant leurs forêts domaniales d'une surface plus grande que la France entière et inscrivant plus d'un milliard par an à leur budget forestier.

Ce n'est certes pas la faute du personnel des Eaux et Forêts, si l'effort forestier n'a pas pris en France un développement semblable, car ce personnel, dont la science et le dévouement sont au-dessus de tout éloge, n'a cessé de signaler les dangers qu'entraînait l'oubli des questions forestières.

Mais jusqu'à présent, — le ministre de l'Agriculture le disait en 1908, — « l'Administration ignorait les Forêts particulières, » qui couvrent cependant en France les deux tiers de l'aire boisée, les officiers forestiers étaient exclusivement chargés de gérer les forêts de l'État et des communes, aucun Conseil ou Comité spécial permanent n'était consulté sur la préparation des lois concernant la sylviculture privée, et la politique forestière flottait au hasard des conceptions parlementaires ou des expédiens financiers.

C'est seulement quand un règlement d'administration publique aura précisé les conditions dans lesquelles devra s'appliquer la loi du 2 juillet 1913, « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées, » que le personnel forestier pourra contribuer à la gestion des bois particuliers, compris pour la première fois dans un remarquable inventaire publié en 1912, par l'administration des Eaux et Forêts. La résolution de la Chambre votée le 13 mars 1908, qui a été le point de départ de cette belle publication, peut être considérée comme clôturant la longue période où l'Administration considérait les forêts particulières comme absolument étrangères à ses attributions.

III. — LA POLITIQUE FORESTIÈRE

Les opérations de la sylviculture diffèrent essentiellement, par leur longue échéance et par la périodicité de leurs produits, des opérations de l'Agriculture qui sont annuelles et donnent des produits annuels. Les résultats s'en font attendre pendant de longues périodes, plus d'un siècle parfois, et l'on peut dire

que la prospérité forestière des nations est la mesure de leur prévoyance.

Cette prospérité ne peut être que le fruit d'une politique forestière extrêmement prévoyante, dont les élémens sont peu connus du public, car les particularités de la propriété forestière, la formation et le caractère juridique de son capital en particulier, ont souvent déconcerté le législateur et l'économiste.

L'ancienne politique forestière, instituée en 1669 par l'Ordonnance de Colbert avec un caractère nettement coercitif, a cessé d'être appliquée quand la loi des 20 août et 27 septembre 1791 supprima toute surveillance de l'État dans les bois appartenant aux particuliers, et c'est seulement la loi du 2 juillet 1913, tendant à favoriser le reboisement, qui vient d'ouvrir une ère nouvelle en fixant la première assise d'une politique forestière libérale. Pendant plus de cent ans, les lois faites au jour le jour n'ont eu pour objet que les forêts domaniales, communales ou de montagnes, et les officiers des Eaux et Forêts n'ont pu qu'attendre l'effet de leurs bons exemples en déplorant la décadence des forêts privées, dont aucun organe administratif n'avait spécialement à connaître les intérêts et les doléances. Lorsqu'au milieu du XIXe siècle les conditions économiques furent universellement transformées par l'emploi de la vapeur, la sylviculture privée fut désorientée par l'avilissement des petits bois et le renchérissement des gros bois qui résultaient de cette transformation, et la sylviculture officielle n'était encore qu'une Régie financière. Les sylviculteurs, confondus parmi les agriculteurs, s'adressèrent d'abord aux organes agricoles, où dominait la préoccupation des récoltes annuelles, et les desiderata spéciaux aux récoltes périodiques y trouvèrent peu d'écho; on s'explique ainsi comment les allocations budgétaires pour les dépenses forestières d'intérêt général ont pu subir une diminution de près d'un million, détaillée dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 mars 1912, pendant une période de vingt-cinq ans (1887-1912), où les crédits du ministère de l'Agriculture étaient augmentés de 14 millions. Puis, après avoir vu longtemps leurs doléances ballottées entre les Eaux et Forêts, seuls dépositaires de la science forestière qui légalement ignoraient les forêts particulières, et les bureaux de l'Agriculture, plus éclairés sur les cultures annuelles que sur ces ardues questions, ils commencèrent, vers 1890, à se grouper dans des

associations forestières ; et ces Associations, se heurtant aux mêmes obstacles administratifs, appliquèrent surtout leurs efforts à la propagande et à l'éducation du public, spécialement à celle des jeunes générations, pour lesquelles elles s'attachent à propager les fêtes de l'arbre et les sociétés scolaires forestières.

Dans les montagnes, dont le déboisement provoquait l'inondation des plaines, où le problème forestier est infiniment plus difficile qu'en plaine, à cause de son enchevêtrement avec le problème pastoral, l'État est intervenu directement à l'appel de Surell, et grâce aux lois de 1860, 1864 et 1882 l'Administration des Eaux et Forêts a dépensé une centaine de millions en admirables travaux qui servent d'exemple à toutes les nations.

Pour faciliter l'urgente exécution de ces travaux, le législateur s'était efforcé d'abord d'écarter la question pastorale, dont les complications économiques sont à peu près inabordables aux services publics, et il se trouva conduit par étapes successives à l'achat des terrains très dégradés compris dans les périmètres de restauration obligatoire. Ces terrains étaient forcément dépeuplés par le seul fait de leur acquisition, mais cette dépopulation pouvait paraître un mal nécessaire et limité à des étendues restreintes, car il était impraticable d'attendre pour protéger les plaines contre l'inondation que les montagnards eussent abandonné des pratiques pastorales remontant à des milliers d'années.

La loi du 2 avril 1882 a cependant prévu la réglementation du pacage communal ; mais, en présence de l'opposition des montagnards, le décret du 11 juillet 1882 a limité cette réglementation aux communes contenant des périmètres de restauration. La zone montagneuse se trouvait ainsi divisée en deux parties : l'une, comprenant environ 70 000 hectares très dégradés, devait être acquise et restaurée par l'État : l'autre, seulement en voie de dégradation et évaluée par Demontzey à trois millions d'hectares, restait provisoirement abandonnée à la dévastation des troupeaux. Un service des améliorations pastorales fut d'ailleurs organisé en 1897 pour accélérer la conversion des habitans des montagnes à des habitudes moins destructives.

Après vingt-deux ans d'application, la loi du 4 avril 1882 avait fait progresser les périmètres de restauration obligatoire, caractérisés par le *danger né et actuel*, de 70 313 hectares qu'ils occupaient en 1889 à 315 062 hectares ; et l'on pouvait craindre

que l'État ne se trouvât entraîné, par une dégradation de plus en plus accentuée des terrains compris dans l'intervalle des périmètres, à l'acquisition successive de toutes les montagnes non encore périmétrées, à la suppression complète de leur population.

C'est alors qu'une œuvre désintéressée, l'*Association Centrale pour l'aménagement des montagnes*, se fonda en 1904 pour conserver aux montagnes leur terre et leur population, et résuma son programme dans la devise : « Sauver la terre de la patrie. »

N'ayant pour arme que la persuasion et joignant l'exemple au précepte, elle adopta une organisation plus souple que celle des services publics, afferma en montagne des milliers d'hectares, les améliora par des procédés simples et peu coûteux sans gêner les populations pastorales, et ses *leçons de choses* transforment les montagnards en amis de l'arbre qui les plantent à son imitation. Ses opérations bienfaisantes, auxquelles elle a consacré déjà cent cinquante mille francs provenant de ses souscripteurs et des subventions de l'État, de départemens, de villes, de Chambres de Commerce, du *Touring-Club* et d'autres sociétés, ont été décrites dans *la Défense forestière et pastorale*. Les nations étrangères cherchent à les imiter, et l'Italie organise à cet effet une collaboration entre l'État et la Fédération *Pro Montibus* : à la suite de la mission officielle du professeur Pérona, Inspecteur général des forêts italiennes, sur les territoires affectés aux leçons de choses (1) et de leur visite par le président de la Fédération qu'accompagnait le professeur Lino Vaccari, le Gouvernement italien alloue une subvention annuelle de quatorze mille francs à *Pro Montibus* qui prépare son action sur le terrain en répandant par milliers dans ses fêtes de l'arbre la traduction italienne des conférences et des statuts de l'Association Centrale pour l'aménagement des montagnes. Tout en sachant que le reboisement en montagne présente des difficultés bien supérieures à celui des plaines, les merveilleux débuts de l'Association Centrale dans les Pyrénées comme dans les Alpes permettent de prédire à son initiative désintéressée et à celle de l'Italie qui y est similaire, des résultats comparables à ceux qui ont été obtenus en Danemark, où la Société cultivatrice des

(1) Perona. — *L'opera della* Association centrale pour l'aménagement des montagnes (*L'Alpe, Revista florestale italiana*, p. 219, Bologne, 1913).

landes a reboisé en collaboration avec l'État danois plus de 48 000 hectares en moins de cinquante ans, dans des districts dont la population s'accroît aujourd'hui plus rapidement que celle des régions voisines (1).

Aussitôt après avoir institué sur le terrain pastoral ses expériences économiques sans précédent, l'Association pour l'aménagement des montagnes étendit ses études aux forêts de plaine, en donnant comme point de départ à la politique forestière la nécessité pour le sylviculteur de produire des gros bois vendables au lieu de menus bois invendables. La sylviculture doit en effet devenir une industrie productrice de la matière première appelée « bois, » de même que l'industrie houillère produit la matière première appelée « houille » et doit mettre sa production en harmonie avec la consommation.

Il fallait tout d'abord préparer l'application aux forêts particulières des procédés perfectionnés de la sylviculture et des capitaux appartenant aux possesseurs impérissables, ce qui n'était facile ni pour les uns ni pour les autres, étant donnée la situation où se trouvait alors la législation.

L'Administration des Eaux et forêts n'ayant aucune latitude pour intervenir dans la gestion des forêts privées et la plupart des possesseurs impérissables n'ayant pas alors capacité légale de posséder des immeubles, il était indispensable de supprimer d'abord ces obstacles, et tel fut le but des vœux du 12 mai 1905 qui viennent d'aboutir à la loi du 2 juillet 1913, « tendant à favoriser le reboisement et la conservation des forêts privées. » Grâce à cette loi, tous les propriétaires forestiers peuvent aujourd'hui confier leurs bois à la gestion éclairée du personnel des Eaux et Forêts, et diverses catégories de possesseurs impérissables, les Associations et les Caisses d'épargne, sont admises à comprendre dans leurs placemens l'achat de forêts ou de terrains à reboiser.

Il serait trop long d'énumérer ici tous les obstacles semés devant le reboisement, toutes les primes involontaires au déboisement qu'il reste encore à supprimer. Les mesures susceptibles d'aboutir à cette suppression sont des plus variées et mentionnées par la Commission des inondations, elles remplissent la page 516 du volume de ses Rapports et Documens publié en

(1) Ch. Dalgas. — *Société cultivatrice des Landes*, Aarhus, 1913.

1910 par le ministère de l'Intérieur. Le président de cette commission, l'ingénieur Alfred Picard, a d'ailleurs donné dans son rapport récapitulatif un aperçu lumineux de la politique forestière qu'il avait en vue pour servir l'intérêt général sans léser les intérêts particuliers; il conviendrait de l'appeler politique économique, mais on la désigne sous le nom de politique libérale pour ne pas laisser croire qu'elle puisse être appliquée sans dépense initiale : « Une obligation impérieuse, disait-il, incombe aux pouvoirs publics, pour le bassin de la Seine de même que pour le surplus du territoire : conserver intacts les massifs boisés existans, encourager les plantations nouvelles, inculquer les bonnes méthodes d'exploitation, pousser à la production des bois d'œuvre en remplacement des petits bois, soulager les propriétaires forestiers qu'écrase l'impôt et qui sont entraînés à alléger leurs charges par l'abatage d'un plus grand nombre d'arbres de futaie.

« ... Les funestes conséquences de l'inaction qui a suivi les catastrophes du passé doivent être un avertissement salutaire. Des résolutions promptes et courageuses honoreront la génération actuelle, attesteront sa sagesse et son esprit de prévoyance. »

On a peine à croire que cet éloquent appel, lancé après la désastreuse inondation de Paris par une voix si autorisée, n'ait eu jusqu'ici d'autre effet sur les pouvoirs publics que de faire élargir l'Administration des Eaux et Forêts par l'adjonction de l'Hydraulique agricole, de prévenir la destruction de la forêt d'Eu et de faire préparer par une Commission temporaire de réorganisation quelques projets de décrets pour la création d'un *Comité consultatif des forêts*, d'un *Office de renseignemens forestiers* et d'un *Service scientifique des forêts*, destinés à combler d'invraisemblables lacunes. De son côté, l'Association centrale a redoublé ses efforts, préparé les textes de lois complémentaires, étudié l'organisation d'un *Crédit forestier*, et entrepris d'initier le public à l'économie et à la politique forestière en créant à la Faculté des sciences de Bordeaux un cours libre de *Sylvonomie* (1), complément de la Sylviculture aussi indispensable que l'Agronomie l'est pour l'Agriculture.

(1) Les deux premières années de ce cours sont publiées en édition populaire sous le titre d'*Élémens de Sylvonomie* (Bordeaux, 1913, Librairie Féret) et de l'*Evolution de la politique forestière* (Paris-Nancy, 1914, Berger-Levrault).

Si la politique forestière libérale à laquelle Alfred Picard faisait un magistral appel n'a pas été mise en pratique aussitôt après l'inondation de Paris, tous les détails de son application sont aujourd'hui préparés, et il suffira de quelques lois et décrets pour la faire rapidement aboutir. Son but et ses moyens ont d'ailleurs été définis à Madrid, en 1911, par le vœu du IXe Congrès international d'Agriculture :

« Que les États favorisent énergiquement par leurs exemples, par leur enseignement, par leurs appuis matériels et moraux, par leurs immunités fiscales et par l'adaptation de leur législation au concours des capitaux collectifs et particuliers, le maintien et l'amélioration des forêts existantes, l'aménagement sylvo-pastoral des montagnes et le reboisement des surfaces dénudées. »

Les voies sont ouvertes pour l'application de cette politique forestière, depuis que la loi du 2 juillet 1913, *tendant à favoriser le reboisement*, permet aux capitaux de s'orienter vers la sylviculture et à l'État de graduer ses encouragemens d'après les garanties de conservation offertes par les propriétaires, depuis aussi qu'une méthode pratique contrôlée par l'expérience de dix années permet de préserver les montagnes sans les dépeupler. Les bois créés avec le concours des initiatives et des capitaux français ne seront plus exposés à une destruction inconsidérée quand les populations des montagnes et des plaines sauront partout qu'elles sont les premières victimes du déboisement. Mais, faute de fonds alloués pour cette application, la Défense forestière et pastorale est encore dans la situation lamentable que M. Cyprien Girerd, ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'Agriculture, dépeignait le 22 février 1910, à la Société Nationale d'encouragement à l'Agriculture :

« L'exploitation forestière, disait-il, n'a que bien peu participé à l'enseignement et aux encouragemens officiels; c'est un oubli, c'est une injustice, c'est une méconnaissance de ses services qu'il faut se hâter de réparer.

« Les pouvoirs publics n'interviennent auprès d'elle que pour lui créer des obstacles, des gênes, des entraves, par des prohibitions et des réglementations; leur existence ne se manifeste que par des réquisitions d'impôts, et quels impôts! On sait que par suite des bizarreries ou des erreurs des évaluations cadastrales, il y a des propriétés boisées dont les contribu-

tions aux charges publiques vont jusqu'à dépasser leurs revenus.

« En un mot, tandis que toutes les initiatives ont été provoquées, encouragées, récompensées dans les entreprises agricoles, elles ont été paralysées dans les exploitations forestières. »

Cette appréciation, si nettement énoncée par le président de la section forestière d'une Commission extra-parlementaire, par l'ancien chef direct de l'Administration des Eaux et Forêts, suffit à montrer combien fut insuffisante l'œuvre forestière du XIXe siècle, combien il est urgent de la compléter à tout prix.

IV. — CONCLUSION

Trop longtemps on a reculé devant l'ensemble du problème forestier et pastoral, en taxant d'exagération ceux qui signalaient son importance et son urgence comme on taxait d'exagération ceux qui pressentaient la sauvage agression dont nous étreignent aujourd'hui les sanglantes réalités.

Si certaine que soit la France du succès final, il lui faut regretter amèrement les 1 200 000 montagnards dont la dégradation pastorale a diminué sa population, les vingt-deux milliards dont l'ajournement du reboisement rationnel a diminué sa richesse.

La défense forestière et pastorale fait partie intégrante de sa défense nationale, qui chaque demi-siècle s'affaiblira encore de vingt-deux milliards, tant que ne sera pas fermée la plaie béante par laquelle s'écoulent sans répit la chair et l'or de la France.

Tous les remèdes sont préparés, et si leur effet n'est pas instantané, ce n'est qu'une raison de plus pour n'en pas différer l'application. Au moment prochain où notre Patrie réparera les ravages de la barbarie, la réfection de son outillage sylvo-pastoral ne devra pas être plus oubliée que celle de son outillage militaire.

Le relèvement pastoral et forestier est un élément essentiel de la préparation à la guerre, qui, sans lui, verrait constamment tarir la source des hommes et de l'argent indispensables à la Défense nationale.

Si vis pacem, para bellum.

PAUL DESCOMBES.

REVUE LITTÉRAIRE

CONTEURS BELGES (1)

En 1905, au moment où la Belgique célébrait le soixante-quinzième anniversaire de son indépendance, M. Eugène Gilbert publiait, sous ce titre, *France et Belgique*, une première série d'études littéraires ; sous le même titre, une deuxième série parut cette année, peu de semaines avant que ne commençât le martyre de la Belgique et, disons avec une confiance obstinée, peu de mois avant sa renaissance. Les hasards qui ont associé à de grands épisodes d'histoire les deux volumes de cet écrivain soulignent la véritable signification de son œuvre et, à cette œuvre, confèrent une dignité qu'elle mérite ; elle est un important témoignage et d'une opportunité, non voulue, d'autant plus saisissante.

M. Gilbert est un critique très avisé, très simple, très juste et qui a cette qualité la meilleure : il aime à aimer. Il lit avec complaisance et admire avec générosité. D'ailleurs, cette indulgence naturelle ne l'induit pas en erreur. Il a du goût ; même, il a des principes : catholique, il ne perd nulle occasion d'affirmer ses préférences réfléchies. Son impartialité n'en est aucunement gênée. Au surplus, on a tort si l'on exige d'un critique (ou d'un historien) cette impartialité, cette nudité d'esprit, cette fausse innocence qui ne serait que niaiserie. « Je ne serai impartial que longtemps après ma mort, » disait un humoriste ; et il se résignait à juger contradictoires l'indifférence et la

(1) *France et Belgique*, « études littéraires, » par M. Eugène Gilbert, tome I, (avec une préface de M. Paul Bourget), 1905 ; et tome II, (avec une préface de M. René Bazin), 1914 ; Plon.

vie. Le plus honnête critique avoue ses prédilections ; vous êtes avertis : désormais, de quoi vous plaindriez-vous ? Le critique le plus intelligent veille à entendre et à ne point mésestimer ce qu'il n'approuve pas ; et mieux il est sûr de sa doctrine, sûr aussi de sa fidélité à ses idées, moins il tâtillonnera autour d'elles. Qui tient une fois ses principales certitudes est plus libre que personne, a plus d'aisance et a une aimable franchise. Tel nous apparaît M. Gilbert, si heureux à la lecture de livres variés, content si le livre lui célèbre ses croyances, et encore très satisfait si l'auteur, un mécréant, rachète par quelque talent sa folie. Les poètes spiritualistes l'enchantent ; mais il ne méconnaît pas la verve de M. Albert Giraud qu'il intitule cependant « poète du paganisme en Belgique. » Enthousiasme et bonhomie, voilà en deux mots sa manière, extrêmement agréable. Notons que, très attentif à la pensée des écrivains, il ne néglige pas d'apprécier l'art et le style. Parfois, il gronde le prosateur qui s'est dépêché. Je le voudrais plus sévère pour un assez grand nombre de néologismes qu'emploient sans discernement, à mon avis, la plupart des romanciers belges ; et lui-même ne semble pas détester cette façon d'écrire, assez amusante et prime-sautière, mais dangereuse : ce n'est rien, ou presque rien.

France et Belgique : M. Gilbert étudia pareillement des littérateurs français et des littérateurs belges ; le roman social et philosophique en France, le roman social et philosophique en Belgique ; le roman provincial français, et le belge ; l'humour français et l'humour en Brabant ; les romanciers de la tradition française et le roman régionaliste en Belgique ; les poètes chrétiens, dans les deux pays ; les essayistes belges et les essayistes français. Il n'établit pas, entre les uns et les autres, un parallèle et il n'aboutit pas à vanter ceux-ci par-dessus ceux-là. D'origine française et d'habitude belge, il s'est plu, dit-il, à « confondre, dans son ouvrage, l'activité littéraire des deux nations. » Il a montré, par ce rapprochement, la fraternité morale et intellectuelle de la France et de la Belgique : belle fraternité, que les événemens ont embellie.

Allons plus loin, la littérature belge dérive de la littérature française. Ce n'est pas la diminuer, que de signaler cette dépendance première. En d'autres termes, la Belgique a présentement une littérature qui provient d'une littérature française plus ancienne, au même titre que notre littérature contemporaine. Dans la préface qu'il donnait, il y a neuf ans, à la première série de *France et Belgique*, M. Bourget mentionnait comme évidente et profonde l'influence qu'a exercée

notre Balzac sur les romanciers belges : « Ce génie prodigieux, notre Shakspeare, est réellement l'arbre légendaire dont parlait le poète, si vaste qu'un cheval au galop mettrait *cent ans à sortir de son ombre...* » Romanciers belges et romanciers français procèdent de Balzac. En outre, on ne voit pas — et M. Gilbert ne dit pas — qu'un autre Balzac soit né en Belgique, ait marqué prodigieusement sa suprématie et gouverne, chez nos voisins, l'art de l'époque. M. Gilbert ne cite pas un nom qui rayonne universellement et il ne désigne pas une œuvre qui porte le sceau du génie.

Ce qu'il nous présente n'est pas moins digne d'admiration : toute une littérature, ample et diverse, très féconde, vouée à l'amour d'un pays. Il l'appelle « régionaliste ; » oui, et magnifiquement, et minutieusement : pleine de réalité locale, embaumée des odeurs qui montent de la terre. Le « virus des Schopenhauer et des Nietzsche » ne l'a pas atteinte, ni la sociologie scandinave, ni le lyrisme italien, ni généralement la mode étrangère. Elle est bien de chez elle et s'y enferme plus volontiers qu'elle ne court le monde. Elle est un peu casanière et ignore la plupart des toquades ou perversions qui ont, plus d'une fois, touché nos écrivains. Elle a une bonne santé. Elle a une sagesse qui consiste à ne pas croire qu'un petit domaine soit pauvre. Elle laboure son domaine ; et, plus elle le laboure, plus elle y trouve de richesse. Elle ne s'éparpille pas ; elle connaît bien ses limites et elle se plaît à s'y confiner. Elle sait qu'il est vain de chercher au delà de son horizon le paysage où l'on aura ses familiarités, ses amitiés.

Voici M. Georges Virrès. Il a écrit *Bonnes gens dans leur petite ville*. Et c'est Tiest, leur petite ville. Peu d'animation, dans la petite ville et aussi dans le roman. Le bruit des voix, le pas des hommes, à Tiest, on les entend lorsque les tâcherons reviennent de l'ouvrage et passent par la place du Tilleul. Autour de ce tilleul, des enfans jouent quelquefois ; et, pour troubler le silence de toute la journée, il n'y a qu'eux. Le matin, la clochette du béguinage. M. Georges Virrès analyse comme cela le silence et les relâches du silence, jeux analogues à ceux de l'ombre et de la pénombre. Aux alentours du béguinage, c'est plus tranquille encore : « Ici, maisons et maisonnettes n'étaient pas peinturlurées d'ocre, de couleurs blanches ou rouges ; et les vêtemens, comme les pierres, avaient les teintes assourdies, presque pieuses du passé qui s'attachait à chaque pan de mur. Les demeures de rentier aux façades régulières, ayant remplacé les pittoresques logis flamands, prenaient dans l'air ambiant des aspects d'un charme

désuet, d'une douce monotonie. La population ouvrière ne donnait pas dans les idées nouvelles... » Ces nuances, pour les démêler, il faut avoir observé longtemps la petite ville ; et même, ce n'est pas l'observation la plus adroite qui vous les fait apercevoir : c'est une intimité constante qui vous les fait deviner. Ainsi pouvons-nous suivre sur un cher visage le passage à peine visible d'un émoi.

M. Virrès est le peintre du Limbourg, contrée farouche et à laquelle sa misère donne « une sorte de majesté. » Des sapinières sombres, des étendues crayeuses ; de distance en distance, des villages aux toits rouges ; les chaumières ne sont pas appuyées les unes contre les autres, mais séparées et tristes dans leur isolement ; des marais, des landes violacées de bruyères ; et des dunes. Les habitans peinent à la besogne : êtres bizarres, qui ne révèlent guère leurs passions, et qu'on dirait mornes, et que brûle une ardeur singulière, « mystiques jusqu'à la superstition, emportés par l'amour et la volupté de vivre jusqu'aux plus sanglantes folies. » L'œuvre de M. Virrès, M. Gilbert l'appelle « une bible du Limbourg, » tant il y voit et il y sent, vivante, réelle, l'âme de ce pays. Dans *la Terre passionnée*, un paysan, Paul Nisse, fuit avec sa bien-aimée : triomphe de leur double enchantement ! Puis, à l'instant de quitter le village, Paul Nisse est pris de désespoir. Et il crierait, car il souffre. Mais il se maîtrise : Maria, sa bien-aimée, souffre également. Tous deux cheminent, par la nuit claire qui projette leurs ombres sur la route. Ils ne se tiennent pas l'un auprès de l'autre ; l'amoureux va devant. Maria gémit. Paul se retourne, la regarde : elle sanglote. Elle dit : « Je ne veux pas aller plus loin !... » Peu s'en faut que la « terre inséparable » ne laisse pas s'éloigner ce couple éperdu. Paul Nisse épousera sa bien-aimée. Sa bien-aimée le trompera ; et alors il voudra se sauver, n'être plus au pays de sa honte et de ses larmes. Il ne pourra pas partir. Il se réfugiera dans sa cabane et dormira sur le sol ; pour apaiser sa douleur, il aura l'éveil du printemps. Les personnages qu'a inventés M. Georges Virrès, en quelque aventure qu'il les emmène, sont dominés par une forte passion, « — la plus enracinée des passions flamandes, » — l'amour de la terre natale, fut-elle âpre, dure à leur travail, dénuée de grâces séduisantes. « Singulier pays ! Tes rustres semblent si doux. Tes hommes et tes femmes se ploient au labeur, à la vie misérable, d'un cœur résigné et confiant. Tes gens sont pieux. Je les vois, le dimanche, après la grand'messe, faire le chemin de croix, leurs visages transfigurés par l'onction ; et ils prient, les bras étendus, comme les saint Jean et les Vierges des calvaires. Vienne le soir, viennent les heures

où les cabarets fascinent l'ombre de leurs yeux sanglans, et les instincts réfractaires s'allument. Les blousiers sauvages dressent leur haine, guettent l'occasion favorable aux ressentimens, retroussent leurs manches et crachent insolemment... » Terribles gaillards, et dociles comme des enfans à la chanson de la campagne qui les a vus naître et qui fut leur nourrice.

Un peintre excellent de la Wallonie, de ses paysages et de ses mœurs, est l'auteur de *Mihien d'Avène* et de *la Petite reine blanche*, M. Maurice des Ombiaux. Du triste Limbourg, transportons-nous dans des sites plus gais. M. Maurice des Ombiaux nous invite à des bals champêtres, à des banquets, à des fêtes religieuses ou ducasses... « Tout le long de la route, depuis les Quatre-Bras jusqu'à l'église, les échoppes qui s'étaient installées à la piquette du jour venaient de relever la bâche grise qui les fermait. Les marchandes achevaient d'arranger sur les établis volans recouverts d'une serviette blanche les caramels, les bâtons de sucre d'orge, les boules de gomme multicolore, les chiques de sirop durci, les bablutes, les babulaires, les couques de Dinant et de Reims, les pains d'épices de Gand et ceux de Verviers. A une corde qui allait de l'un à l'autre montant pendaient les saucisses de Boulogne : le sel dont elles étaient saturées traversait la membrane qui les recouvrait; on eût dit qu'elles avaient été roulées dans la poussière de la route... » Et, autour des boutiques, les enfans ont la « cense » à la main, pour acheter ce qu'ils auront choisi ; les gamins « tirent à la chandelle pour gagner un mauvais cigare ; » en sarrau bleu, les paysans font manœuvrer le tourniquet, pour l'aubaine d'une pipe ou d'une blague. Et les cloches à toute volée : « Derrière les auvens et les abat-sons, on les voit bondir dans la tour pour répandre dans la campagne et jusqu'aux hameaux lointains leur appel joyeux. » Le canon, sur la colline, rivalise avec les cloches. Tout le monde dehors ; et les femmes, pauvres ou cossues, toutes « étrennent du neuf, » qui la robe et qui le bonnet ou le caraco. De la maison communale, sort l'Harmonie, drapeau en tête, précédée du maître-jeune-homme et de ses adjoints. « Ils étaient coiffés d'un bonnet garni de dahlias ; une touffe de rubans blancs et rouges était épinglée à leur blouse bleue. Ils entrèrent à grand fracas dans l'église. L'éclat des cuivres s'écrasait contre l'ogive des voûtes, retombait, se cognait contre les murs et rebondissait parmi les ronflemens de l'orgue, ce pendant que les cloches là-haut ne cessaient d'appeler les fidèles... » Joli tableau, et où l'on reconnaît l'art des peintres flamands, l'art d'un Téniers. C'est la même façon méticuleuse de ne rien laisser perdre,

dans le détail pittoresque et amusant, le même don d'attraper vite l'exacte vérité, la même patience à l'égard de quelque vulgarité, la même adresse à rehausser, par la justesse de la copie et par son élégante habileté, la médiocrité banale d'un sujet.

Tout art est une poésie; et cela ne veut pas dire que l'artiste doive chercher son thème hors du spectacle quotidien. Mais alors, quelle poésie trouvera-t-il dans l'humble village où il demeure, sur la route où il se promène parmi les forains et les rustres endimanchés? Cette banale médiocrité, comment la relèvera-t-il? C'est toute la question du réalisme littéraire. Eh bien! le sentiment qu'on ajoute à l'authentique réalité l'ennoblit. Nos écrivains, en général, recourent à quelque ironie ingénieuse, moquerie indulgente et, souvent, satire assez rude. La haine que nourrissait Flaubert contre la bassesse des bourgeois anime, excite les pages qu'il a consacrées au récit de leur tran-tran. Le concours agricole, dans *Madame Bovary*, est le portrait d'une laideur, admirable portrait par la maîtrise du peintre en colère. Et un Zola, quand il accumule les ignominies de *la Terre*, aboutit à une espèce de beauté, par la fureur de son chagrin. Or, plus d'une fois, M. Gilbert, analysant l'œuvre des réalistes belges, les compare à l'auteur de *Bouvard et Pécuchet*, roman de la plus douloureuse raillerie.

Je ne prétends pas que les réalistes belges ne doivent rien du tout à Flaubert : il a donné à la littérature des directions impérieuses. Mais enfin, le réalisme de M. des Ombiaux ne ressemble point à celui de Flaubert, non, pas plus que M. Virrès, un pessimiste, n'est l'élève de Zola. Ce qui, à mon avis, caractérise les réalistes belges, ce n'est pas ce génie de la caricature auquel nous devons Bouvard et Pécuchet, formidables bonshommes et les héros de la bêtise humaine : c'est, au contraire, la bienveillance. M. des Ombiaux ne déteste pas et même ne trouve pas ridicules ces magistrats municipaux, si drôlement enrubannés et coiffés de dahlias; il a pour eux une cordiale sympathie. La fête sur la route ne lui déplaît aucunement; loin de la dénigrer, il en apprécie la simplicité joyeuse.

Et voici un humoriste belge, M. Léopold Courouble : un Jean Steen, dit M. Gilbert. Sous le titre de *la Famille Kaekebroeck*, M. Courouble a réuni quatre nouvelles qu'on ne peut lire, assure M. Gilbert, « sans rire aux larmes » et qui sont des études de mœurs bruxelloises. L'une des héroïnes, Mme Keuterings, on la rencontre habituellement dans « le bas de la ville, » corpulente, couverte de bijoux, chaînes, croix, boucles d'oreilles. Un chapeau rutilant de jais, de perles et de fleurs, chapeau « percé » qui, au sommet, livre passage à l'édifice des

cheveux. Un châle des Indes, très riche et qui laisse voir la robe de soie gris d'acier, « couleur de rollmops. » Elle marche à petits pas et ne va guère vite, car elle est « courte d'haleine » et l'avoue sans nul embarras. Mais elle rend visite à ses amies, Mmes Van Poppel, Timmermans, Posenaer et Van Steenkiste : autant de personnes très comiques, d'ailleurs honorables. Les négocians de la rue du Miroir et de la rue des Harengs, les buveurs de lambic, les habitués de la Grande-Harmonie : autant de bons diables et qui ont le culte de leurs manies, de leurs plaisirs, de leur respectabilité. C'est tout un monde, un petit monde singulier, que M. Courouble fait mouvoir avec le plus joyeux entrain, sans le ménager, sans lui épargner les traits de sa verve abondante. Seulement, ce petit monde dérisoire, il l'aime. M. Demolder l'a noté : les Kaekebroeck, Keuterings et Van Poppel, « il dépeint leur vie un peu ridicule avec une complaisance émue ; son livre est cordial ; il raconte les fêtes de famille de la rue du Rempart-des-Moines à la façon narquoise, bonhomme et tendre dont Jean Steen représentait à coups de pinceau les fêtes des Roys de son temps. » Les intrigues peu ravissantes qui mettent de l'agitation dans l'existence de ses plus ventripotens bourgeois, M. Courouble les raconte gentiment : il a soin de n'en être pas scandalisé ; quelle intrépidité calme est la sienne ! Il sourit ; et l'on devient complice de sa mansuétude. Un vif langage ne l'effraye pas, ni une aventure audacieuse. Puis, dès que se présente l'occasion de colorier un gracieux tableau, modeste et intime, il est encore plus content. Par exemple, il va nous conduire au magasin des bonnes demoiselles Janssens, qui tiennent une papeterie et qui vendent un peu de tout. Elles sont célèbres dans le quartier. Quand il manque, chez les Kaekebroeck ou les Keuterings, quelque chose, la première pensée est de dire : « On aurait peut-être ça chez les demoiselles Janssens... » Et on l'y trouve, en effet, presque toujours... « Lorsqu'on pénétrait dans leur boutique, on humait d'abord un parfum vraiment distingué de crayon Faber ; mais cette odeur, très furtive, disparaissait aussitôt pour laisser place à des remugles d'oignons cuits, de quinquet à pétrole et de chat. Il y faisait au surplus très sombre, à cause de ces images qui mettaient comme des stores à la vitrine et aveuglaient les carreaux de la porte d'entrée. Cette atmosphère écœurante et noire convenait aux deux vieilles filles qui la respiraient depuis quarante ans. Elle était devenue nécessaire à leurs bizarres poumons... » Économes, ces demoiselles n'éclairaient point au gaz leur magasin. Le soir, quand on avait poussé la porte et ainsi fait retentir une sonnette enragée, l'une des demoiselles, Prudence

ou Félicie, arrivait sans trop tarder, avec une lampe carcel en porcelaine blanche. Les grandes personnes tâchaient de ne pas rester longtemps, à cause de l'odeur. Mais gamins et fillettes n'en finissaient pas de choisir parmi la quantité des images d'Épinal... « La complaisance des demoiselles Janssens était inaltérable. Elles déposaient le ballot sur le comptoir, dénouaient la ficelle, ouvraient le papier de couverture; puis, sans se lasser jamais, elles feuilletaient les images jusqu'à ce que les petits, haussés sur les pointes, toujours hésitans, eussent fait un choix définitif, ce qui était long. Elles savaient leurs goûts et disaient parfois de leur voix molle et traînante : — *Non, ça, vous n'aimez pas, n'est-ce pas?...* Ou bien : — *Non, ça, vous avez déjà eu...* Elles leur étaient bienveillantes. Les cliens disparus, elles retournaient bien vite se tapir dans la pièce de derrière qui leur servait de tout, s'occupaient au tricot, à quelque broderie d'église, à moins qu'elles ne jouassent au bézigue sous le ronronnement de Pouske, leur gros matou, perché sur la table. Elles parlaient peu entre elles : c'était inutile, elles avaient les mêmes pensées. » Et, après cela, M. Courouble peut, sans inconvénient, plaisanter : longues et minces, toutes plates, sans nulle beauté, le teint jaune, des yeux pâles de béguines, des cheveux gris peignés en bandeaux, le nez fort, la bouche rentrée, l'une ayant le menton pourvu d'un bouton noir, velu et pareil à une araignée, il aime les demoiselles Janssens. Il a des souvenirs avec elle, souvenirs d'enfance et qui l'engageraient à pleurer, s'il ne divertissait sa mélancolie au souci de parfaire ce dessin du passé.

Les Kaekebroeck et les Keuterings, même un peu grotesques, ne le touchent pas beaucoup moins. Le sentiment qu'indique sa manière, le voici : le rire n'est pas dérision, la moquerie n'est pas dédain. Familiarité, plutôt ; et ancien usage de camaraderie. Entre l'auteur et ses bonshommes, il y a une entente, une communauté de cœur ; on devine que les bonshommes et l'auteur s'égaient ensemble et, ensemble, deviennent graves, de temps à autre. M. Courouble, vers la fin d'un de ses volumes, a écrit : « *La Famille Kaekebroeck*, c'est l'histoire d'un coin de notre Ville chérie, une histoire en petites images crûment coloriées comme celles d'Épinal. Regardons-les avec indulgence. Peut-être témoigneront-elles un jour du passé ingénu, quand Bruxelles, impitoyablement saccagé au profit de la banalité moderne, perdra le souvenir de ses douces ruelles et ne saura plus même la place de son berceau. » Que ces lignes sont émouvantes aujourd'hui! Elles datent de quelque douze années. Et l'on y sent une inquiétude,

mêlée d'erreur et de vérité. Bruxelles impitoyablement saccagé... La pensée du lecteur s'arrête sur ces mots. D'ailleurs, ce n'est pas la banalité moderne qui menaçait la « ville chérie » de M. Courouble. S'il annonçait une menace, eh bien ! il se trompait de menace : en tout cas, il préservait contre l'ennemi — l'ennemi, c'est toujours l'avenir, avec ses troubles provisions de périls, — ce qu'il aimait fidèlement, une vie d'autrefois, le charme de cette vie, ses défauts adoucis par la durée, enfin le trésor d'une habitude humaine.

On dirait que les romanciers et les conteurs belges se sont partagé la tâche auguste de célébrer leur patrie. Chacun d'eux a pris un coin de province, une ville, un village. Et le partage ne s'est point fait au hasard ou capricieusement : il me semble que chacun d'eux a pris le coin de province, la ville ou le village de sa naissance et de sa jeunesse, de telle sorte qu'il sût mieux ce qu'il avait à dire, de telle sorte aussi que l'œuvre profitât de l'accord véritable et de l'analogie qu'on remarque entre le sol et les habitans d'un pays. Jadis, quand l'extrême facilité des transports n'avait pas bouleversé ici-bas toutes choses, les bâtisses étaient en harmonie de couleur et de forme avec le paysage. On employait, pour la construction, les matériaux de l'endroit; on les prenait au flanc de la colline. Le plan même des édifices, leurs dimensions, correspondaient aux ressources et à l'imagination plus ou moins hardie, plus ou moins généreuse de la localité. Je trouve une pareille qualité de mesure et de spontanéité naturelle aux récits de ces écrivains, les uns sombres, les autres clairs comme leurs régions d'âpres forêts ou de fertile campagne, les uns tristes comme le Limbourg, les autres enjoués comme leurs vallées au soleil, et quelques-uns plus agités, narquois et impertinens comme les faubourgs des grandes villes.

En Belgique, il y a deux races, la flamande et la wallonne, qui vivent côte à côte ; et chacune a son caractère, son tempérament, ses coutumes. M. Henri Davignon, que les lecteurs de la *Revue* n'ignorent pas, a consacré plusieurs volumes à l'analyse des différences et des affinités qui opposent et qui rapprochent ces deux races, qui maintiennent l'originalité de chacune et qui permettent leur réunion. Simon Maquinay, de *Déracinée*, un Wallon des environs de Saint-Hubert, amène à un fermier de Desteldonck, en Flandre, une paire de chevaux. Arrivé là, il y demeure ; il entre comme aide-comptable chez un industriel des environs de Gand. Bientôt, il est pris de nostalgie, regrette ses Ardennes, souffre d'exil. Une jeune fille, la nièce du fermier de Desteldonck, Priska Soltendries, s'intéresse à lui gentiment et vou-

drait le consoler. Simon dit à Priska : « Mon pays est saturé d'un air inconnu au vôtre. Il y passe à la fois l'enivrement de la mer et la vigueur contenue dans les forêts profondes. On se sent près du ciel, si près que les clochers des villages déchirent de leur coq les nuages qui les frôlent. Autour de soi, partout, jusqu'au fond de l'horizon, les bois s'étendent ; ils sont roux maintenant, la feuille craque sur le sol, on entend galoper sous les hêtres les hardes des cerfs et des chevreuils... C'est le cœur de l'Ardenne, et c'est mon cœur aussi... » Et Priska : « Je voudrais connaître votre pays, Simon... » Provisoirement, Simon qui regrette ses forêts d'Ardenne, Priska le conduit au bois qui entoure le château de Desteldonck : un petit bois, des arbres réguliers, élancés, trop élégans ; il leur manque la jonchée des branches mortes. Ce n'est pas l'Ardenne, sauvage, ample et superbe. Simon s'en ira, quittera l'existence facile de la plaine pour le labeur de la montagne. Soudain, son âme « s'est imprégnée de tendresse pour la Flandre rêveuse et paisible ; » et, la Flandre qui l'émeut, c'est la petite Flamande Priska. Il demande à Priska : « Vous vouliez connaître mon pays ; ne voudriez-vous pas y habiter ? — Si vous le voulez, oui, Simon, » répond-elle. « Et tout l'obscur, indéfini, instinctif dévouement de sa race tient dans la réponse de la Flamande... » Simon épouse Priska et l'emmène. Là-bas, en Ardenne, c'est maintenant Priska qui va souffrir. Dès le voyage, pour aller à Saint-Hubert, elle frissonne du changement : la ligne de l'horizon s'élève et enferme le paysage. L'air et la bruine la déconcertent ; Simon, lui, hume l'air et la bruine. Il faut l'amour rassurant de Simon pour empêcher Priska de défaillir. Et puis, en Wallonie, on a des habitudes de galanterie taquine et agaçante, qui tourmentent la rêveuse et fidèle Priska. Une Babette Hurtebise, coquette et luronne, s'occupe de Simon. Les gens disent : « Babette a retrouvé son galant ; » et, un jour, Priska n'a pas fait exprès de voir Simon baiser la bouche de Babette. Priska se réfugie dans le silence et dans la piété. Peu à peu, elle s'apaise ; elle songe : « Babette et Simon, des amis d'enfance ; et voilà jeux de Wallonie... » Priska sort de l'église où elle a prié ; elle rencontre son mari et lui sourit avec douceur. Cependant, ces deux êtres sont séparés par un étrange malentendu, qui vient des différences de leurs races ; et le malentendu persiste jusqu'à un incident bizarre, brutal, jusqu'à un dénouement qui a l'air d'un symbole. Ce dénouement, lorsque M. Davignon l'a inventé, il ne pouvait pas lui attribuer cette qualité de symbole que nous y apercevons aujourd'hui... Un jour, Priska et Simon, des parens et des amis sont allés voir les cerfs s'ébattre

dans la forêt. Priska ne s'attend à rien ; mais un fou concupiscent se jette sur elle et est sur le point de la terrasser : Simon court et sauve Priska. Elle est bientôt dans les bras de Simon, le sent très fort, très bon, sent plus encore que leur union les protège. C'est la sauvage agression de ce bandit luxurieux qui révèle aux deux races distinctes leur unité profonde et leur devoir de bonne entente.

Je ne veux pas prêter à ces écrivains belges un don de prophétie ; je ne les présente pas comme les annonciateurs des événemens extraordinaires et terribles que nous voyons et des lendemains que nous entrevoyons. Toujours est-il qu'à lire, dans les volumes de M. Gilbert, les résumés de leurs romans et de leurs nouvelles, nous sommes à chaque instant touchés d'une allusion plus ou moins nette et, quelquefois, étonnante d'à-propos et de vérité, qui s'éveille, apparaît et rayonne mystérieusement. Ce n'est pas sorcellerie ; ou bien, toute la sorcellerie de ces conteurs provient de la science très pénétrante et intime qu'ils ont de leur pays et de l'âme de leur pays. La destinée n'est-elle pas écrite, en quelque façon, dans les derniers replis des âmes ? Ils ont été jusqu'à l'âme de leur Belgique et ils y ont lu, je ne dis pas les hasards, au moins les volontés certaines.

Enfin, ne sera-t-on pas surpris, — ému aussi, — de trouver dans le dernier recueil de M. Gilbert (et j'insiste sur ce fait que le volume est de plusieurs semaines antérieur à la présente guerre) tout un chapitre, et bien touchant, relatif à nos provinces de Lorraine et d'Alsace ? L'occasion, pour le critique, ce fut une enquête menée au bord du Rhin par deux journalistes belges, M. Dumont-Wilden et M. Léon Souguenet. Leur étude, M. Gilbert l'a classée parmi les œuvres des écrivains régionalistes. C'est une indication déjà sur la question que posaient et qu'ont résolue MM. Dumont-Wilden et Souguenet : que devient, après de longues années de conquête, une région durement soumise à l'entreprise du vainqueur ? A bicyclette, ils ont parcouru les villes et les villages des pays annexés, causant avec les gens qu'ils rencontraient, couchant à l'auberge, interrogeant les paysans, les bourgeois, les fonctionnaires, les hommes politiques, écoutant bien, regardant avec soin ; et ils ont travaillé « avec tout le désir d'impartialité dont se croyaient capables deux hommes vivant dans l'atmosphère fiévreuse et passionnée de ce temps. » Cette impartialité, ce n'était pas de l'indifférence : « il faudrait avoir l'âme glacée pour ne pas avoir envie de se ranger dans l'un ou l'autre parti, quand on parcourt le théâtre d'une guerre séculaire. » Ils ont recueilli tous les témoignages, sans fausseté ; et ils les ont tous interprétés avec bonne

foi. Leur enquête n'aurait eu, autrement, nul intérêt. Seulement, ils examinaient le problème de la germanisation dans nos provinces ; et ils désiraient de pouvoir, en toute sincérité renseignée, répondre : non, ces provinces ne sont pas germanisées, au bout de quarante-quatre ans. C'est ce qu'ils répondent. Le livre que leur enquête leur a donné porte ce titre : *La victoire des vaincus*. Notre victoire, à nous vaincus de 1870, ce fut, en attendant mieux, l'âme française demeurée intacte, en Alsace et en Lorraine. Or, demanderons-nous, qu'importe à ces écrivains belges ? ou, plutôt, que leur importait ?... Amitié pour nous, certes : remercions-les ; et, tant est forte leur joie d'annoncer la victoire des vaincus, on dirait que le pressentiment des jours prochains les a frôlés. Il y a, dans toute la littérature contemporaine, en Belgique, des signes de l'avenir.

Mais alors, quoi ! l'état-major allemand ne lit donc pas ? De ces frivolités, romans et nouvelles, non sans doute !... Il avait partout, et en Belgique, un prodigieux service d'espionnage : ses espions ne lisent donc pas ?... Eh bien ! la littérature belge leur eût donné un avertissement profitable et qu'ils ont méconnu. Ils auraient su, oui, par les livres des conteurs, faiseurs de fables toutes pleines de vérité, que cette nation, si tendrement attachée à ses paysages et à ses coutumes, si jalouse de son originalité, si heureuse de son indépendance et pieusement fière de ses traditions jusqu'en leur détail pittoresque ou simple, ne se laisserait pas envahir sans dresser contre l'insolent sa furieuse résistance ; et, au départ de la campagne qu'il organisait, l'état-major allemand n'aurait pas commis cette immense erreur de supposer, hypothèse riche en désastres, le renoncement et l'avilissement belge. C'est une grande et admirable dignité, pour les écrivains, d'être, en de telles conjonctures, et même si on a refusé de les entendre, les porte-parole d'un peuple.

André Beaunier.

REVUES ÉTRANGÈRES

QUELQUES ÉCHANTILLONS RÉCENS DE LA SCIENCE ALLEMANDE

Sherlock Holmes, Raffles, und ihre Vorbilder, etc., par Friedrich Depken, un vol. Heidelberg, 1914. — *Muzio Clementi's Leben*, par Max Unger, 1 vol. Langensalza, 1914. — *Mozart's Iugendsymphonien*, par Detlef Schultz, un vol. Leipzig, etc.

« Pour tirer de ces obscurs décombres un grand fait historique au moyen duquel on rectifie les traditions incertaines, il a fallu un étrange parti pris, ou plutôt ce manque de mesure dans l'induction qui nuit si souvent, en Allemagne, aux plus rares qualités de diligence et d'application. On repousse de solides témoignages et on y substitue de faibles hypothèses ; on récuse des textes satisfaisans et on accueille presque sans examen les combinaisons hasardées d'une archéologie complaisante. Du nouveau, voilà ce que l'on veut à tout prix ; et le nouveau, on l'obtient par l'exagération d'idées souvent justes. L'observation était bonne, mais on en tire de fausses conséquences. Loin de moi la pensée de nier ou d'atténuer les services que la science allemande a rendus à nos difficiles études ; mais, pour profiter réellement de ces services, il faut y regarder de très près, et y appliquer un grand esprit de discernement. Il faut surtout être bien décidé à ne tenir aucun compte des critiques hautaines d'hommes à système, qui vous traitent d'ignorant et d'arriéré, parce que vous n'admettez pas d'emblée la dernière nouveauté éclose du cerveau d'un jeune docteur. »

C'est ainsi qu'en 1877, dans la préface de ses *Évangiles*, Ernest

Renan nous livrait son opinion définitive sur cette science allemande que personne, peut-être, n'avait d'abord admirée et vantée plus que lui (1). Il l'avait admirée parce qu'il ne la voyait que de loin, parce qu'il s'en était fait d'avance une idée merveilleuse; et puis, à mesure qu'il l'avait pratiquée, force lui avait été d'en reconnaître la faiblesse secrète et les graves dangers. Pareille déception est arrivée, avant comme après lui, à maints autres érudits ou chercheurs de chez nous, qu'avait un temps séduits l'apparence, éminemment « savante, » de la science d'outre-Rhin. Combien de fois j'ai entendu, pour ma part, des historiens, des critiques d'art, des musicologues, voire des physiciens ou des naturalistes, raconter de quelle façon l'expérience les avait amenés à changer d'avis sur la valeur de l'œuvre des plus fameux parmi leurs confrères allemands! Tantôt cette œuvre leur avait paru trop « en l'air, » et tantôt trop « à terre; » tantôt leur raison s'y était offusquée d'une vaine hardiesse, et tantôt d'un servile respect pour des assertions antérieures dénuées d'autorité : mais toujours, par-dessous tout cela, c'était leur goût natif qui avait fini par ne pouvoir plus supporter, dans ces produits d'une science plus ou moins authentique, le manque trop complet de toute vie et de toute lumière, — le manque d'une certaine qualité littéraire indéfinissable sans laquelle l'effort le plus assidu risque de nous demeurer tristement inutile.

A quoi j'ajouterai que la science allemande d'aujourd'hui est encore bien déchue de l'état où l'avaient trouvée les contemporains de Renan. Tout de même que les autres manifestations de l'âme nationale, cette science a subi l'effet de l'atmosphère nouvelle résultant, pour l'Allemagne, d'un coup de fortune trop soudain et trop « colossal. » Ayant eu, pour ainsi dire, la tête « tournée » par l' « héritage » imprévu de ses victoires d'il y a un demi-siècle, la race entière s'est prise dorénavant d'un funeste orgueil, qui n'a pu manquer d'exercer son action sur l'œuvre de ses savans aussi bien que sur celle de ses généraux ou de ses diplomates; et notamment c'est chose incontestable que, sous l'influence de cet orgueil maladif qui la portait à se croire d'une espèce supérieure et privilégiée, la science allemande a perdu, elle aussi, quelques-unes de ses vertus « morales » de jadis. Elle est devenue moins consciencieuse, et, partant, moins sûre; avec des ambitions plus hautes (ou, en tout cas, plus bruyantes), elle s'est déshabituée de son ancien labeur; et l'on entend

(1) *Les Évangiles et la seconde génération chrétienne*, Calmann-Lévy, 1877.

bien que sa fièvre subite de confiance en soi-même n'a pas été pour lui inspirer le désir de cette qualité « latine » de lumière et de vie dont l'absence, chez elle, l'avait déjà rendue d'un accès difficile à maints lecteurs français des générations précédentes.

J'ai eu d'ailleurs l'occasion de signaler ici, tout récemment, un échantillon bien caractéristique de ces produits nouveaux de la science allemande, sous la forme d'une brochure consacrée par M. Ernst Curtius à l'*Œuvre Critique de Ferdinand Brunetière* (1). Je n'avais alors à cœur, en vérité, que de défendre mon très regretté maître et ami contre les reproches que lui prodiguait la prétentieuse ignorance d'un obscur *privat-docent* germanique : mais il m'avait été impossible de ne pas exprimer aussi, dès ce moment, ma surprise devant l'étrange méthode critique de M. Curtius. Pendant les neuf dixièmes de sa brochure, il s'était borné à découper dans l'œuvre de Brunetière les opinions de l'écrivain français touchant diverses questions d'esthétique ou d'histoire. Ses chapitres s'appelaient : *Les Idées de Brunetière sur l'Art ; ses Idées sur la Critique ; sa Conception de l'Histoire littéraire ; ses Jugemens littéraires ; ses Opinions sur les Philosophes de son temps ; ses Opinions sur les Critiques littéraires français du XIXe siècle*. En un mot, une « anthologie » de l'œuvre de Brunetière, composée sans le moindre souci des dates, ce qui lui enlevait toute portée documentaire : et pas une fois, au cours de ses citations, l'auteur allemand ne s'occupait d'approuver ni de blâmer les innombrables fragmens ainsi rassemblés. Après quoi, brusquement, dans une « conclusion » d'une demi-douzaine de pages, voilà que M. Curtius se mettait à accabler d'invectives méprisantes une œuvre dont nous avions pu croire, jusque-là, qu'il en prenait à son compte les différens morceaux ! Et nous apprenions tout d'un coup que Brunetière n'avait été qu'un médiocre pédant, un successeur attardé des Laharpe et des Geffroy, un polygraphe dont la *mentalité simpliste* ne souffrait pas d'être comparée au fécond génie créateur d'un Jakob Burckhardt ou d'un Herman Grimm !

Mais veut-on connaître un spécimen plus récent encore, — et pour le moins aussi « représentatif, » — de l'érudition allemande d'aujourd'hui ? Un hasard m'a fait tomber sous la main l'un des derniers travaux de la critique littéraire d'outre-Rhin, publié à Heidelberg quelques jours avant la guerre. Il s'agit de nouveau, naturellement,

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet 1914.

d'un de ces courts « mémoires » d'une centaine de pages qui tendent de plus en plus à remplacer, dans tous les domaines de la science allemande, les pesans et respectables in-octavo d'autrefois. Seuls, les titres des écrits « scientifiques » conservent volontiers leur ancienne longueur. Le mémoire en question est intitulé : *Sherlock Holmes, Raffles, et leurs modèles, Contribution à l'histoire du développement et de la technique du récit d'aventures criminelles.* C'est une sorte de thèse doctorale, présentée à la faculté d'Heidelberg par un jeune érudit, M. Friedrich Depken.

Et d'abord, je dois observer que le titre de la brochure, pour long qu'il soit, se trouve être manifestement exact. « Les principaux représentans du récit d'aventures criminelles, — nous dit l'auteur dans sa préface, — sont Arthur Conan Doyle et Ernest W. Hornung, qui tous les deux ont eu pour modèles, d'une part, les romans criminels du Français Émile Gaboriau, de l'autre les histoires policières de l'Américain Edgar Poe. » En fait, M. Depken ne cesse pas, dans toute sa brochure, d'associer et de comparer les quatre œuvres d'Edgar Poe, de Gaboriau, de M. Conan Doyle, et de M. Hornung, tout à fait comme si ces quatre œuvres dataient du même temps. C'est seulement vers la fin, dans un chapitre de quelques pages, qu'il se souvient vaguement de nous avoir promis l'étude du « développement historique du récit d'aventures criminelles depuis Poe jusqu'à Hornung. » Tout le reste du mémoire est exactement quelque chose comme une « composition » ou un « concours, » — à la manière des collèges, — entre les quatre conteurs choisis par M. Depken. Tour à tour, l'un ou l'autre d'entre eux se voit décerner la première place. Par exemple, le « prix » de « vraisemblance » est accordé à M. Conan Doyle, et celui d' « humour » à M. Hornung. Pour le « prix » de « composition, » l'auteur du *Scarabée d'Or*, le puissant et subtil poète américain arrive *ex æquo* avec notre compatriote Émile Gaboriau. Une longue suite de petits chapitres sont affectés à cet exercice « scolaire, » sur la portée « scientifique » duquel j'aurai, du reste, à revenir tout à l'heure.

Mais, en attendant, je dois noter encore l'un des traits les plus typiques du sujet même du livre. Ce sujet consistant, comme je l'ai dit, à comparer entre eux quatre conteurs de « récits criminels, » M. Depken s'est tenu rigoureusement à n'étudier que ces quatre écrivains, sans se permettre jamais d'en rapprocher ou de leur opposer tels autres hommes qui nous ont laissé des récits du même

genre. D'un bout à l'autre de son mémoire, il procède absolument comme si Edgar Poe, Gaboriau, MM. Conan Doyle et Hornung avaient seuls produit des « récits criminels. » Tout au plus nomme-t-il en passant des maîtres comme Balzac, dont la *Ténébreuse Affaire* doit cependant avoir contribué autant et plus que les contes de Poe à nous valoir les romans policiers d'Émile Gaboriau ; et la façon dont il le nomme n'est certes pas pour donner à son lecteur une bien haute idée du rôle et de la signification historiques du créateur de l'immortel Vautrin. « Vidocq, Balzac, Eugène Sue, Paul Féval et maints autres, — nous dit-il, — ont rendu populaire en France l'utilisation littéraire du crime. » Quant aux chefs-d'œuvre « policiers » d'un Dickens ou d'un Dostoïevski, pas une minute le critique allemand ne s'arrête à rechercher s'ils n'auraient pas exercé, eux aussi, quelque influence sur le « développement du récit d'aventures criminelles. »

Cette limitation arbitraire et « radicale » non seulement du sujet traité, mais encore du terrain sur lequel devra porter l'enquête, c'est là vraiment l'un des traits « distinctifs » de la science allemande. Je me rappellerai toujours l'étonnement que m'a causé, jadis, un jeune critique d'art badois qui venait d'écrire un très savant « mémoire » sur je ne sais plus quel détail de l'architecture extérieure de l'une des plus anciennes églises de son pays. Je l'avais interrogé, à ce propos, sur la date probable des vitraux de la même église : mais le jeune archéologue m'avait répondu que, n'ayant eu à s'occuper que du dehors du vénérable édifice, jamais il n'avait pris la peine d'en examiner le dedans. Sa réponse m'avait surpris comme l'avait fait également, vers le même temps, celle de l'un de ses compatriotes qui, après s'être rendu fameux par la publication d'une analyse et d'un commentaire approfondis des symphonies de Beethoven, m'avait déclaré que la musique de Beethoven ne l'intéressait pas, étant, à son gré, « trop *metaphysisch!* » C'était un temps où l'âme allemande m'était encore un livre fermé : aujourd'hui, ni l'un ni l'autre de ces deux modes de sa pensée ne me surprennent plus, et je pourrais citer notamment, du premier d'entre eux, une foule d'exemples qui, pour un lecteur français, auraient de quoi dépasser, en singularité, le naïf aveu de mon critique d'art.

Voici, — pour m'en tenir à des exemples d'hier, — un petit livre de M. Max Unger sur le compositeur Muzio Clementi ! Ou plutôt non : le livre s'appelle *Vie de Muzio Clementi*, et, en effet, l'auteur s'est imposé le devoir de ne jamais toucher à l'œuvre musicale du grand

maître italien. Pas une fois il ne nous dit un seul mot de cette œuvre, pas une fois il ne nous laisse deviner qu'il en a entendu ou déchiffré une seule note : il semblerait que son livre eût été écrit par un sourd-muet. Que l'on imagine une *Vie de Poussin* où il ne serait pas fait mention de peinture ! Mais combien plus « topique » encore, à ce point de vue, le « mémoire » de M. Detlef Schultz sur les *Symphonies de la jeunesse de Mozart!* Il faut savoir que le maître salzbourgeois, pendant sa jeunesse, a composé un bon nombre de morceaux qui, sous les noms divers de « sérénades, » de « cassations, » d'« ouvertures, » etc., comportaient exactement la même coupe, la même instrumentation, les mêmes règles et coutumes traditionnelles que ses « symphonies. » Tous ces morceaux étaient, en vérité, autant de « symphonies, » ne différant des pièces proprement revêtues de ce nom que par les circonstances de leur exécution. Or, tandis qu'il analysait note par note jusqu'aux plus insignifiantes des « symphonies » de Mozart, jamais M. Schultz n'a songé à jeter un coup d'œil sur les morceaux, identiquement pareils, que le maître avait composés dans le même temps sous les appellations d' « ouvertures » ou de « sérénades ! » Et comme quelques-uns de ces morceaux dont il paraît avoir ignoré l'existence étaient, précisément, parmi les œuvres où le jeune Mozart a déployé le plus au large son génie d'invention et de réalisation orchestrales, on peut juger par là de la portée de ce qu'ont à nous apprendre, touchant celui-ci, les plus abondantes et minutieuses « comparaisons » de la brochure allemande.

Car il va sans dire que M. Schultz, de la même manière que M. Dèpken, a employé toute sa brochure à établir une sorte de « concours » entre les diverses parties du sujet qu'il traitait. Considérant tour à tour les *allegro* initiaux, les *andante*, les *menuets*, et les *finales* d'une vingtaine de symphonies de Mozart, — et presque sans s'inquiéter de la date de chacune d'elles, — il s'est livré simplement, dans ces quatre sections de son étude, à une véritable « distribution de prix. » Se représente-t-on un critique français appliquant une telle méthode à l'examen des tragédies de Corneille, y passant successivement en revue la manière de traiter tous les actes, du premier au cinquième, et puis déclarant que, pour les troisièmes actes, la palme revient à *Médée* et à *Théodore*, mais que, pour les quatrièmes, ce sont *Polyeucte* et *Agésilas* qui méritent la place d'honneur?

Et que l'on ne croie pas que j'exagère, ni non plus que je tire argument d'un cas exceptionnel ! Ce système de comparaisons entre

des parties d'œuvres juxtaposées, malgré la diversité de leurs dates. M. Schultz aussi bien que M. Depken l'ont emprunté aux maîtres les plus glorieux de la critique allemande. C'est tout à fait ainsi que, naguère, l'éminent Otto Jahn analysait et jugeait les chefs-d'œuvre de Mozart, ainsi que son confrère Pohl disséquait patiemment les œuvres de Joseph Haydn ; c'est ainsi que procédaient leurs plus illustres rivaux dans les voies, non moins « scientifiques, » de la critique littéraire et de la critique d'art. Au fait, n'avons-nous pas rencontré une méthode toute semblable dans la brochure où M. Curtius, — sans aller, il est vrai, jusqu'à décerner des récompenses, — s'est amusé à réunir côte à côte des opinions émises par Brunetière aux diverses époques de son active « évolution » intérieure?

Je ne crains pas de l'affirmer : toute cette critique « scientifique » allemande d'aujourd'hui en est restée à ses vieilles routines « scolaires » d'il y a cinquante ans. Elle a beau se vanter complaisamment de sa « méthode, » nous l'offrir à tout propos comme l'une des plus brillantes conquêtes de sa « culture » nouvelle : la vérité est que, depuis l'illustre « professeur » honoraire, membre-correspondant de nos académies, jusqu'à l'humble « jeune docteur » d'Erlangen ou de Greifswald, personne d'outre-Rhin ne conçoit la tâche du critique, — ni celle de l'historien, — autrement que sous les espèces d'un « devoir d'élève » plus ou moins « étoffé, » avec une étroitesse d'horizon, une monotonie d'allures, une banalité invariable de plan et de contours qui feraient honte au dernier « licencié » de notre Sorbonne.

Et tandis que, sous ce rapport de son idéal esthétique et de ses procédés, la science allemande est demeurée immobile depuis un demi-siècle, d'année en année nous l'avons vue porter plus fâcheusement la peine de ce « manque naturel de mesure » que lui reprochait jadis Ernest Renan. Encore n'est-ce pas seulement d'un « manque de mesure » qu'il faudrait parler, mais aussi d'un manque absolu de ce sens profond des « réalités » qui maintient le savant en contact avec l'essence intime des sujets qu'il aborde. Avec toutes les lacunes de sa formation professionnelle, par exemple, un critique allemand d'autrefois n'aurait pas eu l'idée de comparer, comme l'a fait M. Depken, l'œuvre d'Edgar Poe et celle de Gaboriau. Une telle comparaison implique, par soi-même, tout ensemble une faute de goût et une grave erreur. Il existe, dans tous les arts, des différences de « nature » qui rendent d'avance et à jamais impossible toute tentative de comparaison ; et serait-il prouvé que la musique de Mozart

eût servi de « modèle » à celle d'Offenbach, nul musicographe de chez nous ne s'aviserait de confronter *les Noces de Figaro* avec *la Périchole*. Sans compter toute l'invraisemblance « historique » d'un lien quelconque entre les deux ou trois fantaisies policières de l'admirable poète américain et les aventures « sensationnelles » d'un *M. Lecoq* ou d'un *Raffles*, — ce médiocre et déplaisant « gentleman-cambrioleur » dont on ne s'attendait guère à rencontrer le nom en pareille compagnie !

Chose étrange, pourtant, cette exagération du manque de mesure et de goût n'a pas eu pour effet d'accroître du même coup, chez les savans allemands, la hardiesse d'invention qui choquait à bon droit l'auteur de l'*Antéchrist*. Bien loin de transporter dans sa science une audace que, sur maints autres terrains, elle pousse volontiers jusqu'à l'effronterie, l'Allemagne victorieuse y est même devenue infiniment plus timide que l'avaient naguère connue les contemporains de Renan. Vainement nous chercherions désormais chez elle l'équivalent des amples systèmes édifiés autrefois dans les nuages par la dialectique d'un Hegel, ou même l'équivalent des paradoxes faciles de ces David Strauss et de ces Feuerbach qui, « repoussant de solides témoignages, prétendaient leur substituer des hypothèses de hasard. » L'instinctif « respect » que déjà Mme de Staël découvrait au fond de toute âme allemande a décidément achevé de l'emporter sur ces anciens essais d'indépendance critique : il règne aujourd'hui d'un pouvoir absolu, dans toutes les provinces de la pensée allemande. Et la chose n'est pas, en somme, aussi surprenante qu'elle pourrait le sembler au premier abord : car l'on comprend sans peine qu'un empire foncièrement « militarisé, » comme l'est celui-là, ait toujours employé ses soins à « discipliner » la pensée nationale.

Jamais à coup sûr le respect de la « chose imprimée, » en particulier, n'a atteint les proportions qu'on lui voit aujourd'hui dans la science allemande. *Magister dixit :* il n'y a plus maintenant jusqu'aux erreurs des « maîtres » qui ne soient assurées de l'immortalité. Tout récemment encore, sous la direction de M. de Waldersee, un groupe de musicographes allemands ont publié une nouvelle édition du précieux *Catalogue chronologique de l'Œuvre de Mozart*, compilé voilà cinquante ans par le géologue Ludwig von Kœchel. Celui-ci avait, ainsi qu'il sied, classé les diverses œuvres du maître suivant l'ordre des dates, certaines ou probables, de leur composition ; et personne ne s'étonnera d'apprendre que, pour quelques-unes de ces

œuvres, des découvertes récentes aient permis de rectifier les dates ainsi proposées. Oui, mais l'autorité de Kœchel était là, contre laquelle pas un des compatriotes du vénérable géologue n'a encore jamais osé s'aventurer. Si bien que la nouvelle édition du *Catalogue* nous présente, en trois ou quatre endroits, un spectacle à la fois imprévu et comique. Voici, par exemple, au milieu du chapitre consacré à l'année 1775, entre des morceaux sûrement écrits par Mozart durant cette année-là, voici, sous le numéro que lui avait donné l' « infaillible » Kœchel, un *Double Canon* dont on nous apprend, aussitôt après, qu'il « a été composé le 24 avril de l'année 1787 ! » Les nouveaux éditeurs se sont bien crus tenus de modifier la date, depuis qu'ils ont découvert la date véritable, inscrite par Mozart lui-même sur l'autographe du canon. Mais quant à modifier la liste de Kœchel, ou même à suggérer d'une manière quelconque au lecteur que la place et le numéro véritables du morceau n'étaient pas ceux que lui avait jadis assignés l'auteur du *Catalogue*, c'est à quoi ces types parfaits de l'érudit allemand n'ont pas pu se résoudre.

La même vénération obstinée de la « chose imprimée » se retrouve, comme je l'ai dit, dans tous les domaines de la science allemande. Il suffit qu'un livre se soit acquis une certaine autorité pour que chacune de ses affirmations devienne, désormais, quasiment « sacrée : » pour la déloger de l'usage courant, il faudra un effort comparable à celui que doivent faire nos troupes alliées pour contraindre l'ennemi à sortir des « champignonnières » où il s'est installé . Il y a plus : des affirmations qui d'abord, dans le livre du « maître, » n'avaient été expressément hasardées que comme de simples conjectures, les voilà qui, désormais, se transmettent de main en main avec un caractère de vérité prouvée ; et c'est assez qu'un Jahn ou un Kœchel, par exemple, obligé d'assigner une date probable à un morceau de Mozart, ait timidement classé le morceau aux environs de l'année 1783 pour que, depuis un demi-siècle, tous les autres travaux publiés sur Mozart et toutes les éditions, « classiques » ou « populaires, » du morceau lui-même, nous présentent formellement celui-ci comme ayant été composé en 1783. Le procédé est si constant, si éminemment « national, » que personne n'a pu fréquenter d'un peu près l'érudition allemande sans être amené tôt ou tard à le constater, — à le constater et à en souffrir, car quel moyen de se fier encore, après cela, à des guides qui poussent aussi loin, de leur côté, leur confiance native dans l'absolue infaillibilité de leurs sources ? J'imagine que, parmi les motifs divers de la déception que trahissait, tout à l'heure, le passage cité de la

préface d'Ernest Renan, celui-là n'aura pas été l'un des moins puissans. Combien de fois, pour ma part, — et soit qu'il s'agit de Mozart, des vieux peintres de Cologne, ou des premiers manuscrits de *la Légende Dorée*, — combien de fois j'ai eu l'ennui de reconnaître que tel fait qui m'était garanti par vingt livres allemands n'avait été, à l'origine, que l'opinion personnelle, plus ou moins fantaisiste, de quelque *Professor* plus ou moins notoire !

Mais à cette cause d'erreurs déjà très ancienne, et dénoncée chez nous par bien d'autres que Renan, est venue s'ajouter aujourd'hui une cause nouvelle qui, si l'auteur des *Origines du Christianisme* avait pu la connaître, l'aurait certes déçu plus tristement encore. En même temps qu'elle perdait son audace d'autrefois, la science allemande se dépouillait aussi de ces « rares qualités de diligence et d'application » qui, pendant un siècle, lui avaient mérité l'estime de nos pères. Une différence énorme nous apparaît, à ce point de vue, entre son état présent et celui que s'accordait à louer la génération de Renan et de Taine. C'est comme si les chercheurs d'outre-Rhin en étaient arrivés à considérer également comme de méprisables préjugés « latins » tout souci d'exactitude rigoureuse, tout désir de perfection dans la « mise au point » d'un travail. Voici, par exemple, les *index* placés à la fin des trois derniers « mémoires » que j'aie eu l'occasion de lire : l'étude sur les *Modèles de Sherlock Holmes*, l'étude sur *Brunetière*, et la *Vie de Muzio Clementi !* A chaque page des trois brochures, je rencontre des noms qui manquent dans l'*index*; ou bien, souvent, les pages désignées par l'*index* ne sont pas celles qui contiennent les noms énoncés. Et si encore toute la ration d'erreurs de ces trois mémoires se trouvait concentrée dans les tables des matières ! Mais c'est d'un bout à l'autre du texte lui-même que fourmillent les dates inexactement rapportées, les phrases françaises ou anglaises fâcheusement défigurées, pour ne rien dire de l'effroyable lourdeur, parfois à peine correcte, des phrases allemandes des trois « jeunes docteurs ! » Pas un de ces travaux qui ne porte les traces d'une négligence coutumière et presque « obligatoire, » comme si les auteurs avaient reçu de leurs maîtres la « consigne » de ne plus perdre leur temps à satisfaire de vains scrupules de conscience professionnelle !

Oui, vraiment, il s'est fait de nos jours une révolution très profonde dans l'atmosphère « morale » de la science allemande, — la même révolution que nous ont montrée déjà les autres grands modes de la vie nationale d'outre-Rhin. Rappellerai-je brièvement tels exemples

typiques, qui durant ces années précédentes sont venus nous surprendre, — nous préparant dès lors à la connaissance de la nouvelle Allemagne qu'allait nous révéler bientôt un contact plus étroit avec la race entière des « héritiers » de nos vainqueurs de 1870 ? Voici un éminent professeur et musicologue, longtemps revêtu, à la vénérable église Saint-Thomas de Leipzig, des fonctions qu'y remplissait jadis le grand Sébastien Bach ! Après avoir été chargé par un Comité international de diriger la publication de l'œuvre complète de son glorieux devancier, ce professeur Wilhelm Rust entreprend de faire connaître au monde l'œuvre de son propre arrière-grand-père, dont on savait seulement qu'il avait été un honnête et habile musicien de la seconde moitié du XVIIIe siècle. Tout d'un coup, grâce au zèle pieux de l'honorable professeur, nous découvrons chez ce vieux claveciniste contemporain de Mozart une hardiesse prodigieuse d'harmonie et d'instrumentation ; nous voyons sortir de terre des sonates où la liberté pathétique du dernier style de Beethoven se renforce des modulations les plus téméraires de l'école de Liszt. Pendant un quart de siècle, toute l'Europe admire en Frédéric-Guillaume Rust le plus incroyable « précurseur » qu'il y ait eu jamais; et puis le petit-fils meurt avant d'avoir pris soin de détruire les manuscrits originaux de son brave homme d'aïeul ; et l'on reconnaît alors que ces manuscrits ne renferment pas l'ombre des nouveautés merveilleuses que leur avait prêtées l'impudente fantaisie du *cantor* de Leipzig !

Ou bien encore c'est un chimiste en renom qui, avant de communiquer à ses confrères la formule d'un produit qu'il vient de combiner, s'empresse de vendre sa formule à une société financière. Ce sont des chirurgiens d'une célébrité « mondiale » qui, autour du lit d'agonie d'un empereur, insultent grossièrement un confrère anglais qu'ils accusent de leur enlever « un client » de choix. Ou encore des directeurs de musées royaux ou princiers qui, s'autorisant du prestige de leurs hautes fonctions, font métier de garantir aux amateurs d'œuvres d'art l'authenticité de peintures ou de statues anciennes que leur offrent des marchands plus ou moins scrupuleux. Et parmi les « intellectuels » de tout ordre qui s'unissaient, l'autre jour, pour attester à l'univers civilisé que l'armée allemande n'avait nullement songé à violer la neutralité de la Belgique, a-t-on oublié déjà que plus d'un, au courant des années passées, s'était trouvé contraint de se défendre et de plaider d'abord pour son propre compte, — celui-ci convaincu simplement d'un modeste plagiat, celui-là soupçonné de s'être avancé beaucoup plus loin encore « par delà les limites du bien et du mal ? »

Et combien d'autres aussi, parmi ces « intellectuels » dorénavant fameux, combien d'autres dont les noms nous sont apparus là pour la première fois! Voilà donc la liste complète des « sommités » littéraires, artistiques, scientifiques, de l'Allemagne d'aujourd'hui, — car le fait est que je ne sais guère de noms un peu connus que l'on n'y ait racolés ! Bien plus que par l'effronterie de son texte, le pompeux manifeste m'a frappé par cet aveu inconscient qu'il nous apportait de l'extrême pauvreté « spirituelle » d'une race déchue. Oui, en effet, c'est bien à ces seuls noms que se borne l'élite des artistes et des savans d'outre-Rhin !

Je me souviens de la surprise que j'ai ressentie lorsque, voici cinq ou six ans, ayant résolu de rendre compte ici de l'œuvre des nouveaux romanciers allemands, j'ai constaté que les plus adroits de ces auteurs de romans étaient encore infiniment au-dessous de tels médiocres conteurs de la génération précédente. Une surprise pareille m'a envahi devant la liste des « intellectuels » coalisés pour exalter le « militarisme » prussien. Quelle indigence en fait de poètes et de peintres, en fait d'historiens, et de sculpteurs, et de philosophes! Que l'on songe à ce qu'aurait pu être cette liste, il y a quarante-quatre ans, que l'on se rappelle les principaux « intellectuels » d'alors et qu'on les compare avec ceux d'à présent ! Vainement l'Allemagne impériale a employé tous les moyens pour ravir à la France sa suprématie « spirituelle, » dépensant des sommes énormes à la création d'universités, d'écoles en tout genre, de somptueux musées. Tout cela pour aboutir enfin, malgré son fol orgueil, à devoir presque s'avouer impuissante : car ne l'avons-nous pas vue, depuis vingt ans, accorder de plus en plus sa faveur à des traductions innombrables d'œuvres étrangères, et n'est-il pas vrai que l'unique effort des directeurs de ses musées « modernes » a été, en dernier lieu, pour remplir leurs salles d'œuvres de nos « impressionnistes, » voire de nos « cubistes ? » Et puis, lorsqu'il s'est agi pour elle de « mobiliser » tous les représentans de son art et de sa pensée, ne pouvoir mettre sur pied que cette pauvre troupe, où une demi-douzaine de noms un peu notoires s'entourent de cinquante noms de « comparses » obscurs! Aucun autre témoignage ne saurait nous démontrer avec plus d'éloquence le terrible danger que risque toujours de constituer, pour une nation tout de même que pour une personne particulière, l'arrivée trop subite d'un trop gros « héritage ! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

La première question que nous nous posons tous les quinze jours, la seule peut-être qui intéresse vraiment nos lecteurs, est de savoir où en sont les opérations militaires. Le *Bulletin des armées*, dans son numéro du 25 novembre, y a répondu, et nous l'en remercions, par une note beaucoup plus développée que ne le sont les communiqués ordinaires dont nous devons nous contenter matin et soir : ce document donne, dès les premières lignes, une idée d'ensemble de la situation. « A l'heure, y lisons-nous, où des résultats sont nettement acquis, le moment est venu d'établir le bilan des six dernières semaines. Il peut se résumer ainsi : le formidable effort tenté par les Allemands pendant cette période, d'abord pour tourner notre gauche, ensuite pour la percer, a totalement échoué. » Après avoir indiqué dans ces quelques mots le caractère général des opérations, le document officiel entre dans le détail. Il montre les assauts de l'ennemi « répétés, précipités, frénétiques, » toujours impuissans. Pour ce qui est de nos soldats, quand il leur est arrivé de reculer sur un point, ils ont toujours mis « leur fierté » à reconquérir le terrain perdu et à le faire le jour même. Finalement, leur ligne de défense n'a fléchi sur aucun point, sur beaucoup, elle a été portée en avant et sur tous, sans exception, les projets de l'état-major allemand ont échoué. La note a donc le droit de dire de nos armées qu'« en brisant l'offensive de l'ennemi, elles lui ont infligé la plus humiliante des déceptions. » L'Empereur était là ; il encourageait ses troupes par sa présence ; il leur assignait pour but, d'abord Calais, puis Ypres ; on a trouvé sur les morts ou sur les prisonniers des ordres qui parlaient du « coup décisif à frapper. » Il n'a pas encore été frappé ; notre front est resté inébranlable. Tout porte à croire qu'avec la ténacité qui leur est propre, les Allemands vont tenter un nouvel effort, non moins formidable que les précédens, plus même sans doute, car ils ont reçu des ren-

forts importans ; mais nous en avons reçu aussi. La confiance de nos hommes reste la même : les Allemands ne sont pas passés, ils ne passeront pas.

Leur plan, on le sait, est de gagner Calais à tout prix et de s'en emparer de vive force. Ils croient qu'une fois là, ils menaceront plus sérieusement l'Angleterre et que, maîtres de la côte sur une longue étendue, avec des points d'appui comme Anvers, Dunkerque et Calais, ils donneront une base solide aux projets d'invasion dont leur imagination exorbitante, colossale comme ils aiment à dire, s'est depuis quelque temps enivrée. Pourquoi ne réussiraient-ils pas où Napoléon a échoué? Pourquoi ne passeraient-ils pas le détroit pour frapper l'Angleterre au cœur, sur son propre territoire? N'ont-ils pas des moyens nouveaux, des instrumens perfectionnés d'une puissance telle que rien ne peut leur résister? Ils ne connaissent plus les limites du possible, et nous avouons volontiers qu'elles ont été reculées jusqu'à un point qu'il est difficile de fixer. Sans croire que l'invasion de l'Angleterre soit d'une exécution aussi simple qu'ils l'ont rêvé, il est bien vrai que, depuis le camp de Boulogne, les conditions du problème ont été assez sensiblement modifiées. Seulement, pour le résoudre, ou du moins pour en préparer la solution, il faut prendre Calais, et on ne l'a pas encore pris.

Il n'y a rien de tout à fait nouveau sous le soleil, et les grands desseins de l'état-major allemand ne sont pas chez lui une invention tout à fait récente. Le général de Bernhardi, dans son ouvrage intitulé : *La guerre d'aujourd'hui*, en avait déjà eu une idée, qui ne lui appartenait pas non plus en propre, car il la rattachait lui-même à Frédéric II. « Si, dit-il, dans un duel entre la France et l'Allemagne, l'offensive allemande s'engageait en Belgique, cette offensive pourrait se mouvoir avec la plus grande liberté, dès que la flotte française serait battue et si la flotte allemande était maîtresse de la mer au point que les armées de terre pussent s'appuyer en partie sur la côte. Le grand Frédéric a, on le sait, esquissé un plan de campagne qui s'inspire de cette idée. Il admet, conformément aux circonstances d'alors, une coalition de l'Angleterre, de la Prusse, de l'Autriche et de la Hollande contre la France, celle-ci ayant concentré son armée principale en Flandre, tandis qu'elle protège ses autres frontières au moyen de corps particuliers. En face de cette disposition, le Roi veut, de son côté, rassembler l'armée principale des alliés dans le Nord. Elle partirait de Bruxelles et battrait d'abord l'armée principale ennemie supposée en Flandre ; puis elle prendrait une direction à droite,

investirait Dunkerque, Bergues et Gravelines, se baserait ensuite sur Nieuport, Dunkerque et la flotte anglaise, et, tournant par l'Ouest presque toutes les places de la frontière, avancerait sur Abbeville et Paris. Depuis que le grand Roi a fait ce plan, les temps ont certes changé ; mais les grands principes de la guerre sont restés et la pensée qui a inspiré ce plan de campagne garderait encore aujourd'hui sa signification dans les mêmes conditions politiques. » On aperçoit tout de suite les ressemblances entre le présent et le passé ; elles sautent aux yeux en quelque sorte, et l'état-major allemand en a été ébloui jusqu'à en être aveuglé ; il n'a pas vu les différences, qui sont pourtant très sensibles Sans doute, la principale armée française est aujourd'hui en Flandre et l'armée allemande a pu partir de Bruxelles comme dans le plan de Frédéric ; mais, pour aller plus loin, elle aurait dû d'abord nous battre : elle ne l'a pas fait ; notre flotte n'a pas été battue davantage et, la flotte allemande n'étant pas maîtresse de la mer, les armées de terre allemandes ne peuvent pas s'appuyer sur la côte. L'état-major de Guillaume II, s'il s'est inspiré du plan du grand Frédéric, n'a oublié qu'une chose, qui est à la vérité d'une souveraine importance, c'est que l'Angleterre est son ennemie et que la Hollande est neutre. Négligeons, si l'on veut, la neutralité de la Hollande, bien que Frédéric ait raisonné dans l'hypothèse où ce pays lui donnerait un concours qu'il jugeait indispensable. Reste l'Angleterre. Si l'Allemagne l'avait eue avec elle, elle aurait certainement battu la flotte française ; mais l'Angleterre est aujourd'hui avec nous ; ce n'est pas l'armée allemande, mais l'armée franco-anglaise qui s'appuie sur la côte et y est soutenue par la flotte des deux pays ; dès lors, le plan du grand Frédéric s'effondre. Guillaume II a voulu l'exécuter tout de même, en quoi, il a seulement prouvé qu'il n'était pas le grand Frédéric. Frédéric mêlait beaucoup de bon sens et une parfaite justesse de calcul à ses hardiesses : il n'aurait pas cherché à aller à Calais le long de la côte, entre l'armée de terre et la flotte anglo-française ; il ne se serait pas orgueilleusement obstiné dans une combinaison irréalisable ; les circonstances politiques et militaires n'étant plus les mêmes, il aurait fait un autre plan.

Même aujourd'hui, il ne semble pas que l'empereur Guillaume soit disposé à en faire un autre ; l'action s'est ralentie assez sensiblement et elle se réveille, comme par sursaut, tantôt sur un point, tantôt sur un autre de son armée, sans qu'on puisse dire encore avec certitude où l'effort principal se portera définitivement, mais tout donne à croire que ce sera encore entre Ypres et la mer. On avait

cru, il y a quinze jours, que, l'inondation étant venue s'ajouter aux autres obstacles qu'il rencontrait, il avait renoncé, au moins provisoirement, à la marche sur Calais; mais presque au même moment, un nouvel et violent effort était fait par lui dans le même sens; il a tenté une fois de plus d'enfoncer notre extrême gauche et de la tourner. La tactique allemande est toujours la même : elle consiste à livrer un assaut furieux avec des masses profondes; elle n'a eu jusqu'ici d'autre résultat que d'amener de véritables hécatombes humaines. Nous faisons malheureusement des pertes sensibles, mais il est hors de doute que, par suite de leurs formations de combat, les Allemands en éprouvent de plus considérables encore. Si nous nous usons, ils s'usent davantage. Jusqu'ici, ils ont toujours réparé leurs pertes en faisant venir des troupes nouvelles, mais le pourront-ils toujours, le pourront-ils longtemps ? N'oublions pas qu'ils sont obligés de faire front de deux côtés à la fois, contre nous et contre les Russes. Nous réparons nos pertes, nous aussi, nous comblons nos vides, et les Anglais font de même, mais nous avons encore des réserves nombreuses et celles des Anglais sont à peu près intactes. De ce côté l'avenir est plein de promesses. Tout le monde l'a compris en France, et de là vient le stoïcisme impassible avec lequel on y supporte tant de deuils douloureux. On y croit fermement que la victoire sera au plus patient, à celui qui tiendra le plus longtemps, et on ne met pas en doute que ce sera nous. Cette conviction du pays est encore bien plus celle de l'armée. Il n'y a pas une famille qui n'ait un ou plusieurs représentans dans les tranchées, sur le front, et par conséquent nous recevons tous des lettres de soldats. On ne peut donc pas nous tromper sur leur véritable état moral : il est admirable de courage, d'entrain, de fermeté, et ces qualités, d'où résulte une grande force, se communiquent à ceux qui lisent leurs lettres. De là cette parfaite communauté de sentimens entre l'armée et la nation. Elles ont une même âme : rien n'en a ébranlé, rien n'en ébranlera la virilité.

Nous avons parlé de l'Angleterre : aucune lecture n'est pour nous plus réconfortante que celle de ses journaux. Non seulement ils rendent pleine justice à notre armée et à nos généraux, mais ils trouvent que nous ne le faisons pas assez nous-mêmes. Il y a quelque chose de fondé dans cette observation. Dans leur continence un peu sèche, nos communiqués quotidiens montrent une modestie qu'il est permis de trouver exagérée et nous aurions des réserves à faire sur cet « anonymat du courage » que l'on vante si fort. La presse anglaise nous renseigne sur nous-mêmes plus abondamment que ne

le fait la nôtre, et nous lui en savons gré ; mais surtout, nous savons gré à l'Angleterre et à son gouvernement de l'énergie de leurs dispositions. Si les Allemands ont de la ténacité, les Anglais n'en ont pas moins ; la leur est même devenue légendaire, et nous sommes heureux de la retrouver aujourd'hui telle qu'elle était dans ce passé, que nous ne connaissons que par l'histoire. L'Angleterre continue de nous promettre que, d'ici à très peu de mois, elle enverra sur le continent une armée de 7 à 800000 hommes, bien équipée, solidement encadrée, munie des instrumens de guerre les plus perfectionnés. Nous verrons bien si l'empereur Guillaume continuera de la traiter de « méprisable. » Cette armée n'existe pas seulement en projet, sur le papier, elle est déjà réunie, sinon encore tout à fait formée. Les appels que le gouvernement a adressés au pays ont été entendus et, quoiqu'il y ait eu des momens où le recrutement s'est un peu ralenti, les volontaires ont afflué. La remarque a été faite que c'est dans les momens où les affaires des alliés marchent le mieux que le nombre des volontaires diminue, comme s'ils avaient l'impression qu'on n'a pas besoin d'eux et qu'ils peuvent dès lors s'abstenir ; au contraire, ils se présentent en foule sitôt qu'un nuage passe sur nos têtes. On reconnaît là le caractère des Anglais, courageux autant qu'il est possible de l'être quand le danger apparaît manifeste, un peu indifférent, un peu imprévoyant, quand il est plus caché. Mais, tout caché qu'il est, il n'en existe pas moins, et l'Angleterre peut se rendre compte aujourd'hui des proportions effrayantes qu'il avait pris en pleine paix, et qui se sont révélées depuis le commencement de la guerre.

Il avait grandi sourdement, sournoisement, mais terriblement contre elle. La haine de l'Anglais couvait et fermentait comme un virus puissant, dans les cœurs allemands ; elle avait fait naître les projets les plus redoutables et, de ces projets, la préparation avait déjà été poussée très loin. Pendant que l'Angleterre, trop fidèle à de vieilles habitudes d'esprit, continuait à se préoccuper du péril que pouvait lui faire courir un tunnel sous-marin entre la France et elle, — tunnel qui, en ce moment, serait si précieux pour les deux pays, — un péril beaucoup plus réel, beaucoup plus sérieux, la visait sur la mer et dans les airs et, sur son territoire même, l'espionnage allemand, avant-coureur des armées, s'était infiltré partout profondément. En même temps l'Allemagne, usant de qualités plus avouables et que nous ne lui contestons pas, s'était fait en Angleterre, comme ailleurs, une clientèle d'amis plus généreux que perspicaces, qui désarmaient les

soupçons contre elle et lui apportaient la force d'une conviction sincère, honnête, un peu ingénue. Mais il était impossible qu'il n'y eût pas dans le gouvernement des hommes plus avisés, parce qu'ils étaient mieux avertis du développement prodigieux de l'ambition et de la présomption allemandes, qui se rendaient compte de l'effort fait en Allemagne pour saper à sa base même la grandeur de l'Angleterre en se donnant pour but de détruire sa flotte et de remplacer son commerce, à travers les mers, sur tous les continens. On a pu croire quelque temps qu'il n'y avait là qu'une rêverie malsaine, mais peu redoutable et qui ne troublait que les cerveaux allemands ; on aperçoit aujourd'hui la réalité imminente de la menace et, certes, il n'était que temps de le faire; encore quelques années, il aurait été trop tard. C'est de cela que l'Angleterre a eu la révélation soudaine et l'impression très vive; elle s'est alors donné pour tâche de réparer en quelques mois la négligence de longues années, et elle le fait avec une merveilleuse activité et rapidité. Le lion britannique est sujet à s'endormir quelquefois, comme on l'a dit du vieil Homère, mais il a des réveils terribles. D'un bout à l'autre du royaume, la vérité de la situation a frappé tous les yeux. Les divisions de la veille, — on sait combien elles étaient ardentes en Irlande, — ont disparu comme par enchantement; comme chez nous, tous les cœurs se sont trouvés unis.

Le gouvernement s'est montré aussitôt à la hauteur des circonstances : elles n'étaient certainement pas pour lui tout à fait imprévues. Il a compris, il a fait comprendre au pays que, dans la lutte qui s'engage, l'enjeu, pour l'Allemagne, était la domination et, pour l'Angleterre, la liberté du monde, la sienne surtout, et il a demandé au Parlement les moyens matériels de soutenir victorieusement, à côté de la France et de la Russie, le choc prodigieux qui allait battre avec la brutalité d'un bélier les vieilles murailles de la Grande-Bretagne. Que coûtera cette guerre qui, en quatre mois, a déjà dévoré tant de milliards? Nul n'en sait rien et, en présence des intérêts en cause, nul ne paraît s'en mettre en peine. Le 16 novembre, le gouvernement a demandé à la Chambre des Communes un crédit de 250 millions de livres, soit de 6 milliards 250 millions, pour les frais de la guerre, et l'appel d'un nouveau million d'hommes. Sur ce crédit doivent, à la vérité, être prélevés les prêts sans intérêt jusqu'à la fin de la guerre que l'Angleterre a consenti de faire à la Belgique jusqu'à concurrence de 10 millions de livres (250 millions de francs) et de 800 000 livres (20 millions de francs) à la Serbie. Et ce n'est pas tout : l'Angleterre recourt non seulement à l'impôt, mais encore

a l'emprunt, et cet emprunt vraiment colossal s'élève à 350 millions delivres (8 milliards 750 millions de francs). Jamais emprunt pareil ne s'était vu; mais quoi! le gouvernement anglais parle d'envoyer sur le continent des armées de 2 millions, de 3 millions d'hommes s'il le faut. Crédits et emprunt ont été votés à l'unanimité. Ce sont là des faits tout nouveaux dans l'histoire du monde. Personne ne les avait prévus et l'Allemagne moins que personne. Un formidable orage s'amoncelle contre elle : de violens coups de foudre en sortiront lorsque ses armées, déjà si éprouvées, commenceront à être épuisées. Nous demanderons toutefois à l'Angleterre de se presser le plus possible. Garantie, au moins jusqu'à présent, contre l'invasion par le ruban d'argent qui l'entoure, elle a toujours eu le temps de se préparer et elle s'y est hâtée rarement; mais elle a affaire à un ennemi dont la préparation militaire est achevée et portée au dernier état de perfectionnement. Nos armées dans les Flandres en savent quelque chose! Cent mille hommes qui viendraient les renforcer aujourd'hui vaudraient le double ou le triple de ce qu'ils vaudraient dans trois mois.

Les conditions de la guerre sur la frontière germano-russe sont différentes. La Russie n'est pas embarrassée pour trouver des hommes autant qu'il lui en faut : ceux qui tombent sont aussitôt remplacés, et derrière eux, il y a des réserves dont il est difficile de sonder la profondeur. C'est déjà là pour la Russie une force peut-être décisive, mais elle en avait une autre dans l'audace et l'habileté dont ses généraux ont fait preuve, sous la direction suprême du grand-duc Nicolas, qui a révélé du premier coup les qualités d'un véritable homme de guerre. Les admirateurs attitrés de l'Allemagne dépréciaient naturellement l'armée russe : tout en reconnaissant l'avantage que lui donnait sa supériorité numérique, ils affectaient de dire que, du côté allemand, celle du commandement était si grande qu'elle emporterait tout. C'était, à leurs yeux, une vérité à ce point évidente qu'elle n'avait pas besoin d'être démontrée. Nous attendions cependant l'épreuve des faits, la seule qui compte ici, et, autant qu'on en puisse juger dès maintenant, cette supériorité du commandement allemand ne s'est encore manifestée nulle part avec l'éclat qu'on avait annoncé. Il est toujours dangereux de trop dédaigner ses adversaires : c'est ce qui est arrivé aux Allemands. Ils ont cru qu'ils arriveraient toujours à temps sur les champs de bataille de l'Est et qu'ils pouvaient laisser seuls à seuls les Russes et les Autrichiens, pendant qu'ils accableraient eux-mêmes les Français et qu'ils prendraient Paris en

trois semaines. Le résultat a été que les Autrichiens ont commencé par être battus à plate couture, début fâcheux qui s'est trouvé être difficilement réparable. Du premier coup, les Russes ont été maîtres d'une grande partie de la Galicie et de Lemberg, sa capitale. Depuis lors, leurs progrès ont été quelquefois un peu lents, mais ils ne se sont pas arrêtés et, aujourd'hui, la Galicie à peu près entière est entre leurs mains : on ne la leur arrachera pas. Au Nord, le général Rennenkampf a poussé une pointe hardie, et qui, par contre-coup, nous a été fort utile, dans la Prusse orientale et jeté un tel effroi dans la population qu'elle s'est enfuie vers l'Est. Ce n'était là qu'un très brillant fait d'armes : le général Rennenkampf n'a pas tardé à se replier en arrière et à repasser la frontière. L'armée allemande l'a passée derrière lui, et nous nous sommes demandé, non sans quelque inquiétude, ce qui allait arriver : il est arrivé que la victoire d'Augustow a remis sur un bon pied les affaires des Russes ; ce sont les Allemands qui, cette fois, se sont repliés en plus ou moins bon ordre sur leur territoire. Depuis lors, l'aile droite de l'armée russe au Nord et son aile gauche, en Galicie, au Sud, ont non seulement gardé leurs positions, mais presque constamment gagné du terrain.

Reste le centre où opère une troisième armée russe, car, autant que nous puissions en juger, il y a trois armées russes, qui, naturellement, manœuvrent de conserve, mais n'ont pas entre elles une liaison étroite et gardent une certaine indépendance dans leurs mouvemens. L'armée du centre, qui couvre Cracovie, a eu affaire dans ces derniers temps au général de Hindenburg, qui paraît bien être, dans l'Europe orientale, le meilleur général de l'armée allemande. C'est un manœuvrier à la fois audacieux et habile. Il est apparu récemment à la tête d'une armée de 400 000 hommes entre la Warta et la Vistule et l'armée russe a reculé devant lui. Les pessimistes, — il y en a toujours et partout, — ont jeté l'alarme ; mais il faut reconnaître que, du moins pour cette fois, les Allemands n'ont pas eux-mêmes exagéré l'importance d'un avantage qui n'était peut-être qu'apparent et qui risquait, en tout cas, de n'être que provisoire. Les communiqués de leur état-major ont été réservés. Faut-il répéter encore que, dans une guerre comme celle qui se poursuit sur des fronts de plusieurs centaines de kilomètres et avec des armées qui n'ont pas les unes avec les autres une liaison parfaite, après avoir avancé sur un point, on peut être amené à reculer sur un autre, sans que le succès d'ensemble en soit compromis ? Il entre d'ailleurs dans les traditions de la stratégie russe de reculer de parti pris pour amener l'adversaire sur un champ de bataille

choisi d'avance et où les chances de victoire sont plus grandes. Mais l'opinion publique, énervée par une longue attente, éprouve parfois à l'excès le contre-coup immédiat des événemens et, quelque inébranlable que soit sa confiance dans le succès définitif, elle s'émeut de tout ce qui paraît le contrarier ou le retarder. Dans le cas dont il s'agit, elle a été bientôt rassurée. Les nouvelles de Pologne sont redevenues bonnes. L'armée russe reprend l'avantage et, à leur tour, les Allemands reculent du côté de leur frontière. Nous nous en réjouissons de tout cœur; et si, dans l'avenir, les Russes éprouvent de nouveau, sur un point quelconque, un de ces accidens comme il en arrive inévitablement dans une longue guerre, nous n'en serons pas plus inquiet qu'il ne faudra. Nous avouons d'ailleurs modestement qu'à moins d'être un géographe de profession, il est parfois difficile de suivre dans tous les détails les mouvemens des armées russes. Les noms de villes que nous apportent les télégrammes ont des orthographes différentes dans les différens atlas, et lorsque nous lisons, par exemple, qu'on signale un recul allemand sur la ligne Strykois-Igierz-Szadek-Zdunska-Voola-Woskini, notre pensée a une peine infinie à s'y retrouver. Il nous suffit de savoir que les armées russes sont aujourd'hui en bonne forme. Toutes attirent vivement notre attention parce que le sort de chacune d'elles est lié à celui des deux autres; mais celle des trois sur laquelle les yeux se portent de préférence est celle du Sud, l'armée de Galicie, qui arrive en ce moment à Cracovie. On assure que la ville de Przemysl est sur le point d'être prise : elle ne peut pas tenir au delà de quelques jours. Après cela, l'armée russe n'aura plus de préoccupations sur ses derrières. Cracovie ouvre le chemin de la Silésie et de Breslau : c'est la porte de l'Allemagne, c'est le chemin de Berlin. Mais le chemin est long et semé d'obstacles. Les illusions que nous avons eues au commencement de la guerre sur la rapidité avec laquelle l'armée russe pourrait le parcourir n'ont pas résisté à l'épreuve des faits. Ni les Russes ni nous ne sommes au bout de nos peines; mais, dans une guerre, le jugement à porter sur les chances de succès des armées en présence est le résultat de la comparaison qui s'établit entre elles, et ni nous, ni les Russes, ni les Anglais, ni les Belges ne voudrions, à coup sûr, changer de place avec celle des Allemands et des Autrichiens. La conclusion est facile.

De nouveaux élémens se sont mêlés, on le sait, et peuvent se mêler encore à cette guerre qui se poursuit sur une surface déjà immense : l'Allemagne a persuadé à la Turquie de s'y jeter sans me-

surer ses forces, en lui promettant, dit-on, qu'après la victoire, il n'y aurait plus que deux grands empires dans le monde, l'Empire allemand et l'Empire ottoman, car, s'il y a un pangermanisme, il y a aussi un panislamisme, et ils ne sont pas plus sensés l'un que l'autre. La sotte infatuation d'Enver pacha risque de coûter très cher à son pays, mais qu'importe à l'Allemagne ? c'est de son seul intérêt qu'elle se préoccupe et elle a pensé qu'en déclarant la guerre à l'Angleterre, à la Russie et à nous, la Porte provoquerait sur plusieurs points du monde des diversions qui lui seraient profitables à elle-même. Elle a demandé au Sultan de proclamer la guerre sainte : il a commencé par résister, puis il a cédé, parce qu'une longue résistance est au delà de ses forces morales, et on a obtenu de lui qu'il agitât sur le monde ce vieil épouvantail de l'étendard vert du prophète, dont nous avons plus d'une fois entendu parler, mais qu'on s'était jusqu'ici bien gardé d'exhiber. C'était prudent, car le talisman a singulièrement perdu de son efficacité, soit que les musulmans d'Asie et d'Afrique aient assez d'intelligence pour comprendre qu'Enver pacha et sa bande ne se moquent pas moins du Coran que de l'Évangile et qu'ils sont médiocrement qualifiés, eux qui font profession d'impiété, pour jouer un rôle religieux, soit que, reconnaissant les bienfaits d'une civilisation supérieure, ils aient renoncé à se révolter contre l'Angleterre dans l'Inde et en Égypte et contre nous en Tunisie, en Algérie, au Maroc. Ce qui est certain, c'est que la déclaration de la guerre sainte n'a nullement agité le monde musulman : l'effet, au moins jusqu'ici, peut en être considéré comme négligeable. Le loyalisme des sujets musulmans de l'Angleterre et de la France a résisté à l'épreuve et s'est même traduit par des manifestations qui ne laissent aucun doute sur sa sincérité. La guerre sainte a donc fait long feu, mais la guerre pure et simple dans laquelle la Turquie est entrée a, comme il fallait s'y attendre, remué dans les Balkans des cendres mal éteintes d'où la flamme pourrait bien jaillir de nouveau. Qu'en résultera-t-il ? L'Allemagne y trouvera-t-elle finalement un avantage ou, au contraire, se sera-t-elle créé de nouvelles difficultés, de nouveaux ennemis ? L'événement seul peut répondre.

On s'est demandé plus d'une fois pourquoi la Roumanie, qui a un intérêt si évident à participer à la guerre pour délivrer du joug autrichien les Roumains de Transylvanie et les réunir à la mère patrie, ne profitait pas d'une occasion qui ne se représentera sans doute pas de longtemps. Les origines allemandes auxquelles le feu Roi était resté fidèle pouvaient en fournir une explication qui, à la vérité, n'était

pas bien bonne et le serait encore moins aujourd'hui que la Roumanie a un nouveau souverain. Cependant elle a continué de ne pas bouger. A notre sentiment, elle a tort et, si elle laisse passer le moment opportun, le gouvernement actuel et la dynastie elle-même encourront une responsabilité qui sera très lourde pour eux.

Mais il y a un autre côté de la question : la Roumanie se regarde comme garante du traité de Bucarest, qui a été fait sous ses auspices et qu'elle considère à bon droit comme son œuvre. Il est fort probable que, si elle déclarait la guerre à l'Autriche, la Bulgarie ne resterait pas indifférente et inerte et qu'elle sortirait de la neutralité. Dans quel sens? On ne peut pas le dire avec certitude : la seule chose sûre est que les scrupules ne l'embarrasseraient pas; elle a montré avec éclat qu'elle était au-dessus de semblables préjugés, et il est hors de doute que, pour elle comme pour certains autres, les traités sont des chiffons de papier. Les hésitations de la Bulgarie peuvent paralyser la Roumanie; mais, dans toutes les hypothèses, la folie belliqueuse de la Porte amènera un peu plus tôt ou un peu plus tard dans les Balkans des changemens inévitables avec tout un cortège de difficultés. Que la Bulgarie cherche à y trouver son profit, rien n'est plus naturel. On pourrait l'encourager à faire la guerre à la Porte pour lui reprendre Andrinople ; mais qui sait ce qui arriverait? La Porte, même dans l'état où elle est tombée, n'est pas pour la Bulgarie un adversaire négligeable, et la Bulgarie ne veut cette fois jouer qu'à coup sûr. Elle émet des exigences pour prix de son concours, et même, dit-on, de sa neutralité. La neutralité lui conviendrait particulièrement : ne rien faire et obtenir la cession de la Macédoine, qu'elle appelle une restitution, comblerait sans doute ses vœux; mais on ne peut lui faire de semblables promesses que dans le cas où la Serbie se serait déjà assuré des compensations en Herzégovine, et en Bosnie, et, en attendant, la Bulgarie, qui se connaît assez elle-même pour se défier des autres, demande des gages. A trop exiger, elle s'expose à ne rien avoir : l'occasion lui est favorable, nous le voulons bien, mais il ne faut abuser de rien et la meilleure occasion devient mauvaise lorsqu'on en abuse ou qu'on la violente. La Bulgarie en a déjà fait l'expérience. Nous en disons assez pour montrer que l'initiative militaire prise par la Porte a créé une situation nouvelle et que les Balkans sont redevenus un nid d'intrigues. Il est possible qu'il n'en sorte rien d'immédiat, il est probable qu'il en sortira quelque chose et cette probabilité augmentera si la Bulgarie n'arrête pas tout par des prétentions exagérées. A nos yeux, l'intérêt

dominant est celui de l'union balkanique. Elle a été autrefois troublée par l'ambition bulgare et rétablie par l'intervention armée de la Roumanie; mais elle a été à ce moment imposée au lieu d'avoir été consentie. Il est aujourd'hui désirable que, si les conditions en sont modifiées, elles le soient par suite d'un consentement plus libre. La Bulgarie émet des demandes ; soit : qu'on les examine et qu'on y fasse droit dans une mesure raisonnable ; mais la Bulgarie ne s'attend sans doute pas à ce qu'on lui donne quelque chose pour rien, et le moins qu'on puisse exiger d'elle est qu'elle entre sincèrement cette fois dans l'Union balkanique, qu'elle en soutienne la politique, qu'elle en adopte les intérêts.

On voit que cette guerre, qui a déjà fait naître tant de surprises, pourra encore en provoquer de nouvelles, et nous ne sommes pas au bout. Que se passera-t-il en Égypte? Rien d'inquiétant sans doute; mais la situation de l'Asie-Mineure, de la Syrie, de la Palestine, est profondément troublée par les entreprises turques. Les intérêts que nous y avons se rattachent à la religion catholique. Disons, à ce sujet, que l'Angleterre vient de nommer un ministre auprès du Vatican : c'était le seul grand pays de l'Europe qui n'en eût pas. Nous nous trompons, il y en a un autre et c'est la France : c'est aussi celui qui, ne fût-ce qu'à cause de son protectorat catholique en Orient, aurait le plus grand profit à en avoir un. Une pareille omission juge un régime et l'expose à une lourde responsabilité. Les intérêts de la Russie, ceux de l'Angleterre, les nôtres sont mis en cause avec une audace où la Porte, suggestionnée par l'Allemagne, s'imagine montrer de la force et où elle ne montre que de l'inconscience. Un vent de folie a soufflé sur elle : elle expiera rudement plus tard l'imprudente témérité de ses provocations et de ses violences. Sa situation est déjà condamnée et perdue en Europe : elle le sera bientôt en Asie.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

NOS
CHANSONS DE GESTE

Les Légendes épiques. — Recherches sur la formation des Chansons de geste, par M. Joseph Bédier; 4 vol. in-8°. Champion, 1913.

I

Les chansons de geste furent composées aux XIe et XIIe siècles. Alors les premiers balbutiemens de notre parler se précisaient en une langue déjà belle, et la longue enfance de nos institutions avait préparé leur jeune vigueur. Cette double opportunité fit contemporains de date et semblables d'inspiration plus de soixante poèmes qui célébraient les « gestes » d'hommes très forts, très vaillans, très fidèles, très nobles, et, par les multiples fictions de romans héroïques, rendaient le plus sincère des cultes à la plus réelle, à la plus vaste, à la plus tutélaire puissance du temps, la Chevalerie.

Leur succès fut sans égal dans notre littérature. Il unit toutes les classes de la nation, se répandit dans toute l'Europe et dura jusqu'au jour où la mort de la Chevalerie parut une Renaissance. Elles furent oubliées alors, mais non sans avoir laissé dans la mémoire universelle quelques noms, quelques figures, Fierabras, les quatre fils Aymon, surtout Roland, si maître du souvenir qu'il a transmis un peu de vie impérissable même aux choses inanimées, à son épée Durandal, à sa tombe Roncevaux.

Tant que les chansons de geste demeurèrent familières à tous, elles n'eurent pas de commentateurs. Les générations se

succédaient satisfaites de redire ces versets héroïques et pieux, sans s'inquiéter quand et par qui ils avaient été enseignés. Aux sentimens profonds leur plénitude suffit, ils ne songent pas à s'enquérir de leurs origines ; à se regarder passer, ils manquent d'esprit critique. Quand la vie abandonne une littérature, l'érudition s'y met. La vie est une synthèse en activité, et dans l'analyse, qui dissèque, il y a de la mort. Les chansons de geste furent exhumées par la critique dans la seconde moitié du XVIIIe siècle, le temps le plus dissemblable de celui où elles avaient régné.

Le contraste fit le premier attrait de ce retour qui ramenait vers des œuvres simples et naïves une pensée devenue subtile et sceptique. Sa sécheresse avait parfois soif de sources fraîches. On sait l'amour de cette société si peu naturelle pour la nature. C'était une autre façon de revenir à la nature que se passionner pour les légendes, les poèmes, les chants des peuples primitifs. De là la ferveur qui rechercha et recueillit partout ces témoignages. Et comme le XVIIIe siècle était le siècle de l'*a priori*, son étude de ces documens fut gouvernée par le concept qu'il s'était fait de la nature humaine. Il avait décrété qu'elle est originairement bonne chez tous et que ses défauts sont les déformations produites dans sa rectitude native par les heurts de la société. L'essentiel pour les curieux d'alors n'était pas de constater les différences entre les races et leurs genres nationaux, puisque ces différences étaient une suite artificielle et tardive de la civilisation, mais de contempler dans ses plus antiques témoignages le génie primitif et son unité. Dès lors, découvrir et identifier les scribes qui avaient, dans chacun de ces témoignages, fixé la pensée de tous était vain comme serait vain de s'enquérir sur le graveur des notes quand on entend chanter le chœur. Il y avait dans cette réaction une part de justesse. Certains sentimens sont des forces spontanées qui naissent à la fois de toutes les âmes. Cette puissance cherche son verbe ; l'aptitude de quelques-uns à devenir la voix de tous, et la pression impérieuse de la volonté universelle sur ceux qui sont capables de la traduire s'unissent pour créer les œuvres populaires. La foule en est l'inspiratrice : pour leur donner crédit, il faut qu'elle se reconnaisse en elles, et il suffit que l'interprète ait été fidèle. On peut même dire que l'interprète de sentimens généraux ne les égale jamais. Car dans l'infinie surabondance des émo-

tions inexprimées qui remplissent les âmes silencieuses il choisit, donc il limite, et, quand il précise, il appauvrit. Et ce qui est la loi pour les œuvres jaillies à certaines heures d'une passion universelle est vrai aussi des œuvres où un homme semble surprendre son époque et lui apporter ce qu'elle n'attendait pas. Lui-même puise dans le fonds indivis ce qu'il dit d'original, et elle ne le comprendrait pas si elle n'avait le pressentiment obscur de ce qu'il rend clair. Le XVIIIe siècle était plus qu'un autre prêt non seulement à reconnaître, mais à exagérer cette collaboration de la foule. Il vivait dans l'attente de grands changemens qui fussent de grands bonheurs. Or la structure de la société ne laissait ni puissance ni voix à la volonté publique et réservait à quelques-uns, princes, corps privilégiés, élites, le gouvernement absolu des événemens et des idées. Déçu par les résultats, le siècle avait des griefs contre la méthode. Déjà, devançant la formule de la Révolution, il se défiait des individus. Il croyait à la force non encore employée, à la puissance collective de la volonté, de la divination, du génie populaires. Ce n'était pas trop de tous pour dire la volonté de tous, de tous pour faire le bonheur de tous. L'immensité même d'espoirs sans proportion avec les forces d'un créateur isolé sollicitait de remettre l'avenir aux ouvriers innombrables, à l'infaillibilité collective, et d'honorer dans ses plus anciens témoignages, dans son évidence spontanée, concordante, originaire, la sagesse universelle.

II

Les premiers qui prirent plaisir à ces bains de jeunesse, aux sources du passé, furent les Anglais Macpherson et Percy. Les Allemands vinrent ensuite. Du droit de leur persévérance et de leur ardeur minutieuse, les Herder, les Wolf, les Schlegel imprimèrent à ces études la direction. Or quand un savoir entre dans une tête allemande, il en sort en système. Si leur révolte contre l'habitude qui attribuait chaque œuvre de l'esprit et ses mérites à un seul homme, « l'auteur, » se fût bornée à réduire la part de cet ouvrier apparent et à accroître, sans la définir, la part de l'ambiance inspiratrice, ils auraient soutenu une thèse vraisemblable, et, par l'élasticité de la prétention, prêté à l'accommodement. Eux préférèrent découvrir de l'inconnu, opposer à l'ancienne erreur une doctrine exclusive comme

elle. Et voici ce qu'ils révélèrent. Il y a une poésie naturelle qui flotte dans l'univers. Née de lui, elle existe en soi, qu'elle devienne ou non sensible aux hommes. Elle les pénètre d'autant mieux qu'ils sont plus proches de leur état premier, elle leur apparaît par le privilège de leur innocence, elle se voile d'autant plus à eux qu'ils s'écartent davantage de cette dignité morale. Cette poésie n'a pas d'auteur humain. Si une œuvre de l'intelligence a un créateur particulier et incontestable, c'est le signe que l'inspiration générale défaille et que la force spontanée de tous dégénère en l'effort d'un seul. Dès lors, la mission de ces novateurs fut de restituer à l'impersonnalité ce qu'ils admiraient. C'est alors qu'Homère cessa d'exister : l'*Odyssée* et l'*Iliade* ne furent plus qu'un agrégat des chants transmis par la plus antique Grèce aux générations successives, et antérieurs à toute écriture. De même traitèrent-ils le plus vaste monument de leur poésie primitive : la légende des *Nibelungen*. Comme il était trop invraisemblable que ce poème démesuré se fût révélé de lui-même à la multitude et se fût conservé intact dans sa mémoire, ils cherchèrent les raisons de disjoindre cette masse en vingt poèmes antérieurs à elle et chacun de ceux-ci en fragmens plus anciens encore et assez petits et simples pour être sortis de l'âme populaire. Ces adversaires de l'ouvrier humain, ces passionnés des œuvres qui se font toutes seules, ces dévots de la sensibilité collective et de l'intelligence universelle aidaient à une révolution plus grave qu'une querelle littéraire. Admettre que les poèmes primitifs attestaient, non la pensée d'un homme, mais l'âge d'une société, les entendre comme le chœur d'une génération était transformer l'importance des comparaisons entre eux. Les témoignages que l'humanité rendait d'elle-même dans ses différens berceaux pouvaient tourner au profit de la thèse favorite que, plus la société est ancienne, plus l'homme est intact. On constata que toutes les enfances se ressemblent, que toutes expriment les mêmes instincts où il n'y a pas de perversité. On triompha de ces similitudes pour conclure plus fortement que jamais à la bonté native de la nature humaine.

Tant que la découverte demeura germanique, elle s'étendit sur place, pâte lourde et épaisse à laquelle manquait le levain. Le levain y fut jeté par les frères Grimm, Allemands aussi, naturalisés en France par la philosophie, assez complexes pour se

trouver chez eux sur l'une et l'autre rive du Rhin, et prêts à mettre au service des idées recueillies sur la rive gauche un intellect devenu français par la précision et la clarté. La génération spontanée de la poésie primitive leur dut un parrainage et du mouvement. Ils jetèrent dans la pâte leurs formules faites pour exciter la curiosité et provoquer la controverse. « Je ne peux pas imaginer qu'il y ait jamais eu un Homère, un auteur des *Nibelungen* (1). » « La poésie populaire ne possède pas de poètes individuels qu'on puisse nommer par leurs noms, elle a jailli du peuple même (2). » « Toute épopée s'est composée involontairement (3). » « C'est le peuple entier qui créa l'épopée. Il serait absurde à un individu de vouloir en inventer une, car il est nécessaire que toute épopée se compose elle-même et ne soit écrite par aucun poète (4). » Fauriel accueillit en France la doctrine adoptée par eux. Ce survivant de la Révolution l'avait traversée avec une fidélité inébranlée dans la démocratie et une douleur que l'œuvre de tous eût été si tôt et si complètement écrasée par l'action d'un seul. Cette amertume politique le prédisposait à soutenir, fût-ce par ses opinions de lettré, la revanche du génie collectif contre l'usurpation du génie individuel. Il appliqua à cette doctrine allemande la méthode française, cet ordre persuasif et cette sollicitude généralisatrice qui embrassent dans leur synthèse l'étendue entière d'une idée. Persuadé qu'il y a une poésie « de tout point originale et spontanée, populaire dans sa substance et dans ses formes (5), » « expression directe et obligée de la nature (6), » « expression directe et vraie du caractère et de l'esprit national (7), » il prétend découvrir, par l'étude de tous les peuples primitifs les lois de cette poésie. Il assemble tout ce que les explorations entreprises un peu partout, des pays scandinaves à l'Inde, avaient amassé d'authentique ou d'apocryphe, et son intelligence, plus divinatrice qu'informée, règle cette confusion. Il constate que la poésie populaire a des formes successives : d'abord brèves comme les premiers cris de la vie commençante, elles deviennent, à mesure que les

(1) J. Grimm, *Lettres à d'Arnim.*
(2) *Ibid.*, *Kleinere Schristen*, t. Ier, p. 155.
(3) *Ibid.*, t. IV, p. 10.
(4) *Ibid.*, t. II, p. 39.
(5) Fauriel, *Chants populaires de la Grèce*, p. 10.
(6) *Ibid.*, *Histoire de la poésie provençale*, II, p. 224.
(7) *Ibid.*, *Chants populaires*, p. 25.

émotions se succèdent avec les jours et grandissent avec les événemens, plus étendues; et, comme les parties d'un tout qui se rejoignent, les chants distincts finissent par s'unir en épopées héroïques. Les peuples qui les ont laissées, les ont conçues à des âges divers de leur existence primitive : mais elles sont la voix d'une seule révélation. Les légendes les plus brèves contiennent en puissance les épopées auxquelles les sujets manquent encore, les épopées sont le développement des visions les plus anciennes. Peu importe que les épopées soient le premier témoignage fourni par certains peuples de leur ancienne âme, et qu'ils les aient écrites après plusieurs siècles de vie : même les plus récentes sont la fleur tardive, mais certaine, de la plus primitive poésie. Toute épopée suppose des essais antérieurs à elle, elle est « la réunion, la fusion, en un tout régulier et complet, de chants populaires ou nationaux plus anciens, composés isolément (1). » A ces chants premiers et fragmentaires Fauriel assigna donc deux caractères qui étaient comme leur double loi. Ces chants étaient divers par les événemens dont ils gardaient le souvenir et identiques par la sensibilité dont ils étaient l'expression. Les faits racontés fixaient la date de la poésie primitive, car c'est au moment où ils s'accomplissaient qu'ils avaient exercé leur plus grande puissance sur l'esprit de la foule, et qu'elle n'avait pu retenir le cri spontané de sa terreur, de sa colère ou de son admiration : les chants étaient contemporains des événemens qu'ils chantaient. La sensibilité toujours la même dont ils perpétuaient les témoignages successifs avait son origine à l'origine même de chaque peuple : car c'est alors que les hommes plus semblables, plus simples, plus purs, avaient reçu dans sa plénitude le don d'émotion, plus tard émoussé par l'usure de leurs vertus premières, et destiné à disparaître quand ils les auraient perdues.

Les règles ainsi posées, Fauriel les appliqua aux seuls monumens de notre poésie primitive, aux chansons de geste. Toutes célébraient des actes et des hommes contemporains de Charlemagne, de Louis le Débonnaire, de Chilpéric, de Clovis, et les plus anciennes avaient été écrites au XIe siècle. Si ces faits et ces personnages avaient laissé inattentive la foule qui les voyait, les touchait au temps des premières dynasties, comment

(1) Fauriel, *Histoire de la poésie provençale*, I, p. 283.

auraient-ils, après quatre, après six siècles d'indifférence, passionné soudain la foule au temps des Capétiens? C'était l'évidence que les chansons de geste continuaient une vibration lointaine, et avaient recueilli et assemblé des poèmes vieux comme les dynasties disparues. Qu'eux-mêmes, il est vrai, eussent disparu plus encore et sans laisser aucun débris ne troublait pas Fauriel, « car il est de leur essence de se perdre et de se perdre de bonne heure (1). » Perte ici plus naturelle puisque ces poésies, transmises par la tradition orale de dialectes provisoires, s'étaient éteintes avec eux pour renaître métamorphosées dans la langue nouvelle où s'essayaient les chansons de geste. L'art de Fauriel fut de donner à une hypothèse l'autorité d'une science.

III

En ce moment, l'Allemagne complétait sa doctrine sur la poésie primitive par une seconde affirmation. Cette seconde croyance, au lieu d'être comme la première une foi humanitaire, était une ferveur du patriotisme. La génération envahie, nivelée, labourée, du Rhin à la Vistule, par nos poussées révolutionnaires, puis unie dans sa révolte contre le commun envahisseur, gardait l'orgueil de cette revanche où elle avait connu par l'unité la force, et le deuil des morcellemens qui l'avaient rendue à la faiblesse. La légende de l'empereur Barberousse qui, endormi et non mort, doit revivre un jour les vieilles années de gloire, semblait l'image de l'Allemagne elle-même à plusieurs et, en attendant la résurrection, ils vénéraient la tombe, le passé. Les interprètes de cette piété, Uhland, Gœrres, Savigny, rappelaient la noblesse, l'unité, l'antiquité de leur peuple, et l'histoire de ses commencemens comme son titre indélébile à la prééminence. Alors ils accommodèrent à ce rêve leur doctrine sur les poésies populaires et prétendirent la compléter par celle-ci. L'unité de l'espèce trouve sa force d'ascension dans la hiérarchie des races. Toutes, soit différence dans leurs dons innés, soit différence dans l'usage qu'elles en font, ne montrent pas dans leur poésie populaire une pareille sensibilité d'émotions et une pareille noblesse de pensée. Leur œuvre est donc inégale-

(1) Fauriel, *Histoire de la poésie provençale*, II, p. 310.

ment éducatrice pour elles, et pour les autres. Or une de ces races a été préparée pour être le modèle, de l'univers sans doute, et, à coup sûr, de l'Europe. Les Germains furent choisis pour renouveler le monde corrompu par l'empire de Rome. Au fond des forêts impénétrées et dans une sauvagerie qui était une défense, ils conservaient la source pure. C'est de là qu'elle a coulé intarissable sur les contrées fécondées par les invasions. Et parce que l'Allemand avait reçu en plus grande abondance toutes les vigueurs morales, qu'il s'en est mieux servi, qu'il a conservé plus longtemps leur simplicité originelle, sa poésie populaire est de toutes la plus variée en œuvres, la plus riche d'imagination, la plus féconde en enseignemens, la plus révélatrice de beauté. Elle se maintint mieux que nulle autre par la seule aide de sa tradition orale, puisqu'il recourut le dernier de tous à l'écriture au XIIIe siècle pour préserver d'altération et d'oubli le texte des *Nibelungen*. Elle se répandit partout où, depuis la préhistoire jusqu'au moyen âge s'étendit la race qui par ses émigrations forma tant de peuples, et leur poésie première est d'autant plus riche qu'elle emprunte davantage au trésor germanique.

La France était admise au bénéfice de cette parenté. Les Francs de Charlemagne, lorsqu'ils étaient les Français de demain, étaient les Allemands d'hier, les Francs de Mérovée avaient traversé le Rhin pour envahir la Gaule. Et si leur vertu native avait perdu à se mêler à l'inconsistance Celte et à l'immoralité Romaine, ils avaient conservé, de leurs traditions ancestrales, leurs habitudes de courage, d'obéissance aux chefs, de fidélité aux compagnons, et c'étaient leurs mœurs qui avaient gardé leurs pensées. Il suffisait de comparer les épopées des deux pays pour reconnaître tout ensemble le lien et l'inégalité des deux familles, admirer dans les *Nibelungen* la surabondance et la source des beautés qui ont descendu vers les chansons de geste, et voir d'où vient à celles-ci le merveilleux de l'imagination et l'idéal de l'honneur. Et, dès 1831, Uhland avait admis la France dans la clientèle de l'Allemagne et prononcé : « L'épopée française est l'esprit germanique dans une forme romaine. »

Quand se révéla cette revendication, la France, comparant son destin à celui de l'Allemagne, ne pouvait supposer qu'un peuple si longtemps dominé par elle prétendît la subordonner :

cette quiétude la rendait impartiale dans l'examen d'un problème qui lui apparaissait seulement de généalogie littéraire. Qu'il y eût eu quelque influence des Germains sur les Francs, Fauriel ne le contesta pas, mais sans y attacher d'importance. Il le concéda d'un mot, comme un chimiste dans une analyse s'acquitte par le terme « traces » envers les élémens trop fugitifs pour être dosés. Mais déjà grandissait en France une génération assez éprise de la littérature, de la philosophie, de la musique, de la science allemandes pour estimer précieuses ces vieilles attaches de notre famille. Avec les Ampère, les Ozanam, les Géruzez, les Quinet, la théorie « tudesque » devenait une mode. Et l'on sait combien une mode est plus impérieuse qu'une certitude. L'Italie elle-même accourut au secours de la victoire : le docte Ranga chercha les « moules communs » à « l'épopée française et à l'épopée germanique (1). » Il faisait même entrer dans le moule germanique tant de notre poésie française qu'une contre-école se forma avec M. P. Meyer : « Il faut détruire l'idée si essentiellement fausse de l'origine germanique de notre épopée... Romane dès son apparition au XIe siècle, fondée sur des traditions romanes, célébrant des héros romans, notre épopée appartient tout entière à notre littérature (2). »

Les deux théories tudesques régnèrent, l'une intacte dans son outrance, l'autre contestée, mais toujours prépondérante, parmi les maîtres des études romanes, jusqu'au jour où de ces maîtres le premier devint Gaston Paris. Lui, sans rejeter les deux doctrines, les tempéra de bon sens. D'une part, s'il reconnut la part de la collaboration générale dans les poésies populaires, il n'admit pas qu'elles se fussent faites seules : il crut au concours toujours nécessaire d'un homme pour donner forme aux pensées de la foule, il montra ces hommes dans les jongleurs, les trouvères et les ménestrels. D'autre part, s'il ne contesta pas que des traditions germaniques eussent contribué à former notre caractère, il nia qu'elles fussent la puissance la plus génératrice dans nos chansons de geste. Mais lui-même continua à admettre et affermit par son autorité les deux idées : que les chansons de geste ne sauraient s'expliquer sinon par la préexistence de poèmes plus courts et plus anciens, et que dans les chansons de geste il y avait une part d'inspiration germanique.

(1) Titres de deux chapitres de son ouvrage *Le Origine dell' épopea francese.*
(2) *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. II, 1861, p. 84-89.

IV

Cela s'appelait la science lorsqu'il y a dix ans, M. Joseph Bédier vint à elle, disciple disposé à la recueillir avec docilité, mais certain que la science est une affirmation garantie par des preuves. Il chercha donc les preuves de la double affirmation que nos chansons de geste étaient une encyclopédie de poèmes antérieurs à elles et qu'on y sentait passer un souffle d'outre-Rhin. Or, nulle part il ne recueillit une trace de ces poèmes primitifs, et la science, au lieu de présenter un seul débris de ces chants qu'elle déclarait authentiques, avait borné son effort à fournir les raisons de leur absence. Ces raisons, qu'ils s'étaient transmis par le moyen doublement fragile du souvenir oral et d'idiomes provisoires, semblaient à M. Bédier infirmées par un double fait. Aux origines de notre vie nationale, sous nos deux premières dynasties, quand notre langue se cherchait et s'essayait en patois multiples et destinés tous à disparaître, il y avait une langue formée, universelle et durable, le latin. Et ce latin n'était pas seulement parlé, mais écrit par un grand nombre de lettrés qui, à l'exemple de Frédégaire et de Grégoire de Tours, tenaient, en témoins attentifs, note des faits, des légendes, des idées. Si les aventures groupées plus tard dans les chansons de geste avaient, aux jours de Charlemagne ou des Mérovingiens, eu quelque existence, soit dans la suite des événemens réels, soit dans l'imagination populaire, elles n'auraient pas échappé à ces chroniqueurs amis des détails. Dans leur déposition, parvenue jusqu'à nous avec leurs manuscrits, et qui s'étend sur nos six premiers siècles, pas un constat n'atteste un des faits racontés dans nos chansons de geste, pas un vers, pas un écho, ne survit de cette poésie primitive et soi-disant universelle. Seule l'influence allemande sur notre œuvre romane s'accréditait d'un texte, le poème des *Nibelungen*. « Sans la légende allemande et sans l'épopée allemande, la naissance de l'épopée française serait chose inconcevable, » affirmait plus que jamais l'érudition d'outre-Rhin. Et en marquant elle-même ses reprises, elle désignait comme « élémens de l'épopée française qui proviennent d'une tradition germanique : toute une série de grands thèmes narratifs, thème du messager qui s'en va recueillir pour son seigneur une fiancée lointaine, thème du bannissement d'un prince qui

rentre ensuite dans son pays à l'ordre de ses fidèles, etc. — de nombreux motifs épisodiques, motif de l'invulnérabilité du héros, motif de la fidélité du vassal à son seigneur, motif de la lutte entre divers peuples terminée par un duel entre deux chefs, — maints types et maintes figures, type du vieux conseiller, type du fidèle frère d'armes, type du roi des nains serviable, esprit des eaux, terribles géans adversaires des héros, — voire certaines formules de narration et certains traits de détail comme l'usage de donner des noms aux chevaux et aux épées (1). » Mais cette argumentation valait-elle mieux que la thèse, un instant en faveur, des Indianistes? Certains de ceux-ci, pour avoir lu la plus belle morale dans les livres de l'Inde, au moment où ces livres semblaient les plus anciens du monde, conclurent que l'unique nourrice et maîtresse du genre humain était l'Inde. N'y a-t-il pas dans le genre humain, dès ses origines, un fonds indivis d'idées, de sentimens, de superstitions communes? Des races trop éloignées pour s'entendre, trop ignorantes pour se connaître ne peuvent-elles, dans leurs similitudes, rester originales? Ce que l'Allemagne revendiquait comme son bien appartenait-il à elle seule? Si elle prétendait à l'invention des ambassadeurs matrimoniaux, Eliezer, qui, après avoir placé en manière de serment sa main sous la cuisse d'Abraham, alla chercher pour Isaac une épouse en la ville de Nachor, était-il déjà Germain, ou les Germains, précédés par la Bible dans les prospections nuptiales, devraient-ils tribut aux Juifs? Tant de princes exilés de tant de pays n'eussent pas demandé mieux que leurs changemens de fortune existassent seulement dans les poèmes germaniques. Le premier des héros invulnérables ne fut-il pas Achille? Et pourquoi frustrer Achille, le modèle, du rang réclamé par l'imitateur, Sigfrid? S'il y eut hors de la Germanie une hiérarchie sociale, ne suffisait-elle pas pour former les rapports entre les vassaux et les suzerains? Le plus célèbre des combats singuliers qui réglèrent le sort des peuples ne fut-il pas le duel des Horaces et des Curiaces? Le plus vieux des conseillers, Nestor? Les plus fidèles des amis, Oreste et Pylade, Nisus et Euryale? Ne trouve-t-on pas aujourd'hui, chez des peuplades assez grossières pour ignorer l'Allemagne et sa culture, la croyance aux esprits et aux sortilèges? Quel droit d'aînesse la race des géans germa-

(1) Carl Voretzsch, dont le livre est, au témoignage de M. Bédier, le « *Vade mecum* » des étudians des Universités allemandes.

niques a-t-elle sur Polyphème et sur Goliath? Et si l'on ne peut donner un nom à une épée et à un cheval sans devenir client de l'Allemagne, Pégase serait-il un pur sang de Mecklembourg? Et sur Bucéphale si l'Allemagne prétend à quelque droit, c'est avec Alexandre qu'elle va se faire des affaires. La sagacité de M. Bédier concluait. Il y a pour l'intelligence humaine un domaine public dont l'usage ne confère à personne un droit d'appropriation : si nos chansons de geste avaient puisé dans ce fonds commun, elles avaient pu, même postérieures aux poèmes germaniques, leur être ressemblantes sans s'inspirer d'eux. Si la priorité de date dans l'emploi des « thèmes, types et particularités épisodiques » confère un droit d'invention, l'Allemagne eût-elle précédé la France dans leur usage, les avait empruntés eux-mêmes à des traditions étrangères et antérieures, et elle ne pouvait rien réclamer à la France sans redevoir à toute l'antiquité. Bien plus, la France échappait au soupçon même de copie : car la brutalité des dates mettait hors de doute que les *Nibelungen* avaient été écrits après les chansons de geste. Comment l'œuvre la plus récente eût-elle inspiré la plus ancienne?

A cette science qui depuis longtemps passait partout d'autorité, M. Bédier avait demandé ses papiers. Elle n'en possédait pas. Elle n'était qu'une hypothèse, et de cette hypothèse M. Bédier apercevait surtout l'invraisemblance. Invraisemblance qu'aux XIe et XIIe siècles, à l'heure même où notre société s'échappait de la barbarie par une spontanéité si universelle et fondait avec une jeunesse si novatrice la langue et les institutions de son avenir, elle eût été assez inféconde d'esprit et vide d'imagination pour chercher les modèles de sa littérature dans les pauvretés vieillies de diaiectes inachevés et de mœurs grossières. Invraisemblance qu'une race comme était alors la nôtre, si fière de sa personnalité, si jalouse de son autonomie, ait, au moment où elle se sauvegardait contre la domination étrangère et déjà s'étendait hors de ses frontières par le rayonnement de la pensée, emprunté les songes, les visions, l'idéal d'une autre race. Force était de l'avouer, notre érudition moderne avait été victime d'une aptitude très française : l'art et la hâte de conclure. Elle avait vécu sur les conséquences logiques d'une idée admise avant d'avoir été vérifiée, et toute l'œuvre n'était qu'un postulat.

Mis en garde contre les théories préconçues, M. Bédier résolut de demander des certitudes aux faits seuls et d'attendre

avec patience qu'ils s'ordonnassent d'eux-mêmes en doctrine. Les chansons de geste furent étudiées par lui dans leur texte, dans les théâtres des aventures, dans leurs personnages. Et peu à peu sur les vieilles obscurités une clarté se leva. Des personnages, une cinquantaine, ont laissé une trace dans l'histoire. Tous vécurent entre le temps de Clovis et le temps de Charlemagne. Peu après leur mort la garde de leurs tombes, de leurs reliques, de leur mémoire se partagea entre autant de sanctuaires. Conservés aussi dans les paroisses ou les abbayes, quelques manuscrits de l'époque racontèrent dans le mauvais latin des clercs la raison toujours la même de ces respects durables. Au sacerdoce la plus parfaite des œuvres paraîtra toujours la diffusion de la foi. Il savait un gré privilégié à Clovis d'avoir entrepris cet apostolat en France, à Charlemagne de l'avoir étendu sur l'Europe, et il associait à cette reconnaissance les hommes d'Église, d'État ou d'épée qui s'étaient faits les auxiliaires du grand acte. A ses informations il ajoutait ses crédulités pour perpétuer la vie de ces morts qui font à leur tour l'importance et la fortune du sanctuaire où ils reposent. Car ce culte répondait aux instincts profonds des foules. La plupart des hommes, captifs de l'existence matérielle, n'ont presque pas de vie intérieure. Si la croyance en Dieu leur est innée, leur détresse demeure perdue comme en un vide infini dans l'infini de l'être inaccessible. Ils ont besoin que cette solitude se peuple d'êtres moins lointains, moins différens, supérieurs à eux par la vertu, égaux à eux par la nature. Ils ont besoin de croire aux saints, guides dont l'exemple instruit à s'élever vers le Créateur, garans dont les miracles attestent les sollicitudes du Créateur pour les créatures. Et il ne suffit pas au peuple que son espoir monte avec sa prière vers ces glorieux intercesseurs. Il a besoin que ses sens mêmes, témoins habituels de ses certitudes, fortifient sa confiance, que ses pieds le mènent aux places consacrées par des prodiges, que ses yeux contemplent l'efficacité survivante des mérites acquis par les élus, que ses mains touchent les tombes, que ses lèvres baisent les reliques. Et le culte des saints crée la dévotion aux pèlerinages.

Ils furent vite familiers à notre race, toute zélée de sa conversion récente. Chacune des églises où reposait la mémoire d'un grand chrétien attirait des visiteurs au personnage honoré là, et devenu pour la contrée un patron. Nombre de pèlerins

n'épuisaient pas leur ardeur par cette fidélité à la gloire solitaire du protecteur proche. Ils allaient de l'un à l'autre, pour s'édifier davantage et se ménager plus d'amis près de Dieu. Aussi les cinquante morts sur la mémoire desquels veillaient autant d'églises devinrent familiers, en France, à la pensée des foules. A celles-ci ces voyages de France ne suffisent pas, elles s'ébranlent souvent vers les sanctuaires illustres dans toute la chrétienté, Jérusalem sacrée par le sacrifice du Christ, Rome par le siège de saint Pierre, Compostelle par la mission de saint Jacques, Aix-la-Chapelle par le sépulcre de Charlemagne. Et il ne faut pas croire que ces foules en marche se hâtent de porter à chacune de ces illustres cités le fardeau d'une dévotion unique. Pour parvenir de France aux sanctuaires majeurs, il y avait des routes consacrées, et elles touchaient, s'inclinant au besoin, les sanctuaires gardiens de leurs renommées locales. On aimait à respirer au passage toutes les fleurs de sainteté qui parfumaient la terre de France. Ces jardins mystiques étaient en assez grand nombre pour que, de France en Italie, en Espagne, en Allemagne, à Rome, ils jalonnassent plusieurs routes. Entre elles, les pèlerins choisissaient et d'ordinaire ne prenaient pas au retour la même qu'à l'aller. Les églises où se conservait le culte d'un patron modeste comme elles, au lieu d'être oubliées par la ferveur qu'attiraient les sièges plus célèbres, durent à cette ferveur un concours imprévu. Les sanctuaires locaux furent comme les stations dans un chemin de croix. Les protecteurs visités tour à tour se succédaient, comme dans les litanies les noms des saints, pour soutenir une même prière, et la procession des pèlerins qui s'avançait portant les reliques de tous ces souvenirs, déposait à la fin de la route, sur un dernier autel, l'offrande accumulée et indivisible de ses multiples piétés.

Ce lien commun entre les dévotions locales prit une force extraordinaire au moment des Croisades. Elles restaurent, après les égoïstes et stériles guerres de princes pour la domination, puis pour le partage de l'Occident, la seule lutte que la conscience des peuples ratifie, la lutte pour l'unité de civilisation par l'unité de foi. Et comme des peuples le plus chrétien et le plus chevaleresque était le nôtre, l'avènement des papes français et l'élan de la France décident, pour libérer le tombeau du Christ et la vie chrétienne de l'Orient, le plus long, le plus géné-

reux, le plus héroïque des pèlerinages. Les multitudes qui, dans notre pays, ne peuvent prendre la croix, sont plus tentées de piétés compensatoires ; par migrations continues elles s'avancent, le bourdon à la main, vers l'Italie, l'Espagne et l'Allemagne, et y portent une ferveur de croisade. A cette ferveur Charlemagne doit un renouveau soudain de sa gloire, comme adversaire des païens et soldat du Christ. La tâche qui occupa seulement une part de sa pensée et sa vie, devient aux yeux simplificateurs des foules son unique sollicitude et toute sa grandeur. C'est avec la même prévention qu'elles transfigurent tous les morts vénérables qu'elles visitent au passage sur leur route. Elles ne croiraient plus qu'ils méritent un hommage et qu'elles le rendent, si elles n'honoraient en eux les héros d'un combat contre l'infidèle. Une image nouvelle se superpose à l'existence qui fut la leur. De tous elles font des croisés, elles ne peuvent plus se les représenter qu'associés, confondus dans une action unique et magnanime, elles les assignent comme compagnons et auxiliaires au grand souverain de l'apostolat. Cet enthousiasme aspire comme à la vérité à des fictions plus belles que les faits.

Le peuple est un poète muet. Son imagination pressent des beautés qu'il n'exprime pas, mais, quand il souffre trop de son silence, son infirme fécondité enfante et inspire des interprètes. Or, dans le peuple d'alors quelques-uns devenaient capables de dire ce que tous voulaient entendre. Parmi les plus dépourvus de ressources, de notoriété, d'importance, certains déjà avaient senti que de toutes les détresses les plus dures sont les indigences de l'esprit, c'est à elles qu'ils voulaient échapper. Le savoir était alors un bien d'Église, elle avait la charité de celui-là comme de ses autres richesses et nourrissait les pauvres qui avaient faim d'intelligence. Elle leur enseignait le latin, leur apprenait à lire les manuscrits qui rendaient présent le passé, et les accoutumait à tout voir d'un regard religieux. Ils recevaient ces leçons dans une âme à la fois docile et créatrice ; la jeunesse de leurs facultés débordait la véritable mesure des choses et la fidélité de leur mémoire n'osait contredire la puissance de leur imagination. Tout ce qui tombe en eux y germe. Ce qu'ils ont appris dans le langage des doctes, ils ont l'impatience de le transmettre aux ignorans par la langue de tous, la langue dont ils sentent errer sur leurs lèvres la forme prochaine. La familiarité des clercs descend affectueusement sur ces écoliers.

Eux sont attirés vers les églises, surtout celles qui gardent de l'histoire dans leurs murs, quelque mort illustre dans sa tombe, évoquent par le souvenir d'un homme le spectacle d'une époque et offrent aux humbles précurseurs de nos poètes l'occasion d'apprendre et de rêver, de connaître et d'embellir. Oiseaux qui attendent l'heure du chant, ils nichent dans les clochers, et déjà autour des sanctuaires bruit un vol de légendes. Là ces ouvriers des mots, ces assembleurs d'idées, ces échos de la sensibilité générale, se trouvent atteints par le mouvement de marche et d'opinion qui emporte la France et entraînés eux-mêmes dans la dévotion mouvante. Chacun d'eux emporte l'habitude d'honorer le saint ou le héros dont il est l'hôte ordinaire et l'admirateur informé. Ces panégyristes détachés des divers sanctuaires forment un groupe assez nombreux pour garder à ces gloires locales, même loin de leur siège habituel, une gloire collective, et par cet hommage les morts eux-mêmes semblèrent ressuscités, debout, unis aux voyages et aux passions mêmes des pèlerins. Et ces passions, décernant à ces héros et à ces saints, l'hommage suprême, les rétablissent dans la gloire trop différée d'avoir été pour Charlemagne des compagnons de guerre aux infidèles. L'ignorance de cette foule la défendait contre tout scrupule de vérité historique. Ceux qui savaient davantage, plongés dans cette foule, sentaient frémir en eux sa fièvre, trop poètes pour ne pas préférer la beauté à l'exactitude. Tous les obstacles que les faits et les dates opposaient à la collaboration de ces personnages fondirent dans cette chaleur. Elle assembla en une seule compagnie ceux qu'elle entendait honorer d'un seul amour et d'un seul culte. L'enthousiasme général aspirait à une société sublime. Si l'on ne la trouvait pas dans l'histoire, il la fallait édifier par le rêve. Les chemineaux de l'inspiration mirent en poésies ces rêves et ce furent les chansons de geste. Elles sortirent des cerveaux qui les avaient conçues, appelées par la multitude qui les reconnaît aussitôt, les fait siennes, les élève à la dignité de littérature nationale. Que sont-elles? Les épopées de légende. Les personnages, même ceux qui appartiennent à l'histoire, n'ont dans ces « chansons » que des aventures imaginaires. Mais les événemens supposés s'accomplissent sur des théâtres vrais. Toute action se déroule dans les lieux familiers à la piété des foules, les divers poèmes parcourent les cycles des divers

pèlerinages. Les villes, les sanctuaires, les distances, les particularités des pays sont décrits avec une exactitude minutieuse. L'on devrait dire que cela seul fait la réalité de ces œuvres, si la réalité n'était plus profonde et plus essentielle des héroïques vertus que la multitude a senti vivre en elle avant de les prêter à des fantômes. Les chansons de geste sont les contes de l'héroïsme, les itinéraires de la piété, les cantiques de la route, la légende dorée des pèlerinages. Fécondité de notre sol, modèle de notre vie, prémice de notre langue, témoignage de notre nature au moment où notre race était formée, les chansons de geste sont la France, rien que la France, toute la France des croisades.

Voilà la solidité, que des recherches attentives seulement à leur exactitude, et comme indifférentes à leurs résultats, jettent dans le vide des théories préconçues. Il y a deux ans, M. Bédier avait exposé dans deux premiers volumes sa méthode et ses premiers résultats. Cette année, il a achevé, en deux autres livres, sa démonstration. Après les deux premiers volumes, l'Académie française avait récompensé l'œuvre par le premier prix Gobert. Cette année, elle a cru juste de faire plus encore. Tous les cinq ans elle dispose d'un prix destiné à une « œuvre originale et ayant un caractère d'invention et de nouveauté : » ce sont les mérites mêmes du monument conçu et achevé par M. Bédier. L'Académie française vient de lui accorder le prix Jean Reynaud. Pour assigner à l'œuvre sa vraie place, mieux vaut encore peut-être l'opinion de ceux à qui M. Bédier refuse comme usurpé un droit germanique sur notre littérature primitive. M. Becker, professeur à l'Université de Vienne et maître en romanisme, a qualifié l'ouvrage : « Un des plus superbes livres qui aient été écrits depuis longtemps, et qui, dans le domaine des chansons de geste, assure de nouveau aux Français, pour des années, la direction (1). »

V

Sachons double gré à M. Bédier d'avoir conquis à la science française une primauté nouvelle, en restituant tout

(1) *Litteraturblatt für Romanische und germanische philologie.*

l'honneur de nos plus anciens poèmes au génie français. Il a rompu avec la mode d'étranges largesses faites par trop des nôtres à l'Allemagne, de ce qui nous appartient. Cette prodigalité eut, jusqu'au milieu du XIXe siècle, une excuse. L'Allemagne d'alors n'était incommode à personne. Le nombre, les jalousies et l'équilibre de ses États lui interdisaient la prépondérance politique. Elle acceptait de ne pas dominer dans le monde de la force, et il lui suffisait qu'elle eût sa place dans celui de l'art et de la pensée. Elle avait les doctrines et les vertus des faibles, l'horreur des violences, le respect du droit, l'attachement aux bonheurs qui vivent de paix. Elle portait avec modestie la gloire de ses grands hommes et n'hésitait pas à les dire tributaires des nôtres. Quelque contrition de nos rudesses militaires contre elle, notre étonnement qu'elle nous gardât si peu de rancune et tant de bonne grâce, notre point d'honneur de ne pas être dépassés en générosité, enfin les prises d'une race qui semblait simple, douce, rêveuse, sentimentale, naïve, sur les délicatesses, les subtilités, les raffinemens, les complications de notre culture, inspiraient à l'intellect français ce goût de rendre à l'Allemagne justice jusqu'à l'injustice. Mais, tandis que nous l'aimions d'être telle, l'Allemagne devenait autre. En elle s'élevait une race impatiente de croître plus encore, et persuadée que la puissance militaire était l'instrument de cette grandeur. Elle faisait de l'armée l'institution fondamentale de l'État, poussait jusqu'au génie l'art de se rendre redoutable, d'employer tout, même les infiniment petits, au succès des ambitions sans bornes, elle avouait une antipathie naturelle contre les scrupules, les générosités, la pitié qui détournent des occasions et amoindrissent les résultats. La Prusse prétendait par surcroît à la maîtrise dans les domaines de l'intelligence pure, et envahissait par ses travaux de la paix les sciences exactes, l'archéologie, l'histoire, l'économie sociale, la critique religieuse et les affaires. Mais son esprit avait pourvu avec tant de prédilection à sa sollicitude principale et guerrière qu'il s'était moulé sur son œuvre et immobilisé en formes indélébiles. Partout il portait la même méthode, une exactitude systématique, un culte des détails, une certitude que les informations et les activités comme les soldats valent par le nombre, qu'il suffit d'accumuler les uns comme les autres et de les répandre par masses pour être maître sur tous les champs de bataille. Partout, il manœu-

vrait à la prussienne, et peu à peu l'Allemagne se mettait au pas. Sa faiblesse séculaire lui rendait plus séductrice l'idée d'être puissante à son tour, elle se sentait plus fière de cet avenir pour l'avoir plus longtemps attendu, et en toutes choses accepta pour maître le peuple qui l'avait séduite en lui révélant la douceur d'être redoutée. Voulant la fin, elle voulut les moyens. Elle commença à sentir la honte de la douceur, de la bonté, sa nature se durcit. Et tandis que, lecteurs attardés de Faust, nous admirions Marguerite, sous l'influence de Méphistophélès Marguerite étouffait son enfant, la vie de tendresse, de générosité, d'indépendance, qu'elle avait conçue dans les jours d'idéal. Soudain la guerre de 1870 nous révéla cette Allemagne nouvelle, cimentée par la haine, par la cruauté, par l'orgueil, et qui, dans la défaite de nos armes, célébrait la déchéance du génie français.

Répondre à ce délire par de l'impartialité, à la prétention qu'une race soit la maîtresse naturelle de toutes les autres opposer la doctrine que les dons civilisateurs se partagent entre les divers peuples, reconnaître à la culture allemande son étendue et ses limites, aurait été digne de nous et de la vérité. La vérité est que l'Allemagne pousse à la perfection la science de la recherche, partout elle observe, note, classe, amasse avec une régularité incomparable, elle collectionne plus sûrement et plus abondamment que personne les documens, les expériences et les faits. Elle excelle moins à choisir, à peser ce qu'elle entasse, à isoler les vérités tenues en suspension dans les phénomènes. Les rigueurs de ses méthodes la rendent timide aux audaces par lesquelles l'intelligence s'élève des constatations aux lois, son érudition, féconde en travaux, demeure plus stérile de doctrines, son érudition sait peu conclure, c'est-à-dire transformer l'amoncellement en richesse. La France, au contraire, a l'aptitude aux synthèses : ce qu'elle voit le mieux dans les faits, ce sont leurs rapports, leur subordination, leurs conséquences, et de leurs détails elle dégage les vérités générales. Elle possède ce don jusqu'à l'excès et, dans tous les ordres de connaissances, il lui est arrivé de ne pas donner assez de temps aux recherches méthodiques, de bâtir sur des fondations hâtives et insuffisantes des couronnemens en porte-à-faux. Si nous avions sans honte, à l'école de l'Allemagne, appris les lents travaux d'approche dont il faut investir la vérité pour se rendre sûrement maître d'elle,

et si, restés à notre propre école pour atteindre, à travers la multitude des contingences, les idées maîtresses et dégager des phénomènes les lois, nous aurions fait notre profit de ce que l'Allemagne a de supérieur à nous. A notre tour nous pouvions lui donner quelque chose. Et dans cet échange où l'Allemagne apportait plus de disciplines et la France plus de fécondités, nous eussions pu dire sans jactance que la France demeurait la part la plus belle, celle de la création.

Au contraire, c'est au moment où débordait le mépris de l'Allemagne pour nous, que des nôtres sont devenus le plus idolâtres d'elle, le plus impatiens de s'offrir à son hégémonie intellectuelle, le plus impatiens de sacrifier nos œuvres, nos aptitudes, nos méthodes à son infaillibilité, le plus fiers d'ajouter à la trahison de nos armes une servitude volontaire. Ces infidèles ne furent pas seulement des particuliers, et leurs infidélités une défaillance individuelle, la fascination opéra sur la collectivité, sur les gardiens officiels de notre intelligence nationale, et trop de ceux qui enseignaient au nom de la France firent régner dans leurs chaires l'Allemagne. Ce courage d'admiration à un tel moment serait inexplicable, s'il n'avait eu la force d'une habitude déjà ancienne, entretenue chez les uns par des cultes scientifiques, chez les autres par les goûts littéraires, chez certains par des préjugés irréligieux. Ce sont nos philosophes du XVIIIe siècle qui les premiers avaient appelé « grand » Frédéric II; les succès d'un peuple préparé par l'athéisme de son maître à la libre pensée menaçaient en Europe la prépondérance catholique, et les incrédules d'alors aimaient l'État qui, fût-ce aux dépens de la France, satisfaisait, en abaissant l'Église, la plus violente de leurs passions. Après 1870, la guerre où l'Allemagne avait établi son hégémonie par les armes se continuait par une guerre intérieure où l'Allemagne, prétendant défendre sa culture contre le catholicisme, devenait ainsi le modèle des Français résolus à entamer la lutte contre la foi religieuse de leur patrie.

Les résultats ont jugé cette émancipation qui nous détachait de notre nature pour nous subordonner aux initiations d'une race étrangère. Le plagiat intellectuel a valu le plagiat religieux. Et quelque espèce de connaissance qui ait été adaptée par nous des méthodes allemandes, elles ont accru la charge de notre travail et en ont diminué le discernement. Notre don inné de

parvenir par l'analyse aux synthèses, de reconnaître, dans la multitude des faits et leurs contradictions éparses, les lois générales et leur ordre a été mis en surveillance comme une imagination suspecte, en traitement comme une maladie, opéré comme une excroissance maligne. L'œuvre intellectuelle a été réduite à un mouvement tout matériel de recherches, à une sollicitude matérialiste et exclusive pour les pièces, les expériences, les statistiques, les inventaires. Elle a mis toutes ses forces dans cette puissance de dénombremens, son attrait dans la manie de collectionner, et son repos dans l'inaptitude à pousser plus loin sa curiosité. La possession des détails a été présentée comme un tout qui se suffit à lui-même; sous leur masse, l'esprit de comparaison, de jugement, est demeuré pris et étouffé, et la science s'est transformée en une érudition qui ne cesse pas d'entasser, ne parvient pas à conclure, et en un pédantisme qui s'enorgueillit de craindre les idées.

Et pourtant, cette prétention d'échapper aux partis pris des idées est pour les disciples de l'intellect allemand une illusion, car ils entrent en prisonniers dans un monde de l'intelligence où une idée règne en maîtresse absolue, et des idées la plus humiliante. C'est la force brutale qui a commencé et qui soutient toute la puissance même intellectuelle de l'Allemagne. Détenir la force lui a paru de plus en plus son premier devoir envers elle-même, la loi de sa conservation. Appliquer la force lui a paru de plus en plus la loi simple de ses rapports avec les autres. Adorer la force qui, en assurant à l'Allemagne la domination, établit l'ordre dans l'univers était le terme. Bien avant que ses intellectuels aient invoqué la force comme leur conscience, la force était, chez elle, le mot suprême de la philosophie, de la morale, de la politique, de l'histoire, de l'imagination et même de la poésie. L'on ne saurait se mettre à l'école sans apprendre la principale leçon du maître, et quand on affirme la supériorité d'une culture, comment se refuser à l'idée essentielle de cette culture? La dévotion de ces Français à l'Allemagne faisait d'eux, bon gré mal gré, des infidèles à la France, car la tradition, l'honneur, le génie même de la France est d'aimer des forces supérieures à la force.

Les archéologues de notre langue semblaient les plus excusables parmi les tributaires de l'hégémonie allemande : cette Allemagne primitive différait moins de la France que l'Allemagne

d'aujourd'hui. Néanmoins, ceux qui, en comparant les anciens poèmes des deux races, ont conclu à une identité d'inspiration entre les chansons de geste et les *Nibelungen* se montraient pauvres psychologues. Les argumens par lesquels M. Bédier a convaincu les doctes, peuvent se compléter de quelques raisons accessibles à tous les lecteurs.

VI

Les légendes germaniques sont les poèmes de la force. A celle des hommes se mêle, pour la servir ou la combattre, celle de la nature, des élémens, des géans, des gnomes, des nains, des fées, des animaux extraordinaires. Le monde réel ne suffit pas, le monde du merveilleux est évoqué, attiré, mis en action, comme s'il ne pouvait y avoir trop d'êtres pour se mêler à la plus grande des joies et des œuvres, la lutte. Cette puissance d'imagination, qui fait vivant et multiplie sans fin l'irréel, est la véritable puissance de cette poésie. Sa fécondité, dont toutes les ressources servent une seule passion, répand sur toute l'œuvre une beauté farouche et pare d'une sauvagerie héroïque les vertus filles de la violence. Mais ces sanglantes fleurs d'idéal, qui s'épanouirent dans la jeunesse de la race, montrent déjà les taches qui devaient devenir les tares indélébiles de sa maturité. Ces légendes peuplent d'êtres confus un monde imprécis qui n'appartient à aucun âge, à aucune civilisation, à aucune foi, où flottent des réminiscences ou des aspirations contradictoires. Tantôt fabuleuse avec ses esprits, ses nains, ses géans et ses Walkyries, tantôt chrétienne et mystique avec le Saint Graal, qui rayonne sur les enchantemens et les métamorphoses du paganisme, cette poésie déjà entasse et ne choisit pas. Elle donne une impression de désordre dans le démesuré et, faute de vraisemblance, les ressources de sa fantaisie répandent la lassitude. Les personnages de ces féeries se meuvent pour l'émerveillement du regard, mais leurs actes pleins de prodiges sont vides de vérité.

Les chansons de geste sont sobres de merveilleux. Elles en ont tout juste ce qu'il faut pour satisfaire au goût du peuple, mais toute leur prédilection est pour les actes raisonnables d'hommes véritables. Elles inventent moins, elles observent plus. Elles donnent l'impression d'une vie de beauté, mais réelle. Elles ne

perpétuent pas la monotonie du massacre ; chacune des chansons célèbre un aspect différent du courage, et le raconte en récits où ne manquent ni la mesure ni l'unité. Ainsi, dès ces premières œuvres, apparaissent des dons français.

Ce contraste des formes convient à l'intelligence différente que les deux épopées donnent de la vie.

Dans les poèmes germaniques, tous les êtres, mus comme des automates par des puissances extérieures à eux, sont les favoris ou les victimes d'un destin qui ne les traite pas selon leurs œuvres, mais selon son caprice. Ce destin ne paraît nulle part un architecte de justice ou de miséricorde, sa parfaite indifférence ne songe ni à perfectionner les êtres, ni à expliquer le monde. Les plus surhumains des héros ne sont pas élevés à leur dignité par les mérites de leur vie, mais par une prédestination antérieure à eux ; leur pureté la plus précieuse est l'intégrité du corps vierge ; les élans et la mélancolie des hommes tout à fait hommes sont inconnus à ces êtres brillans et vides, leur armure blanche ne recouvre pas d'âme. S'ils songent à d'autres qu'à eux-mêmes, c'est quand un ordre du destin les oblige par un appel particulier envers un être mystérieusement commis à leur sauvegarde, et ils ne se sentent voués par aucun appel général, par aucun instinct permanent à aucune initiative qui rende les vivans plus heureux et le monde meilleur. Elle-même serait contradictoire avec la condition qui leur est faite. La hiérarchie des hommes ordinaires, des héros plus forts que les hommes, des esprits plus forts que les héros, du destin plus fort que les esprits, enlève à chacun toute chance de franchir le cercle où il est enfermé. Tous ces êtres demeurent passifs, inertes dans leurs prérogatives. Tous se savent d'avance vaincus par le sort, s'ils tentaient de lui résister. Ils lui offrent leurs volontés soumises, par cela seul qu'ils renoncent à le changer, ne songent pas à lui demander compte de ses partialités, et par cela seul qu'il s'impose le tiennent pour sage. Leur vouloir abdique devant la force des choses, et sur toutes ces existences pèse le respect de la fatalité. Par son invention des êtres surnaturels qui de toutes parts entourent l'homme et le subordonnent, l'esprit allemand dès l'origine a trouvé la forme première de son culte pour la force et pressenti la divinité de l'État. Les chants de la petite enfance avouent déjà la faiblesse de l'énergie germanique, son inaptitude

morale à distinguer dans sa conscience l'ordre et la force.

Toutes nos chansons de geste sont la voix nette, juste, toujours semblable à elle-même, d'un âge, d'une race et d'une croyance. La société qu'elles chantent, féodale, française, chrétienne, a pour sollicitude unique d'employer, d'unir sa triple puissance en mettant ses armes et sa générosité au service de sa foi. Par le courage de l'épée, l'attachement aux compagnons de guerre, la soumission au chef, elle est féodale; par le courage de l'honneur, la résistance aux excès de pouvoir, l'indépendance mêlée à la fidélité, elle est française; par un scrupule de perfection qui cherche toujours et en tout le mieux, elle est chrétienne. Ces fables si diverses portent la même certitude que l'homme est un être libre, que son indépendance doit se faire la servante du bien, que les obstacles opposés au devoir par les circonstances extérieures ou par les tentations secrètes n'excusent personne de s'abstenir, qu'à peu près rien ne résiste à la volonté, qu'elle est convaincue de défaillance par tous les désordres du monde, que tout homme est contre eux un soldat. L'action qui le fait maître des événemens, arbitre de sa destinée, serviteur de tous est la seule qui dans ces chants héroïques lui vaille les louanges, la gloire. Et des actions la plus magnifiée par eux est celle qui repousse tous les avantages humains, cherche dans la pénitence le châtiment des fautes, et dans le sacrifice volontaire une offrande à ce Christ dont il faut délivrer la tombe, mais dont il faut surtout devenir la vivante image.

Parce que les poèmes germaniques sont l'épopée de la force matérielle, la femme y tient peu de place. Elle est faite pour gester le mâle en qui se perpétuera le guerrier. Dans les *Nibelungen*, deux femmes attirent l'intérêt, parce qu'elles sont moins femmes. Brunhild, reine, belle et vierge, pour choisir entre ses prétendans les éprouve ainsi : ils doivent lancer mieux qu'elle le javelot, sauter plus loin qu'elle, soulever plus haut un rocher, sinon payer de leur tête. Une telle compagne paraît désirable aux guerriers, et, ainsi conquise, elle se soumet sans aimer. Krumhild, femme de Sigurd, l'aime, mais Sigurd meurt par trahison, et elle le venge. Alors les *Nibelungen* la suivent dans d'interminables égorgemens, et racontent sa fin, parce qu'elle périt comme elle a frappé, en homme, par l'épée. Elle sort de l'ombre quand, sortant de son sexe, elle tue.

Parce que les chansons de geste sont l'épopée de la force

morale, les femmes y apparaissent nombreuses, touchantes, grandes. Voici une épouse. A Orange, la femme du comte Guillaume regarde du rempart la bataille dans la plaine. Elle voit une bande de chevaliers emmenés par les Sarrasins, tandis qu'un autre chevalier revient à toute bride. Elle a reconnu sa voix quand il demande l'entrée : mais elle nie qu'il soit Guillaume. Il a levé sa visière et elle a reconnu son visage, mais elle répète qu'il n'est pas Guillaume. Guillaume n'aurait pas abandonné ses compagnons. Et par ce courage de femme, car sa dureté lui coûte envers celui qu'elle aime, elle rappelle au courage le guerrier. Et voici une vierge. Aude, sœur d'Olivier, est fiancée à Roland. Par un silence qui semble respecter la pudeur du grand amour, la *Chanson de Roland* n'a pas même nommé la jeune fille avant Roncevaux. C'est à l'heure et à la place où se creuse la tombe que ce nom est jeté comme une fleur. Aude ignore : Charlemagne pense que ce n'est pas trop d'une parole souveraine pour avertir cette jeune douleur et, pour la consoler, il offre la main de son fils, le Prince Louis. Aude s'étonne seulement qu'on ait pu croire qu'après avoir perdu Roland, elle puisse vivre. Et, cela dit, elle meurt.

Comme la femme, le héros n'est pas le même dans l'une et l'autre épopée. Germain ou Franc, il est l'homme de la lutte. Mais son courage n'est pas au service des mêmes causes. Pour l'un, la bataille est l'assouvissement de l'instinct, la plénitude de la destinée, la maîtresse de la vie. En cet être, ce n'est ni la tête ni le cœur, mais le bras qui importe, et son geste qui ne se lasse pas d'être homicide sème la monotonie dans l'égorgement. Pour le Franc, la bataille est l'heure d'un devoir, la préparation d'une œuvre plus durable, la servante d'une idée. Le héros des *Nibelungen*, Sigfrid, ne court à ses victimes que protégé contre elles par de multiples sortilèges. Sa peau baignée dans le sang du dragon est dure comme une écaille ; invulnérable, il se rend invisible quand il veut ; ses armes sont enchantées. Cet être, demi-dieu et demi-monstre, attaque avec tous ses avantages et se bat à coup sûr, sans scrupule, sans comprendre que l'égalité du péril fait la noblesse de la lutte. Frappé à une petite place entre les deux épaules, là où une feuille tombée d'un arbre, au moment du bain magique, empêcha le contact entre la chair du guerrier et le sang du dragon, Sigfrid qui se sent mourir voudrait une dernière fois tuer, et meurt autant

de sa colère que de sa blessure, partageant ses imprécations entre le traître qui lui enlève et les amis qui n'ont pas su lui garder l'inestimable vie. Le héros des chansons de geste, Roland, lorsqu'après avoir exposé son corps vulnérable, et, parce que vulnérable héroïque, à la foule des Sarrazins, il sent venue sa dernière heure, entre dans le calme de l'œuvre achevée et de l'espérance proche. Il brise Durandal pour que l'épée ne tombe jamais en de mauvaises mains, et, après avoir frappé sa poitrine, il tend vers Dieu son gant, en vaincu obligé de se rendre, mais qui se rend à son seul maître, en vassal fidèle par delà la mort.

Le nom même donné à l'épopée germanique est un symbole de toutes ces différences. Les Nibelungen sont des chercheurs de trésor. Le trésor possédé par eux a pris leur nom. Eux et le butin s'appellent de même, comme s'ils formaient un seul tout. C'est le trésor que les héros allemands se disputent. En vain ils savent sa possession funeste, c'est la cupidité plus forte qui fait sortir du fourreau les épées, et le maître de cette vaillance est l'or. Dans les chansons de geste, il y a des cupides. Mais l'or n'est pas le seul ni le plus puissant maître, on évalue autrement la valeur des biens, et, quand on les compare, c'est pour conclure :

Li cuers d'un homme vaut tout l'or d'un pays.

ÉTIENNE LAMY.

LE CONFLIT EUROPÉEN

D'APRÈS LES DOCUMENS DIPLOMATIQUES

Accusé par ses ennemis d'avoir voulu et provoqué la guerre européenne, le gouvernement allemand s'est défendu en rejetant la responsabilité de la catastrophe sur la Russie et l'Angleterre. Les ennemis de l'Allemagne ont réfuté à leur tour ces accusations, et des discussions ardentes et confuses agitent, depuis quatre mois, l'esprit public dans tous les pays d'Europe et d'Amérique. Il ne pouvait pas en être autrement. Les élémens de preuve dont nous disposons pour établir les responsabilités sont déjà nombreux; mais ils se prêtent à des interprétations différentes. Les intérêts et les passions politiques ne pouvaient pas manquer d'y chercher des argumens favorables aux thèses les plus opposées. Faut-il en conclure que le problème des responsabilités, qui pèse aujourd'hui si lourdement sur la conscience du monde civilisé, est insoluble, pour le moment au moins ? Ce serait peut-être excessif. Parmi les documens que nous possédons, un certain nombre ont l'avantage d'être d'une authenticité absolue : ce sont les documens diplomatiques publiés par les gouvernemens allemand, anglais, français et russe (1). Si, en se bornant à l'examen de ces documens, on

(1) Le gouvernement allemand a publié un *Livre Blanc*, qu'il a fait traduire en plusieurs langues et répandre dans le monde entier. Je me suis servi de la traduction anglaise, qui a paru à Berlin sous le titre : *The German White Book*, The only authorized translation, Liebheit & Thiesen, Berlin. Le gouvernement anglais a publié trois *White papers* : le *Miscellaneous*, No. 6 (1914) [Cd. 7467]; le *Miscellaneous*, No. 8 (1914) [Cd. 7445]; le *Miscellaneous*, No. 10 (1914) [Cd. 7596]. Il a réuni ces trois *White papers* en une brochure : « *Great Britain and the European Crisis*, » London, — en les faisant précéder par une exposition historique des

réussissait à découvrir le moment où la guerre générale est devenue inévitable, on pourrait espérer éclaircir un peu cette terrible question des responsabilités. C'est ce que nous essayerons de faire. Sans méconnaître la valeur des autres élémens de preuve dont nous disposons, nous ne tiendrons compte que des documens diplomatiques jusqu'ici publiés par les gouvernemens de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Nous tâcherons d'étudier, sur ces documens, les oscillations de la politique des Grandes Puissances, à partir du 23 juillet, sans tenter de pénétrer le mystère des intentions, mais dans l'espoir et avec le but de trouver l'acte décisif, qui a déchaîné la guerre générale. Si nous le trouvons, nous aurons le droit de considérer comme responsable de la conflagration la Puissance qui aura accompli cet acte.

I

Le 23 juillet 1914, l'Autriche-Hongrie remettait à la Serbie la note qui a provoqué la guerre. Cette note produisit l'impression la plus profonde dans toute l'Europe. Elle sembla très grave non seulement par les demandes qu'elle contenait, mais aussi par le délai extrêmement court qu'elle concédait à la Serbie pour y répondre. L'intention de remporter par surprise un grand succès diplomatique sur la Serbie et sur la Russie parut d'autant plus évidente que le gouvernement autrichien avait cherché à faire croire aux Puissances de la Triple-Entente que la note serait conciliante et modérée. Mais si la surprise ne réussissait pas, si la Russie refusait d'abandonner la Serbie à son sort, l'Europe ne serait-elle pas exposée au danger d'une guerre générale? Le 24 juillet, Sir Edward Grey le dit très clairement à l'ambassadeur d'Autriche, qui était venu lui remettre le document. Tout en reconnaissant que, dans la question de l'assassinat de l'archiduc, l'Autriche-Hongrie avait

événemens qui ont abouti à la guerre européenne. C'est cette brochure que je citerai, en l'indiquant par la sigle *Great Br.* Le gouvernement russe a publié un *Livre Orange*, sous le titre : *Recueil de documens diplomatiques, — Négociations ayant précédé la guerre.* Pétrograd, Imprimerie de l'État. Le *Livre Orange* a été publié aussi à Londres, par les soins du gouvernement, avec une traduction anglaise : Voir *White papers, Miscellaneous*, No. 11 [Cd. 7626]. Le gouvernement français a publié un *Livre jaune*, sous le titre : *Documens diplomatiques, — La guerre européenne*, Paris, Imprimerie nationale.

droit à la sympathie des autres pays, Sir Edward Grey déclara qu'il n'avait pas encore vu un État indépendant adresser à un autre État indépendant un document *of so formidable a character*. Il ajouta que l'Angleterre pourrait se désintéresser du conflit, tant qu'il resterait limité à l'Autriche et à la Serbie; mais que, si la Russie venait, elle aussi, à y être impliquée, l'Angleterre chercherait à se mettre en communication avec les autres Puissances, pour voir ce qu'on pourrait faire (1). Le même jour, avant de voir l'ambassadeur d'Allemagne, Sir Edward Grey exposa ce point de vue à l'ambassadeur de France et précisa avec lui ses projets d'action. Il s'agissait de proposer à la France, à l'Allemagne et à l'Italie de se joindre à l'Angleterre pour agir ensemble et en même temps à Vienne et à Saint-Pétersbourg, — la capitale de la Russie s'appelait encore de ce nom, à cette époque, — dans un sens favorable à la paix. M. Cambon approuva; mais il fit la remarque qu'il était impossible d'agir à Saint-Pétersbourg avant que la Russie eût manifesté une opinion ou accompli une action quelconque. Or le délai accordé par l'Autriche était si court qu'il devenait presque impossible d'arranger les choses avant son expiration; et si, à l'expiration du délai, l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie, la Russie serait obligée par l'opinion publique à agir. La chose la plus urgente à faire était donc de convaincre l'Autriche de la nécessité d'accorder un prolongement du délai : et il n'y avait qu'une Puissance capable d'obtenir cette concession de l'Autriche, c'était l'Allemagne. Ces remarques semblèrent très justes à Sir Edward Grey, qui en tint compte dans la conversation qu'il eut ce jour même avec l'ambassadeur d'Allemagne. Il lui dit que, si les relations entre la Russie et l'Autriche prenaient un caractère menaçant, il ne voyait d'autre moyen de sauver la paix qu'une intervention des quatre Puissances à Vienne et à Saint-Pétersbourg. Il ajouta que, pour le moment, il était urgent de convaincre l'Autriche de n'accomplir aucun acte décisif après l'expiration du délai; et il pria le gouvernement allemand de vouloir bien se charger de cette tâche (2).

Ainsi, le 24 juillet, à peine la crise ouverte, l'Angleterre avait entamé son œuvre de paix, en cherchant à s'assurer

(1) *Great Br.*, doc. n. 5.
(2) *Great Br.*, doc. n. 10. — *Livre Jaune*, doc. 32; doc. 33.

l'appui de l'Allemagne en vue d'une action commune. Que faisaient, pendant cette même journée, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Russie? Le gouvernement allemand a toujours affirmé qu'il n'avait pas connu la note autrichienne avant sa publication et qu'il avait été, tout comme les Puissances de la Triple-Entente, surpris par l'action de son alliée. Il faut reconnaître qu'aucun document n'a contredit, jusqu'à présent, d'une manière décisive, cette affirmation. Il est tout de même surprenant que, s'il n'avait pas été mis au courant par l'Autriche de ce qui allait se passer, le gouvernement allemand ait pu déjà, le 23, le jour même où l'*ultimatum* autrichien était remis à la Serbie, envoyer de Berlin la longue note, qui a été communiquée, le 24, aux Cabinets de Paris, de Londres et de Saint-Pétersbourg. Après une apologie de l'Autriche et de son action, la note précisait le point de vue allemand dans une conclusion qui ne manque pas de clarté. « Le Gouvernement Impérial désire affirmer avec la plus grande énergie qu'il s'agit d'un conflit dans lequel l'Autriche-Hongrie et la Serbie seules sont intéressées et que les Grandes Puissances doivent s'efforcer de le limiter à ces deux Puissances. Le Gouvernement Impérial désire la localisation du conflit parce que l'intervention d'une autre Puissance pourrait amener, en raison des alliances, des conséquences incalculables (1). » Tandis que l'Angleterre prépare une intervention des Puissances, l'Allemagne prend position pour le principe de la localisation du conflit qui était particulièrement favorable aux intérêts de l'Autriche; et elle cherche à imposer ce principe par la menace voilée, mais déjà assez claire, contenue dans l'allusion aux « conséquences incalculables. » L'Autriche-Hongrie, au contraire, cherche à rassurer la Russie par des promesses. Le 24, le comte Berchtold a une conversation très cordiale avec le chargé d'affaires de Russie à Vienne; et il lui déclare que l'Autriche-Hongrie ne se propose en aucune manière de prendre des territoires serbes ou d'altérer l'équilibre des Balkans, mais qu'il désire seulement en finir avec les intrigues de la Serbie (2). Il ne semble pourtant pas que ni les menaces voilées de la note allemande, ni les déclarations rassurantes du comte Berchtold, aient produit, le 24 juillet, un effet quelconque sur le gouvernement russe.

(1) *Great Br.*, doc. 9. — *German White Book*, doc. 1. — *Livre Jaune*, doc. 28.
(2) *German White Book*, doc. 3.

L'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg discuta longuement la note de son gouvernement avec M. Sazonoff, mais sans réussir à le convaincre. M. Sazonoff lui déclara très clairement, — *most positively*, — que la Russie n'aurait jamais consenti, *à aucune condition*, à laisser l'Autriche et la Serbie vider seules leur querelle (1); et, le même jour, il demanda à l'Autriche-Hongrie un prolongement du délai accordé à la Serbie. La dépêche du 24 au chargé d'affaires russe à Vienne résume si clairement le point de vue russe qu'il faut en connaître le texte :

Veuillez transmettre au ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie ce qui suit :

« La communication du Gouvernement austro-hongrois aux Puissances le lendemain de la présentation de l'*ultimatum* à Belgrade ne laisse aux Puissances qu'un délai tout à fait insuffisant pour entreprendre quoi que ce soit d'utile pour l'aplanissement des complications surgies.

« Pour prévenir les conséquences incalculables et également néfastes pour toutes les Puissances qui peuvent suivre le mode d'action du Gouvernement austro-hongrois, il nous paraît indispensable qu'avant tout, le délai donné à la Serbie pour répondre soit prolongé. L'Autriche-Hongrie, se déclarant disposée à informer les Puissances des données de l'enquête sur lesquelles le Gouvernement Impérial et Royal base ses accusations, devrait leur donner également le temps de s'en rendre compte.

« En ce cas, si les Puissances se convainquaient du bien-fondé de certaines des exigences autrichiennes, elles se trouveraient en mesure de faire parvenir au Gouvernement serbe des conseils en conséquence.

« Un refus de prolonger le terme de l'*ultimatum* priverait de toute portée la démarche du Gouvernement austro-hongrois auprès des Puissances et se trouverait en contradiction avec les bases mêmes des relations internationales. »

Communiqué à Londres, Rome, Paris, Belgrade.

Signé : SAZONOW.

Le point de vue russe était l'opposé du point de vue allemand. L'Allemagne soutenait que les Puissances ne devaient pas s'immiscer dans le conflit austro-serbe; la Russie répondait que ce conflit intéressait toute l'Europe. Il fallait donc discuter ces deux thèses; mais, pour les discuter et trouver moyen de les concilier, il fallait du temps. C'est ce que la Russie, l'Angleterre

(1) *German White Book*, doc. 4.

et la France demandaient à l'Autriche. La demande ne paraîtra pas excessive, puisqu'il s'agissait de la paix du monde.

Mais le sort d'une demande si raisonnable fut assez curieux. Un singulier changement de rôles se produisit, le 25, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. L'Allemagne qui, le 24, avait posé le principe de la localisation du conflit avec une rudesse menaçante, semble se laisser gagner, le 25, par un optimisme ondoyant, nonchalant et dilatoire qui caractérisera pendant plusieurs jours sa politique. Était-ce l'effet des déclarations si nettes et si précises de M. Sazonoff à l'ambassadeur d'Allemagne? Y a-t-il eu, à Berlin, un moment d'hésitation et de perplexité? A-t-on voulu calmer les inquiétudes naissantes? Toujours est-il que, le 25 juillet, M. de Jagow, le ministre prussien des affaires étrangères, déclara à l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin que le Gouvernement Impérial consentait à transmettre à Vienne la demande russe pour le prolongement du délai, tout en doutant qu'elle pût arriver à temps. Il ajouta que les déclarations du comte Berchtold sur les intentions de l'Autriche calmeraient l'opinion russe; il tâcha de convaincre l'ambassadeur que même une attaque de l'Autriche contre la Serbie ne pourrait pas, après les déclarations du comte Berchtold, amener une guerre générale; il se montra persuadé que le conflit serait en tout cas localisé; il déclara que l'Allemagne ne voulait pas la guerre et qu'elle était prête à agir à Vienne et à Saint-Pétersbourg dès que les relations entre la Russie et l'Autriche menaceraient de se rompre. Il admit enfin que la note autrichienne laissait à désirer, comme document diplomatique; mais il nia l'avoir connue avant sa publication. Il répéta les mêmes choses au chargé d'affaires russe (1). En somme, comparé avec la note du 23, ce langage était conciliant. Le même jour, à midi, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris alla protester au Quai d'Orsay contre un article de *l'Écho de Paris* qui qualifiait de « menace allemande » la communication du jour précédent sur les « conséquences incalculables » de l'intervention d'une Puissance quelconque dans le conflit austro-serbe. Il n'y avait eu ni « concert » entre l'Autriche et l'Allemagne, ni « menace » allemande : « le gouvernement allemand s'était contenté d'indiquer qu'il estimait désirable de localiser le conflit (2). » Par malheur, la

(1) *Great Br.*, doc. n. 18. — *Livre Jaune*, doc. 41 et doc. 43.
(2) *Livre Jaune*, doc. 36.

netteté et la résolution qui semblent faire défaut, en ce moment, à la politique allemande, se retrouvent dans la politique autrichienne, qui, le jour précédent, avait paru vouloir ménager les susceptibilités de la Russie. Le 25, au contraire, l'Autriche-Hongrie lui refuse catégoriquement le prolongement du délai. Le comte Berchtold avait pensé aller, ce jour-là, à Ischl; le chargé d'affaires russe, M. Koudachew, ne put lui remettre la dépêche de son ministre et fut obligé de la lui télégraphier (1); la réponse fut négative (2). Pour adoucir l'impression de ce refus, l'ambassadeur d'Autriche à Londres affirmait le même jour à Sir Edward Grey que son gouvernement, si la réponse de la Serbie n'était pas satisfaisante, rappellerait son ministre de Belgrade, mais qu'il n'entamerait aucune opération militaire. Il se bornerait à commencer ses préparatifs.

Sir Edward Grey, comme tout le monde d'ailleurs, ne croyait pas que la Serbie se soumettrait à l'ultimatum autrichien. Dès qu'il eut appris que l'Autriche-Hongrie refusait le prolongement du délai, il ne douta plus que dans quelques heures la rupture diplomatique entre les deux pays serait un fait accompli, et que cette rupture entraînerait comme conséquence la mobilisation de l'Autriche et celle de la Russie. Devant une telle situation, il ne voulut pas perdre de temps, car, en vérité, il n'y avait pas de temps à perdre. L'ambassadeur d'Autriche une fois parti, il s'adressa à l'ambassadeur d'Allemagne. Il lui dit que la Russie et l'Autriche-Hongrie mobiliseraient d'un moment à l'autre, et lui précisa le plan d'action qu'il proposait pour sauver la paix de l'Europe, si cette redoutable éventualité se réalisait. Les quatre Grandes Puissances devaient s'engager mutuellement à ne point mobiliser, et s'unir pour demander à la Russie et à l'Autriche-Hongrie de s'abstenir de tout acte d'hostilité, tant qu'elles tâcheraient elles-mêmes de trouver un terrain de conciliation. Il insista surtout sur une collaboration active de la part de l'Allemagne, en démontrant que, sans elle, aucune action sérieuse en faveur de la paix n'était possible. Le prince Lichnowsky lui lut d'abord une dépêche de M. de Jagow affirmant que le gouvernement allemand n'avait point connu la note autrichienne avant qu'elle fût remise, mais que, puisqu'elle l'avait été, l'Allemagne se sentait obligée à soutenir son

(1) *Livre Orange*, doc. n. 11. — *Livre Jaune*, doc. 45. — (2) *Livre Orange*, doc. n. 12.

alliée. Il reconnut ensuite que l'Autriche-Hongrie pouvait accepter la proposition anglaise, car il s'agissait d'une médiation des Grandes Puissances entre la Russie et l'Autriche-Hongrie, et non pas d'une médiation entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie. Il déclara donc l'approuver (1).

Sir Edward Grey avait eu raison de faire sans retard cette démarche auprès de l'ambassadeur d'Allemagne, car ses prévisions pessimistes du premier moment ne tardèrent pas à se réaliser. Le 25, le ministre d'Autriche-Hongrie quittait Belgrade. La rupture des rapports diplomatiques entre la Serbie et l'Autriche-Hongrie était un événement d'autant plus grave que la Serbie avait donné à la note autrichienne une réponse beaucoup plus conciliante que les Puissances de l'Entente n'avaient espéré. Elle avait accepté la note autrichienne presque complètement. Si l'Autriche n'avait pas trouvé cette réponse satisfaisante, sous prétexte qu'elle ne pouvait croire à sa sincérité, c'est qu'elle voulait faire la guerre et troubler l'équilibre des Balkans. Ce fut la conclusion de beaucoup de spectateurs désintéressés (2). En attendant, deux jours avaient passé; les chancelleries avaient beaucoup causé, mais n'avaient rien conclu; comme Sir Edward Grey l'avait prévu, l'Autriche-Hongrie commençait à mobiliser une partie de son armée (3); et la Russie prenait des dispositions préparatoires pour mobiliser à la frontière autrichienne (4). Il fallait donc agir sans retard. Le 26, Sir Ed. Grey soumit aux cabinets de Rome, de Paris et de Berlin une proposition officielle. Les ambassadeurs de France, d'Italie et d'Allemagne devaient s'unir à Londres avec lui en conférence pour trouver une solution pacifique du conflit; et ils demanderaient à Belgrade, à Vienne, et à Saint-Pétersbourg de suspendre toutes les opérations militaires, tant que la conférence siégerait (5). Le même jour, M. Sazonoff élaborait un autre projet : celui d'une conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg. Il télégraphiait, le 26, à l'ambassadeur de Russie à Vienne (6) :

J'ai eu aujourd'hui un long entretien sur un ton amical avec l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Après avoir examiné avec lui les dix demandes adressées à la Serbie, j'ai fait observer qu'à part la forme peu habile sous

(1) *Great Br.*, doc. n. 25; *Livre Orange*, doc. n. 22. — (2) *Great Br.*, doc. n. 41. (3) *Livre Orange*, doc. n. 24. — (4) *White German Book*, doc. n. 23 *a*. — (5) *Great Br.*, doc. n. 36. — (6) *Livre Orange*, doc. n. 25.

laquelle elles sont présentées, quelques-unes parmi elles sont absolument inexécutables, même dans le cas ou le Gouvernement serbe déclarerait les vouloir accepter. Ainsi, par exemple, les points 1 et 2 ne pourraient être exécutés sans un remaniement des lois serbes sur la presse et sur les associations, pour lequel le consentement de la Skoupchtina pourrait être difficilement obtenu; quant à l'exécution des points 4 et 5, elle pourrait produire des conséquences fort dangereuses et même faire naître le danger d'actes de terrorisme dirigés contre les membres de la Maison Royale et contre Pachitch, ce qui ne saurait entrer dans les vues de l'Autriche. En ce qui regarde les autres points, il me semble qu'avec certains changemens dans les détails, il ne serait pas difficile de trouver un terrain d'entente si les accusations y contenues étaient confirmées par des preuves suffisantes.

Dans l'intérêt de la conservation de la paix, qui, au dire de Szapary, est précieuse à l'Autriche au même degré qu'à toutes les Puissances, il serait nécessaire de mettre le plus tôt possible fin à la situation tendue du moment. Dans ce but, il me semblerait très désirable que l'ambassadeur d'Autriche-Hongrie fût autorisé à entrer avec moi dans un échange de vues privé, aux fins d'un remaniement en commun de quelques articles de la note autrichienne du 10 (23) juillet. Ce procédé permettrait peut-être de trouver une formule qui fût acceptable pour la Serbie, tout en donnant satisfaction à l'Autriche quant au fond de ses demandes. Veuillez avoir une explication prudente et amicale dans le sens de ce télégramme avec le ministre des Affaires étrangères.

Communiqué aux Ambassadeurs en Allemagne, en France, en Angleterre et en Italie.

Signé : SAZONOFF.

Le projet de Sir Edward Grey et celui de M. Sazonoff étaient différens et ils pouvaient se nuire, dans un moment si critique où il ne fallait ni perdre une minute ni disperser les efforts. Mais tous les deux prouvent du moins combien la Russie et l'Angleterre désiraient trouver une solution pacifique du conflit. Que fait pendant cette journée le gouvernement allemand ? Les événemens du 25 n'ont point ébranlé son optimisme ; mais son attitude change encore une fois. Si, le 24, il semblait vouloir imposer à la Russie, par des menaces voilées, la localisation du conflit ; si, le 25, il s'était enfermé dans un optimisme passif et avait déclaré que, en cas de grave danger pour la paix européenne, il aurait consenti à intervenir avec les autres Puissances entre la Russie et l'Autriche, le 26, il revient à l'idée d'amener la Russie à abandonner la Serbie à son sort, mais par des procédés plus aimables. Il ne menace plus : il affirme qu'il veut la paix et que son désir de paix n'est même pas diminué par les premières nouvelles de la mobilisation russe qui, pendant

la journée, commencent à arriver à Berlin (1); mais il s'efforce de convaincre Londres, Paris et Saint-Pétersbourg que, l'Autriche-Hongrie ayant déclaré ne pas poursuivre en Serbie des ambitions territoriales, la Russie n'a plus aucune raison d'intervenir. Toute la responsabilité d'une conflagration européenne pèserait sur elle, si la Russie persistait dans son attitude. C'est la thèse que le sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères, M. Zimmermann, développe, le 26, au chargé d'affaires anglais. M. Sazonoff a déclaré à l'ambassadeur d'Allemagne que la Russie ne pourrait rester indifférente, si l'Autriche s'annexait une partie du territoire serbe; mais l'Autriche n'a nullement cette intention: donc... (2). C'est la thèse que, le même jour, le chancelier de l'Empire fait présenter aux cabinets de Londres et de Paris, en les priant de la recommander à Saint-Pétersbourg (3). Il est intéressant de lire dans le *Livre Orange* comment l'ambassadeur d'Allemagne à Paris s'est acquitté de sa mission :

Aujourd'hui l'ambassadeur d'Allemagne a de nouveau rendu visite au gérant du Ministère des Affaires étrangères et lui a fait les déclarations suivantes :

« L'Autriche a déclaré à la Russie qu'elle ne recherche pas des acquisitions territoriales et qu'elle ne menace pas l'intégrité de la Serbie. Son but unique est d'assurer sa propre tranquillité. Par conséquent, il dépend de la Russie d'éviter la guerre. L'Allemagne se sent solidaire avec la France dans le désir ardent de conserver la paix et espère fermement que la France usera de son influence à Pétersbourg dans un sens modérateur. »

Le ministre fit observer que l'Allemagne pourrait de son côté entreprendre des démarches analogues à Vienne, surtout en présence de l'esprit de conciliation dont a fait preuve la Serbie. L'ambassadeur répondit que cela n'était pas possible, vu la résolution prise de ne pas s'immiscer dans le conflit austro-serbe. Alors le ministre demanda, si les quatre Puissances, — l'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie et la France, — ne pouvaient pas entreprendre des démarches à Saint-Pétersbourg et à Vienne, puisque l'affaire se réduisait en somme à un conflit entre la Russie et l'Autriche. L'ambassadeur allégua l'absence d'instructions. Finalement, le ministre refusa d'adhérer à la proposition allemande.

Signé : SEVASTOPOULO.

Si cette thèse était autre chose qu'un expédient dilatoire, il faut admettre que l'Allemagne a été victime, le 26, d'une singulière illusion. Ce qu'elle demandait, avec une si naïve

(1) *German White Book*, doc. n. 6, 7, 8. — (2) *Great Br.*, doc. n. 33. — (3) *German White Book*, doc. n. 10, 10 *a*; *Livre jaune*, n. 56.

bonhomie, n'était rien moins qu'une capitulation totale de la Russie. La Russie, comme en 1909, aurait payé les frais de la paix européenne ; et l'Allemagne serait sortie de cette crise avec un triomphe diplomatique. Aussi il n'est point surprenant que cette démarche allemande ait échoué. Londres et Paris répondirent que l'endroit où il fallait agir pour sauver la paix, c'était Vienne, et non Saint-Pétersbourg (1) ; et le seul résultat de toutes ces discussions fut que l'on perdit encore un peu de temps. Il n'y avait, à ce moment, qu'un moyen de sauver la paix, qui était d'accepter sans retard, avec sincérité, le projet anglais. C'est ce que l'Italie avait fait dès le 26 (2). Le 27, la France donnait son adhésion (3); et la Russie déclarait que « si des explications directes avec le cabinet de Vienne se trouvaient irréalisables, » elle était prête « à accepter la proposition anglaise ou toute autre de nature à résoudre favorablement le conflit (4). » Il ne manquait donc plus que l'adhésion de l'Allemagne, et la paix du monde était peut-être sauvée. Mais l'Allemagne repousse, le 27, le projet anglais, après d'inexplicables contradictions. M. Jules Cambon, ambassadeur de France à Berlin, télégraphiait qu'il avait entretenu, le 27, M. de Jagow de la proposition anglaise (*Livre jaune*, n. 67).

« Je lui ai fait remarquer que la proposition de Sir Edward Grey ouvrait la voie à une issue pacifique. M. de Jagow m'a répondu qu'il était disposé à y entrer, mais il m'a fait remarquer que si la Russie mobilisait, l'Allemagne serait obligée de mobiliser aussitôt. Je lui ai demandé si l'Allemagne se croirait engagée à mobiliser dans le cas où la Russie ne mobiliserait que sur la frontière autrichienne ; il m'a dit que non et m'a autorisé formellement à vous faire connaître cette restriction. »

Le même jour, Sir Edward Grey télégraphiait à l'ambassadeur anglais à Berlin (*Great Br.*, n. 46) : « L'ambassadeur d'Allemagne m'a informé que le gouvernement allemand accepte *en principe* la médiation des quatre Puissances entre l'Autriche et la Russie, réservant, naturellement, son droit d'aider l'Autriche, si l'Autriche était attaquée. » Le gouvernement allemand semblait donc bien disposé. Mais quand Sir E. Goschen, l'ambassadeur d'Angleterre, rentré le même jour à Berlin, se rendit chez M. de Jagow, il reçut une réponse officielle bien différente.

(1) *Great Br.*, doc. n. 46; *Livre Orange*, doc. n. 28; *Livre jaune*, n. 56. — (2) *Great Br.*, doc. n. 35. — (3) *Great Br.*, doc. n. 51. — (4) *Livre Orange*, doc. n. 32.

M. de Jagow déclara à l'ambassadeur d'Angleterre que la conférence proposée serait en réalité une cour arbitrale et qu'il lui semblait impossible de convoquer une cour arbitrale pour juger les différends austro-russes, si la Russie et l'Autriche ne la demandaient pas. C'est en vain que l'ambassadeur tâcha de lui prouver qu'il n'y avait rien de commun entre la conférence proposée par l'Angleterre et une cour arbitrale; le ministre ne se laissa pas convaincre et il ajouta que, puisque l'Autriche et la Russie voulaient causer ensemble, il lui semblait mieux d'attendre l'issue de ces pourparlers avant d'essayer autre chose. M. de Jagow répéta les mêmes déclarations, pendant la journée, à M. Cambon (1).

Il est difficile d'expliquer ces contradictions; si elles n'étaient pas une manœuvre, elles prouveraient que des courans et des influences différentes luttaient à Berlin. Quoi qu'il en soit, la diplomatie allemande revenait pour la circonstance à un jugement optimiste de la situation. Le danger n'étant pas urgent, on pouvait attendre. Et pourtant ce même jour, l'Autriche déclara aux Puissances que, la réponse de la Serbie n'étant pas satisfaisante, elle se préparait à employer les « moyens énergiques, » sans préciser autrement (2). L'optimisme dilatoire de l'Allemagne peut être jugé de différentes manières; mais, sincère ou non, le résultat était le même. L'Allemagne paralysait les Puissances de la Triple Entente, tandis que l'Autriche agissait. Il est évident que la France, l'Angleterre, la Russie ne pouvaient pas laisser cette situation paradoxale se prolonger indéfiniment. Aussi les trois Puissances redoublèrent, le 27, leurs efforts à Vienne et à Berlin. Sir Ed. Grey demanda à l'ambassadeur d'Autriche si son gouvernement avait pensé que, parmi les conséquences de son acte, pouvait être la guerre générale (3). L'ambassadeur de Russie à Vienne eut une longue conversation avec le baron Macchio, sous-secrétaire d'État pour les Affaires étrangères. Il lui dit qu'une guerre entre l'Autriche et la Serbie provoquerait l'intervention de la Russie et la guerre européenne; il demanda que l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg reçût les pleins pouvoirs pour continuer la discussion avec M. Sazonoff, qui, de son côté, ferait tout son possible pour convaincre la Serbie de donner satisfaction aux demandes justes de l'Autriche-

(1) *Great Br.*, doc. n. 43; *Livre Jaune*, 74. — (2) *Great Br.*, doc. n. 48; *Livre Orange*, doc. n. 37. — (3) *Great Br.*, doc. n. 48.

Hongrie (1). En même temps, à Saint-Pétersbourg, M. Sazonoff priait le Ministre de la guerre de dire à l'attaché militaire allemand que la Russie n'avait encore appelé sous les drapeaux aucun réserviste; qu'elle mobiliserait les districts de Kiew, Odessa, Moscou et Kazan seulement, si l'Autriche déclarait la guerre à la Serbie; mais qu'elle ne mobiliserait pas contre l'Allemagne (2). L'ambassadeur de France à Berlin rendit visite à M. de Jagow et lui proposa de faire donner à Vienne, par les quatre Puissances, le conseil de « s'abstenir de tout acte qui pourrait aggraver la situation de l'heure actuelle (3). » Enfin le chargé d'affaires de Russie à Berlin alla voir M. de Jagow, et le pria d'insister « d'une façon pressante » à Vienne pour que la proposition faite par l'ambassadeur russe au gouvernement austro-hongrois fût acceptée (4).

Toutes ces démarches échouèrent. Pendant toute la journée du 27, l'Allemagne oppose à tous les efforts pacifiques des Puissances de la Triple Entente une résistance passive, dont aucun argument ne triomphe. L'ambassadeur d'Allemagne à Paris confère longuement sur la situation avec le Directeur des affaires politiques; mais il insiste beaucoup « sur l'exclusion de toute possibilité d'une médiation ou d'une conférence (5). » M. de Jagow refuse de recommander à Vienne la proposition faite par M. Sazonoff de discuter avec l'ambassadeur d'Autriche à Saint-Pétersbourg, muni de pleins pouvoirs, la réponse de la Serbie : « il ne pouvait pas, disait-il, conseiller à l'Autriche de céder (6). » Il repousse aussi la proposition de M. Cambon (7). L'attitude de l'Allemagne est telle que le gouvernement russe, jusqu'à ce moment si déférent envers le grand empire limitrophe, commence à devenir méfiant. « Mes entretiens avec l'ambassadeur d'Allemagne, — tel est le texte d'une dépêche envoyée par M. Sazonoff le 28 à l'ambassadeur de Russie à Londres, — confirment mon impression que l'Allemagne est plutôt favorable à l'intransigeance de l'Autriche. Le cabinet de Berlin, qui aurait pu arrêter tout le développement de la crise, paraît n'exercer aucune action sur son alliée. L'Ambassadeur trouve insuffisante la réponse de la Serbie. Cette attitude alle-

(1) *Great Br.*, doc. n. 56; *Livre Orange*, doc. n. 41. — (2) *White German Book*, doc. n. 11. — (3) *Livre Orange*, doc. n. 39. — (4) *Livre Orange*, doc. n. 38. — (5) *Livre Orange*, doc. n. 34. — (6) *Livre Orange*, doc. n. 38. — (7) *Livre Orange*, doc. n. 39.

mande est tout particulièrement alarmante. Il me semble que, mieux que toute autre Puissance, l'Angleterre serait en mesure de tenter encore d'agir à Berlin pour engager le gouvernement allemand à l'action nécessaire. C'est à Berlin qu'indubitablement se trouve la clef de la situation (1). »

Les inquiétudes de M. Sazonoff n'étaient, malheureusement, que trop justifiées. Quelles que fussent les véritables intentions du gouvernement allemand, sa résistance passive aux efforts de la Triple Entente ne pouvait, dans les circonstances, qu'exciter l'audace de l'Autriche-Hongrie. Le 28, en effet, l'Autriche-Hongrie répond par un refus catégorique à la proposition russe, en affirmant que le manque de sincérité de la Serbie était trop évident; enfin l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

L'événement tant redouté s'était produit. En cinq jours, tandis que les ambassadeurs et les ministres de toute l'Europe causaient entre eux sans pouvoir s'entendre, les événemens s'étaient précipités avec une effrayante rapidité. L'impression fut très vive surtout à Saint-Pétersbourg, où le Conseil des ministres décida d'entamer, le jour suivant, la mobilisation dans les circonscriptions militaires d'Odessa, Kiew, Moscou et Kazan, d'en avertir par voie officielle le cabinet de Berlin, et d'ajouter encore la déclaration que la Russie n'avait aucune intention hostile contre l'Allemagne (2). Cette décision ne pouvait d'ailleurs surprendre ni l'Allemagne ni l'Autriche, car la Russie avait déclaré, dès le début de la crise, que, si la Serbie était attaquée, elle mobiliserait sur la frontière autrichienne. A Berlin au contraire, par une autre contradiction non moins singulière que les précédentes, la déclaration de guerre semble avoir produit d'abord un effet favorable aux tendances pacifiques. Le 28, l'empereur d'Allemagne, qui avait été surpris par les événemens en pleine croisière dans les mers du Nord, rentre à Berlin. A-t-il déployé, à peine arrivé, une action personnelle en faveur de la paix? A-t-on commencé, le 28, à s'apercevoir en Allemagne que la situation était très sérieuse? L'histoire nous le dira un jour. Ce qui est certain, c'est que tout à coup, le soir du 28, le gouvernement semble abandonner sa politique de résistance passive, qui, le jour précédent, avait si bien servi la politique agressive de l'Autriche, et si mal la cause de la paix.

(1) *Livre Orange*, doc. n. 43. — (2) *Great Br.*, doc. n. 70; *Livre Jaune*, n. 95 et 96.

Le chancelier de l'Empire prie l'ambassadeur d'Angleterre de venir le voir et lui tient d'excellens propos. En fixant définitivement l'attitude de l'Allemagne sur la proposition anglaise, il dit ne pouvoir accepter la conférence des quatre Puissances, parce que cet « aréopage » de Puissances rivales ne lui semblait pas pratique; mais il ajoutait que ce refus n'empêcherait point l'Allemagne de faire tout ce qu'elle pouvait pour éviter la guerre. Le chancelier croyait que le meilleur moyen d'arranger les choses était la conversation directe entre Vienne et Saint-Pétersbourg; il ferait donc tout son possible pour que cette conversation fût reprise avec succès. Il exprima quelques craintes au sujet de la mobilisation russe, qui pouvait le mettre dans une situation difficile, « en l'empêchant de prêcher la modération à Vienne; » enfin il conclut en affirmant avec énergie qu' « une guerre entre les Grandes Puissances devait être évitée (1). » Quelques heures après, à 10 heures 45 du soir, l'empereur d'Allemagne envoyait à l'empereur de Russie une dépêche amicale, rassurante et optimiste, qui se termine ainsi :

« Je me rends très bien compte des difficultés que le grand mouvement de l'opinion publique a créées à Vous et à Votre gouvernement. Pour l'amitié cordiale qui nous lie depuis si longtemps, j'employerai toute mon influence pour amener l'Autriche-Hongrie à s'entendre loyalement et par un accord satisfaisant avec la Russie. J'espère que Vous aiderez mes efforts (2)... »

« C'est à Berlin que se trouve la clef de la situation, » avait dit, le 28, M. Sazonoff. Il avait tellement raison que cette conversation du Chancelier avec l'ambassadeur d'Angleterre et la dépêche de l'Empereur suffirent pour éclaircir, pendant un instant, l'horizon. La matinée du 29, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris communiquait au gouvernement français, *à titre officieux*, que le gouvernement allemand poursuivait « ses efforts en vue d'amener le gouvernement autrichien à une conversation amicale (3). » A la même heure, une conversation très cordiale avait lieu à Saint-Pétersbourg entre l'ambassadeur d'Allemagne et M. Sazonoff. Pour comprendre la gravité des événemens qui devaient se passer vers la fin de la journée, il faut lire la dépêche dans laquelle M. Sasonoff a raconté à l'Ambassade de Russie à Berlin cette conversation :

(1) *Great Br.*, doc. n. 71. — (2) *German White Book*, doc. n. 20. — (3) *Livre Jaune*, n. 94.

L'ambassadeur d'Allemagne m'informe, au nom du Chancelier, que l'Allemagne n'a pas cessé d'exercer à Vienne une influence modératrice et qu'elle continuera cette action même après la déclaration de guerre. Jusqu'à ce matin, il n'y avait aucune nouvelle que les armées autrichiennes eussent franchi la frontière serbe. J'ai prié l'Ambassadeur de transmettre au Chancelier mes remercîmens pour la teneur amicale de cette communication. Je l'ai informé des mesures militaires prises par la Russie, dont aucune, lui dis-je, n'était dirigée contre l'Allemagne; j'ajoutais qu'elles ne préjugeaient pas non plus des mesures agressives contre l'Autriche-Hongrie, ces mesures s'expliquant par la mobilisation de la plus grande partie de l'armée austro-hongroise.

L'ambassadeur se prononçant en faveur d'explications directes entre le Cabinet de Vienne et nous, je répondis que j'y étais tout disposé, pour peu que les conseils du Cabinet de Berlin dont il parlait trouvassent écho à Vienne.

En même temps je signalais que nous étions tout disposés à accepter le projet d'une conférence des quatre Puissances, un projet auquel, paraissait-il, l'Allemagne ne sympathisait pas entièrement.

Je dis que, dans mon opinion, le meilleur moyen pour mettre à profit tous les moyens propres à produire une solution pacifique consisterait en une action parallèle des pourparlers d'une conférence à quatre de l'Allemagne, de la France, de l'Angleterre et de l'Italie et d'un contact direct entre l'Autriche-Hongrie et la Russie à l'instar à peu près de ce qui avait eu lieu aux momens les plus critiques de la crise de l'an dernier.

Je dis à l'Ambassadeur qu'après les concessions faites par la Serbie, un terrain de compromis pour les questions restées ouvertes ne serait pas très difficile à trouver, à condition toutefois de quelque bonne volonté de la part de l'Autriche et à condition que toutes les Puissances usent de toute leur influence dans un sens de conciliation.

(Communiqué aux Ambassadeurs en Angleterre, en France, en Autriche-Hongrie et en Italie.)

Le ton de ces déclarations ne pouvait être plus rassurant. Malheureusement, quelques heures après cette conversation, arrivait à Saint-Pétersbourg la réponse du comte Berchtold, qui refusait de soumettre à une discussion la note de la Serbie. La conversation entre Vienne et Saint-Pétersbourg, conseillée par l'ambassadeur d'Allemagne, devenait donc impossible (1). Toutefois ce contretemps ne découragea personne. Les efforts en faveur de la paix redoublèrent de tous les côtés. Le chancelier de l'Empire allemand exprima à l'ambassadeur d'Angleterre son vif regret du refus de l'Autriche; mais il ajouta que, comme l'Autriche ne faisait la guerre que pour se garantir contre le manque de sincérité des Serbes, il avait conseillé au gouverne-

(1) *Livre Orange*, doc. n. 45 et doc. n. 50.

ment allié de déclarer cette intention avec la clarté nécessaire pour rendre impossible tout malentendu (1). M. Viviani télégraphia d'urgence à Londres que, « vu la cessation des pourparlers directs entre Pétersbourg et Vienne, il était nécessaire que le Cabinet de Londres renouvelât le plus tôt possible, sous telle ou telle autre forme, sa proposition concernant la médiation des Puissances (2). » L'ambassadeur d'Allemagne à Paris renouvela à M. Viviani l'assurance des tendances pacifiques de son gouvernement. M. Viviani lui ayant fait observer que, si l'Allemagne désirait la paix, elle devait se hâter d'adhérer à la proposition de médiation anglaise, M. de Schoen ne répondit plus, comme le 27, par un refus catégorique ; il se borna à signaler certaines difficultés de forme qui s'opposaient à la médiation. Les mots « conférence » ou « arbitrage » effrayeraient, disait-il, l'Autriche (3). Enfin Sir Edward Grey reprit sa proposition ; et, puisque toutes les objections faites par l'Allemagne portaient sur la forme plus que sur le principe de la conférence, il se déclara prêt à laisser l'Allemagne seule juge de la forme (5). Pourvu que la conférence fût convoquée le plus vite possible, toutes les autres questions passaient en seconde ligne.

En somme, la journée semblait avoir été bonne pour la cause de la paix, quand, tout à coup, à minuit, arriva à Londres une dépêche de Berlin, qui parut *très étrange*. L'ambassadeur d'Angleterre à Berlin racontait que le Chancelier l'avait fait appeler dans la soirée, vingt-quatre heures après la conversation si satisfaisante et si pleine de propos pacifiques qu'ils avaient eue ensemble, le soir précédent. *Le Chancelier revenait alors de Potsdam*, et il avait dérangé l'ambassadeur à une heure si peu commode, à peine rentré, pour lui demander si l'Angleterre s'engagerait à conserver la neutralité dans une guerre européenne, dans le cas où l'Allemagne promettrait de respecter la Hollande et de ne prendre à la France que ses colonies (4). L'inquiétude mêlée de stupeur qu'on éprouva au *Foreign Office*, en lisant cette dépêche, n'étonnera personne. On n'avait jusqu'alors parlé que du conflit austro-russe et des efforts à faire pour trouver un arrangement pacifique. Et voilà que tout à coup l'Allemagne désirait savoir, séance tenante, sans pouvoir attendre jusqu'au matin suivant, ce que l'Angleterre

(1) *Great Br.*, doc. n. 75. — (2) *Livre orange*, doc. 55. — (3) *Livre Orange*, doc. n. 55. — (5) *Great Br.*, doc. n. 84; *Livre Jaune*, 98. — (4) *Great Br.*, doc. 85.

ferait dans une guerre européenne générale ; elle précisait même les conditions qu'elle comptait imposer, après la victoire, à la France. L'Allemagne donc, au lieu de penser à mettre d'accord la Russie et l'Autriche, pensait déjà à attaquer la France ! Une telle démarche de la part du Chancelier, après les déclarations pacifiques du jour précédent, ne peut s'expliquer que si, dans la réunion de Potsdam, *d'où il revenait*, on avait déjà décidé virtuellement la guerre. De sorte que nous nous trouvons à présent devant ce problème : quelle a été la cause de ce revirement si soudain? Que s'est-il passé pendant la journée du 29 juillet? Pourquoi le Chancelier qui, le soir du 28, déclarait à l'ambassadeur d'Angleterre qu'il fallait éviter une guerre entre les Grandes Puissances, le soir du 29, négociait déjà la neutralité de l'Angleterre dans une guerre européenne, désormais décidée ?

II

Nous touchons ici au grand mystère de toute cette terrible histoire. C'est un fait bien connu que la difficulté de comprendre les événemens diminue, à mesure que le temps passe. Il faut un certain recul pour bien voir. Quelques mois seulement nous séparent des événemens ; les documens à notre disposition sont peu nombreux et pleins d'obscurités. Ce qui va suivre n'est donc qu'une hypothèse, qui pourrait s'écrouler un jour sous une documentation plus abondante. En tout cas, même des hypothèses pourront aider à la découverte de la vérité, en rappelant l'attention du public sur les points qui ont particulièrement besoin d'être éclaircis. Or le plus important de ces points obscurs semble être justement le changement soudain de la politique allemande survenu entre 28 et le 29 juillet, et les causes qui peuvent l'avoir déterminé.

Pour tâcher d'éclaircir ce point, il faut avant tout examiner, l'un après l'autre, un certain nombre de documens qui se trouvent dispersés dans les quatre collections officielles et tâcher de trouver les rapports qui les relient. Nous commencerons par remarquer que la communication officielle sur la mobilisation russe semble avoir été faite à Berlin le 29. C'est ce qu'affirme le *Livre Blanc* allemand ; et une dépêche du 29 de l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin le confirme : « L'ambassadeur de Russie

est rentré aujourd'hui ; et il a informé le gouvernement impérial que la Russie mobilise dans quatre districts du Sud (1).

Il faut lire maintenant la dépêche envoyée le 29 par M. Sazonoff à l'ambassadeur de Russie à Paris, qui porte dans le *Livre Orange* le n° 58 :

Aujourd'hui, l'ambassadeur d'Allemagne m'a communiqué la résolution prise par son Gouvernement de mobiliser, si la Russie ne cessait pas ses préparatifs militaires. Or, nous n'avons commencé ces derniers qu'à la suite de la mobilisation à laquelle avait déjà procédé l'Autriche et vu l'absence évidente chez cette dernière du désir d'accepter un mode quelconque d'une solution pacifique de son conflit avec la Serbie.

Puisque nous ne pouvons pas accéder au désir de l'Allemagne, il ne nous reste que d'accélérer nos propres armemens et de compter avec l'inévitabilité probable de la guerre. Veuillez en avertir le Gouvernement français et lui exprimer en même temps notre sincère reconnaissance pour la déclaration que l'ambassadeur de France m'a faite en son nom en disant que nous pouvons compter entièrement sur l'appui de notre alliée la France. Dans les circonstances actuelles, cette déclaration nous est particulièrement précieuse.

(Communiqué aux Ambassadeurs en Angleterre, Autriche-Hongrie, Italie, Allemagne.)

Passons maintenant au *Livre Blanc* allemand. Nous y trouverons une dépêche adressée par l'empereur d'Allemagne à l'empereur de Russie, dans la nuit du 29 au 30, à une heure du matin, et qui est écrite sur un ton bien différent de la dépêche du 28. En voici le texte :

« Mon ambassadeur a été chargé de rappeler l'attention de Votre gouvernement sur les dangers et les conséquences très sérieuses d'une mobilisation... L'Autriche-Hongrie a mobilisé seulement une partie de son armée et contre la Serbie. Si la Russie, comme il paraît que c'est Votre intention et celle de Votre gouvernement, mobilise contre l'Autriche-Hongrie, le rôle de médiateur que Vous m'avez confié avec tant d'empressement et que j'ai accepté pour Vous être agréable, devient impossible ou presque. Désormais, tout dépend de Vous, comme sur Vous pèsera la responsabilité de la guerre et de la paix (2). »

Vient après une dépêche, envoyée le 30 par l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, qui raconte ce qui s'est passé dans la capitale russe le 29 juillet. Cette dépêche est si importante, que je vais la traduire en entier :

(1) *German White Book*, p. 9; *Great Br.*, n. 76.
(2) *German White Book*, doc. n. 23.

L'ambassadeur de France et moi, nous avons rendu visite au ministre des Affaires étrangères ce matin (le 30). Son Excellence nous a raconté que hier, *dans l'après-midi*, l'ambassadeur d'Allemagne lui a dit que l'Allemagne était prête à garantir pour le compte de l'Autriche-Hongrie l'intégrité de la Serbie : M. Sazonoff a répondu que, malgré cela, la Serbie pourrait tomber dans le vasselage de l'Autriche, comme Bokhara est tombé dans le vasselage de la Russie; et qu'une révolution éclaterait en Russie, si le gouvernement tolérait une telle chose.

M. Sazonoff ajouta que l'Allemagne faisait des préparatifs militaires contre la Russie, — surtout dans la direction du golfe de Finlande. Le gouvernement en avait des preuves d'une certitude absolue.

L'ambassadeur d'Allemagne eut une seconde conversation avec M. Sazonoff dans la nuit, à deux heures du matin. L'ambassadeur a eu une violente crise de larmes (*completely broke down*) quand il s'aperçut que la guerre était inévitable. Il supplia alors M. Sazonoff de suggérer quelque chose qu'il pût télégraphier à son gouvernement, comme un suprême espoir. Pour le contenter, M. Sazonoff écrivit en français et lui donna la formule suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son *ultimatum* les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. »

Si cette proposition est repoussée par l'Autriche, on décrétera la mobilisation générale. La guerre européenne sera alors inévitable. L'excitation ici est telle que, si l'Autriche ne fait pas de concessions, la Russie ne pourra plus reculer. Comme la Russie sait que l'Allemagne se prépare, elle ne peut tarder beaucoup à convertir sa mobilisation partielle en mobilisation générale (1).

La dépêche envoyée de Saint-Pétersbourg, le 30, par M. Paléologue, n'est pas moins importante (*Livre jaune*, n. 103).

L'ambassadeur d'Allemagne est venu cette nuit insister de nouveau, mais dans des termes moins catégoriques, auprès de M. Sazonoff pour que la Russie cesse ses préparatifs militaires, en affirmant que l'Autriche ne porterait pas atteinte à l'intégrité territoriale de la Serbie.

« Ce n'est pas seulement l'intégrité territoriale de la Serbie que nous devons sauvegarder, a répondu M. Sazonoff, c'est encore son indépendance et sa souveraineté. Nous ne pouvons pas admettre que la Serbie devienne vassale de l'Autriche. »

M. Sazonoff a ajouté : « L'heure est trop grave pour que je ne vous déclare pas toute ma pensée. En intervenant à Pétersbourg, tandis qu'elle refuse d'intervenir à Vienne, l'Allemagne ne cherche qu'à gagner du temps, afin de permettre à l'Autriche d'écraser le petit royaume serbe avant que la Russie n'ait pu le secourir. Mais l'Empereur Nicolas a un tel désir de conjurer la guerre que je vais vous faire en son nom une nouvelle proposition :

(1) *Great Br.*, doc. n. 97.

« Si l'Autriche, reconnaissant que, etc.

« Le comte de Pourtalès a promis d'appuyer cette proposition auprès de son gouvernement. »

Finalement, le 30 juillet, M. Sazonoff télégraphie à l'ambassadeur de Russie à Berlin (1) :

L'ambassadeur d'Allemagne, qui vient de me quitter, m'a demandé si nous ne pouvions pas nous contenter de la promesse que l'Autriche pourrait donner, de ne pas porter atteinte à l'intégrité du royaume de Serbie, — et indiquer à quelles conditions nous pourrions encore consentir à suspendre nos armemens. Je lui ai dicté, pour être transmise d'urgence à Berlin, la déclaration suivante : « Si l'Autriche, reconnaissant que la question austro-serbe a assumé le caractère d'une question européenne, se déclare prête à éliminer de son *ultimatum* les points qui portent atteinte aux droits souverains de la Serbie, la Russie s'engage à cesser ses préparatifs militaires. »

Veuillez télégraphier d'urgence quelle sera l'attitude du Gouvernement allemand en présence de cette nouvelle preuve de notre désir de faire le possible pour la solution pacifique de la question, car nous ne pouvons pas admettre que de semblables pourparlers ne servent qu'à faire gagner du temps à l'Allemagne et à l'Autriche pour leurs préparatifs militaires.

Examinons ces documens. La dépêche n° 58 du *Livre Orange* nous parle d'une conversation qui eut lieu, le 29, entre M. Sazonoff et l'ambassadeur d'Allemagne. La dépêche n° 97 de la publication anglaise *Great Britain and the European Crisis*, nous parle aussi d'une conversation entre les deux personnages, en precisant qu'elle eut lieu *dans l'après-midi* du 29. S'agirait-il de la même conversation? Cela semble bien probable. Dans ce cas, il est possible, en complétant les deux dépêches l'une par l'autre, de découvrir quels furent les sujets de l'entretien. L'ambassadeur d'Allemagne assura M. Sazonoff que l'Autriche-Hongrie respecterait l'intégrité territoriale de la Serbie et que l'Allemagne était prête à garantir l'exécution de cette promesse; mais il le prévint en même temps que, si la Russie continuait sa mobilisation *contre l'Autriche*, l'Allemagne aussi mobiliserait. Pour comprendre l'immense gravité de cette démarche, il faut se rappeler que l'Autriche-Hongrie et la Russie étaient les deux seules Puissances directement intéressées dans le conflit serbe; que l'Allemagne, comme la France, l'était seulement d'une manière indirecte, en tant qu'alliée de l'Autriche-Hongrie;

(1) *Livre Orange*, doc. n. 60.

que M. de Jagow avait déclaré à M. Jules Cambon que l'Allemagne ne mobiliserait pas, tant que la Russie mobiliserait seulement sur les frontières autrichiennes; que la Russie ne pouvait pas avoir oublié la brusque intervention de l'Allemagne dans le conflit de 1909 pour la Bosnie-Herzégovine, ni la brutalité avec laquelle, en sortant de sa réserve d'alliée, elle avait pris, au moment décisif, le premier rôle. Il ne faut pas en outre oublier que la Russie à ce moment, dans l'après-midi du 24, avait décrété seulement la mobilisation sur la frontière autrichienne, sans l'avoir commencée (1) et que l'Autriche-Hongrie, bien plus intéressée dans la question que l'Allemagne, n'avait pas encore soulevé la moindre objection contre les projets russes de mobilisation. Cette démarche signifiait donc, aux yeux du gouvernement russe, que l'Allemagne voulait répéter le coup de 1909 : obtenir par la surprise et par la menace la capitulation de la Russie. La Russie ne voulant pas, cette fois, capituler, ses rapports avec l'Allemagne, comme devait le dire le 30 l'ambassadeur de Russie à Sir Ed. Grey, changèrent entièrement après cette conversation (2). Le gouvernement russe, qui depuis le 28 avait commencé à soupçonner les intentions de l'Allemagne, se persuada que le parti de la guerre l'emportait à Berlin et dès ce moment, comme M. Sazonoff le dit dans la dépêche n° 58, il considéra la guerre comme inévitable, parce que l'Allemagne ne pouvait répondre à son refus qu'en exécutant sa menace de mobiliser. Et la mobilisation de l'Allemagne signifiait la guerre.

Si l'on peut interpréter de différentes manières les oscillations de la politique allemande depuis le 23 juillet, il n'est point douteux que la démarche faite par l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg dans l'après-midi du 29 a été l'acte décisif et irréparable qui a déchaîné la guerre européenne. Les *étranges* questions posées le soir du 29 par le Chancelier de l'empire à l'ambassadeur anglais nous le prouvent. Pour quelle raison le Chancelier était-il allé à Potsdam, dans l'après-midi du 29? N'y serait-il pas allé, par hasard, porter à l'Empereur la dépêche de l'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg qui avait annoncé la réponse négative de M. Sazonoff sur la mobilisation? La supposition semble vraisemblable. Il n'est

(1) *White German Book*, p. 10. — (2) *Livre Orange*, doc. n. 64. Voir aussi l'importante dépêche de M. Paléologue dans le *Livre Jaune*, n. 100.

plus alors impossible d'expliquer pourquoi la guerre a été virtuellement décidée le soir du 29 juillet, dans la réunion de Potsdam, à laquelle ont pris part d'autres grands personnages que l'Empereur et le Chancelier. M. Cambon définit cette réunion un conseil extraordinaire avec les autorités militaires sous la présidence de l'Empereur (1). » Le refus de la Russie mettait le gouvernement allemand dans un embarras très grand. L'intimidation n'ayant pas réussi, il devait ou reculer et subir un échec retentissant, ou exécuter sa menace de mobiliser et, par conséquent, faire la guerre, car l'Allemagne ne pouvait pas mobiliser toute son armée sans entamer immédiatement les hostilités.

Il semble bien pourtant que, dans ce suprême moment, on ait éprouvé à Potsdam une dernière hésitation, puisqu'on décida de demander encore une fois à la Russie « dans des termes moins catégoriques, » comme dit M. Paléologue, à quelles conditions elle consentirait à suspendre ses armemens. Mais on ne voulait plus perdre une minute. Le soir même où, pendant la nuit, l'ambassadeur d'Allemagne devait faire à Saint-Pétersbourg la démarche suprême, l'Empereur d'Allemagne envoya une dépêche à l'Empereur de Russie pour appuyer la démarche de l'ambassadeur, et le chancelier de l'Empire, à peine rentré à Berlin, demanda à l'Angleterre les conditions de sa neutralité. Si la seconde démarche de l'ambassadeur échouait comme la première, c'était la guerre immédiate. Aucun document indiscutable ne nous prouve que les préparatifs militaires de l'Allemagne ont commencé en ce moment; on a cependant de la peine à croire que le gouvernement allemand n'ait rien fait, pendant quarante-huit heures, pour préparer la mobilisation, quand il savait que la guerre était inévitable et quand il se montrait si pressé dans tout le reste. Quoi qu'il en soit, il n'est point douteux que, le soir même, à peine rentré à Berlin, le chancelier de l'Empire posa sa question à l'ambassadeur d'Angleterre; que l'Empereur envoya sa dépêche à l'Empereur de Russie à une heure du matin; enfin, qu'à deux heures de la nuit, le comte de Pourtalès rendait visite à M. Sazonoff. L'étroit rapport qui lie entre eux ces trois faits est évident. Il est intéressant de remarquer que la dépêche de l'Empereur d'Allemagne

(1) *Livre Jaune*, n. 105.

contient une réponse indirecte et presque sous-entendue à M. Sazonoff, de telle sorte qu'il est impossible de la bien comprendre sans avoir lu la dépêche n° 58 du *Livre Orange*. M. Sazonoff, dans la conversation qu'il avait eue l'après-midi avec l'ambassadeur d'Allemagne, avait dit que la Russie ne pouvait suspendre sa mobilisation, car elle ne l'avait résolue qu'à la suite de la mobilisation de l'Autriche. L'Empereur d'Allemagne répond que l'Autriche-Hongrie n'a mobilisé qu'une partie de son armée, et contre la Serbie. Quant à la seconde conversation entre M. Sazonoff et l'ambassadeur d'Allemagne, l'heure à laquelle elle eut lieu, — deux heures du matin, — montre bien à quel point le gouvernement allemand était pressé et impatient d'arriver à une décision. La dépêche n° 60 du *Livre Orange* et la dépêche n° 103 du *Livre Jaune* prouvent en outre que le sujet traité fut le même que celui de la conversation de l'après-midi : la suspension de la mobilisation. L'ambassadeur d'Allemagne insista pour démontrer à M. Sazonoff, comme le dit la dépêche de l'Empereur d'Allemagne, les graves dangers et les sérieuses conséquences d'une mobilisation ; mais, quand il s'aperçut que la résolution du gouvernement russe était inébranlable, il ne put cacher son émotion. Évidemment, l'ambassadeur d'Allemagne avait cru, jusqu'à cette minute, que le gouvernement russe céderait, plus ou moins complètement, comme en 1909 : il n'avait point fait sa démarche de l'après-midi du 29 dans l'idée que la guerre européenne en sortirait. Au moment où il comprit les terribles conséquences de la communication faite par lui le jour précédent, il eut un accès de larmes. Personne ne lui reprochera ce moment de faiblesse : les circonstances le justifient complètement:

Par malheur, c'était trop tard. Depuis ce moment, aucune volonté n'a plus été capable de diriger les événemens. Les pourparlers entre la Russie et l'Autriche continuèrent le 30 et le 31 ; et un instant, le 31, ils semblèrent sur le point d'aboutir. Pris par des hésitations et des craintes malheureusement trop tardives, le gouvernement autrichien faisait savoir à la Russie qu'il consentait à discuter avec les Grandes Puissances de l'Europe toute la matière de son *ultimatum* (1). Un moment on espéra à Londres et à Paris pouvoir encore éviter la cata-

(1) *Great Br.*, doc. n. 131.

strophe. Mais la démarche allemande à Saint-Pétersbourg du 29 avait créé, entre la Russie et l'Allemagne, un état de méfiance réciproque, qui, en quarante-huit heures, a fait éclater la conflagration. Le 30, les deux Empires activèrent leurs préparatifs militaires, la Russie parce qu'elle avait maintenant toutes les raisons de soupçonner les intentions de l'Allemagne; l'Allemagne, parce qu'elle avait désormais décidé la guerre et savait bien qu'elle avait créé, par son intimidation manquée, une situation qui rendait un arrangement pacifique presque impossible. Les préparatifs militaires de l'Allemagne décidèrent le gouvernement russe à ordonner, le 31, la mobilisation générale ; et la mobilisation générale russe décida à son tour le gouvernement allemand à lancer, le 31 juillet, l'*ultimatum* qui a provoqué la guerre européenne. Dans le récit historique qui précède le *Livre Blanc* allemand, il est dit que la mobilisation générale de l'armée russe fut décidée à Saint-Pétersbourg *dans l'après-midi* du 31 juillet (1). Le *Livre Blanc* allemand et le *Livre Orange* russe nous font savoir que l'*ultimatum* allemand fut remis à M. Sazonoff, le 31, à minuit (2). Étant donné que l'heure russe avance de soixante et une minutes sur l'heure de l'Europe centrale, il est clair que l'*ultimatum* allemand a été lancé à peine la nouvelle de la mobilisation générale russe arrivée à Berlin. Il n'y a eu ni hésitation, ni discussion. Cette précipitation ne peut s'expliquer qu'en admettant que, dès le soir du 29, on avait décidé de faire la guerre si la seconde démarche de l'ambassadeur allemand à Saint-Pétersbourg avait le même résultat que la première. On n'attendait plus qu'un prétexte pour la déclarer ; car il aurait été vraiment bizarre que l'Allemagne déclarât la guerre à la Russie, parce que la Russie mobilisait sur la frontière autrichienne, quand l'Autriche ne s'en plaignait pas et déclarait, le 31, ne point considérer la mobilisation russe comme un acte hostile (3). Il semble pourtant qu'à Berlin on ait encore gardé, pendant les dernières heures qui ont précédé l'échéance de l'*ultimatum*, quelque vague illusion que la Russie reculerait au moment suprême. Mais la Russie donna à l'*ultimatum* la seule réponse qui était digne d'une Grande Puissance ; et le 1er août, à cinq heures de l'après-midi, l'ambassadeur

(1) *German White Book*, p. 13. — (2) *German White Book*, p. 14; *Livre Orange*, doc. n. 70. — (3) *Great Br.*, doc. n. 118.

d'Allemagne remettait au gouvernement russe la déclaration de guerre, ainsi conçue :

Le Gouvernement impérial s'est efforcé, dès les débuts de la crise, de la mener à une solution pacifique. Se rendant à un désir qui lui en avait été exprimé par Sa Majesté l'Empereur de Russie, Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, d'accord avec l'Angleterre, s'était appliqué à accomplir un rôle médiateur auprès des cabinets de Vienne et de Saint-Pétersbourg, lorsque la Russie, sans en attendre le résultat, procéda à la mobilisation de la totalité de ses forces de terre et de mer. A la suite de cette mesure menaçante motivée par aucun préparatif militaire de la part de l'Allemagne, l'Empire allemand s'est trouvé vis-à-vis d'un danger grave et imminent. Si le Gouvernement impérial eût manqué de parer à ce péril, il aurait compromis la sécurité et l'existence même de l'Allemagne. Par conséquent, le Gouvernement allemand se vit forcé de s'adresser au Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Toutes les Russies, en insistant sur la cessation desdits actes militaires. La Russie ayant refusé de faire droit à cette demande et ayant manifesté, par ce refus, que son action était dirigée contre l'Allemagne, j'ai l'honneur, d'ordre de mon Gouvernement, de faire savoir à Votre Excellence ce qui suit :

Sa Majesté l'Empereur, mon Auguste Souverain, au nom de l'Empire, relevant le défi, se considère en état de guerre avec la Russie (1).

Après la longue analyse de documens que nous venons de faire, il n'est peut-être pas trop difficile de relever les points faibles de l'exposition historique qui précède la déclaration de guerre. Il y a eu, dans cette fatale semaine qui va du 24 au 31 juillet, deux périodes différentes. Dans les premiers jours, c'est l'Autriche qui met en danger la paix de l'Europe, par sa politique agressive et intransigeante, en ne tenant aucun compte des déclarations réitérées et très nettes de la Russie. On pourra reprocher à la Russie tout ce qu'on voudra, hors d'avoir manqué, pendant cette crise, de franchise, car elle a déclaré, dès le début, à tout le monde, l'Autriche et l'Allemagne comprises, qu'elle n'abandonnerait pas la Serbie à sa destinée, et qu'elle mobiliserait, si la Serbie était attaquée. L'Allemagne au contraire assiste, pendant les premiers jours, au développement de la crise avec des oscillations dont il est difficile de pénétrer les intentions cachées ou les raisons profondes. Elle débute par des menaces voilées; puis elle se recueille dans une sorte d'optimisme indolent; enfin elle tente d'amener la Russie à une capitulation en exerçant une pression

(1) *German White Book*, doc. n. 26. Ce document est reproduit dans l'original français, que j'ai transcrit à la lettre.

à Paris, et en faisant échouer l'une après l'autre les tentatives anglaises de médiation par une résistance passive. Dans les derniers jours de juillet, les rôles changent : l'Autriche devient de plus en plus conciliante et l'Allemagne de plus en plus agressive, de sorte que l'Allemagne envoie son *ultimatum* à la Russie le jour même où l'Autriche était sur le point de s'entendre avec elle. Le moment critique de ce revirement fatal est la journée du 29. C'est le 29 que l'Allemagne, revenant tout à coup à son projet, déjà caressé le 26, d'amener la Russie à une capitulation, se substitue à l'Autriche, proteste à Saint-Pétersbourg contre la mobilisation sur la frontière autrichienne, menace enfin de la mobilisation et de la guerre, si la Russie continue à mobiliser, en rendant désespérée une situation déjà critique.

Il semble donc impossible de soutenir, comme le fait le gouvernement de Berlin par tous les moyens à sa disposition, que l'Allemagne a été provoquée par la Russie, l'Angleterre et la France. Dans toute cette terrible affaire, ces trois Puissances ont poussé l'esprit de conciliation jusqu'à son extrême degré. Elles n'auraient pu aller plus loin sans faire acte de renonciation nationale. Leur politique d'ailleurs a été pendant toute cette semaine parfaitement claire et intelligible. Même avec le peu de documens que nous possédons, on la comprend très bien. Que d'énigmes, au contraire, dans la politique allemande ! Celle du 29 juillet surtout reste indéchiffrable. Pourquoi le 29 juillet, tout à coup, moins de vingt-quatre heures après que le Chancelier avait tenu ses excellens propos pacifiques à l'ambassadeur anglais, le gouvernement impérial somme-t-il la Russie de cesser la mobilisation contre l'Autriche, quand l'Autriche ne se sentait pas encore menacée par ces préparatifs russes et ne s'en plaignait pas? Tel semble être le point capital de toute l'affaire. Malheureusement, c'est le point aussi sur lequel toutes les publications allemandes, officielles et officieuses, gardent le silence le plus profond. Celle que M. de Jagow donna le 30 à M. Jules Cambon, à savoir que « les chefs de l'armée insistèrent (1), » est trop concise et insuffisamment claire.

Tant que d'autres explications ne nous seront pas données,

(1) *Livre jaune*, n. 109.

nous serons obligés de nous tenir à la seule qui aujourd'hui soit vraisemblable. Il y avait en Allemagne un parti de la guerre. Il se composait surtout d'irresponsables, appartenant à toutes les classes sociales. Professeurs, journalistes, hommes politiques, grands seigneurs, hauts fonctionnaires civils et militaires se plaignaient, depuis 1905, que la politique extérieure de l'Allemagne fût devenue trop faible. La solution de la question du Maroc avait mécontenté beaucoup d'entre eux. Des sociétés de toute espèce travaillaient avec énergie, depuis dix ans, l'opinion publique. La propagande pangermaniste avait infecté tous les milieux : la Cour, le parlement, l'administration, les universités, la banque. Le *Livre jaune* nous donne sur cet état de choses des documens précieux : ce sont les rapports vraiment lumineux de M. Jules Cambon, des attachés militaire et naval à Berlin, qui précèdent les documens diplomatiques. Tout cela avait créé une situation intérieure à laquelle le gouvernement n'a pas pu résister indéfiniment. Nous saurons certainement un jour par quelles intrigues on l'a amené à ordonner à son ambassadeur en Russie de faire, le 29 juillet, la démarche fatale qui a provoqué la guerre. Il n'est pas improbable que nous verrons, ce jour-là, les responsables réduits à jouer le rôle d'exécuteurs de la volonté des irresponsables. Il est même possible que le gouvernement allemand ait cru réussir par la seule intimidation, comme il l'avait fait en 1909. Dans ce cas, il s'est trompé. Malheureusement, jamais erreur de calcul, chez des hommes d'État, n'aura eu de plus terribles conséquences ! C'est ce qui explique pourquoi le problème des responsabilités passionne tellement l'Europe et l'Amérique. De ce problème dépendent probablement les destinées et l'avenir d'un régime politique qu'on avait cru, jusqu'à ces derniers mois, fondé sur des assises granitiques.

GUGLIELMO FERRERO.

LA FRANCE PACIFIQUE

Les événemens qui viennent de se succéder avec une rapidité foudroyante laissent bien peu de liberté à la pensée. Il faut faire effort pour réfléchir, comprendre, déduire, ne pas se laisser emporter, contre les barbares agressions des Germanies, par le torrent de l'universelle indignation. Je vais donc essayer d'exposer ici avec sérénité, — la sérénité est-elle possible en de tels jours? — quel doit être notre état d'âme, si, au milieu des clameurs de la guerre, nous ne voulons pas perdre de vue l'idée sainte de la paix.

Il semble, à l'heure présente, que la cause de la paix soit compromise pour longtemps, pour toujours peut-être. Et en effet, à voir l'impétueux élan de la plus libre partie de l'Europe vers les batailles de l'indépendance, à voir cette vaillante ardeur guerrière qui a confondu dans une commune espérance toutes les classes et tous les partis, parmi le fracas des canons et les cris des blessés, on serait tenté de dire que la conception d'une humanité pacifiée et pacifique est chimère et folie. Mais ce serait bien mal comprendre le sens profond de cette formidable lutte.

Il ne faut pas que le présent obscurcisse l'avenir, et que les fumées des incendies et des mitrailles nous masquent l'aurore prochaine. La guerre actuelle provient de deux causes qu'elle supprimera. De sorte que, ces causes une fois supprimées, la paix enfin rétablie reposera sur une base solide qui sera, nous le croyons fermement, inébranlable.

Ces deux causes de guerre étaient l'asservissement de l'Alsace-Lorraine et l'hégémonie de l'absolutisme prussien sur l'Allemagne.

* * *

Le traité de Francfort avait attribué à l'Allemagne victorieuse deux provinces françaises, et essayé de transformer en Allemands deux millions d'hommes résolus à rester Français. Jadis, au XVIIe et au XVIIIe siècle, en 1815 même, de tels partages pouvaient se pratiquer et durer. Les gouvernemens répartissaient entre eux des populations humaines comme des bergers se distribuent les moutons de leurs troupeaux. Mais peu à peu, par suite d'une évolution intellectuelle progressive, les âmes des peuples ont pris conscience d'elles-mêmes; les nationalités opprimées ont opposé à l'oppression une résistance irréductible. Cela s'était déjà vu pour la Pologne, qui n'avait pas voulu mourir, qu'on n'avait pas pu tuer, et qui, grâce à l'admirable décision de Nicolas II, est plus vivante que jamais. Et cela se voit pour l'Alsace-Lorraine qui, arrachée à la France par la force, n'a pas cessé de vouloir être française. De là un trouble et une inquiétude qui rendaient la paix toujours précaire et la guerre toujours menaçante.

Et pourtant, la France a, pendant quarante-trois ans, presque un demi-siècle, non seulement consenti à la paix, mais voulu la paix. Elle n'a rien eu d'agressif ni de belliqueux à se reprocher. Et son silence a été héroïque. Elle n'a augmenté ses armemens que lorsque l'Allemagne a accru ses dépenses militaires dans des proportions redoutables. Elle n'a fait alliance avec la Russie que pour se défendre contre une attaque vraisemblable. Il est vrai, elle a étendu son domaine colonial et a longtemps occupé son activité en Tunisie, au Tonkin, à Madagascar, au Maroc. Mais sa politique, civilisatrice hors d'Europe, a été pacifique en Europe, respectueuse d'un *statu quo* qu'elle ne pouvait changer sans troubler la paix du monde.

Malgré tout, la raison ne parvenait pas à étouffer le sentiment. La question de l'Alsace-Lorraine pesait sur toute politique. La formule même que les pacifistes avaient adoptée : *La paix par le droit*, était à elle seule un symbole et un programme : car le mot *droit* n'a plus, dans la conscience moderne, le même sens qu'autrefois. Le droit ne résulte plus seulement des traités, mais aussi, et avant tout, de la volonté des peuples. Metz et Strasbourg protestaient contre leur annexion à l'Allemagne, et nos cœurs protestaient avec Metz et Strasbourg. Il

aurait fallu, pour nous imposer silence, que l'Alsace et la Lorraine eussent accepté leur incorporation à l'Allemagne, et, en 1914, elles en étaient plus éloignées que jamais.

En vain les amis de la paix essayaient-ils de concilier ce qui était inconciliable : ils comprenaient ce qu'avait de périlleux la situation d'un pays pacifique accolé à un pays guerrier. Aussi, au moment où la discussion de la loi de trois ans s'est ouverte, ont-ils tous jugé que cette durée de trois ans était nécessaire, et que les propositions de désarmement, voire de moindre armement, avant que l'arbitrage obligatoire fût accepté par l'universalité des gouvernemens, étaient absurdes et même coupables. « Derrière le rideau d'une armée invincible, disait M. Léon Bourgeois, nous instituerons l'arbitrage obligatoire. » « N'intervertissons pas les termes, ai-je répété cent fois; ne disons pas : le désarmement d'abord, et la justice après. Ce serait une colossale erreur, et une imprudence sans excuse; disons : la justice d'abord, et le désarmement après. »

Et qui donc s'est refusé à la justice, — c'est-à-dire à l'obligation de l'arbitrage, — sinon l'Allemagne et l'Autriche, suivies de la Turquie? Ce sont ces trois gouvernemens, qui, à la dernière conférence de La Haye, ont seuls mis leur *veto* à l'institution d'un tribunal international obligatoire. *Ils voulaient garder les mains libres pour la guerre*, cette épouvantable guerre qu'ils ont déchaînée.

Quant à nous, nous avons toujours associé la paix et la justice. Jamais nous n'avons cru possible de créer une société qui ne fût pas fondée sur la souveraineté du droit. Et nous prenions comme devise cette fière parole que, dès les premiers jours de la Révolution, Mirabeau jetait aux peuples éblouis : « Le droit est le souverain du monde. »

La France a été pacifique, puisque, pendant quarante-trois ans, elle a maintenu la paix; mais elle n'a jamais consenti à sacrifier le droit.

Certes, quand nous cherchions à éviter la guerre, féconde en douleurs et en misères, nous savions que, dans les conditions actuelles, la paix définitive était impossible. Comment croire à cette paix, quand la volonté nationale de peuples généreux est foulée aux pieds? Metz et Strasbourg à l'Allemagne; Trieste et Trente à l'Autriche; la Pologne écartelée; trois millions de Roumains et deux millions de Serbes séparés de leur patrie, et

contraints de servir contre leur propre patrie, n'est-ce pas un défi au bon sens et à la justice? Paix boiteuse et mal assise qu'une paix semblable! Le miracle est qu'elle ait pu durer quarante-trois ans.

Cette paix de Damoclès, comme l'appelait notre ami Novikoff, a pris fin. Qui s'en étonnerait? Ce ne sont pas, en tout cas, les amis de la paix véritable, sincère, stable, de la paix qui peut sortir, et qui sortira, de la cruelle, mais dernière convulsion imposée au monde.

***

De la guerre actuelle, nécessaire peut-être, ou pour mieux dire inévitable, qui est responsable? L'histoire dira que ce sont l'Allemagne inféodée à la Prusse et l'Autriche inféodée à l'Allemagne.

Et, en effet, l'hégémonie européenne, ni la France, ni la Belgique, ni l'Angleterre, ni l'Italie n'y songeaient. Dans ces heureux pays, les peuples, sous des formes gouvernementales différentes, monarchies ou républiques, restaient maîtres de leur sort, ne demandant qu'au travail et à l'énergie de leurs enfans la richesse et la prospérité. Leurs citoyens, souvent divisés d'opinions, — car la liberté implique la discussion, — mais unanimes dans leur patriotisme, aimaient la paix et en acceptaient les conditions. La première est le respect de la liberté d'autrui.

En Autriche et en Allemagne, l'esprit était tout autre. Là, des populations plus lourdes, ouvertes parfois cependant à des cultures intellectuelles très hautes, si elles n'étaient pas assoiffées de sang ou de pillage, étaient malheureusement atteintes d'un mal terrible, inexorable : l'habitude de la soumission aveugle à des maîtres. Gardant le libre exercice de leur esprit dans le domaine de la raison pure, elles l'avaient abdiqué dans celui de la raison pratique. Il est difficile de voir en ces peuples des citoyens : ils n'en avaient pas l'âme. Tous mettaient leur vertu à obéir, et leur bagage politique était celui que leur confectionnait une presse vénale. Ils ne comprenaient pas que le métier militaire, si noble quand il s'agit de défendre la liberté de son pays, cesse de l'être quand il consiste seulement à revêtir un uniforme pour marcher à la suite d'un reître quelconque, couronné ou non, sans s'embarrasser de savoir où il vous conduit.

Et comme ils sont nombreux, prolifiques, méthodiques, ils apportent une grande force à la *camarilla* militaire qui fait peser sur l'Europe une volonté éclairée par une intelligence limitée, mais soutenue par une présomption sans égale.

Quant aux deux grands chefs eux-mêmes, l'empereur d'Allemagne et l'empereur d'Autriche, il ne nous appartient pas en ce moment de les juger. L'histoire le fera; déjà ils lui appartiennent; tous deux s'étant longtemps refusés à commander le grand carnage, mais tous deux, sans se rendre bien compte des conséquences effroyables de l'acte qu'ils accomplissaient, ayant finalement cédé aux impérieuses suggestions du parti militaire qui les domine. Dans ce parti sont les vrais coupables, ceux qui ont si légèrement mis aux prises des millions d'hommes et sacrifié des milliers et des milliers de nobles existences humaines.

Quels aveuglemens! Quelles illusions! Quelles fourberies naïves et cyniques à la fois! Quand l'histoire racontera leurs hauts faits, ce sera comme un étrange anachronisme. Ils ont procédé à la manière antique . comme Charles le Téméraire attaquant les Suisses, Philippe II attaquant l'Angleterre, Charles XII attaquant la Russie, Napoléon attaquant l'Espagne et l'Europe entière, et ils se sont imaginés qu'il suffit d'une armée puissante pour tout oser contre les libertés des peuples. Ils ont cru que l'Italie, cette nation latine, fière de sa jeune indépendance et mère du droit, les approuverait et les suivrait dans leur lutte contre le droit. Ils ont cru que l'Angleterre leur permettrait de déchirer impunément des traités auxquels elle avait apposé sa puissante signature. Ils ont cru que la Belgique, si vaillante dans le passé, consentirait, pour la première fois au cours de sa glorieuse histoire, à se laisser fouler aux pieds par une soldatesque étrangère, sans que son vieil honneur se révoltât! Ils ont cru que la France, menacée dans sa vie, ne se tournerait pas tout entière, splendidement unifiée, contre l'agresseur! Ils ont cru que nous n'avions plus dans nos veines le sang de nos arrière-grands-pères, qui, en 1792, se sont levés contre les souverains coalisés; et ils ont repris la politique insultante et haineuse que leurs aïeux à eux, à Cobourg et Coblence, avaient machinée contre la jeune République, jalouse de sa liberté! Leurs déclarations sont une nouvelle édition du manifeste de Brunswick, et il semble que ce soit la *Marche de Sambre-et-Meuse* que répètent nos musiques militaires.

Si les soldats allemands comprenaient *la Marseillaise* que chantent nos soldats, ils saisiraient peut-être le sens de ce vers fameux :

Que veut cette horde d'esclaves?

Le droit, la liberté, l'indépendance des nations, voilà ce que défendent aujourd'hui les armées alliées de France, de Russie, d'Angleterre et de Belgique. Mais cela, c'est aussi la paix. Car on ne peut dissocier ces augustes divinités. Tant qu'il y avait au centre de l'Europe un peuple asservi, tant qu'il y avait des nationalités frémissant sous une domination étrangère, que ce fût à Metz ou à Trieste, à Serajevo ou à Posen, à Trente ou à Strasbourg, la pacification de l'Europe était une chimère. Que de questions sont posées, que la guerre va résoudre! Et, quand elle les aura résolues, il n'est pas téméraire d'espérer que cette guerre, hélas! si sanglante, aura du moins établi une paix durable. Car, si les peuples sont indépendans, si les nationalités sont libres, si les sujets sont devenus des citoyens, toute guerre internationale sera sans objet.

La France était pacifique; et elle l'est encore, résolument, sincèrement, profondément. Mais on l'a provoquée, on l'a contrainte à une guerre de légitime défense. Et, par la logique des événemens, plus puissans que les hommes chétifs, il arrive que *cette guerre de légitime défense s'est transformée en une guerre de libération.*

Libération de l'Europe, qui n'aura plus à trembler devant l'intolérable et intolérante hégémonie de deux empereurs! Libération des nationalités opprimées par l'Autriche, libération des Allemands eux-mêmes! Bientôt, sans doute, voyant ce que des maîtres jusqu'ici irresponsables ont fait de leurs destinées, ils voudront devenir des citoyens libres et raisonnables. Ils ne s'abandonneront plus aux délices d'une mégalomanie grotesque. Cet anachronisme médiéval qu'est aujourd'hui l'Empire allemand devra se transformer et se moderniser. N'avait-on pas raison de dire tout à l'heure que la guerre actuelle conduisait à la paix? A l'anarchie internationale elle substituera l'ordre juridique international : c'est-à-dire l'arbitrage. On a pu croire, à la Haye, que le principe allait en être accepté par tous. Par qui a-t-il été repoussé? Par l'Allemagne. A partir de ce moment, les moins clairvoyans ont pu comprendre qu'elle visait la guerre, ou plutôt qu'elle la voulait.

Sa volonté a prévalu : la guerre a éclaté. Et il a été établi clairement que le devoir des citoyens de l'Europe était d'arracher le monde à l'absolutisme d'un homme, ou de quelques hommes, afin de donner pour fondement solide à la paix une loi internationale établie sur la justice, et un tribunal chargé d'appliquer la loi.

Pour un tel bienfait, de cruels sacrifices auront été nécessaires. Que de sang, que de larmes, que de ruines ! — Mais qui sait si la liberté ne s'achète pas par la douleur ? — Après tout, ces nations libres qui, avec une abnégation héroïque, se sacrifient pour un noble idéal, c'est un beau et sublime spectacle, qui transporte d'admiration. En ces heures inoubliables que nous venons de vivre, tous les citoyens, — toutes les citoyennes, — de France, de Belgique, d'Angleterre, de Serbie, de Russie, ont compris qu'ils étaient gardiens, non seulement de leur nationale indépendance, mais encore de la civilisation mondiale. Ce qui fait la force de nos armées, c'est que tous les combattans savent qu'ils combattent pour cette juste cause.

Quand la victoire aura été obtenue, il faudra reprendre les grandes pensées pacifiques de la France républicaine et démocratique. La guerre qui nous a été infligée est, malgré tout, une offense éclatante au bon sens, à la raison, à la justice, à la pitié. C'est l'*irréparable* pour des milliers de mères et d'épouses innocentes. Et, cependant, nous l'avons acceptée avec confiance, et nul d'entre nous n'a reculé devant l'horreur qu'elle inspire.

Mais, si nous la faisons dans le présent, c'est pour nous en préserver dans l'avenir. Si nous répondons par les armes à la provocation qui nous a été adressée, si un enthousiasme généreux, et presque joyeux, nous anime tous, c'est parce que tous nous savons, — en plus ou moins nette conscience, — que nous luttons pour la paix, et que cette paix sera un affranchissement.

Et ainsi se réalisera, — par la guerre, hélas ! — la parole prophétique de Michelet : « Au XXe siècle, la France déclarera la paix au monde. »

CHARLES RICHET.

LE SAC DE PHOCÉE

ET

L'EXPULSION DES GRECS OTTOMANS

D'ASIE-MINEURE

EN JUIN 1914

Chargé par le gouvernement français d'une mission archéologique à Phocée (1), sur le site de l'antique et illustre cité ionienne qui a répandu dans notre Provence les bienfaits de l'hellénisme et de la civilisation, j'ai été mêlé et j'ai été amené à prendre personnellement une part assez active aux événemens tragiques qui se sont déroulés, au mois de juin dernier, sur les côtes d'Asie-Mineure et qui ont été couverts jusqu'ici par le silence.

J'avais beaucoup vu, recueilli directement et sur le vif de nombreux témoignages. Mais j'avais considéré que, durant l'accomplissement de ma mission, ma qualité officielle me faisait un devoir de n'adresser mes rapports, mes constatations, mes réflexions qu'au gouvernement et à ceux dont je tenais mes fonctions. Cette mission a été brutalement suspendue dans les

(1) Sur la première campagne, en septembre-octobre 1913, voyez : *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, comptes rendus des séances de l'année 1914*, p. 6 et suivantes. — *De la nouvelle à l'ancienne Phocée*, par M. F. Sartiaux, Paris, 1914. La deuxième campagne, commencée le 26 mai 1914, a été brusquement interrompue, le 12 juin 1914, par les événemens dont on va lire le récit.

premiers jours de juillet, quelques semaines avant qu'éclatât le formidable coup de tonnerre qui a bouleversé l'Europe et dont le retentissement vient de se propager jusqu'à ces rivages mêmes de l'Asie. J'estime maintenant qu'en relatant les faits dont j'ai été témoin, en livrant à l'opinion les informations que j'ai rassemblées, je n'engage plus que moi-même. Trop longtemps le silence a été gardé. Il importe à l'histoire, à la justice, à l'humanité, au renom de probité et d'honneur de la France dans le monde, que mon témoignage soit entendu.

Mes notes rédigées au début de juillet avaient un caractère exclusivement documentaire. Refoulant le mépris et la colère qu'avaient soulevés en moi la duplicité et la sauvagerie de ces nouveaux barbares d'Orient, je les avais composées sans passion, dans l'unique souci d'apporter une attestation précise et incontestable. J'aurais pu aujourd'hui développer ce travail, laisser éclater toute mon indignation, attirer l'attention sur les nombreuses et étonnantes analogies qu'appellent les procédés mis en œuvre par les Jeunes Turcs sur cette vieille terre de culture antique et ceux que leurs instigateurs viennent de déchaîner, avec plus de *Kultur* scientifique, mais non moins de barbarie, dans l'Occident latin. On ne peut pas, en effet, ne pas être frappé par le parallélisme des sentimens et des faits, que présentent les ravages turcs en Asie-Mineure et la brutale agression des Allemands sur la Belgique et le nord-est de la France : c'est la même fourberie et la même duplicité diplomatique, le même mépris du droit, le même cynisme, le même mélange d'arrogance et de platitude, le même esprit de destruction à l'égard des antiquités et des œuvres d'art. La haine du Turc pour le Chrétien a son équivalent dans celle du Germain pour le Latin, l'appel à la guerre sainte du Prophète dans l'invocation mystique du vieux Dieu allemand. Les méthodes sont identiques : acharnement à provoquer l'affolement parmi les populations, horreurs perpétrées froidement et méthodiquement par ordre et par devoir. On retrouve l'identité des moyens jusque dans certains détails : comme la propagation de l'incendie dans les villes au moyen de pétrole injecté par des pompes, les méthodes de pillage, la préparation et l'organisation de moyens de transport pour évacuer les produits du vol, etc.

Mais j'ai préféré laisser à mon travail sa forme primitive.

C'est un témoignage que j'ai voulu apporter; c'est ce témoignage que je livre tel quel à l'opinion. Le temps viendra bientôt où les conséquences de cet événement pourront être tirées, où les responsabilités seront nettement établies et où le juste destin frappera les coupables, en même temps que les complices, et accordera à leurs malheureuses victimes la réparation qui leur est due.

I. — L'ALARME, LES MESURES DE PROTECTION.

Le 12 juin dernier, Djavid Bey, ministre des Finances et ministre de l'Intérieur par intérim, faisait les déclarations suivantes (1) :

« S. E. Talaat Bey est parti là-bas (en Asie-Mineure) et les dépêches que je reçois de lui prouvent que déjà l'ordre se rétablit et que l'émigration de la population grecque a cessé.

« Notez que ces désordres, même dans les pires cas, se sont traduits simplement par une panique et par le départ en masse de la population de certains villages, quelquefois dépouillée de ses bestiaux ou forcée de les vendre à vil prix, mais sans jamais qu'il y ait eu à déplorer aucune violence. »

Le 18, Saïd Halim Pacha, grand vizir et ministre des Affaires étrangères, écrivait aux ambassadeurs des Grandes Puissances à Constantinople (2) :

« Votre Excellence, qui connaît l'esprit dont est animé le gouvernement ottoman, sait, assurément, ce qu'il faut penser de ces assertions (des agences grecques). Et, d'abord, il va de soi que la population sédentaire d'Anatolie, dont le caractère est d'une tranquillité et d'une douceur proverbiales, doit être naturellement et complètement mise hors de cause.

« Qu'un malaise passager ait résulté du contact soudain avec certaines populations de l'empire de milliers d'hommes ruinés, désespérés et poussés à l'émigration par des persécutions et des excès, hélas! indéniables, c'est un fait malheureusement fort explicable; mais il est de notoriété publique que la sollicitude du gouvernement s'appliqua immédiatement à dissiper le malaise et s'y appliqua avec fruit.

« Son Excellence Talaat Bey, ministre de l'Intérieur, après

(1) *Le Temps*, 14 juin 1914.
(2) *Ibid.*, 24 juin 1914.

avoir rapidement, par sa présence et ses énergiques décisions, rétabli l'ordre *dans le Vilayet d'Aïdin* et le sandjak de Tchataldza, s'est rendu dernièrement, dans le même but, dans la région d'Aivali et d'Erémit, et des dépêches de lui, qui ont été rendues publiques, dénotent que présentement l'ordre règne de la façon la plus absolue et que *dans le passé rien ne fut commis ni mis en pratique, qui justifie, à quelque degré que ce soit, l'emploi des mots excès et persécution.* »

Pendant que la presse européenne enregistrait ces affirmations, voici ce qui se passait dans la réalité. Je commence par les faits dont j'ai été témoin oculaire.

Après avoir séjourné à l'ancienne Phocée en septembre et octobre 1913, je m'y suis installé de nouveau le 26 mai dernier. La vie la plus paisible, la plus heureuse, s'épanouissait parmi les senteurs des rosiers et des jujubiers ; l'entente la plus parfaite régnait entre Turcs et Grecs ottomans. Aucune provocation, aucune molestation n'avaient interrompu le cours de l'existence calme et souriante de cette brave population, qui me faisait un accueil joyeux. Les travaux avaient commencé sous d'heureux auspices et promettaient d'excellens résultats.

Le jeudi 11 juin, au matin, j'étais occupé à surveiller un chantier de fouilles situé dans une vigne, près du chemin qui mène de Smyrne à Phocée, quand je vois la route se couvrir d'une longue théorie de paysans portant quelques hardes et s'enfuyant vers la ville, le visage contracté par la peur, et faisant des gestes éperdus. Je les interroge. Ce sont des Grecs ottomans des environs ; leurs villages, qui reposent au soleil, au flanc des collines, dans l'intérieur, jusqu'à une vingtaine de kilomètres de Phocée, ont été attaqués par des bandes de Turcs ; un grand nombre ont été tués ou blessés, les survivans se hâtent vers la mer, ou viennent nous demander asile. Les femmes allaitent leurs enfans en marchant, des vieillards sont juchés sur le dos des jeunes gens, quelques ânes portent de misérables ballots. La procession lamentable s'égrène jusqu'au soir. La panique gagne notre ville. Le Conseil des Anciens se réunit et décide d'envoyer en secret un messager à Smyrne, pour donner l'alarme et quérir du secours.

Le lendemain, à dix heures du matin, je mettais au point, à ma fenêtre, mon journal de fouilles, quand j'entends des cris ; j'aperçois sur la grève un flot humain se précipiter sur les

caïques (1) amarrés dans le port et hisser les voiles. Un de mes compagnons, le peintre Charles Manciet, peignait une toile dans une des plus vieilles rues de la ville ; des femmes bavardaient, les enfans jouaient sur le pas des portes. Tout à coup, il assiste à une violente panique ; un mot a circulé de bouche en bouche : « Ils arrivent. » Ce sont des cris, une fuite éperdue; on se réfugie dans les maisons, on verrouille les portes; quelques instans après, la rue est déserte. Manciet a été emporté par le flot à vingt pas de son chevalet.

Je reçois alors la visite d'un notable de la ville, un des plus considérés et des plus aimés par notre petite colonie. Il vient me révéler la gravité de la situation. Deux messagers turcs étaient arrivés à Phocée à quatre heures du soir, le mercredi 10 juin : le commandant de la gendarmerie de Ménémen et un ancien *mufti* (2) de Phocée. Une réunion s'est tenue chez le *mulazim* (3), à laquelle assistaient les *caïmacam* (4), les *mudirs* (5) de la dette publique et de la régie des tabacs, le président de la municipalité, les *mouktars* (6) et les principaux notables musulmans. Le secret a été trahi par deux Turcs, dont il me donne les noms. Il s'agissait d'arrêter les mesures de détail pour l'exécution des ordres préparés trois semaines auparavant par S. E. Rahmy Bey, gouverneur général du *vilayet* (7), au cours d'un voyage qu'il a fait dans les villes et les villages de sa circonscription. Sur tous les points où il est passé, le sang a été ou sera bientôt répandu, les flammes vont s'élever. Mon interlocuteur, le plus riche propriétaire de l'ancienne Phocée, a été condamné à mort, ses biens sont parmi les plus menacés. Le 11, les villages grecs des environs : Gören-Kieui, Souïoudjak, Bagh-Arassi, Vari doivent être attaqués ; la nouvelle Phocée, une petite ville de 7000 habitans dont 6 000 Grecs, située à trois heures et demie de l'ancienne Phocée, au Nord, sera mise à sac pendant la nuit du 12 au 13. Mon ami va s'enfuir secrètement et me demande de faire tous nos efforts pour protéger ses propriétés. Un second notable fait auprès de moi une démarche identique.

(1) Petits voiliers.
(2) Prêtre musulman.
(3) Officier de police.
(4) Gouverneur de l'arrondissement.
(5) Directeurs.
(6) Chefs.
(7) Province.

Je comprends alors que la procession des malheureux expulsés, dont j'ai été témoin la veille, n'est que le résultat de la mise en œuvre d'un programme beaucoup plus vaste, qui a bien été exécuté à la date fixée. Quelques réfugiés de la nouvelle Phocée, qui se sont enfuis par la montagne et nous arrivent peu à peu, confirment que, là aussi, l'œuvre de désolation a été accomplie à l'heure dite. Nous sommes isolés dans un cercle de dévastation et de mort.

Je réunis aussitôt mes trois compagnons français. Nous délibérons en hâte. Tenterons-nous d'organiser une résistance ? Tous les Grecs ont été désarmés depuis de longs mois ; quiconque était trouvé acquéreur ou possesseur d'armes ou de munitions devait être traduit en cour martiale et condamné à la prison. Les hommes valides ne sont pas nombreux, la plupart étant au service militaire ou ayant émigré pour l'éviter. La ville est sans défense ; les bandes vont se répandre des collines environnantes ; pendant qu'un peloton essaierait d'en arrêter quelques-unes, les autres envahiraient les maisons et massacreraient femmes et enfans. Il ne s'agit pas d'un mouvement insurrectionnel ou d'un déchaînement local de fanatisme religieux, mais de l'exécution d'ordres émanant du Gouvernement ; si nous résistons, nous n'exciterons que davantage une volonté bien arrêtée ; si nous réussissons à écarter l'ennemi pendant quelque temps, la troupe régulière viendra (comme elle le faisait à l'instant même dans la petite ville de Séren-Kieui, d'où nous arrivaient quelques échos) et elle nous achèvera. Il est donc impossible de songer à arrêter le mouvement. Nous ne pouvons que chercher à en atténuer les ravages.

Notre parti est pris : calmer les esprits autant qu'il nous sera possible et tâcher de faire régner un peu d'ordre ; hisser notre pavillon et donner abri sous sa protection à autant de monde que nous pourrons. Nous sommes quatre ; outre la maison que j'occupe et celle qu'habite depuis quelque temps déjà l'un d'entre nous, nous en occuperons deux autres parmi les plus intéressantes à protéger.

Nous nous rendons aussitôt chez le *caïmacam* Fehrit Bey, un gros homme au visage inerte, sans initiative, sans caractère, qui a reçu il y a quelques semaines à peine le gouvernement du *caza* (1) de Phocée en remplacement d'Em. Ball, son prédé-

(1) Arrondissement.

cesseur, un de mes amis du mois de septembre dernier, homme énergique, loyal, qui a été exilé à la fin de février, sans qu'on ait pu m'en donner aucun autre motif que son manque de fanatisme à l'égard des *rayas* (1). Je fais connaître à Fehrit Bey que la situation est très grave. En l'absence de toute mesure émanant de l'autorité, nous avons décidé de hisser le pavillon français sur quatre maisons nous appartenant, le rendant responsable de tout ce qui se passera sous nos toits. Il nous regarde d'un air surpris, nous répond, dans des termes analogues à ceux qu'employait à ce même moment Djavid Bey : qu'il n'y a rien à craindre et que le calme le plus absolu règne dans son *caza*. Il s'étonne que nous possédions un si grand nombre de maisons. Je lui réponds que je n'ai pas d'autres explications à lui fournir et que j'exige la protection de nos propriétés. Il insiste, nous disant que, si nous craignons pour notre sécurité, il nous donnera bien volontiers asile au *konak* (2). Nous nous levons tous quatre indignés, en lui répondant qu'il paraît connaître bien mal le caractère français. Devant notre insistance, il nous fait donner quatre gendarmes, accompagnés d'un commissaire, qui ont pour mission de monter la garde devant nos maisons.

L'après-midi se passe à confectionner par des moyens de fortune les pavillons, que nous faisons flotter au-dessus de nos portes, à effectuer notre déménagement, à aider les malheureux à entasser leurs ballots dans nos maisons trop petites, et à essayer de calmer la terreur qui les envahit. Je suis rempli du sentiment qu'on éprouve devant un malade irrémédiablement condamné, qu'on entoure de soins et d'illusions, le visage tranquille et serein, alors que la douleur poignante vous étreint.

A la fin de la journée, des crieurs publics parcourent les rues désertes, informant la population que la sécurité absolue règne dans le pays et que toute inquiétude doit être bannie. A ce moment arrive dans le port une petite canonnière, sur laquelle ont pris place l'évêque de Xanthoupolis et le secrétaire de la métropole (3) de Smyrne, M. Coronopoulo, avec une escorte de quelques gendarmes. Notre messager est bien arrivé dès le matin

(1) Chrétiens sujets ottomans.
(2) Sous-préfecture.
(3) Archevêché.

à Smyrne. Le métropolite, Mgr Chrysostome, a fait aussitôt une démarche pressante auprès du *Vali* (1), lui a exposé la situation où se trouvait la ville, isolée au milieu d'une région dévastée et saccagée, et l'a supplié de venir à son secours. La nouvelle de la destruction de la nouvelle Phocée, de tous les villages du *caza* était arrivée déjà à Smyrne. Le télégraphe fonctionnait régulièrement entre les deux Phocées et le chef-lieu du vilayet; la plupart des centres de la province étaient à feu et à sang. Rahmy Bey, niant l'évidence, avec ce cynisme dont les autorités ne se sont pas départies pendant toute la durée des événemens, avait cherché à rassurer le métropolite, lui affirmant que Phocée ne courait aucun danger et que l'ordre le plus parfait régnait dans la région. Sur l'insistance de l'évêque, il avait consenti à mettre à sa disposition une canonnière, sur laquelle monteraient des envoyés de la métropole, chargés de calmer les esprits (2). C'est à ce titre, à six heures du soir, que l'évêque et le secrétaire arrivent au milieu de nous. Le *caïmacam* les reçoit, le sourire aux lèvres, et renouvelle dans des termes identiques les assurances données par le *Vali*.

A ce moment même, mes compagnons braquent leurs lunettes sur la ligne des sommets des collines et aperçoivent au loin des points noirs, qui descendent vers la ville. Je les rejoins, je reconnais des paysans turcs avec leurs montures, armés jusqu'aux dents, qui s'avancent, en masquant autant que possible leurs mouvemens derrière les rochers. Nous donnons l'ordre à nos protégés de rentrer dans les maisons, dont nous verrouillons les portes avec soin. Un millier de malheureux sont entassés dans nos chambres et dans nos sous-sols.

II. — LE SAC.

Le premier coup de feu éclate vers huit heures du soir. J'entends les chocs sourds des haches et des crosses, défonçant les portes de la maison attenant à la mienne; des cris de détresse, des hurlemens de douleur alternent avec le crépitement de la fusillade. L'odeur de la poudre remplit bientôt ma chambre. La maison n'a pas d'étage, impossible d'en défendre les accès. Si le gendarme posté devant la porte ne se fait pas obéir, si notre

(1) Gouverneur général de la province, Rahmi Bey.
(2) Je tiens ces détails de M. Coronopoulo et de Mgr Chrysostome lui-même.

drapeau n'est pas respecté, nous sommes infailliblement massacrés. Je prends une arme, décidé à vendre très cher nos vies, si la porte est enfoncée. La sinistre veillée commence, la nuit se passe dans l'angoisse. Les réfugiés tremblent et se lamentent. On vient sans cesse me demander avis, les femmes se jettent à mon cou, les enfans pleurent. *Ti tha kâmome* : Que faire? *Na mas voïthisi o théos!* Que Dieu nous vienne en aide! J'essaie de leur communiquer la confiance qu'ils doivent avoir dans le drapeau de la France. Au dehors, retentissent dans la nuit les cris des victimes, les hurlemens des chiens, le piétinement des chevaux, les coups secs des armes à feu. Vers le matin, un peu de calme se rétablit : nous avons été épargnés. J'entr'ouvre prudemment un volet : les cavaliers défilent devant ma fenêtre, le fusil en bandoulière, les revolvers et les coutelas à la ceinture. Je sors sur le pas de la porte : de grandes flammes s'élèvent du centre de la ville, bien au-dessus des noirs cyprès; un gros nuage de fumée obscurcit le ciel rose devant le soleil levant. J'ai su, peu de temps après, que l'incendie avait été allumé au moyen de la pompe à incendie remplie de pétrole. Les maisons verrouillées, où le feu a été mis, étaient remplies de monde. Je rejoins mes compagnons; les balles sifflent à nos oreilles; nous assistons au spectacle le plus atroce qu'on puisse imaginer.

Les portes, les volets, soigneusement clos, sont enfoncés; des hurlemens s'élèvent, des êtres hagards s'enfuient, les vêtemens déchirés, le visage en sang; les blessés se traînent sur le seuil. Les agresseurs, qui ont pénétré par force dans les maisons, en sortent, les bras encombrés de ballots, qu'ils entassent en hâte dans les grandes corbeilles que portent leurs montures. Un de nos amis, Panayotis Panayotakou, est chez lui, tout près de nous, avec sa sœur et sa fille; des Turcs enturbannés font irruption dans sa maison; je vois sa haute stature se dresser devant les deux femmes; il étend les bras pour les protéger; un coup de feu en plein ventre le fait chanceler; il s'avance vers la mer, à peine a-t-il fait quatre pas qu'un second coup de feu dans le dos le couche à terre; sa sœur s'enfuit, on la poursuit, on la noie dans la mer; sa fille se précipite vers nous en hurlant de peur, nous l'abritons dans une de nos maisons. La panique est telle qu'une autre jeune femme se noie devant nous, en un point du rivage où l'eau n'atteint pas plus de 60 centimètres. La foule se précipite vers les quais, cherchant des yeux des

embarcations pour fuir : depuis la veille, elles ont presque toutes disparu. Des cris d'épouvante répondent aux coups de feu. Je renonce à décrire toutes les scènes dont nous sommes les témoins. Le quartier que nous habitons est situé au bord de la mer, les maisons s'y espacent, entourées de jardins; la région est dégagée et il est relativement facile de fuir et d'échapper aux meurtriers. Que s'est-il passé dans le labyrinthe des ruelles étroites, où la masse de la population est terrée? Quelles atrocités ont été accomplies dans l'ombre, loin de nos regards accusateurs? On ne le saura jamais.

Je domine bientôt mon émotion et j'observe nos agresseurs. Plusieurs s'approchent de moi et me tendent la main. J'en reconnais quelques-uns; l'un de nos compagnons, qui habite la région depuis de nombreuses années, en reconnaît davantage. Ce sont tous des paysans des villages turcs des environs : Oulo-Bounar, Cöz-Beïli, Ichik-Kieui, Iéni-Kieui, que j'ai longuement visités à la recherche d'antiquités. Ce ne sont ni des émigrés de Macédoine, ni des bandits de profession : c'est la population, d'ordinaire si calme, si paisible et si honnête, dont la tranquillité et la douceur sont proverbiales, ainsi que l'écrivait très justement S. A. Saïd Halim pacha; j'ai maintes fois reçu leur bonne hospitalité. Ils n'agissent pas de leur propre mouvement; c'est de toute évidence; eux-mêmes nous le disent : « Nous avons reçu des ordres, nous les exécutons, ce n'est d'ailleurs que justice. » Ils pillent, incendient, tuent froidement, sans haine, en quelque sorte avec méthode. A leur tête sont deux individus bien connus dans le pays comme membres actifs du Comité local Union et Progrès. Ils remplissent un programme, qui leur a été tracé au nom des intérêts supérieurs de l'empire et de la religion. Le pillage, les vengeances individuelles, le viol sont leur salaire.

Quelle est la main qui dirige ces malheureux? Les armes dont ils sont pourvus sont des fusils de l'État, des fusils Martini et des mousquetons d'artillerie. Qui les a munis en si grande quantité d'armes et de munitions d'ordonnance? Les autorités locales sont de connivence; car aucune mesure de protection n'a été prise, et, sauf nos quatre gendarmes, aucun homme de la garnison, qui s'élève à une trentaine, aucun officier n'a fait seulement un geste pour empêcher un meurtre ou un acte de rapine. Le gouverneur général Rahmy Bey a été avisé en temps utile; une poignée d'une cinquantaine d'hommes, jointe à

trente gendarmes de Phocée, eût arrêté le mouvement; que dis-je, un seul envoyé, porteur d'un ordre supérieur, eût suffi; le geste de nos quatre gendarmes a bien protégé complètement nos maisons. Rahmy Bey n'est pas seul en cause. C'est toute la côte, depuis Ismidt, à l'est de la mer de Marmara, jusqu'à Tchesmé, au sud de Smyrne, qui est ravagée de la sorte. Le *Vali* de Brousse, le *Mouttessarif* (1) des Dardanelles sont également impliqués, comme l'a été, quelques semaines auparavant, le *Vali* d'Andrinople. L'organisation commande donc aux gouverneurs généraux des provinces. Il y a à peine cinq ans, le gouvernement jeune-turc inaugurait la Constitution par le massacre de 25 000 Arméniens à Adana et à Tarse, en présence des croiseurs des Grandes Puissances; en 1895, 150 000 Arméniens étaient massacrés dans l'empire, dont un grand nombre sous les yeux mêmes des ambassadeurs à Constantinople. Pouvons-nous espérer que l'Europe s'intéressera au sort de cette malheureuse population d'Asie-Mineure, dont les droits sur le pays et les traditions antiques constituent, en dehors du sentiment d'humanité, des titres de bienveillance et de pitié bien faibles en regard des multiples intérêts qui divisent les Puissances?

Ces pensées nous oppriment pendant qu'autour de nous se déroule la lamentable tragédie. L'évêque de Xanthoupolis et les malheureux qu'il protège viennent d'être attaqués par une bande. Le gendarme de son escorte, Achmet, qui le protège, s'avance et veut arrêter les agresseurs : « C'est l'envoyé du *Vali*, s'écrie-t-il, sa personne est inviolable! » — « Peu nous importe, lui répond-on ; nous, nous avons des ordres directs du *Vali*. » Et l'évêque, ainsi que sa suite, subissent les pires violences. Sur le quai, où nous avons organisé trois chantiers d'embarquement et rassemblé avec peine une dizaine de barques, destinées à faire la navette entre la côte et deux grands navires, arrivés la veille au soir pour charger du sel, s'établit un cordon de meneurs de la bande. Ils veulent s'assurer que toute la population quittera effectivement la ville, et surveiller pour cela l'opération. Ils en profitent pour exercer sur les malheureux, au moment où ils s'apprêtent à monter dans les barques, les dernières brutalités. Sous prétexte de s'assurer qu'ils ne possèdent pas d'armes ou de les leur enlever, ces misérables dépouillent leurs victimes

(1) Préfet.

de leur dernier avoir. Ils arrachent par la force à de vieilles femmes des paquets de hardes, qu'elles veulent emporter dans leur exode, fouillent hommes, femmes, enfans, pour leur prendre les bourses ou les petits paquets de bijoux qu'ils ont dissimulés. La colère nous gagne et nous enjoignons à un officier de gendarmerie, qui contemple impassiblement ces scènes, de mettre fin à ces actes honteux. Il ne nous répond pas. Nous lui déclarons énergiquement que, si ce brigandage continue, nous abattrons le premier qui s'en rendra coupable et qu'il ne sera pas lui-même épargné. Cette menace, le ton sur lequel nous l'avons proférée suffisent : autour de nous aucun expulsé n'est plus molesté; mais il n'en est pas de même plus loin de nos yeux.

A ce moment, les blessés commencent à affluer dans nos maisons; un grand nombre ont été embarqués en hâte, sans que nous ayons pu leur donner nos soins, surtout dans la partie de la ville située en dehors de nos chantiers. En l'absence de tout médecin (le médecin municipal était alors occupé à prendre part au pillage, il est accusé de plusieurs meurtres), nous prenons sur nous d'effectuer de hâtifs pansemens. Nous pouvons affirmer qu'à part deux ou trois exceptions, tous ces blessés ont dépassé soixante ans. Il y a parmi eux de vieilles femmes de quatre-vingt-dix ans, qui ont reçu des coups de fusil; une septuagénaire est étendue dans la rue, paralysée par les coups qu'elle a reçus : elle présente deux grandes plaies au crâne causées par des crosses de fusil, ses mains sont tailladées, sa face tuméfiée. Une jeune fille, à qui les agresseurs ont réclamé de l'argent, ayant donné tout ce qu'elle possédait, a été gratifiée de deux coups de couteau, l'un à l'avant-bras, l'autre au bas des reins; la dernière de ces plaies est profonde. Un vieillard absolument impotent a reçu un tel coup de crosse de fusil sur la main gauche que ses doigts ont éclaté. Un autre a reçu un coup de couteau sur le crâne et n'a dû qu'à un mouvement fortuit de n'avoir pas la gorge tranchée par un second coup, qui lui a entamé le menton. Un vieillard paralytique a été trouvé cloué sur son lit, assassiné sans défense. Une femme nous est apportée mourante : elle a été violée par dix-sept Turcs. On nous affirme que les misérables ont emmené avec eux, dans la montagne, plusieurs jeunes filles, sous les yeux desquelles on avait tué le père et la mère. Ainsi que l'a écrit mon compagnon

Manciet, nous avons ainsi, comme aux temps les plus barbares, toutes les caractéristiques du sac d'une ville : le vol, le pillage, l'incendie, le meurtre et le viol.

III. — EXODE ET PILLAGE.

Pendant toute la journée du samedi 13 juin, jusque vers sept heures du soir, se déroulent simultanément les scènes de ces deux grands actes du drame : le navrant exode, le pillage éhonté.

Trois mille huit cents Grecs ottomans sont partis pour Salonique par le premier des navires, deux mille environ par le second pour le Pirée. J'ai télégraphié dès le matin à Smyrne pour qu'on nous envoie d'autres bateaux; il y a, en effet, sept mille Grecs à l'ancienne Phocée (7077, d'après la statistique turque officielle de 1913); des réfugiés des villages environnans se sont joints à eux; les deux premiers navires ne pouvaient suffire. Deux remorqueurs envoyés sans délai par un généreux Français de Smyrne, M. Guiffray, arrivent sous nos pavillons, dans l'après-midi, et repartent chargés pour Mytilène.

A mesure que nos maisons se vident des réfugiés de la veille, elles se remplissent de nouveaux venus, qui ne se sentent à l'abri des violences que sous nos toits. Ils ne doivent la vie qu'à l'abandon total de leurs biens, la plupart ont les vêtemens déchirés, un grand nombre sont ensanglantés; dans la violence de l'attaque, de l'expulsion, ils ne peuvent même pas emporter du pain pour la route.

De riches notables du pays s'enfuient nu-pieds, ils ont été dépouillés même de leurs chaussures; les enfans pleurent, à la recherche de leurs parens; nous cachons à une mère le meurtre de ses deux bébés; nous ramassons dans la rue un enfant né de quelques jours à peine, dont nous ne pouvons retrouver la mère et que nous confions à une femme qui allaite son petit. Des femmes se jettent à notre cou, nous suppliant de retrouver leur époux, leur père, leurs filles, violées et enlevées. Les scènes les plus émouvantes sont les adieux de nos vieux et excellens amis. Les uns me prennent dans les bras et, les larmes dans la voix, me disent leur éternelle reconnaissance; les autres dominent leur douleur, me tendent leurs deux mains, et leurs doux et bons regards, fixés longtemps dans le mien, plongent jus-

qu'au fond de mon cœur en un dernier et muet adieu...

D'immenses troupeaux de chèvres noires, de brebis, passent en soulevant la poussière, encadrés par des cavaliers, qui les poussent brutalement le long du quai ou à travers les champs. Le nombre des têtes de bétail du caza (brebis, chèvres, chevaux, mulets, ânes, vaches, bœufs, chameaux) s'élève à 20000. Une colline entière, qui s'étend sur un promontoire de 600 mètres de long, en est entièrement couverte et fourmille au loin de points blancs, noirs et roux.

Dans les maisons évacuées (il y en a 1250 appartenant aux expulsés), les pillards poursuivent leur œuvre. Le but essentiel est de se saisir d'abord de l'argent et des bijoux. Les gros meubles, les immeubles restent là, il sera toujours temps plus tard d'en prendre possession, quand la ville aura été désertée : les camarades de Phocée sont là d'ailleurs pour le faire, c'est une vaste entreprise où l'on partage les bénéfices. Il importe avant tout que l'argent liquide et les objets de valeur ne puissent échapper avec les fuyards. C'est un mot d'ordre, on l'exécute avec méthode. Que de malheureux ont perdu la vie pour avoir voulu dissimuler leurs trésors! L'un d'entre eux vient trouver deux de mes compagnons : il a caché 500 livres turques (11500 fr.) dans sa cave; la maison est loin, dans le vieux quartier de la ville, il ne peut songer à aller le chercher. Mes camarades décident audacieusement de l'accompagner. Ils partent, sans arme, avec le propriétaire; un Turc est en train de fouiller la demeure; ils le chassent et montent la garde pendant que le malheureux, tout tremblant, va retirer sa petite fortune. Dès qu'ils quittent la maison, deux bandes armées les entourent. Devant l'attitude énergique et méprisante de mes compagnons, elles s'écartent et n'osent les toucher.

A l'intérieur des maisons règne un désordre indescriptible : les meubles, les tiroirs, les malles gisent à terre, défoncés ou éventrés; on a fouillé partout, on a enlevé en hâte tout ce qu'on a trouvé de plus précieux ou de plus facile à transporter. Un Turc parade à cheval le long du quai, arborant au-dessus de sa tête deux ombrelles, qu'il est fier d'avoir dérobées à une malheureuse.

Les boutiques, épiceries, magasins d'étoffes, cordonneries, dépôts d'huile et de vin, pharmacies, cafés, etc., sont entièrement évacués; des tas de riz, des monceaux de savon, des blocs

de sucre, le contenu bariolé de flacons pharmaceutiques sont répandus dans les rues. Mais les casiers, les comptoirs, les meubles indispensables à la reprise du commerce sont respectés. Là aussi, un mot d'ordre a été donné. La méthode est frappante : les maisons doivent être réoccupées : c'est le second acte du programme. Les immeubles, comme les biens, doivent être régulièrement partagés entre les émigrés turcs, qui viendront bientôt d'Europe, entre les exécuteurs et les organisateurs.

Dans les églises, des violences ont été exercées sur les objets du culte et les icônes détestés; la haine de religion s'est satisfaite en partie ; mais ce que convoitent surtout les pillards, ce sont les objets d'or et d'argent, les ornemens des volets d'iconostase, qu'ils arrachent et entassent dans leurs paniers : ils les vendront plus tard, à Smyrne, dans les grandes villes, au poids du métal, au profit de qui de droit.

Seules, les propriétés juives (12 maisons appartenant à environ 50 personnes) ont été épargnées. Le fait et le procédé sont instructifs et doivent être notés. Un chiffon de toile blanche a été noué sur chacune des portes israélites. Devant ce signe, les pillards se sont immédiatement arrêtés. Il y a donc eu entente à l'avance, les juifs ont été dans le secret. Nouveau témoignage de la discipline avec laquelle l'opération a été menée. Ce n'est ni la race, ni la religion qui les ont fait respecter; on sait que juifs et chrétiens se valent devant Allah; ce sont tous au même titre des infidèles, dont la vie et la propriété comptent peu devant l'intérêt supérieur de l'État ou du Croissant. S. E. Rahmy Bey est un *dunmé* de Salonique, un descendant d'israélites convertis à l'islamisme, il y a deux ou trois siècles. Est-ce à lui que les juifs doivent d'être sains et saufs ? Je n'en sais rien ; il faudrait vérifier si la même mesure a été prise dans les autres vilayets. La plus grande part de cette bienveillance revient certainement aux hautes influences israélites au sein du Comité Union et Progrès et à un mot d'ordre venant des loges maçonniques.

Tandis que les malheureux, qui, depuis des siècles, ont lentement accumulé sur la douce terre d'Ionie le fruit de leur travail, leur épargne, leurs souvenirs, s'éloignent sur nos navires, qu'ils jettent un suprême adieu au sol qui les a vus naître et qui les a nourris, aux tombes qu'ils abandonnent derrière eux; tandis qu'ils saluent du regard le pavillon du généreux pays,

qui les a secourus dans leur navrante misère, d'autres caravanes s'organisent et lentement se mettent en marche sur la route qui va de Phocée vers l'intérieur : ce sont les troupeaux volés, les ânes, les chevaux, les charrettes, les chameaux chargés du butin, du produit du pillage, qui regagnent, dans la paix et le silence du soir, les villages quittés la veille. Ces villages sont trop petits pour tout contenir; quelques centaines d'habitans ne peuvent se partager les biens de plus de 7000 personnes : une part ira sans doute à ceux qui l'ont si bien gagnée, le reste sera expédié au centre de distribution, où les lots seront équitablement répartis.

A sept heures du soir, tout est fini. La catastrophe est accomplie. L'opération a duré à peine vingt-quatre heures. Les organisateurs doivent être satisfaits! Le coup a été bien monté, pas un accident ne s'est produit en cours d'exécution; aucun Turc n'a été même blessé; l'entreprise a été menée de main de maître. Les hordes ottomanes du moyen âge peuvent rendre des points à leurs descendans du XXe siècle.

J'aperçois tout à coup un petit navire qui entre dans le port. C'est de la troupe envoyée de Smyrne. Je m'étonne : songerait-on à faire croire que des mesures de protection ont été prises? J'en cause avec un haut fonctionnaire de l'administration turque, qui, sous les apparences d'une grande xénophilie, passe aux yeux de tous pour avoir été, dans l'ombre, un des organisateurs du mouvement. « Vous n'y pensez pas! » me répond-il, et sans se rendre compte immédiatement de la portée de ce qu'il me dit, il ajoute : « On a estimé qu'en raison de l'importance de la population grecque de Phocée la ville offrirait une certaine résistance; qu'un certain nombre de paysans réussiraient à se procurer des armes et à se retirer sur les collines, d'où ils viendraient ce soir faire une attaque contre les musulmans. La troupe a été envoyée pour parer à cette éventualité... » Nous avions raison, hier, de nous refuser à toute résistance : nous eussions été tous massacrés!

La ville est maintenant déserte. A part deux serviteurs et leur famille, et quelques malheureux égarés ou terrés derrière les rochers, à part quelques impotens qui ont dû être momentanément abandonnés, il n'existe plus un seul Grec sujet ottoman à Phocée. Trois mille ans d'histoire viennent de se clore. Les bandes ont évacué le terrain de leurs exploits; les Turcs de

Phocée (un millier environ) sont parqués dans le petit quartier qu'ils se sont réservé jusqu'ici et d'où aucun écho ne nous arrive. Les rues sont teintes de sang, maculées par les débris du saccage. La fumée monte encore, avec quelques flammes, des maisons incendiées.

J'erre seul dans la ville désolée, une immense tristesse m'accable. Je passe devant les seuils hospitaliers, où tant de mains amies ont serré les miennes. C'est ici que je prenais souvent, le matin, en devisant gaiement, un verre de lait frais. Sur cette petite place, qu'entourent les coquettes maisons ornées de fleurs, les enfans gambadaient en jouant; je leur jetais des cerises et leur distribuais des bonbons. Devant cette porte éventrée, je rencontrais souvent ce petit garçon aux grands yeux noirs, à la chevelure blonde que je caressais doucement. Là, une femme jeune et belle, un collier de sequins autour de son cou ambré, allaitait son marmot; elle me contait l'isolement où la guerre l'avait mise; est-elle aux mains des ravisseurs, pleure-t-elle dans l'exil, ou dort-elle, après une lutte sauvage, dans l'éternel repos des choses?

Le bruit de mes pas résonne seul dans le vide et le morne silence. Des sanglots me prennent à la gorge, des larmes me montent aux yeux, le désespoir des grands deuils me serre le cœur.

IV. — LA CROIX ROUGE. — A LA NOUVELLE PHOCÉE, A MYTILÈNE. — RETOUR A PHOCÉE, J'EN SUIS CHASSÉ. — LA VISITE DES DROGMANS DES AMBASSADES, LA MISE EN SCÈNE. — ENVOI D'ÉMIGRÉS TURCS DE MACÉDOINE.

Mais il faut rentrer dans l'action, repousser le passé derrière moi. Je laisse mes trois compagnons et, le 14, je rejoins Smyrne pour y propager l'alarme et jeter mon appel à l'Europe indifférente. J'y trouve le plus chaleureux accueil des Grecs ottomans et de toute la colonie étrangère. Le 18, je pars sur un remorqueur de M. Guiffray, chargé de pain et de vivres; nous hissons le pavillon français et celui de la Croix Rouge, fabriqué au moyen d'une serviette et d'un morceau de toile rouge; nous longeons la côte, depuis Panhaghia Bournou jusqu'à la nouvelle Phocée, recueillant des épaves humaines, distribuant des secours. Je touche à l'ancienne Phocée, où mes compagnons me mettent au courant de ce qui s'est passé depuis mon départ. Puis je

veux visiter la nouvelle Phocée, où 6 500 Grecs ont subi le sort de leurs frères de l'ancienne Phocée.

J'y descends avec un interprète et deux amis de Smyrne, et me rends au *konak* chez le *mudir*. « Effendi, lui dis-je d'un ton énergique, je viens ici de la part du Consulat général de France, me rendre compte des événemens qui se sont produits dans votre ville. Veuillez répondre à mes questions. » Mon attitude produit l'effet que j'en attendais. Sans oser me fixer dans les yeux, il lève vers moi un regard apeuré, ses mains tremblent. Je suis presque seul et sans arme, au milieu de plusieurs centaines de bandits. Quelle étonnante autorité l'honneur n'a-t-il pas sur la lâcheté! « Les événemens? me répond-il, d'une voix blanche. Mais il n'y a pas eu d'événemens ici. » — « C'est étrange, Effendi, ce que tu dis là. Tu sais bien que ce n'est pas vrai. Que sont devenus les chrétiens? Quand sont-ils partis? » répliquai-je d'un ton courroucé. — « Ah! les chrétiens, oui, c'est vrai, ils sont partis, ...ils sont partis..., l'autre jour, jeudi dernier; mais de leur plein gré, personne ne les a forcés; j'ai des signatures qui le prouvent, sur un grand cahier. Il ne s'est rien passé. » — « Vraiment! Eh bien! nous allons voir : j'ai dans ma poche une liste d'une soixantaine de morts au moins et plus du double de blessés. Ils se sont sans doute massacrés eux-mêmes, dans la hâte du départ! Donne-moi deux gardiens et visitons la ville. » Il m'accompagne avec le capitaine du port et une escorte de deux gendarmes.

Le sac avait eu lieu exactement sept jours auparavant. La ville en révélait encore nettement les traces. L'état des maisons, des rues, des boutiques, des églises, dénotait des actes de sauvagerie, au moins égaux à ceux qui s'étaient accomplis à l'ancienne Phocée. Le port est petit, quelques caïques seulement y sont d'ordinaire amarrés. La fuite a dû être beaucoup plus difficile et plus sanglante. On m'avait dit d'ailleurs que, dans la réunion tenue à l'ancienne Phocée, le mercredi 10 juin, ordre avait été donné, sur l'insistance d'un des notables de notre ville, de dériver une partie des bandes sur la nouvelle Phocée. Inutile de décrire davantage ce que j'ai vu. Nous recueillons deux malheureux : un vieux de 75 ans, gisant dans sa cour, pieds nus, depuis sept jours, et une vieille femme de 70 ans, affalée sur le pas de sa porte, où elle était restée inerte à la suite des coups dont on l'avait chaque jour accablée, pour obtenir d'elle

le secret de ses trésors. L'un et l'autre ne s'étaient nourris que de quelques croûtes de pain et de l'eau de leur cruche : aucun Turc de la ville ne leur avait donné le moindre secours.

Nous chargeons sur notre dos ces épaves humaines et nous les transportons dans notre bateau, qui bientôt fait route vers Mytilène. Vers le milieu du voyage, à environ 15 milles de la côte, nous recueillons un caïque en perdition, contenant un chargement de chèvres et trois malheureux fuyards en provenance de la côte.

Nous sommes environ soixante-dix personnes à bord; les uns avaient erré depuis plusieurs jours, affolés, dans la montagne, pour échapper à la mort brutale; d'autres ont été retrouvés dans des ruelles, dans des cours, dans des jardins. Il y a une vieille femme de 99 ans, que nous avons enveloppée dans une couverture; elle a reçu deux coups de feu dans le bras, les blessures sont profondes et suppurantes. Un homme a été laissé pour mort dans sa vigne; il a une balle dans le côté droit, sa main a été écrasée et, faute de soins, la gangrène a atteint le bras; son état est désespéré. Un autre me raconte qu'il s'est enfui dans le *castro* de l'ancienne Phocée, où il est resté caché trois jours; mes compagnons l'ont retrouvé et lui ont fait donner deux gendarmes par le *caïmacam*, pour aller prendre chez lui des souliers et des vêtemens. Arrivés dans la maison, les gardes se sont précipités sur lui, lui ont mis le revolver sur la poitrine et ont exigé qu'il leur livrât tout ce qu'il possédait d'argent : ce qui lui restait de fortune s'élevait à dix *octarakes* (quatre francs), il a dû leur en céder neuf pour échapper à la mort.

Nous apercevons bientôt la côte de Lesbos; ses beaux villages paisibles, massés parmi les oliviers, sont dorés par le soleil couchant. Un contre-torpilleur grec nous croise; à la vue du drapeau de la France et du pavillon de la Croix Rouge, officiers et matelots s'alignent sur le pont et saluent. Le vieux Tsitidès, que nous avons ramassé à la nouvelle Phocée, est étendu sur le pont; il a perdu famille et enfans, une fortune de 10 000 livres (230 000 fr.), tous ses biens, meubles et immeubles, et il chante; sa voix grêle se mêle au bourdonnement des flots et au bruit du vent, des lambeaux de vers viennent jusqu'à moi : c'est un fragment de *tragoudia* patriotique hellène :

Tha mas aghiosi o theos na doume ton Constantino,
Na proskinisi eis tin Haghia Sophia...

(Que Dieu nous accorde la grâce de voir notre Roi
Constantin s'agenouiller dans Sainte-Sophie !)

Puis un vers d'une chanson amoureuse :

To dactilidhi to phoro kié séna silogiémé...
(Je porte ton anneau et je pense à toi.)

Doux accens qui montent dans le calme du soir, et couvrent les souvenirs sanglans; l'âme des vieux Hellènes, héroïque et sereine, anime et réconforte encore ces désespérés.

A Mytilène, c'est l'animation d'une foule inquiète, qui circule parmi les groupes de réfugiés couchés sur le sol, dans les rues, dans les jardins, à l'école, dans les cours des églises. Quatre mille de ces malheureux ont été recueillis depuis dix jours. On craint que les ressources de l'île ne permettent pas d'en recevoir davantage. Nous sommes le 19 et je lis dans les journaux la note du 18 adressée par S. A. le grand vizir à M. Panas, ministre de Grèce à Constantinople (1) :

« La surexcitation dernièrement constatée parmi certaines populations d'Asie-Mineure se trouve à la veille d'être complètement dissipée. Nous en voyons déjà la preuve dans ce fait que les populations, qui avaient, au début, manifesté le désir de quitter le sol ottoman, regagnent aujourd'hui leurs foyers en toute sécurité. D'ailleurs, le gouvernement impérial a prouvé combien il tenait à sauvegarder la sécurité et la tranquillité de tous ses sujets, sans distinction de race ni de religion, ainsi que celles des étrangers habitant son territoire. »

Insigne duplicité, abominable mauvaise foi ! Ces paroles sont celles que l'Europe a voulu qu'on lui dît : elles y produisent l'effet qu'on en attend.

Je regagne Phocée, où j'arrive le 20 au matin. S. E. Talaat Bey y est passé le 16. Il a révoqué le *caïmacam* pour n'avoir pas pris des mesures suffisantes au maintien de l'ordre. Je le crois bien ! Comment sa garnison de trente gendarmes aurait-elle suffi à défendre la ville contre les envahisseurs? Quelle autorité possédait-il pour s'opposer à des ordres supérieurs? Les gendarmes, envoyés par Rahmy Bey avec l'évêque, avaient, comme ceux de Phocée, l'ordre de ne pas intervenir et sans doute de coopérer au besoin avec les bandes; sauf Achmet, le garde du

(1) Voyez *le Temps* du 20 juin 1914.

corps de l'évêque, aucun d'eux n'a pris en effet la défense d'un seul malheureux et, comme les autres, ils ont pris leur part du pillage. Le *caïmacam* avait été choisi quelques semaines avant les événemens pour y remplir son rôle. Si Talaat Bey recherchait vraiment les responsabilités, qu'attendait-il pour révoquer Rahmy Bey, le gouverneur général, qui, ainsi que je l'ai démontré, était entièrement responsable du sac de Phocée?

Après le départ de S. E. le ministre de l'Intérieur, la population turque de Phocée, qui, jusque là, n'avait agi qu'isolément, pour exercer des vengeances individuelles, a été armée jusqu'aux dents. Elle est arrogante maintenant et, depuis quelques jours, achève dans le détail le pillage effectué d'abord en masse par les bandes des villages voisins. Mes compagnons ont vu des gendarmes transportant des ballots des maisons grecques dans les maisons des Turcs; dans la maison voisine de la nôtre, appartenant à un officier supérieur de police, les produits du vol s'accumulent. Bientôt notre propre sécurité va être compromise. Quelles instructions Son Excellence Talaat Bey a-t-elle donc données?

Sur les maisons vides et saccagées on appose maintenant des scellés : une ficelle, sur laquelle un morceau de cire est écrasé entre les doigts, est attachée d'un côté à la poignée de la porte, de l'autre à un clou fiché dans le mur. Quelle naïve mise en scène! Elle est destinée à faire illusion à la commission des drogmans des ambassades européennes, dont la visite est annoncée pour la semaine suivante. Croit-on vraiment qu'ils se laisseront si facilement duper?

J'étais revenu à Phocée avec l'intention de mettre de l'ordre dans mes travaux. Il ne pouvait être question de les reprendre: la main-d'œuvre turque m'avait toujours manqué et, maintenant que les paysans regorgeaient de richesses, moins que jamais je ne pouvais y compter. Je me proposais donc simplement de nettoyer, avec l'aide de mes deux domestiques, les antiquités mises à jour, d'en prendre des croquis et des photographies, de ranger avec soin mon matériel et de prendre les mesures indispensables à la protection de mes travaux. Déjà mon programme était fait pour la journée du dimanche, quand, à six heures du matin, j'entends des cris et j'aperçois de ma fenêtre mes deux serviteurs, que j'avais envoyés chercher de l'eau à la fontaine, entourés d'une bande turque de la ville, qui

exerce sur eux des violences. Je me précipite en hâte avec mon aide, nous nous interposons et empêchons qu'ils ne soient massacrés; mais on refuse de nous les rendre. Nous exigeons alors avec énergie que la bande nous suive au *konak*, avec ses deux prisonniers. Nous les remettons entre les mains du chef de la gendarmerie et nous restons en faction jusqu'à l'arrivée du *caïmacam*, afin de prévenir de nouvelles brutalités. Le *caïmacam*, d'après la déclaration de Talaat Bey, était encore en fonction jusqu'à l'arrivée de son successeur, que nous attendons. Nous lui faisons donc notre réclamation : il nous donne raison. Intervient alors le *mufti*, Saïm Effendi, et, après quelques paroles échangées avec le *caïmacam*, celui-ci nous fait connaître qu'à son grand regret il ne peut exécuter la promesse qu'il nous a faite et que nos deux hommes doivent rester prisonniers. Devant une telle atteinte à la protection qui est due à notre personnel, habitant notre maison et couvert par notre pavillon, notre situation devient de jour en jour plus critique; on ne tardera pas à s'attaquer à nos personnes. Nous avons risqué assez déjà, nous ne pouvons compromettre davantage notre sécurité, sans profit pour personne cette fois. Nous décidons en conséquence de quitter immédiatement Phocée et nous télégraphions à Smyrne qu'on nous envoie un vapeur.

Une fois la dépêche lancée, devant cette décision, l'attitude des autorités se modifie subitement : le *mufti*, qui paraît avoir assumé en fait le commandement à Phocée, nous déclare qu'il nous rendra l'un des prisonniers, que l'autre restera en otage, à la condition que tous deux quittent la ville le soir avec nous sur notre vapeur. Le *caïmacam* nous donne sa parole d'honneur que le prisonnier ne subira aucun mauvais traitement. Nous l'abandonnons à regret entre ses mains, sachant la foi qu'il faut ajouter aux promesses des autorités.

En réalité, nous le voyons maintenant, il avait été décidé qu'on nous ferait partir. Il reste, en effet, des besognes qui doivent être faites hors de nos regards : les notables, les fonctionnaires doivent se partager les plus belles maisons grecques (trente d'entre elles ont été occupées par eux quelques jours plus tard). La ville doit être, en outre, remise en état pour la visite des drogmans. On verra plus loin comment cette mise en scène a été pratiquée pendant notre absence.

Il ne reste plus un seul Grec sujet ottoman à Phocée, la mis-

sion française est partie. On peut dire maintenant, avec S. A. le grand vizir, que « l'ordre règne d'une façon absolue, » qu'il n'y a plus rien à craindre pour les vies, ni les biens. Comme l'a écrit mon camarade Manciet, « ce n'est pas une vaine parole. L'ordre règne de lui-même : il n'y a plus personne; les biens n'ont plus rien à craindre : ils sont tous en de bonnes mains, celles des pillards. »

Je n'ai plus maintenant, pour achever l'histoire des derniers jours de Phocée, que deux faits à relater : la visite de la commission des drogmans, le 28 juin, et, *aussitôt après*, le 30, l'installation des émigrés de Macédoine.

J'ai eu l'honneur d'accompagner la commission à l'ancienne et à la nouvelle Phocée et de faire devant elle une déposition complète de tous les événemens dont j'ai été le témoin. Elle m'avait prié de la guider dans les rues, et toute la journée du 28 a été consacrée au voyage et à l'enquête.

Nous avons trouvé, dans les deux villes, le témoignage d'une mise en scène, minutieusement, mais assez naïvement opérée. Des peintures avaient été refaites sur les murs, pour effacer les traces de balles; un grand nombre de portes avaient été réparées, pour faire disparaître les brèches pratiquées par les haches et les crosses; le sang avait été lavé presque partout; l'intérieur des églises était tel qu'il était impossible de se rendre compte qu'elles avaient été saccagées; seule, une toile cirée de café, maladroitement tendue sur l'autel, prouvait qu'on avait voulu en dissimuler la nudité. Les traces d'inhumation de cadavres, dont l'odeur était encore persistante dans le quartier de l'église de Haghia Triada, neuf jours auparavant, avaient disparu; le dimanche précédent, les os de l'avant-bras et de la main d'un cadavre sortaient encore, avec des lambeaux de chair aux trois quarts dévorés par les chiens, d'un grand tas de chaux vive destinée à la construction de la nouvelle école grecque; ils avaient également disparu. Ce n'est pas tout : au cours de la visite, le délégué du gouvernement ottoman qui nous accompagnait, Chukri Bey, inspecteur politique, je crois devoir en témoigner, cherchait à tromper les délégués des Grandes Puissances. Devant le plus grand magasin de la ville, j'avais soulevé la tôle ondulée qui masquait l'intérieur, pour montrer à ces messieurs l'état dans lequel il avait été laissé. Chukri Bey s'avance et leur dit : « M. Sartiaux choisit un bien mauvais

exemple, nous savons avec certitude que le propriétaire de ce magasin a quitté Phocée le vendredi 12 juin, avant les événemens, et a emporté avec lui, de son plein gré, toutes les marchandises qui s'y trouvaient. » J'ai dû opposer à Chukri Bey le démenti le plus formel. Le vendredi, à cinq heures du soir, le magasin était encore rempli de tout ce qu'il contenait sur ses nombreux rayons : drap, toiles, vêtemens, ustensiles de maison, de cuisine, etc. J'y avais précisément acheté à ce moment le restant de toile dont j'avais besoin pour confectionner un drapeau. Le propriétaire, M. Panayotis Condoyanni, un de mes bons amis, chez qui je prenais presque chaque jour une tasse de café, à proximité de l'un de mes chantiers de fouilles, était parti la veille pour Smyrne sur le bateau régulier où je l'avais embarqué; il avait quitté Phocée sous mes yeux. Il allait à Smyrne établir un contrat d'assurance contre le vol, pressentant les événemens. J'avais vu à Smyrne le directeur de la société d'assurances, qui m'avait demandé des renseignemens sur la valeur des marchandises pillées. Le samedi, à six heures du matin, le magasin était complètement vide et entièrement dépouillé de ses marchandises, dont la valeur s'élevait à environ 2000 livres.

Nous quittâmes Phocée vers le soir; je m'éloignai le cœur serré, en songeant aux jours heureux que j'y avais vécus et à l'effondrement de toutes mes espérances. Depuis quinze jours, l'âme de Phocée n'était plus; nous venions de dresser officiellement son acte de décès.

Le surlendemain, deux petits bateaux de la Société Ottomane de navigation du golfe de Smyrne, le *Foscolo* et le *Dikili*, transportaient à Phocée 700 à 800 émigrés en provenance de Macédoine. Ainsi se réalisait, suivant la parole de S. A. le grand vizir, « le contact soudain avec certaines populations de l'empire de milliers d'hommes ruinés, désespérés et poussés à l'émigration par les persécutions et les excès. » Je les ai vus, ces émigrés, paisiblement installés sur les deux navires, avec leurs ballots, leurs malles, leur mobilier, leurs provisions : aucun d'entre eux ne présentait la moindre trace de violence. Quant au malaise passager qui serait résulté de leur contact avec les pauvres Phocéens, le rapprochement des dates suffit : le sac de la ville a eu lieu les 12-13 juin, l'installation des *mohadgirs* (1) a commencé le 30.

(1) Émigrés turcs.

V. — L'EXPULSION DES GRECS OTTOMANS D'ASIE-MINEURE.

LES FAITS.

Les événemens de Phocée, dont je viens de donner le premier récit authentique et détaillé, parce que j'en ai été directement le témoin et que je m'occupe spécialement de l'histoire de la métropole de Marseille, ne doivent pas retenir l'attention d'une façon exagérée. L'écho s'en est répandu çà et là dans la presse, parce qu'ils ont eu lieu devant des témoins qui ne se sont pas tus; il était impossible de nier l'évidence. Aussi sont-ce à peu près les seuls qui aient été mentionnés jusqu'ici. Le nom de Phocée a paru isolément dans les journaux anglais, allemands, russes, belges, français (1); à Londres, à la Chambre des Communes, sir E. Grey répondait le 21 juillet à une question qui lui était posée et qui visait exclusivement Phocée. Chukri Bey, dans notre voyage, me disait : « Les violences de Phocée sont une tache dans l'histoire des événemens récens. » Quand les violences commises à Ménémen, une ville de 10 000 habitans, située à proximité de Smyrne, furent connues des délégués des Puissances, les autorités turques parlèrent de « ces deux taches qu'ont été les événemens de Phocée et de Ménémen, dans l'histoire des derniers temps. » Ce sont là des restrictions, contre lesquelles on ne saurait trop protester. Si l'on rapproche toutes les « taches » qui viennent de se produire ainsi dans les affaires d'Orient, depuis le début du mois de juin, on verra qu'elles s'étendent, sur la carte du littoral de l'Asie-Mineure, depuis les confins orientaux de la mer de Marmara jusqu'à l'extrémité de la presqu'île d'Érythrée, la ville de Smyrne seule formant un îlot intact. Le sac de Phocée n'est qu'un épisode, un incident local dans un grand événement, sur lequel la presse européenne est restée muette jusqu'ici : l'expulsion progressive des Grecs sujets ottomans de l'Asie-Mineure.

La population grecque de Phocée est d'un peu plus de 7000 habitans, celle de la nouvelle Phocée d'un peu plus de 6 500; dans l'ensemble du *caza* de Phocée, le nombre des Grecs sujets ottomans s'élève à environ 16 000, pour une population totale de

(1) Voir : G. Deschamps, *Un Français à Phocée*, dans *Le Temps* du 17 juillet 1914; G. Clemenceau, *La politique de massacres*, dans *l'Homme libre* du 20 juillet; M. Hébert, *Massacres d'Asie-Mineure*, dans *Le Peuple* (Bruxelles) du 3 juillet.

20 000, soit 80 pour 100. Le nombre des maisons pillées est, dans cette région, d'environ 3 000 sur un total de 3800. La valeur moyenne de chacune des maisons peut être estimée, d'après les renseignemens que je possède, à 3 000 francs environ chacune; on voit ainsi que les propriétés bâties, dont les Grecs viennent d'être dépouillés, dans le *caza* de Phocée, représentent un capital d'environ 9 millions. Le bétail volé vaut environ, d'après le cours moyen, 840 000 francs. Les fortunes privées sont difficiles à évaluer; je connais une dizaine de notables ayant de 10 à 20 000 livres (230 à 460 000 francs); ceux qui ont leur argent en banque ont pu le sauver; j'ignore ce qui a été pris d'argent dans la ville; la somme en est certainement importante, la plupart conservant chez eux leurs économies.

Les principaux revenus de la terre sont les suivans dans le caza :

Raisin sec, 282 000 kgr pour 845 000 francs; froment, 382 000 kgr pour 382 000 francs; huile d'olive, 62 800 kgr pour 257 600 francs; fèves, 207 000 kgr pour 207 000 francs. Si l'on ajoute les produits de moindre importance, fruits, légumes, etc., on arrive à un total de 1 084 000 kgr pour 1 875 000 francs, dont 1 600 000 francs au moins au profit des Grecs.

Le petit cabotage leur rapporte environ 25 000 francs par an et la construction des voiliers et chalands 110 000. En exécution d'un arrangement avec la dette publique, la communauté grecque reçoit, pour l'abandon des droits sur le sel, une indemnité annuelle de 25 000 francs.

En résumé, la propriété bâtie et le bétail enlevés aux Grecs du *caza* de Phocée représentent seuls un capital de près de 10 millions et les revenus annuels de la terre, dont ils sont privés, environ 1 700 000 francs.

Je ne possède pas de statistique analogue pour l'ensemble des régions atteintes; je sais seulement qu'à la date où j'ai quitté Athènes, le 11 juillet dernier, le nombre des expulsés d'Asie-Mineure s'élevait à 120 000, dont 47 000 réfugiés à Mytilène, 25 000 à Chio, le restant étant réparti entre Salonique et le Pirée. La population atteinte de Phocée étant de 7 000, on voit qu'elle ne constitue que 5,8 pour 100 et celle du *caza* 13,3 pour 100 de l'ensemble. Comme la région de Phocée est relativement pauvre, en raison de son aridité, et que d'autres régions, comme celles de Pergame, de Ménémen, etc., sont parmi les

plus riches de l'Asie-Mineure, si l'on applique à la propriété bâtie et aux revenus de la terre la proportion de la population, on est certain de rester au-dessous de la vérité; on peut se rendre compte ainsi partiellement de l'ordre de grandeur *minimum* du désastre qui vient de frapper ces régions de l'Anatolie. Plus de 75 millions pour les propriétés bâties et le bétail seulement, plus de 13 millions pour le revenu annuel de la terre.

Le nombre des villes, villages, *tchiflicks* (fermes) évacués et saccagés, dont j'ai recueilli, à Smyrne et à Mytilène, des nouvelles directes et positives, s'élevait à la fin de juin à 63 pour la seule région comprise dans le vilayet d'Aïdin (1). Les notes que j'ai rassemblées, les dépositions que j'ai reçues empliraient un volume. Je m'en tiendrai à des indications générales, qui, malgré la disproportion entre les pages que je leur consacre et celles où j'ai décrit les événemens phocéens, permettront de remettre ceux-ci à leur place, dans le mouvement beaucoup plus ample dont ils font partie, et fourniront quelques données pour une histoire qui reste entièrement à faire.

En ce qui concerne la côte anatolienne de la mer de Marmara, j'ai le témoignage de deux étrangers : un ingénieur français et un membre du corps diplomatique de l'une des Grandes Puissances. Ils ont vu l'état où se trouvait Phocée, après le sac de la ville, et m'ont déclaré que les villes et les villages de cette région, qu'ils ont visités quelques jours après les événemens, présentaient exactement le même aspect; les églises avaient subi des violences plus graves. Les faits y ont été accomplis du 12 au 16 juin. Une partie des expulsés était restée sur la côte en attendant le passage d'un navire. A la suite des instructions de Talaat Bey, lors de son voyage en Asie-Mineure, ils ont été repoussés par violence, à coups de crosse, dans leurs villages déserts et en partie détruits, sans provisions, sans aucun moyen d'existence; on les empêchait d'en sortir; ils criaient famine.

Dans la région des Dardanelles et de la Troade, les événemens se sont produits plus tôt; ils ont commencé à la fin du mois de mai. C'est à la suite des violences et des expulsions qui s'y sont produites que, le 18 juin, le patriarche œcuménique, en manière de protestation, a décidé la fermeture des

(1) Dont le gouverneur général (*vali*) réside à Smyrne.

églises et des écoles grecques de Turquie. Les faits signalés sont les suivans : attaques à main armée, incendie, meurtres, mise à sac des maisons et des églises ; des notables et des chefs de communautés ont été contraints par la force de signer des déclarations, reconnaissant que la population a quitté les lieux de son plein gré.

Sur les golfes d'Adramyte et de Tchandarli, qui viennent immédiatement au sud de la Troade, j'ai recueilli, outre quelques récits de réfugiés, des déclarations formelles de deux étrangers : un sujet autrichien et un sujet russe, qui ont été témoins des violences et, d'autre part, ont été eux-mêmes chassés par des moyens indirects, comme je l'ai été, le 21 juin, de Phocée. La dévastation a commencé le 8 juin. Dans certains villages, on a résisté deux jours et deux nuits et, devant cette obstination, la troupe est intervenue ; plusieurs de ces villages ont été brûlés. Dans la ville de Tchandarli, un officier avec trente soldats sont venus, sous prétexte de maintenir l'ordre; ils ont appelé les autorités grecques et leur ont enjoint d'évacuer dans le délai de trois heures. Les deux témoins, propriétaires dans le pays, ont voulu abriter des réfugiés. L'officier s'y est opposé et a obligé ceux-ci à se rendre à pied jusqu'à la mer. Une bande de quarante personnes s'est ainsi mise en route; trente-trois ont été massacrées avant leur arrivée au port. A l'arrivée des expulsés à Dikili, chevaux, charrettes, ballots, appartenant aux survivans, ont été confisqués.

L'histoire de la résistance d'Aivali, ville importante, située sur la côte dans cette région, ne m'est pas connue ; elle n'avait pas pris fin à mon départ de Smyrne, le 1er juillet ; des nouvelles alarmantes en sont arrivées à Athènes le 9 juillet.

A Pergame, grande ville de 10 000 habitans, le *caïmacam* a appelé le vicaire et lui a déclaré que les Grecs devaient quitter la ville dans les deux jours. Le lendemain le *mufti* renouvela cet ordre. Une grande partie de la population a évacué, dans la crainte de violences; le reste de la population a été expulsé par force dans les mêmes conditions qu'à Phocée. Les *mohadgirs* de Macédoine sont arrivés le 17 ; j'ai assisté à leur embarquement à Smyrne, sur le *Dikili ;* eux aussi emportaient des ballots, des malles, du mobilier et ne présentaient pas la moindre trace de violence. Il ne reste plus aucun Grec ni à Pergame, ni dans toute la région environnante. La valeur des

immeubles et des objets mobiliers dont ils ont été dépouillés a été évaluée, pour Pergame seule, à 20 millions de francs.

Aux abords de Smyrne, Ménémen et tous les villages environnans ont été également évacués ; à Séren-Kieui la population ayant résisté, le village, où se trouvaient de nombreux réfugiés venus d'autres points, a été attaqué par la troupe et presque entièrement détruit par le feu.

Au sud de Smyrne, dans la grande presqu'île d'Érythrée, qui contient environ 35 000 Grecs, l'exode est dû en partie au contact avec des émigrés de Macédoine, qui ont pris, par force, avec l'aide des autorités, possession du pays, et, en partie, aux violences commises par les bandes agissant de concert avec la gendarmerie. Un document, dont j'ai la photographie, est un laissez-passer, émanant d'un riche propriétaire turc, notable de la ville de Tchesmé et organisateur du mouvement dans la région : Karabina Zadé Ali ; ce document est adressé « aux chefs de bandes et aux officiers de gendarmerie des caracols. » *Tchetté reïslérilé caracollar zabitlériné.* Il établit nettement la coopération des irréguliers et des troupes régulières. J'ai d'ailleurs la photographie d'un gendarme, qui a pris part aux opérations dans la région de Phocée, et qui dissimulait son uniforme sous un costume de paysan turc.

Ces faits suffisent pour donner une idée de l'importance du mouvement. A aucune époque de leur histoire, pourtant si troublée, les rivages de l'Asie-Mineure n'ont subi en pleine paix, sans aucune provocation de la population, un pareil désastre.

VI. — LES CAUSES DE L'EXPULSION — SA PORTÉE.

A quelles causes attribuer ces événemens? Quel but a poursuivi le gouvernement turc en extirpant l'élément grec, qui, dans le passé, a fait la gloire de ce beau pays, et, dans le présent, en constitue presque toute la richesse? Pourquoi le programme a-t-il été exécuté avec cette violence, au mépris du respect le plus élémentaire des vies humaines et des propriétés ?

Le facteur essentiel de ce mouvement doit être cherché dans l'esprit profondément nationaliste, qui anime le gouvernement turc depuis la révolution de 1908. Dès le début, son programme

a été de gouverner en Turc, pour les Turcs seulement, au détriment des autres populations ottomanes de l'empire. M. Victor Bérard a exposé, dans les derniers chapitres de *La Mort de Stamboul* (1), l'une des formes qu'a prise cette politique panislamique : la concentration, par voie d'immigration, de l'élément musulman dans les régions où il ne possédait pas la prépondérance. Les amputations de la guerre balkanique n'ont fait qu'exaspérer cet esprit et fortifier cette partie du programme. Mais l'obstacle qu'opposent au développement de la race turque les populations implantées depuis des siècles sur les côtes de l'Anatolie, où elles ont concentré entre leurs mains le commerce, l'industrie, l'agriculture, les affaires, ne pouvait être surmonté simplement par la superposition à la vie locale d'éléments venus du dehors. De même qu'en 1895 et en 1909, la Turquie a cherché à résoudre la question arménienne en supprimant les Arméniens, le problème de la concentration et de l'hégémonie de la race turque sur les côtes d'Asie-Mineure n'a paru pouvoir être résolu que par l'extirpation des Grecs.

A ces points de vue politique et économique s'ajoutent des considérations stratégiques et militaires. Les îles qui font face à la côte sont occupées depuis quelques mois par la Grèce. Quoique la population grecque des côtes d'Anatolie n'ait, à aucun moment, témoigné d'hostilité au gouvernement ottoman, il n'en est pas moins certain qu'elle est animée d'un sentiment philhellénique très fort ; la puissance qu'elle possède dans cette région inquiète la Turquie, en cas de conflit entre elle et la Grèce.

D'autre part, il a fallu loger ces milliers d'émigrés, qu'on a fait venir de Macédoine et ceux qui ont quitté les Balkans au cours de la guerre, ou en vertu du droit d'option inscrit dans le traité d'Athènes. La prise de possession des territoires appartenant aux Grecs d'Asie-Mineure a été une solution simple du problème des habitations à bon marché.

Enfin, il n'est pas douteux que les finances de la Turquie viennent de traverser une crise ; les fonctionnaires sont moins payés que jamais. Le désir de s'enrichir sans effort n'est pas non plus étranger au mouvement. La mainmise sur les immenses propriétés et les biens de cette région prospère était une tenta-

(1) P. 366 et suivantes.

tion très grande et constituait un bénéfice à recueillir sans beaucoup de frais (1).

Ne pouvait-on arriver au même résultat par des moyens moins brutaux? N'aurait-on pu donner à la population quelques jours pour évacuer les lieux, en lui promettant même au besoin de l'indemniser? Cette méthode eût risqué de compromettre entièrement le programme. La Grèce, l'Europe seraient intervenues et d'interminables négociations eussent fait échec au projet. Il fallait mettre les Grandes Puissances en face du fait accompli.

L'opération a pleinement réussi. Est-elle terminée ou n'en sommes-nous encore qu'à la première étape du programme? Encouragée par l'attitude de l'Europe, la Turquie ira-t-elle jusqu'au bout du projet qu'elle a conçu? Quand j'ai quitté Smyrne, la plus grande inquiétude y régnait. Au sud, dans la vallée du Kaïstre, le boycottage s'aggravait; les populations commençaient à subir des violences; dans la grande vallée du Méandre, l'aggravation du boycottage était également sensible. Sur la côte de Karamanie et de Mentéché, en face de Rhodes, le mouvement se préparait : déjà des enveloppes cachetées avaient été remises, suivant la procédure habituelle. Il paraissait probable que le mouvement devait s'étendre. On ne pouvait prévoir où il s'arrêterait. Les populations étaient encore très disciplinées et exécutaient froidement les ordres qu'elles avaient reçus. Mais, dans la guerre sainte qui avait été déchaînée, nul ne pouvait entrevoir si le gouvernement lui-même pourrait en arrêter les effets aux limites qu'il s'était assignées. Si ces inquiétudes se réalisent, la grave question de la protection de ses nationaux se posera alors devant l'Europe (2). Le mouvement n'a pas seulement un caractère anti-grec : les industriels, les chefs d'entreprise, les corps consulaires de Smyrne peuvent témoigner de toutes les difficultés, de toutes les vexations, contre lesquelles ils ont à défendre leurs intérêts. Des événemens nouveaux se sont d'ailleurs produits : à défaut de renseignemens précis, on ne peut qu'en pressentir le caractère. La Turquie a déclaré la

(1) Ces lignes ayant été écrites en juillet dernier, on comprendra que je n'aie pas soulevé la question de l'instigation allemande. On en parlait dans les milieux bien informés de Smyrne.

(2) On a vu depuis combien ce mouvement s'est étendu, bien avant l'ouverture des hostilités entre les Turcs et les Alliés, et combien ces craintes, que j'avais exposées à notre Ministère des Affaires étrangères, étaient justifiées.

guerre à la France, à la Russie et à l'Angleterre. Nous savons comment elle procède en temps de paix : que de ruines aurons-nous à relever, que de réparations à exiger après la guerre! Mais je reviens aux choses que j'ai vues.

Le coup de main, que la Turquie a exécuté si brillamment, lui fera-t-il au moins atteindre le but qu'elle s'est proposé? L'insuccès des tentatives de ce genre, qu'elle a faites en Macédoine, est de mauvais augure. Jamais le Turc n'a, à lui seul, jeté de profondes racines dans le sol occupé. La substitution de populations vagabondes, sans éducation économique, ni réelles aptitudes colonisatrices, à une race que la longue expérience du pays a formée depuis des milliers d'années, me paraît vouer ce projet à un irrémédiable échec. Le crime porte en lui son châtiment. Privées des agens de leur prospérité et de leur vitalité, les côtes d'Asie-Mineure se relèveront difficilement de la ruine et deviendront une proie plus facile aux convoitises qui les guettent; elles offriront une résistance bien faible à l'infiltration des élémens, que la Turquie cherche à repousser.

Quoi qu'il en soit, un grand fait vient de s'accomplir. Le silence l'a couvert jusqu'ici. Il est temps qu'il soit enregistré pour l'histoire.

Les populations qui viennent d'être chassées d'Anatolie ne sont pas des populations quelconques, que les troubles de la politique orientale transportent d'une région à une autre. Ce sont les héritiers directs de ces illustres et hardis Hellènes, dont nous tenons notre civilisation, qui ont posé les premières bases du droit, qui ont découvert les premiers principes de la science et ont épanoui dans le monde le charme et la perfection de la beauté. Depuis trois mille ans, les côtes de l'Asie-Mineure sont grecques; ce sont les Grecs qui ont créé la vie, qui l'ont entretenue et développée sur cette terre souriante. Ils y ont maintenu, sans interruption, la langue, les traditions, le culte de leurs ancêtres. Une rupture, une cassure brusque viennent de se produire dans un long enchaînement, dont les Perses, les Romains, les Byzantins et Latins, les Ottomans du xve siècle avaient respecté la continuité.

A Phocée notamment, cette illustre cité ionienne, qui a si hardiment porté sur les rivages de notre Provence les bienfaits de l'hellénisme, les survivans de tant de bouleversemens et de désastres ont toujours réussi à défendre le patrimoine

antique, contre la poussée, maintes fois répétée, de hordes conquérantes et barbares. De génération en génération, ils se sont transmis leurs traditions, leurs souvenirs. Aucune des attaques qu'ils ont subies, au cours de leur histoire brillante et tourmentée, n'a brisé le lien qui les rattachait à leurs origines et n'a présenté ce caractère de lâche agression, dont la Jeune Turquie vient de marquer leur exode.

J'éprouve, dans ma tristesse, une consolation en pensant que, grâce à notre présence, nous avons pu, mes trois compagnons et moi, soutenir à Phocée, pendant ses derniers jours, le prestige de la France et affirmer, sur ce vieux sol, la tradition d'humanité et d'honneur, dont le renom n'est pas l'un de nos moindres titres en Orient (1). Je ne puis songer, sans émotion, que la vie de la vieille métropole de Marseille s'est achevée dans les plis de notre drapeau; c'est vers lui que les derniers regards des malheureux exilés se sont tournés avec reconnaissance; le nom de la France est le dernier qu'ils ont prononcé, en abandonnant leur antique foyer.

FÉLIX SARTIAUX.

(1) Je suis heureux de pouvoir maintenant exprimer tous mes remerciemens à M. Colomiès, consul général de France à Smyrne, et au personnel du Consulat général, pour l'aide qu'ils m'ont donnée, et rendre un public hommage à leur noble et courageuse attitude dans ces circonstances si difficiles.

COMME UNE TERRE SANS EAU...

DEUXIÈME PARTIE (1)

III. — MANIN

« La vie est bête et il fait froid ! »

Celui qui, les dents serrées, parlait ainsi, à mi-voix, au risque d'être entendu par les passans, allait à longues enjambées nonchalantes dans la brume du soir. Le col du pardessus relevé, un feutre à large bord enfoncé sur le front, les mains dans les poches, il suivait le trottoir d'une rue quelconque, sans regarder autour de lui, dédaignant la foule qu'il coudoyait. Sa mince et haute silhouette se balançait au rythme de sa marche.

« Ça n'est vraiment pas plus drôle d'être gueux que d'être riche. »

On était en janvier, un janvier pluvieux : un lourd vent d'Ouest poussait à travers Paris son étoupe humide. La nuit était venue. Le promeneur s'arrêta devant une boutique d'horloger et, pour voir l'heure, sortit de sa cachette un peu de son triste visage. C'était Camille Joubert. Un Camille Joubert sans monocle et à la moustache moins soignée.

« Six heures ! encore une heure à perdre ! Que ne peut-on les perdre toutes ensemble, comme le père du petit Poucet le troupeau de ses enfans ! »

Il enfonça le plus qu'il put de ses bras dans les profondes poches de son pardessus, puis, relevant la tête, il lut à l'angle de deux rues, le nom de celle qu'il suivait depuis quelques instans :

(1) Voyez la *Revue* du 1er décembre 1914.

« Rue Quincampoix. Je suis dans la rue Quincampoix à six heures du soir? Qu'est-ce que je fais dans la rue Quincampoix? Il y a des tas de gens qui circulent. On dirait qu'ils savent d'où ils viennent, où ils vont. Très curieux. Moi, je ne sais pas au juste d'où je viens, et pas du tout où je vais. Ah! si, je vais dîner, et j'arrive de chez Rigal où j'ai vu père. Étonnant, ce pauvre père! Il est chez Rigal comme chez lui. Il continue à donner des conseils et Rigal à les recevoir. Dieu! que la vie est monotone! Sauf qu'aujourd'hui, il fait un temps de chien, pardessus le marché. Je ferais mieux de rentrer que de rôder dans ces quartiers crasseux. Rentrer où? Chez moi? Merci... Quelle idée stupide j'ai eue d'aller me terrer quai de Bourbon, dans une île! et presqu'aussi déserte que celle de Robinson... Ah! voilà la rue de Rivoli... Brr! Quel courant d'air! Ah! comme cela, ça va mieux, j'ai le vent en poupe. C'est ça, mon vieux vent de Paris, pousse-moi un peu... Faut-il traverser la place? Tiens, si j'allais dîner au Quartier Latin? Ah! non! On y parle trop haut! On y rit trop fort! J'ai passé l'âge!... Ai-je vraiment passé l'âge? Certes! Je suis plus vieux que mon père qui est d'un autre siècle. D'ailleurs, le monde est usé, il n'y a aucun doute à avoir sur ce point. Personne ne s'amuse plus. On n'a de goût à rien. A quoi bon toute cette agitation, ce bruit, ces lumières? Que font ces fous, dans ce bazar? » — Dites donc, l'homme, vous ne pouvez faire attention?...

— Ah! là, là, si les épouvantails à moineaux se mettent à parler maintenant!

Le choc avait coupé brusquement les réflexions de Camille; l'apostrophe acheva de le réveiller.

« Épouvantail à moineaux? Eh bien! il ne me l'a pas envoyé dire! »

Et il s'en fut à la recherche d'un magasin orné d'une glace. Pas très fier du portrait qui lui fut présenté, il allait baisser son col quand une bouffée plus aigre lui conseilla de n'en rien faire.

« Et puis, cela m'est bien égal de ressembler à un épouvantail à moineaux, et la boutade d'un passant ne va pas m'apprendre à vivre! »

Cependant il hâta le pas, non point pour arriver plus vite à son but, mais pour tromper cette foule fiévreuse : pour lui faire croire que lui aussi allait à ses affaires, à son devoir ou à ses plaisirs! Et ainsi, seul, dans la nuit, pauvre, irrésolu, écœuré,

Camille Joubert se reprenait à jouer la vie en comédie pour ce public même dont il se moquait. L'existence quasi solitaire qu'il menait depuis quelques semaines le contraignait à mieux se regarder agir; aussi accueillit-il par un aigre éclat de rire le retour offensif du Camille « en représentation » qu'il était encore il y a deux mois.

« Je ne me croyais pas si stupide! »

Il chercha de nouveau une horloge :

« Six heures vingt! »

Il pensait avoir marché une heure au moins depuis sa dernière halte et il fut atterré en constatant son erreur. C'est que le temps ne fuit que pour ceux qui ne prennent pas garde à lui et que, par malice diabolique, il marque le pas devant les sots qui le regardent obstinément passer et prétendent le mettre à leurs ordres.

Alors, l'indolent désœuvré se vit obligé d'allonger son chemin. Au lieu de prendre la rue des Nonnains-d'Hyères qui l'amenait directement au pont Marie, il s'engagea dans la rue Charlemagne, tourna rue des Jardins, prit la rue de l'Ave-Maria, remonta la rue Saint-Paul jusqu'à la rue des Lions et allait suivre la rue du Petit-Musc, quand, brusquement, il décida de gagner, au plus vite, son restaurant. Dans toutes ces vieilles rues rien ne le retenait : il n'y voyait qu'une succession monotone de merceries, de marchands de couleurs, d'échoppes de cordonniers, de marchands d'habits, de menuisiers, de laiteries, de marchands de vins et d'herboristes. Il remarquait seulement que certaines boutiques étaient trop éclairées tandis que d'autres ne l'étaient pas assez, et que les trottoirs étaient parfois si étroits qu'il était forcé de descendre à tous momens sur la chaussée et de se faire éclabousser par les voitures égarées dans ce quartier sordide.

Au hasard de ses marches capricieuses dans Paris, il s'était d'abord arrêté dans vingt restaurans quelconques. Chaque expérience était décisive et, le lendemain, il entrait ailleurs, assuré, au bout d'un quart d'heure, qu'il ne serait pas plus fidèle à cette nouvelle salle qu'aux précédentes. Il leur prêtait les griefs les plus contradictoires. « On y faisait trop de bruit, » « il n'y venait personne, » la figure des cliens lui déplaisait ou celle du patron. Quant à la nourriture, il était étonné lui-même d'y attacher si peu d'importance. Bien entendu, il fuyait

avec soin tous les restaurans où il aurait pu rencontrer un visage de connaissance. Et il allait de débits en gargotes!

Enfin, un soir, près de chez lui, rue des Deux-Ponts, il découvrit le plus modeste asile. On eût dit une auberge de campagne. Les tables étaient recouvertes de toile cirée marron. A l'extrémité de chacune d'elles, le long du mur, étaient alignés le sel et les pots de moutarde. Pas de chaises, des bancs rendus luisans par l'usage constant. Et puis, tout au fond, il y avait une cheminée avec du feu, un vrai feu avec des flammes scintillantes, un feu de bûches.

Cette merveilleuse flambée attira Camille Joubert qui ne connaissait que le chauffage central, les hideux radiateurs et les poêles à chaleur aveugles. C'était comme une vision de l'antique foyer. Il lui sembla être redevenu un tout petit enfant et regarder le hors-texte d'un livre de contes, une belle illustration en couleurs. Au fond, ombre immense, n'est-ce pas l'Ogre qui tisonne? Et, voici, jolies sous leurs simples atours, Peau d'Ane et Cendrillon... Camille entra.

Il vit ces gens venir à lui, l'accueillir, le bon géant et ses deux filles. En un tour de main, son couvert se trouva mis au coin du feu. On lui servit du bœuf bouilli, dont il avait horreur, mais qu'il avala sans sourciller. Alors il s'enquit :

— A déjeuner, est-on aussi tranquille chez vous?

— Ah! mais non, Dieu merci; j'ai mes Marchois, les uns à onze heures, les autres à midi. A une heure, plus personne... Car je suis de la Marche, moi, monsieur, et les Marchois se connaissent et se rassemblent! Tous les Marchois de l'île et des environs cassent la croûte chez moi...

Camille revint le lendemain au « Bouillon Saint-Louis » et les jours suivans. Marie et Solange avaient du plaisir à servir ce grand monsieur mis avec plus de soin que les habitués et elles s'appliquaient à le contenter.

Quand il descendit ce soir-là les deux marches du seuil, car on descendait du trottoir dans le restaurant, il aperçut le bon géant des bords de la Creuse qui sortait de sa cuisine avec un fort rondin sous le bras. A sa vue, le brave homme brandit la bûche.

— C'est pour vous, Monsieur Camille!

L'exilé ne se demanda même pas comment le brave bonhomme avait pu apprendre son nom. Il rentrait tout naturelle-

ment dans ses habitudes d'autrefois : il acceptait les prévenances et les familiarités de tous ceux qui étaient appelés à le servir. Le bon géant voulut l'aider à enlever son pardessus, puis il le poussa vers l'âtre :

— Vous n'avez pas l'air réchauffé. C'est ce mauvais brouillard qu'on a en ce moment. Mieux vaudrait une bonne gelée... Ça, voyez-vous, c'est du bois de chez nous. Je le reçois en même temps que ma provision de pommes de terre et de châtaignes. Tout vient de La Souterraine... Dame, ce soir, c'est moi qui vous servirai. Les petites sont allées dîner en ville, comme des demoiselles, puis elles iront au cinéma. Depuis la mort de ma pauvre femme, elles sont dures à l'ouvrage, mais c'est jeune, ça aime le monde, les lumières, le bruit.

Tout en parlant, l'aubergiste étalait une serviette sur la toile cirée et mettait le couvert.

— Quant à moi, Ravion, je suis le père Couche-Tôt.

Camille suivait les grosses mains posant chaque objet à sa place et regardait la bonne face réjouie de son hôte. Le père Ravion portait de fortes moustaches et la barbe en fer à cheval. Il avait un nez important et des yeux gris qui semblaient un peu perdus dans toute cette chair tannée et rougeaude. Tout en détaillant ce visage grossier, à peine équarri malgré douze ans de capitale, Camille Joubert songea tout à coup au vieux Manin et à ses croquis de quartier. Puis, il haussa les épaules. Vraiment, il n'allait pas s'intéresser à ce vulgaire bonhomme et il ouvrit un journal pour arrêter le monologue du papa Ravion. Il fit même celui qui était pressé et acheva son dîner sans prononcer quatre paroles.

La salle lui apparut telle qu'elle était, avec ses murs suintans, son gaz misérable, les briques usées de son plancher, son plafond bas et noirâtre. Il tournait le dos au feu, et, malgré le bien-être que cette bonne et franche chaleur lui procurait, il n'avait qu'une idée, s'en aller, fuir ce gargotier bavard, rentrer chez lui, se coucher et dormir, dormir !

— Vous partez déjà? déplora le bon Marchois. Et il regarda sa bûche à peine au tiers consumée. Vous prendrez bien le café avec moi? Vous n'avez pas encore goûté à ma vieille fine?

Camille enfilait péniblement son pardessus. Il réprima un mouvement d'humeur, mais il résista à la tentation de demeurer

au chaud et, après avoir remercié avec de vagues excuses, il sortit dans la nuit glacée.

A longues enjambées, il rejoignit le quai, aperçut dans la brume, montant de la Seine, les deux étroits et hauts tuyaux de la blanchisserie. Le fleuve roulait noir, lugubre. Sur l'autre rive, quelques fenêtres éclairées avaient l'air de grosses étoiles tristes. Au loin, à gauche, quelques réclames lumineuses abîmaient l'harmonie de ce paysage mystérieux. Camille ne vit rien que les lueurs rouges des becs de gaz et la brume plus opaque qui lui entrait jusque dans la bouche, jusque dans les yeux.

Il fut bientôt sur le seuil même de son logis. La porte était entr'ouverte et il en ressentit une sorte de contentement. Il entra à pas de loup, passa sans être vu devant la loge de la concierge, qui était, en même temps, sa femme de ménage et qui avait toujours la manie de causer.

L'escalier était assez chichement éclairé, de loin en loin, par des globes à travers lesquels on voyait danser la flamme du gaz. Mais Camille le savait déjà par cœur. Les premières marches étaient de larges dalles de grès incurvées sous les pas des générations. Tout l'escalier du reste était fatigué et penchait du mur vers le centre de la cage. Après trois étages, les marches s'arrêtaient. Il fallait soulever le loquet d'une porte et l'on apercevait les premiers degrés d'un escalier de bois qui menait aux deux autres étages, taillés dans les combles, et aux mansardes.

Camille habitait au cinquième. Il saisit la rampe de corde et gravit, d'un seul élan, ce long tunnel obscur qui menait à sa chambre.

Il se souvint seulement alors qu'il devait prendre dans la loge son bougeoir et son courrier.

« Son courrier ! » Quelle ironie ! Qui donc songeait à lui écrire ? Sa femme devait être au milieu de l'Atlantique, aidant sa belle-mère à organiser quelque concert pour les Argentins et les Brésiliens du bord. Elle ne l'avait même pas prévenu de la date de son départ. D'ailleurs, Hélène avait horreur d'écrire. Mais, il y avait ses amis, Maracajas, Patriesco, les autres... « Ça des amis ! allons donc ! des saltimbanques ! » Personne au monde ne songeait à lui, sauf peut-être Gisèle, qui ne savait pas écrire. On avait confié la petite à deux cousines d'Hélène, les demoiselles Farau, qui possédaient un très modeste bien à Noisy-le-Roi, près de Versailles. Car il avait été décidé que

Gisèle, dans la débâcle, deviendrait orpheline... Camille n'était pas encore parvenu sur son palier qu'il avait cessé de penser à sa femme, à sa fille, à ses amis...

Quant à son bougeoir ! eh bien ! pour une fois il s'en passerait. Et il frotta une allumette pour introduire sa clef dans la serrure. Il se coucherait sans chandelle, voilà tout. D'ailleurs il y avait une sorte de clarté. La concierge avait oublié de fermer la fenêtre et la chambre, glaciale, était envahie de cette vague lueur dont Paris colore les nuages et qui se reflète sur les toits et jusque dans les plus obscurs appartemens. Camille alla fermer sa fenêtre, puis il tâtonna vers les meubles, vers la commode. Il y avait bien des chandeliers, mais veufs de cire. Il ne restait décidément qu'à se jeter au lit. Camille empila ses lourds vêtemens sur une chaise, se passa un peu d'eau sur le visage, sur les mains, et il se glissa, en frissonnant, entre ses draps.

Ah! ce n'était plus son large lit de cuivre de la rue de Courcelles, avec, sous la main, les sonnettes et les poires électriques, son lit doux et ferme, mais c'était un lit... Camille s'y enfonça, s'y enfouit comme les malheureux se jettent à l'eau ; il releva la couverture jusque sur ses yeux, il tira à lui le traversin, se cala, essaya, tout recroquevillé sur lui-même, de se réchauffer le plus vite possible et, les yeux fermés de force, les dents serrées, il chercha à bâillonner toutes les voix qui voulaient encore parler en lui, à aveugler toutes les cases de son pauvre cerveau, à effacer de sa mémoire qu'il existât un homme du nom de Camille Joubert, que cet homme avait vécu ce jour-là et qu'il aurait encore à vivre le lendemain! C'est surtout cet oubli-là que Camille poursuivait dans le sommeil, l'oubli de l'avenir...

*
* *

En janvier, ce n'est qu'aux environs de huit heures que le soleil, perçant la brume matinale, s'insinue entre les doigts que sont les persiennes sur le visage des maisons et traverse le rideau des paupières. Les paresseux peuvent s'en donner à cœur joie et imputer leur mollesse à la saison. Camille Joubert avait en outre l'excuse de n'avoir pas de bougie. Mais il ne pensait guère à se chercher des justifications. L'affaire importante, pour lui, était de ne pas ouvrir les yeux, et, si le sommeil fuyait, de le prolonger en une sorte de néant où se fondaient son corps et

ses pensées jusqu'à ne plus former qu'une pâte incolore, une boue amorphe.

Vers dix heures, la faim le jeta hors des couvertures. La concierge avait ordre de déposer devant sa porte le pot de lait bouilli et les croissans qui constituaient son déjeuner du matin. Une lampe à alcool, posée sur sa table de nuit, lui permettait de réchauffer le lait et c'était au lit, revêtu d'un pyjama, qu'il mangeait ce frugal repas. Où étaient les œufs à la coque, le chocolat et les rôties de la rue de Courcelles? Mais, où donc aussi le boudoir d'Hélène?

Après la vente qui suivit leur séparation à l'amiable, Hélène accepta les trois quarts du maigre capital qu'ils s'étaient ainsi constitué, et Camille, par peur enfantine d'un nouveau désastre, déposa sa part dans une compagnie d'assurance, sur la tête de sa fille, ne se réservant à lui-même que le strict nécessaire pour payer, d'avance, le plus modeste loyer et pour manger pendant un an. Il ne se donnait qu'un an à vivre de la sorte. Non point qu'il estimât que les événemens se chargeraient de modifier l'avenir : composée de journées assommantes dont il était obligé de dormir une partie pour en voir le bout, une année lui apparaissait comme une immensité incommensurable...

Et il avait acheté, d'occasion, conseillé par Rigal, un petit mobilier d'étudiant.

— Monsieur Camille, lui avait dit le praticien, il va vous falloir recommencer la vie. Ce n'est pas le diable. Il y en a qui partent bien plus tard...

« Recommencer ma vie, eh bien! il en a de bonnes, Rigal! Je ne veux rien recommencer du tout. Je me sens beaucoup plus près de la fin que du commencement! Va pour le mobilier, — c'est plus sage que l'hôtel, — mais c'est tout ce que je puis faire pour lui! »

Ce fut Rigal aussi qui lui trouva le minuscule appartement du quai de Bourbon, une entrée, une salle à manger avec alcôve et, dans une sorte de placard à tabatière, la cuisine. La fenêtre donnait sur une cour intérieure et des toits, mais on apercevait la flèche de Notre-Dame. L'alcôve fermée, la pièce avait une petite allure Louis-Philippe assez plaisante. Le papier était propre et gai. Les meubles sentaient la cire et le pitchpin. Il y avait un tapis au centre du carrelage teint de ce rouge qu'on

donne aux œufs, durant la semaine de Pâques, pour amuser les enfans.

Le tableau que présentait le dessin de l'alcôve, les fleurs du papier et tout ce mobilier blond eût ravi un petit provincial frais débarqué, mais Camille avait vécu dans le luxe, puis dans le « modern style » le plus échevelé et son nouvel intérieur lui présentait l'image même de la misère. Il n'avait sauvé du naufrage que le chiffonnier de sa mère et quelques dessins encadrés du vieux Joubert, qu'on avait retrouvés, la vente achevée, sous une pile de cartons de magasins dans un débarras de la rue de Courcelles.

Assis dans son lit, sa tasse sur les genoux, il ne voyait que son dénuement. S'il eût fait le moindre effort et penché quelque peu la tête vers la gauche, ces dessins parfaits, ce délicieux chiffonnier auraient pu, remplissant la désolation de son cerveau, lui suggérer les plus moroses pensées mêlées aux meilleurs espoirs. Mais Camille ne voulait voir ni le souvenir charmant, ni l'héritage de gloire. Il était comme une barque qu'il suffirait de vider de son eau croupie pour qu'elle repartît et gagnât la haute mer, colorée des jeux de l'aurore, mais qui reste à l'attache et tombe en pourriture.

Quand il eut fini son repas du matin, Camille ouvrit, en haussant les épaules, le journal apporté par la concierge. Plusieurs enveloppes en glissèrent qu'il eut d'abord envie de froisser et de piler au fond de sa tasse, puis il en ouvrit une au hasard. Elle eut au moins le don de le faire éclater de rire. Un pauvre hère, un ancien camarade de Condorcet, lui demandait un louis :

« Il tombe bien, le mendigot! » s'écria l'ancien « cossu, » qui ne songea pas à remarquer que, par le monde, et dans son monde, on pouvait découvrir plus pauvre que lui-même.

Et du billet il fit quatre morceaux.

La seconde enveloppe était le prospectus d'un fourreur destiné, du reste, à « Mme Camille Joubert. » Il le feuilleta comme un livre de contes fantastiques. On y voyait des hommes vêtus de peaux de bêtes qui poursuivaient de malheureux animaux, auxquels ils arrachaient leur pelage pour en faire des manteaux et des manchons pour les femmes des villes.

Enfin la troisième contenait une invitation à la répétition générale d'un théâtre qui venait de se fonder, la *Comédie des*

Prodiges. Il avait vaguement lu déjà quelques réclames à ce propos et aperçu des affiches. Cette scène était réservée aux « plus que jeunes. » Les pièces devaient être signées par des auteurs ayant moins de vingt ans. L'accès des fauteuils devait être refusé aux critiques âgés de plus de trente ans. Et si le public payant avait de plus larges prérogatives, on suppliait les dames mûres de louer des loges grillées et on conseillait aux messieurs chauves d'arborer des perruques. « Il y aura des courans d'air! » disait le prospectus.

La répétition à laquelle Camille était convié avait lieu dans l'après-midi de ce jour même.

« Deux places de loge, dit-il, qui diable peut bien m'adresser cela? Tout le monde ne sait donc pas que je suis dans le marasme? à moins qu'on ne s'imagine que je suis tombé en enfance. » D'un revers de main, il balaya ces paperasses et ouvrant son journal, il se plongea dans la lecture d'un conte absurde où l'on voyait un mendiant trouver un chèque à son nom dans une poubelle, puis, déguisé en homme du monde, cambrioler la caisse d'un cercle, puis, ivre de champagne, aller se constituer prisonnier dans un poste de police où les agens lui administraient une telle raclée qu'il était non seulement dégrisé, mais réveillé. Car le chèque, le cambriolage, le champagne et le poste, tout n'était qu'un rêve.

« Idiot! » conclut Camille, tandis que ses yeux étaient attirés vers un dessin représentant une ronde d'enfans au biberon, tournant autour d'un vieux monsieur à bésicles offrant un manuscrit roulé et ficelé d'une large faveur. C'était une publicité pour la *Comédie des Prodiges.* Alors Camille envoya le journal rejoindre sur le tapis les enveloppes et le prospectus. Puis, il se renversa et ferma les yeux, fatigué par avance à la pensée qu'il allait falloir se lever...

« Pour quoi faire, grand Dieu? »

Enfin, vers midi, il se décida. Sa toilette achevée, il alla passer en revue sa garde-robe. Il lui plaisait de s'habiller un peu ce jour-là. Cela lui procura le désagrément de constater que sa femme de ménage ne prenait aucun soin de ses vêtemens. Nul pantalon n'était sur son tendeur et les complets se trouvaient dans le plus sot désordre. Il finit par opter pour une jaquette de l'hiver passé qui avait encore de l'allure, et l'ayant étirée et brossée, il l'endossa vivement. Il avait hâte maintenant

de sortir, d'aller déjeuner, comme si quelque heureuse nouveauté l'attendait dehors. Machinalement, il ramassa le billet de théâtre...

*
* *

Le premier visage de connaissance que Camille Joubert aperçut sur le péristyle de la *Comédie des Prodiges* fut celui de Khan-Khan. A peine le temps d'un éclair et l'écornifleur, qui avait reconnu son ancien compagnon de randonnée, disparut avec un tact qui plut infiniment à Camille. Celui-ci cependant avait eu le loisir de se rendre compte que Khan-Khan n'avait jamais été aussi bien habillé et qu'il avait, en particulier, des souliers vernis si neufs qu'ils soulignaient d'une façon vraiment indiscrète son inélégance native.

Il y avait dans les couloirs la foule la plus étrange et qu'on ne rencontre qu'à ces répétitions d'avant-garde. Quelques jeunes hommes ressemblaient à Balzac, d'autres à Beethoven. Les femmes ressemblaient à tout le monde, sauf à elles-mêmes. La Renaissance italienne écrasait le boldinisme de quelques mondaines égarées dans cette cohue montmartroise. On avait assez bien obéi aux prescriptions des affiches. La jeunesse dominait. Les critiques sur le retour s'étaient abstenus. L'un s'était fait remplacer par deux collégiens de douze à quinze ans qui, du reste, n'avaient nullement l'air emprunté. Un autre avait envoyé dans sa loge une jolie nourrice et son poupon. L'esprit a tous les droits.

Cependant la majorité des invités n'était pas venue pour s'amuser. On en voyait qui affectaient des airs farouches peu rassurans, échangeant, entre eux, des poignées de main aux allures de solennels sermens. On eût dit qu'ils se préparaient à mourir pour quelque noble cause. Le roi n'était peut-être pas leur cousin, mais ils avaient certainement une proche parenté avec l'auteur. Dans le portrait, en éphèbe, que donnait le programme, Camille reconnut un « arrivé » de la dernière heure, un habitué des palaces, propriétaire de gros revenus et d'un auto en forme de cigare qui avait bien six à huit mètres de long et dans lequel on le voyait toujours seul. Son chauffeur était dissimulé à l'arrière avec les bagages. Il se faisait appeler lord Clisford. Il venait d'avoir seize ans et habitait à l'Atlantic, le plus récent *Palace* de Versailles.

Une bourrade coupa court aux souvenirs de Camille :

— Ah! Sans-Mon-Auto! Ça n'est pas dommage! On n'a pas idée de disparaître ainsi! « Monsieur est parti à l'étranger! » à ce que prétendait ton concierge. L'étranger, qu'est-ce que c'est que ça? Connais pas! Te voilà! J'étais bien sûr que tu n'avais pas quitté Paris...

C'était l'Argentin Maracajas, qui s'empressa de passer le bras dans celui de son ami, Maracajas, au visage olivâtre, aux prunelles noires, aux cheveux cirés.

— Orchestre? Balcon?

— Loge 7!

— Ensemble! Bravo! Je te tiens, je ne te lâche plus. Non, mais enfin qu'est-ce que tu deviens?

Camille avait ajusté son monocle et, sans effort, avait pris son air de grand lévrier fatigué. Il ne jugea pas même nécessaire de répondre. Peu importait du reste à Maracajas. Il tenait son ami par le bras, il avançait à travers une foule bigarrée, amusante, extravagante : c'était le principal. Il n'y avait qu'à garder le sourire et à parler, puisqu'on lui en laissait le loisir et qu'il se sentait en verve :

— Mon vieux, j'ai fait hier un circuit épatant : l'Alma-l'Alma, par Mantes, Rambouillet, Étampes, Corbeil et Pontoise. Je vais apprendre mes sous-préfectures. Dommage que les noms des départemens soient si laids : Seine-et-Oise. Là-bas nous disons : gouvernement de la Pampa! gouvernement de Santa-Cruz! gouvernement du Chaco! cela sonne! Quelle allure! Seine-et-Oise! Ah! mon vieux, quelle différence... Tiens! voilà Patriesco... Il paraît qu'il a tué son père, il y a deux ou trois ans. Cela a même coïncidé avec son voyage en France... Bonsoir, mon vieux..., nous parlions de toi... Que je vous présente, M. Patriesco d'Alexandrie, Camille de Seine-et-Oise, vieille noblesse de cours d'eau. Est-ce que, par hasard, tu serais de la loge, toi aussi?...

— J'en suis.

— C'est une conspiration. Ce petit Clisford a beaucoup de talent. Nous allons lui faire un triomphe...

— Il m'a semblé voir Khan-Khan, dit Camille qui commençait à oublier sa situation nouvelle et à reprendre goût au passé.

— Il est engagé dans la claque...

— Les claques, ça le connaît...

— Il était très bien habillé...

— Il loue ses vêtemens.

— Il est bien le seul...

— A quoi?

— A louer ses propres vêtemens.

Les trois amis s'installèrent dans la loge et continuèrent de bavarder en tournant le dos à la salle. Le public n'en finissait pas de s'asseoir. On eût dit qu'il avait le pressentiment qu'il s'amuserait beaucoup moins lorsque le rideau se lèverait. Camille fermait à demi les yeux et il lui sembla tout à coup qu'il n'avait point changé d'existence, qu'il était pour toujours rivé aux Maracajas, aux Patriesco et que Khan-Khan lui-même venait lui faire les plus humbles excuses et lui soustraire un louis, et que parmi ces rastaquouères il était, lui, une sorte d'aventurier français, jouissant d'une fortune fictive et dupant ses fournisseurs. Et il aperçut chacun de ses compagnons et lui-même hors de son déguisement : Patriesco l'assassin, Maracajas le menteur, Khan-Khan le mauvais mendiant, et Camille, dit Sans-Mon-Auto, le paresseux, l'ignorant plein d'orgueil. Des applaudissemens le tirèrent de ce cauchemar pour le plonger dans une réalité à peine moins fâcheuse.

La pièce que le programme qualifiait de juvénile et de naïvement audacieuse, était d'une grossièreté stupéfiante. Il n'y a que les adolescens et quelques femmes, pour savoir dépasser, avec cette crânerie stupide, les bornes du goût. Un lycéen servait d'intermédiaire entre sa mère et l'amant de celle-ci, qui n'était autre que « le camarade de première communion » du jeune homme. Prétexte heureux à tirades équivoques.

Maracajas était enthousiasmé.

— Il n'y a qu'en France qu'on sait être sincère. Il n'y a qu'à Paris que le génie peut avoir vingt ans.

Patriesco vociférait en toutes sortes de dialectes. Camille avait des nausées; ces quelques semaines de vie solitaire, presque sauvage, lui avaient nettoyé le cerveau, et voilà que les pestilences de « l'art » l'envahissaient à nouveau. Debout, Camille eût chancelé, mais il était assis, calé dans un fauteuil, et il sentit mieux l'empoisonnement du dialogue absurde, des gestes laids et des bravos cyniques, envahir ses veines et brûler ses tempes. Et il se dit :

« A l'entr'acte, je ficherai le camp. »

Mais à l'entr'acte, Maracajas se saisit de lui :

— Mon vieux, je te tiens, je te garde. Tu nous manques. Qu'il ne soit plus question de piquer une tête. Tu es ruiné. Ça n'a rien d'extraordinaire. J'ai mieux que cela à t'offrir : huit cent mille francs de dettes. Avec ce néant, on peut très bien faire figure à Paris. Il y a la manière. Tu connais mon adresse. Je mets une chambre à ta disposition et le couvert... J'ai des moyens d'existence. Tu peux m'être d'un grand secours. Tu connais un tas de gens qui nous seraient utiles. J'aurais besoin en ce moment d'un notaire pas trop scrupuleux. On m'a dit qu'aux environs de Paris, je trouverais mon affaire. As-tu cela dans ton entourage? Il y a une somme rondelette à gagner, moitié pour le notaire au bandeau, moitié au malin qui aura su le dénicher... Dis donc, vieux, vingt-cinq louis d'avance pour toi...

Camille Joubert avait laissé tomber son monocle dans le creux de sa main, et il marchait, voûté, auprès de son ami, dans le déplaisant coudoiement de la foule des couloirs. Vingt-cinq louis, c'est une somme, et qui vaut qu'on y réfléchisse. Il allait répondre : « J'ai peut-être ça! » quand, par une singulière association d'idées, cette foule lui rappela celle de la Prairie et il aperçut devant lui le père Manin dont ses amis et lui-même s'étaient si sottement moqués. Il revit le vieillard dans l'atelier, le soir de la débâcle, et réentendit ses paroles, comme si elles pouvaient lui rendre service dans ce moment dangereux : « Comment peut-on vivre avec l'argent, rien qu'avec l'argent! » Alors il ne répondit à Maracajas que par un vague haussement d'épaules accentué par une moue des lèvres.

Quelques instans après, profitant de ce que son compagnon était allé complimenter l'auteur de la pièce, Camille se faufila jusqu'au vestiaire.

Une fois sur le trottoir, il se secoua, aspira l'air et partit à grandes enjambées.

« Il faut que je voie Manin. J'ai besoin de voir Manin. »

L'autobus de Vaugirard passait. Camille sauta sur le marchepied et alla s'asseoir, aux secondes, sur la première banquette à côté d'un strapontin relevé. C'était sa place favorite. Ses jambes logeaient à peine dans l'étroit espace, mais une fois tassé, sa bonne volonté aidant, il pouvait s'y croire seul, comme

dans sa propre voiture. Le bruit était trop intense et on était trop secoué pour bien réfléchir ; mais le détail n'inquiétait guère notre voyageur : il avait des soubresauts de pensées, ce qui était un progrès sur l'état amorphe qu'il venait de quitter. Ce billet de théâtre lui avait suggéré d'aller revoir ses amis, et puis soudain, c'était à Manin qu'il songeait. Il eût été bien empêché de dire, avec précision, pourquoi il allait voir Manin, pourquoi il avait « besoin » de voir Manin.

*
* *

Le vieil impressionniste habitait, rue Blomet, non loin de l'église Saint-Lambert, au fond d'une cour, dans un pâté de maisons qui n'était pas encore entamé par les farouches amis de la ligne droite et des immeubles de rapport ; les bâtimens eux-mêmes n'avaient guère de style, mais l'âge avait arrondi les angles, harmonisé les couleurs, mis sa patine. Le contact des hommes donne au moindre objet usuel comme des lueurs de vie.

Camille n'avait jamais rendu visite à Manin, mais du temps que, sur son auto, il battait tous les quartiers de Paris, il avait aperçu l'entrée de sa demeure, sorte de passage couvert au bout duquel on apercevait une cour dallée de forme irrégulière. Le plus bel ornement de cette cour était le caniveau de pavés qui la traversait par le milieu. Vers la gauche, trois marches, qu'on pouvait gravir en s'aidant d'une rampe de fer, donnaient accès sur une sorte de terrasse, bordée par un mur en pierres sèches et encombrée par des fragmens de chapiteaux et les ferrailles d'un vieil antiquaire. La loge du concierge était de l'autre côté, mais elle était fermée. Il y avait bien tout près un atelier de repasseuses, mais il eût fallu pousser la porte, affronter les regards gouailleurs de quatre femmes : Camille y renonça. D'une seconde voûte dont on n'apercevait que l'ouverture, partaient des voix de femmes mêlées au sifflement d'un rabot. Il allait pouvoir se renseigner. Mais le menuisier était trop occupé pour lever le nez. Quant aux femmes bavardes, c'étaient deux cardeuses de matelas, non moins acharnées à leur besogne qu'à leur conversation.

Après avoir fait disparaître son monocle, — Manin ne l'aimait point et il choquait dans ce milieu populaire, Camille por-

tait la main à son chapeau et penchait son grand corps flexible vers l'une des ouvrières quand il aperçut, à contre-jour, le béret en bataille, une toile entre les genoux, celui-là même qu'il cherchait. Manin le vit au même instant et s'écria :

— Bonsoir, mon petit! Gentil d'être venu jusqu'ici! Deux minutes et je suis à toi!

Camille, pour ne pas gêner le vieux peintre, se plaça derrière lui et put ainsi assister à cette fin de séance en plein air. Quelques arbres étiques formaient un petit massif, au centre de cette seconde cour fermée d'un côté par un pignon tapissé de lierre et de l'autre par un bâtiment sans étage avec une verrière qui ne pouvait être qu'un atelier d'artiste par-dessus lequel le jour pouvait passer et donner de la couleur au groupe que Manin copiait avec ardeur.

Il peignait en pleine pâte, interprétant le visage, les mains des femmes et la laine qu'elles démêlaient en une gamme de tons violens, dont la nature, à la vérité, n'offrait qu'un médiocre modèle. La pénombre de la voûte qui formait repoussoir était elle-même d'un doré verdâtre assez éloigné de la réalité, mais dont Camille sut tout de même deviner les origines.

Le vieil artiste posa son pinceau et s'écria :

— Merci, Adèle; merci, madame Jeanty.

— Ah! répondit l'une d'elles, cela ne nous a pas donné beaucoup de mal. Avec vous, c'est pas comme chez le photographe, on peut remuer.

— Et même causer, cria la seconde.

— Ah! pour ça, reprit le bonhomme, vous vous en chargez. Quelles langues! Mais ça fait partie de la vie, ça. Des cardeuses muettes, ça n'existe pas. Dans mon tableau, vous parlez, ou du moins je tâche qu'on le devine... Voyons, petit, ton avis?

Puis, tout de suite, sans attendre la réponse :

— Pour moi, vois-tu, et pour quelques autres, car je n'ai rien inventé, la lumière est tout, le reste est l'accessoire... Rentrons...

Et saisissant sa toile d'une main, comme un bouclier, empoignant de l'autre sa boîte à couleurs, il fit signe à Camille de ramasser le pliant.

L'atelier de Manin présentait le plus réjouissant désordre et Camille en y pénétrant ne put s'empêcher de sourire.

Il y a des peintres qui n'ont pas encore achevé leur toile

qu'un marchand est là, la main au portefeuille, prêt à s'emparer du chef-d'œuvre qu'ils ont à peine regardé. Ces peintres ont dans leur atelier de beaux tapis d'Orient, quelquefois un Gobelins, et les seuls tableaux qu'ils possèdent d'eux-mêmes, sont leurs naïfs essais de jeunesse ou d'école auxquels ils jettent parfois un sourire attendri, pour se redresser ensuite, mus par l'orgueil d'être partis de si bas et d'être parvenus si haut. Manin n'était point de ces peintres-là.

Outre ses œuvres de débutant qui moisissaient le nez contre le mur, en pénitence d'avoir été si classiques, il entassait toile par-dessus toile, les unes de face, les autres de dos, de toutes tailles, études de chevalet, grands tableaux d'atelier, petites planchettes à esquisses en plein vent, sans parler des innombrables dessins gonflant d'innombrables cartons. Un énorme parasol beige attendait, grand ouvert, le retour des beaux jours et des longues stations sur les quais, sur les places où le soleil « tape dur, » tandis qu'au centre ronflait un poêle dont le tuyau zigzaguait à travers la pièce. A droite, une sorte de maisonnette au toit de chaume, que Manin avait fabriquée lui-même, lui servait de salle à manger en même temps que de cuisine. Tout au fond, un escalier en tire-bouchon montait, crevait le plafond de l'atelier et aboutissait, au premier étage, au logement du vieux peintre.

La poussière mettait un uniforme à tous les objets, aux toiles, aux tables, aux chevalets, voire aux vêtemens de tous âges et à quelques chapeaux suspendus çà et là à des clous. C'est que Rosine, la femme de ménage, n'avait aucun droit sur ce domaine et que les plumeaux ne devaient sous aucun prétexte sortir de la cuisine.

— Vous avez de l'avance, mon bon maître, ne put s'empêcher d'observer Camille.

— Oui, mes héritiers feront de bonnes affaires. Toutes ces toiles attendent que je sois mort pour devenir géniales!

— Vous en vendez tout de même...

— Oui, mais personne ne vient m'en acheter...

— Comment cela?

— Quand j'ai vraiment besoin d'argent, je vais trouver quelque marchand et je lui donne une toile; alors il me rend quelque menue monnaie. Aucun ne pourrait se vanter de m'avoir offert une somme seulement honnête.

— Et il y a tant de méchans peintres qui vendent ce qu'ils veulent...

— Il y en a aussi d'excellens qui se vendent très bien. Le talent ne fait rien à l'affaire. Je suis un vieux bateau à voile qui a toujours eu le vent debout, c'est très mauvais pour avancer... Mais je parle de moi, je parle de moi et tu n'es pas venu pour m'entendre discourir. Tu as quelque chose à me demander...

— Ma foi, non.

— Allons donc!

— Oui, cela m'a pris il y a une heure. J'étais au milieu d'idiots, et je me suis dit : si j'allais voir le brave papa Manin?

— C'est gentil, cela.

— Et puis, quand on n'a plus de voiture, il faut bien aller visiter les gens qui vont à pied.

— Tu n'as plus ta voiture, décidément?

— Ni voiture, ni amis, ni femme, ni enfant. Je suis tout seul et je me sens vidé comme une noix gâtée qui s'en va au fil de l'eau...

— Attention, petit, le fil de l'eau, c'est une mauvaise route

— On ne choisit pas sa route.

— Oui-dà! Qui est-ce qui t'a fourré cette jolie théorie dans la caboche?

— Il n'y a qu'à regarder autour de soi. La vie est stupide.

— Raison de plus pour que les hommes ne le soient pas. Si ton grand-père avait écouté la vie, s'il était resté dans l'engrenage où il était né, il eût fait très probablement un très mauvais épicier; seulement il s'est gendarmé, il a travaillé, il s'est fait lui-même, selon la vieille expression, si juste, et il est devenu un très grand peintre.

— La chance a dû l'aider. Car enfin, à ce compte-là, vous devriez être, vous aussi, connu et riche...

— Pourquoi? Ça n'a aucun rapport, la peinture et l'argent.

Le vieux peintre avait allumé, après maints efforts, sa lampe à huile et il venait de la poser sur la table où trônait un vaste pot à tabac au milieu d'un fouillis de livres, de journaux, de pinceaux, de tubes de couleurs, les uns luisans de jeunesse, les autres aplatis, ridés, vidés.

— Et j'ajouterai, l'argent et le bonheur. Tiens, tu vois, ce

fauteuil, je lui ai cloué dernièrement une jambe de bois. Il n'a plus que trois roulettes. Ses ressorts sont très fatigués et les bras sont un peu gras. Qu'importe, c'est mon fauteuil. Nous sommes très bons amis. Ma pipe est une vieille pipe qui n'a guère plus de dehors. Et puis après? si elle me procure d'excellentes rêveries... Je suis abonné à un cabinet de lecture qui me fournit pour deux francs par mois une pâture intellectuelle très suffisante. Quand j'ai terminé ma journée, j'allume ma lampe et ma pipe, je me laisse choir dans mon fauteuil, après avoir préalablement mis mes pieds dans de bons chaussons de laine. J'ouvre un livre et je suis heureux. Bonheur de concierge, me diras-tu. Il n'y a pas de bonheur de concierge. Le bonheur n'a pas de castes, pas plus que le malheur... Tant que j'aurai de bons yeux, de quoi m'acheter de la peinture et des pinceaux, que j'aurai de l'huile dans ma lampe et du tabac dans ma pipe, je serai heureux... Quand je forme des vœux, ils sont d'une désolante platitude : « Mon Dieu, ce que vous faites est bien fait; je vous remercie. Donnez-moi encore quelques années toutes pareilles. »

Camille à califourchon sur le pliant qu'il avait apporté regardait le vieux maître avec étonnement. Il ne comprenait pas bien de quelle sorte de bonheur lui parlait Manin, car pour le jeune homme, il y avait des bonheurs de toutes catégories et de tous les degrés. Il en arriva à penser que Manin se contentait de peu et qu'il était, vraiment, d'une modestie exagérée et ridicule.

— Si vous gagniez cinquante mille francs par an, dit Camille, vous pourriez voyager, courir à Rome, visiter l'Espagne, aller voir un peu comment l'on vit aux États-Unis.

— Bah! on y vit comme chez nous. Ni mieux ni plus mal. Les hommes ont beau y habiter des maisons de dix-huit étages, ils ont un nez, une bouche, deux yeux, des préoccupations, des embêtemens, des joies et même de ce bonheur dont je parlais il y a un instant et qui a exactement la même couleur que celui de Paris. Si je voyageais, ce serait pour me reposer, pour fumer dans le coin d'un wagon en regardant passer des paysages; j'aimerais assez ce genre de distraction. Mais, je me connais, je ne serais pas plutôt à Florence ou à New-York que je me faufilerais dans les bas quartiers à la recherche des cardeuses de matelas, des cordonniers dans leur échoppe et des coins où les

gamins jouent à la marelle ou au chat perché. Tu ne fumes pas?

— Ma foi non!

— Ah!... Tu as tort... Ça tient compagnie, une pipe!

Camille revint à son idée de voyages :

— Il y a aussi les musées dont vous êtes privé...

— Les musées? oui, oui! Parbleu, je les respecte. Ils font partie de la vie. Je vais au Louvre, comme un bon paroissien de l'art. Mais comme un bon paroissien du Bon Dieu, mon église me suffit. Je ne sens pas le besoin d'aller prier dans les cathédrales du voisin...

— Et puis à Rome, il y a toute l'antiquité, tous les souvenirs, tous les sujets des grands tableaux...

— Halte-là, petit. Je respecte la peinture d'histoire, mais je ne la pratique pas, Dieu merci! Sapristi, on a déjà assez de mal à comprendre une porteuse de pain, un trottin et un petit télégraphiste, c'est-à-dire un être qu'on coudoie tous les jours. Quel mal on doit avoir à deviner les gestes et le regard d'un particulier mort depuis vingt siècles! Chardin ne fut pas un bien grand voyageur : né rue de Seine, il alla habiter rue du Four, dans la maison qui fait le coin de la rue Princesse. Elle existe encore. Va donc la voir. Il y a une cour, un peu comme ici, et, tout autour, il y avait de son temps des gens qui vivaient très simplement, petites gens et bourgeois sans faste. Chardin n'avait pas besoin de courir le monde pour créer ses chefs-d'œuvre, la *Râtisseuse de navets*, la *Fontaine*, la *Gouvernante*, la *Pourvoyeuse* et le *Bénédicité*. Il ne chercha pas ses modèles : ils vivaient devant lui, pour lui. Chardin les regarda et, de modestes passans, il fit d'immortels portraits. Seulement, voilà, Chardin était un grand artiste... Tu connais l'histoire de son fils : il alla à Rome, lui, mais il n'avait aucun talent et on croit que de dépit, il se noya. Il eut tort, d'abord parce qu'il ne faut jamais se noyer, puis parce qu'il faillit tuer son père de douleur, et enfin parce que, à vingt ans, il ne convient pas d'avoir l'orgueil de se juger. Pauvre Chardin! quand je pense à sa peine, mon cœur bat comme s'il était là devant moi et qu'on vînt lui annoncer la fatale nouvelle. Chardin, pour moi, n'est pas seulement un grand peintre, c'est un de mes plus chers amis. Nous nous entendons joliment bien. De la rue Blomet à la rue du Four, il y a juste la longueur de la rue de Sèvres. Je vais lui rendre

visite de temps à autre. Puis il me reconduit. Quel brave homme!

Camille avait ouvert son pardessus et étendu ses pieds vers le poêle. Il écoutait avec plaisir parler le vieil impressionniste. Il ne perdait pas un seul de ses gestes. La pipe et la fumée, la barbe et la grande mèche des cheveux, les yeux vifs et doux formaient le plus amusant spectacle.

Machinalement, le jeune homme avait ramassé sur la table un crayon et, sur le dos d'un livre qui se trouvait là, à portée de sa main, il crayonna une charge du vieux maître.

Manin, tout à coup, s'interrompit :

— Mais voyons, assez parlé de moi et de mes manies. Dis-moi un peu ce que tu fais?

— Moi? rien!

— Et tu as l'intention de continuer?

— Mais que voulez-vous que je fasse?

— Gagner ta vie, comme tout le monde.

— Et avec quoi?... Je ne sais rien faire.

— Tous les métiers s'apprennent.

— Je n'ai de goût à aucun. Et puis, j'ai de quoi manger pendant un an...

— Tu en as de la chance!

— D'ici à un an, il me viendra peut-être une idée.

— Je le souhaite. C'est très malsain de rester inoccupé : Qu'est-ce que tu barbouilles là sur mon bouquin? La loueuse me grondera...

Le vieux Manin, depuis un moment, observait Camille; il se pencha et prit le volume.

— Galopin! tu as fait ma caricature. Tu es la vipère que j'ai réchauffée sur mon sein! Dis donc, mon petit, mais ce n'est pas mal du tout. Tu dessines quelquefois?

— Jamais de la vie... quand on est le petit-fils du vieux Joubert... on se tient tranquille...

— Pourquoi donc cela?... Tu as une vraie disposition pour la caricature...

— Au lycée, je dessinais la tête des professeurs. Je n'ai pas tenu un crayon depuis...

Le vieil homme, rejetant sa mèche en arrière, dressa devant lui l'essai de Camille, le mettant en bonne lumière, l'examinant en critique sincère. Camille possédait-il vraiment un don? Il y

avait, dans ce croquis, des maladresses, mais aussi des traits nets qui ne trompent pas l'œil d'un bon dessinateur. Son examen achevé, Manin sourit, tira sa montre et dit :

— Petit, sais-tu quelle heure il est ? Sept heures moins dix... On ne s'ennuie donc pas chez le vieil ermite de Vaugirard ?...

Camille n'en revenait pas :

— Sept heures moins dix ?... Mais c'est impossible !

— C'est comme cela, mais nous avons à causer encore, je t'invite à dîner.

L'indolent visiteur se leva lentement du pliant. Il se demanda s'il ne devait pas inventer un prétexte pour partir. Puis, après s'être copieusement injurié, il boutonna son pardessus et regarda son vieil ami jeter sur ses épaules sa vaste pèlerine à capuchon. Camille suivit ses idées habituelles :

« Moi, dessiner? jamais de la vie ! Je me suis trop souvent moqué des gens sans talent pour leur emboîter le pas. Laissons ses illusions à Manin. Le principal, en somme, est que je ne dîne pas seul ce soir ! »

IV. — L'ESCALIER.

« Si c'est pour présenter des dessins, lui avait dit le garçon, sans bouger de sa chaise, sans même le regarder, c'est le lundi, de dix heures à midi. » Et Camille Joubert revenait, un rouleau au fond de sa poche. Après avoir hésité pendant un mois, il s'était tout à coup décidé. Il avait fait d'une seule traite, sans baguenauder, le trajet du quai Bourbon à la rue du Croissant où se trouvaient les « bureaux » de la *Faites Risette*, la petite revue comique qui, lui avait-on dit, « demandait des collaborateurs. » Il savait le chemin. Il passa fièrement devant la loge de la concierge et grimpa deux étages d'un même élan. C'était au quatrième. L'escalier était étroit, poussiéreux, et mal éclairé, par des demi-fenêtres aux vitres opaques. Avant de parvenir au troisième palier, Camille dut ralentir son allure, les marches étaient encombrées de gens assis. Ses longues jambes lui permirent de se faufiler sans trop de dommage entre quelques groupes. Mais bientôt une rumeur s'éleva :

— A la queue ! à la queue !... Empêchez-le de passer !... Conspuez la concurrence !... Il est trop bien habillé !... C'est un actionnaire !... A la queue ! à la queue ! »

Camille, d'abord, ne comprit pas à qui ces exclamations s'adressaient : un homme d'un certain âge se levait de la marche où Camille allait parvenir et portant poliment la main à son large feutre flétri, il adressa ce petit discours à l'intrus :

— Monsieur, je vois que vous ignorez les usages établis. Si vous venez pour *Faites Risette*, il faut prendre la file et vous asseoir après ces messieurs qui sont tous nos collègues. Ici « les derniers sont les derniers, » mais, en revanche, « il y a beaucoup d'appelés et très peu d'élus. »

Camille s'efforça de sourire, salua, remercia et, après avoir fait demi-tour et relevé les pans de son pardessus, il descendit les marches qu'il avait conquises illicitement.

Et le murmure reprit :

— Pauvre type! Je le plains s'il a du talent... Et surtout s'il n'a pas déjeuné... Il est trop grand, il va être mal assis... Arthur sera furieux s'il le regarde!

Un des assistans chantonna :

« C'est un nouveau qui vient de France! »

Parvenu au dernier gradin, Camille s'appuya contre la rampe. Mais cela non plus n'était pas dans les habitudes, car vingt voix crièrent :

— Assis! assis!

Camille en prit son parti et gentiment répliqua :

— Voilà! voilà!

Il s'installa du mieux qu'il put près d'un pauvre petit vieux à lunettes, qui mordait à lèvres retroussées dans un croûton de pain au milieu duquel on apercevait une mince tranche de jambon. Le vieil affamé, pour être plus à l'aise, avait posé près de lui son carton, un énorme carton à dessin, couleur saumon, mais, de peur sans doute qu'on ne le lui chipât, il retenait entre ses jambes son parapluie en forme de carquois serré à la taille par un large élastique.

Sur la marche supérieure il y avait un gros homme barbu et un adolescent à longs cheveux de jais. Assis en face l'un de l'autre, les genoux à hauteur du menton, ils fumaient chacun une énorme pipe et mêlaient leur fumée en plaisantant.

Camille regarda plus haut. Tous les âges, toutes les éducations surtout, étaient représentés dans l'escalier d'attente de *Faites Risette*. L'incident étant clos, les conversations s'éta-

blirent de groupe à groupe. Les uns parlaient politique et les autres café-concert. Les gros mots étaient prononcés distinctement et, avec une certaine complaisance, les mots grivois. Le directeur du petit journal qui faisait ainsi attendre passa quelques mauvais quarts d'heure. Camille comprit vite qu'on donnait à ce personnage le nom d'Arthur pour en parler avec plus de liberté. Il y eut quelques pugilats à l'étage supérieur. Des chapeaux descendaient en spirale dans la cage, salués par les quolibets des assistans :

— Ils vont se tuer!... Bah! Il en restera toujours pour la graine.

Cinquante minutes passèrent ainsi. Vers onze heures, la porte enfin s'ouvrit et le garçon appela :

— Les quatre premiers!

D'un seul mouvement automatique, et qui était sans doute dans la tradition hebdomadaire, les trente dessinateurs qui attendaient le bon plaisir du directeur de *Faites Risette*, avancèrent de deux marches, d'un coup de reins, comme s'ils étaient tous devenus, soudain, culs-de-jatte. Camille réprima un haussement d'épaule et un mouvement d'humeur. Il consentait à prendre la file, comme au bureau de postes, il voulait bien sourire des quolibets de ces « potaches » que les artistes deviennent lorsqu'ils se trouvent réunis; tout de même il avait de la répugnance à suivre les rites en usage dans cet escalier. Mais de peur de s'attirer de nouveaux sarcasmes il continua, de cinq minutes en cinq minutes, à gravir l'escalier au grand dommage de son fond de pantalon.

Le vieil homme son voisin avait, depuis longtemps, terminé son repas. Il avait pris son grand carton sur ses genoux et, de temps en temps, il l'entr'ouvrait, plongeait un doigt pour écarter les feuillets intérieurs et souriait derrière ses lunettes. Il paraissait assez satisfait des dessins qu'il allait soumettre à « M. Arthur. »

Les deux fumeurs de la marche supérieure ne semblaient pas plus inquiets, ni du reste aucun de ceux qu'apercevait Camille, ni avant ni après lui, car cinq ou six jeunes gens venaient d'arriver avec des rouleaux sous le bras. Ils paraissaient se connaître, et parlaient de leurs patrons, des heures de rentrée, de leur déjeuner compromis. Camille le devina, il avait près de lui de jeunes calicots du Sentier qui profitaient de

leur sortie pour venir tenter la chance de vendre un dessin à *Faites Risette.*

Mais si tous ceux qui faisaient antichambre montraient un visage gai et amusé, il n'en était pas ainsi de ceux qui descendaient et qui avaient passé par le cabinet directorial. Les uns, le chapeau en bataille, clamaient des jurons de charretier. D'autres, l'œil mauvais, vaticinaient pour rendre aux camarades le mal qu'on leur avait fait :

— Ah! là, là, pas la peine d'attendre. Arthur s'est levé du pied gauche. Ce que vous allez prendre!...

L'un d'eux s'adressa directement à Camille :

— A votre place, je reviendrais un autre lundi!

A quoi le nouveau venu répondit par un geste évasif qui pouvait signifier : « Oh! un jour ou l'autre, je suis sûr de mon affaire. Je n'ai aucun talent, et M. Arthur aura raison de m'envoyer promener. »

Camille d'ailleurs s'évertuait à ne pas penser à soi-même, à s'intéresser à l'étrange spectacle qu'offrait ce piteux défilé. Une silhouette le frappa : un homme encore jeune, mais si décoloré, si maigre qu'il faisait mal à regarder. Il était vêtu d'une sorte de jaquette luisante, boutonnée, et coiffé d'une petite bombe en feutre à bord étroit.

— Eh bien! mon petit? lui demanda le gros homme à la pipe.

L'homme, qui descendait d'un pas mal assuré, cligna des yeux, remua la tête, à droite, à gauche, et dit à mi-voix, dans le silence qui s'était établi :

— Toujours pareil. Il n'a rien voulu. Trois semaines qu'il ne me prend rien.

Il y avait tant de désolation dans la voix éteinte de cet homme déçu, que Camille fronça le sourcil comme si cette malchance l'atteignait personnellement.

Celui qui avait interpellé le malheureux se leva et le suivit jusqu'au bas de l'escalier. Il y a des gestes qui ont leur pudeur et qu'on retient en public. Le vieil homme à la pipe n'était pas riche, mais il connaissait la misère de son camarade et il voulait lui glisser une pièce de cent sous dans une poignée de main, sans témoins, de peur d'une révolte bête.

Lorsqu'il monta reprendre sa place, il parut moins ridicule aux yeux de Camille.

Ces scènes, où le rire et le drame se mêlaient comme dans les jeux d'enfans, avaient, en quelques instans, mis Camille au diapason de toutes ces détresses. Ces nouveaux sentimens le quitteraient sans doute, dès qu'il aurait perdu de vue cette bande de crève-de-faim, mais il les subissait, dans la minute présente, sans trop d'étonnement, comme on se fait parfois une âme nouvelle en passant de la solitude docile à la foule qui hurle.

Et Camille gravissait les échelons du supplice qu'il s'était « sottement » imposé, sur la foi du vieux peintre. Il maniait, au fond de sa poche, le petit rouleau de ses dessins. Il les revoyait, un à un. C'étaient des têtes, rien que des têtes, — il ne savait pas dessiner autre chose. Des têtes de gens connus, une Sarah avec le col de l'Aiglon en guise de collier qui l'enchaînait à un petit Guignol; un minuscule Santos-Dumont, la cravate blanche figurant vaguement un aéroplane; Guitry de qui la mâchoire énorme servait de piédestal; un Alphonse XIII au sourire éclatant; un Guillaume II en toupie, tournant sur la pointe d'un casque retourné. Il avait pris les têtes qu'il savait le mieux et, après avoir essayé pour chacune cinq ou six croquis, il avait abouti à ces compositions intelligentes où la caricature avait une signification. Il n'y avait dans ces visages ni la satire violente d'un Forain, ni l'esprit acerbe d'un Sem, ni la fantaisie cruelle d'un Jean Veber, ni l'humour malicieux d'un Abel Faivre, mais on y pouvait lire une préoccupation personnelle de saisir le côté comique du personnage avec un rappel du trait physique, caractère, cause première de son succès et de sa renommée.

A mesure que Camille voyait approcher son tour, il sentait toutes ses idées se brouiller. A un moment, il se demanda pourquoi il était là, comme un indigent à la porte d'un asile où l'on distribue des soupes. Puis il pensa à son grand-père, — la Prairie, l'Institut, le Louvre, — il ricana tout bas et trouva tout à coup ses croquis stupides. Plusieurs fois il fut sur le point de s'enfuir. Il eut peur des moqueries et demeura.

Enfin, à une heure moins le quart, il passa le seuil de la revue avec trois autres dessinateurs : le vieil homme à lunettes et deux jeunes gens qui ne cessaient de plaisanter et de prévoir le plus riant avenir. Il s'agissait d'une dernière station dans le vestibule de la petite revue, sous l'œil ironique du garçon, installé dans un coin, derrière sa petite table et décou-

pant des bonshommes en papier dans de vieux journaux.

Le directeur de *Faites Risette* recevait les visiteurs, deux par deux. Il avait besoin d'un témoin. Camille entra avec l'homme au carton saumon qui avait fini par se présenter.

— Je m'appelle Jupin.

— Et moi, Joubert, avait dit Camille, mais je prendrai un pseudonyme. Je signerai Joub, à cause de mon grand-père.

— Ah! oui, les parens n'aiment pas la gaudriole!

La conversation ne s'était pas prolongée davantage.

Une assez grande fenêtre éclairait le cabinet du directeur, mais, par une fantaisie dont personne n'avait pu encore deviner le motif, M. Rob Saval, — c'était le nom de celui que ses collaborateurs appelaient familièrement Arthur, — avait installé à l'autre bout de la pièce, à contre-jour, son bureau directorial, au-dessus duquel une ampoule électrique verte restait sans cesse allumée.

Rob Saval était remarquablement petit. Il ne se levait jamais en présence d'un dessinateur. Assis sur deux Larousse, ses jambes se perdaient dans une propice obscurité. Il portait des lorgnons à verres noirs et avait perpétuellement au coin de la bouche une toute petite pipe en terre, qu'il remplissait tous les quarts d'heure. Après son lorgnon et sa pipe, ce qu'on remarquait surtout, c'était, au revers de son veston, un large nœud académique.

Il ne regardait jamais ses visiteurs, à leur arrivée. Il tendait sa main droite pour recevoir les dessins. Il les examinait, un à un, sans que sa main gauche quittât sa pipe. Puis il les repassait, un à un, à leur propriétaire, parfois sans le plus mince commentaire. Il fallait deviner sa mimique. Les dessins qu'il retenait, il se contentait de les déposer, à l'envers, sur un coin de son bureau après avoir griffonné un mot au crayon bleu : « Page. Demi. Quart. » C'était l'indication de la « réduction » pour le graveur. Pour leur auteur, cela avait un autre sens; la demi-page était payée moitié moins que la page et le quart de page quatre fois moins. Aussi l'heureux dessinateur se penchait-il autant qu'il le pouvait sans attirer l'attention facilement ombrageuse du « patron, » pour lire le mot fatidique et le traduire immédiatement par un chiffre.

Rob Saval avait, du reste, toute une gamme de prix selon la tête de ses collaborateurs. Il payait assez bien les vedettes,

qui envoyaient leurs œuvres à jour fixe. Il se rattrapait sur les tâcherons du dessin, qui n'avaient pu encore se faire de situation et qui venaient, le lundi, lui montrer leurs travaux de la semaine.

Jupin avait perdu son assurance de l'escalier. Il posa son carton couleur saumon sur une chaise, fourgonna dedans avec une précipitation maladroite, puis s'approcha avec son butin. Rob Saval faisait claquer les doigts de sa main tendue.

Enfin la main se referma sur un dessin que le directeur de *Faites Risette* planta devant lui, sens dessus dessous; après quelques secondes d'un examen attentif, il le rendit au vieil homme qui lui en confia un autre, en ayant soin de le présenter d'aplomb. Mais Rob Saval lui fit exécuter une cabriole qui mit la légende en l'air. Le pauvre vieux Jupin assura ses lunettes sur son nez, hésita, et allait parler, quand le directeur retira sa pipe de sa bouche en laissant échapper un « pouout! pouout! » significatif. Le « pouout! pouout! » de Rob Saval était connu de tous les dessinateurs humoristes de Paris et de la banlieue. Selon la façon de le lancer, avec ou sans fumée, il voulait dire : « Pas mal! » ou bien « Idiot! » ou encore : « Nul! »

Le père Jupin ne s'y trompa point. Le « pouout ! pouout ! » dont on venait de le gratifier disait :

« Nul! Enlevez-moi ces horreurs et plus vite que ça! »

Un troisième dessin n'eut pas plus de succès. Cette fois Rob Saval le tourna dans tous les sens, il le regarda même de dos avant de pousser un « Pouout! pouout ! » définitif.

Camille sentait remuer en lui les sentimens les plus contradictoires qui allaient de l'envie de rire jusqu'à l'indignation. Il ne pensait plus du tout à lui-même; il était au théâtre, et la tragi-comédie qui se jouait devant lui n'était pas pour l'encourager à songer à ce qui l'attendait.

Jupin, les lunettes glissées au bout de son nez, fouillait en vain son carton. Il ne trouvait plus rien. Les doigts du directeur claquaient de plus belle. Camille s'approcha et remit, en tas, ses essais. Cette façon de procéder fit froncer les sourcils du mystérieux directeur : cependant, il grogna un « Ah! » qui signifiait : « Zut! un nouveau! »

Il étala devant lui les cinq dessins de Joub, fit avec sa pipe quelques bruits que Camille ne comprit point et enfin daigna s'exprimer un peu plus clairement :

— Des jambes!

Camille se pencha. Aussitôt le directeur le toisa du coin de l'œil et sans aménité :

— Je vous dis de leur faire des jambes!

— Je ne sais si je saurai !...

— C'est votre nom, Joub?

— Je m'appelle Joubert.

— M'est égal...

Camille, à cent lieues de penser à son grand-père, dit, machinalement :

— Petit-fils du vieux Joubert, de l'Institut...

— Pasteur? prononça M. Arthur.

Camille ne savait s'il devait rire. Il regardait les dessins que l'autre lui tendait et, comme il les roulait, le directeur lui répéta en appuyant sur le timbre électrique :

— Faites-leur des jambes!

La porte s'ouvrit pour deux autres visiteurs, et Camille sortit, voûté, timide, empressé.

Il n'y avait plus personne dans l'escalier. Il y régnait une odeur de tabac, de poussière remuée et de cuisine violente. Camille se demanda s'il n'avait point rêvé, si cette horde affamée à laquelle il avait cru se mêler s'était bien vautrée sur ces marches, avait bien empli ce silence de ses cris de bêtes et de ses réflexions saugrenues. Oui, non seulement tout cela avait existé, mais les mêmes scènes se reproduisaient, ici, tous les lundis. Dans maintes petites revues analogues, ces pauvres gens et d'autres, beaucoup d'autres sans doute, venaient mendier leur vie, en s'exposant aux sarcasmes et à la goujaterie de tous les messieurs Arthur de la profession.

« Faites-leur des jambes ! » Ce conseil de Rob Saval tintait sans cesse dans les oreilles de Camille.

Dès les premiers pas sur le trottoir de la rue du Croissant, il commençait à maudire le vieil ermite de Vaugirard et se jurait de ne pas recommencer cette « plaisanterie. »

« Je me sens, se dit-il, parfaitement incapable de fréquenter des êtres aussi mal embouchés que ce Rob Sauval, et aussi... bouchés. »

Il sourit de son mot, puis, relevant le front, il regarda autour de lui comme pour prendre le vent. Il avait très faim. Cette sensation qu'il connaissait mal lui fit songer tout à coup à cet

homme qui n'avait pas vendu un dessin depuis trois semaines et qui, ayant sans doute déposé son pardessus au vestiaire du Mont de Piété, avait l'air si misérable. Celui-là, certes, devait souffrir vraiment de la faim et peut-être avait-il chez lui une femme, des enfans, qui, les mains appuyées sur la table nue, attendaient son retour pour savoir s'ils mangeraient ce jour-là.

« La Faim! » Alors c'était vrai? Il y avait dans Paris des êtres qui avaient régulièrement, perpétuellement faim? Et non seulement des gens en haillons, mais des gens en jaquette, en petits vestons bien taillés: des gens comme lui! Et ils étaient frôlés, repoussés par d'autres hommes qui promenaient des dyspepsies et autres maladies de satisfaits. Mais tout de suite Camille haussa les épaules par peur de paraître ridicule à ses propres yeux en tombant dans la critique sociale.

« Il ne faut pas se mettre dans le cas d'avoir faim! » conclut-il et il entra dans le premier restaurant qu'il rencontra en descendant la rue Montmartre.

Une voix, au fond de la salle, le héla :

— Eh! le grand! par ici les places...

C'était le gros homme à la pipe, celui qui, il y avait quelques minutes, occupait si gaiement une marche au-dessus de celle où Camille était installé. Camille sourit, fit signe qu'il avait compris et alla s'asseoir près de son confrère d'un moment. Ces deux heures passées en compagnie de tous ces gens de bonne humeur et dont les révoltes n'étaient que courtes et provisoires, avaient eu une singulière influence sur l'esprit de notre dévoyé. On s'était moqué de lui, mais il n'en gardait rancune à personne. Les brimades sont une manière qu'ont les hommes de se venger sur un plus faible des sévérités dont ils ont été et dont ils seront victimes de la part des plus forts. C'est à ceux-ci qu'elles s'adressent en fin de compte, et les taquineries sont souvent les escarmouches d'une amitié qui débute. Camille ne fut donc nullement choqué par la familiarité de cet homme qu'il avait rencontré, ce jour-là, pour la première fois. Il n'eut, du reste, qu'à l'écouter :

— Il ne vous a rien pris! Cela ne m'étonne pas, surtout si vous avez de l'originalité. Je parie que vous n'avez pas mis de légende. Grave erreur! Arthur ne comprend rien au dessin. Ce qui l'intéresse, c'est la légende. Procurez-vous les « Mille et un

Calembours » et pillez, pillez, pillez. Vous passerez vite pour avoir du génie. Il prétend, — après tout, il a peut-être raison, — il prétend que le public ne regarde pas les dessins, mais seulement ce qu'il y a dessous. Une fois la légende trouvée, ajoutez-y deux bonshommes assis en face l'un de l'autre, ou debout, ou se tendant la main, enfin l'indication d'un dialogue : c'est la formule de la maison. Je vous livre mon secret. Seulement, pour exceller en ce genre de travail, il est absolument nécessaire de n'avoir, comme moi par exemple, aucun talent. Moi, monsieur, voyez-vous, je suis caissier chez Marco-Polo. J'y passe le dimanche et j'ai congé le lundi. J'emploie le matin à fumer des pipes dans l'escalier de *Faites Risette* et le soir, je case à *Ris Kiki* mes laissés-pour-compte. Chaque semaine l'une dans l'autre, je me fais une cinquantaine de francs, sur lesquels je prélève ce jour-là, une pièce de quarante sous pour déjeuner...

— Si j'en crois la rumeur publique, interrompit Camille, vous avez quelquefois d'autres faux frais. Ainsi ce matin, au pauvre type qui...

— Turlututu. Ça, c'est de la vie privée. Benzine habite mon quartier, dans une mansarde, avec ses quatre gosses. De temps en temps, je lui donne de quoi acheter du papier. Voilà tout...

Et, appuyant sa main gauche sur sa large barbe grisonnante, il se pencha au-dessus de son assiette pour continuer de manger.

— Ce pauvre Benzine, voyez-vous, reprit-il bientôt, il a un défaut : il fait triste. Un triste mesquin, sans envergure, un triste de mansarde, de suicide au charbon, de plongeon dans la Seine un soir de brume... Il n'arrivera jamais à rien, s'il ne change pas de genre. Et il ne peut pas. Plus j'avance dans l'existence et plus je me dis que le talent, le vrai, celui qui ne transige pas, est la pire des calamités. En avez-vous ?

— Un peu, à ce qu'on m'a dit; très peu, à ce que je crois ! avoua Camille en souriant.

— Allons, tant mieux. Ainsi vous ne mourrez peut-être pas de faim.

Quand Camille reprit le chemin de son île, il portait avec lui tout un bagage de préoccupations nouvelles. Il était d'abord convaincu que Manin s'était trompé et que ses dessins à lui Camille ne valaient rien. Seulement, ils n'étaient pas assez mauvais pour plaire à Rob Saval. Ils étaient quelconques, c'est-à-dire pires que médiocres. S'il voulait vraiment gagner sa vie,

il fallait trouver autre chose et il se mit à fouiller dans sa mémoire les noms des gens qui pouvaient lui donner un conseil et, au besoin, un coup d'épaule, gens de bourse ou de sport. Mais il se fatigua vite à évoquer toutes ces silhouettes d'indifférens. Il avait si bien vécu en marge de la société, avec ses amis exotiques, qu'il devait être parfaitement inconnu et, par conséquent, peu digne d'intérêt.

Rentré chez lui, il s'installa à sa table. Il ouvrit les cahiers sur lesquels il avait « dessiné ses bonshommes » et, en les feuilletant, il haussait les épaules ou souriait avec indulgence. Arrivé au bout, il songea à Rob Saval, avec sa pipe courte, ses lunettes noires et son crâne pelé, et l'envie le prit de faire la charge de l'homme à qui il devait un des plus vilains quarts d'heure de son existence. Ce fut ensuite le tour du vieil homme à lunettes, son voisin de marche, en Jupin déçu. Il essaya encore de croquer de mémoire le pauvre visage, mangé par la misère, de Benzine, où se lisait la faim, la fatigue et la résignation hébétée.

Camille se sentait de plus en plus maître de son crayon. Il lui avait suffi de quelques semaines pour reprendre possession de sa facilité de collégien...

« Mais c'est très amusant, murmura-t-il. Je m'y mets, je m'y mets! Ah! si j'avais travaillé! »

Et il se résolut à tenter, de nouveau, la chance.

« *Faites Risette* n'est pas seul au monde! Et, puisque le directeur de *La Marotte* reçoit cet après-midi, je serais fou de n'y point aller. »

La Marotte, comme son nom l'indiquait, était une revue un peu folle où se coudoyait le meilleur et le pire. Le texte y avait le pas sur l'illustration. Cependant les dessins n'y étaient pas sans valeur. Nos peintres les plus connus y collaboraient. Camille y serait en meilleure compagnie. Et un nouvel espoir pénétra son esprit.

Les bureaux de *La Marotte* se trouvaient boulevard Haussmann, dans un somptueux appartement. L'escalier ne ressemblait guère à celui de la rue du Croissant. D'abord, il y avait un ascenseur capitonné et pour ceux qui préfèrent se servir de leurs jambes et réfléchir avant d'arriver à destination, il y avait le plus moelleux tapis et la rampe en fer forgé la plus artistique.

Un domestique en livrée ouvrait la porte, vous accompa-

gnait à travers une longue galerie ornée de toiles d'un farouche modernisme et vous introduisait dans un salon d'attente où de profonds fauteuils vous offraient le refuge le plus confortable. Une discrète pancarte posée sur une table avertissait que M. le directeur recevait de cinq à sept. Des journaux, des revues et même toute une bibliothèque étaient à la disposition des visiteurs.

A l'arrivée de Camille, le salon était à peu près vide, quoiqu'il fût déjà six heures. Mais le nouveau dessinateur était à peine assis que le défilé commença. Il reconnut quelques silhouettes du matin, quoique chacun, dans ce salon, affectât une nouvelle tenue. Enfoncé dans un grand fauteuil de cuir rouge, ses longues jambes croisées, les pouces aux poches du gilet, Camille, que ce luxe replongeait dans son état ancien de larve, considéra ces visiteurs comme des étrangers, comme des êtres qui ne lui seraient jamais de rien. Puis il ferma les yeux, non pas pour mieux penser, mais pour essayer de dormir. Il n'était d'ailleurs pas le seul à subir l'écrasement de ce salon surchauffé et dont les lumières, trop intenses, fatiguaient.

Vers sept heures, un grand jeune homme rasé, le pardessus flottant ouvert sur un frac, le chapeau haut de forme posé en arrière, traversa le salon rapidement en saluant de la canne :

— Bonsoir, messieurs. Je suis à vous dans un instant.

Mais la porte du cabinet directorial tarda encore à s'ouvrir.

— Frémine lit son courrier, dit un initié. Nous en avons pour une bonne demi-heure encore.

Camille, cette fois, était d'avance résigné. La silhouette du jeune directeur ne lui avait pas déplu. « Avec cet homme-là, on pourra peut-être causer, » se dit-il, et il attendit, rassuré.

Huit heures sonnaient quand il fut admis à comparaître. Comme il le prévoyait, le cabinet du directeur de *la Marotte* était un vrai boudoir. Le mobilier était d'un moderne échevelé, et il y avait aux murs d'audacieux tableautins. La vivacité des ampoules électriques était atténuée par les abat-jour roses et aussi par une buée bleuâtre de tabac d'Orient :

— Une cigarette, cher monsieur ?

Tel fut le mot d'accueil du charmant directeur.

Camille sourit, complètement conquis, et s'assit dans un nouveau fauteuil qu'on lui désignait.

— Camille Joubert, dites-vous ? Parent du vieux Joubert ?

— Son petit-fils.

— Compliment. C'est un ancêtre. Aujourd'hui, il peindrait autrement. Nous ne pouvons lui reprocher d'avoir vécu il y a cinquante ans. D'ailleurs, je ne sais pas si vous êtes comme moi, tout ce qui n'est pas d'aujourd'hui m'est complètement indifférent. Pour moi, ça n'existe pas, littéralement. Ceci dit, je suis charmé de faire la connaissance du petit-fils d'un grand homme. Moi aussi je suis le petit-fils de quelqu'un, seulement c'était un grand banquier, et il m'a laissé, outre son nom, sa fortune. Je lui en suis reconnaissant. Mais j'ai également hérité d'un sale estomac, et ceci me gâte cela. Avez-vous un bon estomac, Monsieur Joubert ?

— Quelconque : un de ces estomacs dont on ne dit rien.

— Les estomacs heureux n'ont pas d'histoire. Je vous envie. Le matin, j'ai des aigreurs jusqu'à la première cigarette et la tasse de thé. A midi, cela va assez bien. Je mange avec appétit, comme si j'allais pouvoir digérer. Mais je me repens vite d'avoir cédé à la nature. Alors le soir, je ne dîne pour ainsi dire pas. Quelle heure est-il ? Huit heures dix. Vous voyez : huit heures dix et je n'ai pas faim. Cette nuit, après les Variétés, j'irai probablement souper. J'aurai tort. Je ne dormirai pas. C'est ce qui m'est arrivé la nuit dernière. A trois heures, j'ai dû me lever et je me suis fait chauffer des serviettes pour me les appliquer sur la partie malade. Par bonheur, je n'ai pas besoin de beaucoup de sommeil... Je vois à votre hochement qu'il n'en est pas de même pour vous.

— Dormir, avoua Camille, est le seul véritable plaisir que je connaisse.

— Moi, reprit Frémine, dormir m'assomme. Je suis enchanté lorsqu'un incident me force à me jeter hors des draps, sauf le matin où le corps se venge et ne veut plus rien savoir pour reprendre son service. Mais se lever vers cinq heures, constater qu'on existe encore est délicieux... Dans la saison de mes douleurs... car je n'ai pas seulement un mauvais estomac, je suis, par période, perclus de rhumatismes : mon excellent aïeul devait adorer le bon vin et les apéritifs. Avez-vous des rhumatismes ?

— Quelquefois.

Ce n'était pas l'histoire des rhumatismes de Camille Joubert qui intéressait le directeur de *la Marotte*, mais bien l'histoire de ses propres douleurs. Et quand il entreprenait cette chronique-là,

il était intarissable. Heureux de trouver un auditeur attentif, il lui offrit une seconde cigarette et commença l'énumération des méfaits de l'arthritisme, résultat des longs festins et des copieuses libations des bourgeois de jadis. Il y avait dans ce récit une anecdote classique :

— Autant j'aime à me lever, autant déranger les autres me répugne. Il est agréable de faire tout seul ses petits trafics. Une nuit, je fus pris d'une violente douleur à l'avant-bras. Au bout d'une heure, je n'y tins plus. Les bains d'eau chaude me sont très favorables, j'aurais pu me servir de mon chauffe-bain, mais j'avais mon idée. C'est vers la cuisine que je me dirigeai. Une fois l'eau à 40°, j'en remplis aux trois quarts une grande poissonnière de cuivre. Puis j'allai me recoucher après avoir posé ma poissonnière sur une chaise de telle façon que je pus y tremper mon avant-bras commodément. Si jamais vous êtes pris de ce côté, je vous recommande mon procédé. Il est original... et peu dispendieux...

— Il suffit de posséder une poissonnière...

— Voilà tout!... Mais qui n'a pas sa poissonnière?...

— En effet... conclut Camille qui était prêt à tout approuver, à tout accorder, pourvu qu'on en arrivât à lui-même et à ses dessins.

Cependant, il songea qu'il n'avait plus de poissonnière et que la plupart de ceux qui se morfondaient derrière la porte du brillant directeur n'en possédaient probablement pas davantage. Alors, il osa montrer le rouleau qu'il avait jusque-là tenu soigneusement caché dans sa poche.

— Est-ce que vous m'apporteriez des dessins? s'écria l'élégant discoureur en se renversant dans son fauteuil à bascule. Quelle drôle d'idée! J'ai mon équipe qui me suffit. C'est bien pour vous faire plaisir que je regarderai vos petits croquis. Mettez-les là, sur cette table à votre gauche. C'est cela. Merci. Revenez lundi. Voulez-vous une cigarette?

Camille accepta une troisième cigarette, salua et s'en alla.

En traversant le salon, il eut un succès de grognemens et il allait s'excuser quand il reconnut, sur le dernier fauteuil, Saint-Chinard qui leva les bras au ciel :

— Tiens! Camille. En voilà une rencontre. Est-ce que vous travaillez pour le petit Frémine?

— Je vais essayer.

— Texte?

— Non, dessins.

— Ah! je ne vous croyais pas de la partie...

Le ton de Saint-Chinard s'était refroidi. Camille dessinant, c'était un concurrent nouveau, une sorte d'ennemi et Saint-Chinard n'avait aucune raison pour conserver des relations avec ce Camille-là auquel, en guise d'adieu, il tendit une main flasque et distante. Camille feignit de ne rien remarquer :

— Vous allez attendre bien longtemps...

— Ça m'est égal, répliqua le peintre pratique, j'ai dîné.

Et Camille se trouva de nouveau dans la rue, à une longue distance de son logis. Cependant il ne songea pas à entrer dans un restaurant. Il acheta un petit pain et se mit en route, à pied, vers son quartier, persuadé que le papa Ravion lui servirait une bonne soupe qui le réchaufferait mieux que tous les potages anonymes de ces restaurans de luxe.

Camille, en effet, était gelé. Il venait de vivre une journée absurde, sa première journée d'artiste et d'homme occupé cherchant à gagner sa vie. Et cet essai, vraiment, ne présageait rien de bon. Il se remémorait les phrases lapidaires qu'on lui avait servies :

— Faites-leur des jambes!

— Si vous avez du talent, vous crèverez de faim!...

— Il suffit d'avoir une poissonnière... Qui n'a pas sa poissonnière?... Oh! vous m'apportez des dessins! quelle drôle d'idée!...

Il marchait dans la nuit, le long du jardin des Tuileries, par peur, s'il avait suivi les arcades de la rue de Rivoli, d'être rencontré et dérangé dans sa course. Cependant c'était l'heure où Paris est le plus désert. Tout le monde dînait en famille ou avec des amis ou dans la foule animée des restaurans et des brasseries. Et Camille continuait de battre le pavé sans parvenir à se dégeler. Ce n'était pas son corps seul qui frissonnait : jamais il n'avait senti si cruellement le désert d'ingratitude et d'indifférence dont il était entouré.

Lorsqu'il arriva enfin rue des Deux-Ponts, le bouillon Saint-Louis avait éteint ses lumières, tiré ses volets. Le père Ravion, dit « Couche-Tôt, » devait ronfler le sommeil du Marchois qui a conscience d'avoir bien rempli sa tâche.

Camille écarta les bras, haussa les épaules. Pourquoi se révolter? Cela complétait la journée. Il eût été trop beau vraiment de finir ce jour-là devant un bon feu, le nez au-dessus d'une assiette qui fume! Camille fit quelques pas dans la rue, à la recherche d'un boulanger; mais les boulangers ferment boutique de bonne heure. Alors, il prit la résolution de ne pas entraver le destin et il alla se coucher sans dîner.

Camille n'osa pas retourner voir Manin de toute la semaine. Que lui aurait-il dit? Il convenait d'attendre la décision de Frémine. En somme, ce Frémine ne l'avait pas mal reçu. Il était de son monde. Il connaissait le « vieux Joubert. » Il aurait quelque bienveillance pour le débutant. Et Camille attendit le lundi avec une impatience telle qu'il lui eût été impossible de s'intéresser à qui et à quoi que ce fût. Il s'enferma chez lui, essaya de lire, de dessiner. Mais rien ne le retenait. Il restait des heures prostré dans son fauteuil ou couché sur son lit. Puis, tout à coup, il était repris de sa fièvre de marcher. Il allait du côté de Bercy, de la Salpêtrière, dans les petites rues populeuses où il pouvait se livrer à lui-même, s'exalter, se donner mille raisons d'espérer et de désespérer. Le soir, il s'assagissait en dînant chez le papa Ravion, toujours prévenant.

Enfin le lundi arriva. Lesté d'un solide sandwich, il vint prendre son rang dans le salon de *la Marotte*. Saint-Chinard était là qui fit semblant de ne pas le voir. Le jeune Frémine devait, par exception, être pressé. Les dessinateurs ne faisaient qu'entrer et sortir, Presque tous traversaient le salon avec des mines surprises ou furieuses. Saint-Chinard ne fut pas retenu plus longtemps que les autres, mais il se cambra en passant devant Camille et son large chapeau enfoncé sur son gros crâne, il fit tourner sa canne d'un air satisfait.

Lorsque Camille entra, Frémine d'abord ne le reconnut pas :

— Monsieur?

— Camille Joubert.

— Ah! parfaitement. Vous allez bien?

Le directeur de *la Marotte* était en habit, comme de coutume, mais il n'était point seul. Il y avait même dans son boudoir de travail une très brillante assemblée, jeunes hommes et jeunes femmes, causant avec nonchalance les uns debout, la plupart assis, tous habillés pour dîner. Frémine était sans doute leur hôte.

— Mais je vous dérange, Monsieur, dit Camille. Voulez-vous que je revienne?

— Pas du tout. Qu'est-ce qui vous amène?

— J'étais venu vous demander des nouvelles des dessins que je vous ai apportés lundi dernier.

— Des dessins? lundi dernier? Ah! sapristi, je les ai complètement oubliés... où donc les avez-vous mis?

— Là, dit Camille en s'efforçant de sourire. Les voici.

— Eh bien, nous allons les regarder ensemble. Vous pouvez approcher, Finette, et vous, chères. Tabol, viens voir, tu donneras ton avis. Tabol, mon cher Joubert, est caustique, mais il a du goût.

Camille dut donc dérouler ses essais devant cet étrange aréopage.

— Ah! que c'est laid! fit Mlle Finette.

— Qui c'est, dis? s'enquit une autre jeune personne.

— Il y a le nom dessous, répondit l'un des hommes.

— Moi, je ne trouve pas ça mal du tout, prononça un jeune godelureau. Ça ferait un joli jeu de boules.

Les dessins passèrent de main en main.

— Eh bien, Tabol? interrogea Frémine.

M. Tabol, qui avait un visage de poupée et au milieu de ses cheveux noirs une raie qui semblait dessinée à la craie, se caressait le menton avec son index et ne trouvait pas le mot caustique. Cependant, d'avance il en riait.

— Eh bien! Tabol?

Enfin l'oracle daigna ouvrir la bouche.

— Pardon... Est-ce que M. Joubert... fils... exécute ses dessins... lui-même?

La compagnie pouffa sans trop comprendre. Tabol, l'auteur du mot, ne connaissait, sans doute, de l'histoire des Joubert que le scandale très parisien de novembre, mais cela lui suffisait. A Paris, comme en province, on n'a pas besoin de plus longs renseignemens pour exercer son esprit. Camille, surpris, regarda cet homme qui l'insultait, serra les poings, puis sourit. Il venait de se reconnaître en Tabol. Oui, ce Tabol stupide et insolent, c'était lui-même, Camille Joubert, il y a quelques mois à peine. Comment en vouloir à soi-même? Camille haussa les épaules et se retourna vers Frémine.

Celui-ci cependant, de peur d'un esclandre, écourta la séance

reprit les dessins, un à un des mains de ses amis, les roula et allait les tendre à Camille, quand il se ravisa :

— C'est fâcheux, cher monsieur, que tous ces personnages soient si peu d'actualité, mais ils pourront m'être utiles, à l'occasion. Vous me les laissez, n'est-ce pas?

A la fois terrassé et énervé, Camille sortit avec empressement de ce guêpier.

— Les sales bonshommes! murmura-t-il sans songer à plastronner pour la galerie. Ils me paieront cela. J'ai leur tête.

Ce soir-là, il dina en toute hâte, puis saisissant son bloc-notes, il ébaucha de mémoire les traits de « ses juges. » Il n'est pas mauvais de travailler parfois dans la fièvre d'une déconvenue et dans l'inquiétude de l'avenir.

Le lendemain, l'inspiration était tombée. Camille se demanda sérieusement s'il devait, s'il pourrait poursuivre une carrière si malaisée, où il s'exposait à tant d'avanies. Et il faillit succomber à la tentation de ne plus rien essayer, d'aller au bout de son argent et de voir ce que la vie ferait de lui quand il n'aurait plus de quoi se nourrir. Puis il se sentit piqué par la curiosité de pénétrer davantage dans ce milieu d'artistes pauvres qu'il connaissait si peu et qui avait ses « sales types » et ses braves gens, comme tous les milieux du monde.

Un soir, dans une modeste librairie-papeterie de son quartier, il se mit à feuilleter toutes les petites revues à dessins. Puis il se rendit aux renseignemens.

Quelques « têtes du jour » en poche, il alla frapper à de nouvelles portes. A *Nique et Narque*, il reçut des mains d'un vieux larbin sourd un numéro d'ordre avec prière de repasser deux jours plus tard, pour avoir des nouvelles des dessins qu'on le priait de laisser. Le directeur était invisible. Les mauvaises langues prétendaient même qu'il n'existait pas et que c'était le vieux larbin sourd qui jugeait lui-même.

A *la Plaisanterie*, le directeur n'avait pas de jour. Il recevait quand il était là. Et comme justement « il était là, » Camille fut reçu immédiatement. Camille présentait cinq dessins, moins poussés que ceux de *la Marotte*, mais très ressemblans, résumant bien les « bonshommes » auxquels il s'attaquait.

Le directeur était un petit vieillard d'un blanc jaunâtre de cheveux et de barbe, qu'on n'avait jamais vu sortir de sa bou-

tique. Car la revue était en boutique. Il jeta un rapide regard de connaisseur vers le nouveau venu, puis du côté du dessin qui recouvrait les autres.

— Foyons, méssieu, je suis bressé. Fous aussi sans toute. Je pense que fous afez du dalent. Je fous achète le tout. Gompien foulez-fous du baquet? Sans toute, là tetans, il y a tu pon et du maufais. On toit risquer sa mise.

Le vieux petit juif avait pris les dessins et il les tenait entre ses deux mains ouvertes et allongées :

— Foyons, gombien en foulez-fous? Fous ne safez bas? Eh bien, moi, je fous en tonne sept francs cinquante... Et tenez, je baye dout te suite : cinq et deux sept. Dix, vingt, garante centimes. Je n'ai que garante centimes... Mais nous nous referrons. N'est-ce bas?

JACQUES DES GACHONS.

(La troisième partie au prochain numéro.)

NIETZSCHE ET LA GUERRE

En face de la Baie des Anges, « sous le ciel alcyonien de Nice, » comme il disait, Nietzsche écrivait, en 1886, dans la préface d'un de ses livres : « Qu'il puisse, un jour, y avoir des esprits libres de ce genre (les surhommes); que notre Europe *aura* parmi ses fils de demain et d'après-demain de pareils joyeux et hardis compagnons, corporels et palpables, et non pas seulement, comme dans mon cas, à titre de schémas et d'ombres, jouant pour un anachorète, c'est ce dont je serais le dernier à douter. Je les vois dès à présent venir lentement, lentement, et peut-être fais-je quelque chose pour hâter leur venue, quand je décris d'avance sous quels auspices je les vois naître, par quels chemins je les vois arriver (1). »

Or ces joyeux et hardis compagnons, qui doivent, par leur venue, bouleverser le monde, à quels signes les reconnaîtrons-nous?

A des signes infaillibles, dit Nietzsche, les signes auxquels se reconnaissent toutes les aristocraties, qu'on trouve dans celles du passé et qu'on retrouvera certainement dans celles de l'avenir : « Ces hommes, qui, *inter pares*, sont tenus si sévèrement dans les bornes par la coutume, le respect, l'usage, plus encore par une surveillance réciproque et la jalousie, qui, même dans leurs rapports entre eux, sont si inventifs en égards, en domination de soi, en fierté, délicatesse, amitié, — ces mêmes hommes se montrent au dehors, là où l'étranger commence, pas beaucoup meilleurs que les bêtes fauves déchaînées. Ils jouissent

(1) *Humain trop humain*, préface, p. 8.

alors d'être libérés de toute contrainte sociale, ils se dédommagent dans les pays incultes (sans *kultur*) de la tension d'un long internement, d'une longue contrainte dans la paix de la communauté. Alors ce ne sont que meurtres, incendies, viols joyeux. La superbe bête de proie blonde reparaît, qu'elle soit romaine, arabe, germanique ou japonaise, homérique ou scandinave (1). »

Eh! bien, mais il me semble que la voici, cette « superbe bête de proie blonde! » Ils viennent de nous faire visite, ces gais et hardis compagnons que le farouche professeur saxon, le philologue moustachu de l'université de Bâle, avant d'être enfermé au cabanon des fous, saluait comme ses enfans chéris. Tous les signes précurseurs de leur avènement se sont réalisés à la lettre. Rien n'y manque, ni les incendies, ni les assassinats, ni les joyeuses luxures. Le monde soulevé d'horreur et de dégoût les a vus opérer en Belgique et dans le Nord de la France, à Louvain, à Malines et à Reims. Les ruines fument encore, les cadavres mal enterrés empestent les plaines...

Et nous nous étonnons d'un si complet retour à la barbarie, nous n'en sommes pas encore tout à fait revenus. Ce n'est pourtant point faute d'avoir été avertis. Voilà bientôt trente ans que ces sinistres visiteurs nous furent prédits par un ennemi sournois, qui nous aimait à sa manière. Et ses prédictions ne s'enveloppaient point, à leur ordinaire, dans les phrases apocalyptiques d'un *Zarathoustra*. Elles avaient, comme on en peut juger par les lignes précédentes, la limpidité et le son franc du cristal.

*
* *

En réalité, l'œuvre entière de Nietzsche est dominée par le fait capital de la guerre de 1870, et elle s'explique, d'un bout à l'autre, par l'ébranlement nerveux que la vue immédiate de la guerre produisit en cette sensibilité maladive.

Car Nietzsche fut malade presque toute sa vie, mais un malade de constitution robuste, qui lutte désespérément contre son mal et qui ne veut pas s'avouer vaincu par lui. C'est en qualité d'ambulancier qu'il suivit les débuts de la campagne. Il assista peut-être aux combats qui se livraient sous Metz. En tout cas, il parcourut les champs de bataille de Lorraine et ce court pas-

(1) *La Généalogie de la Morale.*

sage au milieu des armées victorieuses de son pays, ce rapide contact avec la force brutale suffit pour le griser. Jusqu'à son dernier souffle, il fut ivre de cette mauvaise ivresse. L'homme de plume, par on ne sait quelle perversion, s'éprit de l'homme de sabre. Le civilisé devint l'admirateur éperdu de la brute. Le cachectique célébra la santé débordante du gaillard joyeux, qui écrase tout autour de lui. Mais, comme il était aussi un professeur, et un professeur allemand, il fallait que son pédantisme trouvât son compte dans ses enthousiasmes guerriers. Il fallait que la barbarie savante qu'il chantait, lui apparût, — suivant son expression, — comme « renouvelée des Grecs. » L'ivresse destructrice des armées allemandes devint pour lui l'ivresse dionysiaque, la folie orgiastique du dithyrambe, qui fut la première forme de la tragédie grecque. La guerre de 1870 devint, dans son imagination, une autre guerre médique, d'où le peuple allemand allait sortir régénéré, prêt à créer, comme l'Athènes du ve siècle, une science et une civilisation nouvelles.

Assez longtemps, il tourna autour de son idée, avant de lui trouver sa formule définitive, commençant par glorifier l'État, tel que l'avait conçu Hegel, attaquant ceux qui l'affaiblissent, en affaiblissant l'instinct monarchique des peuples : « Ils l'affaiblissent en effet, dit Nietzsche, en propageant l'idée libérale et optimiste du monde, qui a ses racines dans les doctrines du rationalisme français et de la Révolution, c'est-à-dire dans une philosophie tout à fait étrangère à l'esprit germanique, une platitude romane dépourvue de sens métaphysique... Pour éviter que l'esprit de spéculation n'abâtardisse ainsi l'esprit d'État, il n'est qu'un moyen, c'est la guerre et encore la guerre!... On ne trouvera donc pas mauvais que je chante ici le péan de la guerre. La résonnance de son arc d'argent est terrible. Elle vient à nous sombre comme la nuit. Pourtant Apollon l'accompagne, Apollon guide légitime des États, Dieu qui les purifie... Oui, disons-le : la guerre est nécessaire à l'État, comme l'esclave à la société. »

Mais tout cela n'était encore que le prélude. Enfin, dans *Ainsi parlait Zarathoustra*, Nietzsche, qui s'est entraîné par ailleurs au cynisme intellectuel, entonne le chant triomphal de la Brutalité prussienne. Malgré ses bizarreries voulues, ses ruses et ses réticences, ce livre est le plus sincère qu'il ait écrit, le plus dionysien et le plus nietzschéen. Il est sorti non

seulement de sa tête, mais de son cœur et de ses entrailles, et des entrailles de sa race. Jamais « la superbe bête de proie blonde » ne s'était confessée avec plus d'audace et d'impudeur.

Écoutons le péan barbare :

« Vous devez chercher votre ennemi et faire votre guerre, une guerre pour vos pensées! Et si votre pensée succombe, votre loyauté doit néanmoins crier victoire.

Vous devez aimer la paix comme un moyen de guerres. Et la courte paix plus que la longue.

Je ne vous conseille pas le travail, mais la lutte. Je ne vous conseille pas la paix, mais la victoire. Que votre travail soit une lutte, que votre paix soit une victoire!...

Vous dites que c'est la bonne cause qui sanctifie même la guerre? Je vous dis : c'est la bonne guerre qui sanctifie toutes choses.

La guerre et le courage ont fait plus de grandes choses que l'amour du prochain. Ce n'est pas votre pitié, mais votre bravoure qui sauva jusqu'à présent les victimes.

Qu'est-ce qui est bien? demandez-vous. Être brave, voilà qui est bien. Laissez dire aux petites filles : « Bien, c'est ce qui est en même temps joli et touchant. »

On nous appelle sans cœurs. Mais votre cœur est vrai et j'aime la pudeur de votre cordialité...

Vous êtes laids? Eh bien! mes frères, enveloppez-vous du sublime, qui est le manteau de la laideur...

La révolte, c'est la noblesse de l'esclave. Que votre noblesse soit l'obéissance. Que votre commandement lui-même soit de l'obéissance!

Un bon guerrier préfère « tu dois » à « je veux. » Et vous devez vous faire commander tout ce que vous aimez.

Que votre amour de la vie soit l'amour de vos plus hautes espérances et que votre plus haute espérance soit la plus haute pensée de la vie...

Ainsi vivez d'obéissance et de guerre! Qu'importe la vie longue! Quel guerrier veut être épargné!

Je ne vous ménage point, je vous aime du fond du cœur, mes frères en la guerre!

Ainsi parlait Zarathoustra (1). »

(1) *Les Discours de Zarathoustra*, p. 58 et suivantes.

Aujourd'hui, ces aphorismes du philologue sonnent à nos oreilles comme le programme même de l'empire et du militarisme allemands : obéissance passive, culte de la force et de la guerre, croyance que la force se confond avec le droit, impudence et mégalomanie, gaspillage des énergies et mépris de la vie humaine. A travers les couplets de l'hymne féroce, on entend monter en sourdine le *Deutschland über alles* et, à la fin du morceau, il semble que, derrière les grosses moustaches de Nietzsche, on voie pointer les moustaches en croc du Kaiser haranguant ses troupes, avant de les jeter à la boucherie : « *Je ne vous ménage point, je vous aime du fond du cœur, bons soldats de ma garde!...* »

Et comme on comprend que, transportés par cette « saga » moderne-style, par cet appel direct au *furor teutonicus*, les descendans des hordes scandinaves répondent au chef, en entonnant ce bardit :

« O Zarathoustra, à ces paroles, le sang de nos pères s'est retourné dans nos corps : cela a été comme les paroles du printemps à de vieux tonneaux de vin.

Quand les glaives se croisaient, semblables à des serpens tachetés de rouge, alors nos pères se sentaient portés vers la vie...

Comme ils soupiraient, nos pères, lorsqu'ils voyaient au mur des glaives polis et desséchés! Semblables à ces glaives, ils avaient soif de la guerre.

Car un glaive veut boire du sang, un glaive scintille de désir (1). »

*
* *

Quelque naïf dira peut-être que tout cela n'est que métaphores et que nous nous laissons duper par les mots; que la guerre dont il s'agit ici, c'est la guerre éternelle contre l'erreur, la guerre de la pensée, et qu'enfin le guerrier célébré par Nietzsche, c'est le paladin symbolique de la connaissance.

Mais toute son œuvre proteste contre cette interprétation superficielle. D'ailleurs lui-même, quittant le mode sibyllin, a expressément déclaré qu'après 1870, l'Europe est entrée dans la période de la grande politique, — la politique mondiale, —

(1) *Zarathoustra, quatrième et dernière partie*, p. 347.

et que Napoléon a décidément inauguré l'ère de la « grande guerre, » dont la guerre franco-allemande n'est qu'un épisode : « C'est à Napoléon (et nullement à la Révolution française qui cherchait la fraternité entre les peuples et les universelles effusions fleuries), que nous devons de pouvoir pressentir maintenant une suite de quelques siècles guerriers, qui n'aura pas son égal dans l'histoire, en un mot d'être entrés dans l'*âge classique de la guerre*, de la guerre scientifique et en même temps populaire, de la guerre faite en grand (de par les moyens, les talens et la discipline qui y seront employés). Tous les siècles à venir jetteront sur cet âge de perfection un regard plein d'envie et de respect; — car le mouvement national d'où sortira cette gloire guerrière n'est que le contre-coup de l'effort de Napoléon et n'existerait pas sans Napoléon. C'est donc à lui que reviendra un jour l'honneur d'avoir refait un monde, dans lequel *l'homme*, le guerrier, l'emportera une fois de plus sur le commerçant et le « philistin; » peut-être même sur « la femme » cajolée par le christianisme et l'esprit enthousiaste du XVIIIe siècle, plus encore par les « idées modernes. » Napoléon, qui voyait dans les idées modernes et, en général, dans la civilisation, quelque chose comme un ennemi personnel, a prouvé par cette hostilité qu'il était un des principaux continuateurs de la Renaissance. Il a remis en lumière toute une face du monde antique, peut-être la plus définitive, la face de granit. Et qui sait si, grâce à elle, l'héroïsme antique ne finira pas quelque jour par triompher du mouvement national, s'il ne se fera pas nécessairement l'héritier et le continuateur de Napoléon : — de Napoléon, qui voulait, comme on sait, l'Europe Unie, pour qu'elle fût la *maîtresse du monde* (1). »

Qui pourrait, aujourd'hui, considérer ces lignes comme un simple divertissement intellectuel? Nous y sommes jusqu'au cou dans la « grande guerre, » à la fois scientifique et populaire, la guerre colossale et sans précédent, que les Allemands se flattent d'avoir déchaînée sur le monde. Et, quand il s'agit d'emboîter le pas à Napoléon, de conquérir non seulement l'hégémonie de l'Europe, mais la maîtrise du monde, il me semble que nous sommes en plein dans « la grande politique. » Tout cela est sérieux, tristement sérieux, hélas! Les phrases de Nietzsche, de

(1) *Le gai savoir*, 362.

ce solitaire, dédaigné d'abord de ses compatriotes, sont devenues le mot d'ordre de toute une nation. Le mirage d'avenir, qu'il a fait briller devant l'imagination allemande, l'Allemagne entière s'évertue à le réaliser.

Si nous pouvions conserver le moindre doute sur sa pensée fondamentale, sur l'importance de premier ordre qu'il attribue à la guerre, — la guerre réelle, à coups de canon, et non à coups de plume ou de bouquins, — il nous suffirait de relire ce passage empreint d'une cordiale sincérité : « C'est, dit-il, une vaine idée d'utopistes et de belles âmes que d'espérer beaucoup encore (ou même beaucoup seulement alors) de l'humanité, lorsqu'elle aura désappris de faire la guerre. En attendant, nous ne connaissons pas d'autre moyen qui puisse rendre aux peuples fatigués cette rude énergie du champ de bataille, cette profonde haine impersonnelle, *ce sang-froid dans le meurtre* uni à une bonne conscience, cette commune ardeur organisatrice dans l'anéantissement de l'ennemi, cette fière indifférence aux grandes pertes, à sa propre vie, et à celle des gens qu'on aime, cet ébranlement sourd des âmes, comparable aux tremblemens de terre. Sans doute, on inventera, sous diverses formes, des substituts de la guerre, mais peut-être feront-ils voir de plus en plus qu'une humanité d'une culture aussi élevée et, par là même, aussi fatiguée que l'est aujourd'hui l'Europe, a besoin non seulement des guerres, mais des plus terribles, — *partant de retours momentanés à la barbarie*, — pour ne pas dépenser en moyens de civilisation sa civilisation et son existence même. » — Qu'on regarde de près chacune de ces phrases; non seulement on y reconnaîtra la pure doctrine de l'Allemagne intellectuelle d'aujourd'hui, mais on en verra sortir quelques-uns des faits-divers dont s'alimentent, depuis quatre mois, nos journaux. C'est de la divination. Inclinons-nous devant Nietzsche. S'il n'a pas été un entraîneur pour la jeunesse de son pays, il a été un voyant d'une lucidité extraordinaire.

*
* *

Voilà donc la guerre décrétée l'éducatrice du genre humain. Si elle n'est plus, aux yeux de Nietzsche, d'institution divine, elle est scientifiquement nécessaire à l'humanité.

Guerre contre qui?... Mais, d'une façon générale, envers et

contre tous, — tout simplement : « Sus, sus ! dit Picrochole, et qui m'aime me suive ! » Chacun aura son tour, quiconque n'appartient pas à la belle race élue des maîtres, qui doivent asservir la planète. Mais il faut être patient, guetter l'heure et savoir ménager l'ennemi, jusqu'au moment favorable pour l'attaque. En tout temps, il y a des peuples débiles qui semblent, d'eux-mêmes, tendre le col au joug. On commencera par ceux-là : ce sont les peuples qui, ayant perdu le culte de la force, avec le sentiment de leur vaillance, se font les propagateurs d'une morale d'esclaves, la seule qui leur convienne. Pour ces doux, Nietzsche ne tarit pas en sarcasmes. Il leur jette l'injure à la face, il les appelle « bêtes de troupeaux, peuples-chiens, races inférieures ou dégénérées. » Ceux-là, *il faut* qu'ils disparaissent, pour céder la place aux forts. Pas de pitié pour eux ! Les épargner serait une injustice envers la Vie, puisqu'ils ne méritent pas de vivre :

« *Tu ne tueras point, tu ne déroberas point !* Ces paroles étaient appelée saintes jadis : devant elles, on courbait les genoux et la tête, et l'on ôtait ses souliers.

Mais je vous le demande, où y eut-il jamais de meilleurs brigands et de meilleurs assassins dans le monde que ne l'étaient ces saintes paroles ?

N'y a-t-il pas, dans la vie elle-même, vol et assassinat ?

Et, en sanctifiant ces paroles, n'a-t-on pas assassiné *la vérité* elle-même ?

Ou bien n'était-ce point prêcher la mort que de sanctifier tout ce qui contredisait et déconseillait la vie ?... O mes frères, brisez, brisez-moi les vieilles tables (1) ! »

Veut-on avoir la traduction de ce lyrisme d'apache en langage clair et prosaïque, et immédiatement contemporain ? Qu'on écoute cette interview d'un blessé allemand, un colonel bavarois, récemment hospitalisé dans une de nos villes méridionales. Comme, avec toutes les formes convenables, un prêtre en visite lui parlait des atrocités commises par ses compatriotes en Belgique et dans le Nord de la France, le colonel lui répondit : — « Ah ! c'est que ce n'est pas une guerre ordinaire ! C'est une guerre d'extermination ! Il ne s'agit pas de savoir qui gagnera une bataille, pour faire la paix ensuite. Il s'agit de savoir si la

(1) *Zarathoustra*, p. 285.

race latine et la race slave vont prétendre continuer d'exister en face de la race germanique, c'est-à-dire en face d'une culture et d'une civilisation supérieures. » A quoi l'ecclésiastique de répondre : « Et nous, sommes-nous donc sans culture ? Et les Belges ? — Oh ! parfaitement ! Je la connais, votre culture, je lis vos auteurs. Mais c'est une culture inférieure, la flamande aussi !... Oui, c'est entendu ! Vous êtes bons, vous soignez bien nos blessés. Mais que voulez-vous ? Vous êtes des êtres inférieurs, destinés à être absorbés. »

Ainsi parlait Zarathoustra, n'est-il pas vrai ?

Et même il avait soin de désigner à mots couverts la juste victime de l'ambition des forts, la proie légitimement offerte à leurs convoitises. Afin que nul n'en ignore, cette proie se trouve « là où la vie a son développement le plus mesquin, le plus étroit, le plus pauvre, le plus rudimentaire, et où, pourtant, elle ne peut faire autrement que de se prendre elle-même pour la fin et la mesure des choses, que d'émietter et de mettre en question furtivement, petitement, assidûment, ce qui est plus noble, plus grand, plus riche (1)... » Ces gens, qui mettent en question petitement ce qui est grand et noble, ô mes frères de France et d'Europe, c'est nous-mêmes, n'en doutons pas !

*
* *

Dès maintenant, des symptômes politiques non équivoques encouragent les espoirs des forts. Le socialisme et le nationalisme s'entendent admirablement à façonner les races inférieures pour la domination des aristocraties de l'avenir. Le socialisme surtout excelle à déviriliser, à abêtir et à domestiquer les masses. Et ainsi « tandis que la démocratisation de l'Europe aboutira à la création d'un type préparé à l'esclavage, ... l'homme fort deviendra nécessairement plus fort et plus riche qu'il ne l'a peut-être été jusqu'à présent, grâce au manque de préjugés de son éducation, grâce aux facultés multiples qu'il possédera dans l'art de dissimuler et dans les usages du monde. » — A ce manque de préjugés, à cet art de dissimuler, qui caractérisent l'homme fort, s'ajouteront les voyages et la vie cosmopolite, pour parachever son éducation. Derrière le

(1) *Par delà le bien et le mal*, p. 258 et suiv.

mouvement démocratique de l'Europe, « s'accomplit, nous assure Nietzsche, un énorme processus physiologique, qui grandit chaque jour, — le phénomène du rapprochement des Européens, des Européens qui s'éloignent de plus en plus des conditions qui font naître des races liées par le climat et les mœurs, et qui s'affranchissent chaque jour davantage de tout *milieu défini*... donc la lente apparition d'une espèce d'hommes essentiellement *surnationale* et nomade, qui, comme signe distinctif, possède, physiologiquement parlant, un maximum de faculté et de force d'assimilation. »

L'éducation et surtout l'entretien de cette aristocratie, stimulatrice et dépensière effrénée de toutes les énergies, imposeront aux peuples un surmenage terrible. Jamais les cas de folie, de crétinisme, de rachitisme, de dégénérescence n'auront été plus fréquens que dans ces milieux de vie intense. Mais il serait absurde de s'en effrayer. C'est la rançon inévitable : « La *défection*, dit Nietzsche, la décomposition, le déchet n'ont rien qui soit condamnable en soi : ils ne sont que les conséquences nécessaires de la vie, de l'augmentation vitale... Une société n'est pas libre de rester jeune, et même, au moment de son plus bel épanouissement, elle laisse des déchets et des détritus. Plus elle progresse avec audace et énergie, plus elle devient riche en mécomptes, en difformités, *plus elle est près de sa chute* (1). »

Acceptons-en l'augure. Il paraît que l'Allemagne intense d'aujourd'hui est riche en neurasthéniques, en fous et en suicidés. Serait-ce le commencement de sa fin ?

*
* *

Mais Nietzsche se rirait de la question. Avant qu'une aristocratie, telle qu'il la rêve, apparaisse dans le monde, bien des tentatives infructueuses se seront succédé. Un surhomme coûte cher, et il est long à créer.

En tout cas, voici les caractéristiques qui le signaleront aux foules esclaves, ou aux observateurs perspicaces. D'abord, l'aristocrate de l'avenir sera un guerrier, un chef militaire, — du moins provisoirement, pendant les siècles que durera « la grande guerre. » Car, répétons-le encore, avec Nietzsche, nous sommes certainement entrés « dans une nouvelle ère guer-

(1) *La volonté de puissance*, p. 112, 113.

rière (1). » Toute illusion pacifiste et humanitaire à ce sujet serait aussi naïve que funeste. Moyennant quoi, l'auteur de *Zarathoustra* ne laisse passer aucune occasion de se proclamer un admirateur enthousiaste de tout ce qui touche à la guerre et d'affirmer son culte du militarisme. Avec une insistance un peu ridicule chez un homme de plume et d'écritoire, il affecte d'employer des métaphores belliqueuses, des expressions empruntées à la technique militaire. Encore à la fin de sa vie lucide, dans les notes destinées à son livre sur *la volonté de puissance*, s'il examine les meilleurs remèdes contre les dissolvans de la modernité, il cite en première ligne « le *service militaire obligatoire*, avec des guerres véritables, qui fassent cesser toute espèce de plaisanterie (2). » — Ces derniers mots sont vraiment admirables; *toute espèce de plaisanterie!* Y sent-on assez la raideur du caporal prussien! Méditons-les soigneusement, et rapprochons-les, pour en faire notre profit, de ces autres mots, que les journaux attribuaient dernièrement à un diplomate teuton : « La guerre n'est pas un thé de cinq heures. » Les Allemands doivent, comme nous, en savoir quelque chose.

Enfin, pour couper court à toute discussion, Nietzsche ajoute en faveur du militarisme cet argument suprême : « Le maintien de l'état militaire est le dernier moyen qui nous soit laissé, soit pour la sauvegarde des grandes traditions, soit pour l'institution du type supérieur de l'homme, du type *fort*. » C'est donc, en définitive, une question vitale pour la civilisation.

*
* *

Or, l'aristocrate formé par le militarisme ne connaît que lui-même et les hommes de son rang, lui d'abord : « Au risque de scandaliser les oreilles naïves, je pose en fait, dit Nietzsche, que *l'égoïsme* appartient à l'essence des âmes nobles... L'âme noble accepte l'existence de son égoïsme, sans avoir de scrupule. *C'est la justice même*... Elle prend, comme elle donne, par un instinct d'équité passionné et violent, qu'elle a au fond d'elle-même (3). » Ainsi quand un voleur vous vole, c'est par « un instinct d'équité passionné et violent. »

(1) *Par delà le bien et le mal*, p. 195.
(2) *La volonté de puissance*, p. 86.
(3) *Par delà le bien et le mal*, p. 314.

Mais ces nobles voleurs se piquent d'avoir une morale à eux, la morale des maîtres, qui ne saurait, en aucune façon, être celle des esclaves : « Une morale de maître est surtout étrangère et désagréable au goût du jour, lorsqu'elle affirme, avec la sévérité de son principe, que l'on n'a de devoir qu'envers ses égaux; qu'à l'égard des êtres de rang inférieur, à l'égard de tout ce qui est étranger, on peut agir à sa guise, « comme le cœur vous en dit, » et de toute façon, en se tenant « par delà le bien et le mal. » On peut, si l'on veut, en de certains cas, user de compassion, quoique rien ne soit plus dangereux pour les forts que la pitié : « Il y a aujourd'hui, dans toute l'Europe, une sensibilité et une irritabilité maladives pour la douleur, et aussi une intempérance fâcheuse à se plaindre, une effémination qui voudrait se parer de religion et de fatras philosophique pour se donner plus d'éclat. Il y a un véritable culte de la douleur. Le manque de virilité de ce qui, dans les milieux exaltés, est appelé compassion saute, je crois, tout de suite aux yeux (1). » Arrière donc la pitié! Le véritable mâle la méprise. « *Wotan a mis dans mon sein un cœur dur :* cette parole de l'antique *saga* scandinave est vraiment sortie de l'âme d'un Wiking orgueilleux. Car lorsqu'un homme sort d'une pareille espèce, il est fier de ne pas avoir été fait pour la pitié (2). » Et d'ailleurs celui qui a des ennemis à abattre, celui qui veut ceindre la couronne de victoire doit être dur. Écoutons encore Zarathoustra :

« ... Si vous ne voulez pas être des *destinées, des inexorables,* comment pourriez-vous, un jour, vaincre avec moi?

Et si votre dureté ne veut pas étinceler et trancher et inciser, comment pourriez-vous un jour créer avec moi?

Car les créateurs sont durs. Et cela doit vous sembler béatitude d'empreindre votre main en des siècles, comme en de la cire molle, — béatitude d'écrire sur la volonté des millénaires, comme sur de l'airain, — plus dur que de l'airain, plus noble que l'airain. Le plus dur seul est le plus noble.

O mes frères, je place au-dessus de vous cette nouvelle table de la loi : DEVENEZ DURS (3)! »

Les âmes sensibles peuvent alléguer que l'homme dur et

(1) *Par delà le bien et le mal,* p. 336.
(2) *Ibid.*, p. 300.
(3) *Ainsi parlait Zarathoustra,* p. 303-304.

sans pitié se met hors de l'humanité, se rapproche du barbare et de la brute, Nietzsche leur répond triomphalement : « Il ne faut pas se faire d'illusions humanitaires sur l'histoire des origines d'une société aristocratique (qui est la condition pour l'élévation du type « homme.) La vérité est dure. Disons-la sans ambage, montrons comment jusqu'ici a *débuté* sur terre toute civilisation élevée. Des hommes d'une nature naturelle, *des Barbares* dans le sens le plus redoutable du mot, *des hommes de proie*, en possession d'une force de volonté et d'un désir de puissance encore inébranlés, se sont jetés sur des races plus faibles, plus policées, plus pacifiques, peut-être commerçantes ou pastorales, *ou encore sur des civilisations amollies et vieillies, chez qui les dernières forces vitales s'éteignaient, dans un brillant feu d'artifice d'esprit et de corruption.* La caste noble fut, à l'origine, toujours la caste barbare. Sa supériorité ne résidait pas tout d'abord dans sa force physique, mais dans sa force psychique. Elle se composait d'hommes plus complets, ce qui, à tous les degrés, revient à dire, *de bêtes plus complètes* (1). » Et voilà !... Quand nous croyons injurier les officiers allemands, incendiaires de cathédrales, ou assassins de femmes et d'enfants, en les traitant de barbares et de bêtes brutes, ils nous rient au nez. Ils revendiquent ce titre avec orgueil : barbares et brutes, ils sont fiers de l'être.

Faire le plus de mal possible au voisin, qui est l'ennemi, c'est bénédiction pour l'homme fort. Le contraire serait sottise et faiblesse. En effet, « s'abstenir réciproquement de froissemens, de violence, d'exploitations, cela peut, entre individus, passer pour être de bon ton, mais seulement à un point de vue grossier, et lorsqu'on est en présence de conditions favorables... Mais dès qu'on pousse plus loin ce principe, dès qu'on essaie d'en faire même le principe fondamental de la société, on s'aperçoit qu'il s'affirme pour ce qu'il est véritablement : volonté de nier la vie, principe de décomposition et de déclin. Il faut ici penser profondément, et aller jusqu'au fond des choses, en se gardant de toute faiblesse sentimentale. La vie elle-même est essentiellement appropriation, agression, assujettissement de ce qui est étranger et plus faible, oppression, dureté, *imposition de ses propres forces, incorporation, et tout au moins*

(1) *Par delà le bien et le mal*, p. 294.

exploitation (1). » Autrefois on croyait rêver, en lisant cela. Aujourd'hui, il faut bien s'incliner devant la réalité, et saluer décidément dans ces phrases de Nietzsche le programme prophétique, — d'une franchise et d'une brutalité toutes bismarckiennes, — de l'impérialisme allemand et de sa politique mondiale : incorporation, ou « tout au moins » exploitation. Voilà ce qui attend quiconque n'a pas encore l'honneur de faire partie de l'Empire.

Rien n'arrêtera la brute conquérante lâchée contre sa proie, pas plus la crainte de souffrir elle-même, que de faire souffrir autrui. Il y a une jouissance dans la douleur victorieusement subie et il y en a une autre à faire le mal sciemment. Dans le plan de son grand ouvrage inachevé, de celui qu'il appelle *Le Livre parfait*, Nietzsche prévoit des développemens considérables sur la « nécessité de faire mal, sur la volupté de la destruction. » Ce n'est pas que les victimes se soumettent de gaîté de cœur aux traitemens féroces du conquérant. Elles se révoltent et, quelquefois, de façon cuisante pour le vainqueur. Mais qu'importe! L'homme fort aime le risque, il cherche le danger de l'aventure, il est content d'avoir un bon ennemi, ne fût-ce que pour entretenir sa bravoure et aussi sa cruauté. Car il faut être méchant et cultiver diligemment sa méchanceté. En cent passages Nietzsche revient sur la nécessité qu'il y a, pour l'homme fort, d'être méchant.

Ainsi, il est dur à lui-même comme il est dur aux autres. Grâce à cette éducation impitoyable, il devient, comme dit son pédagogue, « une bête complète; » il goûte la joie profonde d'être une brute, de se sentir une brute malfaisante et destructrice. Détruire! quelle ivresse! D'abord, l'ennemi : cela va de soi! Puis tout ce qui touche à l'ennemi, sa civilisation, son passé. Tout cela est condamné à mort avec lui. Tout cela est entaché d'erreur et de corruption, puisque cela n'a pas pu le sauver. Hâtons-nous de faire disparaître ces vestiges d'une race moribonde :

« O mes frères, suis-je donc cruel? dit Zarathoustra. Mais je vous le déclare : ce qui tombe, il faut encore le pousser!

Tout ce qui est d'aujourd'hui tombe et se décompose. Qui donc voudrait le retenir? Mais moi, — moi je veux encore le pousser!

(1) *Par delà le bien et le mal*, p. 296.

Connaissez-vous la volupté qui précipite les roches dans les profondeurs à pic?... Ces hommes d'aujourd'hui, regardez donc comme ils roulent dans mes profondeurs!

Je suis un prélude pour de meilleurs joueurs, ô mes frères, un exemple! Faites selon mon exemple!

Et, s'il y a quelqu'un à qui vous n'appreniez pas à voler, apprenez-lui *à tomber plus vite* (1)! »

Par delà les ruines, en avant! Mort au passé, et vive l'avenir! Un tas de pierres, même consacrées par l'art ou par les vieilles religions, ne doit pas arrêter l'élan du vainqueur : « J'aimerai, dit Zarathoustra, j'aimerai même les églises et les tombeaux des dieux, *quand le ciel regardera d'un œil clair à travers leurs voûtes brisées. J'aime à être assis sur les églises détruites*, semblable à l'herbe et au rouge pavot (2). » Est-ce simplement le hasard des mots, ou bien, je le répète, est-ce une vision prophétique? En tout cas, les dévastations sauvages de Louvain, de Malines, de Reims, d'Ypres et d'Arras fournissent à ce passage un commentaire d'une actualité tragique et saisissante. Le mois dernier, les lignes suivantes paraissaient dans le *Tag* de Berlin, sous la signature d'un général allemand : « Nous n'avons rien à justifier. Tout ce que feront nos soldats pour faire du mal à l'ennemi, tout cela sera bien fait et justifié d'avance. Si tous les chefs-d'œuvre d'architecture placés entre nos canons et ceux des Français allaient au diable, cela nous serait parfaitement égal... On nous traite de Barbares : la belle affaire! nous en rions. Nous pourrions tout au plus nous demander si nous n'avons pas quelque droit à ce titre. Que l'on ne nous parle plus de cathédrale de Reims, et de toutes les églises et de tous les palais qui partageront son sort : nous ne voulons plus rien entendre. Que de Reims, nous arrive seulement l'annonce d'une deuxième entrée victorieuse de nos troupes : tout le reste nous est égal. »

N'est-ce pas que c'est d'un bon élève de Zarathoustra? car le moderne barbare est un bon élève, — c'est là sa marque. Il est pédant, comme son père le philologue Frédéric Nietzsche. Il n'abandonne rien au hasard, il fait tout par principe. S'il lâche la bride à ses ignobles instincts, il faut que la philosophie ou la science le munissent pour cela de raisons profondes. S'il se

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 296.
(2) *Ibid.*, p. 326.

saoûle, il faut que ce soit à l'imitation du thiase de Dionysos : « Bien manger et bien boire, ô mes frères, ce n'est pas en vérité un art vain (1), » vaticine Zarathoustra. Mais le Germain ne peut imiter le Grec, que comme le bourgeonné Silène imite son maître. L'orgie dyonisienne, pour lui, c'est se rouler dans le sang et dans l'ordure.

*
* *

Quelqu'un me dit : ce parallélisme entre la philosophie de Nietzsche et les mœurs militaires allemandes, telles que la guerre actuelle vient de les révéler, est assurément curieux et même frappant. Mais ce parallélisme est tout accidentel. En réalité, Nietzsche n'a eu ni succès, ni influence en Allemagne.

C'est bien possible, et lui-même s'est assez plaint du grand silence qui accueillit, dans sa patrie, tous ses ouvrages indistinctement. Pour l'instant, je ne veux pas examiner cette question dont j'ignore les premiers élémens. Il me suffit de constater l'accord parfait qu'il y a entre ses enseignemens et la mentalité très spéciale que manifestent, en ce moment, les armées allemandes. Telle de ces pages est l'exacte photographie psychologique de l'officier allemand d'aujourd'hui. Lui-même enfin nous apparaît, non pas seulement comme le type littéraire le plus complet et le plus original de la culture allemande contemporaine, mais comme le produit le plus parfait de la discipline prussienne, du militarisme intellectuel prussien.

On objecte qu'il aimait la France. Comment l'aimait-il, hélas! et pour quelles raisons médiocrement flatteuses! Il la considère comme le type de la nation décadente, mais qui a au moins les vertus de sa décadence, une finesse, une pénétration psychologique tout à fait singulières. La France qu'il exalte le plus appartient au passé : c'est la France classique, avec son sens de la perfection et de l'aristocratie. Pour ce qui est de la France moderne, il lui retire la qualité essentielle à ses yeux, l'énergie et la continuité du vouloir. Que de vains complimens, et sur des avantages secondaires, ne nous abusent donc pas! Nietzsche est un Allemand, et même un Sur-Allemand, — un Prussien. Il a eu le tort de confesser ses instincts, de dire tout

(1) *Ainsi parlait Zarathoustra*, p. 290.

haut ce qu'il convoitait, ce qu'il espérait, de mettre à nu l'âme prussienne, à une époque où elle avait encore la pudeur d'elle-même. On lui a fait payer ce cynisme par la conspiration du silence. Peut-être aussi ses compatriotes n'étaient-ils pas mûrs pour le comprendre :

> Ton siècle était, dit-on, trop jeune pour te lire :
> Le nôtre doit te plaire, et tes hommes sont nés.

Mais il savait bien, lui, qu'il était profondément allemand : « ce livre si allemand, » écrivait-il, à propos de *Humain trop humain*. Sans cesse, il fut hanté par le souci de l'avenir de son pays, et, lorsqu'il publia ses premières brochures, son ami Overbeck, qui les signalait à l'historien Treischke, pouvait les lui recommander en ces termes : « Je suis sûr que tu discerneras, dans ces considérations de Nietzsche, le plus profond, le plus sérieux, le plus instinctif dévouement à la grandeur allemande (1). »

Enfin, trait significatif, qui achève la physionomie de l'Allemand moderne (et peut-être de tous les temps), Nietzsche avait le sens de la dissimulation : il recommandait la tromperie comme une excellente arme de guerre et d'avant-guerre. Autant que le public réfractaire à l'écrivain novateur, la proie désignée du peuple conquérant veut être abusée par de faux semblans. Avec sa dure et toujours un peu grossière ironie à la prussienne, l'auteur de *Zarathoustra* a écrit quelque part : « Il est sage pour un peuple de laisser croire qu'il est profond, qu'il est gauche, qu'il est bon enfant, qu'il est honnête, qu'il est malhabile ; il se pourrait qu'il y eût à cela plus que de la sagesse, — de la profondeur. Et enfin, il faut bien faire honneur à son nom [quand on est allemand] : on ne s'appelle pas impunément *das Teusche volk*, — le peuple qui trompe (2). »

*
* *

A quel point Nietzsche nous a trompés et bernés, nous autres bonnes gens de France (à peu près comme Frédéric II trompa et berna Voltaire), c'est une chose stupéfiante, et que,

(1) Cité par Daniel Halévy, Paris, *La Vie de Frédéric Nietzsche*, p. 153.
(2) *Par delà le bien et le mal*, p. 264.

pour ma part, je ne suis pas encore tout à fait parvenu à m'expliquer.

Je jure qu'avant ces derniers temps, j'ignorais complètement son œuvre, ou je ne la connaissais que par de vagues ouï-dire. Voilà douze ans, j'essayai de lire *Zarathoustra*. Dès la première page, je refermai le livre, arrêté par les broussailles de cette mauvaise prose allemande. L'indigeste volume a dormi jusqu'à présent sur les rayons de ma bibliothèque. Mais, dès que je l'eus ouvert, avec la volonté d'en avoir le cœur net, la conviction s'imposa à mon esprit que l'ignoble guerre allemande d'aujourd'hui, dans son inspiration et ses tendances, est sortie de ce livre et de ses pareils. S'il vivait encore, Nietzsche pourrait dire, en toute vérité : « C'est ma guerre. »

Comment nos gens n'en ont-ils rien soupçonné, voilà qui me passe. Je ne connais pas de plus bel exemple de la dépravation intellectuelle qui, naguère encore, sévissait chez nous. (Espérons que, maintenant, c'est fini et que les communiqués du général Joffre nous auront donné une leçon de rhétorique radicale et définitive!) Nos mandarins de lettres étaient si incapables de comprendre qu'on pût parler pour autre chose que pour le plaisir, que cette abominable prédication de Nietzsche, si terriblement réaliste et positive, a été prise par eux pour de la simple virtuosité idéologique. Pas un seul instant, ils n'ont songé à se demander si elle ne pourrait point avoir une répercussion, immédiate ou lointaine, dans la pratique.

Ainsi, voilà une doctrine qui n'a d'originalité que parce qu'elle subordonne brutalement la pensée à l'action, la spéculation à la vie, une doctrine qui est avant tout une philosophie de la vie, intéressante uniquement si elle passe dans les faits, *si elle est vécue*. Et personne ne s'est inquiété de savoir ce qu'elle était devenue dans la réalité; ni si elle a tenté, ni même si elle est capable de se réaliser. Ce n'était là, croyait-on, que du paradoxe, de la mousse un peu épaisse d'intellectualité. Et puis enfin, comme on avait coutume de dire, dans nos milieux littéraires, après une brillante discussion : cela n'avait pas d'importance! Pour nous, il y a quatre mois (il me semble qu'il y a quatre siècles), — grâce justement à l'influence pernicieuse et toujours persistante du vieil idéalisme allemand, — il existait un abîme entre penser et agir. Quelle fâcheuse tournure d'esprit! Par elle s'explique que nos esthètes et nos critiques n'aient vu dans

l'œuvre de Nietzsche que de la littérature, les rêveries d'un neurasthénique solitaire. Ces phrases, bourrées, comme des obus, par les pires explosifs de la pensée allemande, ils les ont maniées avec l'inconscience et la sérénité d'un garçon de muséum époussetant les cartons de ses herbiers.

Mais cette confrontation des théories nietzschéennes avec la réalité, — quand ils l'eussent essayée, — était bien impossible à nos littérateurs. Ils en sont toujours à « l'homme classique » de Taine, à cette entité psychologique, sur laquelle nos Jacobins ont discouru et légiféré. Un Jeune-Turc, pour eux, ne peut être révolutionnaire qu'à la façon de nos radicaux-socialistes. Ils ne conçoivent point que la liberté de notre catéchisme républicain ne soit et ne puisse être qu'une liberté française : ils sont persuadés qu'elle vaut pour l'univers et que le reste du monde nous l'envie. Les voyages n'y font rien, ne leur apprennent rien. Des milliers de Français ont traversé l'Allemagne, ils n'en ont rapporté que des étonnemens, des admirations de badauds hypnotisés par des façades, et incapables de deviner ce qui se passe derrière. Les plus coupables sont ceux qui nous ont présenté de l'Allemand moderne une image généreuse autant que conventionnelle. Leurs livres n'ont pas résisté au premier choc des réalités. Comme le disait Maurice Barrès des romans de Zola, ils ont beau dater d'hier, ils sont déjà en puanteur.

Ce qui nous excuse peut-être, c'est que les Allemands, qui s'infiltrent partout, qui vivaient chez nous, qui avaient envahi jusqu'à nos villages et jusqu'à nos fermes, qui ont la science la mieux informée, la plus documentée, et le premier service d'espionnage du monde entier, nous ignoraient presque autant que nous les ignorions, avant la rencontre du champ de bataille. Maintenant, ils nous connaissent, et avantageusement, je crois. Si cher que leur connaissance nous ait coûté, nous ne pouvons pas en dire autant d'eux.

LOUIS BERTRAND.

DE MONTMIRAIL A VALMY

Certaines régions de la terre doivent à leur situation géographique d'être comme les champs clos de l'histoire où se règlent les destinées des nations. Avec la Lombardie, notre Champagne est un de ces chemins mystérieux du monde, suivant l'expression de Maurice Barrès, par où le germanisme toujours a tenté d'assaillir la civilisation de Rome et ses héritiers. « Destinée fatale, établie de toute éternité, de même que sur nos têtes, chaque automne, c'est le grand passage des oiseaux qui émigrent. » Les mêmes champs Catalauniques, qui virent la défaite d'Attila, virent, quinze cents ans plus tard, les journées glorieuses de la bataille de la Marne. Et quelle ne fut pas notre émotion de lire, dans les communiqués officiels, avec la nouvelle de notre offensive triomphante, les noms des victoires de Napoléon! A un siècle de distance, deux empereurs, grisés par le rêve d'une domination universelle, vinrent ici se heurter à des ennemis qu'unissait le même besoin d'empêcher une insupportable hégémonie.

Sous la lumière d'octobre, avant que soient refroidies les cendres des héros morts et des maisons incendiées, j'ai voulu parcourir ces campagnes de la Marne, où l'histoire d'aujourd'hui se mêlera désormais à l'histoire d'hier.

Montmirail, par où j'ai commencé mon pèlerinage, a peu souffert de l'occupation ennemie. A peine un éclat d'obus égaré est-il venu, sur la colonne de Marchais, ajouter un souvenir de 1914 à ceux de 1814; mais l'aigle doré qui la surmonte est encore debout. Sans doute ce respect est-il dû au prestige que Napoléon exerce sur les Allemands et en particulier sur leur empereur qui comptait bien, par cette nouvelle guerre, se hausser à sa taille. Toujours est-il que ce culte s'affirma par-

tout. Dans la salle de l'hôtel du Vert-Galant, où je déjeune à la table même qu'occupa von Kluck, le 4 septembre, les gravures, qui ornent les murs et représentent les épisodes de l'épopée impériale, sont absolument intactes. Intact également le château qu'éleva Louvois, seigneur de Montmirail. Bien qu'inhabité et un peu abandonné, les Allemands ne le saccagèrent pas, et l'on y installe en ce moment une maison de convalescence pour nos blessés. Le parc est merveilleux dans sa parure automnale, et je m'attarderais volontiers sur la terrasse qui s'avance ainsi qu'un promontoire au-dessus de la vallée du Petit-Morin. Mais l'heure n'est pas aux molles rêveries, quand il y a, dans l'air, comme des appels de clairon...

Montmirail, Vauchamp, Champaubert : étapes illustres qui jalonnent ma route. Sur place, je me rends compte des batailles de 1814 et de la conception géniale qui permit à Napoléon de vaincre, malgré l'écrasante supériorité numérique de l'ennemi. Sur la longue armée de Blücher, qui tenait la voie de Châlons à La Ferté-sous-Jouarre, il fond à l'improviste et la coupe en deux à Champaubert; il en chasse devant lui la première moitié qu'il écrase à Montmirail; puis, sans perdre haleine, il revient contre l'autre qu'il culbute à Vauchamp. Le 10 février, Champaubert; le 11, Montmirail; le 14, Vauchamp... Les victoires se succédaient comme on effeuille un calendrier. A Champaubert, où fut aussi respectée la colonne commémorative gardée par de vieux canons, le bois dont les Français surgirent à l'improviste, pareils à des fantômes, porta longtemps le nom de Bois Enchanté; et l'on y montre encore le Champ des Cosaques dont plusieurs milliers jonchèrent le terrain. Cent ans après, ces mêmes bois et ces mêmes champs furent témoins de la déroute des ennemis battant en retraite devant nos soldats.

Mais, pour se rendre compte d'où partit notre offensive, il faut descendre plus au sud, jusqu'à la route d'Esternay à Sézanne. Esternay, sur le Grand-Morin, est le point extrême de l'avance allemande. C'est, en effet, de la forêt de la Traconne que débouchèrent les forces françaises, lorsque le général Joffre donna le signal de la marche en avant, dans un ordre du jour qui restera célèbre à l'égal des plus beaux. La bataille commença autour du village. Les Allemands avaient creusé hâtivement des abris individuels tout le long de la grande route

dont un des fossés est déchiqueté comme un damier. Dans leur impatience de se battre, nos soldats furent imprudens et se risquèrent trop tôt hors du bois. Ils se trouvèrent pris entre les feux à bout portant de l'ennemi et ceux de notre artillerie qui, par-dessus le bois, tirait sur les premières lignes allemandes. Dans un champ, il y eut un terrible corps à corps dont les traces sont encore visibles un mois après ; j'y trouve côte à côte des paquets de cartouches, des éclats d'obus, des sacs et des fusils, des casques et des képis. Le 73e de Béthune et le 127e de Valenciennes se battirent comme des lions et emportèrent la position. C'est dans ce combat d'Esternay que fut tué le jeune comte de Moltke; enterré près du village, des gens tout à fait dignes de foi m'ont affirmé qu'il fut, plusieurs jours après, déterré pendant la nuit et emporté par une automobile mystérieuse.

D'Esternay à Sézanne, le chemin est magnifique sous les légers branchages des peupliers d'où tombe la pluie dorée des feuilles mortes. Combien ces arbres sont plus élégans que les peupliers d'Italie qui bordent les routes du midi ! Devant moi, des compagnies de perdreaux se lèvent d'un vol tranquille et vont se poser dans les vignes à flanc de coteau. Jamais je n'ai mieux goûté la beauté de la nature. Ces campagnes me deviennent plus chères d'avoir été profanées par l'ennemi. Des vers de Le Cardonnel me viennent aux lèvres :

Dans sa limpidité la lumière d'octobre,
S'épandant de l'azur, emplit l'air allégé ;
Elle baigne d'un or harmonieux et sobre
Les champs où l'on a vendangé.

Plus heureuse qu'en 1814, où elle fut dévastée par les Russes, la petite ville de Sézanne savoure encore la joie de n'avoir point été occupée par les Allemands. Elle sommeille à l'ombre de sa belle et curieuse église, où le gothique se meurt, étouffé par l'exubérance de la Renaissance. Mais, de la terrasse qui limite en quelque sorte la falaise de l'Ile-de-France au-dessus de la grande plaine champenoise, elle put assister à la phase centrale de la bataille de la Marne; car c'est d'ici que s'élancèrent les divisions du général Foch contre la garde prussienne qu'elles décimèrent dans les marais de Saint-Gond.

Mieux qu'à Esternay, je me rends compte de ce que fut

la rencontre. La situation des Allemands est très nettement marquée par l'emplacement de leurs tranchées. En avant des marécages qui s'étendent le long du Petit-Morin, sur une trentaine de kilomètres, notamment aux abords des quatre routes qui les traversent du sud au nord, ils avaient posté leur infanterie appuyée par de nombreuses batteries de 77. Sur l'autre rive, de nouvelles tranchées d'infanterie étaient protégées par de l'artillerie lourde. Cette ingéniosité défensive ne résista point à l'élan de nos soldats et surtout de nos troupes d'Afrique. Fantassins et artilleurs de la garde furent rejetés vers le nord ou tués dans les marais. Longtemps leurs plaintes se mêlèrent à la chanson des roseaux. Dans les parties les plus bourbeuses où l'on pénètre difficilement, sans doute y a-t-il encore des cadavres que la terre ensevelira peu à peu d'elle-même, à défaut de la main des hommes.

Les vestiges du combat sont si visibles qu'on le suit comme sur une carte. Aux alentours des tranchées allemandes, les trous d'obus se multipliant et se rapprochant disent les ravages de notre 75. Et la fuite de l'ennemi se devine rien qu'à l'aspect du terrain : munitions abandonnées, sacs éventrés, morceaux de vêtemens, paniers d'osier et culots d'obus, boîtes de conserve, débris d'étoffes et linges de pansement que le sang teignit des couleurs de l'automne; tout, jusqu'aux tombes hâtivement creusées, indique un départ involontaire et précipité. A mesure qu'on avance, on sent une retraite plus rapide encore. Des tranchées sont à peine creusées ; parfois ce ne sont que de simples levées de terre pour abriter les hommes tirant couchés; à peine plus hauts sont les épaulements où s'appuyaient les canons.

Le centre de la bataille fut sur le mamelon qui porte le château de Mondement. Son importance stratégique était telle qu'au cours de la journée du 9 septembre, il fut alternativement pris et repris par les deux partis. L'état-major allemand, lors de la marche en avant qui lui semblait une simple promenade militaire, s'y était installé confortablement; et peut-être, l'un des fils de l'empereur participa-t-il aux orgies de champagne dont témoignent encore les tas de bouteilles vides accumulées dans la cour. Quand nos régimens se lancèrent à l'assaut, l'état-major eut juste le temps de fuir, protégé par la garde. Nos troupes entrèrent dans le château; mais, sous l'avalanche des obus allemands, elles durent l'abandonner. Quand

les ennemis l'eurent réoccupé, ce fut au tour de nos batteries de les en déloger à nouveau. A ce jeu, on devine ce qui doit rester du malheureux bâtiment dont les murs et les toits sont percés comme une écumoire.

Je suis arrivé à Mondement le jour où la comtesse d'H... venait se rendre compte des dégâts. J'ai pu ainsi visiter l'intérieur, qui a autant souffert que les façades. Pas une porte, pas une fenêtre, pas un meuble qui n'ait été démoli par les obus ou criblé de balles. L'incendie acheva ce qu'avait épargné le bombardement. On a l'impression d'être devant la carcasse vide qui survit seule à l'éclat d'un feu d'artifice. On me montre la salle à manger où les turcos trouvèrent la table garnie des meilleurs crus et les verres à moitié pleins que l'état-major n'avait pas eu le temps de vider. A côté est le salon où, paraît-il, deux officiers, tués par l'éclatement d'un de nos obus, restèrent dans les positions où la mort les surprit, l'un devant le piano, l'autre jouant du violon.

Quelques projectiles se sont égarés sur l'église à côté du château et jusque sur le petit cimetière qui l'entoure. Des tombes d'officiers français encadrent celle d'un lieutenant hanovrien. Dans plusieurs fosses communes, sont enterrés des sous-officiers des deux armées; le curé a inscrit leurs noms sur le mur de l'église, mais déjà ils sont à moitié effacés. La guerre finie, que restera-t-il de ces indications? Quant aux simples soldats, ils dorment leur dernier sommeil dans les champs, autour du château.

Longtemps je m'attarde à Mondement, d'où je domine les marais de Saint-Gond et toute la plaine qui commence à s'estomper dans les vapeurs bleues de l'après-midi finissant. Une vaste paix tombe sur ces campagnes. Je dois faire effort pour me convaincre que c'est bien ici, il n'y a guère plus d'un mois, que se décida en partie le sort de la bataille qui, sauvant Paris de la menace ennemie et entraînant le recul de toute l'armée allemande, prépara la délivrance de la Patrie.

*
* *

A côté de ces lieux que l'importance de l'action engagée pare de grandeur, voici les spectacles de désolation et de mort; voici les villages que, sans nulle excuse de nécessité, les Alle-

mands détruisirent pour le plaisir de détruire. Beaucoup de maisons, en effet, ne souffrirent pas du bombardement, mais furent seulement brûlées. Par exemple, elles le furent avec cet esprit de méthode que nos ennemis apportent en toutes choses. Des compagnies spécialement chargées de cette besogne disposaient d'engins perfectionnés : grenades incendiaires, disques explosibles, longs tubes inflammables pareils à des pailles dont j'ai trouvé encore des morceaux.

Ce sont les villages aux alentours de Fère-Champenoise et de Vitry-le-François qui offrent les plus poignantes ruines. Fère-Champenoise, à la limite de la bataille, n'a pas souffert ; et elle est fière d'avoir figuré sur les communiqués de la victoire. Il lui semble qu'elle se rachète ainsi de la défaite de 1814 ; mais, vraiment, elle n'en avait nul besoin. Si le désastre de Napoléon, en ouvrant aux alliés la route de Paris, eut de funestes conséquences, il ne fut en rien déshonorant pour les nôtres qui luttèrent avec une bravoure admirable contre un ennemi sans cesse plus nombreux. C'est même ici que l'empereur Alexandre s'élança, malgré son état-major, au-devant des Français, pour les arrêter, en criant : « Il faut sauver ces braves ! » Éternel honneur de nos armées d'avoir souvent excité plus d'admiration dans la défaite que dans la victoire ! Dans la défaite, les Allemands, eux, se vengent sur les innocens. Un intérêt bien entendu leur fit d'abord respecter cette Champagne qu'ils avaient inondée d'espions et qu'ils comptaient bien annexer. Quand ils virent que le pays leur échappait, ils le saccagèrent comme un enfant rageur détruit le jouet qu'on lui retire.

Dès la sortie de Fère-Champenoise, les traces du combat sont visibles : tranchées, trous d'obus, arbres coupés en deux ou dont les branches cassées par les balles sont déjà mortes, fermes détruites, et surtout, de chaque côté de la route, innombrables petits tertres de terre remuée, soulevant leur dos rond au-dessus des chaumes ras... Pauvres tombes, presque toujours anonymes, sur lesquelles, hélas ! nulle femme en deuil ne viendra s'agenouiller, et qui, si vite, disparaîtront sous l'herbe tenace ou les cultures. Quand les blés seront hauts, l'an prochain, le passant sur la route ne les apercevra même plus...

A Normée et à Lenharée, la bataille fut particulièrement violente. Pas un bâtiment n'est debout. On lutta dans les

villages, de ferme à ferme, de maison à maison. Pendant plusieurs jours, me dit-on, les cadavres français restèrent d'un côté de la route, les allemands de l'autre : il n'y avait personne pour les ensevelir. Vassimont, Haussimont souffrirent également beaucoup, et aussi Sommesous, dont la petite église romane est entièrement brûlée.

Plus affreux encore et surtout plus étrange est l'aspect qu'offrent les hameaux de Glannes et de Huiron qui furent incendiés. Tous les toits, tous les murs se sont écroulés ; seules restent debout les cheminées de briques, parce qu'elles forment un bloc de maçonnerie indépendant de la construction. La route s'allonge entre la double rangée de leurs colonnes. Modernes Pompéïs où s'affirme la supériorité de la culture allemande...

J'interroge une vieille femme, le seul être vivant de ces nécropoles ; c'est une Lorraine qui vint s'établir ici en 1870. Elle n'a pas quitté le village pendant le passage des ennemis. D'une grange un peu à l'écart de la route, elle a assisté à l'incendie qui fut allumé dans chaque maison. Le travail fini, les soldats sont partis au cri de : *Gott mit uns*...

— Est-ce possible, monsieur, que Dieu soit avec eux? Alors, je ne comprends plus...

— Ne cherchez pas à comprendre, pauvre brave femme, personne ne peut comprendre; et continuez à croire...

Vitry-le-François, précédé de peupliers et de frênes, où des nuées de corbeaux mettent des taches noires dans l'or des feuilles, semble une oasis au milieu de ce désert ravagé par je ne sais quel infernal siroco. La situation de la ville est charmante à la jonction de la Marne et de trois importans canaux. C'est un ingénieur italien qui, à la demande de François Ier, en traça le périmètre régulier et les rues se coupant à angle droit autour de la jolie place centrale. Elle s'éleva non loin de l'ancien Vitry, détruit par Charles-Quint, qui garda longtemps le nom de Vitry-le-Brûlé. Éternels recommencemens de l'histoire et de la barbarie germanique! Les guerriers d'outre-Rhin ont toujours vengé leurs défaites en mettant le feu aux cités qui n'en pouvaient mais. A côté de l'ancien Vitry-le-Brûlé et d'un village qui s'appelle encore Reims-la-Brûlée, voici les nouvelles victimes : Favresse, Maurupt, Pargny-sur-Saulx, Heiltz, d'autres encore, et voici enfin Sermaize, la riante Sermaize-les-Bains,

qui connut à la fois le bombardement et l'incendie. L'armée du prince de Wurtemberg y résista, jusque vers le 11 septembre, aux troupes du général de Langle de Cary. Nulle part la vision n'est aussi douloureuse et aussi lamentable : ce n'est plus un village, avec une rangée de maisons détruites le long de la route, c'est un gros bourg totalement rasé. On songe aux ravages d'un effroyable cyclone ou d'un tremblement de terre... La petite ville revivra-t-elle un jour? Ressuscitera-t-elle peu à peu de cet amas de débris informes? Cela ne semble pas possible. Et pourtant, de quatre murs joints hâtivement par des planches, je vois surgir une dizaine d'enfans. C'est la sortie de l'école. Fillettes et garçons se poursuivent gaiement à travers les décombres, fleurs vivantes parmi les ruines.

*
* *

Après tant de tristesses et d'horreurs, flâner dans le Jard de Châlons est le plus délicieux des repos. J'avais entendu vanter ces jardins; je ne les croyais pas si beaux. Remplis du frémissement d'une radieuse matinée d'octobre, ils sont d'une véritable splendeur. Tout est en or, les marronniers et les platanes, les hauts peupliers le long des canaux, les pelouses et les chemins uniformément recouverts d'un épais tapis de feuilles mortes dont la senteur pénétrante se mêle à l'odeur de la terre mouillée. D'autres feuilles en tombant se sont accrochées aux branches des arbustes qu'elles parent d'une imprévue floraison jaune. De tant refléter d'or, la petite rivière est toute dorée aussi. Seul, un immense hêtre pourpre troue cette symphonie de sa coulée de feu. Puis la féerie continue. La brume se dissipe peu à peu; le soleil pénètre dans les arbres, inonde le sol. C'est l'embrasement de l'or... Je félicite un vieux jardinier; mais il ne sait que s'excuser et se lamenter d'être seul pour lutter contre l'envahissement des feuilles; quand je lui dis qu'elles sont en ce moment la gloire de son parc, il me regarde d'un mauvais œil et s'éloigne.

Émouvante langueur des beaux matins d'octobre! J'évoque ce jardin de Lorraine dont nous parle Maurice Barrès. « Aucun vent, et les feuilles fragiles par un dernier lien tiennent encore aux arbres. Charmante minute immobile, extrême instant de l'âme précaire des jardins. » Mais j'ai honte de savourer tant de calme beauté, quand je pense à tous ceux qui, au fond des tranchées, ne voient de ce grave automne qu'un ciel trop

souvent inclément. Et je songe aussi à l'ami très cher tombé non loin d'ici, de l'autre côté de l'Argonne, à la lisière d'un bois dont les feuilles étaient vertes encore, et qui ne verra pas cet automne... Ah! quelle ironie dans la mélodie de Schumann, que nous aimions tant tous les deux, et qui me revient comme une obsession : « De quelles délices m'ont parlé les bois jaunis... »

Un appel de sirène interrompt ma mélancolie. C'est l'auto qui doit me prendre à la porte du Jard. Par la meilleure des fortunes, un officier d'état-major, qui se rend à Reims, veut bien, en effet, m'emmener avec lui. Nous reviendrons par Épernay; mais nous allons tâcher d'arriver par la route directe qui longe la Vesle... si les Allemands veulent bien nous permettre de la suivre jusqu'au bout.

La sortie de Châlons, dont la banlieue est fort encombrée par les innombrables véhicules qui assurent les multiples services d'un Quartier Général et surtout de l'arrière d'une armée, est assez lente. Mais après, sur ces routes de la Marne qui s'étendent à perte de vue en ligne droite, on marche admirablement; je remarque une fois de plus combien elles ont peu souffert des convois de toutes sortes qui les parcourent journellement depuis trois mois. De loin en loin, il faut seulement s'arrêter pour montrer ses papiers ou donner le mot aux impitoyables territoriaux qui gardent les voies avec un zèle scrupuleux. L'un d'eux, à Beaumont-sur-Vesle, nous conseille de ne pas continuer, car nous arrivons sur la ligne de feu. A partir d'ici, la route est dangereuse; les « marmites » allemandes, comme disent familièrement nos soldats, y tombent jour et nuit. Mais l'officier qui m'accompagne, — peut-être pour m'éprouver, — ne veut rien entendre et nous filons sur Sillery.

L'atmosphère change, en effet, presque aussitôt. Nous traversons la division marocaine dont les hommes splendides font la terreur de l'ennemi. On sent que la bataille est proche. Les arbres fauchés nets, les fils télégraphiques coupés, les tombes fraîchement creusées, sur lesquelles sont simplement posés des képis, les batteries simulées pour tromper l'ennemi, les trous d'obus grands à enterrer un cheval, ne sont pas sans m'émouvoir un peu; mais je songe aux milliers et aux milliers de soldats qui, tous les jours, vivent constamment dans le danger... Seulement, voilà justement ce qui me manque : l'habitude. D'ailleurs, mon compagnon ne cherche point à me rassurer. Il me montre com-

plaisamment le fort de Nogent-l'Abbesse, d'où les batteries allemandes tirent, à cinq kilomètres, et ne manque point d'ajouter qu'à cette distance, les autos se repèrent facilement, surtout sur une route où ne passe presque personne. Je remarque que le soldat qui est au volant incline, à chaque bifurcation, vers les chemins qui nous éloigneraient de la zone peu sûre; mais l'ordre est chaque fois le même : toujours tout droit. Pendant quelques kilomètres, nous marchons entre les batteries allemandes et les batteries françaises qui tirent sur notre gauche, tout près de nous. Mais le ronflement du moteur, lancé à plus de soixante-dix à l'heure, est si fort que nous voyons les détonations et ne les entendons pas. Je pense à ce curieux chapitre du *Quatre-vingt-treize* de Victor Hugo, où l'un des personnages a l'étrange sensation de voir le tocsin sans l'entendre : *Aures habet et non audiet...*

Mais sans doute le danger finit-il par avoir une certaine attirance; quand nous entrons dans Reims, j'ai comme le regret de me savoir maintenant en sûreté. Aujourd'hui, en effet, les obus ne tombent que sur le faubourg Cérès et la population qui circule dans les rues ne prête même pas l'oreille au bruit des explosions.

J'ai hâte d'arriver devant la cathédrale. La voici. Voici l'illustre martyre, que Charles VIII proclamait déjà « noble entre toutes les églises du royaume » et qui vit s'agenouiller les plus grands de nos rois et la bergère plus grande qu'eux. La Révolution même l'avait respectée, n'y faisant que d'insignifiantes mutilations. Pour porter des mains sacrilèges sur ce sanctuaire trois fois sacré, par la foi, l'art et l'histoire, il fallait les soldats de celui qui prétend agir au nom de Dieu.

Toujours debout, elle est peut-être plus belle que jamais, sous les outrages de l'ennemi. Elle a pris je ne sais quelle grandeur tragique, comme ces chênes séculaires que la foudre souvent frappa sans les abattre. Si l'on pouvait la conserver ainsi sans danger, quel témoignage devant l'univers! Malheureusement, les ravages causés par l'incendie amèneraient sa perte totale, si les architectes ne prenaient pas d'urgence les mesures nécessaires. Ce qui est irréparable, ce sont les statues détruites par le bombardement ou tellement léchées par les flammes qu'elles s'écaillent déjà et s'effritent; aux prochains gels, elles tomberont en miettes. Et nul ne rendra la vie à ces délicieuses figures dont quelques-unes, depuis le XIIIe siècle,

n'avaient subi aucune restauration. En quel lamentable état est aussi le chef-d'œuvre de Bernard de Soissons, la merveilleuse rosace qui venait d'être consolidée à grand'peine! Mais quelle joie de retrouver encore des morceaux qui n'ont pas souffert, comme le *Couronnement de la Vierge* au portail central et, sur la face septentrionale, l'admirable *Jésus bénissant*, rival du *Beau Dieu* d'Amiens. Pourvu qu'avant d'abandonner les rives de l'Aisne, les vandales ne veuillent pas parachever leur œuvre...

Mais le temps presse, et je tiens à présenter mes hommages au vénérable docteur Langlet dont la conduite restera légendaire. Depuis le 4 septembre, jour où les Allemands entrèrent à Reims, il n'a pas quitté sa mairie, en imposant à l'ennemi par la tranquillité de son courage, puis, pendant les terribles semaines du bombardement, assurant les services municipaux et le ravitaillement. Quand les obus tombèrent trop fort sur l'Hôtel-de-Ville, il fit simplement descendre son bureau dans le sous-sol. Un Rémois me dit qu'il n'eut jamais d'émotion plus poignante qu'en voyant dans cette cave, à la faible lueur de quelques bougies, l'admirable vieillard continuer paisiblement à administrer sa ville, donnant à tous l'exemple du devoir civique, plus difficile parfois à remplir que le devoir militaire, parce qu'il n'est pas toujours comme lui précis et impérieux.

*
* *

J'ai réservé pour Valmy ma dernière journée dans la Marne. L'ami, — haut fonctionnaire du département, — qui veut bien m'y conduire, m'a donné rendez-vous à la préfecture, ancien hôtel de l'intendance de Champagne, dont les lignes ne manquent pas de noblesse. Pendant l'occupation de Châlons par les Allemands, le palais, absolument respecté, ne servit même pas aux officiers de l'état-major. Des affiches imprimées, — j'ai vu l'une d'elles encore collée sur une porte, — en défendaient rigoureusement l'entrée, ce qui semble bien confirmer l'intention prêtée au Kaiser de venir y loger; malheureusement pour lui, notre offensive victorieuse jeta bas ce projet, comme tant d'autres.

Pendant que l'auto fait son plein d'essence, je vais voir, au premier étage de la préfecture, la petite chapelle qui renferme, dans une sorte d'alcôve toute lambrissée de boiseries blanches

et dorées, l'autel où Louis XVI, ramené de Varennes, entendit la messe, le jeudi 23 juin 1791, jour de la Fête-Dieu, tandis que les gardes nationaux hurlaient après lui dans la cour.

Les souvenirs de Louis XVI nous poursuivent d'ailleurs pendant un moment. Nous sortons de la ville par la porte Sainte-Croix, qui fut élevée pour l'arrivée de la jeune archiduchesse Marie-Antoinette. Une fillette lui récita un compliment, banal comme tous les complimens :

Princesse, dont l'esprit, la grâce, les appas
Viennent embellir nos climats...

Se rappela-t-elle ces mauvais vers, vingt ans plus tard, lorsque, reine fugitive, elle s'engagea sur cette route de Sainte-Menehould? C'est peu probable, alors surtout qu'au départ de Châlons, les voyageurs avaient eu le desagrément de se savoir reconnus.

Au lieu de continuer à suivre le chemin des berlines royales, nous allons seulement jusqu'à Notre-Dame-de-l'Épine, pour voir la belle église, qui semble plus majestueuse encore de se dresser au-dessus d'un simple hameau, et nous faisons un détour pour passer au camp d'Attila. C'est une vaste enceinte arrondie, appuyée à la petite rivière de la Noblette, et protégée, du côté nord, par un large fossé dont les terres ont été amoncelées sur les bords en forme de parapet. De là, nous gagnons Somme-Tourbe, par Bussy-le-Château. Nous ne sommes plus qu'à quelques kilomètres de la ligne de feu; le bruit de la canonnade nous en avertit à chaque arrêt de l'auto. Les routes et les villages sont tout grouillans de la vie d'une armée en campagne; nous croisons sans cesse des voitures de munitions ou d'ambulance, des détachemens rejoignant leurs cantonnemens ou leurs postes de combat, et surtout de longues files de nos autobus parisiens, auxquels revient en partie l'honneur du parfait service du ravitaillement. Les champs semblent transformés en terrains de manœuvres; ce ne sont que campemens en plein air, parcs de cavalerie, forges et ateliers, batteries embusquées à chaque coin de bois, prêtes à se porter sur le front au premier appel. Et, de partout, de chaque maison, de chaque ferme, de chaque bosquet, surgissent des soldats de toutes armes, de tous costumes, de toutes races, de tous grades. Quel réconfort de leur voir à tous la même gaieté, la même bonne humeur! Sur nos têtes,

des aéroplanes font une ronde qui n'est pas inutile, puisque, cette semaine, on a descendu deux *Tauben* dans la région.

Le petit village de Somme-Tourbe est complètement détruit. Inutile donc d'y chercher la vieille place et l'auberge où, le 19 septembre 1792, s'étaient installés le roi de Prusse et le duc de Brunswick. Comme les soirées sont longues à Châlons, — il faut être rentré avant neuf heures, — j'avais justement relu la *Campagne de France*. Qu'il devait être délicieux de faire alors la guerre! Je comprends que Gœthe soit parti à la suite du duc de Weimar! Au milieu des camps, il n'oublie aucune de ses préoccupations et trouve moyen d'observer des phénomènes d'optique. Pendant la bataille, il s'amuse à jeter dans un bassin des morceaux de grès colorés, pour en examiner les reflets. Quelques heures après la prise de Verdun, il visite les célèbres boutiques des confiseurs et envoie des dragées à ses amies d'Allemagne. Quant aux plus furieux bombardemens, c'étaient jeux d'enfans à côté du moindre duel de nos artilleries. N'est-elle pas charmante l'anecdote du boulet qui passa si près de lui qu'il en pirouetta sur lui-même? « Je vis le boulet, derrière la foule qui s'était écartée à son approche, faire des ricochets à travers les haies. Les gens coururent après lui, dès qu'il eut cessé d'être redoutable; ceux qui furent assez heureux pour s'en emparer le rapportèrent en triomphe. » Tous les récits de cette campagne m'ont fait songer à une guerre d'opéra-comique. Pourtant, on y pressent déjà les Allemands d'aujourd'hui. Le pillage y est pratiqué par tous, chefs et soldats, et quelquefois aussi par l'auteur lui-même. Déjà également, on incendie les maisons, sous le prétexte que les habitans ont tiré sur les troupes; et Gœthe ne s'en émeut guère. « Quelques villages brûlaient çà et là; mais la fumée et les flammes ne sont pas d'un mauvais effet dans un tableau de guerre. » Néanmoins, il n'approuve pas ces pratiques qu'il qualifie même de funestes. « On fait tantôt le bravache et le destructeur, tantôt le doux et le consolateur; on s'accoutume à des phrases qui, au milieu des situations les plus désespérées, réveillent et entretiennent l'espérance; on se façonne ainsi à l'hypocrisie. »

Que penseriez-vous, Gœthe, de l'hypocrisie de vos compatriotes d'aujourd'hui? Car je ne puis croire que vous auriez subi la sorte de folie collective qui s'est emparée des cerveaux germaniques. Vous n'auriez pas signé le fameux manifeste, où les plus

grands esprits d'Allemagne nient l'évidence avec l'entêtement stupide des enfans pris en faute. Vous saviez trop qu'une nation, qui foule au pied le Droit et l'Honneur, est condamnée à périr tant qu'il y aura sur terre des hommes dignes de ce nom. Et puis, vous vous seriez rappelé ce que vous aviez vu : « Le matin, on ne pensait qu'à embrocher et à manger en masse tous ces Français... Maintenant on marchait la tête baissée sans se regarder; et, si l'on se parlait, c'était pour jurer et maudire. » Il y a trois mois, vos compatriotes ne songeaient aussi qu'à nous manger en masse et à se partager les dépouilles du plus beau pays qui soit au monde... Et maintenant, quand s'assemblent les généraux du grand état-major, et les fils de l'empereur, et l'empereur lui-même, je crois bien que, comme en 1792, ils doivent aussi jurer et maudire...

Qu'elles sont émouvantes à méditer, ces leçons du passé, sur cette colline de Valmy, au pied de la pyramide où fut scellé le cœur de Kellermann ! Quelques coloniaux déchiffrent les inscriptions qui y sont gravées; ils appartiennent au régiment dont le drapeau, la veille, fut décoré de la Légion d'honneur par le général de Langle de Cary, commandant d'armée. L'un d'eux me donne quelques détails. Cinq régimens étaient rangés sur l'emplacement même où se tenaient les soldats de la Révolution. Quand le général s'approcha du drapeau et lui parla comme à un brave : « Drapeau du 24e régiment d'infanterie coloniale, je te décore de la Légion d'honneur ! » bien des larmes coulèrent sur les rudes visages des coloniaux. Pas un ne leva la tête vers le *Taube* dont les bombes maladroites ne parvinrent pas à troubler la cérémonie...

Jamais encore je n'avais senti si profondément l'orgueil d'être Français. C'est ici, tandis que la canonnade ébranlait cette colline, que Gœthe prononça, — ou prétend avoir prononcé, — les paroles prophétiques saluant l'ère qui naissait. Devant ce même horizon, tandis que les canons font rage dans cette forêt de l'Argonne derrière laquelle, par-delà Verdun, il y a Metz, je me dis que nous aussi, nous vivons des journées historiques. Déjà luit l'aurore d'un monde nouveau, sous les auspices de celle qui ne nous quitta jamais que pour nous revenir plus belle : la Victoire.

GABRIEL FAURE.

JOSEPH JOUBERT ET TAHITI

Il est bien difficile de songer à ce qui, par quelque trait, ne se rattache pas à la guerre; et, pour s'échapper un instant, notre pensée a besoin d'une excuse, au moins d'un prétexte. Mais enfin, l'île charmante de Tahiti, la folie allemande l'a bombardée; le doux rivage de Papeete a reçu les offenses de la Sauvagerie éperdue. Or, Tahiti, que Pierre Loti a célébrée, a parée dans nos imaginations d'une volupté belle et innocente, Joseph Joubert lui aussi l'a chantée. Il ne l'avait pas vue : il était casanier. Tout simplement, il lut, comme ses contemporains, et avec une joie chimérique, les voyages de Cook; la description de Tahiti l'enchanta. Ainsi, par un chemin tout à fait imprévu, cette guerre qui nous a soudainement arrachés à la tranquille étude, me ramène au délicieux Joubert, pour un moment.

Le grand navigateur Cook était mort en 1779. L'Académie de Marseille ne tarda guère à mettre au concours l'éloge de cet homme illustre. Comme toujours, les candidats furent nombreux; comme souvent, ils furent médiocres : et assez médiocres même pour que l'indulgente compagnie s'aperçût avec chagrin de leur médiocrité. A la séance publique du 26 avril 1786, le marquis de Pennes, directeur, loua « le plus célèbre navigateur qui eût jamais existé; » il s'écria : « Peuples ingrats et féroces qu'il voulait instruire et policer, vous rougirez un jour d'avoir méconnu un aussi grand homme! Et vous, messieurs, vous gémissez encore de ne pas trouver un panégyriste digne de lui. »

Un panégyriste digne de Cook, ce faillit être Joubert. D'ailleurs, il n'a pas concouru. Parmi les manuscrits conservés par

l'Académie de Marseille dans ses archives et que j'ai pu examiner, j'en trouve trois de M. Lemontey, un du Père Paris, de l'Oratoire, un autre du Père Martelot, de l'Oratoire de Grasse, un autre de M. Blanc Gilli, de Marseille. D'autres sont anonymes. Aucun n'est de Joubert : aucun n'est de son écriture et aucun ne ressemble de nulle manière aux brouillons de lui que j'ai sous les yeux. Mais il a eu, de loin, le projet de concourir. On pourrait se demander s'il ne préparait pas, tout bonnement, un article ou peut-être un volume : non, il travaillait pour l'Académie de Marseille. Une ou deux citations suffisent à le démontrer. « Je l'ai loué (Cook) aux bords de la Méditerranée. Cette place convenoit à cette cérémonie. Cook a rendu toutes les mers plus navigables... » Aux bords de la Méditerranée, c'est à Marseille. Puis : « On dit qu'une femme même, mêlant ses acclamations à celles des sages, a voulu parer d'une fleur la couronne qui est préparée dans Marseille à celui qui l'aura le mieux loué. Qui êtes-vous, ô vous qui prenez à la gloire de Cook un intérêt si généreux et qu'une vertu si mâle et si sévère a tant émue? On vous dit étrangère, on vous dit princesse. Qui que vous soyez, étrangère ou citoyenne, plébéienne ou princesse, votre suffrage est glorieux. Car vous êtes du nombre de ceux qui s'égalent aux rois par des passions généreuses et qui font comme eux leurs délices du bonheur des hommes et des fêtes qui sont données à la vertu. Il n'est point d'applaudissement que l'approbation de votre sexe ne rende plus durable. Vous ne l'accordés qu'au mérite solide et la postérité, qui vient de vous, se plaît à confirmer vos jugemens plus encore que ceux des hommes. Il me seroit doux d'être couronné par vos mains et, pour le mériter, je ne dirai de Cook que ce que vous en ont dit ses relations et sa vie. Je le dirai avec cette modération de louanges qui permet de louer longtemps et cette vérité qui rend seule les éloges durables... » Il s'agit de la princesse de Linange, laquelle faisait une partie des fonds que proposait l'Académie de Marseille à son lauréat.

Donc Joubert prépara, — et n'acheva point, — un éloge de Cook le navigateur, pour le concours de l'Académie marseillaise. Il vivait alors dans l'intimité d'un certain chevalier de Langeac, très aimable garçon, féru de poésie et de toute littérature, assez riche et qui encourageait le talent, choyait les écrivains, avait un peu l'allure d'un Mécène. Un érudit ingénieux, mais impru-

dent, l'abbé Pailhès, auteur d'un gros volume intitulé *Du nouveau sur Joubert*, et qui prête à Joubert trop de « nouveau, » a tourné presque à l'odieux le personnage de ce bon Langeac : cet opulent seigneur, prenant le jeune Joubert à sa solde, aurait abusivement profité de son secrétaire; et Joubert serait l'auteur des ouvrages que Langeac a signés ou bien se laissait attribuer. Si nous avons été sensibles aux dialectiques de l'abbé Pailhès, nous serons tentés de croire que, cet éloge du navigateur, Joubert l'écrivait pour le chevalier de Langeac : et le chevalier de Langeac aurait eu le prix, car il était curieux des lauriers académiques. Mais cette hypothèse malveillante, — et que l'abbé Pailhès, ignorant l'éloge écrit par Joubert, n'en connaissant ou n'en devinant que des bribes, n'a pas eu l'occasion de formuler expressément, — cette hypothèse ne tient pas. Membre ou, du moins, « associé régnicole » de ladite Académie, le chevalier de Langeac ne pouvait pas être admis au concours. Je me figure qu'il engagea le jeune Joubert à concourir et l'y excita, lui représentant l'affaire comme assez avantageuse; un peu de gloire et douze cents livres. Douze cents livres; et Joubert n'était pas riche. On doit imaginer qu'il apprécia l'éventualité de l'aubaine. Mais on le jugerait mal, si l'on croyait qu'il va tout aussitôt se mettre à l'ouvrage et, sans désemparer, perpétrer cette besogne lucrative. Non! il n'avait pas tant de hâte; à l'égard même de la plus légitime cupidité, il préservait les droits et prérogatives de sa studieuse nonchalance. L'éloge de Cook, promesse d'un bénéfice, lui fut un prétexte à lire et à rêver.

Le 22 septembre 1798, il écrit à Pauline de Beaumont : « Je suis pourtant bien aise qu'avant de le quitter (le château de Theil), vous y lisiez Cook. Ses voyages ont fait dix ans les délices de ma pensée. Je connaissais Otahiti beaucoup mieux que mon Périgord. Je me souviens encore de Tupia, de Teinamaï, de Towa, de Toubouraï Tamaïdé, etc. Lisez bien le second voyage et ne lisez pas le premier, si vous n'avez pas commencé par là. Cet Hawkerstorf a tout gâté et me dégoûte pour la vie des manieurs de relations... » Et il allait continuer, le souvenir d'Otahiti l'amusant. Mais il rature le premier mot d'une nouvelle phrase : « J'efface, car il faut finir. Bonsoir. » Joubert songe aux « délices de sa pensée » beaucoup plus qu'aux douze cents livres de l'Académie marseillaise.

Mais il a travaillé très sérieusement. Il s'est bien documenté.

Il a fait maintes lectures, examiné les livres des navigateurs. Le 4 mars 1787, il lit *La figure de la Terre* (édition in-8° de Lyon 1756) de Maupertuis, qui « navigua dans la neige; » il lit le voyage de l'amiral Anson et l'histoire du Kamchatka. Il s'intéresse à la figure de la terre; il est ému de voir grandir, dans sa pensée, l'idée ancienne de la planète que nous habitons, autrefois petite, enfermée dans un horizon qu'élargit l'effort continu des navigateurs. Le mercredi 4 juillet 1787, il note comme un bel incident de sa vie ceci : « J'ai vu, ce jour-là, pour la première fois la carte théodosienne appelée de Conrad Peutingerr. » Il lit, au mois d'août, l'histoire de l'astronomie, de M. Bailly; et il note sur son carnet que vient de paraître, sous le nom de M. Letourneur, la traduction du Voyage au Cap de Bonne-Espérance, de Sparrmann; il la lira bientôt. Il lit le « Voyage à la baye d'Hudson en 1746 et 1747, pour la découverte du passage nord-ouest, par M. Henry Ellis, gentilhomme, agent des propriétaires pour cette expédition. Paris, 1749, in-12. » Il lit, dans le *Mercure de France*, un compte rendu de la *Vie du capitaine Cook*, par le docteur Kippis, de la Société royale de Londres, traduite en notre langue par M. Castéra. Il lit *Détails nouveaux et circonstances sur la mort du capitaine Cook*, traduites de l'anglais (à Londres et se trouve à Paris, 1786). Il lit la *Théorie de la Terre*... Et il est enchanté, comme le jour d'autrefois où il quitta Montignac-sur-Vézère pour la ville rose de Toulouse : — car il devine l'étendue de la terre, vaste au gré de son imagination; — et comme au temps où, frais débarqué à Paris, il entendait M. Diderot lui raconter mille prodigieuses fantaisies; — car son esprit découvre des perspectives nouvelles.

En 1785, son cher ami Fontanes est parti pour Londres. Et Joubert l'a prié d'attraper là-bas, touchant Cook et ses compagnons, des informations que l'on n'avait point à Paris. La correspondance des deux amis témoigne du souci de Joubert. Le 10 novembre 1785, Fontanes écrit : « J'ai dîné avec le capitaine Carteret, qui a fait le tour du monde avec votre ami Cook... » Votre ami Cook : et cela confirme les sentimens que, treize ans plus tard, Joubert déclare à Pauline de Beaumont... « J'ai vu le portrait original d'Omaÿ dans le cabinet du chevalier Reynolds... » Et Omaÿ était un Otahitien que Jacques Cook avait amené à Londres... « Vous voyez que je songe à vous. Sitôt que Banks... » Banks le naturaliste, l'un des compagnons de Cook...

« sera de retour à Londres, je le verrai pour vous d'abord et pour moi ensuite... » Le 29 novembre, Fontanes a vu enfin le « respectable Banks; » il l'a interrogé sur Cook, sur ses voyages : mais il n'en a pas appris grand'chose qu'il ne sût déjà. « Soyez sûr que Forster... » Ce naturaliste prussien accompagna Cook dans son deuxième voyage, et c'est lui qui a publié le récit de l'expédition... « Forster a mis dans ses récits tout ce qui peut intéresser une imagination sensible... » Et puis, en Angleterre, on ne s'occupe pas beaucoup du grand navigateur. On projette de lui élever un monument à Westminster : on ne se presse pas. « Sa renommée a moins d'éclat ici qu'en France. Soit que ce peuple singulier loue peu ce que nous louons beaucoup, soit qu'enfin Cook à ses yeux ne surpasse pas ses autres grands navigateurs, il est sûr qu'il ne partage pas notre enthousiasme... » Le 12 décembre, Fontanes écrit encore à Joubert : « Vous me demandez des détails sur Cook. J'ai recueilli là-dessus tout ce qu'il est possible de savoir. Il n'a point laissé d'enfans, mais une veuve assez obscure qui jouit d'une petite pension. Des personnes qui ont connu ce grand homme dans la vie privée disent qu'il y portait un esprit peu agréable. On m'a certifié que MM. Forster père et fils n'en avaient pas été contens. Il s'est élevé plusieurs contestations entre eux pendant le voyage, et ils se sont séparés froidement. On accuse Cook de dureté et même de jalousie. D'un autre côté, Forster fils paraît avoir mis de l'aigreur et beaucoup de vanité dans ses procédés. Il semble même, au silence que garde M. Banks sur les Forster, qu'il partage les sentimens de Cook à leur égard. Cependant tenez-vous pour dit que ces noms ne remplissent point les esprits de Londres comme ceux de Paris... » Ces renseignemens, ces potins n'étaient pas ce que Joubert demandait. Il insista; et voici ce qu'il obtint dans une lettre du 20 janvier 1786 : « Ils (les Anglais) viennent de faire une pantomime d'*Omaÿ*. C'était un sujet charmant. Le génie de Cook devait les élever. Eh bien ! ils ont donné Arlequin pour domestique à Omaÿ. Ils peignent l'Otahitien débarquant à Portsmouth poursuivi par les officiers de la douane et la justice en grand panier. La scène change. Le jeune insulaire retourne dans sa patrie. On attend quelque chose. C'est un matelot qui, voulant reprendre son habit, trouve dans le panier où il l'a laissé, un crabe immense qui lui dévore toute la tête... » Fontanes affirme que cette pantomime

attire une grande affluence au théâtre de Covent Garden. Il conjecture que c'est peut-être pour la décoration, fort belle, imitée des dessins du fameux Loutherbourg; mais la décoration, si belle, ne fait que mieux ressortir le ridicule de la comédie. Fontanes a visité un cabinet d'histoire naturelle, celui de Sir Arthur Lewis : Cook y a déposé la plus grande partie des curiosités qu'il rapportait de Tahiti. « La collection de ce chevalier baronnet est superbe. Il a consacré une salle entière aux présens de Cook; on l'appelle *Sandwick room*, place de Sandwick, du nom d'une des isles découvertes par ce grand navigateur. On y lit des inscriptions honorables pour lui, et on y voit son portrait. C'est jusqu'à présent le seul hommage rendu à sa mémoire par les Anglais. Ce que je vais vous dire vous paraîtra bizarre; mais la France les a souvent avertis du mérite de leurs grands hommes... » Vers la fin de cette longue lettre, Fontanes promet à Joubert de revoir Banks; et il ajoute : « Pour vous seul. » Enfin : « Vous aurez d'excellens détails sur Cook... » Les excellens détails sur Cook, si Joubert les a eus, ce ne fut pas, sans doute, par une lettre. Ou bien la lettre est perdue. Mais, à son retour de Londres, Fontanes put raconter à son ami ce qu'il avait appris. Joubert a noté quelques traits d'une de leurs causeries. Sur les Anglais, sur Pitt, sur les mœurs privées et politiques de l'Angleterre, Fontanes savait bien des choses. Et, dans ce résumé, je trouve le nom de Reynolds, qui dut être l'occasion de parler d'Omaÿ et de Cook. D'ailleurs, il ne me semble pas que Joubert ait tiré grand parti de ce que Fontanes lui apportait. Un petit nombre de faits seulement paraissent provenir de cette information. Ainsi Joubert signale que, dans la patrie de Cook, on a frappé des médailles en l'honneur du héros; et il indique aussi que l'Angleterre a moins accordé que la France à la gloire de Cook.

Principalement, c'est aux relations des voyages de Cook, lues et relues sans cesse, que Joubert se confie. Il prend des notes, plus ou moins succinctement. Un petit incident le séduit par le pittoresque ou la poésie. Souvent, il s'amuse à combiner la phrase ; et il note aussi son commentaire, sa méditation, sa rêverie. Il commence une rédaction ; puis il l'abandonne : et il flâne, avec plaisir. Je voudrais donner une idée de ces brouillons, qui sont très nombreux et confus, quelques-uns datés, les autres non, et tous, dans l'inévitable fatras des paperasses,

ornés d'imaginations ravissantes. Feuillets épars ou pages de carnets; et n'essayons pas de mettre aucun ordre parmi tout ce hasard, où je crois que Joubert ne se débrouillait plus, où je crois qu'il s'égarait volontiers. Non qu'il n'ait jamais tenté d'organiser un plan, pour son ouvrage... « Cet ouvrage sera divisé comme le monde : j'irai d'abord au pôle austral, je séjournerai dans les tropiques et je reviendrai par les glaces du Nord. — Je ne voguerai point à pleines voiles dans ces mers qui me sont inconnues, mais je suivrai timidement la route et les retours des vaisseaux de Cook. Quelquefois je m'arrêterai pour cueillir des fleurs dont je puisse parer mon sujet, comme ils s'arrêtaient pour cueillir des fruits et des plantes... » Et Joubert s'arrêtait à chaque instant; la moisson de ses fleurs, bientôt, l'encombra. Quand il eut trop de notes et quand il eut trop rêvé à de jolis arrangemens, l'abondance de ses papiers lui devint un embarras. Il esquissa des répertoires de ses idées et des faits intéressans : et les répertoires ne l'aidèrent point à se reconnaître. L'*Éloge de Cook*, ne tentons pas de le reconstituer : il n'a jamais, par son auteur, été constitué. Parcourons-en les feuillets charmans, où les redites même sont agréables pour marquer les points auxquels Joubert s'attardait avec le plus de satisfaction. Nous n'aurons pas un ouvrage composé : nous aurons la pensée même de Joubert; et nous en suivrons le cours très nonchalant et gracieux; nous nous arrêterons à quelques étapes d'une songerie intelligente et heureuse.

Le 2 octobre 1786, Joubert commença le premier de ces petits carnets qu'il a dès lors, toute sa vie durant, couverts de son écriture très régulière et comme dessinée. Les premiers mots qu'il trace, tout de suite après la date, les voici : « Ces belles marinières... » Ils ont, aux yeux et à l'imagination de qui aborde ces carnets, l'attrait de leur mystère, qu'on est tenté d'orner un peu. Ils avaient un délicieux prestige pour Joubert, qui les écrivit, au milieu de la ligne, avec tout le soin de son crayon; et il les encadra de petites étoiles. La clef de l'énigme, je la trouve dans une phrase d'un feuillet du 2 février 1787 où, racontant l'arrivée de Cook et de ses compagnons à Tahiti qui l'émerveille, il dit : « Ni les naïades ni les napées n'offrent pas à l'imagination plus de charmes que ces riantes marinières en étalèrent à leurs regards enchantés. » Voilà les *belles marinières* autour desquelles rêva Joubert le 2 octobre 1786. Et, un

peu plus tard, il écrit : « Otahiti ! que tes femmes sont belles et que tes hommes sont doux ! Depuis que tu es connue, le soleil se couche plus beau sur les montagnes de l'Europe. Qui peut le voir descendre sous l'horizon sans avoir le cœur réjoui par cette pensée : il se lève pour Otahiti ? » C'est la première esquisse d'un couplet que Joubert a maintes fois repris ; et, mieux, c'est le refrain de son enchantement.

Tout le secret de la navigation, qui lui est révélé, l'amuse ; et le changement des conditions de la vie le divertit : « C'est dans le ciel que le vaisseau trace sa route aux ïeux du pilote... Et, pour connaître son chemin, il faut le lire dans les astres. Pour se conduire, le nocher ne doit pas regarder à ses pieds, mais sur sa tête. » Alors, lui aussi regarde au ciel : « Étoile de Vénus ! c'est toi qui causas les premiers voyages : aussi ai-je appris à te connaître et à te distinguer dans le ciel... » Il se rappelle Chappe d'Auteroche, cet astronome : « Il partit de notre observatoire pour suivre ton cours jusqu'aux champs glacés de Tolbosk : il arriva portant la mort dans son sein : il te regarda, te vit, calcula tes phases et tes apparences, écrivit la découverte et mourut en te regardant encore du lit de feuilles où les sauvages l'avoient couché. Il mourut, il expira satisfait d'avoir prolongé jusques là sa carrière et de n'être pas mort une heure trop tôt... » Les Ohatitiens dont parle Cook, autant d'amis pour Joubert : « Je connois Oberéa Maaui, Teïna-May, et Touno qui n'étoit pas belle, mais dont la bonté n'eut point d'égale. Je connois Putatow, Toubouraï Tamaïdé, N. N., et surtout Towha. Informez-vous de leur sort et sçachez s'ils vivent encore, ô vous qui séjournés dans ces belles contrées au moment où je parle. Puisse être heureux votre retour... » La pensée qu'il y ait là-bas des voyageurs, à profiter du radieux séjour, l'induit en quelque jalousie : « Hélas ! je n'ai jamais vu la mer, pas même du rivage... » Et puis : « Hélas ! je ne sçais pas bien parler de choses que je n'ai pas vues... » Cet empêchement le désole, lui casanier, lui enfermé, qui rêve à tant d'espace et aux impossibles voyages, dans sa petite chambre d'hôtel meublé, à Paris. C'est l'hiver. Il consigne sur le même carnet que décorent les féeries de la navigation, ses dépenses du mois de novembre : les plus grosses sont pour le marchand de bois ; et il y a quatre livres douze sols « pour des chaufferettes, » ô médiocre vie quotidienne du casanier !... Mais la pensée d'Otahiti lui est une fête illusoire :

« J'aime à dormir tourné vers toi, comme pour donner à mes dernières pensées avant le sommeil un cours plus facile vers tes habitans. Il y a deux tropiques et deux pôles : un seul occupe mon esprit. Et je regarde avec plus d'amour, quand la nuit est belle, les astres qui brillent sur le pôle austral. »

Et puis : « Mer pacifique. Pourquoi nommée ainsi ? Par l'habitude où sont les hommes de placer dans leur imagination le repos et la paix en des endroits inaccessibles, ainsi que les anciens appeloient Fortunées les îles Canaries, placées dans l'Océan où la nature de leurs navires et leur ignorance dans la marine ne leur permettoit guères de naviguer. » Il n'a jamais vu la mer, pas même du rivage; et, de mariniers, il n'en vu que sur la petite Vézère. Mais le voici lancé à des périples imaginaires, par Cook : « Tu m'as fait épouser la mer; et l'attrait naturel qu'avoient pour moi les eaux courantes s'est accru depuis que les flots t'ont porté dans ces régions délicieuses. »

Que de singularités!... « Cette partie du monde, non seulement n'a pas d'habitans, mais n'a pas même de lieu. Là tout est mer, excepté la mer même convertie en îles de glace qui ont leurs montagnes et leurs plaines. Elles présentent aux regards des images de tours, de clochers, de murailles et de maisons, et la même variété de formes que les nuages d'où elles sont descendues. » Et le refrain d'Otahiti : « Otahiti! que tes filles sont belles et que tes hommes sont doux! Ta découverte, île charmante, ne sera pas inutile au bonheur du monde... »

Samedi 22 décembre 1787... Et ce ne sont que des bribes de phrases, mais jolies : «... Et ce que l'Océan environoit, quand il se roule autour des pôles... Délicieuses relâches!... Latitudes et longitudes, pour largeur et longueur; une langue particulière est employée pour parler de ces grands objets... C'est pour eux (les Otahitiens) que les soleils de nos hyvers se hâtent de tomber et de descendre; et ses rayons les ont touchés quand il se lève. Tu viens d'Otahiti, père du jour... Nous partageons avec eux le sommeil et la veille... Lointain pays où le dormir est doux... »

22 janvier 1788 : « Portez-leur la rose et qu'elle pare des seins qu'on dit semblables à ceux des statues grecques... »

Il n'est pas jusqu'au langage otahitien qui ne séduise Joubert; et Joubert en copie des mots avec soin : « *Epaha tayo maleme taiye no tabano to nota wa whamo maiye...* »

10 mars : « Plus une île est près de Taïti, plus les mœurs y sont bonnes, la terre féconde et les hommes heureux. Ton langage, tes mœurs et ton bonheur sont départis dans les îles qui t'environnent. Tu es au milieu de toutes ces îles comme le soleil au milieu des astres... » Puis : « Que fait (présentement) le vieux Paowgand à Tanna? Et Paowgand vit-il encore?... » Et puis : « Ils ont, à Tanna, l'habitude de mon ami Fontanes : dans la joie qui suit l'admiration, ils font claquer leurs doigts. » Joubert était alors à Villeneuve-le-Roi, près de Sens; et, depuis quelques jours, Fontanes l'avait rejoint : la gaieté de Fontanes, Joubert la réunit à ses fantaisies otahitiennes.

Du mois de juin 1788 : « Ils allèrent à Otahiti, pour y voir de plus près une étoile. Otahiti! on nous a rapporté de toi des nouvelles qui ont charmé le monde! Tout les favorisa pour leur rendre ce séjour délicieux. Tout, jusqu'à l'heure de leur arrivée. Il étoit nuit et, du navire, ils voyoient briller sur la côte les flambeaux qui servent aux insulaires pour la pêche. Ils entendirent le bruit des danses ou des heeva. Ils reconnurent la métropole des îles du Tropique et les mœurs du peuple ami. Alors, ces hommes lassés de leurs longues navigations livrèrent leurs cœurs au repos, leurs âmes à l'espérance. Un sommeil léger suspendit un moment leur joye. Ils ne s'éveillèrent que pour être heureux. Qui donnera maintenant à mon style des agrémens et des couleurs, pour peindre... » Et le refrain : « Otahiti, que tes filles sont belles et que tes hommes sont doux! Tu es la merveille des tropiques, dans les mers qui sont sous nos pieds. Cette moitié de l'océan que tu partages en deux autres moitiés te doit son plus grand ornement. Le néant est à ses deux bouts; l'âge d'or est dans tes bocages. J'aime à dormir tourné vers toi... » Et Joubert vante l'héroïsme de Cook, son ingéniosité pratique, son désintéressement, son esprit de justice. Mais il ajoute : « Quelque intrépide et bon qu'eût été Cook, sans doute il eût obtenu moins de faveur et de renommée s'il ne nous eût pas fait connoître Otahiti... Otahiti, que tes filles sont belles et que tes hommes sont doux... Ton sol fécond ne produit point de matières dures et précieuses. Tes montagnes, dont la perspective est si riante, ne recèlent point de métaux ni de pierreries. Tu n'as pour tous biens que ton beau ciel, et tes arbres qui portent le pain. Ta découverte néanmoins a causé plus de joyes au monde que toutes ces grandes rencontres de mondes et de continens

nouveaux qui changèrent tout à coup la face des empires et couvrirent d'or et de diamans la terre ancienne. Tu es, Otahiti, un lieu de relâche et de radoub pour le navigateur fatigué de chercher les pôles, tu es un lieu de repos pour l'imagination lassée de chercher ailleurs que sur ton sol tant d'innocence et de bonheur. Ceux qui t'habitent sont forts et vaillans comme des hommes, ils sont innocens et beaux comme des enfans... Cette île fait aimer la mer et le navigateur qui fut son hôte... »

Cook est, aux yeux de Joubert, un double héros, antique et moderne. Ses découvertes évoquent le temps où la première audace des navigateurs conquit les espaces terrestres. Et ce conquérant, ce faiseur de périples à pratiqué les vertus nouvelles, l'humanité, la bienfaisance universelle, la volonté d'être utile aux hommes, à toutes les nations, de servir au progrès. Joubert insiste sur la bonne efficacité de Cook : « Tous ses voyages furent marqués par des succès éclatans et des actions utiles. Il découvrit trente peuples nouveaux : il sema des plantes utiles dans les îles désertes et donna des exemples de vertus à des peuples sauvages. Il rendit la mer plus navigable et le séjour des vaisseaux plus sain. Il eut le bonheur des anciens héros et ramena deux fois tous ses compagnons des extrémités du monde. Sa gloire fut éclatante et pure comme sa vertu : des peuples qui l'aimoient le chantent au delà de l'Amérique... » Le caractère véritablement moderne de Cook, Joubert le marque avec beaucoup d'insistance, et jusqu'à écrire : « Si Cook avoit fait ses voyages il y a cent ans, il y a deux cents ans, on auroit simplement considéré sa conduite d'homme de mer et estimé l'exactitude de ses déterminations. Il auroit obtenu les suffrages de ses égaux et des sçavans et l'attention des politiques... » Et maintenant? Qu'y a-t-il, maintenant, de nouveau? Écoutons Joubert : il ne se trompe pas. Donc, jadis, on aurait admiré ce capitaine heureux; « mais sa bonté, son extrême attention à ne pas blesser la justice n'auroient pas ému les esprits et donné à son nom cette vogue dont nous sommes témoins et qui désormais durera toujours. Les hommes d'État auroient fait traduire ses relations, les hommes de mer les auroient étudiées, les esprits éclairés en auroient fait cas; mais quelques particuliers seulement les auroient luës. On n'auroit sçu voir en lui qu'un habile navigateur anglois, mais non pas l'homme qui doit être cher à toutes les nations et à tous les siècles. » Ce chan-

gement de l'esprit public, cette particularité de l'esprit nouveau, que note Joubert avec le plus fin discernement, c'est en effet tout le caractère de l'époque. On est, plus que jamais, soucieux de morale; et, en faveur de la morale, on a une tendance très forte, assez ridicule et assez belle, très dangereuse, à embrouiller des choses différentes. Certes, un explorateur qui évite d'être inhumain et qui, pionnier de la civilisation, n'agit point en sauvage mérite une louange singulière. Mais jadis, — et, pour Joubert, jadis, — on n'eût pas songé à prendre un explorateur comme maître d'aménité, de vertu sociale; on n'eût pas songé à priser d'abord en lui les qualités de douceur; et l'on n'eût pas songé à lui demander une philosophie. C'est la mode nouvelle; une mode assez touchante, et qui ne fut pas sans inconvéniens. Lorsque Lapérouse partit pour son grand voyage, Louis XVI lui rédigea des recommandations humanitaires : « Si des circonstances impérieuses, qu'il est de la prudence de prévoir, obligeaient jamais le sieur de La Peyrouse à faire usage de la supériorité de ses armes sur celles des peuples sauvages pour se procurer, malgré leur opposition, les objets nécessaires à la vie, telles que des subsistances, du bois, de l'eau, il n'userait de la force qu'avec la plus grande modération et punirait avec une extrême rigueur ceux de ses gens qui auraient outre-passé ses ordres. Dans tous les autres cas, s'il ne peut obtenir l'amitié des sauvages par les bons traitemens, il cherchera à les contenir par la crainte et les menaces, mais il ne recourra aux armes qu'à la dernière extrémité, seulement pour sa défense et dans les occasions où tout ménagement compromettrait décidément la sureté des bâtimens et la vie des Français dont la conservation lui est confiée. Sa Majesté regarderait comme un des succès les plus heureux de l'expédition qu'elle pût être terminée sans qu'il en eût coûté la vie à un seul homme. » Sainte-Beuve, citant ce passage, fait à ce propos de justes réflexions. Tant de précaution, dit-il, est honorable, et puéril, et dangereux. Avec de tels scrupules, on est un philosophe, non pas un conquérant : et les « sauvages » abuseront de votre philosophie. Louis XVI l'a bien vu, ensuite; Louis XVI, qui eut près de lui des sauvages plus féroces que ceux de la Polynésie et qui, jusqu'au dernier moment, répéta : « Je ne veux pas qu'il périsse un seul homme pour ma querelle! » et qui fut la victime, ou l'une des victimes, de sa mansuétude.

Quand il rédigeait, à l'intention de Lapérouse, ses recommandations humanitaires, Louis XVI avait lu les voyages de Cook : il en avait, comme Joubert, tiré des leçons morales. La nouveauté d'opinion que signale Joubert, il l'a bien vue; même il a, en quelque mesure, participé à la séduisante erreur, à la jolie imprudence commune.

Son Cook est un grand navigateur; il est aussi un philosophe. Joubert ne se contente pas de le peindre en vérité : il le transforme en un maître de la vie et fait de lui un emblème ou un exemple. Mais, ce grand navigateur, les circonstances l'ont placé dans des conditions héroïques et exceptionnelles, de sorte que l'exemple de Cook a bien l'air de dépasser nos modestes conjonctures. Inutile exemple? Non pas! Et Joubert amène vers nous, vers nos petites anecdotes, ce héros emblématique. « Je veux chercher ce que Cook auroit fait s'il avoit eu des enfans. » Et il transcrit en père de famille l'explorateur d'un hémisphère... « Il auroit rarement parlé à ses filles, par une certaine austérité de pudeur. Il auroit parlé rarement à ses garçons, par une certaine gravité naturelle à tous les pères plus occupés du soin de former et de pourvoir leur famille que du plaisir de vivre avec elle et d'en être caressés. Il auroit quelquefois vivement et secrettement joui des délices de la paternité. Mais il en auroit plus constamment connu les devoirs que les douceurs. Quant à sa femme, il l'auroit aimée, consultée, honorée, mais lui auroit quelquefois témoigné de l'emportement. Dans le cours ordinaire de sa conduite, il l'auroit traitée avec cette dignité d'un mari tendre à qui les bons soins et les vertus de sa compagne inspirent un respect tempéré par l'intérêt même que lui inspirent pour elle de légères imperfections... » Joubert, afin de rendre utilisable et moralement efficace l'exemple de Cook, organise des hypothèses. Supposons qu'au lieu de céder aux vœux de la plus rare destinée, Cook soit demeuré dans la profession que son père lui avait choisie : il est marchand. Quel marchand sera-t-il ? Un marchand considérable par la justesse de ses vues et la rigueur de sa probité; non pas un négociant célèbre. L'agent d'une grande compagnie de commerce, peut-être : et alors, un excellent employé, sans génie ; car il fallait à Cook les prodigieuses entreprises, pour montrer son génie. Mais il est un bourgeois très digne et très important : on vient lui demander conseil... « Ceux qui l'auroient connu l'eussent aimé et vanté

et il eût été respecté dans sa famille. Il l'eût gouvernée comme son vaisseau, avec justice, mais avec sévérité. Il eût cependant fait souvent des actes de bonté et de douceur qui l'eussent fait adorer et qui auroient charmé et frappé tous les esprits, comme il arrive ordinairement quand les hommes sévères se montrent humains, doux, compatissans, faciles et bons comme s'ils étoient nés faibles. Dans quelque rang enfin et dans quelque lieu que Cook eût vécu, il auroit eu la gloire qui ne peut échapper à ceux qui se montrent souverainement hommes de bien. » Et si, toujours marin, Cook n'avait pas eu l'aubaine de ses grandes expéditions ?... « Dans un vaisseau de commerce, le bonheur que sa sagesse eût procuré à toutes ses entreprises l'auroit rendu recommandable aux négocians de son pays et tous auroient recherché l'avantage de devenir ses commettans. Dans un vaisseau de guerre, sa bravoure et son sang-froid, ses manœuvres sûres et hardies lui auroient sans doute valu l'honneur d'être nommé dans les gazettes de son pays, mais ne lui auroient point procuré d'autre gloire. Soldat, il se fût élevé de grade en grade, jusqu'au rang de capitaine. Capitaine, il ne seroit jamais sorti de cette place. Il y auroit seulement acquis plus d'honneur que tous les autres dans les grades supérieurs parce qu'il auroit parfaitement rempli le sien... » Cook ne pouvait pas se rendre illustre dans un autre métier que le sien ; mais, dans toutes les conditions de la vie, il se fût montré irréprochable. « Il eût été ami solide et généreux et lié jusqu'au dévoûment par une estime mutuelle. Il n'auroit eu besoin d'un ami ni pour être consolé ni pour être supporté par son indulgence, mais pour avoir l'âme exercée par une bienveillance forte et par une sorte d'admiration pour la vertu... Il avoit une si parfaite organisation, il étoit tellement épris de l'*ordre* qu'aucun des sentimens honnêtes ne pouvoit être hors de son cœur... » Et Cook devient un charmant bonhomme, une sorte de père de famille selon Diderot.

Nulle époque n'a été plus constamment, — et, parfois, déraisonnablement, — éprise de morale. Cela étonne, parce qu'en fait peu d'époques ont été moins véritablement morales. Mais, plus les hommes de la période révolutionnaire sentaient menacés les principes de leur conduite et sentaient leur vie hasardeuse, plus ils cherchaient, et avec confusion, des morales un peu partout. Cette époque a bien de l'analogie avec la nôtre. Et n'est-ce pas une idée analogue aux idées de nos contempo-

rains, d'aller chercher ses professeurs de vertu parmi les navigateurs ?...

Ainsi, le personnage de Cook, Joubert le dirigeait, avec beaucoup de jolie adresse, vers la morale. Tahiti, qui l'enchantait, lui devint un autre emblème et, cette fois, de qualité sociale. Une phrase incomplète de Joubert fait allusion à ces temps (le sien, par exemple) « où tous les peuples, devenus éclairés et mécontens de leur situation et de leurs mœurs, en détournent leur attention et se plaisent à la porter sur les mœurs et le gouvernement des peuples nouveaux et sauvages. » Admirable phrase, par sa justesse et par sa vérité intelligente. C'est bien là ce qui s'est produit. Jamais on n'inventa si ardemment des utopies et des Eldorado. L'exotisme qui, dans les arts, se manifeste avec tant de vivacité, c'est le signe du déplaisir qu'on éprouve chez soi. Et l'on se forge des imaginations séduisantes, à propos des pays peu connus ; et, dans le mystère entr'aperçu, l'on place des chimères de politique sentimentale. Les sauvages se prêtent le mieux du monde à ces ingénieux artifices : les sauvages qui sont à la mode ; les sauvages de Marmontel et, bientôt, de Chateaubriand. Les Otahitiens de Joubert sont du même genre. Ces « peuples qui n'ont pas de loix » l'intéressent et l'attendrissent. Dans la peinture qu'il fait de leurs mœurs, on voit très bien la tendance philosophique. Et Tahiti est, pour Joubert, un peu ce qu'est Genève pour Jean-Jacques : l'utopie. Joubert ne connaissait pas Tahiti ; et Rousseau connaissait Genève à merveille ; mais la Genève que Rousseau s'ingéniait à célébrer n'était pas une réelle Genève, c'était, comme Tahiti pour Joubert, une rêverie.

Le commentaire de l'île idéale, Joubert le parait de maintes doctrines aventureuses. Même alors, on voit et sa prudence fine et sa retenue que d'autres, — les déclamateurs, — n'ont pas du tout. Mais il est touché de fraternité universelle, de pacifisme et de sensibilité. C'est un chagrin pour lui de savoir que, dans la délicieuse Otahiti, la concorde ne règne pas toujours ; et qu'il y a des guerres. Des guerres, dans un si beau pays ; des guerres, dans un pays où les filles sont si belles et les hommes si doux !... Et l'on a fait d'autres légers reproches aux doux Otahitiens et belles Otahitiennes. Joubert répond : « S'ils aiment le plaisir, ce n'est pas par la corruption de leur mœurs, mais par l'excellence de leur tempérament, » — magnifique réponse !... Et que

de vertus émouvantes!... « Les Otahitiens ont leurs *moraï* ou sépultures, dont ils prennent plus de soin que de leurs maisons. Ils attachent un prix infini à ces monumens grossiers qui les rappelleront à la mémoire après leur mort. Ce peuple ami qui s'étoit tendrement attaché au capitaine Cook lui demanda, quelques jours avant son départ, comment s'appelait le *moraï* qu'il avoit dans sa patrie, c'est-à-dire quel nom avoit l'endroit où il seroit enterré à Londres. M. Cook leur répondit qu'il seroit enterré à Saint-Paul. — *Cook sera enterré à Saint-Paul!* répétèrent-ils comme à l'envi dans leur langage enchanteur, avec un accent inexprimable de tristesse et de bonté. — Peuple excellent! qui, prêt de se séparer d'un étranger honnête homme qu'il n'a vu que quelques jours, veut tout connaître de lui et jusques à son tombeau, comme pour mieux garder son souvenir!... » Et Joubert ajoute : « On se délasse du spectacle de tous les malheurs en contemplant quelques minutes l'heureux sort de ce peuple aimable, vif et toutefois si doux qu'il semble que la nature, qui ne lui permet pas d'être un moment indifférent, lui ait cependant rendu la haine impossible. Il a toute la beauté et toute la bonté des enfans. Ses légèretés mêmes sont à peine des défauts et, parmi ses défauts, aucun n'est incompatible avec l'innocence. Peut-être le meilleur des hommes seroit-il, parmi nous, celui qui à force de philosophie seroit enfin devenu ce qu'est naturellement un jeune Otahitien. » Voilà, formulée avec toute la netteté possible, la pensée de l'époque, la pensée du jeune Joubert ému de philosophie. Il raconte l'histoire d'un jeune Otahitien plus charmant que tous les autres et nommé Tupia. Cook l'avait connu lors de son premier voyage et l'emmena sur son navire. Mais, « du regret de la mort de son ami Taïeto, » Tupia mourut à Batavia. Quand le capitaine Cook revint à Otahiti, les habitants lui demandèrent des nouvelles de Tupia. Ils composèrent des complaintes et chants funèbres qui avaient ce refrain mélancolique : *Mort, Tupia, mort, mort!...* Et Joubert : « C'est ainsi que des peuples grossiers sçavent honorer les talens et les vertus par des sentimens tendres que l'homme de bien espéreroit vainement d'obtenir chez les peuples polis où la civilisation a perdu la nature. O mes concitoïens, plus j'y pense et plus je trouve que nous aurions tous besoin de devenir un peu sauvages! » Et il est bien manifeste que Joubert a subi l'influence de Rousseau.

Joubert, alors assez loin de ses idées religieuses, n'approuve-t-il pas les Otahitiens qui « ne se figurent point après la vie et ne désirent point un plus grand bonheur que d'habiter une autre Otahiti et de s'y nourrir éternellement de fruits à pains et de gorces qui n'auront pas besoin d'être préparés aux feux? » Rêverie païenne ; et rêverie de l'âge d'or !

Rêverie païenne encore et dans laquelle des réminiscences de Lucrèce ont pris le tour de la science moderne. Les îles où est allé Cook sont, quelques-unes, volcaniques et l'on y aperçoit les indices des catastrophes géologiques : la terre périra... « Cette idée que la terre périra est affligeante. Parmi nos idées journalières et communes, il n'en est aucune qui puisse nous en consoler. Mais une idée, extraordinaire comme la première, peut nous guérir de ce chagrin : c'est la considération du tout. C'est la connoissance des astres et de leur nature. L'homme trouve dans ces connoissances une force qui lui fait supporter avec tranquillité le sort de la planète. S'il faut que tu périsses, habitation de nos enfans et de nos pères, tous ces corps plus beaux et plus éclatans que toi subsisteront du moins. L'élément du feu dont le soleil est le foyer ne peut pas non plus périr, il l'absorbera par une attraction dont on a calculé la puissance et, réchauffé par cette action, tu rejailliras de nouveau du corps du soleil avec les germes des espèces que tu renfermes et qui ne peuvent pas être perdus. Tu refairas ton cours, tu reprendras ta place et tu recommenceras ton destin. » Joubert a tout à fait, pour le moment, abandonné les dogmes chrétiens ; son idée du monde est conforme aux théories des physiciens matérialistes.

Son idée de la société repose tout entière sur l'idéal du bonheur. Les insulaires que les voyages de Cook lui ont révélés sont les hommes les plus heureux du monde ; et leur vie est organisée en vue seule du bonheur. On fera des objections. Joubert réplique : « Ce n'est pas le désir des vrais biens qui déprave l'homme, mais le désir de ceux qui sont faux. Jamais aucun peuple ne s'est corrompu pour avoir du bled, des fruits, un air pur, des eaux meilleures, des arts plus parfaits, des femmes plus belles, mais pour avoir de l'or, des pierreries, des sujets, de la puissance, un faux renom et une injuste supériorité... » Joubert examine les conditions qui facilitent le bonheur des Otahitiens. Il y a « la qualité de leur terroir, » qui

produit « tout ce qui peut rendre l'homme sage et rien de ce qu'il faudroit pour le rendre riche : » ainsi, la richesse, — l'un des résultats de la civilisation, — va tout à l'encontre du bonheur social. Puis ces petites îles sont enfermées chez elles et, par la mer infranchissable, garanties contre l'ambition : « Éloignés du continent, ils (ces insulaires) n'ont point à redouter de conquérans. Entourés d'îles semblables aux leurs, ils n'ont pas non plus à redouter d'éprouver eux-mêmes le désir de la conquête. Bornés dans leur territoire, ils n'ont rien de mieux à faire que d'y être bons et tranquilles, comme les hommes le sont partout où ils sont indépendans et maîtres souverains d'un pays borné. » Joubert va tirer de là des conclusions importantes : « C'est une grande question pour le bonheur public de savoir quelle étendue devroit avoir chaque pays, pour que les mœurs y fussent bonnes. En attendant qu'on la décide, voici une règle générale. L'homme animal ne regarde vraiment comme sa patrie qu'autant de pays que ses yeux en peuvent embrasser en se tournant de tous les côtés lorsqu'il est placé au point qui forme le milieu du sol où sa demeure natale est située comme une île au milieu de la mer. Et l'homme sensible ne regarde comme ses véritables compatriotes que ceux qui habitent cet espace de terre. Quant à l'homme civil, sa patrie morale sera toujours trop étendue toutes les fois qu'il ne sera pas membre d'un peuple où il sera possible à chaque individu de connaître tous ses compatriotes et d'être connu de tous. Heureux les peuples où chaque mort laisse un vide sensible à tout le monde et où chaque naissance en remplit un ! C'est là qu'il est doux de naître, de croître, de vivre, d'engendrer et de mourir... » Considérations générales ; et la conséquence pratique : « Les grands États doivent chercher à se subdiviser de mille manières, s'ils désirent véritablement le bonheur général et individuel. Leur force même extérieure dépend de la multiplicité et de l'union de leurs parties. »

Il est évident que, tout cela, Joubert l'eût développé. L'éloge de Cook, en son état de brouillons, ne nous donne pas toute une philosophie de Joubert ; et la philosophie du jeune Joubert était, pour ainsi dire, inachevée comme l'éloge du navigateur. Il avait à en adapter les pièces, à en arranger les jointures ; il avait aussi à en terminer plusieurs élémens. Cependant, nous voyons comment tournait sa pensée ; et cette page que je viens

de citer est importante. Elle nous montre Joubert qui cède assez volontiers au goût législatif de ses contemporains. Comme eux, il ne craint pas de refaire, au gré de l'idéologie, la constitution des peuples. Il a posé en principe un idéal de bonheur; il a cherché les conditions du bonheur social et national : ces conditions, reste à les réaliser. Et il ne demande qu'à les réaliser en effet. Ce qu'il a très bien vu, c'est que les constitutions inventées par les philosophes, et inventées en vue du seul bonheur, ne sont pas applicables à de grandes foules humaines et à de grandes étendues géographiques. Donc, « c'est une question de savoir quelle étendue devroit avoir chaque pays. » Excellente logique; erreur, en fait : l'étendue de chaque pays, indépendante de la volonté des philosophes, est un phénomène géographique et historique. Joubert, à la façon de tous ces théoriciens, ne tient pas compte de l'histoire; il néglige le vivant et impérieux passé. Il demande que les grands États se subdivisent de mille manières. Tâche impossible, qui tente les réformateurs; et, au surplus, tâche que la Révolution ne redoutera pas d'accomplir en France, lorsqu'à nos vivantes provinces elle substituera les départemens administratifs et irréels : tâche funeste. Et l'on voit, dans l'esprit de Joubert, quelques-unes des velléités qui trouveront bientôt leur occasion. Mais on a plaisir aussi à constater qu'il n'a pas l'outrecuidance et la désinvolture de ceux qui vont être efficaces. Il a, comme les autres, le défaut de travailler *a priori;* cependant, il est préservé des pires folies par son souvenir provincial. Jeune philosophe, il est venu à Paris parce que Paris, pour un petit provincial, est en quelque sorte l'absolu. Il demeure assez provincial pour ne pas s'établir, à Paris, citoyen de l'univers. Tout ce qu'il dit de la petite patrie, ou de la province, garde une profonde et belle vérité. Il répond d'avance à des rêveurs plus fols que lui.

Mais il ne faudrait pas, en dépit de ces considérations, se figurer l'*Éloge de Cook*, préparé par Joubert, comme un traité de philosophie politique et sociale. Certes, la philosophie politique et sociale y intervient. L'essentiel est poésie. Quand Joubert assure que les voyages de Cook ont fait, pendant longtemps, les délices de sa pensée, croyons-le. Il a goûté, à lire Cook, ce divertissement auquel nous invite un Pierre Loti : dépaysement de l'esprit, son refuge ailleurs dans une fraîche nouveauté de toutes choses, l'offre des réalités les plus diffé-

rentes de celles dont nous avons ou l'ennui ou le chagrin, l'offre de l'utopie. Combien s'amuse Joubert à concevoir changées toutes les conditions de la vie! Le voyage en mer, imaginé, le ravit : un chemin qu'on fait en cherchant ses repères dans le ciel! La contemplation des astres le ravit : pour les astres et pour la mer, il invente des phrases, j'allais dire, infinies, mobiles et où il y a de l'ineffable. Ses mots bougent; ses mots prennent une qualité de mystère. Il peint des merveilles étranges; et il donne, à son style, une jolie étrangeté. Otahiti, des voluptés singulières, une musique à laquelle trois notes suffisent pour qu'elle soit touchante et triste, des danses qui ont une langueur exquise, un art précieux du bonheur et, sans lois, la perfection de l'innocence, un peuple bon grâce à la seule vertu de la nature : que de motifs charmans pour la pensée!

Pendant plusieurs années, l'Académie de Marseille ne décerna point le prix de douze cents livres qu'elle avait proposé. Elle recevait des mémoires et ne les jugeait pas dignes de sa récompense. Nous avons vu, en 1786, le marquis de Pennes gémir et inviter ses collègues à gémir avec lui de ce qu'on ne découvrît pas le valable panégyriste de Cook. Peut-être (mais je n'en sais rien) l'obligeant chevalier de Langeac disait-il à ses collègues : — Attendez; mon vertueux ami monsieur Joubert travaille...

Il ne travaillait pas vite; et, attentif aux délices de sa pensée plus qu'à nulle ambition, il n'en finissait pas. Les derniers feuillets relatifs à Cook et datés sont de l'année 1788. Je crois qu'alors il renonça définitivement à parfaire son *Éloge :* d'autres projets l'avaient requis. Et, le 25 août 1789, le prix d'éloquence fut décerné à M. Pierre-Édouard Lémontey, citoyen de Lyon. Celui-ci avait beaucoup plus d'assiduité que Joubert, plus de ténacité. L'Académie de Marseille conserve dans ses archives trois mémoires de ce Lyonnais opiniâtre, touchant le grand navigateur. Sans doute, n'ayant pas eu de succès d'abord, Pierre-Édouard Lémontey recommença-t-il bravement. Quatre ans plus tôt, il avait eu le prix, pour un éloge de Peiresc : et il y a, dans les papiers de Joubert, des notes qui ont trait à ce même Peiresc; de sorte que Joubert songea peut-être à concourir aussi pour l'éloge du très savant numismate. Lémontey publia son éloge de Cook trois ans après avoir reçu sa couronne, en

1792 et quand il était membre de l'Assemblée législative. Agé de vingt-sept ans en 1789, cet aimable garçon, avocat, parleur ingénieux, faisait son chemin. C'est à lui qu'on s'était adressé pour rédiger le cahier de la généralité lyonnaise. Il fut, sous l'organisation nouvelle, nommé substitut au procureur de la commune; et il se lançait dans la politique. A la Législative, il eut son rôle parmi les honnêtes et imprudens personnages qui crurent maintenir en bel accord la monarchie et la constitution : l'une qu'on avait déconsidérée, l'autre qui était à la mode pour un peu de temps. Il n'aimait pas les violences et, révolutionnaire d'abord, il préféra la Suisse calme à sa ville natale pendant la terreur lyonnaise. Il voyagea et ne revint en son pays qu'après le rétablissement de l'ordre. Il avait de l'esprit, de la grâce, du discernement, de la pusillanimité. Il bégayait. En petit comité, on le trouvait assez hardi : l'arrivée d'un inconnu réduisait au silence son bégaiement, à la précaution ses hardiesses. Il écrivait gentiment, avec trop d'afféterie. Il a composé des livrets d'opéras-comiques, et puis des livres d'histoire, tels que l'*Établissement monarchique de Louis XIV*, des essais, une étude sur *Paul et Virginie*. Il fut de l'Académie française et installa son aménité dans le fauteuil où avait été si grincheux l'abbé Morellet. Il fut censeur dramatique et s'acquitta sans dureté de fonctions qui lui donnaient à plaisanter. Il disait à ses amis : « N'allez-vous pas voir, ce soir, *Athalie*, par Racine et Lémontey? » Son éloge de Cook, très oratoire et orné à l'excès, ne vaut pas grand'-chose.

Joubert avait travaillé des années, — avec peu de suite, — à son éloge de Cook. Ce fut, en somme, du temps perdu. Mais Joubert, toute sa vie, a perdu tout son temps, s'il ne s'agit que de produire. Il s'agissait, pour lui, de réaliser la perfection de son esprit; de cette manière, le soin qu'il accordait à l'éloge de Cook, il l'utilisa comme un exercice d'agréable méditation.

André Beaunier.

LA DÉFENSE

DU

CANAL MARITIME ALLEMAND

On se rappelle peut-être qu'au cours du mois d'octobre, alors qu'ils voulaient frapper dans la région Nieuport-Dixmüde les coups les plus violens, nos adversaires avaient dégarni de troupes les duchés de l'Elbe au profit de leurs armées de Belgique, la 4e et la 6e (duc de Wurtemberg et prince royal de Bavière). La 4e, notamment, aurait reçu le IXe corps de réserve et la division de fusiliers marins, peut-être aussi une ou deux brigades de landwehr de la IXe région de recrutement. Peu après, on apprenait qu'une sorte de milice ou de gendarmerie spéciale avait été créée dans le Slesvig, en vue de la protection du canal maritime et des voies ferrées importantes qui le traversent, soit aux deux extrémités, vers Brunsbüttel et Kiel-Hottenau, soit dans la région centrale, à Rendsburg, nœud de plusieurs lignes, et à Grünthal, où se trouve un pont métallique, très bel ouvrage d'art. Enfin, dans ces dernières semaines, il a été question à plusieurs reprises de l'envoi, ou de la formation, en Schleswig-Holstein, de nouvelles divisions de réserve et de la mise en état de défense de la rive Nord du canal Kaiser-Wilhelm.

Ainsi il semble bien qu'il se soit passé, en 1914, à peu près ce qui eut lieu en 1870, comme l'indique la relation historique si complète et en général si exacte, publiée par l'état-major allemand quelques années après la guerre. Je rappelle les faits.

Les troupes allemandes laissées à la garde du littoral et en particulier à celle des duchés de l'Elbe où l'on avait tout lieu

de craindre la descente d'un corps expéditionnaire français, se composaient des Ier et IIe corps actifs et de la 17e division.

Lorsqu'il fut bien acquis que l'escadre française de l'amiral Bouët Willaumez bornait son action à de stériles promenades du *Kieler bucht* à Colberg et de Swinemünde à Danzig, quand on eut surtout la conviction qu'elle ne convoierait pas de flotte de transports et qu'elle ne ferait même pas de coups de main sur les ports accessibles de la côte, on s'empressa d'acheminer vers la Lorraine les élémens de défense désormais inutiles. Le IIe corps, notamment, fut mis en route vers le 10 août. Le 18 au matin, parti de Pont-à-Mousson, il avait marché au canon par Bussières et, après avoir fait 40 kilomètres en quelques heures, il donnait, à la tombée du jour, un suprême assaut à la gauche française, établie de Rozérieulles à la ferme Moscou.

Cet assaut fut repoussé, comme l'avaient été ceux des VIIe et VIIIe corps, formant l'armée du général Steinmetz. Mais, pendant ce temps-là, la garde prussienne et le XIIe corps (Saxons) venaient à bout de la magnifique résistance du maréchal Canrobert, à Saint-Privat; et l'on a pu dire que, peut-être, si l'attention du commandant en chef français, toujours soucieux de garder ses communications avec Metz, n'avait pas été retenue du côté de sa gauche par la vigoureuse attaque des Poméraniens de Franszky, il eût consenti à porter à sa droite le secours qu'elle attendit vainement jusqu'à 7 heures du soir.

Quoi qu'il en soit, l'intervention du IIe corps prussien à la fin de la bataille qui décida, en somme, du sort de la France, n'aurait évidemment pas pu se produire si quelques démonstrations sérieuses, — qu'il était si facile d'exécuter vers Swinemünde ou Danzig, par exemple, avec une flotte absolument maîtresse de la mer! — avaient obligé l'état-major allemand à laisser huit jours de plus ces excellentes troupes à la garde du littoral. « Il aurait suffi, a dit à ce sujet un historien militaire français, de montrer quelques pantalons rouges, sur quelques bateaux de transport pour ranger le Danemark de notre côté et retenir sur le littoral prussien un ou deux corps d'armée. »

Ne parlons pas des Danois d'aujourd'hui qui, au demeurant, n'ont pas encore dit leur dernier mot. Ne recherchons pas non plus, — ce sera pour plus tard, si l'on y pense après la victoire! — comment il se fait que les alliés n'aient pas jusqu'ici

tiré parti de l'avantage que leur donnait la maîtrise de la mer pour *menacer*, au moins, l'empire allemand dans ses parties vitales, et constatons au contraire avec une grande satisfaction que, cette fois, l'afflux des renforts allemands tirés des duchés de l'Elbe et d'ailleurs n'a pu donner aux 4e et 6e armées la victoire décisive sur laquelle elles comptaient.

Le point intéressant, — toutes réserves faites sur des desseins qu'il convient que le public ignore, — c'est que, *si rien n'indique* que les alliés aient l'intention d'entreprendre sur les côtes de l'Allemagne ou du Jutland, si rien n'indique même qu'ils jugent à propos d'opérer en arrière du flanc droit de la 4e armée, vers Zeebrügge, la descente que les Allemands semblent redouter et contre laquelle ils prennent visiblement des précautions, l'état-major de Berlin, se jugeant toujours vulnérable du côté de la mer, reste convaincu que sa frontière du Nord peut être l'objet d'une attaque sérieuse, qui serait dirigée en particulier contre le canal maritime, sûr abri de ses cuirassés et précieuse ligne de communications intérieure de sa flotte.

Le canal Kaiser-Wilhelm n'avait point, jusqu'ici, de défenses propres. Son débouché dans le fjord de Kiel et, par là, dans la Baltique, est bien couvert par le fort de Holtenau et, plus au Nord, par celui de Pries. Mais ces ouvrages appartiennent expressément au camp retranché de Kiel, resté inachevé; ils ont pour objet immédiat, ainsi que celui de Röbsdorf, de l'autre côté du fjord, de protéger les derrières des forts et des batteries de côte qui battent le goulet de Friedrichsort. Je note en passant que, ni Holtenau, ni Pries, ni Röbsdorf ne sont organisés à la moderne et ne supporteraient ni un siège régulier, ni même un bombardement : ce sont, tout au plus, de bons points d'appui pour des lignes de fortifications passagères comme celles dont font couramment usage les armées affrontées depuis tantôt trois mois, des Vosges à la mer du Nord.

Le point central du canal maritime, Rendsburg, à l'embranchement du canal même et de l'Eyder canalisé, n'a aucune défense permanente. On n'en avait pas prévu davantage au pont de Grünthal, où passe la ligne du Schleswig occidental. Or ce pont, très grand et élevé, est établi de telle sorte que sa destruction interromprait pour longtemps le transit dans le canal maritime.

A Brunsbüttel, débouché dans l'estuaire de l'Elbe, il n'existe

que des batteries de canons légers ou moyens, ayant pour rôle d'empêcher les sous-marins et torpilleurs de venir détruire avec leurs torpilles automobiles les écluses du canal. En revanche, l'estuaire de l'Elbe, ou plutôt la rive gauche du chenal principal du fleuve est convenablement, — sans plus, — défendue par les ouvrages de Cüxhaven (1). Mais les canons de Kügelbaake, de Döse, de Grimmerhorn n'auraient, bien entendu, aucun effet sur les abords immédiats du canal, qui ne sont pas dans leur champ de tir et dont ils restent à plus de 28 kilomètres.

Étant admis que l'attaque pouvait venir du Nord de la presqu'île et qu'elle serait conduite par un corps expéditionnaire suffisamment nombreux, bien organisé et flanqué des deux côtés par une force navale, les Allemands ont judicieusement choisi le point où ils devaient faire porter l'effort de leur défense. C'est sur la ligne du *Danewerke* qu'ils s'établiront, à 25 kilomètres, en moyenne, au Nord du canal maritime.

« L'ouvrage Danois, » qui date des siècles passés, au cours desquels il a subi de profondes modifications, fut, en 1849 et en 1864, lors des deux guerres des duchés, l'objet de l'attention des stratégistes. Les Danois comptaient y faire une longue défense contre leurs adversaires. Cet espoir fut déçu. En 1864, en particulier, notamment, outre que la petite armée danoise n'était pas encore organisée, le gel rigoureux de février vint malencontreusement donner aux troupes du prince Frédéric-Charles la faculté de franchir sans coup férir les lignes d'eau sur lesquelles s'appuient les deux ailes de la position fortifiée. En fait, la défense du Schleswig fut reportée dans la presqu'île du Sundewitt, dont le réduit était à Düppel. Cette petite place forte, à peu près improvisée, ne succomba, après un assez long siège, que le 18 avril 1864.

Retourner ce qui reste des redoutes, des fortins et blockhaus, des emplacemens de batteries et des tranchées du Danewerke, de manière à leur faire battre le nord et non plus le sud, ce sera sans doute une assez ingrate besogne, surtout en cette saison. Mais l'état-major allemand veut énergiquement ce qu'il veut et les populations du Schleswig, celles surtout du *Slesvig*, c'est-à-dire de la partie septentrionale et danoise du duché, peuvent s'attendre à fournir de longues et dures corvées.

(1) Voyez, pour plus de détails, mon étude sur *les Progrès de la défense des côtes de l'Allemagne*, *Revue des Deux Mondes* du 1er août 1913.

On y arrivera donc, et l'organisation défensive de ce nouveau « Deutschewerke » se complétera de tous les moyens, de tous les procédés accessoires que nous voyons mettre en œuvre sur l'Aisne, sur la Lys, sur l'Yser, depuis les fils de fer barbelés jusqu'aux projecteurs électriques. Le plus difficile, en 1914 (ou 1915) comme en 1864, sera de parer au danger résultant de la congélation des marécages de la Treene, à l'aile occidentale, et des lacs allongés de la Schleï, à l'aile orientale. Mais peut-être l'attaque contre laquelle on se prémunit ne viendra-t-elle qu'au printemps? La guerre sera longue...

Comment et par où, exactement, arrivera l'adversaire? Débarquera-t-il dans le Jutland, en terre danoise, sans demander l'agrément d'un gouvernement qui, ayant concentré dans la Séelande la presque totalité des forces de la monarchie, serait sans doute fort empêché de s'opposer à une descente? Non assurément : on peut compter sur les scrupules de nations qui ont le respect de la faiblesse et pour qui les traités sont autre chose que des chiffons de papier. Cette éventualité, dont la réalisation serait fort gênante, est donc à écarter. Reste le débarquement dans le Schleswig même, soit du côté Baltique, si favorable par ses fjords, ses presqu'îles, ses eaux profondes et presque toujours calmes, soit du côté de la mer du Nord, où toute opération devient difficile dans le dédale d'îles basses que des bancs de sable vaseux, coupés de chenaux sinueux, relient à la terre ferme. Il n'y aurait donc point d'hésitation sur le choix que feraient les Alliés, — ou les Anglais tout seuls, — si l'accès des côtes orientales du Schleswig n'était commandé par le Grand Belt et le Petit Belt, de si facile défense pour les Allemands, même s'ils n'avaient pas été minés déjà par les Danois. Comment supposer qu'une grande flotte de guerre et un immense convoi veuillent se risquer, en présence des escadres débouchant du canal de Kiel, soit dans l'étranglement de Frédéricia, soit dans celui d'Agersö, où un coude fâcheux et des courans perfides ont si souvent jeté les cuirassés germains sur le banc de la *Vengeance?* Et de l'autre côté, est-il plus vraisemblable que cette formidable *Armada*, battue par les vents d'Ouest et par les flots rageurs du *Deutsche bucht*, se laisse acculer à des « tiefen » indécis, dépouillés de leur balisage et si étroits qu'une force navale qui s'y engagerait ne serait pas assurée de pouvoir faire volte-face, au cas de péril pressant sur ses derrières?

Voilà des considérations rassurantes, certes, et qui, pourtant, ne rassurent pas nos ennemis. On dira peut-être qu'ils savent bien que le tableau changerait d'aspect si, d'aventure, le Danemark se déclarait et, donc, que la plus simple prudence leur commande de prendre quelques précautions contre un neutre qui aurait de si bonnes raisons de devenir un belligérant. Restons à la lisière de cette délicate question. Il y a d'autres motifs aux inquiétudes allemandes, celui-ci, entre autres, qu'il se pourrait bien que l'allure générale de la guerre donnât, un jour prochain, aux puissances alliées le désir de rechercher des théâtres d'opérations plus rapprochés du centre politique et militaire de l'Empire; et celui-là, encore, que la prise de possession du canal maritime, ou seulement une menace contre le canal assez sérieuse pour obliger la « flotte de haute mer » à quitter cet asile avant l'heure qu'on lui voulait fixer, auraient un intérêt des plus sérieux pour la marine anglaise.

Ce n'est pas, au demeurant, que les subtils et avisés doctrinaires de la stratégie transcendante n'aient fait, depuis un quart de siècle, de l'autre côté des Vosges, les plus consciencieux efforts pour persuader les Français d'abord, les Anglais ensuite, de la vanité des opérations combinées, du danger extrême que faisait même courir à l'assaillant la témérité de débarquer sur le littoral d'un pays bien armé: « Comment transporter par mer une force suffisante pour entreprendre quoi que ce fût devant les immenses armées modernes! On serait infailliblement jeté à la mer, ou, si l'on évitait par grand hasard ce sort fâcheux, on serait « fixé » sur le point de la descente, dans l'impossibilité de déboucher, » etc.

Les soins persévérans des écrivains allemands furent récompensés. Dans cette trop longue période de notre histoire contemporaine où le prestige de la victoire, une victoire que l'ennemi n'avait due qu'à l'énormité de nos fautes, éblouissait les esprits, et les inclinait à accepter toutes les doctrines militaires du vainqueur, un bien petit nombre d'officiers seulement s'aperçut que la thèse allemande n'était justifiée que par l'intérêt immédiat, évident, d'un empire dont la marine était encore très faible, et dont la capitale reste à quelques marches d'un littoral très peu défendu.

On enseigna donc chez nous, — peut-être aussi chez les An-

glais, — qu'il ne fallait plus songer aux débarquemens en pleine guerre sur le territoire ennemi, si favorables que les circonstances politiques et militaires pussent paraître à ce genre d'opérations. Mais quelle ne fut pas la surprice de ces dociles élèves des Kraatz-Koschlau, des Von der Goltz et des Bernhardi, lorsque, voyant sa flotte grandir rapidement, en même temps que toutes ses ressources maritimes prenaient un admirable essor et qu'elle savait adapter à ses ambitieux desseins les armes puissantes créées par des rivaux qui les laissaient tomber de leurs mains insouciantes, l'Allemagne proclama tout d'un coup qu'elle entendait se servir largement de la mer pour les opérations de ses armées et que l'invasion de la Grande-Bretagne n'était pas de celles qui pussent étonner son courage, ni mettre en défaut la profondeur de ses calculs!

On a vu, ces dernières semaines, que ce n'étaient point là de vaines menaces, comme on l'avait cru d'abord; et, si l'admirable vaillance des soldats alliés aux champs de Flandre a contraint le tenace ennemi à surseoir à l'exécution de projets parfaitement arrêtés dans tous leurs détails, soyons assurés qu'il n'y a point renoncé. Il n'est point nécessaire de partir de Calais pour toucher aux rives anglaises. Disons seulement que, quelle que soit l'habileté et la résolution de l'état-major allemand, quelle que soit l'étendue de la préparation de ses desseins, ainsi que celle des moyens dont il dispose, quelque consommé enfin et quelque inattendu dans ses effets que puisse être l'art avec lequel il se servirait en un tel cas des armes auxquelles je faisais allusion tout à l'heure, rien ne prévaudrait contre cette seule circonstance que ses escadres ne seraient point, à moins d'une victoire bien improbable, maîtresses de la mer.

Oui, mais c'est donc que nous, les Alliés, nous le sommes?

Contre-amiral Degouy.

POÉSIES

LA VEILLÉE DE LA REINE

> Le départir n'est rien qu'un bref sommeil...
> La mort est fin d'une prison obscure...
> (Marguerite d'Angoulême, reine de Navarre

Le jour, cher aux vivans, mourait, vaincu par l'ombre.
Quand le vitrail pourpré devint tout à fait sombre,
Les dames en prière autour du lit muet
Où, sous les draps brodés, plus rien ne remuait,
Furent prises d'angoisse, et leurs lèvres ternies
Hâtèrent les versets des tristes litanies.
Maître Jean Scuronis, sur la banquette assis,
Qui gardait, depuis l'aube, un silence indécis,
Se leva, lent et grave, à la lueur du cierge
Dont la flamme vacille au chevet de la Vierge,
Et de ses doigts noueux palpa la maigre main
D'Hélène d'Escurac, comtesse de Carmain.

Tous les yeux dans ses yeux imploraient l'espérance,
Mais il hocha la tête et rendit sa sentence :
« Une heure à peine, et l'âme aura quitté ce corps, »
Dit-il ; « Que le Seigneur donne la paix aux morts. »
— « Heureuse ! » murmura d'une voix oppressée
La reine Marguerite en sa chaise affaissée,
« Elle va donc enfin savoir la vérité. »

L'abbé de Turpenay qui priait à côté

Fit signe au médecin, et, la voyant si lasse,
Tous deux, se rapprochant, lui dirent à voix basse :
« Voici trois jours entiers que vous veillez ici,
Madame, il faut rentrer chez vous. Tout est fini. »
Mais elle, se dressant, fière, avec un grand geste,
Répond : « Faites coucher ces femmes. Moi, je reste.
Je veux fermer ses yeux. Qu'on me laisse à mon deuil ! »

Et tous, en s'inclinant, durent passer le seuil...

Alors on eût pu voir, devant la face pâle
Que plissent, par instans, les secousses d'un râle,
Tomber sur ses genoux et se signer trois fois
La noble femme, avec des larmes dans la voix :

« Pitié, mon Dieu, pitié ! Je sens que je succombe,
S'il faut que, sous mes pieds, s'ouvre encore une tombe,
Écoute-moi ! Tu sais qu'en ce monde mortel,
Dès qu'un baiser de mère et la clarté du ciel
Éveillèrent en moi l'amour et la pensée,
Mon âme s'est vers toi tendrement élancée.
Enfant, je te voyais, salué par tes Saints,
Planer, près de ton fils, dans l'or des tableaux peints,
Vers lesquels, prosterné, pour calmer tes colères,
Le prêtre avec l'hostie élevait ses prières.
Plus tard, j'ai cru pouvoir monter plus près de toi,
Et, sur les ailes d'or que me prêtait la foi,
M'envoler jusqu'aux pieds du trône solitaire
D'où tu mènes le monde et surveilles la terre,
Et pour y parvenir et pour te désarmer
J'ai cru qu'il suffisait d'aimer, toujours aimer,
D'apprendre, apprendre encore, afin de te comprendre
Lorsque ta grande voix voudrait se faire entendre.

Mais tu ne m'as jamais clairement répondu !

Pour toi seul, cependant, j'ai partout répandu
Les bienfaits, les espoirs, les pitiés, les tendresses,
Afin que, sous le poids des communes tristesses,

Nul ne puisse oublier qu'après tous nos combats,
Un bon Père est là-haut qui nous tend les deux bras.
J'ai souffert par mon roi, mon époux et ma fille,
Tous les persécutés devinrent ma famille,
Et si, malgré ma plainte implorant le pardon,
Tant d'infâmes bûchers flambèrent sous ton nom,
Tu sais qu'avec les pleurs que je n'ai pu contraindre,
J'étais prête à donner mon sang pour les éteindre.
Pour tant de désespoirs, de luttes, de sanglots,
Que t'ai-je demandé? Quelques mots, quelques mots.
La soif de te connaître a dévoré ma vie.
Pourquoi ne veux-tu pas condescendre à l'envie
Dont nous périssons tous en ces temps inhumains
Où l'on ne prêche plus que torche ou glaive en mains,
Chacun croyant prouver ta gloire et ta justice
Par le nombre de ceux qu'il envoie au supplice.

Parle donc, parle donc! Dis-nous la vérité,
Ne laisse plus tes fils douter de ta bonté;
Et, puisque cette enfant, ma compagne fidèle,
Va rejoindre en ton sein, dans la vie éternelle,
Le trop long défilé de mes morts bien-aimés
Qui t'ont déjà porté mes désirs enflammés,
O Seigneur, permets-lui, permets-lui, je t'implore,
Je t'implore à genoux, de me redire encore
Ce qu'un balbutiement d'enfant, vague et confus,
M'avait bien murmuré jadis, mais que je crus
Illusion d'orgueil et pure rêverie,
Dis-moi qu'emprisonnée en cette chair pourrie,
Notre âme en sort gaîment, sûre de son réveil,
Et que la mort n'est rien qu'un bref et doux sommeil. »

Et voici qu'embrassant la mourante en sa couche,
Elle tâte son cœur, elle écoute à sa bouche,
Elle épie, elle invoque en ce corps déjà froid
Quelque frisson subit de plaisir ou d'effroi,
Un signe du départ, sinon une parole
A l'instant où l'esprit se libère et s'envole.
Ne lui disait-on pas que Jésus-Christ descend
Parfois des cieux lui-même et, d'un bras caressant,

Comme une mère fait pour sa progéniture,
Y remporte, sans plus tarder, une âme pure?

Vaine attente, espoir vain!... Rien, rien!... Les yeux sont clos,
Les bras raïdis... Quoi! c'est déjà l'affreux repos,
De la matière inerte aux vermines livrée!
Quoi! Par un corps impur si longtemps torturée,
L'âme va donc le suivre encor dans le néant?
Hélas!... La reine au ciel lance un regard navrant,
L'angoisse lui remonte au cœur et va l'étreindre...
Mais avant qu'elle ait pu s'indigner ou se plaindre,
Soudain, on ne sait d'où, sur le masque blêmi
De la morte, si dur lorsqu'il s'est endormi,
Un sourire descend, le déride et s'y pose,
Aussi doux qu'un baiser du matin sur la rose.

Marguerite tressaille. Elle a compris. « Pardon,
Pardon, fait-elle, ô mon Sauveur, très beau, très bon,
Si j'ai douté! Jamais, durant sa vie humaine
Pareil nimbe de joie et d'extase sereine
N'illumina le front de cet être innocent.
Toi seul as pu le faire aussi resplendissant,
Je vois, je sens, je sais comment tu transfigures,
Dès ton premier regard, les saintes créatures!
Merci, Seigneur! » —
Et quand, son timbre sous ses doigts
A tinté, tous ses gens accourent à la fois,
Tous anxieux : docteur, chapelain, chambrières;
Mais elle : « Assez de pleurs, et tardives prières,
Notre sœur a déjà reçu sa palme aux Cieux.
A ce divin sourire et cet air radieux
Voit-on pas qu'elle entend la musique des Anges?
La clémence de Dieu n'attend que nos louanges. »

Et vingt voix aussitôt, psalmodiant en chœur,
Ont répété : « Béni, béni soit le Seigneur! »

GIBOULÉES

Sous un mouvant amas de vapeurs assombries
Tout à l'heure, au grand vent, le soleil anxieux,
Comme un navire en feu sous des flots en furies,
Semblait prêt à s'éteindre et plonger dans les cieux.

Les peupliers blafards, pliant sous les rafales,
Entre-choquaient en l'air leurs rameaux saccagés;
Les gros pommiers, peureux pour leurs fleurs matinales,
Courbaient leur tête blanche aux pentes des vergers.

De longs gémissemens secouaient la futaie
Dont la cime houleuse engouffre tous les coups.
Sur les prés sans abri que l'averse balaie
Bêtes et gens fuyaient en hâte, à demi fous.

Et parmi la forêt les grêles flagellées,
Craquant, comme des dards, aux croupes des rochers,
Harcelaient, dans leur fuite à travers les allées,
Les vieux feuillages morts au grand chêne arrachés.

On eût dit que la Terre, encor mal réveillée
D'un lourd sommeil stérile aux bras froids des Hivers,
Se lamentait de s'être imprudemment fiée
A l'amour d'un Printemps si fantasque et pervers!...

...Mais les vents ont tourné... Soudain l'échafaudage
Des nuages massifs qui barraient l'horizon,
S'est plus vite écroulé qu'au premier bruit d'orage
Ne s'éparpille un tas de foin sur le gazon.

Le ciel rouvre, plus bleu, ses voûtes éclaircies,
Au soleil souriant dont les feux reposés,
Étincellent au loin dans les flaques de pluies,
Comme aux morceaux épars de grands miroirs brisés.

Les martyrs du cyclône, amandiers doux et pâles,
Abricotiers meurtris, pêchers déchiquetés,
Oublient de regarder combien de leurs pétales
Gisent à terre, avec l'espoir des chauds étés ;

Trop heureux de renaître aux divines lumières
Dont la caresse est tendre et les vient consoler,
Tous frémissent en chœur et sur les primevères,
Dans les sentiers moussus, s'écoutent ruisseler :

Un gazouillis charmant s'écoule de leurs branches
Où brillent des rubis pendus aux bourgeons clairs,
Comme, après la baignade, aux seins des Nymphes blanches
Scintillent, en glissant, les pleurs des flots amers.

Les sources ont repris leurs chansons. Les montagnes
Redressent dans l'azur leurs sommets chevelus,
Et, voyant fuir la nue, annoncent aux campagnes
Que l'ouragan s'éloigne et ne reviendra plus.

Jamais Juillet brûlant, Septembre aux tièdes pluies,
N'ont fait courir, parmi les taillis dévastés,
Après l'apaisement de leurs foudres enfuies,
Tressaillemens plus doux d'amères voluptés.

Jamais, jamais non plus, dans mon âme incertaine,
Plus mouvante aux sursauts de joie et de douleurs,
Qu'aux caprices du ciel un tremble sur la plaine,
Ne descendit le calme avec plus de fraîcheurs.

Les nuages, pourtant, qui, durant ma jeunesse,
Ont tonné sur ma tête, étaient bien noirs et lourds,
Alors que trébuchait ma pensée en détresse,
Sur des lambeaux de rêve et des débris d'amours.

Mais quand j'entends glisser des arbres sur la route
Les derniers pleurs du ciel bus par ce beau soleil,
J'écoute en moi tomber de même, goutte à goutte,
Mes vieux chagrins, avec un murmure pareil.

Ainsi donc, ô Nature, ô Mère souveraine,
Tout ce qui vient de toi, tout ce qui vit par toi,
Homme ou plante, âme ou fleur, dans ta joie ou ta peine,
Doit vivre de ta vie et plier sous ta loi !

S'il faut que le Printemps mêle, en d'étranges crises,
Tant d'effrois à l'espoir, tant de neiges aux fleurs,
Pour que ses repentirs par des douceurs exquises,
Préparent à l'Été ses fécondes chaleurs,

Il faut sans doute aussi que la douleur humaine
Nous frappe au cœur afin qu'il s'ouvre largement
A l'amour, à la joie, à la pitié sereine,
Comme au bon grain la glèbe où plonge un soc fumant.

Puisqu'il en est ainsi, puisque ceux dont la vie
Fut dès l'aube éclairée aux rayons du bonheur,
Tant que des ouragans ne l'ont point obscurcie,
En ignorent le prix et le cherchent ailleurs,

Puisque d'un vieil ami la main la mieux serrée
Est celle qu'on étreint dans un jour de malheurs,
Et le plus cher baiser de la femme adorée
Celui que l'on échange avec des yeux en pleurs,

Je ne me plaindrai point d'avoir payé d'avance,
L'inflexible rançon imposée aux plaisirs,
Alors que j'en reçois la juste récompense
Par des félicités qui passent mes désirs,

Et comme la campagne où la grande eau versée,
Va tout faire pousser plus vite et mieux fleurir,
Je bénis à mon tour les angoisses passées,
Par qui j'appris à vivre et saurai mieux souffrir.

GEORGES LAFENESTRE.

REVUE MUSICALE

BEETHOVEN, D'APRÈS LES TÉMOINS DE SA VIE

Die Erinnerungen an Beethoven, gesammelt von Friedrich Kerst. — 2 vol. Julius Hoffmann, Stuttgart, 1913.

Il est heureusement de ceux que nous pouvons aujourd'hui ne pas réprouver ni proscrire. S'il ne nous aima point, son excuse, ou sa raison, était dans nos victoires. Mais il ne nous a pas outragés. On rapporte même qu'en 1805, lors de la première entrée des Français à Vienne, quelques-uns de nos officiers, musiciens, étant allés présenter leurs hommages au compositeur de la *Symphonie Héroïque*, Beethoven leur fit bon accueil. Et même il exécuta, non seulement en la présence, mais avec le concours de ses visiteurs, des fragmens de l'*Iphigénie en Tauride*, de Gluck. Il ne tarda guère à changer de sentiment, ou d'humeur. Un soir qu'il se trouvait être, avec des officiers français encore, l'hôte de son ami, le prince Lichnowsky, au château de Gratz, près de Troppau, le prince pria, supplia Beethoven de se mettre au piano. Ce fut en vain. Plutôt que de jouer « devant les ennemis de sa patrie, » Beethoven prit la fuite. Seul, à pied, par une nuit d'hiver, il quitta le château, et de longtemps il ne pardonna point à son ami des instances qui l'avaient offensé. Au dire de Reicha (1809), depuis la proclamation de l'Empire en France, Beethoven aurait marqué pour l'Empereur et pour les Français un tel mépris, que Rode, le premier violoniste d'Europe, étant de passage à Vienne, ne put trouver accès auprès de lui. On lui prête, sur ou contre Napoléon, cette fière parole : « Si je savais la guerre comme je sais la musique, je le battrais. » Enfin un facteur de harpes anglais, nommé Stumpff, qui rendit visite

à Beethoven en 1824, assure que dans ses propos le maître ne nous épargnait guère, traitant les Français de piètres connaisseurs, en musique d'abord, et en politique également.

Sa musique à lui, même sa musique, ne nous a pas toujours ménagés. La symphonie descriptive et imitative, pour orchestre, avec décharges de mousqueterie et d'artillerie, intitulée *la Victoire de Wellington* ou *la Bataille de Vittoria;* certaine cantate officielle et de circonstance (*Le moment glorieux*) en l'honneur du Congrès de Vienne; deux chœurs: *la Résurrection de la Germanie* et *Tout est accompli*, forment dans l'œuvre de Beethoven ce qu'on peut appeler la part nationale ou patriotique. Il s'en faut, premièrement, à ne parler que de la musique seule, que ce soit la meilleure part. Notre confrère M. Jean Chantavoine a traité la *Bataille de Vittoria* de « gigantesque amusette musicale, » indigne de soutenir aucune comparaison avec l'*Héroïque*, laquelle au moins, ne fût-ce que par la dédicace primitive à Bonaparte, est un peu nôtre, et glorieusement. Dans la cantate et dans les deux chœurs, M. Chantavoine encore ne voit que des « œuvres pompeuses, aussi étrangères à son génie » (au génie de Beethoven) « que *la Victoire de Wellington.* » Ainsi d'abord, — et c'est tant mieux, — il n'y a pas, dans ces œuvres médiocres, de beauté qui mérite et puisse en quelque sorte forcer notre admiration; pas d'offense non plus, et nous en sommes plus heureux encore, qui doive entretenir en nous de pieux et durables ressentimens. Elle fut notre ennemie, cette musique, mais sans lâcheté ni bassesse. Elle a chanté nos malheurs, elle n'y a point insulté.

Il y a quelques semaines, répondant ici même à l'odieux manifeste des prétendus « intellectuels » allemands, M. Francis Charmes écrivait : « Gœthe, Beethoven et Kant ont vécu et, comme on dit, fleuri, à un moment où ce « militarisme » (le militarisme prussien) était fort loin d'exister. Ils étaient d'ailleurs à l'antipode des sentimens de l'Allemagne d'aujourd'hui et ils les auraient détestés s'ils les avaient connus. Aussi bien, » — ajoutait notre directeur, — « aussi bien laissons Beethoven, qui est très grand sans nul doute, mais non pas dans le monde de la pensée, et qui est d'ailleurs à moitié Belge. » A notre tour, il nous plaît de laisser Gœthe, et surtout Kant. Mais ne laissons pas Beethoven. Que la grandeur, — Pascal eût écrit « la dignité » — d'un musicien comme celui-là ne consiste pas dans la pensée, dans un certain mode de la pensée, une telle assertion fait trop peu d'honneur à la musique elle-même. Nous y reviendrons tout à l'heure. Retenons de préférence, ou répétons aujourd'hui plus

fortement que jamais, la seconde assurance, relative à la nationalité de Beethoven. On le sait, et notre confrère M. Pierre de Nolhac le rappelait dernièrement, les *van* Beethoven étaient originaires des environs de Louvain. Leur nom figure dès le XVIe siècle dans les archives du pays. En 1650, un Beethoven est établi à Anvers. Son fils, Guillaume, épouse une Anversoise, Catherine Grandjean. Henri, fils de Guillaume, a le titre de bourgeois d'Anvers. L'un de ses douze enfans, Louis, grand-père du compositeur, habite Gand, Louvain ensuite, comme chantre de l'église Saint-Pierre. Il se fixe enfin à Bonn, où il est nommé membre, puis directeur de la chapelle de l'électeur-archevêque de Cologne. Son fils Jean, ténor de la dite chapelle, prend pour femme Madeleine Keverich, fille d'un cuisinier de l'électeur de Trèves, et de ce mariage naît le maître des neuf symphonies. Ainsi nous apparaît, purifié, le sang qui coulait dans les veines de Beethoven, et nous sommes heureux de restituer à la patrie flamande, à cette terre, à cette race de héros entre toutes, le plus héroïque de tous les musiciens.

Flamand par ses origines, Allemand (des bords du Rhin) par le lieu seul de sa naissance, c'est à Vienne que Beethoven passa la plus grande partie de sa vie. Mais s'il fut en réalité l'hôte, et l'hôte fidèle, de la capitale autrichienne, il ne s'en regarda jamais, au fond de son cœur, comme le fils adoptif, encore moins aimant et pieux. Toujours il regretta le Rhin. Il souhaita même parfois de connaître la France, surtout la France du Sud, où, disait-il, les femmes sont aussi belles que Vénus, où le parler est harmonieux. Dès l'année 1816, il se plaint à l'un de ses visiteurs, de « l'horrible Vienne » et de la vie qu'il est contraint d'y mener. Au milieu des nombreux et puissans amis qu'il y compte, il ressent l'impression de l'isolement. A Vienne, tout lui déplaît et l'irrite, y compris la cuisine, médiocre, et le vin, frelaté. Ses compagnons de promenade ont raconté que, même dans la rue, à voix haute, comme les sourds, il ne se gênait guère pour se répandre en propos hostiles au gouvernement autrichien. En art, aussi bien qu'en politique, il estimait peu le goût viennois. « Pour ce qu'il y a de bon, de fort, en un mot, pour la vraie musique, tout sentiment s'est perdu ici. En vérité, vous autres Viennois, c'est là que vous en êtes. Rossini et consorts, voilà vos héros. Quelquefois Schuppanzigh (1) me demande un quatuor. Quant aux symphonies, vous n'avez pas le temps. Et vous ne voulez pas de *Fidelio*. Rossini, Rossini vous plait

(1) Célèbre violoniste, interprète favori de Beethoven.

par-dessus tout. A moins que peut-être vos productions à vous-mêmes, vain babil et chansonnettes sans âme, ne vous aient rendus insensibles à l'art véritable. En tout cas, Viennois, voilà votre goût. »

C'est pour l'Angleterre et les Anglais que Beethoven, en ses dernières années, paraît avoir éprouvé la plus vive sympathie. « Il semble, » rapporte un de ses interlocuteurs (1822), « il semble conserver à la nation britannique une immuable faveur. — J'aime, nous a-t-il dit, la « noble simplicité des mœurs anglaises. » Et d'autres éloges ont suivi. Je crois qu'il ne perd pas tout espoir de visiter l'Angleterre avec son neveu. » Ailleurs : « Beethoven a parlé volontiers et longtemps. Il a la plus haute opinion de Londres et de ses habitans : « L'Angleterre « occupe un rang très élevé dans la civilisation. A Londres chacun sait « quelque chose et le sait bien. Tandis qu'un Viennois, cela sait parler « de manger et de boire, cela chantonne et tapote une musique insi- « gnifiante, qu'un autre, ou bien lui-même, a fabriquée. »

Il n'est pas jusqu'à la cuisine anglaise, dont Beethoven, qui savait aussi parler de bonne chère, ne se régalât, en imagination : « Le poisson, le poisson, voilà ce que j'aime. Mais dans ce pays-ci, il n'est pas bon. Du poisson fraîchement sorti de la mer, comme on vous l'apporte sur la table à Londres, voilà ce qui ferait mon affaire. » Et tout de suite il reprenait son panégyrique des Anglais, « qui savent apprécier tout ce qui est fort, tout ce qui est bon, tout ce qui est beau. »

Ils firent mieux qu'apprécier Beethoven : ils l'aidèrent, pendant les derniers temps de sa vie, qui furent misérables. En récompense, il se promettait de dédier sa dixième symphonie à la *Société philharmonique de Londres*. L'illustre compagnie était digne d'un tel hommage. Elle avait fait parvenir une somme de cent livres sterling à Beethoven, mourant dans la pauvreté. « Cela déchirait le cœur, écrit un témoin, de le voir joindre les mains et tout près de fondre en larmes de joie et de reconnaissance. » Jusqu'à la fin, il ne cessa de protester de sa gratitude, chargeant son ami Schindler de ses remerciemens pour toute la nation anglaise et pour la *Société philharmonique*. « Que Dieu la bénisse, répétait-il. Elle a fait moins sombres mes derniers jours. » Peu de temps après la mort du maître, Schindler écrivait à Moschelès : « La *Société philharmonique* a l'honneur d'avoir payé de ses deniers la sépulture du grand homme. Sans cela nous n'aurions pu faire les choses aussi convenablement. » Ainsi la terre où Beethoven repose fut achetée en partie avec de l'or anglais. Ainsi, de la naissance, ou plutôt des origines du maître à sa mort, et

même au delà, de son berceau jusqu'à sa tombe, dans sa vie comme dans ses pensées et dans ses affections, il y a pour ainsi dire certains traits ou certains élémens que nous avons le droit de reprendre à nos adversaires et de restituer à nos amis.

L'ouvrage que nous venons de lire et qui forme deux gros volumes, est un recueil considérable, et peut-être jusqu'ici le plus important en son genre, de souvenirs beethoveniens. Pour composer un aussi copieux répertoire, pour mener à bien une aussi vaste enquête, l'éditeur n'a pas fait appel à moins de cent quarante témoins, tous contemporains, cela va sans dire, et tous oculaires. D'où l'impression de vivacité et de vie que donne et laisse une pareille lecture. Impression également très diverse, grâce à la variété même des aspects ou des poses que prend devant nous, vivant et mourant aussi, l'illustre modèle. Il nous apparaît, identique et changeant, suivant l'âge, les circonstances, les dispositions extérieures ou intérieures, en une série de portraits, croquis ou silhouettes. Parmi tant d'images, et qui passent vite, essayons d'en retenir, un moment, quelques-unes. La vision, même sommaire, d'un Beethoven, est de celles qu'en tout temps, pour l'esprit et pour l'âme, il est bon d'évoquer.

Du temps que Beethoven était enfant, il y avait à Bonn un personnage bizarre, un musicien, nommé Stommb, et que la musique, dit-on, avait rendu fou. Toujours silencieux, il errait par la ville, tenant de la main droite un bâton de mesure et, de la gauche, un rouleau de musique. Souvent il entrait dans la maison où logeait la famille Beethoven. Il s'arrêtait au rez-de-chaussée et, sans prononcer une parole, en regardant le plafond, il frappait son rouleau de son bâton, comme pour signifier que la musique avait là-haut son royaume. Là-haut, un petit garçon au visage sombre, aux cheveux noirs, aux yeux étincelans, déjà rêveur et même un peu farouche, improvisait tantôt sur le violon, tantôt sur le piano. Son père s'en irritait : « Voyons, lui criait-il, as-tu bientôt fini de gratter ainsi? Prends ta musique, ou je te donne un soufflet. » Mais l'enfant, continuant de jouer, sans musique, levait les yeux vers son père et lui disait : « Écoute! c'est pourtant beau. » D'autres fois, il passait de longs momens à sa fenêtre, la tête dans ses mains, et quand, de l'autre côté de la cour, une petite voisine lui demandait: « Eh bien! Ludwig, comment cela va-t-il? » il tardait à répondre et répondait enfin : « Pardon! mais j'avais de si belles, de si profondes pensées ! »

Il travaillait à ses heures, à moins que ce ne fût à des heures que ses maîtres d'alors choisissaient quelquefois étrangement. L'un d'eux

nommé Pfeiffer, s'attardait volontiers le soir au cabaret avec le père, — assez intempérant, on le sait, — de son élève. Vers minuit, les deux compagnons rentraient ensemble. On réveillait Ludwig, on le poussait au piano et la leçon nocturne se prolongeait alors jusqu'au matin. Souvent aussi le gamin devait se faire entendre à des « connaisseurs; » mais aucun éloge ne semblait émouvoir ou seulement flatter l'enfant sauvage. Cette sauvagerie devait s'accroître avec l'âge et surtout avec l'infirmité. Peu de temps avant la mort de sa mère, en 1787 (il avait dix-sept ans), Beethoven commença de reconnaître, — de loin encore, — les premières atteintes de son mal. Un soir, dans une maison amie, une jeune fille racontait des histoires à des enfans. Le jeune homme écoutait, les coudes sur ses genoux et le front dans ses mains. Il écoutait, mais il interrompait à chaque instant : « Comment? Quoi? Qu'a-t-elle dit? » Si bien qu'un des assistans finit par s'écrier : « Ah ! çà, mon garcon, tu es donc fou? ou sourd? » Cette fois. hélas ! Beethoven entendit et, le reste de la soirée, demeura silencieux,

« C'est beau, pourtant ! » disait à son père le petit improvisateur. Tous ceux auxquels il fut donné d'entendre Beethoven assurent que ses plus belles œuvres sont moins belles que ne l'étaient ses improvisations. Les deux volumes que nous venons de lire portent à chaque page une preuve et comme une trace, lumineuse et chaude encore, de ses prodigieuses « fantaisies. » A l'âge de vingt-deux ans, il éblouissait littéralement un de ses maîtres par le feu jaillissant de son âme et de ses doigts. Un pianiste réputé s'écriait alors : « Je n'oublierai jamais la journée d'hier. Le diable est dans ce garçon-là, je n'ai jamais entendu jouer ainsi. Il a improvisé sur un thème que je lui ai donné, comme jamais n'improvisa Mozart... C'est un jeune homme petit, laid, noir, peu avenant, il s'appelle Beethoven. » Tout cela n'empêchait pas Beethoven de déplorer l'insuffisance de son éducation première et de sa technique d'exécutant. « Cependant, ajoutait-il, j'étais doué pour la musique. » Plus avancé dans la vie, comme on lui parlait de sa gloire : « Quelle folie ! je n'y ai jamais pensé. Jamais je n'ai travaillé pour la renommée Ce que j'ai dans le cœur doit en sortir, et c'est cela que j'écris. » C'est cela aussi qu'il jouait, sans l'écrire, et qui souvent arrachait à ses auditeurs des larmes, voire des sanglots. Mais lui, l'improvisation achevée, éclatait de rire et, se moquant des assistans, leur criait : « Vous n'êtes que des fous ! » ou encore : « Que voulez-vous qu'on fasse avec de pareils enfans gâtés ! »

Une poésie de Schiller a pour titre : « *Laura au piano.* » Beethoven au piano pourrait en inspirer plus d'une. Un soir, chez des amis, il

avait longtemps refusé de jouer. On passe à table, mais il reste au salon. Et voici que, solitaire, il commence. Les convives alors d'écouter, immobiles et silencieux. Depuis une heure durait leur silence et leur enchantement. Il entre enfin, et si vive, si brusque est son entrée, qu'il renverse et brise une partie du couvert, laissant d'ailleurs cassées aussi la moitié des cordes de l'instrument. Une autre fois, le graveur Höpel, qui désirait faire le portrait de Beethoven, obtint du maître une séance. Il arrive, s'assied, et, pendant quelques minutes, le modèle garde la pose. Mais, tout à coup il se lève et court au piano. Il y reste si longtemps que Höpel, s'étant rapproché, put continuer son dessin tout à son aise, le finir et quitter la chambre. Beethoven avait oublié sa présence et ne s'aperçut même pas de son départ.

Pour composer ou pour écrire, tout était bon à Beethoven, tout lui suffisait. Tantôt il frappait sur son piano de terribles accords, en chantant, d'une affreuse voix. Tantôt il couvrait de notes l'un de ses fameux carnets, ou les murailles de sa chambre, ou les volets de ses fenêtres. Quant à ses « idées » musicales, il les trouvait un peu partout : en lui ou hors de lui, dans la poésie et dans l'histoire, dans une chanson populaire, dans les spectacles ou les bruits de la nature, dans le mugissement des bœufs, ou le chant des oiseaux. Elles venaient, accouraient à lui de toutes parts, les immortelles visiteuses, et si vivantes, si précises et formelles, qu'il disait une fois : « Je pourrais les prendre avec mes mains. »

Dans cette enquête, ou dans cette collection beethovenienne, l'homme et l'artiste sont également représentés. On y voit Beethoven à la ville et Beethoven à la campagne. A Vienne, il habita de nombreux et toujours pauvres logemens. Déménager fut l'une de ses passions, ou de ses manies. Sans compter que son humeur inquiète, même sa musique, enfin son goût immodéré pour l'hydrothérapie en chambre, perpétuelle menace d'inondation pour les étages inférieurs, tout cela faisait de Beethoven un locataire indésirable et régulièrement congédié. On a tout dit sur le désordre accoutumé, voire sur le dénuement de ses demeures successives, ainsi que sur la composition et la qualité de ses repas. Quelquefois, entre deux crises domestiques, — autre incident qui n'était point rare, — il faisait son marché lui-même ; de quoi son ordinaire était loin de se trouver amélioré. En dépit, ou peut-être à cause de ces médiocres, misérables apparences, il paraît bien que nul n'ait soutenu l'abord et l'accueil d'un tel homme sans un saisissement et comme un émoi sacré.

« Devant lui j'oubliai tout : et toi-même, et tout l'univers, » écrivait Bettina à Gœthe. « A peine, » rapporte un jeune pèlerin, « à peine entré dans la maison qu'habitait Beethoven (au troisième, je crois) je fus certain de ne m'être pas trompé. Déjà son génie m'enveloppait. Écoutez! « On dirait la voix des cloches et le grondement des orgues. » Beethoven devait être en pleine inspiration; là-haut, assis au piano, il conversait magnifiquement avec les sons. Afin de n'en rien perdre, je montai lentement l'escalier. On eût dit que la maison tout entière se mouvait, enivrée par une ronde d'esprits fantastiques. Soudain, comme dans un autre monde, tout devint silencieux. Un serviteur ouvrit la porte. Beethoven était debout à la fenêtre, me tournant le dos. « Bonjour, Monsieur van Beethoven. » — Pas de réponse. Un peu plus haut: « Bonjour, Monsieur van Beethoven. » Pas un son, pas un geste. « Voilà, pensai-je, un début vraiment beethovenien, plein de mystère. Aussi bien la musique elle-même n'est-elle pas une énigme? » Le domestique reparut et me dit : « Il faut parler plus fort. M. van Beethoven n'entend pas bien. »

Impressions et souvenirs d'un autre visiteur, en 1824, trois ans avant la mort du maître. « L'entrée de celui que j'attendais avec fièvre me jeta dans un si grand trouble, que la parole me manqua pour le saluer... Dès que j'en retrouvai l'usage, je vis trop bien qu'il ne m'entendait pas, qu'il était sourd. Celui qui par les sons devait parler éternellement à tout l'univers, celui-là était retranché de la vie heureuse des sons. Telle fut en moi la force d'une pareille pensée, que je ne pus retenir mes larmes et qu'en présence du maître je me mis à sangloter. Beethoven comprit aussitôt ma douleur; la force de son caractère l'emporta et, tandis que je me plongeais dans mon chagrin, aucun nuage ne passa sur son front. Au contraire, il n'en parut que plus serein, et, comme un père câline son enfant et le console, il me caressa les joues et m'embrassa. »

Aussi touchante, sinon davantage encore, dut être certaine audience accordée par Beethoven près de sa fin à un aimable couple de chanteurs, le jeune ténor Cramolini et sa fiancée. Une audience! Non pas, hélas! « Chantez, mon cher Louis, dit le malade. Malheureusement je n'entends rien, mais je vous verrai chanter. » Il chanta l'*Adélaïde*, elle chanta l'air de *Fidelio*. De son lit de douleur, et déjà presque de mort, le maître les vit l'un et l'autre, et sur leurs lèvres, et dans leurs yeux, il saisit la beauté de leur chant. « C'est pitié, murmura-t-il, de ne pas... » Il allait achever : « de ne pas entendre. » Mais il, n'acheva point : « Je vous remercie, ajouta-t-il seulement, pour cette

heure si belle. » Puis il bénit les fiancés, les suivit d'un long regard triste et, tournant la tête, il se tut.

Dans les murs, hors des murs, tout parle de sa gloire.

C'est à la campagne surtout, pendant les promenades et les séjours que le musicien de la *Symphonie Pastorale* aimait de faire aux environs de Vienne, qu'il était beau de voir Beethoven et de l'écouter. La nature, qu'il chérissait avec passion, l'élevait encore au-dessus de lui-même; seule, elle avait le don de le manifester tout entier. Un jour même elle l'égara, plaisamment. C'était un beau jour d'été, que Beethoven avait choisi pour aller s'installer à Mödling, une de ses résidences favorites. Dès l'aube, il fit charger sur un camion quelques meubles et des montagnes de manuscrits. On partit, Beethoven suivant à pied. Mais il ne suivit pas longtemps. A peine hors de la ville, gagné par la beauté de la saison, par la douceur de l'air et le chant des oiseaux, — qu'il entendait encore, — les idées musicales s'éveillèrent en lui. Alors il ne suivit plus qu'elles. Oublieux de tout le reste, et du véhicule, et du chemin, il erra toute la journée dans la campagne. Il n'arriva que le soir, blanc de poussière, mourant de fatigue et de faim. En outre, ignorant le nom et l'adresse de son étrange client, le voiturier avait abandonné la voiture, dételée, sur la place. Beethoven finit par l'y retrouver. Il éclata de rire et la nuit, au clair de lune, avec l'aide des gamins du village, il dut porter chez lui, pêle-mêle, ses bagages et ses chefs-d'œuvre.

Hélas! d'autres promenades lui furent plus cruelles. Ferdinand Ries, un des meilleurs élèves de Beethoven, a raconté certaine excursion qu'il fit avec son maître aux environs de Baden. « Aujourd'hui, lui avait dit Beethoven, nous ne prendrons pas notre leçon. Mieux vaut sortir : le matin est si beau ! » Ils sortirent donc et gagnèrent les bois. Pendant une heure et plus, Beethoven garda le silence, un silence que son jeune compagnon, sachant quelle en était la cause, et le prix, se garda bien de rompre. Comme ils s'étaient assis sur l'herbe, les sons d'un chalumeau se firent entendre. La pureté de l'air, la solitude et le silence les rendaient encore plus harmonieux. « Je ne pus m'empêcher de les signaler à Beethoven. Il écouta, mais, à l'expression de son visage, il me parut que c'était en vain. Pour la première fois, j'eus la certitude qu'il était sourd. Les sons devenaient si clairs, si forts, que je n'en perdais pas un seul, et lui, Beethoven, ne les entendait pas ! Ils nous suivirent longtemps. Pour moi, le plaisir qu'ils m'avaient causé d'abord se changeait en affreux supplice. Je

marchais, en silence à mon tour, à côté de mon grand et pauvre maître, toujours silencieux. A peine si de temps en temps il murmurait tout bas ou chantait tout haut quelques notes que je ne comprenais pas. Au bout de plusieurs heures, nous rentrâmes. En hâte il courut à son piano et me cria : « Maintenant je vais vous jouer quelque chose. » Avec une puissance, une flamme extraordinaire, il me joua l'*allegro* de la grande Sonate en fa *mineur*. C'est une journée que je n'oublierai pas. »

D'autres scènes pastorales, gracieuses ou graves, seraient dignes de mémoire. Elles composeraient un album, à l'ancienne mode. On y verrait Beethoven aidant quelques petits paysans à pousser leur charrette de fruits. Un autre jour, silencieux à son ordinaire, il avait emmené un petit garçon de sa connaissance. L'enfant courait de-ci, de-là, poursuivant les papillons, et, quand il en avait pris un, il revenait l'offrir au promeneur sombre. Des jeunes filles parfois le rencontraient sur la route et, pour le taquiner, elles s'amusaient à danser en rond devant lui. Alors il faisait mine de se fâcher ; mais elles, plus rieuses à mesure qu'il feignait plus de colère, s'envolaient plus loin et renouaient leur ronde autour de ses pas. Les travailleurs des champs le connaissaient ; respectueux de ses rêveries, des charretiers se rangeaient sur son passage. Il les a décrites lui-même, ses pastorales rêveries : « Ici je reste assis des heures... Ici le majestueux soleil ne m'est caché par aucun de ces toits faits de boue, qu'éleva la main des hommes. Ici, pour toit sublime, j'ai le ciel bleu... Quand j'essaie de donner à mes sentimens qui s'exaltent, une forme sonore, je reconnais ma cruelle illusion, je jette à terre le feuillet qu'a barbouillé ma main et je sens la ferme assurance que par les sons, les mots, la couleur ou le ciseau, nul fils de la terre n'est capable de représenter les célestes figures qui, dans les heures fortunées, flottent devant son imagination. Oui, c'est d'en haut que doit venir ce qui peut toucher le cœur. Autrement, la musique n'est que le corps, sans l'esprit. Et sans l'esprit, qu'est-ce que le corps ! »

Parmi les quelque sept cents pages dont se composent les deux volumes que nous analysons, il en est de nombreuses qui respirent l'esprit de Beethoven et son âme. Extérieur, intérieur, l'homme, — et lequel ! — est ici tout entier. Au fond, en dépit d'une humeur que la souffrance physique, sans parler de l'autre, ou des autres, avait faite inégale, brusque et parfois même farouche, aucun homme, ou, comme il disait, aucun « fils de la terre » ne fut plus noble, plus généreux et plus aimant. Amoureux, il le fut aussi, toute sa vie, et la chas-

teté seule de ses amours, on le sait, en égala le nombre, et l'infortune. Jamais il ne se consola d'avoir vécu solitaire, sans une compagne, sans un foyer. Jusqu'à la fin, il se plut dans la société des femmes, des jeunes filles surtout, honnêtes et belles. « Beethoven, lui disait un jour une de ses admiratrices, qui était aussi son interprète, Beethoven, quel beau front vous avez! — « Eh bien! répondit-il, sérieux et triste, baisez-le, ce beau front. »

Une main de femme essuya sur ce beau front la sueur de l'agonie. Mme Hummel se trouvait auprès du mourant et plusieurs fois, de son mouchoir de batiste, elle effleura pieusement le visage du maître. « Jamais, dit un témoin, jamais je n'oublierai le regard de reconnaissance, le regard brisé, dont la regardèrent ses pauvres yeux. »

On sait comment il mourut, au bruit d'un orage effroyable. Près de rendre le dernier soupir, il ouvrit les yeux et leva le poing, d'un air menaçant, comme s'il disait : « Puissances ennemies, je vous brave. Retirez-vous, Dieu est avec moi. » Il pouvait le dire, ayant reçu quelques jours plus tôt les sacremens. Il les avait reçus avec simplicité, avec respect, disant au prêtre : « Je vous remercie, vous m'avez fait du bien. » Courageux, héroïque jusqu'à la fin, il ne put l'être sans un trait et comme une pointe finale de cette ironie un peu brusque dont il était coutumier. Comme les médecins quittaient sa chambre, pour la dernière fois, il se tourna vers les assistans et dit « : *Plaudite, amici, comœdia finita est.* » De quelle comédie parlait-il? De la suprême consultation peut-être? Ou peut-être de sa propre vie. Mais alors il aura pris le mot au sens italien, au sens dantesque et surnaturel. Comme la *Commedia* dont fut témoin le grand poète, celle dont le grand musicien fut le héros eut quelque chose de divin.

« Très grand sans doute... Mais non pas dans le monde de la pensée. » Décidément, en achevant de parler de Beethoven, le plus humble des musiciens ne saurait, sans une sorte d'impiété, souscrire à cette restriction de sa grandeur. Quand Beethoven a dit lui-même : « Mon royaume est dans l'air, » il ne parlait que de l'élément, subtil, et pourtant matériel, ou physique, de son génie. Mais il disait encore : « La musique est esprit et elle est âme. » Oui, même esprit. En d'autres termes, la musique est une manifestation, et comme une catégorie, non pas seulement du sentiment, de la passion, mais de l'intelligence et, — ne craignons pas le mot, — de la pensée. Dans l'œuvre d'un Beethoven, on ne fera jamais trop large la part de la logique et de l'ordre, de la raison, de l'entendement, des « idées » enfin, — musicales sans doute, — mais que tout de même on appelle,

ne sachant les nommer autrement, les « idées. » Que si maintenant, de l'ordre intellectuel, on passe à l'ordre sentimental, ou, si vous préférez, éthique, ou moral, il se peut que Beethoven, et Beethoven tout entier, son caractère et son œuvre, nous apparaisse encore plus grand. Pour le définir alors, un seul mot suffit, mais il n'y en a pas d'autre, et c'est le mot : héroïque. En ses pages admirables, et par nous souvent rappelées, sur la musique, à propos du héros-poète, si Carlyle n'a pas nommé Beethoven, c'est à Beethoven qu'il fait penser, on croirait que c'est de Beethoven qu'il parle : « Qu'une âme de héros, écrit-il, soit envoyée par la nature, en aucun âge il n'est impossible qu'elle puisse prendre forme de poète. » Le jour où Dieu (plutôt que la nature) « envoya » l'âme héroïque de Beethoven, elle prit forme de musicien. Et cette âme, comme cet esprit, en un mot ce génie, composé de l'une et de l'autre, n'eut peut-être jamais d'égal en vaillance, en noblesse, en générosité. Il est de ceux dont nous pouvons, — c'est nous Français que je veux dire, — tout admirer, tout honorer, tout recevoir. De lui, rien ne nous est contraire, ou seulement étranger, et ne saurait nous être funeste. Il diffère en cela d'un Wagner, dont le maléfice, envers nous toujours, a peut-être surpassé le bienfait. Sublime, et, si l'on veut, « colossal, » il ne le fut jamais à la façon dont les Allemands entendent le mot, et la chose, aujourd'hui. Ce n'est pas tout : à ses œuvres, à ses chefs-d'œuvre, il a donné pour base et pour sommet, au lieu de la haine, l'amour. Jeune encore, le Beethoven de la *Symphonie Héroïque* souhaita la gloire de ses frères. Plus tard, près d'achever sa carrière et sa vie, c'est la joie, fille du ciel, qu'appela sur eux le Beethoven de la neuvième symphonie. Enfin, — rappelez-vous l'*Agnus Dei* de la *Messe* solennelle, — enfin ce fut la paix.

Avions-nous tort, au début de ces pages, et l'Allemagne, qui ne méritait pas un pareil fils, était-elle seulement digne d'un tel hôte ! En tout, dans les moindres choses comme dans les plus grandes, Beethoven était loyal et fidèle. Il ne détestait rien autant que le mensonge. Un jour, il mit sa gouvernante à la porte parce qu'elle avait menti : « Qui ment, dit-il, n'a pas le cœur pur et ne peut faire proprement la soupe. » Ni la soupe, ni le reste. Je vous le répète, cet homme n'était pas Allemand.

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUES ÉTRANGÈRES

HENRI DE TREITSCHKE ET LE PANGERMANISME

Treitschke, his Life and Works, 1 vol. in-8°, Londres, librairie Jarrold and Sons, 1914.

L'un des thèmes les plus constans de l'ancienne imagination populaire allemande, telle que nous la révèlent notamment les précieux recueils des frères Grimm, est l'histoire d'un pauvre diable auquel une chance inespérée a permis soit d'accomplir un véritable exploit, soit plutôt, simplement, de faire semblant de l'avoir accompli. En tout cas, voici que l'humble artisan revêt dorénavant les allures d'un héros; et ni les éloges que lui prodigue la foule, ni les titres et dignités qui s'abattent sur lui, ni les plus gracieux sourires que lui lance, du haut de son trône, la très belle fille du Roi, rien de tout cela n'étonne un heureux gaillard qui, la veille encore, dans son village, scandalisait tous ses compagnons par sa résignation apeurée et servile. Il faut voir, par exemple, dans un conte des frères Grimm, avec quel mélange prodigieux d'orgueil et d'aplomb certain apprenti tailleur s'avance d'un pas rapide à la conquête du monde, depuis le jour où, ayant tué sept mouches, il s'est avisé d'inscrire sur sa casquette la menaçante appellation : *Sept-d'un-Coup!* Son front, en vérité, ne s'élèverait pas plus fièrement si, au lieu de sept mouches, il avait tué sept géans ; et le fait est que bientôt lui-même, sous l'influence des témoignages unanimes d'admiration dont il se trouvera entouré, ne saura plus au juste si c'est à des mouches ou bien à des géans que s'est, d'abord, adressée la force de son bras.

Il ne s'est guère passé une journée, depuis quatre mois, sans que me revinssent en mémoire les aventures de ce tailleur Sept-d'un-Coup

et d'une vingtaine d'autres personnages analogues rencontrés naguère dans tous les recueils de traditions populaires allemandes. Sept-d'un-Coup, n'est-ce pas lui qui ressuscite aujourd'hui sous les espèces de chacun de ses compatriotes d'outre-Rhin, avec ce même mélange, à peine croyable, d'aplomb et d'orgueil, mais surtout avec cette même transition subite d'un excès de timide réserve à l'excès contraire de foi en sa valeur corporelle et morale? Écoutons l'accent particulier des paroles proférées devant nous, depuis quatre mois, par maints représentans des diverses classes de la société allemande, l'accent du manifeste des « Intellectuels, » des déclarations du professeur Lasson et du professeur Ostwald, des *interviews* de généraux ou de simples soldats : ce n'est point là un accent naturel et normal, mais bien celui d'autant de Sept-d'un-Coup, — d'hommes qui étaient nés pour respecter et servir, de telle sorte qu'une trop prompte fortune leur a « tourné la tête. » Que l'on se rappelle le professeur Lasson qualifiant son présent empereur de « délices du genre humain, » et le professeur Ostwald affirmant que, par-dessus l'état de « sauvagerie » des Russes et notre état français d' « individualisme, » l'Allemagne était parvenue désormais à l'état suprême, idéal, d' « organisation! » Ou bien voici qu'une revue métaphysique de là-bas, le *Siècle Moniste*, a demandé aux principaux savans allemands sous quelle forme ils concevaient l'avenir prochain de leur pays : je n'ai pu connaître encore que les deux premières réponses, celles du fameux naturaliste Hæckel et d'un autre penseur appelé Peus-Dessau ; mais tous les deux s'accordent à proclamer que, dès la terminaison de la guerre, l'Allemagne devra nécessairement s'approprier la Belgique et la Hollande, un tiers de la France, nos colonies ainsi que celles des Anglais, et cela parce que, étant d'une essence supérieure à celle du reste des hommes, elle a proprement pour mission de dominer le monde! Nul moyen de mettre en doute la sincérité de ces étranges propos, tout pareils à ceux que l'on entend flotter dans les salles et couloirs des asiles d'aliénés; et, malgré leur « mégalomanie » trop évidente, ce ne sont pas, non plus des propos d'aliénés : leur explication authentique nous est donnée dans l'histoire séculaire de l'humble tailleur allemand Sept-d'un-Coup, qui, ayant tué sept mouches, a revêtu soudain les allures et l'assurance intime d'un héros dont l'irrésistible bras aurait tué sept géans.

J'ajouterai que le tailleur Sept-d'un-Coup, dans le comte de Grimm qui porte son nom, se trouve être un « finaud, » et n'a besoin de personne pour lui suggérer de quelle manière il pourra exploiter à

son profit sa victoire initiale sur les sept pauvres mouches : mais, à côté de lui, les contes populaires allemands nous présentent un bon nombre de ses proches parens qui, ceux-là, persisteraient dans leur attitude instinctive de soumission et de crainte si le hasard ne leur envoyait pas un ou plusieurs ingénieux conseillers, assidus à transformer l'artisan résigné d'hier en un « tranche-montagne. » Je me souviens notamment d'une « version » où le futur héros se laisse convaincre de sa haute valeur par trois étranges passans qu'il a croisés sur sa route, — trois passans dont le premier s'est bandé un œil, le second un bras, et le troisième le nez, parce que cet œil, et ce bras, et ce nez sont doués d'une puissance fonctionnelle si extraordinaire que force est à leurs maîtres d'en éviter l'emploi dans les conditions de la vie quotidienne. Et, semblablement, il en a été pour l'Allemand d'aujourd'hui, dont je serais tenté de dire qu'il a rencontré, lui aussi, sur son chemin, tout de suite au sortir de ses premiers exploits, trois conseillers respectivement pourvus d'une vigueur musculaire, d'une vue, et d'un flair d'exception. C'est à eux que revient, pour une bonne part, le mérite de lui avoir créé, depuis un demi-siècle, comme une âme nouvelle, — le mérite ou plutôt la responsabilité et la faute, car il n'est guère possible qu'un individu ni une nation ait chance de prospérer longtemps avec une âme par trop différente de celle qui lui est proprement naturelle.

Toujours est-il que trois hommes fameux ont contribué plus que personne autre non seulement à exalter soudain l'orgueil de l'Allemagne, mais encore à modifier sa pensée et ses sentimens au point où nous les voyons depuis un demi-siècle. Et tandis que l'un des trois, sans doute le plus grand, y contribuait « pratiquement, » par son exemple personnel, c'est d'une manière toute « théorique, » au moyen de leur doctrine écrite ou parlée, que les deux autres ont efficacement travaillé à ce qu'on pourrait appeler la « conversion » de l'ancien « Michel » germanique en cet imperturbable Sept-d'un-Coup que nous montrent à la fois, de nos jours, les ruines fumantes de la Belgique et les chaires les plus sonores des diverses universités d'outre-Rhin.

Le premier de ces trois hommes a été, naturellement, le prince de Bismarck ; et je ne m'arrêterai pas un instant à rappeler l'énorme influence politique et « morale » du spectacle que ne cesse pas d'offrir son image à la masse tout entière du peuple allemand. Sans l'exemple « colossal » de ce parfait modèle de l'Allemand « à venir, » aucune

doctrine n'aurait eu sur l'âme nationale une prise assez profonde pour y prévaloir contre des habitudes millénaires d'obéissance à la double autorité des hommes et de Dieu. En vain Treitschke aurait prêché à ses compatriotes que leur qualité d'Allemands leur conférait des droits et des privilèges spéciaux ; en vain Nietzsche leur aurait insinué que, par delà les limites surannées « du bien et du mal, » leur unique devoir était d'affermir leurs cœurs dans la « dureté » et le dédain des « faibles : » jamais les préceptes théoriques de ces deux autres maîtres n'auraient agi sur l'âme allemande ainsi qu'ils l'ont fait, si déjà l'exemple inoubliable du « Chancelier de fer » n'avait préparé le peuple à l'idée d'un « surhomme » allemand, n'admettant d'autre droit que celui de la force, et attestant sa force par son manque absolu de pitié pour le faible.

Mais au-dessous de ce maître par excellence, dont la vivante leçon continue, aujourd'hui encore, à dominer toutes les autres, il est sûr que l'Allemagne d'à présent doit beaucoup aussi de son âme nouvelle à l'enseignement « doctrinal » de Treitschke et de Nietzsche. On nous a bien dit que ce dernier avait trop expressément témoigné à ses compatriotes son mépris et sa haine pour qu'on puisse le soupçonner d'avoir exercé sur eux une action réelle ; et, en fait, je suis prêt à admettre que les Allemands n'ont pas saisi autant que tels lecteurs étrangers la saveur et le parfum intimes d'une œuvre où dominaient à ce point les inspirations du dehors. Mais quand donc avons-nous vu que l'œuvre d'un philosophe eût besoin d'être goûtée, ou même d'être lue, pour porter ses fruits à l'entour de soi ? De la philosophie de Nietzsche, comme de celles de Spinoza et de Kant, de Schopenhauer et de Darwin, se sont dégagés spontanément deux ou trois grands principes, — sauf pour eux à recevoir, dès lors, une signification qui n'était pas exactement celle qu'ils avaient aux yeux du philosophe lui-même. Bientôt l'Allemagne entière a su qu'un fameux écrivain de sa race, non content de proclamer à son tour la déchéance de l'esprit chrétien, s'était enhardi à condamner, du même coup, l'ancienne distinction du bien et du mal, ou plutôt que, d'après cet écrivain, la distinction ordinaire du bien et du mal ne valait point pour certains individus, — ou certaines nations, — d'espèce supérieure. On a su, en outre, que cet illustre penseur allemand conseillait à l'homme fort d'être « dur, » et tenait la pitié pour un signe de « faiblesse. » A cela s'est borné, je crois bien, ce que la race allemande a connu et gardé de la doctrine de Nietzsche : mais comment ne pas constater que, tout au long de la guerre présente, et depuis la

conduite des Allemands à l'égard des églises et des prêtres jusqu'à leur conduite à l'égard de ces « chiffons de papier » que sont les conventions internationales, c'est vraiment cette race-là, et non point la nôtre ou celle de nos Alliés, qui s'est montrée la plus « nietzschéenne ! »

Et que si personne, sans doute, n'a plus puissamment contribué que le philosophe-poète des *Paroles de Zarathoustra* à transformer les anciennes notions et habitudes allemandes en matière de morale individuelle, c'est chose incontestable que le grand éducateur « politique » de l'Allemagne d'aujourd'hui a été l'historien Henri de Treitschke. Non pas, d'ailleurs, que celui-ci ait été beaucoup plus lu, ni surtout mieux compris que son glorieux collègue, le professeur bâlois : mais lui aussi a lancé dans la circulation un certain nombre de formules caractéristiques, et l'on peut bien dire que de ces formules est sorti tout l'étonnant système assez improprement désigné, à présent, du nom prétentieux de « pangermanisme. »

On a publié, ces temps-ci, en Angleterre aussi bien que chez nous, toute sorte d'articles, brochures, et livres consacrés à l'exposé de la doctrine de Treitschke, ou, plus exactement, à l'exposé de l'influence de cette doctrine d'il y a un quart de siècle sur l'esprit nouveau de la politique allemande : mais aucune de ces publications, — autant du moins que j'ai pu en juger, — n'est aussi bien faite pour nous renseigner sur le rôle véritable du professeur « prussomane » de l'Université de Berlin qu'un tout récent volume anglais où l'on a eu l'excellente idée de rassembler et de traduire quelques-uns des principaux « essais » politiques de Treitschke, — en y joignant un peu au hasard, par manière de préface, les souvenirs personnels d'un vieux professeur allemand qui, jadis, a eu l'honneur d'être le collègue de Treitschke à l'Université d'Heidelberg. Écrits pour des lecteurs allemands, au lendemain de la mort de l'historien, ces *Souvenirs* de M. Adolf Hausrath n'ont naturellement pour nous aucun intérêt : tout au plus leur savons-nous gré de tenir lieu d'une préface plus expressément instructive, et de nous laisser ainsi plus à même d'explorer p[illegible] notre propre compte, sans aucun parti pris, les sentimens, les idées, et toute l'étonnante figure « spirituelle » de l'un des très rares grands hommes de l'Allemagne « post-bismarckienne. »

Voici, par exemple, un long discours sur la *Législation internationale*. Le traducteur a négligé de nous indiquer la date du discours : mais tout porte à croire que celui-ci aura été prononcé peu de temps après les victoires de 1870. Et, tout d'abord, il faut noter que, dans ce

morceau de même que dans tout le reste du recueil, — à l'exception, hélas ! des pauvres *Souvenirs* préliminaires du professeur Hausrath, — le lecteur éprouve l'agréable surprise de rencontrer une composition, un mouvement, un relief littéraire excellens, fort au-dessus non seulement des productions récentes de la science d'outre-Rhin, mais encore de l'ordinaire de ses productions aux époques heureuses d'avant l' « héritage. » Le fait est que je ne me souviens pas d'avoir lu jamais une prose dogmatique allemande qui possédât à un si haut degré les qualités classiques d'ordre et de lumière, voire cette qualité de « mesure » que j'aurais crue inaccessible à tout esprit d'Allemagne. Mais c'est que, aussi bien, — à la différence de Nietzsche, qui n'avait absolument aucun droit à se proclamer d'origine polonaise, — l'initiateur du « pangermanisme » conservait dans ses veines le sang slave de ses aïeux, les tchèques Terzky, nommés par Schiller dans son *Wallenstein*. « Avec ses cheveux noirs, — nous dit de lui M. Hausrath, — sa lourde moustache, et la vivacité fiévreuse de ses gestes, c'était bien le pur Slave, le type achevé du gentil homme polonais, en même temps que sa carrure seigneuriale faisait songer à quelqu'un des nobles compagnons de Jean Huss. »

D'où résulte que Treitschke, malgré tout son « pangermanisme, » avait aussi l'âme trop foncièrement « slave » pour pouvoir se satisfaire de la grossièreté allemande. Son article sur la *Législation internationale*, et chacun des autres morceaux qui forment le récent recueil anglais, abondent en passages qui, trente années d'avance, condamnent les procédés militaires des « vainqueurs » de Louvain. Treitschke n'entend pas qu'une armée conquérante fusille ou égorge d'infortunés paysans, sauf le cas où ceux-ci se sont fait prendre en flagrant délit d'espionnage ou d'attaque déloyale. Il établit, comme un principe fondamental, que jamais l'armée conquérante ne doit mettre la main sur « la propriété des personnes privées. » Ou bien encore il écrit : « On doit considérer comme l'un des plus précieux progrès de la législation militaire internationale le principe, désormais consacré, suivant lequel tous les trésors de la civilisation, tous les objets qui relèvent du domaine de l'art ou de la science, et qui constituent le bien commun de l'humanité, doivent être rigoureusement garantis contre tout risque de pillage ou de vol. » Et puis encore : « Chaque membre individuel de l'une des armées belligérantes, chaque personne ayant l'autorisation de participer à la défense nationale, sont en droit d'exiger un traitement honorable, lorsqu'il leur arrive d'être faits prisonniers de guerre; et la moindre tentative

pour contraindre des prisonniers à servir les intérêts de l'armée ennemie est strictement contraire à la loi internationale. »

Sans compter la manière dont l'apôtre du « pangermanisme » réfutait dès lors les objections hypocrites qu'allait provoquer chez ses compatriotes, trente ans plus tard, l'emploi sur notre « front » de troupes amenées du Sénégal ou des Indes :

Une nation en guerre peut appeler sur son front de combat la totalité de ses troupes, — celles-ci soient-elles civilisées ou barbares. C'est là un point sur lequel il faut que nous gardions tout notre sang-froid, de façon à éviter des préventions fâcheuses. Il y a eu en Allemagne de vrais hurlemens, pendant la guerre franco-prussienne, parce que les Français ont employé des turcos pour combattre l'un des peuples les plus civilisés de l'Europe. Les passions de la guerre ont toujours vite fait de donner naissance à des protestations de ce genre : mais la science est tenue de juger froidement, et de déclarer que, dans l'espèce, la conduite des Français n'avait rien de contraire à la loi internationale. Un État belligérant peut et doit tout ensemble mettre en jeu toutes ses ressources guerrières, c'est-à-dire toutes les troupes dont il dispose, quelle qu'en soit l'espèce. Car, à défaut de cette règle, comment déterminer l'endroit de démarcation précis où le « barbare » succède au « civilisé? » Toutes les ressources guerrières d'un État peuvent et doivent être utilisées, moyennant seulement qu'elles soient soumises aux formes chevaleresques d'organisation militaire qui se sont constituées par degrés au courant des siècles.

Sur la question même du droit des pays neutres, l'opinion expressément énoncée par Treitschke semble bien désapprouver d'avance la récente conduite de l'Allemagne à l'égard de la Belgique. « Il va sans dire, — écrit le pamphlétaire allemand, — que non seulement chaque État est libre de déclarer la guerre pour son propre compte, mais aussi qu'il est libre de se proclamer neutre dans les guerres des États voisins, — à la condition, toutefois, qu'il ait le moyen de maintenir sa neutralité. » La réserve contenue dans ces derniers mots n'a, en vérité, rien d'inacceptable : Treitschke entend simplement que si, par exemple, un pays neutre ne se trouve pas assez fort pour empêcher une armée française de pénétrer sur son territoire, dorénavant sa neutralité prend fin, et l'armée allemande ne doit plus se faire scrupule de la violer à son tour. Mais il n'en dérive aucunement que l'auteur du discours soit disposé à justifier celle des deux armées belligérantes qui commet la première violation d'un territoire neutre; et j'ai l'idée que toute sa « prussomanie, » s'il avait vécu de nos jours, n'aurait pas suffi pour étouffer dans son cœur de « gentilhomme slave » un sentiment naturel de révolte devant l'ignominie mesquine

des excuses alléguées par le présent chancelier impérial à l'appui d'un acte d'inexcusable « félonie » internationale. Treitschke avait beau se représenter l'État prussien comme revêtu de privilèges exceptionnels : à défaut d'autres devoirs pour ce « sur-état, » il admettait du moins ceux que commande l'honneur; et l'hypothèse d'une armée allemande manquant à sa parole envers un pays neutre simplement parce qu'elle jugeait « trop difficile » de pénétrer en France par des voies plus loyales, une telle hypothèse ne lui serait sûrement jamais venue à l'esprit.

Mais, avec tout cela, son discours sur la *Législation internationale* a déjà bien de quoi nous montrer l'étrange perversion opérée dans le cœur et la pensée de ce « gentilhomme » par l'espèce de rêve ou d'idéal « messianiste » qui, dès sa jeunesse, lui a fait concevoir son cher État prussien comme appelé à jouer un rôle « transcendant. » A chaque page du long discours, nous rencontrons des allusions plus ou moins explicites à la possibilité, pour une nation « pleinement consciente de soi, » de s'affranchir au besoin des contraintes qui risqueraient de l'entraver dans l'accomplissement de son « œuvre. » A chaque instant, le « gentilhomme » se transforme assez fâcheusement en un subtil « casuiste, » s'ingéniant à prouver que, dans tel ou tel cas particulier, les exigences de la législation internationale peuvent être négligées, ou, tout au moins, « tournées. »

Toutes les limitations que les États s'imposent à soi-même, — nous dit-il par exemple, — sont ainsi d'ordre purement volontaire; tous les traités sont conclus avec une restriction mentale, — *rebus sic stantibus*, aussi longtemps que les circonstances demeurent pareilles. Aucun État ne saurait jamais s'engager à une observation illimitée de ses traités, car une telle observation aurait pour effet de restreindre son pouvoir souverain.

On entend bien que l'intention de Treitschke est seulement de légitimer la guerre, dont il proclame ensuite, très éloquemment, à la fois la nécessité et l'excellence « humaine : » mais sa théorie de la « restriction mentale, » sous la forme qu'il lui a donnée, ne pourrait-elle pas servir aussi à légitimer d'autres modes, moins « chevaleresques, » de violation des traités internationaux, et M. de Bethmann-Hollweg n'aurait-il pas été en droit de rappeler les lignes qu'on vient de lire pour couvrir, en quelque sorte, de l'approbation formelle du célèbre historien la manière dont son maître et lui ont déchiré un « chiffon de papier » devenu gênant pour leur « pouvoir souverain? » D'autant plus qu'ils auraient aisément découvert, dans d'autres morceaux de Treitschke, des passages où, bien plus ouverte-

ment encore, le fameux apôtre du « pangermanisme » revendiquait, pour les États « supérieurs » en général et pour l'État prussien en particulier, la faculté de procéder à l'égard des petits pays neutres comme jadis certain loup à l'égard d'un agneau.

Voici notamment, dans le même recueil anglais, un article écrit par Treitschke le 25 octobre 1870, et intitulé : *L'Allemagne et les Pays neutres*. L'auteur, cette fois, ne s'occupe plus des droits présens de l'Allemagne vis-à-vis de ces pays, mais bien de son attitude future envers eux, et proprement du devoir qu'il y aurait pour elle à ne plus reconnaître, désormais, leur neutralité. Ne doutant plus de la prochaine victoire décisive des troupes allemandes, il veut que la Prusse mette à profit cette occasion merveilleuse pour se débarrasser d'un obstacle qui, depuis trop longtemps déjà, s'est dressé sur sa route. Cet obstacle consiste dans la neutralité, — ou, pour mieux dire, dans la libre existence, — d'un petit État attenant aux frontières prussiennes. Et Treitschke procède à sa requête dans les termes suivans :

Il nous répugne de revivre aujourd'hui le souvenir de l'odieuse transaction qui nous a naguère privés de ce territoire. Qu'il nous suffise de rappeler que, lorsque le gouvernement prussien a protesté contre la constitution du petit pays voisin en État indépendant, sa protestation s'est heurtée à la défaveur la plus formelle de toutes les puissances européennes.

Dans ces conditions, tous les modes possibles de corruption politique se sont répandus sur ce petit peuple. Tandis que la jeunesse allemande est en train de verser son sang pour la cause de l'Infini et de l'Éternel, les habitans du petit peuple neutre se plongent dans le plus bas matérialisme : ils ne connaissent rien, ne veulent rien connaître, si ce n'est les affaires et l'amusement. Tandis qu'en Allemagne nous voyons s'élever lentement une conception nouvelle, plus morale, de la liberté, ayant ses racines dans l'idée du devoir, là-bas c'est une existence sans devoirs qui est regardée comme l'objet dernier de la vie...

Se peut-il que l'Allemagne continue plus longtemps à souffrir ce scandale européen, cette plante parasite accrochée au flanc de notre Empire? Et cela lorsque nous avons un moyen de remédier au mal, à savoir : l'inclusion de l'ancien pays neutre dans l'Empire allemand. L'appui accordé jusqu'ici par la France à la neutralité de ce pays est, naturellement, en train de disparaître : il nous sera bien facile d'exiger du gouvernement français, à la conclusion de la paix, un acte formel reconnaissant d'avance l'entrée de l'ancien pays neutre dans la Confédération germanique. Et quant à l'adhésion des habitans eux-mêmes du pays, pour l'obtenir il nous suffira de quelques menaces d'ordre commercial. De telles menaces ne sauraient manquer de produire leur effet dans un pays où les considérations idéales ne trouvent plus d'écho, en dépit de la fiévreuse passion d'indépendance qui tourne aujourd'hui toutes les têtes de ce petit peuple.

Je me hâte de dire que le « petit peuple » dont Treitschke réclamait ainsi la suppression était le grand-duché de Luxembourg ; et l'on sait que, faute d'avoir obtenu naguère cette suppression, l'Allemagne ne s'est pas fait scrupule, il y a quatre mois, d'agir envers la neutralité du Luxembourg exactement comme elle agissait envers celle de la Belgique. Mais est-ce que toute la teneur de l'article ne pourrait pas s'appliquer, presque pareillement, à la Belgique elle-même, ou bien encore à la Suisse ou à la Hollande, et est-ce que, — malgré toute la différence qui sépare du « gentilhomme » Treitschke les Allemands d'aujourd'hui, profondément plongés dans un « bas matérialisme » où « les considérations idéales ne trouvent plus d'écho, » — est-ce que les Ostwald et les Lasson n'ont pas le droit de regarder comme leur légitime devancier l'un des meilleurs écrivains qu'ait produits leur pays depuis un demi-siècle?

Oui vraiment, sans l'ombre d'un doute, le descendant des Terzky a bien été, — avec le descendant prétendu des fabuleux Nietzky, — l'un des maîtres spirituels de la nouvelle génération allemande. C'est sous son influence directe, au lendemain de l'heureux « coup de chance » d'il y a quarante-quatre ans, que les Allemands ont commencé à s'enivrer de l'orgueil monstrueux qui, dorénavant, ne devait plus cesser de corrompre chez eux toutes les sources de la vie intellectuelle et morale, — pour les faire enfin aboutir à la triste déchéance dont j'ai montré ici, ces mois passés, tant d'exemples divers ! Et cependant nulle part, peut-être, la profondeur de cette déchéance ne nous apparaît plus sensible que dans la comparaison de la figure individuelle du premier apôtre du « pangermanisme » avec celles de ses élèves et continuateurs.

Car c'est chose certaine que, malgré tout ce que la doctrine de Treitschke avait déjà d'étrange, — pour ne pas dire : d'odieux, — l'âme qui l'avait conçue se distinguait dès lors de tout son entourage par des qualités d'indépendance généreuse qui n'étaient pas sans lui valoir un mélange de surprise et de quelque méfiance. Ni les professeurs d'Heidelberg et de Berlin, ni les collègues de Treitschke au Parlement impérial ne pouvaient s'habituer à reconnaître l'un des leurs dans ce « gentilhomme slave » qui procédait à l'exposé de ses théories politiques avec toute l'ardeur d'un poète récitant ses vers. Non seulement ils se sentaient gênés par ce qu'ils devinaient en lui d'une origine étrangère, mais encore ils avaient vaguement l'impression que la pensée de ce professeur et de ce député se mouvait dans

une atmosphère où jamais aucun effort ne les pourrait introduire.

En quoi, d'ailleurs, leur instinctif soupçon ne les trompait point. Le fait est que, par-dessus tout le reste, Treitschke a toujours été quelque chose comme un « artiste » manqué. On connaît l'affreuse tragédie de sa vie, — ou plutôt, l'on sait simplement de quelle manière ce puissant orateur s'est trouvé, de très bonne heure, atteint d'une surdité à peu près complète : mais on ignore communément un détail que je me souviens d'avoir lu quelque part, et qui a de quoi nous rendre bien plus émouvante encore la destinée d'Henri de Treitschke. J'ai lu que celui-ci, dans sa jeunesse, s'était pris de passion pour la musique autant et plus que pour la poésie, de telle sorte que sa surdité, au lieu de l'enfermer plus à fond dans l'univers de ses rêves, avait eu pour résultat de l'en exclure à jamais. Et aussi ai-je toujours pensé que lorsque ce fils d'un général saxon s'était voué tout entier à la défense d'une cause que semblaient lui interdire d'avance ses traditions de famille, lorsqu'il a résolu de se constituer obstinément l'intrépide champion de l'hégémonie prussienne, le motif principal qui l'y a conduit a été un besoin désespéré d'échapper à la hantise de son bonheur perdu en se réfugiant dans la première forteresse qu'il rencontrerait sur sa route et en y combattant jusqu'à la mort, sans trop se soucier de la légitimité du parti qu'il aiderait ainsi de toutes ses forces.

En tout cas, la lecture de ses essais politiques nous révèle, comme je l'ai dit, un talent littéraire et un sentiment inné de l'honneur qui suffiraient, à eux seuls, pour nous faire mesurer l'abîme de platitude et d'ignominie où est tombé, après lui et peut-être surtout par sa faute, ce parti « pangermaniste » dont il lui a plu jadis de se faire le chevalier et l'initiateur. A quoi j'ajouterai que lui-même, malgré la résolution désespérée dont je parlais tout à l'heure, semble bien avoir été contraint de constater, au soir de sa vie, la faillite pitoyable de son long travail. Appelé par l'Université de Berlin, en septembre 1895, à commémorer solennellement le vingt-cinquième anniversaire de la victoire de Sedan, voici de quelles étranges et amères paroles il a refroidi l'enthousiasme d'un auditoire qu'avaient coutume d'enflammer, naguère encore, ses promesses magnifiques de grandeur et de gloire :

Il faut bien l'avouer : sous tous les rapports, nos mœurs allemandes sont tristement déchues. Le respect, dont Gœthe disait qu'il était la véritable fin de toute éducation morale, disparaît de la génération nouvelle avec une rapidité prodigieuse : le respect de Dieu, le respect des limites

que la nature et la société ont établies entre les deux sexes, le respect de la patrie, qui chaque jour cède la place aux feux follets d'un décevant humanitarisme. Plus notre « culture » s'étend, plus elle devient insipide. Nos fils méprisent l'éminente valeur des traditions anciennes, et ne veulent plus regarder que ce qui a chance de servir leurs intérêts immédiats. Les choses de l'esprit ont cessé d'avoir aucune prise sur notre peuple allemand!

Que l'on se rappelle, en regard de ce mélancolique « testament » de Treitschke, le passage où le même écrivain, un quart de siècle auparavant, légitimait les hautes ambitions de l'Allemagne nouvelle en alléguant le dévouement passionné de celle-ci à la cause sacrée de « l'Infini et de l'Éternel! » Et cette « conception plus morale de la liberté, ayant ses racines dans l'idée du devoir, » que célébrait également l'ardent patriote en 1870, et ces « formes chevaleresques d'organisation militaire » dont il faisait honneur à la « culture » de sa race! Qu'est devenu tout cela, qui naguère lui avait semblé avoir de quoi conférer à l'Allemagne la « mission » providentielle de dominer le monde? Évidemment Treitschke a désormais reconnu son erreur; il a compris que l'effort de sa vie s'était vainement dépensé au profit d'un vain rêve; et parmi les nombreux témoignages de la « déchéance » allemande que j'ai eu déjà l'occasion de citer ici, peut-être n'y en a-t-il pas de plus expressif que cet aveu solennel du vieux « gentilhomme-poète, » déplorant, avant de mourir, le profond changement survenu, pendant un quart de siècle, dans l'âme et la vie d'un peuple trop « heureux! »

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Le *Livre jaune* français, venant après le *Livre bleu* anglais, le *Livre orange* russe, le *Livre gris* belge, ne pouvait pas nous apporter, sur les origines et les responsabilités de la guerre, des révélations bien nouvelles : il s'en faut pourtant de beaucoup que la publication en ait été inutile. D'abord, de tous ces recueils de documens, le *Livre jaune* a été le plus complet et le mieux ordonné ; ensuite, sur plus d'un point important, il a complété, précisé, éclairé ce qu'on savait déjà. Il en résulte avec l'éclat de l'évidence que la guerre était préparée depuis longtemps par l'Allemagne, et, qu'on nous entende bien, il ne s'agit pas ici de cette préparation que tout gouvernement, que tout pays doit faire et entretenir avec soin pour être toujours prêt, mais d'une préparation poussée au dernier degré d'intensité, faite et entretenue en vue d'une guerre immédiate et déjà résolue.

La première partie du *Livre jaune* est, à cet égard, d'un intérêt poignant et d'une force probante qui ne laisse rien à désirer. Si le gouvernement de la République n'a pas, de son côté, préparé la guerre avec autant de soin et de perfection que le gouvernement impérial allemand, ce n'est pas faute d'avoir été renseigné et averti. A aucune autre époque, aucun autre gouvernement ne l'a été davantage et n'a été mieux servi par ses agens. Les dépêches de notre ambassadeur à Berlin, M. Jules Cambon, celles de nos attachés militaire et naval, les notes merveilleuses de clarté qui ont été faites pour l'instruction du ministre des Affaires étrangères et qui lui ont présenté, avec un relief saisissant, un tableau d'ensemble de la situation, sont dans leur genre de vrais chefs-d'œuvre. On ne saurait trop rendre justice à M. Jules Cambon, qui a dirigé tout ce travail d'investigation et a pris la responsabilité des conclusions à en tirer. L'empereur Guillaume avait été longtemps partisan de la paix et M. Cambon l'avait dit ; mais, à partir d'un certain moment, il était

devenu partisan de la guerre et M. Cambon, qui a aussitôt démêlé chez lui cette volonté nouvelle, en a fait part à son gouvernement. Qu'on lise et qu'on médite la dépêche du 22 novembre 1913, dans laquelle il a rendu compte d'une conversation provenant, disait-il, d'une source absolument sûre et qui montrait l'Empereur arrivé au dernier terme de cette conversion. Il est impossible de mieux démêler les premiers symptômes du mal, d'en mieux découvrir les causes et d'en préciser en fin de compte le caractère inquiétant d'un trait plus net et plus ferme.

Le croirait-on? c'est au roi des Belges que l'Empereur confiait alors ses dispositions guerrières, choix qui a lieu d'étonner aujourd'hui. Le général de Moltke, chef de l'état-major général, présent à l'entretien, ne parlait pas avec moins de franchise et d'abandon que son maître. Celui-ci apparut aux yeux de son interlocuteur « complètement changé; » il n'était plus « le champion de la paix contre les tendances belliqueuses de certains partis allemands; » il en était « venu à penser que la guerre avec la France était inévitable, et qu'il faudrait en venir là un jour ou l'autre. » Le général de Moltke renchérissait encore sur les paroles de l'Empereur. « Lui aussi, il déclara la guerre nécessaire et inévitable. » Cette fois, dit-il, « il faut en finir. » Le succès d'ailleurs n'était-il pas certain? « Le roi des Belges protesta que c'était travestir les intentions du gouvernement français que les traduire de la sorte et se laisser abuser sur les sentimens de la nation française par les manifestations de quelques esprits exaltés ou d'intrigans sans conscience. L'Empereur et son chef d'état-major n'en persistèrent pas moins dans leur manière de voir. » Ainsi, dès le mois de novembre 1913, et on pourrait sans doute remonter plus haut, l'idée de la guerre fatale était entrée dans la pensée et dans la volonté de l'Empereur : on comprend mieux, quand on le sait, tout ce qui s'est passé par la suite. Mais l'opinion l'ignorait; elle n'avait pas lu les dépêches de M. Jules Cambon; elle en était restée à l'Empereur ami de la paix; elle avait confiance en lui. On se rappelle qu'au moment des premières complications d'où est sortie la guerre, Guillaume II faisait sa croisière dans les mers du Nord : il revint à Berlin, sans paraître se presser, comme s'il n'y avait pas péril en la demeure, et alors tout le monde se tourna vers lui avec l'espoir qu'il apaiserait les flots irrités par un *Quos ego!* souverain. Il fallut quelques jours pour comprendre qu'on s'était trompé, et la déception a été grande. L'Empereur, qui n'avait qu'un mot à dire pour empêcher la guerre, a refusé de le dire. Bien plus! au moment où l'Au-

triche essayait de se reprendre et proposait à la Russie de remettre en discussion « le fond même » de l'affaire serbe, c'est lui qui, très froidement, a brusqué la situation et déchaîné la tempête. Le monde en a été surpris, mais ni M. Cambon ni ceux qui avaient lu ses avertissemens prophétiques ne pouvaient l'être. Il avait suivi et décrit avec un sens psychologique très fin les transformations qui s'étaient produites dans l'âme impériale. « A mesure, disait-il, que les années s'appesantissent sur Guillaume II, les traditions familiales, les sentimens rétrogrades de la Cour et surtout l'impatience des militaires prennent plus d'empire sur son esprit. Peut-être éprouve-t-il on ne sait quelle jalousie de la popularité acquise par son fils, qui flatte les passions pangermanistes et ne trouve pas la situation de l'Empire dans le monde égale à sa puissance. Peut-être aussi la réplique de la France à la dernière augmentation de l'armée allemande, dont l'objet était d'établir sans conteste la supériorité germanique, est-elle pour quelque chose dans ces amertumes, car, quoi qu'on en dise, on sent qu'on ne peut guère aller plus loin. » Il y a beaucoup de choses dans ces quelques mots ; ils condamnent M. Cambon à cette conclusion : « L'hostilité contre nous s'accentue et l'Empereur a cessé d'être partisan de la paix. »

L'Allemagne avait cru intimider la France par l'augmentation de ses propres forces militaires, au point de l'hypnotiser dans l'inertie. Il n'en a rien été, comme on le sait, et la colère à Berlin en a été violente. Eh quoi ! la France se mettait en mesure de se défendre ! Était-ce croyable ? Était-ce admissible ? Il y a, à ce propos, dans le *Livre Jaune*, un trait qui vaut la peine d'être relevé parce qu'il illumine tout un état d'âme. Il se trouve dans un rapport de notre attaché militaire. « Depuis quelque temps déjà, dit le lieutenant-colonel Serret, on rencontre des gens qui déclarent les projets militaires de la France extraordinaires et injustifiés. Dans un salon, un membre du Reichstag, et non un énergumène, parlant du service de trois ans en France, allait jusqu'à dire : « C'est une provocation, « nous ne le permettrons pas. » De plus modérés, militaires ou civils, soutiennent couramment la thèse que la France, avec ses quarante millions d'âmes, n'a pas le droit de rivaliser ainsi avec l'Allemagne. » N'a pas le droit : ce mot dit tout. Peut-être ne l'aurions-nous pas bien compris hier, nous le comprenons aujourd'hui que les savans allemands ont imprudemment étalé devant le monde stupéfait leur pensée arrogante et dominatrice. Ne sont-ils pas les plus nombreux, les plus gros, les plus forts? Il est donc contre nature et dès lors

immoral de songer, à leur résister. Ainsi pensait Goliath à l'égard de David. Ainsi pensait à son tour l'Empereur Guillaume à l'égard de la France : on sait où ce jugement l'a déjà conduit. Mais, certes, l'adversaire était redoutable, et M. Jules Cambon avait raison de terminer sa dépêche en disant : « S'il m'était permis de conclure, je dirais qu'il est bon de tenir compte de ce fait que l'Empereur se familiarise avec un ordre d'idées qui lui répugnait autrefois, et que, pour lui emprunter une locution qu'il aime à employer, nous devons tenir notre poudre sèche. » La guerre était contenue dans ces quelques lignes, auxquelles on a eu tort, peut-être, de ne pas attacher assez d'attention.

On dit aujourd'hui volontiers qu'il n'y a pas eu deux Allemagnes, qu'il n'y en a jamais eu qu'une : celle de jadis, que nous avons crue pacifique, élégiaque et bucolique, n'a été qu'une illusion. On peut dire de même qu'il n'y a pas eu deux empereurs Guillaume et qu'il n'y en a jamais eu qu'un. La question ne sera sans doute définitivement résolue qu'au Jugement dernier. Ce qui est sûr, c'est que l'Empereur pacifique avait beaucoup mieux compris le véritable intérêt de son pays que l'Empereur guerrier. Qu'on se reporte par le souvenir à ce qu'était la situation de l'Allemagne dans le monde il y a moins de cinq mois : elle était immense et incontestée. On croyait sa force invincible, et sur cette base qui semblait inébranlable reposait l'édifice politique le plus fort qu'on eût encore vu. Et comme tout vient à la fois dans l'ordre de la puissance, l'Allemagne était partout, pénétrait partout ; son commerce avait conquis une sorte de primauté dans l'univers entier ; le commerce anglais, qui seul pouvait encore rivaliser avec lui, était déjà menacé de ne le pouvoir bientôt plus. On découvre aujourd'hui le pullulement de maisons allemandes qui avaient envahi le territoire des nations actuellement alliées ; les maisons françaises, anglaises et russes étaient envahies, elles aussi, par des représentans teutons. On admirait, dans tous les domaines, les méthodes allemandes où on croyait voir du génie alors qu'il n'y avait que de l'adaptation et du savoir-faire. Beaucoup prenaient pour du marbre ce qui n'était que du stuc. Le colossal imposait par sa masse, et on le confondait avec ce qui est vraiment grand. Tout réussissait à l'heureuse Allemagne ; elle n'avait plus qu'à se laisser vivre, — et à laisser vivre les autres, — pour jouir des apparences de la gloire et des réalités de la fortune. L'Empereur avait bien raison d'aimer la paix et de vouloir la maintenir. Il jugeait sainement alors. Depuis son esprit s'est obscurci, sa volonté a faibli. Qu'en est-il résulté ? Au bout de quatre mois, l'hégémonie allemande, mise en

échec sur les champs de bataille, avait cessé d'exister. Où en sera-t-elle dans quatre autres mois encore? La question est pendante, mais en dehors de l'Allemagne, autour de laquelle on a élevé une muraille de mensonges pour empêcher la vérité d'y pénétrer, on ne doute guère de la solution qui lui sera donnée.

Le gouvernement impérial s'en rend compte, lui aussi, et la preuve en est dans les explications, les défenses, les apologies qu'il multiplie pour justifier sa conduite, en même temps qu'il déverse sur ses adversaires les pires calomnies. S'il se sentait vainqueur sur les champs de bataille, il se soucierait médiocrement de faire ailleurs la conquête des esprits. Il répondrait à tout : *Quia nominor leo*, et se moquerait de critiques impuissantes. A ses yeux, la force s'impose par elle-même et n'a nul besoin de se justifier. Elle inspire d'abord la terreur, puis le respect, puis une sorte d'amour. Le professeur Adolf Lasson n'appelle-t-il pas l'Empereur Guillaume les délices du genre humain, *deliciæ generis humani*, uniquement parce qu'il est l'Empereur ? Et ne déclare-t-il pas M. de Bethmann-Hollweg le plus grand homme qui existe de nos jours, uniquement parce qu'il est chancelier de l'Empire ? Si c'était un autre qui était l'Empereur, c'est lui qui serait les délices du genre humain, et si c'était un autre qui était chancelier, c'est lui qui serait le plus grand homme du monde : cela tient à la fonction et nullement à la personne. Cette bassesse dans la courtisanerie est propre à l'Allemagne : le reste de l'univers s'en indigne ou s'en moque et le gouvernement impérial éprouve de ce fait quelque ennui. De là l'immense quantité de journaux et de brochures que la propagande germanique répand dans les deux hémisphères avec l'espoir d'influencer l'opinion des neutres. On tient aujourd'hui à cette opinion ; M. de Bethmann-Hollweg s'en préoccupait moins lorsqu'il parlait de la neutralité de la Belgique avec la désinvolture que l'on sait. Il avouait alors sans pudeur qu'il violait toutes les règles du droit des gens ; mais, disait-il, on fait ce qu'on peut et l'intérêt de l'Allemagne doit passer avant tout. Aujourd'hui, le ton est changé, et il est probable que l'imprudent chancelier donnerait beaucoup pour reprendre et retirer ses paroles ; mais elles restent et rien ne saurait les effacer.

Il a inventé une thèse nouvelle et vraiment imprévue, d'où il résulte que c'est la Belgique qui a violé la première sa propre neutralité, et que l'Allemagne se trouve ainsi justifiée de cet attentat. Comment M. de Bethmann-Hollweg le prouve-t-il ? Par des pièces diplomatiques qu'on a trouvées à Bruxelles, en fouillant dans les

cartons du ministère des Affaires étrangères. Rien n'est plus faux que cette allégation; mais, quand même elle serait vraie, en quoi la responsabilité morale de l'Allemagne dans la violation de la neutralité belge serait-elle supprimée ou même diminuée, puisqu'elle ignorait ces prétendues pièces lorsqu'elle a commis l'acte criminel que lui reproche la conscience du monde civilisé? Le crime ne consiste pas dans le fait matériel, mais dans l'intention qui en a déterminé l'accomplissement, et l'intention véritable est avouée dans le premier discours du chancelier. La Belgique, dit-il maintenant, avait la première manqué aux traités : nous lui répondrons qu'il ne l'a découvert qu'après coup et que cette découverte n'ayant influencé en rien sa détermination initiale, n'en a pas changé le caractère. Mais est-il vrai que la Belgique ait violé elle-même sa neutralité? Non, certes, et l'argument est misérable. S'il y a eu des conversations entre un attaché militaire anglais et un officier belge, ce n'a pas été un seul moment pour nouer une coalition contre l'Allemagne, mais pour se mettre d'accord sur ce qu'il y aurait à faire dans le cas où celle-ci viendrait à violer la neutralité belge. L'hypothèse était-elle invraisemblable? On ne saurait le soutenir aujourd'hui. Mais on ne le pouvait pas davantage alors. Les principaux écrivains militaires allemands, lorsqu'ils traitaient d'une guerre éventuelle avec la France, ne manquaient pas d'écrire qu'il faudrait tourner à l'Ouest la ligne de nos défenses et, pour cela, passer par la Belgique. Cela était écrit partout, cela était dans l'air : et on voudrait que la Belgique n'en eût éprouvé aucune préoccupation! On exigerait qu'elle s'en fût remise à la bonne foi de l'Allemagne! Elle avait non seulement le droit, mais le devoir d'échanger des vues sur ce qu'il y aurait à faire pour la défense de sa neutralité, si elle était violée. Et cela même, la Belgique ne l'a pas fait; rien n'a été arrêté entre l'Angleterre et elle; tout s'est borné à quelques conversations entre des militaires qui n'avaient aucune qualité pour conclure. Et c'est sur cette base étroite et branlante que M. de Bethmann-Hollweg dresse l'échafaudage de son sophisme. Dans son honnêteté, sir Edward Grey s'est donné une peine bien inutile en publiant un document déjà ancien dans lequel il protestait qu'aucun gouvernement anglais ne violerait la neutralité belge. Ni l'Angleterre, ni la France, — nous le disons fièrement en ce qui nous concerne, — ne sont capables d'un pareil manquement à la foi jurée. Et la Belgique le savait bien. Si elle n'avait pas la même confiance envers l'Allemagne, ce n'était pas sans raisons. En dehors même de ses généraux, les

diplomates, les professeurs, les savants, tous les intellectuels de l'Allemagne ne témoignaient que dédain et mépris aux petites nations et leur déclaraient à qui mieux mieux qu'elles devaient se soumettre ou disparaître. Il suffisait à la Belgique d'avoir des oreilles pour entendre. Comment n'aurait-elle pas craint pour sa neutralité? Malgré cela, jusqu'à la dernière minute, elle s'est abstenue de tout ce qui pouvait, en manifestant cette appréhension, paraître la justifier. La France lui ayant offert son concours, elle a déclaré n'en avoir pas besoin, et, quand, sa neutralité étant déjà violée, elle a sollicité ce concours, ainsi que celui de l'Angleterre, il était déjà bien tard. Mais nous n'insisterons pas sur des faits qui sont d'hier : tout le monde les connaît trop bien pour qu'il soit possible à la plus insigne mauvaise foi de les déformer.

M. de Bethmann-Hollweg, sentant la faiblesse de sa thèse, en perd le jugement au point de dire que si l'Angleterre était sincère dans sa défense des neutralités en souffrance, elle aurait dû défendre celle de la Chine, odieusement violée par le Japon à Kiao-Tchéou. L'argument est si comique que nous voudrions avoir plus de temps pour nous en amuser. Eh quoi! Un homme s'introduit par effraction et violence dans une maison et s'y installe en mettant le pistolet sur la gorge du propriétaire. Une bonne occasion se présente, j'accours, je chasse l'intrus, et c'est lui qui s'étonne et s'indigne de ce que le gendarme n'a pas fait respecter l'inviolabilité du domicile! Telle est l'histoire de la Chine, de l'Allemagne et du Japon. Mais enfin, insiste M. de Bethmann-Hollweg, il y avait là une neutralité : pourquoi l'Angleterre, si elle les aime tant, ne l'a-t-elle pas défendue? Faut-il lui répondre que l'Angleterre ne l'avait pas garantie, et qu'elle n'est nullement le Don Quichotte à travers le monde des neutralités qu'elle n'a pas prises sous sa sauvegarde? On rougit vraiment d'avoir à s'arrêter à ces puérilités. Peut-être sont-elles dignes de l'intellectualisme germanique, il faut le croire, puisqu'on les lui sert; mais le bon sens sain et robuste du genre humain en a déjà fait justice.

Y a-t-il lieu de s'arrêter davantage, dans le discours que le chancelier impérial vient de faire entendre au Reichstag, à la charge à fond à laquelle il s'est livré contre l'Angleterre? On peut résumer toute sa harangue en un mot : l'Angleterre, voilà l'ennemie! C'est elle, elle seule qui est responsable de la guerre, car elle aurait pu l'empêcher, et elle ne l'a pas fait; donc, elle la voulait sournoisement, et ce parti pris, qui la cloue désormais au pilori de l'histoire, a déjoué les bonnes intentions de la bonne et pacifique Allemagne, en rendant son

intervention impossible et inutile. Et comment l'Angleterre aurait-elle pu empêcher la guerre ? En signifiant au gouvernement russe qu'elle ne la voulait pas et qu'elle saurait l'empêcher. Alors tout serait devenu facile : l'Allemagne aurait arrangé l'affaire en livrant la Serbie à l'Autriche, qui l'aurait exécutée en quelques coups de sabre, et l'Europe aurait continué de jouir du bienfait de la paix.

Il semble, au premier abord, qu'on aurait pu atteindre le même résultat par un autre moyen et que la paix aurait été également assurée si l'Allemagne, au lieu d'encourager et d'exciter l'Autriche dans ses monstrueuses exigences, lui avait notifié qu'elle ne voulait pas la guerre et qu'elle saurait l'empêcher. — Y pensez-vous? proteste M. de Bethmann-Hollweg, nous, tenir un pareil langage à l'Autriche? — Et pourquoi pas, puisque vous exigiez de l'Angleterre qu'elle le tînt à la Russie ? Est-ce que le cas n'est pas le même? — C'est ce dont M. de Bethmann-Hollweg ne conviendra jamais. Les choses changent complètement de caractère quand il s'agit de l'Allemagne, par la seule raison qu'il s'agit d'elle, et qu'on ne saurait lui contester d'avoir tous les droits, les autres n'ayant que ce qui en reste. Ceux qui en doutent semblent n'avoir pas encore compris que l'Allemagne est la nation élue de Dieu, expressément chargée par lui d'exécuter ses décrets : et, en effet, quand on l'a compris, tout va de soi. Il est incontestable que la guerre n'aurait pas eu lieu si tout le monde avait cédé à la volonté de l'Allemagne, si la Russie avait capitulé une fois de plus, si la France et l'Angleterre avaient laissé faire. — Voyez pourtant comme c'était simple ! s'écrie M. de Bethmann-Hollweg. Il faut toute la méchanceté foncière de l'Angleterre pour ne s'être pas prêtée à un arrangement qui aurait satisfait tout le monde ! Aussi sera-t-elle punie comme elle le mérite, par la colère du ciel ! — Cela était-il donc aussi simple que semble le croire le chancelier impérial ? Il est permis d'en douter lorsqu'on se rappelle que l'Allemagne avait déjà déclaré la guerre à la Russie et à la France et que celles-ci avaient relevé le gant, avant de savoir ce que ferait l'Angleterre : et il est très probable que l'Angleterre se serait abstenue, si la neutralité belge n'avait pas été violée. Après cette violation, pouvait-elle le faire ? Sans doute elle était tenue par sa parole et cela suffisait pour qu'elle tirât l'épée ; mais personne n'ignore, il n'y a pas un écolier qui ne sache que, si l'Angleterre a donné sa garantie à la neutralité belge, c'est parce que cette neutralité est pour elle un intérêt de premier ordre, un intérêt vital. Rien n'était plus connu. Mais, au degré d'infatuation et de déraison

où elle est montée, l'Allemagne professe que l'intérêt de tous les autres doit s'effacer devant le sien. M. de Bethmann-Hollweg résume cette pensée en disant qu'on ne saurait toucher dans le monde à un seul cheveu sur la tête d'un seul Allemand sans que le châtiment suive aussitôt. Nous prenons cette pauvre rhétorique pour ce qu'elle vaut. Mais la France, la Russie, l'Angleterre, sans parler d'autres nations, qui n'ont pas encore dit leur dernier mot et qui le diront bientôt, estiment à leur tour que leurs intérêts historiques, consacrés par une longue et glorieuse tradition, et dont le maintien assure à leur avenir des garanties nécessaires, ont autant de prix, sinon plus, qu'un cheveu sur une tête allemande. C'est une idée qui ne sortira plus de leur esprit et dont il faudra, désormais, que l'Allemagne s'accommode.

Il y aurait encore beaucoup à dire sur le chancelier; nous aurions voulu, par exemple, parler après lui de ce qu'il appelle avec nous la revanche; mais il y a d'autres discours qui, en ce moment, ont plus d'importance que le sien et qui mériteraient d'occuper ici plus de place. La rentrée du parlement italien était attendue avec plus d'intérêt que celle du Reichstag allemand : on se demandait avec une curiosité bien naturelle, une curiosité sérieuse, quel langage tiendrait M. Salandra après le remaniement de son Cabinet. Il avait bien fallu remplacer le marquis di San Giuliano que la mort avait fauché; mais le remplacement du ministre de la Guerre et celui du ministre du Trésor avaient une signification qu'on ne pouvait méconnaître, puisqu'il devait en résulter un effort immédiat en vue de développer la force militaire du royaume. Enfin la situation générale de l'Europe s'était sensiblement modifiée depuis ces dernières semaines, tout le monde sentait que d'autres modifications se préparaient encore, et l'Italie ne pouvait pas y rester indifférente. L'Italie est une nation à la fois très ancienne et très jeune, qui a de vieilles aspirations en partie réalisées, en partie restées encore en souffrance, et qui est douée d'un sens politique trop fin, trop souple, en même temps que d'une volonté trop ferme, pour ne pas suivre les événemens d'un œil attentif, avec la résolution de choisir le meilleur moment d'en profiter. Dès le début de la guerre, elle s'est demandé ce qu'elle devait faire et, ayant reconnu qu'elle avait le droit de rester neutre, elle a effectivement proclamé sa neutralité. Les traités ne l'obligeaient à marcher avec ses alliés que s'ils avaient été attaqués; or ils étaient indubitablement les agresseurs; de plus, ils avaient rendu toute sa liberté à l'Italie en négligeant de la tenir au

courant de leur politique et de l'y associer. Toutefois, si l'Italie pouvait invoquer sa neutralité, elle pouvait aussi ne pas s'en prévaloir, et elle n'y aurait pas manqué, si elle avait vu son intérêt du côté de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne; mais c'est ce qu'il lui était impossible de faire, pour des motifs que nous avons exposés si souvent qu'il n'y a pas lieu d'y revenir aujourd'hui.

L'Italie a donc pratiqué la neutralité la plus stricte, et elle a cru pouvoir s'en contenter jusqu'à présent. En sera-t-il de même dans un avenir prochain? Gardons-nous de devancer les temps et de prévoir des intentions qui ne se sont pas encore complètement exprimées : il est cependant permis de dire que la neutralité italienne est entrée dans une phase nouvelle. « La neutralité proclamée librement et loyalement observée, a déclaré M. Salandra, ne suffit plus à nous garantir des conséquences du bouleversement immense qui prend chaque jour plus d'ampleur, et dont il n'est donné à personne de prévoir la fin. Sur les terres et sur les mers de l'ancien continent, dont la configuration politique est peut-être en train de se transformer, l'Italie a des droits vitaux à sauvegarder, des aspirations justes à affirmer et à soutenir; elle a sa situation de grande puissance à maintenir intacte; bien plus, elle doit faire que cette situation ne soit pas diminuée par rapport aux agrandissemens possibles des autres États. Il suit de là que notre neutralité ne devra pas rester inerte et molle, mais active et vigilante, non pas impuissante, mais fortement armée et prête à toute éventualité... L'expérience qui nous vient de l'Histoire, et plus encore des événemens auxquels nous assistons, doit nous enseigner que, si l'empire du droit cesse, la force demeure l'unique garantie du salut d'un peuple, la force humaine organisée et munie de tous les moyens techniques, perfectionnés et coûteux de défense. » Ce discours mériterait d'être reproduit en son entier, mais nous en avons cité assez pour en montrer l'importance et même la gravité. Quelque nette qu'en soit la signification, les manifestations de l'auditoire y ont encore ajouté un surcroît de clarté. Les applaudissemens n'avaient jamais été plus nombreux, plus nourris. A de certains momens, la Chambre s'est levée tout entière et on a senti passer sur toutes les têtes un de ces souffles puissans qui transfigurent les assemblées et les emportent dans un élan patriotique. Une discussion a suivi; elle a été ardente, véhémente; mais le gouvernement n'y a pris part qu'au dernier moment, pour conclure, et il a conclu en disant qu'il n'avait rien de plus à dire que ce qu'il avait dit. N'avait-il donc pas été compris? En effet, on ne lui en a pas demandé

davantage, on lui a laissé sa pleine liberté d'action, et la Chambre lui a voté un ordre du jour de confiance à la majorité de 413 voix contre 49. Ces 49 voix se composent de 43 socialistes, qui sont des pacifistes intransigeans, d'un socialiste syndicaliste et de 5 républicains. C'est une belle victoire pour le gouvernement : il lui reste à réaliser les espérances qu'il a fait naître, et dont la seule évocation lui a donné une si grande force.

Le tableau ne serait pas complet sans l'incident qui a mis fin au débat. M. Giolitti est monté à la tribune ; on savait bien qu'il accorderait toute sa confiance à un gouvernement qui s'était formé sous ses auspices, mais on ne s'attendait pas à la révélation qu'il allait faire. « Au cours de la guerre balkanique, a-t-il dit, le 3 août 1913, le marquis di San Giuliano m'a adressé le télégramme suivant : — L'Autriche nous fait connaître, ainsi qu'à l'Allemagne, son intention d'agir contre la Serbie et elle déclare qu'une telle action de sa part ne peut être considérée que comme défensive. Elle espère faire jouer le *casus fœderis* de la Triple Alliance, que je juge inacceptable en la circonstance. Je cherche à combiner nos efforts avec ceux de l'Allemagne en vue d'empêcher une telle action de la part de l'Autriche, mais il serait nécessaire de dire clairement que nous ne considérons pas cette action éventuelle comme défensive. Nous ne croyons donc pas qu'il existe de *casus fœderis*. » Les journaux disent que la stupéfaction, puis l'émotion produites par cette lecture ont été profondes, et il ne pouvait en être autrement. Jamais coup droit plus cruel n'avait été porté contre l'Autriche, qui, en vérité, joue de malheur dans toutes ces affaires. Que devient le prétexte si théâtralement donné à la guerre actuelle, à savoir le meurtre de l'archiduc François-Ferdinand et de la comtesse de Hohenberg ? Un an auparavant, l'Autriche a voulu faire la guerre à la Serbie ; l'archiduc vivait encore ; l'Autriche avait donc d'autres raisons. Si la guerre n'a pas éclaté dès cette époque, c'est parce que l'Italie, qui avait été mise dans la confidence, a refusé de marcher : on comprend dès lors pourquoi ses alliés ne lui ont rien dit cette fois et l'ont tenue à l'écart de leur projet. Elle n'a pas été consultée, elle était donc libre. Quant à l'Autriche, depuis un an et sans doute depuis plus longtemps encore, la guerre était résolue dans son esprit. Il est possible que l'Allemagne l'ait retenue, l'année dernière ; il est certain qu'elle l'a poussée celle-ci. Elle a été sa complice et même, en fin de compte, son instigatrice implacable ; elle ne lui a plus permis de reculer. C'est ce dont les neutres sont désormais convaincus : la lumière est faite, on ne l'obscurcira plus.

Que la nouvelle attitude de l'Italie ait une importance de premier ordre aux yeux de l'Allemagne comme aux nôtres, on ne saurait en douter lorsqu'on voit le prince de Bülow remplacer M. de Flotow à l'ambassade impériale à Rome. Le prince de Bülow est certainement l'homme politique et le diplomate le plus distingué de l'Empire. On sait à quelles circonstances il a dû une disgrâce, qui semblait bien devoir durer aussi longtemps que l'empereur Guillaume, et il a fallu que celui-ci remportât une grande victoire sur son amour-propre pour recourir à l'assistance d'un homme qu'il avait traité en ami et qui l'avait abandonné, qui s'était même tourné contre lui dans une passe difficile de sa vie. Mais la force des événemens a été la plus grande, et l'Empereur a mis l'intérêt de l'Allemagne au-dessus de ses griefs personnels. En sera-t-il récompensé? Les journaux italiens en doutent. Ils voient même dans le choix trop affiché de M. de Bülow une sorte d'entreprise contre leur liberté. Ils s'apprêtent à la défendre. A moins qu'il n'apporte à l'Italie Trente et Trieste, M. de Bülow aura de la peine à réussir dans sa mission; or il n'y a aucune apparence qu'il soit en mesure de donner à l'Italie d'aussi merveilleuses étrennes. Et même s'il les lui donnait, l'Italie a trop d'expérience politique et de finesse d'esprit pour ne pas savoir que ces cadeaux deviendraient précaires entre ses mains, le jour où l'Allemagne et l'Autriche victorieuses ne seraient plus liées que par le respect de leurs engagemens. Mais n'insistons pas sur des choses si improbables qu'elles semblent renouvelées des contes de fées, et attendons les événemens.

Le monde cependant évolue sans les attendre. Une seule chose reste immuable : la volonté des trois alliés de poursuivre la guerre jusqu'au bout, de lui faire rendre tout ce qu'elle doit rendre et de ne conclure la paix qu'en commun. Cette volonté, M. le Président de la République vient de l'affirmer une fois, ou plutôt deux fois encore, la première en remettant la médaille militaire au général Joffre, la seconde en recevant les lettres de créance du nouvel ambassadeur des États-Unis, et c'est le pivot de la politique européenne. M. Poincaré a eu raison d'en affirmer la fixité, car c'est autour de lui que se forment déjà les groupemens nouveaux.

FRANCIS CHARMES.

Le Directeur-Gérant,

FRANCIS CHARMES.

SIXIÈME PÉRIODE. — LXXXIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-QUATRIÈME VOLUME

NOVEMBRE — DÉCEMBRE

Livraison du 1er Novembre.

Pages.

A nos Lecteurs 5

La Cathédrale de Reims, par Marcel REYMOND 6

Impressions d'un Combattant. — Notes de route, II, par M. Charles NORDMANN 16

La Situation économique et financière de la Russie, par M. Raphaël-Georges LEVY, de l'Académie des Sciences morales 30

La Guerre vue d'une ambulance, II, par M. [illegible], aumônier de l'Ambulance américaine 51

Souvenirs de Bordeaux, — 1871-1914, — I, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales 68

Carol Ier, Roi de Roumanie, par M. le baron Jehan de WITTE 81

Chateaubriand en Orient, par M. Pierre-Maurice MASSON 94

Anvers, base navale allemande, par M. le contre-amiral DEGOUY. 124

Poésies. — Intimités, par M. Georges ROLLIN. 131

Revue littéraire. — Un Voyage, par M. André BEAUNIER 137

Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 145

Livraison du 15 Novembre.

La Monarchie des Habsbourg, d'après le livre de M. H. Wickham Steed, par M. Victor BÉRARD. 161

Le Blocus économique de l'Allemagne, par M. le vicomte Georges d'AVENEL. 189

Souvenirs de Bordeaux, — 1871-1914, — II, par M. Henri WELSCHINGER, de l'Académie des Sciences morales. 203

La Question d'Alsace-Lorraine dans le roman français contemporain, par M. Victor GIRAUD 212

La Reine Hortense et le Prince Louis. — IV. — La Fuite en France (mars-avril 1831), par Mlle Valérie MASUYER 229

L'Incendie de Senlis. — Récit d'un témoin, par M. le baron André de MARICOURT. 270

George Sand et sa famille pendant la guerre de 1870-1871, par M. S. ROCHEBLAVE. 279

La Marine dans la crise orientale, par M. le contre-amiral DEGOUY. . . . 297

Pages.
Une Campagne d'opinion avant l'entente cordiale, par M. Firmin ROZ. 304
Revue littéraire. — Le Retour a la culture française, par M. René DOUMIC, de l'Académie française. 317
Revues étrangères. — Un Livre anglais sur l'armée allemande, par M. T. de WYZEWA 329
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 341

Livraison du 1er Décembre.

A nos lecteurs. 353
Albert Ier, second fondateur de la Belgique, par M. L. DUMONT-WILDEN. . 354
En Extrême-Orient. — I. La Déclaration de guerre, par M. André Bellessort. 367
Comme une terre sans eau..., première partie, par M. Jacques des GACHONS. 394
L'Alsace Française (1871-1914), par M. Édouard SCHURÉ 435
Visions de guerre. — Coulommiers. — Le Champ de bataille de l'Ourcq et l'ordre du jour du général Joffre. — Soissons après le bombardement. — La ruine de Senlis, par M. Victor MARGUERITTE. 456
La Tunisie depuis la guerre, par M. Ernest DAUDET 475
Un Conclave de six mois au milieu du XVIIIe siècle. — L'Élection de Benoit XIV, par M. le comte Gabriel de MUN 490
Les Opérations maritimes. — Guerre de côtes et guerre du large, par M. le contre-amiral DEGOUY. 531
La Défense nationale et le problème forestier, par M. Paul DESCOMBES . 540
Revue littéraire. — Conteurs belges, par M. André BEAUNIER. 553
Revues étrangères. — Quelques échantillons de la science allemande, par M. T. de WYZEWA. 566
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française. 588

Livraison du 15 Décembre.

Nos Chansons de geste, par M. Étienne LAMY, de l'Académie française. . . 593
Le Conflit européen, d'après les documens diplomatiques, par M. Guglielmo FERRERO 619
La France pacifique, par M. Charles RICHET, de l'Académie des Sciences. . 647
Le Sac de Phocée et l'expulsion des Grecs ottomans d'Asie-Mineure, en juin 1914, par M. Félix SARTIAUX 654
Comme une terre sans eau..., deuxième partie, par M. Jacques des GACHONS. 687
Nietzsche et la guerre, par M. Louis BERTRAND. 727
De Montmirail a Valmy (1814-1914), par M. Gabriel FAURE 746
Joseph Joubert et Tahiti, par M. André BEAUNIER. 760
La Défense du canal maritime allemand, par M. le contre-amiral DEGOUY . . 781
Poésies, par M. Georges LAFENESTRE, de l'Académie des Beaux-Arts. . . . 788
Revue musicale. — Beethoven, d'après les témoins de sa vie, par M. Camille BELLAIGUE 795
Revues étrangères. — Henri de Treitschke et le pangermanisme, par M. T. de WYZEWA 807
Chronique de la quinzaine, histoire politique, par M. Francis CHARMES, de l'Académie française 819

Paris. — Typ. Philippe Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 52725.

GETTY CENTER LINRARY
3 3125 00675 1859